D. Crémazie,
Libraires,
e la Fabrique,
QUEBEC.

Digitized by the Internet Archive
in 2010 with funding from
University of Ottawa

http://www.archive.org/details/v3revuedesdeuxmond1845brux

REVUE

DES

DEUX MONDES.

ST. MICHAEL'S COLLEGE LIBRARY

IMPRIMERIE DE LA SOCIÉTÉ TYPOGRAPHIQUE BELGE,
AD. WAHLEN ET Cie.

REVUE

DES

DEUX MONDES,

AUGMENTÉE

D'ARTICLES CHOISIS DANS LES MEILLEURS RECUEILS ET REVUES PÉRIODIQUES.

TOME TROISIÈME. — 1845.

Bruxelles,

AU BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES,

RUE FOSSÉS-AUX-LOUPS, N° 74.

1845

ST. MICHAEL'S COLLEGE
LIBRARY

LA

CONQUÊTE DU MEXIQUE

PAR FERNAND CORTEZ

D'APRÈS DE NOUVEAUX DOCUMENTS AMÉRICAINS.[1]

A un homme de ce XIXe siècle qui est l'héritier du XVIIIe, et par conséquent, quoi qu'il fasse, peu dévot, un effort est nécessaire pour comprendre l'esprit dont étaient animés les Espagnols conquérants du Nouveau-Monde. On juge la moralité des événements de l'histoire avec les idées de son propre temps, et souvent c'est pour le mieux, l'arrêt n'en étant que plus équitable; car nous pouvons nous flatter d'être initiés à la notion de l'éternelle justice un peu moins mal que les générations qui nous ont devancés de plusieurs siècles, et notre balance est plus exacte. Nous possédons des secrets qui manquaient aux contemporains; venus après eux, nous apercevons des effets qu'ils ne pouvaient distinguer, et enfin nous ne sommes pas, ainsi qu'ils l'étaient, juges et partie. Cependant, quand il s'agit non plus d'apprécier la moralité intime des actes, mais simplement d'en reconnaître les traits saillants, on les regarde aussi des yeux de son époque, ce qui peut en dénaturer l'aspect. Maintes fois, alors, c'est un panorama où les objets sont à faux jour, parce qu'on s'est placé hors du point de vue.

(1) *Histoire de la Conquête du Mexique*, par M. William Prescott; Boston, 3 vol.; Paris, chez Baudry. — Collection de Documents américains, publiée par M. Ternaux-Compans; Paris, Arthus Bertrand. — Voyez la première partie de ce travail, *De la Civilisation mexicaine avant Fernand Cortez*, dans la *Revue des Deux Mondes* du 15 mars 1845.

Ainsi, les idées religieuses n'étant plus aujourd'hui le mobile des conquêtes, nous sommes enclins à négliger leur influence dans les faits des temps passés ou à l'amoindrir. Nous répétons envers les Espagnols un arrêt que le XVIIIe siècle, en cela inspiré par ses passions, a prononcé contre eux sans que la cause fût suffisamment entendue, et nous tenons pour constant que la soif de l'or fut l'unique ressort de leurs entreprises dans le Nouveau-Monde. Je ne prétends pas que l'amour de la richesse, l'espoir de se créer de grandes fortunes et de grandes existences ait été étranger à ces expéditions merveilleuses : il y a des motifs humains dans toutes les actions des hommes ; mais, à la louange de notre espèce, on peut tenir pour certain que toutes les fois qu'il y a eu un déploiement de qualités héroïques quelque temps soutenues, l'homme a obéi à des noble inspirations. Il répugne de croire que la cupidité seule puisse engendrer des héros. Dans Cortez et dans ses compagnons, il y avait donc mieux que le désir de s'enrichir ou de se faire une position dans les Indes. Autant vaudrait dire que lorsque la France, en 1789, se leva pour prendre en main la cause de la liberté, l'enthousiasme sublime dont la nation était remplie, et qui lui permit de fournir d'une haleine pendant vingt-cinq ans une si glorieuse carrière, n'était point inspiré par un sentiment profond des droits du genre humain, et que les prodiges dont notre patrie a étonné le monde durant un quart de siècle procédaient simplement d'une sotte vanité de bourgeois jaloux des préséances de la noblesse.

Les monuments de l'histoire sont assez nombreux et assez variés pour qu'on y trouve toutes les lumières désirables. Ils nous font voir que les expéditions des Espagnols dans le Nouveau-Monde furent faites sous les auspices du sentiment religieux. Qu'à ce sentiment s'alliassent des idées d'intérêt et d'ambition, je ne fais aucune difficulté de le reconnaître, car ce n'est rien de plus que d'avouer qu'il y a dans l'homme deux principes, et que notre âme est unie à un corps. Je ne remonterai pas à Colomb, qui part dans l'espoir de rencontrer le Grand-Kan et de le convertir, et qui, lorsqu'il a vu qu'il y avait de l'or dans le Nouveau-Monde, n'en veut aller chercher qu'afin de subvenir aux frais d'une croisade nouvelle en Terre-Sainte, ce qui ne l'empêche point d'attacher un grand prix à son titre d'amiral de Castille et aux avantages matériels attachés à ce titre. Tenons-nous-en à Cortez et au Mexique. Cortez, comme Colomb, comme tous les Espagnols de ce temps qui venaient d'achever de reprendre les Espagnes sur les Maures, avait dans l'âme une foi active et envahissante. Les imaginations étaient exaltées dans la Péninsule. C'était la foi qui avait donné à une troupe de cavaliers réfugiés dans les Asturies la force de triompher de califes puissants ; de quoi donc n'était-on pas capable quand on combattait pour la foi ! L'ardeur religieuse naturelle à ce siècle s'était accrue de tout ce qu'y pouvait ajouter le feu sacré du patriotisme. Pour la jeunesse qui sortait de terre sous les pas des vainqueurs de Grenade et de Cordoue, soumettre des infidèles, établir le culte de la croix dans des contrées où le signe de la rédemption n'avait pas brillé encore, c'était l'ambition souveraine, la gloire suprême, un bonheur sans pareil. Une expédition dans le Nouveau-Monde était une croisade. La guerre contre les Indiens, par cela seul qu'ils étaient infidèles, était une guerre sainte. Leur faire confesser la foi était un mérite incomparable. A ce prix, qu'on eût donné carrière à ses passions, qu'on eût été licencieux, cupide, sanguinaire, peu importait : tout péché était racheté par une aussi bonne œuvre, et on allait droit au ciel. Contre les mécréants, et tout non-croyant était tel, tous moyens étaient bons, pourvu qu'on leur fît

accepter le baptême. La foule en était persuadée, quoique quelques-uns des chefs fussent plus éclairés et plus humains.

Cortez, de même que tous les hommes grands et petits, était de son temps. Il en partageait, à des degrés divers, les illusions et les préjugés, comme il en avait le courage et la foi. Son chapelain, Gomara, nous a conservé la harangue qu'il adressa à sa troupe au moment de quitter définitivement l'île de Cuba, à la revue du cap Saint-Antoine. Il termine par ces paroles, que, si leur nombre est petit, ils ont avec eux le Tout-Puissant, qui n'a jamais abandonné les Espagnols dans leurs luttes contre les infidèles. Que fait la multitude des ennemis qu'ils peuvent rencontrer, puisqu'ils sont sous la bannière de la croix? Cette conviction ne le quitta jamais, et il la maintint chez ses compagnons; grande raison pour qu'ils triomphassent. Le meilleur moyen qu'un homme accomplisse une œuvre, quelque difficile qu'elle soit, c'est qu'il se soit persuadé qu'il ne la pouvait manquer. Cortez fut d'une sagacité extraordinaire, d'une politique extrêmement habile, d'une intrépidité sans égale, d'une vigilance inouïe, d'une prudence consommée en même temps que d'une audace prodigieuse; il possédait au plus haut degré l'empire de soi, gage et condition de l'empire sur autrui. A tous ces dons naturels se joignit, d'un bout à l'autre de la conquête, un bonheur incroyable; les éléments et les événements semblent conspirer pour lui. Cependant la principale cause de son succès, ce fut sa foi.

Dans l'île de Cozumel, premier point de relâche, à peine a-t-il rassuré les habitants, que son lieutenant Alvarado, débarqué avant lui, avait fait fuir par ses violences, qu'il s'occupe de les convertir. Sur leur refus de renoncer à leur idolâtrie, il ordonne aux siens de saisir les statues des dieux et de les précipiter du haut en bas des temples, disposés, comme ceux des Mexicains, en pyramides. Un autel est mis à la place du sanctuaire païen ; le père Olmedo y dit la messe, et les Indiens, saisis de ce que les dieux n'ont pas aussitôt frappé de mort les étrangers qui les ont outragés dans leurs sanctuaires et leurs images, se laissent baptiser. De là on passe à la province de Tabasco, dans la péninsule du Yucatan, et on y trouve des populations plus nombreuses, plus guerrières, plus avancées dans les arts. Celles-là faisaient des sacrifices humains. Les Indiens refusent de communiquer avec l'expédition ; il faut se battre. Le combat fut opiniâtre et sanglant. On vit un saint, monté sur un cheval gris, descendre du ciel pour se mettre à la tête des cavaliers espagnols et leur donner l'exemple de charger. Personne n'en douta dans l'armée, et lorsque Cortez rendit compte de l'affaire aux souverains de Castille, il leur dit : « Vos altesses royales doivent tenir pour certain que cette victoire fut remportée moins par nos forces que par la volonté de Dieu, car qu'est-ce que nous aurions pu, quatre cents hommes que nous étions, contre quarante mille guerriers? » Terrifiés par l'artillerie, par la cavalerie, stupéfaits de l'audace de cette poignée d'hommes qu'ils prennent pour des êtres surnaturels, les Indiens se convertissent. On célèbre leur conversion par une cérémonie pompeuse le dimanche suivant, qui était le dimanche des Rameaux, et on s'embarque pour gagner les terres mexicaines où l'on sait qu'habite un grand souverain, chef d'un peuple qui possède beaucoup d'or.

Bientôt des entrevues ont lieu entre Cortez et Teutlile, gouverneur, pour Montezuma, de la province à laquelle correspond aujourd'hui le pays de la Vera-Cruz. Tout se passe à grande étiquette, comme il convient aux représentants de deux souverains puissants dont chacun se tient pour le premier monarque de l'univers.

Montezuma est tourmenté du désir d'éloigner les Espagnols de la capitale. Par ses envoyés, il les détourne d'y venir, il leur fait dire, en homme qui est accoutumé à être obéi, que cela ne lui convient pas; mais aussi, en prince magnifique et libéral, il les comble de présents. Ce sont des tissus de coton d'une grande beauté, des étoffes de plume, article dans lequel les Mexicains excellaient, et qui leur était propre. Ce sont des bijoux d'or et d'argent d'un grands poids et d'une façon égale à la matière. C'est de la poudre d'or à pleins casques; Cortez avait dit à Teutlile que ses compagnons étaient sujets à une affection de cœur pour laquelle la poudre d'or était un spécifique souverain. A ces dons splendides, Cortez répondit comme il le pouvait, par une toque ornée d'une médaille en or représentant saint George et le dragon, par des chemises de Hollande, les plus fines qu'il possédât (les Mexicains ne connaissaient pas le lin), et par des articles de verroterie qui pouvaient paraître d'un grand prix chez ces peuples où l'art du verrier était ignoré. Moyennant ces échanges, on pouvait se croire en bons rapports ; les Indiens du voisinage apportaient des vivres en abondance aux Espagnols et se mettaient à leurs ordres pour tous leurs besoins. Cortez continuait de négocier pour qu'on le laissât aller à Tenochtitlan (Mexico); mais au milieu d'une conférence l'heure des vêpres sonne, et Cortez imagine que le moment est venu de faire connaître aux Aztèques la loi religieuse dans laquelle il a tant à cœur de les instruire. Par son ordre, le père Olmedo commence une prédication où il expose les mystères du christianisme, et annonce que les Espagnols sont venus pour extirper l'idolâtrie et établir le culte du vrai Dieu. Il termine en distribuant de petites images de la Vierge avec le Christ dans ses bras. Deux interprètes, l'Espagnol Aguilar, qui a été captif dans le Yucatan, et la jeune fille indienne Malinche, livrée à Cortez par un des caciques de Tabasco, transmettent tant bien que mal la parole du bon père aux Aztèques étonnés. De ce moment, toute relation est rompue. Pas un des naturels ne se présente au camp; il ne vient plus de provisions, et, parmi les suivants de Cortez, les mécontents commencent à dire qu'il faut s'en retourner à Cuba avec les présents somptueux de Montezuma.

Cependant Cortez reçoit un message du chef des Totonaques, établis autour de Cempoalla dans la *Terre-Chaude*. Las des exigences des Aztèques, qui l'avaient récemment soumis, ce cacique envoie demander l'assistance de ces merveilleux étrangers qui lancent le tonnerre et ont avec eux des animaux à l'irrésistible impétuosité. Il est puissant, il se vante d'avoir cent cinquante mille combattants sous ses ordres, hyperbole extrême, quoique sa capitale Cempoalla eût réellement trente mille âmes. Ce fut pour Cortez une révélation. Ce grand empire mexicain n'était donc pas uni et compacte; il recélait des ferments de division ; une politique habile pouvait s'y ménager des auxiliaires pour s'y faire jour et le renverser. L'ouverture du cacique est accueillie avec amitié. On va marcher sur Cempoalla : toutefois, avant de se mettre en route, Cortez assure sa position personnelle. A la faveur d'une organisation nouvelle, fondée sur l'indépendance qu'avaient alors les communes en Espagne, il rompt les liens de subordination apparente qui l'attachent au gouverneur de Cuba, Velasquez. Cette révolution s'opère sans qu'il paraisse faire rien de plus que de suivre le mouvement, au moyen de l'établissement d'une colonie qui, en vertu de son droit municipal, nomme ses officiers. Quelques jours après, on est à Cempoalla, aux acclamations des populations indiennes. Cortez compromet habilement le cacique vis-à-vis des Aztèques par un affront qu'il le décide à faire, sans la participation ostensible des Espagnols, aux collecteurs qui venaient cher-

cher le tribut de la part de l'empereur. Il le réconcilie ensuite avec une peuplade voisine et lui garantit sa protection envers et contre tous; en même temps il entreprend de le convertir. Le cacique proposait le mariage de huit jeunes filles prises dans les familles les plus considérables de la principauté avec des officiers espagnols. Cortez accepte, à la condition qu'elles seront baptisées, et intime au cacique qu'il faut que lui-même il devienne chrétien. L'Indien veut argumenter, il déclare qu'il résistera à toute tentative contre les images de ses dieux : il remontre que, s'il était réduit à l'impuissance, les dieux sauraient bien se venger eux-mêmes; mais les Espagnols sont révoltés de cette sanguinaire idolâtrie et des festins de cannibales où on dévore les victimes dans une infernale communion. Ils poussent des cris d'enthousiasme quand leur général leur dit qu'il faut en finir; car, s'ils supportent plus longtemps le spectacle de ce culte diabolique, Dieu, qui seul peut les faire réussir, se retirera d'eux. Ils suivent Cortez, qui s'élance vers le temple l'épée à la main. Le cacique appelle ses guerriers aux armes et barre le chemin aux Espagnols avec ses prêtres aux cheveux épars et aux robes noires tachées de sang. Cortez fait saisir et entourer par ses soldats le chef, les principaux prêtres et les plus illustres guerriers des Totonaques. « Vous êtes des insensés, leur dit-il, vous n'avez de refuge qu'en moi; car, si je vous abandonnais, la main de Montezuma s'appesantirait aussitôt sur vous. Il faut donc que vous m'obéissiez, et je veux la destruction de vos idoles. » Le cacique à cette pensée s'incline, et, se cachant la figure dans les mains, il s'écrie que Cortez fasse ce qu'il voudra, mais que la colère des dieux va se manifester contre les étrangers profanateurs. Cinquante Castillans montent au sommet de la pyramide, arrachent les idoles de bois, les font rouler sur le parvis et en font un feu de joie. A ce spectacle, le ciel se tait, au grand étonnement des naturels. Le sanctuaire est purifié ensuite : on y dresse un autel et on y conduit processionnellement une image de la Vierge entourée de fleurs. Plusieurs des prêtres des dieux sanguinaires des Mexicains se joignent au cortége, en robe blanche. Le père Olmedo célèbre la messe et adresse à son auditoire une exhortation qui arrache des pleurs à tous les assistants. Cortez a satisfait au cri de sa conscience et il s'est assuré la fidélité des gens de Cempoalla. Sa confiance est doublée. Il part de Cempoalla pour s'avancer vers Mexico, malgré la défense de Montezuma. Il emmène avec lui 400 fantassins, 15 cavaliers, 7 pièces d'artillerie; le reste de la troupe demeure à la Vera-Cruz, sous le commandement d'Escalante qui lui est dévoué, comme dans un poste d'observation sur la mer. 1,300 guerriers totonaques que d'autres grossiront bientôt, et 1,000 tamanes ou porteurs chargés du bagage, se joignent à lui.

D'après le conseil des gens de Cempoalla, on se dirige par le pays de Tlascala, peuplé d'une nation qui avait, dans ses montagnes, maintenu son indépendance contre le puissant Montezuma, de même que les Suisses, après avoir secoué le joug, avaient été, dans leurs défilés, au milieu de leurs rochers, invincibles pour l'empereur d'Allemagne, héritier des Césars. Les Tlascaltèques étaient de même origine que les Aztèques, ils parlaient un dialecte de la même langue et avaient les mêmes habitudes, les mêmes usages, avec moins de raffinement et de culture, et notamment les mêmes sacrifices sanglants; malgré tous ces traits de ressemblance, ils détestaient les Aztèques d'une haine féroce; c'étaient les frères ennemis. Cortez, en marchant à eux, était guidé par l'espoir de s'en faire des auxiliaires contre l'empire mexicain, mais il n'avait pas songé à la fierté de ces montagnards. Ils refusaient de se soumettre à Montezuma, parce qu'ils voulaient être les maî-

tres chez eux. Quelle chance y avait-il qu'ils acceptassent une suzeraineté inconnue?

Ici commence pour Cortez la guerre de la conquête. Jusqu'alors il avait trouvé sur son chemin des obstacles à arrêter, l'un après l'autre, vingt chefs ordinaires. C'était le gouverneur Velasquez, dont il était la créature, malgré lequel il avait fallu audacieusement partir, s'approvisionner, se recruter; c'étaient, dans sa petite troupe, les partisans de Velasquez qu'il avait fallu intimider ou séduire, afin que leur glaive ne brisât par le fil de l'intrigue de la Vera-Cruz, à la faveur de laquelle il s'était dégagé de toute dépendance vis-à-vis du gouverneur de Cuba. Il avait eu à plier à l'obéissance des gens indisciplinés, ramassés de toutes parts; ensuite des complots à déjouer, car le mécontentement de ces aventuriers, auxquels on voulait mettre un frein, avait engendré plus d'une conspiration. Il avait eu à obtenir d'eux qu'ils abandonnassent au souverain, sans s'en rien réserver, tous les présents de Montezuma qui étaient dûment leur propriété; il leur avait demandé ce sacrifice, comptant que la vue de tant d'or et d'argent lui concilierait la cour, ferait accepter la comédie jouée par la municipalité de la Vera-Cruz et éconduire les émissaires de Velasquez. Enfin, il avait eu à contenir les murmures qui avaient fait explosion à la nouvelle de l'incendie de la flotte qui les séparait de leurs amis, et les laissait, eux, une poignée d'hommes, à la merci d'ennemis valeureux et innombrables. Je ne parle pas des batailles qu'on avait dû gagner contre les habitants de Tabasco. Avec un esprit fécond en expédients, une rare dextérité, une forte dose de cette résolution qui est communicative; avec une grande circonspection dans l'audace même, et en s'aidant de l'expérience qu'il avait acquise, tout jeune encore, au milieu d'une vie agitée, Cortez avait pu sortir de tous ces embarras; c'était affaire de ressources intellectuelles et de force morale. Maintenant, pour soumettre les armes à la main ces vaillants Tlascaltèques qui refusent de l'accueillir ou de lui livrer passage, c'est de la force matérielle qu'il faut. Comment faire? Rien ne leur est plus facile que de mettre en ligne cinquante mille guerriers déjà éprouvés; ils les ont tout prêts; leurs défilés sont aisés à garder; leur sol est couvert de bois où l'on peut organiser des embuscades. Les lieux et le nombre sont pour eux. Cortez, avons-nous dit, a quatre cents hommes, quinze chevaux et sept petites pièces d'artillerie. Il y avait pu joindre, lorsqu'il entra sur le territoire des Tlascaltèques, trois mille guerriers indigènes.

Les Tlascaltèques sont commandés par le jeune Xicotencatl, non moins rusé qu'intrépide. On livre un premier combat où Cortez demeure vainqueur avec la perte sensible de deux de ses quinze chevaux. Quelques jours après, c'est une affaire plus sérieuse : on se bat toute la journée; l'artillerie, les chevaux et les lances de bon acier de Tolède font merveille; Xicotencatl est forcé d'abandonner le champ de bataille, mais il se retire en bon ordre. Cortez, dont la petite armée compte plusieurs blessés, envoie proposer la paix. Xicotencatl, à la tête de ses troupes, répond que le chemin de Tlascala ne sera ouvert aux Espagnols que pour qu'ils aillent à la pierre du sacrifice, et que s'ils restaient dans leur camp, on irait les y prendre.

Le 5 septembre 1519, nouvelle bataille ; les Indiens sont nombreux, pleins de ressentiment. Cortez fait un appel à la foi de sa troupe. « Dieu est avec eux ; Dieu veut que la croix soit plantée dans ces belles régions; comment le serait-elle s'ils lâchaient pied? » Il leur a donné des instructions intelligentes pour tirer le meilleur parti de leurs armes européennes. Les deux armées s'ébranlent. La victoire était indécise, lorsqu'un des chefs indiens, qui avait eu une querelle avec Xico-

tencatl, s'éloigne avec ses soldats, entraînant un autre chef dans sa fuite préméditée. Xicotencatl tient bon quatre heures de plus et bat en retraite sans être poursuivi. Cortez alors renouvelle ses propositions de paix. La réponse fut une attaque de nuit. Heureusement Cortez a accoutumé ses hommes à être toujours prêts; jamais leurs armes ne les quittent, ils dorment en ordre de combat, et des sentinelles vigilantes gardent le camp. Cette nuit, par bonheur, il faisait clair de lune. Les Tlascaltèques échouent donc encore une fois, et Cortez envoie des Indiens porteurs de paroles de paix, non plus au général ennemi, mais bien à la ville de Tlascala même. La proposition est favorablement écoutée. Une ambassade solennelle part pour aller trouver Cortez. L'obstiné Xicotencatl la retient dans son camp et se prépare à prendre sa revanche. Chez les Espagnols, pendant ce temps, le découragement a pénétré; ils comptent leurs morts et leurs blessés; ils voient leur général rongé par la fièvre. Ils souffrent du froid dans cette partie élevée du plateau où ils couchent à la belle étoile. On se dit de l'un à l'autre que l'idée d'aller jusqu'à Mexico est une folie. Le parti de Velasquez se réveille, et une députation de mécontents va présenter au général les griefs de l'armée. « Il se peut que la nature soit contre nous, mais Dieu est plus fort que la nature, répond Cortez. » Il leur cite un vers d'une vieille romance dont le sens est qu'il vaut mieux mourir avec gloire que vivre dans le déshonneur. Ces autres *grognards* se calment, et peu après des gens de Tlascala paraissent avec des enseignes blanches en signe de paix : ils apportent des provisions de la part de Xicotencatl. La joie se répand dans le camp. Cependant Marina, qui les a observés de près, avertit Cortez que c'est un stratagème et qu'ils sont envoyés pour l'espionner; Cortez en acquiert la preuve et renvoie aussitôt à Xicotencatl ses émissaires après leur avoir fait couper la main. C'est ce que César avait fait bien plus injustement, lors du siége d'Alesia, contre des gens qui n'étaient pas des traîtres. « Rapportez à votre général, leur dit Cortez quand on les jeta hors du camp, qu'il peut venir de jour et de nuit, quand il voudra et comme il le voudra, et il verra qui nous sommes. » A la vue de ses émissaires mutilés, Xicotencatl est déconcerté, consterné. Ces étrangers extraordinaires savent donc lire dans sa pensée! Il se met enfin à désespérer de triompher des Espagnols, soit par la force ouverte, soit par la ruse, et se convertit à la paix. Il vient lui-même en donner l'assurance. A peu de jours de là, on part en bonne harmonie, tous ensemble, pour Tlascala, où Cortez est reçu dans le palais du père de Xicotencatl, et l'union achève de se cimenter.

Ce n'est pas précisément la bravoure virtuelle qui donna aux Espagnols la victoire sur les Tlascaltèques. L'un des compagnons de Cortez affirme que rien n'était plus brave que ces Indiens; il en a vu qui seuls se défendaient contre deux cavaliers, contre trois, contre quatre. La supériorité des armures, la poudre à canon, une discipline admirable, une incomparable vigilance, une tactique supérieure et le génie de Cortez décidèrent le succès. Les chevaux, sortes de montres ailés, dont la vue troublait les guerriers tlascaltèques les plus déterminés, plus encore que les éléphants de Pyrrhus les Romains, y furent pour une bonne part. Cortez avait singulièrement façonné ses hommes. Il avait fait passer en eux sa prodigieuse présence d'esprit et avait trempé leurs corps par toutes les épreuves. La volonté persévérante d'un bon général opère comme le bain du Styx. Par un effet de leur tempérament, les Espagnols, quand un grand sentiment les anime, ont des qualités militaires qu'on chercherait vainement ailleurs. L'Anglais est assurément très-brave, mais une armée anglaise qui n'a pas un certain bien-être, de la

viande, du thé, est démoralisée et perdue. L'Espagnol peut se passer de tout, de boire, de manger, de dormir, supporter le froid et le chaud, et faire, l'estomac vide, des marches incroyables. Les soldats de Cortez eurent lieu de déployer toutes ces ressources qu'ils avaient dans le sang. Je crois cependant que rien ne les soutint au même degré que la conviction où ils étaient du triomphe nécessaire, infaillible, de la croix par leurs mains. Depuis l'expulsion des Maures, ils étaient persuadés que des infidèles ne pouvaient leur résister. C'est ce que répond Marina à un chef des Cempoallans qui, dans une des batailles contre les Tlascaltèques, croit que c'en est fait de lui et des siens, et Cortez, dans ses discours à ses compagnons, lorsqu'ils lui remontrent les difficultés dont ils sont entourés, revient toujours à leur dire qu'ils ont la bannière de la croix et que cela doit leur suffire.

Mais cette foi robuste, indomptable, qui donne à Cortez tant de puissance et lui vaut de pareils succès, lui crée aussi des périls, le pousse vers des écueils. Une fois à Tlascala, il se demande s'il peut tolérer auprès de lui le culte des faux dieux. Ses nouveaux amis, ses alliés, dont il ne peut se passer pour son entreprise contre Montezuma, sont idolâtres ; ils égorgent des victimes humaines et les mangent avec grand apparat. Ces atrocités sacriléges continueront-elles d'avoir leur cours, et la croix aura-t-elle traversé l'état de Tlascala sans le purifier de cette souillure? Le père Olmedo, heureusement, modère le héros. « Il faut faire chaque chose en son temps, lui dit-il ; attendons l'occasion. » Et, en effet, l'occasion se présente bientôt. Voici que les chefs tlascaltèques proposent à Cortez et à ses officiers leurs filles pour épouses. Cortez leur répond que c'est impraticable, à moins que Tlascala ne se convertisse. Il leur explique la différence de leur religion avec la sienne, leur déclare qu'ils sont voués à la perdition éternelle, s'ils ne secouent leurs ténèbres. Une controverse s'engage ; les sénateurs tlascaltèques allèguent, suivant une formule qu'on retrouve souvent dans la bouche des Indiens, que chacun, étant content de ses dieux, doit les garder ; qu'eux, vieillards de la nation, ils n'abjureront jamais le culte des divinités qui avaient protégé leurs jeunes ans; que cette abjuration attirerait sur l'état la colère du ciel et soulèverait les populations, qui ne voulaient se départir de leurs croyances pas plus que de leurs libertés, et répandraient la dernière goutte de leur sang pour les unes comme pour les autres.

Après la conférence, Cortez, dont le caractère s'accommode mal des obstacles, ressent des mouvements d'irritation et penche à s'y livrer : le père Olmedo lui renouvelle ses observations et ses prières pour qu'il temporise. « Patience ; à quoi bon violenter la conscience de ces peuples? Les conversions forcées ne valent rien. Quand vous aurez renversé les autels, en supposant que vous le puissiez, les idoles resteront dans les cœurs. Agissons par la persuasion ; l'œuvre, si elle est plus lente, sera plus sûre. » Alvarado et Velasquez de Léon joignent leurs instances à celles du moine charitable et bien avisé. Cortez condescend au principe de la tolérance religieuse. Les Espagnols pratiqueront leur religion publiquement, mais aucune contrainte ne sera exercée sur les habitants pour les y amener. Une grande croix est plantée dans un des carrefours de Tlascala. Elle surmonte un autel, où chaque jour la messe est célébrée. Cinq ou six jeunes filles des premières familles de la république sont baptisées et se marient à des officiers espagnols. L'une d'elles était la fille du vieux Xicotencatl, la sœur du jeune général qui avait défendu le sol de la patrie avec tant de courage et de persévérance. Elle devint la femme d'Alvarado, pour qui les Tlascaltèques ressentaient une admiration pro-

fonde, et qui, à cause de ses manières ouvertes et démonstratives, de ses allures hardies, de ses grands cheveux blonds bouclés sur un teint clair, avait reçu le nom de Soleil (*Tonatiuh*). De ce mariage naquirent des enfants qui s'allièrent avec les plus nobles familles de Castille.

Il fut heureux pour Cortez que l'ardeur de son prosélytisme trouvât pour la tempérer la prudence du père Olmedo, les vues probablement mondaines de quelques-uns de ses lieutenants, et que, par leurs conseils, il se laissât ramener à la circonspection qui, en toute autre matière, lui était naturelle. Il eût soulevé un orage où il eût disparu avec sa troupe, alors épuisée, et dont les rangs étaient éclaircis ; et eût-il réduit les Tlascaltèques, ce qui n'est pas probable, ces démonstrations de prosélytisme brutal lui eussent fermé le chemin de Mexico. L'entreprise eût été manquée. L'histoire mentionnerait son nom comme celui d'un condottiere qui aurait anéanti, par son fanatisme, les espérances magnifiques qu'avaient fait naître de premiers succès. Ce que c'est pourtant qu'un instant dans la vie d'un grand homme ! Ce que vaut un bon avis ! Une magnifique page, en impérissables caractères, dans l'histoire universelle, au lieu d'un de ces souvenirs obscurs, indifférents et fugitifs, qui forment le lot des aventuriers imprudents, et même l'unique récompense d'hommes meilleurs en qui la nature avait mis l'étoffe d'un héros, mais qui ont été malheureux.

Cortez, une fois rentré dans la bonne voie où son excellent jugement et sa pénétration tendaient à le maintenir, dresse son plan de campagne. Il ira maintenant à Mexico, bon gré, mal gré ; il a une puissante alliance garantie par l'antipathie invétérée des Tlascaltèques contre les Aztèques. Le terrain est ferme sous ses pieds et il a le secret de la faiblesse de l'empire mexicain. Ce qu'il a appris à Tlascala a confirmé le dire du cacique de Cempoalla sur la haine qu'une partie des populations tributaires de l'empire a vouée à ses oppresseurs. Montezuma est détesté dans les provinces conquises : un libérateur qui s'offrira pour délivrer les peuples de ce joug pesant, pourvu qu'il soit fort, trouvera de nombreux auxiliaires. Aux portes même de Mexico, le *conquistador* sait qu'il aura des amis. Le frère de Cacamatzin, roi de Tezcuco, fils comme lui de Nezahualpilli, le prince Ixtlixochitl, écarté du trône de Tezcuco par l'influence de Montezuma, et réduit à un apanage médiocre, brûle de se venger : il est renommé par son bouillant courage, et il a fait offrir ses services à Cortez.

Cependant, à Mexico, l'empereur était livré à une perplexité désolante. Au fond généreux et intelligent, ce prince, après s'être distingué par sa bravoure, s'était abandonné à une superstition effrénée et à une bigoterie sanglante, on a vu à quel degré. Il est bien difficile de présumer ce qui se passait dans son âme : nous sommes trop étrangers aux idées sous l'empire desquelles on vivait alors à Mexico, et la superstition avec ses extravagances est comme un de ces labyrinthes tortueux et sombres où il est impossible de distinguer le chemin qu'un homme a pu suivre parmi les détours les plus bizarrement compliqués. Si les idées qui peuvent naître d'une aveugle superstition associée à l'astrologie n'étaient pas presque toujours au rebours de l'ordre naturel du raisonnement, aux antipodes de la logique et du bon sens, on pourrait expliquer la conduite indécise de Montezuma et les contradictions de sa politique vacillante en disant qu'il était dominé tour à tour par un penchant à se conformer aux prophéties qui annonçaient le retour de Quetzalcoatl ou de sa race, et par le désir de conserver l'empire, même en dépit des envoyés de ce dieu vénéré. En tant qu'empereur jaloux de sa souve-

raineté, Montezuma redoutait ces étrangers sur lesquels des rapports propres à inspirer de l'effroi lui étaient parvenus. Le contact de ces êtres formidables ne pouvait manquer d'être fatal à son autorité. D'un autre côté, n'était-ce pas Quetzalcoatl qui revenait, conformément à la tradition, ou qui envoyait ses enfants? Une vague rumeur courait depuis plusieurs années que le moment solennel du retour de ce bon et puissant prince était proche, et dans ce cas ne fallait-il pas recevoir les Espagnols avec le plus profond respect, le plus grand empressement? Des présages menaçants se multipliaient depuis quelque temps. Les astrologues prédisaient que des calamités étaient suspendues sur l'empire, et c'est sans doute à ce motif qu'il faut attribuer le redoublement des sacrifices humains offerts alors aux dieux en expiation.

Dans les tiraillements de son indécison, Montezuma, à l'arrivée des Espagnols, avait réuni le grand conseil de l'empire, dont faisaient partie les rois de Tezcuco et de Tlacopan. Qu'étaient ces êtres d'une race ignorée? quel accueil leur fallait-il faire? Était-ce ou non la descendance de Quetzalcoatl? étaient-ce des hommes ou des êtres surnaturels? Ce devaient être des hommes, et bien des raisons donnaient à croire que c'étaient les envoyés de Quetzalcoatl : ils venaient de l'orient, ils étaient blancs et barbus, ils étaient courageux, invincibles. Cependant, s'ils venaient de la part de Quetzalcoatl, comment étaient-ils ennemis des dieux du pays? Quelques personnes inclinaient à les bien recevoir, et entre autres Cacamatzin, qui avait succédé, avons-nous dit, à son père Nezahualpilli sur le trône de Tezcuco; mais cet avis n'avait pas été du goût de Montezuma. Finalement l'empereur ne s'était arrêté à aucun parti. Dans ses tergiversations, il n'avait pas ouvert aux Espagnols sa capitale, il n'avait pas non plus employé la force pour les éloigner. Il les avait fait observer par ses ambassadeurs. Le plus habile d'entre eux, Teutlile, avait des instructions afin de constater ce qu'il pouvait y avoir de commun entre les Espagnols et Quetzalcoatl; aussi, ayant remarqué sur la tête d'un des soldats un casque doré semblable à celui que portait l'image du dieu, Teutlile avait demandé que le casque lui fût remis afin de l'expédier en toute hâte à Tenochtitlan (Mexico) comme une pièce de conviction. Cependant Cortez insistait toujours pour être admis à présenter à l'empereur le message qu'il prétendait apporter de la part de son souverain. Il faisait plus, il se rapprochait, pendant qu'on lui en refusait la permission. Maintenant il était à Tlascala, chez les ennemis des Aztèques. Il s'était montré plus formidable encore qu'on ne le supposait. Il était difficile de ne pas accueillir sa demande, et l'on pouvait se réserver par quelque embuscade le moyen de s'en débarrasser. A Tlascala donc, une dernière ambassade de Montezuma vient trouver Cortez, chargée de riches présents, de même que les autres. Cette fois, Cortez était invité à se rendre auprès de l'empereur, et on l'engageait à ne pas se lier avec les Tlascaltèques, qui, disait-on, étaient des barbares, des gens de bas étage. On lui indiquait pour se rendre à la capitale la route de Cholula, assurant que, dans cette ville, des préparatifs dignes de lui avaient été faits pour le recevoir. S'il faut en croire les historiens espagnols, c'est un complot qu'on y avait préparé.

Je glisse sur les événements de Cholula, quoique ce soit un remarquable épisode plein de dramatiques horreurs. Je ne m'arrête pas davantage aux détails du voyage de Cholula à Tenochtitlan, quoique ce soit sacrifier la description de villes curieuses, de jardins plus fastueux que ceux de l'orgueilleuse Sémiramis, et de montagnes dont les défilés rappellent les pays enchantés des romans de chevalerie.

Entrons dans la capitale avec Cortez. Le voilà dans cette Venise au milieu des montagnes. Il habite le palais bâti par l'empereur Axayacatl, père de Montezuma, au pied de la grande pyramide. Cette vaste demeure, comprenant plusieurs bâtiments clos dans une même enceinte, suffit à loger les Espagnols et les Tlascaltèques qui les ont suivis, avec les nombreux serviteurs que leur a donnés le prince mexicain. Rien ne leur manque. Les habitants de la ville leur témoignent les plus grands égards, car décidément ce ne peuvent être des hommes qui ont accompli de pareilles prouesses, résisté à tant d'efforts, surmonté tant de périls, traversé sans en recevoir d'atteinte tant d'embûches; ce doivent être des dieux, et on les qualifie de *dioses blancos* (les dieux blancs). Qu'importe pourtant à Cortez? Il n'est pas venu pour goûter les splendides loisirs d'une hospitalité impériale. Il a son but toujours devant lui, ce qui lui donne un grand avantage sur Montezuma, qui est bourrelé d'incertitudes. L'empereur aztèque conserve, il est vrai, un pouvoir immense. La terreur qu'il inspirait au loin s'est affaiblie, et c'était le ressort de son autorité; Cortez a recueilli, même entre Cholula et la capitale, beaucoup de murmures contre le gouvernement aztèque : cependant, telle est l'opinion qu'on a encore de l'empereur et de sa puissance, qu'aux portes de Mexico, les Cempoallans, qui jusqu'alors ont suivi fidèlement Cortez, viennent lui dire qu'il ne leur est pas possible d'en franchir l'enceinte et de s'exposer au courroux du *grand Montezuma.*

Dans la solennelle audience où Montezuma, entouré de sa cour, reçoit Cortez et ses officiers, l'empereur déclare au *conquistador* qu'à tant de hauts faits accomplis par les Espagnols, non moins qu'à la direction par laquelle ils sont venus dans ses états, il lui est impossible de ne pas les reconnaître pour les envoyés du grand et bon Quetzalcoatl qui a civilisé l'Anahuac. Le souverain au nom duquel s'annonce Cortez ne peut être que Quetzalcoatl lui-même. Montezuma, en parlant ainsi, avait les yeux et la voix remplis de larmes. On ne pouvait douter de sa sincérité en ce moment. Dans les jours qui suivent, il comble tous les Espagnols de présents. Il n'était simple soldat qui n'eût deux colliers massifs en or. Cortez, cependant, a pris la mesure des ressources inouïes dont Montezuma dispose. Il voit quel est le dévouement absolu de toute la nombreuse population de la capitale et des environs pour l'empereur aztèque. Le tempérament violent de ses compagnons, excité par tant de victoires, par le spectacle de tant de richesses sur lesquelles ils étaient portés à s'arroger le droit du vainqueur, lui inspirent des inquiétudes que redouble le caractère âpre et féroce des guerriers de Tlascala. Ceux-ci, en effet, sont détestés des Aztèques et le leur rendent bien. Dans leur humeur sauvage, ils ne peuvent contenir l'arrogance dont les a gonflés le succès. Ensuite, il peut arriver d'Espagne une réponse peu amicale à ses dépêches, un rappel peut-être par l'effet des accusations et des intrigues de Velasquez, ou de la misérable envie contre tout ce qui se distingue qui anime l'évêque Fonseca, directeur des affaires des Indes. Le gouverneur de Cuba lui-même est homme à envoyer une nouvelle expédition, et d'autres auraient le mérite et le bénéfice des héroïques labeurs déjà accomplis! Il n'y a donc pas de temps à perdre. Montezuma est fasciné, il faut en profiter. Telles étaient les pensées dont était agité le sein de Cortez huit jours après son entrée dans la cité impériale de Tenochtitlan. Il s'était placé dans l'obligation de réussir et d'ajouter à la couronne de Charles-Quint un fleuron si beau qu'en considération de ses services toute son audace lui fût pardonnée. Un dernier pas restait à faire, un seul, mais c'était le plus difficile de tous. Hôte de

Montezuma, il fallait devenir son maître. Cortez se fie à sa fortune. Montezuma sera le vassal du roi d'Espagne, et lui, Cortez, il aura un gage certain de la subordination et de l'obéissance des peuples. Ce gage sera la personne de l'empereur.

Après tant de hardiesses, celle-ci était une suprême témérité. Sous prétexte de la conduite perfide d'un gouverneur mexicain, Quauhpopoca, qui, il y a quelque temps déjà, a fait égorger deux soldats espagnols, Cortez se rend au palais impérial suivi de cinq ou six de ses plus intrépides lieutenants, et termine un entretien avec le prince en lui disant de le suivre dans ses propres quartiers. Montezuma refuse; on lui réplique qu'il le faut. Il offre en otages ses enfants; on lui signifie qu'on le veut lui-même, et les Espagnols mettent la main sur la garde de leur épée. C'est de la folie caractérisée, direz-vous; le palais est rempli de gardes, la ville regorge de soldats mexicains. Montezuma est tout puissant : ainsi qu'il le dit un jour à Cortez, il n'a qu'à lever le doigt pour que des myriades de guerriers se ruent sur la petite troupe des Castillans et de leurs suivants les Tlascaltèques. Mais Cortez, avec le coup d'œil de l'homme de génie, a vu que son ascendant personnel sur Montezuma était plus grand encore que le pouvoir de ce prince sur ses sujets. Cette autorité absolue de l'empereur, puisqu'il tient l'empereur lui-même dans sa main, elle sera un instrument pour ses desseins audacieux. Montezuma est fasciné par le *conquistador*, donc il cédera et se laissera emmener dans le casernement de celui-ci : il est vain au plus haut degré, donc il fera comme s'il allait de son plein gré, et que tel fût son bon plaisir. A sa cour, parmi ses gardes, et dans sa capitale, on est dressé à lui obéir ponctuellement avec la soumission la plus profonde; donc, quand il aura exprimé sa volonté, on n'y résistera pas, on le conduira respectueusement dans cette prison, qu'il subira, mais qu'il paraîtra s'être choisie. Cependant, quand il demande sa litière, disant que c'est pour aller s'établir dans le quartier des Espagnols, les nobles, chefs de sa garde et de sa maison, semblent stupéfaits; ils n'en croient pas leurs oreilles ni leurs yeux. Dans les rues, la foule le regarde passer comme terrifiée d'un sacrilége abominable; cependant personne ne bouge : Montezuma répète qu'il lui plaît d'aller vivre parmi ses amis les Espagnols. Il y est reçu d'ailleurs avec le respect le plus affecté. Sa maison, avec son luxe éclatant, le suit dans cette captivité.

Une fois Montezuma entre ses mains, Cortez lui fait apercevoir que, s'il est souverain à Tenochtitlan, il n'en est pas moins le vassal du roi d'Espagne. L'infortuné Quauhpopoca est jugé, condamné, brûlé vif, et, pendant la durée de l'exécution, Montezuma, comme un vassal félon, est mis aux fers. De ce jour, Montezuma dut être déshonoré à ses propres yeux. Vainement, après le supplice de Quauhpopoca, Cortez se remet à le traiter avec tous les signes extérieurs du respect : Montezuma se sent déchu au fond de l'âme, et son influence parmi les populations est ébranlée. Le jeune roi de Tezcuco, Cacamatzin, qui lui doit la couronne, qui est son neveu, exprime hautement son indignation, et commence à organiser la résistance. Montezuma lui enjoint de venir auprès de lui; Cacamatzin répond qu'il compte bien, en effet, paraître dans Tenochtitlan, mais que ce sera pour restaurer la religion dégradée, rendre à l'empire son renom et sa liberté; qu'il ira, la main non sur la poitrine, dans l'attitude d'un suppliant, mais sur la poignée de son épée, pour exterminer ces Espagnols qui ont infligé tant d'ignominie aux nations d'Anahuac. Cacamatzin poursuivait son dessein, lorsque Montezuma, perfide envers ceux qui se dévouent pour lui, et lâche comme la perfidie l'est toujours, le fait saisir dans un palais où il l'avait convié à une conférence, et

le livre à Cortez. Un prince plus souple est placé sur le trône de Tezcuco. Délivré de tout embarras de ce côté, le *conquistador*, pour qui une concession obtenue de Montezuma n'est qu'un moyen d'en obtenir une autre plus grande, exige du malheureux empereur un dernier sacrifice, la reconnaissance expresse et formelle de la souveraineté de Charles-Quint et de son propre pouvoir. Dès leur premier entretien, Montezuma, si l'on doit en croire les historiens espagnols, lui avait exprimé qu'il était porté à s'avouer le vassal du roi d'Espagne.

Tous les chefs de l'empire sont donc convoqués en une espèce de parlement. Du haut de son trône, Montezuma leur rappelle la tradition de Quetzalcoatl. « Vous vous souvenez, leur dit-il, que ce dieu en partant annonça qu'il reviendrait pour reprendre parmi nous l'autorité suprême. Le temps prédit est arrivé : ces hommes blancs viennent des pays situés au delà des mers, du côté où le soleil se lève, et ils revendiquent pour leur roi le pouvoir suprême en notre pays. Je suis prêt à le leur abandonner. Vous qui avez été mes fidèles vassaux pendant le long espace de temps que j'ai passé sur le trône, j'attends de vous que vous me donniez cette dernière preuve de soumission. Vous reconnaîtrez pour votre maître le grand prince qui règne de l'autre côté de l'Océan ; en son absence, vous obéirez au capitaine qu'il a envoyé parmi nous. Les tributs que vous m'apportiez, vous les lui paierez; les services que vous me rendiez, c'est à lui maintenant d'en disposer. » A ces mots, l'émotion et les sanglots étouffent ses paroles, et l'illustre assistance, à son exemple, ne peut retenir ses larmes ; chacun lui répond que, puisque tels sont ses ordres, il sera obéi. Immédiatement après, le serment de fidélité est prêté. Acte en est dressé par un notaire royal de la cour d'Espagne. Des Espagnols partent, à titre de collecteurs d'impôts, pour recueillir le tribut des différentes provinces de l'empire. Déjà Cortez s'était occupé de fonder des établissements dans le pays, et avait détaché cent cinquante hommes sous le commandement de Velasquez de Léon, pour aller installer une colonie bien loin, à l'embouchure du Guazacoalco, où se trouve le meilleur port de tout le golfe du Mexique, et où Cortez espérait découvrir ce qu'il nomme le *secret du détroit*, c'est-à-dire un passage naturel de l'Océan Atlantique à l'Océan Pacifique. Ainsi tout est fini, et le rêve de Cortez en six mois est devenu une réalité.

Mais non ; c'est à peine si rien est commencé. L'ardeur religieuse de Cortez, longtemps contenue, va faire explosion, et il y aura des tourmentes auprès desquelles les luttes contre les Tlascaltèques et leur général Xicotencatl ne seront plus que des jeux d'enfants. Dès le premier jour où il a pu s'entretenir avec Montezuma, Cortez lui a parlé de se convertir. Il lui a fait un exposé des croyances chrétiennes sur l'origine du monde, a déployé toutes ses connaissances théologiques, lui a certifié qu'il adorait Satan, et que cette abominable idolâtrie le conduirait à une damnation éternelle. Il l'a conjuré de sauver son âme et de faire le salut de son peuple en passant au culte pur enseigné par le Christ et en s'inclinant devant la croix, signe de la rédemption opérée au prix du sang d'un Dieu de bonté. Montezuma a répondu qu'il ne doutait pas que le dieu des Espagnols ne fût un grand dieu, qu'il avait sur la création une croyance assez semblable à celle qui venait de lui être indiquée, mais que ses dieux à lui-même étaient de puissants dieux pareillement, qu'ils avaient fait la grandeur des Aztèques, et qu'ainsi il leur resterait fidèle. Peu de jours après, visitant en compagnie de l'empereur le grand temple où étaient réunis les sanctuaires de tous les dieux, Cortez, à la vue du sang humain qui les souillait, avait apostrophé son impérial interlocuteur en ces

termes : « Comment un prince aussi glorieux et aussi sage que vous l'êtes peut-il adorer ces idoles, représentation de Satan? Ah! si vous nous permettiez d'ériger ici la croix, d'y placer les images de la Vierge et de son divin fils, vous verriez ce que deviendraient ces dieux abominables. — « Ces dieux, avait dit Montezuma, sont ceux qui ont conduit les Aztèques à la victoire depuis l'origine de la nation ; ils nous envoient le temps des semailles et celui de la moisson, et si j'avais pu m'attendre à ce que vous leur manquiez ainsi de respect, je ne vous aurais point admis en leur présence. » Cette scène se passait avant la captivité de Montezuma. Le père Olmedo, intervenant aussitôt, avait calmé Cortez, et bientôt des soucis temporels avaient distrait l'attention du grand capitaine; mais du moment où Montezuma a fait solennellement sa soumission à Charles-Quint, le zèle religieux de Cortez se réveille plus impétueux. S'il a travaillé pour la couronne de Castille, qu'a-t-il fait pour la foi? Sera-t-il dit que maintenant, dans cette capitale qui reconnaît pour maître Sa Majesté Catholique, les sacrifices humains poursuivront impunément leur cours?

Suivi de ses principaux officiers, Cortez entre dans l'appartement de Montezuma et lui demande de faire remettre aux Espagnols, pour l'exercice de leur culte, la vaste enceinte du grand temple, afin qu'on puisse inviter le peuple entier à participer aux bienfaits de la religion du Christ. « Mais, Malintzin, répond l'empereur consterné, vos exigences sont poussées si loin que le courroux de nos dieux va s'enflammer, et mes peuples vont se soulever plutôt que de souffrir la profanation de leur temple. » En effet, la religion d'une nation est, de tous ses biens, celui dont le sacrifice lui est le plus odieux; tant qu'un peuple a de la foi, la perte de sa religion lui est plus sensible encore que celle de sa nationalité même. A la suite d'une conférence avec les prêtres, Montezuma cependant annonce à Cortez qu'un des deux sanctuaires de la grande pyramide lui est abandonné. On y érige un autel où la croix s'élève; la messe y est célébrée avec un grand appareil par les pères Olmedo et Diaz; le sanctuaire attenant demeure consacré au culte sanguinaire du dieu de la guerre, et retentit au même instant des chants des Aztèques indignés.

De ce jour, tout a changé d'aspect à Mexico. Jusqu'alors Montezuma était d'une extrême affabilité envers les Espagnols; il se plaisait dans la société de quelques-uns d'entre eux, et jouait avec eux en leur laissant toujours des gages de sa munificence. Il devient sombre, il les évite, et passe son temps à s'entretenir avec les principaux des guerriers et des prêtres aztèques. La population contient mal son animosité; sa fierté blessée se fait jour. L'empereur envoie chercher Cortez et lui déclare que les dieux ont fait connaître aux prêtres qu'ils étaient courroucés et demandaient, sous peine des plus grands malheurs pour la ville et l'empire, que les étrangers profanateurs fussent sacrifiés sur leurs autels. « Vous n'avez dit-il, de chance de salut que dans la retraite; partez, allez d'où vous êtes venus, vous ne serez saufs qu'à ce prix. » Cortez, avec un grand sang-froid, réplique qu'il ne se refuse pas à quitter le pays, mais qu'auparavant il faut qu'il ait des vaisseaux. On se met donc, à la Vera-Cruz, à construire une flotte sous les ordres de Martin Lopez; mais, sous main, Cortez a soin que la construction aille lentement. En attendant, tout dans la capitale prend un air de plus en plus lugubre et menaçant. On se prépare, du côté des Mexicains à attaquer, du côté des Espagnols à se défendre. A la première occasion, les glaives vont être tirés.

Tout à coup on apprend qu'une flotte a paru à la Vera-Cruz. Elle est nom-

breuse, elle est montée par des soldats espagnols. Ils sont neuf cents, dont quatre-vingts cavaliers, autant d'arquebusiers, cent cinquante arbalétriers, avec beaucoup d'artillerie. C'est plus de quatre fois la force de la troupe castillane qui environne Cortez à Mexico. A cette nouvelle, les Espagnols poussent des cris de joie; ils sont sauvés. Illusion! c'est le dernier coup qui est porté à Cortez. Cette expédition vient de Cuba, où Velasquez l'a organisée pour qu'elle aille renverser le piédestal que s'est fait Cortez. De la Villa-Rica de la Vera-Cruz, le *conquistador* avait envoyé en Espagne deux de ses officiers, chargés d'offrir à la cour les somptueux présents qu'il tenait de Montezuma, en leur recommandant bien de ne pas toucher à Cuba. L'un d'eux, qui y avait une plantation, se met en tête de la visiter, malgré ces instructions, et ainsi toute l'île apprend les découvertes inespérées de Cortez, et connaît l'Eldorado qu'il a atteint. La fureur de Velasquez n'a plus de bornes. Il épuise toutes ses ressources, afin de composer une armée à laquelle Cortez ne puisse résister, et qui conquière pour lui-même le riche empire mexicain. Telle est l'armée qui vient de débarquer à la Vera-Cruz, sous les ordres de Narvaez, officier d'une bravoure éprouvée.

Cortez a bientôt pris son parti. Avec soixante-dix Espagnols, il sort de Mexico, laissant le commandement au vaillant Alvarado, à qui il recommande la prudence et la modération. En route, il rallie les cent cinquante hommes qu'il avait confiés à l'un de ses lieutenants pour aller fonder une colonie sur les bords du Guazacoalco, marche droit sur Narvaez, qui se garde assez mal, trouve le moyen de semer un peu d'or et beaucoup de bonnes paroles dans cette armée, et, par un coup de fortune, fait Narvaez lui-même prisonnier après un combat de nuit où, à la faveur de l'obscurité, il a pu faire accroire qu'il avait de grandes forces. Toute la troupe de Narvaez, émue de ses hauts faits, séduite par son éloquence, enflammée par les dépouilles que promet l'empire mexicain, passe sous ses drapeaux, et Cortez rentre bravement à Mexico, le 24 juin 1520.

Cette fois on dirait que la populeuse cité est déserte. Pas un Aztèque ne se montre pour voir passer le *conquistador* triomphant; sur le lac, le long des chaussées, pas une pirogue. C'est qu'aux griefs religieux des Aztèques Alvarado en a ajouté un autre : par une infâme perfidie, il a égorgé la fleur de la jeune noblesse pendant qu'elle célébrait la fête du dieu de la guerre, Huitzilopotchli, probablement afin de s'emparer des ornements d'or dont s'étaient chargés pour la solennité ces six cents infortunés jeunes gens. Cortez, une fois dans ses quartiers, y est bientôt cerné. Il avait eu la précaution de faire construire deux brigantins sur lesquels il aurait pu s'échapper au travers du lac; les Aztèques les ont brûlés. Un siége furieux commence contre les Espagnols. Une grêle de flèches et de pierres tombe sur tous les points du palais d'Axayacatl qui leur sert de forteresse. Ils répondent par l'artillerie et la mousqueterie, qui font d'horribles brèches dans les rangs serrés des Mexicains; mais qu'importe? les assaillants sont innombrables, et ils ne demandent qu'à mourir, pourvu que dix de leurs vies soient échangées contre la vie d'un *fils du Soleil*. Cortez fait des sorties où il a l'avantage, cependant il n'en demeure pas moins bloqué. Les terrasses des maisons sont garnies de guerriers, les ponts des canaux qui longent les rues sont levés. « Vous êtes à nous, crient les Aztèques, la pierre du sacrifice est prête, le couteau du sacrificateur est aiguisé. Notre dieu Huitzilopotchli va enfin voir couler devant lui votre sang qu'il attendait. Les bêtes fauves de la ménagerie du palais rugissent de plaisir, parce qu'elles sentent qu'elles vont dévorer votre chair. Nous

avons des cages où nous en enfermerons pour les engraisser, afin qu'ils soient dignes d'être sacrifiés, les enfants félons d'Anahuac qui sont dans vos rangs (les Tlascaltèques). » En parlant ainsi, ils combattaient avec tant de bravoure, dit Bernal Diaz, que « plusieurs de nous, qui avaient servi en Italie dans les *combats de géants* contre les Français, ou dans le Levant contre les Turcs, déclaraient n'avoir jamais rien vu qui fût pareil à ces Indiens. » C'est le frère même de Montezuma qui commande le siége, et il est de tous le plus intrépide. Cortez heureusement n'est pas homme à se rebuter ou à perdre courage. Il a un corps de fer et une âme de bronze. Il espère qu'à force de carnage il obligera les Indiens à se soumettre. Il essaie de les effrayer par des machines de guerre à l'aspect formidable, des tours qui marchent chargées de guerriers à couvert. Il tente aussi la voie des négociations, et fait intervenir Montezuma lui-même comme médiateur. Le malheureux empereur paraît en grande pompe sur une terrasse du quartier des Espagnols. A sa vue, la foule, accoutumée à lui obéir, par un premier mouvement s'incline. « Venez-vous pour me délivrer? dit-il du ton calme d'un homme accoutumé à commander; mais je ne suis point prisonnier : je reste ici de mon plein gré parmi les hommes blancs qui sont mes hôtes. Venez-vous pour les forcer à se retirer? mais ils se préparent eux-mêmes à partir. » Les termes d'amitié dont Montezuma se sert envers les Espagnols rallument la rage des Aztèques ; du moment où il se dit l'ami de ces étrangers profanateurs, il n'est plus qu'un traître à la patrie et aux dieux. Une décharge de pierres et de flèches est dirigée sur lui. Il est blessé et meurt peu de jours après.

Cette aventure montre à Cortez que les Aztèques ne se soumettront pas. D'un autre côté, ses vivres sont épuisés, et il n'y a plus qu'un parti à prendre : c'est de se frayer à tout prix un passage. Pour sortir de Mexico cependant, il faut passer au travers de longues rues dont les maisons sont converties en citadelles, avec leurs terrasses chargées de projectiles et couvertes de combattants. Après les rues sont les longues chaussées jetées dans le lac, et bordées de guerriers aux aguets dans leurs canots, parmi les roseaux. Pour saisir plus sûrement leur proie, les Mexicains ont dans les rues détruit les ponts, érigé des barricades; les chaussées de même ont été rompues. Pourtant Cortez, par une marche de nuit, regagne la terre ferme par la chaussée de Tlacopan, la plus courte des trois; mais quelle nuit! Dans les récits des *conquistadores* et dans les annales espagnoles, c'est la nuit fatale (*noche triste*). Cortez y perdit la moitié de son armée; tous ceux qui s'étaient embarrassés de butin périrent ou furent pris, ce qui était pis. Toute l'artillerie resta aux Aztèques, à qui heureusement on avait caché la manière de s'en servir et la composition de la poudre. Il fallut une grande bravoure dans la petite troupe espagnole pour atteindre, même au prix de tant de sacrifices, la terre ferme; les femmes elles-mêmes se distinguèrent les armes à la main. Deux héros principalement firent le salut de tous, le général d'abord, et l'audacieux Alvarado, qui se surpassa au point d'arracher des cris d'admiration aux Aztèques. Il arrive démonté en un endroit où la chaussée est coupée. Les cavaliers, serrés les uns contre les autres, ont pu passer en se jetant dans le lac, et, avec eux, ils ont conduit une partie de la troupe de l'autre côté de la brèche; mais il est seul, lui : il était demeuré en arrière pour contenir les assaillants. Il semble qu'il ne peut échapper, lorsque, s'appuyant sur sa longue lance et appelant à lui toute sa vigueur, qui était prodigieuse, il franchit la largeur de la brèche d'un saut; puis d'un regard il nargue les ennemis étonnés, qui s'écrient qu'il est véritablement le

fils chéri du Soleil. Le saut d'Alvarado est demeuré célèbre. Le lieu où la scène se passa porte aujourd'hui le nom de Saut-d'Alvarado, et, de tous ses exploits, c'est celui qu'on choisit pour lui faire son nom historique. Le premier lieutenant de Cortez, le conquérant du royaume de Quiché, est désigné dans les chroniques comme Alvarado-du-Saut.

Une fois sur la terre ferme, Cortez trouve une armée qui l'attaque. Alors s'engage la bataille d'Otumba qu'il gagne après avoir cru, comme César à Munda, que c'en était fait, et qu'il ne lui restait plus qu'à mourir glorieusement. De là, il va se refaire parmi les Tlascaltèques et s'y apprête à revenir sur Tenochtitlan avec des ressources nouvelles. Je passe sur les démarches par lesquelles il s'assure de la fidélité des gens de Tlascala, sur les expéditions qui rétablirent parmi les populations son crédit ébranlé par les désastres de la *noche triste*, sur les alliances qu'il forme, sur les mécontentements qu'il apaise, ainsi que sur les complots qu'il conjure parmi les siens. C'est une série d'événements et d'incidents qui tiennent du prodige ; je glisse de même sur l'ambassade envoyée par les Aztèques à Tlascala, afin de supplier les Tlascaltèques de se concerter avec tout le pays d'Anahuac pour écarter ces cruels étrangers, ennemis des hommes et des dieux, et sur les débats que soulèvent ces envoyés dans le sénat de Tlascala. C'est beau cependant comme les plus dramatiques séances du sénat romain. Arrivons avec Cortez devant Mexico, où il se présente à la tête d'une armée fort nombreuse d'auxiliaires dont il a perfectionné l'armement, qu'il a soumise, sous plusieurs rapports, à une loi sévère. Une flotte de treize brigantins portant de l'artillerie doit opérer sur le lac.

Le frère de Montezuma, qui avait succédé à l'empire, est mort, après un règne de quatre mois, de la petite vérole, importée par Narvaez. A sa place a été choisi Guatimozin, neveu et gendre de Montezuma, jeune homme de vingt-cinq ans, d'une bravoure à toute épreuve, d'une intelligence remarquable et d'une rare élégance en sa personne, qui avait voué aux Espagnols une haine implacable, pareille à celle que jura Annibal aux Romains entre les mains d'Hamilcar. Cortez, qui a mesuré les difficultés de son entreprise et qui ne veut rien négliger pour le succès, établit des règlements qu'il enjoint aux siens d'observer fidèlement. Ce recueil d'ordonnances militaires nous a été conservé. Le but suprême qu'il indique à ses compagnons d'armes est la conversion des païens ; c'est le secret de leur force et la condition de leur triomphe. Autrement, dit-il, cette guerre est souverainement injuste, et tout ce qu'elle nous procurerait serait un bien mal acquis. De là des dispositions qui interdisent, sous des peines sévères, le blasphème, le jeu, etc. On dirait une armée de croisés et de croisés disciplinés, et en effet Cortez se supposait le chef d'une croisade, comme avait pu le faire Godefroi de Bouillon. Du côté opposé, les prêtres, qui ont une grande influence sur Guatimozin, prêchent aux Aztèques qu'il n'y a pas de compromis possible avec les Espagnols violateurs des temples, et qu'avec eux il faut vaincre ou périr. Comme dans *la Jérusalem délivrée*, le ciel est en présence d'un olympe païen ou des anges déchus compagnons de Satan. Comme dans l'Iliade, les hommes croient voir les habitants du céleste séjour prendre parti pour eux et descendre dans leurs rangs. C'est au moins ce qui advient aux Espagnols, qui, à mainte reprise, sont persuadés qu'ils ont distingué dans les airs la vierge Marie, ou à côté d'eux saint Jacques sur son cheval blanc, ou saint Pierre patron de Cortez.

De part et d'autre, il y a une multitude innombrable de combattants, car Cortez a eu jusqu'à 150,000 auxiliaires ; des deux côtés, un dévouement extraordinaire

et une prodigieuse ardeur. Les Aztèques se défendent comme un peuple qui combat pour ses *autels* et pour ses *foyers*. Les Espagnols se conduisent comme des prédestinés qui ont à exécuter un arrêt du ciel, et comme des ambitieux qui ont à conquérir à la pointe de l'épée des richesses et des titres. Les Indiens auxiliaires cherchent à assouvir de longs ressentiments, à tirer des représailles d'une violente oppression; ils veulent exterminer d'anciens maîtres qui les anéantiraient eux-mêmes, si l'on n'en triomphait. Plus d'une fois la victoire est indécise, malgré le courage féroce des gens de Tlascala et la vaillance sanguinaire du prince de Tezcuco, Ixtlixochitl. C'est toujours l'intrépidité de cette poignée d'Espagnols, et c'est souvent la bravoure personnelle de Cortez qui enlève le succès, non sans l'acheter chèrement. On se bat par terre et par eau, à distance et corps à corps, de jour et de nuit, sur les plates-formes des pyramides, sur les terrasses des maisons, sur la plage boueuse du lac. On emploie la ruse aussi bien que l'audace, et plus d'une fois les embûches de Guatimozin mettent les *conquistadores* en péril. Déjà, dans la *nuit fatale,* Cortez avait couru de grands périls. A l'attaque de Xochimilco (*le Champ des Fleurs*), l'une des villes de la vallée, il est un instant prisonnier. C'en était fait de lui si les Aztèques n'eussent voulu le réserver pour un sacrifice ultrà-solennel. Un Tlascaltèque et deux de ses propres serviteurs le dégagèrent. Le lendemain, on chercha le guerrier de Tlascala pour le récompenser; mais ce fut en vain, et il demeura accrédité dans l'armée que c'était saint Pierre en personne qui était venu au secours du général sous ce déguisement. Durant le siége même de Mexico, Cortez, à la sollicitation plus que pressante de ses compagnons, qui souffrent des pluies et du manque de vivres, se décide un jour à donner un assaut général. « On nous laisse, disaient les soldats, exposés à toutes les intempéries des saisons, livrés à la famine, pendant qu'un coup de main serait si facile contre ces païens. Est-ce que l'autre jour nous n'avons pas pénétré de vive force jusqu'au cœur de la ville, jusqu'au palais de l'empereur et au temple où Satan est adoré sous le nom de cette infâme idole Huitzilopotchli? Est-ce que nous n'avons pas su mettre le feu à cet abominable sanctuaire et au palais, et précipiter du haut en bas de la pyramide les prêtres sanguinaires dont ce repaire était peuplé? Finissons-en par un assaut. — Vous aurez l'assaut, » dit le général, que les murmures ont alarmé. En effet, on convient d'attaquer en deux colonnes. Alvarado commande l'une; Cortez s'est réservé de diriger l'autre. On s'ébranle après la célébration de la messe. Cortez partage son corps en trois divisions qu'il lance successivement, en recommandant aux chefs la circonspection. Les Aztèques battent en retraite; les Espagnols, conduits par le trésorier Alderete (dans cette expédition les financiers eux-mêmes étaient des héros), et par Andres de Tapia et le frère d'Alvarado, les pressent vivement. On touche enfin au centre de la ville et on crie victoire. Tout à coup, du sommet d'un *teocalli*, on entend le cor de Guatimozin. A ce signal, les Indiens fuyards se retournent; d'autres, qui occupent les maisons, se montrent sur les terrasses; les rues latérales s'encombrent de guerriers, et il en sort des roseaux du lac à droite et à gauche de la chaussée. Ils se jettent avec furie sur les Espagnols et sur leurs auxiliaires. Le désordre se met dans les rangs, et l'artillerie ne peut plus rien, c'est une mêlée affreuse. Beaucoup d'Espagnols sont pris ou tués; Cortez, lui même blessé, est saisi par six hommes aux formes athlétiques, qui, le voyant presque seul, ont accouru avec frénésie en criant: A Malintzin! à Malintzin! Il est cependant encore une fois arraché des mains de l'ennemi; mais le cor de Guatimozin, qui semble exercer une influence magique

comme celui d'Astolphe, continue de sonner, et l'impétuosité des Aztèques va toujours croissant. Ils font rouler aux pieds de Cortez plusieurs têtes espagnoles en s'écriant : Voici *Tonatiuh!* (c'était, on l'a vu, le nom qu'ils avaient donné à Alvarado.) Voici Sandoval! (c'était l'ami le plus cher de Cortez.) Du côté de la colonne d'Alvarado, pour semer l'épouvante parmi les Espagnols, ils lançaient de même des têtes de simples soldats blancs, en faisant retentir le nom de Malintzin. Heureusement ni le général, ni Alvarado, ni Sandoval n'avaient succombé; cependant les Espagnols étaient en complète déroute; ils gagnèrent avec peine leurs retranchements, et le soir, au coucher du soleil, ils purent contempler avec effroi l'horrible cérémonie qui se passait au sommet du grand *teocalli*. Leurs frères d'armes prisonniers étaient égorgés devant la statue du dieu, et leurs corps sanglants, précipités du haut de la pyramide, tombaient au milieu d'une foule qui s'en disputait les membres pour s'en repaître.

Cette victoire de Guatimozin inspira un grand enthousiasme parmi les Aztèques et ceux qui leur étaient restés unis. Les prêtres proclamèrent que les dieux, satisfaits du sacrifice des prisonniers espagnols, avaient promis de délivrer le pays des étrangers, et que, dans huit jours, cette promesse serait accomplie. A cette nouvelle, l'alarme se répand parmi les alliés des Espagnols. Ils désertent en grand nombre, non pour se rendre chez les Aztèques, dont ils redoutent le courroux, mais pour rejoindre leurs foyers. Cependant Cortez fait faire bonne garde dans le camp. Les sorties des assiégés sont repoussées; les huit jours se passent sans que les Espagnols aient perdu rien de plus que quelques maraudeurs. Les alliés, voyant que l'oracle est en défaut, reviennent vers les Espagnols. L'ardeur agressive des assiégés se refroidit, et ils se retrouvent bientôt en face des fléaux dont ils étaient poursuivis depuis quelque temps, la famine et les maladies épidémiques qu'engendrent la misère et l'encombrement. De l'exaltation plusieurs passent à l'abattement; ils voient avec désespoir leurs anciens vassaux démolir tous les quartiers de la ville que Cortez a envahis et niveler ses édifices.

Cortez, qui sait à quoi s'en tenir sur leur position, dépêche à Guatimozin trois chefs qui étaient parmi les prisonniers. Il le fait conjurer de se soumettre, lui promettant qu'on lui laissera la couronne, que les Aztèques garderont leurs propriétés et leurs dignités, sous la suzeraineté du roi des Espagnes. Le jeune prince reçut les envoyés avec distinction et écouta attentivement leur message Probablement parce qu'il n'était pas assez le maître, il s'en remit à un conseil composé des principaux chefs de l'armée et des hommes les plus considérables. Quelques-uns furent d'avis d'accueillir les propositions de Cortez; mais les prêtres, qui reconnaissaient qu'avec les chrétiens c'en était fait de leur influence, furent d'un avis opposé. « La paix est un grand bien, dirent-ils à l'empereur, pourvu que ce ne soit pas avec les hommes blancs. Il n'est pas de promesse qu'ils n'aient violée. Leur cupidité est sans bornes, et qui pourrait dénombrer leurs outrages contre nos dieux? Fions-nous aux divinités qui ont été si longtemps les protectrices de notre nation. Ne vaut-il pas mieux mourir que de vivre sous l'esclavage de ces étrangers menteurs et impies? » Leur éloquence enflamma Guatimozin. « Eh bien! dit il, nous mourrons en combattant; malheur à qui parlera de se rendre! » En réponse aux offres de Cortez, deux jours après, Guatimozin ordonne une sortie générale; elle est sans succès. Les Aztèques sont refoulés et tenus à l'étroit dans quelques-uns des quartiers. Parmi eux la famine devient plus cruelle chaque jour. Ils se nourrissent des lézards et des rats qu'ils peuvent trouver; ils recherchent les reptiles et les

insectes, rongent l'écorce des arbres, et s'en vont la nuit arracher des racines. Pendant ce temps, Cortez, voyant qu'il n'y avait pas d'autre moyen de les soumettre, poursuit l'œuvre de destruction à laquelle il s'était déterminé avec beaucoup de regret : les pyramides et les palais sont rasés, tout comme les huttes en joncs où habitait la populace. La démolition s'accomplit par les mains des alliés, auxquels les Aztèques criaient : « Malheureux! plus vous démolissez et plus vous aurez à reconstruire, car, si nous sommes les vainqueurs, nous voudrons avoir une capitale aussi magnifique qu'autrefois, et si les hommes blancs l'emportent, ils ne seront pas moins exigeants que nous-mêmes. » Malgré l'âpreté de leurs maux, ces vaillants Aztèques faisaient bonne contenance : ils répondaient avec hauteur et dédain quand on leur disait qu'ils n'avaient plus de vivres, et l'un des chefs indiens attachés à Cortez leur ayant remontré, dans un de ces entretiens qui se reproduisaient assez fréquemment entre les sorties et les assauts, qu'ils étaient à la dernière extrémité, ils lui jetèrent des crêpes de maïs à la figure, disant qu'ils avaient des subsistances pour eux et pour les autres.

Cependant la faim et la maladie les décimaient. On les voyait amaigris sur leurs terrasses ou derrière les barricades Quand on gagnait sur eux une rue de plus, on y trouvait les cadavres entassés en pourriture. Eux si soigneux de la sépulture, ils avaient cessé de la donner aux morts. Dans les maisons, on rencontrait des femmes et des enfants décharnés, ne pouvant plus se traîner, car tout ce qui avait la force de se tenir debout se concentrait dans les quartiers insoumis encore. Dans cette triste situation, on les entendit plus d'une fois reprocher aux Espagnols de ne pas en finir. « Vous n'êtes pas les fils du Soleil, car il est, lui, rapide en sa course, et vous, que vous êtes lents dans votre destruction ! Achevez-nous donc, afin que nous allions enfin près de notre dieu Huitzilopotchli, qui nous tiendra compte de tout ce que nous souffrons pour lui ! » D'autres fois ils les bravaient, leur disant qu'ils chercheraient en vain les trésors; qu'on avait tout enseveli dans des cachettes dont ils n'auraient pas le secret. Et il ne fallait pas leur parler de se rendre : Cortez ayant adressé à Guatimozin un prisonnier d'un haut rang pour le presser de traiter, on assure que Guatimozin envoya ce parlementaire à la pierre du sacrifice.

Bientôt il ne resta plus aux Aztèques qu'un quartier, le plus incommode de tous, faisant à peine le huitième de la cité, et où il n'y avait pas assez de bâtiments pour leur donner asile. Plusieurs demeuraient, la nuit comme le jour, en plein air dans les bateaux, parmi les roseaux du lac. Chaque jour, Cortez acquérait des preuves nouvelles de l'extrémité à laquelle ils étaient réduits. Pendant quelque temps, ils avaient pu se soutenir en dévorant les prisonniers qu'ils faisaient dans les sorties. Cette ressource même leur était ravie. On en surprenait la nuit qui rôdaient pour ramasser des débris que les animaux immondes eussent dédaignés, ou pour arracher de leurs ongles une poignée d'herbes, et on raconte qu'on vit des mères égorger leurs enfants pour les manger. Une épidémie causée par les miasmes dont l'air était empesté décimait ceux qui échappaient au glaive et à la famine. Cortez fut saisi de pitié; il donna les ordres les plus formels pour qu'on épargnât tout ce qui ne commettait aucune agression; mais quel moyen de se faire obéir de ses alliés les féroces Tlascatèques et des ci-devant vassaux des empereurs aztèques, qui avaient à exercer des vengeances pour le joug pesant sous lequel on les avait courbés ? En même temps il renouvelait ses efforts pour obtenir de Guatimozin qu'il se soumît. Sur les instances des chefs, le jeune monarque con-

sentit enfin à une entrevue. On se donna rendez-vous à la vaste place du marché, sur une grande plate-forme qui autrefois servait à des représentations populaires. Cortez y fit étendre des tapis et dresser un banquet où il comptait prier son vaillant ennemi d'assouvir sa faim. A l'heure indiquée, Guatimozin ne parut pas ; il se fit excuser par les mêmes chefs qui lui avaient apporté les paroles de Cortez, soit qu'il craignît qu'on ne s'emparât de sa personne et que le sort de Montezuma, réduit à n'être plus que l'instrument passif des étrangers, lui semblât le plus grand des maux, soit plutôt que l'influence des prêtres l'eût déterminé à lutter jusqu'à la fin, sans rémission. Le *conquistador* retint à dîner ces pauvres affamés, et les renvoya avec ses compliments pour leur maître, et avec des provisions, en réitérant sa demande d'une conférence. Le fier Guatimozin retourna présent pour présent ; les mêmes personnes revinrent au camp espagnol chargées des plus beaux tissus en coton, mais seules, sans l'empereur. Cortez leur renouvela ses instances les plus vives, si bien que le lendemain matin on lui apporta la promesse de la visite de Guatimozin pour midi. Ce fut encore en vain, et l'on s'aperçut que les assiégés se préparaient silencieusement à combattre dans leur dernier asile comblé de morts et de mourants. Il y eut donc, le jour suivant, une bataille ou plutôt une boucherie. Les auxiliaires de Cortez égorgèrent quarante mille Aztèques, sans distinction d'âge ni de sexe. Leur furie sanguinaire excita l'indignation de ce grand homme, qui, rendant compte de cette scène à son maître, lui dit : « Les cris des enfants et des femmes qu'on égorgeait les uns sur les autres étaient si lamentables, qu'il n'y avait personne parmi nous qui n'en eût le cœur déchiré... Jamais on ne vit cruauté pareille (à celle des alliés) ; jamais des êtres sous forme humaine ne se montrèrent plus étrangers à l'humanité. » Et cependant le lendemain matin, après une nuit passée sur ce lieu de désastres, Guatimozin refusa encore de se rendre ou de venir traiter avec le capitaine espagnol.

On était au 13 août 1521. Ce devait être le dernier jour de cet empire si florissant à trois années de là. Avant de donner un dernier assaut, Cortez fit inviter l'empereur à se présenter. Ses envoyés revinrent avec le *cihuacoatl,* magistrat du premier rang, qui déclara avec l'air de la consternation que Guatimozin saurait mourir, mais qu'il ne viendrait pas traiter. Puis, se tournant vers Cortez : « Faites maintenant ce qu'il vous plaira. — Soit, répondit Cortez. Allez dire à vos amis qu'ils se préparent ; ils vont mourir. » — En effet, les troupes s'avancèrent : il y eut une dernière mêlée, un dernier carnage, sur terre et sur le lac. Les Mexicains épuisés trouvèrent dans leur désespoir, leur patriotisme, leur dévouement à leurs dieux, la force de lutter avec héroïsme une dernière fois. Guatimozin, acculé au rivage, se jeta dans un canot avec quelques guerriers, et essaya de s'échapper à force de rames ; mais un brigantin de la flottille espagnole le poursuivit : il fut pris et mené à Cortez, qui le reçut avec les égards dus à une tête couronnée. Lui, s'avançant avec dignité sur la terrasse préparée pour cette triste entrevue d'un prince captif avec son vainqueur : « J'ai fait, dit il, tout ce que j'ai pu, Malintzin, pour sauver ma couronne et mon peuple. Vous voyez où je suis tombé maintenant ; faites de moi ce que vous voudrez. » Et, indiquant du doigt un poignard placé dans la ceinture du général, il ajouta avec véhémence : « Tirez cette arme, et finissez-en avec moi. — Non, répondit Cortez, vous serez traité avec un profond respect. Vous avez défendu votre capitale comme le plus brave des princes ; les Espagnols savent honorer la valeur jusque dans leurs ennemis. » Il s'informa ensuite de l'impératrice, qui était fille de Montezuma, l'envoya chercher avec une

escorte, et fit servir un repas à ses deux augustes prisonniers. L'empire aztèque avait cessé d'exister; la domination espagnole était établie au Mexique. La croix triomphait dans ce beau pays, et son règne était sans partage.

Lorsqu'on examine la conquête du Mexique sous le rapport religieux et sous le rapport politique, elle présente, on le voit, un rare intérêt; mais c'est un récit très-attachant à d'autres titres encore. On croirait avoir pris lecture d'un poëme épique ou d'un roman de chevalerie, tant les événements et les simples incidents y sont sur des proportions grandioses, inouïes, tant les hommes s'y montrent puissants, tant le merveilleux lui-même y a de part. Quant à la grandeur des événements, il suffit pour la mesurer de tracer le programme de l'entreprise telle qu'elle s'est passée. Voilà un aventurier qui, parti de Cuba avec 553 soldats, 110 marins, 16 chevaux, 13 arquebuses, 32 arbalètes, 10 pièces de canon, 4 fauconneaux, ose s'attaquer à un empire dont tout lui révèle bientôt que la population est d'une admirable bravoure, dont le souverain fait d'un signe tout trembler au loin, et tient, dit-on, rangés sous sa loi trente vassaux en état de mettre chacun 100,000 hommes sous les armes. Cortez ne se propose pas seulement de faire reconnaître son maître Charles-Quint aux habitants de ce formidable empire et à leur superbe empereur comme leur suzerain, il forme la résolution de les obliger à abjurer leur religion, c'est-à-dire à faire le plus grand sacrifice qu'on puisse demander à un peuple. Il le veut, il le tente, et il ne lui faut pas trente mois pour y réussir.

Auprès d'un tel sujet le thème de l'Iliade paraît exigu et pâle. Qu'est-ce en effet sinon la brouille et le raccommodement d'Achille et d'Agamemnon avec une action qu'on ne peut qualifier de finale, car elle ne termine rien, dans laquelle le principal des défenseurs de Troie est vaincu et tué par le plus vaillant des Grecs? L'Énéide n'est pas sur de plus larges proportions : deux chefs de peuplade, Énée et Turnus, se disputent, avec des forces à peu près égales, la main de la fille d'un roitelet du Latium. Pour chacun de ces deux chefs-d'œuvre impérissables, le poëte a dû tirer de son propre fonds le merveilleux dont il a admirablement brodé l'aventure; à une réalité mesquine il a été nécessaire d'ajouter la fable; il a fallu semer le récit, avec un art infini, de traditions historiques, de notions géographiques et de la philosophie la plus avancée du temps. De la sorte l'Iliade et l'Enéide sont des espèces d'encyclopédies des deux époques, importantes dans les annales du genre humain, où elles furent écrites, mais des encyclopédies sous la forme la plus admirable et la plus entraînante, tracées de la main d'hommes du plus rare génie et du plus grand savoir. Elles offrent le tableau animé et éclatant des croyances et des opinions, des connaissances et des usages, des mœurs et des arts de deux peuples d'élite, de qui notre civilisation dérive, à qui nous nous sentons liés par un cordon ombilical. Par conséquent, elles nous saisissent, pour ainsi dire, par les entrailles, et elles resteront des monuments immortels tant que subsistera la civilisation de l'Occident, qui n'est pas près de finir, car elle prime en ce moment la terre tout entière, *du Japon jusqu'à Rome*. La *Jérusalem Délivrée* raconte le choc de deux masses, considérables cette fois, mais à peu près d'égale puissance. La foi y triomphe, parce qu'elle est la foi, conclusion juste sans doute, mais trop prévue et qui par cela même laisse le lecteur assez froid. On a eu beau y mettre du merveilleux; on n'en a point fait une merveille, quoique ce soit une magnifique composition. A la conquête du Mexique, comme valeur intrinsèque sous le rapport des prodiges accomplis, il n'y a de comparable que l'envahissement de l'Asie par Alexandre, ou la fondation de la puissance portugaise dans l'Inde. De

même qu'au Mexique, dans ces deux épisodes de l'histoire du genre humain, la disproportion est énorme entre la force assaillante et celle qui est assaillie. L'infiniment petit triomphe de l'infiniment grand ; la force du génie se révèle dans toute sa splendeur ; par un effort sublime, l'homme dépasse d'une immense hauteur la sphère où il est resserré ordinairement, et réalise des miracles. C'est l'inattendu et l'imprévu à leur plus haute expression.

Si la conquête du Mexique, prise dans son ensemble, est prodigieuse, les détails ne sont pas moins surprenants. On ne sait quels faits admirer le plus dans cette suite pressée d'incidents, car de toutes parts le prodige ressort des entrailles des faits, comme du diamant la lumière, comme de la pourpre ou de l'or l'éclat éblouissant. Sera-ce, en effet, l'incendie de la flotte ordonné par Cortez afin qu'il faille vaincre ou périr, ou l'audace avec laquelle le *conquistador* fait prisonnier Montezuma, dans son palais, au milieu de ses gardes, au cœur d'une capitale dévouée à son seigneur ? Décernera-t-on la palme à la campagne contre Narvaez, ou à la bataille d'Otumba, dans laquelle Cortez, réduit à une poignée d'hommes presque démoralisés et sans artillerie, met en déroute les Mexicains enivrés de leurs succès de la *noche triste* et tue de sa main leur général au moment où il semble perdu lui-même ? Quelle est l'histoire, quel est le roman historique où il se passe une aventure pareille au combat livré sur la plate-forme du grand *teocalli*, dans lequel on se précipite les uns les autres de cent vingt pieds de hauteur ? Allez plus avant encore dans les détails, vous rencontrez à chaque instant des prouesses romanesques : c'est le saut d'Alvarado, ce sont ces deux jeunes Mexicains qui, dans la mêlée, du sommet de la grande pyramide, se prennent par la main et se ruent de toute leur force sur Cortez afin de le précipiter avec eux de toute cette hauteur, contents de mourir si par leur mort ils achètent celle de l'ennemi de leur patrie et de leurs dieux. Ou bien encore vous avez l'ascension de ces cinq soldats qui vont puiser du soufre dans le cratère du Popocatepetl. Faute de soufre, l'armée va manquer de poudre ; on soupçonne que ce volcan aura une solfatare ou plutôt on en a été informé déjà. Cinq hommes sont détachés pour y aller voir. Ils montent, et Dieu sait ce que c'est que de gravir le Popocatepetl ; depuis eux jusqu'en 1827, personne n'a plus osé le tenter. Après plusieurs jours, ils arrivent à la cime, malgré les laves et la cendre, malgré l'éclat de la neige qui les aveugle, malgré le froid de ces hautes régions. Un gouffre de plus de mille pieds de profondeur, au fond duquel on aperçoit une flamme bleuâtre et d'où s'échappent des vapeurs empestées et brûlantes, se montre enfin ouvert devant eux. Ils tirent aux dés froidement à qui y descendra ; le sort désigne le chef de la petite bande, Montaño ; on le met dans un panier suspendu à une corde, et il se laisse couler dans l'abîme. Parvenu à quatre cents pieds, il fait soigneusement sa récolte de soufre, et revient comme s'il avait fait la chose du monde la plus simple, un tour de promenade dans un des jardins de Séville ou de Cordoue.

Dans ce drame apparaît une variété de caractères fortement dessinés, je ne dirai pas comme ceux de l'Énéide, ce ne serait point assez, mais comme ceux de l'Iliade elle-même. Celui que les Aztèques appelaient *Tonatiuh* (le Soleil) à cause de sa haute stature, de sa fière contenance et ses longs cheveux blonds, Alvarado del Salto, a la vigueur colossale du grand Ajax, la vaillance du fils de Tydée, et les audacieux emportements de l'autre Ajax, qui ne s'arrête devant rien, pas même devant le sacrilége. A côté de cette figure terrible, on aime à envisager le jeune et héroïque Sandoval, celui que Cortez appelle son fils, et qui, auprès de lui, repré-

sente le fidèle Achate ou le bien-aimé Patrocle ; mais il a vingt coudées de plus que l'ami d'Énée ou que le fils de Menœtius : il commande l'admiration par l'ardeur et l'énergie de son courage ; il est touchant par l'affection qu'il reçoit et par celle qu'il rend. Après l'assaut où les Espagnols ont été rudement repoussés par Guatimozin, quand il part de son campement pour aller à l'état-major général chercher des nouvelles de Cortez, que les Aztèques se sont vantés d'avoir tué, et que seul, sur un cheval épuisé par une journée de combat acharné, il traverse une vaste plaine couverte d'ennemis impitoyables, le lecteur le suit avec un intérêt que Tancrède et Renaud excitent à peine dans les moments les plus palpitants, et que n'éveille pas le jeune Pallas à l'instant suprême. Christoval de Olid, plus tard cependant félon envers son général, Velasquez de Léon, Avila, Quiñones, Andres de Tapia, Escalante, sont assurément comparables à Idoménée, à Philoctète, à Mérion, à Ménélas, à Antiloque, à Mnesthée. Thersite, lâche au combat, plus lâche par la diffamation qu'il répand sur les héros, se retrouve à peu près dans les conspirateurs qui complotent d'attenter à la vie du général, ou dans ces quelques compagnons de Narvaez, qui, chargés de butin, veulent retourner à Cuba sans que l'entreprise ait été consommée. Le bon père Olmedo, prêtre rempli d'une foi éclairée et d'une charité inaltérable, qui tempère le prosélytisme ardent des Espagnols et retient Cortez, sur ce seul point impatient, est une physionomie bien autrement belle et pieuse que l'inanimé Calchas. Et qui voudrait changer le vigilant pilote Alaminos pour Palinure l'endormi? Le général de l'armée, Cortez, réunit la majesté inflexible du grand Agamemnon et toutes les qualités de commandement qui distinguent le roi des rois, à l'irrésistible impétuosité d'Achille et à l'habileté d'Ulysse, inépuisable en expédients et en artifices.

Parmi les Indiens auxiliaires, on distingue le prince de Tezcuco, Ixtlixochitl, jeune homme emporté, d'une bouillante fidélité à ses nouveaux amis, qui, souvent interpellé comme un traître par les Aztèques, répond à l'accusation par des traits de courage presque fabuleux, et le jeune Xicotencatl, de Tlascala, héros plus complet, qui est tiraillé sans cesse entre sa haine pour les Aztèques et le soupçon que les hommes blancs viennent asservir tous les indigènes sans exception. Ce sont deux types originaux qui contrastent vivement. Quelle différence aussi entre leurs deux fins! L'un devient cacique de Tezcuco, l'autre périt sur une potence comme un déserteur, pour avoir pendant le siége quitté les rangs des Espagnols et s'être dirigé, dégoûté d'eux, vers les montagnes : exemple terrible que Cortez crut devoir donner aux récents vassaux de son souverain, afin qu'ils comprissent l'étendue de leurs devoirs et la vigueur de la main sous laquelle ils s'étaient rangés. Un autre des chefs tlascaltèques, le vieux Magiscazin, par sa prudence et sa loyauté, et par les éclairs d'énergie qui lui reviennent dans une circonstance critique, lorsque l'éloquence des ambassadeurs aztèques a presque déterminé le sénat de Tlascala à abandonner Cortez, alors fugitif, ressemble au sage Nestor, fidèle aux dieux, quand, à la vue des Grecs qui plient et d'Hector qui s'apprête à embraser la flotte, il redemande ses javelots. C'est le même qui argumente avec Cortez, comme l'eût pu faire le roi de Pylos, sur le caractère de la religion de ses pères.

Du côté des Mexicains, les traits des personnages ne sont pas moins fortement prononcés. La noble figure d'Hector ne fait point pâlir celle de Guatimozin, et on aimerait mieux être dans une ville défendue par ce dernier que sous l'égide du fils de Priam. A vingt-cinq ans, ce prince, le dernier des empereurs aztèques, se montre admirable par son activité et son esprit de ressources quand il faut orga-

niser la résistance ou l'agression ; d'une bravoure à toute épreuve, il est en même temps familier avec les ruses de la guerre. Dans ses désastres, on le voit sublime de résignation ; il demeure roi sur le brasier où Cortez, cédant à l'avidité de ses compagnons, le fait placer pour qu'il déclare, dans la torture, où il a caché ses trésors, qu'il n'a point cachés, hélas! car il ne lui reste rien. Il meurt en roi, quand le *conquistador*, trompé par de fausses dénonciations pendant une pénible campagne dans l'isthme de Honduras, lui arrache la vie. Le frère de Montezuma, Cuitlahua, intrépide soldat, intelligent capitaine et patriote ardent, est un type plus séduisant qu'Agénor ou Énée. Parmi les autres chefs troyens, il n'est personne qui soit plus beau que le cacique de Tezcuco, Cacamatzin, quand il reçoit avec une généreuse indignation l'ordre envoyé par Montezuma d'obéir aux Espagnols. Et dans les rangs des Aztèques, il n'y eut pas de Pâris qui lâchât pied indignement, chacun y sut mourir.

Montezuma lui-même, l'infortuné Montezuma, n'est pas un type commun. Libéral et généreux jusqu'à la prodigalité, élégant jusqu'aux dernières limites du faste, royalement affable, il est aussi d'un esprit cultivé et fin. Dans sa jeunesse, il s'était montré intrépide à la guerre, et appartenait à l'ordre des Quachictin, qui étaient les braves des braves ; mais, par degrés, il était tombé dans une bigoterie imbécile. Il crut que les signes astrologiques et les antiques prédictions du pays lui commandaient de se soumettre aux Espagnols. Par une inconcevable contradiction qui révèle beaucoup de faiblesse d'âme, la superstition religieuse effaça en lui, vis-à-vis de ces étrangers audacieux, le sentiment du patriotisme, quoique Cortez se présentât avec l'intention avouée d'anéantir la religion mexicaine. Vainement à l'amour de la patrie se joignit, pour le solliciter, le sentiment de l'ambition, la passion du pouvoir qui dévore quiconque en a goûté; il ne sut trouver contre les envahisseurs que des supercheries de Grec du Bas-Empire. M. Prescott l'a comparé quelque part à Louis XIV, et c'est souverainement injuste pour le grand roi. Si, de même que Montezuma, Louis XIV eut un luxe excessif qui le conduisit à obérer les populations; si, ainsi que le prince mexicain, mais du moins lorsqu'il eut l'excuse d'un âge avancé, il se laissa dominer par de fausses idées qu'on lui présentait sous le masque de la religion, et s'il commit la faute impardonnable, et à jamais fatale à notre pays, de révoquer l'édit de Nantes, il n'en est pas moins vrai qu'en lui l'amour de la patrie resta toujours aussi ardent qu'à vingt-cinq ans. Il se sentit toujours le représentant d'une puissante nationalité qui ne devait point courber la tête, et la veille de la journée de Denain, où devait se jouer la fortune de la France, ses paroles à *l'audacieux Villars* sont sublimes. Jamais on ne lui eût, lui vivant, mis des fers. Quelque bien doués qu'ils soient d'ailleurs, les caractères indécis font une triste figure dans l'histoire. Tel était Montezuma. Louis XIV, au contraire, fut d'un bout à l'autre remarquable par sa résolution. Aussi il constitua une grande monarchie, il fonda un système politique, et Montezuma laissa un empire crouler sous lui.

Les femmes même ne font pas défaut à l'épopée de la conquête du Mexique. Ce n'est plus tout à fait la noble et touchante Andromaque; ce n'est pas non plus la douce et plaintive Iphigénie, ni Hécube aux incomparables douleurs, ni la tendre et inconsolable Didon. C'est pourtant un beau rôle encore que celui de cette jeune et belle fille des bords du Guazacoalco, issue d'un cacique, qu'une mère dénaturée vend honteusement à des marchands d'esclaves dans son enfance, et qui, cédée par un cacique du Yucatan à Cortez, devient l'interprète, l'affidée con-

seillère et, disons-le sans détour, l'amante du capitaine. Doña Marina, toujours à côté de Cortez, ne se borne pas à transmettre ses discours aux Mexicains. Par l'effet de cette puissance de divination que la femme qui aime possède beaucoup plus que tout homme au monde, elle lui donne, en quelque situation qu'il soit, de salutaires avertissements. Par elle, Cortez devine les espions qui ont été dépêchés par Xicotencatl pour endormir sa vigilance, et qu'à la suite de sa découverte il renvoie à leur général, le poing coupé. Par elle de même, dans la ville sacerdotale et commerçante de Cholula, il est mis au courant de la formidable conspiration où l'on espère exterminer d'un coup la petite armée castillane. Marina produisait une grande impression sur les indigènes. « *Belle*, dit Camargo, l'historien de Tlascala, *comme une déesse*, elle semblait aux Mexicains un être supérieur à eux-mêmes, quelque chose au delà de la nature humaine. » Sa liaison avec Cortez, qui n'était ignorée de personne, fit qu'ils le nommèrent d'après elle : son vrai nom étant Malinche, Cortez ne fut plus désigné que par le nom de Malintzin. L'entrevue et la réconciliation de Marina avec sa mère, que le plus étrange des hasards place sur le chemin de Cortez pendant l'expédition de Honduras, qui suivit immédiatement la prise de Mexico, est une page fort intéressante.

Si l'on voulait comparer les efforts matériels que rapportent l'Iliade et l'Énéide à ceux de la conquête, la supériorité encore serait tout entière du côté de ce dernier drame. La mêlée de la *noche triste* a bien plus de grandeur et d'horreur que l'assaut de la muraille dont se sont entourés les Grecs. Qu'est-ce que cette muraille elle-même auprès de celle dont se sont fortifiés les gens de Tlascala contre les Aztèques, ou en comparaison des retranchements dont s'entoure Cortez pendant le siége? Qu'est-ce que l'attaque des vaisseaux par Hector auprès des furieux assauts que livrent les Aztèques au palais d'Axayacatl, occupé par les Espagnols, avant la *noche triste?* Que signifie la difficulté d'ériger en ais de sapin la masse caverneuse du cheval fatal à Ilion, proposé par l'artificieux Epeus, auprès de la construction de treize navires de guerre dans les forêts de Tlascala par les soins du praticien Martin Lopez, et du transport de cette *armada*, pièce par pièce, à dos d'hommes, à travers les montagnes, pendant vingt lieues, jusqu'au lac au milieu duquel était située la capitale des Aztèques?

Le merveilleux proprement dit, l'intervention du ciel, l'historien ou le poëte n'ont pas à l'imaginer pour la conquête du Mexique; les acteurs de la conquête leur en ont épargné la peine. Je l'ai déjà fait remarquer, du côté de Cortez, ces hommes éprouvés par les combats, qui ont guerroyé, les uns en Italie contre les Français, les autres sur les mers contre les Turcs, croient apercevoir saint Jacques, l'apôtre vénéré, qui tire l'épée pour eux, monté sur un cheval blanc, et la Vierge qui les encourage. Ils l'ont vu, de leurs yeux vu; l'un d'eux, Bernal Diaz l'atteste. Cortez lui-même demeure persuadé que son patron saint Pierre a pris les traits et l'habit d'un guerrier de Tlascala pour venir lui sauver la vie. Pour les Espagnols, les divinités mexicaines sont des transfigurations de Satan, qui entasse contre eux des maléfices, auquel le paradis répond, comme de droit naturel, par des miracles. Du côté des Mexicains, à l'origine les cavaliers sont pris pour des êtres à part; l'homme et la bête ne forment qu'un; c'est la fable des centaures renouvelée au sérieux, et les hommes blancs par eux-mêmes ont quelque chose de divin; on les nomme, avons-nous dit, les *dieux blancs*. Sans doute, par l'effet de sourdes rumeurs transmises des îles et du Yucatan sur ces hommes blancs et barbus arrivés de l'orient, des bruits étranges s'accréditent dans l'empire mexicain

avant le débarquement de Cortez. L'imagination des hommes y joint des présages funestes. A son lit de mort, le roi de Tezcuco, Nezahualpilli, renommé pour sa science astrologique, déclare à Montezuma que c'en est fait de l'empire. Puis il semble que les dieux soient courroucés. Une comète étincelante apparaît; les eaux du lac se gonflent et envahissent subitement Mexico, sans qu'une tempête ait agité l'atmosphère, sans qu'un tremblement de terre ait ébranlé le plateau d'Anahuac sur ses bases massives; un vaste incendie désole la capitale : on entend dans les airs des voix sourdes et lugubres qui annoncent des calamités, et la princesse Papantzin, sœur de l'empereur, morte depuis quatre jours, sort du tombeau pour lui dire qu'une catastrophe est imminente. Quoi de plus merveilleux que la tradition concernant le dieu Quetzalcoatl, au teint blanc et au visage barbu, qui devait débarquer un jour en venant de l'est, ou envoyer ses descendants pour régner à sa place, tradition qui semblait indiquer si clairement Cortez, et dont celui-ci tira un parti infini!

Parmi les motifs qui autorisent les poëtes à mêler le ciel d'une manière active et directe aux événements de la terre, et donnent, pour ainsi dire, un corps à leurs fictions, à ce degré que le commun des hommes prend leurs récits au pied de la lettre, on peut en signaler deux principaux : l'un est l'extrême difficulté vaincue qui paraît ne pouvoir s'expliquer que par une action surhumaine ; l'autre est le concours de circonstances accidentelles, au nombre desquelles cependant il n'est pas défendu de compter le génie, qui amènent des solutions contraires à toute probabilité, ce que, dans le langage familier, on nomme un bonheur *insolent*. C'est ce que le sceptique attribue au hasard, mais le vulgaire et l'homme religieux (malheur au poëte qui ne l'est pas!) en font honneur à la Providence. Lorsque des faits historiques ont présenté profondément l'un ou l'autre de ces caractères, il suffit de les regarder ou de les montrer à travers la lunette de l'imagination pour y voir ou y faire voir le merveilleux. Or, il n'y a pas autre chose dans la conquête du Mexique, d'un bout à l'autre, du débarquement de Cortez à la prise de Mexico. Ce sont à chaque instant d'incroyables obstacles, surmontés par des prodiges d'intelligence, d'audace et d'énergie, ou des combinaisons fortuites qui renversent toutes les chances. Les Espagnols alors, disons mieux, la Péninsule tout entière, car qui voudrait en omettre, quand il s'agit d'héroïsme, la patrie de Vasco de Gama et d'Albuquerque? étaient à ce moment la grande nation de l'Europe et du monde, et il semblait que le ciel se plût à leur prêter assistance.

Mais je reviens à ce que je disais en commençant. Le caractère principal de la conquête lui est venu de la religion, du prosélytisme religieux. De nos jours c'est l'amour de la gloire, l'enthousiasme pour la liberté, qui portent les hommes aux grandes actions. La passion dominante alors parmi les Espagnols était celle de la propagation de la foi : ils en étaient possédés. Il fallait un mobile aussi puissant que celui du sentiment religieux militant, pour que, même avec des instruments tels que le bras de Cortez, au service d'une pensée comme la sienne, de pareils prodiges fussent produits. Ceux qui disent que la soif de l'or a pu inspirer tant d'héroïsme et faire accomplir de si grandes choses ne connaissent pas la nature humaine ou la calomnient. J'ai essayé ici de restituer à la conquête son véritable caractère, d'assigner aux prodiges opérés par Cortez et ses compagnons leur véritable cause. Mon but n'a pas été seulement de rétablir la vérité sur un événement historique isolé, ou de rappeler, par un exemple éclatant, à un siècle peu croyant, ce dont la foi religieuse est capable. C'est que là est la donnée fondamentale de l'histoire

entière du Mexique jusqu'à nos jours ; là est la clef de la situation présente de ce vaste empire, là gît à la fois le secret de son affligeante décadence et celui de sa régénération encore possible. Cortez était un de ces géants dont la main vigoureuse imprime une impulsion si forte, qu'il n'est plus possible à un peuple de s'y soustraire, même après des siècles et quand le moteur a disparu. Le cachet de cet homme est empreint sur tout ce qui reste debout dans le Mexique, même sur ce qui a été fondé après lui. Ces beaux pays sont exclusivement catholiques, et les peuples qui y sont établis, imbus de la vie catholique jusqu'à la moelle des os, n'ont de chance que par le catholicisme et avec le catholicisme. Ceux qui les ont étudiés sont aujourd'hui à se demander si le Mexique ira s'abîmer dans la barbarie, ou s'il subira une conquête nouvelle en vertu de laquelle il passerait sous le joug pesant d'une race protestante qui se flatte que la domination du monde lui a été promise, et qui, à l'égard du Mexique, est déjà enivrée des succès qu'elle a eus au Texas, ou si, au contraire, les populations qui couvrent aujourd'hui cette magnifique contrée resteront indépendantes et se remettront en marche dans les voies de la prospérité et de la civilisation. A cause du rang que possède le Mexique dans le Nouveau-Monde, on peut croire que toutes les républiques jadis colonies de l'Espagne suivront sa destinée, quelles qu'elles soient. Or, la question qui d'ici à peu d'années se résoudra pour le Mexique, et dont la solution paraît devoir s'appliquer au nouveau continent presque tout entier, est plus voisine qu'on ne le pense de celle qui consisterait à savoir si le génie du catholicisme, mis en contact avec le génie du protestantisme, peut en supporter la rivalité, ou encore si de nos jours le catholicisme peut donner de la séve à un peuple qui paraît frappé de langueur et au moment de succomber. Faisons-le remarquer, notre patrie a plus que personne un immense intérêt engagé dans cette question, car elle a été, elle est encore le coryphée des peuples catholiques ; c'est de là qu'elle a tiré sa grandeur.

MICHEL CHEVALIER.

L'ALTAÏ

SON HISTOIRE NATURELLE, SES MINES, SES HABITANTS.

VOYAGE SCIENTIFIQUE

DANS L'ALTAI ORIENTAL ET LES PARTIES ADJACENTES DES FRONTIÈRES DE CHINE,

PAR M. PIERRE DE TCHIHATCHEFF (1).

RAPPORT SUR LA PARTIE GÉOLOGIQUE DE CET OUVRAGE,

PAR MM. A. BRONGNIART, DUFRENOY, ÉLIE DE BEAUMONT.

I.

A une époque où la civilisation, de plus en plus assurée de ses destinées, marche pas à pas à la conquête de l'univers, et, précédée de hardis pionniers, semble s'enquérir d'avance de toutes les ressources que lui gardent ses futurs domaines, les voyages dans l'Asie centrale présentent un intérêt des plus grands. Après s'être longtemps exercée dans le Nouveau-Monde et sur l'immensité des mers qui baignent les deux continents, notre curiosité semble aujourd'hui se concentrer sur l'Afrique. Cette terre, dont le nom seul glaçait d'effroi les explorateurs des siècles derniers, est aujourd'hui attaquée par les quatre points cardinaux. Au nord, la conquête de l'Algérie ouvre une porte qu'ont déjà franchie et nos braves escadrons et quelques négociants aventureux. Les premières plaines du désert ont été sondées,

(1) Un vol. in-4°, chez Gide, rue des Petits-Augustins.

la constitution géologique en a été reconnue, et un habile ingénieur, M. Fournel, a proposé de les jalonner de puits artésiens qu'entoureraient bientôt de fraîches oasis, ports de refuge au milieu de ces mers de sable, plus périlleuses que le véritable Océan. Au midi, les Anglais et les Hollandais refoulent chaque jour davantage vers l'équateur les peuples de la Caffrerie. A l'ouest, le Niger et ses affluents sont remontés par les bateaux à vapeur sortis des chantiers de Londres. A l'est enfin, l'Angleterre encore a planté son drapeau sur les rives de la mer Rouge, et s'apprête à suivre la voie que lui ont tracée nos aventureux compatriotes, MM. Combes, Tamisier, Lefèvre, Dabadie, Rochet d'Héricourt. Avant un siècle peut-être, ces apôtres guerriers ou pacifiques de la civilisation, partis de quatre points opposés, se rencontreront au centre de ces terres si longtemps inconnues; avant un siècle, l'Afrique nous aura livré ses secrets vainement défendus par son climat brûlant, son ciel meurtrier, ses déserts et ses monstres.

Au milieu de cet entraînement général vers l'Afrique, l'Asie est négligée d'une manière vraiment inexplicable. Presque tout reste à découvrir dans cet antique berceau du genre humain. Malgré les renseignements recueillis par notre infortuné compatriote Jacquemont, malgré le voyage plus récent de MM. de Humboldt, Ehrenberg et Rose, et les magnifiques résultats qui ont récompensé leurs fatigues, l'Asie centrale est à peine connue. Nous ne savons rien sur l'intérieur de l'empire chinois. Au midi, l'Inde proprement dite est seule ouverte à nos investigations, et bien qu'emportés par la nécessité ou l'entraînement des conquêtes, les Anglais envahissent chaque année quelque province, quelque empire nouveau, leurs possessions s'arrêtent à ces chaînes de montagnes que la nature a élevées comme de gigantesques remparts entre le sud et le centre du continent. Au nord, l'aigle moscovite couvre de ses ailes des régions sans bornes; mais là même où son empire est le moins contesté se trouvent d'immenses contrées où ne pénétra jamais un seul de ces hommes d'Europe qui les gouvernent. Les cartes officielles de la Sibérie présentent de larges lacunes où des provinces entières ne sont figurées qu'en blanc.

Aujourd'hui cependant la Russie paraît s'occuper sérieusement de reconnaître les terres qui lui appartiennent. Chaque année, les steppes sans fin de la Sibérie et ses hautes chaînes de montagnes sont traversées par des voyageurs chargés d'explorer ces régions, d'en faire connaître la topographie, de découvrir les ressources de tout genre qu'elles peuvent offrir à l'agriculture, au commerce, à l'industrie. Chaque année aussi se multiplient des conquêtes pacifiques bien autrement profitables que celles de la guerre. Au milieu de ces déserts dont le nom ne soulève dans nos esprits que des idées de misère et de désolation existent de vastes plaines, de riches vallées où la terre récompense avec usure les moindres soins du laboureur, des pâturages immenses où d'innombrables troupeaux trouveraient une nourriture plus que suffisante, des forêts prêtes à livrer les matériaux nécessaires à l'établissement des colons, et le combustible indispensable pour braver les rigueurs des hivers. A ces éléments d'une exploitation agricole des plus fructueuses se joignent des richesses minéralogiques dont la valeur dépasse peut-être tout ce qu'on connaît des contrées les plus favorisées sous ce rapport. On dirait que la nature s'est plu à réunir en Sibérie les trésors qu'elle a disséminés dans le reste du monde. Tous les métaux usuels, et en particulier le fer et le cuivre, s'y rencontrent à côté de l'or, de l'argent, du platine, et comme pour assurer à jamais leur exploitation, de vastes amas de houille sont là prêts à remplacer le bois quand les forêts seront épuisées.

Au nombre des portions les moins connues de la Sibérie, se trouve une vaste contrée placée sur les confins de la Chine, entre les 49e et 56e degrés de latitude, et les 78e et 89e degrés de longitude. C'est cette région que M. de Tchihatcheff a été chargé d'explorer, et, nous devons le dire tout d'abord, ce voyageur s'est acquitté de sa mission avec un zèle et une intelligence dignes des plus grands éloges. Au reste, M. de Tchihatcheff n'en était pas à son coup d'essai. Quoique jeune encore, il a déjà parcouru la plus grande partie du globe. Il a sillonné en tout sens les divers états de l'Europe, séjourné pendant plusieurs années dans l'Asie méridionale, habité le Mexique, visité les îles de l'Océan Pacifique. Possédant cette généralité de connaissances si importantes pour tout voyageur qui veut être autre chose qu'un simple touriste, il a rendu aux diverses sciences de nombreux et importants services. Cependant M. de Tchihatcheff s'est occupé surtout de minéralogie et de géologie, et, dans le voyage dont nous allons indiquer les principaux résultats, il a trouvé une belle occasion pour se livrer à ses études favorites. Aussi le mémoire présenté par lui à l'Académie des Sciences sous le titre de *Recherches sur la constitution géologique de l'Altaï* offrait-il un haut intérêt. Dans un rapport remarquable qu'avaient signé avec lui MM. Ad. Brongniart et Dufrénoy, M. Élie de Beaumont en a parfaitement fait ressortir toute l'importance, et, sur les conclusions de l'illustre géologue, l'Académie a accordé à ce travail le plus grand honneur dont elle dispose, l'insertion au *Recueil des savants étrangers.*

Un suffrage aussi honorable est un sûr garant de la valeur scientifique de l'ouvrage publié par M. de Tchihatcheff : peut-être serait-il une assez mauvaise recommandation auprès des personnes qui cherchent dans la lecture d'un voyage autre chose que de l'instruction, et que retiendrait la crainte de ne trouver dans celui-ci que des dissertations techniques compréhensibles seulement pour les savants de profession. Heureusement, il n'en est pas ainsi. Dans la partie consacrée à l'itinéraire, M. de Tchihatcheff a prouvé qu'il savait faire autre chose que déterminer des roches et relever des inclinaisons de couches. Sans jamais cesser d'être un homme sérieux, il sait se montrer artiste ; il apprécie ce que les contrées qu'il traverse lui présentent de poésie tour à tour sombre ou riante ; il nous initie aux mœurs, aux traditions des peuplades qu'il rencontre ; partout son style est clair et animé. Peut-être le goût français pourrait-il y reprendre l'usage trop fréquent de la métaphore ; mais on pardonnera facilement ce défaut à un voyageur qui a passé plusieurs années dans l'Orient, qui en avait adopté le costume et appris le langage.

Toutefois nous adresserons à M. de Tchihatcheff un reproche que nous croyons fondé. La portion historique de son ouvrage est à chaque instant interrompue par des détails purement techniques qui embarrassent la narration. Il eût bien mieux valu séparer complétement ces deux parties. L'intérêt y eût gagné pour le lecteur, qu'il eût voulu s'instruire ou seulement s'amuser.

M. de Tchihatcheff n'a, du reste, rien négligé pour entourer son ouvrage de tous les accessoires qui peuvent en relever le prix. Un itinéraire relevé avec le plus grand soin nous fait connaître dans tous ses détails la route qu'il a suivie. Une carte géologique de l'Altaï résume tout ce que ses propres travaux et ceux de quelques rares prédécesseurs, parmi lesquels nous citerons surtout MM. de Humboldt et Gustave Rose, nous ont appris sur la constitution de ces lointaines contrées. Des dessins intercalés dans le texte présentent, tantôt des coupes de terrain et des croquis zoologiques, tantôt quelques-uns des incidents du voyage, et sont comme la traduction pittoresque de l'esprit de l'ouvrage entier. Enfin un atlas de

dix-neuf planches lithographiées avec une rare perfection met sous nos yeux quelques-uns des sites les plus remarquables ou les plus caractéristiques de l'Altaï, et nous donne une idée de la physionomie de ces paysages si rarement contemplés par des yeux européens.

Parti de Saint-Pétersbourg le 12 mars 1842, M. de Tchihatcheff eut bientôt traversé les vastes contrées qui le séparaient de l'Altaï. Son traîneau, ce véhicule inconnu à l'habitant des zones tempérées, glissait encore sur la neige durcie des steppes ou sur la glace des fleuves, et semblait, en les frôlant, narguer les navires immobiles sous la rude étreinte de l'hiver. Un mois après, notre voyageur était à Barnaoul, à près de huit cents lieues de son point de départ, à plus de cent cinquante lieues de Krasnoyarsk, terme extrême de sa course. Là il s'arrêtait trois semaines pour faire ses préparatifs, gagnait la ville de Biisk, d'où son œil pouvait apercevoir les cimes neigeuses qu'il allait explorer, et le 26 mai il quittait voitures et traîneau pour les chevaux kalmouks, qui seuls désormais devaient lui servir de monture. Ici seulement commençait le véritable voyage. Jusque-là M. de Tchihatcheff avait suivi l'itinéraire de ses prédécesseurs; il pouvait encore quelque temps se diriger d'après les renseignements fournis par les rares commerçants qui vont sur la frontière de Chine faire des échanges avec les soldats gardiens du céleste empire; mais bientôt il ne devait avoir pour guide que la boussole et les vagues indications recueillies chez les hordes de Kalmouks.

M. de Tchihatcheff n'atteignit la ville d'Omsk que le 18 octobre. Il avait donc été cinq mois en route. Près de moitié de cet espace de temps s'était écoulé dans les déserts les plus élevés de l'Altaï. Dans la course qu'il fit pour découvrir les sources de l'Akabane, il passa près de trois mois sur des plateaux glacés, au milieu de marécages dont le sol mobile semblait s'ébranler à chaque instant sous les pieds des chevaux, couchant sous une tente que la glace et la neige changeaient parfois en une cage sans issues, et n'ayant pour toute nourriture qu'un peu de riz, du biscuit brisé à coups de hache, et parfois seulement quelque oie sauvage que son malheureux sort amenait sous le fusil d'un des Cosaques de la caravane. Souvent, dans cette excursion pénible, M. de Tchihatcheff se vit menacé d'être obligé de revenir sur ses pas. Il traversa deux fois, sans s'en douter d'abord, la chaîne des monts Sayanes, et pénétra ainsi involontairement sur le territoire chinois, où il put observer les mœurs d'une tribu particulière de Kalmouks, désignés sous le nom de *Soyons*. Au milieu de ces déserts, M. de Tchihatcheff perdit l'un après l'autre tous ses instruments; il fut abandonné par plusieurs Kalmouks de son escorte, et ne ramena au poste cosaque de l'Akabane que quatre-vingt-quatre chevaux sur cent cinquante qu'il avait eu le soin de choisir avant de s'engager dans cette expédition.

C'est au milieu de ces régions lointaines, sur les bords de l'Alach, que le 8 juillet M. de Tchihatcheff observa la célèbre éclipse de soleil qui, à cette même époque, mettait en mouvement tout le monde savant européen. Des observations précises recueillies à une aussi grande distance auraient eu de l'intérêt; malheureusement un chronomètre, le dernier des instruments qu'on avait pu préserver jusque-là, s'était brisé la veille dans une chute de cheval. Ce qui servit sans doute à consoler M. de Tchihatcheff, c'est que toute observation eût été impossible : au moment du phénomène, la caravane était assaillie par un ouragan qui lui permit à peine d'entrevoir un instant le soleil en partie éclipsé sous la forme d'un croissant qui disparut bientôt derrière d'épais nuages. On voit que notre voyageur

eut à supporter sur les frontières de la Chine un temps très-semblable à celui qui, chez nous, fit pousser plus d'un soupir aux astronomes et trompa la curiosité de tant de bons Parisiens.

Pour faire connaissance avec les contrées parcourues par M. de Tchihatcheff, jetons maintenant un coup d'œil sur ces dessins dus au crayon de M. Mayer, son infatigable compagnon de voyage. Tracées sous le contrôle sévère d'un géologue, ces planches ont une importance tout autre que les croquis pittoresques trop souvent donnés comme l'expression de la nature. A eux seuls, ils attestent pour les yeux exercés la nature du sol. En contemplant cet amas de montagnes qui longent le Yeniseï ou entourent le lac Noir (Kara-Kol) et le lac de Kokorgo, en promenant ses regards sur les massifs de l'Oulouhane et du grand Alach, on est tout d'abord frappé de l'uniformité de ces contours adoucis, de ces lignes horizontales et sans vie qui doivent fatiguer la vue du voyageur. A peine les Alpes de Katoune montrent-elles une ou deux fois dans le lointain leurs cimes neigeuses à la coupe hardie et brisée. Cet aspect monotone semble caractériser les montagnes de l'Asie centrale; car Victor Jacquemont, en parcourant les hautes régions de l'Himalaya, se plaignait aussi de leur uniformité, et regrettait ces magnifiques points de vue qui, dans nos Alpes européennes, frappent le voyageur à chaque pas et lui font oublier ses plus rudes fatigues.

La mollesse des contours de l'Altaï, la monotonie du paysage qui en est la suite, ont pour cause immédiate la nature même des roches qui composent ces montagnes. Les schistes, d'une structure peu solide, s'y trouvent en grande abondance, et entraînent aussi un des caractères orographiques les plus saillants de cette contrée. L'Altaï est presque partout composé de grands plateaux à sommets planes et déprimés, couverts de vastes nappes de marais, et rappelant sur une vaste échelle les *fagnes* de l'Ardenne et de l'Eifel. Des vallées profondes, à bords presque perpendiculaires, séparent ces sommités aplaties. La planche où sont reproduits les premiers contre-forts des Alpes de Katoune donne une idée très-nette de cette conformation remarquable. Toutes les hauteurs du Saldjar présentent l'aspect d'une plaine profondément crevassée comme elle l'aurait été si une force puissante, agissant à de grandes profondeurs, l'eût soulevée au-dessus de son niveau primitif sans y produire d'autre changement que de la fendre en divers sens.

Telle est en effet, selon toute apparence, l'origine des monts Altaï. On sait que notre globe présente sur mille points de sa surface des traces irrécusables de ces grands bouleversements ; on sait que depuis les belles recherches des géologues de nos jours, et surtout de MM. de Buch et Élie de Beaumont, la formation des grandes chaînes de montagnes par soulèvement a été mise hors de doute. L'Altaï n'échappe pas à cette loi commune, et tout dans sa constitution donne raison à cette théorie admirable qui a permis de préciser l'âge relatif des montagnes, de reconnaître parmi ces pics sourcilleux, qui tous ont précédé sur la terre l'apparition du genre humain, quels étaient les aînés et les cadets. Bien plus, il présente avec plusieurs autres chaînes, avec nos Alpes en particulier, cet autre trait de ressemblance, que la force de soulèvement a agi à deux reprises et dans deux directions différentes. Dans l'*Altaï occidental*, l'alignement général des chaînes est dirigé du nord-ouest au sud-est ; dans l'*Altaï oriental*, les crêtes montagneuses se dirigent, soit du nord au sud, soit du nord-est au sud-ouest. Ces deux directions se touchent aux Alpes de Katoune, et là comme dans nos Alpes, se trouve le pic le plus élevé de la chaîne. Dans l'Altaï, la Belouha, haute de près de 9,000 mètres, représente notre mont

Blanc; elle est, comme lui, entourée de vastes lacs dont les rives perpendiculaires plongent dans des eaux profondes, et de vallées cratériformes dont les cimes contournées portent l'empreinte irrécusable des forces opposées qui les ont arrachées aux entrailles de la terre.

Ces révolutions effrayantes qui ont si profondément bouleversé la surface du globe, élevé les montagnes et creusé les vallées, ont pour cause unique peut-être l'éruption de roches ignées analogues au granit. Dans les Alpes, dans plusieurs autres chaînes, ces roches se montrent presque partout à découvert, surmontant de leurs pointes aiguës les couches d'origine sédimentaire qu'elles ont rompues et redressées. Dans l'Altaï, il n'en est pas de même. Agissant à des profondeurs incalculables, elles ont souvelé en bloc tout ce pays aussi grand que la France, et dans cet ébranlement se sont produites ces fentes abruptes devenues aujourd'hui des vallées, ces entonnoirs dont de vastes lacs occupent le fond. Les granits, les syénites, les diorites, les porphyres, toutes ces roches aujourd'hui solides, alors masses fluides, ne se sont montrées à découvert que sur quelques points; mais dans ce cas, on reconnaît sans peine qu'elles se sont frayé un passage à travers les couches préexistantes. C'est ainsi qu'on trouve en maint endroit, et surtout sur les rives de la Tchoultcha, des fragments de roches sédimentaires empâtés dans le granit. Lorsque celui-ci sortit liquide de ses abîmes entr'ouverts, il enveloppa ces quartiers de la roche qu'il venait de briser, et les conserva enchâssés dans sa pâte comme un témoignage indestructible de ces antiques bouleversements. Ailleurs, dans le voisinage du village de Sogra, on voit ce même granit former des filons réguliers dans des roches d'une nature toute différente dont il a rempli les fentes, comme le cuivre ou le plomb en fusion remplissent le moule d'un fondeur. Ailleurs encore on trouve, comme M. de Humboldt l'avait vu dans l'Irtysch, des couches redressées verticalement que recouvre une large calotte de granit. Après avoir soulevé la croûte solide qui l'emprisonnait, l'avoir brisée, et placée perpendiculairement, cette roche a versé au-dessus ses vagues brûlantes qui, solidifiées bientôt en assises horizontales, attestent de nos jours leur mode de répartition.

L'action des masses ignées, qui ont soulevé et traversé parfois tout l'Altaï, ne s'est pas bornée aux phénomènes que nous venons de décrire. Elle a modifié dans beaucoup de circonstances la nature même des roches préexistantes, qui n'ont pu se trouver impunément en contact avec cet effroyable foyer de chaleur. Peu de contrées présentent sur une aussi grande échelle les phénomènes de *métamorphisme*. On désigne sous ce nom l'ensemble des transformations qu'ont subies certaines roches et qui reconnaissent presque uniquement pour cause le voisinage des grandes éruptions de matières fondues. On voit alors les calcaires terreux ou compactes revêtir le caractère de marbres cristallins, comme nos Pyrénées en offrent de nombreux exemples. D'autres fois, de durs et solides qu'ils étaient, ils deviennent friables et se fendillent en tout sens en passant à l'état de *dolomie* par l'addition de la magnésie. Des grès se changent en bancs solides de quartz; des argiles schisteuses, des matières arénacées durcissent et présentent l'aspect de jaspes divers, de schistes micacés ou talqueux. Ces métamorphoses, en faisant disparaître les caractères primitifs des terrains, en les fondant les uns dans les autres par des nuances insensibles, embarrassent souvent le géologue, et pour l'Altaï en particulier M. de Tchihatcheff s'est vu réduit à laisser sans les classer un grand nombre d'entre eux sous la dénomination commune de *terrains anciens indéterminés*.

Quelques-uns de ces phénomènes de métamorphisme paraissent dus uniquement

à l'action de la chaleur. L'analyse retrouve alors dans la roche nouvelle les mêmes éléments que dans celle dont elle n'est qu'une modification. Dans bien des cas aussi, elle nous révèle l'apparition de quelque principe nouveau, par exemple de l'acide sulfurique, de la magnésie, de la silice. Ici l'explication semble devenir plus difficile. Comment concevoir la pénétration de ces corps au milieu de masses compactes qui ne paraissent avoir rien perdu de leur solidité? Un fait qui se reproduit chaque jour dans nos usines permet de se rendre raison de ce phènomène. Pour changer le fer en acier, il suffit de le chauffer dans de la poussière de charbon. Bien que la température ne soit nullement à comparer à celle que possèdent les roches en fusion vomies par les fissures du globe, une petite quantité de carbone se volatilise et pénètre jusqu'au cœur du morceau de fer, qui se trouve avoir changé de nature, avoir acquis toutes les propriétés de l'acier. C'est en petit une expérience de métamorphisme.

La stabilité de certains éléments tels que la silice ou la magnésie ne doit pas faire rejeter cette explication. M. Laurent a prouvé, par des expériences directes, que sous l'influence d'une température élevée les corps les moins volatiles en apparence, comme l'oxyde de fer, pénètrent dans la masse des corps qui les environnent. M. Gaudin, en employant la flamme développée par un mélange d'hydrogène et d'oxygène, a fondu et volatilisé la silice, la magnésie, la chaux. Ainsi rien ne s'oppose à ce que nous regardions comme étant de la même nature les faits de cémentation que nous produisons tous les jours et ceux de métamorphisme que nous présente la nature. Il n'y a d'autre différence que dans la nature des snbstances, la grandeur des appareils et des résultats.

Le terrain houiller présente dans l'Altaï un remarquable développement et se rattache peut-être, selon M. Élie de Beaumont, à la vaste formation carbonifère dont quelques voyageurs intrépides nous ont révélé l'existence au milieu de l'Asie centrale. La houille elle-même a été trouvée sur plusieurs points. Dans le bassin de Kouznetzk en particulier, ce combustible forme probablement un dépôt de 250 kilomètres de long sur 100 kilomètres de largeur moyenne. Si cette délimitation est exacte, ce serait là un des plus immenses amas de houille que l'on connaisse, et bien qu'ici cette substance se rapproche de l'anthracite par sa composition, bien qu'elle soit par conséquent d'une qualité inférieure à nos bonnes houilles de France, elle n'en offrira pas moins des ressources précieuses aux populations futures de ces froides régions.

Les roches du terrain carbonifère et des formations voisines contiennent en général de nombreux fossiles animaux ou végétaux. L'Altaï n'a pas manqué de fournir son tribut de renseignements sur ces créations antiques, et parmi les échantillons recueillis par M. de Tchihatcheff, il s'est trouvé quelques espèces nouvelles. L'examen des végétaux a surtout fourni une remarque importante à M. Gœppert, que notre voyageur avait prié d'examiner ses richesses botaniques. Le savant professeur de Breslau a reconnu que la structure des bois fossiles de l'Altaï était presque entièrement semblable à celle des *araucaria* de la Nouvelle-Hollande et s'éloignait de celle de tous nos arbres ordinaires. Ce fait avait déjà été reconnu vrai pour les bois fossiles recueillis en Europe : il semble, d'après le travail de M. Gœppert, acquérir une véritable généralité, et l'on peut en tirer la conclusion qu'à l'époque de la formation des houilles, des espèces végétales presque entièrement semblables, peut-être identiques, couvraient nos climats tempérés et les déserts de la Sibérie, tandis qu'aujourd'hui ces mêmes espèces n'ont plus d'analogues

que dans les régions australes. Ce que nous savons sur les conditions de la végétation nous autorise donc à conclure que pendant cette période une température uniforme et élevée enveloppait tous les points du globe, et que les différences de climats, si tranchées de nos jours, n'existaient pas encore.

L'Altaï renferme de nombreux gîtes métallifères presque tous placés dans des formations neptuniennes ou d'origine aqueuse, mais tous voisins des granits, comme si leur présence tenait à l'action de cette roche même. Parmi ces mines, il en est de cuivre et de fer dont l'exploitation est rendue des plus faciles par la nature du minerai. Les deux usines de Tomsk et de Salaïr produisent annuellement à elles seules plus de 500,000 kilogrammes de fer pur.

On trouve dans l'Altaï un grand nombre de mines d'argent. M. de Tchihatcheff en a visité treize. Quelques-unes sont très-productives. Celle de Zméeff, dont la découverte fit connaître, il y a une cinquantaine d'années, les richesses cachées de ces régions, donnait, dans les premiers temps de son exploitation, près de 1 kilogramme d'argent pour 16 kilogrammes de minerai. Aujourd'hui qu'elle est épuisée, on fouille religieusement les déblais qu'au temps de l'abondance on avait dédaigneusement rejetés, et on en tire encore 4 à 5 grammes d'argent sur 16 kilogrammes de matière brute. Les mines de Rydersk et de Krukof donnent de 34 à 47 grammes de métal pour 16 kilogrammes de minerai. Enfin, les mines de Salaïr, que nous avons vu donner du fer, fournissent aussi par année près de 900 kilogrammes d'argent. Cette exploitation va, du reste, recevoir de grands développements. L'usine doit être montée de manière à pouvoir fondre tous les ans 500,000 *poudes* de minerai, ce qui donnera au moins 1,500 à 1,800 kilogrammes d'argent pur.

Considérées dans leur ensemble, les chaînes de l'Altaï se présentent comme un massif formant un demi-cercle irrégulier, dont la concavité est tournée à l'ouest. Cette partie du pays dont nous parlons peut être considérée, a dit M. de Humboldt, comme un cap énorme, tenant par son extrémité méridionale au continent des terrains anciens de l'Asie centrale, et entouré de tous les autres côtés par une vaste mer de dépôts diluviens. Ces derniers pénètrent dans les anfractuosités des districts montagneux, et y forment comme autant de golfes. Quelquefois aussi on les trouve dans l'intérieur, étendus comme des lacs solides au fond de quelques bassins particuliers. Partout la composition de ces dépôts est la même. Ils consistent uniquement en fragments et débris plus ou moins triturés appartenant aux roches qui constituent la charpente solide du grand édifice dont ils enveloppent et recouvrent la base.

C'est dans ces dépôts que gisent les plus grandes richesses de l'Altaï, richesses tellement considérables, qu'elles ne tarderont peut-être pas à opérer dans l'Europe entière une révolution analogue à celle qui résulta de l'importation des trésors du Pérou. C'est au milieu de ces détritus, arrachés aux roches voisines par des courants dont l'origine est inconnue, qu'on trouve ces sables dont un simple lavage extrait des monceaux d'or. Ce métal précieux semble disséminé dans presque toute la contrée. M. de Tchihatcheff cite dix-sept localités différentes où l'exploitation de l'or est en pleine activité, et lui-même en a découvert plusieurs autres où peut-être s'exercera bientôt cette industrie lucrative.

Nous possédons encore trop peu de données pour essayer de résoudre le problème de la formation des sables aurifères en général ou de ceux de l'Altaï en particulier. Cependant M. de Tchihatcheff a réuni quelques faits d'où il paraît résulter

que l'or semble affectionner ou fuir certaines roches, bien que les unes et les autres aient une même origine et appartiennent également au groupe des roches ignées. Ainsi, dans l'Altaï, dans l'Oural, les dépôts aurifères se trouvent toujours dans le voisinage des diorites, tandis que la présence du granit est de mauvais augure pour celui qui cherche un nouveau gîte de minerai. M. de Humboldt nous a appris qu'à Haïti la trituration artificielle de cette même diorite met à nu les parcelles d'or disséminées dans la masse, mais qu'on n'y trouve jamais ce métal en filon. A Bornéo, d'après M. Horner, les dépôts aurifères se trouvent également dans le voisinage de roches analogues à la diorite. Là aussi le granit est très-rare, et quand il se montre, il revêt quelques-uns des caractères de cette roche privilégiée. Ces exemples, et bien d'autres encore, pourraient faire supposer que, lors de leur irruption en masses incandescentes à travers les couches solides du globe, certaines roches ont été *imprégnées* d'or par une action analogue à celle dont nous avons parlé plus haut. Au reste, le phénomène dont nous parlons n'est pas particulier à ce métal ; on l'observe également pour le platine dans les monts Ourals, où les roches composées en partie de serpentine semblent avoir de même servi d'*agent platinifère*.

Comme nous l'avons dit plus haut, le nombre des exploitations d'or dans l'Altaï est considérable. La ville de Krasnoyarsk peut être regardée comme un des chefs-lieux de cette industrie, et c'est là que M. de Tchihatcheff a recueilli les renseignements les plus circonstanciés à cet égard. En 1842, les seuls districts de Kaïnsk et de Yeniseisk avaient fourni près de 500 poudes ou 6,150 kil. d'or pur. Les *orpailleurs* ou propriétaires des mines estiment à 100 pour 100 le minimum d'intérêt que puisse rapporter une mise de fonds engagée dans ces lavages productifs. Un bénéfice de 800 ou 850 pour 100 est regardé par eux comme représentant le taux ordinaire. Bien souvent cette limite est dépassée. On en jugera par l'exemple suivant. M. de Tchihatcheff cite un orpailleur. M. Miasnikoff, dont l'exploitation ne datait que de trois ans. La première année produisit seulement 10 poudes d'or (163 kilogrammes environ) ; la seconde rapporta 36 poudes (587 kilogrammes) ; avant la fin de la troisième année, bien que la campagne ne fût par terminée, M. Miasnikoff avait déjà recueilli plus de 80 poudes (1,300 kilogrammes) d'or pur, représentant une valeur d'environ 4,500,000 francs. Les frais d'exploitation réduisent, il est vrai, ce produit brut à 2,400,000 francs, de plus, les 20 pour 100 prélevés par le gouvernement le diminuent encore de 480,000 francs. Néanmoins, toute déduction faite, M. Miasnikoff n'en avait pas moins obtenu, pour le seul été de 1842, un bénéfice net de 1,920,000 francs.

On comprend que des gains aussi énormes doivent stimuler puissamment l'esprit d'entreprise. Aussi l'industrie du lavage des sables aurifères de la Sibérie a-t-elle marché avec une rapidité sans exemple. Dans l'espace de quatorze ans, ses produits se sont accrus dans la proportion de 1 à 200. En 1830, elle ne fournissait que 95 kilogrammes d'or représentant une valeur de 325.000 francs. Aujourd'hui, elle rapporte plus de 18,000 kilogrammes d'or ou 61,200,000 francs. Ces chiffres sont énormes, et pourtant ils deviendront chaque jour plus considérables à mesure que le nombre de bras, venant à augmenter, permettra d'exploiter sur une plus grande échelle. Tous les orpailleurs répétaient à M. de Tchihatcheff que le manque d'ouvriers les empêchait de doubler ou de tripler leurs bénéfices. Ainsi, l'augmentation de la population est à elle seule un élément infaillible d'accroissement pour cette industrie en se bornant aux localités actuellement connues ; et comme les limites du domaine aurifère reculent tous les ans devant chaque nouvelle explora-

tion, comme elles semblent n'avoir d'autres bornes que les glaces éternelles du pôle, il est impossible de prévoir où s'arrêteront les gigantesques développements de cette véritable *récolte d'or*.

Peut-être ne trouvera-t-on pas maintenant exagéré ce que nous disions tout à l'heure en comparant l'influence qu'aura un jour l'exploitation de la Sibérie sur le commerce des métaux précieux à celle qu'exerça la découverte de l'Amérique et de ses trésors. Dans son dernier ouvrage de minéralogie, M. Beudant évalue à 24,000 kilogrammes la quantité d'or extraite annuellement sur tous les points du globe. Ce poids de métal représente une valeur de 82 millions. Dans ce total, l'Amérique équatoriale figure pour 64 millions, la Sibérie pour 8 millions seulement; mais nous venons de voir que la production de cette dernière rivalise aujourd'hui avec celle de l'Amérique. Nous avons pu nous convaincre par les progrès accomplis dans le court espace de quatorze ans que cette exploitation prendra dans le nord de l'Asie une importance croissante. Qu'elle suive deux ans encore la même progression, et la Sibérie fournira à elle seule plus d'or que tout le reste du monde : dans vingt ans, elle mettra annuellement en circulation une quantité d'or au moins double de celle que nous consommons aujourd'hui.

Ici nous devons cependant, avec le célèbre minéralogiste que nous venons de citer, faire une réflexion rassurante pour la stabilité de la fortune publique. L'influence des métaux précieux est loin d'être aujourd'hui ce qu'elle fut autrefois, et une énorme quantité d'or versée tout à coup dans le commerce ne saurait amener des secousses semblables à celles que produisirent en Espagne les trésors du Mexique et du Pérou. Dans notre siècle d'industrie, le charbon de terre et le fer remuent plus de capitaux que l'or et les diamants. La houille produit annuellement près de 180 millions, et le fer plus de 500 millions.

Quoi qu'il en soit, la Russie favorise autant que possible l'industrie des orpailleurs. A l'exception des districts de Kolyvane et de Nertchinsk qui appartiennent au gouvernement, les immenses dépôts de la Sibérie sont ouverts aux entrepreneurs de toutes les nations. Il suffit d'adresser au ministère des finances une demande formelle à cet égard pour obtenir la concession du terrain qu'on désire exploiter. Cependant cette concession ne s'accorde que pour douze ans, et n'assigne à chaque particulier qu'un lot d'environ 5 kilomètres de long sur 250 mètres de large.

Le lavage des sables se fait sous la surveillance de divers agents du gouvernement chargés de prévenir et de juger les contestations qui peuvent surgir entre les concessionnaires sur leurs limites respectives, de régler les relations entre les maîtres et les ouvriers, de prélever sur les produits ce qui revient à l'état. Grâce à ces mesures, il règne dans ces contrées une sécurité bien remarquable Chaque jour, on voit des milliers d'ouvriers, presque tous condamnés par la loi, remettre entre les mains d'un inspecteur, fort seulement de son ascendant, les trésors qu'ils ont recueillis. Au milieu de quelque chétive cabane, on entasse des monceaux d'or, qui plus tard, répartis sur des chariots, se rendent tranquillement à Barnaoul et franchissent plusieurs milliers de kilomètres, marchant à petites journées, et n'ayant pour escorte qu'un Cosaque qui fume tranquillement sa pipe sans même s'embarrasser d'armes qu'il sait devoir être inutiles.

L'exploitation des sables aurifères de l'Altaï est généralement des plus faciles. Le plus souvent ces dépôts sont à fleur du sol ou recouverts seulement d'une mince couche de terre végétale qu'on enlève pour exploiter à ciel ouvert. Si cette

couche acquiert une épaisseur trop considérable, on ouvre une tranchée, puis on attaque le minerai directement, et les ouvrages souterrains qu'entraîne cette manière d'opérer ne sont jamais bien compliqués, à raison du peu d'épaisseur des dépôts exploitables. Il est cependant quelques localités qui nécessitent des modifications dans le mode d'extraction des sables. Sur les rives de la Biroussa, on a découvert une couche aurifère dont l'épaisseur est au moins de 6 mètres; mais on ne peut creuser à cette profondeur à cause de la hauteur de la rivière, dont les eaux envahissent sans cesse les travaux. Après avoir vainement tenté de refouler la rivière au moyen de digues, on a eu recours à un expédient très-ingénieux : on a pris le parti de n'exploiter que pendant l'hiver. A cette époque, la rivière gèle en entier. On taille alors la glace de manière à découvrir les parois verticales de la berge, et par cette tranchée on enlève à peu de frais le minerai qu'on désire.

Les richesses minérales de la Sibérie semblent avoir été connues dès la plus haute antiquité. Partout, dans ces vastes contrées, on rencontre des traces d'un peuple mystérieux, désigné par la tradition sous le nom de *Tchoudi*, et qui, bien avant les mineurs russes, avait trouvé l'art de séparer l'or et l'argent de leur gangue sans valeur. C'est là un nouveau trait de ressemblance qui rapproche ces régions hyperboréennes des provinces intertropicales du Nouveau-Monde. Au Mexique aussi, les *Azthèques* avaient précédé les Espagnols dans l'exploitation des mines. De même que ces derniers, les Tchoudis paraissent avoir ignoré les usages du fer, avoir eu recours au cuivre et à l'étain pour se procurer des instruments tranchants, et cette circonstance, en rendant presque impossible l'exploitation des filons en roche, nous explique pourquoi à ces époques reculées, au Mexique comme en Sibérie, l'or était beaucoup plus commun que l'argent.

Peut-être les recherches archéologiques permettront-elles un jour de rattacher l'une à l'autre les traditions locales qui conservent le souvenir des Tchoudis et les croyances grecques qui placent dans les régions boréales le siége d'immenses trésors. Hérodote parle des *Arimaspes* comme d'un peuple qui savait arracher aux griffons gardiens de ces richesses l'or qui parvenait jusqu'en Grèce par l'entremise des *Issédons*. Dans le magnifique ouvrage sur l'Asie centrale où M. de Humboldt s'est montré tour à tour profond naturaliste, historien érudit et archéologue plein de sagacité, cet illustre savant place ce dernier peuple dans la steppe des Kirghiz, entre Karkarali et Semipalatinsk. Il est probable que les procédés d'exploitation employés par ces nations éteintes ne différaient pas de ceux qui sont en usage de nos jours. S'il en est ainsi, la fable de la toison d'or recevrait une interprétation bien naturelle. On sait que la dépouille de divers animaux est employée dans le lavage des sables aurifères pour retenir plus facilement les parcelles de métal que leur pesanteur spécifique plus grande laisse déposer sur le fond des appareils. N'est-il pas permis de voir dans cette circonstance toute technique l'explication de cette toison symbolique dont la renommée attira sur les rivages de Colchos l'élite des héros de la Grèce mythologique?

Les contrées que baigne le Pont-Euxin conservent encore des traces de leurs antiques trésors. Les fouilles entreprises par ordre du gouvernement russe dans l'ancienne Tauride mettent chaque jour à découvert des tombeaux dont la richesse contraste d'une manière frappante avec la pauvreté des sépultures grecques. Dans les parages où florissaient jadis Phanagoria, Hersonèse, Olbia, Tynas, l'or est bien plus abondant que dans aucune autre des localités d'Europe et d'Asie explorées de

nos jours comme pouvant présenter quelques restes de l'industrie ou du luxe des peuples qui les habitèrent. A Kertch surtout, l'ancienne Panticapée, ce métal est répandu avec une magnifique profusion dans les demeures sépulcrales. La moitié des objets qu'on y trouve sont en or pur ou en *electrum*, alliage d'or et d'argent. Ici comme au Pérou, l'or est souvent employé à des usages secondaires qui en attestent l'abondance. Souvent un camée, une pierre de peu de valeur, sont enchâssés dans un encadrement d'or massif d'une valeur bien supérieure. Jamais cependant il n'a existé de mines d'or en Tauride. Il est donc très-probable que les colonies grecques placées dans le voisinage des barbares ne firent que tirer parti de leur position, et, pour employer l'expression du voyageur russe, amenèrent dans leur enceinte le fleuve d'or de l'Oural et de l'Altaï.

La flore de l'Altaï, à en juger par le nombre de plantes qu'a recueillies M. de Tchihatcheff, n'est pas très-riche, et ne compte qu'environ deux cent cinquante espèces. Plusieurs d'entre elles se retrouvent dans nos Alpes européennes, et les arbres surtout donnent à ces contrés éloignées un aspect général très-semblable à la physionomie sévère que le sapin imprime au paysage dans nos gorges élevées. Cette observation s'accorde, du reste, avec une des lois que la nature semble s'être imposée dans la production des êtres organisés. Le froid semble restreindre le nombre et la variété des manifestations de la vie. Dans toutes les régions glacées, on trouve beaucoup moins d'espèces, soit animales, soit végétales ; mais, généralement, cette diminution dans le nombre des différences spécifiques est compensée par la multiplication plus grande des individus. La faune ou la flore des contrées boréales est bien plus uniforme que celle des régions plus chaudes ; elle n'est peut-être pas moins nombreuse. Cette proposition, au moins dans ce qu'elle a de général, est confirmée par un très-beau travail que M. Brandt, membre de l'Académie impériale de Saint-Pétersbourg, a publié sur la faune de Sibérie, et qui forme un appendice important à l'ouvrage de M. de Tchihatcheff. Il résulte des recherches de ce célèbre naturaliste que l'Europe renferme 143 espèces de mammifères terrestres, 451 espèces d'oiseaux, 94 espèces de reptiles, tandis qu'en Sibérie on ne trouve que 92 mammifères, 323 oiseaux, et 21 reptiles.

Une telle disproportion s'explique sans peine par les circonstances topographiques et climatologiques qui distinguent la Sibérie de l'Europe. Cette dernière forme une grande presqu'île étendue vers le couchant, exposée du côté du sud aux vents chauds qui lui arrivent d'Afrique, baignée à l'ouest par une mer constamment attiédie par les eaux que le *gulf-stream* amène du golte du Mexique. Aussi ses hivers sont-ils courts et peu rigoureux. La Sibérie, au contraire, profondément enfoncée dans les terres, séparée de nos régions tempérées par de hautes chaînes de montagnes, enserrée du côté du nord par une ceinture de glaces éternelles, est largement ouverte à toute la violence du souffle boréal, tandis que la chaude haleine des vents du sud ou de l'ouest ne peut pénétrer jusqu'à elle. Aussi, à la même distance du pôle, les hivers y sont-ils bien plus longs, bien plus rigoureux qu'en Europe, et l'on doit s'attendre à voir subsister la supériorité de cette dernière pour ce qui touche au nombre des espèces animales, lors même qu'on aurait exploré à fond les vastes steppes de la Sibérie.

Les deux faunes que nous comparons ont un grand nombre d'espèces communes. Cependant chacune d'elles est caractérisée par la présence d'espèces qui ne se retrouvent pas dans l'autre. Ainsi la Sibérie possède en propre vingt-six mammifères et quarante-trois oiseaux qu'on ne trouve pas en Europe. Au reste, les résul-

tats que nous énonçons ici d'après M. Brandt ne sont applicables qu'à la Sibérie occidentale, c'est-à-dire à la portion de cette immense contrée qui est placée à l'ouest du Yeniseï, et qui renferme l'Altaï. La Sibérie orientale, située à l'est du même fleuve, doit présenter dans sa faune des caractères bien plus prononcés. Elle doit se rapprocher sous ce rapport de l'Amérique septentrionale, dont elle n'est séparée, on le sait, que par le détroit de Behring ou des mers qui, transformées en plaines de glace par les froids excessifs de l'hiver, offrent un passage facile aux animaux des deux continents et favorisent le mélange des espèces.

En parlant des productions animales de la Sibérie et de l'Altaï, nous devons une mention particulière aux cousins, à ces insectes si justement désignés par l'épithète de sanguinaires. En pénétrant dans les régions boréales, le voyageur pourrait se croire à l'abri de leurs morsures. Il n'en est rien. Les cousins sont un des fléaux des vallées de l'Altaï. Dès que la température s'adoucit, aux premiers jours d'un printemps bien tardif, ils envahissent l'air par myriades, et attaquent l'homme avec fureur, comme s'ils voulaient profiter d'une proie que le ciel leur envoie si rarement. Souvent M. de Tchihatcheff se vit assailli par leurs essaims affamés, alors même que la neige et la glace craquaient encore sous ses pieds. Au reste, ces parasites, émules des mousquites des pays chauds, pénètrent jusqu'aux latitudes les plus froides. L'amiral Wrangel nous apprend qu'à Nijni-Kolimsk, trois degrés au delà du cercle polaire, pendant les deux mois que dure l'absence des fortes gelées et qu'on y appelle l'été, le ciel est obscurci par des nuées de cousins. On ne parvient à se garantir de leurs attaques qu'en vivant au milieu d'une fumée suffocante. Triste destinée de l'homme du nord, qui rencontre auprès du pôle presque tous les fléaux des pays chauds sans la moindre compensation ! Dans ces régions désolées règnent comme sur les bords du Nil les ophthalmies, le typhus, les épizooties; mais il y manque la brise du soir, si douce après une journée brûlante, les acacias avec leurs fleurs embaumées, les dattiers avec leurs fruits. Dans ces déserts de glace, il n'existe point d'oasis.

II.

La population indigène de l'Altaï se compose presque uniquement de tribus errantes appartenant à la race mongolique, et désignées sous le nom générique de Kalmouks. On peut la considérer comme partagée en deux grandes familles, dont l'une habite à l'est, l'autre à l'ouest de la Katoune, un des principaux affluents de l'Ob. Ces peuples reconnaissent eux-mêmes cette division, et se désignent par des expressions correspondantes à celles que nous venons d'employer. Au reste, entre ces deux branches d'un même tronc il n'existe pour ainsi dire aucune différence. Langage, mœurs, usages, tout leur est commun. Seulement les tribus de l'est présentent à un degré bien plus prononcé les caractères de leur race, et en considérant les portraits, donnés par M. de Tchihatcheff, de deux *zaïzanes* ou chefs des environs de la Tchouya, on ne peut méconnaître à ces pommettes saillantes, à ces yeux étroits et obliques, le type chinois dans toute sa pureté.

Les Kalmouks de l'Altaï paraissent être les descendants de ces hordes qui, sous l'impulsion puissante de Tchingis-Khan, s'élevèrent à la fin du XIIe siècle jusqu'au rôle de conquérants, s'emparèrent de la Chine, de la Corée, et, sous le nom de

Tartares ou de Mongols, vinrent jusque sur les bords du Volga et de la mer Caspienne porter le nom de leur maître et la terreur de ses armes. Expulsés plus tard de l'empire chinois, ces peuples se replièrent de plus en plus sur l'Asie centrale, et inondèrent sous différents noms jusqu'aux contrées qui font aujourd'hui partie de la Sibérie. Plusieurs de leurs tribus se réunirent et parvinrent même à fonder dans l'Asie centrale des états assez puissants; mais bientôt ces empires éphémères tombèrent sous les coups des Chinois. Mongols et Tartares furent en partie exterminés. Un grand nombre de tribus cherchèrent un asile dans l'Altaï et implorèrent la protection de la Russie, qui les admit au nombre de ses sujets; quelques autres restèrent sur les limites des deux empires, et reconnurent à la fois les deux souverainetés de la Chine et de la Russie. Encore aujourd'hui, elles paient l'impôt à la cour de Pékin aussi bien qu'à celle de Saint-Pétersbourg, et sont en conséquence désignées sous le nom de *peuples à double tribut*.

Presque partout où la race victorieuse des Mongols venait s'établir, elle trouvait la contrée occupée par des tribus d'origine turque. Du croisement de ces deux races naquirent d'un côté les Tatars ou Tartares qui habitent la Russie européenne, chez lesquels l'élément turc est resté prédominant, et les Kalmouks de la Sibérie, dont le type mongol s'affaiblit à mesure qu'ils ont avancé davantage vers l'ouest. Le langage a subi les mêmes influences, et dans toute la vaste étendue de pays occupé par ces deux grands peuples, on parle une espèce de jargon turc plus ou moins corrompu.

Cette opinion sur l'origine des Kalmouks est justifiée par deux faits rapportés par M. de Tchihatcheff. D'un côté, en franchissant la chaîne des Sayanes et en pénétrant ainsi dans l'empire chinois, il a pu observer de près les Soyons, qui ne différaient presqu'en rien des Kalmouks de son escorte. D'autre part, il signale en plein Altaï, sur les rives de l'Akabane, l'existence de quelques tribus kalmoukes désignées sous le nom commun de *Sagaïs*, bien distinctes de toutes les autres et dont les traits rappellent presque complétement le type de la race turque. La langue de ces tribus diffère sensiblement de l'idiome kalmouk. Quoiqu'elle ne soit qu'un dialecte turc très-corrompu, elle se rapproche bien plus de la langue mère et est incomparablement moins mélangée d'expressions mongoles.

Les Kalmouks sont essentiellement des peuples nomades. Groupés en tribu sous la direction d'un zaïzane, ils promènent d'une vallée à l'autre leurs troupeaux et leurs tentes ou *yourtes*, qu'ils recouvrent quelquefois de morceaux d'écorce d'arbre. Les tribus de l'Altaï surtout n'ont aucune idée de notre manière de vivre à l'européenne. Ils ne connaissent même pas l'usage des chariots. Les individus qui accompagnèrent M. de Tchihatcheff jusqu'au poste cosaque de l'Akabane témoignèrent le plus grand étonnement à la vue des ornières qui annonçaient le voisinage de ce centre de civilisation, et les méprises plaisantes qu'amena leur ignorance de nos usages, la naïve manifestation de leur surprise à la vue des objets les plus simples, égayèrent bien des fois les pénibles journées passées dans ces déserts par notre voyageur.

Si les Kalmouks de nos jours ont conservé les habitudes errantes de leurs ancêtres, ils ont bien dégénéré de cette ardeur guerrière qui, sous la conduite de Tchingis-Khan, leur valut l'empire de l'Asie et fit trembler l'Europe elle-même. Rien de plus timide et de plus inoffensif que ces peuples qui, devant la moindre apparence de danger, ne connaissent d'autre ressource que la fuite. Aussi leur rencontre dans ces vastes solitudes est-elle presque sans danger pour l'Européen,

dont la seule vue semble les écraser comme s'ils reconnaissaient en lui un être d'une nature supérieure. Faibles et de petite taille, ils sont surtout terrifiés par l'aspect martial et les formes athlétiques des Cosaques à qui sont confiées la garde des frontières et la police du pays. Aussi ces derniers les traitent-ils avec le plus profond dédain. Lorsque M. de Tchihatcheff manquait de chevaux et ordonnait à l'un de ses Cosaques d'en aller chercher dans quelque tribu voisine, celui-ci ne prenait jamais la peine de remplir lui-même la commission. Il se contentait de remettre son sabre à un Kalmouk qui, plaçant avec respect sur ses épaules ce redoutable talisman, allait le montrer à la tribu en formulant sa demande. S'il éprouvait un refus ou des délais, il déposait le sabre au milieu des récalcitrants et se retirait sans rien dire. L'effet de cette tactique ne tardait guère à se manifester. La nouvelle qu'un sabre de Cosaque venait d'arriver répandait une alarme générale, et le messager était à peine de retour qu'on voyait arriver au galop les chevaux demandés, suivis d'un Kalmouk portant le terrible dépôt. Pour rien au monde, un Kalmouk ne voudrait conserver chez lui un sabre de Cosaque. Il passera des journées à cheval pour le rendre à son propriétaire, non pas qu'il craigne précisément les réclamations de ce dernier, mais il n'oserait laisser au milieu de sa famille cet instrument redoutable, qu'il croit doué de la faculté mystérieuse d'agir au nom de son maître absent.

La plupart des Kalmouks sont idolâtres. Ils reconnaissent et adorent le *koutaï* ou principe du bien, et le *chaïtane* ou principe du mal. Les sacrifices qu'ils font à ces deux déités consistent en chevaux, bœufs et moutons, qu'ils immolent soit en les écartelant, soit en leur fendant la poitrine et en y introduisant la main pour comprimer le cœur. L'animal est ensuite placé sur le feu, et après en avoir subi l'action quelques instants, il fait les frais d'un repas auquel prennent part tous les assistants, ainsi que les prêtres ou *abysses*. Ces derniers ne jouissent d'aucune prérogative, et en dehors des cérémonies religieuses fort simples qu'ils sont chargés de diriger, ils ne se distinguent en rien du reste de la nation. Le fanatisme est inconnu chez ces peuples. Les Kalmouks changent très-facilement de religion; mais on ne saurait avoir grande confiance en leur conversion, presque toujours amenée par des considérations toutes terrestres et un intérêt purement matériel.

Cette indifférence en matière de religion paraît avoir régné chez les Kalmouks à l'époque même où régnaient les successeurs immédiats de Tchingis-Khan. Elle seule peut expliquer, comme elle les a rendues possibles, les pérégrinations de quelques moines du XIIIe siècle. On sait que Rubruquis et Carpini entre autres pénétrèrent jusque dans les cours mongoles, qu'ils y furent bien accueillis, mais ne parvinrent à exciter qu'une curiosité semblable à celle qu'auraient fait naître des baladins et des jongleurs. On les promenait couverts de leurs habits sacerdotaux, on leur enjoignait de déployer toute la pompe de leurs cérémonies, d'entonner les hymnes sacrés, puis on les renvoyait. On les traitait d'ailleurs sans façon, et Rubruquis raconte naïvement comment un jour qu'il expliquait à Mangou-Khan les vérités de la religion chrétienne, il se vit interrompu dans sa harangue par les ronflements sonores du prince. Cette tolérance dédaigneuse contraste étrangement avec le fanatisme farouche inspiré par les doctrines de Mahomet, avec le zèle trop souvent cruel qui régnait alors chez les populations chrétiennes. Certes, si un sectaire étranger se fût ainsi présenté chez un prince catholique, il est peu probable qu'on se fût contenté de le trouver ennuyeux ou divertissant, témoin les nestoriens, qui, à cette même époque, étaient contraints, pour fuir le glaive de l'orthodoxie, de se

réfugier dans ces villes lointaines, où le pieux Rubruquis les trouva, à son très-grand scandale, suivant tranquillement leurs doctrines à l'abri de l'indifférentisme des princes mongols.

On doit distinguer soigneusement des peuples dont nous venons de parler les *Kirghiz*, qui habitent les steppes étendues au pied de l'Altaï, au sud-ouest de ces montagnes. Ces derniers, résultant du mélange de la race turque avec quelques rameaux indo-germaniques, sont bien supérieurs aux Kalmouks. En revanche, ils sont aussi turbulents et enclins au brigandage que leurs voisins sont doux et inoffensifs. Aussi, pour maintenir la sécurité dans ces steppes que leur position désigne comme la grande voie commerciale entre la Chine et la Russie, cette dernière puissance s'est vue obligée de multiplier les établissements militaires et les piquets de Cosaques. Ces établissements ont déjà amené un résultat utile et d'un heureux augure pour l'avenir de ces contrées. Frappées des avantages et du bien-être que la civilisation entraîne après elle, les populations nomades commencent à se grouper autour des villages cosaques, et déjà quelques familles ont échangé leurs *yourtes* ambulantes pour des maisons immobiles, mais plus confortables.

Parmi les qualités qui distinguent éminemment les Kirghiz, il faut compter surtout le développement extraordinaire du sens de l'ouïe et de celui de la vue. M. Ivanine, officier très-instruit qui a vécu longtemps parmi eux, assure avoir vu des Kirghiz qui, à plus d'un kilomètre de distance, découvraient un homme caché en embuscade. Les Cosaques, chez qui les sens dont nous parlons sont aussi très-exercés, prétendent que les Kirghiz voient la nuit aussi bien que le jour. Cependant ils paraissent être inférieurs sous ce rapport aux *Yakoutes*, peuples qui ont probablement la même origine et qui habitent les parages inférieurs de la Léna. L'amiral Wrangel, dans son *Voyage le long des côtes septentrionales de la Sibérie*, cite à ce sujet un fait presque incroyable. Un jeune Yakoute lui assura avoir observé dans le ciel une grande étoile de couleur bleuâtre qui en dévora successivement plusieurs autres de moindre dimension et les rendit ensuite. En comparant les époques, le savant voyageur acquit la conviction que cet homme avait bien réellement observé les éclipses des satellites de Jupiter.

Un trait de mœurs commun aux diverses peuplades dont nous parlons consiste en ce qu'elles ignorent toutes l'usage du café. Cette boisson, considérée chez les populations arabes et persanes comme étant presque indispensable à l'existence, est remplacée chez les peuples d'origine mongole par le thé ; mais ce que les habitants des monts Altaï ou des steppes de la Sibérie désignent sous ce nom ne ressemble guère au liquide parfumé que nous avons emprunté aux mandarins chinois. C'est une véritable soupe dont la base est fournie par un mélange de feuilles grossières et de fragments de tiges vendus dans ces contrées sous le nom de *thé de briques*. On avale ce potage après l'avoir fait bouillir avec du beurre et du sel. Le thé pris de cette manière est très-nourrissant, propriété qu'il doit sans doute à la grande quantité de substance azotée qui entre dans sa composition. D'après M. Péligot, cette quantité s'élèverait jusqu'à 20 ou 30 pour 100, proportion énorme qu'aucun autre végétal connu n'a encore présentée.

La Russie, en étendant son empire sur toutes ces populations à demi sauvages, les a soumises à des règlements dont nous devons reconnaître la douceur et l'équité. Tous les peuples de race non slave habitant la Sibérie sont désignés sous le nom commun de *payeurs de yassak* ou de *peuples hétérogènes*. Ils sont divisés en trois catégories : 1° les *peuples sédentaires*, où se trouvent compris tous les individus

fixés dans des villes, des villages, ou qui cultivent la terre; 2° les *peuples nomades,* qui se servent d'habitations susceptibles d'être transportées d'un lieu à l'autre; 3° les *peuples errants,* comprenant les tribus essentiellement vouées à une vie vagabonde et qui se livrent surtout à la chasse, à la pêche et à l'élève des bestiaux. Quelques peuplades forment en outre des catégories particulières, et de ce nombre sont surtout les hordes *à double tribut* du gouvernement de Tomsk.

Les peuples de la première section jouissent de tous les droits des sujets russes et sont de plus exemptés à perpétuité du recrutement et des charges militaires. Chaque *oulouss* (village) comptant quinze familles a le droit d'organiser une administration nationale composée d'un *starosta* (ancien) et de deux aides. Un nombre déterminé d'oulouss constitue un arrondissement administratif. Ces arrondissements sont ensuite groupés en districts (*voloste*). A ces divers degrés, l'administration reste toujours *nationale.* Toutes les personnes qui la composent sont indigènes et élues par leurs concitoyens de même race.

Pour faciliter les relations entre les autorités locales russes et ces chefs nationaux, la loi autorise ces derniers à choisir selon leur gré la voie de l'écriture ou des communications orales. Elle accorde également et dans tous les cas une exemption complète de l'emploi du papier timbré.

L'organisation administrative des peuples nomades ou de la seconde section est entièrement semblable, sauf que les ressorts en ont encore été simplifiés. Quant aux peuples errants, ils sont presque entièrement livrés à eux-mêmes. On ne trouve plus chez eux que de faibles traces de ces dispositions administratives, et l'action des autorités russes se borne à prendre les mesures indispensables à la conservation des droits respectifs des peuples limitrophes. Tous les peuples d'origine étrangère sont jugés d'après leurs propres usages et coutumes. L'application des lois russes n'a lieu que dans les questions capitales, à l'occasion de crimes graves, ou bien dans les cas non prévus par les institutions nationales. Les peuplades comprises dans la troisième section sont exemptes de tout impôt et redevance. Les deux autres paient un faible impôt nommé *yassak,* consistant en un certain nombre de fourrures. On leur a d'ailleurs accordé le droit de payer ce tribut soit en nature, soit en argent, comme aussi d'employer le produit de leur chasse pour acheter aux bureaux du gouvernement la poudre, le plomb et autres objets de première nécessité.

Chaque tribu possède en propre un territoire dont les limites sont déterminées par le gouvernement. L'immensité de l'étendue permet de consacrer à cet usage des lots infiniment supérieurs à ce qu'exige l'entretien des peuplades, et qui dépassent même ce que leur industrie peut exploiter. Néanmoins il est expressément défendu aux colons russes de s'établir sur les domaines concédés aux peuples de race étrangère. Ceux-ci, au contraire, jouissent du droit d'entretenir avec les Russes, sans réserve ni restriction aucune, toutes les relations de commerce qu'ils sont en mesure de former. Par là, on évite l'envahissement de leurs terres en même temps qu'on facilite les transactions, et par suite la fusion de ces peuples d'origine diverse. Une seule exception est posée à cette liberté illimitée. Le commerce des boissons spiritueuses est sévèrement prohibé. C'est là une mesure pleine à la fois de moralité et de prudence, car les populations de ces contrées ont un penchant invincible pour l'ivrognerie, et l'introduction chez elles de nos liqueurs alcooliques ne manquerait pas d'entraîner les suites funestes dont les exemples ne sont que trop multipliés chez les nations sauvages qui ont reçu des Européens ces poisons lents, mais d'une action si inévitable.

Ce qui distingue surtout l'organisation sociale de la Sibérie, c'est l'absence de tout servage proprement dit. On sait qu'en Russie, les paysans, propriété des seigneurs, sont attachés à la glèbe ou à la maison de leur maître. En Sibérie, il n'en est pas ainsi. Les cultivateurs appartiennent à la catégorie des *paysans de la couronne*, c'est-à-dire que, moyennant une redevance fixe de 11 roubles ou environ 11 fr. par tête, ils peuvent donner à leur industrie toute l'étendue dont elle est susceptible. Sous ce rapport, les peuples de *race étrangère* sont assimilés aux colons russes. Ceux de la première catégorie ont en outre le droit, en se livrant au commerce, de se faire inscrire dans celle des trois *guildes* dont ils peuvent payer l'impôt. Ceux de la seconde catégorie ne peuvent atteindre qu'à la seconde *guilde*.

En Russie, où il n'existe rien qui rappelle notre classe moyenne non plus que la petite bourgeoisie de nos temps féodaux, on a de tout temps manqué d'intermédiaire entre le serf et le seigneur. Les *guildes* ou classes de commerçants peuvent être considérées comme tendant à combler un jour cette lacune. Leur organisation rappelle un peu celle de nos corporations du moyen âge. Elles sont au nombre de trois, et jouissent chacune d'immunités et de priviléges particuliers. L'impôt qui pèse sur leurs membres augmente avec le degré de la *guilde*. Les plus riches négociants seuls sont en état d'acquitter les droits de la première, mais tout individu peut, en s'enrichissant, passer d'une guilde à l'autre. Les membres de la première guilde vont presque de pair avec la noblesse, et, dans ces dernières années, le gouvernement russe a dû déployer beaucoup de fermeté pour repousser les réclamations des nobles, qui protestaient contre cette espèce d'égalité. On voit que, grâce à cette organisation, les familles de race étrangère peuvent, en se livrant au commerce, atteindre presque aux premiers rangs de la société russe.

Dans l'ouvrage de M. de Tchihatcheff, les détails qu'on vient de lire sont accompagnés de citations qui paraissent ne laisser aucun doute sur l'authenticité de ces renseignements. S'ils sont l'expression de la vérité, il faut bien reconnaître que la domination russe est un bienfait pour ces vastes contrées, qu'elle est cent fois préférable, pour ces peuplades à demi sauvages, à celle de certains peuples qui inscrivent en gros caractères sur leur drapeau le grand mot de *philanthropie*. Quelle différence dans les manières d'agir de la Russie et de l'Angleterre! La première, laissant à ces peuples soumis leurs terrains de chasse ou de pêche, leurs lois, leurs mœurs, leurs coutumes, cherchant à les initier peu à peu aux bienfaits de la civilisation, facilitant leur fusion avec ses sujets plus avancés, les protégeant contre leur intempérance naturelle, ouvrant à une ambition qu'elle cherche à faire naître un libre accès dans les rangs de la société civilisée; la seconde, se rendant maîtresse de la terre, en expulsant peu à peu les habitants dont la race semble disparaître à son brûlant contact, ne mélangeant jamais le sang breton avec celui de ces peuplades proscrites, ne s'inquiétant ni de leur présent ni de leur avenir que pour détruire par tous les moyens possibles, *per fas et nefas*, le moindre obstacle qui pourrait gêner son développement! Quelle différence surtout entre la Russie se constituant le gardien des droits de ces tribus errantes, les protégeant contre ses propres sujets, contre ces colons envoyés par elle pour peupler ces solitudes lointaines, et les États-Unis brisant les sociétés établies, violant les traités librement consentis de part et d'autre, rejetant dans les forêts les *Peaux-Rouges* échappés déjà à la vie sauvage, puis traquant à la carabine comme autant de bêtes fauves ces hommes dont ils ont coupé les arbres et brûlé les maisons!

A côté des populations asiatiques dont nous venons de parler vivent et se déve-

loppent peu à peu un nombre assez considérable de colonies européennes. Diverses d'origine, elles diffèrent aussi par leurs mœurs et présentent, sous ce rapport, des contrastes frappants. Le riche orpailleur que le désir de faire fortune retient dans ces contrées lointaines rêve sans doute parfois avec délices au temps où il pourra jouir de ses trésors au sein d'une société qui lui prodiguera tous les raffinements du luxe. En attendant, ses plaisirs sont bornés. Presque toujours dénué d'éducation intellectuelle, il ne connaît que la bonne chère pour occuper ses loisirs. Il s'y livre donc tout entier, et dans ce but il met à contribution les contrées les plus lointaines. Aux venaisons, au gibier de ses forêts, aux pâtés de Strasbourg, succèdent sur sa table, splendidement servie, les fruits de l'Europe tempérée, les oranges de Messine et du Portugal, arrivées sur les rives du Yeniseï en passant par Saint-Pétersbourg. Les meilleurs vins de Bordeaux et de Malaga, le champagne acheté à des prix énormes, pétillent dans les riches verres de la Bohême, tandis qu'un Kalmouk, coiffé de son bonnet de feutre, présente aux convives rassasiés le plus pur café de l'Arabie fumant dans la porcelaine du Japon, et qu'accompagnent les cigares parfumés de Manille ou de la Havane.

Les simples ouvriers suivent l'exemple de leurs maîtres. Presque tous nés dans la misère, ils dépensent follement le salaire élevé qu'ils touchent sans grande fatigue. Chaque année, les tavernes et les lieux de débauche engloutissent des sommes considérables, qui, sagement employées, eussent porté la richesse dans les familles et accru l'aisance générale de la population. Jusqu'à ce jour, l'industrie des lavages a servi seulement à créer des fortunes individuelles : elle n'a presque rien fait pour la prospérité générale. Elle contribue à entretenir, à accroître encore la dépravation des ouvriers qui s'y livrent, et qui presque tous appartiennent à la classe des exilés pour crimes ou délits. Ces tristes résultats d'une industrie si propre, en apparence, à répandre autour d'elle la richesse et le bien-être contrastent avec ceux qu'on observe chez les hommes de la même classe livrés aux travaux de l'agriculture. Ici, les travaux opiniâtres et soutenus exercent une influence éminemment salutaire, et amènent à leur suite des idées de progrès et de moralité. L'exercice des métiers et des travaux manufacturiers semble, sous le rapport qui nous occupe, tenir le milieu entre ces deux extrêmes. Ainsi se confirment, au fond de la Sibérie, les résultats fournis en Europe par les calculs de la statistique. Ici comme en Angleterre, comme en France, comme en Europe, nous voyons les vices de la classe manufacturière offrir le plus triste contraste avec l'état moral des populations agricoles.

Les Cosaques forment une classe à part au milieu de la population européenne de la Sibérie. Ils sont partagés en deux catégories distinctes par leur organisation et leur destination : les uns, appelés *Cosaques de ligne*, sont régis par les lois et règlements militaires. Ils relèvent du gouverneur général et remplissent toutes les fonctions des troupes régulières. Leur engagement dure vingt-cinq ans : ce terme expiré, ils peuvent regagner leurs steppes; mais le gouvernement cherche à les fixer en Sibérie en leur donnant, outre leur solde et leurs rations, des terres qui leur appartiennent en propre, en leur permettant de se livrer à tous les genres de commerce ou d'industrie. Les troupes cosaques se recrutent toujours d'individus de cette race, et les enfants sont censés faire partie du régiment de leur père.

Les Cosaques de la seconde division portent le nom de *Cosaques urbains*. Ils constituent un véritable corps de police, une espèce de garde municipale permanente, et relèvent des autorités civiles. Les uns sont enrégimentés et remplissent

à peu près les mêmes fonctions que nos gendarmes. Le gouvernement leur fournit les armes; mais les chevaux et tous les frais d'équipement sont à leur charge. Chacun d'eux reçoit en toute propriété quinze arpents de terre labourable, ou l'équivalent en terrain de chasse et de pêche. Ces allocations sont inaliénables. Leur engagement dure vingt-cinq ans, et tout individu congédié est censé demeurer dans la localité où est cantonné son ancien régiment. Cette milice est également composée uniquement de Cosaques, et les enfants y entrent de droit à l'âge de seize ans.

A l'époque où l'on appliqua pour la première fois aux Cosaques de la Sibérie le principe de l'enrégimentation, le gouvernement jugea convenable de ne point y assujettir ceux qui se trouvaient établis dans des contrées éloignées. Il les organisa en colonies ou stations militaires. Celles-ci consistèrent dans le principe en réunions de cinquante à cent hommes au plus, et prirent le nom de *stannitza*. Ces *Cosaques stationnaires* ne reçoivent aucune subvention du gouvernement, qui leur accorde seulement des terres, l'exemption de tout impôt et le droit de se livrer au commerce ou à l'industrie. En revanche, ils doivent se fournir d'armes et de chevaux, veiller à la sûreté des frontières et des contrées où ils sont établis, tenir en état les routes qui traversent leur territoire, construire et entretenir les établissements nécessaires pour leur administration, fournir des chevaux et le logement aux employés qui voyagent par ordre du gouvernement.

Ces colonies, disséminées sur des frontières lointaines ou des plaines sans bornes, nous semblent devoir exercer un jour une grande influence sur l'avenir de ces contrées. Quelques-unes ont déjà pris un développement considérable, et présentent l'aspect de villages dont tous les habitants jouissent de l'aisance que donne le travail. Placées ainsi sous les yeux des tribus nomades, elles constituent autant de centres qui doivent tôt ou tard les attirer et les fixer d'autant plus facilement que les Cosaques apprennent et parlent sans peine la langue des peuples qui les entourent. Déjà les Kirghiz commencent à reconnaître les avantages de la vie européenne. Après avoir servi comme ouvriers ces Cosaques qui les dominent, ils ont cherché à les imiter. Ces farouches enfants de la steppe dressent volontiers leurs yourtes à côté des stannitza, quelques-uns même ont remplacé leurs habitations ambulantes par de véritables maisons, et se livrent à l'agriculture. Sans doute, ces résultats sont encore peu de chose dans le présent; mais c'est beaucoup pour l'avenir, et l'on peut prédire que le moment viendra où ces hordes errantes se métamorphoseront en peuples cultivateurs.

Les exilés forment en Sibérie la très-grande majorité de la population russe. Parmi eux, il faut distinguer plusieurs catégories très-distinctes, et avant tout les déportés pour crimes ou délits. La peine de mort n'existe pas en Russie; elle y est remplacée par le knout et la déportation. Les condamnés pour crimes capitaux sont occupés aux travaux forcés, et correspondent à peu près à nos galériens. Quant à ceux qui ont encouru des peines moins sévères, ils sont partagés en cinq classes. La première comprend les individus qui ont subi la peine du fouet. Ils sont employés aux travaux les plus rudes dans les usines et les fabriques, et portent le nom d'*ouvriers provisoires*. La seconde renferme les condamnés destinés à divers métiers qui exigent une constitution robuste. On place dans la troisième ceux qui, moins propres aux travaux pénibles, sont employés comme domestiques. La quatrième est composée de ceux qui ont encouru la moindre peine, et qui sont propres aux travaux agricoles : ce sont les *exilés colons*, désignés sous le nom de *pozé-*

lentsi (installés). Enfin la cinquième classe comprend les individus que leur âge ou leurs infirmités rendent impropres à tout travail, et qui sont entretenus aux frais de l'État.

Tout exilé peut, à l'aide d'une conduite régulière, passer d'une classe à l'autre, et arriver ainsi à la quatrième ou celle des exilés colons. Pendant le temps écoulé dans les classes précédentes, son travail lui est payé. Une portion du salaire est employée à son entretien. Le reste forme une masse qu'on lui remet lorsque, parvenu à la quatrième classe, il lui est permis de s'établir et de travailler entièrement pour son compte. A cette époque, le gouvernement lui alloue des terres, et, pendant trois ans, il est exempt de tout impôt. Les sept années suivantes, il paie la moitié de l'impôt perçu sur les paysans de la couronne. Ce terme expiré, il est mis sur le pied de ces derniers, et jouit des mêmes droits.

Débarrasser la société des criminels et des gens sans aveu, remplacer par la déportation la peine de mort, si terrible, parce qu'elle est sans remède, la peine de la prison, si lourde pour l'état ; ramener par le travail des hommes égarés à des idées de droiture et de moralité ; créer ainsi des colonies utiles, et semer au milieu de régions désertes les germes de populations pleines d'avenir, c'est là une belle pensée. Deux peuples ont essayé de résoudre ce problème, la Russie et l'Angleterre, et si nous comparons les résultats obtenus, il faudra bien le reconnaître, l'avantage reste à la première. Nous avons vu avec quelle facilité on maintient le bon ordre en Sibérie dans les circonstances les plus propres à réveiller les passions mauvaises. Ce résultat s'explique sans peine par les effets de l'organisation juste et sage dont nous venons d'esquisser les principaux traits. Le tableau que présentent les colonies pénitentiaires de la Nouvelle-Hollande est bien différent.

Jetons avec M. Dupetit-Thouars (1) un coup d'œil sur l'état moral de ces contrées pendant la période de vingt-six ans écoulée de 1810 à 1836. Il résulte de documents officiels publiés par ordre du conseil de la colonie que, dans les huit premières années de cette période, le nombre des condamnations en cour criminelle a été au chiffre total de la population dans le rapport de 1 à 370. Pendant les trois années suivantes, ce rapport n'a guère varié ; mais de 1821 à 1825, la proportion a été de 1 à 223; enfin de 1831 à 1835, cette proportion s'est élevée au point que le chiffre des condamnations est à celui de la population comme 1 est à 120. Il ne s'agit ici que des condamnations pour causes criminelles. D'après M. Bannister, ancien attorney général, le nombre total des condamnations prononcées par les cours de justice, en 1825, a été de 6,000 sur une population de 16,000 *convicts* (déportés). En 1835, le chiffre des condamnations s'est élevé à 22,000 sur une population de 28,000 *convicts*, et dans ce nombre ne figurent pas les actions au criminel.

Ainsi, bien loin de s'améliorer pendant la période dont nous parlons, la population de la Nouvelle-Hollande s'est de plus en plus gangrenée. Les causes de cette démoralisation croissante, signalées avec raison par M. Dupetit-Thouars, sont multiples. Nous mettrons en première ligne avec lui l'absence de toute organisation parmi les *convicts*, et l'introduction prématurée du jury, qui, en soumettant les criminels au jugement d'hommes qui partagent tous leurs sentiments, leur assure l'impunité. Le célèbre marin à qui nous empruntons ces détails cite à ce sujet un

(1) *Voyage autour du monde sur la frégate la Vénus, pendant les années* 1836, 1837, 1838 *et* 1839, par Abel Dupetit-Thouars; Paris, 1841.

fait révoltant qui s'est passé à Sidney sous ses yeux. Une douzaine de *convicts* employés comme domestiques sur les frontières de la colonie se réunirent un jour pour traquer quelques indigènes inoffensifs qui, sur la foi des traités, habitaient le voisinage. Ils les chassèrent, et les ayant réunis dans une hutte au nombre de vingt-huit, hommes et femmes, ils les lièrent avec des cordes et les traînèrent dans les bois. Là ils allumèrent un grand feu, et y précipitèrent ces malheureux, qu'ils retenaient avec des branches d'arbre au milieu des flammes, tirant à coups de fusil et de pistolet sur ceux qui cherchaient à échapper au supplice. Cet épouvantable crime fut connu. Ses auteurs comparurent devant la cour criminelle. L'attentat fut prouvé; cependant après un quart d'heure de délibération, le jury rapporta un verdict de non culpabilité. Les assassins furent relâchés.

Nous trouvons indiquée dans l'ouvrage que vient de publier le capitaine Wilkes (1) une autre cause bien grave de corruption pour les *convicts* de la Nouvelle-Hollande : c'est l'absence de toute classification parmi les condamnés. Qu'ils soient conduits en Australie pour un crime ou pour une faute légère, un sort pareil les attend. Cette confusion, contraire aux principes les plus élémentaires de la justice, a pour résultat inévitable de mettre en contact les hommes les plus pervers avec ceux qui n'étaient qu'égarés, de donner aux funestes conseils des premiers une autorité que la loi semble sanctionner d'avance.

Dans quelque catégorie que le déporté russe doive être classé à son arrivée en Sibérie, la loi défend expressément de séparer les mères et les enfants de leurs maris et pères, à moins que les premiers n'aient manifesté officiellement le désir de ne point partager le sort de l'exilé. A Sidney, il n'en est pas ainsi. A peine débarqués, les *convicts* sont soumis à un véritable triage, et le capitaine Wilkes nous apprend que presque toujours les personnes mariées, données comme ouvriers aux habitants du pays, se voient séparées brusquement. D'ordinaire les enfants à la mamelle sont transportés au dépôt de Paramatta, tandis que les mères, entraînées chez leurs maîtres, les perdent de vue pour des mois, pour des années entières, et souvent pour toujours. Les scènes qui accompagnent ces actes de violence, dit le capitaine Wilkes, sont déchirantes; on peut comprendre, mais non pas exprimer le désespoir de ces pauvres créatures. Cette conduite est aussi immorale qu'inhumaine. Détruire l'esprit de famille chez des êtres déjà vicieux, n'est-ce pas briser le dernier lien qui les attache à la vertu ? N'est-ce pas les pousser de vive force à lutter contre des lois qui se jouent des plus intimes affections ? Ici surtout, au point de vue de la régénération des *convicts* comme au point de vue des intérêts matériels des colonies, l'Angleterre, on en conviendra, est bien au-dessous de la Russie.

La classe des exilés colons de la Sibérie comptait, en 1840, 134,630 individus, dont 64,340 étaient établis dans la Sibérie orientale à l'est du Yeniseï, et 70,290 dans la Sibérie occidentale; 11,000 environ étaient employés au lavage des sables aurifères. Le nombre des exilés incorporés directement dans cette classe a suivi, depuis quelques années, une marche ascendante assez rapide, à en juger par les chiffres suivants : en 1839, la Sibérie reçut 951 exilés colons; en 1840, 1,184; en 1841, 1,482. Cet accroissement tient sans doute aux mesures adoptées par le gouvernement, qui cherche autant que possible à augmenter le nombre de ces

(1) *Narrative of the United-States exploring Expedition during the years* 1838, 1839, 1840, 1841 *and* 1842, by Charles Wilkes; London, 1845.

colons en y incorporant tous les gens sans aveu et tous les serfs dont les seigneurs demandent l'éloignement. On sait que, dans ce dernier cas, le serf abandonné par son propriétaire revient de droit à la couronne, et au lieu de le garder en Russie, comme on faisait autrefois, on l'envoie aujourd'hui en Sibérie.

Cette manière d'agir paraît d'abord révoltante, mais ce qu'elle a d'odieux ne tient réellement qu'à l'arbitraire absolu qui sert ici de règle. En effet, le serf russe devenu exilé colon gagne immensément au change. Dans la maison de son maître, il n'avait rien à lui; il était esclave dans toute l'étendue du mot. En Sibérie, il trouve un champ, une maison qui lui appartiennent en propre; il peut se livrer librement à toute industrie. Quoique exilé, il n'est plus attaché à la glèbe, et il a pour prison un pays grand comme l'Europe, où il peut en toute liberté choisir son lieu de domicile. Aussi ces anciens esclaves, aujourd'hui cultivateurs, ouvriers ou marchands, apprécient-ils en général très-bien leur nouvelle position, et se félicitent-ils d'avoir encouru un châtiment auquel ils doivent la liberté et le bien-être. Tels sont du moins, nous racontait un jour M. de Tchihatcheff, les sentiments que lui exprimait un colon qu'il avait connu esclave à Saint-Pétersbourg. « Autrefois, lui disait cet homme, je n'aurais pu que rester debout en votre présence; aujourd'hui, nous voilà assis à la même table, causant sur le pied de l'égalité. C'est que je vous reçois *chez moi,* monsieur le comte. » — « Chez moi! » répétait-il avec un sentiment d'orgueil. Cet homme avait raison : son rôle dans la société était tout autre. De propriété il était devenu propriétaire; de *chose* il était devenu *homme!*

M. de Tchihatcheff ne nous apprend rien sur le sort des exilés politiques. Chambellan de sa majesté impériale, il a gardé un silence prudent sur un sujet qui aurait pu lui faire revoir la Sibérie autrement qu'en qualité de voyageur. Nous voudrions pouvoir suppléer à cette lacune, mais ici les documents manquent. On connaît la sévérité de la police politique des tsars. Qui saura jamais ce que les déserts de la Sibérie ont entendu de plaintes douloureuses, ont vu couler de larmes de désespoir, versées par tant d'hommes dont le seul crime fut souvent d'avoir obéi aux impulsions les plus généreuses? Ah! c'est ici qu'apparaît tout l'odieux de ce despotisme sans frein, étrange importation en Europe des institutions asiatiques. En Angleterre, en France, à l'époque de nos tempêtes politiques, il s'est trouvé des hommes qui se jouaient de la vie et de la liberté de leurs concitoyens, mais jamais ces mauvais jours n'ont eu longue durée. Là-bas, sous les glaces du pôle, il en est autrement. Qu'un peuple entier se lève et, au nom du droit des nations, revendique sa place au soleil, qu'après une lutte héroïque il succombe et couvre de ses débris l'Europe entière, ne croyez pas que le despotisme soit satisfait. Dix ans après encore, il ne se tiendra pas pour sûr de la victoire ; il prendra la moindre rumeur pour un bruit de fers qui se brisent, et dans sa terreur inquiète il proscrira les populations en masse, il les arrachera à ce sol qu'elles n'ont pu défendre, il les transportera à huit cents lieues de sa capitale, au delà des déserts de l'Altaï.

Eh bien! qu'il en soit ainsi. Un des braves de la Pologne, s'adressant à ses compatriotes dans un de ces anniversaires où ils se réunissaient pour parler de leurs frères morts, le disait avec raison : Peut-être, aveugle instrument de la Providence, Nicolas prépare-t-il l'avenir ; peut-être, en croyant servir sa vengeance et assurer le trône des tsars, ménage-t-il à son empire ses plus redoutables ennemis. Dans les steppes de la Sibérie, sur les rives du Yeniseï, dans les vallées de l'Altaï et des Sayanes, les Polonais rencontreront les Cosaques, qui, eux aussi, eurent leurs jours de lutte, qui, eux aussi, firent trembler l'aigle moscovite dans son aire glacée.

Encore quelques années, quelques siècles peut-être, — car que sont les siècles dans la vie des nations? — leurs enfants se reconnaîtront pour frères; ils tendront la main aux fiers descendants de la race turque civilisés par le contact des Européens, aux paysans russes émancipés par le travail. De ces familles croisées naîtra une race énergique et intelligente, qui n'aura pas connu le servage, qui, fidèle au souvenir de ses pères, conservera comme un talisman le mot sacré de liberté. Ce peuple sera fort, car, en remuant la terre pour ensemencer ses champs, il en tirera de l'or et du fer, ces deux grands éléments de la puissance; et quelque jour la Sibérie, vengeant la Pologne, brisera ce colosse informe qui, un pied sur l'Europe, l'autre sur l'Amérique, se croit inattaquable dans ses remparts de neige et rêve la conquête du monde.

A. DE QUATREFAGES.

LES

CHEMINS DE FER

ET LES CANAUX.

De la Rivalité actuelle des Chemins de Fer et des Voies navigables en France, en Angleterre et en Belgique.

I. — CONSIDÉRATIONS PRÉLIMINAIRES.

En abordant les hautes questions que notre sujet soulève, nous ne jugeons pas nécessaire d'en relever l'importance. Après les longues et solennelles discussions qui ont tant de fois agité les deux chambres, en présence des hésitations, des doutes, qui se sont manifestés dans leur sein et qui tiennent leurs résolutions comme suspendues depuis deux ans, quand d'une part l'avenir des chemins de fer est à peine connu, et que de l'autre l'existence même de notre système de navigation intérieure semble en péril, il est permis de croire qu'un puissant intérêt s'attache à la solution des problèmes auxquels a donné naissance la lutte engagée entre les chemins de fer et les canaux. Déterminer le caractère de cette lutte, en apprécier les conséquences probables, signaler à cette occasion les écueils de certaines théories décevantes, trop favorablement écoutées, tel est le but que nous nous proposons.

Déjà plusieurs écrits recommandables ont été publiés sur cette matière, et nous avons recueilli, sans les mettre toutes en usage, les précieuses données qu'ils fournissent (1). Nous ne nous sommes astreint toutefois à suivre aucun de ces écrits,

(1) Nous devons une mention particulière à l'excellent ouvrage publié par M. Ch. Col-

alors même que nous en adoptions les principes, d'autant mieux que nous faisons intervenir dans le débat des considérations d'une haute valeur selon nous et qu'on a trop négligées jusqu'à présent.

Dans notre manière de voir, les chemins de fer et les canaux se présentent comme devant concourir au même but par l'heureux accord de leurs fonctions. A ces derniers resterait la spécialité du transport des grosses marchandises; aux autres appartiendrait de préférence le transport des personnes et celui des marchandises légères, ou plutôt de toutes celles pour lesquelles l'avantage d'une locomotion rapide l'emporte sur celui du bas prix. En ce sens, les deux modes de communication, quoique rivaux, et au sein de leur rivalité même, se prêteraient en quelque sorte une assistance mutuelle; par leur concours, les besoins du public seraient mieux et plus complétement satisfaits. On ne veut pas qu'il en soit ainsi; on prétend que la supériorité des chemins de fer est générale, absolue, et que partout où ils se trouvent en concurrence avec des voies navigables, ces dernières seront inévitablement détruites : c'est ce qu'il faut examiner.

Les chemins de fer, ainsi que le disait fort bien un ministre belge, l'emportent sur les voies navigables par leurs *qualités générales* comme moyens de transport, puisqu'en effet ils peuvent transporter à la fois, et à des conditions plus ou moins satisfaisantes, les personnes et les choses, les marchandises légères et les marchandises lourdes, tandis que les voies navigables, sauf quelques exceptions assez rares qui ne tirent point à conséquence, ne sont guère utiles ou convenables que pour le transport de ces dernières. C'est là une vérité généralement admise, qui n'a été, à notre connaissance, niée par personne, si ce n'est peut-être par ceux qui sembleraient avoir aujourd'hui le plus d'intérêt à l'affirmer. Il s'agit de savoir seulement si, dans l'emploi de leurs facultés *spéciales*, qui consistent à transporter économiquement les matières pesantes, les voies navigables ne l'emportent pas à leur tour sur toutes les voies rivales.

Avant tout, il convient de faire nos réserves. Quand il serait bien prouvé que les chemins de fer doivent neutraliser les canaux, comme moyens de transport, partout où ils seront établis en concurrence, nous nous garderions bien encore de proférer ce cri sauvage : supprimons les canaux pour établir des lignes de fer dans leurs lits. Les canaux sont les prolongements des rivières; avec quelques avantages de moins, ils offrent aussi quelques avantages de plus, et, à tout prendre, ils en multiplient les bienfaisants effets. Ils distribuent d'une manière égale sur la surface d'un territoire ce fluide précieux, l'eau, dont la surabondance est un désordre, dont l'absence est un fléau. Ce n'est pas le moindre de leurs mérites d'agrandir le domaine de l'homme en augmentant l'étendue de la terre cultivable. Si le sage ministre Sully regardait comme un service rendu à l'humanité la plantation d'un arbre, que n'aurait-il pas dit de la construction d'un canal! On peut hésiter à ouvrir un canal à cause de la dépense que ce travail entraîne; détruire celui qui existe, c'est un acte insensé, barbare, contre lequel l'humanité proteste.

S'il était vrai que les chemins de fer dussent rendre les canaux inutiles comme moyens de transport, loin de tirer de là la conséquence extrême que ces derniers doivent disparaître, tout en admirant la merveilleuse puissance des voies nouvelles,

lignon, ingénieur en chef des ponts et chaussées, sous ce titre : *Du Concours des Chemins de fer et des Canaux.*

nous déplorerions peut-être ce résultat, qui, sans dispenser à l'avenir de la construction de certains canaux nécessaires, rendrait pourtant le public moins ardent à réclamer et le gouvernement moins prompt à entreprendre ces utiles créations. Nous le déplorerions d'autant plus que nous ne verrions plus alors, pour l'exploitation des voies nouvelles, de bon système possible. Abandonnées aux compagnies, elles deviendraient en peu de temps, c'est-à-dire après la destruction des canaux et malgré toutes les réserves des cahiers des charges, l'objet d'un monopole étroit dont le public paierait largement les frais. Réservées à l'état, elles deviendraient avec non moins de certitude la proie de ces maladies incurables, l'insouciance, l'oubli, la négligence, le désordre, maladies inévitables, fatales, dont tous les établissements de l'état sont affectés. Heureusement il n'en est rien, et nous espérons prouver clairement, malgré tous les raisonnements contraires, que les canaux conserveront toujours, quoi qu'il arrive, un avantage sensible sur les chemins de fer, quant au transport des marchandises pesantes.

Pour résoudre cette question, il semble qu'il devrait suffire de rassembler les faits épars qui se sont produits dans des contrées diverses, de les rapprocher et de les comparer. Quoi qu'on en dise, les faits ne manquent pas : ils suffisent amplement pour asseoir un jugement solide ; mais ces faits, considérés d'un peu loin, ne sont pas toujours bien compris, ils semblent même, à certains égards, se combattre, à tel point que des esprits prévenus y trouveraient sans peine la justification des opinions les plus contraires. Aussi la comparaison de ces faits, non éclairée d'avance par une judicieuse analyse des circonstances diverses qni peuvent modifier les prix, n'est-elle propre qu'à conduire, à travers une suite de contradictions apparentes, à un abîme de doute.

Trois éléments différents et très-distincts constituent le prix total du transport des choses et des personnes : d'abord, le péage, qui représente l'intérêt des fonds engagés dans la construction de la voie et la dépense ordinaire de l'entretien ; ensuite, le transport proprement dit, qui comprend toutes les dépenses relatives au déplacement opéré sur la voie même, avec tous les frais administratifs qui s'y rapportent ; enfin, les frais accessoires, qui consistent surtout dans la prise des marchandises à domicile, le chargement et le déchargement, la remise à domicile. Or, il s'en faut bien que ces éléments divers subissent les mêmes influences et suivent les mêmes lois. De là des inégalités apparentes, des anomalies singulières, dans la lutte engagée entre les chemins de fer et les canaux, irrégularités, anomalies dont il faut se rendre compte, si l'on veut mettre entre les faits cette concordance qui seule en rend le témoignage concluant.

Si l'on devait s'en rapporter aux seules données théoriques, la question qui nous occupe serait bientôt résolue. On prouverait, par des calculs mathématiques, qu'une force égale entraîne une charge bien plus considérable sur une voie d'eau que sur des lignes de fer. Ces calculs, nous le savons, ne valent pas les leçons de l'expérience. Toutefois, sans leur accorder une importance décisive, il est permis de les prendre comme point de départ, et il est bon, dans tous les cas, de connaître, au moins par approximation, les conditions différentes de la traction dans les deux modes que l'on compare. Voici comment M. Cordier déterminait ces conditions dans un ouvrage publié en 1830 (1), le premier dans lequel ait été pro-

(1) *Considérations sur les Chemins de fer*, par M. J. Cordier, inspecteur divisionnaire des ponts et chaussées.

duite en France l'opinion de la supériorité absolue des chemins de fer sur les canaux.

VITESSE PAR HEURE.	EFFET UTILE DE LA FORCE D'UN CHEVAL SUR UN CANAL.	SUR UN CHEMIN DE FER DE NIVEAU.
4,000 mètres.	48 tonnes.	13 tonnes.
8,000	6	6,30
12,000	1,77	4,20
16.000	0,75	3,10

N'examinons pas jusqu'à quel point ces données sont exactes ; un à-peu-près nous suffit, et, en les empruntant à un ouvrage où s'annoncent des idées opposées aux nôtres, nous ne serons pas suspect de les avoir choisies pour notre usage.

En suivant les indications de ce tableau, on trouverait donc que, pour une petite vitesse de 4 kilomètres à l'heure, une force égale obtiendrait des résultats beaucoup plus grands sur un canal que sur un chemin de fer; le rapport serait de 48 à 13. Pour des vitesses plus grandes, le rapport changerait à tel point, que le chemin de fer l'emporterait à son tour : ce qui s'explique par la différence des résistances de l'air et de l'eau. Mais il est bon de remarquer que les petites vitesses conviennent aux canaux, tant parce que leur constitution s'en accommode que parce que les marchandises qu'ils transportent ne demandent pas une locomotion rapide, tandis que les chemins de fer sont spécialement consacrés aux transports accélérés; et quand même la nature de leur service ne les inviterait pas à adopter les grandes vitesses, la rigidité de leur structure leur en ferait une loi, car une marche plus lente y produirait aussitôt l'encombrement. Aussi peut-on dire que, si la vitesse naturelle des bateaux sur les voies navigables est de 4 kilomètres à l'heure (1), celle des convois de marcnandises sur les chemins de fer est d'au moins 16 kilomètres, comme elle a été généralement réglée jusqu'à présent : d'où il suit que la charge d'un cheval, qui serait, dans le premier cas, de 48 tonnes, ne serait plus, dans le second, que de 3 et 1/10e, c'est-à-dire plus de quinze fois moins forte. Ce qui augmente encore cette inégalité déjà si grande, c'est le poids relatif des véhicules; car un convoi de wagons, avec sa locomotive et son tender, pèse incomparablement plus qu'un bateau portant une charge égale. Ajoutons que, dans le tableau qui précède, on suppose un chemin de fer de niveau, ce qui ne s'est pas encore vu et ne se verra peut-être jamais, tandis que la ligne d'un canal, nous ne parlons pas des rivières, est toujours et nécessairement de niveau.

Avec de telles différences dans l'effort de la traction, il est difficile de comprendre que le transport puisse s'effectuer aussi économiquement sur un chemin de fer que sur un canal. Comment donc est-on parvenu à se faire illusion sur ce sujet au point de croire que le premier puisse lutter à conditions égales, ou même avec des conditions plus favorables ? Comment se fait-il surtout que certains faits, en petit nombre il est vrai, mais constants, semblent confirmer cette étrange croyance? C'est précisément parce que le prix du transport, dans tous les modes possibles de communication, se compose, comme nous le disions tout à l'heure,

(1) Elle n'est même que de 3 kilomètres à 3 1/4. Aussi la charge qu'un cheval traîne sur un canal est-elle généralement plus forte que celle qui est indiquée sur le tableau.

d'éléments divers ; c'est parce que ces éléments ne sont pas sujets aux mêmes lois, qu'il s'y rencontre des inégalités indépendantes de la supériorité absolue du mode de transport, et que ces inégalités, quand on ne s'en rend pas compte, autorisent parfois les hypothèses les plus absurdes. C'est en outre qu'on a abusé des contradictions apparentes de certains faits mal examinés, mal compris. C'est enfin qu'on a profité de la confusion que ces contradictions font naître pour substituer aux simples indications de l'expérience des combinaisons captieuses, des calculs factices, qui semblent parfois mettre la raison même en défaut.

Nous n'avons qu'un seul moyen d'éviter à cet égard toute confusion, et de faire jaillir des faits les lumières qu'ils recèlent : c'est de considérer séparément chacun des éléments constitutifs des prix du transport. Qu'on nous pardonne l'aridité de quelques détails en faveur de l'importance du sujet. Dans l'avenir comme dans le présent, de grands intérêts s'attachent à la solution de ces questions.

II. — DU PÉAGE.

Suivant ce que nous avons dit précédemment, le péage ne serait pas dû pour les voies navigables, en ce que la dépense de leur construction et de leur entretien serait déjà compensée par les services qu'elles rendent à d'autres titres. Supposons toutefois que ce péage soit dû, puisque aussi bien on l'exige dans certains cas, et voyons quelles sont les lois qui le régissent.

Puisqu'il est destiné à couvrir l'intérêt d'une somme fixe, une fois déboursée pour l'établissement de la voie, et la dépense annuelle de l'entretien, qui ne change guère, on voit que, pour répondre à son objet, le péage doit produire annuellement une somme fixe, invariable. Supposons, par exemple, un canal dont la construction ait coûté 200,000 francs par kilomètre, et dont l'entretien exige, pour la même longueur, une dépense moyenne annuelle de 2,000 francs. En ajoutant à cette dernière somme l'intérêt à 5 pour 100 des capitaux engagés, on trouvera que la voie doit rapporter, à titre de péage, 12,000 francs par kilomètre et par an. Par un calcul semblable, on pourrait établir que pour un chemin de fer ce produit doit s'élever, par exemple, à 20,000. Ces données, une fois établies, demeureront d'ailleurs constantes, quoi qu'il arrive, puisque le point de départ ne change pas, c'est-à-dire, en d'autres termes, que pour que la construction et l'exploitation de ces voies ne soient point une mauvaise opération financière, il faudra qu'en tout temps le montant des droits perçus à titre de péage sur les transports s'élève à ces chiffres invariables, de 20,000 francs par kilomètre et par an pour le chemin de fer, de 12,000 pour le canal. Nous laissons de côté la part des bénéfices, qui est arbitraire, qu'on élève ou qu'on abaisse selon les circonstances, et qui n'est pas un élément nécessaire de notre calcul.

De cette fixité nécessaire du produit total du péage, il résulte qu'il se répartit d'une manière très-inégale sur les transports, selon que ces transports sont plus ou moins multipliés. En effet, une somme de 12,000 francs répartie sur une circulation moyenne de 100,000 tonnes supposerait, pour indemniser les propriétaires de la voie, un tarif de 12 centimes par tonne, tandis qu'avec une circulation double ce tarif se réduirait aussitôt de moitié. Cette considération montre combien

on s'est trompé quand on a voulu déterminer d'une manière générale le montant des droits à percevoir à titre de péage, soit sur les chemins de fer, soit sur les canaux. Il n'y a point à cet égard de règle sûre, au moins point de principe absolu, puisque cela dépend de la somme totale des transports effectués. L'assiette du péage varie donc selon l'activité de la circulation, et à cet égard les différences sont telles d'une voie à l'autre, que, dans certains cas, un prélèvement de 2 centimes par kilomètre et par tonne serait largement rémunérateur, tandis qu'ailleurs un prélèvement de 10 centimes constituerait à peine, pour les propriétaires de la voie, une suffisante indemnité. Qui ne voit ici tout d'abord le principe et la cause de grandes inégalités dans les conditions d'exploitation ? On s'explique déjà, pour peu qu'on réfléchisse, les anomalies dont nous parlions tout à l'heure. Vainement, en effet, un mode de transport serait-il foncièrement égal, ou même supérieur à l'autre, si l'activité de la circulation ne permettait pas d'abaisser le tarif du péage au même niveau.

Il faut remarquer d'ailleurs que cette activité dépend à bien des égards de la situation, ce qui rend les anomalies dont nous parlons inévitables. On peut bien dire avec une certaine vérité, comme l'a fait tout récemment M. le ministre des travaux publics (1), que le bas prix des transports contribue à étendre la circulation en faisant naître pour ainsi dire les produits transportables. Rien de plus juste en thèse générale ; mais cela n'est vrai que dans une certaine mesure, et, quoi qu'on fasse, l'influence des situations se fait toujours sentir. Pour faire comprendre l'étendue de cette influence et rendre sensibles les vérités que nous énonçons, nous citerons un grand exemple qui nous servira du reste à plusieurs fins. Comparons l'une à l'autre deux voies de communication fort connues, qu'on a souvent citées, en tirant de leur rivalité des conséquences bien contestables : nous voulons parler du chemin de fer de Saint-Étienne et du canal de Givors.

Le canal part des environs de Rive-de-Gier et s'avance de là, dans la direction de l'est, sur une longueur de 16 kilomètres. A son point de départ c'est une impasse, de l'autre côté il débouche dans le Rhône, en aval de Lyon. Comme les bateaux qui en sortent chargés de houille ne peuvent pas remonter le cours de ce fleuve, dont la rapidité est connue, le canal de Givors ne sert point à l'approvisionnement de Lyon. Il n'y servait pas même avant la construction du chemin de fer, et cette ville recevait alors les houilles de Saint-Étienne par les routes ordinaires. Les provenances du canal ne vont donc pas au delà de la vallée du Rhône; elles ne l'approvisionnent même pas tout entière, car elles ne tardent point à y rencontrer la concurrence des mines de la Grand'Combe, qui, grâce à de belles voies de communication établies pour leur usage, exploitent avec avantage le bas du fleuve, dont elles sont voisines, et approvisionnent nos ports du littoral. Voilà donc un débouché limité par la nature des choses, c'est une sorte d'impasse des deux côtés. Dans cette situation, le tonnage du canal est, autant que nous pouvons le savoir, d'environ 200,000 tonnes par an.

La position du chemin de fer est tout autre. Son point de départ est à Saint-Étienne; il se dirige de là sur Rive-de-Gier, où il rencontre le canal ; il le suit parallèlement jusqu'à la jonction du Rhône. Là, pendant que les provenances du canal suivent le cours du fleuve vers le midi, le chemin de fer remonte vers le

(1) Discussion, à la chambre des pairs, de la loi relative au rachat des actions de jouissance des canaux.

nord jusqu'à Lyon. A lui, et à lui seul, appartient donc d'abord l'approvisionnement de cette grande ville et de ses dépendances. A Lyon, les provenances du chemin de fer sont versées dans la Saône, fleuve tranquille et lent, qu'elles remontent sans peine et dont elles approvisionnent tout le bassin. De la Saône, elles passent ou dans le canal de Bourgogne, qui revient vers le centre de la France en traversant toute la riche province dont il porte le nom, ou dans le canal du Rhône au Rhin, qui s'incline vers l'est. Par cette dernière voie, elles vont approvisionner Mulhouse et l'industrieuse Alsace. A ce point, les débouchés du canal et ceux du chemin de fer ne sont déjà plus comparables; ce n'est pourtant encore, par rapport à ce dernier, qu'une branche de son exploitation.

En retour de la ligne que nous venons de parcourir, le chemin de fer ne s'arrête point à Saint-Étienne; il se prolonge en arrière vers la Loire, qu'il va toucher en deux endroits, à Andrezieux et à Roanne. Les houilles expédiées dans cette direction sont donc versées dans la Loire, bien près de la source du fleuve, dont elles peuvent parcourir dans toute son étendue et à la descente l'immense bassin. De ce côté, elles rencontrent, il est vrai, quelques concurrences, mais presque toujours locales. et dont elles triompheraient facilement grâce à leur excellente qualité et à leur prix, si le chemin de fer ne les grevait. dès leur départ, de frais de transport considérables. De la Loire, elles peuvent entrer dans les divers canaux qui, au nombre de quatre, coupent la partie centrale de la France, savoir : le canal du Centre, ceux du Nivernais, de Briare et d'Orléans; enfin, soit par ces derniers canaux, soit par le canal de Bourgogne, elles viennent approvisionner, outre les points intermédiaires, la vallée de l'Yonne, la vallée de la Seine et Paris.

Nous n'avons pas besoin de faire ressortir l'importance et l'étendue de cette exploitation, surtout rapprochée de l'exploitation du canal de Givors. Il y a là une disproportion qui frappe les yeux. Eh bien! ce n'est pas tout. Avec cette supériorité déjà si évidente de position, le chemin de fer peut encore disputer au canal le débouché qui lui est propre sans que l'avantage soit réciproque. En effet, ce dernier n'entre en communication, nous l'avons vu, ni avec la Saône ni avec la Loire : aussi les régions de l'est, du nord et de l'ouest de la France lui sont comme interdites. Toute son activité est tournée vers le midi par sa communication avec le Rhône. Le chemin de fer, au contraire, touche ce fleuve comme le canal et au même point, d'où il suit qu'il peut lui disputer encore l'unique débouché dont il jouit.

Si l'on considère attentivement cette position du chemin de fer de Saint-Étienne, on trouvera peut-être qu'elle est sans égale dans le monde. De la crête élevée qu'il occupe, il commande et relie entre elles nos principales voies de communication vers le nord et le midi. Traversant un bassin houiller d'une grande richesse, au centre d'un grand pays qu'on peut dire généralement affamé de houille, il tient pour ainsi dire à son service, pour distribuer ce produit sur la surface du territoire, tous nos beaux fleuves, la Garonne exceptée, et tous nos principaux canaux. A l'est, il répand ses produits jusqu'à la rencontre des houilles prussiennes de Sarrebruck, qui paient un droit à la frontière, et pour lesquelles il n'existe jusqu'ici d'autre moyen de transport que le charroi. Au nord, son débouché n'est limité que par la concurrence des charbons de Mons et de Valenciennes ; à l'ouest, malgré quelques concurrences locales, sa circulation n'est vraiment bornée que par la concurrence des charbons anglais, qui approvisionnent nos ports ; enfin, au midi, il tient à son service le Rhône, qui porte ses produits jusqu'à la mer:

position vraiment unique, à laquelle on ne peut pas même comparer celle des chemins de fer ou des canaux qui portent les riches produits des houillères anglaises à l'Océan pour les répandre de là sur les deux mondes!

Dans cette position, le chemin de fer de Saint-Étienne met en circulation environ 650,000 tonnes par an (1). Pour un chemin de fer c'est énorme, et on a remarqué avec raison qu'il n'y en a pas un seul en Europe qui soit autant chargé. Relativement à la situation, c'est excessivement peu. Aussi croyons-nous que l'on a fait une grande faute en établissant là, au lieu d'un bon canal qui eût suffi à l'immense circulation que la position prescrit, un chemin de fer qui déjà faiblit sous le poids de sa tâche et ne la remplira jamais qu'à demi.

Quoi qu'il en soit, on voit qu'ici la position commande pour ainsi dire une circulation considérable, tandis que celle du canal de Givors est nécessairement plus bornée, puisqu'elle n'affecte qu'une seule des branches que le chemin de fer exploite (2). Dès lors il y a une inégalité nécessaire dans le tonnage des deux voies, et par suite des conditions très-différentes pour le péage.

Prenons les chiffres tels qu'ils sont. Le tonnage du chemin de fer étant donc de 650,000 tonnes (et nous faisons volontairement abstraction des voyageurs), et l'intérêt de la mise de fonds ainsi que l'entretien de la voie exigeant par hypothèse un prélèvement total de 20,000 francs par kilomètre, on voit que le droit à percevoir à titre de péage n'est que de 3 centimes par kilomètre et par tonne, tandis que le canal de Givors ne transportant que 200,000 tonnes, il est clair que, pour obtenir la somme de 12,000 francs qui forme le montant présumé des intérêts de la mise de fonds et de l'entretien de la voie, il ne peut pas, sans se constituer en perte, abaisser le chiffre du péage au-dessous de 6 centimes par kilomètre et par tonne. Telle est l'inégalité de taxation que la situation seule commande sans que le mérite propre de chacune des deux voies puisse l'effacer. De là plusieurs conséquences fort importantes.

Et d'abord, quant au fait particulier dont il s'agit, on voit que, bien examiné, il conduit à des conclusions diamétralement contraires à celles qu'on en a tirées précédemment. On a dit : Le chemin de Saint-Étienne a forcé le canal de Givors à baisser ses tarifs, il a réduit presque à rien ses bénéfices; donc le chemin est supérieur au canal. Eh bien! supposez seulement les deux voies égales en puissance, qu'arrivera-t-il ? C'est que le chemin de fer pouvant, grâce aux immenses débouchés qui lui sont propres et que son rival ne peut pas lui disputer, se contenter d'un péage beaucoup moindre, la lutte serait déjà par cela seul fort inégale. En outre, comme le premier pourrait encore, sur la ligne unique où ils se ren-

(1) 330,223 tonnes pendant le deuxième trimestre de 1844. (Compte rendu du 20 décembre 1844.)

(2) En comparant ces situations si différentes, on a quelque peine à comprendre l'étrange conception du canal de Givors. Les anciens disaient, en parlant de la ville qui s'appelle aujourd'hui Scutari, que c'était la ville des aveugles, parce que ceux qui la fondèrent, étant arrivés sur les rives du Bosphore, et ayant devant eux l'admirable position où s'élève Constantinople, ne la virent pas, ou la négligèrent, pour aller s'établir, à peu de distance de là, sur un rivage perdu. On pourrait en dire autant de ceux qui entreprirent le canal de Givors. Ils avaient sous les yeux la plus belle position du monde, et se placèrent à côté dans un cul-de-sac. Il est juste de dire pourtant qu'à l'époque où le canal de Givors fut construit, la position n'était pas ce qu'elle est devenue dans la suite, parce que les communications vers l'est, le nord et l'ouest n'étaient pas encore bien établies.

contrent, s'imposer momentanément quelques sacrifices sans cesser de réaliser des bénéfices dans d'autres directions, tandis que les pertes sur le canal seraient sans compensation possible, il est évident que le chemin de fer attirerait à lui sans grand effort tout ce qui reste à la circulation de son rival. Si le canal de Givors se soutient néanmoins dans une situation si défavorable, ce ne peut être qu'en raison de l'extrême supériorité qu'il a d'ailleurs comme moyen de transport. C'est qu'il compense par le plus bas prix de la locomotion la surélévation nécessaire de son péage. Changez les positions, mettez le chemin de fer à la place du canal et le canal à la place du chemin de fer, et ce dernier ne transportera pas une tonne de charbon.

Quant aux conséquences générales qui découlent de ce rapprochement, tout le monde les a déjà comprises. C'est d'abord que le péage est un élément trop variable, trop subordonné à l'influence des positions, pour que l'on puisse en faire l'objet d'un calcul régulier; c'est, en outre, que l'intervention de cet élément dans la composition des prix suffit pour expliquer les inégalités, les anomalies singulières que l'on remarque dans la lutte engagée entre les chemins de fer et les canaux; c'est enfin que, si l'on veut déterminer d'une manière absolue les conditions de supériorité de l'un des deux modes de transport sur l'autre, il faut de toute nécessité faire abstraction de cet élément, dont les variations, pour ainsi dire capricieuses, mettraient en défaut tous les calculs.

Il faut pourtant bien, dira-t-on, en tenir compte, quand il se trouve, comme par exemple en Angleterre, que tous les canaux sont possédés par des compagnies qui les exploitent en vue d'un bénéfice. C'est qu'en effet le péage peut alors changer les conditions de la lutte en élevant les tarifs. Eh bien! quelle en est alors l'influence? Cette influence, répétons-le, est variable selon les positions. Il faut dire pourtant, et cette considération qui ne nous a point échappé est assez grave, que les chemins de fer ont toujours à cet égard un avantage qui frappe les yeux : c'est que, joignant au transport des marchandises celui des personnes, ils peuvent diviser pour ainsi dire le fardeau du péage entre les deux services, de manière à n'en laisser qu'une partie à la charge des marchandises.

Il y a plus : comme les chemins de fer n'ont pas en général, pour le transport des personnes, de concurrence à craindre, si la circulation des voyageurs devient assez active, rien n'empêche qu'ils ne reportent le péage tout entier sur cette seule partie du service, de manière à en exonérer complétement celle qui se rapporte aux marchandises. C'est même ce qui se pratique dans bien des cas, surtout en Angleterre. Cet avantage est réel, et il est grand : il suffirait pour rendre la lutte généralement impossible, si les canaux n'avaient pas à d'autres égards une supériorité marquée. Dans l'état présent des choses, il procure du moins aux chemins de fer une supériorité relative en certains cas, c'est-à-dire là où la circulation des marchandises est bornée; mais les canaux conservent leurs avantages partout où cette circulation est assez active pour leur permettre au moins de répartir le péage sur un très-grand nombre d'unités. Tout ceci ressortira, du reste, beaucoup mieux quand nous aurons déterminé les prix comparatifs du transport.

III. — DU TRANSPORT.

Il n'en est pas du prix du transport comme du péage. Bien qu'assurément l'exploitation d'une voie quelconque doive s'effectuer avec plus d'économie là où une circulation active fournit plus ordinairement des chargements complets, comme les frais du transport se renouvellent à chaque opération, ils s'élèvent avec le tonnage, et il n'est plus possible de les amortir ou de les atténuer d'une manière indéfinie. C'est donc là une dépense qu'il est possible de déterminer d'une manière approximative pour les chemins de fer comme pour les canaux, et à cet égard une comparaison régulière est praticable.

Ce n'est pourtant pas à l'aide du calcul que l'on peut arriver à établir cette comparaison. Il y a dans toutes les entreprises industrielles, et particulièrement dans l'exploitation des voies de communication, une si grande part à faire à l'imprévu et aux inévitables irrégularités du service, qu'il est impossible de tout embrasser, de tout comprendre dans un compte fait *à priori*. On ne le peut pas même en se servant de quelques exemples, parce que les situations diffèrent, et que des calculs applicables à telle exploitation ne le sont pas à telle autre, fussent-elles voisines. Aussi les calculs qu'on a présentés sur ce sujet sont-ils en général fort peu concluants : ils le sont d'autant moins, que la plupart de ceux qui les ont dressés, agissant dans un esprit d'exagération systématique, ou se livrant aux caprices de leur imagination, ont tantôt dissimulé les dépenses en exagérant les produits, tantôt raisonné sur des hypothèses beaucoup plus que sur des réalités. Sans parler de quelques combinaisons fantastiques, qu'on a présentées comme des déductions solides, la plupart de ceux qui ont voulu établir par le calcul le plus bas prix possible du transport sur les chemins de fer se sont plu à rassembler par la pensée sur une seule ligne tous les avantages en quelque sorte épars sur plusieurs, oubliant que, dans tous les genres d'industrie, chaque établissement particulier a ses défauts et ses mérites, et que, s'il en est par hasard un qui réunisse tous les avantages possibles, celui-là fait exception.

A quoi bon, d'ailleurs, les calculs? Pourquoi s'égarer dans le dédale des chiffres, pour en tirer laborieusement des inductions suspectes, quand on a devant soi des éléments d'appréciation plus sûrs dans des faits visibles, constants? Des calculs! nous n'en demandons pas pour reconnaître et constater le prix effectif du transport sur les canaux ; nous le prendrons tout simplement dans les tarifs de la batellerie. Il nous suffira de distraire de ces tarifs le montant du péage, et comme ce dernier est perçu par des mains différentes, sous le titre de droits de navigation, il nous sera très-facile de faire la distinction. Eh bien! cette distinction, il n'est pas plus difficile de la faire pour les chemins de fer. C'est qu'en effet les compagnies qui les exploitent sont naturellement conduites, au moins dans le cas d'une concurrence réelle avec les voies navigables, à reporter le péage tout entier sur le service des voyageurs, de manière à en exonérer complétement le service des marchandises, en sorte que le tarif propre à ces dernières ne représente réellement que la dépense effective du transport. Ainsi, voulez-vous connaître le prix réel, sérieux, pratique, du transport des marchandises sur les chemins de fer : prenez

tout simplement les tarifs de ceux qui sont concurrents des canaux. Il s'y trouve quelques inégalités, parce que les conditions d'exploitation ne sont pas partout les mêmes; mais, en prenant une moyenne, on ne peut manquer d'arriver à une appréciation exacte.

Nous savons bien que ce résultat sera nié par ceux même qui l'ont invoqué tant de fois à l'appui de leurs doctrines. Comme tout ceci n'a pas été jusqu'à présent bien expliqué, bien défini, on profite de l'espèce de confusion qui règne entre les divers éléments dont les tarifs se composent pour se faire du péage une sorte d'arme à deux tranchants. Veut-on prouver, en thèse générale, la supériorité des chemins de fer sur les canaux, on rappelle avec complaisance qu'ils réunissent deux services distincts, celui des personnes et celui des choses, et que, le premier suffisant en général à couvrir toutes les dépenses fixes, on peut exonérer de ces dépenses les marchandises. Vient-on ensuite à comparer en fait, terme à terme, les prix respectifs des chemins de fer et des canaux, on change de langage et on allègue que les tarifs des chemins de fer comprennent le péage, dont les canaux sont, à ce qu'on prétend, injustement exemptés. Il faut pourtant choisir : ou bien cette faculté de reporter les dépenses fixes sur le compte des voyageurs n'est pas réelle, et il faut alors renoncer à s'en prévaloir comme d'un argument favorable, ou bien elle existe en effet, sans que rien empêche les compagnies d'en faire usage, et dans ce cas il faut convenir que les tarifs des chemins de fer pour les marchandises sont la mesure exacte du prix du transport.

Entre ces deux hypothèses, le choix ne saurait d'ailleurs être un instant douteux. Il est évident que toute compagnie qui, pouvant couvrir ses dépenses fixes avec la recette effectuée sur les voyageurs, se trouvera pour les marchandises en concurrence avec une voie navigable sera naturellement, nécessairement amenée, par la seule considération de son intérêt bien entendu, à ne tenir compte pour les marchandises que de la défense effective du transport. Le simple bon sens le veut ainsi; puisqu'en effet les autres dépenses étant déjà couvertes, tout ce que cette compagnie percevra sur les marchandises en sus du prix du transport augmentera d'autant ses bénéfices nets. Nul doute que les choses ne se passent ainsi dans la pratique, surtout en Angleterre, où la concurrence entre les chemins de fer et les canaux est générale. Aussi peut-on dire hardiment que les prix portés sur les tarifs pour les marchandises ne représentent que la dépense pure et simple du transport.

Eh bien! en consultant ces tarifs, que trouvons-nous? Il existe en Angleterre quelques compagnies qui, plus favorisées que les autres, soit par l'excellent établissement de leur voie et son heureuse direction, soit par la nature des marchandises qui font l'objet ordinaire de leur trafic, ont pu abaisser leurs tarifs jusqu'à 6 centimes 1/4 ou 6 1/2. Ces compagnies sont en petit nombre ; on les cite, et, à vrai dire, ce sont des exceptions. Voilà donc jusqu'ici l'extrême limite, le dernier terme du bas prix auquel on ait pu parvenir, non pas sur les chemins de fer en général, mais en Angleterre seulement et sur quelques chemins de fer privilégiés. Encore faut-il s'entendre. Même dans ces cas particuliers, ce prix n'est applicable qu'à la houille, qui est, de toutes les marchandises, la plus commode pour la manutention, et à tous égards la plus favorable à l'exploitation économique des chemins de fer. Pour toutes les autres, les tarifs sont maintenus plus haut : ainsi 9 centimes pour les fontes; 10, 12 centimes et plus pour le reste. Si nous fixons donc la moyenne de la dépense effective du transport en Angleterre à 7 centimes par

tonne pour quelques chemins privilégiés, à 8 centimes pour le grand nombre, il nous semble que, loin d'exagérer cette moyenne, nous faisons au contraire à ceux dont nous combattons les doctrines une assez large concession ; bien entendu que nous n'appliquons ceci qu'à l'Angleterre, en faisant cette remarque que si, dans ce pays, l'établissement des chemins de fer a généralement coûté plus qu'ailleurs, l'exploitation en est plus économique, tant parce que les lignes y sont construites suivant les données les plus rigoureuses de l'art, que parce que le charbon, le fer, la fonte, la construction et la réparation des appareils mécaniques y sont à plus bas prix que dans le reste de l'Europe.

Voyons maintenant ce qui se passe en Belgique.

En faisant, d'après les documents officiels, le relevé par classes des marchandises transportées dans ces dernières années par le chemin de fer belge, et en appliquant à ces données les prix portés sur les tarifs, on trouve, par un calcul assez simple que nous jugeons inutile de reproduire ici (1), que la moyenne du prix du transport est d'environ 11 centimes par kilomètre et par tonne. Ce n'est pourtant pas cette moyenne que nous adopterons. Le tarif belge s'applique en effet d'une manière assez inégale ; il faut d'abord se rendre compte de ces inégalités.

Voici un tableau que nous avons dressé à l'aide d'un tarif pris, en 1843, à la station d'Anvers. Ce n'est qu'un extrait, mais suffisant pour rendre compte de toute l'économie du tarif et des différentes vues dont il offre l'application. Nous avons reproduit exactement dans une première partie du tableau les prix tels qu'ils sont indiqués sur le document originaire, c'est-à-dire de station à station, et par 100 kilogrammes. Dans une seconde partie du même tableau, en ajoutant une colonne pour indiquer les distances, nous avons ramené les prix à la tarification par kilomètre et par tonne.

EXTRAIT DU TARIF BELGE.

STATION D'ANVERS.

STATIONS.	DISTANCES.	MARCHANDISES DE ROULAGE LES 100 KILOGRAMMES. 1re classe.	2e classe.	3e classe.	ARTICLES de MESSAGERIES.
D'Anvers à Malines.... (2)	»	25 c.	40 c.	50 c.	1,25 c.
— à Termonde.	»	45	70	90	2,25
— à Courtray..	»	1,05	1,60	2,10	5,25
— à Liége.....	»	1,25	1,90	2,50	6,25
		PAR KILOMÈTRE ET PAR TONNE.			
D'Anvers à Malines.....	25 kil. 500	10 c.	16 c.	20 c.	49 c.
— à Termonde.	52	8,6	13,4	17,3	43
— à Courtray...	124 500	8,4	12,8	16,8	42
— à Liége	120	10,4	15,8	20,8	52

(1) On trouve le détail de ce calcul dans l'ouvrage de M. Collignon.

(2) Ces prix ne comprennent que le transport de station à station ; la remise à domicile est faite, selon la classe à laquelle la marchandise appartient, à raison de 25, 30 et 35 centimes les 100 kilogrammes, soit 2 fr. 50 cent., 3 fr. et 3 fr. 50 cent. la tonne.

On peut faire, sur l'examen seul de ce tableau si court, plusieurs observations importantes.

Il faut remarquer d'abord que nous y avons compris à dessein deux lignes distinctes, celle d'Anvers à Courtray par Malines et Termonde, et celle d'Anvers à Liége, lignes placées dans des conditions fort différentes, en ce que la première est, dans toute son étendue, accolée à une voie navigable, tandis que la seconde est au contraire isolée dans la plus grande partie de sa longueur et affranchie de toute concurrence. C'est la seule branche du chemin belge qui soit dans ce cas.

Sur la première ligne, celle d'Anvers à Courtray, nous voyons que les prix baissent proportionnellement à mesure que les distances deviennent plus grandes. Ainsi le tarif, qui est de 10 c. par kilomètre et par tonne d'Anvers à Malines, n'est plus que de 8 c. 4 d'Anvers à Courtray. C'est qu'en effet on a trouvé, ce qu'il est facile de comprendre, que les voyages à courtes distances sont proportionnellement plus dispendieux pour le chemin de fer que les voyages plus longs; il était juste de tenir compte de cette différence. Le prix de 8 c. 4, porté pour le voyage d'Anvers à Courtray est, du reste, le chiffre le plus bas du tarif normal. Nous verrons bientôt les exceptions.

Quant à la seconde ligne, celle de Liége, le tarif est beaucoup plus élevé. Quoique la distance soit à peu près la même que celle d'Anvers à Courtray, il y a une différence de 2 centimes par kilomètre et par tonne. D'où vient cette différence? Rien de plus simple : elle vient précisément de ce que la ligne de Liége est isolée et n'a pas de concurrence à craindre, tandis que l'autre, celle de Courtray, a besoin, pour conserver un tonnage tel quel, de se rapprocher autant que possible des tarifs des canaux concurrents.

On a écrit et répété, avec une assurance qui nous étonne, que le chemin de fer belge ne pouvait pas être pris pour exemple, que le gouvernement, qui en est propriétaire et qui le dirige, n'avait pas voulu le faire entrer en lutte avec les canaux; que, trouvant les canaux établis et voulant les utiliser, puisqu'ils existent, il les avait volontairement ménagés par les graduations arbitraires de ses tarifs. Voilà pourtant jusqu'où peut aller dans le champ des hypothèses une imagination complaisante et facile! Sur le seul examen de ce qui précède, on peut reconnaître d'abord qu'il n'y a rien d'arbitraire dans le tarif belge : il est au contraire parfaitement raisonné et très-logique; mais on voit en même temps que les combinaisons en sont dirigées dans un esprit tout différent de celui qu'on imagine. Si le gouvernement belge avait eu la pensée qu'on lui prête, il eût élevé le tarif sur la ligne d'Anvers à Courtray, concurrente d'une ligne navigable, tandis qu'il l'eût abaissé sur celle d'Anvers à Liége, où il n'existe pas de canaux, et il a fait précisément tout le contraire. C'est qu'en effet, par les graduations non arbitraires, mais très-raisonnées, très-conséquentes de son tarif, il a eu pour but de ménager le chemin de fer dans la lutte fort inégale qu'il avait à soutenir contre les canaux pour le transport des marchandises pesantes. Oui, le gouvernement belge a subordonné les tarifs du chemin de fer à l'existence des canaux, mais ce n'est pas en vue de ménager ces derniers, qui n'avaient pas besoin, et l'expérience le prouve, de tels ménagements. Il l'a fait uniquement pour attirer autant que possible au chemin de fer quelque chose de l'énorme clientèle de ses rivaux. C'est pour atteindre ce but qu'il a abaissé les tarifs jusqu'aux dernières limites du possible là où la concurrence existe, sauf à se dédommager ailleurs.

Le plus bas prix normal du tarif belge est donc de 8 c. 4. Quant aux exceptions ou restrictions, les voici :

Il est entendu d'abord que les prix ci-dessus, bien que fixés par 100 kilog., ne sont applicables qu'à des chargements entiers de wagons, de 4,000 à 4,500 kilog. Toutefois, les marchandises pesant moins de 4,000 kilog. et plus de 500 sont admises aux mêmes prix, mais avec cette restriction qu'elles ne seront expédiées qu'en dedans des trois jours, c'est-à-dire que l'administration se réserve dans ce cas la faculté de les faire servir, en temps utile, à compléter ses chargements. Il est fait une remise de 10 pour 100 aux marchandises de la première classe quand elles sont expédiées par chargements de 20 wagons et plus; la remise est de 20 pour 100 pour la houille et les fontes de fer en gueuses à transporter à 80 kilomètres et plus; elle est de 30 pour 100 pour l'exportation.

Dans tout l'ensemble de ce tarif aussi bien que dans chacune de ses dispositions, deux pensées se manifestent, à ce qu'il nous semble, d'une manière bien frappante et bien claire. La première, c'est de ne pas ménager les canaux, ou plutôt d'obtenir, à l'aide même de quelques sacrifices, que le chemin de fer participe au mouvement considérable qui les anime. C'est ainsi d'abord qu'on abaisse les tarifs sur les lignes qui leur sont parallèles en les relevant ailleurs; c'est encore ainsi qu'on accorde des remises pour les gros chargements qui semblent appartenir plus particulièrement à la voie navigable; c'est dans le même esprit enfin qu'on élève considérablement, ainsi qu'on peut le voir, le tarif pour les articles de messageries, qui ne reviennent jamais aux canaux. L'autre pensée, qui n'est pas moins saillante, c'est celle d'utiliser autant que possible le railway en lui attirant par des concessions les gros chargements et les transports à longues distances, qui sont toujours les plus économiques. C'est après cela qu'on a pu dire que le gouvernement belge, par égard pour les voies navigables, ne cherchait pas assez à utiliser son railway. Nous demanderons ce qu'eût fait de plus une compagnie intelligente, intéressée, qui eût voulu engager avec les canaux une lutte sérieuse? Quant aux fortes remises que le chemin de fer accorde sur les marchandises destinées à l'exportation, elles appartiennent à un autre ordre d'idées; ce sont des sacrifices que le gouvernement s'impose pour favoriser l'exportation et le transit. Ces sacrifices n'ont jamais été d'ailleurs considérables, car les marchandises qui ont joui de ce privilége ne forment que 2 3/4 pour 100 du mouvement total, la plus grande masse des exportations ayant continué à se faire par les voies navigables.

Appuyés sur ce qui précède, et considérant d'autre part que le gouvernement belge ne tire de l'exploitation de son chemin de fer qu'un intérêt très-modéré du capital, nous pouvons dire hardiment que la dépense effective du transport est sur ce chemin d'au moins 9 centimes par kilomètre et par tonne, et en vérité, en l'établissant à ce taux, nous faisons acte de grande modération. Cela ne veut pas dire que les transports ne puissent à la rigueur s'effectuer à un moindre prix dans certains cas particuliers, et que tel wagon, par exemple, qui vient fort à propos compléter un convoi, ne puisse être ajouté à moins de frais à la masse totale; mais cela veut dire que, sur l'ensemble, avec 9 centimes par kilomètre et par tonne, le chemin belge ferait à peine ses frais.

Que dirons-nous maintenant pour la France? Il est évident d'abord que le service ne saurait, toutes circonstances égales d'ailleurs, s'y effectuer aux mêmes conditions qu'en Angleterre ou en Belgique, puisqu'en effet tous les matériaux dont les chemins de fer se servent, les machines qu'ils emploient et le charbon

qu'ils consomment, y sont à plus haut prix. Malheureusement les faits nous manquent ici pour asseoir une base, car, outre que les chemins français sont encore en petit nombre, nous n'en connaissons aucun qui se trouve, quelques suppositions que l'on ait faites à cet égard, en concurrence réelle, en concurrence réglée avec une voie navigable.

S'il est en France un fait que l'on puisse prendre, non comme base, mais comme point de départ d'une appréciation, c'est le prix de revient, assez bien constaté et connu, du transport des marchandises sur le chemin de Saint-Étienne. On l'a établi, d'après les comptes rendus de la compagnie, à environ 8 centimes par tonne, non compris l'intérêt du matériel roulant. Quoique ce chiffre nous paraisse un peu trop faible, nous l'acceptons pourtant; mais il faut dire, malgré toutes les assertions contraires, que c'est là un prix de revient *exceptionnellement bas* et auquel nul autre chemin de fer en France ne pourra prétendre.

On parle des inconvénients particuliers au chemin de Saint-Étienne, du peu de largeur de ses entre-voies, de la raideur de ses courbes, de l'imperfection de son matériel (aujourd'hui réparée) et de ce qui lui reste encore de son ancienne méthode de traction par chevaux. Tous ces inconvénients sont réels, bien qu'on les exagère; cependant on ne prend pas garde qu'ils affectent beaucoup moins le transport des marchandises que celui des personnes. Qu'importe la largeur des entre-voies, qu'importe aussi la raideur des courbes, avec les petites vitesses que les marchandises demandent? Et quant à la traction par chevaux, il n'est pas bien sûr que pour les petites distances où elle était particulièrement employée, elle revînt à plus haut prix que la traction par les locomotives. A d'autres égards, quels avantages ce chemin n'a-t-il pas sur tous les autres? D'abord l'extraordinaire importance de son trafic, qui tient à sa position particulière et qui sera difficilement égalée, circonstance qui seule lui assure une économie relative considérable. Ensuite la nature même de ce trafic, qui consiste pour la plus grande partie en transport de charbon (1), avantage immense, inappréciable, et que rien ne peut compenser ailleurs. Qui n'a remarqué, en effet, que lorsque l'on cite de temps à autre un chemin de fer comme exemple de l'abaissement possible des tarifs, c'est toujours sur la houille que la baisse porte, c'est toujours d'un chemin houiller qu'il s'agit? C'est qu'en effet, outre que le charbon est, de toutes les marchandises que les chemins de fer transportent, la plus commode, la plus maniable, la plus facile à arrimer, à charger et à décharger (surtout quand on en fait un trafic habituel et que les wagons sont disposés en conséquence), c'est encore de toutes les marchandises celle qui fournit, lorsqu'elle abonde comme dans le cas présent, le trafic le plus régulier, le plus égal, le plus constant, le plus propre enfin à assurer pour chaque jour le mouvement de la veille, et pour chaque convoi un chargement complet. A tant d'avantages que la plupart des chemins houillers ne possèdent pas au même degré que celui de Saint-Étienne, ajoutez celui non moins précieux de traverser le bassin houiller dans toute son étendue, et d'être en contact direct avec la plupart des mines par de petits embranchements. Aucun chemin français, disons-le hautement, ne peut prétendre à de tels avantages : aussi les prix seront-ils partout ailleurs beaucoup plus élevés.

(1) Sur 330,223 tonnes de marchandises transportées dans le deuxième semestre de 1844, on a compté 274,154 tonnes de charbon et coke. La proportion était encore plus considérable dans le semestre correspondant de 1843.

Tout bien considéré, nous ne croyons pas que la dépense effective du transport sur les chemins français s'éloigne beaucoup de 10 centimes en moyenne. Ainsi, en Angleterre, 7 centimes pour quelques lignes particulières, c'est-à-dire pour les chemins houillers, 8 centimes au moins pour les autres; en Belgique, 9 centimes pour l'ensemble du réseau; en France, de 9 à 10, en se rapprochant beaucoup de ce dernier chiffre : voilà les prix réels, effectifs, déduction faite du péage.

Voyons maintenant quels sont les prix correspondants des canaux. On peut s'en faire une idée juste par le seul examen du tableau suivant, qui offre le relevé des tarifs pour les principales lignes de navigation aboutissant à Paris.

INDICATION DES LIGNES.	FRET TOTAL PAR TONNE ET PAR KILOMÈTRE.	DÉCOMPOSITION DU FRET. DROITS DE NAVIGATION.	TRANSPORT.
Ligne du nord.	fr.	fr.	fr.
De la frontière belge à Paris.	0,0399	0,0175	0,0224
De Dunkerque à Paris.	0,0438	0,0175	0,0263
Lignes de Lyon à Paris.			
1° Par le canal de Bourgogne.	0,0541	0,0191	0,0363
2° Par le canal du Centre et le canal latéral.	0,0826	0,0516	0,0300
Ligne de Roanne à Paris.	0,0631	0,0308	0,0323
Canal de l'Ourcq. . . Bois.	0,0631	0,0394	0,0237
Canal de l'Ourcq. . . Pavés.	0,0311	0,0125	0,0186
Seine à la remonte.	0,0504	0,0029	0,0475

Nous n'aurons à faire que quelques observations sur ce tableau. Écartant le prix du transport sur la Seine, qui ne saurait être pris en considération, nous trouvons une moyenne d'environ 3 centimes; mais il est bon de remarquer que pas une des lignes indiquées ci-dessus, si ce n'est peut-être la petite ligne du canal de l'Ourcq, n'est absolument complète. On sait, par exemple, que, dans leur voyage de Lyon à Paris, par le canal de Bourgogne, les bateaux éprouvent de graves interruptions sur l'Yonne, où ils sont obligés de se débarrasser d'une partie de leur chargement et de prendre des alléges. Ailleurs ce sont des inconvénients d'une autre sorte. On croit qu'il en est autrement de la ligne du nord, et on a dit, en parlant de cette ligne, que la navigation y est irréprochable. Si l'on parle du service de la batellerie, nous conviendrons qu'il s'y fait bien, que les entrepreneurs du transport par eau y font à peu près tout ce qu'on peut attendre d'eux, sans qu'il y ait pourtant rien d'exceptionnel, ni surtout rien d'artificiel dans leur manière d'opérer; mais quant à la voie d'eau considérée en elle-même, il s'en faut bien qu'elle soit irréprochable. Elle ne le serait qu'autant qu'on aurait exécuté le canal projeté de Pontoise à Saint-Denis. Jusqu'ici les bateaux venant du nord sont obligés de se livrer, de Pontoise jusqu'à Saint-Denis, à la navigation tourmentée de la Seine, non sans danger pour eux et pour les marchandises qu'ils portent. L'inconvénient est d'autant plus grave que ces bateaux ne sont pas construits pour ce genre de navigation. C'est là une véritable lacune dans la voie navigable du nord, et cette seule circonstance grève le transport d'au moins 2 francs par tonne. On voit donc que les prix ci-dessus, quoique déjà fort modérés, ne sont pas encore les prix réels, les prix

définitifs de la voie d'eau, et que celle-ci, une fois débarrassée de ses entraves, effectuera sans peine les transports à 2 centimes 1/2 au plus. Et qu'on ne dise pas que les entraves, les inconvénients que nous signalons ici, sont de l'ordre de ceux dont nous parlions plus haut, qui tiennent à la nature des choses, et qu'on retrouve partout, sur les chemins de fer comme ailleurs. Non ; ce sont de véritables lacunes, semblables à celles que l'on signale, par exemple, avec raison, sur la ligne de fer de Strasbourg à Bâle, et qui attestent seulement un travail inachevé. Ces lacunes disparaîtront sans aucun doute. L'Yonne sera améliorée et mise en harmonie avec le reste de la voie dont elle fait partie, et quant à la ligne du nord, elle recevra tôt ou tard son complément nécessaire dans un canal de Pontoise à Saint-Denis, à moins que les améliorations projetées sur la Seine ne rendent ce complément inutile.

Ainsi, 2 centimes 1/2 par kilomètre et par tonne pour les canaux, de 9 à 10 centimes pour les chemins de fer : voilà les termes réels de la comparaison à établir entre les deux modes de transport. Tel est le rapport véritable, déduit, non de calculs abstraits, de raisonnements théoriques, mais des données positives que la pratique fournit.

Si l'on voulait à toute force opposer aux faits réels, aux données de la pratique, des calculs abstraits, qu'on sache bien que nous pourrions à notre tour produire des calculs semblables. On prouverait par des chiffres que les chemins de fer sont en mesure de transporter les marchandises à raison de 6 centimes et moins ; nous prouverions à notre tour, par des chiffres aussi admissibles, aussi concluants, que les canaux peuvent effectuer ces mêmes transports pour moitié des prix qu'on vient de voir. Nos calculs, et nous le déclarons d'avance, quelque rigoureux qu'ils parussent et qu'ils fussent en effet, seraient au fond entachés d'erreur, parce qu'ils ne tiendraient pas toujours compte des faux frais, des non-valeurs, des interruptions de services, de ces mille incidents de la pratique, que la pratique seule révèle ; mais ils vaudraient tout juste autant que ceux qu'on nous oppose. Bien plus, ils se justifieraient par des faits, car les prix ci-dessus, qu'on le sache bien, ne s'appliquent qu'à un trafic régulier, à un service de transport suivi, et si nous voulions sortir de cet ordre normal de faits, nous trouverions ailleurs des prix d'occasion incomparablement plus bas. Ainsi ces mêmes bateaux qui naviguent, à la demande du commerce, aux prix stables qu'on vient de voir, vont souvent, dans les intervalles de temps que cette navigation régulière leur laisse, utiliser leurs chômages accidentels en s'offrant pour transporter, à des distances plus ou moins grandes, des matières de peu de valeur, comme du sable, du gravier, du fumier, de la marne, à des prix considérablement réduits; mais ce n'est pas sur ces faits accidentels qu'une appréciation doit s'établir.

S'il en est ainsi, dit à ce propos un des hommes dont nous combattons les doctrines, s'il y a, en effet, une différence si notable entre le prix des canaux et celui des chemins de fer, comment se fait-il que ces derniers aient jamais pu, lorsqu'ils se trouvaient en concurrence avec des voies navigables, transporter seulement une tonne de marchandise? Comment se fait-il, dirons-nous à notre tour, que le roulage même, dont les prix sont encore plus élevés, et qui ne compense guère cet inconvénient par d'autres avantages, n'ait jamais été entièrement dépouillé par les canaux? Cela vient de ce que toute espèce de transport ne convient pas à toute espèce de marchandise, de ce qu'il y a des matières qui redoutent le voisinage de l'eau, comme il en est d'autres qui l'appellent, de ce que certaines marchandises

demandent un déplacement rapide, fût-il plus cher, tandis que pour d'autres un mode de transport plus lent serait encore préférable, même à prix égal. C'est qu'enfin les besoins sont divers, et qu'il faut aussi des moyens divers pour y répondre. Et voilà précisément pourquoi les chemins de fer et les canaux sont loin de s'exclure; voilà pourquoi ces deux modes de transport peuvent et doivent exister concurremment, lorsque le mouvement des choses et des personnes est assez actif pour les alimenter l'un et l'autre. Voilà pourquoi un pays pourvu d'une population nombreuse et d'un commerce florissant n'est vraiment satisfait que lorsque ces deux agents de la circulation concourent à le servir.

IV. — DES FRAIS ACCESSOIRES.

La supériorité des voies navigables n'est pas moins sensible en ce qui concerne les frais accessoires dont il nous reste à parler. Pour le comprendre, il suffit de considérer les positions. Les voies navigables entrent dans les villes et les parcourent souvent dans leur longueur. On peut même dire qu'il n'y a guère de ville importante qui ne soit assise sur un cours d'eau, fleuve, rivière ou canal, plus ou moins accessible aux bateaux. C'est qu'en effet les voies d'eau appellent les populations sur leurs bords par les avantages de toute nature qu'elles leur offrent; aussi se trouvent-elles généralement en contact direct avec elles sur une grande partie de leur parcours. Il y a plus : au sein des villes, ce sont en général les établissements industriels d'une certaine importance, et surtout ceux qui ont fréquemment à expédier ou à recevoir des marchandises pesantes, qui affectionnent les bords des voies d'eau et viennent s'y asseoir de préférence. Ils y sont doublement attirés et par le besoin d'avoir à leur portée l'eau, dont ils font ordinairement un grand usage, et par la facilité qu'ils y trouvent pour l'expédition et la réception des marchandises.

Ce qui est vrai dans l'intérieur des villes ne l'est pas moins au dehors. Voulez-vous voir et reconnaître le plus grand nombre possible des établissements industriels d'un pays : suivez les voies d'eau, vous les verrez presque tous assis sur leurs rives. Que s'il en est qui s'en éloignent, c'est que des motifs particuliers et très-graves les appellent dans certains endroits déterminés, ou qu'ils ne sont pas de nature à pouvoir être déplacés, comme, par exemple, les mines, qu'il faut bien prendre où elles se trouvent. Ainsi, soit dans les villes, soit au dehors, les voies navigables sont partout en contact direct non-seulement avec les populations groupées sur leurs rives, mais encore et surtout avec les établissements industriels, points de départ ou lieux de destination des gros transports. Le chargement et le déchargement s'effectuent donc, dans le plus grand nombre des cas, à la porte même des usines. De là quels avantages! Point de transport du lieu de la station au domicile, puisque le bateau même y vient : c'est une économie d'environ 3 francs par tonne à l'arrivée sur les petits comme sur les longs voyages, une économie à peu près égale au point de départ; voyez en outre quelle garantie pour le propriétaire, toujours maître de surveiller lui-même, quand il le faut, le déchargement de sa marchandise!

On a compris ces avantages, et il était difficile en effet de n'en être pas frappé; seulement on a cru qu'ils n'étaient que transitoires, qu'ils dérivaient uniquement

de la longue existence des canaux, et que les chemins de fer les partageraient un jour. Avons-nous besoin de dire que c'est encore là une illusion que l'expérience doit dissiper? On a déjà compris que ce n'est pas uniquement comme moyens de transport que les voies d'eau attirent et les populations et les usines sur leurs rives; c'est encore comme aqueducs pour les premières, comme réservoirs d'eau pour les autres, et ce sont là des destinations que les chemins de fer n'ont pas, que nous sachions, la prétention de remplir. En mettant même cette considération à part, jamais les chemins de fer ne verront, comme les canaux, les établissements industriels se ranger le long de leurs *francs bords,* par cette raison simple et décisive qu'ils n'ont pas de francs bords, et qu'ils ne sont abordables que dans les stations.

C'est ici un fait en apparence peu important, et dont cependant les conséquences sont graves. Une route ordinaire et un canal ont cela de commun qu'ils sont accessibles sur tous les points de leur parcours. La route a même cet avantage particulier qu'elle étend ses ramifications de toutes parts, à l'intérieur des villes comme au dehors, et qu'elle conduit partout à domicile, pénétrant même au besoin jusqu'au cœur des établissements. Si le canal n'offre pas cette commodité, il est certain du moins que, sauf quelques exceptions assez rares, on peut entrer en communication avec lui en quelque lieu qu'on le rencontre, à moins que les règlements de police ne s'y opposent. Un industriel peut donc établir sa maison, son usine, à portée d'un canal, partout où sa convenance l'exige, assuré qu'il est de jouir partout des avantages que ce voisinage promet. Il n'en est pas de même d'un chemin de fer : il n'est abordable, disons-nous, que dans les stations; ainsi le veulent la nature de son service et la rigidité de sa structure. De plus, dans les stations même, il n'est pas abordable ouvertement, directement, car c'est encore une des nécessités de son service que ces stations soient closes, ou du moins que les étrangers ne puissent y faire eux mêmes leurs affaires, et qu'on n'y arrive qu'en passant par la filière des bureaux. Ajoutons que les stations de chemins de fer seront toujours beaucoup plus entourées de cafés, de restaurants pour les voyageurs, de maisons pour les employés, d'ateliers ou de magasins pour le service de la voie que d'établissements industriels proprement dits.

Il y a même ici une observation à faire, moins évidente peut-être que celles qui précèdent, et qui demande encore à être confirmée par l'expérience, mais que nous croyons fondée : c'est que jamais les stations de chemin de fer ne se placeront, quoi qu'on fasse, au centre du mouvement industriel. Outre qu'elles y seraient elles-mêmes fort mal à l'aise, avec leurs dépendances ordinaires, avec les nécessités rigoureuses de leur service, elles seraient pour tout leur entourage un objet constant de gêne et d'ennui, bien différentes en cela des voies navigables qui, à tous égards, semblent inviter les populations industrielles à fréquenter leurs abords. Elles pourront donc s'approcher, autant qu'elles le voudront, des centres commerciaux; elles n'y pénétreront jamais. Nous voyons aujourd'hui un grand nombre de villes insister pour que les lignes de fer qui les rencontrent pénètrent dans leur enceinte, et offrir même de payer, par des sacrifices pécuniaires considérables, cet avantage problématique. Telle est, par exemple, la ville de Lille, qui paraît tenir à cette faveur d'une manière particulière, bien qu'elle étouffe déjà dans ses remparts trop étroits, et qu'il ne s'y trouve plus depuis longtemps la moindre place disponible, même pour y bâtir une maison. Si c'est dans l'intérêt des voyageurs que cette ville réclame un tel privilége, nous n'avons rien à dire, sinon qu'elle paierait un peu cher un

avantage fort mince; si c'est, au contraire, dans l'intérêt des marchandises et de leur facile déchargement, nous croyons qu'elle sera doublement trompée dans son calcul. En supposant, en effet, ce qui n'est pas d'ailleurs probable, car Lille jouit d'excellents canaux; en supposant, disons-nous, que la station du chemin de fer dans cette ville devienne le centre d'un mouvement de marchandises considérable, il est à présumer que, tôt ou tard, le chemin de fer, bien que pénétrant dans l'intérieur de la ville, serait forcé d'établir la gare des marchandises au dehors. C'est ainsi que le chemin de Rouen, qui pénètre dans Paris, tient une gare séparée pour les marchandises aux Batignolles.

Quoi qu'il arrive, du reste, à cet égard, un chemin de fer n'a et ne peut avoir qu'une seule gare, et par conséquent un seul point abordable pour un même centre industriel; c'est là que tout doit aboutir. La station ou la gare d'une voie d'eau se prolonge, au contraire, sur une étendue considérable; elle est, pour ainsi dire, indéfinie. Voyez seulement Paris, et considérez sur combien de points les bateaux vont aborder. Il en est de même partout. Souvent, aux abords d'une ville, quand cette ville n'est pas enclose de murs, et qu'elle peut se répandre à volonté dans la campagne, vous voyez se prolonger le long de la voie navigable une ligne interminable de maisons ou d'usines, qui toutes sont en contact direct avec elle et vivent de ce contact. Est-il raisonnable de supposer qu'il en puisse jamais être ainsi d'un chemin de fer?

Ces avantages ne sont pas d'ailleurs les seuls. Il en est un, par exemple, dont l'importance peut être sentie beaucoup mieux qu'elle ne s'explique : c'est la liberté de mouvements et d'allures que la voie d'eau permet, liberté qui s'accorde si bien avec les habitudes commerciales, et qu'un chemin de fer exclut parce qu'elle est de tous points incompatible avec la rigueur obligée de son service. C'est en même temps la facilité avec laquelle la voie d'eau se prête à tous les besoins les plus variés. Sans entrer à cet égard dans des détails qui deviendraient trop minutieux et nous mèneraient peut-être un peu loin, nous nous contenterons de transcrire quelques réflexions pleines de sens et de justesse, qui nous ont été communiquées par un homme pratique. Voici ce que nous écrit sur ce sujet M. P. Tresca, commissionnaire à Dunkerque (1) : « D'une seule marée il rentre à Dunkerque de 40 à 50 navires, comportant 200 à 250 tonneaux chacun. Les 10,000 tonnes que fournissent ces navires sont expédiées dans les dix jours qui suivent le commencement des déchargements. Outre la difficulté de fournir les 2,500 wagons (en dix jours) pour transporter ces marchandises, resterait l'impossibilité à chaque destination de fournir des magasins assez vastes pour loger une aussi grande quantité de marchandises, tandis qu'en expédiant par bélandre bien couverte, la marchandise est logée, le propriétaire n'a nullement à s'en inquiéter. Pendant tout le temps du parcours, il peut chercher à la vendre; il peut, moyennant une indemnité minime de quelques francs par jour, la laisser à bord du bateau même après l'arrivée à destination, tandis que le chemin de fer vous la livre dans les vingt-quatre heures : il le voudrait, qu'il ne pourrait pas garder votre marchandise; aussi, en

(1) Nous nous étions adressé à M. Tresca pour savoir de lui quel était le résultat actuel de la concurrence que la voie navigable du nord fait depuis quelque temps à la Seine. M. Tresca a eu l'obligeance de nous répondre, en joignant à sa lettre des réflexions qui nous ont paru trouver ici leur place. M. Tresca est le premier qui ait fait, en 1823 et 1824, des expéditions par eau de Dunkerque sur Paris.

fait de marchandises autres que celles de consommation journalière, et à prix égal de transport, les bélandres auront toujours la préférence. Du reste, la part du chemin de fer sera encore assez large pour qu'il puisse se passer des 3/4 du produit des transports par eau. Il aura toutes les marchandises en transit, les objets d'ameublement et de mode, les approvisionnements de bouche, les colis de marchands, et enfin les voyageurs, plus un quart environ des grosses marchandises qui s'expédient actuellement par eau. Si avec cela il ne peut pas vivre, ce ne sera pas en faisant la concurrence à la voie d'eau qu'il pourra y arriver. » A ces réflexions si judicieuses et si précises, nous n'ajouterons qu'une simple observation : c'est que l'auteur de cette note suppose que la ligne de fer et la voie navigable lutteraient à prix égal, et c'est dans cette hypothèse qu'il admet, avec grande raison selon nous, que cette dernière obtiendrait encore la préférence pour la plus forte partie des grosses marchandises. Or il s'en faut bien que cette hypothèse soit exacte (1), puisque les prix du chemin de fer doivent excéder au moins de moitié ceux de la voie navigable.

V. — CONCLUSION DE CE QUI PRÉCÈDE.

Voilà donc dans quels termes la lutte est engagée entre les chemins de fer et les canaux. En rassemblant les données qui précèdent, on peut facilement pressentir les résultats généraux de cette lutte, aussi bien que les accidents et les péripéties.

Par rapport au coût du transport proprement dit, les voies navigables ont sur les voies rivales une supériorité très-décidée, qui est encore augmentée, dans le plus grand nombre des cas, par une différence notable dans le montant des frais accessoires. Si quelque chose vient atténuer dans une certaine mesure cette extrême inégalité, c'est cette circonstance que les chemins de fer ont en général une direction plus droite, et par conséquent un moindre développement entre deux points extrêmes. En prenant plusieurs exemples, nous avons calculé que la différence à cet égard pouvait être en moyenne d'environ un quart : elle est bien loin, comme on le voit, de compenser la différence des prix. Et, par exemple, dans la direction du nord dont nous venons de parler, la voie navigable a 457 kilomètres de développement, tandis que le chemin de fer n'en aura que 320 ; c'est un des cas les plus favorables, ce qui n'empêche pas que le tarif du chemin de fer s'élèvera, comme on a vu, à 32 francs par tonne, tandis que sur la voie navigable il ne s'élève, péage déduit, qu'à 12 francs 50 centimes, qui se réduiraient même à 10 francs 50 centimes, c'est-à-dire à moins du tiers, si la voie était complète.

Mais d'un autre côté, les chemins de fer réunissent sur une même voie deux

(1) Le transport par eau, de Dunkerque à Paris, coûte actuellement 20 fr. par tonne. Supposons que le chemin de fer du nord puisse effectuer le transport à raison de 10 centimes par kilomètre et par tonne. Ce serait un prix beaucoup plus bas que celui de nos chemins de fer les mieux posés, ceux d'Orléans, de Rouen, de Saint-Étienne. Comme la distance de Paris à Dunkerque, par la voie la plus courte, c'est-à-dire en admettant l'exécution de l'embranchement de Fampoux à Hazebrouck, qui a été voté récemment, sera de 320 kilomètres, le prix du transport d'une station à l'autre serait encore de 32 fr. par tonne.

services, celui des voyageurs et celui des marchandises, et comme ils peuvent, lorsque le premier est assez actif, recouvrer par le seul transport des voyageurs l'intérêt du capital engagé et la dépense de l'entretien de la voie, ils ont la faculté d'exonérer de ces frais les marchandises. Ceci n'est pas, du reste, une exception, c'est la règle; ce n'est pas une hypothèse, c'est la réalité, au moins pour toutes les entreprises prospères. Rien de semblable pour les canaux. Lors donc que ces derniers sont la propriété de compagnies qui cherchent, comme de raison, leurs bénéfices, ou tout au moins l'intérêt de leurs capitaux, qu'elles ne peuvent obtenir que par le prélèvement d'un péage, il arrive précisément le contraire de ce qu'on a supposé souvent : c'est que la batellerie est obligée de soutenir la lutte avec la surcharge d'un péage dont le chemin de fer est, quant aux marchandises, exempt. Peut-elle la soutenir à ces conditions? Oui, dans certains cas, mais non toujours, ou plutôt il faut s'entendre.

La question est moins de savoir si la batellerie pourra se soutenir que de savoir si le produit du canal restera suffisant pour indemniser ses propriétaires. Pour la batellerie, le danger n'existe, selon nous, dans aucun cas, et nous croyons qu'on s'est alarmé bien à tort sur ce sujet. Quoi qu'il arrive, la supériorité effective pour le transport lui reste. Que si le péage devient accidentellement trop lourd pour lui permettre de soutenir la lutte à conditions égales, les propriétaires seront toujours forcés de le réduire, sous peine de voir déserter la voie. Il s'agit donc de savoir seulement si ces derniers trouveront dans le péage ainsi réduit une suffisante indemnité. C'est là précisément ce qui dépendra, comme nous l'avons dit, de l'activité de la circulation, et par conséquent des positions. Il semble donc qu'il n'y ait à cet égard aucune règle générale à établir. On peut se demander toutefois si les revenus des canaux pris en masse, et sur un vaste ensemble de constructions du même ordre, resteront encore dans un juste rapport avec le capital engagé. C'est à quoi les faits seuls doivent répondre. Nous sommes heureusement en mesure de les interroger.

C'est en Angleterre surtout que la lutte est engagée dans de semblables conditions, parce que tous les canaux, au nombre de 121, sans compter 83 rivières canalisées, y sont possédés et exploités par des compagnies, et que d'ailleurs il ne s'y trouve plus, à l'heure qu'il est, une seule voie réellement productive qui ne soit en concurrence avec une ligne de fer parallèle. Eh bien! qu'est-il arrivé de cette lutte? quels en sont les résultats actuels? Il est certain que l'établissement des chemins de fer a considérablement réduit les bénéfices antérieurs des compagnies propriétaires de canaux, en les forçant à baisser le chiffre des péages. Comment serait-il possible qu'il en fût autrement? Il est même arrivé, et cela devait être, que, pour quelques-unes de ces compagnies, les bénéfices se sont réduits à rien; mais, pour un grand nombre d'autres, ils se sont maintenus, et, pris en masse, ils sont encore après tout considérables. Il suffit, pour s'en convaincre, de consulter les tableaux présentés par M. Minard, inspecteur divisionnaire des ponts et chaussées, dans un ouvrage publié au mois de juin 1844 (1). Il résulte de ces tableaux que les principaux canaux réunis de l'Angleterre, qui avaient coûté à l'origine 10,367,000 liv. st., valaient en mai 1843, après l'ouverture des railways concurrents, 22,474,600 liv. st., c'est-à-dire deux fois et un quart le capital émis. Il est vrai qu'ils avaient valu 31,366,100 liv. st. avant l'établissement des chemins de

(1) *Des Conséquences du voisinage des chemins de fer et des voies navigables.*

fer; mais qu'importe? Il nous suffit de savoir que, sous l'action de la concurrence, leur valeur est demeurée fort supérieure au capital primitif. Depuis le mois de mai 1843, époque à laquelle se rapportent les indications fournies par M. Minard, cette valeur, nous le savons, a encore baissé. Supposons-la réduite actuellement à moins du double du capital d'émission, ou même, si l'on veut, à un et trois quarts de ce capital; ce serait encore à ce seul point de vue une brillante spéculation, spéculation supérieure même par les résultats financiers à celle de l'exploitation des chemins de fer, puisque cette dernière n'a guère donné jusqu'ici que deux tiers en sus du capital émis. Il n'en faut pas tant pour nous prouver qu'en général les canaux portent fort légèrement le poids de leur péage.

Ce résultat obtenu sur un ensemble de canaux anglais est d'autant plus remarquable que plusieurs de ces créations avaient été en tout temps, et bien avant l'établissement des chemins de fer, de fort mauvaises spéculations financières, soit que, lors de la grande ferveur pour la construction de ces voies navigables, après avoir épuisé toutes les bonnes positions, on se soit jeté en désespoir de cause sur les mauvaises, soit que plusieurs de ces travaux aient été entrepris par de riches propriétaires fonciers beaucoup plutôt en vue des avantages agricoles qui devaient en résulter qu'en vue d'une exploitation commerciale. Ce qui est certain, c'est que dès avant la concurrence des chemins de fer il y avait plusieurs canaux, tels par exemple que ceux de Crinan, de Croydon, de Portsmouth et Arundel, etc., qui ne donnaient que des produits insignifiants et n'avaient presque aucune valeur vénale; ce qui fait comprendre encore mieux combien fermement se maintiennent ceux qui avaient réellement une valeur. Aussi en est-il qui ont donné et qui donnent encore des produits bien supérieurs à tout ce qu'on a pu obtenir sur les meilleurs chemins de fer connus.

Il est vraiment difficile de comprendre qu'en présence de résultats pareils on vienne nous parler de navigation compromise, de batellerie en désarroi, de circulation interrompue, et qu'on prédise déjà, pour un avenir prochain, la ruine définitive du système. Quand même les canaux, dans leur ensemble, ne donneraient que l'intérêt pur et simple des fonds engagés, disons mieux, quand même ils ne produiraient que la moitié de ces intérêts, ce qui réduirait leur valeur vénale à moins du quart de ce qu'elle est aujourd'hui, il n'y aurait pour cela, qu'on le sache bien, ni batellerie ruinée, ni circulation interrompue : les revenus des canaux seraient faibles, voilà tout, et il résulterait de là seulement qu'on renoncerait désormais à en construire d'autres dans l'unique vue de leur produit commercial. Quant à la batellerie, elle n'en poursuivrait pas moins sa marche régulière, avec cette seule différence qu'elle supporterait un péage moins élevé. Pour que la concurrence des chemins de fer affecte véritablement la batellerie, au moins d'une manière durable; pour que cette concurrence rende la circulation sur les canaux impossible ou onéreuse à ceux qui l'entreprennent, il ne suffit pas qu'elle s'attaque aux tarifs actuels de la navigation tels qu'ils sont généralement établis en Angleterre avec la surcharge du péage : il faut encore qu'après avoir supprimé tout péage, elle en vienne jusqu'à affecter les prix du transport effectif. C'est alors seulement que les chemins de fer et la batellerie se trouveront pour ainsi dire face à face. Jusque-là, les propriétaires des canaux seront seuls en cause. Eh bien! dans l'état présent des choses, les chemins de fer sont tellement loin de cette limite, il y a entre leurs prix et ceux de la batellerie une distance si grande, qu'il est presque ridicule de penser qu'ils parviennent jamais à la franchir.

L'unique question, répétons-le, est donc de savoir si, en présence des chemins de fer, les canaux exploités par des compagnies donneront encore à leurs propriétaires un revenu. Eh bien! malgré d'inévitables inégalités, dont nous avons expliqué la cause, l'affirmative est hautement proclamée en Angleterre par un vaste ensemble de faits, puisque là ce revenu n'est pas seulement suffisant, mais large, élevé, royal. Une valeur plus que double de la valeur primitive, un revenu supérieur encore, toute proportion gardée, à la valeur vénale, car l'agiotage, qui donne aux actions des chemins de fer une valeur exagérée, agit sur celle des canaux en sens contraire : voilà les résultats actuels. N'est-ce pas là, même au point de vue des compagnies, une brillante opération? Que sera-ce si l'on considère cette opération à son véritable point de vue, à celui du pays, c'est-à-dire si, outre l'accroissement de valeur commerciale et financière des canaux, on tient compte de l'immense valeur agricole qu'ils ont créée : les marais desséchés, les landes arides fertilisées, le trop-plein des eaux enlevé dans la saison des pluies, l'humidité rendue aux campagnes dans les temps de sécheresse, sans compter tant d'autres bienfaits pour les populations? Tout cela, dira-t-on, est de peu de valeur pour les compagnies qui construisent les canaux et qui les exploitent. Oui, si les actionnaires de ces compagnies sont de simples spéculateurs qui n'engagent leurs fonds qu'en vue du revenu commercial ; aussi pensons-nous que, vu le caractère de ces travaux et la nature des services qu'ils rendent, les canaux doivent être entrepris à d'autres conditions. Supposez qu'ils aient été construits au compte et avec les deniers des propriétaires riverains, ce qui est du reste vrai en Angleterre même dans bien des cas : comprend-on alors les conséquences? Par le seul fait de l'amélioration de leurs terres, ces propriétaires auront été amplement dédommagés de leurs dépenses, sans parler des agréments de toute nature et de l'amélioration des conditions sanitaires du pays, dont ils seront les premiers à profiter. Dès lors, tout ce que les canaux représentent aujourd'hui en capital, tout ce qu'ils produisent comme exploitation commerciale, comme valeur financière, devra être considéré par eux comme un bénéfice net. Qu'on cherche ailleurs dans le monde une plus magnifique spéculation!

Hâtons-nous d'ajouter toutefois qu'une semblable exploitation des voies navigables ne serait ni régulière ni juste. Puisque la construction des canaux profite à la fois à l'agriculture et au commerce, il n'est pas dans l'ordre que le commerce seul en fasse les frais. Que les charges se partagent, puisque l'utilité est double; que les propriétaires de terres pourvoient à la construction des canaux et le commerce à leur entretien, ou bien que l'état intervienne pour concilier, à l'aide de subventions, ces intérêts divers : voilà ce que la raison et la justice demandent. Aussi le système anglais n'est-il pas, à cet égard, un exemple à suivre. Nous établirons plus clairement cette vérité dans la seconde partie de ce travail, et nous verrons aussi ce que devient la prétendue concurrence des chemins de fer et des voies navigables dans ces nouvelles conditions.

CH. COQUELIN.

HISTOIRE LITTÉRAIRE.

BOSSUET ET FÉNELON.

UNE POLÉMIQUE RELIGIEUSE AU DIX-SEPTIÈME SIÈCLE.

I.

Le rôle et les écrits de Bossuet, dans le grand acte qui constitua, en 1682, l'église gallicane, et plus tard l'*Histoire des variations*, avec la formidable polémique qu'elle suscita, tant de travaux et de gloire l'avaient mis à la tête de l'église de France, et institué comme l'interprète officiel et le gardien de sa doctrine et de son unité. C'est ainsi qu'après en avoir fini avec les protestants, l'historien des *Variations* dut reprendre la plume pour combattre la doctrine du *pur amour*, ressuscitée du quiétisme, et défendue, non plus par un Molinos, espèce d'hypocrite de dévotion, qui avait caché sous un étalage de spiritualité les plus honteux désordres, mais par un esprit supérieur et presque un saint, par Fénelon.

Il ne s'agit pas de juger cette querelle en théologien. Pour cela, il faudrait, dans celui qui en écrit, l'autorité, et dans ceux qui le lisent, le goût de ces matières. Mais, sous les querelles théologiques, il y a une part pour la philosophie chrétienne ; il y a la lutte des caractères et des passions, il y a enfin un tour d'esprit, une méthode, par où ces querelles ont exercé sur les esprits une influence générale. Dans un pays comme la France, dans un siècle comme le XVIIe, où la théologie était à la fois un goût sérieux et une mode, quand les deux adversaires sont un Bossuet et un Fénelon, se pourrait-il que de nombreux écrits fussent sortis de telles plumes sans que l'esprit français en fût touché, sans que l'art et la langue y aient été intéressés ?

C'est par ce côté que m'a attiré la querelle de ces deux grands hommes, et peut-être y aurait-il utilité à étudier dans la même vue toutes les querelles, soit

philosophiques, soit théologiques, qui ont occupé le XVIIe siècle. Il en résulterait certainement cette vérité, que si toutes ont servi à former l'esprit français, il a été néanmoins d'un intérêt capital pour la conduite générale et la perfection de cet esprit, que la victoire soit demeurée successivement à Descartes contre Gassendi, à Pascal contre les jésuites, aux catholiques contre les protestants, et enfin à Bossuet contre Fénelon.

La cause véritable de ces luttes si diverses, c'est la guerre de la liberté contre la discipline, du particulier contre le général, de ce que Fénelon appelait le *sens propre* contre ce que Bossuet appelle la *tradition* et l'*universel*. Or, s'il a été bon que ces deux principes se disputassent à qui donnerait sa forme à l'esprit français, n'importait-il pas néanmoins que la discipline fût victorieuse de la liberté, le général du particulier, la tradition du sens propre? D'autant plus que ces victoires n'ont pas été meurtrières, et que le principe vaincu n'a pas péri. Seulement il est resté au second rang. C'est l'image de cette lutte intérieure de nos facultés, dont parle Bossuet dans le *Traité de la Connaissance de Dieu et de soi-même*. S'il est bon que l'imagination et les sens aient leur part, il faut que la raison domine. Cet équilibre même, qui paraît le plus haut état de l'intelligence humaine, n'est que l'effet de la domination de la raison, c'est-à-dire de la seule faculté qui ne se trompe pas, tenant la balance entre les facultés qui se trompent.

S'il est un pays où cette vérité soit une croyance populaire, c'est la France. Voilà pourquoi la liberté de spéculation, qui paraît être un droit naturel, y a toujours été contenue, quelquefois opprimée, aux époques même où l'on reconnaissait et tolérait d'autres libertés en apparence aussi considérables. C'est que la spéculation, dans une tête française, ne se résigne pas longtemps à être oisive. Elle veut agir, se propager, devenir la règle et la loi. De là l'état de suspicion où elle a toujours été tenue par la puissance publique, sous les noms les plus divers, jansénisme, jésuitisme, quiétisme, idéologie.

L'influence de ces différentes sectes sur le génie national et sur la langue serait aisée à marquer. Ce sont autant de schismes qu'il a fallu détruire dans l'intérêt de l'unité intellectuelle de notre pays.

S'il est un tour d'esprit antipathique au génie et à la langue de ce pays, c'est la subtilité, excès commun à toutes ces sectes qui toutes ont raffiné, quoique dans des desseins bien différents.

Les jésuites raffinaient sur la morale. Leur subtilité corrompait le cœur; leur casuisme éveillait dans les consciences ce fonds de mauvaise foi d'où nous tirons tous les prétextes de mal faire.

Les jansénistes ne raffinaient que sur le dogme, mais avec des arrière-pensées d'inquiétude et de suspicion contre la puissance publique, lesquelles affaiblissaient l'esprit d'unité qui fait la force de notre nation.

Les quiétistes, pour ne parler que des spéculatifs, ruinaient à la fois l'activité humaine par de vaines recherches de perfection, et la morale, en ne rendant pas la volonté responsable des brutalités du corps.

La langue souffrait de ces subtilités plus ou moins innocentes. Il faut lire certains passages des *Provinciales* où Pascal se raille légèrement du langage des pères, et cite des phrases dont l'affectation et le raffinement contrastent si étrangement avec le naturel et la candeur de son style. On sent combien il importe à la morale que Pascal triomphe des jésuites, et que son simple bon sens parvienne à déshonorer leur subtilité.

Les jésuites auraient relâché cette langue; les jansénistes la desséchaient; les quiétistes l'obscurcissaient et l'aiguisaient jusqu'à la rendre inintelligible. Plus tard, ceux qu'on a appelés les idéologues y devaient répandre les nuages de l'abstraction. Il était donc d'un grand intérêt que tous ces schismes, y compris celui-là même qui tira tant d'autorité de la vertu incommode, mais irréprochable de ses défenseurs, le jansénisme, fussent vaincus par le véritable esprit de la nation, représenté plus ou moins bien et défendu plus ou moins innocemment par la puissance publique.

Ces combats n'ont été stériles ni pour la nation qui en était témoin, ni pour les combattants eux-mêmes. Ceux-ci profitaient de leurs qualités réciproques, à peu près comme des armées ennemies se forment, en se combattant, aux usages de guerre et à la discipline qui donnent l'avantage; mais c'est surtout pour la nation que le spectacle n'en était pas sans fruit : l'esprit public s'enrichissait de ce que chaque adversaire avait de bon. Cela est vrai surtout des jansénistes, auxquels j'éprouve le besoin de rendre hommage, et qui d'ailleurs firent toujours plus d'ombrage au pape et à la milice qu'il avait en France dans le corps des jésuites qu'à l'église gallicane. Toutefois je ne retire pas ce que j'en ai dit quant à la langue, qu'ils auraient desséchée par l'aridité de leur logique. On les comparait aux calvinistes, les plus secs des réformateurs, à cause d'une certaine conformité entre leur doctrine de la grâce et la prédestination de Calvin. La comparaison, dont ils se défendaient par tant de tours de souplesse, n'était vraie que de leur méthode de composition, de leur tour d'esprit, de leur langue, trop souvent correcte et triste comme celle de Calvin.

Quant aux quiétistes, qui ne voit tout le mal que leur victoire eût fait à l'esprit national et à la langue? Aussi ne peut-on trop glorifier Bossuet d'avoir écrasé cette secte dans sa querelle mémorable avec Fénelon, de même qu'on ne peut trop s'étonner que ce dernier, un si beau génie, et dans ses autres ouvrages un esprit si français, ait abondé dans des subtilités si antipathiques au génie de son pays.

De tous les dogmes du catholicisme, le plus populaire peut-être, c'est le dogme de l'amour de Dieu, aimé comme auteur du salut éternel : dogme admirable, d'où naît l'activité chrétienne, avec tous ses effets, les bonnes œuvres, la prière, et généralement tous les actes qui sont accomplis en vue de cette récompense. Le christianisme en avait trouvé le principe au fond du cœur humain, où il n'y a peut-être pas d'amour absolument sans intérêt, ni de sacrifice sans quelque espoir de récompense, et il l'avait réglé, pour le plus grand nombre des hommes, par des actes et des formules que la plus antique tradition avait consacrés.

Cependant, pour faire la part de quelques esprits plus relevés et plus excellents, les héros du christianisme, l'église catholique, par l'organe de ses chefs et de ses docteurs, avait autorisé ou toléré un certain amour de Dieu moins étroitement lié à l'idée du salut éternel, et une certaine prière dans laquelle le fidèle ne faisait aucune demande et ne rappelait formellement aucune des promesses divines. Cette doctrine fort délicate était, en quelque sorte, facultative. Ceux qui la professaient pour la spéculation, et qui d'ailleurs pratiquaient tous les devoirs qui découlent du dogme de l'amour de Dieu, entendu dans le sens populaire, s'appelaient les mystiques. L'église y avait même pris quelques-uns de ses saints.

Le quiétisme, condamné en 1685 dans la personne de Molinos, n'avait été que l'exagération, poussée jusqu'à l'absurde, de l'amour désintéressé des mystiques. Il excluait l'activité à cause de ses motifs intéressés, et la prière comme impliquant

la demande et l'espérance. Il enseignait un amour de Dieu si absolument pur de tout désir du salut, si vide de tous motifs et de toute espérance, qu'il rendait inutiles les deux principaux dogmes du christianisme, la médiation du Christ et les actes. En cet état, l'âme, absorbée dans une contemplation sans fin, devenait indifférente, même à sa condamnation éternelle, pour peu qu'elle la crût dans les vues de Dieu, et y souscrivait avec une sorte de joie ; l'on vit des dévots abandonner tout commandement sur leur corps, et faire hommage à Dieu des désordres de leur vie comme de la plus absolue résignation à ses décrets. C'est ainsi que le fameux Molinos, si longtemps vanté comme un prêtre consommé dans la direction, avait vécu vingt-deux ans dans toutes les ordures, dit Bossuet, et sans se confesser. Il est vraisemblable que pour beaucoup de ces mystiques la doctrine n'était qu'une couverture pour des désordres comme ceux de Molinos; mais un bon nombre s'efforçaient de bonne foi à réunir en eux la bête et le saint.

Par ce peu que j'ai dit du quiétisme, on devine tout d'abord par quels côtés il dut attirer Fénelon, et inspirer au contraire à Bossuet une répugnance invincible et implacable. Dès leurs premières années, le tour d'esprit de ces grands hommes et la direction de leurs travaux les avaient comme préparés à cette lutte qui tint pendant trois années toute la chrétienté attentive, et qui fut un des plus beaux spectacles littéraires du XVIIe siècle.

Bossuet avait été saisi, dès ses premières études de théologie, de la suite de l'histoire de la religion. Depuis lors, et dans tout le cours de ses travaux, il n'avait pas séparé un moment les promesses divines, telles qu'elles sont enseignées dans les livres saints, de la suite et de la perpétuité de leur exécution, ni la transmission du dogme de la transmission du gouvernement ecclésiastique. Il était né, en quelque sorte, avec la vocation de défendre la tradition catholique. Il avait d'ailleurs peu de goût pour cet autre ordre de traditions, d'origine plus récente, dont se composait la religion secrète et intérieure des parfaits, et il avouait volontiers qu'il n'y était venu que fort tard, et à l'occasion des raffinements extraordinaires de dévotion qui, dans les derniers temps, s'étaient autorisés de leurs expériences.

Fénelon, non moins attaché que Bossuet au fond de la doctrine catholique, mais né avec un esprit ardent et subtil qu'attirait toute recherche des choses rares et inaccessibles, s'était senti de bonne heure entraîné vers les mystiques. Autorisé d'ailleurs par la tolérance de l'église, qui, dans les choses douteuses ou indifférentes, avait pour maxime de laisser aux esprits la liberté d'opinion, il s'était attaché de préférence aux écrits des saints solitaires. Leur génie subtil ouvrait à son esprit des horizons infinis, et leur vertu même devenait un piége pour son jugement, en lui ôtant la crainte de s'égarer sur de si saintes traces. Ses études profanes marquaient le même goût. A la différence de Bossuet, qui est plus latin que grec, Fénelon est plus grec que latin. Et parmi les auteurs grecs, il goûtait surtout Platon, dans les écrits duquel il n'est pas malaisé de trouver tous les excès des opinions idéalistes, et même le quiétisme, que Bayle y a découvert presque sans paradoxe.

II.

C'est dans cette disposition d'esprit qu'étant précepteur du duc de Bourgogne, il rencontra la fameuse Mme Guyon. Cette dame avait de la beauté, beaucoup d'es-

prit, et ce tour de piété que Fénelon admirait dans les mystiques ; elle le charma. Une amitié d'autant plus dangereuse, qu'elle était plus pure, donna à ce commerce de spiritualité toute la douceur et toute la force d'un commerce de cœur, et entraîna peu à peu Fénelon à se faire le champion de Mme Guyon.

Toute cette histoire est bien connue. Mme Guyon avait consenti d'abord à remettre tous ses papiers entre les mains de Bossuet, et avait reçu de lui, avec l'absolution, la permission de communier. Tout à coup elle sort de nouveau de sa retraite et recommence ses étranges nouveautés de la grâce dont la plénitude était telle, qu'il fallait, selon ses paroles, la délacer pour l'empêcher d'en crever, et de cet état passif « où Jésus-Christ même est un dernier obstacle à la perfection d'un cœur qui reçoit Dieu immédiatement, dans le vide de toute affection, de toute crainte, de toute espérance, de toute pensée quelconque. » C'est cet état que décrit un poëte du temps dans ce portrait fort piquant de Mme Guyon :

Ce modèle parfait, ce Paraclet nouveau
Donne du pur amour un spectacle bien beau,
Quand tout d'un coup, sentant un gonflement de grâce,
Elle crève en sa peau, si l'on ne la délace.
La grâce de dedans passant jusqu'au dehors,
Du bassin de l'esprit regorge dans le corps.
Elle en déchirerait jusqu'à son corps de jupe,
Si dans le même instant quelque dévote dupe
Ne faisait prendre l'air à cet amour sacré.
Mais du lacet enfin se voyant délivré,
Il se répand au cœur de toute l'assistance,
Et chacun le reçoit dans un profond silence (1).

Dans un siècle où les schismes religieux étaient des crimes d'état, on ne s'étonne pas que l'auteur de telles illusions fût enfermé à la Bastille, et qu'on ordonnât une recherche de toutes les personnes suspectes de les professer. Mme de Maintenon, qui, d'abord, avait goûté Mme Guyon, à cause de son esprit et de la pureté de ses mœurs, la sacrifia, non pas comme on l'a dit, aux ombrages de Louis XIV, lequel ne sut l'affaire que fort tard, mais à ses propres scrupules religieux, éveillés et commandés par ceux de Bossuet.

La conduite que tint Fénelon est moins connue. Sa bonne foi, les grâces de ses ouvrages, l'espèce de séduction que sa vertu, son exil, une opposition au moins secrète au gouvernement de Louis XIV, ont exercée sur la postérité, tout a concouru à jeter sur cette affaire une obscurité qui lui a tourné à faveur. La vérité éclaircie ne rend pas Fénelon coupable, mais elle absout Bossuet.

Il y eut d'abord de fréquents entretiens entre Bossuet, averti par la rumeur publique des progrès de la nouvelle spiritualité, et Fénelon, qui ne cachait ni son goût pour ces doctrines, ni son amitié pour celle qui les professait. Les explications furent pendant longtemps sincères et amicales. Bossuet n'avait pas de peine à pénétrer un homme qui ne cherchait pas à se dérober. Loin d'ailleurs de l'aigrir, l'obstination de Fénelon ne fit d'abord que l'inquiéter pour lui-même. Il se tâtait, dit-il, en tremblant, craignant à chaque pas des chutes après celles d'un

(1) Extrait d'une épître satirique en réponse à une lettre apologétique de l'abbé de Chanterac, vicaire général et ami de l'archevêque de Cambrai.

esprit si lumineux (1). A mesure que les entretiens, en serrant de plus près les choses, prirent le caractère de conférences, il devint de plus en plus difficile de se mettre d'accord. Fénelon éludait tout, atténuait tout. Les énormités même de Mme Guyon ne l'embarrassaient pas; elles venaient, selon lui, ou d'ignorance et d'innocence, ou du défaut de précision, ou de ce qu'on les entendait dans un autre sens que leur auteur. Rien n'était à admettre ni à rejeter tout à fait. Il fallait, répétait-il sans cesse, examiner, éprouver les esprits, selon le précepte de saint Paul. Où Bossuet voulait décider, Fénelon ne voulait qu'expliquer.

Plusieurs mois se passèrent ainsi. Enfin Mme Guyon demanda et obtint que ses écrits fussent examinés par Bossuet, par l'évêque de Châlons, depuis M. de Paris, et M. Tronson, supérieur du séminaire de Saint-Sulpice. Près d'une année y fut employée. Outre les écrits imprimés et les cahiers manuscrits de Mme Guyon, il fallait lire tout ce que Fénelon lui-même écrivait chaque jour sur la matière, soit ardeur de conviction, soit pour détourner sur lui les coups qui menaçaient son amie. Fénelon ne nommait point Mme Guyon; la nommer, c'eût été avouer l'apologie; il espérait la sauver à la faveur de quelque proposition générale qui l'eût excusée sur le fond et l'intention, sauf à l'abandonner, s'il le fallait, sur quelques excès de parole ou de plume, bien pardonnables à une femme. Il accompagnait d'ailleurs ses envois de tant de marques de soumission, d'humilité et de déférence, que ses juges, quoique épouvantés parfois de ses éblouissements, ne pressaient rien, persuadés qu'ils le ramèneraient. Il offrait de tout quitter, même sa place de précepteur, à la seule condition qu'on lui montrât clairement par où il avait péché. Il ne voulait qu'être convaincu, comme s'il était possible de convaincre un homme de bonne foi que trompent ses lumières et sa vertu.

Il fallait pourtant en finir. Bossuet et les deux prélats ses confrères se mirent d'accord sur un certain nombre d'articles qui réglaient toute la matière, et ils en firent un formulaire auquel Fénelon fut invité à souscrire. Il disputa longtemps, faisant des restrictions sur chaque article; mais, pressé par les prélats, il céda, soit triomphe de la vérité chrétienne, soit l'effet d'un changement de fortune qui l'avait rendu ou indifférent ou plus facile sur des choses de pure spéculation. Ce fut en effet dans l'intervalle, entre la rédaction et la signature de ce formulaire, que Louis XIV appela Fénelon à l'archevêché de Cambrai. Entre sa nomination et sa consécration, cette facilité persista. Bossuet, qui devait être son consécrateur, raconte dans la *Relation* que, deux jours avant la cérémonie, le nouvel archevêque, à genoux, baisant la main qui devait le sacrer, la prenait à témoin qu'il n'aurait jamais d'autre doctrine que celle de son consécrateur. Fénelon a nié ce fait; mais son démenti ne peut prévaloir contre Bossuet donnant pour vrai ce qui était si vraisemblable.

Devenu archevêque, Fénelon changea de conduite. Bossuet avait expliqué dans un livre les articles du formulaire (2). C'était le détail authentique et le résumé de tout ce qui avait été dit dans les conférences d'où ce formulaire était sorti. Ce livre avait été écrit de concert avec les deux prélats, lesquels y donnèrent l'approbation ecclésiastique. Il y manquait celle de Fénelon. Bossuet la lui demanda. Fénelon refusa de lire le livre. Son motif, c'était que certaines maximes de Mme Guyon y étaient textuellement censurées; en souscrivant à l'écrit de Bossuet,

(1) *Relation du Quiétisme.*
(2) *Instructions sur les états d'oraison.*

il se rendait complice de la persécution dont cette dame était l'objet. Il y avait un autre motif que sa vertu lui dérobait. L'archevêque de Cambrai ne voyait plus les choses du même œil que l'abbé de Fénelon. Ce que le modeste ecclésiastique avait proposé à titre de restrictions discrètes était devenu pour le prince de l'église des dogmes dont il ne pouvait faire le sacrifice à personne. Avant son sacre, il avait souscrit au formulaire; après son sacre, sa conscience l'empêchait de souscrire au commentaire qu'en avait rédigé Bossuet d'accord avec les deux prélats qui avaient concouru à le dresser. Le fond n'avait pas changé, l'abbé de Fénelon n'était pas moins déclaré pour le pur amour que l'archevêque de Cambrai : c'était la même opiniâtreté dans l'attachement au sens propre ; mais tant qu'il avait eu à ménager sa fortune à venir, involontairement plutôt que de dessein formé, cette opiniâtreté s'était dissimulée sous d'humbles doutes et sous mille promesses de se détacher de ses idées aux premières raisons qui lui en feraient voir le faux. Arrivé au faîte, toutes ces grâces qui la paraient avaient fait place à la sécheresse d'un refus offensant.

De ce refus hautain date cette guerre de deux années entre les deux plus grands prélats de la chrétienté, et cette suite d'écrits dont l'abondance et la force firent l'admiration de ceux mêmes que touchait médiocrement le côté de pure théologie : guerre acharnée, où l'avantage de l'orthodoxie n'est pas le seul qui soit démeuré à Bossuet.

III.

On s'explique à merveille comment on ne put ni par persuasion, ni par menace, arracher à Fénelon un acte ou une parole qui condamnât Mme Guyon. Si l'habit d'archevêque jetait quelque peu de ridicule sur ce dévouement chevaleresque, nul habit n'eût justifié une autre conduite envers une femme de mœurs d'ailleurs irréprochables. Ce qui s'explique moins aisément, c'est que Fénelon se fût laissé prendre aux illusions de cette femme. Je reconnais là celui que Louis XIV appelait « le plus chimérique des beaux esprits de son royaume. » En effet, le chimérique dominait dans cet esprit d'ailleurs si lumineux et si juste. C'est le chimérique qu'il avait tout d'abord cherché dans la religion, en s'y attachant aux auteurs mystiques. Il n'avait pas eu assez de l'abîme des mystères pour exercer sa subtilité ; il lui avait fallu quelque chose de plus que la foi intelligente, ce problème sur lequel s'était consumée l'âme de Pascal. Cherchant aussi le chimérique dans la vertu, il ne s'était pas contenté de la pureté laborieuse et pleine de combats des saints, et il voulait arriver à celle des parfaits, espèce de saints qui échappaient à la lutte par l'inaction, ou plutôt, et n'est-ce pas là le comble du chimérique? il aspirait à réunir en lui tous les caractères et toutes les dispositions, et à être à la fois le docteur de la tradition et le mystique de l'expérience propre, le saint et le parfait. Doué d'ailleurs d'une imagination tendre et d'une âme passionnée, dans une condition qui lui interdisait de donner son cœur à aucune créature vivante, il ne trouva que Dieu qui lui fît connaître la douceur d'aimer impunément. Encore craignait-il de se trop aimer lui-même dans cet amour, et c'est ce qui lui fit imaginer cette étrange échelle de cinq manières d'aimer Dieu, de cinq amours de Dieu, avec lesquels se combinait, dans des proportions décrois-

santes, un mélange d'intérêt propre, et dont le dernier était cet amour entièrement désintéressé, sans espérance, sans crainte, sans alliage d'aucun sentiment humain, lequel formait le suprême état de perfection enseigné par les quiétistes.

Quand Fénelon rendit cette doctrine publique dans son fameux livre des *Maximes des Saints,* tout le monde s'écria que le quiétisme ressuscitait. Il fit d'incroyables efforts de souplesse pour se tenir séparé des quiétistes, comme, avant lui, les jansénistes pour se distinguer de Calvin; mais il ne persuada personne. La méthode même de son livre eût suffi pour le rendre suspect. Voulant faire voir le vrai et le faux sur chaque point où le pur amour et le quiétisme pouvaient se toucher, il avait placé en regard de chaque proposition fausse et condamnable la proposition qu'il estimait vraie et autorisée par les parfaits : mais tantôt les différences étaient si insensibles qu'on pouvait douter qu'il en tînt sincèrement compte; tantôt il paraissait mettre tant d'indifférence ou de complaisance en exposant le faux, et si peu de soin à le faire haïr, qu'on n'était pas persuadé qu'il n'y eût pas le même goût qu'au vrai; outre que, par l'effet même de sa bonne foi, dans un livre où il prétendait se distinguer des quiétistes, Fénelon n'avait trouvé ni à blâmer ni même à mentionner Molinos, oubli qui pouvait être interprété tout au moins comme le manque d'une répugnance présente et forte. Mme de Maintenon, qui ne lui fut jamais malveillante, l'image même du sens commun dans le grand siècle, disait, à l'époque où l'affaire se jugeait à Rome : « Si M. de Cambrai n'est pas condamné, c'est un fier protecteur pour le quiétisme. » Tout le monde pensait comme Mme de Maintenon.

Assurément, les deux doctrines ne se ressemblaient pas plus par le fond des intentions que les deux hommes par le caractère et la vie. Selon Molinos, il fallait aimer Dieu jusqu'à souscrire à sa condamnation éternelle, si on la croyait dans les desseins de Dieu : d'où l'indifférence pour tous les actes qui, selon la tradition chrétienne, nous rachètent de la condamnation, et pour l'espérance qui nous excite à les accomplir. L'amour de Dieu sans acte, au sein du désespoir, était toute la religion des quiétistes honnêtes gens; pour les grossiers, outrant le raisonnement, ils se laissaient aller au désordre et à l'ordure pour mériter du moins la condamnation à laquelle ils avaient souscrit. Le pur amour de Fénelon n'excluait ni la confiance dans les promesses de béatitude éternelle ni les actes dont elle est le prix; mais il les reléguait parmi les motifs inférieurs. L'un abandonnait les actes comme inutiles; l'autre les discréditait comme insuffisants pour les parfaits. On sent combien, malgré leurs différences, les deux doctrines étaient près de se toucher.

Si ce n'était pas trop de tout l'esprit de Fénelon pour se jouer sur cette lame, ce n'était pas assez d'une vertu ordinaire pour ne pas glisser du quiétisme des honnêtes gens dans les désordres de Molinos. Certes le commerce de Fénelon avec Mme Guyon a été irréprochable, et c'est le triomphe de sa vertu qu'aucun de ses ennemis n'ait osé en douter. Pourtant cette amitié même, que Bossuet eut le grave tort de comparer à celle qu'inspirait Priscille (1) à l'hérésiarque Montan, était le principal défaut de la doctrine du pur amour, car il avait eu besoin, pour en traiter, de l'imagination ardente et de l'esprit curieux et mal assuré d'une femme (2);

(1) Dame phrygienne qui avait quitté son mari pour suivre Montan ou Montanus, hérésiarque du IIe siècle, lequel se faisait passer pour prophète et faiseur de miracles; il mourut, à ce qu'on croit, sous Caracalla, en 212.

(2) Leibnitz voulait faire traiter cette matière par les femmes. « Rien, dit-il, n'est plus

et de même qu'il fallait une force prodigieuse d'esprit pour se tenir suspendu sur l'abîme du quiétisme, de même il fallait la vertu des anges et des solitaires pour garder la pureté dans une amitié avec une femme jeune et passionnée, qui empruntait à la langue de l'amour tous les termes de sa spiritualité.

Lui-même reconnaissait dans sa doctrine certains caractères qui auraient dû l'en garantir, si la bonne foi et l'opiniâtreté ne l'eussent aveuglé. Le livre des *Maximes,* disait-il, n'était pas utile à tout le monde ; il ne convenait qu'à certaines âmes, dans un certain état. Quelques personnes, il en convenait, abusaient du pur amour et de l'abandon. « Je sais, écrivait-il à un ami, que des hypocrites, sous de si beaux noms, renversent l'Évangile (1). » Comment donc s'arrêtait-il là, au lieu de conclure qu'il y avait sagesse à ôter *les beaux noms* aux hypocrites? N'est-ce point par les effets que se jugent les doctrines? Or, quelles marques plus sûres du danger d'une doctrine que son inutilité pour le plus grand nombre, et l'abus qu'en peuvent faire les hypocrites?

Dans un moment d'impartialité et de calme, peut-être après sa soumission, il écrivait d'une personne d'Arras, qui se croyait dans cet état particulier où, selon lui, la doctrine du pur amour porte tous ses fruits : « On ne se trompe point, quand on ne veut rien voir et qu'on ne s'arrête à rien de distinct pour le voir, excepté les vérités de l'Évangile. Il arrive même souvent que les lumières sont mélangées : auprès de l'une qui est vraie et qui vient de Dieu, il s'en présente une autre qui vient de notre imagination et de notre amour-propre ou du tentateur, qui se transforme en ange de lumière (2). » Que dire de plus juste de cette corruption insensible qui fait tourner les lumières mêmes en illusions et en mouvements de vanité? J'aurais cru ce passage de Bossuet, si je ne l'avais lu dans Fénelon.

Bossuet avait donc bien raison de se déclarer ouvertement contre la doctrine du pur amour, et de la condamner pour les effets mêmes que, de l'aveu de Fénelon, elle produisait chez certaines personnes. Le représentant du catholicisme, c'est-à-dire de l'universel, devait repousser une doctrine à l'usage d'esprits de choix, d'âmes placées dans un certain état, et qui corrompait l'excellence même du christianisme, qui est d'être la religion de tout le monde, des esprits de toute nature et de tout état. L'amour pur substituait au christianisme populaire une sorte de christianisme de conférences secrètes et mystérieuses, un christianisme de beaux esprits, faisant leur nécessaire de ce qu'ils déclaraient n'être pas utile à tout le monde, et qualifiant eux-mêmes leur piété de *piété distinguée.* C'était, en effet, leur prétention de ne rien dire comme les autres, et la religion eut aussi ses précieuses. L'abbé de Chanterac, qui était du clergé et des amis de Fénelon, homme d'esprit et de vertu d'ailleurs, écrivait que le crime de la doctrine était sa sublimité même, et que le tort de Fénelon était cette plénitude qu'on prenait dans les apôtres pour de l'ivresse (3).

Un préjugé fâcheux pour le pur amour, c'est qu'il avait pour partisans les enne-

de la juridiction des femmes que les notions de l'amour, et comme l'amour divin et l'amour humain ont une notion commune, les dames pourront fort bien approfondir cette pensée de la théologie. » (Extrait d'un précieux volume publié par M. Cousin sous le titre de *Mélanges philosophiques.*)

(1) Lettres de Fénelon.

(2) Lettres de Fénelon.

(3) Correspondance de Fénelon.

mis de Pascal, les jésuites, ceux dont l'influence avait fait effacer du livre des *Hommes illustres contemporains*, de Perrault, les vies et les images d'Arnauld et de l'auteur des *Provinciales*, ceux qui, par dépit contre Racine, dont l'archevêque de Paris empruntait la plume pour réfuter Fénelon, donnaient pour sujet de thèse à leurs écoliers : *Racinius an est poeta? an est christianus* (1)? ceux dont Bossuet disait, même dans le fort de la dispute : « Leur crédit n'est pas si grand que leur intrigue. » Il ne faut rien exagérer, ni rendre la pureté de Fénelon responsable des excès stigmatisés dans les *Lettres provinciales ;* mais c'était une mauvaise circonstance que d'être soutenu par une secte qui avait toujours subordonné la vérité de la doctrine à l'intérêt du corps, et qui favorisait toutes les imaginations du sens propre à cause de la prise qu'elle avait par là sur tous ceux qui s'y abandonnaient, croyant se rendre plus indépendants (2).

Ce fut un autre tort de la doctrine du pur amour d'avoir pour champion le fameux protecteur de Pradon contre Racine, le duc de Nevers, lequel avait loué les deux théâtres où se donnaient les deux *Phèdre,* afin de remplir celui où se jouait la pièce de Pradon, et tenir vide celui où se jouait la *Phèdre* de Racine. Le duc de Nevers défendit les *Maximes des Saints* dans des vers aussi secs que les doctrines de ce livre et aussi prosaïques que ceux de son protégé Pradon. Voltaire trouve néanmoins à louer de ce duc un portrait satirique de l'abbé de Rancé, qui n'est que médiocre. A la vérité, c'étaient des vers de grand seigneur, et il y était mal parlé d'un moine ; double mérite aux yeux de Voltaire.

Fénelon avait en outre l'appui du fameux Le Tellier, qui laissa voir son inclination jusqu'à entraver la publication du livre de Bossuet sur les *États d'oraison.* Cet appui était d'ailleurs secret. Sauf ce père, personne de marque dans l'église ne s'engagea ouvertement dans la cause du pur amour, et Bossuet avait le droit de dire, dans sa *Relation :* « L'épiscopat n'a pas été entamé, et M. l'archevêque de Cambrai ne peut citer pour son sentiment aucun docteur qui ait un nom. » Au contraire, de grands noms dans l'église et dans les lettres vinrent en aide à Bossuet et à ses deux collaborateurs. L'abbé de Rancé, Nicole, Racine, prirent la plume contre le pur amour. Nicole, qui retrouvait les jésuites sous les quiétistes, avait réfuté ces derniers dans un livre où Fénelon voyait « la plus implacable critique des mystiques (3). » L'abbé de Rancé, dans une lettre d'une modération et d'une clarté admirables, se prononça contre l'archevêque de Cambrai avec l'autorité que lui donnaient quarante années de solitude employées à méditer sur la perfection chrétienne. Pour Racine, j'ai dit qu'il avait prêté à l'archevêque de Paris une plume que conduisait certainement la plus pure conviction.

Presque tout le public éclairé se rangeait du côté de Bossuet, à Paris comme dans les provinces. C'était le savant abbé Nicaise de Dijon, le correspondant de Leibnitz et de nombre d'hommes éminents de l'époque, lequel, chose remarquable, attaquait les nouveaux quiétistes comme ennemis des belles-lettres (4). C'était

(1) Racine est-il un poëte? Racine est-il chrétien?

(2) « Les pères jésuites, dit l'abbé de Chanterac, jugent bien autrement le livre des *Maximes ;* ils l'approuvent, ils le louent, ils le défendent, etc. » (Correspondance de Fénelon.)

(3) Correspondance de Fénelon.

(4) *Mélanges philosophiques,* par M. Cousin.

Mlle de Scudéry, dont on sait combien l'esprit valait mieux que les livres, et qui écrivait à ce même abbé Nicaise ces paroles si sages : « Je ne veux point me mêler dans une dispute d'une matière si élevée, et je me tiens en repos, en me bornant aux commandements de Dieu, au nouveau Testament et au *Pater ;* car je crois, ajoute-t-elle, qu'une prière que Jésus-Christ a consignée ne contient pas un intérêt criminel, quoique Mme Guyon la regarde comme une prière intéressée, ce qui renverserait les fondements du christianisme. » Un autre correspondant de l'abbé Nicaise, l'abbé Bourdelot, lui écrit : « Depuis la *Relation sur le Quiétisme*, M. de Cambrai est tombé dans le dernier mépris, et on en veut mal à M. l'archevêque de Paris et à M. de Meaux de l'avoir laissé faire archevêque, sachant tout ce qu'ils en savaient... Tant qu'il n'a été question que du dogme, il partageait les esprits; mais l'histoire et les faits l'ont accablé. » Il n'y a rien là que de vrai. Ce qui le prouve entre mille choses, c'est la conduite de ce même Perrault, qui, par complaisance pour les jésuites, avait retranché Arnauld et Pascal de ses *Contemporains illustres,* et qui, contraire d'abord à Bossuet, vint lui offrir, après la *Relation*, ses excuses et ses compliments.

Il parut, durant cette querelle, divers écrits en vers ou en prose, où le bon sens public donnait gain de cause à Bossuet. On en fit un recueil, où tout est à lire, même la préface, dont certains passages sont d'une excellente plume, et qui traite d'ailleurs Fénelon avec le respect qu'il méritait. « L'homme, y est-il dit, est vain jusque dans ce qui le devrait le plus rabaisser et humilier. Il veut renchérir sur tout, aller au delà de Dieu, s'il pouvait ; et ne le pouvant pas, il veut raffiner sur la manière de lui rendre le culte si simplement exprimé dans les Écritures. » Et plus loin : « On s'élève et on se guinde à des subtilités abstraites et impraticables qui deviennent dangereuses par leur impossibilité même et qui peuvent faire croire que la religion dépend de nos idées, et qu'elle en est le pur ouvrage. En voulant n'être rempli que de la grandeur de Dieu et du Créateur, l'on néglige souvent de réfléchir sur le néant de la créature, sur sa faiblesse et son impuissance, sur le besoin qu'elle a d'être animée et soutenue par l'idée même de son bonheur pour éviter le désespoir et sa propre destruction (1). »

La pièce la plus piquante du recueil, c'est une paraphrase du *Pater noster* par les quiétistes. En voici trois couplets ; la paraphrase est en regard du texte :

Adveniat regnum tuum.	Votre royaume a des appas Pour des âmes intéressées; Les nôtres d'un motif si bas Se sont enfin débarrassées. S'il vient, il nous fera plaisir; Mais Dieu nous garde du désir!
Panem nostrum quotidianum da nobis hodie.	Seigneur, notre pain quotidien Ne peut être que votre grâce; Donnez-la-moi, je le veux bien, Ne la donnez pas, je m'en passe. Que je l'aïe ou ne l'aie pas, Je suis content dans les deux cas.

(1) Recueil de diverses pièces sur le quiétisme.

Et ne nos inducas in tentationem.

Seigneur, si votre volonté
Me met à ces grandes épreuves
Qui désespèrent le tenté,
Mon cœur, pour vous donner des preuves
De mon humble soumission,
Consent à la tentation (1).

Bossuet n'eut pas d'abord pour lui le roi et Mme de Maintenon, ou, s'il les eut, ce fut d'autorité plutôt que par leur penchant. « Il n'y a rien à en attendre, écrivait-il à son neveu, que des choses générales dans l'occasion. » On sait que les jésuites étaient à la cour les garants de l'orthodoxie de Fénelon; il y était d'ailleurs fort soutenu par les ducs de Beauvilliers et de Chevreuse, dont il était l'âme, et par l'affection que le duc de Bourgogne gardait à son ancien précepteur; mais Bossuet finit par entraîner tout.

Le plus considérable de ses partisans fut Leibnitz. L'adhésion de Leibnitz est d'autant plus décisive qu'elle venait d'un protestant, et que bon nombre de protestants penchaient pour Fénelon à cause du schisme qu'il introduisait dans l'église catholique, et par hostilité contre Bossuet, qui leur avait porté un coup si rude dans son *Histoire des Variations*. L'opinion de Leibnitz sur la querelle entre Bossuet et Fénelon est le jugement même de la postérité. Il n'y a rien à y changer.

D'abord, sur le premier bruit des préventions dont le livre des *Maximes* est l'objet, il incline vers Fénelon comme vers l'opprimé : « Ne fait-on pas un peu de tort à M. l'archevêque de Cambrai? écrit-il à l'abbé Nicaise. Je me défie toujours un peu du torrent populaire, et toutes les fois que j'entends crier *crucifige!* je me doute de quelque supercherie. » Puis, après avoir lu les écrits des deux prélats, il se range du côté de Bossuet. Il approuve fort la lettre de l'abbé de Rancé. Il trouve excellents les vers de Boileau sur le pur amour :

C'est ainsi quelquefois qu'un indolent mystique,
Au milieu des péchés tranquille fanatique,
Du plus parfait amour pense avoir l'heureux don
Et croit posséder Dieu dans les bras du démon (2).

Selon les apparences, pense-t-il, Mme Guyon est une orgueilleuse visionnaire, et l'archevêque de Cambrai a été trompé par son air de spiritualité. Enfin il approuve la conduite de Louis XIV faisant cesser la dispute, et il loue jusqu'au bref ou bulle du pape, dit-il, qui condamnait Fénelon. « Je suis, conclut-il, prévenu pour

(1) Voici pour des goûts plus grossiers et pour ceux qui doutaient fort injustement de la vertu de Mme Guyon :

Un prélat, certain jour, exhortant la Guyon,
S'informait si des sens chaque tentation
Du pur amour divin ne l'avait point tirée.
La dévote lui répondit
Que, comme un autre Saint-Esprit,
Lacombe l'avait obumbrée.

Le père Lacombe avait été le directeur de Mme Guyon.

(2) Épître sur l'amour de Dieu.

deux choses : l'une est l'exactitude de M. de Meaux, l'autre est l'innocence de M. de Cambrai (1). »

Cette innocence n'était contestée de personne. Mme de Maintenon, qui ne voulait point le perdre, lui en rend un bel hommage. « S'il n'était pas trompé, écrivait-elle, il pourrait revenir par des raisons d'intérêt. Je le crois prévenu de bonne foi ; il n'y a donc plus d'espérance. » Les bons esprits ne doutaient pas plus de la bonne foi de Fénelon que de l'exactitude de Bossuet. Pour l'innocence de ce dernier, certaines gens en doutaient, disant tout haut que le livre des *Maximes* eût été orthodoxe, si Fénelon n'avait pas été précepteur du duc de Bourgogne. Voici ce que leur répondait Bossuet : « Quant à ceux qui ne peuvent se persuader que le zèle de défendre la vérité soit pur et sans vue humaine, ni qu'elle soit assez belle pour l'exciter toute seule, ne nous fâchons point contre eux. Ne croyons pas qu'ils nous jugent par une mauvaise volonté, et après tout, comme dit saint Augustin, cessons de nous étonner qu'ils imputent à des hommes des défauts humains (2). » Aveu d'autant plus noble que Bossuet semble reconnaître comme possible, sinon confesser comme délibéré et volontaire, tout ce qui lui échappa au delà des droits de la polémique. Ma passion pour la gloire de Bossuet ne va pas jusqu'à nier ce qu'il y eut d'outré dans ses démarches à la cour de Rome, où d'ailleurs il n'était que trop bien servi par son neveu, homme opiniâtre, faisant bien plus les affaires de l'influence temporelle de son oncle que celles de sa foi, mais d'ailleurs d'un talent et d'une fermeté d'esprit nullement méprisables.

Ce sont les amis surtout et les proches qu'il faut accuser de ce qui fut employé d'armes mauvaises dans ce magnifique combat. C'est l'abbé de Chanterac du côté de Fénelon, et l'abbé Bossuet du côté de l'évêque de Meaux, qu'il faut rendre responsables, l'un de ce fonds d'orgueil que Fénelon nourrissait sous cette piété inaccessible, l'autre de la vivacité qui poussa Bossuet, soit à livrer des secrets qu'il aurait dû tenir ensevelis, soit à conseiller les menaces pour arracher au saint-siége une prompte condamnation. Dans les débats des esprits supérieurs, ceux de leurs amis qui ne les peuvent suivre dans cette sphère, où la vérité les domine invinciblement et les détache de toute vue humaine, ne s'intéressent qu'à leurs faiblesses et à leurs arrière-pensées, et pour le profit qu'ils en espèrent tirer; et il n'arrive que trop souvent, aux jours où l'attrait de la vérité s'affaiblit pour les deux adversaires, qu'excités par des subalternes intéressés ou aveugles, ils laissent arriver dans leur intelligence ces vues humaines qui se mêlent insensiblement aux plus pures lumières.

Il ne faut donc pas s'étonner qu'il y ait eu des fautes commises de part et d'autre, du côté de Bossuet par emportement, du côté de Fénelon par cette habileté qui fut si prodigieuse qu'elle fit mettre en doute sa sincérité, et que la magnanimité même de sa soumission après le bref du pape fut interprétée comme l'action d'un habile homme. C'est encore le grand Leibnitz qui en juge ainsi. « M. l'archevêque de Cambrai, écrit-il, s'est mieux tiré d'affaire qu'il n'y était entré. Il en est sorti *en habile homme*, et il y était entré sans penser aux suites qu'elle pouvait avoir. » Ce jugement est celui d'un homme de génie qui ne voyait pas de loin et d'en bas, comme la foule, la conduite de Fénelon avec l'illusion de la distance; il la voyait de près, et pour ainsi dire de plain-pied, par cette

(1) *Mélanges philosophiques*, publiés par M. Cousin.
(2) *Relation du Quiétisme.*

connaissance qu'ont de leurs égaux les hommes supérieurs. Il apercevait le calcul jusque dans la soumission, et ce fameux mandement par lequel Fénelon faisait connaître à ses diocésains la condamnation dont l'avait frappé le saint-siége, Leibnitz n'y voyait que l'acte d'un *habile homme.*

Dix ans plus tard, dans une lettre au père Le Tellier, confesseur de Louis XIV, qui pensait à le remettre en grâce auprès du roi, Fénelon prouvait combien Leibnitz avait vu juste. Parlant de sa condamnation et de la doctrine qui avait triomphé, il dit : « Celui qui errait a prévalu; celui qui était exempt d'erreur a été écrasé. » Il est vrai qu'il ajoute, comme pour ne pas démentir le fameux mandement de soumission : « Dieu soit béni, je ne compte pour rien non-seulement mon livre, que j'ai sacrifié à jamais avec joie et docilité à l'autorité du saint-siége, mais encore ma personne et ma réputation. » C'est toujours, et jusqu'à la fin, l'homme et le rôle, et une admirable vertu qui en purifie et en rend aimable la contradiction.

Le combat de ces deux grands prélats est un des plus beaux souvenirs de l'histoire de notre littérature. Chacun y déploya, outre les qualités propres à son génie, les qualités de sa cause ; mais la supériorité fut pour celui qui défendait la bonne. Le fameux livre des *Maximes des Saints,* d'où naquit le scandale, parut avant les *États d'Oraison* de Bossuet. Ce livre n'est qu'un recueil de propositions et de formules, le plus souvent inintelligibles même pour le temps. « Je ne puis, disait M. Tronson, esprit profond et grave théologien, je ne puis qu'estimer ce que j'y entends et admirer ce que je n'y entends pas. » Un style sec, quoique précis et facile, point d'onction, rien pour le cœur, des axiomes d'une théologie sans date et sans tradition, une piété qui ne prie ni n'espère, et d'ailleurs aucune des qualités aimables de l'auteur de *Télémaque :* tel est ce livre; la cause de Fénelon avait gâté son génie (1).

Il n'en est pas de même du livre des *États d'Oraison.* C'est un historique vif et intéressant de l'origine et des progrès de la doctrine des auteurs mystiques. Bossuet se donne d'ailleurs beaucoup de liberté dans des matières qui ne se recommandaient ni de l'autorité des livres saints, ni de la parole de Jésus-Christ, ni de celle des apôtres, ni des décrets des conciles, et dont la tradition remontait à peine à quatre ou cinq siècles. Il avouait à Fénelon qu'avant ces disputes sur l'oraison passive et le pur amour, il avait négligé les auteurs mystiques dont les livres, disait-il, ne sont bons qu'à demeurer « inconnus dans des coins de bibliothèque avec leur langage exagératif et leurs expressions exorbitantes (2). »

Gerson en avait parlé dans les mêmes termes deux siècles auparavant, lorsque ayant à surveiller *les amants de Dieu* de son temps, il qualifiait leurs travers d'*insanias amantium, imo et amentium,* folies d'amants *ou plutôt folies de fous.* Bossuet, malgré son respect, n'épargne pas même les plus saints, pour peu que leurs expériences ne soient pas conciliables avec la doctrine de l'église. Ni saint François de Sales, ni sainte Thérèse, ni le bienheureux Jean de Lacroix, ne peuvent prévaloir contre les principes et le bon sens. Il faut à Bossuet « des expé-

(1) Voici ce que disent du style Bossuet et ses deux collaborateurs, l'évêque de Chartres et l'archevêque de Paris, dans une déclaration en latin, adressée au pape Innocent XII : « Aussi, en général, le style du livre est-il tellement entortillé ou embarrassé (*tortuosus ac lubricus*), qu'à peine en peut-on tirer un sens certain en plusieurs endroits, après s'y être appliqué; ce qui est la marque d'une doctrine sans principe et sans suite, où l'on ne cherche par tant de correctifs que des faux-fuyants et des détours. »

(2) *Instructions sur les états d'oraison.*

riences solennelles et authentiques, celles des prophètes, des apôtres et des saints pères qui les ont suivis, et non pas des expériences particulières qu'il est difficile ni d'attribuer ni de contester à personne par des principes certains. » C'est ainsi que, dans cette matière si au-dessus du sens commun, il reste, comme en toute autre, attaché au sens commun, discernant ce que ces subtilités cachaient de réel, et s'arrêtant toujours à la limite de l'intelligible. Le chrétien conduit par un tel guide peut tenter impunément les expériences des parfaits, et le curieux qui cherche la philosophie sous la théologie reconnaît dans les doctrines défendues par Bossuet le cœur et l'esprit de l'homme mieux compris, et, dans l'art qu'il met à les défendre, la méthode éternellement la meilleure pour rechercher et exposer toute espèce de vérité.

Le livre de Fénelon parut un peu après celui de Bossuet. Il l'avait fait lire en manuscrit à l'archevêque de Paris et à l'évêque de Chartres, qu'il essayait, en habile homme, Leibnitz a autorisé le mot, de séparer de l'évêque de Meaux. Ce fut une nouvelle blessure pour Bossuet. On se cachait de lui, on le voulait brouiller avec ses confrères, et peu s'en était fallu que Fénelon n'y réussît, car il obtint d'abord pour son livre une sorte d'approbation, que les deux prélats lui retirèrent ensuite avec éclat, parce qu'il n'en sut pas user discrètement.

Pendant que Rome examinait ce livre avec la lenteur propre au saint-siége, la guerre de plume commença entre les deux adversaires. Les écrits se succédaient sans interruption. A Rome, on se disputait les juges par des traités *ex professo* écrits en latin; à Paris, on se disputait les spectateurs par des attaques et des répliques en français. Quatre lettres de Fénelon, pleines de vivacité et d'esprit, mirent d'abord le public de son côté. Il y atténuait tout; il répandait de la grâce sur les arides formules du livre des *Maximes*. Tous les esprits cultivés qu'il conviait, par de si agréables avances, à prendre sa défense, lui surent gré de les rendre compétents, par tant de précision et de clarté, dans une matière de théologie si ardue. On admirait cet air de résignation et de candeur; on se laissait prendre à ces offres de soumission sous lesquelles perçaient l'assurance et l'opiniâtreté, à cette sensibilité qui touchait les femmes. Une première disgrâce de cour vint ajouter au charme. Louis XIV avait relégué Fénelon à Cambrai. Le succès de ces lettres fit dire à Bossuet : « Qui lui conteste l'esprit? Il en a jusqu'à en faire peur, et son malheur est de s'être chargé d'une cause où il en faut tant. » Pour lui, il répondit avec sa vigueur et sa simplicité ordinaires, se renfermant jusqu'à la fin dans l'exactitude, pensant plus aux juges qu'aux curieux. « Pour des lettres, écrivait-il à Fénelon, composez-en tant qu'il vous plaira; divertissez la ville et la cour, faites admirer votre esprit et votre éloquence, et ramenez les grâces des *Provinciales;* je ne veux plus avoir de part au spectacle que vous donnez au public. »

Sauf quelques passages où l'aigreur avait peine à se cacher, la polémique n'avait porté jusqu'alors que sur les doctrines; mais les lenteurs du saint-siége, auprès duquel Fénelon avait de puissants amis, un premier jugement où les voix s'étaient partagées, tant de raffinements nés de la dispute, toute cette mauvaise fertilité, comme l'appelle Bossuet, des esprits subtils, lui donnèrent l'idée, je devrais dire la tentation, d'en venir aux personnalités. L'impatience l'avait gagné. Il sentit que tout ce qui lui restait à vivre se serait consumé vainement à poursuivre un adversaire qui, par mille tours de souplesse, échappait à toutes les prises; car comment réduire cette opiniâtreté qui affectait toutes les offres de soumission et

d'obéissance? Comment arracher une concession à un homme toujours prêt à céder, disait-il, pourvu qu'on lui marquât avec précision les endroits et les sens condamnables, et qui n'était jamais d'accord ni du sens, ni de l'endroit qu'on lui marquait? L'attaquait-on par le sens direct, c'est par l'indirect qu'il se défendait, et de quelque côté qu'on le prît, ou bien il n'avait pas dit ce qu'on lui faisait dire, ou bien on ne lui faisait pas dire ce qu'il avait dit. Lui opposait-on quelque endroit noté comme erroné : il y avait fait des correctifs auxquels on n'avait point eu d'égard. Lui montrait-on qu'il s'était contredit en soutenant deux propositions opposées et également absolues, l'une des deux, disait-il, ne devait être entendue qu'au sens relatif. Ce n'était pas mauvaise foi : il n'est pas donné à la mauvaise foi d'être si opiniâtre, car, comme elle a pour mobile un intérêt, il suffit d'un intérêt plus grand pour la faire céder; mais la bonne foi d'un esprit subtil et chimérique lasserait la raison du genre humain.

Quoi qu'il en soit, Bossuet perdit patience, et, passant des doctrines aux faits, il publia la *Relation du Quiétisme,* livre admirable dont les belles et faciles réponses de Fénelon ne purent affaiblir l'effet. Ce livre ruinait les doctrines de l'archevêque de Cambrai par les vrais principes, présentés de nouveau et résumés avec une invincible exactitude, et par les motifs secrets que Bossuet n'aurait pas dû trahir. On ne vit plus une question de dogme, mais un prince de l'église, un archevêque, un esprit supérieur, devenu le sectaire d'une femme que les plus indulgents tenaient tout au moins pour folle. Vainement, dans ses réponses, Fénelon prodigua la dignité et les grâces ; sa générosité même se tournait contre lui, car en affectant de donner le nom d'*amie* à Mme Guyon, il découvrait son illusion ; et si la charité eût alors parlé au cœur de Bossuet, il eût regretté d'avoir réduit son adversaire à avouer un commerce qui ne pouvait être que coupable ou ridicule. A la vérité, la vertu de Fénelon n'avait pas permis qu'il fût coupable; mais la supériorité de son esprit n'avait pas empêché qu'il fût ridicule. En tout cas, l'explication de sa conduite dépendait du caprice des jugements humains, et ce fut le comble du scandale et de la disgrâce que quelqu'un pût se croire le droit de douter de l'innocence de Fénelon.

On sait le dénoûment de cette affaire. Fénelon fut traité en vaincu; on l'accabla dans sa personne et dans ses amis. Louis XIV avait demandé à Rome l'examen des *Maximes des Saints ;* il finit par en exiger la condamnation. La bulle du pape vint enfin frapper l'archevêque de Cambrai : il était prêt pour un triomphe décent comme pour une défaite habilement supportée. Quoique le coup l'eût frappé au cœur, nul ne s'aperçut qu'il était blessé, et, pareil à ce lutteur rhodien de son *Télémaque* qui, renversé par le fils d'Ulysse, tâche encore de le mettre dessous (1), il sut faire un dernier tort à son vainqueur de la grâce même avec laquelle il tomba.

IV.

Quoique les armes n'aient pas toujours été bonnes, la victoire a été juste. Juste en ce qui touche le dogme, elle l'a été pareillement pour qui ne regarde dans cette querelle fameuse que les principes des deux adversaires, les conséquences géné-

(1) Livre V.

rales de ces principes pour la conduite de l'esprit, et enfin le côté par lequel une lutte entre deux des plus grands écrivains de notre pays peut intéresser notre littérature et notre langue.

Le principe fondamental de Bossuet, c'est la tradition, le catholique, l'universel, le *nous*. Le principe de Fénelon, c'est le particulier, et s'il y a tradition, tout au plus, une tradition d'hier; c'est l'expérience personnelle, le *moi*. En d'autres termes, Fénelon part du sens individuel ; Bossuet du sens commun. Ces deux principes sont également légitimes ; c'est la lutte sans cesse renouvelée du sens individuel et de ses expériences contre la discipline et la tradition, qui fait la vie des sociétés humaines. Les révolutions ne sont autre chose que le combat, rendu sanglant par les passions qui s'y mêlent, du principe du sens propre, d'où naît l'activité et l'invention, et du principe du sens commun et de la tradition, d'où naît l'ordre, la règle, la hiérarchie, l'esprit de conservation si nécessaire pour balancer et pour contenir l'esprit d'invention. C'est pour ce grand combat que la Providence met au monde, à certaines époques, des hommes supérieurs en qui se personnifient les deux principes, et c'est parce que ce combat est nécessaire et inévitable que tout combattant qui y est de bonne foi est innocent; mais, comme il n'y a de combat dans ce monde que pour qu'il y ait un vainqueur et un vaincu, toutes les fois que le principe du sens commun ne peut pas vivre avec le principe contraire, il faut qu'il l'emporte. Le plus beau moment des sociétés humaines est celui où une transaction est possible, et où le sens commun, qui ne mérite ce nom qu'à la condition de ne rien exclure, s'enrichit des inventions du sens propre tout en triomphant de ses excès.

Dans la querelle entre Bossuet et Fénelon, la transaction était impossible : le sens propre n'y apportait que les pires de ses excès, des subtilités à fatiguer l'intelligence de théologiens comme M. Tronson, une piété qui paraissait inaccessible à des solitaires comme l'abbé de Rancé. Il importait donc qu'il fût vaincu : il l'importait pour l'esprit français comme pour la religion. Orthodoxe quant à la foi, Bossuet ne le fut pas moins quant à la méthode, et si l'on ne cherche dans cette polémique que des règles et des leçons pour la conduite de l'esprit, la supériorité du talent, comme la gloire du bon exemple, appartiennent à Bossuet.

Dans cette admirable polémique, Bossuet laisse rarement voir la personne. S'il parle de lui, c'est seulement à titre d'évêque chargé du dépôt des âmes. On l'a accusé d'arrière-pensées de rivalité : s'il en mérite le reproche, Dieu le sait; mais il n'en paraît rien dans ces écrits où il semble porter la parole au nom de l'église assemblée, sans ménagement mondain, mais sans colère. Bossuet ne songe pas plus à éviter le soupçon de jalousie qu'à affecter les vains égards. Rien, dans ses écrits, n'est donné au désir de plaire; nulle affectation de candeur hors de propos, point d'inutiles marques de déférence pour cacher le secret plaisir de colère avec lequel on porte les coups, point d'éloges excessifs prodigués à l'adversaire pour détourner l'accusation d'envie. Bossuet n'a pas besoin de surfaire le mérite de Fénelon, parce qu'il ne craint pas de l'estimer. Tantôt l'énormité de ses erreurs le révolte ; tantôt les prodigieuses ressources de ce talent lui tirent des paroles d'admiration qui ne sont pas de vaines atténuations du tort qu'il entend bien lui faire par ses réponses. Les écrits de Bossuet sur le quiétisme resteront le modèle de la polémique personnelle, puisque l'imperfection humaine veut qu'il y ait de la polémique personnelle.

Pour le fond, Bossuet s'arrête où cesse la lumière. On ne l'embarrasse point

par l'autorité des saints mystiques. La tradition qu'on lui oppose étant récente, et de tolérance plutôt que de discipline, la même raison qui se courbait devant les mystères, et se faisait gloire de n'en pas pénétrer les obscurités vénérables, ne s'émeut point de certains raffinements qui s'autorisent du nom d'un saint. Fénelon le poursuivait de citations de saint François de Sales : « Pourquoi, répondait Bossuet, affecter de répéter ces passages, et faire dire à tout le monde que le saint homme s'est laissé aller à des inutilités qui donnent trop de contorsions au bon sens pour être droites? » Et ailleurs : « Ce sont des expressions et non des pratiques. » A-t-il d'ailleurs méconnu ou trop peu estimé les délicatesses de la piété des contemplatifs ? Celui à qui l'abbé de la Trappe donnait raison contre Fénelon ne peut être accusé d'avoir fait la part trop petite aux solitaires et aux parfaits. Quoique plus sensible aux vérités de la foi populaire et du catéchisme obéi en toute simplicité, il entrait volontiers dans les besoins des esprits qui cherchaient un commerce plus intime avec Dieu ; mais il ne voulait les suivre que jusqu'où sa vue pouvait pénétrer. On l'a appelé l'aigle de Meaux ; si cette image n'est pas vaine, il la faut entendre aussi bien de la force de son regard que de la hardiesse de son vol. Or, qui oserait dire qu'au delà de la portée de ce regard il y eût autre chose qu'illusion et ténèbres?

Le défenseur du sens propre, Fénelon, est tout entier de sa personne dans ses écrits. Il parle en son nom, il est le plus souvent toute sa tradition. Le *moi*, si haïssable, même quand il est paré de tant de grâces, remplit sa polémique. Le sens propre, l'expérience, disent en effet : *moi*. De là vient même l'attrait tout particulier de ses écrits. On y voit tous les mouvements d'un homme d'un esprit extraordinaire, qui défend, non une vérité transmise et universelle, mais des idées particulières, qu'il déclare d'un intérêt médiocre pour le plus grand nombre, et qu'il traite comme sa propre chose, les adoucissant, les atténuant, les modifiant par des correctifs qui faisaient dire à Bossuet : « La vérité est plus simple, et ce qui doit si souvent être modifié marque naturellement un mauvais fond. » Fénelon savait bien ce que les hommes admirent en lui, et c'est par là qu'il se fait voir. On sent dans cette controverse ce désir de plaire, même à ses laquais, dont parle Saint-Simon. Pourvu qu'il sauve la faveur de sa personne, sa cause est gagnée. Il semble qu'il ne cherche qu'un succès personnel dans un débat de doctrine, et son ardeur à se montrer sous un beau jour fait quelquefois oublier ce qu'il se doit. Ainsi, croirait-on qu'un archevêque, un homme de cette vertu, un Fénelon, se défende d'avoir menti? C'est pourtant ce qu'il fait à satiété. Se contente-t-il du moins d'une protestation en termes généraux, comme il sied à un homme aussi au-dessus du mensonge que le ciel est au-dessus de la terre ? Non. Il établit subtilement qu'il n'a pas pu mentir, parce qu'il y aurait moins gagné qu'à rester vrai, comme s'il eût plus craint de passer pour maladroit que pour menteur. C'est lui d'ailleurs qui prodigue à son adversaire la déférence et l'admiration, ici par légèreté de plume et sans à-propos (1), ailleurs par calcul, et pour rendre plus dangereux des coups portés d'une main plus respectueuse.

Je reconnais là les formes qu'affecte le sens propre, et je les note dans Fénelon, parce qu'elles sont communes à toutes les opinions particulières. Il en est d'autres

(1) Il résulte d'une lettre de Fénelon à Bossuet que celui-ci l'avait prié de lui épargner les louanges. Cette lettre se termine ainsi : « A cause que vous avez défendu à mes lettres tout compliment. »

encore plus caractéristiques : ce sont les protestations de docilité, de soumission absolue. Son esprit en varie les tours à l'infini : offres de tout quitter, prières pour qu'on ne le ménage point, et qu'on se dispense avec lui des respects humains, humbles instances pour qu'il y ait décision ; c'est trop peu, sommation qu'on en finisse avec lui, promesse de se taire, de s'aller cacher et de faire pénitence, déclarations réitérées d'humilité et de petitesse : « Réglez-moi tout ce que vous voudrez ; j'aime autant me rétracter aujourd'hui que demain ; traitez-moi comme un petit écolier, etc. » Mais voyez au fond de toutes ces demandes de prompte décision : ce sont autant de défis portés à ses juges de rien décider. D'autant plus qu'il ajoute : « Qu'on me fasse voir clair ; qu'on précise, qu'on marque les termes ; » comme s'il n'avait pas d'avance mille échappatoires pour se dérober aux décisions.

Encore un trait du sens propre : c'est d'atténuer le refus de ce qui vous est demandé en offrant mille fois davantage. Fénelon est-il invité à faire le sacrifice de quelque vaine proposition dans un ordre de vérités qu'il juge lui-même n'être pas utile à tout le monde, il offre d'aller au martyre où personne ne songe à l'envoyer. Après la rétractation de Mme Guyon et l'absolution de Bossuet, qui la déclarait innocente, on priait Fénelon de condamner, pour l'abus qui pouvait en être fait, certaines maximes de cette dame. Ce blâme ne touchait plus son amie, puisqu'elle s'était rétractée ; on le lui demandait non contre elle, car elle était réconciliée, mais dans l'intérêt de ceux qui pouvaient s'y méprendre. Qu'offrait-il ? De brûler Mme Guyon de sa propre main et de se brûler lui-même ; ce qui faisait dire à Bossuet : « Il n'y a rien à brûler ici. » On sourit de ces expressions, qui lui partent un peu trop fréquemment pour que la sincérité n'en perde pas de son prix : *Je le signerai, je l'eusse signé, je suis prêt à le signer de mon sang.* Qu'y a-t-il donc à signer du sang d'un archevêque ? Est-ce quelque vérité universelle ? Est-ce un de ces dogmes d'où dépend toute la foi ? Nullement ; c'est quelque définition du quatrième ou du cinquième amour, une chimère, une subtilité dont son imagination a fait un dogme. On ne risque pas de rencontrer ces violences de paroles chez le défenseur de l'universel ; loin qu'il tombe dans l'excès d'engager son sang, il ne daigne pas prendre acte de l'offre que Fénelon fait du sien.

Au reste, la victoire éclatante de Bossuet n'ôta pas à Fénelon ce à quoi il tenait peut-être le plus, la faveur de la personne. Le saint-siége même, en le frappant, laissa voir qu'il avait été sensible à ce grand art de plaire, que relevait une vertu admirable ; et si l'évêque de Meaux resta maître des intelligences, l'archevêque de Cambrai resta maître des imaginations.

La défaite de Fénelon fit cesser des écrits où la belle langue du XVIIe siècle recevait de si graves dommages de cette spiritualité outrée qui la chargeait de vains mots et altérait sa pureté. En discréditant la fausse subtilité dans les matières de théologie, Bossuet la fit mépriser dans toute espèce d'écrits, et il fortifia le penchant de l'esprit français à n'admettre et à n'estimer que ce qui est simple et vrai. Ce fut peut-être le fruit le plus réel de sa victoire, car je doute que le quiétisme se fût établi en France, et que la victoire des visionnaires du pur amour eût propagé les excès de Molinos dans un pays où le ridicule n'aurait pas eu besoin des bulles du pape pour détruire un parti de cyniques de dévotion.

NISARD.

DRAME-JOURNAL

DE

SOPHIE-DOROTHÉE

FEMME DE GEORGE Ier.[1]

Le 16 novembre 1726, trois voitures de deuil quittaient la forteresse d'Ahlden, château féodal des ducs de Brunswick. Un écusson voilé d'un crêpe s'abaissait au-dessus de la porte; le pont-levis retentissait sous le poids du catafalque, et le même blason, composé des armoiries écartelées de la maison d'Olbreuse en Poitou et de la maison princière de Brunswick-Lünebourg, se répétait sur le cercueil et sur les carrosses. Il était difficile de comprendre la solennité de ces funérailles en ce lieu pauvre et isolé. Dans la première voiture, il y avait une femme qui pleurait; dans la seconde et la troisième, on apercevait quelques figures de cérémonie, physionomies plates de baillis, de surintendants et de dames d'honneur germaniques. Les eaux demi-glacées de l'Aller, éclairées d'un soleil gris et terne. la rue tortueuse du petit village d'Ahlden avec ses cailloux inégaux, la pauvre population étiolée de tisserands chétifs qui apparaissaient sur les portes, le bonnet à la main, pour saluer le cadavre, composaient une scène triste et complète, à laquelle il ne manquait rien, pas même les larmes de ces bonne gens du village et les pas mesurés des quarante trabans au costume hongrois, montés sur de lourds chevaux. Six cents personnes environ, hommes, femmes et enfants, suivirent humblement le cercueil de leur bienfaitrice, qui allait dormir, après une vie de douleur, dans un caveau de princes.

(1) *Memoirs of Sophia-Dorothea, consort of George I,* chiefly from the secret archives of Hanover, Brunswick, Berlin and Vienna. London. 2 vol., H. Colburn, 1845.

Ce n'est pas un récit romanesque que nous voulons commencer ; il s'agit de faits incontestables qui touchent aux premières maisons de l'Europe, et se rapportent à l'une des destinées les plus déplorables du dernier siècle. La réalité apparaît plus touchante que les inventions, quand le temps, de son souffle, enlève ces couches de feuilles sèches et entassées qu'on nomme intérêts et passions; alors, et longtemps après les événements, nous apprenons ce que l'homme vaut, ce que la société ose, ce que les peuples souffrent, et ce qui se passe sous nos yeux, au milieu des civilisations florissantes. Il y a d'effroyables iniquités qui se révèlent, des crimes plus odieux que ceux dont les tribunaux font justice qui éclatent après des siècles, des secrets de l'histoire privée qui font peur au philosophe, des mains sanglantes qui sortent de terre, et des lumières lugubres qui se répandent sur le cœur humain. Ces secrets ne s'apprennent que tard ; on les ensevelit aussi profondément que possible, et l'honneur des familles, la cupidité, l'indifférence, jettent à l'envi leurs pelletées de terre sur les victimes sacrifiées, celles surtout qui se sont heurtées et brisées contre les puissances de ce monde. Victimes dont l'histoire ne s'occupe guère, et dont les pleurs ont coulé devant Dieu, ignorées de tous, sans justice de la part des hommes que les égoïsmes envahissent, que les jouissances absorbent, ne serait-il pas temps de vous donner un coup d'œil, de jeter la clarté sur vos noms effacés, sur vos vertus perdues et vos inutiles dévouements, et de s'accoutumer à vous compter pour quelque chose?

Parmi les souvenirs de ce genre, il n'en est point de plus dignes d'intérêt que celui de Sophie-Dorothée de Hanovre, dont je montrais tout à l'heure le convoi solitaire. Duchesse d'Ahlden et princesse de Zelle par son père, ses mémoires, composés par elle-même pendant une captivité de trente-deux ans, viennent de paraître à Londres sous le titre de *Journal* et la forme de drame, « écrit par Sophie-Dorothée dans sa prison, et fait pour éclaircir les événements de sa vie. » L'authenticité de ces mémoires ne peut souffrir de doute (1). La forme en est bizarre, le style fatigant, la phraséologie épaisse, et il n'y a que la princesse elle-même, dont le respect pour la vérité ait pu gâter à plaisir la tragédie domestique dont elle était l'héroïne. Reproduisant les conversations des personnages avec qui elle a entretenu des rapports, elle ne fait pas grâce d'une révérence, ou d'un domestique apportant une lettre sur un plateau ; vous diriez ces images dont le soleil est le peintre fidèle, et c'est le plus triste peintre et le plus lugubre dont on puisse s'aviser ; la princesse est peintre à la manière du soleil. Elle n'a donc fait ni un bon drame ni un bon roman, et la pauvre femme a mal traité sa propre vie. Elle s'enfonce dans les mots ; l'étiquette allemande règne dans le livre, au point de nous dérober les émotions dont il est rempli, et même les idées quand il y a des idées. Les caractères des personnages n'apparaissent pas avec netteté au milieu de cette pâte verbeuse et sous les draperies d'une cour cérémonieuse et brutale.

Avant la publication de ces documents sans art, qui prouvent l'innocence de la princesse et ne prouvent pas son talent, on savait d'une manière confuse l'histoire de cette épouse de George Ier, accusée par lui d'une intrigue amoureuse avec le beau Kœnigsmark, que l'on fit disparaître ; les romanciers avaient brodé de leur mieux

(1) *Diary of the Conversations of the principal personages at the courts of Hanover and Zelle, illustrative of the history of Sophia-Dorothea, written by herself, and now first translated from the original kept by that princess, during her thirty-two years' imprisonment in the castle of Ahlden.*

une étoffe si riche et si vague. Les historiens ne s'accordaient pas sur les motifs et sur les détails de l'anecdote, et Walpole lui-même, auquel les particularités de la cour n'échappaient guère, n'avait pu soulever les voiles dont cette lugubre aventure s'était enveloppée. L'archidiacre Coxe, dans ses mémoires sur Robert Walpole, avait contredit les assertions de son prédécesseur, et les derniers historiens de la maison d'Hanovre, lord Mahon et M. Jesse, avaient jeté dans cette obscurité des conjectures qui ne faisaient que l'accroître.

Aujourd'hui l'auto-biographie de Sophie-Dorothée vient de paraître à Londres, escortée de renseignements accessoires et inédits fournis par les archives de Vienne, de Berlin, du duché de Brunswick et du duché de Zelle. Au manuscrit de la princesse, qui porte pour premier titre *Précis de mon Destin et de ma Prison*, viennent se joindre la confession d'une mourante, la comtesse Platen, qui joua dans ce drame un rôle sanglant et ignoré, celle d'un assassin salarié, dont le même ecclésiastique reçut les aveux (1), une correspondance volumineuse et une narration détaillée, écrite en allemand par la confidente et la dame d'honneur de Sophie (2), Mlle de Knesebeck, qui partagea sa captivité. Sous le rapport du style, il n'y a rien à dire de cet ouvrage, dont la première partie contient le récit embrouillé et emphatique des aventures de Sophie. Appliquons à ce fragment d'histoire une sévérité plus critique, et suivons de près les documents auxquels le second volume est consacré, documents précieux pour les annales du XVIIIe siècle et celles de la civilisation moderne en Allemagne et en Angleterre.

Entre 1650 et 1750, l'ascendant de Louis XIV ne se fit pas sentir seulement en France et en Espagne; cette prépondérance politique, chèrement acquise, chèrement payée, domina le nord de l'Europe, qui résistait à notre puissance en cédant à l'impulsion de nos mœurs. Maîtres du mouvement général, chefs de la civilisation européenne, nous commencions l'éducation sociale de la Russie, de la Prusse, de la Suède, et même, sous certains rapports d'élégance, de la Grande-Bretagne. On nous imitait mal, comme il arrive toujours, et cette inoculation imparfaite produisait des effets aussi étranges que ceux qui, entre 1520 et 1600, avaient suivi la parodie des mœurs italiennes, importée en France par François Ier et Louis XII. On connaît ce mélange de rudesse et de volupté, de barbarie et de licence, de grâce efféminée et de violence qui marque l'époque des Valois, vivement reproduite par la naïve corruption de Brantôme. Quelque chose de semblable se manifesta dans les petites cours d'Allemagne, et même dans le palais britannique de Whitehall, lorsque, séduits par l'exemple du maître oriental de la France, les princes du Nord voulurent à leur tour essayer des fêtes et des maîtresses, danser dans les ballets, jouer des pastorales, récompenser des poëtes, et marcher dans cette voie de monarchie éclatante que Louis XIV avait ouverte. L'étiquette germanique conserva sa lourdeur; le respect héréditaire de l'autorité y gagna peu, et la vertu encore moins; au lieu de faire naître les arts, on fit éclore des vices grossiers, qui de temps en temps s'égayaient de crimes. Il fallut cinquante années encore pour que la cour de Saxe-Weimar dont ce fut l'honneur et la gloire, épurât ce mélange hétérogène de

(1) *Leichen-predigt auf C. E. Grœfin von Platen*, mit den personalien.

(2) *Nachrichten von der ehemaligen Chur-Prinzessin Sophie-Dorothea von Hannover*, sogenannten Prinzessin von Ahlden, Gemahlin des Chur-Prinzen Georg Ludwig, nachherigen kœnig Georg I von Grossbritannien. Beschrieben von der Hofdame der Chur-Prinzessin dem Fræulein von dem Knesebeck.

vieilles mœurs et de culture nouvelle, et greffât sur les traditions patriarcales du pays l'habitude d'une élégance noble et les savantes délicatesses des arts. En dépit des réprimandes réitérées du cabinet de Vienne, que ce penchant général effrayait, ces petites cours, débris d'une féodalité énervée, s'épuisaient en puériles rivalités, en folles débauches, en intrigues machiavéliques et en fêtes ruineuses, qui ne corrigeaient pas la rudesse fondamantale des mœurs. Quand on lit les *Lettres de la Princesse palatine*, mère du régent, les *Mémoires de la Margravine de Bayreuth*, sœur de Frédéric-le-Grand, petite-fille de cette même Sophie-Dorothée qui va nous occuper, *la Saxe Galante* du baron de Pœllnitz, et la *Vie d'Aurore de Kœnigsmark* par Kramer, on croit entrer dans des cavernes fantastiques peuplées de faunes, de nymphes, de satyres lascifs, et de graves conseillers auliques.

Il y a cependant des nuances et des degrés dans cette imitation générale de Louis XIV. Ceux-ci lui prennent sa pompe militaire, ceux-là sa dévotion régulière, presque tous sa galanterie espagnole. L'électeur de Saxe, Frédéric-Auguste, dépense quinze millions de thalers ou cent millions sterling pour ses maîtresses, qui lui donnent cinquante-trois bâtards. Quand son fils épousa la fille de Joseph Ier, empereur d'Autriche, « il fit armer, dit un grave historien allemand, un vaisseau magnifique nommé *le Bucentaure,* qui descendit l'Elbe avec son équipage en satin jaune et en bas de soie blancs, escorté de cent gondoles illuminées et de quinze petites frégates de six canons. Dix-neuf cents gentilshommes, six régiments d'infanterie, trois de cavalerie, et onze cents gardes royaux, commandés par le baron de Mordar, maître des postes, qui sonnait d'une trompe de chasse en or enrichie de pierreries, accompagnaient l'électeur, couvert de diamants qui valaient deux millions de thalers. Il reçut la fiancée à Pirna. Cent six carrosses à six chevaux firent à Dresde leur entrée triomphale, et les fêtes durèrent un mois entier pendant lequel l'électeur et sa cour se partagèrent les rôles des divinités grecques, sans les quitter un moment; l'Olympe était au complet, depuis Vénus et Apollon jusqu'aux hamadryades. Un peu plus tard, il donna dans son camp, près de Mühlberg, un dîner dont les convives étaient quarante-sept rois et princes, et qui dura trente jours ; du moins les tables restèrent-elles toujours dressées ; on y servit un gâteau de vingt-huit pieds de long, de douze pieds de large, de trois pieds de haut, et que le grand panetier, armé d'une hache d'or et déguisé en charpentier, découpa solennellement après une promenade à travers le camp. » Ces puérilités, peut-être exagérées par l'histoire, prouvent du moins l'ardeur de la contagion que nous avons signalée. Les jardins de Versailles se reproduisaient à Munich et à Dresde, comme à Prague et à Londres, avec l'exagération des parodies ; ce n'étaient plus seulement des buis taillés en quinconce, mais des forêts taillées en pièces d'échiquier, des sapins du Nord transformés en vases antiques, et des ifs tour à tour métamorphosés en pyramides et en perruques. Plus une cour était petite, plus elle cherchait à se signaler ainsi; la cour de Vienne restait seule fidèle aux vieilles mœurs, et conservait ainsi sa prépondérance; la grande Marie-Thérèse, apprenant pendant le spectable que sa bru venait d'accoucher d'un fils, se leva tout à coup de sa loge et charma le peuple, en lui disant dans le patois de Vienne : « Mes enfants, le fils Léopold a *ein fieu!* »

Dans ces mœurs étranges et bariolées, grossièreté brodée de libertinage, les évêques et leurs cours occupaient une des belles places. Il y avait des localités, telles qu'Osnabrück, dont l'évêque était alternativement un protestant et un catholique, et où le palais épiscopal se remplissait de chiens, de faucons, de joueurs, de buveurs, de danseurs, de femmes galantes et d'enfants de tous les ordres que

l'évêque reconnaissait pour être à lui ; Goethe, dans son drame de *Goetz de Berlichingen*, a touché un petit coin de ce singulier tableau. S'il y avait des évêques Sardanapale, il y avait aussi des évêques Alexandre et Jules César, par exemple ce prince de Munster, Van Ghalen, dont l'accoutrement étonna le spirituel William Temple, quand ce dernier le rencontra « emporté dans son carrosse par six chevaux fougueux, et escorté de cent heydukes qui l'accompagnaient au grand galop. Il fallait voir ces Hongrois au costume bizarre, à la veste courte, au bonnet noir, avec leur petite hache d'armes, leur espingole en bandoulière et leur cimeterre recourbé, lancer leurs chevaux ventre à terre, faire feu sans quitter la selle, et se livrer devant leur prince à tous les exercices orientaux du djerid. Cet évêque, qui habitait une forteresse imprenable et vivait en seigneur féodal du moyen âge, m'a fait l'honneur de m'apprendre à boire d'une façon vraiment épiscopale. Une cloche d'argent de grande dimension, dont on enlevait le battant quand il s'agissait de la remplir de vin, servait à cet exploit, qui m'étonna d'abord. La rasade était inévitable; on renversait la cloche pour prouver que l'exploit était accompli (1). » Nous verrons l'évêque d'Osnabrück offrir à côté de ce prélat guerrier le personnage non moins bizarre d'un prélat libertin.

D'autres princes, par exemple Antoine de Wolfenbüttel, ne se distinguaient que par la grâce et la gravité de leurs mœurs; d'autres se modelaient sur les goûts littéraires et élégants de Louis XIV. Quelques-uns passaient leur jeunesse à courir l'Europe, surtout l'Italie, d'où ils ramenaient dans leur principauté un commencement de famille improvisée, quelquefois un sérail importé de Venise. Ajoutez à ces éléments dramatiques et discordants les rivalités, les haines, les passions violentes et contraintes, les intrigues à propos d'un titre, les ardeurs de préséance entre ces petites cours, les conspirations pour obtenir un lambeau de territoire et monter d'un degré dans l'échelle hiérarchique, les guerres livrées pour conquérir trois lieues, les fêtes qui, données dans un parc, dévoraient le revenu d'une année, la manie de bâtir et de dessiner des jardins, enfin la mythologie poétique de l'antiquité, qui brochait sur le tout et régnait avec une langue française, gâtée par nos réfugiés protestants; — on verra quel singulier monde ce devait être que ce monde germanique où Leibnitz rêvait sa théodicée, et dont les fragments inconciliables cherchaient inutilement leur harmonie et leur unité.

Les réfugiés français, que Louis XIV avait chassés avec une si folle imprudence, occupaient dans le Nord une situation qui n'a pas été assez remarquée. L'aïeul de Benjamin Constant, M. de Rebecque, montait le même vaisseau qui portait Guillaume III à la conquête du trône catholique de Jacques II. Les Ancillon entraient dans les conseils de l'électorat de Brandebourg; des Françaises étaient partout chargées de l'éducation des jeunes altesses ; Frédéric-le-Grand et Catherine de Russie furent élevés par des Français. Ils répandaient à la fois dans le Nord l'horreur du grand roi et l'imitation de nos mœurs; de là ce double mouvement qui rattachait les cours du Nord à la France par l'imitation, et les opposait à la France par la haine. Quelquefois on voyait une fille de gentilhomme français venir s'asseoir sur un de ces petits trônes suzerains dont elle devenait maîtresse par la grâce de l'élégance et de la beauté ; les jalousies indigènes s'éveillaient, et il était rare que l'on ne punît pas, de manière ou d'autre, l'audace de l'étrangère, soit sur sa personne, soit dans sa postérité.

(1) *Life of W. Temple*, t. I. p. 62.

C'est ce qu'éprouva au commencement du XVIIe siècle une Française aussi distinguée que peu connue, la fille du marquis d'Olbreuse en Poitou, qui suivait son père en exil, et qui apparaissait sous le patronage de la duchesse de Tarente et de Mlle de la Trémouille, « éclatante de jeunesse et de beauté, » disent les contemporains. Éléonore d'Olbreuse produisit une vive sensation dans les grands bals que Guillaume donnait à Bréda en 1667. Ce que la ligue du Nord avait de brillant, d'aimable et de célèbre parmi les princes d'Allemagne et les protestants bannis de France se réunissait dans cette petite ville de Bréda, Versailles du protestantisme, où chacun croyait trouver un terrain neutre et un asile contre ses propres doctrines. Les mascarades et les bals n'y discontinuaient pas; loin des regards du populaire, qui les aurait condamnés sévèrement, les gentilshommes se dédommageaient, et la galanterie, que l'on reprochait à Louis XIV, y reprenait ses droits On était là si bien en sûreté contre les prédicateurs, que la femme de Guillaume d'Orange, la protestante Marie, destinée à devenir reine d'Angleterre, écrivait à son frère Charles II : « Nous jouons tous les soirs de petites comédies chez la reine de Bohême (fille de Jacques Ier), et c'est vraiment plaisir de voir les *passages* qui se font entre ces dames et leurs galants ; je ne trouve pas qu'elles prennent la moindre peine de cacher leurs inclinations (1). » Si la jeune Éléonore d'Olbreuse était vêtue en *bergère*, en *nymphe*, en *bohémienne*, ou en *dryade*, lorsqu'elle toucha le cœur du duc de Zelle, c'est ce que ne disent pas les lettres qui décrivent avec une exactitude de notaire les solennités de ces bals; mais ce qui est certain, c'est que la main d'Éléonore fut sollicitée par plusieurs gentilshommes. Le duc George-Guillaume de Zelle, second fils du duc Brunswick-Lünebourg et frère aîné de l'évêque d'Osnabrück, se montra le plus empressé de ses adorateurs. Il avait quarante ans et l'expérience des passions. Une Vénitienne, Zenobia Buccolini, lui avait donné un fils, qui, sous le nom abrégé de Buccow, devint grand écuyer de la cour de son père; d'ailleurs ce duc de Brunswick était honnête homme, dominé par ses affections, dénué d'ambition et faible de caractère, comme le prouve l'engagement que lui avait fait contracter son frère cadet, le brillant et ambitieux évêque d'Osnabrück.

Ce prélat, troisième fils du duc George de Brunswick, après une jeunesse aventureuse et guerrière, avait épousé une Stuart, Sophie, petite-fille de Jacques Ier, arrière-petite fille de Marie Stuart, et fille de cette malheureuse et charmante reine de Bohême, Élisabeth, qui continua la longue filiation d'infortunes attachée au blason héréditaire de cette famille. On voit dans les lettres de Sophie qu'elle était savante et spirituelle, parfaitement indifférente en fait de religion, qu'elle entrait dans les vues ambitieuses de son mari, et poussait aussi loin que possible la tolérance conjugale; les maîtresses de l'évêque étaient ses amies, et pendant que son fils George se battait en Morée et en Hongrie, elle attendait avec impatience la mort de la reine Anne, qui laissait espérer le trône de la Grande-Bretagne aux électeurs de Hanovre. Mais il pouvait se présenter des obstacles; le frère aîné de l'évêque, George-Guillaume, pouvait contracter un mariage princier, dont les fruits auraient dérangé les plans ultérieurs du couple ambitieux. On obtint donc de la facilité du frère une promesse écrite, par laquelle il s'engageait ou à ne point se marier, ou à ne s'unir que de la main gauche à une femme d'un rang

(1) Manuscrits de Lambeth. — Lettres particulières de Marie et de la reine de Bohême, fille de Jacques Ier.

inférieur; cette alliance bizarre était familière à la maison de Brunswick, qui depuis le XIIe siècle n'a pas compté moins de trente-deux mariages de ce genre. Les choses ainsi arrangées, l'évêque tenait sa cour splendide à Osnabrück, soldait des espions en Angleterre et en Hollande, dépassait ses revenus, et donnait des fêtes à la Louis XIV dans son château féodal.

Toujours plus épris de Mlle d'Olbreuse, le duc George, placé entre sa passion et sa promesse, était fort embarrassé de ne pouvoir ni satisfaire l'une ni tenir l'autre. Mlle d'Olbreuse résistait à ses prières, ne voulait pas entendre parler de main gauche et de coutumes allemandes, et se maintenait dans un système de refus modeste et de fierté pauvre qui répandait sur elle un intérêt vif et mérité. Cependant l'aîné des trois frères mourait. Le duc George devenait duc de Zelle, et les dépenses comme les splendeurs de la cour épiscopale d'Osnabrück continuaient leur cours. On y riait beaucoup de la passion vertueuse du duc George et de sa *madame*, comme disait l'évêque, et l'on se permettait même de petites comédies entre quatre paravents, où le bon duc était représenté recevant d'Éléonore des leçons de français, et s'efforçant en vain de lui donner des leçons d'amour. Les progrès de Mlle d'Olbreuse dans l'affection du duc George et ceux de l'évêque dans la dilapidation de ses revenus suivirent un cours parallèle, si bien que ces deux éléments, qui paraissaient n'avoir aucun rapport ensemble, finirent par se rencontrer. Le duc offrit de l'argent; l'évêque en reçut. Le duc en avait beaucoup depuis que Mme Buccolini s'était retirée à Venise avec sa pension ; l'évêque n'en avait guère, et il en avait grand besoin. On stipula que les droits futurs de l'évêque et de sa femme, ainsi que ceux de leur fils George, sur l'électorat de Hanovre et la couronne d'Angleterre, ne seraient nullement compromis par les héritiers possibles de son frère aîné. Les conseillers auliques se mirent à l'œuvre; on griffonna pendant six mois d'iniques paperasses, d'après lesquelles les héritiers du duc George se trouvaient exclus du partage et privés de tout droit, à l'exception de certains domaines qui leur étaient assurés. Enfin l'évêque, malgré son titre ecclésiastique, exploita vigoureusement la passion de son frère aîné pour cette irréprochable Éléonore, qui paraît avoir été d'une beauté parfaite et d'un grand esprit, et le mariage fut conclu. Elle épousa deux fois son amant, d'abord de la main gauche, sous le titre de comtesse d'Harburg, pour satisfaire les scrupules de l'évêque et remplir l'engagement écrit, ensuite de la main droite sous le titre de duchesse de Zelle. La vie de cette charmante femme, aïeule de Frédéric-le-Grand, et qui eut pour fille notre Sophie-Dorothée, fut un modèle de bon goût, de raison et de moralité.

Sa fille, dont nous avons à nous occuper ici, se trouva dès sa naissance dans une position singulière. Française par sa mère, déclarée inhabile à succéder, maîtresse d'une fortune considérable et indépendante, compensation et prix des concessions exigées par l'évêque, elle était la plus désirable héritière des principautés allemandes ; et comme on pouvait après tout lutter contre l'évêque et essayer de déchirer le contrat exigé par lui, cette position dangereuse, brillante et équivoque la donnait pour but aux ambitions rivales et l'exposait à la malveillance de son oncle, à son observation et à son inquiétude. Éléonore, duchesse de Zelle, écarta d'abord ces nuages, tant elle se montra simple, gracieuse et prévenante. Elle visitait de temps en temps la cour épiscopale, laissait l'évêque se livrer à ses déportements sans se permettre une épigramme, et donnait ses soins à l'éducation de sa fille, sans manifester aucune prétention à des alliances qui eussent pu accroître les

ombrages et les inimitiés. Sophie-Dorothée s'éleva donc sous les yeux de sa mère, adorée de son père, et devint aussi belle qu'élégante. C'était à quinze ans une personne accomplie, et qui en paraissait vingt, d'un type rare et curieux, une de ces femmes blondes aux yeux noirs, qui semblent marquées d'un sceau particulier, et qui joignent à la mobilité d'impressions naturelle à leur sexe de plus impérieux contrastes et des dissonances plus vives. Son caractère ne ressemblait point à celui de son père. Douée de beaucoup de bonté et de peu de prudence, franche jusqu'à l'impétuosité, d'une sensibilité facilement émue, entraînée par ses mouvements et ses instincts, la plupart généreux et nobles, l'indépendance de sa situation et de sa fortune, les éloges donnés à sa beauté et l'affection de son père, l'avaient accoutumée à l'exercice d'une volonté absolue, dont il faut dire qu'elle n'abusa jamais, et qui dut redoubler pour elle le martyre de sa captivité, c'est-à-dire de sa vie. D'ailleurs, sous la loi et l'exemple de la duchesse, la cour de Zelle, où s'élevait cette belle personne, respirait la décence et le bon goût.

Il y avait autre chose à dire du palais épiscopal d'Osnabrück, qui se divisait en deux parties, l'une livrée aux travaux scientifiques et aux discussions théologiques de Sophie, qui « n'avait pas de plus grand plaisir, dit un historien, que de mettre aux prises un catholique et un protestant, et de les exciter pour se moquer de tous les deux; » l'autre retentissant du bruit des instruments qu'on accordait, des meutes qui rentraient au chenil, des chevaux qui piaffaient en hennissant, et de l'attirail d'une vie de prince féodal renfermée dans l'espace étroit d'une forteresse. Ernest-Auguste avait alors cinquante ans, une énorme corpulence et mille prétentions. « On le voyait, dit un contemporain, endosser une cuirasse le matin pour passer en revue ses troupes, rentrer pour présider à la répétition d'un opéra, accorder une heure aux alchimistes, qui le prenaient pour dupe, monter à cheval, chasser pendant trois heures, et terminer sa journée par la représentation solennelle d'un ballet, où il figurait comme son prototype Louis XIV, sous la forme d'Apollon, environné de nymphes qui l'adoraient. » On peut juger si les agents d'intrigues et les femmes d'aventures avaient prise sur un tel homme, plongé dans ses nuages d'orgueil, de lubricité et d'ambition, et offusqué d'avance par ses prétentions et ses espérances.

On s'amusait dans cette petite cour, dont les divertissements n'étaient pas toujours d'un goût pur, bien que la mythologie grecque en fît les frais, et que les arrangeurs du prince eussent soin de les calquer sur ceux de Benserade et de Quinault. Le 19 mai 1673, par exemple, l'armée du prince-évêque était sous les armes, ses trabans en grand costume, ses conseillers aulíques en bas de soie rouge, et sa forteresse en mouvement dès le matin, pendant que le pont-levis s'abaissait pour livrer passage à Diane et à Bellone, montées sur deux superbes palefrois, et allant au-devant des deux fils de l'évêque, George et Maximilien, qui revenaient chez leur père. La paisible et savante Sophie les suivait dans son carrosse, sans s'embarrasser d'autre chose que de causer avec le grand Leibnitz, auquel elle proposait de nouveaux doutes sur le système des mondes et la prescience de Dieu. L'évêque était noblement resté dans sa citadelle, comme il convenait à un potentat, et particulièrement occupé des ornements et des décorations de la salle, autrefois une chapelle catholique, où le soir même un opéra nouveau devait être exécuté. Diane et Bellone avaient préparé cet opéra; c'étaient deux beautés « mal accommodées de la fortune, » filles d'un comte ruiné, Carl-Philip von Meisenberg, Clara-Élisabeth, âgée de vingt-un ans, et Catherine-Marie, de dix-neuf ans, belles à

contenter les plus difficiles, et qui, depuis un mois, faisaient, surtout l'aînée, les délices de la cour du prélat. Elles se mirent donc à la tête des trabans, et rencontrèrent les princes à quelques portées de fusil de la forteresse, accompagnés de leurs précepteurs, M. Platen et M. Busche. Après avoir couronné de leurs blanches mains le front des héros, elles les laissèrent monter dans le carrosse de leur mère; et pendant que M. Platen, le précepteur de George, était frappé d'une extrême admiration pour Diane, l'aînée, M. Busche, son collègue, éprouvait le même sentiment en faveur de Bellone, la cadette. La journée se termina par la représentation d'un chef-d'œuvre que l'imprimerie nous a transmis, dont les vers sont pauvres, dont le style est impur, mais qui prouve le bon vouloir de Mlles de Meisenberg; c'est un petit opéra composé par l'aînée (en français, s'il est permis de parler ainsi), où elles posèrent, chantèrent, dansèrent, et se développèrent sous tous les aspects. Cela porte le titre de : « Pastorale pour *régaler* MM. les jeunes princes de Brunswick-Lünebourg à leur arrivée à Osnabrügge, par Mlles de Meisenberg (1). » Ces demoiselles se piquaient de chant, de danse, de poésie, de coquetterie, de galanterie, et réussirent excessivement dans leur costume de Diane et Bellone, Diane surtout, c'est-à-dire Élisabeth, qui était grande et brune, aux cheveux flottants, à l'œil étincelant, aux vives couleurs, au port hardi, et dont l'évêque fut charmé.

Si Élisabeth de Meisenberg, devenue Mme Platen, puis favorite de l'évêque, et bientôt après comtesse de Platen, eût été placée dans un plus large cadre, l'histoire eût fait grand bruit de son nom; sa gloire s'est perdue dans les crimes et les intrigues d'une petite cour ignorée. Elle méritait mieux. Mme de Maintenon, Mme de Montespan, la marquise des Ursins, et quelque chose de l'ancienne Lucrèce Borgia se réunissaient dans son personnage. Ses passions étaient ardentes, ses prétentions infinies, et ses talents pour l'intrigue, son audace, son adresse, sa cupidité, ses jalousies de femme, resserrés dans un étroit espace et forcés de bouillonner dans les limites d'une civilisation inférieure, la conduisirent à des actions odieuses et dont sa fortune et son pouvoir assurèrent l'impunité. Le plus terrible repentir la punit, et, ce qui jette sur cette histoire une couleur étrange, son lit de mort, peu digne d'une femme du monde qui doit expirer élégamment, fut celui d'une criminelle vulgaire qui se torture dans les remords. Ce qui nous reste à raconter sur cette femme a pour autorité son propre témoignage; nous ne faisons que copier sa confession, reçue au lit de mort par un ministre protestant épouvanté.

Les deux cours de Zelle et d'Osnabrück ne se ressemblaient donc en rien. Le duc était riche dans son petit territoire, et l'évêque pauvre dans sa forteresse. Les mœurs domestiques et la simplicité de l'un étaient comme un reproche permanent et une satire involontaire des tumultueuses splendeurs dans lesquelles le prince-évêque faisait fondre ses domaines et obérait son trésor. Si ce dernier voyait avec quelque dédain les goûts conjugaux et économiques de son frère, il ne se préoccupait pas moins du mariage que l'on pouvait réserver à Sophie-Dorothée, sa nièce, et des entraves qu'un choix peu convenable à ses intérêts apporterait à ses desseins ultérieurs. Son fils George, tout brave qu'il fût et descendant des Stuarts par sa mère, était sans grâce, sans habileté, sans esprit, et le prince-évêque devait lui laisser une fortune compromise. Si le mari de Sophie-Dorothée réunissait les qualités contraires, il pouvait devenir un rival dangereux; aussi les espions de

(1) Osnabrügge, 1673, avec gravures.

l'évêque lui apportèrent-ils une nouvelle qui le glaça d'effroi, quand ils lui dirent que le fils du prince Antoine Ulrich de Wolfenbüttel, cousin du duc de Zelle, s'était mis sur les rangs, que la duchesse protégeait ses prétentions, et que la jeune fille (elle avait quinze ans alors) semblait elle-même assez favorable à cette union avec son cousin. La réunion des deux familles et des deux domaines devenait redoutable. L'évêque ne savait toutefois comment s'opposer à ce qu'il craignait ; il consulta son ministre Platen et surtout la femme de Platen, devenue le véritable ministre, reine de sa cour, directrice des bals, souveraine des plaisirs de son éminence, et motrice de toutes ses volontés. Celle-ci avait marché à grands pas. De sa sœur Catherine, gracieuse intrigante qui reconnaissait la supériorité de sa sœur aînée et obéissait aux mouvements qui lui étaient imprimés par Élisabeth, elle avait fait d'abord l'épouse légitime du complaisant précepteur M. Busche, ensuite la favorite du fils aîné de l'évêque. Ce dernier revenait de ses guerres en Morée et en Hongrie, couvert de lauriers, mal élevé, plein de son mérite et rompu aux habitudes soldatesques ; c'était lui que les deux sœurs avaient déjà *régalé*, comme nous l'avons vu, d'un ballet pastoral et mythologique. Il accepta le titre de protecteur de Mme Busche, et, par cet habile arrangement, le père et le fils se trouvèrent à la fois sous la main des deux sœurs.

Le conseil que donna la comtesse Platen à son noble amant dans cette circonstance fut digne de Machiavel : absorber la fortune et les domaines de Sophie-Dorothée au profit des héritiers de l'évêque, et réunir le duché de Zelle à l'électorat de Hanovre. Pour y parvenir, il suffisait que le mariage projeté entre le jeune duc de Wolfenbüttel et sa cousine fût rompu, et que cette dernière acceptât pour époux le fils de l'évêque, amant de Mme Busche, futur électeur de Hanovre, peut-être un jour roi de la Grande-Bretagne. Un instrument était nécessaire pour cela. Près du duc de Zelle se trouvait un certain Bernstorff, premier ministre, conseiller aulique, grand homme de loi, qui aimait les tabatières d'or et les présents, parlait peu, volait beaucoup, s'arrondissait incessamment du bien d'autrui, et que l'on pouvait aisément gagner. On le gagna. Les plans d'Élisabeth réussirent de point en point. Le ministre Bernstorff reçut la promesse d'un château et l'envoi d'une tabatière, détruisit le mariage qui déplaisait à l'évêque, suscita des jalousies et des ombrages entre le prince de Wolfenbüttel et son cousin, et, puissamment aidé par la savante Sophie, finit par conclure, à la satisfaction de l'évêque, le mariage du brutal George et de sa cousine, fille de Française, qui, en épousant le fils d'une Stuart, entrait dans une famille fatale. Ce furent pour elle deux malheurs, comme on va le voir.

Elle y entrait le cœur plein d'un amour vif et partagé, dont l'objet n'était pas ce Kœnigsmark que les historiens présentent sous des traits romanesques et menteurs, mais Auguste de Wolfenbüttel, jeune homme de vingt ans, dont la demande avait été approuvée et encouragée par ses parents mêmes, qu'elle regardait d'avance comme son mari, et qui venait de passer six mois près de sa cousine, qui allait avoir seize ans tout à l'heure. La mère et la fille résistèrent de leur mieux à l'influence de Bernstorff et à la main cachée de la comtesse Platen et de l'évêque ; elles succombèrent devant une volonté décidée et un préjugé violent. Bernstorff avait représenté à son maître qu'il y avait trop de Français dans son armée, qu'on se plaignait de le voir céder aux conseils de sa femme, et qu'il perdait ainsi la considération qui lui était due. C'est surtout la crainte de paraître faibles qui détermine les hommes faibles ; malgré le désespoir de la duchesse et les protestations

de sa fille, le mariage fut célébré le 21 novembre 1682, entre cette enfant destinée à un autre et l'un des êtres les plus dégradés de son époque, ce George de Hanovre qui fut roi.

Nous n'avons pas à nous occuper de cet homme sordide, cruel et ridicule qui épousait Sophie-Dorothée. Elle avait appris de sa mère la leçon que doivent apprendre la plupart des femmes, la résignation au mariage sans amour, et malgré les torts, les âpretés, les caprices, les maîtresses de son mari, auquel elle donna deux enfants en peu d'années (George, qui devint George II, roi d'Angleterre, et Sophie, qui devint mère de Frédéric-le-Grand), les premières années de son union avec le prince se passèrent convenablement. Elle allait souvent visiter sa mère, soignait ses jeunes enfants, et fondait des asiles de charité, pendant que le mari, qui aimait la poudre à canon, guerroyait contre les troupes catholiques de Louis XIV pour attester sa fidélité protestante. Quant à l'évêque, devenu électeur de Hanovre, et qui avait continué dans le palais électoral l'ancienne orgie d'Osnabrück, il trouvait une fraîcheur inattendue dans le souffle pur et la conversation candide de cette jeune mère ; l'électrice elle-même, vouée à la science, goûtait la conversation de Sophie-Dorothée, qui savait plusieurs langues. Enfin, à vingt ans, la beauté de la princesse, se développant avec éclat, rejeta dans l'ombre les autres femmes de la cour, et particulièrement la maîtresse avouée du prince. Catherine de Meisenberg n'était ni assez coquette pour stimuler des goûts blasés, ni assez forte pour briser une situation fausse ; n'ayant pour se soutenir ni la ruse de sa sœur, ni les séductions hautaines de la femme légitime, elle laissa tranquillement le prince se détacher d'elle ; un amour sans estime mourut de sa mort naturelle, qui est l'ennui. Ce n'était pas le compte de la sœur aînée.

Mme Platen, plus riche et plus accréditée que jamais, adorée de l'électeur, arbitre unique, crainte de tous, reproduisait dans un pays paisible et protestant ces grandes et terribles figures des courtisanes romaines, qui s'associaient aux papes dans les mauvais temps de la papauté, et que l'on voyait traverser la ville-reine montées sur leurs mules caparaçonnées de pourpre, précédées de vingt hallebardiers, et suivies d'un bourreau. Elle n'avait qu'une douleur : c'était de voir la jeune nièce de l'électeur, Sophie-Dorothée, briller à côté d'elle. La princesse, instruite par sa mère, avait d'abord traité cette singulière puissance avec une réserve polie et des égards mesurés ; il lui fut impossible de se maintenir longtemps sur ce terrain. Les astres rivaux ne pouvaient briller dans le même ciel ; la position respective des deux femmes devint une guerre ouverte et violente. Tous les avantages semblaient être du côté de la jeune mère, de la femme sans tache, de la princesse élégante estimée de tous ; — ce fut la courtisane et la maîtresse avide de l'évêque qui l'emporta.

Vous diriez presque la lutte de Kriemhilt et de son ennemie dans les Niebelungen. Ce ne fut d'abord qu'une rivalité de femmes et de costumes, d'élégance et de beauté. La comtesse Platen se soutenait dans sa splendeur, aidée des recherches de l'opulence et des habiles soins que l'expérience fournit. La jeune femme, qui avait l'avantage de l'âge et du rang, s'entourait d'une petite cour hostile aux prétentions de la maîtresse de l'évêque. Le frère cadet du prince George, le prince Maximilien, s'y joignit ; ce fut un événement et une affaire d'état que l'espiéglerie du jeune homme, lorsqu'un jour il s'avisa de faire tomber le fard dont la comtesse relevait sa pâleur en jetant quelques gouttes d'eau sur ce visage admiré. Le prince fut sévèrement réprimandé, puis banni de la cour. Cependant l'intimité domestique de la princesse, n'étant plus troublée par Catherine de Meisenberg, devenait mena-

çante pour la favorite, qui ouvrit la tranchée par une démarche hardie. Il y avait parmi les demoiselles d'honneur une demoiselle Melusine Ermengarde de Schulenburg, blonde, d'une élégance svelte et d'une beauté délicate, aux yeux bleus candides et tendres, d'une modestie et d'une pudeur qui eussent attendri des âmes même farouches, et qui touchait à ses dix-neuf ans. A travers cette gaze d'ingénuité céleste, Mme Platen avait deviné l'esprit d'intrigue et l'ambition de fortune; ce fut le chef-d'œuvre de la stratégie féminine que de choisir cette personne et d'opposer les séductions d'une innocence timide et tremblante à cette innocence fière de l'épouse en possession de ses droits et sûre de son pouvoir. George, fidèle aux exemples paternels, s'ennuyait un peu du mariage, la supériorité de sa femme le gênait ; il mordit au premier hameçon qui lui fut offert, adopta publiquement Mlle de Schulenburg, et ne prit point la peine de cacher ses assiduités. Ses fréquentes absences, car il servait alors sous le prince d'Orange et se trouvait souvent sous les drapeaux, retardaient le résultat de ces intrigues. Dans le palais de Hanovre, les deux femmes s'insultaient froidement et sourdement. Il manquait à cette scène un acteur, qui arriva bientôt et mit en feu les éléments du drame ; c'était le jeune Philippe-Christophe, comte de Kœnigsmark, dont on a diversement parlé.

Les Kœnigsmark, Suédois d'origine, semblent moins appartenir à leur époque qu'à celle de Cinq-Mars et de la fronde. Ce sont de vrais aventuriers du XVIIe siècle, de ceux que le crayon de Callot a fait vivre, présomptueux, légers, satiriques, ardents, capables de tout, la race des Buckingham et des petits-maîtres, que Lauzun a continuée sous Louis XIV à ses risques et périls. Rien n'est plus vif et plus hardi que le portrait de ce jeune Kœnigsmark : les yeux noirs et saillants, le front spirituel et surmonté d'une forêt de cheveux noirs un peu crépus, les lèvres sensuelles, et l'ironie étincelant sur tous les traits. On reconnaît un de ces hommes auxquels se fier est difficile, près desquels s'ennuyer est impossible, et dont il ne faut être ni l'ami, ni la femme, ni la maîtresse. Riches et braves, héros d'aventures, on les avait vus partout, au siége de Malte, chez les Turcs, en Algérie ; à Madrid, où ils donnaient des combats de taureaux ; à Paris, où ils figuraient dans les carrousels. Le frère aîné de celui dont nous voulons parler, Charles-Jean Kœnigsmark, que les historiens ont confondu avec le nôtre, avait soutenu à Londres un procès criminel d'étrange espèce. Pour épouser la plus riche héritière de la Grande-Bretagne, lady Élisabeth Percy, il n'avait pas trouvé de meilleur moyen que de faire assassiner par trois spadassins son second mari, le célèbre Thomas Thynn, Thomas aux millions. Le mari ne mourut pas ; les trois assassins furent pendus, et, grâce à l'intervention du roi Charles II, Charles-Jean put aller batailler en Morée, à Navarin, à Modon, et se faire tuer devant Argos. Pendant qu'il faisait ces exploits, son frère cadet, Philippe, plus beau, plus spirituel, aussi étourdi que lui, commençait son éducation protestante dans une académie de Londres, et de là se rendait, à seize ans, à la cour du duc de Zelle, où se trouvait la jeune Sophie-Dorothée, plus jeune de plusieurs années, et par conséquent éloignée de l'âge où les préférences se déterminent et se passionnent. Cette association enfantine, qu'interrompit bientôt le départ du jeune aventurier pour l'armée, explique la familiarité de leurs rapports subséquents, et l'on va voir avec quelle adresse on en tira parti.

Kœnigsmark reparut à la cour de Hanovre et à celle de Zelle, enrichi par un héritage récent, plus brillant que dans son adolescence, conteur, causeur, beau joueur, l'un des jolis hommes de son temps, et déjà familier avec les cours de

l'Europe. Il fut reçu avec joie par tout le monde, surtout par les femmes. L'électeur le nomma colonel de ses gardes et le laissa tenir le premier rang dans les fêtes, régler les ballets, donner le ton des conversations, chanter les airs nouveaux de Lulli, et « traîner tous les cœurs après soi; » on ne se serait pas avisé de reprendre en rien le brillant élève de la cour de France. La comtesse Platen, de son côté, pensa qu'il était de son honneur de l'enlever à ses rivales, et de son intérêt de le détacher de la princesse. Philippe avait renoué avec cette dernière leurs relations d'enfance ; elle le recevait souvent, lui faisait raconter ce qu'il avait vu ou cru voir, et s'en divertissait singulièrement. Cette seconde partie des récits des voyageurs n'est pas, on le sait, la moins réjouissante des deux; Mlle de Knesebeck, présente à ces conversations, nous dit que le jeune homme ne s'en faisait pas faute. « Il était très-amusant, dit la dame d'honneur ; sans doute il mentait beaucoup ; la princesse riait comme une folle. »

Cependant Mme Platen, qui avait brouillé le ménage, n'était pas plus avancée. Ne pouvant captiver les attentions de Kœnigsmark, elle trouvait son empire ébranlé, et séchait de dépit. En vain elle tentait de noircir auprès de l'électeur une amitié dont il connaissait la source et la portée; quand elle désespéra de réussir autrement, elle résolut de porter les grands coups ; ces expressions n'ont rien d'exagéré. Des passions puériles dans leur violence mènent au crime et au meurtre aussi sûrement que les grands intérêts. Les princes de cette époque, imitateurs légers de Louis XIV, ne se doutaient pas qu'en essayant d'introduire les voluptés élégantes de Versailles dans leurs châteaux d'Herrenhausen et d'Osnabrück, sans y faire pénétrer en même temps nos délicatesses réparatrices et nos fines convenances, ils composaient le plus dangereux poison ; de ces rivalités de femmes, de ces intrigues d'alcôve, de ces mascarades étourdies, sortiront des drames ensanglantés.

A force de penser à ce Kœnigsmark qui lui résistait, la comtesse Platen s'occupa de lui sérieusement. Toutes ses munitions de coquetterie étaient épuisées ; il n'y avait plus ni dédains, ni épigrammes, ni détours à employer; elle fit feu de ses dernières cartouches, et au milieu de l'un des bals masqués qui constituaient la vie de l'évêque, elle alla droit à Kœnigsmark et se déclara bravement. Un pas de ballet dont il s'était bien tiré en fournit l'occasion ; « elle espérait, dit-elle au comte Philippe, qu'elle aurait enfin l'honneur tardif de le recevoir chez elle et de le féliciter d'une élégance qui enlevait tous les suffrages. » L'heure de cette visite fut fixée par elle-même; c'était après le bal, qui, dans ces temps primitifs, se terminait à neuf heures. Kœnigsmark répondit avec la politesse convenable, et fit honneur au rendez-vous; le lendemain, toute la ville et surtout Sophie-Dorothée le savaient.

Déjà la princesse, qui ne prétendait point à l'amour de Kœnigsmark, et qui pensait surtout aux cheveux blonds et aux yeux alanguis de Mlle de Schulenburg, avait raillé le jeune homme sur les évidentes obsessions dont il était l'objet. On avait beaucoup ri en comité secret de la belle Platen, de ses trames perdues, de ses nouvelles ardeurs, et un peu de l'électeur-évêque, son ami ; je ne jurerais pas que la malice féminine de la princesse, si vertueuse qu'elle fût, ne se réjouît d'assister de près à l'une des chutes de sa fière ennemie. Le comte avait promis à ces dames de les tenir au courant des détails du siége, et il faut bien en vérité pardonner quelque chose au caractère d'enfant gâté de Sophie, à ses habitudes de princesse adorée, aux caprices d'un esprit vif, à son ménage brouillé, et à sa juste colère contre Mme Platen.

Ici commence une série de malheurs et de fautes de la princesse, fautes qui, certes, ne sont pas des crimes, et qui prouvent son innocente imprudence. Entourée d'influences hostiles et se débattant sans pouvoir les combattre, elle ne fit, à chaque mouvement, que s'embarrasser dans leurs replis. George était revenu trouver Mlle de Schulenburg; l'électeur vivait sous le joug appesanti d'Élisabeth Platen; le duc de Zelle était singulièrement refroidi pour sa fille, et même pour sa femme, que Bernstorff, l'homme aux tabatières, lui montrait comme une Française dangereuse; enfin le comte Kœnigsmark poursuivait son vol de papillon. Des scènes violentes avaient lieu dans le palais électoral, dont Mlle de Schulenburg avait doucement pris possession; un beau jour, le mari de Sophie-Dorothée voulut étrangler sa femme contre une muraille. Elle prit la fuite, et demanda asile à sa famille, qui, ne jurant que par le conseiller Bernstorff, la reçut fort mal, et la renvoya chez son mari. La situation de cette pauvre femme devint affreuse, toute riche et puissante qu'elle fût; repoussée de son père, vainement défendue par les supplications maternelles, maltraitée par son mari, poursuivie jusqu'à la mort par Élisabeth Platen, indifférente à la population allemande, qui voyait en elle une étrangère, ses seuls amis étaient cet étourdi de Kœnigsmark, qui devait la perdre, et sa demoiselle d'honneur, Mlle de Knesebeck, qui n'avait ni pouvoir ni fortune.

Alors la pensée de son cousin se représenta dans son esprit. Jamais, depuis la rupture du premier mariage, Auguste de Wolfenbüttel n'avait reparu à Zelle et dans le duché de Hanovre. Quand elle se vit sans espoir du côté de sa propre famille, elle imagina d'échapper à ce malheur en prenant refuge à Wolfenbüttel, chez le père de son cousin, de réclamer publiquement le divorce, d'attester l'innocence de sa vie et les torts matériels de son mari, de porter sa cause devant une cour aulique ou consistoriale, et qui sait? peut-être d'épouser celui qu'elle aimait. Le plan était hardi, et il fallait réussir. Elle en fit part à Kœnigsmark et à Mlle de Knesebeck, qui ne trouvèrent point les circonstances favorables.

Élisabeth Platen, qui se doutait qu'elle était jouée et qu'on riait d'elle, s'agitait dans la douleur et la colère. Elle se sentait profondément méprisée de ce Kœnigsmark, venu tout exprès pour la punir, et auquel l'attachait un amour mêlé de haine, un de ces amours implacables qui mûrissent dans l'automne des passions et des intrigues. Elle lui avait défendu de visiter son ennemie; il en riait. Elle l'avait dénoncé à George et à l'électeur comme l'amant de la princesse; on n'en avait rien voulu croire. Fatigué des ardeurs croissantes de la comtesse, il jugea commode de prendre la fuite et d'aller, loin des intrigues sérieuses qui ne l'amusaient guère, passer quelques semaines chez l'électeur de Saxe, ce même Auguste aux cinquante-trois bâtards et aux sept cents maîtresses, dont sa sœur Aurore avait été la favorite. Là Kœnigsmark se trouvait dans son élément; il fut l'âme et la vie des fêtes de l'électeur, et amusa ses compagnons de table aux dépens des deux petites cours de Hanovre et de Zelle. C'étaient des descriptions à n'en plus finir de l'évêque en Apollon, de Mme Platen en Vénus, des deux Meisenberg blotties dans la robe de chambre de l'évêque, de Mlle de Schulenburg, la blonde, vêtue en amazone, et forcée de courir après son royal amant à travers les bois et les forêts. Sophie-Dorothée était seule ménagée. On avait autrefois chassé du palais du duc de Zelle et du service particulier de sa fille une personne jolie, déjà corrompue, que l'électeur de Saxe avait fait entrer dans son harem. Elle assistait avec beaucoup d'autres aux récits plaisants de Kœnigsmark, et comme elle était l'espionne

payée de la comtesse Platen, cette dernière fut instruite aussitôt de ce qui se disait sur son compte, à la table et dans le palais de l'électeur. Kœnigsmark avait diverti ces dames non-seulement aux dépens du rouge et des mouches de sa conquête, mais sur des chapitres bien plus piquants, et personne n'ignorait les jalouses fureurs de la Roxane de Hanovre et les particularités de sa beauté.

L'étourdi revient au palais électoral, où son titre de colonel des gardes le rappelle. Il ne s'occupe pas de la terrible comtesse, et ne rend visite qu'une seule fois à la princesse, dont la situation était devenue insoutenable; le plan de celle-ci était d'ailleurs arrêté pour la fuite. Kœnigsmark lui promet de l'avertir dès qu'il aura fait les préparatifs qui doivent la conduire à la cour de Wolfenbüttel sous la sauvegarde de sa fidèle Knesebeck et de six trabans. On convient, pour ne pas attirer l'attention, de cesser toute espèce de rapports jusqu'au moment du départ. Ces grandes aventures, cet air de protecteur de l'innocence et d'enleveur de princesses le séduisaient, et son étourderie le précipitait dans cette affaire comme dans une partie de plaisir. Nous venons de traverser le boudoir et la comédie; le burlesque et la licence vont disparaître; après Scarron et Crébillon fils, voici le drame.

Un soir, Kœnigsmark trouve sur sa table un fragment de papier blanc portant ces mots tracés au crayon d'une main tremblante : *Ce soir, après huit heures, la princesse Sophie-Dorothée attendra le comte Kœnigsmark.* L'écriture était incertaine, et l'heure du rendez-vous indue. Il ne réfléchit pas, ce n'était guère sa coutume, se rend au palais, et excuse, en présentant le billet, sa présence inattendue et insolite; la princesse, que tout cela étonnait, donne l'ordre de le faire entrer. Pendant que ces choses se passaient, Élisabeth Platen, qui avait ses grandes entrées chez l'électeur, se rendait près de lui, dénonçait le rendez-vous qu'elle-même avait préparé en corrompant un domestique de Kœnigsmark, qui avait déposé le billet prétendu de la princesse sur la table du jeune homme, et obtenait l'ordre de faire fermer à l'instant toutes les issues du palais, et de s'emparer de Kœnigsmark. Cette arrestation du colonel des gardes offrait quelques difficultés; la comtesse les leva : il ne s'agissait que de placer quatre trabans déterminés sous ses ordres, de leur commander une obéissance absolue à la comtesse, et de lui laisser le soin du reste. Cela dit, l'électeur s'enveloppa de sa robe de chambre et n'y pensa plus. Élisabeth, suivie de ses trabans, les mena dans une salle antique nommée la *salle des chevaliers*, leur apporta un vaste bol de punch qu'elle prépara de ses mains, les plaça en embuscade dans la cheminée gigantesque de la salle, et leur dit ce dont il s'agissait. Elle, postée derrière la tapisserie qui séparait cette salle d'une galerie voisine, attendit le passage de Kœnigsmark. Le comte se fit attendre longtemps. Mlle de Knesebeck et la princesse le retinrent plus de trois heures, sans s'occuper trop de la singularité de l'entrevue, du billet supposé, de l'auteur de ce billet, et des conséquences possibles; on causa beaucoup de toutes choses et des préparatifs du départ. De sa vie, le jeune Kœnigsmark n'avait été plus brillant. Au lieu de se livrer aux plaintes élégiaques des amants qui vont se quitter, il suivait son caractère, s'abandonnait à une joie folle, imitait la comtesse Platen dans ses transports de jalousie, se mettait à genoux comme elle devant un Kœnigsmark figuré par une petite poupée française, simulait les angoisses de cette coquetterie dédaignée, la représentait dansant la *pavane* à l'antique avec l'électeur-évêque, et mêlait à ces gaietés tant de récits originaux et d'anecdotes piquantes, que les heures s'écoulaient inaperçues au milieu des rires de Mlle de Knesebeck et de Sophie-Dorothée.

Je défie un auteur dramatique doué d'expérience ou de génie de mieux disposer la scène. Sous la grande cheminée gothique, les quatre trabans hongrois se tapissent, le cimeterre nu et protégés par les lourdes sculptures de ces faunes qui, soutenant leurs corbeilles de fleurs, s'enlacent à de jeunes nymphes. Le bol de punch flamboie sur la table de pierre ; une tapisserie qui se soulève laisse voir le front pâle et l'œil ardent d'Élisabeth Platen. Cependant la porte de l'appartement de Sophie-Dorothée se ferme dans l'autre aile du bâtiment, et la jeune femme, après avoir embrassé ses enfants endormis, fait admirer ses bijoux à Mlle de Knesebeck, en riant des bons contes de Kœnigsmark. Alors on entend des pas incertains à travers les longues salles; le jeune homme a trouvé toutes les issues fermées, et la grande horloge sonne maintenant onze heures. Il s'étonne, puis se rappelle qu'une porte qui donne sur les jardins reste toujours ouverte; de galerie en galerie, il se dirige dans l'obscurité vers ce point où la flamme du punch s'annonce à lui par une lueur bleue. La scène tragique a été racontée sous forme de drame par la princesse, et c'est à elle seule qu'il appartient de la reproduire. Kœnigsmark s'approche et voit les quatre hommes qui s'élancent, les quatre cimeterres qui brillent.

Koenigsmark (1). — Trahison ! trahison !

La Comtesse Platen, *entr'ouvrant la porte.* — Ne le laissez pas tirer son épée. Coupez-lui la retraite. Bien. Frappez ! Qu'on le jette par terre et qu'on lui lie les mains.

Koenigsmark, *renversé.* — Épargnez la princesse; elle est innocente !

La Comtesse. — Ne l'écoutez pas. C'est un criminel. Exécutez les ordres de l'électeur ! Bien ! Ne le quittez pas ! ne le lâchez pas ! Bâillonnez-le ; frappez s'il le faut, et qu'on lui attache solidement les pieds et les mains ! A la bonne heure ; il est à nous.

Koenigsmark. — La princesse est innocente !

La Comtesse. — Liez mieux ses mains. Maintenant, qu'on le prenne et qu'on l'emporte.

(*Les quatre trabans soulèvent Kœnigsmark, dont le sang coule en abondance. Ils essaient en vain de le faire tenir debout. Il s'évanouit.*)

La Comtesse. — Déposez-le par terre. Bien ! Dénouez le mouchoir qui le bâillonne. (*Elle emploie ce mouchoir à bander les plaies de sa tête et le regarde attentivement.*) Maintenant, traître, confesse ton crime et celui de la princesse !

Koenigsmark, *se soulevant sur le coude et ouvrant les yeux.*—Ah ! vipère ! c'est vous !

La Comtesse. — Tu achèves de te perdre, traître ! Il faut que tu avoues !

Koenigsmark. — La princesse est innocente !

La Comtesse, *soulevant Kœnigsmark évanoui.* — Du vinaigre ! Serrez ce mouchoir autour de sa tête !

Koenigsmark, *après avoir respiré du vinaigre, rouvre les yeux et voit encore Élisabeth Platen.* — Furie exécrable !

(*La comtesse, agenouillée, se relève et laisse tomber la tête de Kœnigsmark sur le pavé ; la bougie qu'elle tenait échappe de ses mains ; poussant un cri pendant qu'elle semble glisser dans le sang du blessé, elle étouffe du pied sa dernière imprécation.*)

(1) *Diary*, etc. — *The assassination*, p. 232.

La Comtesse. — Qu'y a-t-il? Mort? Est-il possible! Qu'on le ranime, qu'on le soigne! Je vais trouver l'électeur et prendre ses ordres.

(*Les quatre trabans essaient de bander ses plaies et restent silencieux autour du cadavre.*)

Premier Traban. — Il est mort!

Deuxième Traban. — Plus rien!

Troisième Traban. — Voilà une belle affaire. Après tout, nous n'avons fait qu'obéir.

Ce fragment ressemble à une scène de Shakspeare comme une forêt dessinée sur l'agathe naturelle ressemble au tableau d'un maître. Le corps de Kœnigsmark, jeté dans un lieu immonde, fut dévoré par la chaux vive sous les yeux d'Élisabeth. Telle fut la fin du plus brillant cavalier de ce temps et de cette cour.

On avait vu des lumières traverser les appartements, et Kœnigsmark avait disparu, voilà tout ce que l'on sut; les trabans reçurent de l'argent et se turent. Personne n'osa parler de ce mystère, où l'on soupçonnait un crime.

Cependant Sophie-Dorothée, ignorant ce qui avait eu lieu, avait passé une partie de la nuit à ranger ses bijoux et à continuer les préparatifs de ce départ si désiré pour Wolfenbüttel. Il n'était plus temps. Placée sur une pente fatale, chaque instant qui s'écoulait la faisait descendre un peu plus bas vers la ruine qui l'attendait. Dans les papiers de Kœnigsmark, saisis aussitôt après l'assassinat, se trouvaient de nombreuses lettres que la princesse lui avait écrites pendant son séjour à Dresde, et où sa colère et son ironie contre l'électeur, George son fils, Élisabeth Platen, Bernstorff, et même contre l'indifférence et la faiblesse de son propre père, le duc de Zelle, éclataient en vives épigrammes et en mouvements d'indignation. Ces malheureuses lettres, montrées aux intéressés et commentées par la comtesse, enlevèrent à Sophie les derniers protecteurs sur lesquels elle pouvait compter et les restes de sympathie qui s'élevaient encore en sa faveur. Si elles prouvaient l'innocence des rapports de Sophie et de Kœnigsmark, elles la montraient fière, violente, hardie, profondément blessée, prête à fuir chez les ennemis de l'électeur, et dangereuse dans sa colère; on eut peur d'elle et on l'écrasa.

Elle acheva de prêter des armes à ses adversaires en déplorant avec larmes l'absence de Kœnigsmark, et en accusant hautement Élisabeth Platen de la mort de ce malheureux. On lui envoya le comte de Platen pour l'interroger; ce dernier lui exposa que l'on craignait de la voir mère d'un fils de Kœnigsmark. « Vous me prenez pour votre femme! » répondit-elle fièrement à Platen, qui devint son ennemi implacable. Alors une cour consistoriale s'assemble pour la juger; elle proteste; un jour, prête à recevoir le sacrement, elle se retourne au milieu de l'église, et, faisant face à l'assemblée, prend Dieu même et l'hostie sainte à témoin de la pureté de sa vie, défiant la comtesse Platen d'en faire autant. La comtesse pâlit, et l'église retomba dans le silence. La lutte entre les deux femmes était terminée. Le tribunal, sans s'occuper de l'adultère, avait prononcé le divorce; elle n'était plus femme de George de Hanovre, et Élisabeth Platen l'emportait.

Nous avons vu quel concours d'inimitiés ardentes, d'imprudences et d'étourderies avait préparé cette destinée, et comment Élisabeth Platen avait enflammé contre son ennemie les passions et les intérêts. Mlle de Knesebeck, jetée en prison dans une forteresse au milieu de la forêt du Harz, « d'où elle ne découvrait, dit-elle, que les cimes vertes des grands arbres qui se balançaient comme une mer, »

parvint à en sortir par la toiture, où un prétendu couvreur, qui n'était autre qu'un amant déguisé, pratiqua une ouverture qui permit à la demoiselle d'honneur de s'échapper. On conduisit en grande pompe la princesse à ce vieux château d'Ahlden, où il ne lui fut permis de voir ses enfants ni sa mère, et où elle mourut après trente-deux années de langueur et de solitude profonde ; puis il ne fut plus question d'elle. La comtesse Platen expira en 1706, en dictant le récit de sa vie, et disculpant complétement ce Kœnigsmark qu'elle avait aimé, cette princesse qu'elle avait haïe. L'un des assassins du jeune homme soulagea sa conscience par une confession analogue, reçue par le même ecclésiastique et conservée dans les archives de Zelle.

Quant à George, devenu électeur d'Hanovre et roi d'Angleterre, qu'il soit jugé par l'histoire, où il a fait figurer à côté de lui Mme de Schulenburg sous le nom de duchesse de Kendal, et Mme Kielmansegg, fille de la comtesse Platen et favorite à son tour sous le nom de duchesse d'Arlington, — déshonorant ainsi la pairie des trois royaumes qu'on lui donnait. Certes, il n'y avait pas de roi qui méritât mieux que George Ier d'être chassé du trône par une révolution et honteusement banni avec sa suite. On n'y pensa même pas. Il personnifiait une haine, et tout le monde fut content.

L'obscurité où cette douloureuse histoire est restée ensevelie jusqu'à la publication de ces documents, et l'impunité historique dont l'électeur-évêque, George Ier et la comtesse Platen ont joui, ne peuvent s'expliquer que par un mot : la passion populaire. L'intérêt protestant qui dominait les intérêts du Nord servait de mobile à la politique anglaise ; c'était lui qui couvrait de son amnistie de si misérables caractères, de si infâmes palais, et des crimes si odieux, lui qui laissait languir et mourir dans sa prison d'Ahlden cette femme intéressante qui n'avait commis d'autre crime que d'être belle, jeune et pure, d'avoir vu de trop près les ignominies de l'évêque et de la favorite, d'avoir bravé cette femme hardie, et d'avoir désiré la liberté. Cette fille d'une Française restait trente-deux années dans les murs de sa citadelle, usait de sa fortune en faveur du pauvre village dont elle « voyait de sa fenêtre, dit-elle, pour toute récréation, la petite rue tortueuse et les habitants levés dès quatre heures du matin, » et y écrivait ces tristes mémoires, publiés après plus d'un siècle, pendant que les créatures que l'électeur de Hanovre traînait après lui allaient s'asseoir paisiblement sur les marches du trône protestant d'Angleterre, et s'y couvrir de toute espèce de titres et d'honneurs en face des populations calvinistes ! Elles souffraient cela en haine de Louis XIV, — et l'on n'a rien dit encore de tous ces mobiles passionnés d'une histoire presque contemporaine, — tant l'histoire est lente à se révéler.

PHILARÈTE CHASLES.

DE

LA POÉSIE LYRIQUE

EN ALLEMAGNE.

M. ÉDOUARD MOERIKE.

EDOUARD MOERIKE'S GEDICHTE.[1]

On sait de quel ordre d'idées naquit, vers les premières années du siècle, le mouvement romantique en Allemagne; l'étude des anciens, jointe à l'esprit critique du protestantisme, avait, sinon complétement détruit, du moins fort compromis ce que j'appellerai l'élément naïf dans la poésie. Les esprits éminents de l'époque, Tieck et Novalis à leur tête, sentirent qu'il fallait réagir, et soudain à l'antiquité on opposa le moyen âge, à l'art réel et qui a conscience de sa force et de sa beauté l'art qui s'ignore, l'art populaire, l'art naïf. Ce fut alors l'époque des fabliaux et des légendes, l'ère du merveilleux. Les caractères humains, agissant dans un but humain et conséquent, disparurent; la nature devint un théâtre d'illusions et de fantasmagories, des scènes occultes représentées par des ombres insaisissables défilant au demi-jour d'un mystérieux crépuscule et flottant sans pesanteur au gré de leurs aspirations infinies ; en un mot, le monde poétique ne fut pour un moment qu'une immense nuit de Walpürgis où la fantaisie mena sa ronde au clair de lune avec les fées, se roula dans le cristal des sources avec l'ondine et les naïades, et dans la flamme vive avec la salamandre. Que de muses char-

(1) Un vol. in-18. Stuttgard et Tubingen, chez Cotta. — Paris, chez Klincksieck.

mantes ce réveil d'une mythologie si féconde attira ! et parmi celles qui s'attardèrent autour du merveilleux miroir, combien se laissèrent aller à prendre le reflet pour l'image, le moyen âge de convention et de théorie pour le véritable, pour le moyen âge de fait! Je ne parle pas de Tieck, qui devait, après les temps de délire, aborder par ses nouvelles un monde plus positif, d'où l'on aurait tort cependant de conclure qu'il soit homme à se faire faute, même aujourd'hui, d'une libre escapade au pays des anciens rêves. Je parle encore moins d'Uhland, esprit méthodique et sage, dont l'inspiration, en cette sphère du moyen âge qu'elle hante volontiers, a toujours choisi la zone plus éclairée, le fond lumineux dont le profil humain se détache. Mais n'est-il pas permis de penser que des natures délicates comme l'étaient Novalis, par exemple, et ce Wackenroeder, qui se rêvait le contemporain de Raphaël, que de pareilles natures, disons-nous, durent, par l'effet de leur illuminisme, se croire pour un moment au sein même de cette existence dont le seul mirage les enivrait! A ce point de vue, tous deux sont morts à temps; au moment où l'auteur des *Méditations d'un Solitaire cloîtré* et le chantre aimé de *Henri d'Ofterdingen* quittèrent le monde, l'illusion de leur vie était en pleine efflorescence. Ce qu'il serait advenu s'ils eussent survécu à l'heure enthousiaste, on l'ignore. Peut-être auraient-ils persisté, au risque de passer pour retardataires aux yeux de la génération nouvelle; peut-être aussi se fussent-ils jetés à corps perdu dans les tendances humanitaires et le socialisme, ainsi qu'il arrive à Bettina. Trop souvent, de nos jours, le socialisme n'est qu'un romantisme qui grisonne. Toujours est-il qu'il y avait chez certains des coryphées du mouvement rétrospectif en Allemagne un élément naïf qui, même encore aujourd'hui, se perpétue. De là toute une filiation de muses gracieuses et discrètes, la plupart ignorées du monde et cultivant le germe transmis dans un coin de la Souabe ou de la Thuringe, de la Silésie ou de la Marche. Ne vous est-il jamais arrivé, en parcourant les galeries d'un château, de remarquer parmi les portraits de famille la figure élégante et douce d'un jeune homme dont l'expression mélancolique vous indique d'avance la fin prématurée? Vous descendez au jardin, et, voyant des enfants s'ébattre sur les pelouses, il vous semble reconnaître en eux quelque chose de l'air et des traits de l'aïeul adolescent. Ainsi, dans ces physionomies romantiques qui se détachent, non sans charme, sur le fond du tableau contemporain, je crois surprendre un peu du son de voix et du profil de Novalis. Pour ceux-là, nous l'avouons, les événements n'ont pas marché; il s'agit bien, en vérité, de tendances industrielles et de libéralisme! que leur importe l'ère constitutionnelle qui date de juillet? Parlez-leur de la source vive au fond du bois et du monde merveilleux qui l'habite, parlez-leur des rapports de l'esprit avec la nature, de cette harmonie élémentaire que le christianisme a rompue. Le poëte donne à la nature un œil spirituel pour qu'elle voie, il lui donne une bouche pour qu'elle parle, il remet l'être humain en communauté avec le soleil et la terre, avec les plantes et les bois, et souffle en nous ce sentiment d'épouvante sacrée que l'aspect du beau inspire au sage de Platon.

Que de nuances dans le romantisme! M. Édouard Moerike est romantique et M. Heine aussi. M. Heine, si je ne me trompe, débuta au déclin de la période et vit éclore sa poésie aux derniers rayons du soleil d'Arnim et des Schlegel. Quoi qu'il fasse pour renier cette origine, l'auteur des *Reisebilder* en subira l'influence jusqu'à son dernier jour. Romantique défroqué, dira-t-on; oui, sans doute, mais heureusement pour lui l'instinct originaire a persisté. Même en ses écrits d'au-

jourd'hui, il n'est point rare de trouver çà et là maint passage qui ne respire que fantaisie et grâces naïves; peu s'en faut que vous ne le preniez alors pour un modèle de simplicité, pour un cœur d'enfant, tant il a l'air de croire à l'existence de ces elfes et de ces kobolds, de ces nixes et de ces fées dont il conte les histoires avec un si délicieux abandon. D'ordinaire l'illusion ne se prolonge guère au delà d'un paragraphe; au détour du feuillet, vous rencontrez le faune qui ricane; là même, selon nous, est la principale originalité de M. Heine. Dans la phalange romantique proprement dite, M. Heine n'eût jamais figuré au premier rang. Pour l'imagination et les idées, Arnim, Novalis, Bettina elle-même, garderont toujours sur lui une incomparable supériorité. La grande habileté de l'auteur des *Reisebilder* est d'avoir su se faire un romantisme à part, une sorte de romantisme critique dont mieux que tout autre il possède le secret en Allemagne. Mêler l'élément naïf de la poésie du moyen âge à l'élément négatif des sociétés modernes, manipuler du soir au matin les principes les plus contraires, mêler Arnim à Byron, Novalis à Mme Sand, prendre même quand on peut un aiguillon à Volaire, tel est, j'imagine, le procédé. Le docteur Julius comparait dernièrement dans sa chaire de Kœnigsberg la prose de M. Heine à un paradis terrestre, pour la richesse et le luxe de la végétation. J'admets volontiers le paradis terrestre, à condition qu'on n'oubliera pas le serpent. Arrivons à M. Édouard Moerike.

Vis-à-vis de MM. Heine, Herwegh, Freiligrath, de tous les dilettanti de l'Allemagne littéraire contemporaine, M. Édouard Moerike est un poëte naïf : bien entendu qu'il ne saurait être ici question que d'une naïveté relative, d'un certain état d'innocence où la fantaisie vit cloîtrée en dehors des bruits et des menées du jour. De tout temps, et cela même au moyen âge, la période naïve par excellence, des muses bien distinctes se sont trouvées en présence : la muse qui a conscience et celle qui ne l'a pas, la poésie d'art en un mot et la poésie populaire. Il va sans dire qu'aujourd'hui l'art prédomine. Encore en Allemagne trouve-t-on çà et là quelques individualités du genre de celle qui nous occupe. Chez nous, avouons-le, ces individualités deviennent plus rares. Ce sens naïf dont nous parlions tout à l'heure, cette virginité de l'intelligence, si tant est que nous l'ayons jamais eue, voici bien longtemps que nous l'avons perdue. Ainsi, Victor Hugo, Béranger, Sainte-Beuve, sont des artistes dans toute la force de l'expression, des natures en qui la faculté critique et la faculté imaginative marchent au moins de front. Pour trouver l'instinct naïf proprement dit, il faudrait s'adresser aux vocations féminines, et là même combien rares sont les exemples! Je ne vois guère que Mme Desbordes-Valmore qu'on puisse citer, car ce n'est ni l'auteur des *Glanes,* ni l'auteur de *Napoline*, esprits avisés, talents avant tout littéraires, qu'on rangera parmi les muses simples et qui s'ignorent. N'importe, cette rêverie, en général, a des charmes, et j'aime à l'opposer au dilettantisme du moment. Tandis que la muse de M. Freiligrath parcourt, en oiseau de passage, toutes les zones de l'univers, et va des mers de glace au Sahara, tantôt arrêtant son vol sur l'arbuste embaumé des tropiques, tantôt couvant de l'aile au bord du Nil des œufs de crocodile, on se prend à suivre les modulations du rossignol qui vocalise au clair de lune sous le tilleul du voisinage; et ce poëte qui, sans vouloir sortir du cercle un peu restreint de son domaine, se fait modestement l'écho des chastes voix de la nature et des soupirs du cœur, a souvent touché de plus près à la véritable originalité que celui dont l'imagination se met si fort en frais pour nous décrire la ceinture du cheick du Sinaï ou les mœurs des nègres du Congo.

Donner le procédé de cette poésie de M. Édouard Moerike, à vrai dire, on ne le saurait guère : c'est le chant de l'oiseau sur la branche, la chanson populaire dans sa plus naïve expression. On croirait lire de la prose, tant cette strophe a de simplicité, et cependant la rime vient à point, et la cadence est telle, que vous vous prenez à fredonner, à part vous, je ne sais quel motif imaginaire, comme si cette poésie avait en soi une musique infuse. Il faut avoir vécu parmi ces honnêtes populations de la Souabe, entendu les refrains du vieux temps qui se chantent à la brune sous les tilleuls de l'église, pour comprendre l'idyllique fraîcheur de ces compositions naïves. C'est d'ordinaire l'éternelle histoire du cœur des pauvres jeunes filles, un amoureux qu'on avait, et qui s'est enfui sans tenir ses promesses, les rêves caressés des anciens jours qu'on évoque pour les voir s'évanouir soudain, comme cette plainte jetée à l'écho du vallon, et que la brise emporte. « Temps des roses, hélas! que tu as passé vite! es-tu donc passé pour jamais? Ah! si mon amoureux m'était resté, je ne souffrirais pas de la sorte. En honneur de la belle moisson, elles chantent toutes, les faucheuses ; mais, moi, triste et pauvre engeance, rien d'heureux ne m'attend ici-bas. A travers la prairie en fleurs je me glisse perdue en mes songes jusque vers la montagne où mille fois il m'a juré fidélité, et là, sur le versant, je pleure à l'ombre du tilleul, tandis qu'à mon chapeau le vent agite le ruban rose qu'y attacha sa main. » Ainsi finit le doux motif, ou, pour mieux dire, il ne finit pas, car c'est le caractère, car il entre dans le caractère même de ces émanations élégiaques de laisser l'imagination en suspens, de s'arrêter en l'air comme ces mélodies de Weber et de Schubert, désespoir éternel des amateurs de la symétrie musicale. Un soupir de harpe éolienne, un ruban qui flotte, une larme, voilà toute cette poésie. Libre à vous de passer outre, et même de sourire, si vous n'avez pas la note sympathique. Cependant il est dans ce mince volume de M. Édouard Moerike mainte chanson d'un naturel charmant auquel il faut qu'on s'attendrisse; et pour peu que vous vous souveniez de la complainte que psalmodie à son rouet la divine Marguerite de *Faust,* vous aimerez l'histoire de cette pauvre délaissée dont un mal pareil trouble la vie :

« De bonne heure, avant que le coq chante, avant que l'étoile ait pâli, je descends et j'allume le feu.

» La flamme naît, l'étincelle pétille, je regarde la flamme et l'étincelle, toute plongée en ma douleur!

» Et soudain il me revient, cruel enfant, que j'ai rêvé de toi toute la nuit.

» Larmes sur larmes coulent de mes yeux ; ainsi le jour s'écoule ; ah ! que ne revient-il ! »

Une autre fois l'Ariane champêtre s'adresse au vent : « O brise qui murmures, vent qui grondes, dis-moi d'où tu viens, où tu vas. » Mais le vent poursuit sa course sans l'entendre. « Le secret de ma vie, enfant, est-ce que moi-même je le sais? Je l'ai demandé aux montagnes, je l'ai demandé au ciel, aux fleuves, à l'Océan, et ni les montagnes, ni le ciel, ni les fleuves, ni l'Océan, ne m'ont répondu ; ainsi je vais depuis des siècles. — De grâce, arrête un seul moment, s'écrie alors la jeune fille, ne me diras-tu pas au moins en quels lieux est la patrie de l'amour, ne me diras-tu rien du secret de sa naissance et de sa fin? — Qui peut répondre à ce que tu me demandes? L'amour, ma belle, est comme le vent : rapide et prompt, jamais il ne repose, il est éternel; ce qui change, c'est le cœur ! »

La muse de M. Édouard Moerike aime le merveilleux, les histoires de sorcières et les contes de fées, en un mot toute cette poésie du nord de l'Allemagne dont nous avons vu Kerner naturaliser l'esprit au jardin du Neckar. Ainsi même en ce groupe souabe si étroit, si uni, l'étude nous signale deux tendances, l'une réaliste, historique, plus portée, quand le surnaturel se rencontre, à le circonscrire dans l'ordre des phénomènes de conscience : Uhland et Schwab ; l'autre exclusivement romantique et toujours prête à transporter les choses sur le domaine de la fantaisie : Justin Kerner et M. Édouard Moerike, son meilleur élève ou disciple, comme il vous plaira. « Il n'est point mal, écrit le docteur Frédéric Vischer, dans ses *Sentiers critiques*, il n'est point mal que de temps en temps la poésie se révèle sous une apparence fantastique à la *plate* raison qui prétendrait la condamner à ne jamais produire qu'une froide et vulgaire copie des choses, ne fût-ce que pour montrer à sa rivale, si prompte à regarder toute simplicité dans l'âme comme une concession faite à sa manière prosaïque d'envisager le monde, ne fût-ce, disons-nous, que pour lui montrer que le génie poétique, loin de laisser les choses comme elles sont, les modifie, les retourne et les transporte dans un royaume nouveau et imaginaire. » Pour ma part, je me range assez volontiers de l'avis du docteur de Tubingen, et j'avoue que j'adore les arabesques lorsqu'elles ont de sveltes encolures de sirène, des huppes de colibri et de voluptueux enroulements de fleurs. — En parlant de sirène, il nous semble ouïr les voix traîtreusement enchanteresses de celles dont M. Édouard Moerike peuple les grottes de son lac. Sirène ici n'est pas tout à fait le mot ; en cette mythologie du moyen âge nixe conviendrait mieux : si je l'écris, me le passera-t-on ?

Dans leur palais profond, sous les gouffres marins,
Trône le chœur fatal des sept nixes ; leurs mains
De la rose des eaux balancent le calice,
Leurs yeux guettent le jour dont un pur rayon glisse.

Et dès que sur les flots par la brise emporté
Un navire fuit comme une ombre,
Du royaume des eaux monte une clameur sombre,
Un affreux cri de mort par sept fois répété.

Une cloche magique alors s'ébranle et sonne,
Les pâles sœurs dansent en rond ;
Leur robe se défait, leur ceinture se rompt,
Leurs cheveux dénoués laissent choir la couronne.

Et la mer aussitôt déchaîne ses fureurs,
Et les éléments en délire
Rugissent autour du navire
Jusqu'à ce qu'il s'abîme au sein des profondeurs.

Ainsi chante l'astrologue Dracon au balcon de la princesse Liligi, sa blonde élève, qu'il a charge d'instruire dans les sciences occultes. Vers minuit, le grimoire s'est clos, et l'ardente jeune fille a supplié le maître de satisfaire à sa passion du merveilleux en lui contant des légendes d'un autre monde, la *Grotte des Sept-Sœurs*, par exemple, et l'histoire du *Fils du Roi*. L'astrologue n'a rien à refuser à la princesse, et le voilà commençant les préludes que nous venons d'entendre. La lune se mire dans les transparences vives des grandes eaux du parc ; le pin rend ses accords

nocturnes, de tièdes bouffées d'aubépines et d'acacias nagent dans l'air, et puis la voix de l'alchimiste a des vibrations si profondément sympathiques, car maître Dracon n'appartient point à cette race classique d'astrologues rébarbatifs qu'on nous montre la baguette à la main, et sur le dos une robe sordide à peine digne d'orner la carcasse d'un usurier talmudiste du *Ghetto*. Dracon est jeune encore, il est beau, et dès qu'un peu d'exaltation s'en mêle, son œil noir jette des flammes. O douce et blanche Liligi, pourquoi prolonger cette heure dangereuse? Que fait donc votre imprudente mère? Cependant la jeune fille continue à s'enivrer des paroles de l'enchanteur, qui, tandis qu'un charme inconnu la fascine, étend ses mains sur elle, et de sa lèvre basanée effleure ses doux yeux d'hyacinthe, dont une somnolence magnétique appesantit déjà les paupières. Liligi s'endort, et pendant son rêve il lui semble qu'elle entend les harmonies des sphères, et que les étoiles révèlent à son esprit le secret de nos destinées. Bientôt pourtant elle s'éveille. « O maître, vous vous taisez; de grâce, encore la ballade du *Fils du Roi*, » et l'astrologue continue ainsi :

A la surface de l'onde
Glisse le vaisseau royal,
Et les sept sœurs à la ronde :
Viens à nous, bel amiral!

Viens, nos chants doux et suaves
Te berceront désormais;
Viens, tu verras nos palais!
Viens, nous serons tes esclaves!

Et le fils du roi, séduit,
Quitte son bord. O démence!
On l'accueille, on le conduit
Sous la vive transparence.

Vois la porte du sérail
Où t'attendent les sultanes!
Vois l'escalier de corail!
Les minarets diaphanes!

Cependant le même soir,
Sur l'Océan solitaire,
L'étoile du ciel put voir
Un corps flotter vers la terre.

C'est le beau fiancé
Du chœur des nixes marines.
Sept blessures purpurines
Étoilaient son sein glacé.

Ici la même scène à laquelle nous avons assisté tout à l'heure se renouvelle; le couplet qui nous a dit l'enivrement de la jeune fille sous les incantations de l'astrologue se reproduit en manière de refrain, et, comme dans les ballades de Schubert, à l'anxiété croissante de la mélodie, au ton plus orageux de l'accompagnement qui toujours davantage se complique, on sent les approches du dénoûment. — Donc, la princesse Liligi demande une autre histoire; Dracon obéit : ce

sera la dernière. Il chante, il chante! et sa lèvre, sur la fin, effleure encore la paupière de la jeune fille endormie. Plus d'histoires désormais ni de baisers; cette fois Liligi ne se réveille pas : car cet homme est un magicien au service des nixes, et voilà cette nuit trois semaines qu'il s'est introduit, à la faveur d'un emploi mensonger, dans le palais du roi pour préparer le sortilége. Dracon s'empare du corps inanimé de la belle Liligi; porté sur son manteau fantastique, il gagne l'Océan où bientôt il plonge avec sa proie, et va frapper à la porte de corail, amenant aux sept sœurs l'aimable princesse, qui sera nixe un jour et commence en attendant son apprentissage.

Une des grâces principales de cette poésie est, selon moi, dans la naïveté même de l'inspiration du poëte, dans la profonde sympathie de l'auteur pour son sujet. M. Édouart Moerike aime, on le voit, cette mythologie romantique; il y croit, il a foi dans son naturalisme, et, quand il parle de cette vie élémentaire des sources et des fleuves, je trouve en son accent quelque chose de la persuasive sérénité de Novalis interrogeant au sein des mines de la terre les forces vives des métaux. Au premier abord, l'idée pourra sembler étrange, et cependant rien n'est plus vrai : il y a parmi les poëtes des organisations plus spécialement appelées à rendre certains frémissements, certaines sensations de la vie de la nature. On dit de tel peintre : il fait bien l'eau, le ciel, les arbres; pourquoi n'en dirait-on pas autant de tel poëte, de Wilhelm Müller et de M. Édouard Moerike par exemple, les deux lyriques en Allemagne qui, selon nous, ont pénétré plus avant dans ces mystérieuses confidences de la naïade moderne? celui-là un peu prosaïque, un peu bourgeois, comprenant davantage l'eau qui fait aller le moulin, le courant leste et clair où voyage la truite entre deux haies de gazon émaillé; celui-ci plus entraîné vers le merveilleux, plus romantique, et préférant au ruisseau de la belle meunière la grotte de cristal des ondines du Rhin ou du Danube.

Sur le Danube immense un esquif a glissé,
Vois, c'est la fiancée avec le fiancé.

« Que puis-je te donner, mon bien-aimé? dit-elle;
Dis, quel est le trésor que ton désir appelle? »

Lui plaisante et sourit; mais la vierge, à ces mots,
Plonge sans hésiter son bras au sein des flots.

« Naïade du Danube, ah! que ton flot m'envoie
Pour mon doux bien-aimé quelque splendide proie! »

Et soudain dans sa main étincelle au soleil
Une royale épée au pommeau de vermeil.

A son tour, lui s'incline, et voilà qu'il ramène
Dans ses doigts un collier qu'envierait une reine.

Sur le front de sa belle il le pose à l'instant;
On dirait à la voir la fille du sultan! —

« Naïade du Danube, ah! que ton flot m'envoie
Pour mon doux bien-aimé quelque splendide proie! »

La vierge recommence, et sa main, ô trésor!
Du sein des flots émus retire un casque d'or.

Et lui, durant ce temps, pêches miraculeuses!
Ramène un peigne orné de pierres précieuses.

Pour la troisième fois sa main plonge dans l'eau;
Ah! malheur! la voilà tombée hors du bateau!

Il s'élance après elle, et la saisit à peine,
Que la nymphe tous deux vers le fond les entraîne.

La nymphe du Danube est avare et sans cœur;
Jeune fille et garçon paieront cher sa faveur.

La barque sur les eaux désormais flotte vide,
Le soleil disparaît, la nuit tombe rapide;

Et, quand la lune au ciel se leva, les deux corps
Surnageaient enlacés et voguaient vers les bords.

Ces forces élémentaires, hostiles à la race humaine, ne séjournent point seulement sous les eaux; le naturalisme populaire dont la muse romantique évoque l'esprit, le naturalisme du moyen âge en peuple la création. Comme l'Océan et les fleuves, la terre et l'air ont une vie occulte, et malheur à qui refuse d'y croire! Une belle jeune fille, courtisée de tous, s'amuse à bafouer ses amoureux : « Plutôt que de me marier, dit-elle un soir, j'aimerais mieux me faire la fiancée du vent. » Or, pendant la nuit, le vent survient et l'emporte, et, neuf mois après, la commère met au monde le bandit Jung Volker. — Autre part, c'est la fille du meunier, Greth, que l'esprit du vent ensorcelle. Un matin, le fils du roi entre au moulin, et, la trouvant seule, va l'embrasser, lorsque soudain la chevelure de la belle se met à tournoyer, à bruire, à gronder, que c'est une tempête dans la maison, tandis qu'au dehors pas un rameau ne bouge. « Ah! s'écrie le don Juan épouvanté, tu es la fiancée du vent; c'est toi qui, l'autre nuit, as enlevé le drapeau de mon palais. » A ces mots, un coup de vent brise la fenêtre et les emporte tous les deux par delà les mers, sur un pic désolé où la sorcière étouffe son amant d'une étreinte. Dirai-je encore l'histoire fantastique de ce petit homme à bonnet rouge qu'on voit apparaître à la lucarne d'une certaine maison de la ville chaque fois qu'un incendie doit éclater dans la contrée? Dès la veille, il va et vient, monte et descend, se remue et s'agite comme sous une fiévreuse influence, puis, à la première alarme, on le voit sortir de sa retraite sur un maigre bidet dont les naseaux ont l'air de flairer la flamme, et jusqu'à ce qu'un nouveau désastre menace d'éclater, cavalier et monture ne reparaissent plus. — Mais, dira-t-on, ce sont là des contes de nourrice que nous débite votre auteur : peut-être; seulement ne médisons pas trop de ces enfantillages de la pensée, ils ont bien aussi leurs charmes et leur intérêt. C'est à tort d'ailleurs que nous comptons l'enfance et la jeunesse au nombre de ces choses qui passent sans retour. On citerait au besoin tel moment de l'existence le plus sérieusement occupée, où ces aimables fantaisies du berceau reparaissent en secret évoquées, et, pour peu qu'une forme élégante et littéraire ravive alors ces réminiscences d'un autre temps, on goûte sans trop rougir l'enfantillage, et le poëte est bien venu. En ce sens, a-t-on jamais rien pensé de plus vrai que ce vers tant connu :

Si Peau d'Ane m'était conté, etc.?

Il s'en faut cependant que cette muse naïve ignore les purs secrets de l'art, les idéales combinaisons de la forme classique; je noterais, à ce propos, plus d'une élégie touchée de main de maître, et qui tiendrait fort dignement sa place dans le recueil du mieux goûté de nos intimes, la *Visite au Val d'Urach*, par exemple, morceau tout empreint d'une exquise et touchante mélancolie. Le poëte, évoquant son passé, retourne aux lieux où s'écoulèrent ses premières années. Impossible de rendre avec plus de bonheur que ne l'a fait M. Édouard Moerike en cette aimable pièce l'émotion d'une pareille scène :

« Vallon chéri, je crois rêver en m'égarant ainsi sous ton épaisseur; aucun prodige dans ce que voient mes yeux, et pourtant il me semble que le sol frémit, que l'air et la feuillée gazouillent; cent miroirs verdoyants me renvoient mon passé qui me trouble en me souriant; la vérité me devient une poésie, et ma propre image un fantôme étrange à la fois et doux. »

S'adressant alors à ces torrents que le soleil inonde de ses feux, à ces bois profonds, dont les chaudes bouffées lui arrivent chargées de vapeurs balsamiques : « Me reconnaissez-vous, s'écrie-t-il, moi qui si longtemps ai vécu parmi vous? »

« Ici, chaque tige m'enlace en d'ineffables méditations; pas un caillou, pas un brin d'herbe si petit, que mon regard ne s'y attache avec langueur. Brins d'herbe et cailloux me parlent de choses oubliées à demi; la joie et la peine se disputent mon âme; je voudrais pleurer, et la larme s'arrête, tandis qu'en ma fiévreuse angoisse j'ai hâte de pénétrer plus avant. »

A quelques pas de là, notre poëte rencontre les sources de la vallée. Aussitôt, comme vous pensez, le motif favori lui revient, et nous le voyons interroger de nouveau cet esprit de la nature dont il semble pressentir la vie élémentaire sous la transparence des eaux.

« Montrez-moi, s'écrie-t-il, ô sources! montrez-moi vos cellules tapissées de mousse, montrez-moi, au plus secret du bois, les matrices profondes où s'élaborent vos ondes impétueuses avant de s'épancher en cascades sur les rochers et la vallée. »

Je regrette de ne pouvoir donner aucune idée du grand air que respirent ces stances, du vigoureux métal dont se composent ces octaves. Ici, on peut le dire, le poëte est digne de son interlocuteur, et certes il faut que l'esprit de la nature ait fait vœu d'un mutisme impitoyable pour ne pas répondre à qui l'interroge sur ce mode antique et solennel. Que de grâce encore et de tendre émotion dans le tableau des premières amitiés dont ce paysage lui rappelle les beaux jours! Il évoque du sein des touffes de feuillage le camarade de son enfance :

« O toi qui jadis fus un autre moi-même, oh! viens, cher enfant, viens sans crainte; aujourd'hui encore nous nous ressemblons, et jamais nous n'aurons à nous effrayer l'un de l'autre. »

Mais en vain il étend les bras, en vain il conjure la place, le feuillage reste immobile, et sur le banc accoutumé l'ami d'autrefois ne revient pas s'asseoir : « Adieu

donc, ô vallée! soupire alors le poëte en s'éloignant le cœur gonflé de larmes; adieu, seuil paisible de mon existence, foyer où je puisais le meilleur de mes forces, nid embaumé des premières sensations, adieu, je pars, et que ton génie m'accompagne. »

Il y a plus : maint fragment de ce trop court volume, surtout dans la dernière partie, témoigne d'un commerce assidu des anciens. Sans parler de diverses traductions de Catulle heureusement venues (le choix n'indique-t-il pas ici certaine affinité de complexion?), on noterait çà et là telle pièce où le symbolisme antique se mêle, non sans charme, aux détails un peu réels de nos pratiques modernes : le poëme intitulé *Fêtes d'Automne,* par exemple, dans lequel Dionysos évoqué se révèle, en vrai dieu légitime qu'il est, à ces bons paysans de la Souabe. Garçons, filles et matrones, sont rassemblés pour les vendanges, déjà la fête va son train; mais voyez donc, sous ces bosquets, ce marbre festonné de pampre et de lierre. Quel air rêveur! Serait-ce là Bacchus? « Viens te mêler à nos groupes joyeux, s'écrient les vendangeurs, viens, ou du moins fais-nous signe de la main que tu nous as compris, et mesure trois pas le long de nos vignes riantes. » Cependant le dieu demeure immobile et chacun croit avoir perdu sa peine, lorsque trois coups de tonnerre ébranlent la vallée.

« Ainsi Zeus lui-même a voulu que son fils nous soit propice, ainsi nulle prière n'est vaine, et l'Olympe exauce encore les vœux des gens. »

A cette manifestation divine succède un silence sacré; puis, le trouble religieux se dissipant, on songe à couronner la fête.

« Entonnez les dernières chansons et descendez par couples jusqu'au fleuve, où vous attend un bateau pavoisé. A la place d'honneur, que le dieu s'installe et nous dirige, et que l'équipage glisse en chuchotant par les frais sentiers que la lune éclaire. »

L'épigramme dans le goût antique, et telle du reste que Goethe l'a restaurée, se montre aussi par moment aiguisée tant bien que mal et voulant mordre, mais plus volontiers sentimentale, comme dans ce sixain que le poëte adresse à sa mère :

« Eh quoi! de tant de poésies, pas une qui te soit destinée, ô ma mère! Pour te chanter, crois-moi, je suis trop pauvre ou peut-être trop riche, car toi seule, en mon sein, es tout un poëme encore *inchanté* (1), un poëme que nul ne sentirait et que je garde pour me consoler lorsque mon cœur attristé se détourne du monde, et, solitaire, contemple en lui la paix durable de son immortelle partie. »

Une autre fois le poëte, traversant un cimetière de village, s'arrête devant une sépulture délabrée. Que d'abandon et de misère! C'est à peine si quelques vieillards du pays se souviennent du nom qui fut gravé sur cette dalle, et nul, à coup sûr, n'y soupçonne un sanctuaire. Là repose la mère de Schiller, du prince des lyriques souabes. Le passant attendri cueille sur la place une églantine, et la rose sauvage devient entre ses mains le sujet d'une élégie en douze vers qui serait peut-être la

(1) Ein noch *ungesungenes Lied* ruhst du mir im Busen.

meilleure épitaphe à inscrire sur la pierre de celle qui mit au monde un immortel, si pendant qu'on élève des statues au fils on pouvait s'informer encore de l'endroit où gisent les ossements de la mère.

Nous en avons dit assez sur M. Édouard Moerike pour qu'on ait une idée du caractère de cet aimable esprit. Nous n'osons croire cependant que les amateurs du haut goût en littérature s'accommodent jamais d'un régime si simple, à moins que ce ne soit par contraste à l'ordinaire du jour. On nous a tant saturé le palais de genièvre et d'arack, qu'il pourrait se faire peut-être qu'un peu d'eau pure et naturelle puisée à la source voisine eût son mérite parmi nous. Inutile d'ajouter que dans tout ceci nul sentiment réactionnaire ne nous anime. En feuilletant cette infinité de publications poétiques que le libraire Cotta édite sans relâche, et qui, chose étrange, se vendent toutes plus ou moins, tant est vivace aujourd'hui encore le goût des vers dans cette Allemagne de Mme la comtesse Hahn-Hahn et de M. de Sternberg, il nous a semblé surprendre chez l'auteur de ce mince volume un romantisme doucement élégiaque, une fraîcheur native, que nous avons essayé de faire apprécier. Ici rien de titanique, de byronien. La douleur humaine, quand elle se rencontre, n'est guère qu'un soupir, qu'une larme assez rapidement séchée. Quant au cri déchirant de la conscience moderne, à ces accents sublimes qui ne résonnent que sur les lyres immortelles, demandez-les aux chantres de *Werther* et de *René,* de *Childe-Harold* et de *Jocelyn.* La muse dont nous parlons garde modestement la plaine et l'ombre, et si l'envie lui prend de parcourir les régions de l'air, ce n'est pas sur les ailes d'un aigle qu'elle voyage, mais sur le nuage d'Arnim et de Brentano qui l'entraîne à la chasse des elfes et des fées. Nous savons très-bien que la Muse peut avoir de nos jours à remplir de plus sérieuses missions, et qu'il ne s'agit pas pour elle uniquement désormais de soupirer quelque élégie oiseuse au clair de lune, ou d'insuffler à l'aide d'une sarbacane je ne sais quelles vaporeuses silhouettes que le vent emporte. La poésie éclaire de son flambeau les plus secrets recoins de la vie des peuples ; la poésie chante l'épopée du cœur, et ne se lasse pas de redire d'âge en âge l'éternelle imprécation du Prométhée humain ; la poésie explore toute profondeur, tout abîme, et, comme Jésus-Christ, comme Dante, ne reculera pas devant la descente aux enfers. Bien entendu cependant qu'en explorations si solennelles l'esprit d'en haut interviendra. A Jésus-Christ lui-même la légende donne un ange pour guide; Dante, comme on sait, eut Virgile. Or, pour peu qu'on ne soit pas bien sûr d'avoir quelque génie à ses côtés, j'imagine qu'on fera toujours mieux de restreindre sa sphère. En pareil cas, le plus prudent est encore de suivre le sentier de la fantaisie et de s'en aller rêver au bois voisin; là du moins, si l'on s'égare, on a bientôt retrouvé sa voie, et le pire qui puisse arriver, c'est d'avoir perdu quelques heures.

HENRI BLAZE.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

31 juillet 1845.

La session est close, et le monde politique est dispersé. Nos ministres se reposent de leurs fatigues parlementaires. Une certaine lassitude a gagné tous les esprits. La presse elle-même n'a plus l'ardeur et la vivacité qui la caractérisent. Telle est ordinairement la physionomie des premiers jours qui suivent une session : physionomie souvent trompeuse, car le sommeil de la politique est léger; le moindre choc suffit pour la réveiller et pour ranimer la lutte des partis.

La chambre des pairs a discuté rapidement le budget des dépenses et celui des recettes. Comme toujours, elle s'est résignée à voter des dispositions qu'elle n'approuvait pas. Chaque année, en effet, la discussion tardive des lois de finances et le départ des députés avant la clôture légale de la session mettent la pairie dans la triste nécessité de voter le budget sans examen, car elle craindrait, en le modifiant, d'amener un conflit entre les pouvoirs et une interruption dans les services publics. Tous les ans, la noble chambre réclame contre la situation qui lui est faite; mais ses plaintes ne sont pas écoutées. Il importe cependant que l'on fasse cesser un abus si préjudiciable à sa dignité et à ses droits. Le gouvernement, d'accord avec les chambres, devrait chercher le moyen de rétablir sur ce point l'équilibre constitutionnel, évidemment rompu. C'est l'intérêt du pays que les droits de la chambre des pairs soient respectés. Si la pairie de la révolution de juillet renferme des esprits timides, qui n'ont pas une grande valeur politique, en revanche on y trouve des noms illustres, des capacités éprouvées, de hautes renommées parlementaires, qui agissent puissamment sur l'opinion. C'est du sein de la chambre des pairs qu'est parti, cette année, le signal de cette opposition libérale et conservatrice qui a mis le cabinet du 29 octobre en si grand danger, et a fait naître en lui la résolution salutaire de réparer ses fautes. L'an dernier, c'est dans la chambre des pairs qu'a commencé, avec tant d'éclat et de vigueur, la lutte des défenseurs de la loi contre les envahissements du clergé et des jésuites. Enfin, si les jésuites sont dissous, si le droit de visite est aboli, la chambre des pairs, on peut le dire, a le droit de réclamer sa part dans ce double succès, pour avoir fourni au ministère les deux négociateurs habiles qui l'ont si bien servi. De pareils titres, joints à beaucoup d'autres, doivent protéger les prérogatives de la chambre des pairs. Il faut espérer que le pays ne les oubliera pas.

Il était difficile que la négociation de M. Rossi ne devînt pas l'objet d'un débat au Luxembourg; M. le comte de Montalembert, en gardant le silence, eût craint de s'avouer vaincu. Le langage de l'orateur catholique a été violent et amer; il nous a menacés de la colère des évêques; il nous a dit que l'avant-garde catholique était tombée sous le feu de l'ennemi, mais que le corps d'armée restait, décidé à continuer

la guerre et à la pousser vigoureusement. Il nous a confessé cependant que les jésuites avaient été un embarras pour la cause de l'opposition catholique : ils avaient le tort d'être impopulaires. On n'est pas fâché maintenant d'en être délivré; on se battra sans eux, et on n'en sera que plus fort. Que diront les jésuites de se voir ainsi congédiés par leurs plus chauds amis, et que diront les vénérables membres du clergé français de se voir ainsi transformés en une faction guerroyante, prête à descendre dans l'arène pour y combattre le gouvernement et les lois? Est-ce là le langage qui convient aux défenseurs de l'église? Ces quatre-vingts évêques que M. de Montalembert nous représente armés de pied en cap pour soutenir un siége contre les pouvoirs de l'état, ont-ils donc voulu que leur cause fût ainsi défendue? M. Guizot a fait une réponse digne et ferme à ces provocations insensées. Nous ne pouvons croire, du reste, que la majorité du clergé français les approuve. Après le discours de M. de Motalembert, nous avons eu la lettre de M. l'évêque de Langres, qui prétend que tout est vénal en France, hormis le catholicisme; puis nous avons eu la lettre de M. l'évêque de Chartres, document curieux, où il est dit, entre autres choses, que M. Rossi a suivi le mois de Marie dans les églises de Rome, que l'astucieux diplomate a trompé la bonne foi et la candeur du général des jésuites, que le révérend père général de la société ne connaît rien des choses de ce monde, et que M. Cousin est un ennemi de Dieu et de l'humanité. Voilà jusqu'ici à quoi se sont bornées les protestations épiscopales contre la dissolution des jésuites. Elles n'ont rien, comme on voit, de très-alarmant.

M. le comte de Montalembert, dont les exagérations pieuses ont excité plus d'un murmure sur les bancs du Luxembourg, a été mieux inspiré en retraçant le tableau des calamités qui affligent les chrétiens d'Orient. Ses paroles ont vivement ému la chambre et ont provoqué de la part de M. le ministre des affaires étrangères des explications dignes d'une attention sérieuse. M. Guizot reconnaît que la situation du Liban est déplorable. La paix récemment conclue ne peut durer. D'un moment à l'autre, la guerre se rallumera et enfantera de nouvelles horreurs. Quelle est la mission de notre gouvernement dans ces douloureuses circonstances? Quelle est la cause du mal, quel est le remède? M. Guizot, comme tout le monde en France, est persuadé que la chute de l'ancienne administration est la principale cause de l'anarchie qui dévore en ce moment les provinces de la Syrie. Depuis l'expulsion de l'émir Béchir et la substitution d'un système mixte à une administration unique, nationale et chrétienne, aucune force n'a été capable de maintenir l'ordre dans la montagne, et d'apaiser les haines qui divisent les deux races. Il avait été stipulé dans l'origine, et par les soins de la France, qu'au moins le nouveau système garantirait l'indépendance réciproque des Maronites et des Druses, que chacune des deux races serait administrée par ses chefs particuliers, que toutes les mesures seraient prises pour que l'une ne fût pas opprimée par l'autre. Ces conditions n'ont pas été remplies. Le gouvernement turc a de bonnes intentions : l'esprit qui anime le divan est un esprit de civilisation et d'équité; mais il n'en est pas de même dans les provinces de l'empire. Là, et en Syrie plus qu'ailleurs, domine le fanatisme musulman, toujours porté aux excès d'une politique violente et sanguinaire. Au lieu de maintenir la paix entre les Maronites et les Druses, les fonctionnaires turcs ont fomenté la discorde entre les deux races pour les affaiblir l'une par l'autre; au lieu de garantir leur indépendance réciproque, ils ont soutenu les Druses contre les Maronites; ils ont trempé leurs mains dans le sang chrétien. D'un autre côté, le bruit court que les agents de l'Angleterre ne sont pas restés dans les limites

d'une intervention impartiale. M. Guizot ne les accuse pas : il est persuadé au contraire que le gouvernement anglais travaille, comme la France, à assurer l'indépendance respective des deux races; mais le témoignage unanime des Français et des étrangers qui habitent la Syrie a signalé le consul anglais de Beyrouth comme le protecteur des Druses et comme le principal instigateur de l'insurrection du Liban.

Le remède, selon M. Guizot, c'est le retour à l'ancien mode d'administration, au système d'une autorité prépondérante et chrétienne. Le gouvernement français parle et agit dans ce sens; mais il rencontre de graves difficultés. Il lui faut ménager l'indépendance de la Porte, dont l'affermissement est nécessaire à l'intérêt de la France; il lui faut lutter contre le cabinet anglais, dont l'opinion, conforme à celle de notre gouvernement sur la nécessité de mettre un terme à l'anarchie sanglante de la Syrie, diffère sur les mesures à prendre pour obtenir ce résultat. Du reste, M. Guizot déclare que sa politique, en Orient, ne sera pas entravée par l'obligation de concerter ses mouvements avec ceux des autres puissances protectrices de l'empire ottoman. La France, a dit M. le ministre des affaires étrangères, n'est pas enchaînée par la quintuple alliance. Le gouvernement français ne s'est pas lié les mains. Il n'a pas abandonné le droit de protéger à lui seul les chrétiens d'Orient, toutes les fois qu'il le jugerait nécessaire. La France a conservé tous ses anciens priviléges. Quand le gouvernement français se concerte avec les autres puissances, c'est qu'il pense que cela vaut mieux dans l'intérêt des populations qu'il veut secourir. Dès qu'il voudra exercer son protectorat sans consulter personne, il sera libre de le faire. On ne pouvait demander à M. Guizot une déclaration plus explicite : aussi, son langage a-t-il été remarqué en Angleterre; une interpellation a eu lieu dans la chambre des lords, et le ministère anglais a soutenu, par l'organe de lord Aberdeen, des principes diamétralement contraires à ceux du gouvernement français. Lord Aberdeen n'admet pas que la France puisse agir isolément en Orient, et exercer son protectorat sur les chrétiens de la Syrie. — Je ne veux pas, dit le ministre anglais, examiner la question de savoir si la France a le droit d'exercer un protectorat général sur les chrétiens du Levant; dans tous les cas, sur la question de Syrie, elle doit se soumettre à partager ce protectorat avec nous, attendu qu'elle est liée par des engagements formels. — Ainsi, lord Aberdeen proteste contre la déclaration de M. Guizot, et refuse à la France le droit d'exercer une action distincte et personnelle dans les affaires d'Orient. On peut s'étonner de voir une contradiction aussi manifeste entre les deux cabinets, et sur un point si grave, dans le moment même où leur accord est proclamé plus hautement que jamais. Le même discours de lord Aberdeen pourrait nous fournir d'autres rapprochements qui prouveraient combien les deux gouvernements sont loin de s'entendre sur cette question de la Syrie, combien leurs appréciations et leurs vues sont différentes; mais nous ne voulons pas aujourd'hui pénétrer plus avant dans les mystères de l'entente cordiale. Il nous suffit d'avoir montré que les dernières paroles de M. Guizot sur la question de Syrie ont une signification importante. M. le ministre des affaires étrangères, en déclarant que le rétablissement de l'ancienne administration du Liban est devenu nécessaire, et que la France peut protéger les chrétiens de Syrie sans le concours des puissances, a exprimé une opinion conforme au vœu des chambres. Il a exposé la politique qui convient à la France. En traçant cette politique, il a pris sans doute l'engagement de la suivre; il s'est imposé des devoirs : nous verrons s'il les remplira.

Pour exercer une influence sérieuse en Orient, il faut que la France soit puissante sur mer, et pour que notre marine soit puissante, il nous faut une administration active, éclairée, qui sache utiliser les ressources consacrées par les chambres aux besoins toujours croissants de la flotte. Cette administration vigilante et habile, que réclame l'intérêt de notre puissance navale, l'avons-nous aujourd'hui? Consultez là-dessus l'opinion publique, elle vous répondra qu'elle hésite. Interrogez la chambre des députés, la chambre des pairs, elles vous diront qu'elles éprouvent, malgré elles, un sentiment d'inquiétude et de défiance. Au Luxembourg, le rapporteur de la commission du budget, M. le marquis d'Audiffret, a réclamé de promptes réformes dans l'administration de la marine. M. Charles Dupin et l'amiral Grivel sont venus au secours de M. de Mackau; mais les honorables pairs, habiles à justifier la marine contre des accusations imaginaires, n'ont pas réfuté les reproches sérieux qui lui sont adressés. Personne ne met en doute la probité, l'honneur, le patriotisme de notre administration navale; ce que l'on conteste, c'est son habileté et sa vigilance. On craint l'empire que peuvent exercer sur elle les préventions bureaucratiques, l'influence de la routine, les préjugés de corps. On signale le dépérissement de la flotte. On critique l'organisation des arsenaux et des ports, la direction des travaux, le système des constructions, l'emploi et la comptabilité du matériel naval, l'absence d'une pensée supérieure capable de gouverner ce vaste ensemble d'après des règles précises et un plan nettement défini. On s'étonne de voir qu'une question si grave, traitée par un prince de France dans un écrit devenu populaire, semble reléguée par le cabinet au rang des questions de second ordre, étrangères à la politique, et abandonnées aux hommes spéciaux. Ce n'est pas ainsi que les grandes questions administratives sont discutées dans le parlement anglais. A Londres, un débat sur l'organisation de la marine et sur le meilleur système à suivre pour favoriser l'accroissement de la flotte serait soutenu par les principaux orateurs du ministère. Au lieu d'y voir une question technique, on y verrait une question générale, dont la solution engagerait l'existence politique du cabinet. Sir Robert Peel prendrait la parole, et réclamerait l'honneur de défendre lui-même l'administration attaquée. Chez nous, au contraire, depuis le temps où ce débat sur la marine a pris une certaine gravité, M. Guizot a toujours gardé le silence sur cet objet, et M. de Mackau a porté tout le poids de la discussion. On dirait que le ministère a voulu dissimuler l'importance de la question en témoignant pour elle une indifférence factice. On sait que ce moyen ne lui a pas réussi. La chambre des députés, poussée à bout, a fini par perdre patience. Pour stimuler le pouvoir, elle a ordonné une enquête administrative sur l'état de la flotte. Cette enquête, dont les résultats seront publiés l'année prochaine, viendra sans doute démontrer à tous les yeux une vérité bien douloureuse pour la France. Ce sera un remède héroïque qui pourra produire plus de mal que de bien; mais ceux qui l'ont rendu nécessaire en supporteront la responsabilité.

Des explications sont venues de l'Algérie sur l'affreux épisode qui a signalé l'expédition du Dahra. Nous ne dirons pas que ces explications ont diminué l'horreur que doit inspirer cette catastrophe. L'exécution des gorges du Dahra sera toujours une page funeste dans nos annales d'Afrique. Cependant il ne faut pas juger de pareils actes avec un emportement aveugle; il faut tenir compte à nos soldats des difficultés inouïes qui les entourent, et de la fatalité qui pèse sur les événements de la guerre. Partout la guerre est une chose atroce; en Afrique plus qu'ailleurs, la cruauté et la perfidie des indigènes entraînent des représailles terribles. Nous igno-

rons, dans tous les cas, s'il existe un peuple dont l'histoire, plus pure que la nôtre, soit exempte de ces souvenirs sanglants qui font gémir l'humanité, et devant lesquels la civilisation se voile. Si ce peuple existe, assurément ce n'est pas l'Angleterre. Ce ne sont pas les conquérants de l'Inde et les compatriotes d'Hastings qui pourraient nous opposer la douceur de leurs mœurs, et nous faire rougir par leur exemple. Aussi nous ne pouvons comprendre les accès de fureur philanthropique qui possèdent depuis quinze jours les feuilles anglaises. Avant de donner des leçons d'humanité à nos soldats, les journalistes de Londres auraient dû relire l'histoire des établissements anglais dans l'Inde. Quant aux écrivains français qui reviennent sans cesse sur l'événement du Dahra, et qui en font l'objet des récriminations les plus violentes contre l'armée d'Afrique, nous admirons le courage et la persévérance qu'ils déploient dans ce triste rôle d'accusateurs publics instruisant le procès de leur patrie. Puisque ce rôle est déjà rempli par les feuilles anglaises, qui s'en acquittent si bien, ne vaudrait-il pas mieux le leur laisser? Qu'on songe au déplorable effet que ces accusations peuvent produire sur le moral d'une armée dont le courage a besoin des excitations de la métropole pour se soutenir. Ayons de l'indulgence ou plutôt de la justice pour cette brave armée qui soutient l'honneur de notre drapeau, qui fait respecter notre gouvernement malgré ses faiblesses, et qui entoure d'un rayon de gloire les fleurons de notre couronne pacifique. Lorsque les dernières nouvelles d'Algérie nous apprennent la rentrée d'Abd-el-Kader dans le Maroc et les préparatifs d'une expédition contre les Kabyles, le moment serait mal choisi pour continuer l'enquête sur la déplorable affaire du Dahra ; il serait plus généreux et plus utile de réveiller le souvenir de la bataille d'Isly.

On parle encore des élections. Les bruits les plus contradictoires circulent toujours sur ce sujet. Bien des gens supposent que le ministère, enhardi par deux succès diplomatiques, voudra tenter la fortune électorale, dans l'espoir de trouver au scrutin une majorité forte et dévouée. Cependant, l'opinion générale est que les élections n'auront pas lieu, soit qu'une volonté auguste ait jugé plus convenable de les ajourner à l'année prochaine ou à deux ans, soit qu'en réalité le ministère n'ait pas cette confiance qu'on lui suppose, et que le jugement électoral lui inspire encore quelque crainte. En effet, si nous sommes bien informés, les rapports que le ministère reçoit en ce moment sur les dispositions des colléges n'ont pas répondu à ses espérances. — Sur beaucoup de points, la situation morale du pays ne s'est pas modifiée. Les négociations de M. Rossi et de M. de Broglie, considérées comme une victoire due à la fermeté persévérante de l'opposition modérée, et comme un démenti donné par le succès à la politique antérieure du ministère, n'ont pas créé à ce dernier de nouveaux partisans; ses adversaires ne sont pas désarmés; ils conservent leurs préventions et leurs défiances. — Quoi qu'il en soit, les partis se préparent, comme si la lutte devait avoir lieu. Deux comités de l'opposition ont publié leurs circulaires aux électeurs. Celle du centre gauche est remarquable par la modération du langage et des principes. D'un autre côté, les journaux du cabinet lui prodiguent des éloges qu'il faut avoir la patience de lire, si l'on veut savoir jusqu'où peuvent aller les excès de l'enthousiasme ministériel. — On parle des humiliations et des défaites du ministère! mais il n'a jamais été battu; il a marché de triomphes en triomphes; sa politique a toujours réussi; au dehors, toutes ses entreprises, toutes ses négociations ont été couronnées de succès; au dedans, tous ses projets de loi ont passé; la majorité, confiante et soumise, a toujours reconnu son ascendant; elle a toujours suivi, sans hésiter, la voie qu'il

lui traçait. Le ministère du 29 octobre a terrassé l'opposition ; il a triomphé par la force du caractère ; il a fondé en France la monarchie constitutionnelle ! — Telles sont les apologies que des gens qui se disent sérieux ne craignent pas de publier le lendemain de la clôture d'une session pendant laquelle le ministère a failli plus d'une fois tomber devant la chambre ! C'est le cas de dire comme M. Guizot : On croit rêver.

Entre les exagérations naïves de l'optimisme ministériel et la rigueur d'une opposition qui condamnerait aujourd'hui le ministère sur tous les points de sa politique, il y a, nous le croyons, un sage milieu à tenir. Les derniers actes diplomatiques du cabinet méritent l'approbation de tous les gens sensés. Il est d'autant plus facile à l'opposition modérée de les sanctionner par son suffrage, qu'elle-même les a conseillés, et qu'ils sont comme un hommage rendu à la sagesse de ses principes. Du reste, bien des griefs subsistent contre le cabinet du 29 octobre, et il aura beaucoup à faire avant de pouvoir rallier autour de lui toutes les nuances du parti conservateur. L'opposition modérée a donc toujours la même tâche à remplir. Elle n'a rien à rétracter, rien à désavouer. La ligne qu'elle s'est tracée, le langage qu'elle a tenu, les alliances qu'elle a contractées sans aliéner son indépendance, tout cela n'a pas été inutile. Sans cette pression salutaire exercée sur le cabinet, la politique instinctive du 29 octobre aurait peut-être triomphé. Elle n'aurait pas senti la nécessité de se modifier, de se corriger et de se contredire elle-même. Elle aurait suivi librement ses inspirations. Puisque la lutte contre certaines tendances du cabinet a déjà produit de bons résultats, il faut la continuer. Puisque le ministère du 29 octobre a eu le bon esprit de ne pas s'opiniâtrer dans ses idées, puisqu'il avoue ses erreurs, puisqu'il transige facilement avec les opinions de ses adversaires, puisqu'il accepte volontiers leur politique, quand c'est le seul moyen pour lui de conserver la majorité, il faut profiter de ces dispositions heureuses, que n'ont pas montrées, malheureusement pour eux, tous les cabinets. Nous faisons chaque jour quelque nouveau progrès dans la manière de comprendre le gouvernement représentatif. Jusqu'ici, depuis quinze ans, un faux point d'honneur, que l'on appelait de la dignité et de la franchise, avait poussé tous les ministères à résigner le pouvoir dès que leur politique était vaincue ; les ministres du 29 octobre ont supprimé cette folle coutume. Leurs dissentiments avec la majorité sur le droit de visite, sur la dotation, sur le banc des évêques, sur les ministres d'état, et sur vingt autres objets, ne les ont pas empêchés de conserver leur poste ; seulement, pour y rester, ils se sont empressés, dès qu'il l'a fallu, de sacrifier leurs convictions à celles de la majorité : heureux expédient, qui a supprimé les questions de cabinet. Puisque telle est la nature du ministère, il ne faut pas négliger ce qu'elle a de bon et de profitable. Il faut le surveiller et le contenir, surtout dans sa politique extérieure, car c'est là qu'il est le plus prompt à suivre ses instincts, et c'est aussi de ce côté qu'on a le moins de peine à modifier ses vues, à le ramener, et à obtenir le sacrifice de ses opinions les plus chères. L'affaire du droit de visite en est la preuve.

La question du Texas continue d'attirer les regards de la diplomatie. On connaîtra bientôt la décision du congrès texien sur l'annexion. Tous les journaux des États-Unis sont unanimes pour déclarer que le parti de l'annexion aura la majorité. Cependant les agents de la France et de l'Angleterre ont offert leurs bons offices pour amener un arrangement entre le Mexique et le Texas, sous la condition que cette république garderait son indépendance. Il est donc avéré aujourd'hui que la

France, sur cette question, s'est mise à la suite de l'Angleterre. Qu'arrivera-t-il si l'annexion, comme tout l'indique, est prononcée? La France aura blessé son ancienne alliée maritime, et d'un autre côté, elle ne pourra guère compter sur la reconnaissance de l'Angleterre, que le mécontentement rendra peut-être injuste, et qui élèvera des doutes sur la sincérité d'une coopération si contraire à nos intérêts. Nous croyons que M. Guizot, dans cette grave affaire, n'a pas consulté les vrais intérêts de la France. Le langage indécis de la presse ministérielle sur cette question indiquerait-il que M. le ministre des affaires étrangères éprouve aujourd'hui des regrets tardifs, et qu'il commence à reconnaître qu'il a fait fausse route?

La Suisse semble destinée à devenir, d'un moment à l'autre, le théâtre de complications graves, capables d'embarrasser longtemps la diplomatie et d'agiter l'Europe. L'assassinat de M. Leu, frappé dans son lit, près de sa femme et de ses enfants, est un crime qui remplit d'indignation les honnêtes gens de tous les partis. Les radicaux prétendent que la mort de M. Leu est le résultat d'un suicide ou d'une vengeance privée; malheureusement, tout indique que le chef du parti catholique de Lucerne a été la victime d'un attentat politique, d'une odieuse vengeance, provoquée par l'esprit de parti. Tous les gouvernements seront unanimes pour flétrir cet abominable crime, inspiré par les passions radicales et par le fanatisme révolutionnaire de la Suisse; mais aussi, d'un autre côté, qui pourrait approuver le langage que tiennent en ce moment les organes du parti catholique! Qui n'est pas saisi d'horreur en entendant les cris de vengeance poussés par le fanatisme religieux? Qu'est-ce donc aujourd'hui que le gouvernement de la Suisse? Quelle est cette société barbare où les partis emploient pour se combattre l'assassinat et la proscription? Où sont donc les hommes modérés, les partisans de l'ordre et des lois, qui seuls, par leur intervention courageuse et éclairée, pourraient mettre fin à cette terrible lutte, et empêcher des représailles sanglantes? Cette situation de la Suisse provoquera en France une triste réflexion. Pendant les premières années de la révolution de juillet, la France exerçait en Suisse une influence sérieuse; elle avait un parti. Aujourd'hui, son influence est à peu près nulle. Notre diplomatie en Suisse est isolée; le nom de la France ne réveille dans la plupart des cantons aucun intérêt, n'excite aucune sympathie, aucune affection particulière. Combien ne doit-on pas regretter cet isolement qui nous condamne à l'impuissance devant les graves désordres dont la Suisse est le théâtre, qui rend nos conseils inutiles, et qui livre à l'intervention étrangère un pays que la France, dans l'intérêt de son influence politique, ne doit jamais laisser échapper à la sphère de son action!

La situation de la Péninsule est pour le moment fort calme. L'énergique et habile général Concha vient d'en finir avec les *pronunciamientos* et les émeutes de Catalogne. Le projet de voyage de la reine dans les pays vascongades a seul réveillé quelques inquiétudes. On a tant parlé déjà de ce voyage, il a soulevé au sein même du parti modéré de si vives répugnances, et, pour tout dire, de si violents transports de colère, qu'il convient d'insister un instant sur les seules conséquences qu'à notre avis il puisse entraîner. S'il en faut croire les uns, les carlistes n'attendent que l'arrivée de la reine à Saint-Sébastien et à Pampelune pour relever l'étendard de l'insurrection; mais ces craintes chimériques ne seraient-elles pas affectées? On sait bien qu'en Navarre et dans les pays basques, pas plus que dans le reste de l'Espagne, rien n'est prêt, rien ne peut l'être pour un *pronunciamiento;* on sait d'ailleurs que les principaux carlistes ne sont disposés d'aucune façon à

compromettre par un vrai coup de tête les négociations qu'ils ont entamées récemment, au sujet du mariage de la reine, avec la fraction absolutiste du parti dominant. Suivant d'autres informations, il faudrait redouter surtout le mécontentement des *fueristes*, l'irritation des Basques, dévoués quand même à l'ancienne organisation politique et civile de leurs provinces. En effet, il y aurait là un grave danger, si les *fueristes* étaient fermement résolus à réclamer par la force ouverte l'accomplissement des promesses qu'on leur a faites après la convention de Bergara. Heureusement on est certain aujourd'hui que jamais leurs dispositions n'ont été plus pacifiques, nous ajouterons même plus favorables à l'unité constitutionnelle du royaume. Les Basques sont loin de renoncer tout à fait à leurs priviléges; mais ils sont loin également d'exiger qu'on les rétablisse tels qu'ils subsistaient avant la révolution. Il y a un an déjà, une commission a été chargée de débattre la question au nom du gouvernement central et au nom des provinces vascongades. Parmi les membres dont cette commission se compose, il n'en est pas un qui, à un égal degré, ne mérite et ne possède la confiance du gouvernement et celle des provinces, pas un qui ne soit animé des meilleurs sentiments de conciliation, pas un enfin qui n'ait fait ses preuves de dévouement à la reine. Quelle autre garantie peut-on souhaiter de la modération et du bon vouloir des *fueristes* eux-mêmes? Nous croyons, pour nous, que la monarchie constitutionnelle ne peut que gagner à ce voyage de la reine dans des provinces où, depuis la guerre civile, elle ne s'est point montrée une seule fois. Au fond, comme tous les autres Espagnols, les habitants des pays vascongades connaissent les conditions essentielles du gouvernement représentatif; à quel titre réclameraient-ils de la reine Isabelle le redressement immédiat des torts dont ils croient avoir à se plaindre? à quel titre la reine Isabelle admettrait-elle leurs griefs, et s'engagerait-elle à y faire droit? C'est à Madrid, et non à Saint-Sébastien, que la question doit se débattre; c'est à Madrid qu'elle doit se trancher. Que la reine Isabelle poursuive donc sa route vers ces provinces, ou que, de Sarragosse, elle retourne directement à Madrid, nous ne voyons point qu'il y ait là un si grand sujet d'alarme.

Nous n'insisterons pas sur le décret par lequel les conseillers de la jeune reine viennent d'abolir la liberté de la presse en Espagne en lui enlevant la garantie du jury. Il est juste de dire que sur un point si délicat le gouvernement de Madrid n'a pas eu la prétention d'établir une situation définitive; la mesure qu'il vient de prendre sera soumise aux cortès, qui se refuseront, sans aucun doute, à la ratifier. Le gouvernement de Madrid s'est donc préparé là un échec inévitable, mais un échec qui ne peut compromettre son existence, car si grande qu'elle soit, la faute qu'il vient de commettre est compensée par la pacification de la Catalogne, par l'institution récente de ce conseil d'état depuis si longtemps promis, enfin par les efforts tentés à cette heure même pour doter la Péninsule de lois civiles et administratives, et d'un nouveau système d'impôts. Il s'en faut de beaucoup, assurément, que l'œuvre de réorganisation entreprise par le cabinet de Madrid soit de tout point irréprochable, et plus d'une fois déjà nous en avons signalé ici même les incontestables défauts. Telle qu'elle a été conçue, pourtant, elle doit, à la longue, concilier en Espagne au ministère Narvaez les sympathies des vrais amis de la paix et de la monarchie constitutionnelle; il n'est pas d'obstacle dont ne puissent triompher les gouvernements qui persévèrent dans la voie des réformes indispensables.

DES IDÉES

ET

DE L'ÉCOLE DE FOURIER

DEPUIS 1830.

I. — *OEuvres de Fourier*, nouvelle édition.
II. — *Destinée sociale*, par M. Victor Considérant.
III. — *Observations critiques sur la doctrine de Fourier*, par M. Daurio.
IV. — Publications fouriéristes.

Depuis quinze ans déjà, les disciples de Charles Fourier aspirent à la domination universelle ; ils ont multiplié les cours, les brochures, les journaux : à les entendre, ils sont à la veille de déployer sur tous les points du globe une activité triomphante. Au fond, le fouriérisme se dissout ; pour s'étendre, il renonce à son drapeau, et malgré ses bravades retentissantes, au lieu de conquérir la société, la petite congrégation des phalanstériens est bien près d'être conquise. Le moment est venu d'analyser ce mouvement qui réalise un à un avec une docilité merveilleuse tous les phénomènes de l'erreur. Ce spectacle est triste, mais nous ne craindrons pas de le contempler. La lutte des idées excentriques contre la société n'a jamais peut-être été plus vive qu'à notre époque, et l'histoire des utopies a plus que jamais son à-propos.

Dans les crises révolutionnaires, il surgit toujours des inventeurs et des enthousiastes. Tous exercent une critique impitoyable, tous aspirent à la conquête du monde : animés par le souffle des révolutions, tous se présentent avec la persévérance, la hardiesse, l'héroïsme du génie ; mais là s'arrêtent les ressemblances.

L'inventeur crée, sa critique suppose un dogme, son idée doit maîtriser les événements, l'avenir est à lui, Dieu pense dans sa pensée comme s'il l'avait choisi pour corriger la création. L'enthousiaste est le jouet de la tourmente révolutionnaire, la victime de sa propre critique; il prend le passé pour l'avenir, et il reste seul avec ses idées dans les espaces imaginaires de l'erreur, sans jamais toucher à la réalité. L'inventeur a une postérité ; l'enthousiaste n'a que des ancêtres. Ainsi, dans la crise sociale du moyen âge, Abélard devance saint Thomas ; le *Sic et Non* est la préface de la grande concordance de la *Somme,* et le doute d'Abélard se propage et grandit à travers les siècles. Les millénaires, pour renverser l'église, annoncent une nouvelle incarnation, de sorte qu'ils reviennent au point de départ du christianisme : l'église triomphe. Quand la crise se renouvelle plus tard, Campanella annonce Bacon ; Bacon trace le programme du XVIIIe siècle. Dès lors on voit qu'un monde nouveau doit surgir; le moyen âge est condamné à mourir. Guillaume Postel, les frères de la Rose-Croix, Robert Fludd, ces nouveaux millénaires de la renaissance, évoquent les sciences occultes. Ce n'est pas à l'expérience, c'est à la magie, à l'astrologie, à l'alchimie, à l'apocalypse, qu'ils demandent la manifestation des temps modernes. Les nouveaux millénaires disparaissent à leur tour sans jouer aucun rôle dans l'histoire. Rien n'est plus logique : dès que l'intelligence travaille sans l'appui d'une découverte, il faut qu'elle se répète, et quand ses erreurs se trouvent en présence des faits, elles doivent s'évanouir.

L'enthousiaste le plus ardent et le plus excentrique de nos jours, Fourier, est aussi l'homme qui, tout en croyant marcher vers un avenir indéfini, a reculé le plus loin dans le passé. Il annonçait un nouveau monde industriel ; on l'a cru sur parole, on l'a proclamé, comme Saint-Simon, le génie qui venait achever d'un seul coup l'œuvre de la révolution française. Il a séduit, il devait séduire, car le grand œuvre de la philosophie n'est point terminé. La révolution a posé des prémisses, les préfaces de nos codes ont proclamé des principes, qui ouvrent d'infinis horizons à la libre activité de l'esprit humain. La critique est donc inévitable, la discussion légale, le mouvement nécessaire; ni la science des intérêts ni celle du droit n'ont prononcé leur dernier mot. On veut malheureusement devancer, brusquer l'œuvre de la raison. De là cette exaspération de la minorité qui prend le nom de parti social, ce désespoir, cette impatience, qui se formulent dans les erreurs du communisme. Au milieu de ce mouvement, que sont devenus les deux chefs des socialistes? L'effervescence révolutionnaire leur avait donné des adeptes; ils avaient fondé deux sectes, et aujourd'hui le saint-simonisme a disparu, le fouriérisme seul survit, mais à la condition de résoudre de nouveau un à un tous les problèmes que Fourier avait résolus d'un seul trait. C'est dire que, si le saint-simonisme s'est dissout, le fouriérisme doit se convertir en masse; dès à présent même, il ne vit plus que comme une fraction excentrique du parti radical, dont il usurpe les tendances et revendique les succès. Un rêve maladif et un réveil imparfait, les angoisses d'une demi-conversion après les ardeurs de l'orthodoxie, voilà les deux phases et l'histoire tout entière du fouriérisme.

La vie et les travaux de Fourier ont déjà trouvé leur historien; nous ne voulons pas revenir sur une tâche accomplie dans cette *Revue* même (1). Si nous suivons d'abord Fourier dans sa marche solitaire vers le passé, ce n'est qu'afin de mieux

(1) Voyez, dans la livraison du 15 novembre 1837, l'article de M. Louis Reybaud sur Charles Fourier.

apprécier l'état actuel de la secte. Il est curieux de comparer la doctrine des maîtres aux théories des disciples, et de constater l'hérésie chez ceux même qui croient jeter les fondements d'une nouvelle église.

I. — LE PHALANSTÈRE.

Charles Fourier ne se propose pas une simple réforme industrielle. Qu'on se figure un homme qui possède six cent mille palais prêts à le recevoir dans toutes les parties du globe, qui éprouve seize fois par jour le ravissement d'un bonheur inattendu ; un homme dont le moindre acte est un plaisir, le moindre plaisir une action utile, et dont les jouissances les plus égoïstes se transforment comme par enchantement en actions héroïques glorifiées par l'humanité tout entière : tel est le sort que Fourier promet à tous les hommes. Ce premier degré de félicité une fois atteint, lorsque tous les hommes seront mille fois plus heureux que ne l'ont été les plus grands rois de la terre; lorsqu'ils seront délivrés de tout ennui, de toute contrainte, la science même de ce bonheur terrestre découvrira tous les secrets de la vie et de la mort : elle pourra agir sur les forces les plus intimes de la création, et l'humanité s'élèvera dans une hiérarchie céleste par un miracle cosmogonique qui lui fera traverser des myriades de mondes au milieu de merveilles toujours nouvelles et toujours croissantes. On le voit, ici il ne s'agit pas du bien-être, mais du bonheur; on ne promet pas une révolution, mais une transfiguration. Si Jésus-Christ annonçait la grâce, Fourier nous assure à tous le paradis.

Fourier, on le devine, professe un souverain mépris pour la civilisation : il l'interroge au point de vue du bonheur, et la critique est facile. Suivant lui, la civilisation ne profite qu'aux riches, elle ne donne la richesse qu'à un vingtième du genre humain, et ce vingtième est soumis à toutes les chances, à tous les ennuis, à toutes les passions de la fortune. La civilisation se fonde sur la famille et la propriété. La famille renferme l'homme dans une vie bornée, monotone, souvent odieuse; elle sacrifie les enfants, la femme : divisée dans le ménage, elle ne s'unit que pour lutter contre l'ordre public. La propriété est exposée à l'émeute, aux confiscations, aux procès, au vol, aux dilapidations : elle ne sert dans la civilisation qu'à développer cette féodalité que la famille contient en germe. Aussi la famille jointe à la propriété organise les castes, la guerre du manant et du seigneur. La tyrannie pousse à la révolte, le peuple s'insurge; mais il n'échappe à la féodalité politique que pour tomber sous le joug de la féodalité industrielle. Il est libre, il est souverain, à la condition de vivre dans les *bagnes mitigés* de la grande industrie. L'ordre n'est maintenu que par l'action de la loi, par la prison, l'échafaud, les baïonnettes : ce sont des esclaves armés qui contiennent des esclaves désarmés, tandis qu'à l'extérieur le sort des nations est livré à tous les accidents de la guerre. Bref, la civilisation se réduit à la guerre de tous contre tous, à une guerre savante, déguisée, souvent hypocrite, toujours terrible. Ainsi, d'après Fourier, la libre concurrence est l'anarchie de la propriété industrielle, parfaitement libre de se ruiner, et d'opprimer le travail et le talent. Le commerce se trouve monopolisé par les marchands, naturellement hostiles aux intérêts des producteurs et des consommateurs. La distribution des richesses tourne encore à l'avantage du monopole, c'est un axiome que la pierre va au tas, que les premiers dix mille francs sont les plus

difficiles à gagner, et cet axiome à lui seul est l'expression de la plus cruelle injustice. Donc, la production se fait au profit du producteur, la circulation au profit des marchands, la distribution de la richesse au profit des riches ; partout les fonctions de l'économie politique sont viciées, faussées en faveur des fonctionnaires au détriment du public, en faveur du riche aux dépens de la masse.

D'après Fourier, la marche de la civilisation est subversive. Les nouvelles créations de la mécanique affament l'ouvrier, la division du travail le réduit à l'état de machine; le développement de l'industrie fortifie la féodalité industrielle, de sorte que la misère s'étend en même temps que la richesse augmente. C'est l'art de la guerre qui exploite depuis trois siècles les meilleures inventions. Si l'industrie a rapproché tous les pays, associé tous les peuples, ce n'est que pour leur faire partager tous les inconvénients de la civilisation. Où se trouve aujourd'hui l'association universelle? Suivant Fourier, elle se trouve dans le monopole commercial de l'Angleterre : favorisé par le perfectionnement de l'art nautique, ce monopole ferme toutes les communications, il soumet l'honneur des nations aux calculs de l'intérêt mercantile, il salarie la guerre sur le continent. Les peuples civilisés ne s'accordent que pour déboiser les montagnes, ruiner les climats, propager les pestes, développer les causes de la guerre universelle. Plus la civilisation avance, plus elle nous éloigne du bonheur : elle est si repoussante, dit Fourier, que, malgré ses avantages, elle répugne aux barbares et aux sauvages. Elle ne fait que *réprimer*, *comprimer*, *supprimer* nos instincts, elle se réduit à une triple lutte contre la nature, contre l'homme et contre Dieu : contre la nature, car les travaux qu'elle impose répugnent à nos passions; contre l'homme, car elle met en guerre la famille et l'état, les riches et les pauvres, les gouvernements et les peuples; contre Dieu, car elle proclame des lois morales et nous prêche le devoir. Or, c'est là pour Fourier un bouleversement monstrueux. Tous les animaux, dit-il, suivent l'instinct, tous les êtres vivants obéissent à l'impulsion divine du plaisir, l'homme seul renonce volontairement au bonheur, lutte contre ses propres passions et se révolte ainsi contre Dieu.

Fourier le déclare, il faut sortir de la civilisation : le bonheur ne se trouve que dans le règne animal. Là, point de gêne, point de contrainte, point de morale ni de politique; le travail est un instinct, l'industrie un plaisir. Partout où l'homme est soumis à l'empire de la nature, il est en même temps heureux et puissant. L'œuvre de la reproduction s'accomplit dans les ravissements de l'amour; ce sont des joies maternelles que les soins fastidieux et dégoûtants réclamés par l'éducation de l'enfance. Les plus pénibles travaux de la chasse, de la guerre, de la science, de l'art, ont leurs plaisirs; les plus hideuses occupations peuvent présenter un attrait. Fourier excelle dans l'observation de l'animalité, soit de la brute, soit de l'homme; il est doué du génie des choses vulgaires, il recherche et saisit tous les cas où les passions de l'homme s'identifient avec l'industrie; il parle de rois adonnés à la serrurerie, à la menuiserie, à la vente du poisson, à la fabrication de la cire à cacheter. Ce sont là des exceptions dans la société, et cependant l'identification du plaisir et du travail est la loi universelle dans la nature. Rendre l'homme à la nature, de sorte que l'essor continu des passions enfante tous les bienfaits de l'industrie, tel est le problème de Charles Fourier. S'il n'y a pas de corrélation, dit-il, entre nos instincts et notre industrie, on doit désespérer de l'humanité comme on désespère de la civilisation; si cette corrélation, si cette harmonie existent, on ne doit les chercher ni dans la politique, ni dans la morale, ni

dans la religion; on doit les chercher dans une nouvelle invention, dans un instrument nouveau, et cet instrument, Fourier le propose : c'est le phalanstère. On sait que le phalanstère est à la fois un palais et une commune où se réunissent seize cent vingt personnes, ou quatre cents familles. Elles y trouvent des ateliers, des terres, des machines, tous les instruments du travail, elles s'associent en commandite, elles restent complétement libres de faire tout ce qui leur passe par l'esprit, et il se trouve que, par la force de nos instincts, le travail se change en plaisir, la passion en industrie, l'intérêt devient la justice la plus rigoureuse, et les richesses se multiplient dans une proportion effrayante. Qu'un seul de ces palais soit établi, et les bénéfices seront si exorbitants, les jouissances si vives, le bonheur si extraordinaire, que toutes les communes de la terre se transformeront sur-le-champ en phalanstères. « Pendant cette phase, dit Fourier, chaque année vaudra des siècles d'existence et offrira une foule d'événements si surprenants, qu'il ne convient pas de les faire entrevoir sans préparation. Les esprits des civilisés se soulèveraient si on leur exposait sans précautions la perspective des délices dont ils vont jouir sous très-peu de temps, car il faudra à peine deux ans pour organiser chaque canton sociétaire, et à peine six ans pour achever l'organisation du globe entier, en supposant les plus longs délais possibles. »

Le plan de Fourier est très-simple : il se réduit, on le sait, à changer le mobilier du globe, à substituer des palais-communes à toutes les villes et bourgades du monde. Où donc trouver la garantie de toutes les merveilles promises par le phalanstère? Quel est le principe de la nouvelle invention? C'est ici le moment décisif de la doctrine de Fourier; le reste n'est qu'une affaire de logique : si la preuve ici résiste à la critique, Fourier est le plus grand de tous les hommes; mais point de milieu entre une révélation et un délire. Écartons d'abord les équivoques : le bonheur annoncé par Fourier ne tient pas à l'architecture du phalanstère; cette architecture sera commode, utile, prodigieuse, si l'on veut, mais les murailles du phalanstère ne renferment aucun sortilége pour transformer la société. Le principe d'association n'explique pas non plus le phalanstère : l'association ne supprime ni les ennuis du travail ni les contraintes morales. La nature, dit Fourier, repousse ce *simplisme* de l'association; les familles nombreuses s'irritent, se subdivisent chaque jour malgré les avantages incontestables de la vie commune. La critique de la société ne conduit pas non plus au phalanstère. Que la critique de Fourier soit vraie ou fausse, superficielle ou profonde, il n'y a aucun lien entre l'énumération de nos douleurs et la toute-puissance attribuée à la nouvelle commune de seize cent vingt habitants.

Si le phalanstère ne se justifie ni par sa construction, ni par l'association, ni par la critique de la société, quel en sera donc le principe? Apparemment ce principe est dans la nature : en effet, autant Fourier a outré la critique de la société, autant il exagère l'apologie de la nature; dans la civilisation, il ne voit que le mal, comme si elle était l'œuvre du bourreau; dans la nature, il ne voit que le bien, comme si elle était le paradis. Il insiste sur une vérité vulgaire, il montre que l'instinct est infaillible, qu'il est sanctifié sans cesse par le plaisir; il montre que l'industrie animale est attrayante, et il en conclut que les instincts, les attractions, sont proportionnelles aux destinées, et que le bonheur est la vocation de tous les êtres. Le fait isolé était vrai, la généralisation est démentie par tous les faits. La nature est ensanglantée sur tous les points; il est des races qui disparaissent, la vie se nourrit de la mort; tout être vivant sort armé des mains de la nature pour

exercer la destruction; c'est le sacrificateur prédestiné d'une myriade d'êtres vivants, il ne connaît pas lui-même ses propres victimes. Par une contradiction fatale, en même temps que l'instinct est proportionnel à la destinée, tous les instincts sont en désaccord avec toutes les destinées. La guerre est donc naturelle; l'opposition, l'antithèse entre la nature et la civilisation est donc factice, d'autant plus que Fourier fait abstraction du principe de l'art, la pensée. Le principe fouriériste, absent de la nature, est-il dans la Providence? L'idée d'une bonté infinie ne change pas les faits qui sont devant nous; le sang coule, et puisque le phalanstère se place au milieu de la lutte des éléments dans une nature sacrifiée, il ne se justifie ni par le spectacle visible de la nature, ni par la providence invisible de Dieu.

Fourier s'efforce d'absoudre la nature de l'homme par l'analyse des passions, il les compte, il en trouve douze : les cinq sens d'abord, ensuite l'amour, l'amitié, le *famillisme,* l'ambition; en troisième lieu, les passions de l'intrigue, de la variabilité, de l'union, en d'autres termes la *cabaliste,* la *papillonne,* la *composite;* une treizième passion, l'*unithéisme,* les absorbe toutes. D'après Fourier, les passions ne conduisent pas nécessairement à la guerre; elles peuvent trouver le plaisir dans le travail, le bonheur dans l'industrie : c'est la civilisation qui les pervertit. Il en résulte la possibilité abstraite et métaphysique d'un ordre de choses où les douze passions se combinent avec toutes les fonctions des arts et métiers; mais, entre la possibilité métaphysique qui embrasse tout et l'acte positif et réel du phalanstère, il y a un abîme : comment le franchir? Il s'agit de prouver d'une manière directe et positive que, dans la nouvelle commune, les paysans, les hommes du peuple, pourront se livrer à l'attrait des travaux élégants, que les marquises se passionneront pour le blanchissage, que les comtesses feront la cuisine, que les rois exerceront réellement le métier de serrurier et de cordonnier. Il s'agit d'utiliser tous les goûts, les plus immondes comme les plus purs, d'absorber l'humanité dans l'industrie attrayante en lui faisant oublier toutes les idées actuelles de décence, de distinction; il s'agit de trouver une myriade de coïncidences miraculeuses entre les instincts et l'industrie, de manière à satisfaire toutes les vanités, toutes les ambitions, et si un seul homme se trouve en dehors des lois de l'attrait, si un seul meurtre est commis, il y a des geôliers, des supplices, il y a la guerre : le phalanstère est manqué.

Quelle est donc, nous le répétons, la preuve directe et définitive du phalanstère? Cette preuve, nous l'avons cherchée en vain dans le principe de l'association, dans la critique de la société, dans l'apologie de la nature, dans l'apologie des passions, dans la Providence divine. Le phalanstère ne se fonde que sur la théorie des nombres. Le nombre est neutre, impersonnel; il pénètre à travers les trois règnes de la nature, et il reste toujours le même, il mesure tout ce qui tombe dans l'espace et dans le temps, il saisit, il rapproche tout : la figure des minéraux, les formes des végétaux, celles de la vie, les phases de l'année, la marche des astres. L'ordre et la symétrie se laissent entrevoir partout; partout il y a les traces de je ne sais quel rhythme mystérieux qui se répète de loin en loin dans la création. Or, le nombre fixe les rhythmes, les assonances, il note les multiples et les diviseurs qui se répètent dans la nature. On dirait qu'il touche à l'essence intime des choses. Il y a sept couleurs, sept tons; la triade et la tétrade s'additionnent, se divisent, se multiplient de mille manières avec une constance infaillible dans les productions naturelles comme dans la marche des astres. Le nombre est donc un premier principe, se dit Fourier, comme Dieu et la matière : il gouverne les mondes, il organise la fleur, la charpente de

l'animal, les formes de la vie, enfin cette force que l'on nomme la passion. Le nombre *groupe* tous les êtres d'après ses lois symboliques ; il développe par séries tous les groupes; la *série distribue les harmonies* dans l'univers ; la création se résout dans une grande loi sériaire dont les enchaînements indéfinis frappent sans cesse nos yeux. Or, la série, d'après Fourier, est parfaite dans la nature entière; il n'en doute pas un instant : la série est vivante, les astres vivent comme les animaux ; Fourier en est encore parfaitement certain. Partout cette vie est mobile, partout le développement s'accomplit par l'attraction, partout le mouvement s'identifie avec le plaisir, partout le rhythme du nombre répand le bonheur sur les groupes et les séries, soit des fleurs, soit des mondes : ici encore Fourier est soutenu par une foi inébranlable. L'homme seul est malheureux ; donc la civilisation intervertit le nombre qui doit le gouverner. Qu'on l'arrache à la civilisation et qu'on le replace dans le nombre de l'harmonie universelle. Alors l'ordre qui domine le *mouvement physique*, le *mouvement organique*, le *mouvement animal*, éclatera dans l'humanité, c'est-à-dire dans le *mouvement passionnel ;* la nature organisera elle-même l'association, partout l'industrie de l'homme se trouvera identifiée avec le bonheur et infaillible comme l'instinct. Fourier oublie complétement que le rhythme du plaisir est aussi le rhythme de la douleur.

Le phalanstère suppose la théorie des nombres, rien n'est plus évident, et, par une bizarrerie qui n'est pas la moindre, Fourier n'expose nullement cette théorie dans ses livres. La science du phalanstère se dérobe ainsi à l'examen lorsqu'on se croit sur le point de la saisir; nous n'avons plus qu'à la deviner. Tout l'effort de Fourier consiste à noter les nombres les plus solennels qui se répètent dans la création pour identifier le rhythme de la création et les harmonies de la musique. Cette opération achevée, on ne sait comment, il veut que la nouvelle commune soit organisée d'après un nombre donné par la musique et correspondant à l'ordre universel. Il reprend donc ici sa psychologie, ses douze passions ; il les traduit dans les sept notes et les cinq demi-tons de l'octave ; il traduit successivement les caractères en autant d'accords formés par la réunion de plusieurs notes ou passions. Dès lors l'homme, les sentiments disparaissent, il ne reste plus que des notes; Fourier compte les accords de la musique, il dresse l'échelle de toutes les harmonies, et comme le nombre 810 lui donne une série complète d'accords correspondants à une foule d'assonances cabalistiques, il en conclut qu'il doit y avoir toutes les harmonies instinctives dans les 810 personnes ou caractères, lesquels, doublés par les deux sexes, forment l'association phalanstérienne de 1620 personnes. C'est là le petit tourbillon harmonique dans lequel les hommes se groupent, se séparent, s'attirent ou s'éloignent les uns des autres, d'après les lois de la musique *mondiale ;* transformés en accords vivants, ils soulèvent 30,000 antipathies ou discords pleins, 1,200,000 demi-discords, et mille autres modulations, sans sortir jamais du nombre sacré, qui représente l'attrait universel.

Tout le système de Fourier présente la symétrie d'un rhythme symbolique : les 32 chœurs de la phalange répondent aux 32 dents de l'homme, les 810 caractères aux 810 muscles du corps humain; les 400 travaux, les 400 familles de la phalange, les 4,000,000 de phalanstères sortent de la tétrade; la septénaire des couleurs et des tons constitue le groupe, et la civilisation à son tour, cette antithèse de l'harmonie, développe les vices de la propriété, de la famille, du commerce, des infidélités conjugales, vices que l'on compte dans chaque catégorie d'après un nombre symbolique pris au rebours. La forme du système, le but extraordinaire

de l'industrie attrayante, le principe du nombre placé à côté de Dieu et de la matière, tout prouve que le fouriérisme se fonde sur l'harmonie pythagoricienne et sur tous les principes des mystagogies antiques. Fourier substitue souvent une preuve à l'autre dans la polémique ; attaqué par l'expérience, il riposte par le principe d'association ; attaqué sur l'association, il critique la civilisation. Souvent les conséquences se présentent chez lui comme des principes, car il joue la Providence elle-même sur ce coup de dés du phalanstère : forcé par l'analyse à donner son dernier principe, le système se réduit à un labyrinthe inextricable d'analogies mystagogiques toujours entrevues, jamais expliquées. Ainsi, pour admettre l'instrument de Fourier, il faut d'abord rejeter la civilisation comme une tyrannie morale, politique et religieuse ; ensuite on doit croire aveuglément que la nature est partout et toujours heureuse. En troisième lieu, il faut avoir une foi inébranlable dans le principe du nombre, le vrai dieu de Fourier. Quand on a surmonté cette triple épreuve, quand on est persuadé que les planètes tournent avec une vive satisfaction autour du soleil, il reste une dernière épreuve, la plus dure : il faut croire aveuglément à la parole de Fourier, car il ne donne point le secret du phalanstère. Au reste, sa science, nous le répétons, était la science des anciens. L'antiquité se confiait naïvement dans les forces vivantes de ce monde ; elle croyait que le nombre pouvait déchirer le voile qui cache les dieux élémentaires, elle épiait, elle écoutait, elle attendait le moment où l'oreille de l'homme pourrait saisir les voix divines ou l'harmonie mondiale. En contemplant la nature, Fourier a entendu le dernier retentissement de la lyre d'Orphée ; la magie musicale de Saraswati a troublé sa raison ; dans son égarement, il a vu la nouvelle Jérusalem du phalanstère dessinée à grands traits dans la création : de l'erreur, il a été conduit au délire. Suivons-le dans cette hallucination poétique.

II. — L'ÉPOQUE HARMONIENNE.

Persuadé d'avance qu'il pouvait satisfaire toutes les passions, Fourier n'a plus qu'à imaginer, à rêver ; le nombre établit *à priori* le bonheur universel, on n'a donc à interroger la nature que pour chercher les plus heureuses combinaisons de l'instinct, qui se réaliseront toutes dans le phalanstère. Il faut d'abord que le groupe et la série se développent spontanément, librement : quatre passions, l'amitié, l'amour, le *famillisme*, l'ambition, peuvent grouper les hommes ; la *cabaliste*, la *papillonne*, la *composite*, peuvent développer la série ; le nombre assure ce prodige, donc la confusion disparaît dans la nouvelle commune, organisée par groupes et par séries ; ces groupes et ces séries animales correspondent à tous les travaux de l'industrie. Il y a des fonctions monotones dans la subdivision du travail, mais la *papillonne* peut les parcourir toutes en *courtes séances*. Il y a des travaux odieux, mais les machines peuvent les faciliter, les *vilains goûts* peuvent s'en charger. Comment suppléer au travail répugnant de la domesticité ? Les amis, les flatteurs peuvent remplacer les domestiques. Quant aux travaux malpropres, on y dévoue la jeunesse, naturellement portée, selon Fourier, à la malpropreté et au dévouement. Au reste, on court au travail avec l'impétuosité de l'instinct, on ferme l'Évangile, on cherche la richesse et non pas la vertu, et la vertu vient par surcroît. Telle est la possibilité morale garantie par le nombre du phalanstère.

L'or coule à flots de cette source enchantée de l'industrie attrayante. Pour le recueillir, Fourier coordonne une nouvelle série de possibilités économiques. Il est possible de conserver tous les avantages, moins les inconvénients de la propriété; le phalanstère est une commandite; donc, sans blesser l'instinct des propriétaires, il augmentera les bénéfices de la propriété. Fourier veut, d'un autre côté, tous les avantages de la communauté. Donc, le phalanstère réunit tous les habitants dans un seul ménage, les nourrit par un seul restaurant; une seule administration publique dirige l'agriculture et l'industrie. Ainsi la propriété et la communauté se donnent la main, et, en effet, tous les problèmes de l'économie politique sont résolus d'un seul coup, si on admet la combinaison des deux principes. La libre concurrence de tous les actionnaires, de tous les hommes, de tous les instincts, s'applique à la production; la communauté s'empare de la circulation, et garantit ainsi les marchandises comme l'état garantit la monnaie; c'est encore la communauté qui distribue les richesses, et, vouée à l'intérêt de tous, elle rétribue le capital, le travail et le talent avec la justice la plus rigoureuse. Plus de lutte entre la famille et l'état, entre le capital et le talent, entre la production et le commerce, entre le commerce et la consommation; plus de répression, plus de gaspillage dans l'administration. Fourier suppute avec un aplomb admirable la baisse des prix, l'abondance naturelle; mais l'agencement de toutes les possibilités économiques repose toujours sur l'attrait, et le nombre reproduit son rhythme dans l'évaluation des bénéfices. Par un jeu de la décade, un sou vaudra 10 francs, une paire de bottes durera dix ans.

Après les possibilités morales, économiques, Fourier découvre dans l'éducation une nouvelle série de possibilités. L'industrie n'est plus qu'une fête continuelle; on promène les enfants d'atelier en atelier, ils manient les outils, les vocations se manifestent, le génie se révèle par le travail attrayant, s'élève par la concurrence à travers les groupes et les séries, et conquiert dans le monde la place qui lui est dévolue. Ici encore la puissance du nombre distribue les grands hommes. Dans le petit tourbillon de la commune sociétaire, le génie se multiplie par trois, autant de fois qu'il y a de sciences, d'arts et de travaux. Les 15,000 phalanstères de la France réorganisée contiendraient donc 45,000 Napoléons, 45,000 Newtons, 45,000 Talmas, et ainsi de suite. Ces hommes aujourd'hui sont perdus, l'harmonie sociétaire les produirait au grand jour.

La donnée du phalanstère une fois posée, le bonheur se propage par explosion, la civilisation est renversée. Comment résisterait-elle au spectacle entraînant du bonheur? Fourier n'a qu'une seule appréhension, au reste très-sérieuse, il craint que les hommes ne meurent de joie: il veut éloigner les enfants civilisés du spectacle de l'industrie attrayante; suivant lui, la vision du phalanstère peut tuer comme la vision de Dieu.

L'image du phalanstère se reproduit en grand dans l'humanité : la musique mondiale coordonne les individus dans la commune, comme elle coordonne les phalanstères dans l'harmonie universelle. Les phalanstères se développent donc par groupes et par séries; en se développant, ils enfantent les provinces, les états, les royaumes, les empires, les trois *césariats* harmoniens, enfin l'administration unitaire du globe, ayant son siége à Constantinople et sa papauté *unithéiste* dans l'*omniarche*. Le mouvement de l'harmonie universelle est double, de même que le mouvement du phalanstère; la concurrence des six cent mille phalanges du globe donne libre essor à tous les instincts de l'humanité; cette concurrence

crée l'administration unitaire du globe ; une fois constituée, l'administration unitaire distribue les royaumes, les récompenses, gouverne le monde par un mouvement qui descend de haut en bas. La double échelle est immense, la hiérarchie illimitée ; l'ambition, excitée partout, ne conduit nulle part à la guerre ; le phalanstère a doublé, centuplé l'étendue du globe. La terre est désormais un labyrinthe où César et Pompée, le pape et l'empereur marchent toujours sans se rencontrer jamais : l'ambition profitera d'autant plus à l'humanité qu'elle sera plus forte, *Néron sera plus utile que Fénelon.* L'industrie attrayante entraîne les sauvages et les barbares ; de grandes armées, instruments de l'harmonie unitaire, reboisent les montagnes, percent les isthmes, fertilisent les déserts, commandent au cours des fleuves, transforment les climats. L'homme le plus pauvre, mieux logé, mieux nourri que nos rois, jouit de tous ses droits, « chasse, pêche, cueillette, pâture ; on a libre essor des sens, libre essor des âmes, participation au progrès, ligue intérieure, insouciance, vol extérieur, liberté convergente, *minimum* abondant. » L'ordre combiné présente « le lustre des sciences et des arts, le spectacle de la chevalerie errante, la gastronomie combinée en sens politique, en sens matériel, en sens passionné; la politique galante pour la levée des armées. » Il n'y a plus dans le globe qu'une seule monnaie, une seule langue. Une notation unique a fixé tous les caractères. Les sentiments sont notés, classés, mesurés, traduits dans les notes de la musique. Plus de mariages mal assortis, plus d'amitiés factices ; les hommes qui ne se sont jamais vus n'ont qu'à montrer leur partition ; si les accords se conviennent, la mélodie est immédiate, et ils s'embrassent avec l'effusion d'anciennes connaissances.

La liberté de l'amour est la première condition du bonheur pour quiconque se place en dehors de la société. Jacob Boehm rêve les jeux éternels de l'amour dans une nature purifiée ; Charles Fourier est un peu moins détaché de la terre. Il veut à la fois les bénéfices du mariage et ceux de la communauté ; il invente la double polygamie, il donne aux femmes des *favoris*, des *maris*, des *géniteurs*, à tous des *bacchants* et des *bacchantes*, à ceux qui chérissent leur propre virginité, le corps des *vestales* et des *vestels*. Les plus bizarres possibilités de l'amour se réalisent dans une série de combinaisons burlesques. Fourier console les amants déçus avec des *faquiresses* et des *bacchantes*, c'est ce qu'il appelle la *purgation des passions* (1). L'essor libre de l'amour multiplie l'attraction de l'industrie, resserre les groupes, intrigue les séries ; l'amour s'alliant au travail, le travail à la volupté, les sybarites du phalanstère se lèveront à quatre heures du matin pour travailler comme des nègres : en harmonie « celui qui aura le plus joui de la vie et se sera livré aux passions les plus immodérées sera le plus sage, le plus saint, le plus grand. » Tous les souvenirs de l'antiquité, du moyen âge, les rêves de la mythologie et de la chevalerie, les détails les plus bizarres de la guerre, de la cuisine, en traversant l'imagination de Fourier, grandissent et se renversent pour parodier le chris-

(1) Il y a dans cette partie du système des détails qu'on nous saura gré de supprimer. La sollicitude de Fourier pour la béatitude sensuelle évoque au profit du plaisir toutes les possibilités que les casuistes proscrivent au nom de la morale. Notre rêveur a pensé même aux femmes âgées. La *Gazette des Tribunaux* avait parlé d'un jeune Champenois accusé d'avoir violé sept vieilles femmes, et sur cette possibilité Fourier fonde le hideux roman d'Urgèle et de Valère. Mêmes aménités pour les vieillards, à qui semble dédié le roman de la belle Orythie, la prostituée heureuse, riche, dévouée gratuitement à la vieillesse, la *régénératrice*, dit Fourier, *des saines doctrines du commerce*.

tianisme au rebours. On livre des combats babyloniens en pâtisserie, mille génies culinaires viennent conquérir les peuples avec des soupes au fromage : la musique mondiale fixe, réalise et maintient toutes les possibilités de la vie phalanstérienne.

Vaincu dans la civilisation, le génie du mal n'est pas encore terrassé, il se révolte contre la théorie de Fourier. Le bonheur détruit le bonheur, car la population se multiplie, et la misère doit reparaître au sein de la richesse; heureusement cette population multipliée finira par atteindre un chiffre invariable, elle ne débordera pas au delà des quatre millions de phalanstères, car les femmes riches et vigoureuses ont peu d'enfants. Le génie du mal doit se révolter alors de nouveau et opposer à Fourier les glaces des pôles, les feux de l'équateur, l'obscurité de la nuit, les maladies, la mort. Ici tout semble perdu ; mais Fourier s'élève de nouveau aux régions de la musique mondiale, et l'enchantement redouble. Par analogie, il avait donné aux astres la vie de l'homme ; par analogie, les astres imposaient à l'homme l'ordre qui règne dans le firmament : l'harmonie sortait d'une série d'actions et de réactions de la terre au ciel. Maintenant il faut doubler l'action et la réaction ; Fourier entre donc dans le règne aromal, le règne des fluides impondérables, innombrables, inconnus. D'après lui, c'est dans ce royaume invisible que se préparent tous les enchantements du monde visible : là, cette musique qui gouverne les globes, l'organisme, l'animalité et les passions, se répète une cinquième fois, y produit un cinquième mouvement en réalité le plus puissant. L'œil de l'homme ne saisit que des effets, il ne voit que des arbres, des fleurs, des animaux, qui naissent et vivent par enchantement; il ne voit pas que Vénus crée la chèvre, Mercure la pêche, que toutes les productions de la terre viennent des influences sidérales qui imposent des myriades de formes à la vie occulte du globe. L'humanité a résisté jusqu'à présent à la musique universelle, elle va céder. L'apparition du phalanstère est imminente ; mais si la terre subit l'influence aromale du ciel, le ciel doit subir l'influence aromale de la terre. D'après ce principe nullement développé, mais fortement accusé, Fourier se dit : la civilisation est horrible, donc elle répand une influence pestilentielle dans le firmament: elle place notre roi, le soleil, dans l'impuissance de régner, et l'influence malfaisante se répand du soleil dans les voûtes du firmament pour le malheur d'une myriade d'existences. L'univers est en retard, il souffre, et c'est la faute de l'homme qui a bouleversé les aromes terrestres. En transformant la terre, Fourier changera la condition des aromes, et rétablira l'harmonie dans le royaume des fluides impondérables ; il agira sur le soleil, de là sur les astres, il commandera ainsi aux forces cosmiques, et l'univers reprendra sa marche ascendante : tout ce que le bonheur de l'homme peut demander, il l'aura. C'est ainsi que le phalanstère, après avoir subi une action hyperbolique, impose aux mondes une réaction hyperbolique : de là le progrès cosmogonique de Fourier. Ici encore la science livre mille possibilités physiques ; elle parle d'aurores boréales éteintes aux pôles, de couches lucides à la surface des astres, de fluides impondérables dont la force touche à l'impossible, et la musique mondiale réalise sur-le-champ tous les souhaits de Fourier. Donc, les 810 caractères du phalanstère promettent 81.000 ans de durée à la terre ; le septénaire, promet 70.000 ans d'harmonie ; la civilisation, l'histoire, n'a été que la *dentition* de l'humanité condamnée à se construire le phalanstère. Les harmoniens atteignent à la hauteur de 84 pouces, parcourent des carrières amoureuses de 120 ans, vivent 144 ans. La mort n'existe pas ; la mort, c'est la vie, c'est la vie aromale, deux fois plus longue, et cent fois plus heureuse :

l'homme passe ainsi d'une vie à l'autre pendant 400 *métempsycoses bicomposées*. Le monde se *contre-moule*, les animaux féroces ou malfaisants se transforment pour l'usage de l'homme : les lions font le service de la poste aux lettres. Des aurores boréales réchauffent les pôles, l'atmosphère devient lucide à la surface comme un miroir, l'eau de la mer s'adoucit, quatre lunes éclairent la nuit; bref, la terre se renouvelle vingt-huit fois jusqu'à ce que la grande âme de notre planète, exténuée, fatiguée, passe dans une autre planète avec toutes les âmes humaines, qui conserveront un souvenir abrégé de la vie antérieure. Le soleil, délivré des miasmes de la civilisation, aura fixé une comète pour en faire notre nouvelle demeure; de là, on passera dans Mercure, où l'on apprendra la langue unitaire de l'univers qui doit nous mettre en communication avec les autres habitants de notre système planétaire. Nous les joindrons dans le soleil, où les forces de l'homme seront quadruples. Du soleil, on passe à d'autres soleils, de l'univers aux binivers, aux trinivers, etc., et de demeure en demeure, le progrès redouble par octaves qui se suivent en se dédoublant. C'est un crescendo effrayant qui augmente toujours, qui envahit la création, qui épuise la vitalité de tous les mondes jusqu'à l'époque d'un *recul cosmogonique*, qui doit nous faire descendre, par les mêmes lois prises au rebours, jusqu'à notre premier point de départ, pour recommencer le cercle éternel de la vie. Tel est le *grand jour* du monde industriel, le *kalpa* de Fourier.

Ce système n'est-il pas une dernière apparition de la mystagogie orientale? Ces chiffres 3, 4, 7, 12, 72, etc., multipliés, variés de mille manières dans l'harmonie et dans l'antithèse de la civilisation, répètent dans une assonance mystérieuse les vingt-huit années de la vie d'Osiris, le nombre des complices de Typhon, des traducteurs de la Bible, des disciples, des apôtres de Confucius, de Bouddha, du Christ, et tous les rhythmes traditionnels qui ont déterminé la poésie de la religion dans les temples de l'Orient et du moyen âge. Fourier n'est pas un mystique passif, ce n'est pas un visionnaire; le don de la croyance traditionnelle lui est refusé, le don de la seconde vue prophétique n'illumine jamais son intelligence. Fourier est un mystagogue, un thaumaturge qui ne s'est pas humilié devant le christianisme; il est le dernier magicien, il imite ces grands prêtres de l'Orient qui arrêtaient le soleil, ces *artistes* du monde païen qui se posaient en maîtres du monde matériel. Seulement, la magie a cette fois multiplié ses forces; Fourier joue avec Dieu, il joue à une martingale effrayante, il gagne des myriades de mondes, et il double toujours.

III. — FOURIER MAGICIEN.

Nous venons d'expliquer les procédés secrets du fouriérisme : il nous reste maintenant à découvrir la route que Fourier a parcourue au rebours pour nous transporter vers le moyen âge et l'antiquité païenne.

Né en 1772, Fourier appartient au XVIIIe siècle; il lui doit son érudition, ses tendances, la morale du plaisir et cette confiance illimitée dans la puissance de l'industrie : en d'autres termes, Fourier marchait avec les encyclopédistes à la conquête du monde sensible. Jadis, dans les premiers temps du christianisme, on avait découvert un Dieu infini, et, dans l'enthousiasme de la découverte, l'huma-

nité avait sacrifié le temps à l'éternité, la matière à l'esprit, le monde à Dieu. Le moyen âge méprise la terre, se méfie de la raison ; l'église ne veut pas être de ce monde, et les hommes l'imitent; ils sacrifient aux pieds du successeur de saint Pierre les biens comme les idées. Le sacrifice une fois accompli, quand cette œuvre d'abnégation fut poussée à ses dernières limites, on recula d'épouvante : l'église, qui était le symbole de tous les sacrifices, la papauté, dont l'unique mission était d'éclairer l'intelligence et de faire l'éducation du genre humain, avaient exploité la crédulité universelle pour réprimer la raison, confisquer à leur profit tous les biens de ce monde, et fonder un empire matériel sur la terre. Dès lors le mouvement fut interverti, la révolution commença dans le sens opposé, l'humanité voulut s'élever jusqu'à Dieu sans l'intermédiaire du prêtre : Luther arracha à la papauté le nord de l'Europe, les états catholiques s'émancipèrent peu à peu de l'église, le savant prit le pas sur le théologien. D'abord, on formula une morale, une jurisprudence, une philosophie indépendantes; la physique révéla par Newton un dieu qui ne semblait plus le Dieu de la Genèse. Newton avait démontré que l'ordre était dans l'univers, et désormais on s'attacha au monde pour mieux comprendre Dieu. La conquête du monde sensible fut, au XVIIIe siècle, une œuvre sainte, une croisade, une religion, et cette religion avait ses apôtres et ses fanatiques, ou plutôt ses vérités et ses erreurs. Légitime quand elle réorganisait l'ordre matériel dans les codes et les constitutions, légitime quand le droit naturel s'armait de l'ironie de Voltaire et de la colère de Rousseau contre les tyrannies, les erreurs, les humiliations d'un autre temps, la philosophie s'égarait en oubliant que le monde sensible de l'art et de l'industrie est à la merci du monde invisible de l'intelligence et des idées. Les yeux fixés sur le monde physique, les philosophes du XVIIIe siècle voyaient encore la matière quand ils regardaient l'homme ; ils réduisaient la vie à une contraction, la pensée à une sensation, l'homme tout entier à une variété du règne animal, Dieu à une hypothèse créée pour expliquer le mouvement. L'erreur favorisait l'entraînement. L'homme rendu à la nature est un meilleur instrument de civilisation ; l'éducation pourra le transformer à son gré, le législateur rencontrera moins d'obstacles. D'ailleurs, si l'homme sort des mains de la nature, comme la nature est sainte, il en sort sanctifié ; il n'a plus à rougir de fautes qu'il n'a point commises, il n'y a plus de traditions qui l'humilient, plus de hiérarchies consacrées par cette tradition, plus d'inégalités, plus de pieuses injustices : tous les hommes sont frères, libres, tous sont prêtres et rois. Toujours est-il qu'en cherchant la pensée dans la nature, on oubliait l'homme, on faisait de l'homme un instrument, et on ne savait plus qui pourrait le gouverner. L'erreur gagnait les meilleurs esprits : Montesquieu ne pose que deux principes réellement actifs dans son système, *les législateurs* et *les circonstances*, c'est-à-dire des hommes au-dessus de l'humanité et des choses hors de l'humanité. Quel est donc le rôle des masses ? Pourquoi obéissent-elles à des sages ? Pourquoi d'autres sages sont-ils sacrifiés ? D'où viennent ces religions que l'on combat, ces religions si puissantes qu'elles ont fondé et détruit mille empires ? Qu'on le demande à Voltaire, l'histoire est une comédie ; qu'on le demande à Rousseau, la civilisation est une maladie de la pensée, et les encyclopédistes finissent par opposer à la théocratie du moyen âge le fantôme immense d'une théocratie naturelle où l'homme remplace Dieu, se trouvant divinisé par les miracles de l'industrie. On oubliait qu'on ne commande à la terre que lorsqu'on dispose des forces du ciel ; en d'autres termes, on ne commande à l'industrie que par la puissance des idées, et en effet, lorsque la révolu-

tion éclata, la conquête projetée, n'ayant pour principe que des doctrines matérialistes, ne put dépasser l'ordre matériel de la société.

Les hommes qui avaient voulu faire de la révolution la vraie rédemption avaient cru qu'il suffisait d'attaquer ouvertement, publiquement, le christianisme pour racheter le monde. On se mit à l'œuvre; la propagande en 93 fut publique, officielle, tyrannique, elle succomba; le christianisme domina la révolution : la nature parut hideuse sans Dieu, la raison ironique sans le Christ, la société impossible sans traditions. L'homme, dont on voulait faire un instrument, se révolta contre les réformateurs. Que faire? Les politiques furent convertis par la force des intérêts, les philosophes par la force des idées, et ils virent que le christianisme n'avait pas été compris. Quant à Fourier, il se déclara contre la révolution, contre la science elle-même.

Victime en 1793 de la terreur, Fourier avait conçu une haine implacable contre les gouvernements révolutionnaires; mais peu importent la date, les événements, peu importent les sentiments personnels de Fourier, pourvu que dans sa haine il reste d'accord avec les instincts de son temps. La première condition dans un pareil combat est qu'on ne tienne aucun compte des idées, de la religion et des forces de la raison. Qu'on parcoure les livres de Fourier, partout cette condition est remplie. On n'y trouve pas un mot sur l'intelligence de l'homme : chose étrange! Fourier a pensé toute sa vie sans se demander une seule fois d'où lui venaient ses idées. Il se représente l'homme comme une machine passionnelle, sa psychologie commence avec les sens, finit avec la *composite,* et ne suppose pas comme possible l'intervention de la raison dans la solution du problème du bonheur. Bref, il veut brûler les quatre cent mille volumes de nos bibliothèques; Condillac n'échappe pas au bûcher. Tout était donc à refaire; il fallait recommencer la révolution. Fourier répéta alors contre la révolution le programme révolutionnaire; il exagéra le doute de Descartes, l'acatalepsie de Bacon, la nécessité de refaire l'entendement, la nécessité de sortir de l'ornière révolutionnaire, la nécessité de se délivrer de toutes les idées politiques, morales, religieuses et économiques. Que voulait Fourier? La rédemption; il voulait nous transporter au ciel en remplaçant le christianisme, et il fallait que le bonheur absolu, éternel, pût jaillir de la vie et du plaisir, de la matière et du mouvement. Avec la science descriptive, on ne pouvait guère avancer; les moyens rassemblés dans l'Encyclopédie ne donnaient que la civilisation telle qu'elle est. Fourier rejette donc toutes les limites de la science descriptive; il se propose de pénétrer dans la *textura rerum*, dans l'essence intime des choses; il s'efforce de deviner la vie, il invoque le nombre, il croit arriver ainsi à la rédemption terrestre, et il se place à son insu au milieu des hommes du moyen âge.

Le moyen âge avait eu son naturalisme, la magie, l'alchimie, l'astrologie, les sciences occultes. Tout n'avait pas cédé à la philosophie chrétienne; on résistait à l'idée d'un Dieu infini et d'une patrie spirituelle, et la nécromancie intervertissait les lois du christianisme en cherchant à réaliser le ciel sur la terre. La poésie du XIIIe siècle nous présente sans cesse le chevalier entre l'ermite et le nécromant, entre la croisade en terre sainte et les féeries d'un monde enchanté. Cette croyance à la féerie, profondément enracinée dans l'imagination populaire, avait été prise à la lettre par les physiciens du moyen âge. Tandis que la philosophie chrétienne se développait dans la scolastique, la physique travaillait sourdement à réaliser les féeries des épopées chevaleresques. Elle cherchait les panacées, la transformation des métaux, les breuvages qui éternisent la vie, qui enchaînent l'amour. Qu'on

ouvre Roger Bacon lui-même : il parlera de renouveler les prodiges de Gédéon, d'incendier les villes par la création d'un soleil artificiel; d'autres veulent donner la richesse aux pauvres, à tous les hommes la vertu adamitique; d'autres vivent dans la persuasion qu'un secret, une découverte, suffiraient à délivrer la nature de l'enchantement satanique qui l'étouffe. Tous s'orientent au milieu des phénomènes de l'instinct, des sympathies, des fluides, de la musique; tous veulent toucher à l'arbre de la vie. Les sciences, à leurs yeux, ne sont que d'ignorantes compilations des signes extérieurs; les arts, des tentatives empiriques sur des signes incompris. Les physiciens du moyen âge aspiraient à la véritable interprétation de la terre et du ciel, de la nature et de la Bible, et ils rêvaient un grand art fondé sur la science de Salomon. Que cette science, que cet art fussent possibles, ils n'en doutaient pas : n'avaient-ils pas derrière eux mille prodiges, mille traditions remplies de miracles? Pour ces artistes, l'histoire de Moïse, de Trismégiste, de Jésus-Christ, d'Apollonius, de Salomon, d'Orphée, des mages, équivalait à une démonstration scientifique. Ils croyaient si bien usurper la puissance des thaumaturges, qu'ils imposaient le secret aux adeptes; ils exigeaient d'eux la vertu chrétienne pour que le magicien ne se jouât pas de la vie des hommes. La papauté était donc le grand œuvre de la science officielle; la transfiguration du monde était le grand œuvre du naturalisme. Postel, dans son délire, voit poindre l'aurore d'un nouveau jour cosmogonique; Boehm, plus tard, annonce l'*aurore naissante;* Paracelse s'était proclamé le roi des mystères (*arcanorum monarcha*), le roi des temps intermédiaires, en attendant le renouvellement du monde. Les frères de la Rose-Croix, Robert Fludd, s'attendaient, vers 1610, à la transfiguration universelle, et poursuivaient le but de Paracelse. Cette idée d'une panacée, d'un saint Graal, avait gagné au moyen âge jusqu'à la scolastique; les *claves magnæ,* les logiques de ce temps, avaient des prétentions presque magiques; le grand art de Raymond Lulle, en tenant ses promesses, aurait distribué les dons du Saint-Esprit à tous les hommes. François Bacon lui-même tombe dans l'erreur; le *Novum Organum* est la panacée qui promet aux esprits vulgaires la puissance du génie.

Le naturalisme du moyen âge expire aux pieds de François Bacon. Deux siècles plus tard, Fourier s'empare du *Novum Organum*, et entre ses mains, par une bizarre interversion, cette préface des temps modernes devient la préface du moyen âge. Bacon établit la possibilité de mille découvertes descriptives, et il fonde là-dessus un *grand art* industriel. Fourier accepte les possibilités signalées par Bacon, et il en déduit une science magique sur laquelle il fonde le *grand art* du phalanstère. Si la science occulte chez Fourier prend une forme nouvelle, celle de l'industrie, il ne faut pas oublier que la forme ne compte pas dans cette poésie flottante des mystagogies. Ce sont les principes et les procédés qui comptent. Le langage des fleurs, la symbolique des animaux, la musique mondiale, la même musique observée dans le corps de l'homme, l'aimantation de l'univers, les sympathies et les antipathies, l'éternelle analogie du microcosme et du macrocosme, la vie, les amours des astres, les influences sidérales, le rhythme du nombre, bref tous les principes de Fourier, y compris le dédain absolu de toutes les limites de la science descriptive, se trouvent déjà chez les magiciens du moyen âge. Quant aux procédés, ils sont encore les mêmes. Que l'on prenne Robert Fludd, le dernier rapsode des sciences occultes : comme Fourier, il arrête son thème d'avance, il cherche la rédemption par la force du nombre, et quand il l'a obtenue *à priori*, les possibilités les plus abstraites de l'expérience, c'est-à-dire la possibilité de

disposer des mirages et des fluides impondérables, de transpercer la surface opaque des corps, de se déplacer avec la rapidité de la foudre, de se rendre invisible, etc., tous les rêves enfin se réalisent. Fludd a son instrument comme Fourier, comme Paracelse, comme tous les alchimistes; il a son secret à lui qui révèle tous les secrets.

Une seule différence sépare Fourier de ses contemporains du moyen âge : ceux-ci croyaient, non pas à la philosophie, mais à la tradition matérielle du christianisme. Fourier est incrédule, et son incrédulité le rejette au delà du moyen âge. Si la magie était une renaissance du paganisme, une réminiscence de la sagesse de ces pontifes de l'antiquité qui se croyaient les artistes de la création, ce n'était cependant qu'une renaissance maladive, faussée, complétement transformée par le christianisme. La magie prenait la forme du catholicisme, elle n'aspirait très-souvent qu'à propager par enchantement le pouvoir de l'église, elle plaçait ses secrets sous la garde des vertus chrétiennes. Cherchait-elle un bonheur impossible sur la terre, la rédemption était assurée par la foi, les miracles étaient prouvés par les légendes; elle voulait bien conquérir l'ubiquité, la vision de l'univers, mais c'était au Christ d'achever l'enchantement par je ne sais quelle purification éthérée. Elle voulait bien escalader le ciel, mais elle n'avait pas à le construire; le paradis existait, il ne s'agissait que d'y monter. Fourier est libre, il est seul; le génie positif des temps modernes le poursuit toujours, et c'est dans le plaisir qu'il doit trouver la rédemption, c'est dans le monde qu'il doit construire le ciel. De là toutes les terribles nécessités de son système, dont la première est d'arracher au Christ sa couronne d'épines en déclarant le devoir impie, et dont la dernière est de se retrouver au point de départ. Ainsi, en se révoltant contre la révolution, il tombait dans le sensualisme du XVIIIe siècle; en voulant dépasser les limites de la science descriptive, il tombait dans la magie du moyen âge; en se délivrant du christianisme, il tombait au milieu de l'antiquité païenne. Suivant lui, le phalanstère aurait dû être construit à l'âge de Périclès. Nous sommes en retard, nous marchons au rebours depuis 2300 ans.

Fourier méconnaît entièrement le travail accompli par la raison depuis Socrate jusqu'à Hegel. Il prétend avoir élevé la critique de la civilisation au rang d'une science : il n'a regardé la civilisation qu'avec les yeux du corps. Il n'a jamais compris, soupçonné la pensée qui l'anime; il lui a toujours demandé le bonheur qu'elle ne peut pas donner. Fourier ne voit que les gibets, les gendarmes, les armées, les moralistes. Pour lui, les peuples sont des forçats, les riches des argousins, les moralistes des mystificateurs, les prêtres des hypocrites. On se bat pour des idées, il croit que l'humanité est folle. Il entend les cris des combattants, mais sans les comprendre. Il ne saisit que des injures qui pour lui sont des signes de l'impuissance des lutteurs. On croirait lire Robert Fludd, qui accuse les savants de ne pas faire des miracles et le clergé de ne pas créer le millénium. Au reste, le magicien attaque constamment les républicains avec les absolutistes, les absolutistes avec les républicains, la raison avec l'autorité, l'autorité avec la raison, la concurrence avec les idées gouvernementales, les idées gouvernementales avec la concurrence, la communauté avec la théorie de la propriété, la famille avec les théories du communisme. Il ne veut point l'immoralité des civilisés, il ne veut point des idées morales qui lui dictent la critique de l'immoralité. Toutes les questions intermédiaires depuis la famille jusqu'au système gouvernemental subissent la même critique, provoquent les mêmes sarcasmes. Contre le clergé, Fourier reprend

les armes de Voltaire; contre les philosophes, il va plus plus loin que les jésuites; enfin, contre la civilisation, il reproduit toute la polémique de Rousseau, et contre l'état de nature, toutes les apologies de l'industrie. Toujours étranger, toujours hostile aux traditions qui gouvernent le monde depuis deux mille ans, il ne critique pas, il médit, et il expie la médisance par une contradiction continuelle où les mêmes principes sont tour à tour affirmés et niés. Quand il plaide contre la liberté, il admet l'autorité; quand il attaque l'autorité, il suppose forcément cette même liberté qu'il avait niée auparavant. Il trouve le devoir impie sans voir que la notion de l'impiété suppose celle du devoir.

Le cercle vicieux de cette critique se reproduit dans la partie dogmatique du système. Fourier est toujours en arrière de deux mille ans. Tous les biens, tous les avantages, tous les trésors matériels sont réunis dans le phalanstère. L'harmonie juxtapose la concurrence portée à son plus haut degré de paroxysme, et une hiérarchie titanique qui administre le globe. Toutes les créations de l'ambition la plus effrénée s'allient à tous les avantages de la paix et de la vie pastorale. Le mariage donne la main à la promiscuité, la chasteté à la prostitution, la propriété à la communauté dans la commandite; la moralité s'unit à l'immoralité, le luxe aristocratique se combine avec le radicalisme le plus absolu. Bref, le magicien fait paraître des paladins, des chevaliers, des césars, des druidesses, des empereurs, des faquirs, des dryades, des hamadryades, des brahmanes. Il copie et reproduit toutes les parades de l'histoire; il reste toujours étranger à la pensée qui les créait, aux luttes qui leur défendent de coexister.

C'est en vain que Fourier invoque la magie : depuis deux mille ans, la raison l'a vaincue. Le magicien prétend résoudre à lui seul le problème de la rédemption tel que le lui suggère la pensée moderne dans sa double phase religieuse et philosophique. Cette idée de la rédemption pousse le magicien au délire. Comment pourra-t-il racheter l'homme? Le monde des idées lui est fermé; il ne lui reste qu'à trouver un secours providentiel dans l'animalité. Fourier s'empare de l'animalité : qu'y trouve-t-il? la rédemption du travail attrayant. C'est là l'expédient d'un homme de génie aux abois; mais il faut déterminer, appliquer ce travail, décrire l'attrait, le développer. Les idées sont supprimées; sans idées, point de passions, point de poésie, point d'attraction véritablement humaine. La pensée détruite, les peuples n'ont plus d'histoire, l'histoire n'a plus de vie, la vie n'a plus de sens, l'attrait du combat s'évanouit comme celui du triomphe. A quoi donc s'appliquera l'attraction de Fourier? à la culture des melons, des cerises, des fraises, des navets, au jeu bizarre de toutes les facultés, réduites, par l'industrie, à une fougue animale très-joyeuse et profondément burlesque.

La magie de Fourier, qui réclame tous les biens matériels, suppose, invoque, appelle aussi tous les prodiges de l'intelligence. Mais où prend-il le génie? dans l'*éclosion des instincts*, hors des idées, dans les mystérieuses profondeurs de l'animalité. Et comment veut-il régler l'apparition de tous les grands hommes à venir? toujours par le nombre. Il voit surgir à chaque génération huit millions de Napoléons, de Watts, de Talmas, tous inventeurs, tous éternellement réformateurs. Quel sera donc le travail de ces hommes? Maître de la pensée multipliée par une myriade de génies, maître d'une force que rien ne peut évaluer, Fourier, poussé de conséquence en conséquence, se sert de cette même force pour achever son progrès au rebours. Qu'on lise ses fictions harmoniennes, on y verra l'humanité devenue gastronome, le génie de l'humanité livrant de grandes batailles en pâtisse-

ries, et distribuant les délices de la soupe au fromage. Il y a un mariage conclu dans un moment de tendresse où le duc Dagobert ne sait pas résister à Amaryllis, parce qu'elle a très-bien raccommodé sa culotte : il lui accorde la main de son fils. L'humanité tombe en enfance. Suivons Fourier au milieu des mystères cosmiques : il a invoqué les forces de la nature, il s'y est livré aveuglément, il en a fait l'apothéose, parce qu'il attend d'elles la rédemption, et une fois à l'œuvre, il s'aperçoit qu'il doit refaire cette même nature qu'auparavant il avait trouvée parfaite. Cette perfection, disait-il, ne souffre qu'un huitième d'exception dans toutes les octaves; mais partout la dialectique du plaisir le met aux prises avec le mal : il doit en conclure que la terre est dans un état exceptionnel, que l'histoire, que l'expérience, que le monde sont des exceptions, que la nature est une exception de la nature. Étrange hallucination, qui l'oblige à bouleverser cette nature à laquelle il s'était aveuglément confié en repoussant l'art de la civilisation ! Suivons-le encore dans ce travail : il refait la nature, il *contremoule* le monde, il marche sans sourciller à travers mille transfigurations, et sa conquête se réduit à accoupler la furie des passions et le *droit d'insouciance qui élève l'homme au niveau de l'animal libre,* la frénésie du plaisir et l'*indolorisme* absolu. Il se suicide ainsi pour jouir de la vie. Lorsque nous arrivons enfin aux dernières limites du progrès, après toutes les créations, tous les prodiges d'une folie solitaire, nous trouvons un *recul cosmogonique.* Le bonheur de Fourier n'arrive pas à l'infini : le système tourne sur les trois principes coéternels de Dieu, du nombre et de la matière. Dans la géométrie éternelle de l'univers, de ce Dieu-matière, le nombre des biens et des maux s'équilibre sans cesse; on ne s'élève d'un côté qu'en descendant de l'autre. Nous sommes donc ici au point de départ : Fourier n'a fait que déplacer le mal; la rédemption disparaît, nous restons dans le monde païen.

IV. — PREMIÈRE PHASE DU FOURIÉRISME. — LE MAGICIEN ET LES INITIÉS.

Pendant quarante ans, Fourier prit au rebours toutes les idées philosophiques et religieuses; il trouvait ridicules les choses sérieuses, et sérieuses les choses ridicules. Plein de vénération pour l'animalité, il méprisa constamment tous les principes de la civilisation. A ses yeux, les civilisés étaient des animaux à attractions faussées, bizarres, terribles : il les classait, les craignait, les appelait, se méfiait d'eux; jamais il n'y eut de véritable communication entre lui et le reste des hommes. Le phalanstère, pour Fourier, était une véritable hallucination, il le voyait partout, dans la civilisation, dans la nature. Jamais il ne manquait une parade militaire; la manœuvre lui présentait le jeu tout-puissant du groupe et de la série intervertis pour une œuvre de destruction. Dans ses livres, on reconnaît à toutes les pages le génie de la folie : Fourier ne démontre pas, il commande, il raille, il éclate de rire, son style est d'une netteté étonnante, tout cède à sa parole magique. Il s'empare de la société par l'égoïsme, de l'homme par l'animal, et il les pousse avec une force satanique contre la civilisation qu'il déteste. Si on l'étudie attentivement, il magnétise, et le lecteur est poursuivi de mille visions burlesques, de mille tableaux comiques; jamais on n'a mieux senti ni mieux décrit la vie vulgaire.

A l'époque de l'empire, on ne rêvait pas : l'intelligence était occupée; personne

n'écouta Fourier, le magicien resta seul. Le premier disciple de Fourier se présenta en 1814; ce fut M. Juste Muiron, ancien préfet de l'empire. En 1824, le magicien vit se grouper à ses côtés d'autres disciples, de vrais millénaires qui avaient la religion du travail attrayant, l'amour des richesses et de la philanthropie par surcroît. Ils vénéraient le maître sans trop le comprendre; lui seul pouvait découvrir tous les trésors enfouis et accomplir le grand œuvre de l'animalité. Le maître devait être omniarche; il avait cent cinquante empires grands comme la France à distribuer sans alarmer la diplomatie. Malheureusement il fallait de l'or pour attirer l'or. On attendit. En 1830, on crut que le moment de la rédemption nouvelle était arrivé, le nombre des initiés doubla, et en 1832 la petite congrégation des phalanstériens fit son apparition dans la presse avec *le Phalanstère*, appelé plus tard *la Réforme industrielle*.

Il ne faut pas s'y tromper, c'était l'excès ou plutôt l'oisiveté des forces révolutionnaires qui favorisait le fouriérisme; M. Jules Lechevalier quittait les saint-simoniens pour diriger le premier mouvement de la secte. Le fouriérisme ne pouvait donc se propager sans se modifier, et la propagande était déjà pour lui une phase toute nouvelle. Le magicien, à la rigueur, n'avait pas de politique, rien de commun entre lui et le reste des hommes. *Le Phalanstère* adopta l'histoire de France depuis 1789, on adopta même toute l'histoire de l'humanité, comme la préface naturelle du fouriérisme. M. Jules Lechevalier, qui dictait cette énorme concession faite à la faiblesse des hommes, en profita avec adresse pour entraîner les débris du saint-simonisme en déroute. Que voulaient les saint-simoniens? La réhabilitation des masses en politique, la réhabilitation de la chair en morale et en religion. M. Jules Lechevalier accepta ces prémisses, demanda à ses anciens confrères les conséquences qu'elles renfermaient, et d'idée en idée il les poussa à la dernière conclusion du fouriérisme. — Le principe est juste, disait-il, il faut réhabiliter l'amour, l'instinct, le travail, le talent, toute la nature humaine; mais pourquoi fonder une papauté? pourquoi copier le moyen âge, mettre le plaisir en procession, le travail en religion? Loin d'arrêter, loin de contredire le saint-simonisme, il faut le doubler, et ici l'industrie attrayante et l'enchantement du phalanstère viennent achever la rédemption entreprise par Saint-Simon. Au moins le fouriérisme évite les gendarmes.

En présence du parti républicain, la tactique changea : les initiés ne tenaient aucun compte des principes; ils réduisirent donc la question révolutionnaire à une question de finance. Dès lors, qu'était la république? La suppression de la liste civile. Qu'importaient, grand Dieu! quelques centimes de plus ou de moins à des hommes qui rêvaient un avenir pantagruélique? Même dédain pour toutes les réformes administratives proposées par la démocratie, même horreur pour les réformes politiques, parce qu'elles amenaient le désastre matériel de la guerre. On justifiait ainsi la révolution dans le passé, on l'accusait dans l'avenir; on la repoussait dans les idées, on la voulait dans l'industrie. Quand cette contradiction éclatait, *la Réforme industrielle* aux abois biaisait, louvoyait, courait des bordées. Sans l'accepter, sans la repousser, M. Jules Lechevalier en concluait que le fouriérisme travaillait dos à dos avec les démolisseurs. — Depuis trois siècles, disait-il, la religion, la politique, l'industrie, la famille, tout s'écroule; désormais on est arrivé à l'anarchie la plus profonde; le dernier mot de l'économie politique formule cette anarchie; on laisse faire la banqueroute, l'agiotage, la féodalité industrielle, le commerce menteur. Maintenant il faut reprendre le travail au rebours : les démo-

lisseurs commencent par attaquer la religion pour organiser le travail, nous organisons le travail pour refaire la société; les démolisseurs marchent de la réforme sociale à la réforme industrielle, nous partons de la réforme industrielle pour arriver à la réforme sociale. Pour organiser un village, ils veulent s'emparer d'un empire. Nous ne demandons que l'essai d'une colonie pour régénérer le monde sans émeute, sans guerre, par la seule force de l'attrait. — Au reste, pour secouer le parti républicain, insensible aux charmes de l'industrie attrayante, on empruntait les armes du parti conservateur, sauf à combattre ensuite les conservateurs avec les armes du parti républicain.

Cette propagande produisit sur la presse un effet irrésistible, mais fort imprévu; le magicien, sorti enfin de son obscurité, fut accueilli par des éclats de rire, et la fantasmagorie du phalanstère redoubla l'hilarité universelle. On devine l'exaspération des initiés; ils ne comprirent pas qu'on se moquât du rédempteur des civilisés. Pour parer au scandale, il fut résolu au sein de la petite congrégation de monter à l'abordage de tous les organes de la presse civilisée, de les couvrir de honte et d'y introduire de vive force les lois de la véritable sagesse. Les initiés se lancèrent dans toutes les directions et présentèrent des analyses du système à tous les journaux; quand on refusait d'insérer leurs articles, *le Phalanstère* dénonçait les coupables; quand on les acceptait, *le Phalanstère* ne se possédait plus de joie. Les initiés s'attendaient à la catastrophe de la civilisation. Un obstacle se présenta bientôt : la tolérance la plus débonnaire ne pouvait laisser passer les bacchants et les bacchantes, malgré le cortége des vestales et des vestels; les initiés avaient eu beau multiplier leurs efforts, ils restaient sous le coup d'une accusation d'immoralité trop bien fondée; pour gagner du temps, ils imaginèrent d'ajourner indéfiniment la rédemption de l'animalité. Pour le moment, les accords en majeure devaient seuls fonctionner; la mineure de l'adultère était réservée à des temps meilleurs. Nouvelle modification, nouvelle concession à la faiblesse des civilisés; malheureusement, en moralisant le phalanstère, on le détruisait. N'oubliait-on pas qu'il fallait proscrire la morale subversive des civilisés? Que devenait la rédemption du magicien, si on admettait cette monstrueuse invention du devoir?

Les anti-requins et la poste aux lions, avec l'entourage des lunes et des aurores boréales, étaient un vrai crève-cœur pour les sages du phalanstère. Ils n'y croyaient pas beaucoup, et les épigrammes tombaient comme la grêle sur le petit groupe des initiés. Les sages criaient à l'ignorance, à la calomnie, à l'imposture; enfin ils déclaraient, de guerre lasse, que la cosmogonie de Fourier était une sorte de poésie, un simple ornement du système. Nouvelle concession à la faiblesse des humains, nouvelle imprudence qui compromettait la véritable sagesse. La rédemption morale du magicien s'expliquait et s'excusait par la transfiguration du monde physique : on conçoit qu'il n'y ait ni gêne morale, ni abnégation, ni sacrifice en paradis. Comment admettre l'essor des passions sans accueillir les anti-requins? Pour rester fidèles à la parole du maître, en contentant leur propre incrédulité, les initiés imaginèrent un curieux expédient : ils ajournèrent à la fin du monde la complète vérification du système.

Les initiés ne cessaient pas de réclamer la fondation du phalanstère; ils espéraient ainsi dessiller une fois pour toutes les yeux des civilisés. Toutes les questions du jour étaient traitées au point de vue fouriériste. On montrait les avantages de l'industrie attrayante : le roi, les chambres, les partis, les démocrates, les conservateurs, avaient besoin du travail instinctif; le phalanstère était la panacée

universelle, la seule voie de salut pour les pauvres et pour les riches. MM. Considérant, Abel Transon, Jules Lechevalier, faisaient des cours, voyageaient pour recruter des adeptes; on multipliait les appels aux capitalistes pour ramasser le monceau d'or qui devait attirer tous les trésors. A la fin, on entraîna MM. Dulary et Devay, l'un député, l'autre médecin, tous deux propriétaires à Condé-sur-Vesgre, et un moment on se crut sur le point d'assister au spectacle de l'industrie attrayante. Suivant Fourier, le phalanstère devait gagner, rien que sur les spectateurs, 50 millions en deux ans; la dernière heure de la civilisation allait sonner. Là encore la doctrine de Fourier subissait, au contact des idées révolutionnaires, une dernière transformation. Nous avons vu que cette doctrine repose sur deux sortes de preuves, les unes expérimentales, les autres magiques. L'expérience montre la possibilité, le nombre la réalise. Les disciples de Fourier, recrutés tous sur le terrain des sciences positives, étaient incapables pour la plupart aussitôt qu'ils sortaient de leur spécialité. En discutant les extrêmes possibilités du radicalisme, ils avaient accepté le phalanstère comme le pandémonium des plus heureuses possibilités démocratiques. Surpris, enveloppés par les preuves extérieures, ils étaient tombés au pouvoir du magicien sans croire à la magie. Il en résulta que l'on prit la conséquence, et on oublia le principe; on prit l'enchantement de l'industrie attrayante, et on supprima le nombre qui le crée, la musique qui le démontre. Les disciples, en hommes positifs, se rapprochaient du sens commun, mais ils tombaient dans la plus grossière des contradictions; ce n'étaient pas même des disciples, c'étaient des croyants égarés qui prenaient la rédemption du phalanstère pour un progrès démocratique.

L'immense distance qui séparait le maître des disciples ne tarda pas à se révéler dans le journal même. Le magicien devenu journaliste écrivait à côté des siens; les disciples l'appelaient le *révélateur*, le *démiourgos du monde sociétaire*, l'*architecte du bonheur sur la terre*. Jamais pourtant un mot de sympathie, d'éloge, d'encouragement du maître aux disciples; il les fascine, et il garde le secret de la fascination. Quelquefois les adeptes se laissent gagner au sens commun; alors le magicien les réprimande, les appelle *les disciples aventureux*, les met dans l'alternative de rejeter ou d'accepter tout son système. Les fouriéristes parlent en hommes de parti, ils donnent un faux air raisonnable au fouriérisme. Le magicien marche isolé, il a le don des miracles, il ne prend la parole que pour opérer des enchantements. D'un seul coup, il annonce l'abolition des droits réunis, l'affranchissement des nègres, l'extirpation de l'indigence, l'émancipation des hommes, des femmes et des enfants; il assure une fortune subite aux savants et aux artistes; il délivre les rois des terreurs de l'émeute, etc. Que les journalistes propagent son système, ils deviendront les médiateurs des peuples et des rois, et toutes les phalanges du globe se réuniront pour leur assurer 500,000 francs de revenu. On parlait de fonder des colonies agricoles; quelle misère! la meilleure de toutes, celle de Wortell, s'est-elle propagée en Europe par explosion? Possède-t-elle le secret de l'attrait qui aurait renversé la civilisation? La civilisation ne peut dépenser la centième partie de la somme nécessaire pour la réaliser. Et Fourier demandait un million pour une épreuve; il étouffait de dépit en voyant l'or que l'on jette par monceaux en mille entreprises, tandis que le globe, le paradis lui échappait faute d'un million. On veut fortifier Paris, prodiguer ainsi des centaines de millions dans une œuvre de guerre, et le magicien, avec un million, aurait extirpé à jamais la cause de toutes les révolutions, de toutes les guerres. Le

ministère anglais venait de dépenser cinq cents millions pour émanciper les nègres des colonies américaines ; avec un million, Fourier aurait affranchi tous les esclaves du globe, résolu tous les problèmes de finance et de politique. Avec un million, il aurait concilié la contradiction actuelle du libre arbitre et de la Providence, il aurait montré s'il y a une Providence, si Dieu est associé avec l'homme, car, disait-il, « il semble associé avec les démons ; on dirait qu'il a confié aux mauvais génies toutes les sociétés, à Belzébuth les sauvages, à Moloch les barbares. à Satan les civilisés. » Le million ne venait pas, et Fourier de s'écrier : *Habent oculos et non videbunt ;* si Napoléon l'avait écouté, il aurait sauvé cent trente millions de victimes ; si la restauration l'avait écouté, Charles X régnerait encore ; si la France de juillet l'écoutait, en quinze jours elle partagerait avec la Chine le protectorat du globe.

Le magicien aurait volontiers foudroyé cette race laide et méchante des civilisés, tous ligués, tous armés contre lui pour soutenir cette hideuse civilisation ! Ils disent qu'ils défendent la propriété ; les malheureux l'écrasent avec le maximum républicain et l'indemnité légitimiste ! Ils disent qu'ils défendent la famille, la moralité, eux, les hommes aux mille prostituées, aux cent quarante-quatre espèces d'infidélités qui circulent dans toutes les maisons ! Lui, Fourier, aurait garanti l'amour avec les vestales, les bacchantes, la double polygamie et une quarantaine universelle pour supprimer certaines maladies. On riait, il demandait son million ; on riait encore, il voulait mettre les journalistes sous la censure d'une chambre de discipline, et il demandait toujours son million. « Il y a perfidie, disait-il, chez les philosophes qui veulent empêcher l'examen et l'essai de ma théorie avec un torrent de calomnies et un fatras d'absurdités dont je n'ai jamais écrit une ligne. » Voyez la calomnie ; on dit qu'il donne à l'homme une queue de trente-deux pieds ; cette queue ne sera que le privilége exclusif des solariens, et qu'on le sache, elle donnera « garantie de chute, arme puissante, ornement superbe, force gigantesque, dextérité infinie, concours à tous les mouvements du corps. » Un journal lui a fait transformer l'eau de la mer en limonade. Non, jamais il n'a écrit pareille chose, mais Jupiter, en s'approchant de la terre, donnera à la mer *un goût mitoyen entre l'aigre de cèdre et l'eau de Seltz.* Fourier croyait fermement à tous ces prodiges ; on criait à l'impossible, les savants passaient outre, et le magicien de se comparer à un homme qui se serait présenté à Auguste avec les découvertes du monde moderne. Les civilisés, disait-il, ont retardé toutes les découvertes, éconduit, tourmenté tous les inventeurs ; qu'ils refusent donc le million du phalanstère. *Habent oculos et non videbunt.*

Vers la fin de 1834, le journal tomba en agonie ; on désespéra d'organiser la colonie de Condé-sur-Vesgre. Pendant quelque temps, Fourier resta presque seul à *la Réforme industrielle.* Il n'en fut que plus libre et plus grand, il se surpassa lui-même. Les trois mille candidats du phalanstère se présentaient sans cesse à son imagination, il continua de les interpeller nominativement ; il distribuait des royaumes imaginaires et conviait les rois, les grands, les capitalistes, aux miracles de l'industrie attrayante. Tandis que les avantages grandissaient, l'épreuve était mise au rabais. Fourier proposait *une épreuve minime en travaux à courtes séances appliquée à cent soixante enfants de trois à douze ans.* « Ne pourrait-on pas, disait-il, aujourd'hui obtenir d'une réunion d'enfants plus de prodiges que de tous les aréopages scientifiques ? Revenons donc aux enfants pour dessiller les yeux des pères et leur présenter la planche de salut, l'industrie attrayante en courtes

séances. Voir en petit, essayer en petit, tel est le goût dominant des Français; ils n'aiment que les extrêmes, le très-petit en essai et le gigantesque en duperie. Prenons donc le monde comme il est, donnons donc aux Français le plan d'un très-petit essai sur de petits enfants en cultivant un petit terrain avec un petit capital et un petit mobilier industriel. C'est, je l'espère, assez de petitesse pour me mettre au niveau de la ci-devant grande nation qui a conquis tant d'empires et n'a jamais su conquérir le sien, réunir cette France dont sept millions et demi d'habitants sont encore au pouvoir de l'ennemi sur le continent... Fulton aurait dû construire ou proposer seulement une petite chaloupe mignonne qui aurait démontré en petit le pouvoir de la vapeur, et sa nacelle aurait conduit de Paris à Saint-Cloud, sans voiles ni rameurs, ni chevaux, une demi-douzaine de nymphes qui, au retour de Saint-Cloud, auraient ébruité le prodige et mis tout le beau monde parisien en émoi. »

Rien n'égale le mépris du magicien pour la France, pour ces *petits Français*, le peuple *vandale*, « le plus mal gouverné de l'Europe, le plus dévoré par les sangsues, le plus inepte en politique extérieure, le plus prodigue du sang des soldats, le plus dupe en dénoûments de guerre, en traités et en alliances, le plus favorable aux charlatans et aux agitateurs philosophiques, le plus hostile envers les inventeurs, etc. » Que l'Angleterre vienne donc enlever le grand inventeur à ces *petits Français*, qu'elle fonde le phalanstère, qu'elle laisse à la France son initiative de vandale pour prendre l'*initiative de la libération du globe*. L'argent manque, on ne peut fonder la colonie de Condé-sur-Vesgre, le magicien se voit écrasé par l'incurie et la méchanceté des civilisés. Le souvenir de l'empereur qui perd son trône à Waterloo se présente alors à son esprit; mais point de malheur qui ait le droit de fraterniser avec lui. « Bonaparte, dit-il, a perdu son trône par un acte de couardise philosophique (par respect pour le commerce). Il avait épousé la timidité politique des Français; lui qui avait su créer une fabrique de rois n'osa pas créer une fabrique de chapeaux rouges. L'éducation française a causé sa perte, elle a fait de lui un despote, un esprit faussé, un avorton en tout autre emploi que la guerre. » Non, le magicien ne cède pas comme l'empereur, il ne cède pas aux *poltrons scientifiques*, *aux Français asservis aux superstitions académiques*. Qu'on tremble, qu'on crie, qu'on se moque de lui; il continue sa route, il vit de la vie des harmoniens, il tourne sans cesse le kaléidoscope de la musique mondiale, il voit l'homme qui acquiert la vue du coq et contemple le soleil, il voit les nègres de l'Afrique blanchis; la nature prend la parole; le chat, le singe, le chou-fleur, persiflent les civilisés. C'est en vain qu'on veut calmer sa fièvre, on le supplie de supprimer son monologue, d'ajourner sa cosmogonie, on le prie de ne pas soulever autour de lui ce rire olympien qui le tue. « Je ne ferai pas de basses concessions, dit-il; je cède quelque chose à la petitesse de mon siècle, mais rien de trop. Parlant à des pygmées, à des lilliputiens, je veux bien me rabaisser un peu à leur niveau en admettant, s'ils l'exigent, que mes théories d'analogie et de cosmogonie sont de jolis romans; mais je prends date, je fais acte de possession de ces prétendus romans qui seront bientôt de sublimes vérités, et dont on regrettera amèrement de n'avoir pas favorisé le public. Il en coûtera bien des efforts pour trouver après moi ce qu'on aurait pu obtenir de moi. »

Tout s'écroulait autour de Fourier, le phalanstère, l'école, le journal même; par un suprême effort, le magicien concentra toute sa puissance sur le dernier numéro de *la Réforme industrielle*, et Fourier remporta sa dernière victoire en éblouissant

le public avec l'immense féerie de *la Fausse Industrie* (1). Dans ces pages, qui sont comme le testament de Fourier, éclate le paroxysme de sa fureur apocalyptique. Le célèbre *puff* américain des découvertes de Herschell sur le monde de la lune avait fait espérer à Fourier la vision directe du phalanstère dans les planètes : un moment le magicien se crut sauvé; quand le *puff* fut démasqué, les civilisés éclatèrent de rire comme d'habitude; il y avait là une méprise à décontenancer Bouddha et ses douze apôtres. Voici la réponse de Fourier : « Le *puff* américain, dit-il, prouve 1° l'anarchie de la presse; 2° la stérilité des conteurs extramondains; 3° l'ignorance des *coques atmosphériques;* 4° le besoin d'un *mégasco-télescope.* » Il attendait, ajoute-t-il, cette découverte de Herschell, puisque cet astronome pouvait faire accepter ses inventions par les civilisés. Pour lui, il se trouve enveloppé, réduit au néant par *les entraves du faux savoir.* Fourier les dénombre ; ce sont la métaphysique, la politique, la morale, l'*économisme,* les tartufes, les charlatans, la méfiance, la crédulité du public, le journalisme, les vices du caractère français, l'anglomanie, l'extéromanie, le besoin de médisance, la calomnie qui accouple le phalanstère au saint-simonisme, le faux libéralisme, les paniques du gouvernement. Le magicien classe sous vingt-huit catégories tous ses adversaires, il jette en quelques lignes le plan d'un ouvrage contre cette armée qui l'enveloppe; puis, toujours à propos du *puff* américain, il démontre l'anarchie de la presse; pourquoi n'y a-t-il point de gendarmes qui arrêtent une fausse nouvelle sur la route? Faute de surveillance, le monde scientifique est exposé à toutes les supercheries. Heureusement les planètes vivent, elles organisent nos fleurs, nos animaux ; en même temps, elles nous enseignent le phalanstère, elles critiquent notre faux savoir. Vénus crée sur la terre la mûre des ronces, symbole de la morale, et la framboise remplie de vers, symbole de la contre-morale prêchée dans les théâtres ; ce sont les planètes vivantes, et non pas la lune, *satellite cadavérisé* qu'il faut étudier d'après le magicien, et, dans son sommeil magnétique, il voit la fausse sagesse anéantie s'évanouir comme la fumée devant une découverte astronomique. Il voit le mégasco-télescope révélant le règne de l'harmonie dans Jupiter ; la nouvelle arrive aux Tuileries, le roi convoque les philosophes. « Je vous ai rendu, dit-il, vos trente fauteuils que vous avaient ôtés Napoléon et Louis XVIII; en remercîment, vous me cachez l'invention dont j'avais besoin plus qu'aucun souverain. Voyez le bonheur réalisé dans cet astre. — Sire, on ne se serait pas douté de cela, le divin Platon et le divin Sénèque n'en avaient rien dit, on ne pouvait deviner. — On le pouvait si bien qu'un homme vous a donné en grand détail le calcul de la mécanique sociétaire des passions, et vous lui avez adressé un torrent d'injures. — Sire, ce sont quelques journalistes, des écrivains qui ont besoin de gagner 100 francs pour un feuilleton. — Eh bien ! ces zoïles à 100 francs pièce sont maîtres de l'opinion. — Sire, on a obtenu une nouvelle loi sur la presse. — Elle est si mauvaise, que les zoïles redoublent de vandalisme ; depuis cette loi, on a dénigré la plus belle invention de Fourier, la mécanique des passions. — Que voulez-vous, sire, qu'on en dise? cet homme veut créer la bête de l'apocalypse. — En êtes-vous bien sûrs? Pouvez-vous montrer cette annonce imprimée par lui? — Non, mais nous avons lu dans une gazette qu'on a dit qu'on a ouï-dire qu'il a dit ça.... » Là-dessus le roi en colère prend à l'instant même des mesures pour

(1) L'article destiné au dernier numéro de *la Réforme* devint sous ce titre un ouvrage en deux volumes, publié en 1835.

que l'essai soit fait avec 1 million à prélever sur les 3,300,000 francs de la succession Brezin. Et dès lors on entre en harmonie.

Voilà, en peu de mots, l'homme tout entier. Chaque page de *la Fausse Industrie* indique la même exaltation cérébrale, le même renversement de toutes les idées, la même folie lucide, détaillée, précise, arithmétique; c'est un travail de condensation qui épouvante; on est saisi de terreur devant cette hideuse identification du génie et de la folie. — Cependant, au moment même où le délire de Fourier atteignait son paroxysme, l'école entrait dans une voie qui devait rapidement l'éloigner du maître. A la période d'enthousiasme et de rêverie allait succéder l'ère des expédients et des transactions.

V. — SECONDE PHASE. — LES INITIÉS ET LES PROFANES. — LA PHALANGE.

Le cénacle des initiés éprouva de poignantes angoisses quand *la Réforme industrielle* eut cessé de paraître. Longtemps on dissimula l'échec, on affirma que l'école grandissait; mais, entre eux, les initiés durent s'avouer que les cours, les leçons, la propagande, n'avaient abouti qu'à compromettre les sages aux yeux des simples civilisés. Le chef même de l'école, M. Lechevalier, après avoir tenté un dernier essai dans la *Revue du Progrès social*, avait commis le péché de civilisation; M. Abel Transon, l'un des initiés les plus vénérables, désertait à son tour pour passer à ce *contre-pivot du fouriérisme* que les civilisés appellent l'ultra-catholicisme. Tout était à refaire, on était encore comme au commencement des choses, et les initiés, réunis autour du magicien, délibérèrent de nouveau comment on pourrait enlever le monde aux civilisés. Les uns proposèrent d'agir dans l'ombre, de se glisser dans les journaux, de passer des journaux au pouvoir, et là, par un coup d'état, d'installer l'industrie attrayante dans le gouvernement. Le magicien et la majorité se méfièrent de ce plan; les initiés, livrés à eux-mêmes, auraient pu se civiliser; on se décida pour une guerre ouverte. L'église phalanstérienne fut réorganisée; on fonda un *centre-directeur,* l'effort dura deux ans; enfin, en 1836, la véritable sagesse triompha, et *la Réforme industrielle* parut sous le nouveau titre de *la Phalange.* La direction de la nouvelle église fut confiée à un adepte, M. Victor Considérant, très-affermi dans les croyances phalanstériennes.

Depuis 1824, M. Victor Considérant avait été saisi de la monomanie du groupe et de la série. Officier distingué dans le corps du génie, il abandonne la carrière militaire, offre sa démission, se dévoue à l'avenir harmonien, et personne, nous nous plaisons à le reconnaître, vers 1834, ne savait mieux que lui faire la différence d'un anti-requin et d'une anti-baleine. Cette exubérance d'érudition fouriériste déborde dans le livre de la *Destinée sociale.* M. Considérant excelle à montrer la *fougue enthousiaste de l'accord, l'acharnement rivalisé du discord,* les *groupes engrenés, rivalisés, conjugués;* tous les fourneaux du phalanstère fonctionnent avec fureur, les *temps gastrosophiques* approchent; le livre est imprégné de parfums culinaires, il y a même un peu de musique. Le bonheur se propage par explosion, et on épargne 1,285,000 francs dans le décrottage des bottes. L'ouvrage est dédié au roi. M. Considérant imitait Fourier en tous points, il maniait à merveille les pivots, les contre-pivots; il torturait la langue, il couchait, il renversait les lettres alphabé-

tiques; ses écrits, pour me servir de son style, étaient assaisonnés avec force invectives *abracadabrantes et supercoquentieuses :* c'était, en un mot, la vulgarité moins la poésie du magicien. Son idée de prédilection, sa métaphysique, sa sagesse, étaient de racheter le monde de l'esclavage des idées, de la tyrannie du devoir, de la loi du sacrifice. Sans doute, disait-il, Jésus-Christ a bien fait de prêcher l'association universelle; mais il est tombé au-dessous de Moïse en prêchant l'abnégation. Il a voulu diminuer le mal avec la morale; a-t-il réussi? Nullement, le mal subsiste. Il faut donc revenir aux saines doctrines du paganisme, perfectionner le christianisme avec la religion du plaisir, porter l'essor des passions dans l'église universelle, et ici le magicien se présentait au néophyte comme le rédempteur du devoir, appelé à nous délivrer de la fastidieuse contrainte de la vertu. Suivant lui, le fouriérisme n'était ni une secte, ni un système, ni une religion; c'est la vérité pure, absolue, une science rigoureuse et mathématique.

L'échec de Condé-sur-Vesgre exaspéra le nouvel adamite; il vomit un torrent d'injures contre les civilisés, il attaqua les conservateurs avec les démocrates, les démocrates avec les conservateurs, la religion avec la philosophie, la philosophie avec la religion : les sectes, les partis, les systèmes, les idées, tout était livré à l'exécration des sages. Un jour, il annonçait à l'Hôtel-de-Ville la *rédemption du devoir;* l'autre jour, il annonçait aux simples civilisés qu'on assistait à *la débâcle de la politique,* à *l'agonie de la civilisation.* Il y avait un peu de scandale, et l'attention se réveillait. On conçoit le ravissement des initiés : M. Considérant devint le pivot du cénacle; on lui conféra la suprématie spirituelle.

Une fois investi de la direction suprême, M. Considérant, en qui l'exaltation phalanstérienne n'avait pas détruit un certain sens de la vie pratique, comprit qu'il y avait dans le monde le possible et l'impossible. Il voulut se rendre possible : il eut une tactique, des secrets; il se comparait à un général d'armée qui ne peut livrer ses plans de bataille. Pour combattre, il fallait un journal, le journal parut : pour gagner du terrain, il fallait se civiliser; on baissa le ton, et M. Considérant insista sur la nécessité de ménager la lumière au faible entendement des civilisés. *La Phalange* fut destinée en grande partie à surprendre les profanes par l'exposition de quelques projets économiques qui devaient préparer les voies à la véritable sagesse. Soumis à l'ascendant du pontife, les initiés ressemblaient à une compagnie d'éclaireurs qui attendent le commandement du général. L'ébullition démocratique avait disparu; M. Considérant avait séparé nettement le fouriérisme de la démocratie, alors compromettante.

Soit épuisement, soit prudence, peut-être par dédain, Fourier se tint à l'écart du nouveau journal; il ne donna à *la Phalange* que quatre articles : ce sont les derniers traits lancés contre le monde civilisé par le magicien qui se meurt. Fourier se moque du christianisme, de la morale de Fénelon, des philanthropes, et, voyant ses disciples prêts à transiger, il prédit un nouveau Virgile qui s'emparera de sa théorie, affectera de la combattre en partie, la mettra au service de la morale, de la philosophie, et fera à merveille son chemin dans le monde. Comme on voit, le Virgile était né, il était à ses côtés : c'était M. Victor Considérant.

Dans ses derniers jours, Fourier s'isola, s'exalta de plus en plus; jamais il ne douta un instant de sa conception; il voyait, il touchait son système; à ses yeux, la nature était déjà transfigurée. Le magicien s'éteignit, profondément convaincu qu'il allait jouir des délices de la vie aromale. Si la perversité des hommes lui avait arraché sa couronne d'omniarche, il avait la certitude absolue que des myriades

d'astres entravés dans leur marche ascendante par les miasmes de la civilisation allaient revenir sur leurs pas pour forcer la race humaine à rentrer dans le nombre de l'harmonie universelle.

A la mort de Fourier, *la Phalange* déclara qu'elle garderait le deuil jusqu'aux jours de l'harmonie; le corps du magicien fut inhumé provisoirement dans un cimetière de la civilisation, en attendant le moment où il devait être transporté dans la capitale du globe et déposé dans un monument qui aurait surpassé tous les monuments de la terre. On commenta toutes les notices publiées à l'occasion de la mort de Fourier; on vit dans les sympathies des journaux un signe évident du repentir de cette civilisation si cruelle dans son indifférence. Les sages, moitié heureux, moitié troublés, s'empressèrent de retourner à leur enseignement, et reproduisirent dans *la Phalange* leurs propres ouvrages. Il fut même question, je crois, d'un phalanstère en miniature.

La Phalange fut suspendue, et les sages comprirent enfin les dangers de l'orthodoxie. Désormais le dieu n'était plus là pour contrôler, le pontife pouvait agir; M. Considérant se mit à l'œuvre, il y eut revirement, et on cingla rapidement vers les régions lointaines du sens commun. *La Phalange* reparut sans prendre le deuil, le phalanstère était enterré dans les cartons de deux architectes, on ne parla presque plus de l'industrie attrayante, on organisa l'enseignement des profanes; les sages gardèrent pour eux-mêmes le secret de la véritable sagesse. Comme premier degré d'initiation, *la Phalange* demandait (qui pourrait le croire?) que les civilisés se délivrassent de l'esclavage des principes pour s'associer, abstraction faite de toutes les idées. Les partis, disaient les sages de *la Phalange*, luttent-ils pour leurs intérêts : tous ont raison, les républicains, les légitimistes comme le juste-milieu; les intérêts (en d'autres termes l'égoïsme) sont sacrés. Les partis luttent-ils pour les principes : tous sont dans l'erreur, il faut s'embrasser. Voilà le programme de *la Phalange*. Elle prétendait ne pas croire; la foi des civilisés l'irritait, l'égayait; le feuilleton était consacré au compte rendu de la comédie parlementaire, quand on ne vouait pas à une sainte indignation *ce ramassis de contradictions grecques, romaines, anglaises, américaines, qui conduisent les peuples au carnage.* Jusque-là on attaquait tout le monde, on élevait partout des barrières, et le fouriérisme ne pouvait trouver aucune issue en civilisation. A l'époque de la coalition, M. Considérant s'en aperçut; dès lors il personnifia dans M. Thiers le parti du mouvement, dans M. Guizot le parti de la résistance; il reproduisit contre les deux chefs de la coalition toutes les diatribes déjà lancées par Fourier contre les démocrates et les conservateurs. Le chef de l'église, le disciple du magicien, avait pris rang parmi les conservateurs excentriques. Le préfet du Haut-Rhin appuya sa candidature. M. Considérant ne fut pas élu, mais le phalanstère se crut dès lors sur le chemin du pouvoir. L'itinéraire était déjà fixé. Il était beau de voir la petite phalange se déchaîner furibonde contre M. Thiers. Les phalanstériens pouvaient attaquer la société, inspirer la haine contre la civilisation, rejeter tous les principes, enfanter de nouveau la société par l'essor des passions, créer des dignités par la force des *vilains goûts*, cela était légitime; mais que M. Thiers osât considérer le traité Brunow comme une injure faite à la France, qu'il voulût fortifier Paris, risquer une réforme électorale, c'étaient là des actes subversifs, barbares, sanguinaires, *antichrétiens*. M. Thiers voulait renouveler les horreurs de l'empire, incendier l'Europe, s'emparer de la dictature de la France : il chargeait le pistolet de Darmès. Après les diatribes contre M. Thiers, empruntées aux conservateurs, venaient les pointes

contre M. Guizot, empruntées aux démocrates ; puis l'attaque devint régulière, après que M. Thiers se fut retiré des affaires. *La Phalange* ne voulait pas de la résistance ; elle voulait le mouvement paisible, très-paisible ; elle s'échauffait sur la nécessité de l'ordre et de la paix : par moments toutefois il lui prenait des quintes d'une toux révolutionnaire à couvrir les cris les plus aigus du communisme : non pas qu'elle provoquât à la guerre, à l'émeute, non certes, mais il fallait se bien garder de la pousser, car les initiés eux-mêmes auraient pu mettre *un pied dans la révolution*. Au reste, *la Phalange* déclarait en toutes lettres qu'un gouvernement étant une garantie d'ordre, elle défendrait toujours *à priori* tout gouvernement établi, par cela même qu'il était établi ; elle ajoutait qu'elle le défendrait, fût-il légitimiste, contre les républicains ; fût-il républicain, contre les légitimistes. Révolutionnaires, contre-révolutionnaires, légitimistes, républicains ou juste-milieu, les nouveaux adamites avaient un système commode. Comment les attaquer? Ils voulaient l'ordre, la liberté, l'association universelle, et le bonheur du genre humain.

Les sages ne parvenaient à concilier la résistance et le mouvement qu'en professant le plus souverain mépris pour les contradictions. S'agissait-il de la réforme électorale : les démocrates de toutes les nuances avaient tort. La réforme n'allége pas les chaînes du *travail répugnant ;* le peuple n'a pas d'idée organique, il n'est pas initié, il veut tyranniser*; il ne tient pas assez compte de la misère des riches :* la réforme d'ailleurs ne multiplie pas les comestibles. Toutefois, les conservateurs qui repoussaient la réforme avaient tort comme les démocrates, et *la Phalange* proposait une manière de compter les voix qui aurait donné vingt fois gain de cause à cette opposition si abhorrée et si anarchique. S'agissait-il de la presse, *la Phalang* faisait en même temps l'apologie de la liberté de la pensée et des lois de septembre. Quant à l'Université, à en croire les fouriéristes, elle prêchait le régicide. « L'émeute et l'assassinat, disaient-ils, ne sont que la conclusion des prémisses posées par les hommes qui sont chargés de l'enseignement universitaire, et que la presse applique à la société contemporaine. — Si le roi ne peut sortir des Tuileries, la faute en est à la politique et à la philosophie. » Plus tard, quand le ministère faisait des concessions aux évêques, quand il sacrifiait quelques professeurs, quand il intimidait les autres, *la Phalange* défendait l'Université. Impartiale et désintéressée cette fois, elle signalait nettement la mauvaise tendance du gouvernement et l'impudence des journaux religieux. Se présentait-il une question administrative, *la Phalange* se plaçait constamment au point de vue démocratique ; elle attaquait la féodalité de la grande industrie dans tous les actes de la chambre : dans les questions politiques, au contraire, constamment conservatrice, *la Phalange* défendait avec acharnement les deux cent mille électeurs qui disposent de la chambre, cette même féodalité industrielle qu'il s'agissait de supprimer. S'agissait-il de défendre les intérêts des masses, des ouvriers, de la petite industrie : l'état devait intervenir dans le mouvement industriel, le diriger, et toutefois la direction, l'intervention populaire, était confiée par les sages à cette haute bourgeoisie qu'ils accusaient de tyrannie. Même contradiction dans la politique extérieure : les initiés la traitaient comme si elle se réduisait à une simple administration démocratique des intérêts de tous les peuples. On proposait donc une flottille neutre, *omnicolore* sur toutes les mers pour veiller à l'intérêt universel ; on voyait déjà *les états généraux de l'humanité* convoqués à Constantinople, la capitale du monde, et jugeant paisiblement tous les différends de la diplomatie : on réclamait le percement de l'isthme de Panama, de l'isthme

de Suez, l'initiative de la France dans toutes les affaires du monde, l'association démocratique de l'Orient, de l'Occident, de l'Amérique. Il n'y avait à de tels vœux qu'une seule conséquence logique, c'était la guerre, mais la guerre pouvait réveiller toutes les idées de la tradition révolutionnaire, et les sages, pour l'exécution de leurs projets, s'en rapportaient au gouvernement anglais, qui serait enchanté de perdre la suprématie des mers, aux deux cours de Berlin et de Vienne, naturellement bien disposées pour toutes les idées démocratiques; enfin, à la diplomatie, qu'on connaît pour essentiellement désintéressée et humanitaire! Fourier avait voulu donner à la France le protectorat d'une troisième partie du globe et marier les fils du roi par la grâce du phalanstère. Impuissants à réaliser l'explosion culinaire du groupe et de la série, les initiés indiquaient un moyen nouveau pour agrandir la France et lui assurer toutes les initiatives : ils proposaient de la désarmer, de renoncer à la guerre, d'abjurer à jamais la révolution. Suivant eux, quand l'étranger aurait cessé de craindre les forces révolutionnaires de la France, la France pourrait prendre toutes les initiatives révolutionnaires du globe.

La Phalange serait tombée vingt fois, si les initiés n'avaient pas su tremper à propos dans la civilisation. On comptait parmi les fouriéristes des hommes distingués, tous liés entre eux par l'amitié la plus touchante; ils faisaient hommage à l'ombre du magicien de toutes les idées les plus étrangères au fouriérisme : on accepta ces idées comme des transitions nécessaires et proportionnées à l'ignorance de l'époque actuelle. Si la prétention était bizarre, quelques-unes des idées ainsi adoptées étaient raisonnables. L'attention générale se porta sur un projet de réseau national des chemins de fer proposé par M. Perreymond. Quand même le beau projet de M. Perreymond n'aurait pas été admissible en entier, quand même, à propos d'autres projets, *la Phalange* n'aurait fait que résumer les vœux de quelques économistes ou des conseils généraux, quand même elle se serait bornée à se tenir au niveau de l'idée démocratique, il faut reconnaître que sa polémique sur les chemins de fer était habile et vigoureuse. Après ce succès, il fut possible de marcher. On oublia l'argot harmonien; on s'habitua à dissimuler l'immense bouffonnerie du fouriérisme; on se garda bien de réimprimer un seul des cent cahiers inédits de Fourier. Les critiques qui rappelaient les passages compromettants du magicien furent insultés; *la Phalange* n'avouait rien; ne désavouait rien. Impossible de la contraindre à réimprimer dans ses colonnes la vraie théorie de Fourier; elle refusait impitoyablement le droit de la juger aux malheureux civilisés plongés dans l'esclavage des principes. Les idées administratives portèrent bonheur au journal, qui trouva des adhérents; on saisit au vol les moindres paroles d'encouragement, on fit des efforts inouïs pour ameuter les journaux des départements contre l'incurie de la capitale, et, d'un autre côté, pour engager la polémique avec les grands organes de la presse parisienne et acquérir ainsi de l'autorité dans les départements. Moitié habileté, moitié naïveté, les phalanstériens virent dans chaque événement, dans chaque question soulevée par la presse, le progrès de leurs idées. *Nos idées,* disaient-ils, *arrivent à la chambre des pairs.* Dans la chambre des députés, MM. Jouffroy, Lamartine, A. de Gasparin, etc., se trouvaient rangés parmi les *expectants* du phalanstère. Il résulta tout naturellement de cette série de transactions et d'équivoques que M. Considérant arrivait en 1842 au conseil général du département de la Seine, où il fut appelé par des qualités que la civilisation avait su apprécier. Quelque temps auparavant, prié par les électeurs de s'expliquer sur la doctrine de Fourier, « ce n'est pas comme disciple de Fourier,

disait-il, que je me présente aux électeurs... Je n'accepte la théorie de Fourier que sous bénéfice d'inventaire, et avec la sanction de l'expérience. » D'après lui, l'organisation du travail se réduisait « à quelque chose d'analogue à ce système d'asiles et de colonies agricoles qui ont été essayés en Hollande. » Pour le coup, c'était la débâcle du phalanstère.

Ainsi *la Réforme industrielle* s'était placée au point de vue radical, et *la Phalange* appartenait au juste-milieu. Les disciples de Fourier avaient débuté par démontrer la *nullité sociale de l'Évangile,* et ils s'étaient proposé dans la suite de réaliser le christianisme : ils avaient dénoncé la philosophie, et ils étaient devenus très-obligeants pour les philosophes; ils avaient commencé par l'industrie attrayante, et l'association avait fini par les préoccuper exclusivement; la magie avait été le point de départ du fouriérisme, et les sages en étaient venus à essayer de l'administration. Malgré tant d'efforts, *la Phalange* perdait chaque jour du terrain. Heureusement les fées qui habitent le règne aromal récompensèrent enfin tant de persévérance. Le magicien avait attendu pendant douze ans, à midi, un protecteur mystérieux du phalanstère : un jour, trois ans après sa mort, ce protecteur se présenta, et, comme le maître l'avait souhaité, c'était un Anglais, M. Young. Ses offres furent brillantes : le phalanstère fut ajourné, il est vrai, et l'on ne fonda qu'une modeste fabrique; mais *la Phalange* se releva, et à partir de cette époque, elle put paraître trois fois par semaine.

VI. — NOUVELLE PHASE DU FOURIÉRISME.

En se civilisant, les phalanstériens croyaient rester fidèles à Fourier, ils lui faisaient honneur de toutes les idées de la civilisation, et ils avaient fini par croire, dans la sincérité de leur cœur, à l'immense supériorité de *la Phalange* sur tous les journaux. On s'imagina qu'il ne restait qu'à paraître tous les jours pour conquérir le monde. On frappa donc un coup décisif, on s'écria : *la politique se meurt, la politique est morte,* et, par une contradiction nouvelle, on transforma *la Phalange* en un journal politique quotidien. Il va sans dire que les sages devaient régénérer le *premier-Paris,* entraîner la presse dans les voies du fouriérisme, diriger les journaux des civilisés; tout devait plier ou rendre les armes. On s'attendait si bien à ce miracle de la sagesse phalanstérienne, que les marques de sympathies données au nouveau journal démocratique furent consignées dans un bulletin journalier sous la rubrique : *mouvement de l'opinion:* les initiés ne doutèrent pas que le monde ne fût à eux. Bientôt cependant on s'aperçut que le *mouvement* de l'opinion avait cessé, les hommes étaient plus endurcis que jamais.

La Démocratie pacifique, journal des intérêts des gouvernements et des peuples, adopta comme *la Phalange* le principe de l'association prise au point de vue matériel. Une série de projets sur les chemins de fer, les assurances, les caisses d'épargne, la réforme judiciaire, l'octroi, lui tint lieu d'idées. La plupart de ces projets ne sont pas nouveaux, c'est un héritage de *la Phalange.* On remarque, entre autres plans, la réforme de l'édilité parisienne, qui est encore une idée de M. Perreymond. A l'exemple de *la Phalange, la Démocratie pacifique* se montre conservatrice au point de vue politique, démocratique au point de vue administratif. Elle ne cesse pas d'attaquer la féodalité industrielle, et pourtant ne cesse pas de

faire l'apologie de la politique qui la maintient. A l'extérieur, elle continue à proposer l'administration unitaire du globe, le congrès permanent de Constantinople, l'initiative universelle de la France, et elle insiste avec une vigueur nouvelle sur l'association des douanes françaises, belges, allemandes, italiennes ; elle conseille la conquête de Madagascar, le système colonial de Louis XIV, une foule de merveilles politiques, économiques, sociales et morales. Toutes ces merveilles ne doivent pas coûter un coup de canon ; *la Démocratie* déteste la guerre, et M. Thiers est toujours signalé comme le fléau d'une politique incendiaire ; tout s'arrangera à l'amiable, sans coup férir, avec la permission de l'Angleterre, avec l'appui de l'empereur d'Autriche et du roi de Prusse. *La Démocratie pacifique* rend hommage dans son programme aux excellentes intentions des ministres de Vienne et de Berlin ; pourquoi donc se fâcher ?

Dans cette troisième phase du fouriérisme, la conversion des sages a fait de nouveaux progrès, ils ont tamisé de plus en plus la lumière, de crainte d'éblouir les lecteurs ; l'orthodoxie, l'excentricité, pour mieux dire, a été reléguée dans le feuilleton. Autrefois, on rédigeait consciencieusement tous les ans le discours du trône, tel que le cabinet phalanstérien l'aurait conçu. Le roi ne manquait pas de dire que depuis 1830 il n'avait poursuivi qu'un seul but, la fondation du phalanstère ; toutes les négociations avec les cours, toutes les mesures intérieures, avaient été ménagées de manière à pouvoir présenter à la France un ministère d'initiés. *La Démocratie pacifique* a fini par sourire elle-même, du moins en apparence, de sa propre naïveté. Jamais elle ne s'est plus rapprochée de tout le monde, jamais les *expectants* n'ont été aussi nombreux. M. Victor Hugo lui-même, le poëte maudit par le magicien, constamment attaqué par les disciples, est réhabilité aux yeux des sages depuis certain discours où M. de Lamartine s'est nettement séparé de la secte. Des profanes distingués ont été admis à côté des rédacteurs orthodoxes. Jusque-là il y avait progrès ; malheureusement la civilisation a introduit ses vices au sein du phalanstère. Les adamites de la politique ont perdu l'enthousiasme de l'âge d'or, l'innocence de l'âge d'argent, et, sans arriver à une conversion complète, ils se sont arrêtés dans une situation équivoque qui empire tous les jours. Le journal de la secte, s'admirant lui-même, a d'abord revendiqué modestement le droit de juger et de gouverner tous les partis. Je n'ai pas d'idées, s'est-il dit, donc je saurai juger toutes les idées, je suis impartial. Récemment les sages ont déclaré qu'ils avaient tué la politique (1). « Incontestablement le but spécial de notre travail, disent-ils, a été atteint ; où sont aujourd'hui les partis de 1834 et de 1836 ? la débâcle de la vieille politique est consommée, les vieux partis sont brisés, anéantis. » Il n'y a donc plus ni légitimistes, ni républicains, ni juste-milieu ; il n'y a plus en Europe ni gouvernements absolus, ni diplomatie, ni catholiques, ni protestants ; les querelles de l'Université, du clergé, ont cessé, et le tout grâce à *la Phalange*. En vérité la mouche du coche avait plus de modestie. Après avoir enterré la politique, les sages ont inventé le socialisme et frayé la route au parti social. « L'organisation du travail, la grande idée soulevée au commencement du siècle par Fourier emporte dans son tourbillon, non-seulement ceux qui l'acceptent, mais encore ceux qui s'efforcent de lutter contre elle. » Les sages qui se vantent

(1) *La Phalange, Revue de la science sociale*, t. I, p. 38. — Sous ce titre paraît la continuation de l'ancienne *Phalange*, depuis longtemps interrompue, et reprise au commencement de cette année.

d'avoir tué la politique professent donc le socialisme, qui est la politique à sa dernière puissance; ils prétendent même avoir inventé la révolution, la convention, qui proclame le droit de tous au travail, Babeuf et Buonarrotti ; ce sont eux qui ont jeté la détresse dans les classes pauvres, provoqué les coalitions des ouvriers, découvert les droits de l'homme. On ne saurait plus naïvement se contredire.

Pour sauver cette contradiction du socialisme sans politique, les disciples de Fourier ont placé les réformes sociales et administratives avant les questions gouvernementales, avant les principes. Ne voient-ils pas que la bureaucratie ne peut rien contre un ministère, que la politique révolutionnaire n'est que la défense de tous les intérêts sanctifiés par un principe, que la meilleure des réformes administratives peut devenir une cause de ruine politique (1), que le socialisme sans politique est le despotisme du docteur Francia, la plus hideuse des tyrannies? Comment prétendre que la politique est morte, quand on intervient dans toutes les affaires, quand on prend parti sur toutes les questions, quand on tombe d'accord avec l'opposition sur les événements d'Espagne, d'Irlande, de Suisse, et quand on publie un journal quotidien, sans se refuser aucune des aménités de la polémique? On croit s'affranchir du joug de la politique, et en réalité on ne fait que de la politique personnelle, on ne cherche que *des ressources, des relations, des alliances;* on vise à la modération, et on flatte les partis extrêmes; on a loué la veille un journal ultrà-conservateur, le lendemain un journal ultrà-radical. L'égoïsme est le dieu de l'école; les mêmes actes, les mêmes hommes sont tour à tour bafoués et applaudis suivant les convenances de la secte. Aux éloges on répond par la flatterie, à la critique par l'injure. Enfin, tandis que l'école se déclare naïvement à la recherche d'une position sociale par la force du feuilleton, elle prêche la plus profonde des immoralités politiques, l'indifférence, le mépris en matière de principes et de partis. Je n'accuse pas les intentions, je n'accuse pas les hommes, je n'accuse pas non plus l'essor des passions; j'accepte, s'il le faut, toutes les apologies de la moralité du phalanstère, bien que Fourier n'ait pas ajourné si loin qu'on nous l'assure la double polygamie, bien que la *liberté amoureuse* soit la *première issue* de la civilisation, bien que la morale, une fois détruite dans le principe qui oblige, soit immédiatement détruite dans l'application. Je n'accuse ici que cette tendance déplorable des phalanstériens, qui nous présente comme l'idéal de la perfection politique le type du mauvais citoyen. Sans principe, sans raison, sans limite, l'utopie phalanstérienne se réduit à la suppression de tous les devoirs politiques et au dénigrement systématique de tous les principes au profit de tous les gouvernements établis.

Que le magicien renonçât à la politique, on le conçoit : la magie suppléait à la politique, à la philosophie, à la religion, à la guerre, à tout. Fourier était à sa manière dans le sens commun, il avait une idée, cette idée de la magie qui dominait le monde avant l'apparition du christianisme et de la philosophie. Les disciples de Fourier, après avoir ajourné l'industrie attrayante, la cosmogonie, le phalanstère, n'ont pas même l'excuse de la folie; ils n'empruntent au fouriérisme

(1) *La Démocratie pacifique* proposait les assurances unitaires par l'état; c'est le plan que le duc de Modène voulait réaliser en 1832. L'opinion des Modénais repoussait les assurances unitaires, et avec raison, car les bénéfices auraient multiplié les sbires, les espions, les jésuites et toute les mesures nécessaires pour emprisonner les propriétaires, dont les biens auraient été d'ailleurs parfaitement assurés !

que ses tendances grossières, moins le principe du système, ils en sont réduits à reconnaître qu'ils se bornent *à inspirer le désir de lire les ouvrages de Fourier*, et ces ouvrages sont la meilleure condamnation de leurs théories nouvelles. Défendent-ils les gouvernements? Le maître a déclaré que ce sont là des *tyrannies pénibles*. Se placent-ils avec les démocrates? Fourier les appelle *dupes ou fripons*. Tiennent-ils à des constitutions? *Je m'en bats l'œil*, a dit le magicien, *je ne les lis pas*. Respectent-ils la philosophie? Elle n'a inspiré (c'est encore Fourier qui parle) que des massacres, des lois subversives. Fourier approuve Napoléon d'avoir supprimé la section des sciences morales à l'Institut; on ne doit rien attendre des philosophes; *comme les savetiers, ils ne travaillent pas dans le neuf*. Respectent-ils la religion? La religion est une *facétie indigne*. S'efforcent-ils de concilier le christianisme et le fouriérisme? Mais la loi du sacrifice, c'est l'anti-fouriérisme, elle est à la doctrine comme les ténèbres à la lumière, comme la terreur à l'amour, comme le besoin à l'attraction. Suivant Fourier, Jésus-Christ *cachait son jeu*, de crainte d'alarmer Auguste; il vivait avec des courtisanes, il dînait chez des traitants; il disait : *Frappez et on ouvrira;* c'était dire : Cherchez l'industrie attrayante, et vous la trouverez. On n'a pas cherché, et la civilisation est encore chrétienne; la *Théorie des quatre mouvements* a paru, et la société est toujours plongée dans l'*impénitence finale* du chirstianisme. Enfin, si les fouriéristes promettent de pratiquer la morale chrétienne, Fourier leur répond encore « : La morale vient de *morari*, retarder, entraver, et il faut, au lieu de l'homme moral, entravé, et par suite faux, hypocrite, étudier l'homme passionnel. » Le devoir est une des nécessités les plus monstrueuses de la civilisation. Quand on propose des colonies agricoles, des fermes d'asile, on est dupe de ce que Fourier appelait des *avortements philanthropiques*, des *cacophonies champêtres*. Tenez-vous au progrès de l'enseignement primaire, secondaire, libre, universitaire, peu importe? « Vous multipliez les chevaliers d'industrie en rébellion avec la société par l'excès d'instruction et l'exiguïté des moyens. » Améliorez-vous la civilisation? C'est empirer un fléau, c'est multiplier les malheurs. Enfin, prêchez-vous l'association? Vous ne rencontrez pas de plus redoutable adversaire que Fourier; vous êtes *simplistes*, vous tombez dans le charlatanisme de Owen et de Saint-Simon, vous méconnaissez l'art d'associer. On ne juxtapose pas les hommes; si l'attraction ne les unit, les familles se subdivisent; hors du phalanstère, il n'y a que la lutte : la nature, dans la civilisation, a opposé individu à individu, famille à famille, peuple à peuple; la guerre ouverte ou cachée est inévitable et universelle. Comment donc associer la diplomatie à Constantinople, comment donc concilier dans chaque état et sans coup férir tous les intérêts opposés? Le magicien partirait d'un éclat de rire, lui qui démontrait la nécessité absolue de la guerre, la nécessité de la lutte des passions hors de l'harmonie, lui qui se confiait même dans cette lutte, car plus l'égoïsme était acharné, implacable, plus la guerre était forte entre les civilisés, et plus il était sûr que la force des passions non plus répercutée, mais directe, aurait enfanté des prodiges dans l'essor libre et convergent du phalanstère. Fourier ne biaisait pas, ne louvoyait pas, il ne laissait d'autre alternative que la guerre ou le paradis; il ne conseillait pas à Napoléon de se confier niaisement dans la bonne volonté des alliés. Combattait-il les libéraux, il était grand dans son cynisme, il faisait l'apologie de Francia; suivant lui, Napoléon devait s'emparer du commerce, fabriquer des chapeaux rouges, et imposer une religion.

Quel est donc le lien entre les disciples et le maître? Séparés sur tous les points,

s'accorderaient-ils dans la critique de la féodalité industrielle et de la libre concurrence? Le magicien combattait la libre concurrence avec toutes les idées qui détruisent la propriété, la famille, la société. Depuis deux mille ans, on accusait la propriété de développer l'égoïsme. Fourier respecte le principe de la propriété pour attaquer le fait, la propriété vivante, qui circule dans le commerce, se produit librement par le travail, dans tous les accidents de la concurrence. Les premiers socialistes disaient : La propriété conduit à la féodalité, à la caste ; il a dit : *La propriété morcelée*, jointe à la famille, conduit aux castes et à la féodalité. On avait soutenu que la propriété met en lutte les pauvres et les riches, les peuples et les gouvernements : il croit démontrer qu'elle met en opposition les prolétaires et les capitalistes, les ouvriers et les grands seigneurs de la terre et de l'industrie; on disait que la propriété, c'est la guerre ouverte ou masquée : il a répété que la concurrence est une guerre; on disait enfin que la propriété dictait des lois répressives, politiques, jamais morales : il a reproduit la même idée; toute la critique de la concurrence se retrouve dans les théories de Platon, de Campanella, de Morelli. Pour l'adopter, il faut être communiste ou magicien, point de milieu, car Fourier accusait la concurrence et la féodalité actuelles, comme il accusait tous les moyens de la civilisation, tous les procédés de l'industrie, toutes les limites des sciences descriptives. Et Fourier ajoutait comme renfort à ses attaques toutes les critiques formulées par les théoriciens même de la libre concurrence, et par ceux qui la combattaient au nom du monopole. Smith n'ignorait pas que, si la concurrence profitait au public, elle jetait la guerre dans le commerce, que cette guerre avait un seul et unique frein, la banqueroute, et il n'hésitait pas à proclamer la concurrence pour supprimer la grande guerre du monopole. Que répondait le monopole? Il criait à l'anarchie. Fourier notait, acceptait toutes les critiques des hommes, car il avait la science des dieux. Les disciples de Fourier suppriment la magie; dès lors, à quoi bon leur polémique? Peut-elle au moins s'expliquer par le socialisme? Mais l'utopie socialiste, confiée à la discrétion des chambres, n'est guère dangereuse. Au reste, le socialisme lui-même, vrai ou faux, le socialisme dans toutes ses nuances n'avait pas aux yeux de Fourier plus de valeur que la politique. Voyez sa haine contre les jacobins, contre les démocrates, son exaspération contre les deux sectes de Owen et de Saint-Simon. Nous le répétons, il était magicien, il croyait à la toute-puissance du nombre, au charme irrésistible de la musique; et s'il émancipait le peuple, c'est qu'il émancipait l'homme, les rois, les empereurs, les papes; s'il assurait un *minimum* avec voiture aux pauvres, c'est qu'il transfigurait l'univers comme Boehm et Swedenborg.

VII. — LES ÉCRIVAINS FOURIÉRISTES.

Nous avons vu qu'en cherchant à vulgariser le fouriérisme, on l'avait détruit. Dans les publications mêmes qui ne sont destinées qu'aux initiés, la doctrine du maître s'est perdue. Sans doute le zèle ne manquait pas : l'un des premiers actes du pontificat de M. Considérant a été de dresser un catalogue des livres orthodoxes; les écrivains qui représentent cette orthodoxie se citent les uns les autres avec une vénération qui nous attendrit et nous met sans cesse dans la voie des bonnes lectures. Malgré tout, les trois théories du fouriérisme, c'est-à-dire la

musique mondiale, l'harmonie des instincts et des travaux, l'explosion du phalanstère, ne se trouvent nulle part réunies; hors des livres de Fourier, nous n'avons que d'incomplètes et pâles compilations.

Le premier en date parmi les écrivains fouriéristes, M. Juste Muiron, doit être classé à part, il appartient à l'époque de la restauration, époque antédiluvienne pour le fouriérisme. Le premier, il admira la terrible poésie du magicien, quand Fourier était encore un commis-marchand fort inconnu et un peu ridicule par ses lubies. En même temps, il eut le mérite de dégager le premier du labyrinthe magique de l'harmonie l'idée du comptoir communal, c'est-à-dire de la commune en commandite, dans ses *Aperçus sur les procédés industriels,* publiés en 1824. C'était réunir le double tact de l'artiste et de l'administrateur. — Après M. Juste Muiron vient M. Jules Lechevalier (1); il expose avec simplicité, d'une façon persuasive et sympathique, la doctrine de Fourier, que d'ailleurs il altère en bien des points. C'est à peine si dans cet âge primitif et antique de la religion nouvelle, on croyait à une vague et lointaine réhabilitation de l'homme et de la nature.

M. Considérant, qui a succédé à M. Lechevalier comme chef et représentant de la secte, est encore très-loin de personnifier la véritable doctrine de Fourier; il croit que le phalanstère se fonde sur l'expérience; il ne s'est jamais occupé des nombres; c'est par hasard qu'il a écrit quelques pages sur la musique mondiale : sa foi pèche par la base, quoique, dans un élan d'orthodoxie, il soit arrivé au faîte de la hiérarchie harmonienne. Une pléiade d'écrivains entoure M. Considérant : peu appréciée dans le monde de la civilisation, elle attend les jours de l'harmonie pour briller de tout son éclat. Le plus distingué de ces écrivains, M. Paget, mort en 1840, était le Caton de la phalange; il exposait avec méthode, il dénombrait avec une gravité plaisante les plus étranges rêveries politico-économiques du magicien. Il nous faut la série, donc les passions formeront la série; il nous faut le travail attrayant, donc le travail sera attrayant; il nous faut la justice, donc la justice régnera dans le phalanstère; il faut que la population ne dépasse pas certaines limites, donc elle ne les dépassera pas. Tel est le naïf raisonnement que poursuit M. Paget d'un bout à l'autre de son livre (2); pas un mot sur la morale, sur la cosmogonie, pas le moindre soupçon que Fourier ait dû transfigurer la nature pour assurer d'avance toutes les possibilités du phalanstère.

Les efforts tentés par M. Considérant pour civiliser peu à peu le phalanstère devaient provoquer des révoltes intérieures. D'abord on ne put entrer dans les voies gouvernementales en 1839 sans qu'il y eût des dissidents; on ne put faire des concessions aux civilisés sans irriter les sages. Plusieurs néophytes se séparèrent à cette époque du centre directeur. Le centre à son tour dut désavouer d'abord le zèle intempestif de quelques fidèles qui demandaient à la chambre la fondation du phalanstère; il dut aussi se prononcer contre d'autres fidèles qui préparaient très-sérieusement une tentative de réalisation dans le Brésil, et pouvaient ainsi compromettre la vraie sagesse. A côté des ultras, il y eut les hérétiques. M. Pompery, auteur d'une théorie de l'association universelle (3), inspira de vives inquiétudes à la phalange. Il pensait, il raisonnait, il présentait le phalanstère comme le cou-

(1) *Études sur la science sociale,* 1835.

(2) *Introduction à l'étude de la science sociale.*

(3) *Introduction religieuse et philosophique à la théorie de l'association et de l'unité universelle.*

ronnement du progrès continu ; à ses yeux, M. Pierre Leroux était le saint Jean-Baptiste de Charles Fourier, il osait même avouer quelques scrupules à l'endroit du *travail attrayant* des bayadères. Les sages frémirent, le téméraire fut grondé, et ses livres ne figurent pas dans le catalogue de la véritable sagesse. Une ardente néophyte du fouriérisme, Mme Gatti de Gamond (1), se sépara à son tour du centre directeur. Elle prêcha ouvertement contre les mœurs harmoniennes : elle admettait volontiers l'essor des onze passions ; mais l'essor de l'amour, elle le rejetait au nom de toutes les femmes. On dissimula ce scandale. Nous passons sous silence bien d'autres dissidences microscopiques. Un pas de plus, et nous tomberions dans l'analyse des infiniment petits.

L'attaque la plus vive partit du midi de la France. Dès l'avénement de M. Considérant, il avait surgi dans les environs de Toulouse un hérésiarque, qui, sous le pseudonyme de Daurio, se livrait, dans une correspondance harmonienne, à l'interprétation la plus téméraire des livres magiques, prétendant ainsi se soustraire à l'autorité du comité directeur de Paris. En 1837, l'hérésie de Toulouse avait déjà fait une centaine de recrues. La révolte se déclara complétement vers 1841. — L'impiété du centre parisien, dit M. Daurio, fait supposer un vice dans la doctrine de Fourier ; examinons donc cette doctrine. Elle se fonde sur trois principes : Dieu, la matière, et le nombre, qui gouverne Dieu lui-même. Donc, le véritable Dieu, c'est le nombre. Fourier identifie dans une même loi les mouvements des astres, des végétaux, des animaux, des aromes et des passions. Quelle analogie peut-on établir entre le mouvement circulaire des planètes et l'organisation des végétaux? Quel rapport y a-t-il entre la végétation et les passions de l'homme ? Admettons que l'ordre du ciel doive se réaliser sur la terre ; d'après le maître, le mouvement des comètes est irrégulier, donc l'humanité sera éternellement la même, moitié anarchique, moitié régularisée. Le maître annonce des transfigurations célestes, le progrès du ciel : sur quoi se fonde-t-il ? Sur une inconnue, sur le règne aromal. Voilà encore des rêves. Annonce-t-il des créations, des progrès terrestres ? Si la terre a vieilli, elle n'enfantera plus rien : si elle est jeune, l'homme lui-même pourrait être remplacé par des créatures supérieures. — L'hérésie de Toulouse rejette les analogies musicales ; elle substitue aux douze passions que Fourier tirait de la musique quarante passions déterminées par l'histoire naturelle ; elle comprime par les instincts intellectuels l'animalité orthodoxe du fouriérisme. La raison rétablie, l'harmonie des instincts et des travaux est compromise, le phalanstère est ajourné à quatre mille ans. Les séries, dit l'hérésiarque, se développent par entraînement ; mais qui nous assure que l'entraînement ne sera jamais exploité ? Les séries rivalisent par une concurrence pacifique ; qui nous assure que la paix sera maintenue partout et toujours ? Fourier permet le vol : pourquoi pas le meurtre ? Le maître abolit la morale : pourquoi donc honore-t-il le dévouement ? On garantit l'harmonie universelle des instincts par la *purgation des passions*, par la *substitution* qui absorbe tout instinct irrité. Peut-on déplacer l'amour, substituer les amants, absorber la vanité, l'avidité, l'ambition, mille désirs insatiables et le désir du bonheur qui augmente avec le bonheur même ? La vraie *absorption*, c'est le ciel. D'ailleurs, comment admettre que huit cent dix personnes prises au hasard vivront en harmonie, tandis qu'un seul intrus suffit à troubler une famille nombreuse ? Et si elles ne sont pas prises au hasard, comment les choisir ? Nous n'avons, dit M. Daurio, ni

(1) *Fourier et son Système ;* 1838. — *Réalisation d'une commune sociétaire ;* 1840.

les règles, ni la science, ni le pouvoir indispensables pour fonder le phalanstère. La nouvelle commune suppose la civilisation détruite, les idées anéanties, aucun gouvernement qui s'oppose à l'explosion de l'harmonie ; enfin, elle suppose l'industrie attrayante, qui implique l'abondance universelle, car l'attrait ne s'attache qu'aux travaux élégants. Comment créer l'abondance? Par la communauté? La communauté répugne à l'attraction. Par un redoublement de travail? Il supposerait l'entraînement et la découverte des moyens qui le provoquent. On le voit dans la guerre; là, il touche au paroxysme: comment exciter le paroxysme dans les travaux de la cuisine et du ménage? Le paroxysme n'est-il pas momentané? Si on croit l'exciter et le soutenir par l'attrait de la variété, n'aurons-nous pas des productions inférieures aux travaux assidus de la civilisation ? Comment alors vaincre la concurrence des civilisés? Au lieu de l'abondance, il y aura la misère au phalanstère.

Jamais M. Daurio ne sort des données de Fourier ; il les détruit l'une par l'autre, mais il concentre sa foi dans le groupe et la série. Avec cette donnée, il trace le plan d'une église phalanstérienne qui doit se développer par groupes et par séries, c'est-à-dire par une hiérarchie *rivalisée, engrainée, contrastée*, afin d'envelopper la civilisation et de l'écraser. L'hérésiarque imagine une papauté centrale, une opposition permanente, des contre-poids, un journal de polémiques intérieures interdit aux profanes. L'église ainsi constituée doit discuter la doctrine, la développer, organiser le sacerdoce de la pensée, et en même temps analyser les caractères des affiliés pour préparer dans l'avenir *l'assortiment passionnel* du phalanstère. Arrivé à la conception d'une église phalanstérienne, l'hérésiarque de Toulouse ne garde plus aucun ménagement pour les *sages* de Paris. M. Considérant est représenté comme le tyran, le Borgia, l'*omnivore* du fouriérisme ; il a étouffé la discussion, usurpé une autorité absolue, violé les saintes lois du groupe, qui exigent le contrôle. « Je ferai donc, dit l'hérétique à M. Considérant, acte de *contre-pivot* et de *contre-chef*, je vous livrerai aux *flammes de l'opinion*, au *démon de la critique ;* je vous attacherai au *poteau de l'absurde*, je vous *broyerai dans votre aire*, ne vous laissant d'autre issue que la vraie organisation des initiés. Résistez, mes attaques modifieront votre groupe. Je vous créerai quatre contre-poids dans la doctrine de Fourier, dans l'opinion, en m'alliant avec les socialistes et en soulevant tous les initiés qui murmurent. *Frère, il faut mourir ou se convertir, se convertir ou mourir il faut* (1). » M. Daurio a échoué dans sa tentative, et le centre directeur a gardé le silence sur l'hérésie de Toulouse.

Il semble, au reste, que le fouriérisme se modifie suivant les climats. Les phalanstériens des États-Unis multiplient les associations ; on parle de la fondation de nouvelles communes, on a peut-être à cette heure réalisé le comptoir communal. Les initiés transatlantiques sont dirigés par des ministres protestants pour la plus grande gloire du christianisme ; est-ce bien là le système de Fourier ? On songe si peu au vrai phalanstère, que les comités américains se réunissent pour spéculer sur les assurances. A Londres, le fouriérisme présente une nouvelle nuance. M. Doherty, le chef des initiés de Londres, s'est aperçu que la magie est la véritable base du fouriérisme, et comme Fourier n'a pas exposé cette partie de son système, il supplée franchement au silence du maître par les révélations de Swedenborg. D'après M. Doherty, l'homme et la nature sont deux manifestations de la lumière spirituelle ; la nature reflète la lumière, l'humanité la réfracte ; un troisième phénomène de

(1) *Observations critiques sur la doctrine de Fourier*, par M. Daurio, 1841.

diffraction, une troisième révélation de la lumière, se manifestent dans les révélations religieuses des illuminés et des prophètes. L'univers souffre, sept fois sur huit le mal triomphe du bien, les sept huitièmes des animaux nuisent à l'homme, les sept huitièmes de l'humanité sont livrés à la douleur, les religions sont livrées dans la même proportion à l'erreur et à la contradiction, car Dieu se contredit dans les révélations religieuses comme il détruit ses créations dans le règne de l'humanité et de la nature. Il trompe par des prophètes comme il tue par des reptiles ; mais l'empire du mal disparaîtra, la lumière qui brille par un huitième d'exception deviendra la règle universelle de la création. Le Christ l'a promis ; après l'initiation de la chute et du repentir, après la seconde initiation de l'Évangile et de l'amour, la loi sériaire réalisera l'unité universelle annoncée par l'Évangile. Quelle est donc, se demande M. Doherty, cette loi sériaire? Swedenborg l'a révélée dans la hiérarchie des esprits, Fourier dans la hiérarchie des harmoniens ; elle aboutit à l'omniarche dans le règne aromal, à l'omniarche dans le règne des harmoniens. Or les hommes, pense M. Doherty, sont les esprits sur la terre, les esprits sont les hommes dans le monde aromal ; donc l'omniarche, le vrai omniarche, est le centre hyperarchangélique des deux mondes, le Verbe, le Christ, et, avec un peu de bonne volonté, on verra, d'après M. Doherty, dans l'omniarche amphimondain, la seconde personne de Dieu. Ici la musique cède la place à la lumière, Swedenborg se substitue à Fourier, les anges aux harmoniens, la vision au travail attrayant ; l'hérésie est complète.

Le dernier effort de l'orthodoxie phalanstérienne ressemble à une abjuration. *La Phalange* vient de reparaître pour calmer les murmures des initiés les plus ardents : c'est donc là qu'il faut chercher la vraie sagesse. *La Phalange* parle-t-elle de l'industrie attrayante ? Nullement ; elle veut réaliser l'ordre, la liberté, l'association. Y a-t-il donc une théorie qui se propose sciemment le désordre, la tyrannie, la dissolution de la société? Le but de *la Phalange,* disent les sages, est identique avec celui de la philosophie et du christianisme ; pourquoi pas avec le but du paganisme? Néron lui-même n'incendiait Rome que pour la reconstruire mille fois plus splendide. *La Phalange* a oublié le système de Fourier. *Plus de démarcation*, s'écrie-t-elle, *plus de séparation, plus d'enregistrement, plus de costume phalanstérien*, et, sauf un morceau inédit de Fourier, le recueil a justifié son programme. Quant à l'avenir, voici le plan des sages : aujourd'hui, ils ont un journal quotidien pour les profanes, un recueil périodique pour les initiés ; ils sont, disent-ils, dans la *période binorganique*. Si leurs efforts réussissent, ils seront en mesure de publier des romans-feuilletons qui multiplieront leurs lecteurs. « Le moment venu, les doctrines sociales du journal se liant aux sentiments excités par les manifestations dramatiques du feuilleton (si on gagne les poëtes à la théorie), il y aura dans le monde en bloc une conversion immense. Alors l'école proposera l'expérience de l'ordre sociétaire, et la réponse à l'appel se fera comme une explosion. » Voilà donc la baguette du magicien remplacée par le roman-feuilleton. En attendant, les sages sont à la recherche d'une *position assez forte pour garantir l'expérience de toutes les entraves, soit d'en haut, soit d'en bas.* Nous voilà revenus à ces mémorables discours du trône de la première *Phalange*, et, tout au rebours de ce qu'on disait il y a treize ans, il s'agit de conquérir la France avant de tenter l'essai sur une commune. S'il est vrai que les sages ont tué les partis, créé le socialisme, trouvé seuls *le vrai nœud* des questions, gouverné, refait la France par la petite phalange, le moyen d'éviter un cabinet de sages aux prochaines élections?

Si l'on oppose le fouriérisme au saint-simonisme, on pourra s'assurer que les saint-simoniens n'ont rien à craindre de la comparaison. Les deux sectes ont également imité le moyen âge. Le saint-simonisme voulait accoupler, comme les millénaires, une papauté sans dogmes à un libéralisme sans limites ; le fouriérisme revenait à l'idée du grand œuvre et continuait la tradition du naturalisme ancien. Tandis que les saint-simoniens exagéraient la révolution, Fourier la niait et la poursuivait de cyniques insultes. Les saint-simoniens, quelles que soient leurs erreurs, ont été héroïques d'audace, ils ont inspiré plus de dévouement, plus d'enthousiasme en deux ans que Fourier en quarante. Tous ont abordé de front le problème de la nouvelle religion; ils ont entraîné dans leurs rangs quelques-uns des hommes les plus distingués de notre génération, et, en rendant le dernier soupir, ils ont légué au fouriérisme son principe de vitalité, le socialisme. Le fouriérisme, après son coup de tête de *la Réforme industrielle,* s'est amoindri, falsifié, déguisé, dans la crainte d'exciter l'hilarité universelle, et son seul mérite a été de se dissoudre à petit bruit en baissant de ton sur l'avenir harmonien, comme si, le mysticisme une fois admis, on pouvait marchander les merveilles du paradis et les mettre à la portée des économistes. Dès son origine, le fouriérisme a été frappé d'une stérilité si complète, que l'unique travail où l'école montre une sorte de vitalité se réduit à la politique de M. Considérant, étrangère à la pensée de Fourier. Pour développer la doctrine, M. Pompery la dissout dans une théorie de M. Pierre Leroux ; M. Doherty, dans les révélations de Swedenborg ; M. Daurio, dans je ne sais quelle vaine conception du groupe et de la série. Partout il ne reste que les lignes, le vague dessin d'une hiérarchie abstraite, où l'on place au gré de la fantaisie toutes les idées, sans règle, sans principe, sans logique. L'idée même du phalanstère est restée vague, confuse, et tout aussi incertaine que l'était la pierre philosophale dans l'esprit des alchimistes. Aucun ouvrage n'a paru sur le *garantisme*, l'époque actuelle que Fourier n'a point expliquée. Parmi les penseurs de la petite église, aucun n'a cherché à résoudre les mille objections sous lesquelles la philosophie écrase l'édifice matériel du phalanstère ; aucun n'a tenu compte des deux traditions mystique et matérialiste qui se réunissent pour s'entre-détruire dans le système de Fourier ; aucun n'a soupçonné le mélange d'arithmétique vulgaire et de poésie pythagoricienne qui est l'âme et l'originalité même de cette colossale utopie. Un homme distingué, dont les idées ont plus d'une fois défrayé l'école, M. Perreymond, n'a jamais dit un mot du phalanstère, et ce n'est pas nous qui blâmerons sa réserve. Partout la propagande, la polémique, la prédication, ont présenté la même équivoque, qui consiste à prendre la niaise possibilité des douze passions pour un principe ; partout on a accepté l'agencement de possibilités extérieures comme une démonstration mathématique ; partout enfin on a commis la même bévue en accouplant au hasard le christianisme, la philanthropie et le phalanstère. Des démocrates, des conservateurs, que l'esprit d'aventure a réunis sous la même bannière, des matérialistes sans philosophie, des mystiques sans inspiration, voilà les forces de l'école. Chrétiens, philanthropes, socialistes, les disciples de Fourier, en renonçant à la cosmogonie harmonienne, ont transporté dans leurs idées politiques et religieuses le désordre intellectuel dont la physique du maître est l'effrayant témoignage. Aux apparitions bizarres, aux rêves bachiques, ont succédé les combinaisons politiques impossibles ; on a les chimères de l'application au lieu de celles de la théorie. C'est toujours la même folie, le théâtre seul a changé ; des régions surnaturelles, le fouriérisme a été transporté au milieu de nos intérêts et

de nos passions. Par là même il hâtera son agonie; il ne côtoiera pas impunément la vie pratique, déjà il s'est heurté à mille écueils, et tôt ou tard il viendra s'y briser.

Ainsi, un homme extraordinaire, unique, mal compris, a été la première victime de sa folie : il avait conçu un monde imaginaire, le rendez-vous de tous les rêves; mais ses livres magnétisèrent sans instruire, et le charme seul put survivre au magicien. De Fourier aux disciples, il y eut toujours un abîme, l'équivoque du socialisme; des premiers disciples aux disciples d'aujourd'hui, il y a un nouvel abîme créé par une politique tout à fait en dehors de la doctrine. L'initiation extérieure détruit le système, les livres orthodoxes ne sont que des compilations ou des hors-d'œuvre, l'école tout entière flotte entre la banalité et l'absurde, et la contradiction est si vaste, si multiple dans ses formes, que chez tout phalanstérien l'homme est infiniment supérieur au disciple. Cette considération unique m'a décidé à parler. Il est pénible de voir tant d'efforts prodigués dans une œuvre impossible et le dévouement mis au service de cette duperie gigantesque du phalanstère; puisque les fouriéristes semblent toucher à l'heure du réveil, ils doivent se résoudre à entendre avec calme de franches félicitations sur leur conversion prochaine, qui sera hâtée par l'anarchie même de l'école. Que les phalanstériens attaquent les abus, les vices de la société, l'égoïsme des conservateurs, rien de plus utile. Que les disciples du magicien s'occupent du sort des ouvriers, de l'organisation du travail, des réformes administratives, rien de plus juste : de là au phalanstère, il y a la distance de la terre au ciel, du possible à l'impossible. Le tort des ultra-révolutionnaires de toutes les nuances depuis 1830 a été d'attaquer la révolution avec les armes de leur fantaisie, de chercher à surprendre la société et à se surprendre eux-mêmes par des intrigues métaphysiques, de torturer la science pour lui demander une rédemption au lieu d'un progrès, d'appliquer, en un mot, une force d'esprit considérable au développement d'erreurs monstrueuses. Quel a été le résultat? On a compromis pour longtemps la cause du progrès raisonnable; on a gaspillé des forces précieuses; on a entravé le mouvement des idées plus que ne l'ont fait les partis rétrogrades. Au moyen âge, les alchimistes se ruinaient en rêvant la richesse; aujourd'hui les utopistes n'arrivent qu'au ridicule en cherchant le bruit, ils reviennent au passé en cherchant l'avenir.

FERRARI.

DU MYSTICISME.

Ici même, il y a quelques mois, nous avons combattu le scepticisme dans son représentant le plus redoutable (1). Nous allons aujourd'hui porter nos études sur une autre plaie de l'esprit humain, sur un mal en apparence moins fâcheux que le scepticisme, mais qui, au fond, n'est pas moins dangereux.

Il nous importe d'autant plus de rompre ouvertement avec le mysticisme qu'il semble nous toucher de plus près, et que par un air de grandeur il peut séduire plus d'une âme d'élite, particulièrement à l'une de ces époques de lassitude, où, à la suite d'espérances excessives cruellement déçues, la raison humaine, ayant perdu la foi en sa propre puissance sans pouvoir perdre le besoin de Dieu, pour satisfaire ce besoin immortel, s'adresse à tout excepté à elle-même, et, faute de savoir s'élever à Dieu par la route légitime et dans la mesure qui lui a été permise, se jette hors du sens commun, et tente le nouveau, le chimérique, l'absurde même, pour atteindre à l'impossible.

Quand nous réfléchissons sur les forces et les lois qui animent et gouvernent la matière sans lui appartenir, ou sur les vérités universelles et nécessaires de l'ordre intellectuel et de l'ordre moral, que notre esprit découvre, mais qu'il ne fait pas, l'usage le moins systématique de la raison nous fait conclure naturellement des forces et des lois de l'univers à un premier moteur intelligent, et des vérités nécessaires à un être nécessaire qui seul en est la substance et le fondement. Nous n'apercevons pas Dieu, mais nous le concevons, sur la foi de ce monde admirable exposé à nos regards, et sur celle de cet autre monde plus admirable encore que nous portons en nous-mêmes. C'est par ce chemin que la raison nous conduit à Dieu. Cette marche naturelle et régulière est celle de tous les hommes, qu'ils le sachent ou qu'ils l'ignorent. Elle doit donc suffire à une saine philosophie, et elle a suffi en effet aux meilleurs génies dans les écoles les plus diverses, à Platon et à Aristote, à Descartes, à Newton, à Leibnitz. Mais il y a eu de tout temps des esprits faibles et présomptueux, qui ne savent ni aller jusque-là ni s'arrêter là. Dans leur faiblesse,

(1) Voyez dans la *Revue des Deux Mondes*, du 15 décembre 1844 et du 15 janvier 1845, deux articles intitulés : *Du Scepticisme de Pascal*.

ils n'osent conclure de ce qu'ils voient à ce qu'ils ne voient pas ; croire à l'invisible leur paraît au-dessus de la raison, comme si tous les jours, à la vue du premier phénomène qui paraît à leurs yeux, ils n'admettaient pas que ce phénomène a une cause, même alors que cette cause ne tombe pas sous leurs sens. Ils ne l'aperçoivent point, mais ils y croient, par cela seul qu'ils la conçoivent nécessairement. L'homme et l'univers sont aussi des faits qui ne peuvent pas ne pas avoir une cause, bien que cette cause ne puisse être ni vue de nos yeux ni touchée de nos mains. La raison nous a été donnée précisément pour aller, et sans aucun circuit de raisonnement, du visible à l'invisible, du fini à l'infini, de l'imparfait au parfait. Telle est sa portée naturelle et par conséquent légitime. Elle possède une vertu qui lui est propre, une évidence dont elle ne rend pas compte et qui n'en est pas moins irrésistible à quiconque n'entreprend point de contester à Dieu la véracité des facultés qu'il en a reçues. Mais on ne se révolte pas impunément contre la raison (1). Elle punit notre fausse sagesse en la livrant à l'extravagance. Quand on a resserré arbitrairement sa croyance dans les limites étroites de ce qu'on aperçoit directement, on étouffe dans ces limites, on en veut sortir à tout prix, et on invoque quelque autre moyen de connaître. On n'avait pas osé admettre l'existence d'un Dieu invisible et infini sur la seule autorité de la raison naturelle, et voilà maintenant qu'on aspire à entrer en communication immédiate avec lui, comme avec les objets sensibles et les objets de la conscience. C'est une faiblesse extrême pour un être raisonnable de douter ainsi de la raison, et c'est une témérité incroyable, dans ce désespoir de l'intelligence, de rêver une communication directe avec Dieu. Ce rêve désespéré et ambitieux, c'est le mysticisme.

Le mysticisme renferme un scepticisme pusillanime à l'endroit de la raison, et en même temps une foi aveugle et portée jusqu'à l'oubli de toutes les conditions imposées à la nature humaine. C'est trop à la fois et ce n'est point assez pour le mysticisme de concevoir Dieu sous le voile transparent de l'univers et au-dessus des vérités les plus hautes. Il ne croit pas connaître Dieu s'il ne le connaît que dans ses manifestations et par les signes de son existence : il veut l'apercevoir directement ; il veut s'unir à lui, tantôt par le sentiment, tantôt par quelque autre procédé extraordinaire.

Le sentiment joue un si grand rôle dans le mysticisme, que notre premier soin

(1) Appuyons-nous ici sur deux passages admirables de celui qui est à tant de titres le maître vénéré de la philosophie française du XIXe siècle. « La vie intellectuelle, dit M. Royer-Collard, est une succession non interrompue, non pas seulement d'idées, mais de croyances explicites ou implicites. Les croyances de l'esprit sont les forces de l'âme et les mobiles de la volonté. Ce qui nous détermine à croire, nous l'appelons évidence. La raison ne rend pas compte de l'évidence ; l'y condamner, c'est l'anéantir, car elle-même a besoin d'une évidence qui lui soit propre. Ce sont les lois fondamentales de la croyance qui constituent l'intelligence, et comme elles découlent de la même source, elles ont la même autorité ; elles jugent au même titre ; il n'y a point d'appel du tribunal des unes à celui des autres. Qui se révolte contre une seule se révolte contre toutes et abdique toute sa nature. » *Œuvres de Reid*, t. III, p. 450. — « Quand on se révolte contre les faits primitifs, on méconnaît également la constitution de notre intelligence et le but de la philosophie. Expliquer un fait, est-ce autre chose que le dériver d'un autre fait, et ce genre d'explication, s'il doit s'arrêter quelque part, ne suppose-t-il pas des faits inexplicables? La science de l'esprit humain aura été portée au plus haut degré de perfection qu'elle puisse atteindre, quand elle saura dériver l'ignorance de sa source la plus élevée. » *Ibid.*

doit être de rechercher la nature et la fonction propre de cette partie intéressante, et jusqu'ici mal étudiée, de la nature humaine.

Il faut bien distinguer le sentiment de la sensation. Il y a en quelque sorte deux sensibilités : l'une tournée vers le monde extérieur, et chargée de transmettre à l'âme les impressions qu'il envoie; l'autre tout intérieure, cachée dans les profondeurs de l'organisation, et qui correspond à l'âme comme la première correspond à la nature. Sa fonction est de recevoir l'impression et comme le contre-coup de ce qui se passe dans l'âme. Avons-nous découvert des vérités sublimes? il y a quelque chose en nous qui en éprouve de la joie. Avons-nous fait une bonne action? nous en recueillons la récompense dans un sentiment de contentement moins vif, mais plus délicat et plus durable que toutes les sensations agréables qui viennent du corps. Il semble que l'intelligence ait aussi son organe intime, qui souffre ou jouit, selon l'état de l'intelligence. Nous portons en nous une source profonde d'émotions, à la fois physiques et morales, qui expriment l'union de nos deux natures. L'animal ne va pas au delà de la sensation, et la pensée pure n'appartient qu'à la nature angélique. Le sentiment, qui participe de la sensation et de la pensée, est l'apanage de l'humanité. Le sentiment n'est, il est vrai, qu'un écho de la raison; mais cet écho se fait quelquefois mieux entendre que la raison elle-même, parce qu'il retentit dans les parties les plus intimes et les plus délicates de l'âme, et ébranle l'homme tout entier.

C'est un fait singulier, mais incontestable, qu'aussitôt que la raison a conçu la vérité, l'âme s'y attache et l'aime. Oui, l'âme aime la vérité. Chose admirable! un être égaré dans un coin de l'univers, chargé seul de s'y soutenir contre tant d'obstacles, et qui, ce semble, a bien assez à faire de songer à lui-même, de conserver et d'embellir un peu sa vie, est capable d'aimer ce qui ne se rapporte point à lui, ce qui n'existe que dans un monde invisible! Cet amour désintéressé de la vérité témoigne de la grandeur de celui qui l'éprouve.

La raison fait un pas de plus : elle va des forces et des lois de ce monde à leur auteur, des vérités nécessaires à l'être nécessaire qui en est le principe. Le sentiment suit la raison dans cette démarche nouvelle. La vérité et la science ne lui suffisent pas; il ne s'arrête, il ne se repose que dans l'amour de l'être infini.

C'est en effet l'être infini que nous aimons en croyant aimer les choses finies, et même en aimant la vérité, la beauté, la vertu. C'est si bien l'infini qui nous attire et qui nous charme, que ses manifestations les plus élevées ne nous satisfont point, tant que nous ne les avons pas rapportées à leur source éternelle. L'homme de génie est bien loin d'être content à la vue de ses chefs-d'œuvre : il leur découvre mille imperfections; il rêve une beauté qu'il n'a point vue, et que tout son art ne peut atteindre. Le cœur est insatiable, parce qu'il aspire à l'infini. Ce sentiment, ce besoin de l'infini, est au fond des grandes passions et des plus légers désirs. Un soupir de l'âme en présence du ciel étoilé, la mélancolie attachée à la passion de la gloire et de la science, à l'ambition, à tous les grands mouvements de l'âme, l'expriment mieux sans doute, mais ne l'expriment pas davantage que le caprice et la mobilité de ces amours vulgaires, errant d'objets en objets, dans un cercle perpétuel d'ardents désirs, de poignantes inquiétudes, de désenchantements douloureux.

La seule différence qu'il y ait dans toutes les démarches du cœur, c'est que tantôt il cherche l'infini sans savoir qu'il le cherche, et que tantôt il se rend compte de la fin dernière du besoin d'aimer qui le tourmente. Quand la réflexion s'ajoute

à l'amour, si elle trouve que l'objet aimé est digne en effet de l'être, loin d'affaiblir l'amour, elle le fortifie ; loin de couper ses ailes divines, elle les développe, elle les nourrit, comme dit Platon (1) ; mais si l'objet de l'amour n'est qu'un simulacre de la beauté véritable, capable seulement d'exciter l'ardeur de l'âme sans pouvoir la satisfaire, la réflexion rompt le charme qui tenait le cœur attaché, dissipe la chimère qui l'enchantait. Il faut être bien sûr de ses attachements pour oser les mettre à l'épreuve de la réflexion. O Psyché, Psyché! respecte ton bonheur : n'en sonde pas trop le mystère! Garde-toi d'approcher la redoutable lumière de l'invisible amant qui possède ton cœur! Au premier rayon de la lampe fatale, l'amour s'éveille et s'envole. Image charmante de ce qui se passe dans l'âme, lorsqu'à la sereine et insouciante confiance du cœur succède la réflexion avec son triste cortége. Tel est sans doute aussi le sens du mythe sacré de l'arbre de la science. Avant la science et la réflexion sont l'innocence et la foi. La science et la réflexion engendrent d'abord le doute, l'inquiétude, le dégoût de ce qu'on possède, la poursuite agitée de ce qu'on ignore, les troubles de l'esprit et de l'âme, le dur travail de la pensée, et dans la vie bien des fautes jusqu'à ce que l'innocence, à jamais perdue, soit remplacée par la vertu, la foi naïve par la vraie science, et qu'à travers tant d'illusions évanouies l'amour soit enfin parvenu à son véritable objet.

L'amour spontané a la grâce naïve de l'ignorance et du bonheur. L'amour réfléchi est bien différent ; il est sérieux, il est grand, jusque dans ses fautes mêmes, de la grandeur de la liberté. Ne nous hâtons pas de condamner la réflexion : si elle produit souvent l'égoïsme, elle produit aussi le dévouement. Qu'est-ce en effet que se dévouer? C'est se donner librement et en toute connaissance. Voilà le sublime de l'amour, voilà l'amour digne d'une noble et généreuse créature, et non pas l'amour ignorant et aveugle. Quand l'affection a vaincu l'égoïsme, au lieu d'aimer son objet pour elle-même, l'âme se donne à son objet, et, miracle de l'amour, plus elle donne, plus elle possède, se nourrissant de ses sacrifices et puisant sa force et sa joie dans son entier abandon. Mais il n'y a qu'un être qui soit digne d'être aimé ainsi, et qui puisse l'être sans illusions et sans mécomptes, sans borne à la fois et sans regret, à savoir l'être parfait qui seul ne redoute pas la réflexion, et qui seul aussi peut remplir toute la capacité de notre cœur.

Le mysticisme s'attache au sentiment pour l'égarer en exagérant sa puissance.

Le mysticisme commence par supprimer dans l'homme la raison, ou du moins il subordonne et sacrifie la raison au sentiment.

Écoutez le mysticisme. — C'est par le cœur seul que l'homme est en rapport avec Dieu. Tout ce qu'il y a de grand, de beau, d'infini, d'éternel, c'est l'amour seul qui nous le révèle. La raison n'est qu'une faculté mensongère. — De ce qu'elle peut s'égarer et s'égare souvent, on en conclut qu'elle s'égare toujours. On la confond avec tout ce qui n'est pas elle. Les erreurs des sens et du raisonnement, les illusions de l'imagination, et même les extravagances de la passion qui entraînent quelquefois celles de l'esprit, tout est mis sur le compte de la raison. On triomphe de ses imperfections; on étale avec complaisance ses misères, et le système dogmatique le plus audacieux, puisqu'il aspire à mettre en communication immédiate l'homme et Dieu, emprunte contre la raison toutes les armes du scepticisme.

Le mysticisme va plus loin : il attaque jusqu'à la liberté ; il ordonne de renoncer

(1) Voyez le *Phèdre* et le *Banquet*, t. VI de notre traduction.

à soi-même pour s'identifier par l'amour avec celui dont l'infini nous sépare. L'idéal de la vertu n'est plus la courageuse persévérance de l'homme de bien, qui, en luttant contre la tentation et la souffrance, accomplit la sainte épreuve de la vie ; ce n'est pas non plus le libre et éclairé dévouement d'une âme aimante : c'est l'entier et aveugle abandon de soi-même, de sa volonté, de tout son être, dans une contemplation vide de pensée, dans une prière sans parole et presque sans conscience.

La source du mysticisme est dans cette vue incomplète de la nature humaine qui ne sait pas y discerner ce qu'il y a de plus profond, et se prend à ce qu'il y a de plus frappant, de plus saisissant, et par conséquent aussi de plus saisissable. Nous l'avons déjà dit, la raison n'est pas bruyante, et souvent elle n'est pas entendue, tandis que l'écho du sentiment retentit avec éclat. Dans ce phénomène composé, il est naturel que l'élément le plus apparent couvre et offusque le plus intime.

D'ailleurs, que de rapports, que de ressemblances trompeuses entre ces deux facultés ! Sans doute, dans leur développement, elles diffèrent d'une manière manifeste. Quand la raison devient le raisonnement, on distingue aisément sa pesante allure de l'élan du sentiment ; mais la raison spontanée se confond presque avec le sentiment : même rapidité, même obscurité. Ajoutez qu'elles poursuivent le même objet et qu'elles marchent presque toujours ensemble. Il n'est donc pas étonnant qu'on les ait confondues.

Une saine philosophie les distingue sans les séparer. L'analyse démontre que la raison précède et que le sentiment suit. Comment aimer ce qu'on ignore ? Pour jouir de la vérité, ne faut-il pas la connaître ? Pour s'émouvoir à certaines idées, ne faut-il pas les avoir eues en un degré quelconque ? Absorber la raison dans le sentiment, c'est étouffer la cause dans l'effet. Quand on parle de la lumière du cœur, on désigne sans le savoir cette lumière de la raison spontanée qui nous découvre la vérité d'une intuition pure et immédiate, tout opposée aux procédés lents et laborieux de la raison réfléchie et du raisonnement.

Le sentiment par lui-même est une source d'émotion, non de connaissance. La seule faculté de connaître, c'est la raison. Au fond, si le sentiment est différent de la sensation, il tient cependant de toutes parts à la sensibilité générale, et il est variable comme elle ; il a comme elle ses intermittences, ses vivacités et ses langueurs, son exaltation et ses défaillances. On ne peut donc ériger les inspirations du sentiment, essentiellement mobiles et individuelles, en une règle universelle et absolue (1). Il n'en est pas ainsi de la raison ; elle est constamment la

(1) Ne nous lassons pas de citer M. Royer-Collard. Il a marqué l'infériorité du sentiment vis-à-vis de la raison en une page vive et forte, à laquelle nous emprunterons quelques traits. (*OEuvres de Reid*, t. III, p. 410-411.) « La perception des qualités morales des actions humaines est accompagnée d'une émotion de l'âme que nous appelons *sentiment*. Le sentiment est un secours de la nature qui nous invite au bien par l'attrait des plus nobles jouissances dont l'homme soit capable, et qui nous détourne du mal par le mépris, l'aversion, l'horreur qu'il nous inspire. C'est un fait qu'à la contemplation d'une belle action ou d'un noble caractère, en même temps que nous percevons ces qualités de l'action et du caractère, perception qui est un jugement, nous éprouvons pour la personne un amour mêlé de respect, et quelquefois une admiration pleine d'attendrissement. Une mauvaise action, un caractère lâche et perfide, excitent une perception et un sentiment contraires. L'approbation intérieure de la conscience et le remords sont les sentiments atta-

même dans chacun de nous, et la même dans tous les hommes. Les lois qui président à son exercice composent la législation commune de tous les êtres intelligents. Il n'y a pas d'intelligence qui ne conçoive quelque vérité universelle et nécessaire, et conséquemment l'être infini qui en est le principe. Ces grands objets une fois connus excitent dans l'âme de tous les hommes les émotions que nous avons essayé de décrire. Ces émotions participent de la dignité de la raison et de la mobilité de l'imagination et de la sensibilité. Le sentiment est le rapport harmonieux et vivant de la raison et de la sensibilité. Supprimez l'un des deux termes, que devient le rapport? Le mysticisme prétend élever l'homme directement à Dieu, et il ne voit pas qu'en ôtant à la raison sa puissance, il ôte à l'homme précisément ce qui lui fait connaître Dieu et le met en une juste communication avec lui, par l'intermédiaire de la vérité éternelle et infinie!

L'erreur fondamentale du mysticisme est d'écarter cet intermédiaire, comme si c'était une barrière et non pas un lien. Il fait donc de l'être infini l'objet direct de l'amour: mais un tel amour ne se peut soutenir que par des efforts surhumains qui aboutissent à la folie. L'amour tend à s'unir à son objet; le mysticisme l'y absorbe. De là les extravagances de ce mysticisme intempérant si sévèrement et si justement condamné par Bossuet et par l'église dans le quiétisme (1). Le quiétisme endort l'activité de l'homme, éteint son intelligence, substitue à la recherche de la vérité et à l'accomplissement du devoir des contemplations oisives ou déréglées. La vraie union de l'âme avec Dieu se fait par la vérité et par la vertu. Toute autre union est une chimère, un péril, quelquefois un crime. Il n'est pas permis à l'homme d'abdiquer, sous aucun prétexte, ce qui le fait homme, ce qui le rend capable de comprendre Dieu et d'en exprimer en soi une imparfaite image, c'est-à-dire la raison, la volonté, la conscience. Sans doute la vertu a sa prudence, et s'il ne faut jamais céder à la passion, il est diverses manières de la combattre pour la mieux vaincre. On peut la laisser s'user elle-même, et la résignation et le silence peuvent avoir leur emploi légitime. Il y a une part de vérité, d'utilité même dans les *Lettres spirituelles,* et jusque dans les *Maximes des Saints;* mais, en général, il est mal sûr d'anticiper en ce monde sur les droits de la mort, et de rêver la sainteté, quand la vertu seule nous est imposée, et quand la vertu est déjà si rude à accomplir, même très-imparfaitement. Le quiétisme le meilleur ne peut être tout au plus qu'une halte dans la carrière, une trève dans la lutte, ou plutôt une autre manière de combattre encore. Ce n'est pas en fuyant qu'on gagne des batailles; pour les gagner, il les faut livrer, d'autant mieux que le devoir est de combattre encore plus que de vaincre. Entre le stoïcisme et le quiétisme, ces deux extrêmes opposés, le premier, à tout prendre, est préférable au second; car s'il

chés à la perception des qualités morales de nos propres actions..... Je n'affaiblis point la part du sentiment; cependant il n'est pas plus vrai que la morale soit toute dans le sentiment, qu'il n'est vrai que la perception soit dans la sensation; et, si on le soutient, on anéantit les distinctions morales..... Que la morale soit toute dans le sentiment, rien n'est bien, rien n'est mal en soi; le bien et le mal sont relatifs; les qualités des actions humaines..... sont précisément telles que chacun les sent. Changez le sentiment, vous changez tout; la même action est à la fois bonne, indifférente et mauvaise, selon l'affection du spectateur. Faites taire le sentiment, les actions ne sont que des phénomènes physiques; l'obligation se résout dans les penchants, la vertu dans le plaisir, l'honnête dans l'utile. C'est la morale d'Épicure. *Dii meliora piis!* »

(1) Voyez l'admirable livre de Bossuet intitulé : *Instruction sur les états d'oraison.*

n'élève pas toujours l'homme jusqu'à Dieu, il maintient du moins la personnalité humaine, la liberté, la conscience, tandis que le quiétisme, en abolissant tout cela, abolit l'homme tout entier. L'oubli de la vie et de ses devoirs, l'inertie, la paresse, la mort de l'âme, tels sont les fruits de cet amour de Dieu, qui se perd dans l'oisive contemplation de son objet. Et encore, pourvu qu'il n'entraîne pas des égarements plus funestes! Il vient un moment où l'âme, qui se croit unie à Dieu, enorgueillie de cette possession imaginaire, méprise à ce point et le corps et la personne humaine que toutes ses actions lui deviennent indifférentes, et que le bien et le mal sont égaux à ses yeux. C'est ainsi que des sectes fanatiques ont été vues mêlant le crime et la dévotion, trouvant dans l'une l'excuse, souvent même le mobile de l'autre, et préludant par de mystiques ravissements à des déréglements infâmes, à des cruautés abominables. Déplorable conséquence de la chimère du pur amour, de la prétention du sentiment de dominer sur la raison, de servir seul de guide à l'âme humaine, et de se mettre en communication directe avec Dieu sans l'intermédiaire du monde visible, de l'intelligence et de la vérité!

Mais il est temps de passer à un autre genre de mysticisme, plus singulier, plus savant, plus raffiné, et tout aussi déraisonnable, bien qu'il se présente au nom même de la raison.

La raison, à moins de détruire en elle un des principes qui la gouvernent, ne peut s'en tenir à la vérité, pas même aux vérités absolues de l'ordre intellectuel et de l'ordre moral : elle ne peut pas ne pas rattacher toutes les vérités universelles, nécessaires, absolues, à l'être qui seul les peut expliquer, parce que seul il possède en soi l'existence nécessaire et absolue, l'immutabilité et l'infinitude. Dieu est la substance des vérités incréées, comme il est la cause des exigences créées. Les vérités nécessaires trouvent en Dieu leur sujet naturel. Nous les apercevons, nous ne les constituons pas. Dieu les aperçoit, et s'il ne les a point faites arbitrairement, ce qui répugne à leur essence et à la sienne, il les constitue en tant qu'elles sont lui-même. Son intelligence les possède comme les manifestations d'elle même. Tant que la nôtre ne les a point rapportées à l'intelligence divine, elles lui sont un effet sans sa cause, un phénomène sans sa substance. Elle les rapporte donc à leur cause et à leur substance, et en cela, elle obéit à un besoin impérieux et à un principe assuré de la raison (1).

Le mysticisme brise en quelque sorte l'échelle qui nous élève jusqu'à la substance infinie; il considère cette substance toute seule et indépendamment des vérités diverses qui nous la manifestent, et il s'imagine posséder ainsi l'absolu pur, l'unité pure, l'être en soi. L'avantage que cherche ici le mysticisme, c'est de donner à la pensée un objet où il n'y ait nul mélange, nulle division, nulle multiplicité, où tout élément sensible et humain ait entièrement disparu. Pour obtenir cet avantage, il en faut payer le prix. Il est un moyen très-simple de délivrer la théodicée

(1) Bossuet, *Traité de la connaissance de Dieu et de soi-même.* « Si je cherche où et en quel sujet ces vérités subsistent éternelles et immuables comme elles sont, je suis obligé d'avouer un être où la vérité est éternellement subsistante et où elle est toujours entendue. » — Leibnitz, *Nouveaux essais sur l'Entendement humain,* liv. IV, ch. II. « Cela nous mène enfin au dernier fondement des vérités, savoir, à cet esprit suprême et universel qui ne peut manquer d'exister, dont l'entendement, à dire vrai, est la région des vérités éternelles, comme saint Augustin l'a reconnu et l'exprime d'une manière assez vive..... Il faut bien que ces vérités nécessaires soient fondées dans l'existence d'une substance nécessaire. C'est là où je trouve l'original des vérités qui sont gravées dans nos âmes. »

de toute ombre d'anthropomorphisme, c'est de réduire Dieu à une abstraction, à l'abstraction de l'être en soi. L'être en soi, il est vrai, est pur de toute division, mais à cette condition qu'il n'ait nul attribut, nulle qualité, et même qu'il soit dépourvu de science et d'intelligence ; car l'intelligence, si élevée qu'elle puisse être, suppose toujours la distinction du sujet intelligent et de l'objet intelligible. Un dieu dont l'absolue unité exclut l'intelligence, voilà le dieu de la philosophie mystique. C'est l'école d'Alexandrie qui a produit sur la scène de l'histoire cette philosophie extraordinaire.

Comment l'école d'Alexandrie, comment Plotin, son fondateur, au milieu des lumières de la civilisation grecque et latine, a-t-il pu arriver à cette étrange notion de la Divinité ? Par l'abus du platonisme, par la corruption de la meilleure et de la plus sévère méthode, celle de Socrate et de Platon.

La méthode platonicienne, la marche dialectique, comme l'appelle son auteur, recherche dans la multitude des choses individuelles, variables, contingentes, le principe auquel elles empruntent ce qu'elles possèdent de général, de durable, d'un, c'est-à-dire leur *Idée ;* elle s'élève sans cesse aux idées comme aux seuls vrais objets de l'intelligence, pour s'élever encore de ces idées, qui s'ordonnent dans une admirable hiérarchie, à la première de toutes, au delà de laquelle l'intelligence n'a plus rien à concevoir ni à chercher. C'est en écartant dans les choses finies leur limite, leur individualité, que l'on atteint les genres, les idées, et par elles leur souverain principe. Mais ce principe n'est pas le dernier des genres ni la dernière des abstractions : c'est un principe réel et substantiel (1). Le dieu de Platon ne s'appelle pas seulement l'unité, il s'appelle le bien : il n'est pas la substance morte des Éléates (2) ; il est doué de *vie* et de *mouvement* (3), fortes expressions qui montrent à quel point le dieu de la métaphysique platonicienne diffère de celui du mysticisme. Ce dieu est le *père du monde* (4) ; il est le père de la vérité, cette lumière des esprits (5). Il habite au milieu des idées, *qui font de lui un dieu véritable en tant qu'il est avec elles* (6). Il possède l'*auguste et sainte intelligence* (7).

(1) Platon n'a jamais songé à faire des Idées des êtres subsistant par eux-mêmes; mais, comme l'ont fait depuis lui et d'après lui saint Augustin, Bossuet, Leibnitz, il les a distinguées de l'esprit humain, qui les conçoit et ne les constitue pas, car l'homme n'est pas la mesure de la vérité, et il a placé leur fondement en Dieu. C'est ce que nous avons démontré ailleurs. Mais Aristote a eu ses raisons pour accuser Platon d'avoir fait des Idées des êtres. Les péripatéticiens modernes ont répété à l'envi cette accusation, et après eux, tous ceux qui ont voulu décrier la philosophie ancienne et la philosophie en général, en prêtant l'apparence d'une absurdité à son plus illustre représentant. Nous regrettons qu'un excellent élève de l'École Normale, M. H. Martin, dans ses *Études* sur le *Timée*, ait mis au service d'une mauvaise cause une érudition consciencieuse et en général exacte.

(2) Voyez *Fragments philosophiques. Philosophie ancienne,* article *Xénophane* et article *Zénon.*

(3) Voyez le *Sophiste,* p. 261, t. XI de notre traduction.

(4) *Timée,* t. XII, p. 117.

(5) *République,* liv. VII, p. 70 du tome X.

(6) *Phèdre,* p. 55, t. VI.

(7) Le *Sophiste,* p. 261-262. — Il faut citer ce passage peu connu et décisif que nous avons traduit pour la première fois. « L'Étranger. — Mais quoi, par Jupiter! nous persuadera-t-on si facilement que dans la réalité le mouvement, la vie, l'âme, l'intelligence, ne conviennent pas à l'être absolu ? que cet être ne vit ni ne pense, et qu'il demeure immobile, immuable, sans avoir part à l'auguste et sainte intelligence ? — Théétète. — Ce

Il a tiré le monde du chaos et il a créé (je dis créé au sens le plus rigoureux du mot) l'âme de l'homme sans aucune nécessité extérieure, et par ce motif seul qu'il est bon (1). Enfin il est la beauté sans mélange, inaltérable, immortelle, qui fait dédaigner toutes les beautés terrestres à qui l'a une fois entrevue (2). Le beau et le bien absolu est trop éblouissant pour que l'œil d'un mortel puisse le regarder en face; il le faut contempler dans les images qui nous le révèlent, dans la vérité, dans la beauté, dans la justice, telles qu'elles se rencontrent ici-bas et parmi les hommes, de même qu'il faut habituer peu à peu l'œil du captif enchaîné dès l'enfance à la splendide lumière du soleil (3). Notre raison éclairée par la vraie science (4) peut apercevoir cette lumière des esprits; la raison bien conduite peut aller jusqu'à Dieu, et il n'est pas besoin pour y atteindre d'une faculté particulière et mystérieuse.

Plotin s'est égaré en poussant à l'excès la dialectique platonicienne, et en l'étendant au delà du terme où elle doit s'arrêter. Dans Platon, elle se termine aux idées, à l'idée du bien, et produit un Dieu intelligent et bon. Plotin l'applique sans fin, et elle le conduit dans l'abîme du mysticisme. Si toute vérité est dans le général, et si toute individualité est imperfection, il en résulte que tant que nous pourrons généraliser, tant qu'il nous sera possible d'écarter quelque différence, d'exclure quelque détermination, nous n'aurons pas atteint le terme de la dialectique. Son objet dernier sera donc un principe absolu sans aucune détermination. L'abstraction n'épargnera pas en Dieu l'être lui-même. En effet, si nous disons que Dieu est un être, à côté et au-dessus de l'être nous mettons l'unité, de laquelle l'être participe, et que l'on peut dégager pour la considérer seule. L'être ici n'est pas simple, puisqu'il est à la fois être et unité ; l'unité seule est simple, car on ne peut remonter au delà d'elle. Et encore, quand nous disons unité, nous la déterminons. La vraie unité absolue doit donc être quelque chose d'absolument indéterminé, qui n'est pas, qui ne peut même se nommer, l'*innommable,* comme dit Plotin. Un tel principe, qui n'est pas, à plus forte raison ne peut pas penser, car toute pensée est encore une détermination, une manière d'être. Ainsi l'être et la pensée sont exclus de la vraie unité. Si l'alexandrinisme les admet, ce n'est que comme une déchéance, une dégradation de l'unité. Considéré dans la pensée et dans l'être, le principe suprême est inférieur à lui-même; ce n'est que dans la simplicité pure de son indéfinissable essence qu'il est le dernier objet de la science et le dernier terme de la perfection.

Pour entrer en rapport avec un pareil dieu, les facultés ordinaires ne suffisent point, et la théodicée de l'école d'Alexandrie lui impose une psychologie toute particulière.

serait consentir, cher Éléate, à une bien étrange assertion. — L'Étranger. — Ou bien lui accorderons-nous l'intelligence en lui refusant la vie? — Théétète. — Cela ne se peut. — L'Étranger. — Ou bien encore dirons-nous qu'il y a en lui l'intelligence et la vie, mais que ce n'est pas dans une âme qu'il les possède? — Théétète. — Et comment pourrait-il les posséder autrement? — L'Étranger. — Enfin que, doué d'intelligence, d'âme et de vie, tout animé qu'il est, il demeure dans une complète immobilité? — Théétète. — Tout cela me paraît déraisonnable. »

(1) Le *Timée,* p. 119. — Disons la cause qui a porté le suprême ordonnateur à produire et à composer cet univers : il était bon. »

(2) *Banquet.* Discours de Diotime, t. VI.

(3) *République, ibid.*

(4) *Ibid.*

Dans la vérité des choses, la raison conçoit l'unité absolue comme un attribut de l'être absolu, mais non pas comme quelque chose en soi ; ou si elle la considère à part, elle sait qu'elle ne considère qu'une abstraction. Veut-on faire de l'unité absolue autre chose que l'attribut d'un être absolu, ou une abstraction, une conception de l'intelligence humaine? Ce n'est plus rien que la raison puisse accepter à aucun titre. Cette unité vide sera-t-elle l'objet de l'amour? Mais l'amour bien plus que la raison aspire à un objet réel. On n'aime pas la substance en général, mais une substance qui possède tel ou tel caractère. Dans les amitiés humaines, supprimez toutes les qualités d'une personne ou modifiez-les; vous modifiez ou vous supprimez l'amour. Cela ne prouve pas, comme le croit Pascal, que vous n'aimiez pas cette personne ; cela prouve seulement que la personne n'est rien pour vous sans ses qualités.

Ainsi ni la raison ni l'amour ne peuvent atteindre l'absolue unité du mysticisme. Pour correspondre à un tel objet, il faut en nous quelque chose qui y soit analogue, il faut un mode de connaître qui emporte l'abolition de la conscience. En effet, la conscience est le signe du moi, c'est-à-dire de ce qu'il y a de plus déterminé. L'être qui dit *moi* se distingue essentiellement de tout autre : c'est là qu'est pour nous le type de l'individualité. La conscience dégraderait l'idéal de la connaissance dialectique, où toute division, toute détermination doit être absente pour répondre à l'absolue unité de son objet. Ce mode de communication pure et directe avec Dieu, qui n'est pas la raison, qui n'est pas l'amour, qui exclut la conscience, c'est l'extase (ἔκστασις). Ce mot, que Plotin a le premier appliqué à ce singulier état de l'âme, exprime cette séparation d'avec nous-mêmes que le mysticisme exige et dont il croit l'homme capable. L'homme, pour communiquer avec l'être absolu, doit sortir de lui-même. Il faut que la pensée écarte toute pensée déterminée, et, en se repliant dans ses profondeurs, arrive à un tel oubli d'elle-même que la conscience soit ou semble évanouie. Mais ce n'est là qu'une image de l'extase. Ce qu'elle est en soi, nul ne le sait; comme elle échappe à toute conscience, elle échappe à la mémoire, elle échappe à la réflexion, et par conséquent à toute expression, à toute parole humaine.

Ce mysticisme rationnel ou philosophique repose sur une notion radicalement fausse de l'être absolu. A force de vouloir affranchir Dieu de toutes les conditions de l'existence finie, il en vient à lui ôter les conditions de l'existence même. Il a tellement peur que l'infini ait quoi que ce soit de commun avec le fini, qu'il n'ose reconnaître que l'être est commun à l'un et à l'autre, sauf la différence du degré, comme si tout ce qui n'est pas n'était pas le néant même! L'être absolu possède l'unité absolue, sans aucun doute, comme il possède l'intelligence absolue; mais, encore une fois, l'unité absolue, sans un sujet réel d'inhérence, est destituée de toute réalité. Réel et déterminé sont synonymes. Ce qui constitue un être, c'est sa nature spéciale, son essence. Un être n'est lui-même qu'à la condition de ne pas être un autre : il ne peut donc pas ne pas avoir des traits caractéristiques. Tout ce qui est est tel ou tel. La différence est un élément aussi essentiel à l'être que l'unité même. Si donc la réalité est la même chose que la détermination, il s'ensuit que Dieu est le plus déterminé des êtres. Aristote est bien plus platonicien que Plotin lorsqu'il dit que Dieu est la pensée de la pensée, qu'il n'est pas une simple puissance, mais une puissance effectivement agissante (1), entendant par là que

(1) Livre XII de la *Métaphysique*. Voyez notre ouvrage *De la Métaphysique d'Aristote*, seconde édition, p. 200 sqq.

Dieu, pour être parfait, ne doit rien avoir en soi qui ne soit accompli. C'est à la nature finie qu'il convient d'être jusqu'à un certain point indéterminée, puisque étant finie elle a toujours en elle des puissances qui ne sont pas réalisées. Cette indétermination diminue à mesure que ces puissances se réalisent, c'est-à-dire à mesure que le fini s'approche de l'infini, et elle augmente au contraire à mesure qu'il s'en éloigne. Ainsi la vraie unité divine n'est pas l'unité abstraite; c'est l'unité précise de l'être parfait, en qui tout est achevé. Au faîte de l'existence encore plus qu'à son plus humble degré, tout est déterminé, tout est développé, tout est distinct, comme tout est un. La richesse des déterminations est le signe même de la plénitude de l'être. La réflexion distingue ces déterminations entre elles, mais il ne faut pas voir dans ces distinctions des limites. Dans nous, par exemple, est-ce que la diversité de nos facultés et leur plus riche développement divisent le moi et altèrent l'identité et l'unité de la personne? Chacun de nous se croit-il moins lui-même parce qu'il possède et la mémoire et la raison et la volonté, etc.? Non, assurément. Il en est de même de Dieu. Faute d'avoir passé par une psychologie suffisante (1), le mysticisme alexandrin s'est imaginé que la diversité des attributs est incompatible avec la simplicité de l'essence, et de peur de corrompre la simple et pure essence, il en a fait une abstraction. Par un scrupule insensé, il a craint que Dieu ne fût pas assez parfait s'il lui laissait toutes ses perfections. Il les considère comme des imperfections, l'être comme une dégradation, la création comme une chute; et pour expliquer l'homme et l'univers, il est forcé de mettre en Dieu ce qu'il appelle des défaillances, pour n'avoir pas vu que ces prétendues défaillances sont les signes mêmes de la perfection infinie.

La théorie de l'extase est à la fois la condition nécessaire et la condamnation de la théorie de l'unité absolue. Sans l'unité absolue comme objet direct de la connaissance, à quoi bon l'extase dans le sujet de la connaissance? L'extase, loin d'élever l'homme jusqu'à Dieu, l'abaisse au-dessous de l'homme, car elle efface en lui la pensée en ôtant sa condition, qui est la conscience. Supprimer la conscience, c'est rendre impossible toute connaissance, et c'est ne pas comprendre la perfection de ce mode de connaître où l'intimité du sujet et de l'objet donne à la fois la connaissance la plus simple, la plus immédiate et la plus déterminée.

Le mysticisme alexandrin est le mysticisme le plus savant et le plus profond qui soit connu. Dans les hauteurs de l'abstraction où il se perd, il semble bien loin des superstitions populaires, et pourtant l'école d'Alexandrie réunit la contemplation extatique et la théurgie. Ce sont là deux choses en apparence incompatibles, mais qui tiennent à un même principe, à la prétention d'apercevoir directement ce qui échappe invinciblement à toutes nos prises. Ici un mysticisme raffiné aspire à Dieu par l'extase; là un mysticisme grossier croit le saisir par les sens. Les procédés et les facultés employées diffèrent; mais le fond est le même, et de ce fond commun sortent nécessairement les extravagances les plus opposées. Apollonius de Tyane est un alexandrin populaire, et Jamblique, c'est Plotin devenu prêtre, mystagogue, hiérophante. Un culte nouveau éclatait par des miracles; le culte ancien voulut avoir les siens (2), et des philosophes se vantèrent de faire

(1) Dans un article sur *Vanini*, inséré dans cette *Revue*, 15 novembre 1843, nous avons fait voir sur plusieurs points importants quelles lumières la théodicée peut tirer de la psychologie.

(2) *Fragments philosophiques. Philosophie ancienne*, article *Eunape*.

comparaître la Divinité devant d'autres hommes. On eut des démons à soi et en quelque sorte à ses ordres ; on n'invoqua plus seulement les dieux, on les évoqua. L'extase pour les initiés, la théurgie pour la foule.

De tous temps et de toutes parts, ces deux mysticismes se sont donné la main. Dans l'Inde et dans la Chine, les écoles où s'enseigne l'idéalisme le plus quintessencié ne sont pas loin des pagodes de la plus avilissante idolâtrie. Un jour on lit le Bhagavad-Gita ou Lao-tseu (1), on enseigne un dieu indéfinissable, sans attributs essentiels et déterminés, et le lendemain on fait voir au peuple telle ou telle forme, telle ou telle manifestation de ce dieu qui, n'en ayant pas une qui lui appartienne, peut les recevoir toutes, et qui, n'étant que la substance en soi, est nécessairement la substance de tout, de la pierre et d'une goutte d'eau, du chien, du héros et du sage. Ainsi, dans le monde ancien, sous Julien par exemple, le même homme était à la fois professeur à l'école d'Athènes et gardien du temple de Minerve ou de Cybèle, tour à tour chargé d'obscurcir et de subtiliser le *Timée* et *la République*, et de déployer aux yeux de la multitude soit le voile sacré (2), soit la châsse de la bonne déesse (3), et, dans l'une et l'autre fonction, prêtre ou philosophe, en imposant aux autres et à lui-même, entreprenant de monter au-dessus de l'esprit humain et tombant misérablement au-dessous, et payant en quelque sorte la rançon d'une métaphysique inintelligible en se prêtant aux plus honteuses superstitions.

Lorsque la religion chrétienne triompha, elle rangea l'humanité sous une discipline sévère, qui mit un frein à ce déplorable mysticisme; mais combien de fois n'a-t-il pas ramené, sous le règne même de la religion de l'esprit, toutes les extravagances des religions de la nature! Il devait surtout reparaître à la renaissance des écoles et du génie du paganisme, au XVIe siècle, quand l'esprit humain avait rompu avec la philosophie du moyen âge, sans être encore parvenu à la philosophie moderne. Les Paracelse, les Vanhelmont, renouvelèrent les Apollonius et les Jamblique, abusant de quelques connaissances chimiques et médicales, comme ceux-ci avaient abusé de la méthode socratique et platonicienne, altérée dans son caractère et détournée de son véritable objet. Et même, en plein XVIIIe siècle, Swedenborg n'a-t-il pas uni en sa personne un mysticisme exalté et une sorte de magie, frayant ainsi la route à ces insensés que j'ai vus (4) me contester le matin les preuves les plus solides et les plus autorisées de l'existence de l'âme et de Dieu, et me proposer le soir de me faire voir autrement que par mes yeux, de me faire ouïr autrement que par mes oreilles, de faire usage de toutes mes facultés autrement que par leurs organes naturels, me promettant une science surhumaine, à la condition de perdre d'abord la conscience, la pensée, la liberté, la mémoire, tout ce qui me constitue être intelligent et moral? Je saurai tout alors, mais à ce prix que je ne saurai rien de ce que je saurai. Je m'élèverai dans un monde merveilleux, qu'éveillé et de sens rassis je ne puis pas même soupçonner, et dont ensuite il ne me restera aucun souvenir ; mysticisme à la fois grossier et chimérique, qui pervertit tout ensemble la psychologie et la physiologie, extase imbécile

(1) Tome II de la seconde série de nos cours, *Esquisse d'une histoire générale de la Philosophie*, leçons V et VI.

(2) Voyez l'*Euthyphron*, tome Ier de notre traduction de Platon.

(3) Lucien, Apulée, Lucius de Patras, etc.

(4) Les magnétiseurs.

renouvelée sans génie de l'extase alexandrine, extravagance qui n'a pas même le mérite d'un peu de nouveauté, et que l'histoire voit reparaître à toutes les époques d'ambition et d'impuissance!

Voilà où on en vient quand on veut sortir des conditions imposées à la nature humaine. Charron l'a dit le premier, et après lui on l'a répété mille fois : Qui veut faire l'ange fait la bête. Le remède à toutes ces folies est une théorie sévère de la raison, de ce qu'elle peut et de ce qu'elle ne peut pas, de la raison enveloppée d'abord dans l'exercice des sens, puis s'élevant aux idées universelles et nécessaires, les rapportant à leur principe, à un être infini et en même temps réel et substantiel, dont elle conçoit l'existence, mais dont il lui est à jamais interdit de pénétrer et de comprendre la nature. Le sentiment accompagne et vivifie les intuitions sublimes de la raison ; mais il ne faut pas confondre ces deux ordres de faits, encore bien moins étouffer la raison dans le sentiment. Entre un être fini, tel que l'homme et Dieu, substance absolue et infinie, il y a le double intermédiaire et de ce magnifique univers, livré à nos regards, et de ces vérités merveilleuses que la raison conçoit, mais qu'elle n'a point faites, pas plus que l'œil ne fait les beautés qu'il aperçoit. Le seul moyen qui nous soit donné de nous élever jusqu'à l'être des êtres, sans éprouver d'éblouissement ni de vertige, c'est de nous en rapprocher à l'aide du divin intermédiaire, c'est-à-dire de nous consacrer à l'étude et à l'amour de la vérité, à la contemplation et à la reproduction du beau, surtout à la pratique du bien.

V. Cousin.

L'ALPUXARRA.

I.

Les géographes espagnols désignent à tort sous le nom général d'*Alpuxarras* toute la partie du royaume de Grenade située entre la Méditerranée et la Sierra-Nevada, et ils ajoutent que, participant de tous les climats, depuis les ardeurs de l'Afrique jusqu'au froid des régions polaires, elle réunit, dans l'espace de quelques lieues, la splendide végétation des tropiques et les maigres lichens du Groënland. Tout cela n'est point exact, ou ne l'est qu'à peu près. L'*Alpuxarra,* et non les Alpuxarras, ne confine pas à la mer, dont le littoral appartient, de ce côté, aux deux villes d'Almérie et d'Adra; sillonnée de vastes montagnes dans toute son étendue, cette province n'offre ni la variété de climats ni les contrastes de végétation dont on la dote dans les livres. Tout ce qu'on peut en dire sous ce rapport, c'est qu'elle jouit d'une température salubre, qu'elle a des pâturages excellents, des eaux abondantes et d'innombrables mines, surtout dans la sierra de Gador, où, si l'on en croit l'adage du pays, on trouve plus de plomb que de pierres. La population de l'Alpuxarra se divise en douze *tahas* ou districts qui contiennent quarante-huit bourgs ou villages dont le chef-lieu est Uxixar.

L'Alpuxarra est à l'Espagne, tant au physique qu'au moral, ce que les Cévennes sont à la France; son nom même, *Abuxarra*, veut dire en arabe terre querelleuse et batailleuse. Cette épithète s'explique par la belliqueuse attitude des chrétiens, qui se maintinrent les armes à la main dans l'Alpuxarra longtemps encore après que l'Espagne entière fut au pouvoir des Mores. Protégés par les aspérités d'un sol montagneux, ils ne furent même jamais entièrement soumis, et ne déposèrent l'épée que sous la condition expresse de conserver le libre exercice de leur culte; peu à peu cependant ils l'abandonnèrent, et on les vit se convertir insensiblement, mais volontairement, à la loi de Mahomet. Sept à huit siècles plus tard, l'Alpuxarra offrit la contre-partie de cette résistance obstinée : la terre où les derniers chrétiens avaient trouvé un asile servit de refuge aux derniers musulmans, qui s'y défendirent vaillamment et longtemps. Ces agitations incessantes lui ont valu une place dans l'histoire, et même dans l'art, grâce à Calderon, qui a célébré ses héros

dans une de ses comédies les plus chevaleresques et les plus amoureuses, *Aimer après la mort ou le Siége de l'Alpuxarra* (1).

Me trouvant à Grenade, j'étais curieux de voir par mes yeux cette agreste contrée, si peu visitée, si peu connue, quoique célèbre à tant de titres. Comme elle doit en grande partie sa réputation à la dernière insurrection des Mores, celle du xve siècle, nous retracerons rapidement les principaux événements de ce sanglant débat. Les souvenirs ajouteront ainsi au charme et aux émotions du voyage; le drame connu, on parcourt le théâtre avec plus d'intérêt.

Après la conquête de Grenade par les rois catholiques, *los reyes catolicos* (c'est le nom que les Espagnols donnent à Ferdinand et à sa femme Isabelle), le roi vaincu Abu Abdalah, dont nous avons fait Boabdil, obtint des vainqueurs la permission de se retirer avec sa famille et ses richesses dans l'Alpuxarra, mais il n'y demeura que quelques années, et passa dans le royaume de Fez, où régnait un de ses parents. La capitulation de Grenade assurait aux vaincus le maintien de leur culte, de leur langue, de leurs usages, en un mot de leur nationalité; ce n'étaient là pourtant que des promesses vaines. Ferdinand était un prince sans foi, Isabelle une reine asservie au confessionnal, et d'ailleurs il était dans les destinées de la Péninsule, dans ses nécessités, d'extirper de son sein jusqu'au dernier rejeton de l'islam, afin de prendre une complète possession de son génie. Le prosélytisme revêtit donc bientôt les caractères de la persécution, et, pour hâter les conversions, le bras séculier vint en aide aux missionnaires; l'Albaycin, qui était le quartier more de Grenade, se révolta; l'artillerie du comte de Tendilla eut aisément raison des révoltés, et le baptême fut pour eux la condition du pardon; les mosquées se transformèrent en églises, mais les nouveaux convertis n'en furent pas pour cela meilleurs chrétiens. Dans les montagnes, l'islamisme fut moins traitable encore, et en ce temps-là déjà l'Alpuxarra se signala par une résistance tellement opiniâtre, que le *grand capitaine* lui-même, Gonzalve de Cordoue, n'en put triompher. Le roi Ferdinand dut venir en personne étouffer la révolte. De là de nouveaux baptêmes, c'est-à-dire de nouvelles contraintes, et partant d'inévitables hypocrisies. Tout ce qui n'embrassa pas le christianisme fut impitoyablement chassé du royaume. On comprend que des catéchumènes placés entre le bûcher et l'abjuration n'étaient pas des chrétiens fort sincères; aussi, tout en accomplissant les cérémonies extérieures de l'église, restaient-ils musulmans de cœur, et, pour se dédommager de professer l'Évangile en public, ils pratiquaient en secret les rites du Coran. On appelait ces chrétiens de fraîche date *Morisques*, pour les distinguer des vieux chrétiens, *cristianos viejos*, qui n'avaient pas cette tache originelle.

Charles-Quint accepta par politique un rôle qui allait mal à son tempérament; il se fit persécuteur, et, à la sollicitation de son ancien précepteur, le pape Adrien, il traita les Mores de Valence comme les rois catholiques avaient traité ceux de Grenade, si bien qu'à la fin de l'année 1526, il ne restait pas un seul musulman avoué dans toute l'étendue de la Péninsule. Les Morisques, ou *nouveaux chrétiens*, n'en poursuivirent pas moins leurs pratiques secrètes. L'inquisition les accusait toujours d'hérésie, d'hypocrisie, d'imposture; de plus, elle leur reprochait d'entretenir de coupables intelligences avec les Mores d'Afrique. A force d'obsessions, elle finit par arracher contre eux à Charles-Quint un édit de réforme qui ne fut

(1) *Amar despues de la muerte y el sitio de la Alpuxarra*. M. Damas Hinard a donné récemment une traduction énergique et fidèle de ce drame de Calderon.

point exécuté de son vivant et dormit près d'un demi-siècle dans les cartons de la chancellerie royale. Pendant ce long intervalle, les Morisques respirèrent.

Quand Philippe II monta sur le trône, l'inquisition reprit toute son influence, et les persécutions recommencèrent. L'édit semi-séculaire de Charles-Quint fut exhumé de la poussière des cartons, et une junte mixte, mi-partie ecclésiastique, mi-partie laïque, fut instituée à Madrid pour opérer la réforme des Morisques, *el remedio de los Moriscos*, car tel était le rêve du saint-office. Un synode composé d'évêques et d'archevêques avait déjà pris l'initiative, et il sortit de cette double commission une ordonnance ou pragmatique, qui n'était que la seconde édition revue et corrigée du décret non exécuté de Charles-Quint. En voici les dispositions principales : tous les Morisques, sans exception, devaient apprendre l'espagnol dans le délai de trois ans; ce terme passé, aucun ne pourrait plus parler, lire ou écrire l'arabe, soit en public, soit en secret, et les contrats passés dans cette langue seraient nuls de fait. Tous les livres arabes seraient examinés soigneusement et brûlés s'il y avait lieu. Les Morisques adopteraient le costume chrétien ; leurs femmes se présenteraient en public sans voile et le visage entièrement découvert ; ils s'abstiendraient désormais dans les mariages des cérémonies usitées par leurs ancêtres, ainsi que des danses et chants nationaux. La porte de leurs maisons resterait ouverte le vendredi (qui était leur dimanche) et les autres jours de fêtes musulmanes. Ils devaient échanger leurs noms et surnoms mores contre des noms et surnoms chrétiens, et il était défendu aux femmes de se peindre le visage, selon leur ancienne habitude. Les bains à domicile leur étaient rigoureusement interdits et seraient détruits dans toutes les maisons. Enfin les esclaves chrétiens que les Morisques avaient à leur service quitteraient le royaume de Grenade dans le délai de six mois, et les nègres ne leur étaient accordés que par tolérance, en vertu de concessions individuelles.

Ces ordonnances tyranniques, que le duc d'Albe lui-même avaient blâmées, plongèrent les Morisques dans la consternation; ils tinrent à ce sujet plusieurs assemblées, tant dans l'Alpuxarra que dans les montagnes de Ronda, et chargèrent Francisco Nuñez Muley, vieux gentilhomme more fort considéré parmi eux, de porter leurs réclamations et leurs plaintes au président de la royale audience de Grenade, don Pedro de Deza, qui lui-même avait fait partie de la junte mixte de Madrid, et qui appartenait au conseil général du saint-office. Le discours du vieux Muley, monument curieux des mœurs et des passions de ces temps oubliés, se trouve *in extenso* dans les volumineux mémoires contemporains de Louis de Marmol. Voici la traduction des passages qui offrent le plus d'intérêt.

« De loin, il semble facile d'exécuter les nouvelles pragmatiques, mais les difficultés sont grandes au contraire, et je le dis à votre seigneurie pour qu'elle prenne en pitié ce malheureux peuple et le protége auprès de sa majesté. L'habit de nos femmes n'est pas moresque ; c'est un habit de province, suivant l'usage même du royaume de Castille, dont les habitants diffèrent par la coiffure, le costume et la chaussure. Les Turcs ne sont pas vêtus comme les Mores, et, parmi ces derniers, ceux de Fez ne s'habillent pas comme ceux de Tremecen, ni ceux de Tunis comme ceux de Maroc. Si la secte de Mahomet avait un vêtement particulier, il serait le même partout; mais l'habit ne fait pas le moine. Nous voyons des chrétiens venir d'Égypte et de Syrie vêtus à la turque, avec des turbans et des cafetans ; ils parlent arabe et ne savent pas un mot de latin ni d'espagnol (*romance*) ; cependant ils sont chrétiens. Je me souviens d'avoir vu notre peuple changer son habillement pour

en adopter un plus décent, court et peu coûteux. Il y a telle femme qui s'habille avec un ducat, car les habits de noces et de fêtes se gardent pour ces jours-là et passent en héritage à trois ou quatre générations. Quel profit peut-on donc trouver à nous dépouiller de nos habits? N'est-ce pas nous faire perdre plus de trois millions d'or employés de cette façon? N'est-ce pas ruiner les marchands, les orfévres, et tous les artisans qui gagnent leur vie à faire les vêtements, les chaussures et les bijoux des Morisques? Et si plus de deux cent mille femmes de cette province doivent s'habiller de neuf des pieds à la tête, quel argent pourra suffire à cette dépense? La femme pauvre qui, ne pouvant s'acheter ni robe, ni mante, ni chapeau, ni mules, se contente d'une chemise de serpillière peinte et d'un drap blanc, comment fera-t-elle pour se vêtir? Nous autres hommes, nous sommes tous vêtus à la castillane, quoique pauvrement pour la plupart. Si le costume faisait la secte, les hommes devraient plus compter que les femmes en cette matière. J'ai ouï dire à bien des ministres et des prélats qu'on favoriserait ceux d'entre nous qui s'habilleraient à la castillane, et je n'en vois pourtant aucun moins molesté que les autres; on nous traite tous également. Que si l'un de nous est surpris portant un couteau, il est jeté aux galères, et sa fortune est dévorée en frais, amendes et condamnations. Nous sommes poursuivis par la justice ecclésiastique et par la justice séculière. Avec tout cela, nous resterons loyaux sujets de sa majesté, prêts à la servir de nos biens, et jamais on ne pourra dire que nous ayons commis une trahison depuis le jour ou nous nous sommes rendus. Quand l'Albaycin s'est soulevé, ce n'était pas contre le roi, c'était au contraire en faveur de sa signature, que nous vénérions comme chose sacrée; mais l'encre n'était pas encore sèche qu'on avait violé nos capitulations. Dans le temps des communes (*communidades*), pour qui se leva notre province? Pour sa majesté. Nous suivîmes les troupes royales contre les *communeros*, et le propre frère du roi Boabdil, don Juan de Grenade, fut général en Castille au service du roi...

» Quant à nos noces, à nos fêtes, à nos danses et aux plaisirs que nous prenons, en quoi nous empêchent-ils d'être chrétiens, et comment peut-on les appeler cérémonies moresques? Les bons musulmans n'y assistaient jamais, les *f'kis* s'éloignaient dès qu'on commençait à chanter ou à danser, et même, lorsqu'un roi more traversait quelque quartier de la ville, on faisait par respect taire les instruments jusqu'à ce qu'il se fût éloigné. Ces danses sont inconnues en Afrique et en Turquie... Le saint archevêque aimait à voir nos danseurs accompagner le saint sacrement à la Fête-Dieu et aux autres solennités, et tous les villages y accouraient, se disputant entre eux à qui exécuterait les plus belles danses. Lorsque, dans ses visites à l'Alpuxarra, il célébrait la grand'messe, nos chanteurs remplaçaient l'orgue; je me rappelle qu'en achevant la messe, l'archevêque se tournait vers le peuple : au lieu du *Dominus vobiscum*, il disait en arabe *Ybaraficun*, et nos chanteurs répondaient aussitôt. — On ne peut pas plus dire que l'habitude qu'ont nos femmes de se teindre les cheveux avec de la poudre de troène ou de la noix de galle soit une cérémonie moresque. Ce n'est qu'un moyen de se nettoyer la peau et de se tenir la tête propre.

» Voyons maintenant, seigneur, à quoi peut servir que nous tenions ouvertes les portes de nos maisons? N'est-ce pas donner aux voleurs la liberté de nous dépouiller, aux libertins celle de convoiter nos femmes? N'est-ce pas donner occasion aux alguazils et aux hommes de loi de ruiner les pauvres gens par des poursuites? Si quelqu'un veut être More et suivre les rites de Mahomet, ne pourra-t-il

le faire de nuit? Beaucoup mieux au contraire, car cette religion exige la solitude et le recueillement....

» Peut-on dire que les bains soient une cérémonie religieuse? Non, certes. Ceux qui tiennent les maisons de bains sont chrétiens pour la plupart. Ces maisons sont des lieux de société et des réceptacles d'immondices; elles ne peuvent donc servir aux rites musulmans, qui exigent la solitude et la propreté... Dira-t-on que les hommes et les femmes s'y réunissent?... Il est notoire, au contraire, que les hommes n'entrent point où sont les femmes. Les bains ont été imaginés pour la propreté du corps: il y en a toujours eu dans tous les pays du monde, et s'ils furent défendus quelque temps en Castille, c'est parce qu'ils affaiblissaient les forces et le courage des hommes de guerre; mais les habitants de cette province ne sont pas destinés à faire la guerre, et les femmes n'ont pas besoin d'être fortes, mais propres. Si elles ne peuvent se baigner, ni dans les rivières, ni dans les ruisseaux, ni dans les fontaines, ni dans leurs maisons, où pourront-elles se laver à présent?... Vouloir que nos femmes sortent la figure découverte, c'est vouloir donner aux hommes l'occasion de pécher, en leur montrant la beauté dont ils s'enflamment si aisément, c'est empêcher aussi les laides de trouver quelqu'un qui veuille les épouser. Nos femmes se couvrent pour ne point être connues, comme font les chrétiennes. C'est une décence qui épargne bien des inconvénients. Aussi les rois catholiques défendaient-ils, sous des peines sévères, aux chrétiens de soulever dans la rue les voiles des Moresques.

» Les surnoms anciens que nous portons font que les gens se reconnaissent, et que les familles ne se perdent pas. Que gagne-t-on à ce que les souvenirs anciens périssent? Au contraire, à bien considérer les choses, de tels souvenirs augmentent la gloire des rois catholiques, qui ont conquis ce royaume. Ce fut leur pensée et celle de l'empereur. C'est pour cela que l'on conserve les riches palais de l'Alhambra et les autres palais plus petits qui existaient du temps des rois mores, car ils rappellent sans cesse leur puissance; ils sont comme le trophée des conquérants....

» Arrivons à la langue arabe, qui est le plus grave des inconvénients signalés. Comment peut-on ôter aux gens leur langue naturelle, celle dans laquelle ils naquirent et furent élevés? Les Égyptiens, les Syriens, les Maltais, et autres races chrétiennes, parlent, lisent et écrivent en arabe; ils sont pourtant chrétiens comme nous. Encore ne trouverait-on pas dans cette province un acte, un contrat ou un testament rédigé en arabe, depuis qu'elle s'est convertie. Apprendre la langue castillane, nous le désirons tous; mais satisfaire ce désir n'est pas au pouvoir de tout le monde. Combien y a-t-il de personnes dans les bourgs et villages, et même dans cette ville, qui ne savent pas même la langue arabe? Et il y a tant de différence dans les dialectes, qu'au premier mot des habitants de l'Alpuxarra on reconnaît de quel district ils viennent. Ils sont nés dans de petits endroits où l'espagnol ne fut jamais parlé, où personne ne l'entend, si ce n'est le curé et le sacristain; encore ceux-ci parlent-ils toujours arabe. Il est impossible que les vieillards l'apprennent, non pas en trois ans, mais dans tout le temps qu'ils ont encore à vivre, quand même ils ne feraient autre chose que d'aller à l'école. Il est clair que cet article est inventé pour notre destruction, car, bien qu'il n'y ait personne pour nous enseigner la langue espagnole, on exige que nous l'apprenions de force, et que nous abandonnions celle que nous savons si bien; que veut-on par là? Que nos frères, désespérant d'accomplir une telle obligation, quittent le pays, par crainte des châtiments, et s'en aillent en enfants perdus chercher d'autres terres, ou qu'ils

se fassent brigands (*monfis*). Rappelez-vous le second commandement : Ne faites pas à autrui ce que vous ne voudriez pas qu'il vous fût fait. Et ditez-nous si une seule des choses que nous impose la pragmatique était exigée des chrétiens de Castille ou d'Andalousie, dites s'ils n'en mourraient pas de douleur? Y a-t-il dans le monde une espèce plus vile et plus basse que celle des nègres de Guinée? Cependant on les laisse danser, on les laisse parler et chanter dans leur langue pour se donner de la joie.

» A Dieu ne plaise qu'on prenne en mauvaise part ce que je viens de dire! car mon intention est bonne. Il y a plus de soixante ans que je sers Dieu, notre Seigneur, la couronne royale, et les habitants de ce pays. Que votre seigneurie n'abandonne pas ceux qui sont sans pouvoir; qu'elle désabuse sa majesté, qu'elle nous délivre de si grandes calamités, qu'elle agisse en chevalier chrétien pour le service de Dieu, du roi, et pour le bien de cette province, qui en conservera une éternelle reconnaissance. »

Cette longue harangue n'eut et ne pouvait avoir aucun succès; les ambassadeurs envoyés à la cour par les Morisques ne furent pas plus heureux : l'inquisition et Philippe II, son docile instrument, ne se laissaient pas détourner de leur but par des considérations de cette nature ; la pragmatique fut exécutée sans ménagement, sans pitié. Le fanatisme religieux était porté alors dans toutes les classes à un tel point d'exaltation, que, cette même année, plusieurs centaines de prisonniers morisques furent massacrés à Grenade, dans les prisons de la Chancellerie, par des prisonniers vieux chrétiens auxquels les autorités elles-mêmes avaient mis les armes à la main. Comme si ce n'était pas assez des maux réels qui accablaient les Morisques, la superstition exhuma dans cette circonstance et répandit dans le peuple les prophéties les plus sinistres. Les jours étaient venus où la loi de Mahomet devait périr en Andalousie et dans l'Espagne entière; Ceuta même et Tanger seraient conquis par les chrétiens. L'antechrist, il est vrai, viendrait prêter main-forte au prophète, et sa figure frapperait le monde d'épouvante. Il devait faire le tour du globe en sept jours ; mais Dieu enverrait contre lui Jésus, fils de Marie : le monstre, à sa vue, deviendrait lâche comme une femme, et il s'abîmerait dans les enfers. Puis le Christ, montant au Thabor, remporterait une nouvelle victoire sur Mahomet et le peuple des Pygmées. On représentait ces Pygmées aussi nombreux que les sables de la mer, tantôt comme plus petits que des plumes à écrire tantôt comme plus grands que des sierras ; d'autres avaient les oreilles si longues, qu'ils pouvaient s'asseoir dessus et en couvrir la terre. Dans ces fantaisies bizarres, dont les prêtres ou *f'kis* nourrissaient l'esprit du peuple, il y avait certes de quoi troubler son imagination et le réduire au désespoir.

Sur ces entrefaites, un descendant des Abencerages, nommé Aben Farax, essaya de soulever les Morisques de Grenade : il courut toute une nuit l'Albaycin, à la tête d'une troupe de *monfis*, bandits mores qui vivaient de meurtre et de rapine ; mais l'Albaycin cette fois ne remua pas : il avait souvenance de l'artillerie de Tendilla. Déçu dans son espoir, Aben Farax se jeta avec ses bandits dans l'Alpuxarra. Un capitaine espagnol nommé Diego Herrera, qui devait passer la nuit à Cadiar, fut logé avec sa compagnie chez les habitants; d'accord avec eux, les monfis s'introduisirent à la faveur des ténèbres chez ces perfides hôtes et massacrèrent tous les soldats pendant leur sommeil. Il n'en échappa que deux. Cette boucherie fut le signal de la rébellion. L'Alpuxarra se souleva en masse, ainsi que le Val-de-Lecrin et les *tahas* environnantes. Des cruautés effroyables furent commises par

les insurgés sur les chrétiens restés fidèles, particulièrement sur les prêtres, qui tous, dit le pieux chroniqueur, reçurent les palmes du martyre.

Il y avait alors à Grenade un descendant des Ommiades, anciens califes de Cordoue; c'était un personnage considérable par son luxe autant que par sa naissance. Quoique son père fût aux galères pour un crime réel ou prétendu, il remplissait, lui, des fonctions de consul ou échevin dans la municipalité de Grenade. Ayant un jour tiré l'épée en plein conseil, et été mis aux arrêts pour ce fait dans sa propre maison, il avait vendu sa charge, moins par rancune que pour avoir de l'argent, car il avait fini par déranger ses affaires et en était réduit alors aux expédients. Son intention était, disait-il, d'aller chercher fortune en Flandre ou en Italie; mais il n'en fit rien, rompit ses arrêts et partit un beau matin de Grenade pour l'Alpuxarra, accompagné d'un esclave noir et d'une Moresque qu'il aimait passionnément. C'était le jour de Noël 1568. Il alla droit à Beznar, où il avait beaucoup de parents. L'insurrection avait besoin d'un chef : il fut désigné pour l'être, et, au mépris des droits d'Aben Farax, le véritable auteur de la rébellion, il fut élu roi sous le nom de Muley Mahomet Aben Humeya. Son nom chrétien était Ferdinand de Valor. Devenu musulman, il épousa trois femmes et prit au sérieux sa royauté improvisée. Il n'avait que vingt-deux ou vingt-trois ans. On devait à Aben Farax une compensation : il fut nommé *alguazil-mayor* du nouveau roi, c'est-à-dire sergent d'honneur ou premier chambellan. Il paraît que l'Abencerage n'accepta pas de très-bonne grâce son changement de fortune, car le premier soin d'Aben Humeya fut d'éloigner de sa personne le compétiteur désappointé.

Ici commence une longue et monotone série de sacriléges et d'atrocités sans exemple, même en Espagne. Les monfis couraient de bourg en bourg, de village en village, pour soulever leurs coreligionnaires; leur premier soin était de piller et de profaner les choses saintes, ils coupaient par morceaux les crucifix, ils saignaient des porcs sur l'autel, ils convertissaient les églises en écuries. D'ordinaire, les chrétiens se retranchaient avec leurs femmes et leurs enfants dans quelque tour ou quelque clocher; les Mores y mettaient le feu, et les malheureux qui échappaient aux flammes étaient massacrés; on jetait leurs corps à la voirie, et si quelque personne charitable sollicitait, au péril de sa vie, la grâce de les enterrer : « A quoi bon? répondaient les bourreaux ; ils sont tellement chiens, que les chiens eux-mêmes, bien loin de toucher à leurs cadavres, s'en éloignent avec dégoût. » Les prêtres étaient réservés comme des victimes d'élite, et périssaient lentement dans d'épouvantables tortures. Après le massacre des hommes, les femmes et les enfants étaient réduits en esclavage et vendus à l'enchère.

Il serait horrible et fastidieux d'énumérer les abominations commises par ces bandits. On sait ce que peut l'homme quand il met son intelligence au service de ses instincts de destruction. Nous avons dit qu'en général on épargnait les femmes. Ce n'était point par humanité, mais par cupidité, car on les vendait dix, vingt, jusqu'à cinquante ducats par tête. Toutes cependant n'avaient pas la vie sauve; plusieurs furent livrées aux femmes mores, qui se complaisaient à les déchirer de leurs propres mains, sans compter celles que les monfis égorgeaient après les avoir déshonorées. On cite entre autres la population féminine du village d'Andarax, qui, traînée en plein hiver dans la sierra, y fut massacrée tout entière. Deux victimes échappèrent seules par miracle, non qu'on les eût épargnées, mais parce que le coup qui les avait frappées n'était pas mortel. Après un long évanouissement, elles reprirent leurs sens parmi les cadavres de leurs amies, de leurs

parentes, et, perdues dans la montagne, dénuées de tout, même des vêtements les plus nécessaires, car les bourreaux les avaient entièrement dépouillées, elles vécurent de neige pendant dix jours. Des soldats espagnols, égarés eux-mêmes, les découvrirent par hasard et les ramenèrent au camp chrétien, où elles guérirent parfaitement.

Avec le tempérament que l'on connaît aux Espagnols, on devine qu'en fait de barbarie ils ne le cédaient pas aux Mores; les représailles égalaient au moins les provocations. Les Espagnols qui ont écrit l'histoire de cette guerre d'extermination ont dissimulé ou du moins atténué les cruautés de leurs compatriotes, et sans doute exagéré celles des Morisques; parfois pourtant il leur échappe des aveux significatifs : celui-ci, par exemple, mérite d'être recueilli.

Le château de Jubilez, l'un des points les plus forts de l'Alpuxarra, s'était rendu volontairement, ce qui n'avait pas empêché les Espagnols de le piller de fond en comble, et de s'approprier l'or, l'argent, les pierreries et les étoffes précieuses qu'il contenait; on y fit prisonniers trois cents hommes et plus de deux mille femmes : les hommes furent enfermés dans les maisons du village, les femmes dans l'église; mais cette église était petite, et une bonne moitié des captives dut passer la nuit à la belle étoile. Vers minuit, un des soldats commis à la garde de ce bivouac féminin se glissa dans l'ombre, et voulut s'emparer par la violence d'une jeune fille dont la beauté l'avait frappé; elle résiste, il s'emporte; la belle Moresque allait succomber; tout à coup un jeune More, déguisé en femme, et qui était (l'histoire se tait là-dessus) son mari, son frère ou son amant, s'élance sur le ravisseur, le poignard à la main, et l'attaque avec tant d'impétuosité, qu'il lui arrache à la fois son épée et sa proie. L'Espagnol blessé est secouru par ses camarades, et tous ensemble se précipitent sur le More travesti, en criant qu'il y a des hommes armés parmi les femmes, que c'est un guet-apens, qu'il faut en tirer vengeance. Le camp s'émeut; on accourt, on se presse, mais où aller? La nuit est profonde; on ne distingue rien, on ne voit que le feu des arquebuses et l'étincelle des épées choquées les unes contre les autres. La confusion est à son comble; on frappe au hasard, et c'est sur les femmes que les coups tombent; la fureur augmente avec le désordre; les cris, les larmes, les gémissements excitent le tumulte, bien loin de l'apaiser, et tel est l'acharnement des Espagnols, qu'ils se tuent les uns les autres dans les ténèbres, croyant avoir affaire à des Mores. En vain le général essaya-t-il d'arrêter le massacre; les soldats lui gardaient rancune pour avoir déclaré, le jour même, que ces femmes, qu'ils regardaient comme leurs esclaves, étaient libres, puisque le fort s'était rendu par capitulation; peu leur importait dès lors qu'elles vécussent; elles n'appartenaient à personne, et n'avaient par conséquent aucune valeur commerciale. On tuait donc, on tua toute la nuit sans trève et sans pitié. Le matin, il ne restait pas une Moresque vivante; le sang ne cessa de couler que lorsqu'il n'y en eut plus à répandre.

Cette abominable guerre dura trois ans et plus. Le marquis de Mondejar fut le premier à marcher contre la révolte. Après diverses vicissitudes, il pénétra dans l'Alpuxarra, tandis que le marquis de Velez, gouverneur de Murcie, prenait les insurgés par le revers opposé; mais les deux généraux se nuisaient au lieu de se servir mutuellement, et leur rivalité compromettait le succès. Indépendants l'un de l'autre, ils faisaient la guerre chacun pour son compte, et avec un système différent. Mondejar penchait pour la douceur, Velez pour la rigueur, si bien que

l'un défaisait ce que l'autre avait fait. A la cour même, il y avait deux partis, et tous les deux se desservaient, se calomniaient avec un égal acharnement. La révolte d'ailleurs se développait avec une rapidité effrayante; Aben Humeya ne manquait pas d'activité; il avait l'intelligence de la guerre de partisans, la véritable guerre de l'Espagne, la seule possible dans ces âpres contrées. On le trouvait partout à la fois. Le croyait-on sur un point, il paraissait sur un autre, et multipliait les ruses, les embuscades, les diversions. Du reste, il était secondé vaillamment; tous les hommes, quelle que fut leur condition, étaient transformés en soldats, et en bons soldats; les femmes elles-mêmes se battaient à côté de leurs frères et de leurs maris. Informés du soulèvement de l'Alpuxarra par les émissaires d'Aben Humeya, qui avait envoyé son propre frère jusqu'à Constantinople, les Turcs et les Mores d'Afrique étaient venus au secours de leurs coreligionnaires d'Espagne, les uns d'Alger, les autres du Maroc. Quoique peu considérables, ces renforts étrangers donnaient à la révolte de l'autorité, de la confiance, et pouvaient passer pour les avant-coureurs d'une descente générale des infidèles. Cette invasion redoutable était l'idée fixe et la terreur de Philippe II.

Cependant la guerre traînait en longueur; l'argent, les vivres, tout manquait aux chrétiens; démoralisées par les privations, les troupes ravageaient le pays pour leur propre compte, et pillaient les amis comme les ennemis. Avec la misère vint la désertion, surtout dans la division du marquis de Velez, homme dur, hautain, haï du soldat. Campé alors à la Calahorra, forteresse importante du marquisat de Zenete, sur les frontières septentrionales de l'Alpuxarra, il avait réuni sur ce point jusqu'à douze mille hommes; bientôt il n'en compta plus que trois mille, et son propre fils, don Diego Faxardo, ayant payé de sa personne pour retenir les troupes sous le drapeau, fut tué d'un coup d'arquebuse par ces factieux. Les Morisques profitèrent habilement de ces discordes impolitiques, et ceux que les bons procédés du marquis de Mondejar avaient gagnés se soulevèrent de nouveau. La rébellion s'étendit bientôt jusqu'au Rio d'Almanzora (fleuve de la Victoire), sur la frontière murcienne. Aben Humeya se jeta en personne sur les places fortes de ce territoire; il en prit quelques-unes, et fit assiéger les autres par ses lieutenants. La révolte avait gagné depuis longtemps les montagnes de Ronda et la sierra de Bentomiz.

Assailli par les rapports les plus contradictoires (car les rivalités des généraux se traduisaient en démentis, contre-démentis, et dénaturaient tous les faits), Philippe II, qui alors avait bien d'autres affaires sur les bras, se décida à envoyer à Grenade son frère naturel, don Juan d'Autriche. Ce prince n'avait alors que vingt trois ans. Toujours soupçonneux, Philippe le plaça sous la tutelle d'un conseil de guerre qui devait surveiller, diriger les démarches et contrôler les opérations. Lui-même vint à Cordoue, puis à Séville, pour être plus rapproché du théâtre des hostilités. Il recommanda en même temps que la guerre se fît sans merci, à feu et à sang, *a fuego y a sangre*, ce sont les termes du décret; bien plus, il ordonna que tous les Morisques de Grenade fussent déportés avec leurs familles dans l'intérieur du royaume, et cet ordre barbare fut exécuté sans rémission. Convoqués dans les églises, sous un prétexte fallacieux, les malheureux proscrits furent saisis, garrottés, et conduits ainsi sous bonne escorte à leurs destinations respectives; la plupart périrent de faim, de soif, de fatigue, sans compter les violences et les brutalités de leurs gardiens, qui en vendirent un grand nombre comme esclaves après les avoir complétement dépouillés. « Ce fut

un lamentable spectacle, dit le chroniqueur du temps, dévoué cependant à l'inquisition, que de voir tant d'hommes de tout âge, la tête basse, les mains liées en croix, le visage baigné de larmes, abandonner leurs maisons somptueuses, leurs familles, leur patrie, leurs habitudes, leurs terres, tous leurs biens enfin, sans savoir ce qu'on ferait de leurs têtes. » Ces rigueurs excessives avaient un prétexte : on craignait ou l'on feignait de craindre que les insurgés des montagnes n'ourdissent quelque complot avec leurs coreligionnaires de l'Albaycin pour s'emparer de Grenade. Les Morisques de la campagne ou *vega* ne tardèrent pas à éprouver le même sort que ceux de la ville.

Une si cruelle expédition n'était pas faite pour calmer les esprits ; tous les proscrits de l'Albaycin qui purent échapper se jetèrent dans l'Alpuxarra, et grossirent les rangs de l'insurrection. Un grand nombre de bourgs et de villages qui jusqu'alors n'avaient pas bougé se soulevèrent, et Aben Humeya reçut dans le même temps de nouveaux renforts d'Alger et de Tétuan. Quittant alors la défensive, il attaqua à Berga, à la tête de dix mille hommes, le camp du marquis de Velez, et peu s'en fallut qu'il ne le prît d'assaut ; le combat fut long, acharné, le carnage effroyable, et la victoire, due en grande partie à la trahison de quelques espions mores, coûta cher aux Espagnols. On trouva parmi les morts plusieurs centaines de Berbères qui étaient venus au combat la tête couronnée de fleurs, ayant juré de vaincre ou de mourir *muxehedines,* c'est-à-dire en martyrs de Mahomet : leur dernier vœu fut rempli, ils périrent tous jusqu'au dernier.

Cependant la discorde s'était mise aussi dans le camp des Mores. Aben Humeya s'était fait des ennemis ; on lui reprochait sa cruauté, son avarice, son orgueil ; on l'accusait même de correspondre avec les chrétiens dans son intérêt particulier, notamment pour négocier la délivrance de son père, qui était toujours aux galères. Une conspiration se trama contre lui, elle réussit, et le roi de l'Alpuxarra, surpris dans son lit, fut étranglé par deux de ses officiers, ni plus ni moins qu'un czar de toutes les Russies. Il avait vingt-trois ans, juste l'âge de don Juan d'Autriche. Il fut question d'élire à sa place un capitaine turc nommé Hussein ou son frère Caracax, qui tous deux avaient trempé dans le complot ; mais ils répondirent l'un et l'autre que le dey d'Alger Aluch-Ali les avait envoyés pour être alliés des Andalous, non leurs rois. Sur leur refus, la couronne échut à un parent d'Aben Humeya, Diego Lopez Aben Aboo, qui avait le titre d'alcade des alcades et commandait les Africains auxiliaires ; il prit le titre de Muley Abdalah Aben Aboo roi d'Andalousie, et fit écrire sur sa bannière cette devise superbe : « Je ne puis désirer plus ni me contenter de moins. » Toutefois, il envoya demander son investiture au roi d'Alger, qui représentait le Grand Turc.

On aurait dû s'attendre à ce que le dernier Abencerage, Aben Farax, succédât au dernier Ommiade, Aben Humeya ; il n'en fut rien, et la fin d'Aben Farax fut plus misérable encore que celle de son heureux rival. Ses insolences et ses cruautés l'avaient rendu également odieux aux deux partis. Abandonné, abhorré de tout le monde, il se tint caché quelque temps dans un village des environs de Grenade ; mais ce village étant tombé au pouvoir des chrétiens, il fut obligé de fuir dans la montagne, et prit alors une résolution singulière : « Frère, dit-il à un mauvais chrétien, teinturier de son état, qui l'accompagnait dans sa fuite, nous sommes détestés de tout le monde. Aben Humeya nous tient le couteau sur la gorge, et, si les chrétiens nous prennent, nous n'échapperons pas à la corde. Un seul moyen nous reste : allons nous livrer à l'inquisition ; nous en serons

quittes avec elle pour une pénitence, mais du moins nous aurons la vie sauve. Moi, je suis trop connu à Grenade pour m'y présenter sans danger; prends les devants, et prie le saint-office de m'envoyer un ou deux familiers pour m'escorter. » Ce projet sourit au chrétien, et il fut décidé qu'il partirait seul, à la nuit tombante, de la caverne où ils étaient cachés; mais Aben Farax, malheureusement pour lui, se laissa surprendre par le sommeil avant le départ de son compagnon. Ce misérable, le voyant à sa merci, eut la pensée diabolique de le tuer, pour se faire un mérite de sa mort auprès de l'inquisition. Il saisit une pierre, et lui en donna tant de coups sur la tête, qu'il lui brisa les dents, les mâchoires, lui enfonça le nez, la bouche et les yeux. Le laissant pour mort, il se rendit à Grenade, où il se mit entre les mains du saint-office. Aben Farax demeura sans connaissance, pendant deux nuits et un jour, dans la caverne ensanglantée; le hasard ayant conduit là quelques Mores, ils l'aperçurent avec sa figure mutilée horriblement et ses blessures déjà pleines d'insectes. S'étant assurés qu'il respirait encore, ils le transportèrent charitablement dans leur village sans l'avoir reconnu, et le soignèrent si bien, qu'il guérit; mais quelle guérison! L'Abencerage resta défiguré au point que son visage, monstrueux à voir, n'avait plus forme humaine, et qu'on était obligé de lui insinuer les aliments avec un roseau, par un petit trou rond qui lui servait de bouche. Pourchassé dans cet état par les armes victorieuses des chrétiens, il erra quelque temps dans l'Alpuxarra, en demandant l'aumône sur les grands chemins. Ainsi finit le dernier Abencerage, beaucoup moins chevaleresque, on le voit, que celui de M. de Châteaubriand. Quand l'histoire fait des drames, elle les fait poignants, terribles, et laisse bien loin derrière elle, dans sa brutale énergie, les fictions des poëtes.

Le nouveau roi Aben Aboo obtint d'abord quelques succès; il reprit l'offensive et poussa la guerre avec vigueur dans le Val-de-Lecrin, en même temps que par ses ordre El Maleh soulevait la ville de Galère et les autres places situées sur les frontières du royaume de Murcie. Il était à craindre que ce royaume ne suivît l'exemple de l'Alpuxarra et que l'incendie ne gagnât par là le royaume de Valence, où les Morisques étaient en grand nombre. Ceux de Bentomiz et de Ronda continuaient impunément leurs ravages, et Aben Aboo sollicitait du roi d'Alger des renforts qu'il attendait d'un jour à l'autre, mais qui n'arrivèrent jamais.

Pendant ce temps, don Juan d'Autriche était toujours à Grenade, se plaignant avec amertume de l'inaction que lui imposait son frère Philippe II. Enfin, à force d'instances, il obtint la permission d'entrer lui-même en campagne, et partit de Grenade le 29 décembre 1569, avec toutes les forces qu'il put rassembler, forces insuffisantes, qu'il fallut augmenter plusieurs fois. Il avait avec lui, entre autres personnages éminents, le grand commandeur de Castille et son mentor, son ami, don Louis Quixada, qui s'était distingué sous le règne précédent comme homme de guerre et comme honnête homme. Fils du mystère et de l'amour, don Juan d'Autriche avait ignoré longtemps qu'il avait pour père l'empereur. Seul dépositaire du secret de sa naissance, Quixada l'avait élevé, dès le berceau, comme son propre fils, et l'appelait même son neveu; l'enfant mystérieux l'appelait son oncle. Ils s'aimaient tendrement et ne s'étaient jamais quittés; mais cette campagne leur fut fatale. Après avoir affronté tant de fois la mort dans les batailles et les siéges les plus mémorables, le vieux compagnon de Charles-Quint fut tué d'un coup d'escopette dans une obscure rencontre de cette guerre sans gloire.

Don Juan reprit une à une, après des pertes considérables et des efforts inouïs,

toutes les places de la frontière murcienne, Galère, Séron, Tijola, Purchena, et, remontant le fleuve d'Almérie, il vint se camper à Padulès d'Andarax, sur le territoire de l'Alpuxarra. Tandis qu'il opérait à l'est, le duc de Sésa bataillait à l'ouest avec des alternatives à peu près égales de succès et de revers; enfin les deux divisions se réunirent au foyer même de l'insurrection, qui de ce moment ne fit plus que languir. Les négociations avaient recommencé pour la reddition du pays et se poursuivaient activement. Don Juan avait promis le pardon du roi (le pardon de Philippe II!) à tous ceux qui viendraient à résipiscence; Aben Aboo lui-même semblait prêt à déposer les armes, et Fernand Habaki, l'un de ses premiers lieutenants, vint de sa part à Padulès faire acte de soumission aux pieds du fils de Charles-Quint; mais Aben Aboo se ravisa tout d'un coup. Non content de désavouer Habaki, il le tua, afin d'ensevelir son secret dans le silence du tombeau, et reprit les hostilités avec acharnement. Cependant le découragement s'était emparé des insurgés, et beaucoup reconnurent spontanément la loi du vainqueur; les autres se réfugièrent dans les bois, dans les cavernes de la Sierra-Nevada, où l'ennemi les traquait comme des bêtes fauves; sans places, sans vivres, sans munitions, ils s'affaiblissaient tous les jours, les vides faits dans leurs rangs ne se comblaient pas. Ce n'était plus une guerre, c'était une chasse.

Don Juan retourna à Grenade, puis à Madrid, pour aller de là prendre le commandement de la flotte chrétienne qui devait s'immortaliser à Lépante; mais ce radieux météore s'éteignit vite. Le jeune vainqueur du croissant alla mourir en Flandre, à trente ans, d'un mal foudroyant, inconnu. Sa gloire avait-elle porté ombrage au défiant Philippe II? Le sombre hôte de l'Escurial avait-il craint de voir l'amour des peuples se porter sur cette jeune et brillante tête, et le poison ne serait-il point venu en aide à ses terreurs? Des historiens l'ont affirmé, et la postérité n'a point traité leur imputation de calomnie.

Le duc d'Arcos, qui commandait à Ronda, passa à Grenade pour achever l'œuvre de don Juan d'Autriche. Il ne restait plus qu'une tête à frapper pour en finir avec la révolte. Cette tête était celle d'Aben Aboo; on ne pouvait l'atteindre par la force, on eut recours à la trahison. Aben Aboo, fugitif, errait de caverne en caverne dans les sierras de Berchulez et de Trevelez. A peine lui restait-il encore quatre cents hommes; ses auxiliaires turcs et marocains l'avaient eux-mêmes abandonné pour repasser en Afrique. Toute sa confiance dans cette extrémité reposait sur son secrétaire Abu Amer, qui la méritait à tous égards, et sur un monfi nommé Gonzalo Sénix, qui nourrissait contre le roi de l'Alpuxarra une secrète inimitié. C'est à ce cœur vindicatif que la trahison s'adressa, certaine de ne trouver aucune résistance. Une correspondance clandestine se noua entre Gonzalo Sénix et don Léonard Rotulo, gouverneur chrétien du préside de Cadiar, par l'intermédiaire d'un orfévre de Grenade nommé Barredo, à qui son commerce avait créé des relations nombreuses dans le pays. Aben Aboo eut quelques soupçons de ce qui se tramait; il prit une nuit avec lui Abu Amer, et, suivi d'une quarantaine d'*escopeteros*, se rendit à la caverne de Sénix, située dans les flancs inaccessibles du mont Huzum, entre Berchulez et Mécina de Bonbaron. Il laissa son monde à quelque distance, afin de ne pas éveiller la méfiance du monfi, et entra seul dans la grotte. Il lui demanda quelles affaires il avait avec Barredo. « J'allais le dire à votre seigneurie, répondit Sénix. Sachez que nous correspondons pour votre bien et pour celui de tous les malheureux qui languissent dans ces cavernes. Le président de Grenade nous offre notre grâce, à la condition que nous nous soumettions à sa majesté; nous serons

libres d'aller vivre où bon nous semblera, sans compter les grâces et les faveurs qui pleuvront sur nous. » A ces mots, il produisit une lettre de Barredo, où toutes ces belles promesses étaient exprimées au nom du président Deza et du duc d'Arcos. Aben Aboo entra dans une grande colère, et, jetant sur le monfi des regards terribles, il s'écria que tout cela n'était que mensonge et trahison. Là-dessus, il voulut sortir de la grotte pour appeler Abu Amer; mais Sénix, qui avait avec lui six de ses parents, gens déterminés et prêts à tout, le terrassa d'un coup de crosse sur la tête, puis l'acheva avec une pierre qui lui tomba sous la main. Les meurtriers cachèrent le corps de leur victime, et le lendemain le transportèrent secrètement sur un âne à la forteresse de Cadiar. Là, pour qu'il ne répandît pas d'odeur, ils l'ouvrirent et le salèrent après l'avoir empaillé. Informé de ce qui s'était passé, le duc d'Arcos ordonna que le cadavre fût conduit à Grenade avec les Mores qui s'étaient soumis. Voici en quels termes un témoin oculaire raconte cette étrange cérémonie.

« Ils entrèrent dans la ville au milieu d'un grand concours de gens désireux de voir le corps du traître qui avait porté en Espagne le titre de roi. En avant marchait Léonard Rotulo, gouverneur de Cadiar. Il avait à sa droite François Barredo, et à sa gauche Sénix, qui portait l'escopette et le cimeterre d'Aben Aboo; tous les trois étaient à cheval; le corps suivait sur une mule, soutenu et habillé de manière à paraître vivant; des deux côtés marchaient les parents de Sénix, armés d'arquebuses et d'escopettes. Après eux arrivaient les Morisques soumis, avec leurs bêtes de somme et leurs bagages, portant, les uns des arbalètes sans corde, les autres des arquebuses sans batterie. La compagnie de Louis d'Arroyo bordait la haie, et Jérôme Oviedo, commissaire de la guerre auprès des provinces réduites, fermait la marche avec un escadron de cavalerie. C'est ainsi qu'ils entrèrent en faisant des salves de mousqueterie, auxquelles répondait l'artillerie de l'Alhambra. Ils se rendirent droit au palais de l'Audience, où les attendaient le duc d'Arcos, le président don Pedro de Deza, les membres du conseil et un grand nombre de gentilshommes et de citoyens. Rotulo, Barredo et Sénix mirent pied à terre et allèrent baiser la main au duc et au président. En leur faisant sa révérence, Sénix leur remit le cimeterre et l'escopette d'Aben Aboo. « J'ai fait, leur dit-il, comme le bon pasteur : ne pouvant ramener à son seigneur la brebis vivante, j'en ai ramené la peau. » Le duc prit les armes en les remerciant tous les trois du bien qu'ils avaient fait dans cette circonstance, et leur promit de solliciter pour eux du roi des récompenses particulières. Il fit ensuite traîner sur la claie et couper en quartiers le cadavre d'Aben Aboo, dont la tête, renfermée dans une cage de fer, fut exposée sur la porte del Rastro, qui mène à l'Alpuxarra. On mit au-dessus l'inscription suivante : « Ceci est la tête du traître Aben Aboo; que personne n'y touche, sous peine de mort! »

Sénix reçut avec sa grâce la liberté de sa femme et de sa fille, qui étaient au nombre des prisonnières, et, de plus, une pension annuelle de 5,000 maravédis. Un historien du temps, don Diego de Mendoza, qui, lui aussi, a raconté la guerre des Morisques, ajoute que Barredo reçut du roi, pour prix de son stratagème, 6,000 ducats et une maison à Grenade, qui avait appartenu à un More chassé du royaume. Depuis, il passa plusieurs fois en Barbarie pour racheter des captifs, qui le tuèrent eux-mêmes dans un repas. Le fidèle Abu Amer, qui, jusqu'au dernier moment, avait refusé de se soumettre, fut pris dans un combat, et subit, vivant, le supplice qu'on avait infligé au cadavre de son maître Aben Aboo.

La guerre était finie; les vaincus passèrent en grand nombre au Maroc, où ils s'enrôlèrent dans l'armée d'Abdul-Malech, sous le nom d'*Andalous*, et contribuèrent à la victoire d'Alcazar-Kébir, où périt dom Sébastien de Portugal. Ceux des Morisques qui préférèrent la soumission à la fuite furent internés dans les différentes provinces du royaume, comme l'avaient été auparavant leurs frères de l'Albaycin et de la Vega. Les terres de l'Alpuxarra furent distribuées à des colons venus en grande partie de la Galice et des Asturies. Quarante ans plus tard, les Morisques furent chassés en masse de cette Espagne, qu'ils avaient si longtemps possédée et fécondée de leurs sueurs (1). Le fanatisme religieux, qui après tout a fondé la monarchie espagnole, cette sentinelle avancée de la chrétienté, l'emporta, dans cette occasion, sur l'intérêt matériel. L'industrie, le commerce de la Péninsule, son agriculture surtout, ne se sont jamais relevés de l'atteinte que leur a portée l'expulsion des Mores; mais enfin l'unité péninsulaire est constituée, et l'islamisme a été refoulé pour toujours vers son berceau.

Remarquons, avant de quitter cette Vendée musulmane, que Calderon, contemporain du dernier décret d'expulsion émané de Philippe III, ou, pour mieux dire, du duc de Lerme, a pris visiblement parti pour les vaincus dans sa belle comédie du *Siége de l'Alpuxarra*. Cette pièce semble une œuvre de réaction; tout l'intérêt y porte sur les Mores; leur rébellion est réhabilitée, leurs griefs sont énumérés, exagérés même dans des vers que signerait un bon musulman. Le sujet du drame est historique. Un chevalier more des environs d'Almérie, don Alvar Tuzani, avait perdu sa maîtresse, la belle Maleha, au sac de Galère; il retrouve parmi les cadavres son chaste corps, percé de deux coups mortels à la poitrine, et jure de la venger à tout prix sur l'indigne chrétien qui avait pu ravir au monde tant de beauté; il s'enrôle, pour le chercher, dans l'armée chrétienne, et le découvre dans le soldat Garcès. Il y a là une scène pathétique et terrible. Enfermé par hasard avec Tuzani dans la prison d'Andarax, Garcès avoue son meurtre, et, dans le portrait qu'il fait de sa victime, Tuzani reconnaît sa Maleha : il tue le meurtrier d'un coup de poignard, et s'échappe; mais il est repris et conduit en présence de don Juan d'Autriche, qui lui accorde son pardon à la sollicitation de sa cœur. Or, c'est ainsi, comme dit le poëte, que finit *Aimer après la mort, ou le Siége de l'Alpuxarra*. Quoique le jeune et brillant don Juan intervienne dans la pièce pour la dénouer, comme l'antique *deux ex machina*, il y fait une assez triste figure et s'y trouve entièrement éclipsé, non-seulement par le héros du drame, mais encore, — voyez l'audace, — par Ferdinand de Valor, qui n'est autre, on s'en souvient, que le roi d'un jour Aben Humeya. Il y a bien çà et là quelques restrictions, quelques réticences; mais ce sont des sacrifices faits au préjugé populaire, qui, bien loin de déguiser la partialité du poëte, la font paraître au contraire dans tout son jour. Ces légers palliatifs n'entament pas le fond du drame : quoi qu'on dise, quoi qu'on fasse, le héros de la pièce est un More, et le personnage odieux, un chrétien. Je m'imagine que le parterre de Madrid ne dut pas assister sans une extrême surprise à la représentation de cette comédie généreuse et téméraire. Louer des révoltés, des musulmans, en face de sa majesté catholique, à la barbe des inquisiteurs..., quel scandale! Il n'est pas bien certain que, sur ses vieux jours, Calderon, devenu prêtre et

(1) J'ai vu à Madrid un manuscrit espagnol, écrit par un Arabe, à l'usage des Morisques qui avaient oublié leur langue maternelle. C'est une suite de préceptes entremêlés d'observations sur l'Espagne et la cour de Philippe III.

dévot, n'ait pas fait pénitence, et que le saint auteur des *Autos sacramentales* n'ait pas désavoué l'auteur profane du *Siége de l'Alpuxarra.*

Ces préliminaires se sont beaucoup étendus, trop peut-être. Revenons à notre point de départ, car il s'agit ici d'un voyage, non d'une histoire. Partons enfin pour l'Alpuxarra, maintenant que nous avons pris une connaissance générale des choses et des hommes qui ont fait un nom à cette terrible contrée.

II.

Je sortis de Grenade le 4 juillet, à quatre heures du matin : c'était l'époque des grandes chaleurs, il fallait profiter des premières heures de la journée; dès huit heures, le soleil est brûlant. Je montais un cheval de louage assez bon. L'inévitable *mozo*, qui cumule les fonctions d'écuyer, de fourrier et de guide, me suivait sur une mule rétive chargée de mon léger bagage. Comme le pays est loin d'être sûr (quel pays est sûr en Espagne?), l'intendant de Grenade, qui alors était M. Alexandre Mon, aujourd'hui ministre des finances, m'avait donné pour escorte deux carabiniers du fisc, *dos carabineros de la real hacienda,* bien montés et armés jusqu'aux dents. J'avais moi-même dans mes fontes une paire de pistolets biscaïens, et à ma selle pendait un rétac, *retaco*, sorte de tromblon fort court que les contrebandiers portent sous leur manteau et qu'on charge jusqu'à la gueule. Je ne parle que pour mémoire d'un yatagan more qui brillait à ma ceinture. Tout cela réuni ne laissait pas de composer un arsenal fort respectable, et c'est ce qu'il fallait, car on va en partie de plaisir comme à la guerre dans cette bienheureuse Espagne. La petite caravane ne fut au complet qu'à Armilla, village situé à une lieue de Grenade; un des carabiniers s'était fait attendre, la mule n'était pas chargée à l'heure fixée, que sais je encore? Si, comme l'affirme le sage Franklin, le temps est l'étoffe des choses, on peut dire de l'Espagnol qu'il taille en plein drap; il n'est jamais pressé; n'arrivera-t-il pas toujours assez tôt? *Manana* et *que importa?* demain! et qu'importe? sont les deux mots favoris du vocabulaire et de la philosophie péninsulaire; un voyage au delà des Pyrénées est une école de patience et de résignation.

Alhendin est le dernier village de cette *vega* ou campagne de Grenade, à mon avis, beaucoup trop vantée; qu'y voit-on en effet? Du blé, toujours du blé et encore du blé. Ce n'est pas la peine de venir si loin pour en voir; il suffit d'aller en Beauce. Quant à ces citronniers, à ces orangers dont on la dit couverte, ils ne fleurissent, hélas! que dans l'imagination des poëtes; la température de la vega est trop froide pour qu'ils puissent y passer l'hiver en plein vent. Encore une illusion dont il faut porter le deuil! Passé Alhendin, le terrain, jusqu'alors plat et uni, commence à se briser et s'accidente de plus en plus. Un étroit défilé s'ouvre et débouche au pied d'une éminence d'où la vue embrasse la vega tout entière, Grenade au bout et le magnifique déploiement de la Sierra-Nevada, dont les deux grands pics rivaux, Mulehacen et la Veleta (1), sont couverts de neige en toute saison; de là l'épithète de *Nevada*, donnée à cette admirable montagne. Le Xénil en descend et serpente à travers les moissons d'or, pour aller baigner les tours

(1) Le pic de Mulehacen a 1,800 toises de haut; la Veleta, une trentaine de moins.

vermeilles de l'Alhambra. On dit que le dernier roi more, Abu Abdalla, surnommé *Rey Chico* (roi petit) dans les romances espagnoles, s'arrêta sur cette colline en partant pour son exil de l'Alpuxarra, et ne put retenir un profond soupir en voyant sa chère Grenade pour la dernière fois. Son vizir, Joseph Aben Tomixa, qui l'accompagnait, lui dit : « Réfléchissez, seigneur, que les grandes infortunes, pourvu qu'on les supporte avec force et courage, rendent les hommes aussi fameux dans l'histoire que les grandes prospérités. — Hélas! répondit en pleurant le pauvre roi détrôné, quelles adversités égalèrent jamais les miennes! — Tu as raison, lui dit alors sa mère Zoraya, de pleurer comme une femme le royaume que tu n'as pas su défendre comme un homme. » Ce lieu s'appelle encore aujourd'hui *Soupir du More.*

Au delà de cette colline commence le Val-de-Lecrin, dont le nom arabe signifie vallée d'allégresse; le pays en effet m'a semblé riant, bien cultivé, bien planté, plus varié surtout, et beaucoup plus pittoresque que la monotone et trop fameuse vega grenadine. Abritée contre les vents du nord par la Sierra-Nevada, la terre y est propre à toutes les cultures; l'olivier y abonde, les arbres les plus délicats, l'amandier, l'oranger, le citronnier, y prospèrent sans effort; ajoutez à cela le charme et la fraîcheur des eaux courantes qui sillonnent en tous sens ces campagnes privilégiées. Le premier village du val est Padul, le second Dureal, peuplés tous deux de laboureurs et de jardiniers. La route, d'abord assez commode et presque accessible aux charrettes, sinon aux carrosses, devient rude, rocailleuse, difficile, et suit brutalement les aspérités du terrain. Un ravin s'ouvre-t-il? elle descend à pic jusqu'au fond et remonte ensuite en ligne droite le revers opposé, si escarpé qu'il soit. Quoiqu'il fût de bonne heure encore, la chaleur était déjà si forte, qu'il fallut faire une halte au hameau de Talara pour laisser rafraîchir les montures; mais l'hôtellerie ou *venta* était si dénuée, si sale, si repoussante, que je n'y voulus pas même entrer et m'allai coucher sous les oliviers, au pied d'une longue arête de rochers taillés en scie, et dont les têtes chauves se dessinaient en gris pâle sur le bleu foncé du ciel. Les oiseaux se taisaient, en revanche toutes les cigales de la province chantaient en chœur dans les champs moissonnés de la veille.

A mesure qu'on avance, le pays devient plus montagneux et par conséquent plus pittoresque; il a dans la physionomie quelque chose du Cilento, cette partie inexplorée de la province de Salerne où est le cap de Palinure. On arrive à travers les grenadiers à Beznar, où Aben Humeya fut élu roi. L'élection se fit en plein air, comme au temps des patriarches, au milieu d'un champ d'oliviers; don Diégo de Mendoza nous a conservé les détails de cette cérémonie dans son *Histoire de la Guerre de Grenade.* Les femmes assistaient à l'élection, séparées des hommes, qui eux-mêmes étaient divisés en trois catégories distinctes : les veufs, les célibataires, les maris. On commença par les prières d'usage; les prêtres ou *f'kis* n'eurent garde d'oublier les prophéties accommodées à la circonstance et les horoscopes tirés de la conjonction des astres. Quatre bannières plantées en terre dans la direction des quatre points cardinaux flottaient au gré du vent, et l'élu royal eut grand soin de tourner le visage du côté du soleil levant, emblème de sa grandeur naissante. Revêtu d'une robe de pourpre et ceint d'une écharpe éclatante, il leva le pied droit, et, se prosternant devant lui, le dernier Abencerage Aben Farax baisa en signe d'obéissance la terre qu'il avait foulée. Le peuple alors le porta sur ses épaules en criant : Dieu bénisse Mahomet Aben Humeya, roi de Grenade et de Cor-

doue! Tel était le mode d'élection des anciens rois mores d'Andalousie, et aujourd'hui encore la même cérémonie se pratiquerait sans doute au Maroc, si quelque usurpateur heureux, Abd-el-Kader ou tout autre, venait à prendre la place d'Abderrhaman. Les coutumes des Mores sont immuables, les siècles passent sans les altérer, tout marche autour de ces tribus opiniâtres, elles seules demeurent immobiles et opposent une invincible inertie à la marée montante de la civilisation européenne.

Après Beznar vient Tablaté, dont le pont, jeté hardiment sur un ravin de deux ou trois cents pieds de profondeur, passe pour la clef de l'Alpuxarra; aussi en est-il fréquemment question, dans les récits de la guerre des Morisques, comme d'un point militaire de la plus haute importance. Prise et reprise tour à tour par les deux armées, cette position fut le théâtre de luttes acharnées et d'affreux massacres. Quand le marquis de Mondejar voulut s'en emparer pour la première fois, il trouva le pont rompu. Campés sur les hauteurs du bord opposé, les ennemis n'avaient laissé sur l'abîme qu'une frêle planche dont la vue seule donnait le vertige. L'armée espagnole s'arrêta court devant cet obstacle infranchissable; personne n'osait tenter un passage si périlleux; c'est bien ce que les Mores avaient prévu, et ils ne prenaient pas seulement la peine de le défendre. Tout à coup un franciscain, nommé Christoval de Molina, sort des rangs chrétiens; le crucifix dans une main, son épée dans l'autre et sa rondache accrochée à l'épaule, il tente bravement l'aventure au milieu d'une grêle de flèches et de balles qui pleuvaient sur lui des hauteurs voisines. Deux soldats l'imitent et le suivent de près sur la planche..., j'allais dire sur la corde tendue; l'un des deux tombe et arrive en pièces au fond du précipice; l'autre passe sans accident, et touche heureusement la berge opposée, précédé du moine intrépide. Électrisée par leur exemple et leur succès, l'avant-garde marche sur leurs traces, et bientôt l'armée entière franchit homme à homme le gouffre béant sous ses pieds. Le pas est forcé, la victoire reste aux chrétiens; mais ils en profitèrent mal, et prirent si peu de précautions pour assurer leurs cantonnements, que, surpris quelques jours après dans le village où ils s'étaient établis, ils y furent massacrés jusqu'au dernier par les monfis. Ces souvenirs guerriers sont bien loin de nous, et ces contrées, jadis si turbulentes, sont rendues depuis longtemps au calme, à la paix des travaux rustiques. Arrivé sur ce pont redoutable, je n'y trouvai ni arquebusiers chrétiens ni arbalétriers mores, mais une belle jeune fille aux yeux bleus, qui me présenta gracieusement des fruits dans une corbeille de jonc.

Le site est sauvage et semble avoir été tourmenté, bouleversé par la fureur des eaux diluviennes, ou par quelque tremblement de terre inconnu. Le sol est partout sillonné de crevasses profondes, et d'énormes quartiers de roc gisent entassés pêle-mêle les uns sur les autres, comme les débris d'une montagne écroulée; c'est à peine si, en quarante siècles, une végétation maigre et chétive a pu mordre sur ces blocs rebelles à toute culture. Peu à peu cependant, cette âpre nature s'adoucit, la plaine reverdit, les collines se boisent; viennent d'abord les châtaigniers, puis les oliviers, les mûriers, et enfin les citronniers, les orangers, inséparables, dans notre imagination, de ces contrées méridionales. Les vignes, qui, de juillet à décembre, donnent un raisin délicieux, se suspendent amoureusement aux bras touffus des alisiers; des sources jaillissent du pied des coteaux; des ruisseaux murmurent et fuient de tous côtés à travers les bois et les prés aromatiques. Beaucoup de ces eaux sont minérales, et attirent dans la belle saison les malades

et les oisifs des quatre points de l'Andalousie. Ajoutons qu'en fouillant les flancs de ces collines charmantes, on découvre des marbres qui ont l'éclat de la nacre, et une albâtre qui figure l'agate. Le pic de la Veleta, ce roi glacé de la Sierra-Nevada, protége au nord ce paradis de verdure.

Il y avait longtemps que je n'avais joui d'une si belle nature et d'une si belle soirée; le soleil baissait; les hauteurs de la sierra se teignaient déjà de la pourpre vive du couchant; tout imprégnée du subtil et puissant parfum des orangers, la brise des montagnes rafraîchissait l'atmosphère embrasée, et ravivait en passant les plantes brûlées par les ardeurs du soleil. Le grand et beau village de Lanjaron, un bourg, si vous voulez, bâti au milieu de cet Éden champêtre, n'est qu'une longue rue droite qu'il me fallut traverser d'une extrémité à l'autre. Les hommes étaient sans doute aux champs, car je n'en vis pas un seul dans le village; mais les femmes, en revanche, y étaient au grand complet. Elles prenaient le frais au seuil de leurs maisons; celles-ci filaient, celles-là brodaient, quelques-unes chantaient sur la guitare. La plupart étaient blondes, chose rare en Espagne, et toutes, suivant la mode andalouse, portaient coquettement dans leurs cheveux une rose épanouie. En passant sous le feu croisé de tous ces beaux yeux curieux et moqueurs, j'entendis voltiger à mes oreilles les remarques les plus piquantes et les plus singuliers commentaires. Les timides chuchotaient et souriaient en tapinois; les autres s'interpellaient hardiment d'une porte à l'autre en se montrant du doigt la caravane, et l'on riait, Dieu sait comme! car on avait les dents blanches. Le pauvre voyageur n'était pas épargné, et la charité chrétienne n'inspirait pas, on le devine, la verve de ces railleuses impitoyables. La pointe acérée de leurs bons mots piquait au vif; leurs quolibets mordaient jusqu'au sang. Un lézard tombé dans une fourmilière n'y eût pas été mieux dépecé, et n'en serait pas sorti en plus mauvais état; mais le moyen de se fâcher, elles étaient si jolies!

Lanjaron passé, on descend par une pente abrupte dans un torrent indompté, où l'on marche quelque temps au bruit des moulins et des cascades. On traverse ensuite un pays couvert, d'où l'œil s'égare à perte de vue dans un dédale immense de montagnes enchevêtrées les unes dans les autres, et qui, sous le nom général de la *sierra de Luxar,* vont mourir au Château de Fer, sur les marines de Motril et d'Adra. Les tons dorés et chauds du couchant s'étaient affaiblis, puis éteints; les premières crêtes de l'Alpuxarra ondoyaient devant moi dans les brumes blafardes du crépuscule, et au-dessus des autres cimes, bien haut dans la nue, se dessinaient pâles, mornes, menaçants comme deux spectres gigantesques, les pics souverains de la sierra neigeuse, Mulehacen et la Veleta. Un diadème d'étoiles couronnait leurs têtes blanches.

La nuit nous surprit au milieu d'un second torrent où finit le Val-de-Lecrin, et qu'on passe à gué comme tous les autres. Nous abordâmes fort tard et fort las à Orgiva, où je reçus par compensation l'hospitalité d'un compatriote. L'aubergiste était Français, Auvergnat de naissance et chaudronnier de son métier. L'Espagnol a fort peu d'estime pour cette profession, qui jadis était l'apanage exclusif des gitanos; aujourd'hui cependant, il faut bien le dire, quelque humiliant que soit cet aveu pour l'amour-propre national, nos concitoyens font concurrence aux fils de la Bohême, et s'en vont exercer par-delà les Pyrénées leur industrie nomade; bien plus, ils tondent les mules et hongrent les poulains nouveau-nés, ce qui, en Espagne, est regardé comme le dernier terme de la dégradation. Nonobstant le préjugé péninsulaire, l'enfant du Cantal, passant par Orgiva,

avait touché le cœur de la *posadera,* qui pour lors était veuve, et l'avait épousée, elle et sa *posada.* Je voudrais faire ici leur éloge; malheureusement l'hôtelière était laide, l'hôtellerie était sale, et quant à l'hôte, quoiqu'il m'eût servi le vin du curé, c'est-à-dire le meilleur du cru, je n'ai jamais payé plus cher un plus mauvais souper. Joignez à cela que l'honnête Auvergnat s'entendit avec le non moins honnête mozo pour me faire payer la dépense des montures, laquelle, selon nos conventions, n'était pas à ma charge. — Orgiva, gros bourg bâti au pied de l'Alpuxarra, forme un petit canton distinct qui confine avec les montagnes au midi, et au nord avec Torbiscon. La population s'adonne aux travaux agricoles. Quoique inégal et coupé, le territoire est fertile en produits de toute espèce, et les procédés ruraux des anciens Mores y sont restés en usage comme dans les huertas de Valence et de Murcie.

Le jour suivant, j'étais à cheval une heure avant le jour. Une descente rude et pierreuse nous conduisit au fleuve Guadalfeo, qu'il nous fallut traverser à gué en cinq ou six endroits, à la lueur des dernières étoiles; grossi par une fonte subite des neiges de la Sierra-Nevada, le fleuve roulait alors des eaux profondes et très-rapides; le passage n'était donc pas sans péril, surtout au milieu des ténèbres, et mon cheval perdit pied plusieurs fois. Les chevaux de mes carabiniers n'étaient pas meilleurs nageurs, et nous allions tous à la dérive, qui d'un côté, qui de l'autre, d'une manière alarmante. La mule même et le mozo fripon faillirent se noyer de compagnie. Pourtant tout le monde finit par s'en tirer; mais au delà du fleuve, de nouvelles fatigues nous attendaient : nous rencontrâmes un sentier plus raide encore et plus rocailleux que celui par lequel nous étions descendus. Il n'était que cinq heures du matin, et déjà les bouffées d'un vent chaud et sec qui me frappaient le visage annonçaient une journée caniculaire. Le soleil se leva tard pour nous, et nous le vîmes briller sur les hauteurs longtemps avant d'être atteints par ses rayons, car nous marchions au fond d'une *rambla,* nom qu'on donne en Espagne à de longs et profonds ravins creusés entre deux montagnes et qui facilitent l'écoulement des eaux; ces ravins servent aussi de route d'un village à l'autre, si bien qu'aux temps des crues, les communications sont complétement interceptées. Au delà des Pyrénées, on ne se préoccupe pas de si peu de chose; si l'on ne peut voyager, eh bien! l'on ne voyage pas. Les affaires en souffrent, qu'importe? demain les eaux baisseront, et alors on passera. *Demain!* et *qu'importe?* j'ai déjà dit que ces deux mots étaient l'expression trop fidèle du caractère espagnol.

La *rambla* où j'étais alors, et où je restai toute la matinée, forme le lit du fleuve de Cadiar, que je passai bien quarante fois en quatre heures. Quelle monotonie! quel ennui! serré, pressé entre deux parois nues et hautes de huit à neuf cents pieds, le voyageur ne voit rien à droite, rien à gauche; devant lui, un long ruban blanc se déroule indéfiniment, à mesure qu'il avance. Quand ce n'est pas dans l'eau, on marche sur des cailloux ronds qui roulent sous le pied des chevaux avec un bruit de ferraille étourdissant. Quelques saules et deux ou trois moulins sont les seuls accidents de ce paysage insipide et desséché. Je me trouvais alors dans la sierra de Contraviesa, qui court parallèlement à la Sierra-Nevada, dont elle forme le premier échelon du côté de la Méditerranée. Les Arabes l'appelaient la *sierra de l'Air,* sans doute à cause des grands vents qui y soufflaient de leur temps, mais qui ne s'y faisaient guère sentir à l'époque de mon passage. On m'avait promis des liéges séculaires, des chênes antédiluviens;

je ne sus voir, hélas! que de maigres arbustes suspendus piteusement aux flancs des rochers. Ce qu'il y a de plus rare en Espagne, ce sont les bois; c'est une si bonne fortune d'en rencontrer en voyage, qu'il n'y faut jamais compter. Le fleuve, si je l'avais remonté jusqu'au bout, m'eût conduit à Cadiar, ce village de l'Alpuxarra où la compagnie du capitaine Herrera fut égorgée pendant son sommeil par les monfis d'Aben Farax, le dernier Abencerage; j'aperçus de loin ce village par une échappée, mais je n'y montai point : je comptais pénétrer dans l'Alpuxarra par le revers opposé, et mon itinéraire me conduisait directement à Almérie.

Je quittai donc, et sans regret, cette première *rambla* pour une seconde aussi déserte, aussi profonde, mais beaucoup moins large que celle de Cadiar. La nouvelle *rambla* ne donnait passage à aucun fleuve, pas même au plus mince ruisseau; seulement quelques sources y filtraient péniblement à travers les sables fins et brûlants qui avaient remplacé les cailloux roulés du matin. Il y avait bien çà et là des myrtes et des buissons de pins maritimes, mais si bas, si chétifs, que des nains seuls auraient pu s'y abriter. La chaleur était suffocante; des deux côtés s'élevaient de grandes masses de terre blanche dont la réverbération brûlait les yeux, cette gorge étroite était une véritable fournaise. Pas un souffle n'agitait l'air, pas un nuage ne voilait, ne tempérait les rayons de ce soleil incendiaire; on pouvait tout aussi bien se croire dans quelque défilé du Sahara. La caravane avançait lentement, car les chevaux enfonçaient dans le sable, et les taons les déchiraient. Mes carabiniers, qui avaient commencé la journée en chantant, ne chantaient plus et soupiraient ardemment après une *venta* qu'ils savaient être dans ces parages. La mule baissait l'oreille, le *mozo* vivait sur la même espérance que les carabiniers; moi-même, à vrai dire, je commençais à m'apercevoir que j'étais à jeun, qu'il était midi, et que nous étions en selle depuis trois heures du matin. Enfin la venta si désirée parut à l'horizon et fut saluée par les hennissements et les hourras combinés des chevaux et des cavaliers.

Après une halte réparatrice dans un bois d'orangers, trésor d'autant plus précieux à pareille heure qu'il était moins attendu, nous poursuivîmes notre route de rambla en rambla. Je ne saurais dire précisément où j'étais, car nous avions l'air de tourner sur nous-mêmes dans un labyrinthe dont notre guide avait à peine le fil. Tout ce que je sais, c'est qu'on suivait toujours la lisière de l'Alpuxarra, à travers les plis et replis de la Contraviesa. Tous ces défilés se ressemblent, sauf un cependant qui me frappa et que j'entendis nommer, si j'ai bonne mémoire, Burdamarela. Figurez-vous deux arêtes de rochers rouges taillés et découpés de la manière la plus bizarre, ceux-ci en aiguille, ceux-là en coupole, d'autres en statues fantastiques, tous également pittoresques; un ruisseau rouge aussi, et qu'on prendrait pour un ruisseau de sang, tombe en cascade le long de leurs flancs décharnés et va faire tourner au fond de cet abîme, digne de l'enfer de Dante, le plus prosaïque de tous les moulins. Par un contraste étrange et charmant, une grande et belle fille aux yeux noirs, aux dents blanches, la première figure humaine que j'eusse rencontrée de la journée, me vint présenter gracieusement de l'eau qu'elle avait puisée dans un vase de bois; elle ne pouvait certes me faire un cadeau plus agréable, et ne voulut accepter en échange qu'une place dans mes prières *por la pobre Alpuxarreña,* pour la pauvre habitante de l'Alpuxarra.

Était-ce vraiment la fille du moulin, ou n'était-ce pas plutôt la bonne fée des

voyageurs? Le mozo sournois prétendit, lui, que c'était une sorcière, et qu'elle avait jeté un sort sur sa mule, parce que sa mule perdit un fer dans la rencontre. Il fallut quitter les bas-fonds et monter au hameau perdu de Barita, où l'on ne trouva ni fer ni maréchal-ferrant; force fut de pousser tant bien que mal jusqu'à Beninar, où l'on fut plus heureux. Ces deux villages, situés l'un et l'autre au-dessus du large fleuve d'Adra, que l'on passe sans pont, cela va sans dire, appartiennent aux anciennes tahas de Cehel ou Zueyhel, et sont aujourd'hui dans les limites de l'Alpuxarra. Mais quels villages, grand Dieu! je renonce à les peindre. Imaginez tout ce que vous pourrez de plus désolé, de plus désespéré, vous resterez encore au-dessous du réel. Et les habitants, quel air sauvage! quel abandon d'eux-mêmes! quels haillons! quelle ignorance de tout! Oubliés par la civilisation au milieu de rochers stériles qu'ils grattent de père en fils pour leur faire rendre un peu de blé, un peu de vin, les choses de première nécessité, ils sont aussi loin de l'Europe que s'ils habitaient les hautes vallées de l'Atlas ou de l'Hymalaya. Notre irruption à Beninar fit événement : la boutique, que dis-je? la caverne du maréchal fut bientôt assiégée, envahie par la population tout entière. Les femmes étaient les plus curieuses et les plus importunes; elles me tiraient toutes à la fois par mes habits pour savoir de quelle étoffe ils étaient faits, et si j'étais de chair et d'os comme tout le monde. Pendant ce temps, les enfants en chemise ou sans chemise me grimpaient aux jambes, tandis que leurs pères et leurs grands-pères jetaient à la dérobée sur mon escorte et sur moi des regards sombres et farouches. Nul doute que, si j'eusse été seul, ces bédouins de l'Espagne seraient allés m'attendre, l'escopette à la main, au coin du premier bois ou du premier rocher. Ce jour-là, j'en ai la conviction profonde, je dus la vie ou du moins ma bourse aux deux carabiniers de l'innocente Isabelle.

J'avais marché tout le jour au fond de ravins étouffés, j'avais besoin d'air et d'espace; mon désir fut satisfait : la longue et pénible côte de San-Roque me conduisit sur un vaste plateau découvert où l'horizon s'ouvrit tout d'un coup devant moi. La sierra de Gador m'apparut de là dans tout son développement. Ce n'est pas, certes, une vue riante; au contraire, cette montagne, célèbre par ses mines de plomb, ne l'est pas moins par sa sécheresse. Je n'y découvris pas un seul arbre, mais cette aridité même ne manque pas d'une certaine grandeur. Du plateau de San-Roque, on descend dans les belles campagnes de Berga, c'est-à-dire que l'on passe brusquement et sans transition de l'Afrique à l'Italie; je dis l'Italie, car j'ai trouvé à Berga des scènes et des sites champêtres que je n'ai vus nulle part en Espagne : l'Espagne, en général, est fort peu champêtre. Ici, par exception, les villa et les métairies sont disposées coquettement comme en Toscane et cachées à demi sous l'ombrage des figuiers et des oliviers ; la vigne est soutenue sur des piliers blancs et retombe en guirlandes chargées de grappes ; les grenadiers et les lauriers-roses servent de clôture et forment aux bords du chemin de ravissants massifs. La lune s'était levée et jetait sur cette fraîche et riante nature des lueurs mystérieuses; la sierra de Gador se dessinait en noir sur le fond étoilé du ciel.

L'hôte à qui j'eus affaire ce soir-là n'était pas un compatriote ; je ne m'en trouvai ni mieux ni plus mal : la posada de Berga vaut celle d'Orgiva. Le bouge qu'on m'y donna sous le nom pompeux de chambre noble (*cuarto caballero*) était si exigu, si étouffant, si fétide, et le lit me parut tellement suspect, que je me réfugiai sur la terrasse (*sotea*), et passai la nuit à la belle étoile, enveloppé dans mon manteau. Le

maître du logis ne s'en formalisa nullement. Le posadero espagnol ne compromet pas pour si peu sa gravité majestueuse et sa sublime indifférence; rien ne l'émeut, rien ne l'étonne; son flegme est magnifique, sa froideur impose, son accueil est celui d'un palatin; loin de souhaiter la bienvenue aux voyageurs, il les honore à peine d'un regard. Sa maison est ouverte, entrez-y; quant au reste, c'est à vous d'y pourvoir.

Le jour était depuis longtemps levé quand je partis le lendemain pour Dalias, et je fis la route, qui n'est que d'une lieue, mais une lieue d'Espagne, avec les paysannes qui portaient gaiement au marché, dans de petits paniers de sparte, des légumes, des fruits, surtout des figues, et déjà des raisins. Elles n'avaient pas la grâce et la beauté des femmes de Lanjaron (il n'y a qu'un Lanjaron sous le ciel des Espagnes), mais c'était la même désinvolture, les mêmes propos libres et hasardés. Leur jupon court et retroussé jusqu'à mi-jambe leur donnait un air leste et provocateur; leurs yeux noirs peu timides dardaient sous la rustique mantille de laine des regards malicieux. Ma présence les intriguait; elles tiraient à part mon escorte et l'accablaient de questions au moins indiscrètes. Qui étais-je? d'où venais-je? où allais-je? Mes carabiniers eux-mêmes n'en savaient pas tant. Ce qu'il y avait de certain, c'est que je n'étais pas un recruteur de sa majesté *don Carlos-Quinto*. La protection officielle de la *real hacienda* répondait de mon orthodoxie politique. On décida (et si c'était moins héroïque, c'était plus sûr) que j'étais quelque *administrador*, ou pour le moins un *inspector*, *contralor*, *contador*, que sais-je? En Espagne, tout le monde est fonctionnaire en *or*.

Dalias est un gros bourg assez bien percé, suffisamment aéré, et bâti sur les premiers plans de la sierra de Gador, c'est-à-dire tout à fait en plaine. Son nom veut dire *treille* en arabe, et encore aujourd'hui les raisins de Dalias sont exquis. Ce fut là, dit-on, le premier établissement fixe des Mores venus d'Afrique. Bien des siècles plus tard, lors de la révolte des Morisques, les chrétiens échappés au premier massacre se réfugièrent dans une vieille tour démantelée, où ils se défendirent bravement pendant trois jours et trois nuits. Enfin, les assiégeants y mirent le feu, et menacés d'être brûlés vifs, les assiégés demandèrent à capituler. Joignant la moquerie à la cruauté, les monfis leur répondirent que, puisqu'ils ne pouvaient passer par l'escalier déjà brûlé, ils n'avaient qu'à passer par la fenêtre, et qu'on les recevrait en bas à composition. La tour était fort élevée, mais, pressés par le feu qui déjà les enveloppait de toutes parts, les malheureux chrétiens finirent par se précipiter. Les uns se tuèrent, les autres se rompirent les membres; tous, même les femmes et les enfants, furent achevés à coups de couteau. Voilà ce que les *monfis* appelaient recevoir à composition.

A la sortie de Dalias, nous passâmes par un étroit défilé, planté de figuiers, et qui était jonché de mules et de chevaux morts. Une épizootie foudroyante avait éclaté quelques jours auparavant, et plusieurs convois de bêtes de somme avaient été cruellement décimés dans ce ravin meurtrier. Telle est l'incurie espagnole, qu'on n'avait pas même songé à enlever ces cadavres, dont la putréfaction achevait d'empoisonner l'air. Je traversai cette affreuse voirie aussi vite que le mauvais chemin me le permit, et, sorti heureusement de la gorge homicide, je débouchai dans une plaine immense, stérile, déserte, brûlée par un véritable soleil des tropiques. Pas un arbre, pas même un arbrisseau; la Méditerranée encore invisible est au bout; la sierra de Gador court à gauche; à droite s'étend à perte de vue une lande abandonnée; quelques fabriques de plomb apparaissent de loin en loin, et

la fumée noire qui s'en échappe salit l'azur éclatant du ciel. Ce champ de feu s'appelle champ de Dalias, et porte le surnom vulgaire de *Cantaranas* (*Chante-Grenouilles*); il faudrait bien plutôt l'appeler *Chante-Cigales*, car je n'entendis tout le jour que le cri métallique et agaçant de cet insecte importun. Une taverne isolée, la Venta-del-Campo, s'élève au milieu de ce désert africain, et bien qu'elle soit le séjour de la soif, de la faim, de pis encore, on est heureux de trouver un abri, même celui-là, contre les ardeurs de cette zone torride. Quelle misère! quel dénûment! Pas un morceau de pain, à peine un peu de paille pour les animaux, et quelques gouttes d'une eau saumâtre, épaisse, nauséabonde, qu'on eût partout ailleurs repoussée avec dégoût; mais, dans l'Alpuxarra, à midi, par une chaleur équatoriale, on se contente de peu. Une glace de Tortoni eût valu là..., je n'ose dire combien, et l'on comprend que la belle duchesse d'Albe, voyageant en Espagne, se fît suivre de son glacier.

Il fallut repartir, car je voulais coucher le soir même à Almérie, dont j'étais loin encore. La plaine continue, la chaleur aussi; pas un mouvement de terrain, pas un nuage au ciel. Les montures étaient haletantes; le mozo prétendait, en jurant et maugréant, que j'assassinais ses bêtes et ruinais son patron; un des carabiniers dormait paisiblement sur sa selle, l'autre essayait en vain de faire bonne contenance, ses yeux se fermaient tout doucement, et son menton battait sa poitrine. On parvint ainsi jusqu'à Roquetas, ancien château fort qui n'est plus qu'un village, où l'on charge de la soude et beaucoup de plomb pour la France. On gagne de là l'extrême bord de la mer; on le suit quelque temps, et bientôt l'on attaque la fameuse montée de Cañarete, gorge étroite, escarpée, qui s'élève en zigzag et serpente péniblement sur les flancs d'une montagne à pic; c'est un site effrayant, terrible; des rocs nus, décharnés, se dressent de toutes parts comme des squelettes gigantesques, et la mer se brise à leur pied avec un bruit lugubre; un vent perpétuel fait voler dans l'espace l'écume des vagues, et mugit sourdement dans les fissures du rocher; les choucas et les oiseaux de proie ajoutent, par leurs cris sauvages, à l'horreur de ce lieu formidable. Le sentier est si rapide, qu'il a fallu des murs d'appui pour le rendre praticable; encore, malgré cette précaution nécessaire, indispensable, le vertige prend-il aux meilleures têtes.

Un pareil passage est tout justement taillé pour la commodité des malfaiteurs et des partisans de toute espèce, qu'ils fassent la guerre aux voyageurs ou seulement au fisc; aussi la légende de l'endroit est-elle riche en récits d'embuscades, de surprises, de faits d'armes de plus d'un genre. A l'approche de ce pas périlleux, mes deux carabiniers s'étaient réveillés tout à fait; ils avaient même eu soin de rafraîchir l'amorce de leurs carabines et de leurs pistolets; j'en avais fait autant de mon côté. La prudence, sinon la crainte, était permise : peu de temps auparavant, sept gardes-côtes avaient été assaillis et battus à plate couture par une vingtaine de contrebandiers, lisez dix, pour ne rien exagérer. L'aventure de la veille pouvait se renouveler le lendemain, car ici la contrebande n'est pas un fait isolé, mais un fait permanent, de tous les jours; c'est l'état de choses de ces parages, tout le monde s'en mêle, depuis le ministre qui laisse faire, et pour cause, jusqu'au vagabond sans feu ni lieu, qui paie de sa personne et brave l'escopette des préposés pour une douzaine de cigares ou un madras anglais. Toutefois la journée se passa sans coup férir; je n'eus pas même, hélas! l'émotion d'une rencontre suspecte.

Une fois au point culminant du Cañarete, la beauté de la vue dédommage des

fatigues de la matinée; l'œil plane sur tout l'espace de mer contenu entre la Pointe d'Hélène et le promontoire volcanique de Gate, autrefois cap Carideno. La ville d'Almérie apparaît bientôt elle-même, gracieusement assise au fond de sa rade en fer à cheval. Les crêtes bleues des deux sierras de Filabrès et d'Algamilla percent la nue, comme les créneaux d'une citadelle élevée contre le ciel par l'orgueil des Titans. Le soir venu, ce magnifique panorama se couvrit d'une vapeur d'or, qui passa bientôt au pourpre, et les brises marines nous firent oublier par leur fraîcheur vivifiante les ardeurs tropicales des landes de Dalias. La lune brisait ses pâles rayons dans le miroir onduleux de la Méditerranée. Les chevaux avaient repris courage, et ne se ressentaient point des rudes épreuves de la journée; le mozo lui-même ne jurait plus, et les carabiniers entonnaient des *coplitas*.

La *coplita* est une romance de quatre vers, le plus souvent improvisée et chantée, qu'elle soit gaie ou triste, sur un air invariable; cet air sacramentel est une cantilène monotone un peu sauvage, souvent fausse, et n'a pour lui que cette espèce d'originalité qui constitue la couleur locale. Soit dit sans faire tort à mes deux chevaliers du fisc, improvisées ou non, leurs *coplitas* laissaient beaucoup à désirer, sous le rapport de la musique et des paroles; leurs voix d'ailleurs ne les faisaient pas valoir. Une entre toutes, cependant, me parut mieux que les autres et m'est restée dans la mémoire : c'est la plainte amoureuse d'un prisonnier, disons tout, d'un galérien, *presidiario*, qui n'a que son cœur à donner, mais qui, en le donnant, croit faire encore un cadeau de prix. Hâtons-nous d'ajouter, pour l'honneur de l'objet aimé, que la peine des présides n'entraîne pas en Espagne l'infamie que laisse chez nous le bagne. Voici le quatrain des carabiniers tel qu'ils le chantaient; si la mesure n'y est pas, qu'on s'en prenne aux chanteurs, non à moi : je cite littéralement.

No soy duque, conde ne marques,
Soy un pobre presidiario ;
Mas un corazon quien sufre y calla
No se incuentra donde se quere (1).

Le sentiment exprimé dans ces vers ne manque assurément ni de dignité ni d'orgueil; il représente fidèlement la fierté native, la personnalité chevaleresque, *pundonorosa*, du peuple, du vrai peuple espagnol. Les échos de la nuit répétaient encore les dernières notes de la *coplita* militaire, quand nous arrivâmes devant Almérie. La porte de la ville allait se fermer, car il était tard. La population des campagnes était depuis longtemps couchée, celle de la ville l'était aux trois quarts; aussi ne fut-ce pas sans peine, et surtout sans attendre (en Espagne on attend toujours), que je parvins à me faire ouvrir la posada de San-Fernando.

III.

Selon l'opinion commune, qu'on nous pardonnera de résumer en deux mots, Almérie est une cité phénicienne; son premier nom fut Port-Grand; les Romains

(1) « Je ne suis duc, comte ni marquis, je suis un pauvre galérien; mais un cœur qui souffre et se tait ne se rencontre pas où l'on veut. »

la baptisèrent Urci; elle s'appela ensuite Viji, et son nom actuel, qu'elle tient des premiers Mores débarqués en Espagne, veut dire en arabe *miroir*. Sœur aînée de Grenade, Almérie fut sa rivale et brilla longtemps avant elle, témoin ce vieil adage populaire :

Almérie était Almérie,
Grenade était sa métairie.

Indépendamment de ses produits agricoles, elle avait de grandes manufactures d'étoffes de soie, d'or et d'argent; son commerce était si étendu, si prospère, qu'on l'appelait la Clef du Gain, *Llave de Ganancia*. En 1147, les Génois assiégèrent cette ville avec une armée navale composée de soixante-trois galères et de cent soixante-trois bâtiments de transport; malgré des forces si imposantes, ils ne vinrent à bout de leur entreprise que grâce à l'assistance du roi de Castille et du comte de Barcelone, dont les troupes attaquèrent la place par terre, tandis qu'eux-mêmes l'assaillaient par mer. Quelle idée tant d'efforts réunis contre une seule ville ne donnent-ils pas de sa puissance! Quoique poussé avec vigueur, le siége dura longtemps. La défense des Mores fut héroïque, mais inutile; ils succombèrent. Emportée d'assaut, Almérie fut livrée au pillage. Le butin fut immense; entre autres richesses, les vainqueurs en rapportèrent la fameuse coupe d'émeraude, *sacro catino*, qui fit sous l'empire le voyage de Paris, et qui, restituée à Gênes en 1815, est conservée aujourd'hui dévotement dans le reliquaire de la cathédrale. Telle est l'origine que don Diego de Mendoza dans son *Histoire de la Guerre de Grenade*, et les chroniqueurs les mieux informés attribuent à la précieuse relique de San-Lorenzo; mais s'il faut en croire les Génois, le *sacro catino* aurait été conquis à Césarée au temps des croisades, bien des siècles auparavant, il aurait, selon eux, figuré parmi les présents offerts à Salomon par la reine de Saba, et même c'est dans ce plat merveilleux que le Rédempteur du monde aurait partagé avec ses disciples l'agneau pascal. Qui donc s'imagine-t-on glorifier par de semblables rêveries?

Retournons à Almérie, et passons des fables du cloître aux réalités de l'histoire. Conquise par les rois catholiques deux ans avant Grenade, Almérie mourut du coup, ou du moins elle ne fit plus dès lors que végéter et languir. Son sol est toujours aussi fertile, son climat aussi propice, sa rade aussi sûre; mais la vie manque, et tout manque avec elle. Plus de commerce, plus d'industrie, l'agriculture est restée dans l'enfance. Aux riches et intrépides galères du moyen âge ont succédé de méchants caboteurs, dont Alicante et Malaga sont les colonnes d'Hercule. Les grandes manufactures d'étoffes précieuses ont fait place à de misérables fabriques de sparterie qui occupent la population pauvre, c'est-à-dire à peu près tout le monde. On me fit voir en grande pompe, et comme quelque chose d'extraordinaire, une fabrique de céruse et une autre de plomb à giboyer, qui me parurent peu florissantes. Tout ce qui ne vit pas des ateliers ou des champs vit de la pêche, sans préjudice de la contrebande, qui est l'industrie mère et avouée du pays; on s'en cache à peine. Si je ne la faisais pas, se dit chacun à part soi, mon voisin la ferait à ma place, et le fisc n'y gagnerait rien. Cette commode logique met les consciences à l'aise.

Ne croyez pas, quand je vous parle de contrebande, qu'elle se pratique ici clandestinement comme un trafic honteux et coupable dont soi-même on rougit; non, elle se pratique en plein soleil, à main armée, aussi publiquement que s'il s'agis-

sait de la spéculation la plus naturelle et la plus licite. Un débarquement est annoncé; trois ou quatre cents cavaliers, souvent plus, surgissent comme par enchantement, et, bien montés, bien armés, se rangent en bataille sur la côte pour recevoir au débarquement la cargaison frauduleuse. Que voudriez vous qu'une poignée de douaniers fît contre une armée? Qu'elle mourût? Oh! l'on n'est point si héroïque en Espagne; on aime mieux partager. Dix-neuf fois sur vingt, la douane est complice et prend sa part du butin. Il y en a pour tout le monde; ne faut-il pas bien que tout le monde vive? Une fois débarqués, les ballots sont chargés tranquillement sur des mules, et conduits en bon ordre et sous bonne escorte à leur destination. On fait bien aussi la contrebande par les Pyrénées et par la frontière de Portugal; mais, comparées aux expéditions du midi, celles du nord et de l'ouest tombent dans les infiniment petits. Tandis que j'étais à Almérie, on parlait d'un convoi de huit cents mulets, et, quelques mois auparavant, six cents contrebandiers des environs s'étaient laissés surprendre dans la rivière de Tabernas, au pied de la sierra de Filabrès. Cette fois, le fisc avait été mis sur la trace des fraudeurs, non par ses suppôts ou ses espions, mais par des jaloux; car il est à remarquer (et c'est là un des traits caractéristiques de cette étrange industrie) que, lorsqu'une ville ou un village ont opéré leur débarquement, ils prêtent main-forte à la douane contre le débarquement du voisin, afin, disent-ils naïvement, d'empêcher la concurrence.

Les Anglais, comme chacun sait, sont les instigateurs de ces fraudes monstrueuses, et l'Espagne n'est pas pour eux une alliée, c'est un débouché; aussi la guerre civile faisait-elle bien leur affaire; ils n'y voyaient qu'une diversion favorable à leur âpre négoce. Tandis qu'on se battait en Navarre, les côtes d'Andalousie étaient dégarnies de troupes, et le métier n'en allait que mieux. On ne se figure pas la masse de produits britanniques introduits ainsi dans la Péninsule, sans compter ceux qui y entrent par les voies régulières; les villes et les campagnes en sont inondées; un jour suffit à l'approvisionnement d'une année. Fondez, après cela, une industrie nationale. Encore quelques années de ce régime, et l'Espagne pourrait se trouver, vis-à-vis de l'Angleterre, à l'état de colonie, comme le Portugal l'est depuis le traité de Méthuen. Je tiens le fait suivant d'un ministre anglais à Madrid. Le chiffre des exportations destinées à l'Espagne dans une seule ville, Liverpool, et pour un seul article, le coton, a dépassé, en un seul mois, le chiffre des importations totales de la douane espagnole pendant toute une année, et pour tous les articles de tous les pays. L'excédant était entré par contrebande. Quelle perte énorme pour le trésor! Les choses en sont arrivées à ce point que les manufacturiers catalans vendent, comme provenant de leurs propres fabriques, des tissus anglais marqués à leur nom par leurs correspondants de Manchester ou de toute autre place, et introduits en fraude dans leurs magasins. Jamais l'exploitation d'un peuple par un autre ne s'est pratiquée sur une plus grande échelle et par des moyens plus machiavéliques. La ruse échoue-t-elle, on recourt à la violence, et le droit du plus fort est là pour couvrir et légitimer les iniquités les plus criantes; les croisières anglaises n'ont pas d'autre but, et les huit cents canons de Gibraltar, contre qui donc croyez-vous qu'ils soient braqués? Tout le monde le sait, tout le monde le dit; mais on le répète en vain tous les jours et dans toutes les langues : l'Angleterre n'en poursuit pas moins sa route en ligne droite avec une persévérance, une audace, qui ont fait d'elle l'arbitre suprême de tous les marchés.

La première chose qu'on montre d'ordinaire à un voyageur dans une ville étrangère, surtout au midi de l'Europe, c'est la cathédrale, qu'elle en vaille ou non la peine. Celle d'Almérie est un assez beau vaisseau du XVIe siècle; mais elle est fort basse, par crainte sans doute des tremblements de terre, et, contemporaine des révoltes morisques, elle a je ne sais quel faux air de forteresse, comme si, en cas d'attaque, elle avait dû servir de refuge aux fidèles. On y voit encore des citernes, et le clocher carré aurait pu, au besoin, faire une bonne défense. Ici, du reste, il n'est pas question d'architecture : montueuses et tortueuses, pavées mal ou pas du tout, les rues, percées au hasard, s'en vont où elles peuvent et comme elles peuvent; jetées pêle-mêle les unes par-dessus les autres, les maisons affectent la même liberté, le même désordre. La plupart sont carrées, et toutes, soigneusement passées à la chaux, se terminent par des terrasses où l'on prend le frais pendant les soirées d'été. Si, au lieu de s'ouvrir sur la rue, les croisées s'ouvraient en dedans sur les cours intérieures, on prendrait ces habitations pour des maisons moresques. A cela près, il n'existe pas dans toute l'Espagne une ville dont la physionomie soit plus arabe que celle d'Almérie, vue surtout à vol d'oiseau. J'avais quelque peine à ne pas me croire de l'autre côté de la Méditerranée. Pour compléter l'illusion, la vieille forteresse sarrazine qui domine la cité ressemble trait pour trait à la casbah de Tanger : elle est, comme elle, abandonnée, demantelée, ruinée; mais on y découvre encore, en cherchant bien, quelques vestiges des appartements habités jadis par les émirs. Elle pouvait, dit-on, contenir vingt mille âmes; la ville entière, y compris son faubourg, ne les contient pas aujourd'hui.

Malgré les violentes réactions catholiques des XVIe et XVIIe siècles, quelques maisons particulières ont échappé au marteau du saint-office et gardé intact le cachet more. Je m'en rappelle une entre autres, dans la rue dite de la Descente d'Almanzor (*Bajada de Almanzor*), que l'on prendrait pour une maison de Constantine ou de Tétuan; le nom même de la rue ne saurait être plus musulman. Presque toutes avaient autrefois des noms analogues; mais elles ont été pour la plupart débaptisées par les Français en 1808, qui leur ont donné pour parrains les grands hommes de l'époque ancienne et moderne. Il y a la rue Murillo, la rue Cervantès, la rue Sénèque, la rue Trajan, et ainsi des autres. Certes, on ne pouvait être plus courtois envers les peuples conquis.

La courte occupation française s'est signalée par un bienfait plus efficace : elle a chassé les morts et avec elle la mortalité du sein des églises. Le cimetière construit par les Français à l'extérieur de la ville en est assez éloigné pour être en certains temps un but de promenade. On s'y rend en tartane (traduisez patache), à travers de vastes champs de cactus-opuntia; mais la paresse indigène se contente ordinairement de la promenade intérieure de la ville. Cette promenade est plantée des plus beaux ormeaux que j'eusse vus en Espagne. On va m'objecter sans doute que l'ormeau n'est pas précisément un arbre oriental, et qu'il s'allie mal aux souvenirs du croissant. D'accord; aussi n'est-il ici que l'exception : il frappe comme une anomalie à côté des cactus, des lauriers-roses, et surtout des palmiers, qui balancent leur tête africaine dans les cours et dans les jardins. Almérie jouit d'une grande richesse et d'une grande variété de végétation : la soude, le coton, le sparte, croissent de toutes parts dans les environs de la ville; la canne à sucre, le café, l'indigo, l'ananas, s'y sont acclimatés sans peine. J'ai mangé au mois de juillet des chirimoyas du Pérou venues en pleine maturité dans le jardin

du gouverneur, et l'on pourrait naturaliser de même sur le territoire d'Almérie tous les fruits d'Amérique les plus délicats, les plus savoureux. Je ne parle pas des mûriers, des platanes, des amandiers; tous ces arbres et beaucoup d'autres du même genre sont communs dans tout le midi de l'Espagne. Nous ne saurions mieux terminer l'énumération de ces richesses naturelles qu'en citant le passage suivant du *Voyage Scientifique* de Guillaume Bowles : « Me promenant un jour, dit-il, à quelques centaines de pas de la ville, je vis que la mer avait rejeté sur la plage cinquante à soixante vers de cinq à six pouces de long sur un de large, et dont le corps était divisé en anneaux. J'en pris un, et m'aperçus qu'il secrétait abondamment dans mes mains une liqueur qui les teignait en pourpre; je le coupai en huit morceaux, et de tous les huit sortit la même liqueur, si bien que j'en recueillis ainsi une bonne cuillerée. Cette découverte me fit penser que la pourpre, si estimée des anciens Orientaux, qu'ils l'achetaient au poids de l'or, émanait de trois animaux différents : le murea ordinaire, qui vit toujours au fond de la mer; la pourpre proprement dite, coquillage imparfait que l'on voit souvent voguer sur l'eau comme un navire, à l'aide d'une membrane qui lui sert de voile, et enfin le ver sans coquille que je viens de décrire (1). » Laissons au naturaliste anglais l'honneur et la responsabilité de sa découverte; remarquons seulement que les habitants d'Almérie n'en tirent aucun parti; bien plus, ils l'ignorent, et l'insecte précieux distille en pure perte sur leurs grèves sa pourpre orientale.

Si jusqu'à présent je n'ai rien dit de la population, c'est que je n'ai rien à en dire; hidalgos et commerçants m'ont paru peu cultivés, peu sociables, et dépourvus de toute originalité. L'habit des hommes est celui de tout le monde. Les femmes sont restées plus fidèles aux traditions de leurs mères; la basquine noire est toujours de mode, et les chapeaux du Palais-Royal, ou prétendus tels, n'ont pas encore détrôné la mantille indigène; on voudrait seulement qu'elle encadrât de plus jolis visages. Je ne parle pas de la chaussure : le soulier quasi-chinois et le bas de soie bien tiré sont le triomphe des Espagnoles de toutes les provinces et de toutes les classes. Comme partout, le paysan a plus de caractère que les citadins, et son costume est assez pittoresque, quoique peu compliqué et singulièrement élémentaire. Rien de plus simple, de plus primitif; jugez-en. Une tunique de toile qui laisse à nu les jambes, un gilet sans manches, des sandales de sparte nommées *alpargatas*, une ceinture rouge et un feutre à larges bords, voilà ce costume au grand complet. Encore ne parlé-je ici que du *labrador* aisé; le manœuvre ne porte qu'une chemise et un caleçon Quant aux enfants, je n'ai pas besoin de vous dire qu'ils vont tout nus dans les champs, dans les rues, et se roulent au soleil comme des sauvages de l'Océanie.

Un Irlandais qui a sur le bord de la Méditerranée une assez belle maison m'en fit les honneurs avec beaucoup de cordialité, bien que je ne lui fusse ni connu ni recommandé. Quand je n'étais pas en course, j'étais sur sa terrasse, suivant du regard les tableaux mouvants du port et les navires qui fuyaient à l'horizon comme des oiseaux blancs. Plus la journée avait été brûlante, plus la soirée était fraîche. Mariées ensemble, les brises de terre et de mer confondaient dans l'espace le parfum salin des plantes marines et les émanations plus douces de la vega. C'étaient là vraiment des nuits élyséennes. Le paysage d'ailleurs est admirable, et possède, indépendamment de beautés plus modestes, les deux éléments du sublime

(1) *Introduccion a la historia natural y a la geografia fisica de Espana*, in-4°, page 164.

dans la nature, les montagnes et l'Océan. On oublie l'Europe dans cette Afrique anticipée; j'y faisais pour ma part une assez bonne vie, et je l'aurais volontiers prolongée, si l'Alpuxarra ne m'eût réclamé. Il fallait songer enfin à y transporter ma tente.

CHARLES DIDIER.

(*La seconde partie à un autre numéro.*)

DE

LA COLONISATION

DE LA

GUYANE FRANÇAISE.

> Il y a longtemps que je songe à Cayenne; c'est le plus beau pays de la terre pour y fonder une colonie.
>
> (Napoléon, cité par M. Thiers.)

On entend souvent dire que les Français ne sont pas colonisateurs. Cette assertion est ridicule et fausse. Nos pères ont largement fait leurs preuves en ce genre; ils ont fondé les plus belles colonies dans les systèmes opposés : Saint-Domingue, avec l'esclavage des noirs; le Canada, au moyen du travail libre de la race blanche. Dans l'Inde, ils ont préparé les bases sur lesquelles l'Angleterre a élevé sa merveilleuse puissance. Mais s'il est injuste de refuser à la France d'une manière absolue le génie de la colonisation, il est malheureusement vrai que depuis le commencement du siècle, le goût et l'intelligence des opérations coloniales se sont affaiblis chez nous. Les gouvernements successifs n'ont voulu voir, dans ces affaires lointaines, qu'un embarras de plus pour eux. Au lieu de se passionner comme les Anglais pour les intérêts de ce genre, nos hommes d'état, nos spéculateurs, daignent rarement les étudier. Quant à la foule, elle reste indifférente, à moins qu'une entreprise ne lui soit présentée, comme celle de l'Algérie, avec le ruineux prestige de la gloire militaire.

Aussi, qu'est-ce que notre politique coloniale? Une succession de demi-mesures,

de palliatifs insuffisants, de projets sans suite, d'acquisitions mesquines annoncées avec emphase. Nos établissements sont laissés dans un état de malaise et d'anxiété qui n'est ni la protection efficace ni l'abandon sincère. Au reste, si nous ne nous abusons pas, cet état de choses touche à son terme, et les deux lois qu'on vient de voter auront du moins pour mérite de dessiner plus nettement la situation. Une crise dont les symptômes sont déjà apparents forcera les pouvoirs de la métropole à prendre des mesures décisives. Il faudra qu'on sache enfin si la France se résigne au sacrifice de ses possessions intertropicales en les abandonnant à la fatalité, ou bien si elle entend les conserver en avisant franchement aux moyens de salut.

Le point de départ de la réforme inévitable doit être l'abolition de l'esclavage. Une commission dont nous avons analysé les travaux (1) proposa d'indemniser les colons au moyen d'un fonds de 150 millions, dont les intérêts à 4 pour 100, amassés pendant dix ans et réunis au capital primitif, auraient produit une répartition de 210 millions. En théorie, la combinaison était ingénieuse autant que loyale; restait la difficulté de faire accepter aux chambres une lettre de change de 210 millions, à dix ans de date. Le ministère n'osa pas en faire la demande. Après deux ans d'indécision, on imagina de présenter deux lois, l'une favorable aux esclaves, l'autre aux propriétaires; la première offrant aux noirs l'espérance de la liberté en leur attribuant les moyens d'acquérir et le droit de se racheter; a seconde, ayant pour but de rassurer les maîtres, en avisant aux moyens d'acclimater des ouvriers européens, et de réparer ainsi la défection des nègres. Au contraire, les deux projets, qui devaient servir de correctif l'un à l'autre, ont été amendés par les chambres de manière à s'aggraver mutuellement. Il serait permis de croire qu'on a cherché le secret d'affranchir les noirs sans indemniser les blancs. S'il arrivait en effet qu'à la suite des lois récemment votées, les ouvriers robustes et intelligents, ceux qui procurent des bénéfices, recouvrassent la liberté, les maîtres, hors d'état de garder à leur charge les paresseux et les invalides, chercheraient à s'en débarrasser par des affranchissements volontaires; l'esclavage légal finirait par la ruine des colonies. Après avoir repoussé obstinément les projets de réforme, les colons en viendront à solliciter d'eux-mêmes une émancipation générale et définitive, afin d'avoir au moins le dédommagement de l'indemnité. Faudra-t-il alors imposer à la métropole un sacrifice de 210 millions, ou, si les chambres s'y refusent, laissera-t-on dépérir nos établissements coloniaux?

En de telles circonstances, un examen sérieux nous semble dû à un nouveau mode d'émancipation que son auteur, M. Jules Lechevalier, a nommé le *procédé français,* pour le distinguer des précédents systèmes, empruntés presque tous à l'Angleterre. Ce projet nous attire d'autant plus, qu'il est combiné avec un plan de régénération de la Guyane, possession des plus intéressantes et pourtant bien négligée.

Le caractère distinctif de M. Jules Lechevalier est l'instinct de l'innovation, tempéré par le sentiment de l'ordre et le bon sens pratique. Les qualités positives de son esprit l'ont préservé du vertige dans le saint-simonisme et le fouriérisme qu'il a successivement traversés. De ces deux écoles, il a conservé la sympathie pour les classes laborieuses, et une tendance à résoudre tous les problèmes par l'association des intérêts, c'est-à-dire qu'il a pris le bon qui n'est pas nouveau, et laissé le nouveau qui n'est pas bon. Son mode d'émancipation est un programme

(1) *De la Société coloniale. — Revue des Deux Mondes,* n° du 15 juillet 1843.

purement industriel qui peut supporter la rigide analyse des administrateurs et des économistes. Il ne faut pas perdre de vue, en appréciant cette conception, qu'il s'agit d'opérer sur un sol nouveau, et dans des circonstances entièrement nouvelles. En appelant récemment la sympathie des chambres sur la Guyane, le gouvernement lui-même a reconnu que l'état désespéré de cette colonie réclamait un remède exceptionnel.

Voilà six ans bientôt que M. Jules Lechevalier propage sa théorie avec un dévouement qui est, pour ainsi dire, passé dans ses instincts. Les études les plus variées, les voyages, une foule de publications dont il supporte les frais, témoignent de sa conviction profonde. Des auxiliaires éclairés et très-utiles lui sont venus de la Guyane : d'abord M. Favard, délégué de la colonie, et ultérieurement MM. de Saint-Quantin et Sauvage, se sont associés à son œuvre. Par la réunion de leurs efforts, un projet dans lequel on n'avait vu d'abord qu'une ingénieuse utopie est devenu une affaire très-positive, déjà encouragée par un double vote parlementaire. La majorité des colons de la Guyane en sollicite la réalisation ; le gouvernement l'étudie ; les notabilités du commerce et de la finance offrent des capitaux. La sanction des chambres sera sans doute sollicitée à la session prochaine.

La proposition de M. Jules Lechevalier ouvre un monde nouveau où les difficultés semblent disparaître. Le principe est l'association. Une fois admis, toutes les solutions en découlent comme par enchantement. L'argent manque aux colonies? On fait affluer les capitaux européens en mettant la propriété coloniale sous la garantie du gouvernement, en mobilisant des fortunes qui jusqu'alors ne pouvaient être ni divisées ni transmises. Il est à craindre, disent les partisans de l'esclavage, que les nègres affranchis ne se refusent au travail. M. Lechevalier les captive de nouveau par les liens de l'intérêt personnel. Il leur assure en minimum les nécessités de la vie, et leur offre en outre l'appât d'une large participation aux bénéfices. La rançon des esclaves cesse également d'être un embarras. Il y a présentement dans nos colonies une déperdition déplorable de ressources, par suite de la rareté et du prix excessif de l'argent, par suite des procédés vicieux de la fabrication. N'est-il pas évident que, si on y attirait les capitaux, si on y introduisait les méthodes éprouvées en Europe, si l'on multipliait les travailleurs en réhabilitant le travail, on obtiendrait un surcroît de produits assez considérable pour compenser le sacrifice de l'indemnité?

La base du système est, comme nous l'avons déjà dit, l'exploitation en commun avec le concours des capitaux de la métropole, substituée à une industrie morcelée et nécessiteuse. Par exemple, une de nos colonies étant choisie pour lieu d'expérience, on suppose une compagnie formée par l'accord des propriétaires du sol, d'un certain nombre de capitalistes et du gouvernement. Les premiers apporteraient dans l'association leurs terres, leurs esclaves, leur matériel; les seconds fourniraient l'instrument du travail, l'argent; l'état n'engagerait que son crédit, c'est-à-dire qu'il garantirait aux actionnaires, sur l'ensemble du fonds social, un minimum d'intérêt de 4 pour 100 au plus. Or, comme l'industrie coloniale, toute défectueuse qu'elle est aujourd'hui, produit en général beaucoup plus de 4 pour 100 sur le capital engagé, il est certain qu'elle rapporterait davantage encore après avoir reçu les perfectionnements désirables, et qu'en conséquence la garantie du gouvernement serait purement nominale.

Si séduisante que soit cette combinaison, il y aurait de la témérité à la mettre

à l'épreuve sur une trop grande échelle. Il serait effrayant d'offrir la caution de l'état pour une somme égale au revenu total de nos quatre colonies à esclaves. Ici comme pour les chemins de fer, l'intervention du gouvernement n'est nécessaire qu'au début pour lancer les capitalistes dans la voie féconde des spéculations maritimes. Par un hasard des plus heureux, une grande expérience nationale peut être faite sans dépasser des limites qu'atteignent aujourd'hui beaucoup d'entreprises particulières. La France possède une colonie dont les ressources éventuelles sont incalculables, la Guyane, et qui néanmoins, dans l'état de dépérissement où on la laisse, ne représente qu'un assez faible capital. La métropole peut donc contribuer à sa régénération sans assumer une responsabilité trop lourde. Nous allons voir que tout dans cette contrée semble se prêter aux idées de colonisation émises par M. Jules Lechevalier.

I. — ÉTAT DE LA GUYANE.

La portion française de la Guyane présente une superficie qu'on a évaluée à 18,000 lieues carrées, c'est-à-dire égale aux deux tiers du territoire français. La région intérieure est trop peu connue pour qu'il soit possible d'en apprécier les ressources. Les *basses-terres* de la zone maritime, dont le développement est d'environ 120 lieues sur une profondeur moyenne de 20 lieues, sont d'une incomparable fertilité. Lorsqu'on interroge, en s'aidant d'une intéressante publication (1), plus de cent voyageurs qui ont exploré le pays depuis la fin du XVIe siècle, on est frappé de l'unanimité de leur exaltation à la vue de tant de richesses naturelles. Pour ne citer que le plus récent, Schomburgk, savant anglais, chargé par son gouvernement d'une étude sur le pays, déclare que peu de parties du globe peuvent être comparées à la Guyane pour le luxe et la vigueur de la végétation. L'été y est éternel, et la puissance du sol, secondée par certains phénomènes de température, procure une succession non interrompue de récoltes ; l'arbre se couvre de nouvelles fleurs avant qu'il soit dépouillé de ses fruits. Les engrais, le labourage, les assolements, les jachères, y sont des procédés inconnus, parce qu'ils ne sont pas nécessaires. Il suffit de remuer la terre assez pour recouvrir la semence. Le colon en est resté à la culture du sauvage. La seule peine qu'il prend est de défricher un nouveau terrain dès qu'il croit remarquer que son champ se fatigue.

Les denrées de l'Inde, de la Chine, de l'Arabie, des Moluques, de l'Afrique, réussissent à la Guyane aussi naturellement que celles qui sont la base du commerce intertropical. Et pourtant l'agriculture ne serait pas encore la veine d'exploitation la plus féconde ! La Guyane, à l'exception des petits coins de terre que les Européens ont deblayés, n'est encore qu'une forêt aussi majestueuse par son immensité que par sa prodigieuse richesse. On y a compté déjà cent huit espèces de bois. Des arbres gigantesques, portant leurs têtes à des hauteurs dont l'Européen ne peut se faire idée, entrelacent leurs branches variées d'aspect et de feuillage. Quelques-uns, d'un grain prodigieusement serré, ont été reconnus par les ingénieurs anglais comme les meilleurs pour la marine. Beaucoup d'autres, aussi variés pour

(1) *Extraits des auteurs et voyageurs qui ont écrit sur la Guyane,* par M. Victor de Nouvion, 1 vol. in-8°, chez Didot.

la qualité que pour la nuance, sont précieux pour l'ébénisterie. Les bois de teinture, les arbres à gomme, à résine, à baumes, les plantes aromatiques et médicinales, sont en aussi grand nombre que dans les contrées les plus favorisées. Chose étrange, et qui paraîtrait incroyable sans le témoignage unanime des voyageurs, dans cette nature indomptée, les animaux dangereux sont rares et peu menaçants pour l'homme (1). Ceux au contraire dont on peut tirer parti pour l'alimentation ou pour l'agrément s'y multiplient étonnamment; la pêche surtout, aussi variée qu'abondante, peut donner lieu à un grand commerce de salaisons. Nous ne pousserons pas plus loin cet inventaire des richesses de la Guyane. Si nous répétions tout ce qu'en ont dit les voyageurs depuis trois siècles, nous aurions l'air de lancer un de ces programmes effrontés qui se démentent eux-mêmes par de ridicules exagérations.

Que faisons-nous cependant de ce magnifique domaine que nos pères avaient ennobli en lui donnant le nom de *France équinoxiale?* Sur les deux mille lieues carrées des basses-terres, une dizaine de lieues seulement sont occupées, mais non pas complétement mises en culture. Quant à la région des hautes-terres, qui est grande comme un royaume, on s'en préoccupe si peu, que depuis plus d'un siècle on néglige d'en déterminer exactement les limites. Dans l'origine, les droits de la France s'étendaient au sud jusqu'au fleuve des Amazones. En 1713, les négociateurs d'Utrecht réservèrent exclusivement au Portugal la navigation de ce fleuve en lui attribuant « la propriété des terres appelées du *Cap-Nord,* et situées entre la rivière des Amazones et celle de Japoc ou de Vincent-Pinçon. » S'autorisant de la vicieuse rédaction de cet article, la cour de Lisbonne prétendit reculer les frontières de la Guyane portugaise jusqu'à l'Oyapock, c'est-à-dire cinquante lieues plus loin que la petite rivière qui porte à la fois le nom indien de Japoc et celui de l'Européen Vincent Pinçon. Voilà cent trente-deux ans que cette difficulté diplomatique est pendante, tant est grande l'insouciance de nos hommes d'état pour nos intérêts coloniaux!

Quelle est donc la cause de cette incurie? Une crainte traditionnelle et vague, une accusation mille fois démentie. En deux circonstances également malheureuses, quoique bien différentes, un assez grand nombre de nos compatriotes ont trouvé leur tombeau à la Guyane. Il en est resté contre ce pays un sentiment de défiance, une de ces incriminations irréfléchies, et d'autant plus fâcheuses, que personne n'a un intérêt direct à les contrôler. On croit presque généralement en France que la Guyane est insalubre. L'opinion publique, qui n'analyse jamais ses sentiments et qui les conserve jusqu'à ce qu'un préjugé contraire les efface, est encore, relativement à la Guyane, sous l'impression déjà ancienne de deux catastrophes, le désastre de Kourou en 1763 et la fin tragique des victimes du 18 fructidor. On revient aisément de cette prévention dès qu'on étudie historiquement les tentatives faites jusqu'à ce jour pour utiliser la France équinoxiale; loin d'y trouver des motifs de découragement, on n'y puise que des leçons utiles et même une sorte d'excitation pour l'avenir.

Il paraît certain que des Français avaient pénétré dans la Guyane, dès l'époque

(1) « Les reptiles venimeux, dont si mal à propos on épouvante l'Européen, n'existent pour ainsi dire pas dans ce canton (les hautes-terres) de la Guyane. Les bêtes féroces y sont très-rares, et tous ces animaux sont d'une timidité extrême. Le tigre même n'ose attaquer l'homme. » (M. Dumonteil, officier du génie maritime. 1823.)

où l'aventureux Walter Raleigh traversait ce même pays pour atteindre El-Dorado, objet de ses rêves. Toutefois nos premiers établissements datent, comme presque tous nos essais de colonisation, du ministère de Richelieu. Quelques centaines de colons français étaient déjà disséminées entre l'Amazone et l'Orénoque, lorsque des négociants rouennais obtinrent, en 1633, le privilége d'une compagnie d'exploitation dite du Cap-Nord. Après quelques essais infructueux, on crut donner du ressort à l'entreprise en lui adjoignant comme chef militaire un certain Poncet de Brétigny. C'était, par malheur, un de ces aventuriers très-communs alors, que l'orgueil du commandement et une cupidité effrénée poussaient à la dernière extravagance. Il faisait marquer au front, avec un fer estampillé à son nom, ceux qui désobéissaient à ses ordres. Aussi superstitieux que cruel, il punissait sans pitié les moindres infractions aux préceptes de l'église : il lui arriva même de torturer des gens dont le seul crime était d'avoir fait des rêves de mauvais augure. Cet odieux despotisme exaspéra les indigènes, et provoqua un massacre dans lequel le gouverneur périt avec presque tous les Français. Une nouvelle compagnie dite des *douze seigneurs,* parce qu'elle comptait autant de chefs associés, recruta sept à huit cents hommes, qu'elle embarqua en 1652, sous le commandement d'un gentilhomme normand nommé Royville. A peine en mer, les associés se désunirent ; le sang coula sur le vaisseau ; le commandant fut poignardé. Au terme de leur voyage, les colons se trouvèrent sous la conduite d'une dizaine de nobles bandits qui ne tardèrent pas à s'entr'égorger. A la suite d'une petite guerre intestine, un des douze fut décapité, trois autres relégués dans les déserts ; les suites de la débauche firent bientôt justice du reste. Nous laissons à penser ce que dut être la colonie qui se forma à la suite d'une expédition ainsi conduite.

Pendant que la France jetait à la Guyane, comme dans les Antilles, les enfants perdus de ses grandes villes ou des niais recrutés dans les cabarets de village, la Hollande envoyait dans ses possessions lointaines des cultivateurs imbus de l'esprit de famille, laborieux et persévérants, aussi habiles à vaincre les éléments et les obstacles naturels qu'à entraver les établissements des autres peuples. L'île de Cayenne, que l'on croyait abandonnée par les Français, tant leurs affaires y étaient désespérées, offrit un refuge aux Hollandais chassés du Brésil. Juifs pour la plupart, ils firent un appel à leurs coreligionnaires d'Europe, et moins de dix années leur suffirent pour organiser l'exploitation du pays. Le spectacle de leur prospérité excita la jalousie des premiers possesseurs. Le roi de France, se déclarant le souverain légitime de tout le pays compris entre l'Amazone et l'Orénoque, bien que plusieurs points du littoral fussent occupés par les Anglais, donna ordre à ses lieutenants maritimes de reprendre Cayenne. Les Hollandais eussent néanmoins obtenu l'autorisation d'y rester ; mais, craignant d'être inquiétés pour cause de religion, ils se retirèrent à l'ouest du Maroni, dans la région de Surinam. Pendant la plus grande partie du règne de Louis XIV, Surinam et Cayenne vécurent, comme leurs métropoles, en état de guerre, et se comprimèrent mutuellement par la crainte qu'elles s'inspiraient. Le traité d'Utrecht consacra le partage définitif de la Guyane entre la France et la Hollande. La colonisation hollandaise, poussée avec le plus grand succès du Maroni jusqu'à l'embouchure de l'Orénoque, excita la convoitise de l'Angleterre, qui trouva moyen d'en ravir la moitié. Le retour de la paix fut moins profitable à la partie française. La culture des terres resta concentrée dans l'île de Cayenne, dont la population, vers 1750, dépassait à peine cinq mille personnes, y compris les esclaves. La France possédait à cette époque des colonies si vastes et si

florissantes, qu'elle n'éprouvait pas le besoin d'agrandir la sphère de son action maritime. Ce fut seulement en 1763, après la perte du Canada et de plusieurs des Antilles, qu'on tourna les yeux vers la France équinoxiale avec cet enthousiasme fébrile qui a valu tant de mécomptes à notre nation. Tel est le point de départ de cette désastreuse expédition de Kourou, dont le souvenir lugubre porte encore malheur à notre colonie.

Malgré la gravité du sujet et la tristesse du dénoûment, il est difficile de ne pas provoquer le rire en racontant la folle entreprise de 1763 : c'est un des incidents qui caractérisent le mieux la légèreté présomptueuse du XVIIIe siècle. Le premier ministre, M. de Choiseul, est dans l'impatience d'effacer un traité déshonorant pour son administration. On lui suggère l'idée de remplacer les populations riches et dévouées du Canada que la France vient de perdre, en colonisant la Guyane. Envoyer pour féconder la terre et triompher du climat des hommes sobres, laborieux et rompus aux fatigues de la culture, décréter quelques précautions sanitaires, ce sont des idées bourgeoises qu'on abandonne au vulgaire bon sens des Hollandais. Le rêve de Versailles est d'organiser, non plus une exploitation agricoie et commerciale, mais une force militaire, une société-modèle, renouvelant dans toute sa pureté le type féodal qui commence à s'altérer en Europe. On calcule qu'avec une propagation sans obstacles, la métropole peut posséder en peu de temps une succursale capable de protéger ses autres possessions américaines. En conséquence, des prospectus éblouissants sont répandus dans le public. Avec les gentilshommes ruinés et les cadets de famille qui se présentent, avec la foule des pacotilleurs et des paysans, on a les éléments d'une hiérarchie féodale, seigneurs, bourgeois et vilains. Le parti est si bien pris de reconstruire le moyen âge sous la zone torride, qu'on évite de réunir les nouveaux colons au noyau de population déjà établi à Cayenne. Le terrain qu'on choisit est la plage inhabitée qui s'étend du fleuve Kourou aux possessions hollandaises. Le ministre Choiseul et le duc de Praslin se font attribuer une sorte de suzeraineté sur ce vaste territoire; ils ont le droit de le découper en fiefs au profit des seigneurs, qui doivent à leur tour distribuer des lots de terre aux paysans de leurs domaines. La conduite de l'expédition est partagée entre deux chefs jaloux l'un de l'autre, un gouverneur inhabile, le chevalier Turgot, frère du ministre, et un intendant d'une probité suspecte, M. de Chanvallon. Soutenue par le gouvernement et bien lancée par les agioteurs, l'affaire réussit à merveille; les capitaux abondent, et les engagements sont sollicités comme une faveur.

A partir de novembre 1763 jusqu'au milieu de l'année suivante, les convois se succédèrent assez rapidement. Les lieux choisis pour le débarquement étaient une langue sablonneuse et des îlots à peine déblayés à l'embouchure du Kourou. Une seule habitation, construite anciennement par les jésuites, était réservée comme siége du gouvernement. Quant aux seigneurs, ils trouvèrent pour manoirs féodaux des *carbets,* c'est-à-dire des cabanes, comme celles que construisent les esclaves, avec des pieux fichés en terre et du branchage pour toiture. Néanmoins, les premiers débarqués purent conserver pendant quelque temps leurs illusions. La noblesse de cette époque ne concevait pas l'existence sans la comédie, les arts, le luxe élégant et la débauche après boire : le gouvernement avait donc eu la touchante sollicitude de faire appel à toutes les professions qui ont pour but le plaisir; on avait enrôlé des acteurs, des musiciens, et jusqu'à des filles de joie. Les premiers mois s'écoulèrent dans une sorte de fascination. Pendant que le gouverneur

Turgot menait joyeuse vie à Paris avec les cent mille livres d'appointements qu'il s'était fait allouer, l'intendant Chanvallon s'occupait à divertir la colonie naissante. Par ses soins, les marchandises étaient étalées dans des échoppes symétriquement alignées de manière à former galerie ; la foule se pavanait au milieu, les dames en robes traînantes, les gentilhommes en brillants uniformes. Le coup d'œil était galant et magnifique, dit un des témoins oculaires, on se croyait au Palais-Royal : la journée était couronnée, comme à Paris, par les plaisirs du soir, le bal ou l'opéra, le jeu ou l'intrigue ; on vivait bien d'ailleurs, et sans souci du lendemain, avec des comestibles apportés de France. Il y avait à coup sûr quelque chose d'étourdissant dans ce contraste d'une civilisation raffinée avec la majesté sauvage des déserts ; mais la féerie devait bientôt s'évanouir. De nouveaux convois arrivant sans cesse, on commença à souffrir de l'encombrement et à concevoir des doutes sur les moyens de subsistance. Les approvisionnements, apportés d'Europe à grands frais, s'altéraient rapidement par l'effet de la traversée et sous l'influence du climat. Le commerce particulier offrait peu de ressources : les marchandises, envoyées au hasard par les négociants de la métropole, étaient en grande partie des objets de luxe, sans rapport avec les besoins de la colonie ; on possédait, par exemple, un magasin de patins dans un pays où la glace est inconnue. Bref, au mois de juillet 1764, quatorze à quinze mille personnes étaient entassées sur les plages du Kourou, avec des aliments insuffisants et malsains. De même qu'on avait improvisé une ville, on voulut improviser une récolte. Les seigneurs, dédaignant de travailler, exigèrent en revanche une double corvée de ceux qu'ils considéraient comme leurs vassaux. La fatigue excessive des uns, l'oisiveté non moins dangereuse pour les autres, la mauvaise nourriture, l'ennui, la discorde, le désespoir, firent de la colonie un foyer dévorant de contagion : treize mille personnes périrent dans des souffrances atroces ; les autres n'échappèrent à la mort qu'en se dispersant. En moins d'une année, un capital de 33 millions avait été englouti ! Cet affreux dénoûment, qui mettait en deuil tant de familles, causa en France une consternation générale. Le parlement évoqua l'affaire ; il en résulta un interminable procès, qui fut étouffé plutôt que vidé. Pour excuser leur impéritie, les accusés s'appliquèrent à décrier le climat équinoxial : ce moyen de défense, répété pendant dix années, finit par enraciner dans les esprits le préjugé contraire à la colonie.

La partie éclairée du public savait si bien à quoi s'en tenir sur l'affaire du Kourou, que jamais les projets pour la régénération de la Guyane ne furent plus nombreux que depuis cette catastrophe jusqu'à la révolution. Les seules entreprises fructueuses ont été les travaux de desséchement exécutés pendant la trop courte administration de Malouet. En 1789, l'orage révolutionnaire commença à gronder sur les colonies. Appelés à la liberté subitement et sans condition, les esclaves, pour qui la liberté était la cessation du travail, abandonnèrent la culture. En dépit des déclamations de la tribune parisienne, il fallut en venir aux moyens de rigueur pour ramener les noirs sur les plantations : le sang coula plus d'une fois dans les émeutes et sur les échafauds. Pour le nègre, la différence entre les deux régimes se résuma ainsi : esclave, il était contraint de travailler sous la peine du fouet ; citoyen libre, il fut invité à travailler sous peine de mort. L'esclavage franchement avoué fut rétabli par la loi de 1802 ; mais le génie colonial était dérouté, et d'ailleurs la guerre maritime suspendait les communications avec la métropole. A défaut de commerce, les spéculateurs eurent l'idée d'armer des corsaires : leurs

premiers succès attirèrent promptement les représailles. En 1809, les Portugais, soutenus par les forces anglaises, surprirent Cayenne et l'occupèrent jusqu'aux traités de 1815; il est juste de dire que leur domination, douce et équitable, n'a laissé dans le pays que de bons souvenirs. La pacification de l'Europe rendit la Guyane à la France. Depuis cette époque, l'opportunité de coloniser cette belle possession a été d'autant mieux sentie que la suppression de la traite et l'amoindrissement de la population font craindre une ruine complète. Qu'en est-il résulté? Beaucoup de projets avortés, de tentatives mesquines sans appui sincère de la part du gouvernement, ont été plus nuisibles à la colonie qu'une indifférence absolue.

A la fin de la période révolutionnaire se rapporte un incident non moins déplorable, non moins funeste pour la Guyane que l'expédition de 1763 : nous voulons parler des déportations en masse décrétées en fructidor contre les fauteurs et les complices présumés d'une conspiration royaliste. Un parti actif et puissant se trouva intéressé à dire que le gouvernement républicain, trop affaibli pour oser livrer ses ennemis aux bourreaux, les condamnait à respirer un air empoisonné, et par malheur la mort d'un assez grand nombre des exilés donna quelque vraisemblance à cette accusation. La passion qui a faussé le regard et troublé le jugement des contemporains est loin de nous aujourd'hui. Représentons-nous donc trois à quatre cents hommes, prêtres, anciens nobles, députés, savants, avancés en âge pour la plupart, surpris par un décret foudroyant, arrachés à leurs familles, à leurs habitudes, entassés dans les entre-ponts d'un vaisseau, sans secours, quelquefois même sans nourriture, pendant une longue traversée, et puis jetés nus et souffrants dans des cantons déserts (1), où ils doivent improviser des moyens d'existence, où leur liberté même est entravée par des précautions de police! Le seul étonnement qu'on doive éprouver, ce nous semble, est que sur trois cent vingt-huit déportés cent soixante-un seulement, un peu moins de la moitié, aient succombé.

A ces préventions injustes opposerons-nous les témoignages recueillis par M. de Nouvion? Soixante-treize voyageurs s'accordent à vanter la salubrité de la Guyane avec l'accent passionné de la conviction. Ce n'est pas assez pour quelques-uns d'entre eux de garantir la salubrité de l'air; ils lui attribuent une vertu préservative contre beaucoup d'affections chroniques. Un des plus anciens explorateurs français, Boyer de Petit-Puy, disait, dès l'année 1654 : « Ceux qui vont dans ce pays-là, et qui sont sujets aux gouttes, aux catarrhes, aux sciatiques, aux fluxions et aux humeurs, reviennent en parfaite convalescence. » Nous lisons dans la dernière relation, celle de Schomburgk, qui porte un caractère scientifique : « La phthisie est inconnue sur la côte; des personnes atteintes de cette maladie et arrivant d'Europe ou du nord de l'Amérique se sont parfaitement remises. » Nous ne prendrons pas de telles promesses à la lettre. C'est entre les apologistes systématiques et les détracteurs aveugles que nous nous placerons pour saisir la vérité.

Par comparaison avec nos autres colonies américaines, on peut dire qu'en général la Guyane est un pays sain. Seulement, dans son abandon actuel, elle présente les inévitables inconvénients de tous les lieux dépeuplés. Par exemple, la région des basses-terres, la seule qui soit occupée, est ordinairement detrempée par les pluies; or, pendant la saison chaude, les lieux bas qui ne sont pas desséchés con-

(1) A Sinnamari et à Conamana.

servent des eaux stagnantes qui croupissent et exhalent un principe fiévreux. N'est-il pas évident qu'avec cet ensemble de travaux et de ressources qui constituent la civilisation, on faciliterait l'écoulement des eaux pluviales, et qu'on préviendrait pendant les sécheresses la formation des marécages? Dans l'intérieur du pays où les mêmes accidents n'ont pas lieu, la salubrité du climat n'a jamais été mise en doute. Quant à l'élévation de la température, elle peut être incommode pour les étrangers, mais non pas nuisible. Suivant la remarque sensée d'un voyageur, cette qualification de zone *torride* a été funeste aux contrées équatoriales; il y a dans l'alliance de ces deux mots quelque chose qui donne à l'Européen l'idée d'une fournaise où on respire un air embrasé. Trop peu de personnes savent, dans les pays dits *tempérés*, que le degré de la chaleur est déterminé bien moins par la vertu calorifique du soleil que par la configuration des terrains et les phénomènes atmosphériques. A la Guyane, par exemple, plusieurs causes contribuent à atténuer l'ardeur solaire : l'atmosphère y est continuellement rafraîchie par les brises marines ou les vents de terre, par l'abondance des pluies ou la tiède évaporation des eaux. Le climat du midi de la France, pendant la saison d'été, peut donner une idée de la température ordinaire. La différence entre les deux pays consiste en ce que, sous l'équateur, l'été est perpétuel. Les plus grandes fluctuations du thermomètre n'y dépassent pas 20 degrés centigrades, tandis que chez nous il y a souvent une variation de 50 degrés, des ardeurs de la canicule aux jours froids de l'hiver. A Paris, la chaleur moyenne des mois de juin et juillet est de 24 degrés, et on signale certains jours pendant lesquels le thermomètre s'est élevé à 37 degrés ; ce dernier chiffre est à peu près pour Cayenne, comme pour Paris, celui de la chaleur la plus intense ; on se croit en hiver à la Guyane, quand le thermomètre s'abaisse à 20 degrés au-dessus de zéro. La moyenne entre ces deux termes indique donc une température ordinaire de 27 à 28 degrés centigrades, celle de nos plus beaux jours.

Le moyen le plus direct de constater l'état sanitaire de la Guyane est d'interroger les tables de la mortalité. Par suite de l'influence fatale qui pèse sur notre malheureuse colonie, les documents statistiques sont pleins d'erreurs en ce qui la concerne. Prenons pour exemple l'année 1840. M. de Nouvion, acceptant les données du ministère de la marine, établit que la mortalité, pour l'ensemble de la population, a été dans le rapport de 1 à 28, et il triomphe en remarquant que ce rapport est déjà supérieur à celui de plusieurs grandes villes de l'Europe. Il n'a pas remarqué que, dans le tableau officiel (1), une erreur d'addition augmente de 100 le nombre des décès (753 au lieu de 653), et, en second lieu, que le chiffre des vivants ne comprend que la population sédentaire et domiciliée, tandis que le chiffre des décès se rapporte en outre à la population mobile des fonctionnaires civils, des soldats de la garnison, des marins, et peut-être des voyageurs. En recommençant le calcul sur ces bases nouvelles, on trouve que les décès sont au nombre total des habitants dans le rapport de 1 à 33 ou 34, rapport très-supérieur aux résultats moyens de la mortalité en Europe. Par suite de l'inadvertance que nous venons de signaler, les employés civils et militaires, qui sont presque tous de race blanche, n'ont pas été comptés parmi les vivants, bien qu'à leur mort ils augmentassent le nombre des décès, de sorte qu'aux yeux des statisticiens la mortalité des blancs a

(1) *Tableaux de population et de culture*, etc., pour l'année 1840, publiés en 1843 par le ministère de la marine, page 9. — Cette publication est une de celles qui justifient le reproche de négligence que M. Vivien exprimait dernièrement à la tribune.

paru excessive. La *Notice sur la Guyane* (1) l'évalue au vingt-quatrième. D'après nos rectifications appliquées à l'année 1840, la proportion est environ du vingt-neuvième. Si l'on considère enfin que l'équilibre des sexes n'existe pas à la Guyane, et que la prédominance des mâles parmi les blancs comme parmi les noirs réduit le rapport ordinaire des naissances aux décès ; s'il est vrai que l'isolement des habitations paralyse les secours et que diverses causes indépendantes du climat multiplient les accidents mortels, il faudra bien conclure que la Guyane, loin de mériter le reproche d'insalubrité, est au contraire un séjour remarquablement propice.

Une nature si splendide, tant de terres inexploitées, tant de trésors sans emploi, sont bien faits pour enflammer l'imagination et inspirer une de ces entreprises grandioses qui font époque. L'état économique de la Guyane française est d'ailleurs on ne peut plus favorable à la conception de M. Lechevalier. Les habitants sont si peu nombreux, le territoire approprié est tellement restreint, que l'on conçoit aisément la possibilité de réunir sous une seule direction tous les intérêts de la colonie. Suivant le recensement de 1841, la population sédentaire est de 20,753 personnes ; la population flottante, comprenant les fonctionnaires civils et religieux, les militaires de la garnison et les marins, donne environ 1,250 à 1,300 personnes. Dans le groupe des habitants sédentaires, les libres comptent pour 5,746 ; les esclaves, dont le nombre décroît chaque année, par suite des affranchissements ou des extinctions, ne sont déjà plus que de 14,997. Un tiers de la population est domicilié dans les villes et dans les bourgs, les deux autres tiers sont disséminés dans les habitations rurales. Parmi la classe qui est en possession de la liberté, il y a 1,203 individus de la race blanche et 4,543 de la race noire. Les blancs, qui sont, par rapport aux hommes de couleur, dans la proportion de 1 à 4, possèdent néanmoins les trois quarts des terres cultivées, des esclaves et des bestiaux : c'est dire que la plupart des nègres réputés libres ne sont que des affranchis abrutis par la fainéantise et le libertinage, et retenus par la misère dans un état de prolétariat qui ne les élève pas beaucoup au-dessus de la servitude.

Sur 5,400,000 hectares que représente la colonie (2), moins de 12,000 sont mis en culture ; c'est environ le dixième des terres acquises par les particuliers : le reste du territoire appartient à l'état. Les propriétés rurales, au nombre de 400 environ, sont aussi inégales en étendue qu'en valeur. Pour une vingtaine de grandes sucreries, qui, avec les ateliers, forment des domaines considérables, on compte un grand nombre de petits champs consacrés à la culture des vivres ou des produits qu'on peut récolter sans beaucoup de frais. La valeur des terres est établie bien moins d'après leur étendue que suivant le genre de préparation qu'elles ont déjà subi. Ainsi, l'hectare approprié à l'exploitation de la canne à sucre vaut 1,000 francs, cinq fois plus que la même étendue cultivée en café, en cacao, en rocou. La valeur moyenne des esclaves est d'environ 1,300 fr. Il résulte de cet aperçu que le capital engagé dans la colonie n'est pas très-considérable. Si l'on accepte les comptes annuels, établis probablement sur les rapports de l'administration locale, la valeur totale s'amoindrirait progressivement. La *Notice statistique* de 1836 évaluait les

(1) Publiée en 1838 par le ministère de la marine, reproduite en 1843 par la société de colonisation. — Un vol. in-8°, avec une belle carte de la Guyane, chez Didot.

(2) A ne compter que les régions connues. En comprenant la partie complétement déserte, on aurait une surface beaucoup plus considérable encore.

propriétés rurales, celles qui font la richesse de la colonie, à plus de 36 millions de francs, savoir :

VALEUR APPROXIMATIVE :

1° Des terres mises en culture.	6,253,500 fr.
2° Des bâtiments et du matériel d'exploitation. .	10,045,000
3° Des esclaves, au nombre de 16,592 (en moyenne 1,300 francs).	18,476,900
4° Des animaux de trait et du bétail.	1,265,010
Total. . .	36,040,410 fr.

Un peu plus tard, en 1840, l'estimation était abaissée à 33 millions, et il est probable qu'aujourd'hui le chiffre de 30 millions serait suffisant (1). Chaque année, en effet, la statistique officielle annonce une réduction dans le nombre des propriétés, des hectares en culture, des esclaves mis en œuvre. Cet amoindrissement continuel, présage de ruine, explique pourquoi la plupart des propriétaires de la Guyane ont fini par adopter une combinaison aussi contraire aux traditions coloniales qu'à leurs préjugés personnels.

II. — FORMATION DE LA COMPAGNIE.

Nous connaissons les éléments sur lesquels on prétend opérer. Suivons, avec tout l'intérêt qu'une telle expérience peut inspirer aux économistes, la série d'opérations qui doivent, nous assure-t-on, régénérer la société coloniale. Il est bien entendu que notre rôle se borne aujourd'hui à celui de rapporteur. La séduisante hypothèse que nous exposons échappe, quant à présent, à une rigoureuse analyse. Les pièces qui nous ont été soumises par M. Lechevalier ne sont que des aperçus personnels, des estimations approximatives et provisoires. La critique reprendra ses droits lorsque notre examen aura pour base les débats de la tribune ou le contrat industriel des actionnaires.

La première série d'opérations a pour but la formation de la compagnie centrale. L'idée-mère du projet, le fécond mariage du capital européen et d'une terre vierge, suppose un apport en argent égal aux deux tiers de toutes les valeurs de la colonie. Une mesure préliminaire est donc l'inventaire exact, l'évaluation débattue des propriétés. Sur la demande du ministère, les deux chambres viennent de voter à cet effet une somme de 50,000 francs, avec une unanimité de bon augure pour l'entreprise. D'un autre côté, une société se forme parmi les hommes les plus honorés de la banque, du haut négoce et de l'industrie, pour garantir le versement du capital mobile dès que les parties intéressées seront d'accord et que l'association aura été validée par le concours tutélaire de l'état. La commission d'expertise, dont la formation et le départ ne dépendent plus que de la volonté de M. l'amiral de Mackau, représentera sans doute le gouvernement et la compagnie provisoire des capitalistes ; réunie à son arrivée aux mandataires des colons, elle entrera en

(1) La Guyane anglaise, évaluée d'après les mêmes bases, représenterait un capital de 340 millions de francs.

rapport avec les propriétaires disposés à accepter l'acte social. Le conseil colonial de Cayenne vient d'instituer une commission de trois membres chargée de lui faire un rapport, et les voix se sont réunies sur les personnes favorables au système. Il faut s'attendre néanmoins à ce qu'un petit nombre de propriétaires refusent leur concours, par entêtement ou par défiance. A ceux-ci, dit M. Lechevalier, la compagnie offrira d'acheter leurs terres au comptant et à prix débattu, sauf à les exclure des bénéfices éventuels réservés aux autres; s'ils refusent de vendre pour continuer leur exploitation isolée, on pourra chercher dans la loi récente qui autorise le rachat des noirs, les moyens de généraliser le travail libre dans la colonie.

La compagnie n'entend acquérir que les domaines susceptibles d'exploitation. Les propriétés de ville, les manoirs domestiques, les esclaves attachés au service intérieur des familles, resteront en dehors de l'expertise. Les études des commissaires, limitées aux propriétés agricoles et industrielles, spécifieront la contenance et la qualité des terres, le nombre et l'aptitude des esclaves, la valeur du matériel et du bétail, et sans doute aussi des marchandises en magasin. Les aperçus fournis par les publications officielles sont si contradictoires et si confus, qu'il est difficile de prévoir le total de cette expertise. Arrêtons-nous au chiffre probable de 30 millions, pour quatre cents domaines grands et petits. Ce capital foncier représentant l'apport des colons, on pourra demander 20 millions en numéraire à la place de Paris, et limiter le fonds social au chiffre de 50 millions. Le ministère aura alors à consulter les chambres pour savoir s'il convient d'élever la compagnie à la hauteur d'une institution nationale, en garantissant à ses actionnaires un minimum d'intérêt.

Si certaines entreprises d'utilité publique sont dignes du concours tutélaire de l'état, ce sont assurément les essais de colonisation. Les idées étaient très-nettes à ce sujet parmi les hommes d'état de l'ancien régime. Un des publicistes accrédités du dernier siècle, Forbonnais, écrivait en résumant les principes politiques du commerce : « Il faut que le premier établissement se fasse aux dépens de l'état qui fonde les colonies, ou *qu'il garantisse les avances qui leur seront faites par les négociants* (1). » Laissons de côté les considérations politiques, pour ne voir que les problèmes financiers. Le gouvernement français, en prenant l'engagement moral d'abolir l'esclavage, a contracté l'obligation d'indemniser les propriétaires d'esclaves; c'est une dette d'honneur qu'il faudra acquitter tôt ou tard. Il s'agit pour lui de savoir si, au moyen de son crédit, il pourra éviter de payer l'indemnité. La Guyane est le lieu choisi pour l'expérience. La part de cette colonie serait d'environ 14 millions payables dans dix ans, si on laissait aux maîtres les bénéfices de l'esclavage jusqu'à cette époque, conformément à l'avis de M. le duc de Broglie, ou de 20 millions, si l'on préférait restituer immédiatement le prix intégral des esclaves. Dans la première hypothèse, la seule admissible, l'état serait grevé d'une rente de 400,000 fr., auxquels il faudrait ajouter une somme de 200,000 fr. pour surcroît de frais d'administration nécessités par le régime de la liberté; soit, *à perpétuité*, 600,000 fr. par année.

Plaçons-nous au contraire au nouveau point de vue indiqué par les colons. La compagnie de la Guyane étant constituée pour quarante-sept ans (2) au capital

(1) *Éléments du Commerce*, seconde édition, t. Ier, p. 361.

(2) Ce terme (46 ans et 324 jours) sera celui de la société : la durée, égale à celle de la compagnie du chemin de fer d'Orléans, est calculée de telle manière que le capital puisse être reproduit par la retenue de 1 pour 100 comme fonds d'amortissement.

de 50 millions; le gouvernement s'engagerait à assurer pendant cette période un intérêt de 4 pour cent, c'est-à-dire 2 millions par année. Pour que l'affaire tournât au préjudice du trésor, il faudrait que le revenu de la colonie régénérée tombât au-dessous de cette somme (1) : le cas est-il possible? Nous ne le croyons pas. Dans l'état de dépérissement où se trouve la Guyane, les statistiques officielles lui attribuent un revenu net de 4,500,000 francs. Cette évaluation est peut-être exagérée; réduisons-la d'un tiers, et contentons-nous de 3 millions. Comment admettre qu'une terre vivifiée par un capital abondant et par un travail mieux réglé rendra moins qu'à l'époque du découragement et de la pénurie? Examinons toutes les hypothèses que la prudence peut suggérer. Dira-t-on que les actionnaires, satisfaits du revenu assuré par l'état, négligeront l'entreprise au point de la compromettre? Mais les colons qui entrent dans l'affaire, en s'interdisant pour longtemps d'en sortir, connaissent mieux que nous les ressources de leur pays : ce revenu qu'on leur offre, réduit à 3 pour 100 par la réserve de l'amortissement, est à peu près le tiers de celui qu'ils obtiennent aujourd'hui. S'ils mettent leur fortune en jeu, c'est qu'ils jugent les chances favorables; leur confiance devient pour les autres actionnaires le premier motif de sécurité. Les mesures les plus ingénieuses sont combinées pour que la transition de l'esclavage au régime du travail libre ne diminue pas la somme des produits. Une objection que les esprits timides emprunteront aux adversaires des colonies est que, si les opérations de la compagnie étaient entravées par une guerre maritime, le trésor resterait à découvert vis-à-vis des actionnaires qu'il aurait garantis; mais on peut éviter ce danger par des arrangements pris avec les compagnies d'assurances françaises et étrangères. Le cas des mauvaises récoltes est également prévu : l'équité veut que le trésor récupère sur le gain des bonnes années le déficit des années précédentes. Poussons enfin les choses à l'extrême : en supposant que les bénéfices tombassent accidentellement au-dessous de l'intérêt à servir et que la responsabilité de l'état fût invoquée, les déboursés du trésor ne seraient qu'une avance qui lui conférerait une sorte d'hypothèque sur une propriété territoriale d'une valeur certaine.

La garantie éventuelle de l'état, légalisée par les chambres, donne à l'entreprise force d'existence. Elle s'organise comme les grandes sociétés coloniales dont le rôle a été si brillant en Hollande et en Angleterre, en livrant sa charte à la double sanction du pouvoir et de l'opinion publique. Son conseil d'administration, qui prend siége à Paris, réunit, sous la surveillance directe de l'état, les représentants de l'intérêt colonial, du capital métropolitain, de l'industrie et du commerce des villes maritimes. A la Guyane même, les agents locaux sont choisis parmi les colons sédentaires le plus intéressés à une bonne gestion. Ainsi constituée sous le titre de *Compagnie de la Guyane française,* son premier acte est la conversion des anciens titres de propriétés en actions nominatives et de fortes sommes, conçues de manière à ce qu'elles restent dans les mains des titulaires assez longtemps pour que l'opération ne soit pas souillée par les manœuvres de l'agiotage. Cette réserve suffirait pour indiquer une société honorable et sérieuse, qui veut élever sa spéculation à la hauteur d'une œuvre nationale.

(1) Peut-être la responsabilité de l'état serait-elle moindre. Les capitaux qui n'ont aucune chance à courir se contentent aujourd'hui d'un intérêt de 3 pour 100.

III. — ORGANISATION DU TRAVAIL LIBRE.

La corporation commerciale existe : transportons-nous dans le Nouveau-Monde pour la voir à l'œuvre. Dès que la charte de la compagnie est promulguée, il n'y a plus d'*esclaves*, il n'y a plus de *maîtres* dans ses domaines ; il y a des *propriétaires d'actions* qui intéressent au travail des *ouvriers libres*. Il est important de remarquer que ce mode d'émancipation ne préjuge rien en ce qui concerne nos autres colonies ; il n'exige pas le concours des corps législatifs ; les nouveaux propriétaires usent du droit qu'ils ont acquis d'affranchir leurs esclaves : ils répètent en grand ce qui est pratiqué chaque jour par les particuliers.

Le point fondamental est le règlement du travail libre. L'esclavage coûte plus cher que la liberté ; c'est un fait prouvé depuis longtemps par l'économie politique, et les planteurs, malgré leurs préjugés, auraient donné les premiers le signal de l'affranchissement, s'ils ne craignaient pas que les esclaves, rendus à eux-mêmes, n'abandonnassent les cultures coloniales. Ce n'est pas à dire que les noirs ne travaillent que sous le fouet. Il y a sans doute dans cette race comme dans la nôtre des êtres abrutis, des personnes incorrigibles : quant à la généralité, elle suit comme partout l'impulsion instinctive du caprice et de l'intérêt. Pourquoi la production du sucre a-t-elle été réduite par l'émancipation anglaise? C'est qu'un grand nombre d'affranchis, et les plus intelligents sans doute, ont pu acheter à vil prix des terres incultes, et spéculer pour leur propre compte sur la vente des vivres : la masse du travail a été, non pas amoindrie, mais déplacée, et dans les îles où la désertion des anciens ouvriers n'a pas été immédiatement réparée, les salaires se sont élevés à un taux ruineux. A plus forte raison, pareille chose arriverait-elle à la Guyane française, dont les vastes déserts appartiennent pour ainsi dire au premier occupant, si la liberté était accordée sans garantie. M. J. Lechevalier résout la difficulté en interdisant d'une part la spéculation sur les vivres aux affranchis, et d'autre part en les rattachant à la grande industrie coloniale par les avantages les plus séduisants.

Ce privilége de la culture et de la vente des vivres, combiné avec une taxe des salaires faite par le gouvernement, est la base de tout le système ; il n'y a pas d'autre moyen d'empêcher les noirs de chercher dans le petit jardinage une indépendance qui ramènerait la plupart d'entre eux à la sauvagerie. Il ne faut pas s'effrayer de cette double clause ; elle n'a pas à beaucoup près, dans le Nouveau-Monde, l'importance qu'elle aurait en Europe. La culture des vivres destinés aux noirs, industrie qui n'exige pas de capital, est en général abandonnée aux affranchis pauvres ou aux esclaves. Quant à la taxation des salaires par l'autorité, c'est une mesure de police recommandée dans les deux systèmes d'émancipation proposés par la commission des affaires coloniales. La restriction opposée au commerce des aliments a paru suspecte, nous le savons, à plusieurs abolitionistes. Dans leur zèle inquiet, ils se représentent une compagnie d'agioteurs impitoyables, maîtresse d'affamer les ouvriers et de reconstruire une servitude industrielle plus perfide que l'esclavage légal. Ce qu'ils redoutent pour leurs chers protégés arrivera bien plus tôt dans les colonies anglaises, livrées à toutes les éventualités du libre commerce. La hausse excessive des salaires et la fortune de quelques nègres dans les

pays où les bras ont fait défaut, n'ont été que des phénomènes accidentels. Dans les îles où les bras n'étaient pas rares, à Antigue, à la Dominique, à Nevis, à Montserrat, on a obtenu dès les premières années la journée du laboureur pour 60 cent. Qu'on laisse agir le démon de la concurrence, et il trouvera bien moyen de multiplier l'offre des bras, de dicter à son tour le prix des salaires.

Le règlement de travail combiné par M. Lechevalier porte au contraire un caractère de loyauté qui a captivé nos plus chaleureuses sympathies. Passionné pour les belles contrées du Nouveau-Monde, il ne voudrait pas leur faire présent de ce prolétariat affamé qui engendre le paupérisme. Pour attacher les noirs à la vie laborieuse, il leur offre des conditions qui feraient envie à la plupart des ouvriers blancs. — Travail garanti à toute personne de tout âge et de tout sexe, promesse que l'industrie coloniale permet heureusement d'accomplir.—Dotation de 150 francs, somme exagérée selon nous, à tout ouvrier de la compagnie pour premier placement à la caisse d'épargne, et première mise d'équipement. — Salaire fixe, combiné avec le prix des objets de consommation, de manière à assurer le nécessaire de l'existence. - Participation aux bénéfices nets de la compagnie, dans la proportion du quart, ou 25 pour 100. — Soins médicaux assurés pour un faible abonnement. — Caisses d'épargne constituées par une retenue sur la dotation, sur le salaire journalier, sur le dividende éventuel, afin de pourvoir à l'entretien des vieillards et des infirmes. — Dot de 100 francs accordée à chacun des conjoints pour encourager les unions légitimes et détruire le concubinage, si funeste aux populations coloniales. — Distribution de la classe ouvrière en *corporations industrielles* pour ce qui regarde le travail, et en *conseil de famille* pour ce qui concerne la morale et la vie domestique, de telle manière qu'au moyen d'une imperceptible cotisation, et par l'effet de la mutualité, chaque corporation possède une chapelle, une école, une salle d'asile. — Dans chaque communauté, les intérêts industriels sont protégés par un syndic à la nomination des autorités supérieures, éligible parmi les travailleurs eux-mêmes; la surveillance morale appartient au curé, qui est de droit président du conseil de famille. L'ample et belle mission confiée au clergé catholique, les encouragements donnés au mariage et aux sentiments de famille, une adhésion sincère aux institutions civiles de la métropole, offrent une garantie complète aux personnes qui pourraient craindre qu'une utopie se cachât sous l'apparence d'une réforme industrielle.

De l'autre côté de l'Amazone, et précisément dans le voisinage de la Guyane française, les jésuites avaient institué parmi les sauvages indiens des communautés agricoles dans lesquelles le travailleur, astreint à une tâche journalière, recevait en échange les objets nécessaires à ses besoins personnels. Affranchi de la prévoyance, il vieillissait dans une espèce de minorité contraire à toute émulation, à tout progrès social. C'était le communisme pur et simple, avec ses minces avantages et ses dangereux inconvénients. Il n'en serait pas de même dans la Guyane régénérée. Le travail y devant être estimé, non à la journée, mais à la tâche, suivant l'usage des colonies (1), l'ouvrier pourrait augmenter le produit de sa journée en proportion de son énergie et de son aptitude. Avec de l'intelligence et de l'économie, rien ne l'empêcherait d'amasser un petit capital, d'entreprendre

(1) La *tâche* représente plus de travail que la *journée* commune; aussi est-elle mieux rétribuée. Cependant cette tâche est réglée de manière qu'en général un bon ouvrier puisse l'avoir finie vers deux ou trois heures du soir.

à son compte une spéculation agricole, soit comme propriétaire, soit comme fermier, de réunir même à sa qualité modeste d'ouvrier celle d'actionnaire de la compagnie. Il n'y a donc pas lieu de craindre que la race affranchie soit immobilisée de nouveau dans les entraves d'une féodalité industrielle.

Craignant d'être ébloui par une séduisante illusion, nous avons traduit les faits en chiffres, en complétant par nos recherches particulières les documents fournis par la société d'études. Il nous a paru démontré que les dépenses faites aujourd'hui par les colons suffisent pour améliorer considérablement le sort des affranchis en obtenant d'eux une plus grande somme de travail. Laissons parler les chiffres :

ESCLAVAGE.

INTÉRÊT DU CAPITAL ENGAGÉ PAR LES PLANTEURS.

15,000 nègres, évalués en capital à 18 millions, représentant, à raison de 8 pour 100, taux assurément très-modéré dans nos colonies, un intérêt annuel de.	1,440,000 fr.
5,000 cases et jardins pour logements de 15,000 esclaves, à raison de 400 fr., représentant un capital de 2 millions, à 8 pour 100. . . .	160,000
Hôpitaux et dépendances (constructions et mobilier) en masse, 300,000.	24,000

DÉPENSES COURANTES.

Nourriture (toutes réductions faites en raison de l'abandon du jardin et du samedi), minimum.	600,000
Vêtements (suivant les prescriptions), au minimum, à 10 fr.	150,000
Médecins et médicaments.	187,500
Frais divers et imprévus (aumôniers, gratifications, etc.), au minimum, pour somme ronde.	38,500
	2,600,000 fr.

15,000 nègres, y compris les enfants, les vieillards et les malades, ne fournissent par jour que 10,000 journées communes, ou, suivant la manière de compter des colonies, 8,000 tâches. L'année coloniale, déduction faite des jours fériés et du samedi, ne représente que 250 jours de travail : soit, par année, 2,500,000 journées, ou 2,000,000 tâches, ce qui porte le salaire journalier d'un adulte à 1 fr. 03 cent., ou le prix de la tâche à 1 fr. 30 cent Nous devons faire remarquer que nos calculs reposent sur les bases les plus modestes. M. H. Passy et M. Lavollée ont évalué en moyenne la journée de l'esclave entre 1 fr. 25 et 1 fr. 45 cent. Plaçons-nous présentement au point de vue signalé par M. Lechevalier pour estimer le coût du travail libre. Dans son système, la compagnie n'a plus à payer que l'intérêt du capital qu'elle emprunte pour la rédemption des esclaves, et le salaire sur lequel l'ouvrier libre doit se nourrir, se vêtir, se loger, etc.

TRAVAIL LIBRE.

INTÉRÊT DU CAPITAL ENGAGÉ PAR LA COMPAGNIE.

Rachat de 15.000 esclaves, environ 18 millions; intérêt à 4 p. 100. . .	720,000 fr.
Acquisition et réparation des cases, sans les jardins, environ 2 millions.	80,000
Hôpitaux et dépendances, 300,000 fr.	12,000
	812,000 fr.

DÉPENSES COURANTES.

Report. . .	812,000 fr.
Médecins et médicaments (comme sous l'esclavage).	188,000

SALAIRES.

La suppression du jardin et du samedi, laissés à l'esclave pour sa nourriture, élève le nombre des jours de travail à 300 par année; soit donc en tout 3 millions de journées, à 1 fr.	3,000,000
	4,000,000 fr.

Il semble, à ce premier aperçu, que le travail libre revienne à 1 fr. 33 cent. par journée, c'est-à-dire au tiers en sus du travail servile; mais l'affranchi, forcé de pourvoir à ses besoins, restitue pour loyer, nourriture, vêtements et soins médicaux, environ 9/10es de ce qu'il touche en salaires; sur ces dépenses, la compagnie retrouve un bénéfice assez considérable pour que le prix réel de la journée libre retombe bien au-dessous des frais de l'esclavage. Ce bénéfice fait sur les acheteurs n'a rien que de très-légitime : il est même dans l'intérêt de la communauté. Maîtresse du sol et des instruments de travail, opérant en grand et avec économie, la compagnie pourrait produire ou acquérir les choses nécessaires à la vie à des prix excessivement bas : si elle revendait au consommateur à prix coûtant, le salaire de 1 fr. serait ridiculement exagéré; il faudrait le réduire. Or, comme les prix des denrées et des salaires sont les régulateurs de tous les autres prix, il en résulterait une baisse sur l'ensemble des choses, un avilissement de toutes les valeurs de la colonie, par comparaison avec les pays voisins et même avec la métropole. Pour éviter une perturbation brusque dans les échanges, il faut donc respecter l'équilibre établi, et c'est pourquoi nous maintenons les prix des vivres et des salaires au minimum des prix actuels.

L'important est que le noir émancipé, vivant à son compte, trouve pour le présent une amélioration notable à son sort, et acquière pour l'avenir la chance de s'élever à cette large aisance sans laquelle la liberté n'est qu'un mensonge. Établissons donc le budget modeste de l'affranchi. En supposant deux journées à 1 fr. pour un ménage de trois personnes, dont un enfant, et 300 jours de travail dans l'année, on obtiendra une recette de 600 fr. par ménage. Cette somme pourra être employée ainsi :

DÉPENSE ANNUELLE.	PAR MÉNAGE DE TROIS PERSONNES.	POUR LES 15,000 TRAVAILLEURS.	REPRISES DE LA COMPAGNIE. BÉNÉFICE AU MINIMUM SUR SES DÉBOURSÉS.
1° Logement pour trois personnes. . .	30 fr.	150,000 fr.	150,000 fr. (1).
2° Vêtements : trois personnes à 20 fr. (on ne compte que 10 fr. par tête dans l'état actuel).	60	300,000	100,000
3° Nourriture (manioc ou bananes, salaisons, tafia), à 1 fr. par jour pour le ménage : 365 jours.	365	1,825,000	1,000,000 (2).
4° Tabac, sel, etc., par an.	55	275,000	50,000
5° Soins médicaux (abonnement pour trois personnes), ...	20	100,000	100,000 (3).
6° Cotisations diverses (services religieux, écoles, secours, impôts, épargnes). .	10	50,000	»
TOTAL. . .	540 fr.	2,700,000 fr.	1,400,000 fr.
Reste à la famille pour entretien du mobilier et frais imprévus.	60	300,000	
Sommes égales aux salaires. . . .	600 fr.	3,000,000	

D'après cet aperçu, le régime matériel et moral des ouvriers serait considérablement amélioré ; il leur resterait en argent une somme supérieure à la portion disponible de la solde militaire, et de plus leur dividende éventuel dans le partage des bénéfices. En ce qui concerne la compagnie prise dans son ensemble, on remarquera qu'au moyen du bénéfice de 1,400,000 fr. sur ses fournitures, elle abaisserait les frais annuels du travail libre à 2,600,000 fr., somme égale au coût du travail forcé ; mais pour une même somme, elle obtiendrait 500,000 journées, ou 400,000 tâches de plus que sous le régime précédent, avantage très-considérable dans une contrée qui dépérit faute de bras.

IV. — EXPLOITATION.

En même temps que la nouvelle police augmentera la somme du travail disponible, un remaniement général de la propriété, une distribution intelligente des bras, permettra d'espérer un accroissement notable des produits. Dans ces pays lointains où les concessions de terres sont obtenues très-facilement, les établissements se forment un peu au hasard, suivant les lumières ou les ressources du

(1) La compagnie, ayant acheté et amélioré toutes les cases, porte en recette tous les loyers.

(2) La compagnie, exploitant la culture des vivres en grand, peut donner, à raison de 1 fr. par jour pour trois têtes, des rations plus fortes qu'aujourd'hui, et obtenir un bénéfice beaucoup plus considérable que notre évaluation.

(3) La compagnie sera probablement en perte sur cet article, à moins que des règlements hygiéniques n'améliorent l'état sanitaire.

premier occupant. Le propriétaire, qui réunit forcément les qualités d'agriculteur et d'industriel, consulte moins la nature de ses terres que le nombre des bras et la puissance du matériel à sa disposition : de là une déperdition considérable de forces. Substituée à 400 propriétaires particuliers, la compagnie sera libre d'approprier ses exploitations diverses aux ressources naturelles des localités. Par exemple, au lieu d'une cinquantaine de sucreries grandes et petites, employant environ 5,000 esclaves, on conservera, suivant le plan dont il s'agit, 12 sucreries seulement, en attachant à cette industrie principale près de 2,000 ouvriers de plus : ainsi, au lieu d'avoir par atelier une moyenne de 100 personnes, on réunira 600 ouvriers sur un terrain de premier choix. Un pareil mouvement de concentration s'est opéré déjà, et avec le plus grand avantage, dans la Guyane anglaise, où certaines plantations comptent jusqu'à 1,200 ouvriers. Les 71 cotonneries, disséminées aujourd'hui dans la colonie, seront réduites à dix grands centres, avec un personnel nombreux et des machines que les petits planteurs ne pouvaient pas se procurer. La culture du rocou s'est étendue démesurément, parce qu'elle exige peu de bras et peu de capitaux. Ainsi, quoique la Guyane française ait le monopole de cette graine tinctoriale, la production a dépassé de beaucoup les besoins de l'Europe; il sera plus avantageux de conserver une dizaine de grandes rocouries après en avoir supprimé une centaine de petites. Les nombreuses *vivreries*, c'est-à-dire les petits champs consacrés à la culture du manioc, de l'igname, de la banane, du riz, du maïs, seront remplacées avec de grands bénéfices par cinq ou six grandes plantations munies d'instruments aratoires. Ces remaniements auront pour effet d'augmenter la masse des produits, d'économiser les frais en simplifiant les manœuvres, de laisser en disponibilité un millier de noirs qu'on pourra appliquer à l'exploitation des bois ou aux défrichements.

Une compagnie vigilante et armée d'un puissant capital peut opérer des prodiges dans un pays arriéré, en fait de culture et de fabrication, jusqu'à une sorte de sauvagerie. Il est reconnu que quarante nègres, grattant la terre avec la houe, font moins de besogne qu'un seul homme avec une charrue et trois chevaux. Eh bien! si l'on en croit M. Catineau-Laroche, « à la Guyane française, il n'y a ni charrues, ni brouettes, ni pelles, ni fourches, ni civières, ni charrettes ; les hommes y portent les fardeaux sur la tête, même aux plus grandes distances. » Notre Guyane, où l'élève des bestiaux ne coûterait que les frais de garde, tire néanmoins de l'extérieur des animaux pour l'abatage et pour le service. La pêche dans les rivières et sur les côtes est, dit-on, d'une miraculeuse abondance, ce qui n'a pas empêché d'introduire, en 1840, pour 175,000 francs de poissons salés. Au delà des côtes, la colonie n'est plus qu'une immense forêt, et pourtant les colons demandent des bois à leurs voisins. La chasse devrait fournir la table des riches ; la pêche bien organisée donnerait lieu à un grand commerce de salaisons. Un des effets de l'émancipation des nègres sera de substituer aux aliments desséchés et malsains les viandes fraîches et succulentes auxquelles ils prendront goût. Les immenses savanes, les pâturages salés par les alluvions maritimes sont tellement négligés aujourd'hui, qu'il est nécessaire d'encourager par des primes le commerce de la boucherie. Les premiers spéculateurs qui aviseront d'utiliser ces riches déserts, à l'exemple des Brésiliens du Para, réaliseront de grandes fortunes. Le trafic des peaux, des plumes, des gommes, des plantes médicinales, qu'on pourrait acheter aux Indiens, la métallurgie, quand l'exploration du sol sera faite, la parfumerie, la distillerie, les conserves, dans un pays qui produit, avec le sucre et les essences,

les plus belles fleurs et les plus beaux fruits, offriraient aux petits colons venus d'Europe les occupations les plus lucratives.

La compagnie doit borner ses vues aux grandes industries sollicitées par une consommation inépuisable : le tabac, le coton, les bois. Le tabac croît spontanément dans la zone équatoriale de l'Amérique du Sud; on le foule aux pieds dans les rues de Cayenne; c'est une culture facile autant que productive. Pourquoi le tabac de notre Guyane, bien cultivé et bien préparé, ne vaudrait-il pas celui des contrées qui l'entourent, du Brésil, du Venezuela ou des Antilles? Pourquoi la régie française ne demanderait-elle pas à la Guyane française une partie des 15 millions de kilogrammes qu'elle tire de l'étranger? « Si, sous le rapport du prix de la main-d'œuvre et du nombre des travailleurs, dit Schomburgk, la Guyane anglaise pouvait rivaliser avec les États-Unis, elle produirait, en quantité illimitée, des cotons de qualité à soutenir la concurrence contre les meilleurs du monde. » Ce que le naturaliste anglais dit de Demerari et de Berbice est parfaitement applicable à notre colonie. Croirait-on qu'elle envoie pour moins de 400,000 fr. de coton à la métropole, qui en emploie pour 140 millions? Quant à l'exploitation des bois, que les naturalistes et les ingénieurs ont toujours considérés comme la plus grande richesse de la Guyane, ce sera une industrie à créer complétement. On commence à transporter de Demerari à Liverpool des bois qui ont été reconnus préférables à tous les autres pour les constructions navales. En France, où l'importation annuelle des matériaux de charpente est de 38 millions, où la destruction des bois propres à la marine est depuis longtemps un sujet d'inquiétude (1), on a plus d'une fois tourné les yeux vers la Guyane : toutes les expériences ont été favorables. Récemment encore M. Estancelin, député de la Somme, établissait dans un mémoire intéressant que des bois de qualité supérieure coûteraient 20 pour 100 de moins rendus en France que les plus belles qualités du chêne; il faisait ressortir les avantages que trouverait la marine marchande à l'approvisionnement de nos chantiers : mais il y a loin du projet à l'exécution ; la vue de nos administrateurs porte rarement à quatorze cents lieues de distance. Une compagnie installée dans le pays pourrait seule organiser une exploitation de concert avec le gouvernement. Les grandes coupes faciliteraient le débit des bois de petites dimensions. Un pays français qui compte dix-sept espèces précieuses pour l'ébénisterie de luxe fournit à peine à la France la centième partie de ce qu'elle est obligée d'acheter, 63,400 en 1840, sur une importation totale de 6,500,000 francs !

Les spéculations sur les forêts tentées jusqu'à ce jour ont échoué ou faiblement réussi (2) ; c'est que, dans une contrée non frayée, les frais nécessaires pour ouvrir des routes, portant sur la seule industrie des bois, l'écrasent avant qu'elle ait pu se développer. Lorsque tous les intérêts seront associés, il deviendra possible d'établir un système de communications rurales, combiné avec un service de cabotage, parce que les dépenses seront à répartir entre les diverses branches d'exploitation. Le génie de la mécanique obéira à l'appel des capitaux. On empruntera

(1) Sous le règne de Henri IV, on comptait en France 35 millions d'hectares de forêts. On n'en compte plus que 7 millions aujourd'hui; encore la marine n'a-t-elle conservé le droit de *prise* que dans 3 millions d'hectares.

(2) A l'exception de l'établissement de la Mana, où les religieuses de Saint-Joseph, au nombre de trente, sous la direction de Mme Javouhey, leur supérieure, emploient assez avantageusement 500 à 600 nègres à la coupe des bois.

à la Guyane anglaise l'*excavator*, appareil gigantesque et d'invention récente, pour ouvrir des canaux de desséchement et reprendre l'œuvre d'assainissement que Malouet et Guisan laissèrent inachevée. On introduira pour les défrichements une autre machine en usage aux États-Unis, le *grubber*, qui saisit les arbres et les arrache du sol. On économisera la force humaine dans toutes les opérations qui peuvent être faites mécaniquement, et surtout dans les transports. Une réforme économique, déjà éprouvée à la Guadeloupe, peut doubler le revenu des sucreries ; c'est le remplacement de tous les ateliers isolés, réduits à travailler avec un matériel vieilli et insuffisant, par quelques usines centrales, et la fabrication à la vapeur substituée aux procédés ruineux d'un autre âge.

Un autre ordre de spéculation sur lequel la compagnie compte beaucoup est le droit de revendre ou de sous-louer par petits lots les terres vacantes du domaine, en faisant toutefois participer le gouvernement au prix du contrat. Il entre dans les vues libérales de la compagnie de rendre la propriété accessible aux ouvriers noirs ou blancs. La facilité d'acquérir à bas prix un terrain préalablement défriché et assaini sera un motif d'émulation générale. En tous pays, la propriété est soumise à des servitudes : celle qu'auront à subir les acquéreurs sera l'interdiction de cultiver les vivres destinés à la race noire, à moins que ce ne soit pour les revendre en masse à la compagnie ; mais, nous le répétons, cette restriction n'a pas de gravité dans un pays spécialement consacré au commerce d'exportation, et d'ailleurs la mesure n'est qu'une précaution provisoire. A côté des plantations immenses, il y aura place pour la petite culture, pour l'industrie isolée et indépendante. Les propriétaires particuliers pourront vendre leur récolte à la compagnie ou la faire manipuler pour leur propre compte dans les usines centrales, comme font déjà les petits cultivateurs de nos Antilles : ce sera le mouvement de la concurrence, moins ses dangers.

V. — COLONISATION EUROPÉENNE.

Jusqu'ici rien n'est livré au hasard : on ne compte, pour régénérer la Guyane, que sur les éléments qu'elle possède déjà ; ses 15,000 nègres acclimatés et rompus au travail suffisent pour assurer la prospérité commerciale de la compagnie. Cependant, après les beaux résultats que nous avons énumérés, il se présente une chance plus magnifique encore : c'est l'appel de la race blanche sous les tropiques, la colonisation européenne.

La possibilité de faire travailler les blancs sous les tropiques a été si souvent niée par les défenseurs imprudents des colons, qu'elle est aujourd'hui à l'état de problème. Si l'on se contentait de dire que l'entreprise est très-difficile et très-hasardeuse, nous serions des premiers à le reconnaître ; mais déclarer qu'il y a impossibilité physique, absolue, c'est fermer les yeux à l'évidence. La race blanche est douée d'une énergie qui proportionne ses forces à toutes les fatigues, à tous les dangers ; son aptitude aux cultures tropicales est prouvée par l'histoire, par d'innombrables témoignages, par l'état présent de plusieurs pays. Les plus rudes travaux de l'agriculture, les défrichements, n'ont-ils pas été accomplis par des Européens dans presque toutes les contrées qui produisent le sucre ? Le travail de colonisation a été commencé à la Jamaïque, à la Trinité, à Honduras, par des Espa-

gnols, à Tabago, à Surinam, au cap de Bonne-Espérance, par des Hollandais. Les Anglais mirent en culture la Barbade, Antigue, Nevis, Montserrat, et les émigrants se présentaient en si grand nombre, qu'en 1715 plus de 6,000 ouvriers firent voile pour cette dernière île. La Guadeloupe, la Martinique, Sainte-Lucie, Saint-Vincent, la Grenade, Maurice, Cayenne, etc., ont été défrichées par des Français. Beaucoup des colons de nos Antilles qui se parent si fièrement de leur liberté descendent des *trente-six mois,* c'est-à-dire des premiers pionniers qui obtinrent des concessions de terre après un esclavage de trois ans. Pour la Guyane française, nous remarquerons que l'introduction de la race africaine y est postérieure aux premiers travaux : 14 noirs pris en mer pas hasard furent attachés aux cultures. Le motif qui détermina les gouvernements d'Europe à remplacer les Européens par des nègres fut la crainte d'affaiblir les populations métropolitaines par de fréquents envois d'ouvriers. Les planteurs déjà établis se prêtèrent à cette mesure, parce qu'ils y trouvaient leur compte. Personne alors n'élevait un doute sur l'aptitude des blancs aux travaux dont on fait aujourd'hui le partage exclusif des noirs.

Les avocats de l'esclavage africain ignorent-ils donc qu'aujourd'hui la race noble fournit un nombre considérable de travailleurs sous la zone torride. A Cuba, où les blancs sont en nombre égal avec les noirs, à Porto-Rico, où ils sont cinq fois plus nombreux, la prospérité serait-elle aussi grande, si les esclaves étaient les seuls à manier la pioche? Sur le même sol que notre Guyane, ne voit-on pas à Surinam des Hollandais, dans le Pernambouc des Portugais, braver impunément les ardeurs solaires? On dira peut-être que ces blancs sont nés dans le Nouveau-Monde : prouvons donc par des faits précis qu'on y peut travailler sans être acclimaté de longue date.

En 1764, le général d'Estaing apprit que des ouvriers allemands et lorrains, appelés à Saint-Domingue pour y fonder une ville, étaient entassés sans précaution dans des lieux infects et marécageux. Il se hâta de mettre à leur tête un homme intelligent et énergique, Daniel Lescallier, depuis ordonnateur à la Guyane. Deux ans après, les forêts et les marécages avaient disparu, et les blancs, au nombre d'environ 4,000, étaient établis dans une ville saine (le Môle-Saint-Nicolas), où chaque famille avait sa maison et ses cultures. Un peu plus tard, dans la même île, la garnison blanche fut employée à construire le fort du Port-au-Prince, et à tracer une route de 50 lieues marines à travers des marais, ou en perçant des montagnes. « Il a péri bien des soldats, vous le croyez? dit, dans une pièce officielle, M. de Barbé-Marbois. Détrompez-vous; il n'en est mort qu'un seul, oui, un seul, et encore est-ce l'éclat d'une mine qui l'a tué. » A la Guyane, dont le climat est beaucoup plus favorable à la garnison que celui des Antilles (1), les soldats conservent également bien leur santé, en fournissant plus de travail. « Voici un fait, dit M. Dumonteil, auquel nous n'aurions pu ajouter foi, s'il ne s'était passé sous nos yeux. Quinze soldats du bataillon de Guyane ont passé un marché pour extraire les roches nécessaires à la construction du palais de justice. La savane était leur seul atelier. Là, exposés aux plus fortes chaleurs, ils travaillaient avec une activité inconcevable.... Ils ont ainsi porté chacun leur gain journalier à plus de 18 francs, et ont donné à

(1) D'après un relevé qui embrasse vingt années (1818-38), la mortalité dans la garnison blanche est aux Antilles de 1 sur 10, et à Cayenne de 1 sur 31 seulement. Un poste de Français établi en 1836 sur un îlot du lac Mapa ne perdit pas un seul homme pendant neuf mois.

eux seuls plus d'ouvrage que n'en auraient fait pendant le même temps (plus de six mois) 60 bons nègres.... Nous n'avons pas appris qu'aucun d'eux eût été indisposé. » Tout récemment, un autre officier, M Laboria, a employé des blancs à l'exploitation de 20,000 mètres cubes de roches et aux plus rudes travaux de terrassements. Le travail commençait à six heures du matin et finissait à quatre heures du soir, c'est-à-dire qu'il embrassait les heures les plus dangereuses. « Je n'ai pas perdu un seul des hommes employés à tailler la roche, dit M. Laboria. tandis que j'en ai perdu quatre dans un fort détaché, où les soldats restaient oisifs.... Une compagnie de 100 nègres yolofs fut ajoutée aux travailleurs blancs; ceux-ci faisaient le double de la besogne des nègres, qui cependant étaient tous des hommes d'élite. » Enfin, M. Louis Bernard, ancien général d'artillerie, et aujourd'hui propriétaire à la Guyane, déclare dans une publication récente que trois laboureurs originaires du midi travaillent sur ses terres sans le moindre inconvénient pour leur santé, et que ces hommes font chaque jour, au moyen de la charrue, autant de besogne que 35 nègres labourant à la main.

Nous tenions à prouver que l'emploi des Européens sous la zone torride n'est pas physiquement impossible. Qu'on énumère les expéditions malheureuses, qu'on cite la récente déroute de la compagnie belge du Guatemala; il n'y a pas lieu pour cela de désespérer. Une colonisation est une bataille livrée contre la nature : on la gagne ou on la perd, selon l'habileté du chef et l'énergie des soldats; une défaite ne prouve pas que la victoire soit impossible; où l'un a échoué, l'autre réussit. Quarante mille Européens, poussés par le vertige que Law avait communiqué à son époque, coururent follement au-devant de la mort dans la vallée du Mississipi. Dans ces mêmes déserts s'épanouissent aujourd'hui dix des états les plus florissants et les plus peuplés de l'Union américaine. Citons un exemple plus récent et plus direct. Après l'émancipation anglaise, les planteurs appelèrent des ouvriers de tous les pays, et notamment des mercenaires indiens, connus sous le nom de *coolies*. Traités d'abord avec une dureté peu intelligente, ces hommes de race timide et passive succombèrent à la fatigue et au désespoir; leur acclimatement fut déclaré impossible, et les magistrats anglais suspendirent leur introduction. La défense ayant été levée plus tard, les planteurs daignèrent traiter avec équité et douceur des hommes nécessaires à leur fortune; dès lors, on a obtenu des coolies de si bons services que leur aptitude aux cultures coloniales n'est plus mise en doute, et qu'on songe dans les Antilles à organiser leur immigration sur une grande échelle.

Mieux vaudrait à coup sûr qu'on utilisât les bras inactifs de l'Europe. Nous remarquons à ce sujet, chez M. J. Lechevalier, beaucoup de hardiesse tempérée par une rare prévoyance. « Défricher un coin de terre, dit-il, au milieu d'une vaste plaine inondée ou couverte de bois, pour y placer quelques familles de cultivateurs, ce n'est pas assainir le pays, c'est au contraire préparer aux colons une place pour y respirer en plus grande quantité les miasmes et les exhalaisons méphitiques. » Ce passage est la critique de presque toutes les entreprises précédentes. M. Lechevalier ne comprend les colonisations qu'avec le secours d'un puissant capital et l'appui moral du gouvernement. C'est presque toujours le souffle du hasard qui pousse les hommes d'une contrée à l'autre. L'émigration, scientifiquement combinée et régulièrement conduite, est peut-être sans exemple. On transporte machinalement sous un ciel nouveau les routines du climat où on est né. Qu'on observe le régime hygiénique de nos pays, et on reconnaîtra que nos

habitations, nos vêtements, notre nourriture, nos usages, sont ordinairement combinés pour réagir contre le froid. Pourquoi sous l'équateur ne se mettrait-on pas en frais d'imagination contre la chaleur? Ainsi, dans le problème qui nous occupe, celui du travail européen, les plus simples inventions pourraient écarter jusqu'à l'apparence du danger. Des vêtements propres à empêcher la répercussion de la sueur, des tissus légers comme ceux des Chinois qui préservent de la chaleur et de l'humidité, un large chapeau ombrageant le corps sans échauffer la tête, seraient très-salutaires. On a déjà eu l'idée de faire avec des lianes entrelacées des tissus de feuillages, des espèces de toiles qui pourraient être étendues avec des perches au-dessus des plantations, de manière à ce que le laboureur transportât, pour ainsi dire, l'ombre avec lui. Si plus tard la vapeur facilite la locomotion, on fera en sorte que les défricheurs ne passent plus la nuit sur le sol qu'ils auront fouillé pendant le jour (1). Au surplus, si la compagnie de la Guyane française renouvelle un essai de colonisation européenne, jamais l'expérience n'aura été tentée en des circonstances aussi favorables. Les colons seront recrutés par le comité siégeant à Paris, non pas parmi les gens sans aveu et sans ressources, mais au moyen d'un appel fait aux familles laborieuses, munies déjà d'un petit capital. Les établissements auront lieu par village, lorsqu'un emplacement aura été convenablement préparé. Au lieu d'être lâchés dans un désert, comme un troupeau sans maître, les nouveaux venus entreront dans les cadres d'une société unie d'intérêts, où ils trouveront, avec l'appui du pouvoir, les conseils et la bienveillance des colons associés. Nous le répétons, la colonisation blanche n'est pas nécessaire au succès de l'entreprise; elle n'en est que l'accessoire. Si pourtant des espérances qu'il est permis de concevoir devaient se réaliser, si le génie européen triomphait une bonne fois de l'inertie et de la routine, quel avenir pour les contrées équatoriales! Quelle fortune pour la France qu'un domaine comme la Guyane! Les destinées qu'on entrevoit alors pour cette colonie sont si brillantes qu'on n'ose pas y croire; on se défend de l'enthousiasme comme d'une trompeuse illusion.

Pour résumer nos impressions sur l'ensemble de l'entreprise, nous ajouterons qu'elle nous semble offrir des gages à tous les intérêts, au trésor public comme aux capitalistes, à la métropole comme à la colonie, aux maîtres comme aux esclaves. Au prix d'une garantie éventuelle qui probablement ne sera pas invoquée, le gouvernement peut espérer une forte remise sur la vente des terrains qui sont aujourd'hui une valeur morte, une part dans les bénéfices de l'opération au delà d'un certain dividende, une augmentation notable d'impôts par suite du mouvement commercial (2), et enfin, dans le cas où le *procédé français* essayé à la Guyane paraîtrait applicable à nos autres colonies, l'avantage d'opérer l'émancipation sans indemnité.

Dans l'état actuel de nos colonies, la propriété donne de gros revenus, mais ne

(1) Nous avons remarqué un chapitre spécial sur l'acclimatement des Européens dans un livre intitulé : *Du Climat et des Maladies du Brésil*, par M. Sigaud, médecin français attaché à l'empereur du Brésil. La place nous a manqué pour les emprunts que nous aurions voulu faire à cet excellent travail, et nous le regrettons d'autant plus, que, publié depuis un an à peine, il est déjà épuisé.

(2) La Guyane coûte aujourd'hui environ 400,000 fr. de plus qu'elle ne rapporte, même en déduisant les 250,000 fr. perçus en France sur ses produits. La Guyane anglaise rapporte au trésor de la Grande-Bretagne plus de 60 millions. Quel contraste!

représente qu'un faible capital, parce qu'elle est à peu près indivisible, et qu'elle ne peut être réalisée que très-difficilement par défaut de concurrence entre les acheteurs. La conversion des titres de propriété en actions transmissibles aura pour effet de constituer le capital colonial, en lui conférant les priviléges dont jouit en Europe la propriété foncière, revenu assuré, réalisation facile. La liquidation des biens hypothéqués, effroi de nos colonies, s'opérera comme par enchantement par le partage équitable des nouveaux titres entre les ayants droit. Aux propriétaires gravement obérés restera la ressource de trouver dans les cadres de la compagnie l'emploi de leur activité et de leur expérience.

En ce qui concerne l'organisation du travail, nous pensons que jamais contrat plus avantageux n'a été offert à la classe ouvrière. L'association de la terre, de l'argent, de l'intelligence et du travail, rêve impossible dans nos vieilles sociétés, où les professions sont trop diverses, les intérêts trop enchevêtrés, les profits trop minimes, semble réalisable dans une colonie dont les industries sont peu variées et les ressources assez abondantes pour satisfaire tout le monde. Une cupidité aveugle et coupable voudrait créer dans les plus riches contrées du globe ce prolétariat qui n'est qu'un esclavage déguisé. L'Europe doit y mettre empêchement; il y va de son honneur et de son profit. Belle ressource pour le commerce que ces *coolies* qui vivent de rien! Par religion et par économie, l'Indien repousse tout ce que lui offre l'Européen. Un poisson qu'il a pêché, un peu de riz qu'il a récolté, lui suffisent; il fabrique lui-même ses vêtements et ses ustensiles de ménage; il entasse pièce à pièce son salaire pour fuir au plus tôt le contact impur des infidèles. Une telle population serait funeste à nos colonies. Il faut sous le ciel généreux des tropiques une industrie vivace qui vende ses produits à bon prix, consomme largement ceux de la métropole, afin d'entretenir un courant d'échange et un mouvement d'idées profitables aux deux mondes.

Il n'est pas nécessaire d'insister sur les chances nouvelles offertes au commerce et à la marine par l'exploitation en grand d'un pays comme la Guyane; aux sympathies qui se sont manifestées dans la haute banque et le haut négoce, on peut croire que nos capitalistes tiennent à honneur de constituer une société maritime comme celles qui occupent une si grande place dans l'histoire de la Hollande et de l'Angleterre.

Notre pays éprouve un besoin d'expansion qui est un signe de force, mais qui a ses dangers pour l'avenir. Toutes les carrières, tous les comptoirs sont encombrés; on y étouffe, on s'y dévore. Puisqu'on a pour système d'exciter les appétits matériels, il est prudent de leur préparer une nouvelle pâture. La spéculation terre à terre ne suffit pas à un grand peuple; il s'y trouve des natures aventureuses auxquelles il faut un horizon large et chaudement coloré, des aspects nouveaux, des rêves de fortune et de gloire, de l'imprévu, de l'idéal. Voilà ce qu'offre précisément le programme des colons de la Guyane, et on peut lui appliquer ce mot heureux de l'un de nos hommes d'état : « La colonisation, c'est la poésie de la paix. »

A. Cochut.

LES BRETONS.

POÈME DE M. BRIZEUX.

Voici, grâce aux muses, une œuvre conçue dans le pur sentiment de l'art, une œuvre pleine de dextérité technique et d'élégance naturelle, de délicatesse et de fermeté. Voici, chose aujourd'hui peu commune, un écrivain qui tient ses promesses, une vocation réelle et vivace qui grandit et mûrit, et dont les fruits valent les fleurs. Au milieu de la triste décadence où la dépravation du goût public entraîne notre littérature de plus en plus fourvoyée, sous le poids de cette atmosphère de bazars et de commandite qui étouffe et étiole tant et de si fraîches espérances, en face de tant de lyres faussées, désaccordées ou muettes, il y a plaisir à rencontrer un talent sain et dispos, dont rien n'entrave la croissance ou ne fait dévier la marche, un poëte heureux de n'être que poëte, assez fort dans sa délicate nature pour se refuser à la fois au découragement et à l'orgie, et pour repousser d'un égal dédain le lieu commun qui tue la pensée et l'exagération qui la rapetisse.

Tous les lecteurs de la *Revue des Deux Mondes* connaissent l'heureux début de M. Brizeux, *Marie*, légère création demi-celtique et demi-grecque, abeille de l'Hymette égarée parmi les genêts de la Bretagne. Un juge beaucoup plus expert et plus compétent que je ne puis l'être a analysé (on s'en souvient) les subtils et exquis parfums de cette modeste fleur des prairies de l'Ellé. Je n'ai à ajouter qu'une remarque oubliée par le critique-poëte ; je veux parler des étroites affinités de forme et de rhythme qui rattachent *Marie* aux *Consolations*. M. Brizeux, en effet, a reçu de l'auteur de ce recueil et de *Joseph Delorme* le vers net et souple, nerveux et délié, qui accuse avec relief et franchise les mille détails de la vie réelle qu'on était jusque-là dans l'habitude de taire ou de farder. Sans ce vers à la fois pittoresque et familier, ni *Marie*, ni les *Bretons*, ni même quelques parties de

Jocelyn, n'étaient faisables. A la fin du dernier siècle, une réforme analogue fut tentée dans la poésie anglaise par quelques écrivains qui forment ce qu'on appelle, de l'autre côté du détroit, l'*école des lacs*. George Crabbe, en particulier (leur précurseur de quelques années), s'est proposé dans *le Village* et dans *le Bourg*, de débarrasser la poésie dite pastorale et descriptive de ses ornements de convention. Prenant le contre-pied de la manière fleurie de Thomson, Crabbe résolut de peindre au vif la nature et l'homme, principalement la nature agreste et triste qu'il avait sous les yeux, et l'homme des classes pauvres et souffrantes qu'il consolait comme pasteur, et il rendit ses modèles avec une vérité d'aspect, de langage et de sentiment, qui n'avait pas eu d'exemple jusque-là dans l'art moderne, si ce n'est peut-être, mais avec exagération, dans les mendiants de Murillo. Or, ce que Crabbe et quelques écrivains de l'école des lacs ont réalisé dans la poésie britannique, l'auteur de *Joseph Delorme* et des *Consolations* l'a introduit le premier dans la nôtre, sans imitation des *lakistes*, de son point de vue personnel et avec l'empreinte propre de son talent. Il a été suivi par plusieurs dans cette voie nouvelle ou plutôt dans cette reprise du tour naïf, un des plus grands charmes des poëtes anciens et surtout des poëtes grecs. M. Brizeux tient à ce groupe, d'abord par un amour commun du vrai, puis plus directement par l'emploi de certains procédés de versification et de rhythme; il s'en distingue par la recherche d'un idéal à lui d'une pureté un peu sauvage, et surtout par le soin de renfermer exclusivement ses inspirations et ses peintures dans l'horizon de sa Bretagne.

Nous savions que M. Brizeux avait depuis longtemps sur le chevalet un poëme des *Bretons*, suprême effort et pensée constante de l'écrivain patriote. Aujourd'hui, l'œuvre terminée est sous nos yeux, et le premier examen lui est très-favorable. On remarque tout d'abord dans *les Bretons* les qualités qui ont rendu populaire le poëme de *Marie* : pureté du fond et de la forme, composition simple et habile, amours adolescents, paysages variés et calmes. Puis, à ces beautés qui auraient suffi pour une idylle, le poëte en a su joindre d'autres d'un ordre différent : plus d'étendue dans les perspectives, plus de vigueur dans les sentiments, une voix plus mâle, en un mot plus de puissance et plus de souffle. Le sujet (je ne m'occupe pas encore de la petite fable qui circule autour du poëme et l'entoure moins comme un vêtement que comme une écharpe), le sujet véritable, dis-je, rappelle celui des *Géorgiques*, moins les préceptes. Le poëte s'est proposé de peindre les campagnes bretonnes, ciel et sites, animaux et hommes. Ce qui le préoccupe par-dessus tout, et avec raison, c'est de présenter le tableau complet de l'existence rude, patiente, religieuse, du paysan breton, depuis sa naissance jusqu'à sa mort, en le montrant sous tous les aspects et dans toutes les conditions qu'il peut prendre, laboureur, tisserand, patron de barque, pêcheur des côtes, conscrit, prêtre même. Si j'ai bien compris le désir de notre poëte, il a pour ambition (pour rêve du moins) d'être l'Hésiode des chaumières de la Bretagne. Ce sont, en effet, *les travaux et les jours* de cette contrée pauvre, forte, laborieuse, qu'il entreprend de chanter. Aussi ses modèles ne sont-ils plus exclusivement l'Anthologie, Bion, Moschus et Greuze; il n'effeuille plus ses impressions rapides en chansonnettes de rhythmes capricieux. Il introduit bien encore de temps en temps dans la trame du récit les chants alternatifs dont il a appris l'art dans Théocrite; mais ses véritables et constants modèles sont les grands poëtes et les grands peintres de l'épopée rustique, Hésiode, Paul Poter et Virgile. C'est de Virgile (le maître aimable qu'il a si gracieusement salué dans *Marie*), c'est de Virgile et surtout des *Géorgiques* qu'il s'inspire le plus

souvent. Aussi ne puis-je le mieux louer qu'en disant que, dans plusieurs parties de son poëme, dans celles notamment où les animaux sont en scène avec les hommes, il s'élève, sur les traces de ses guides, à toute la hauteur sévère du poëme bucolique. On peut en juger par les vers qui suivent :

. . . . . .
L'été, lorsque du ciel tombe enfin la nuit fraîche,
Les bestiaux, tout le jour retenus dans la crèche,
Vont errer librement : au pied des verts coteaux,
Ils suivent pas à pas les longs détours des eaux,
S'étendent sur les prés, ou dans la vapeur brune
Hennissent bruyamment aux rayons de la lune.
Alors, de sa tanière attiré par leurs voix,
Les yeux en feux, le loup, comme un trait, sort du bois,
Tue un jeune poulain, étrangle une génisse ;
Mais avant que sur eux l'animal ne bondisse,
Souvent tout le troupeau se rassemble, et les bœufs,
Les cornes en avant, se placent devant eux.
Le loup rôde à l'entour, ouvrant sa gueule ardente,
Et hurlant, il se jette à leur gorge pendante ;
Mais il voit de partout les fronts noirs se baisser
Et des cornes toujours prêtes à le percer.
Enfin, lâchant sa proie, il fuit, lorsqu'une balle
L'atteint, et les bergers, en marche triomphale,
De hameaux en hameaux promènent son corps mort ;
Tel le loup qu'on voyait ce jour-là dans Coat-Lorh.

O landes ! ô forêts ! pierres sombres et hautes,
Bois qui couvrez nos champs, mers qui battez nos côtes,
Villages où les morts errent avec les vents,
Bretagne ! d'où te vient l'amour de tes enfants ?
Des villes d'Italie, où j'osai, jeune et svelte,
Parmi ces hommes bruns montrer l'œil bleu d'un Celte ;
J'arrivais, plein des feux de leur volcan sacré,
Mûri par leur soleil, de leurs arts enivré ;
Mais dès que je sentis, ô ma terre natale,
L'odeur qui des genêts et des landes s'exhale,
Lorsque je vis le flux et reflux de la mer
Et les tristes sapins se balancer dans l'air,
Adieu les orangers, les marbres de Carrare !
Mon instinct l'emporta, je redevins barbare,
Et j'oubliai les noms des antiques héros
Pour chanter les combats des loups et des taureaux !

N'est-ce pas bien là le ton, l'accent, le mouvement de l'épopée bucolique ? Dans cette lyrique apostrophe :

O landes ! ô forêts ! pierres sombres et hautes,
Bois qui couvrez nos champs, mers qui battez nos côtes...

ne croit-on pas entendre comme un écho du *Salve, magna parens frugum*, ou bien encore cet autre cri patriotique : *Di patrii, indigetes...* ?

Les bestiaux, les bœufs surtout, jouent, comme il convient, un rôle fort impor-

tant dans cette odyssée rustique. Les jeux, les travaux, les victoires de ces animaux portent toujours bonheur à notre poëte. Au milieu d'une émeute soulevée devant l'hôtel de ville de Quimper par des conscrits un jour de tirage, l'intervention miraculeuse des bœufs réunis sur le Champ-de-Foire fournit à M. Brizeux l'occasion d'un tableau de l'originalité la plus poétique. Après avoir représenté (un peu à la manière flamande) le mouvement du marché de Quimper, le poëte arrive au tumulte causé par la résistance des conscrits :

A leur aide accouraient tous les forts des cantons;
C'était un grand combat de soldats à Bretons.
Tous criaient; on eût dit les abois d'une meute.
Le préfet, entendant de loin gronder l'émeute,
Dépêcha des courriers : « Le peuple est soulevé! »
Dirent-ils en rentrant, et bientôt le pavé
Résonnait dans Kemper sous sa nombreuse escorte,
Et bourgeois et marchands barricadaient leur porte.

Pour lors des campagnards le sort était certain,
Si saint Éloi, prié par le bon Corentin,
Saint Éloi n'eût trouvé pour les fils de Cornouaille
D'étranges alliés plus forts que la mitraille.
Des hommes sans croyance ont dit, méchants propos!
Que le bruit du combat effraya les troupeaux,
Ou que des maquignons venus de Normandie,
Race d'humeur sournoise et de gestes hardie,
Avaient jeté dans l'air, par un art odieux,
Une poudre qui rend les bestiaux furieux.
Dieu le sait! Mais les bœufs, les chevaux et les vaches,
Dans le même moment rompirent leurs attaches,
Et tous les fronts cornus et les immenses dos
Bondirent furieux et fous comme les flots,
Renversant les bouviers, lançant contre les bornes
Gendarmes et soldats enfourchés par leurs cornes.
Effroyable mêlée! Ah! vos deux jeunes gens
Désormais, Corentin, bravaient leurs poursuivants;
Vos cloches résonnaient comme un jour de victoire.
Depuis la Terre-au-Duc jusques au Champs-de-Foire,
Sur les quais de l'Odet et sur les quais de Ster,
Ce n'était que fuyards dispersés dans Kemper ;
Car derrière eux venaient de grandes voix beuglantes
Et des yeux flamboyants et des cornes sanglantes;
Chez lui le plus hardi rentrait épouvanté :
Les animaux étaient maîtres de la cité.

Dans les scènes purement humaines, on peut bien croire que le poëte ne se montrera ni moins pittoresque ni moins énergique. Je n'en veux pour preuve que le morceau suivant que j'extrais du chant intitulé *les Lutteurs*. On sait que dans les campagnes bretonnes les luttes, comme les danses, sont restées l'accompagnement de toutes les fêtes paroissiales, appelées *pardons*. Après avoir décrit les luttes des adolescents, l'auteur arrive à la lutte principale, à celle qui aura pour prix un bélier noir et qui doit terminer la journée :

Tal-Huarn et Lan-Cador étaient là dans les rangs
Des luttes jusqu'alors témoins indifférents :
On les vit d'un air grave entrer dans la prairie.
C'était des hommes francs, tels qu'en fait leur patrie,
Ils se prirent la main, en ennemis courtois,
Et firent tous les deux un grand signe de croix.

Debout, pied contre pied et tête contre tête,
Comme s'ils attendaient que leur âme fût prête,
Ils restèrent ainsi tellement engagés,
Qu'en deux blocs de granit on les eût dit changés.
Leur front tendu suait et montrait chaque veine;
Leur poitrine avec bruit rejetait leur haleine ;
Tout leur corps travaillait, pareil à ces ressorts
Qui semblent pour s'user faire de longs efforts ;
Puis, afin d'en finir, sur la terre qui tremble,
L'un par l'autre emportés, ils bondissent ensemble ;
Mais, par un nœud de fer l'un à l'autre liés,
Toujours ils retombaient ensemble sur leurs pieds.
Le peuple hors de lui criait; un large espace
S'ouvrait et tour à tour se fermait sur leur trace.
Et moi, poëte errant, conduit à ces grands jeux,
Un frisson de plaisir courut dans mes cheveux.
Dans nos vergers bretons, sous nos chênes antiques,
C'était un souvenir des coutumes celtiques :
Déjà si j'aimais bien mon pays, dès ce jour
Je sentis dans mon cœur croître encor mon amour.

Cependant, par degrés, la nuit venait plus sombre,
Et l'on disait : « Assez ! » Alors, perdus dans l'ombre,
Épuisés, haletants, ne pouvant se dompter,
Les deux nobles lutteurs se mirent à chanter.

CADOR.

« Quel homme êtes-vous donc? Sur un roc solitaire,
Un chêne plus que vous ne tient pas à la terre :
Il plie au vent qui passe, ou tombe avec fracas;
Vous ne pliez jamais, et vous ne rompez pas.
Comme il étouffe un arbre entre ses dures branches ;
Vos bras à m'étouffer ainsi pressaient mes hanches ;
J'ai pâli. Vos cheveux immenses et confus
Tout entier m'ont couvert de leurs rameaux touffus.
Répondez; de quel nom faut-il que je vous nomme?
Et quel homme êtes-vous, si vous êtes un homme?

TAL-HUARN.

Vous êtes un serpent ! j'en ai vu bien des fois
Autour de mon bâton se rouler dans les bois;
Mais si je secouais le bâton, la vipère
Sous la ronce en sifflant regagnait son repaire.
Vous, malgré mes efforts, à mes jambes serré,
De vos nombreux anneaux vous m'avez entouré,
A vous seul sur le pré vous en valez un couple;
Samson n'est qu'un enfant. Votre corps vert et souple

A lié mes deux bras, noué mes deux genoux :
Si vous êtes un homme, ah! quel homme êtes-vous?
. . . . . .
. . . . . .

LE MAITRE DE LA LICE.

Je connais son secret et je connais le vôtre :
Gens de cœur, bons chrétiens, vrais Bretons l'un et l'autre,
Capables en un jour de bêcher trois arpents,
Oui, vous êtes tous deux des bœufs et des serpents.
A vous deux le bélier! Restez amis fidèles,
Comme des francs lutteurs vous êtes les modèles.

Cependant, pour atteindre le but qu'il se propose, c'est-à-dire pour retracer la vie champêtre et populaire, telle qu'elle s'accomplit en Bretagne, le poëte est forcé de nous promener sur tous les points riants ou sauvages de son pays. Il nous conduit donc des frais vallons de Cornouailles, cette Arcadie de la Bretagne, aux champs de lin du pays de Tréguier, des blanches grèves du pays de Vannes au pied de la cathédrale de Saint-Pol de Léon, du marché populeux de Quimper aux îles brumeuses et presque désertes du Morbihan. Il a besoin d'être tour à tour peintre d'intérieur, de paysage et de marine. Il faut encore qu'il esquisse, chemin faisant, comme Ovide dans les *Fastes,* les usages civils, les croyances et les superstitions des villes et des campagnes, et toutes ces teintes, tous ces détails de costumes et de mœurs, il faut les fondre, sans disparate et sans monotonie, dans une grande et harmonieuse unité. L'œuvre entière est un tableau composé d'une foule de scènes et de figures, scènes toutes tirées de la vie vulgaire, figures d'hommes tous livrés aux rudes travaux de la mer ou des champs. L'art suprême du poëte est de nous représenter ces scènes et ces figures belles de vie et de vérité, comme celles des moissonneurs et des pêcheurs de Théocrite, ou, ce que nos lecteurs comprendront mieux peut-être, belles de lumière et de force, comme celles des *pêcheurs* et des *moissonneurs* de Léopold Robert. Ç'a été là certainement l'idéal qu'il a eu le plus ordinairement devant sa palette. Voyez comme il décrit une des îles du Morbihan :

Une chaîne d'îlots ou de rochers à pic
De Saint-Malo s'étend jusqu'à l'île d'Hœdic,
Iles durant six mois s'enveloppant de brume,
De tourbillons de sable et de flocons d'écume.
Des chênes autrefois les couvrirent, dit-on ;
Chaque foyer n'a plus qu'un feu de goémon.
Parfois derrière un mur, où vivait un ermite,
Dont le vent a détruit la cellule bénite,
Derrière un mur, s'élève un figuier pâle et vieux,
Arbre cher aux enfants, seul plaisir de leurs yeux.
La tristesse est partout dans ces îles sauvages,
Mais la paix, la candeur, la foi des premiers âges :
Les champs n'ont point de borne et les seuils point de clé;
Les femmes d'un bras fort y récoltent le blé ;
De là sortent aussi sur les vaisseaux de guerre
Les marins de Bretagne, effroi de l'Angleterre.

Lorsqu'à l'île d'Hœdic aborda sans malheurs,
Avec ses étrangers, la barque des pêcheurs,
Le premier qui les vit accourut sur la côte
Disant avec douceur : « Prenez-moi pour votre hôte! »
Un autre, survenant, ajouta : « Demain soir,
A mon feu de varech vous viendrez vous asseoir;
Dans cet îlot pierreux qu'à grand'peine on défriche,
Pour vous garder longtemps aucun n'est assez riche;
Mais chez chacun de nous venez loger un jour,
Et nos trente maisons s'ouvriront tour à tour.
Ainsi, connu de tous en quittant ces rivages,
Vous aurez des amis dans nos trente ménages. »
Puis, pour mieux honorer leur venue en ces lieux,
L'ancien, le chef du bourg, voulut boire avec eux;
Il les mena lui-même à la cave commune.
On servit à chacun sa mesure, rien qu'une :
Ainsi le commandait la règle, et ce qu'on prit
Au mur de la maison par le chef fut inscrit.
. . . . . .

Puis, à cette peinture d'hospitalité patriarcale succède une scène de piété vraiment originale et touchante :

C'était un samedi. Le lendemain, voilà,
Dès qu'au soleil levant la mer se dévoila,
Que tous les gens d'Hœdic, enfants, hommes et femmes,
Se tenaient sur la grève à regarder les lames.
— « Ah! disaient-ils, la mer est rude, le vent fort,
Et le prêtre chez nous ne viendra pas encor. »
Ensuite, ils reprenaient, d'un air plein de tristesse :
— « Ceux de Houad sont heureux, ils ont toujours la messe! »
Et, sans plus espérer, graves, silencieux,
Sur leur île jumelle ils attachent les yeux.
— « A genoux, dit soudain le chef, voici qu'on hisse
Le pavillon de Dieu, c'est l'heure de l'office. »
Alors vous auriez vu tous ces bruns matelots,
Ces femmes, ces enfants, priant le long des flots;
Mais, comme les pasteurs qui regardaient l'étoile,
Les yeux toujours fixés sur la lointaine voile,
Tout ce que sur l'autel le prêtre accomplissait
Le saint drapeau d'une île à l'autre l'annonçait;
Ingénieux appel! par les yeux entendue
La parole de Dieu traversait l'étendue;
Les îles se parlaient, et comme sur les eaux,
Tous ces pieux marins consultaient leurs signaux.

M. Brizeux ne s'est pas contenté de tracer avec cette perfection un grand nombre de scènes variées. Pour nous conduire sans fatigue à travers tant de spectacles si divers, il a cru devoir s'aider, pour ainsi dire, d'un fil conducteur. Ce fil, qui court au milieu de tous ces épisodes et qui les relie, en quelque sorte, est l'histoire de deux jeunes villageois des environs de Scaer, Loïc et Lilès, avec qui nous avons fait autrefois connaissance en lisant *Marie*. Loïc aime Anna, mais Loïc a étudié au presbytère pour devenir prêtre, et Anna se ferait scrupule de dérober une âme à

Dieu. D'une autre part, Lilès est conscrit, et il n'a pas assez de bien pour se racheter. De là quelques incidents (hésitations, absences, rappel) qui forment tout le nœud de cette simple histoire, bien simple même pour une églogue, et qui l'est trop pour défrayer d'intérêt un poëme en vingt-quatre chants. Sans doute il faut savoir un gré infini au poëte d'avoir, ici comme dans *Marie*, su éviter l'écueil du romanesque banal : M. Brizeux est demeuré simple et vrai, c'est un éloge qui lui est dû; mais s'abstenir n'est, dans les arts, qu'un mérite négatif et secondaire; la poésie ne vit que de difficultés vaincues, de créations hardies et heureuses. Une ombre de fable, une action sous-entendue plutôt qu'exprimée, a pu suffire une fois à animer une idylle : ce n'est pas assez pour un poëme. Après avoir fait preuve de goût, M. Brizeux a-t-il fait preuve d'assez d'invention? La double fable, dont il entrelace d'ailleurs les fils avec adresse, ne me semble avoir d'autre mérite que de fournir un prétexte à des peintures de lieux et de mœurs. Aussi cet ouvrage, malgré quelques parties où éclatent des qualités vraiment épiques, n'est-il, à mon avis, dans son ensemble, qu'une variété plus compréhensive et plus ingénieuse du poëme descriptif. A ce point de vue, j'ai peu d'objections à faire à cette manière de rajeunir l'ancien moule descriptif. S'il en était autrement, si l'auteur avait eu une prétention plus haute, s'il avait voulu nous attacher fortement par sa fable, alors nous lui dirions qu'il a commis une faute grave en partageant notre intérêt entre deux histoires; mais M. Brizeux n'a pas visé à l'intérêt narratif, ni même à l'effet épique, tel qu'on l'a entendu jusqu'ici. Il a pris, au contraire, deux couples d'amoureux, précisément pour que nous ne nous intéressions pas trop vivement à un seul, ce qui nous ferait oublier sa Bretagne et son but, qui est beaucoup plus général; en un mot, la petite fable de Loïc et de Lilès est le cadre du tableau, et non pas le tableau lui-même. Cependant deux circonstances sont de nature à jeter un peu de doute sur les intentions du poëte, et porteront peut-être quelques lecteurs à se montrer moins indulgents que nous. Ces deux circonstances aggravantes sont d'avoir pris un titre trop fastueux et d'avoir divisé son poëme en vingt-quatre chants, double imprudence, qui reporte, malgré qu'on en ait, la pensée sur les chefs-d'œuvre de l'épopée antique, dans lesquels la fable domine toujours si admirablement les peintures accessoires de lieux et de mœurs. Il eût été plus modeste, et en même temps plus habile, de réduire ces vingt-quatre chants si courts à un tout autre nombre moins compromettant, et surtout de se bien garder d'un titre à la fois ambitieux et inexact. En effet, ces mot éclatants : *les Bretons,* sont loin de donner l'idée d'une œuvre presque entièrement bucolique. Vous avez voulu peindre et vous avez peint avec talent la Bretagne agricole et les Bretons des hameaux et des bords de la mer, les pâtres, les fermiers, les pêcheurs, les mendiants, les fileuses. Je vois sous vos pinceaux vivre, respirer, agir la Bretagne villageoise et populaire. C'est à merveille; mais la Bretagne héroïque? mais les Bretons de l'histoire, quelle place occupent-ils dans votre ouvrage? Une bien petite assurément. A peine, ici ou là, quelques vers en l'honneur d'Arthur, à peine un souvenir du combat des Trente et de Beaumanoir, à peine un vers ou deux sur Du Guesclin, ou plutôt sur les doigts pieux qui filèrent sa rançon; aucune mention des Montfort, des Châteaubriand, des Clisson ; rien, ou presque rien des grands événements, des grandes guerres de la Bretagne. Vous l'avez ainsi voulu; soit! Mais alors pourquoi intituler votre œuvre, réduite à ces proportions restreintes, *les Bretons?* Quand Louis de Camoens intitulait son poëme immortel *os Lusiadas* (les Portugais), il ne se proposait pas de rejeter systématiquement dans l'ombre les grandes figures des Pachéco,

des Albuquerque et des dom Jean de Castro, pour mettre sur le premier plan les chevriers de l'Alemtejo et les matelots de l'Algarve. Je sais à merveille que toute l'originalité du poëme qui nous occupe est justement dans cette interversion des rôles. Je ne demande, certes, pas mieux qu'après l'épopée héroïque on nous donne l'épopée villageoise et populaire : je m'en réjouis même, et j'y applaudis au nom de l'art et de l'esprit moderne; mais je ne voudrais pas qu'en traçant l'épopée des chaumières bretonnes, on affectât une forme et un titre propres à faire supposer qu'on a cru tracer ainsi toute l'épopée de la Bretagne. Lorsque Thomas Gray chanta le *cimetière de campagne* (1), il eut soin, et avec raison, de ne pas réveiller par un titre trop sonore l'écho des tombes de Westminster.

Cela dit, et l'intention du poëte bien expliquée et replacée dans ses limites véritables, il n'y a, je le répète, presque que des éloges à donner à l'exécution. Sans exciter un intérêt bien vif, le livre soutient constamment l'attention, grâce à la poésie des détails, qui ne fait jamais défaut. J'ai cité des fragments assez étendus pour qu'on ait pu apprécier le rare mérite de l'écrivain. Il m'aurait fallu transcrire les trois quarts de l'ouvrage, si j'avais voulu mettre sous les yeux des lecteurs tous les morceaux excellents qu'il renferme. Je me contenterai de signaler plus particulièrement *le convoi du fermier,* peinture naïve et achevée, *les pilleurs de côtes,* qui rappellent un des meilleurs morceaux de George Crabbe (2), *le repas et le bal des pauvres,* scène un peu avinée, dans le goût de Teniers. Je recommande aussi *la rencontre des cinq Bretons*, idée heureuse, qui met aux prises, le verre à la main. dans une auberge, un pâtre de Cornouailles, un marchand de toile de Tréguier, un marin de Vannes et un prêtre de Léon, qui chacun à l'envi, comme des flûtes qui s'appellent, chantent les louanges de leur pays, en présence d'un cinquième interlocuteur qui salue et glorifie, sur un ton plus épique, leur sœur commune, la Bretagne galloise; car, malgré les flots qui séparent les deux rivages, M. Brizeux fait communiquer les deux poésies jumelles, comme les eaux d'Alphée et d'Aréthuse. On le voit, notre poëte élargit, autant qu'il lui est possible, les frontières de sa Bretagne; mais il y demeure, et il s'y enferme; il y a emprisonné sa muse, comme une odalisque dans un harem. Cette sorte de poésie patriotique et locale, qui s'implante et se cantonne, pour ainsi dire, entre certaines circonscriptions géographiques, est une dernière protestation de l'esprit de race contre le progrès incessant des nationalités modernes ; c'est une résistance à l'invincible courant de l'humanité, une protestation douloureuse de la poésie du passé contre le prosaïsme du présent ; c'est un sentiment vrai, religieux, légitime, mais qui a contre soi l'avenir. Depuis cinquante ans, l'Angleterre a produit de mémorables exemples de ces inspirations locales : d'abord les poëtes du Cumberland et du Westmoreland, puis Walter Scott, le glorieux barde de l'Écosse, et Thomas Moore, la dernière lyre de l'Irlande, sans compter Burns, à la fois le Béranger et le Jasmin de l'Ayrshire, M. Brizeux, comme ce dernier, écrit dans les deux langues ; mais, sans vouloir le moins du monde prêcher l'inconstance au poëte armoricain, je ne puis m'empêcher de faire des vœux pour qu'il secoue, dans un avenir prochain, la poussière de sa Bretagne. S'il lui est réservé de grandir encore, ce que j'espère, ce n'est qu'à la condition de renouveler sa palette. Qu'il le sache bien; les grands esprits ne se sont jamais laissés parquer dans un domaine unique et étroit. Les meilleurs parmi ceux

(1) *Elegy written in a country church-yard.*
(2) Dans *le Bourg,* lettre Ire.

que nous venons de citer, Walter Scott et Moore, n'ont-ils pas fait maintes glorieuses échappées hors de leurs frontières? Walter Scott n'a-t-il pas su peindre à merveille (outre l'Angleterre) les cours de France et de Bourgogne dans *Quentin Durward* et la Syrie dans *Ivanhoë?* Thomas Moore n'a-t-il pas fait à la verte Érin de charmantes et nombreuses infidélités pour les péris de l'Orient? Il faut, pour atteindre à une vraie et solide renommée, que la muse de M. Brizeux acquière deux qualités dont elle ne s'est pas encore montrée suffisamment pourvue, la flexibilité et l'invention.

Malgré la pureté soutenue de la langue et le fini des détails, qui sont le véritable mérite de son dernier ouvrage, j'ai pourtant quelques observations grammaticales et quelques remarques techniques à présenter à M. Brizeux. Il me pardonnera la minutie de ces critiques, lui qui sait si bien qu'il n'y a pas de poésie sans la double perfection de la langue et du rhythme : *In tenui labor...* Je commence :

M. Brizeux a employé deux fois cet hémistiche

> Les landes embaumaient... (pages 6 et 356)

c'était trop d'une. *Embaumer* pris absolument n'est reçu que dans la conversation. On dit : cette rose embaume ; mais on ne l'écrit pas, surtout en vers. — Je lis dans le chant des *Fiançailles :*

> Le chien à sa façon *leur entonne* une aubade.

Entonner une aubade ne me paraît pas exact, et *leur entonner* est une expression incorrecte et qui prête à l'équivoque.

Dans le septième chant, le poëte cite au nombre des prix offerts aux lutteurs

> Une ceinture *en* laine et large de quatre aunes,

et dans le chant des *Réfractaires*, il dit :

> La maison est bâtie au bord de la rivière;
> Si le toit est *en* paille, elle a des murs *en* pierre.

La correction demandait :

> Si le toit est *de* paille, elle a des murs *de* pierre.

Il m'est impossible d'approuver cette locution : *du monde* pour *une foule considérable :*

> C'est aujourd'hui qu'il va *du monde* vers Kemper.

On lit dans le huitième chant (*le Chasse-marée*) :

> Plus de batteurs de seigle, ici, plus de faucheurs,
> Mais des canots chargés de mousses, de pêcheurs...

Des canots chargés de mousses présentent, au premier coup d'œil, un sens fort différent du véritable. — Dans ce passage :

> Bientôt, comme ils causaient entre eux d'Énèz-Eussâ
> (L'île d'Ouessant), Lilès plus hardi commença.....

Cette parenthèse explicative, privée de grâce et de nombre, serait mieux placée au bas de la page que dans le texte. — Une vieille campagnarde, affligée des dispositions dernières de son mari, se plaint en ces termes :

> Quoi! sans me rien laisser, sortir de cette vie!
> Côte à côte avec lui, pourtant, je l'ai suivie
> Pendant plus de vingt ans...

Suivie se rapportant à *cette vie* est une locution impropre et un tour de phrase louche et forcé.

Voici pour la langue; passons à la rime.

On ne trouve dans M. Brizeux que bien peu de rimes faibles ou insuffisantes. Parmi les faibles, je noterai *yeux* rimant avec *bœufs*, *automne* et *none* rimant avec *jaune*, *Anna* avec *déjà* et *voilà ;* mais une rime que je regarde comme tout à fait vicieuse, c'est celle d'un mot terminé par une voyelle avec un mot finissant par une consonne, comme *cou* et *coup*, au singulier (1). Je regrette que M. Brizeux l'ait employée quatre fois.

On rencontre avec surprise dans *les Bretons* deux ou trois vers dont la mesure est fausse :

> Demandez-le à celle en qui tout est clarté.

Le s'élidant devant une voyelle, il ne reste au vers que onze syllabes. Comment M. Brizeux ne s'est-il pas rappelé ce vers de Voltaire, qui semble être le moule du sien :

> Demandez-le à celui qui nous donna la vie?

Le vers suivant est encore faux :

> A genoux sur la terre, elles y *voient* descendre...

Le mot *voient* et tous les mots de cette forme ne peuvent entrer dans un vers sans le fausser. On ne doit les placer qu'à la fin, pour des raisons métriques que M. Brizeux sait mieux que nous. Il n'y a d'exception que pour les imparfaits de l'indicatif et pour les deux mots *soient* et *aient*. Encore fait-on bien d'user sobrement de cette permission. — Je crois devoir encore marquer d'un *obèle* les expressions suivantes, d'une familiarité puérile. Dans le chant des *Pilleurs de côtes*, on lit :

> Lutte affreuse! le ciel est *plus noir que de l'encre.*

Et ailleurs :

> « A ceux qui n'ont pas vu monter si loin dans l'air
> La flèche de Saint-Pol, s'écria la jeune Anne,
> Je dirai poliment : Oh! vous êtes un âne! »

C'est tomber dans le trivial en cherchant le naïf. — Je conseille à l'auteur de retrancher, à la première occasion, la peinture qu'il fait du mal de mer en deux endroits du huitième chant. Il aurait tort de se croire justifié par ce vers du maître :

(1) Ces sortes de rimes au pluriel sont irréprochables.

Et salsos rident revomentem pectore fluctus.

Virgile est resté, ici comme toujours, dans cette mesure parfaite qui est sa gloire et son génie.

Les tableaux de M. Brizeux sont habituellement d'une si grande exactitude, qu'un peintre pourrait aisément les reproduire. Un seul m'a complétement dérouté et paru impossible. Lors de l'agonie du fermier Hoël, le recteur du bourg se présente pour lui donner l'extrême-onction :

Quand la porte s'ouvrit, la famille en prière
Se leva; le vieux prêtre, à ce morne salut,
Comme pressé d'agir, *monta sur le bahut.*

Je ne puis m'expliquer ce mouvement du prêtre qu'en supposant que les bahuts de Bretagne sont pourvus d'une petite marche sur laquelle le recteur se serait placé pour exhorter le mourant avec plus d'autorité. Si cette conjecture est juste, l'image alors ne serait pas fausse, comme elle en a l'air, mais elle serait incomplétement exprimée.

Un aussi petit nombre de taches, et pour la plupart aussi peu graves, dans un volume de cinq ou six mille vers, attestent les soins assidus du poëte, et confirment tous les éloges que nous avons donnés à son habileté et à son talent. Hélas! ils sont rares aujourd'hui, bien rares! les ouvrages où les fautes soient assez peu nombreuses pour qu'on les note et qu'on les discute. Depuis quelque temps, on répète sur tous les tons que la critique n'existe plus, qu'elle abdique sa haute mission de surveillance et de conseils; qu'elle se rend complice par ses *réclames* ou par son silence, de tous les déportements dont nous sommes témoins. Ces plaintes sont-elles bien justes? Mon Dieu! ce n'est pas la critique qui fait défaut à l'art; c'est bien plutôt l'art qui fait défaut à la critique. Où sont-elles, je vous prie, les œuvres sérieuses (dramatiques ou poétiques) qui méritaient une discussion délicate ou approfondie, et à qui la discussion ait manqué? Où sont les productions originales qui aient eu besoin d'être expliquées au public pour les lui faire accepter? Assurément nos écrivains à la mode charbonnent leurs faciles et immenses compositions en traits assez prosaïquement intelligibles pour se pouvoir passer de commentaires. La critique, cette muse amoureuse de la beauté, perdra-t-elle son temps à guerroyer sans espoir contre toutes les glorieuses monstruosités qui nous inondent, et à prouver magistralement que Maritorne n'est pas Hélène? Le beau plaisir vraiment, l'agréable occupation que de protester, en Héraclite ou en Jérémie littéraire, contre des engouements grossiers dont le temps tout seul doit faire justice! Où il n'y a rien pour l'art, la critique a toute raison de s'abstenir; le silence aussi est un jugement. Si l'on objectait que la critique doit être toujours militante et sur la brèche, qu'elle est une sorte de maréchaussée intellectuelle, et qu'en cette qualité elle est tenue de faire incessamment la police; si l'on prétendait que le devoir du critique est, comme celui du louvetier, de s'élancer toujours au plus épais du hallier pour y relancer la bête dans son fort, oh! alors je me permettrais de trouver la tâche du critique un peu rude; mais, en définitive, c'est une affaire d'âge et de goût : on peut être bien tranquille; il y aura toujours de hardis piqueurs, des tirailleurs adroits et alertes, des écoliers en vacance prêts à brûler leur première poudre aux moineaux. *Cet âge est sans pitié!...* J'applaudis de grand cœur à toute chasse innocente; je demande seulement que

l'on ne blesse et qu'on n'effarouche ni les cygnes du bassin, ni les fauvettes du bosquet, ni le faisan doré de la volière. Quant à moi, qui n'ai qu'un médiocre penchant pour les récréations carnassières, je comparerais plutôt l'art du critique à celui de l'oiseleur qui tend ses filets pour y attirer de beaux oiseaux, au chant suave, au plumage d'azur et de feu. Je comprends la passion de l'amateur qui veut voir, toucher, entendre, du plus près possible, ces oiseaux merveilleux, et, quand il les a vus et revus, leur rend l'espace et le firmament. C'est là, pour moi, la critique.

CHARLES MAGNIN.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

14 août 1845.

Le parlement anglais vient d'être prorogé jusqu'au 2 octobre. Malgré plusieurs discours prononcés par les chefs de l'opposition, les dernières séances ont présenté peu d'intérêt. Dans la chambre des communes, lord Palmerston a fait un effrayant tableau de notre puissance militaire. et a conjuré sir Robert Peel de prendre des mesures contre le danger imminent d'une invasion française. Notre marine, suivant le noble lord, est supérieure à la marine anglaise, et nous avons une flotte à vapeur capable de transporter en un jour deux cent quatre-vingt-dix mille hommes sur les côtes britanniques. Comme on peut le penser, ces étranges assertions, débitées avec un grand sang-froid par lord Palmerston, ont fait sourire son auditoire, et sir Robert Peel n'a pas eu de peine à les réfuter.

Dans une autre séance, lord Palmerston a parlé de la Grèce; c'était un sujet plus sérieux et plus digne de l'attention du parlement. Le noble lord a blâmé en termes amers l'administration de M. Coletti. Il attribue au gouvernement français tout ce qui se passe en Grèce. Il reproche au cabinet britannique de ne pas intervenir dans les affaires du pays, et d'y laisser décroître son influence. Lord Palmerston voudrait que l'Angleterre, usant rigoureusement de son droit, exigeât du gouvernement grec le paiement des intérêts de sa dette sur le produit de l'impôt. Sir Robert Peel s'est montré plus généreux et plus juste. Sans aucun doute, les puissances qui ont garanti la dette du royaume grec auraient le droit de saisir ses revenus, afin d'obtenir le remboursement de l'arriéré; mais c'est un droit dont elles n'useront qu'à la dernière extrémité. De même aussi, par la raison qu'elles sont responsables des suites de leur protectorat, les puissances qui ont fondé le royaume grec, et qui ont garanti l'intégrité de son territoire, peuvent intervenir dans les affaires du pays : c'est leur intérêt, c'est leur droit de surveiller attentivement sa marche, puisqu'elles sont exposées à subir les conséquences des fautes qu'il peut commettre; mais cette intervention exige beaucoup de ménagements. La Grèce ne doit être administrée que par elle-même. On peut lui donner des conseils, des avertissements; on ne doit pas s'efforcer de substituer une action étrangère à celle de son gouvernement. Il ne faut pas exercer sur elle une pression trop forte; il faut lui laisser la liberté de ses mouvements, et n'influer sur

les hommes qui la dirigent que pour les maintenir dans une voie conforme à l'intérêt national.

Telle est la politique professée par sir Robert Peel au sujet de la Grèce; telle est aussi la politique de la France. Seulement il y a cette différence entre le cabinet français et celui de l'Angleterre, que le premier est représenté à Athènes par un homme ferme et modéré, qui suit scrupuleusement cette politique désintéressée, impartiale, que prêche à la tribune sir Robert Peel. tandis que le représentant britannique, par sa conduite exclusive et irritante, a donné plus d'un démenti aux déclarations officielles de son gouvernement. Qui ne se rappelle le ministère de M. Mavrocordato, si fatalement dominé par la légation anglaise? Les maux qu'il a produits durent encore. La plupart des abus dont on se plaint, l'irritation des partis, la violation des règles constitutionnelles, la faiblesse du pouvoir, l'impuissance de la loi, tout cela, en grande partie, a pris sa source dans les erreurs et les violences de cette administration funeste. que la légation anglaise a poussée hors des voies de la prudence et du bon sens. Tout cela, cependant, s'il faut en croire lord Palmerston, est l'œuvre de la légation française. Sir Robert Peel, qui connaît la valeur de cette accusation, aurait pu disculper M. Piscatory, mais il n'a pas eu cette générosité. Au contraire, loin de justifier la conduite de la diplomatie française à Athènes, il a dirigé contre elle une insinuation peu bienveillante Il a félicité ironiquement la France des résultats produits par son intervention. Ce trait a dû être sensible à M. Guizot. Du reste, depuis quelque temps, il n'est pas rare de rencontrer dans les discours des ministres de l'Angleterre la trace de certains dissentiments avec notre cabinet. Il y a quinze jours, au sujet des affaires de la Syrie, nous faisions remarquer, en comparant les paroles de lord Aberdeen et de M. Guizot, les graves dissidences qui séparent les deux gouvernements sur cette question. Aujourd'hui, sur les affaires de Grèce, sir Robert Peel ne peut dissimuler le dépit que lui donne l'influence légitime et naturelle de M. Piscatory. Tels sont les symptômes qui caractérisent aujourd'hui l'entente cordiale en Orient. On voit qu'elle a perdu de ce côté un peu de son prestige.

Si l'entente cordiale essuie de graves échecs en Grèce et en Syrie, elle est du moins dans toute sa force au Mexique; mais elle y produit de tristes résultats. Malgré les ouvertures faites par la France et l'Angleterre, l'annexion a été prononcée par les deux chambres du Texas. Aussitôt le gouvernement de l'Union a envoyé des troupes pour protéger le territoire du nouvel état. C'est donc une partie perdue et une mauvaise campagne pour notre diplomatie. On dira de nous, dans cette circonstance, que nous avons suivi une politique imprudente et mesquine. Nous pouvions garder la neutralité; tout nous faisait une loi de rester spectateurs de la lutte. Au lieu de prendre ce parti si sage, nous nous sommes jetés, à la suite de l'Angleterre, dans une négociation qui ne pouvait nous offrir aucun profit réel, en échange de dangers inévitables. Pour défendre un intérêt qui nous est étranger, nous avons agi contre notre intérêt propre. Pour favoriser les vues de l'Angleterre, nous avons blessé les justes susceptibilités d'une nation amie, dont le concours est nécessaire au maintien de l'équilibre maritime; nous avons préféré la reconnaissance du Mexique à celle des États-Unis? Encore, si tout était terminé avec la question du Texas! Mais qui peut dire que la même épreuve ne se renouvellera pas bientôt? Maîtres du Texas, les États Unis convoitent l'Orégon; maîtres de l'Oregon, ils voudront la Californie, qu'ils envahissent déjà. Puis ils voudront les mines du Mexique; ils voudront un jour le Canada. Pendant que l'Angleterre luttera contre

chacun de ces empiétements, que fera la France? Déjà, sur la question de l'Orégon, la lutte est déclarée. L'Angleterre, par l'organe de sir Robert Peel, a formellement annoncé que, si les États-Unis persistaient à ne pas reconnaître son droit, elle saurait les y contraindre par la force. Lord John Russell, au nom de l'opposition britannique, a parlé dernièrement dans le même sens. De leur côté, les États-Unis maintiennent énergiquement leurs prétentions. Pour toutes les classes de la société américaine, la question de l'Orégon est devenue nationale : elle exalte au plus haut point les esprits : quiconque parlerait aujourd'hui d'abandonner aux menaces de l'Angleterre la plus petite portion du territoire contesté serait regardé comme un traître. Dans ce redoutable conflit, que fera donc notre gouvernement? Après avoir fait un premier pas dans une politique hostile aux États-Unis, pourra-t-il reculer? Et, s'il se considère comme engagé vis-à-vis de l'Angleterre, s'il prend ouvertement parti pour elle contre l'Union américaine, quelles seront les conséquences de ce grave changement dans la politique traditionnelle de la France? Dieu veuille que la faute commise sur la question du Texas ne nous entraîne pas si loin ; ce serait payer trop cher le rachat du droit de visite.

Le gouvernement du Mexique a déclaré la guerre aux États-Unis. Cette manifestation ne peut être prise au sérieux, car le Mexique, sans crédit, sans influence, est dépourvu de toutes les ressources nécessaires pour soutenir ses droits. Il n'a ni armée, ni flotte, ni finances. Il courbera donc la tête, et finira par consentir à une spoliation qu'il ne peut empêcher. Son appel aux armes ne sera qu'une satisfaction donnée à une vaine gloriole, ou à un patriotisme impuissant. Comment le Mexique pourrait-il faire la guerre? Chaque jour voit naître une nouvelle tentative de révolte que le gouvernement n'ose punir. Le parti de Santa-Anna s'agite. D'un moment à l'autre, on attend une nouvelle révolution.

Au milieu de ces graves embarras, le différend de M. Alleye de Cyprey avec les autorités mexicaines n'est pas encore terminé. L'agent français a montré jusqu'ici une grande patience, et on ne saurait l'en blâmer, car ce n'est pas dans un pays redevenu presque barbare que les représentants du monde civilisé peuvent se montrer très-rigoureux sur le respect des droits et des prérogatives de la diplomatie. Il est difficile de faire respecter le droit des gens par ceux qui ne le comprennent pas.

L'Europe, comme le Nouveau-Monde, renferme aussi ses germes d'anarchie et de discordes civiles. Une grande fermentation continue de régner en Suisse. Les partis, plus marqués depuis l'assassinat de M. Leu, semblent prêts à en venir aux mains. On s'attend à une crise sanglante. La décision de la diète sur la question des jésuites de Lucerne était connue d'avance; elle n'a pu changer par conséquent les dispositions des esprits. Huit états et deux demi ont voté pour l'ordre du jour; dix états et deux demi ont demandé l'expulsion des jésuites de la Suisse entière. D'après la constitution, il eût fallu douze voix pour former la majorité. Ainsi, rien n'est résolu, et la question est ajournée à la session prochaine. S'il y avait en Suisse un parti modéré, capable d'intervenir entre les partis extrêmes, et de les dominer par l'ascendant de la raison, ce moment de répit suffirait pour prévenir l'effusion du sang. D'ici à la prochaine réunion de la diète, on aurait tout le temps nécessaire pour trouver un moyen de transaction et pour en assurer le succès ; mais le fanatisme et les passions révolutionnaires l'emportent. La Suisse n'est plus un pays où il soit possible de discuter régulièrement ; c'est un champ de bataille où les deux armées sont face à face et s'observent en silence avant de combattre. Il serait

bien difficile, aujourd'hui, de reconnaître et de préciser le véritable caractère de la lutte qui se prépare. Est-ce une guerre religieuse, est-ce une guerre politique? Va-t-on combattre pour ou contre les jésuites, pour ou contre le gouvernement fédéral, opposé à un plan de république unitaire? Il est probable que beaucoup de gens en Suisse ne le savent pas eux-mêmes. La vérité est que le caractère dominant de la lutte ne s'aperçoit pas encore; plusieurs causes, d'une égale puissance, agissent à la fois sur les esprits, et rendent d'autant plus incertain le dénoûment de la crise. Ainsi, tel canton est animé par le fanatisme religieux; tel autre veut une réforme politique. Celui-ci ne veut pas des jésuites, mais ne veut pas non plus que la constitution soit changée; celui-là ne porte dans son cœur que des sentiments de vengeance, inspirés par la défaite des corps francs, ou un instinct de fureur guerrière qu'excite le souvenir de la bravoure de ses aïeux. A ces motifs, il s'en joint un autre : c'est l'hostilité de race ou de canton, qui n'a pu s'éteindre complétement à travers les âges, et qui se ranime aujourd'hui sur quelques points plus vive que jamais, comme pour redoubler l'acharnement de ce terrible conflit. Toutefois, au milieu de cette confusion, deux points fixent particulièrement l'attention : ce sont les cantons de Berne et de Lucerne. Berne est le foyer de l'insurrection contre les jésuites, contre le gouvernement fédéral, contre les vainqueurs des corps francs; Lucerne organise de puissants moyens de défense pour protéger la constitution et les jésuites. Si le sang coule, chacun des deux partis en supportera la responsabilité, car l'un est aussi coupable que l'autre, et nous ne voyons pas pourquoi on s'efforcerait d'établir entre eux des distinctions afin de justifier l'un et de faire peser sur l'autre toute la sévérité de l'histoire. Assurément rien n'est plus illégal que l'expédition des corps francs, rien n'est plus abominable que l'assassinat de M. Leu; mais aussi, quoi de plus horrible que les violences du fanatisme catholique à Lucerne, et comment ne pas se sentir transporté d'indignation, quand on songe que des milliers de citoyens vont peut-être s'entr'égorger, que la Suisse, depuis si longtemps paisible, honnête, laborieuse, va être précipitée dans l'abîme des guerres civiles et des révolutions, parce qu'il y a dans un collége de Lucerne sept jésuites, dont le nom même est inconnu, et qui pourraient encore aujourd'hui, par une retraite volontaire, prévenir une catastrophe, si le fanatisme ne les retenait, et si l'humanité n'était moins forte chez eux que l'orgueil?

Plus heureuse que la Suisse, la Belgique, qui connaît aussi les luttes religieuses, renferme dans son sein des éléments capables de les calmer. La crise ministérielle est terminée à Bruxelles. Le roi Léopold, en formant un ministère de transaction, a pris le parti que lui commandaient les circonstances. Appeler les chefs de l'opinion libérale, c'eût été prononcer la dissolution de la chambre; donner le pouvoir aux chefs de l'opinion catholique, c'eût été agir dans un sens contraire aux élections du 10 juin. Pour tenir la balance entre les opinions exclusives et rapprocher les nuances modérées des partis, le roi Léopold a fixé son choix sur M. Van de Weyer, qui sacrifie à l'honneur de remplir cette tâche une position paisible et enviée. M. Van de Weyer était depuis treize ans ministre plénipotentiaire de Belgique à Londres, où son crédit près de la reine Victoria, joint à son mérite personnel et à l'éclat d'une grande fortune, lui donnait dans la diplomatie beaucoup de relief. Libéral et modéré, esprit fin, élégant, publiciste remarquable, de professeur devenu diplomate, plein de bienveillance et d'affabilité dans ses manières, le nouveau chef du cabinet belge rencontrera dans la chambre beaucoup de sympathies. Il a les qualités d'esprit nécessaires pour entreprendre l'œuvre de

conciliation dont il s'est chargé. Aura-t-il assez d'énergie et de persévérance pour lutter contre les passions liguées contre lui? Saura-t-il résister à la fois aux attaques du dehors et aux influences pernicieuses du dedans? C'est un problème que l'avenir seul peut résoudre. On paraît craindre que M. Van de Weyer, étranger depuis treize ans aux luttes parlementaires, n'ait pas l'autorité de parole et l'ascendant que réclame la direction d'un parti. On lui reproche d'être un homme nouveau. Si ce caractère peut lui nuire sous certains rapports, les inconvénients qu'il peut avoir seront du moins compensés par cet avantage, que M. Van de Weyer, en prenant le pouvoir, est libre de tout engagement qui puisse gêner sa marche. On insiste sur les difficultés qu'il rencontrera du côté de ses collègues, MM. Malou, d'Anethan et Dechamps, représentants de l'opinion catholique dans le cabinet. Si les trois ministres dont il s'agit avaient les desseins qu'on leur suppose, le nouveau cabinet ne serait pas appelé à fournir une longue carrière; mais rien n'a démontré jusqu'ici que M. Dechamps, le nouveau ministre des affaires étrangères, fût possédé d'un aveugle esprit de réaction et d'intolérance. Il en est de même de M. d'Anethan, ministre de la justice. Quant au ministre des finances, M. Malou, il est le principal objet des préventions du parti libéral, et il faut reconnaître que ces préventions ne sont pas sans fondement. Cependant on assure que les opinions de M. Malou se sont modifiées, surtout depuis les dernières élections, et qu'il est sincèrement résolu à seconder la politique de transaction entreprise par M. Van de Weyer et ses collègues du parti libéral modéré. En Belgique comme ailleurs, le mouvement ultramontain, après avoir produit des excès, tend à s'arrêter. Effrayés des maux qu'il entraîne à sa suite, ceux même qui l'ont le plus favorisé sentent la nécessité de le contenir.

Par une bizarrerie de l'esprit humain, et par suite de cette exagération que l'on rencontre si souvent dans les matières religieuses, pendant que nous voyons la France, la Suisse, la Belgique, diversement remuées par les tendances ultramontaines, un mouvement tout à fait contraire a lieu dans les états du nord de l'Allemagne. Là, le christianisme tend à se dégager de plus en plus des liens de la cour de Rome. Parmi les sectes schismatiques, l'une d'elles s'intitule la nouvelle église catholique. Elle a pour chefs MM. Ronge et Czerski. Sa doctrine se réduit à un pur panthéisme, sorti des nuages de la philosophie allemande. Les nouveaux sectaires se disent les fils de Lessing et de Herder, qu'ils nomment les théologiens du XVIIIe siècle. Ils repoussent l'autorité du pape. Ils n'ont point de symbole, point de culte; ils portent en eux l'esprit de la religion, cela leur suffit; ils sont tous prêtres par la grâce du sentiment religieux, et ils n'ont pas besoin d'églises pour officier; leur temple est la voûte du ciel. Voilà ce qu'ils appellent le véritable christianisme évangélique et catholique. L'Allemagne du nord a vu naître ce mouvement, qui a gagné peu à peu l'Allemagne du midi. Cependant, jusqu'ici, les progrès de la nouvelle religion paraissent assez limités. Tolérée par l'indifférence dans certains états, elle a rencontré dans d'autres une opposition déclarée. La Saxe lui a refusé l'autorisation de célébrer ses cérémonies publiques. La Prusse lui est peu favorable. Des villes importantes, comme Mayence, Cologne, Coblentz, lui ont fermé leurs portes. Sauf la *Gazette de Leipsig*, journal officiel de M. Ronge, les organes les plus influents de la presse allemande ont refusé leurs colonnes aux réformateurs. En outre, les néo-catholiques allemands sont vivement combattus par les sectes protestantes aussi bien que par les catholiques orthodoxes; les rivalités engendrent parmi eux des divisions, et enfin l'accueil qu'ils reçoivent des

populations n'est pas toujours encourageant : témoin la réception qui vient d'être faite à M. Czerski, il y a peu de jours, dans le duché de Posen, où sa présence a excité les troubles les plus graves; sa vie a été menacée, et il n'a pu échapper que par hasard à la fureur du peuple. On nous assure que M. Czerski, M. Ronge et leurs coreligionnaires sont des hommes sincères; nous n'en doutons pas. La foi évangélique est leur seule passion, ils n'ont aucun but politique, et ils repoussent toute solidarité avec le communisme; nous les en félicitons. Nous regretterons seulement que l'Allemagne, au siècle où nous sommes, nous montre encore des scènes du moyen âge. Heureusement, dans cette nature à la fois candide et profonde de l'esprit germanique, tout s'allie, la naïveté et l'expérience, la faiblesse et la force, les exagérations du panthéisme ou d'un mysticisme poétique, et les conceptions sérieuses de la raison moderne. Pendant que les sectes philosophiques ou religieuses pullulent sur cette terre privilégiée du schisme et de l'hérésie, l'industrie, le commerce, les travaux publics, la science administrative, y font d'admirables progrès, et de graves symptômes révèlent le mouvement de l'esprit politique.

Tous les regards de l'Allemagne sont en ce moment fixés sur la Prusse. Le gouvernement de Berlin, dans ces derniers temps, semble avoir été peu fidèle à cet esprit de libéralisme et de modération dont il aime à se parer. L'expulsion des deux membres de la chambre badoise, MM. Itzstein, conseiller de justice, et Hecker, avocat au tribunal de première instance, a causé, il y a deux mois, une émotion qui dure encore. Les motifs qui ont dicté cette mesure sont un mystère. Les protestations qui l'ont suivie, soit de la part du gouvernement badois et de son ambassadeur, soit dans la chambre des députés de Wurtemberg, ont dû faire naître dans l'esprit du roi de Prusse de sérieuses réflexions. Pendant que les états libres d'Allemagne témoignent ainsi leur ferme résolution de repousser des tendances arbitraires, et de garantir leur indépendance politique, des mouvements populaires, comme ceux de la Silésie, des insurrections fréquentes, la liberté qui se montre dans les écrits, les sourdes rumeurs qui se font entendre dans les provinces orientales du royaume et dans certains états limitrophes, tout annonce à la prudence royale que le temps est venu de satisfaire l'opinion, en donnant au peuple cette constitution libérale si souvent promise et si ardemment désirée. Le bruit court que les dispositions personnelles du roi seraient favorables à cette grande mesure, qui honorerait son règne. La retraite de M. d'Arnim, qui passe pour avoir toujours combattu dans le cabinet de Berlin le progrès des idées libérales, se rattacherait, dit-on, à cette pensée.

En résumé, on peut dire du tableau qui précède que, sans être inquiétant, il donne cependant beaucoup à réfléchir. Les affaires de Grèce et de Syrie, la question du Texas, la Suisse, d'un aspect si menaçant et si sombre, l'Allemagne du nord, que l'esprit de réforme agite, sans compter l'Espagne, dont la situation est toujours si embarrassée, tout cela mérite assurément l'attention sérieuse de notre diplomatie.

Quoi qu'il en soit, l'Europe, sur beaucoup de points, présente en ce moment une physionomie riante et animée. La saison des visites royales est commencée. L'Allemagne accourt sur les pas de la reine d'Angleterre, qui va recevoir, au château de Johannisberg, l'hospitalité de M. de Metternich, le Nestor de la diplomatie. Sur les frontières de l'Espagne, le duc et la duchesse de Nemours vont à la rencontre de la jeune reine Isabelle. Le voyage de M. le duc de Nemours dans plusieurs départements de la France a produit les résultats qu'on devait désirer. Le

prince a reçu partout un accueil empressé, qui s'adressait aux qualités de son esprit, à la bienveillance et à l'affabilité de ses manières autant qu'à son rang. A Bordeaux surtout, le duc de Nemours et le duc d'Aumale ont été l'objet d'un véritable enthousiasme. Les amis de la royauté de juillet ne sauraient trop approuver ces voyages annuels, qui établissent entre les princes et le pays un contact utile, et resserrent les liens qui unissent la France à notre dynastie constitutionnelle.

Depuis quelques jours, le ministère du 29 octobre était à peu près oublié. On en parlait à peine dans les journaux ; les feuilles ministérielles avaient cessé de chanter ses louanges, et l'opposition avait cessé de l'attaquer. Il paraît que cette indifférence n'a pas été du goût de M. Guizot. C'est elle, sans doute, qui nous a valu le discours que l'illustre député du Calvados vient de prononcer à Saint-Pierre-sur-Dives. Soyons justes envers M. Guizot, son discours est modéré et habile. Les louanges qu'il s'adresse à lui-même valent mieux, sans contredit, que celles de ses journaux. Elles sont de meilleur style et de meilleur goût. M. Guizot commence par déclarer qu'il ne se plaint pas du langage de l'opposition, qu'il accepte la liberté de la presse politique avec tous ses écarts, que l'injustice et la violence des partis sont la condition de l'homme d'état dans un pays libre. M. Guizot a parfaitement raison de tenir un pareil langage, d'autant plus que cette générosité qu'il montre envers ses adversaires, d'autres l'ont exercée envers lui-même. M. Guizot n'a pas toujours été ministre ; hors du ministère, il n'a pas toujours été ministériel, et dans l'opposition il n'a pas toujours été modéré : plus d'une fois il s'est passé ses fantaisies. Il est juste qu'il accorde aux autres les libertés qu'il s'est données. M. Guizot, en faisant l'éloge de son ministère, n'est entré dans aucun détail ; il s'est contenté de faire une allusion aux deux actes diplomatiques qui ont terminé heureusement la session. Nous louons cette réserve, qui prouve sans doute que M. Guizot connaît très-bien les côtés faibles de sa politique, et qu'il n'a pas jugé utile de les mettre en relief, même en présence des électeurs du Calvados. M. le ministre des affaires étrangères a vanté les résultats généraux obtenus depuis 1830. Sans doute il ne veut pas en attribuer la gloire à lui seul ; il consent à partager l'éloge avec les hommes d'état qui ont partagé sa tâche. A cette condition, nous souscrivons encore à cette partie du discours de M. Guizot. Un seul point nous semble attaquable dans ce discours. M. Guizot invoque l'appui qu'il a reçu du parti conservateur ; il parle de l'adhésion donnée à son système, à sa politique. Ici, M. le ministre des affaires étrangères nous paraît commettre une erreur. Ce n'est pas précisément la politique du 29 octobre qui a triomphé depuis cinq ans devant les chambres. Le ministère n'a duré, n'a réussi qu'en sacrifiant ses propres opinions à celles de la majorité, et en pratiquant une politique qui n'était pas toujours la sienne. C'est un fait que l'opposition a mille fois démontré. A part cette erreur, nous approuvons pleinement le discours de M. Guizot, et nous le louons surtout d'être modeste ; bien entendu qu'en parlant de la modestie de M. Guizot, nous sommes persuadés qu'il n'est point complice de l'allocution que l'honorable maire de Saint-Pierre-sur-Dives lui a adressée, merveilleux morceau d'éloquence municipale, où l'on compare le chef du 29 octobre aux sept sages de la Grèce et aux triomphateurs romains. Sans doute ce n'est pas l'usage à Saint-Pierre-sur-Dives de communiquer les adresses municipales aux personnages qui doivent y répondre, sans quoi M. Guizot n'eût pas permis qu'on fît brûler devant lui un tel encens ; la modestie de son discours en est la preuve.

Tandis que M. Guizot haranguait les électeurs du Calvados, M. le ministre de

l'instruction publique prononçait, dans la solennité du concours, de graves paroles qu'un immense auditoire a justement applaudies. Depuis longtemps le pouvoir gardait le silence sur la question de l'enseignement. Le discours de M. Salvandy rassurera le pays. Après avoir exprimé de bonnes intentions, on doit croire que le ministre aura la fermeté de les exécuter.

On connaît les détails de l'incendie qui a dévoré un de nos magasins maritimes dans l'arsenal de Toulon. Ce désastre, vivement senti par le pays, a été l'objet de commentaires que nous ne saurions approuver. Il y a des exagérations pour lesquelles le patriotisme lui-même ne peut servir d'excuse. Au lieu d'imputer le crime à des mains étrangères, ennemies de notre puissance navale, et de réveiller dans le peuple des préjugés irritants, on ferait mieux d'attendre le résultat de l'enquête qui se poursuit en ce moment. La justice est saisie; elle fera connaître les vrais coupables. Quant à présent, tout semble démontrer que l'incendie a été l'œuvre de la malveillance. De nombreux indices révèlent l'existence d'un vaste complot. La voix publique désigne les forçats. Cette opinion, que tous les faits connus semblent confirmer, soulève naturellement la question des bagnes, et on se demande s'il n'est pas de la dernière imprévoyance de mettre à la merci d'une bande de misérables des établissements d'où dépendent la prospérité et la puissance de notre pays. Déjà, plus d'une fois, cette imprévoyance a été signalée. Au lieu d'être employés dans nos arsenaux, où leur contact humilie les ouvriers des ports, les forçats ne pourraient-ils pas être employés sur divers points du territoire à des travaux de desséchement? Ne pourrait-on point, par exemple, les envoyer dans les marais de la Corse, où leurs bras trouveraient un travail utile et de nature à les occuper longtemps? C'est à l'administration de la marine qu'il appartient de provoquer l'examen de ces questions, et d'obtenir que l'état actuel des choses soit changé, car il compromet gravement sa responsabilité devant les chambres.

Plusieurs journaux ont exagéré la perte causée par l'incendie. Les uns parlent de 60, les autres de 80 millions. D'après les calculs du ministère de la marine, le dommage serait de 2,500,000 francs ; c'est le chiffre le plus vraisemblable, et l'on doit convenir d'ailleurs que l'administration possède seule les documents nécessaires pour apprécier exactement l'étendue du mal. Les autorités locales ont-elles manqué de vigilance? Une surveillance plus active eût-elle pu prévenir l'exécution du complot? Ce point sera éclairci par l'enquête. Dans tous les cas, dès qu'il s'est agi de lutter contre l'incendie, les autorités locales ont rempli leur devoir. Elles ont montré une rare énergie, admirablement secondée par la population et par les troupes de terre et de mer, qui ont rivalisé de zèle et de dévouement. Sans la précision des ordres qui ont été donnés, sans la promptitude et le courage avec lesquels ces ordres ont été exécutés, le désastre eût pris des proportions immenses.

Il est à craindre que cet événement malheureux ne répande dans l'administration de la marine un certain découragement. Depuis plusieurs années, l'administration de la marine est vivement attaquée dans les chambres et dans la presse. L'opinion l'accuse de laisser dépérir nos forces navales. On a déjà mis en doute sa prudence et la sagesse de ses règlements ; que serait ce si sa loyauté, son honneur, son patriotisme, étaient suspectés, et si l'esprit de parti, en la calomniant, soulevait contre elle les passions populaires! S'il en était ainsi, le devoir de tous les hommes modérés serait de défendre l'administration de la marine contre des

attaques aussi odieuses qu'absurdes. Pour opérer les réformes qu'elle a promises et qu'on a eu raison de lui imposer, l'administration de la marine a besoin de l'estime et de la confiance du pays.

— On annonce une publication qui doit répandre une vive lumière sur une des époques les plus curieuses de notre histoire contemporaine. C'est la *Correspondance* de Louis XVIII avec M. le comte de Saint-Priest pendant l'émigration, précédée d'une notice par M. de Barante (1). Parmi les documents que nous possédions déjà sur l'émigration, celui-ci ne sera pas à coup sûr un des moins précieux. En racontant la carrière diplomatique si honorable et si bien remplie de M. le comte de Saint-Priest, M. de Barante a écrit la meilleure introduction qu'on pût placer en tête de ces lettres. Il a été plus qu'un biographe, il s'est retrouvé historien. M. de Saint-Priest, comme diplomate et comme ministre, appartient en effet par plus d'un côté à l'histoire. En le suivant tour à tour à Versailles, au milieu des intrigues de cour, et à Constantinople, où il maintenait par sa digne et ferme attitude les belles traditions de notre diplomatie, M. de Barante a pu étudier sous des aspects bien divers et peu connus la situation de la France et de l'Europe à la fin du XVIIIe siècle. Il a encadré dans une biographie un chapitre d'histoire politique où se retrouvent toute l'élégance de sa plume et toute l'élévation de son esprit.

(1) Chez Amyot, rue de la Paix.

SOUVENIRS

D'UNE

CAMPAGNE D'AFRIQUE.

J'ai souvent entendu reprocher au gouvernement de n'avoir pas fourni à M. le maréchal Clauzel les moyens nécessaires pour réussir dans l'expédition de Constantine, dont le commandement lui avait été confié. Le ministère, prétendait-on, dans cette circonstance, aurait plutôt écouté ses ressentiments personnels que songé au succès de nos armes, et le député de l'opposition se serait ainsi vu refuser les hommes et l'argent dont la gloire du général en chef aurait pu profiter. Sans me faire entièrement garant de la sympathie des membres du cabinet du 6 septembre pour l'illustre maréchal, j'ai toujours eu beaucoup de répugnance à admettre comme vraisemblable une pareille supposition, et je serais bien plutôt porté à croire que le ministère, tout aussi bien que le commandant de l'armée expéditionnaire lui-même, étaient loin de s'attendre aux difficultés très-sérieuses que présentait l'entreprise projetée contre Achmet et contre la capitale de son beylik. Les préparatifs de la campagne de 1836 durent se ressentir de cette confiance un peu aveugle en notre supériorité dont nous avons eu lieu quelquefois de nous repentir en Afrique, et dont il nous est difficile apparemment de nous corriger, car il s'en est peu fallu, par exemple, que, malgré l'échec essuyé quelques mois auparavant, les leçons de la sagesse ne fussent vaines encore une fois, et que, faute de moyens d'attaque suffisants, Constantine ne bravât victorieusement nos efforts en 1837. Si M. le maréchal Valée, dans le conseil tenu au camp de Medjez-el-Hammar, n'avait pas insisté pour emmener notre grand parc de siége, on aurait probablement laissé derrière soi ce lourd attirail, si gênant à transporter. Or, jamais nous n'eussions démoli la courtine de la porte El-Gharbia avec du calibre inférieur à du vingt-quatre, et sans la brèche que nos grosses pièces y ont prati-

quée à cent cinquante mètres de distance, je ne sais pas trop ce qui serait advenu.

C'était donc une rude tâche, au dire des plus experts, et une opération pour le moins intéressante suivant les autres, que le siége de cette ville, si bien défendue par la nature et ses murailles romaines; c'était d'ailleurs une nécessité d'amour-propre pour nous que de nous emparer de ce nid de vautours qui déjà une fois, du haut de ses rochers, avait défié la valeur de nos soldats. Si ce qu'on racontait de la position de Constantine, de son aspect fantastique, des antiquités qu'elle contenait, de son pont gigantesque sur le Rummel, et de ses affreux précipices, était de nature à piquer la curiosité d'un voyageur, il y avait le plus grand intérêt aussi pour un militaire à faire partie du corps expéditionnaire destiné à aller prendre une éclatante revanche sur les Kabyles du bey Achmet. Aussi désirai-je vivement me joindre à l'armée qu'on réunissait dans ce but; mais les demandes étaient nombreuses, et quoique je me fusse inscrit depuis longtemps, je craignais de ne pas réussir. Heureusement, le 5e régiment de hussards, où j'étais capitaine alors, se trouvait au camp réuni devant Compiègne, lorsque la campagne fut définitivement résolue. J'appris un des premiers que M. le duc de Nemours y avait un commandement; je me rendis au château, et j'obtins du prince la faveur de faire la campagne projetée dans son état-major, en qualité d'officier d'ordonnance détaché de mon régiment.

Le 5 septembre, nous partions de Paris, et le 10 nous arrivions à Toulon; le 12, nous nous embarquions sur *le Phare*, et le 14 à minuit nous jetions l'ancre en rade de Bône. L'état-major du prince était composé de M. le colonel Boyer, son aide de camp, chef d'état-major; de M. le comte de Chabannes, lieutenant-colonel; de M. le baron Dumas, chef d'escadron, aide de camp du roi; du capitaine d'Iliers, de M. Baudens, chirurgien-major, et de moi.

L'aspect de la rade de Bône est des plus pittoresques. Nous avions mouillé pendant la nuit, et à la pointe du jour, nous étions sur le pont, à jouir de la vue magnifique qui s'offrait à nos regards. La côte d'Afrique, dans cette partie, depuis le cap de Fer (Raz-el-Hadid) jusqu'au rocher du Lion, qui s'avance à l'entrée de la rade, est accidentée et pleine d'ondulations. La mer baigne des montagnes de formes gracieuses et un peu arrondies, que recouvre jusqu'à leurs sommets la plus vigoureuse végétation. Je ne trouvais pas là cette nature aride et désolée que je m'attendais à rencontrer sur les rivages africains. Au lieu de rochers calcinés par le soleil et de plages sablonneuses, ce n'étaient partout que des lentisques, des chênes dont la verdure sombre se mariait agréablement avec les cactus, les oliviers et les lauriers-roses. Rien de plus épais que les herbes, rien de plus touffu que les buissons qui croissent sur le sol de ces collines. A notre droite et au pied des ruines de la kasbah, détruite quelques mois auparavant par l'explosion de sa poudrière, brillaient sur une pente de gazon les blanches tentes du 17e léger. Nous avions devant nous le fort Cigogne, les murailles et les minarets de la ville, puis, autour de notre navire, de sveltes et légères embarcations montées par des Maltais qui s'empressaient de nous offrir leurs services.

A cinq heures, le commandant du port vint prendre les ordres du prince. On débarqua à huit heures. Toutes les autorités, les troupes de la garnison et la population de Bône nous attendaient sur la jetée et sur le rivage, le général Trézel en tête. C'est dans sa maison que M. le duc de Nemours se rendit, et qu'il demeura pendant son séjour à Bône. Il y reçut aussitôt après son arrivée les fonctionnaires de la localité et les corps d'officiers de la garnison.

Les affaires, que nous croyions tout à fait pacifiques, étaient au contraire à la guerre ; nous apprîmes qu'il y avait eu la veille un engagement sérieux entre les troupes du camp de Medjez-el-Hammar, où se trouvait le gouverneur général, et Ben-Aïssa, agha d'Achmet, campé à trois lieues de là, car toute la journée le canon et la fusillade s'étaient fait entendre. Ainsi donc, il paraissait que notre campagne n'avorterait pas, et que le bey de Constantine n'était pas disposé, comme nous le craignions, à nous faire des avances.

Je cherchai dès cette première journée à me monter, et je fus assez heureux pour y réussir passablement. Il me fallut néanmoins quelque temps pour m'habituer à ces petits chevaux barbes si vifs, si alertes. On est tout surpris d'abord de la pétulance de leurs mouvements ; si l'on approche les jambes, ils bondissent avec tant de rapidité, qu'on dirait qu'ils vous échappent ; dans un chemin difficile, dangereux même, n'essayez pas de les guider, ils sautent comme des chèvres, ne s'avancent que par courbettes ou par lançades, tout en vous portant d'ailleurs admirablement, sans jamais faire une faute. Je suis forcé cependant d'avouer que, dans les premiers moments, on est un peu étonné de cette indépendance d'allure, à laquelle les chevaux qu'on monte en Europe ne nous ont pas habitués.

La petite ville de Bône à notre arrivée était encombrée de monde; ses rues et ses places présentaient le spectacle le plus animé. Les constructions mauresques, les costumes des habitants, le langage de cette multitude, et jusqu'aux parfums qui s'en exhalaient, tout était nouveau pour moi ; je regardais, j'écoutais, j'admirais avec un intérêt inexprimable. J'aurais voulu pouvoir dessiner du matin au soir, mais je n'en avais pas le temps, et la chaleur, extrême dans ce pays, oblige d'ailleurs le touriste le plus intrépide à rester chez lui pendant une bonne partie de la journée. Rien ne me sembla plus curieux que le marché hors de la porte de la Seybouse ; de vieux Arabes montés sur des ânes y arrivaient de la montagne, des Turcs assis sur des murs en ruine fumaient gravement et en silence. Plus loin, entourés de leurs haïcks, la tête ceinte de la corde de chameau, des Kabyles, des Beni-Urgin et des Kharezas se chauffaient au soleil ; leur attitude académique, leur air important, contrastaient avec l'aspect misérable de vêtements tout en lambeaux. Il y avait parmi eux quelques nègres. Ajoutez à cela beaucoup de poussière, une grande chaleur, le ciel si bleu de l'Afrique, dans le lointain les montagnes de l'Edough, d'un vert violet, la porte et les murs de la ville blanchis à la chaux, et une odeur généralement répandue de bois d'olivier ou de cèdre brûlé, et vous aurez une idée assez exacte du tableau.

Le capitaine de Lagondie, aide de camp du brave général Trézel, m'accompagnait souvent dans mes promenades ; il habitait l'Afrique depuis plusieurs années, son expérience des coutumes et des mœurs arabes était précieuse pour moi. Cette étude anticipée de la population africaine ne m'a pas au surplus été inutile ; partout, depuis, j'ai retrouvé en Algérie les mêmes physionomies et les mêmes habitudes.

J'avais remarqué plusieurs Arabes d'une tournure distinguée montés sur des ânes, et je m'en étonnais ; on m'expliqua que les ânes dans ce pays, où ils sont traités avec plus de considération qu'en Europe, servent, aussi bien que les mulets, de monture de premenade, ou de *hacks* aux plus grands personnages pour les transporter d'un point à un autre. Les chefs ne prennent leur cheval que pour la guerre; on dirait qu'ils considèrent cet animal comme trop noble pour être employé à un autre service.

Pendant le temps de notre séjour à Bône, M. de Lagondie me conduisit chez Hadj-Soliman, beau-frère d'Achmet, bey de Constantine. J'admirai l'aspect vénérable de ce vieux guerrier, ses traits fortement accentués, sa longue barbe blanche, et je lui témoignai le désir de faire son portrait, ce qui, au premier abord, ne parut pas beaucoup lui plaire; mais comme je l'assurai que je serais flatté de pouvoir rapporter dans mon pays les traits d'un homme aussi remarquable et aussi justement célèbre que lui, je parvins à vaincre sa résistance, et il me donna très-complaisamment séance pendant une bonne heure. Il me fit même la faveur d'imprimer son cachet sur mon dessin, ce qui pour les musulmans équivaut, comme on sait, à une signature. Hadj-Soliman, ainsi que son nom l'indique (1), avait fait le voyage de la Mecque. C'était un homme assez instruit; il exerçait quelque influence dans son pays. Le maréchal Clauzel, en nommant le colonel Jussuf bey de Constantine, lui avait donné Soliman pour khalifat ou lieutenant. Depuis longtemps brouillé avec son beau-frère, dont il était devenu l'ennemi déclaré, il avait marché dans nos rangs contre lui l'année précédente, et se disposait, cette fois encore, à faire la campagne avec nous.

Soliman nous reçut dans une petite salle, séparée en deux par une portière bleue, jaune et rouge, et nous fit asseoir sur son divan couvert de riches étoffes à fonds d'or ou d'argent, brodées en soie de couleur, avec des coussins ronds dans le même genre; mais tout cela était un peu usé, et se ressentait de la position précaire du khalifat de l'ex-bey de Constantine. Des domestiques me présentèrent la pipe d'usage, et m'offrirent dans une petite tasse de porcelaine de Chine, supportée par une sorte de coquetier en filigrane d'argent, du café excellent et surtout très-chaud, préparé d'une manière particulière qui lui donne beaucoup de parfum. On le verse brûlant, et on en ajoute dans la tasse une pincée en poudre impalpable. Le rideau ayant été relevé, nous aperçûmes toutes sortes d'ustensiles de toilette, des coffres en assez mauvais état, mais dont les ornements en vermeil ciselé étaient d'un beau travail. Les étendards du khalifat, au nombre de dix à douze, formaient dans le coin un grand faisceau; ses armes, suivant l'usage oriental, étaient accrochées contre la muraille de l'appartement. Les plus curieuses venaient de Constantine, où l'on fabriquait aussi, me dit-on, des selles d'une très-grande richesse.

Hadj-Soliman avait chez lui une espèce de petite cour composée d'un vieux médecin et de quelques Turcs, dont l'un avait été grièvement blessé à Navarin et parlait un peu français. Parmi les personnages à turban qui se trouvaient là fumant silencieusement leur pipe, j'avais remarqué une figure à expression sévère et à barbe noire, qui me semblait, si j'ose m'exprimer ainsi, plus orientale que les autres. Quelle fut ma surprise en entendant ce faux Turc, qui n'avait pas ouvert la bouche depuis une heure, adresser la parole à Lagondie dans le meilleur français du monde! C'était un officier de nos spahis, que j'aurais reconnu à son dolman garance soutaché de noir, si je n'avais pas été nouveau venu en Afrique. Plusieurs militaires français ont eu pendant quelques années en Algérie la prétention de ressembler à des Arabes; ils imitaient leurs gestes, leur gravité, leur silence, et prenaient de leur costume tout ce qu'il leur était possible de lui emprunter. On assure que cette mode est un peu passée aujourd'hui.

(1) On sait que les fidèles qui ont fait le voyage de la Mecque prennent le surnom d'*hadj* (pèlerin).

Hadj-Soliman fit porter mon dessin dans l'appartement de ses femmes, qui envoyèrent dire qu'elles le trouvaient fort ressemblant. Je hasardai à cette occasion quelques paroles de galanterie, mais Lagondie m'avertit de prendre garde, car rien n'est plus désagréable pour un musulman que d'entendre parler des habitantes de son harem. Il ajouta qu'il fallait même, si je voulais être très-poli, ne point paraître m'occuper de cet incident.

Le 16, le comte de Damrémont, gouverneur général, qui était arrivé du camp de Medjez-el-Hammar avec plusieurs officiers, dîna chez le prince, dans la petite cour de la maison du général Trézel, qu'on avait recouverte d'une grande voile de navire. Le temps était mauvais, il faisait du vent. Je me souviens qu'une bougie placée devant le gouverneur s'éteignit trois fois de suite. « Rappelez-vous ce que je vous annonce, me dit mon voisin, le lieutenant-colonel de C..., il lui arrivera malheur dans la campagne. » Cette singulière prophétie ne s'est que trop bien réalisée.

C'était un spectacle bien triste que la vue des pauvres militaires attaqués de la fièvre, qu'on rencontrait dans la ville à chaque pas, appuyés sur un bâton et se traînant avec peine; ils venaient des camps des environs au grand hôpital des Caroubiers. La fièvre en Algérie est, de toutes les affections, la plus dangereuse; deux ou trois accès de cette maladie suffisent souvent pour mettre l'homme le plus robuste aux portes du tombeau.

Rien n'est plus vert que la campagne de Bône; la route qui conduit à l'*oasis de Jussuf*, bordée par d'immenses cactus couverts de fruits, par des oliviers et des caroubiers qui, groupés en désordre, forment des bosquets charmants, est embaumée par l'odeur de je ne sais quelle plante dont les exhalaisons se font surtout sentir vers le soir. — Dans nos promenades du côté des ruines d'Hippone, sur les bords de la Seybouse, nous rencontrions souvent des Arabes à cheval qui rapportaient en ville des peaux de lion fraîchement écorchées et pendues à l'arçon de leur selle. On dit qu'auprès du camp de Dréan et dans les bois qui avoisinent le lac Fezzara on trouve une grande quantité de ces animaux.

M. le duc de Nemours, grand amateur de natation, allait souvent avec nous se baigner dans la mer à l'ombre d'un grand rocher qui a tout à fait la forme d'un lion, et qui en porte le nom. C'était vers le soir et au soleil couchant que ces parties avaient lieu. Un jour un requin, qui fut signalé par notre maître canotier, mit pendant quelques instants un peu de désordre parmi les nageurs, qui regagnèrent précipitamment le rivage, dont par bonheur aucun n'était éloigné.

Le 18, jour désigné pour une excursion aux environs, nous partîmes de bonne heure, M. le duc de Nemours et nous tous à cheval, avec un brigadier et quatre chasseurs d'escorte. Nous nous dirigeâmes d'abord vers l'est, en longeant la Seybouse. Après avoir traversé d'immenses plaines couvertes d'herbes desséchées, où nous tirâmes quelques sangliers, nous fîmes halte au milieu d'un douair de Beni-Urgin campés sous des figuiers et des cactus. Le prince leur ayant fait distribuer de l'argent, les femmes poussèrent aussitôt ce cri guttural et assourdissant bien connu de toutes les personnes qui ont visité l'Afrique, et qu'elles ne manquent jamais de faire entendre quand quelque circonstance extraordinaire vient à les émouvoir. Ce douair pouvait se composer de trois ou quatre familles. Les tentes étaient formées de vieilles couvertures rapiécées, tendues fort près de terre, et là-dessous couchaient pêle-mêle les hommes, les femmes, les enfants et les poules. Il y avait là aussi bon nombre de chiens qui aboyèrent beaucoup en nous voyant.

C'est une espèce qui ressemble à notre chien de berger de petite taille. Quelques femmes de cette tribu nous parurent assez belles; leur peau est bronzée, et leurs figures sont tatouées de lignes en points bleus et noirs. Ces femmes portaient de grands anneaux suspendus aux oreilles; leur visage était découvert; elles semblaient le laisser voir sans embarras, tandis que les musulmanes qui habitent Bône, lorsqu'elles sortent en ville, le cachent au contraire soigneusement avec leur haïck, dont un bord est serré tout autour de la figure et à la naissance du nez, de façon à ne laisser voir que les yeux et le bas du front. Les enfants, tout nus, couleur de bronze comme leurs parents, étaient entièrement rasés et n'avaient qu'une seule tresse de cheveux noirs et crépus sur le sommet de la tête.

Après nous être éloignés de ce douair, nous ne tardâmes point à arriver à un vaste verger, appelé l'*oasis de Jussuf*, où nous mîmes pied à terre sous des arbres touffus. Quelques hommes d'une tribu voisine nous apportèrent de l'eau et des fruits; ils nous servirent en abondance du raisin, des grenades et des figues de cactus. Cette belle végétation, ces frais ombrages, au milieu de la plaine desséchée et par cette grande chaleur, rendaient ce lieu fort agréable. La plupart des Arabes appartenant aux tribus environnantes avaient été enrôlés dans nos spahis; ils n'étaient guère mieux vêtus pour cela; la couleur de leur burnous, qui en général est bleu, était le seul signe distinctif qui pût les faire reconnaître. Plusieurs de ces hommes nous reconduisirent à cheval pendant l'espace d'une lieue environ, et firent, en l'honneur du prince, ce qu'ils appellent une *fantasia*. Les cavaliers se lancent au grand galop, dans toutes les directions, puis reviennent en tournant autour des personnes qu'ils veulent honorer, en déchargeant leurs fusils à terre ou en l'air. Les chevaux barbes ont les jambes si sûres, qu'il est superflu de les soutenir. Aussi, après avoir lancé leur monture au grand galop, les cavaliers abandonnent-ils les rênes; ils saisissent à deux mains leur fusil, placé en travers sur l'arçon de la selle, et, le faisant tourner au-dessus de leur tête, se tiennent tout debout sur les étriers. C'est alors que, le corps immobile, ils ajustent et tirent. On comprend néanmoins qu'il est difficile de bien assurer le coup de la sorte. Je n'avais pas encore vu d'Arabes en tirailleurs, et j'ai reconnu depuis que c'est ainsi que leurs cavaliers combattent.

Pendant les derniers temps de notre séjour à Bône, un Arabe des Beni-Sala apporta au prince une jeune lionne, qui pouvait avoir quatre ou cinq mois, et qui était grosse comme un fort chien. Al-Bouïn (c'était le nom de l'Arabe) avait trouvé cet animal et un petit lionceau, son frère, tout jeunes, dans un fourré non loin du lac Fezzara; il les avait emportés dans son burnous, et s'était mis aussitôt à fuir de toute la vitesse de son cheval. Vers le camp de Dréan, à une demi-lieue de là, le lionceau étant tombé, il s'arrêta pour le ramasser; mais il fut glacé de terreur en entendant de loin les rugissements de la mère, qui, revenue sans doute de la chasse, n'avait plus retrouvé ses petits à son gîte. Persuadé qu'elle ne tarderait pas à être sur ses traces, Al-Bouïn sentit qu'il y allait de sa vie s'il perdait un instant; abandonnant donc prudemment une partie de son butin pour occuper l'ennemi, il piqua son cheval, qui sentait d'ailleurs le danger comme lui, et qui l'emporta avec une rapidité prodigieuse jusqu'au camp, où ils arrivèrent heureusement tous les trois sains et saufs. Pendant la nuit, la lionne rôda sur le glacis en poussant d'affreux hurlements. Nous étions souvent réveillés le matin par le souffle brûlant de cette petite bête féroce, qui se promenait dans notre maison totalement dépourvue de portes; elle venait ainsi nous visiter impunément et

nous pousser avec son mufle sur les matelas où nous étions couchés, de façon à nous causer parfois une émotion assez désagréable (1).

Cependant les préparatifs de notre départ avançaient rapidement. De l'autre côté du Raz-el-Akba, montagne située à une journée de distance, au delà du camp de Medjez-el-Hammar, nous ne devions plus rencontrer de végétation jusqu'à Constantine; pas un arbre, pas une plante, pas même un brin d'herbe, car la moisson dans toutes ces contrées était achevée depuis longtemps. Afin d'être à même de faire du feu au bivouac, et de pouvoir cuire la soupe des soldats, on eut recours à un moyen assez ingénieux : comme il n'y avait pas à espérer que nous dussions trouver du bois sur notre route, il fut décidé qu'on en emporterait. Chaque homme d'infanterie reçut l'ordre de placer sur son havre-sac un petit fagot soigneusement fait et serré; il dut se munir en outre d'un bâton de moyenne longueur, et le porter à la main pendant la marche. Ces provisions de bois étaient destinées, comme on le comprend, à alimenter les feux de notre petite armée, et l'on avait calculé le temps présumé de la campagne de façon à ce que, cannes et fagots, tout fût brûlé quand nous serions maîtres de Constantine. Un parc de bœufs devait marcher avec nous; les hommes portaient plusieurs rations de biscuits; les cavaliers étaient aussi chargés de foin bottelé et d'orge pour quelques jours; les fourgons et prolonges de l'administration contenaient le reste des approvisionnements. Un assez grand nombre de mulets conduits par des cavaliers démontés suivaient nos colonnes. Ce moyen de transport était de beaucoup préférable aux voitures dans un pays où l'on ne rencontre pas de chemins frayés, et où le sol, presque toujours montagneux, est sillonné de ravins profonds et peu praticables.

Le choléra ayant éclaté au fort Génois, à Bône, parmi les hommes du 12e de ligne, et un des bataillons du 26e, retenu par les vents contraires, ne nous ayant pas rejoints, nous fûmes obligés d'envoyer à Toulon M. de Sarlat, capitaine de corvette, avec *le Phare* et *l'Achéron*, bateaux à vapeur de la marine royale, pour y aller chercher le 12e léger. On voulait d'abord faire venir de l'infanterie d'Oran; mais on abandonna ce projet sur l'observation des officiers de marine, qui affirmèrent qu'il faudrait au moins vingt-cinq jours pour ce voyage. Cette diminution de 3,000 hommes dans l'effectif de notre petite armée n'était pas sans importance; elle changeait, en effet, nos plans de campagne. Il avait été question d'abord de choisir le camp de Medjez-el-Hammar comme base de nos opérations; c'était de là qu'après avoir mis le siége devant Constantine, nous devions tirer tous nos approvisionnements; les convois entre le camp et l'armée assiégeante auraient été escortés par 2 ou 3,000 hommes, qui étaient au moins nécessaires pour les protéger, pendant l'espace de quinze lieues environ, contre la nombreuse cavalerie d'Achmet. La diminution inattendue de nos forces disponibles, que l'époque avancée de la saison rendait irréparable, nous ôtait la faculté de prélever sur notre corps expéditionnaire le nombre de bataillons indispensables pour assurer nos communications. Il fallut donc emporter avec nous tout notre matériel, sans espoir de pouvoir le renouveler; en un mot, pour me servir d'une expression de chasse, nous attaquions Constantine *sans relais, et de meute à mort*.

La campagne projetée devait être entreprise après les chaleurs et avant la saison

(1) M. le duc de Nemours avait ramené avec lui cette bonne, qui se noya par accident dans la Seine, lors du retour du prince en France.

des pluies, qui, dans les hautes régions où nous avions à opérer, se changent toujours en neige vers la fin de septembre. Pour avoir commencé trop tard l'année précédente, le corps d'armée du maréchal Clauzel avait eu cruellement à souffrir de l'abaissement de la température et du débordement des ruisseaux ; un assez grand nombre de soldats étaient morts de froid dans les vallées de Raz-Zenati. D'autre part, en s'aventurant trop tôt dans ces contrées privées de sources et de puits, on était exposé à manquer d'eau ; car, après avoir dépassé les camps, il ne fallait s'attendre à en trouver que dans le lit des torrents.

Suivant le général Valée, qui commandait en chef l'artillerie, les approvisionnements auraient été mal calculés, de telle façon que, dans le cas où les pluies nous eussent forcés à séjourner entre Medjez-el-Hammar et Constantine, dans des vallées dont le sol argileux devient en peu d'heures impraticable lorsqu'il est détrempé par l'eau du ciel, nous eussions consommé nos munitions sur place ; ce qui ne pouvait manquer de compromettre d'une manière grave le succès de notre expédition. Il y avait, comme on voit, malgré les précautions prises, une large part faite au hasard, et cette incertitude rendait pour nous la campagne plus intéressante encore. Nous n'avions en partant qu'une idée confuse de la résistance effective que la ville de Constantine pouvait nous opposer ; les difficultés auxquelles nous nous attendions devaient se rencontrer en chemin. Or, c'est juste le contraire qui arriva, car le temps fut fort beau pendant toute la route.

Notre petite armée se mit en mouvement le mardi 26 septembre, à sept heures du matin. M. le duc de Nemours marchait en tête de la colonne, ayant sous ses ordres l'avant-garde, ainsi composée : 8 escadrons des 1er et 3e chasseurs d'Afrique, les spahis, à peu près 2 escadrons, 1 bataillon de zouaves, 1 bataillon du 2e, 2 bataillons du 17e léger, et une batterie de campagne ; en tout 2,000 hommes d'infanterie et 1,200 chevaux. Le temps était magnifique, la chaleur extrême. J'ai presque toujours trouvé en Afrique l'air plus étouffant et la température plus élevée le matin que pendant le reste du jour. Cet effet tient peut-être à ce qu'après les fraîcheurs de la nuit on est plus sensible aux premiers rayons de ce soleil si pénétrant, qui brûle presque aussitôt qu'il a paru sur l'horizon.

A onze heures, nous étions arrivés au camp de Dréan, après avoir fait vingt-deux kilomètres à travers une vaste plaine couverte d'herbes hautes et sèches qu'entoure un cordon de montagnes élevées. On nous montra le point culminant de la chaîne, nommé le Raz-el-Akba, ce col situé au-dessus de Medjez-el-Hammar, et où l'armée aurait à passer en marchant sur Constantine ; c'était notre Petit-Saint-Bernard, et l'ennemi, disait-on, devait nous y attendre dans de bonnes positions.

Le camp de Dréan occupe le sommet d'une colline assez élevée, d'où l'on aperçoit la mer au nord, et l'immense lac Fezzara à l'ouest. Entouré d'un épaulement avec un large fossé, il est dans une position avantageuse, bien que l'eau en soit trop éloignée. Nous y fîmes une halte de quelques heures et nous y déjeunâmes. J'y trouvai MM. de Falbe, ancien consul de Danemark à Athènes, archéologue distingué, et le colonel Temple, voyageur anglais, accrédités auprès de l'expédition par notre gouvernement en raison de la nature de leurs recherches et surtout de l'époque de leur demande (1). En ce moment plus de cent étrangers réunis à Toulon y étaient éconduits par le préfet maritime, qui, en exécution des ordres ministériels, leur avait refusé la permission de se joindre à l'armée ; dans un pays dénué

(1) Il y avait en outre, si je ne me trompe, cinq ou six officiers étrangers à l'état-major.

de ressources comme celui où nous opérions, la prudence ordonnait de tout calculer et de ne pas s'embarrasser de bouches inutiles. MM. de Falbe et Temple étaient porteurs de bons instruments et faisaient des expériences délicates; ils s'occupaient de recherches physiques, mais ils ne pouvaient pas s'éloigner de la ligne suivie par nos colonnes, sous peine d'être enlevés par les Arabes.

Après une halte de deux heures, nous nous remîmes en mouvement. Le pays, de Dréan au camp de Nechmeya, offre un aspect nouveau; les vallées se resserrent; on remarque une végétation plus abondante, d'épais lentisques, des palmiers nains et des oliviers sauvages. Tous ces arbustes croissent et se développent dans le sens horizontal; ils ne s'élèvent généralement pas à une hauteur de plus de deux ou trois mètres. Cela tient à la manière dont les Arabes des tribus voisines préparent leurs terres pour la culture : ils commencent par mettre le feu aux chardons et aux mauvaises herbes, pour les faire disparaître et détruire en même temps les reptiles et autres animaux malfaisants; ce feu gagne de proche en proche avec une effrayante rapidité, et ses ravages, qui s'étendent toujours très-loin, atteignent surtout les plantes qui s'élèvent à une certaine hauteur : aussi voit-on les branches de tous les arbres qui ont plus de cinq à six pieds étendre tristement leurs rameaux noircis et à moitié consumés au-dessus des épais buissons qui les entourent.

A peu de distance de Dréan se dressent de beaux rochers nommés rochers des Lions, à cause de la quantité de ces animaux répandus aux environs. Tout ce pays est très-giboyeux, et en suivant parallèlement la colonne, au milieu des fourrés, je fis partir beaucoup de grosses bartavelles sous les pieds de mon cheval.

Les hommes souffraient beaucoup de la chaleur, qui était très-forte; quand nous avançâmes dans la région des montagnes, la température devint de plus en plus supportable. Nous marchions avec M. le général Valée, ses aides de camp, et son gendre, M. de Salle, capitaine d'état-major, le général Trézel et ses officiers, MM. de Lagondie, de Cicé et Gavaudan (1); le prince avait avec lui un interprète, M Muller, et celui du général Trézel, Abdallah-Aly. Nous rencontrâmes sur la route plusieurs détachements du 11e de ligne et de la légion étrangère : ces derniers, depuis longtemps en Afrique, avaient une tournure toute militaire, et semblaient parfaitement acclimatés et bien portants. A une petite distance de Nechmeya, point où l'on avait établi un camp depuis quelques mois, les officiers qui avaient assisté à la dernière expédition me montrèrent auprès d'une source entourée de quelques arbres le lieu appelé *Mo-el-Fa*, où ce pauvre Paul Sannegon était venu mourir l'année précédente, et me donnèrent les détails de la triste fin de notre aimable et bon camarade, si regretté par tous ceux qui l'ont connu.

Les soldats du camp, pour se faire des barraques et des abris de feuillage devant leurs tentes, où la chaleur les empêchait de demeurer pendant le jour, avaient dévasté tout le fond de cette petite vallée, qui présentait de beaux ombrages, me dit-on, lorsque l'armée y passa pour la première fois, mais dont presque tous les arbres avaient été abattus depuis. La position du camp me sembla mal choisie; il était dominé partout, et se trouvait au fond d'un entonnoir peu spacieux; l'enceinte en était d'ailleurs médiocrement fortifiée. Quelques coups de canon annoncèrent l'arrivée du prince. Les Kabyles venaient toutes les nuits tirer sur les sentinelles; les feux allumés dans l'intérieur du camp leur servaient de points de

(1) Le capitaine Gavaudan, fils de l'acteur de ce nom, a été tué près de Blidah en 1838; ce jeune homme était fort instruit et donnait de grandes espérances.

mire, et ils blessaient assez souvent des hommes et des chevaux. Nous y passâmes une nuit un peu agitée, car les cousins et d'autres insectes nous firent une guerre acharnée. Les Kabyles nous envoyèrent quelques coups de fusils; ces sauvages fanatiques, couleur de terre, se mettent tout nus, se glissent en rampant dans l'obscurité auprès de nos gardes avancées, et parviennent quelquefois à surprendre de malheureuses sentinelles qu'ils assassinent. Le commandant du camp avait fait pendre pour servir d'exemple et exposer pendant trois jours le corps d'un de ces Arabes tué dans une des embuscades qu'on a soin de leur tendre toutes les nuits. Au reste, l'augmentation des forces du camp, l'arrivée des troupes, tout inspirait à l'ennemi une crainte salutaire.

Notre première couchée offrit beaucoup de désordre; nos domestiques étaient encore très-peu au fait. Les chevaux *entravés*, c'est-à-dire retenus par les pieds de devant, ne se détachèrent pas cette fois, et c'était un grand point, car on se figure combien il est inquiétant pour le propriétaire d'un cheval de l'entendre hennir et galoper la nuit au milieu des tentes, et s'abattre souvent sur les cordes qui les soutiennent, au grand désespoir du pauvre domestique qui le poursuit tout essoufflé.

A sept heures, nos colonnes s'ébranlèrent. Le pays, à la sortie du camp, se présente sous une forme beaucoup plus montagneuse et rappelle le Jura, les Vosges dans leurs parties les plus arides. Nous trouvâmes la route admirablement tracée et entretenue. Nous nous élevions de plus en plus, et des plateaux où nous faisions halte nous apercevions la mer dans le nord, et dans le sud le Raz-el-Akba, cette crête que les soldats s'obstinaient toujours à nommer le Col de Fer. Le prince avait la bonne habitude de faire prendre de temps en temps du repos aux troupes, surtout au moment de partir; cela est toujours nécessaire dans ce pays, où nos pauvres soldats fiévreux ont souvent tant de peine à se traîner. Nous en rencontrâmes plusieurs couchés sur la route, et qui avaient laissé passer la colonne sans pouvoir la suivre. Cette vue était pénible et nous présageait de grandes pertes en hommes, si les pluies et le mauvais temps venaient augmenter les difficultés de notre expédition. Baudens, notre chirurgien-major, avec son activité et son humanité ordinaires, les interrogea tous, et le prince, dont la sollicitude pour les troupes ne se ralentit pas un instant pendant la campagne, donna ordre à des hommes de l'escorte de les faire monter sur sa voiture de suite. La chaleur était du reste très-grande et avait commencé de bonne heure. Vers les neuf heures, nous vîmes déboucher sur notre gauche une dizaine de cavaliers. J'allai avec notre interprète pour les reconnaître: c'étaient des Beni-Oureddin chargés par le colonel Duvivier, qui commandait à Guelma, de se rendre à Bône pour y prendre des objets d'approvisionnement.

Le pays, à mesure que nous approchions de Hamman-Berda, semblait plus gai et un peu moins abandonné. Nous distinguâmes plusieurs douairs, et des Kabyles faisant paître leurs troupeaux dans la vallée; quelques-uns, qui nous attendaient sur le bord de la route, nous vendirent des figues de cactus. Du reste, la solitude de ces contrées, le peu d'empressement que mettaient les populations à venir à notre rencontre, prouvaient la frayeur qu'Achmet avait su leur inspirer.

Notre première halte eut lieu près de Hamman-Berda (eaux chaudes), source d'eaux thermales où se trouvaient des bains du temps des Romains. La température de cette source est d'environ 25 degrés Réaumur. A la droite de la route s'élevait un petit fort en pierre, construit par nous, où nous laissâmes un poste. Dans

toute cette partie du pays et jusqu'à Medjez-el-Hammar (gué de l'Ane), la végétation se montre de plus en plus vigoureuse ; les lentisques et les oliviers couvrent le sol, sans jamais atteindre cependant une hauteur de plus de dix à douze pieds. Les montagnes, à droite et à gauche de la route, sont revêtues d'un épais manteau de verdure, et les lauriers-roses y croissent en profusion.

Nous fîmes une très-longue halte à Hamman-Berda, afin que les deux bataillons du 17e léger, colonel Corbin, que nous y avions trouvés, pussent gagner le camp de Medjez-el-Hammar à peu près en même temps que nous. Baudens pansa dans ce lieu un pauvre diable qui avait eu le pied fracassé par la balle d'un Arabe le matin même, dans sa charrette, à quelques kilomètres du camp. Cinq à six Kabyles, embusqués dans des buissons, avaient tiré sur lui et blessé sa mule. Ils s'étaient enfuis à la vue du premier homme d'escorte. Ce fait nous commandait la plus grande circonspection, et cependant M. le duc de Nemours marchait en avant de la colonne sans se faire éclairer, sur un terrain fort accidenté, couvert d'arbres et de broussailles, du milieu desquels des Arabes cachés auraient pu l'ajuster très-commodément. Nous fûmes obligés de faire détacher sans ordre une dizaine de chasseurs du 2e régiment, qui se portèrent en avant et fouillèrent un peu le pays, car nous tremblions que notre chef ne vînt à tomber dans quelque embuscade. Je dois ajouter, pour être vrai, que nos éclaireurs, en battant les buissons et les fourrés, ne firent lever que des perdrix.

A un quart de lieue du camp de Medjez-el-Hammar, le lieutenant général gouverneur, comte de Damrémont, vint à la rencontre du prince, entouré d'un brillant état-major : l'arrivée de cette troupe de cavaliers au galop, soulevant un nuage de poussière, était d'un bel effet. Rien ne me parut plus pittoresque que l'aspect du camp éclairé par un beau soleil d'Afrique. D'immenses montagnes couvertes de verdure fermaient de tous côtés l'horizon ; les blanches draperies des tentes, les arêtes nettement détachées des fortifications, les feuillages des abris et de tous les les postes avancés, donnaient à ce paysage militaire un air de parure et de fête. De petits ouvrages pour nos grand'gardes étaient construits sur les éminences environnantes. Le gouverneur et les commandants du camp avaient eu la sage précaution de fortifier tous les postes, ou du moins de leur construire à tous des abris, avec une petite ceinture de pierres sèches, afin de protéger autant que possible nos sentinelles avancées contre le feu des Kabyles, qui, semblables à des bêtes fauves, rôdaient nuit et jour autour de nos établissements. Le camp était situé à portée de la Seybouse, qui embrassait une partie de son périmètre, et fournissait de l'eau en quantité suffisante pour nos besoins. Cette eau n'est cependant pas très-potable, car elle contient une notable quantité de sels neutres en dissolution ; mais les fontaines qui abondent dans les environs en donnent une fraîche et excellente.

Toutes les troupes étaient rangées hors du camp, et le prince les passa en revue. L'attitude du soldat me sembla parfaite. Le canon tirait, et sur les hauteurs à droite une tribu ennemie incendiait des douairs dont l'épaisse fumée se détachait en colonnes blanchâtres sur la sombre verdure des chênes et des lauriers. Je fus frappé de la tenue et de l'air martial des zouaves, que je voyais pour la première fois. Leur uniforme est à la fois le plus leste et le plus élégant qu'on puisse imaginer pour l'infanterie. Les hommes ont le cou nu ; les compagnies d'élite sont coiffées d'un turban vert roulé autour de leur tarbouche ou fezy ; les compagnies du centre ne portent pas de turban. Au lieu de capotes, les zouaves sont munis

courts cabans en drap gris comme ceux des matelots, avec un capuchon ; une veste boutonnée, un dolman bleu sans collet ouvert sur la poitrine et un large pantalon à la turque, complètent leur costume. Leur cartouchière est serrée autour des reins, et des guêtres en cuir lacées leur couvrent le bas des jambes. Leur coiffure, la coupe de leurs habillements, et surtout la longue barbe qu'ils portent tous, leur donnent une physionomie tout à fait musulmane. Ce sont bien les plus infatigables marcheurs et les plus intrépides soldats qu'on ait vus. Le colonel de Lamoricière, qui avait formé ce corps d'élite, était fier de le commander, et c'est le plus bel éloge qu'on pût en faire.

Après le défilé de la troupe, nous entrâmes dans le camp, vaste établissement militaire dont les conditions extérieures et la partie pittoresque empruntaient au pays où nous nous trouvions une couleur locale qui en doublait le mérite à mes yeux. Nous y couchâmes, pendant notre séjour, sous des tentes que le génie nous avait fait dresser. On avait construit pour le prince une série de salons et de cabinets très-vastes en osier, recouvert d'un revêtement épais de branchages et de verdure. Une agréable fraîcheur régnait dans ces appartements improvisés. Tous les soldats avaient devant leurs tentes de jolis abris en feuillage ; cela était disposé avec soin et même avec une certaine élégance.

Je fis, le soir de notre arrivée, en dînant chez le gouverneur général, la connaissance du général Rulhières, qui commandait le camp pendant l'absence du général Damrémont, lors de la dernière attaque des Arabes. Il voulut bien me raconter l'affaire avec de grands détails. Les combats se livraient tout autour du camp, sur les éminences qui le dominaient, de sorte que les troupes qui n'y étaient pas engagées en étaient cependant spectatrices et y prenaient la part la plus vive. Sur la droite de la porte méridionale du camp, et à une assez grande hauteur, était placé un poste retranché. Cette position escarpée avait été bravement attaquée par l'infanterie arabe qui escaladait avec intrépidité les rochers ; plusieurs de ces fantassins étaient venus se faire tuer à vingt-cinq pas de l'épaulement. L'ennemi avait de 7 à 8 mille chevaux qui couvraient tout le rideau des montagnes. Suivant le rapport d'un déserteur espagnol, il aurait perdu dans cette affaire près de 400 hommes. Les chefs portaient tous une large ceinture rouge comme marque distinctive. L'infanterie régulière du bey, précédée de sa musique, avait marché avec résolution contre le poste des zouaves, qui la repoussa néanmoins après un combat d'une heure. Dans ce mouvement, l'ennemi s'était assez rapproché du camp pour que le général Rulhières pût lui envoyer de la mitraille avec des pièces de position. En résumé, l'affaire avait été très-chaude, et Achmet y était, dit-on, en personne.

Le 27 au soir, M. le duc de Nemours nous annonça que nous partirions le 1er octobre. Cette nouvelle fut accueillie avec joie par toute l'armée, car nous croyions devoir attendre à Medjez-el-Hammar l'arrivée des troupes qu'on faisait venir de France.

Nous visitâmes avec soin, dans la matinée du lendemain, les dehors du camp, les fortifications, les hôpitaux, la tête du pont de la Seybouse, ainsi que la manutention des vivres. Tout était dans un bel état d'entretien et de conservation. Après avoir pris une demi-heure de repos, nous repartîmes pour aller visiter dans les environs une source d'eaux thermales fort curieuse nommée *Hammam-Mescoutin* (les eaux enchantées). Nous longeâmes, dans notre excursion, les rives escarpées et boisées de la Seybouse, dont nous remontions le cours en suivant de petits sen-

tiers fort pierreux, très-peu fréquentés, et traversant de temps en temps des gués étroits et difficiles. Nos chevaux se tirèrent parfaitement de cette épreuve. Je ne conçois pas cependant comment ils ne s'abattirent pas cent fois sur les gros cailloux ronds qui couvrent les chemins et les lits des ruisseaux. Nous avions pour escorte un escadron de chasseurs, et les états-majors réunis du prince et des généraux formaient une troupe de plus de cent cavaliers, ce qui nous mettait à l'abri de tout danger de surprise.

Après une heure et demie de marche, nous arrivâmes au pied d'un monticule situé à la droite de la route, et nous aperçûmes, entre des pans de murs démolis, au milieu de nombreux fragments de ruines romaines, une trentaine de cônes blanchâtres de hauteurs diverses, disséminés sur un espace d'environ un kilomètre carré. Ces pains de sucre ont été formés à différentes époques par des fontaines jaillissantes, dont les eaux thermales déposaient incessamment autour d'elles les sels qu'elles tenaient en dissolution. Les uns, d'une origine toute récente, ne présentaient qu'une enveloppe légère de forme à peu près conique dont l'axe liquide répandait lentement sur la croûte environnante une eau chaude en ébullition continuelle. D'autres avaient déjà acquis une hauteur de un à deux mètres, mais la solidité de leur croûte ne résistait pas à la pression du pied dont on leur faisait porter facilement l'empreinte. Il y en avait de plus de sept mètres d'élévation et de quatre mètres de diamètre à la base; ceux-là, abandonnés par l'eau depuis longtemps, ressemblaient à des roches calcaires fort dures, et leur surface, assez irrégulière d'ailleurs, était couverte de végétation. De distance en distance, on rencontrait de petits bassins dont la température variait de 60 à 70° Réaumur. Plus loin, l'eau coulait en ruisseau, et formait, en se précipitant dans la Seybouse, une cascade d'un effet fort original, en raison des couleurs singulières et variées que les sédiments avaient données à la roche. Les parties constamment baignées par les eaux étaient d'une blancheur éblouissante et quelquefois légèrement teintées de jaune. Ces eaux ont le goût de celles de Baréges et d'Aix-la-Chapelle (1); elles sont sulfureuses. J'ai remarqué qu'elles déposaient dans beaucoup d'endroits de la chaux presque pure. et les bulles qui s'élevaient à la surface des bassins étaient dues certainement à un grand dégagement d'acide carbonique. La cascade dont je viens de parler joint ses eaux à la Seybouse, et malheureusement au-dessus du camp, dont elle n'est pas éloignée de plus de six kilomètres. C'est ce qui explique pourquoi l'eau de la Seybouse, puisée à Medjez-el-Hammar, est insalubre. Le lit de cette rivière au pied de la cascade est d'ailleurs ombragé par d'épais bosquets d'oliviers, de lentisques et de lauriers-roses; c'est un endroit délicieux.

Nous côtoyâmes la rive gauche en revenant au camp, ce qui nous fit passer sur le champ de bataille du 24 septembre, et traverser les positions qu'avaient occupées alors les troupes du bey. Le sol portait l'empreinte des pas nombreux de la cavalerie ennemie. — Au retour de cette promenade, il fut résolu qu'on enverrait le lendemain une forte reconnaissance sur le Raz-el-Akba, afin de savoir si l'ennemi n'aurait pas tenté de détruire les travaux que nous y avions faits pour faciliter le passage de l'armée. Je demandai et j'obtins la permission de prendre part à cette reconnaissance.

Le 29 au matin, un bataillon du 47e de ligne et un peloton du 3e chasseurs sous

(1) Sous l'administration de M. le duc d'Aumale, un établissement de bains a été fondé en cet endroit pour les militaires malades ou blessés.

les ordres d'un chef de bataillon sortirent du camp et se dirigèrent du côté du col, où nous avions ordre de pénétrer si nous ne rencontrions pas l'ennemi. Un officier de l'état-major général, le capitaine Renard, et un officier du génie aide de camp du général Lamy s'étaient joints à nous. Les chasseurs nous éclairèrent et nous servirent d'avant-garde. Nous trouvâmes la route parfaitement intacte ; elle avait été respectée par les Arabes. Nous remarquâmes sur notre chemin plusieurs points où ils devaient avoir bivouaqué lors de la dernière affaire. Une prodigieuse quantité de vautours était occupée à dépecer les corps de quelques chevaux morts abandonnés par l'ennemi. Nous espérions pouvoir atteindre sans coup férir la sommité la plus élevée du Raz-el-Akba, car la reconnaissance avait ordre de ne pas s'engager, et nous parvînmes jusqu'à environ un kilomètre du col sans accident, à un lieu nommé Hannounah, où nous fîmes halte auprès d'une belle fontaine. Après avoir pris quelques instants de repos, nous nous remîmes en marche, mais nous avions fait à peine deux cents pas, que des chasseurs d'avant-garde accoururent pour prévenir le commandant que des cavaliers arabes en grand nombre occupaient le col et venaient à nous. J'avais beau ouvrir de grands yeux et parcourir du regard toutes les montagnes à l'entour, il m'était impossible d'apercevoir aucun ennemi, et j'avoue que je ne m'expliquais pas l'urgence du mouvement rétrograde qui fut à l'instant ordonné. Au bout de quelques instants, j'entendis une faible détonation qui me parut provenir d'un coup de fusil tiré dans la vallée à un quart de lieue. Je fis remarquer au commandant que des officiers chassaient sans doute aux environs. Il sourit et me dit : « Je vois que vous n'avez pas encore une grande habitude des Arabes; c'est l'attaque qui commence, nous allons avoir peut-être dans quelques minutes une sérieuse affaire sur les bras. » Il avait raison en effet, et j'ai acquis plus tard l'expérience de cette manière originale qu'ont les enfants de l'Atlas d'engager le combat. On ne saurait s'imaginer la distance à laquelle ils commencent le feu. Leurs premiers coups sont tirés non-seulement hors de portée et de vue, mais de si loin, que le son en parvient à peine aux oreilles. Ce doit être un moyen de ralliement qu'ils emploient, car ils ne sauraient avoir à coup sûr la pensée que leurs balles puissent atteindre à une pareille distance.

Quelques détonations un peu mieux caractérisées qui se firent entendre m'amenèrent bientôt à croire que le commandant pouvait être dans le vrai, que les Arabes, dont malgré tous mes efforts je n'avais pu encore distinguer un seul, se rapprochaient de nous, et qu'une demi-heure ne se passerait pas sans doute avant que nous en vinssions aux mains avec eux. Je n'avais pas eu le temps de faire cette réflexion, que je vis au-dessus de la route, à cinquante pas en arrière, sortir comme par enchantement du milieu des arbres et des rochers un cavalier ennemi monté sur un cheval noir magnifique. Il l'arrête, rejette son burnous à gauche, nous ajuste de son long fusil, et tire. Je croyais les Arabes à une lieue de nous, et ils étaient déjà sur nos épaules ; je ne pouvais revenir de ma surprise. Nous avions eu raison de ne pas pousser notre reconnaissance plus loin. Nous détachâmes alors quelques tirailleurs sur les côtés de la route pour contenir les cavaliers ennemis et couvrir notre retraite ; mais nous n'en fûmes que médiocrement importunés, ils se bornèrent en quelque sorte à nous observer, à échanger avec nous une fusillade insignifiante, et nous rentrâmes au camp sans jamais avoir été serrés de près sérieusement. Les détonations de notre petit engagement avaient attiré l'attention du gouverneur, un de ses aides de camp accourut de sa part au-devant de nous pour avoir des nouvelles. Les Arabes, qui nous avaient suivis jusqu'à

Medjez-el-Hammar, tiraillèrent tout le reste de la journée sur nos avant-postes.

Notre reconnaissance eut pour résultat de constater d'abord le bon état de conservation de la route, ensuite de nous faire acquérir la certitude, par la facilité avec laquelle les cavaliers arabes s'étaient réunis à notre approche, que le camp de l'agha ne devait pas être établi très-loin, et qu'il se trouvait sans doute de l'autre côté du Raz-el-Akba.

Le lendemain samedi 30, le prince alla visiter le camp de Guelma, où commandait le colonel Duvivier. Le grand parc d'artillerie arriva dans la journée. Cet immense matériel, qui attirait tant de monde à sa suite, donna à notre camp l'aspect le plus animé. Ce fut dans la soirée de ce jour qu'on agita la grande question de savoir si l'on emmènerait ou si on laisserait au camp le parc de siége. Heureusement on suivit, en cette occasion, l'avis du général en chef de l'artillerie, qui, ainsi que le lieutenant général baron de Fleury, commandant le génie, lutta avec force contre la tendance assez marquée de l'état-major général à s'affranchir des ennuis et des embarras d'un si lourd attirail de guerre. Ce grand parc de siége nous semblait à tous, je le confesse, bien superflu pour aller attaquer une bicoque.

Les divers parcs avaient été réunis au camp, mais les besoins du service de l'administration étaient tels que l'on fut contraint d'appeler d'autres services à son aide : une partie des voitures de l'artillerie fut donc employée à porter de l'orge et de la paille, et la moitié du matériel du génie laissée à Medjez-el-Hammar pour être remplacée par un chargement de l'administration. Toutefois, et par bonheur, on conserva précieusement quarante mille sacs à terre, afin de se ménager la possibilité de cheminer sur le terrain de roc et en contre-pente qui s'étendait devant le front d'attaque à Constantine. Je passai une partie de la nuit à écrire des ordres; notre départ fut décidé pour le lendemain.

Le dimanche 18 octobre, à six heures, j'attendais au pont de la Seybouse les divers corps de notre brigade, pour les disposer en avant du front de bandière du camp des zouaves; j'avais aussi mission de placer le parc aux bœufs, notre artillerie et nos équipages. Le prince nous donna à peine le temps de nous former, et arriva presque aussitôt. Alors l'avant-garde, composée des zouaves, du bataillon du 2e léger et des spahis, s'ébranla; derrière marchaient deux pièces de montagne et deux obusiers de huit, ensuite les équipages, ambulances, etc., puis venaient le 17e léger et toute notre cavalerie pour arrière-garde. Nous espérions bien une petite affaire dans la journée, car on avait vu au moment de notre départ les vedettes kabyles s'éloigner en faisant feu ; mais l'ennemi ne se montra nulle part. Cette marche dans la montagne était d'un joli effet : le riche et élégant costume des spahis, les burnous blancs des Arabes auxiliaires, faisaient une très-bonne figure à côté des capotes grises de nos fantassins. Aux trois quarts de la route, le gouverneur général nous rejoignit.

Vers les quatre heures, le temps, qui avait été très-beau le matin, devint détestable ; la pluie commença à tomber par torrents, et le sol des chemins fut aussitôt affreusement détrempé par l'eau du ciel et par les ruisseaux qui coulaient de la montagne. La terre était si grasse que les chevaux avaient la plus grande peine à se tenir et à marcher. J'ai souvent failli rouler dans les précipices en portant des ordres à la fin de la journée. Rien n'est moins confortable, en vérité, que de galoper avec un cheval fatigué sur ces pentes raides et humides, inondé par les rafales d'une pluie pénétrante, et tourmenté par un vent impétueux qui fait flotter, malgré tous vos efforts, votre manteau, ce vêtement, soit dit en passant, si peu militaire et si

incommode. Allez donc vous servir de vos armes dans de pareilles conditions, si vous pouvez! Les voitures eurent beaucoup de peine à monter les rampes du col en doublant les attelages.

Nous trouvâmes aux abords du Raz-el-Akba le bivouac d'Achmet tout frais encore. Notre avant-garde s'établit sur un plateau dans une assez bonne position. Le premier côté de notre carré était formé par les troupes du génie, les spahis, le 2e léger et les zouaves, le second par le 17e léger, et le troisième par les escadrons de chasseurs. Nous dûmes camper sur un sol humide et glaiseux, mais qui se dessécha bien vite sous l'action du soleil couchant.

A peine arrivé, je reçus l'ordre d'aller prendre quinze spahis et de me mettre en recherche de quelques sources dans les environs; j'allai donc vers le commandant de Mirbeck, et lui fis connaître ma mission. « Prenez quinze hommes, » me dit-il; puis il ajouta avec le plus grand sang-froid : « Mais vous vous ferez couper la tête... Benouéni, accompagne le capitaine. » Et il me salua très-poliment. Notez que la pluie continuait à tomber d'une manière déplorable. Être obligé de chercher de l'eau par un temps pareil, cela avait presque l'air d'une plaisanterie. Cependant, mes spahis et moi, nous nous lançâmes en différentes directions, et, grâce à quelques mots de français que parlait le maréchal des logis Benouéni, je parvins à diriger nos recherches avec assez de sagacité pour trouver à peu de distance du camp une source abondante; j'eus même assez de bonheur pour ne pas voir se réaliser le funèbre pronostic du commandant des spahis.

On était, à notre bivouac, assez préoccupé du matériel de l'artillerie à cause de l'état des chemins. Si en effet la pluie avait continué, il fût devenu tout à fait impossible de faire mouvoir les pièces de 24. Heureusement que vers le soir, comme je l'ai dit, le soleil se dégagea des nuages, et à sa vue nos cœurs se rouvrirent à l'espérance. On fit sécher les manteaux, on poussa des reconnaissances en avant dans toutes les directions, et à l'aide de nos lunettes nous pûmes apercevoir sur le col d'Hannounah la brigade du général Trézel, dont les armes brillaient aux rayons du soleil couchant. S'il est vrai de dire qu'en Algérie quand il pleut, il pleut bien, il est juste aussi de remarquer que le soleil d'Afrique a une propriété desséchante des plus caractérisées; aussitôt qu'il paraît, il a absorbé en moins de dix minutes toute l'eau répandue sur le sol, et pompé entièrement l'humidité des vêtements qu'on expose à son ardeur dévorante.

Nous avions parcouru depuis le matin treize mille deux cents mètres. Nous dînâmes du meilleur appétit à notre premier bivouac, assis sur les cantines des mulets de bât qu'on plaçait autour du feu; nous mangions sur nos genoux une soupe que l'eau du ciel se chargeait souvent d'allonger. Je me suis très-bien trouvé, dans mon court voyage en Afrique, de ne jamais boire entre mes repas. Notre chère, d'ailleurs, était très-simple et très-frugale. Nous avions avec notre soupe un plat de viande entouré de riz, et ensuite du café léger. J'ai la conviction que la sobriété et l'exercice préviendraient dans ce pays la plupart des affections de l'estomac et des entrailles. Quant aux fièvres endémiques, il n'y a guère, je pense, de moyens de s'y soustraire. Les fruits, les herbes, sont à éviter. Il est de toute nécessité de coucher entièrement habillé pour éviter la fièvre, les yeux couverts pour se garantir des ophthalmies, et les mains dans les poches par crainte des scorpions. Si après avoir pris ces précautions on n'est pas sensible aux puces et que les inégalités du sol ne paraissent pas trop gênantes, on peut fort bien dormir au bivouac enveloppé dans un manteau et la tête sur une petite botte de foin.

J'avoue cependant que je n'y ai jamais goûté entièrement les douceurs de ce sommeil qu'on nomme réparateur.

Le lendemain, lundi 2 octobre, à quatre heures, on battit la breloque à la grand'garde des zouaves, et aussitôt branle-bas général. A ce signal on s'habille, c'est-à-dire qu'on resserre son col et qu'on boutonne son uniforme ; tout le monde est sur pied ; on va voir les chevaux, on s'informe s'ils ont eu de l'orge, s'ils n'ont pas cassé leurs entraves pour aller se promener dans le camp pendant la nuit; puis, après avoir plié bagage, l'avant-garde s'ébranle, et bientôt elle est en marche.

La veille, autour de notre grand feu, le général Perregaux, chef d'état-major du lieutenant général gouverneur, nous avait appris que plusieurs scheiks des environs étaient venus offrir de l'orge et de la paille hachée, disant qu'à notre approche Achmet avait été obligé de se retirer et de lever son camp, que plusieurs tribus l'abandonnaient, « parce que décidément les Français étaient les plus forts. » On doit supposer cependant qu'il y avait un peu moins de sympathie que de curiosité dans la démarche de ces bons scheiks auprès de nous, car malgré leurs promesses et leurs compliments, bien loin de se joindre à l'armée comme ils avaient annoncé vouloir le faire, ils ne reparurent pas avant notre départ, et nous n'entendîmes plus parler d'eux.

Du haut du col, point culminant de la chaîne où nous avions bivouaqué, les regards se portaient au loin sur un pays très-montagneux et d'une aridité complète. Le versant sud de cette partie de l'Atlas n'est pas comme les pentes septentrionales, qui, aux environs de Medjez-el-Hammar et jusqu'à Hannounah, sont couvertes de végétation. Depuis ce moment jusqu'à notre arrivée à Constantine, c'est-à-dire pendant cinq journées de marche, nous n'avons pas vu un seul arbre, et je pourrais presque dire une seule plante, si l'on n'exceptait quelques lauriers-roses rabougris et chétifs qui croissent dans le lit desséché des ruisseaux. C'est le pays le plus pelé qu'on puisse imaginer, et on n'y trouve que des chardons. Cet artichaud sauvage n'est pas dédaigné, dit-on, par la cuisine arabe, et couvre en abondance tout le pays; nous en faisions couper le plus possible afin d'alimenter les feux de nos bivouacs et ménager notre bois.

On trouve à chaqne pas des fontaines dans ce terrain d'une apparence si désolée, et une armée ne doit jamais être exposée à y souffrir de la soif. A une lieue environ de la rivière nommée Oued-Zenati, la brigade d'avant-garde reçut l'ordre de parquer son artillerie et ses prolonges pour attendre que les sapeurs du génie eussent terminé des travaux de réparation indispensables au passage des ravins. On adoucit des rampes, on consolida les gués par d'épaisses couches de pierres et de gros graviers. A 2 kilomètres de Sidi-Tamtam, lieu où nous devions passer la nuit, le génie fut obligé de travailler pendant deux heures, afin de rendre praticable à l'artillerie une pente raide et difficile. Nous passâmes en avant avec les zouaves, le 2e léger et notre cavalerie.

A l'extrême avant-garde, on aperçut quelques vedettes arabes sur les montagnes à notre droite, et dans la vallée près de l'Oued-Zenati une cinquantaine de cavaliers serrés en peloton que j'allai reconnaître et pus distinguer parfaitement avec ma lunette. Ils étaient placés en observation ; à notre approche, ils ne tardèrent pas à se mettre en mouvement et disparurent. Une demi-heure après nous étions dans une vaste plaine sur les bords de l'Oued-Zenati ; c'est la même rivière qui reçoit plus tard le nom de Seybouse et se jette dans la mer auprès de Bône. Quel-

ques lauriers croissaient sur les berges. J'ai entendu dire souvent que cette plante communique des propriétés malfaisantes à la plupart des rivières de l'Afrique qui en baignent et lavent les racines.

Nous campâmes non loin de l'Oued auprès du marabout de Sidi-Tamtam, et formâmes un vaste carré suivant notre habitude. Sur le plateau où nous étions établis se trouvait un cimetière où plusieurs tombes fraîches nous indiquèrent les sépultures d'Arabes morts sans doute des blessures reçues à l'attaque du camp de Medjez-el-Hammar. Il faut marcher avec précaution sur ce sol perfide. Rien n'est plus facile pour un cavalier qui le traverse sans précautions que d'enfoncer avec son cheval dans des excavations quelquefois de deux ou trois mètres de profondeur. Le marabout avait été ruiné lors du passage de notre armée l'année précédente, et n'offrait d'ailleurs rien de remarquable. Le soir nous vîmes arriver la brigade Trézel, tout le matériel du génie et de l'artillerie, le convoi de l'administration, enfin les énormes pièces de 24, qui avaient franchi sans difficulté les passages où l'on craignait de les voir arrêtées, grâce à ce brûlant soleil dont la vertu est de raffermir si vite les terrains les plus fangeux. Nous étions gais et satisfaits, dans cette soirée, de voir réunis autour de nous, sur l'immense plateau de Sidi-Tamtam, toutes les ressources de notre petite armée.

Vers quatre heures, quelques cavaliers ennemis se montrèrent sur les crêtes au-dessus de la rive droite de la rivière, ce qui n'empêcha pas les spahis d'aller fourrager de ce côté, tandis que 200 chevaux des chasseurs partaient au galop dans le même but et du côté opposé. Les zouaves eurent un engagement sans importance avec les Arabes de quelques douairs situés sur les versants des montagnes qui s'élevaient à notre gauche. Nos intrépides et agiles fantassins gravirent ces pentes rapides avec une aisance incroyable. On trouva dans les douairs quelques silos remplis d'orge dont les hommes rapportèrent plusieurs sacs. De son côté, notre cavalerie revint avec une riche provision de paille hachée.

Nous partîmes du bivouac de Sidi-Tamtam mardi 3 à sept heures, et nous nous avançâmes entre les collines qui enserrent la vallée où coule en serpentant l'Oued-Zenati. Pendant cette journée, nous trouvâmes moins d'eau. Nous avions quitté la montagne et la région des sources; le lit de l'Oued-Zenati était lui-même souvent à sec. Aussitôt donc qu'il y avait moyen, on faisait boire les chevaux. Vers le soir, un immense horizon se déploya devant nous, et, après avoir traversé plusieurs défilés, l'armée s'avança dans une vaste plaine. De grands tas de paille brûlant de tous les côtés nous firent connaître la politique que notre ennemi était résolu à suivre en se retirant devant nous. Des cavaliers que nous aperçûmes fuyaient en tenant à la main des brandons allumés avec lesquels ils venaient de mettre le feu à ces énormes meules dont la fumée se répandait au loin dans la plaine. Nous lançâmes aussitôt de la cavalerie dans toutes les directions, et malgré l'empressement avec lequel les ordres d'Achmet étaient exécutés, nos chasseurs rapportèrent de l'orge et de la paille hachée en abondance ; car les habitants n'avaient pas eu le temps de vider leurs silos, et toutes les meules étaient loin d'être brûlées. Nous nous trouvions dans un pays très-cultivé, et, grâce à l'activité de nos cavaliers, nos chevaux y vécurent dans l'abondance, l'ennemi ne tint nulle part, et eut bientôt disparu vers le sud-ouest. Le temps était magnifique; la nuit fut tranquille; la 2e brigade, ainsi que toute l'artillerie, campa avec nous au lieu dit Ben-Aïoun.

Le mercredi 4, nous levâmes notre camp à dix heures; plusieurs passages de ruisseaux marécageux nécessitèrent les travaux du génie et retardèrent notre

marche. En approchant du lieu appelé Summa, où se trouve un monument romain, on pensait que l'ennemi défendrait la position qu'il occupait l'année précédente; mais il ne se montra nulle part, et nous traversâmes un défilé assez dangereux d'ailleurs sans rencontrer autre chose de l'ennemi qu'un jeune chameau que l'armée d'Achmet avait abandonné, et qui semblait fort dépaysé au milieu de nous. Quelques cavaliers se firent bien voir, mais sur des crêtes à de grandes distances. La tactique du bey était évidemment de nous laisser arriver jusque sous les murs de Constantine sans nous livrer bataille.

Nous ne trouvâmes pas plus de végétation sur notre route pendant cette journée que dans les précédentes; le pays présentait toujours le même aspect. La vallée où nous marchions était hérissée de chardons et semée de pierres fort gênantes pour la cavalerie; quelques chaumes d'orge dans les champs, des collines rondes et arides, avec des rochers çà et là, complétaient le paysage, qui m'a rappelé les régions les plus désolées de l'Auvergne : du reste, il y avait de l'eau dans tous les ruisseaux. Pas un Arabe ne vint à nous; nous étions entourés de douairs et de meules fumantes. Les populations et leurs troupeaux s'étaient retirés au loin à l'approche de l'armée, car, de quelque côté que se portassent nos regards du haut des points les plus élevés du pays, nous ne découvrions qu'une immense solitude. C'était décidément un désert qu'Achmet avait voulu créer autour de nous. Heureusement que la richesse des moissons et la fuite précipitée des habitants avaient apporté quelque obstacle à l'exécution des mesures ordonnées par notre adversaire, car partout notre cavalerie trouvait des silos encore pleins, et, ce jour comme les précédents, nos fourrageurs revinrent abondamment pourvus de paille hachée ; de plus, ils étaient presque tous chargés de débris de bois provenant des douairs abandonnés, et qui servirent, avec les chardons, à nous faire de beaux feux de bivouac. Nous campâmes à un lieu appelé Mehris, sur les bords du Rummel, rivière qui coule vers Constantine.

Le jeudi 5, le gouverneur général voulut, en se rapprochant de Constantine, réunir ses forces et concentrer l'armée; nous ne quittâmes notre bivouac que fort tard, après avoir été rejoints par les 2e et 3e brigades. Le commencement de notre marche n'offrit rien d'intéressant ; nous cheminions doucement dans une immense vallée d'une aridité complète, sous un soleil dévorant, et nous revoyions ces mêmes plateaux où, l'année précédente, l'armée expéditionnaire avait presque entièrement été ensevelie sous la neige et où beaucoup de nos soldats étaient morts de froid ! Lorsque nous arrivâmes au pied de la position de Summa, un assez grand nombre de cavaliers, qui ne tardèrent pas à couvrir les sommets à notre gauche, en descendirent et vinrent franchement à nous; nous les observions avec assez d'intérêt, quand l'un d'eux s'avança au galop et lâcha son coup de fusil sur les zouaves de notre avant-garde. Bientôt un feu assez nourri commença, et nous apprit que nous étions enfin aux prises avec les cavaliers d'Achmet. Le prince regretta à ce moment que le gouverneur général, suivant son habitude, fût parti très en avant, emmenant avec lui toute notre cavalerie, car nous trouvions l'occasion d'exécuter une belle charge. Nous fîmes déployer nos zouaves et quelques compagnies d'infanterie légère en tirailleurs pour contenir les Arabes, qui devenaient fort entreprenants, et son altesse royale m'envoya porter l'ordre au colonel Laneau de rétrograder avec son régiment, le 3e chasseurs, qui dépendait de notre brigade. Je ne pus obtenir cependant, malgré mes instances auprès du gouverneur, qu'un seul escadron que je ramenai au prince, et qui poussa aussitôt devant lui les cava-

liers ennemis. Nous continuâmes alors notre route, et parvînmes sans difficulté au défilé qui précède le point culminant où s'élèvent les ruines d'un monument romain. La 2e brigade, qui nous suivait, eut un engagement plus sérieux que le nôtre ; plusieurs hommes de part et d'autre furent tués et blessés.

Enfin, à deux heures, toute l'armée était arrivée sur le plateau de Summa, qui domine la plaine, ainsi que l'indique son nom, évidemment latin. C'est de là que nous aperçûmes pour la première fois Constantine à droite, et le camp de la cavalerie du bey sur la gauche. Les blanches maisons de la capitale d'Achmet nous apparurent entre les hauteurs de Sattah-Mansourah d'un côté et celles de Coudiad-Aty de l'autre. Toutes les lunettes de l'armée furent aussitôt braquées sur cette ville si intéressante pour nous, et dont nous étions en ce moment éloignés de 23,300 mètres; on crut voir sur le Coudiad-Aty des ouvrages de fortification qui ne défendaient pas cette position l'année précédente ; nous sûmes depuis que nous avions pris pour de nouveaux ouvrages des marabouts blanchis à la chaux qui brillaient au soleil, et qu'en raison de la distance nous ne pouvions pas bien distinguer.

Achmet commit une faute en ne fortifiant pas le Coudiad-Aty ; il aurait dû nous disputer pied à pied tous les abords de la place, au lieu de se borner à s'enfermer dans les murs de sa ville. Quelques redoutes sur le Sattah-Mansourah et sur le Coudiad-Aty ne nous auraient certes pas arrêtés sérieusement, mais elles nous auraient fait perdre du temps et consommer des munitions; or, c'était un point immense pour notre adversaire que de pouvoir gagner quelques jours. Je me suis souvent demandé aussi pourquoi Achmet n'avait pas fait creuser un fossé devant le front qu'il s'attendait bien à nous voir attaquer, et n'avait pas fait élever un talus, de façon à nous masquer le rempart dont l'escarpe était parfaitement visible pour nous du haut en bas, ce qui nous permit de battre en brèche très-commodément. Il n'ignorait certes pas que nous choisirions le front de la porte El-Gharbia comme le seul accessible, car il l'avait muni d'une assez respectable artillerie; il n'eut pas cependant la pensée de la protéger contre le tir de nos grosses pièces, ou du moins de rendre plus difficiles les tentatives d'escalade auxquelles, soit dit en passant, j'ignore comment nous n'avons pas eu recours. Cette incurie ou cette ignorance me donne lieu de croire, malgré ce qu'on a prétendu, qu'aucun Européen ne guidait Achmet de ses conseils, car il n'est pas un sous-officier d'artillerie français, anglais ou allemand, qui n'eût compris ce qu'il était très-facile et très-nécessaire d'ajouter aux moyens de défense de la ville. Il paraît, au reste, que le bey croyait fermement Constantine imprenable ; notre échec de l'année précédente, les prédictions de marabouts fanatiques, avaient exalté sa confiance et enflammé son courage au point de lui faire considérer la victoire comme assurée pour lui.

Le monument qui s'élève sur la montagne de Summa est d'un aspect singulier; c'est un tronc de pyramide en escalier, surmonté de masses de pierres de toutes les formes. On ne sait quelle destination attribuer à cette construction bizarre, à moins de supposer que les Romains n'aient voulu établir un point trigonométrique visible à une grande distance qui pût servir à la mesure du pays. Nous fîmes en ce lieu une assez longue halte. Par le nombre des tentes du camp du bey établi sur les montagnes de gauche, on évalua qu'il pouvait y avoir environ 1,500 chevaux de réunis. Les tirailleurs des spahis et des chasseurs étaient fort en avant sur les bords du Bou-Merzoug, qui coulait au fond de la vallée à nos pieds.

Nous nous remîmes en marche après deux heures de repos, et descendîmes en

côtoyant la rivière où se jettent de nombreux ruisseaux que nous étions dans la nécessité de traverser. Au passage de l'un de ces affluents, le génie fut obligé de travailler assez longtemps pour en débarrasser le lit d'une énorme quantité de pierres rondes, roulées par les eaux, qui le rendaient d'un accès fort incommode. Les Arabes descendirent à ce moment des crêtes environnantes, et tiraillèrent sur le gué que les différents corps de notre avant-garde traversaient successivement. M. le duc de Nemours demeura pendant très-longtemps dans cet endroit, et y fut fort exposé au feu de l'ennemi, qui était d'autant plus vif qu'on ne lui répondait pas. Le prince, avec la conscience qu'il mettait dans l'accomplissement de tous ses devoirs, savait bien que sa présence empêcherait le désordre et faciliterait bien des choses, et il avait raison. Lorsque les derniers hommes de notre brigade furent sortis de la rivière, le prince prit le galop, et rejoignit avec nous la tête de colonne.

Nous étions alors sur une belle plaine de gazon, où un spectacle assez amusant s'offrit à notre vue. De l'autre côté, et à une faible distance du Bou-Merzoug, qui dans cet endroit est fort encaissé, cheminaient au pas et très-tranquillement deux cavaliers arabes dont la tête était ornée d'un chapeau de paille colossal tout couvert de plumes d'autruche. Cette décoration caractéristique est portée dans le nord de l'Afrique par les plus intrépides guerriers. Marchant parallèlement à notre colonne, ces Arabes semblaient ne pas s'apercevoir de notre présence, et affectaient même en causant de ne pas tourner la tête de notre côté. Nos tirailleurs, piqués de cette indifférence, les avaient pris pour point de mire, et l'on voyait à chaque instant des balles frapper les rochers au-dessus de leurs têtes, ou faire voler la terre devant les pieds de leurs chevaux, sans qu'ils daignassent cesser leur conversation ou hâter le pas de leurs montures. Le fait est qu'ils mirent l'adresse de nos meilleurs tireurs en défaut, qu'ils s'éloignèrent et regagnèrent le gros de la cavalerie ennemie sans avoir été atteints, et cela aux applaudissements de nos éclaireurs, qui ne purent s'empêcher de rendre hommage à leur audace.

A cinq cents pas plus loin, nos spahis traversèrent la rivière et engagèrent alors avec l'ennemi une fusillade fort vive. Le prince m'avait envoyé porter l'ordre à un escadron de chasseurs d'appuyer les spahis, et j'arrivai avec cet escadron sur le lieu du combat. C'était un spectacle des plus attrayants que cette action de cavalerie; les détonations mêlées aux apostrophes que se renvoyaient les combattants, les fantasias des cavaliers fuyant après avoir déchargé leurs fusils, les bravades des plus hardis, cette animation, ce mouvement général, donnaient à l'ensemble de ce tableau les couleurs les plus originales et les plus pittoresques. Un lieutenant d'artillerie saxon, qui avait suivi l'expédition comme officier détaché auprès des spahis, était, je me le rappelle, au milieu de cette mêlée, tout enivré de joie et de poudre. Ces Arabes combattent avec tant d'élégance et de légèreté, ils jettent avec tant d'aisance leur burnous sur l'épaule après avoir tiré, ils impriment si adroitement un mouvement de rotation à leur cheval qui s'arrête et se cabre, lorsqu'ils veulent passer en deuxième ligne pour recharger leurs armes, qu'on ne peut se lasser d'admirer leur souplesse et leur bonne grâce. Ce spectacle, tout à fait nouveau pour moi, me semblait des plus intéressants. La plupart de nos spahis étaient recrutés dans la tribu des Beni-Urgin, et par conséquent en état de répondre aux apostrophes injurieuses et en style homérique que leur lançaient leurs adversaires. « Regarde ce cavalier, mon capitaine, me dit un de nos spahis indigènes, vois comme il a un beau cheval!... c'est mon frère. » Ils étaient en effet de

la même tribu et de la même famille, ce qui ne l'empêcha pas de terminer son observation en envoyant un bon coup de fusil à l'adresse de son pauvre frère. Il y eut plus de bruit que de mal dans cet engagement de cavalerie, qui avait lieu sous les yeux de notre avant-garde, arrêtée à une petite distance. Le feu des tirailleurs à cheval est en général mal assuré, et par conséquent peu dangereux. Nous n'eûmes de notre côté que trois hommes de blessés et un brigadier de tué. Parmi les vociférations arabes que j'ai pu entendre : *Ya kelba ! ya beni el kelba* (1)! semblaient être les expressions favorites des cavaliers d'Achmet, auxquelles se joignaient d'ailleurs toutes sortes de défis et de bravades. Quelques-uns de ces hommes parlaient un mauvais espagnol; *magnana cortar la cabeça* (2) revenait encore assez souvent. Pour hâter la conclusion de l'affaire et éloigner cette fourmilière du lieu où il avait l'intention de placer son camp, le prince fit avancer deux obusiers et lancer au milieu des groupes les plus nombreux de l'ennemi quelques obus qui éclatèrent et lui tuèrent du monde. Vers le soir, le feu cessa, et nous établîmes notre bivouac. Nous ne nous trouvions plus éloignés de Constantine que de trois kilomètres.

Notre camp était formé, et je revenais au pas après avoir porté des ordres à un de nos postes avancés, quand un événement singulier, qui mit mes jours en péril, offrit à notre brigade, pendant quelques instants, un spectacle neuf et dramatique à la fois. Un grand cheval noir fort méchant, qui appartenait au colonel Boyer, nourrissait une haine implacable contre *Pompée*, l'un de mes chevaux, dont je me servais souvent, et que je montais ce jour-là. Comme je n'avais aucune donnée sur les antécédents de ces deux ennemis, je ne savais à quoi attribuer l'animosité bien marquée de ce méchant cheval noir, qui ne perdait jamais l'occasion de lancer une ruade ou de donner un coup de dent à mon pauvre *Pompée,* quand il le rencontrait ou lorsqu'il pouvait l'atteindre. Je rentrais donc, et m'approchais du centre de notre carré pour mettre pied à terre auprès de la tente du prince, quand le cheval en question, apercevant l'objet de son ressentiment, s'élance furieux, rompt ses liens, ses entraves, et se précipite sur nous comme un lion ; *Pompée* se dresse alors bravement sur les pieds de derrière, et voilà les deux adversaires se livrant un combat en règle sans s'inquiéter de moi, qui me trouvais, comme on doit le croire, fort mal à mon aise. Sur ces entrefaites, un cheval gris que venait de monter M. le duc de Nemours, et qui était sur le lieu du combat, se débarrasse de l'homme qui le retenait, se jette au milieu de la mêlée et prend parti pour *Pompée,* lequel était vaincu et renversé, hélas! mais se débattait encore sous les pieds de son redoutable ennemi : nouvelle lutte, plus affreuse que la première, livrée sur le corps de mon cheval, et moi au-dessous, servant dans cette guerre, qu'on me pardonne le jeu de [illegible], de base d'opérations. Heureusement, des soldats d'infanterie eurent le courage de venir m'arracher à la position des plus critiques où je me trouvais. Chose presque incroyable, je ne reçus, au demeurant, aucune blessure, et j'en fus quitte pour quelques contusions.

La nuit se passa tranquillement, sauf quelques coups de fusil tirés sur nos postes et sur nos bivouacs. Le vendredi 6, nous partîmes à cinq heures sans bruit; le temps était couvert, il pleuvait un peu, et le jour pointait à peine. Quand nous fûmes à un quart de lieue de la ville, que nous ne pouvions pas encore découvrir, et à cinq

(1) *Ya kelba*, vocatif pluriel de *kelb*, chien. — *Beni*, pluriel de *ben*, fils.
(2) « Demain nous vous couperons la tête. »

cents pas environ du marabout de Sidi-Mabrouk, situé sur le versant nord du Sattah-Mansourah, nous vîmes descendre des montagnes de gauche un grand nombre de cavaliers arabes qui vinrent tirailler sur nos flancs dans la vallée du Bou-Merzoug, sans cependant passer cette rivière. Quelques chasseurs et quelques fantassins déployés sur la route suffirent pour les contenir. Le prince me dit alors de porter aux spahis l'ordre d'occuper le plateau de Mansourah. Nous nous lançâmes au galop sur cette montée, qui s'étend depuis Sidi-Mabrouk jusqu'aux crêtes situées au-dessus de Constantine. En longeant les jardins du marabout, dont nous laissions l'enceinte murée à notre gauche, nous nous attendions bien à recevoir le feu de l'infanterie d'Achmet, qui, nous le pensions, devait s'y être embusquée ; mais par crainte sans doute d'être tourné, l'ennemi n'avait pas occupé cette position, et s'était retiré sur le plateau, au milieu des rochers qui en bordent l'arête extrême.

C'est là en effet que nous trouvâmes les zouaves réguliers du bey, qui nous accueillirent par un feu bien nourri. Les spahis se déployèrent alors, et commencèrent à tirailler avec eux. Parmi ces zouaves d'Achmet qui sautaient et gambadaient à notre approche, en ayant l'air de se moquer de nous et en nous envoyant des coups de fusil, j'ai cru reconnaître des Français, si j'ai eu raison de m'en rapporter à des gestes et à des poses assez caractéristiques qui m'ont rappelé le carnaval de mon pays. Le commandant de Mirbeck me pria d'aller demander de l'infanterie au prince afin de déloger les Arabes des rochers et des pentes abruptes où ils étaient embusqués, et où les spahis ne pouvaient les poursuivre. Un bataillon du 2e léger se porta en avant et poussa l'ennemi. Alors l'état-major et toute la brigade débouchèrent sur le plateau, et nous accourûmes à l'extrémité supérieure de ce plan incliné auquel on a donné avec raison le nom de *Sattah*, toit, pour jouir de la vue de cette ville célèbre que j'étais si avide de contempler.

Je ne trouve pas d'expression pour rendre l'émotion que j'éprouvai lorsque, parvenu au sommet du Mansourah, je découvris tout à coup Constantine à mes pieds pour le première fois ; un rayon de soleil, qui venait de percer de gros nuages sombres, l'éclairait en ce moment d'une lueur fantastique. Le fameux pont (El-Kantara), celui où s'était livrée l'année précédente une si sanglante affaire, brillait avec ses arceaux blanchâtres sur le noir précipice du Rummel. A la droite du pont, les rochers de Sidi-Mécid dominaient cet affreux précipice, et leurs ombres portées nous en dérobaient la profondeur. Les hautes montagnes de l'Atlas, dans le fond du tableau, agrandies à nos yeux par les vapeurs du ciel, avaient pris des formes gigantesques et majestueuses ; c'était un spectacle saisissant et sublime à la fois, une de ces compositions rêvées et dessinées par Martin. Une illusion d'optique très-singulière, dont j'eus d'abord quelque peine à me rendre compte, donnait à l'ensemble des objets que nous avions sous les yeux une apparence extraordinaire et merveilleuse.

Constantine est bâtie sur un rocher dont la nature a taillé le sommet en biseau, et qui présente un plateau très-incliné par rapport à l'endroit où nous étions ; les maisons de la ville, de formes et de grandeurs inégales, couvrent entièrement ce plateau, de sorte que du Mansourah on ne devine pas l'inclinaison. Alors, par suite de l'élévation considérable de l'horizon visuel qui en résulte, l'observateur se croit placé à une prodigieuse hauteur au-dessus de la ville, car on sait que plus on s'élève dans les montagnes et plus l'horizon paraît s'élever. La facilité avec laquelle nous pouvions distinguer les moindres objets dans les rues et sur les ter-

rasses de Constantine semblait si peu en rapport, d'ailleurs, avec l'éloignement apparent de la ville, qu'il y avait vraiment quelque chose de magique et de surnaturel dans cet effet de perpective.

Constantine (1), la Cyrta des Romains, s'élève sur le faîte d'une roche des plus escarpées. Les hauteurs de Sattah-Mansourah et de Sidi-Mécid, qui contournent la ville et la dominent au sud-est et au nord-est, en sont séparées par un ravin étroit d'une très-grande profondeur, au fond duquel coule impétueusement le Rummel. Les pentes qui, de l'arête supérieure du Mansourah, descendent jusqu'au fond du lit du Rummel, sont d'une inclinaison fort rapide, mais les parois de rochers de Sidi-Mécid sont tellement à pic, et celles qui supportent la ville sont si verticales, qu'on est fondé à croire que la séparation n'a pas toujours existé, et que cette effrayante crevasse de 600 mètres de profondeur se sera un jour ouverte dans le sein de la montagne, déchirée par quelque commotion souterraine. Au nord-ouest, le roc de granit qui supporte Constantine s'élève au-dessus d'une vallée fort étendue que le Rummel arrose, et où il se précipite d'étage en étage en formant plusieurs cascades. C'est dans cette vallée, ornée d'une riche végétation, que le bey avait ses fermes et ses vergers.

La colline de Coudiad-Aty, fort rapprochée de Constantine dans la direction du sud-ouest, est liée à la ville par un plateau d'environ 200 mètres de largeur qui s'élève comme un dos d'âne entre la gorge où coule le Rummel et la vallée dont je viens de parler. Protégée partout ailleurs par la nature de ses escarpements, Constantine n'était accessible que par cet endroit. Aussi le bey avait-il fait consolider et exhausser les anciennes murailles romaines qui couvraient ce front de la ville; elles étaient percées de créneaux et armées d'une nombreuse artillerie. On avait fait disparaître en outre et rasé toutes les constructions qui, situées entre le pied du Coudiad-Aty et la porte d'El-Gharbia, avaient, l'année précédente, facilité nos approches en protégeant notre infanterie contre le feu du rempart.

Un énorme étendard rouge, portant au centre une épée blanche à une seule poignée avec deux lames, flottait sur la porte dont je viens de parler; c'était l'étendard d'Aly. Le bey, en déployant les couleurs de l'islam, nous annonçait que son intention était de faire résistance. Cependant nous n'osions l'espérer encore, et nous nous attendions à voir paraître quelque députation portant les clefs de Constantine.

Notre incertitude ne fut pas de longue durée; nous venions à peine de nous montrer sur la crête du Mansourah, et par conséquent en vue de la ville, que la population tout entière, qui nous attendait sans doute avec quelque anxiété, salua notre apparition par des cris sauvages et mille fois répétés; c'étaient de ces sons gutturaux que connaissent tous ceux qui ont voyagé en Afrique. Presque en même temps une vive lumière suivie d'un épais nuage de fumée blanchâtre brilla à notre droite, et un boulet de 24, qui en ricochant couvrit de terre le lieutenant général gouverneur, nous apprit que la kasbah voulait aussi nous souhaiter la bienvenue. Désormais, il n'y avait plus à en douter, Constantine était résolue à se défendre, nous allions avoir un siége à faire. Grande fut la joie dans l'armée.

Le plateau de Sattah-Mansourah, que les deux premières brigades venaient

(1) Ksentinet-el-Alouah, Constantine l'aérienne; c'est le nom que lui donnent les Arabes.

d'occuper, s'étend depuis le marabout de Sidi-Mabrouk, en s'élevant peu à peu jusqu'à une distance de deux kilomètres environ ; là il se brise suivant une arête parallèle au Rummel qui baigne de deux côtés les contre-forts de la ville. Cette arête termine brusquement le plateau ; les flancs escarpés de la montagne descendent alors presque à pic jusqu'au fond du torrent ; nous avions donc la ville devant nous et presque à nos pieds, et nous pouvions à l'œil nu distinguer parfaitement les habitants sur les terrasses et dans les rues. L'enceinte en est presque carrée ; à l'un de ses angles, celui que nous avions un peu à notre droite, le ravin du Rummel tourne en équerre et longe le côté nord-est du quadrilatère. De cet angle, où est située la porte d'El-Kantara, part le pont de ce nom qui traverse le précipice, et est supporté par deux rangs d'arches superposées. Plus à droite encore s'élèvent les hauteurs de Sidi-Mécid, dont les pentes inférieures sont couvertes de cactus. Nous avions en face de nous et légèrement à notre gauche, mais dans un plan beaucoup plus éloigné, la colline de Coudiad-Aty, qui fait face au front sud de la ville, celui Bab-el-Oued. Le côté occidental de Constantine regarde les hautes montagnes de l'Atlas. Deux des assises du plateau de Sattah-Mansourah sont défendues par des rochers tout à fait inabordables. Son arête extrême, celle qui fait face à la ville, peut avoir environ quatre cents mètres de développement, mais le plan va en s'élargissant à mesure qu'on s'éloigne de Constantine, et qu'en lui tournant le dos on s'approche de Sidi-Mabrouk. A l'angle saillant de ce bastion naturel se trouvent les restes d'une redoute en étoile, dite *redoute tunisienne,* parce qu'elle avait été construite en 1760 par un bey de Tunis, qui vint mettre le siége devant Constantine, mais fut complétement battu et contraint de fuir avec son armée, dont une grande partie fut taillée en pièces. C'est en souvenir de cette défaite que les habitants de la ville donnèrent au plateau le nom de Sattah-Mansourah, ce qui veut dire le toit de la victoire.

La brigade de Nemours occupa la partie droite du plateau opposé aux hauteurs de Sidi-Mécid, et qui n'en est séparée que par un étroit vallon. Le général en chef avait eu d'abord la pensée de placer son quartier général dans la redoute tunisienne ; mais comme les bombes de la place y tombaient sans cesse, il fut forcé de s'établir à deux kilomètres plus en arrière, dans les jardins de Sidi-Mabrouk. L'ennemi s'était depuis longtemps exercé à tirer sur le Mansourah, car nous trouvâmes partout des ricochets de boulets et des trous de bombes.

Toute la matinée, le feu de la place fut très-nourri, et les artilleurs d'Achmet montrèrent assez d'adresse. Le front qui nous faisait face était armé de deux batteries seulement, l'une de canons, située à la porte d'El-Kantara, l'autre de canons et de mortiers placée à la kasbah. Le reste de l'armement de la place était accumulé sur la partie de l'enceinte opposée au Coudiad-Aty, la seule, comme nous l'avons dit, qui ne fût pas soutenue par des rochers inaccessibles, et par conséquent la seule attaquable.

On décida immédiatement la construction de trois batteries : l'une, la batterie royale, établie à mi-côte du Mansourah, fut destinée à ruiner les défenses du front d'attaque de Bab-el-Oued, qu'elle devait prendre à revers. La batterie d'Orléans eut pour mission de contre-battre celle de la porte d'El-Kantara, et de détourner l'attention de l'ennemi, en lui faisant craindre sur ce point une attaque semblable à celle de 1836. Enfin on disposa une batterie de mortiers, de manière à tirer sur la kasbah et à inquiéter la ville en essayant de mettre le feu aux principaux bâtiments qu'on supposait contenir les magasins et les approvisionnements.

A notre arrivée, les Arabes étaient sortis en grand nombre par la porte d'El-Kantara ; leur cavalerie descendait en même temps des hauteurs de Sidi-Mécid, et une action très-vive ne tarda pas à s'engager sur la droite de notre position, entre l'ennemi qui nous attaquait avec vigueur, et nos zouaves soutenus par le 2e léger, qui le continrent et le repoussèrent vers la ville. Nous perdîmes peu de monde dans cette première rencontre, car nos hommes avaient reçu l'ordre de se défiler de leur mieux derrière les rochers, et de ne pas se découvrir en tiraillant.

Depuis notre apparition sur le Mansourah, les femmes et les enfants de la ville n'avaient pas discontinué de pousser leurs cris perçants et monotones. Ce chœur de bruyantes imprécations s'arrêta tout à coup vers le milieu du jour; le feu de l'assiégé cessa également, et nous crûmes un instant que quelque grand événement allait se passer, lorsque du haut des minarets les voix nazillardes des muezzin se firent entendre et appelèrent le peuple à la prière. Il y eut alors un silence général d'environ un quart d'heure, durant lequel bien des vœux furent sans doute formés pour notre extermination. Cette immense prière collective, ce recueillement de toute une population, cette trève respectueuse des instruments de mort à l'évocation de la Divinité avait quelque chose de touchant et de solennel. Après une courte pause, le feu, le bruit, les cris, recommencèrent de plus belle et durèrent sans interruption jusqu'à la nuit.

Vers une heure, le général en chef ordonna à M. le duc de Nemours de simuler une attaque contre la porte d'El-Kantara, afin d'attirer de ce côté l'attention de l'ennemi pendant que le général Rulhières s'emparerait du Coudiad-Aty. Je portai de la part du prince, au colonel de Lamoricière, l'ordre de se mettre en mouvement, et, comme il ne s'ébranlait pas assez vite, je dus y retourner. « Voyons, me dit-il en souriant, faut-il attaquer à l'instant même ? Ne pouvez-vous prendre sur vous de m'accorder cinq minutes ? — Pourquoi ? lui demandai-je. — Il pleut à verse depuis une demi-heure; mes hommes sont bien mouillés. Or, je prévois un rayon de soleil qui va percer ce nuage, et qui ne saurait manquer de réchauffer et de ragaillardir en un instant mes pauvres zouaves; un peu de chaleur les aura Bientôt séchés, et ils n'en aborderont l'ennemi que plus gaiement. Je vous réponds qu'ils auront bientôt regagné le temps perdu. » Je n'hésitai pas, comme on pense, à engager ma responsabilité, et les choses se passèrent absolument comme le colonel des zouaves l'avait prédit. Il n'avait pas fini de parler, que le plus beau soleil du monde éclairait la nature et versait des torrents d'une chaleur vivifiante sur notre brave infanterie, qui, j'en réponds, au signal de son chef, ne se fit pas prier pour courir à l'ennemi. Ce fut un amusant spectacle que de voir nos deux bataillons s'éparpiller sur les côtes de Sidi-Mécid, s'élancer sur les Kabyles au milieu des rochers, les poursuivre à travers les cactus, et tout cela au milieu des détonations et des cris sauvages des Arabes qui fuyaient au plus vite par le pont où ils craignaient que nous ne vinssions leur barrer le passage.

On avait disposé une batterie de 4 pièces légères le plus près possible de la porte d'El-Kantara, et pendant l'action elle y jeta quelques obus. Notre but était de faire beaucoup de bruit, d'occuper l'ennemi de ce côté, et nous réussîmes en effet à lui donner de l'occupation. Nous lui tuâmes beaucoup de monde, et le poussâmes l'épée dans les reins jusqu'à la porte du pont, où nous le forçâmes à rentrer plus vite qu'il n'était sorti. Le feu de la kasbah et des créneaux de la porte couvrait la retraite des assiégés, les bombes tombaient très-nombreuses sur le Mansourah; mais nous eûmes peu d'hommes tués ou blessés par leurs éclats. Aussitôt qu'une

bombe arrivait en sifflant et allait frapper le sol, les soldats qui se trouvaient à l'entour avaient ordre de se jeter à terre, et d'attendre pour se relever que l'explosion eût eu lieu. Je vis un exemple remarquable des bons effets que peut avoir cette précaution. Un bataillon du 2e léger était placé en réserve dans un petit vallon qui le défilait parfaitement des boulets de la place. Je fus envoyé pour porter je ne sais quel ordre à M. de Sérigny qui le commandait. A ce moment, une bombe de la kasbah arrive et tombe au beau milieu de cette masse compacte. On l'avait entendue : les hommes se couchent ; elle éclate... Je m'attendais à ce qu'un bon nombre d'entre eux ne se relèverait pas : chose presque incroyable, pas un soldat n'avait été atteint. Un gros fragment du projectile, passant par-dessus nos têtes, alla retomber sur la main de Müller, l'interprète du prince, qui lui parlait en ce moment. Ce brave Müller n'était pas heureux, car, trois jours après, il recevait une balle à la cheville, toujours auprès de M. le duc de Nemours qu'il ne quittait jamais.

C'était une musique des plus variées sur le Mansourah que les sifflements de tous les projectiles de divers calibres qui se croisaient et se répondaient ; les balles surtout, venant de loin, rendaient un son très-harmonieux.

Pendant notre fausse attaque, le général Rulbières marcha sur Coudiad-Aty avec deux brigades, et s'en empara après avoir passé en deux colonnes les gués du Bou-Merzoug et du Rummel vers leur confluent, au-dessus duquel sont les restes d'un aqueduc romain. Au passage de la rivière, le capitaine Rabié, aide de camp de M. le lieutenant général Fleury, fut tué par un boulet.

Pour assurer la défense du plateau de Coudiad-Aty où l'on s'était établi, trois compagnies de sapeurs, avec la légion étrangère et les tirailleurs d'Afrique, élevèrent sur les crêtes les plus rapprochées de la place, et sur la gauche de la position, des retranchements en pierres sèches et en briques empruntées aux tombes du cimetière de la ville, situé en cet endroit. On crénela aussi quelques constructions restées debout ; on pouvait de cette manière, sans trop livrer les hommes au feu de la place, en surveiller les portes et les sorties.

Pendant que l'artillerie commençait l'établissement de ses batteries sur le Mansourah, 100 sapeurs et 300 hommes d'infanterie creusèrent sur le revers de la montagne un chemin pour le transport des pièces de 24 et de 16 destinées à la batterie royale. Il était alors environ cinq heures ; la troupe rentra à ses bivouacs. Les résultats de la première journée étaient satisfaisants; le temps se montrait assez favorable. Le prince avait établi son camp à Sidi-Mabrouk. Cet emplacement me parut un lieu de délices, comparé à nos anciens bivouacs : nous étions dans une espèce de jardin où coulaient deux sources d'une eau fraîche et limpide; nos yeux y furent agréablement surpris par la vue d'un peu de verdure ; on y remarquait plusieurs cactus, trois figuiers et deux peupliers d'Italie. On voit que nous n'avions pas à nous plaindre, car, si l'on excepte les raquettes qui couvrent les pentes inférieures de Sidi-Mécid et le ravin du Rummel, il n'y avait pas un brin d'herbe ni, à plus forte raison, une feuille sur le Mansourah, sur Coudiad-Aty et dans les vallées environnantes. Rien n'est plus désolé, plus nu, plus sauvage, que les environs de Constantine : une terre dépouillée et des rochers, voilà tout ce que nous pouvions apercevoir à deux lieues à la ronde. Les jardins du bey, situés dans la vallée à l'ouest de la ville et sur le bord du Rummel, n'étaient pas visibles du point où nous nous trouvions.

Pendant la nuit du 6 au 7, on travailla aux batteries sur le Coudiad-Aty. On acheva les dispositions défensives pour les postes qui gardaient le plateau. Le 7, à

la pointe du jour, nous montâmes à cheval, et allâmes visiter nos positions et les travaux sur le Mansourah. Pendant que l'artillerie achevait les plates-formes de la grande batterie royale, située à mi-côte et destinée à prendre d'écharpe les défenses du front d'attaque, on améliora le chemin qui devait y conduire, on adoucit quelques pentes et des tournants trop courts; cela était nécessaire, car on s'attendait à ne pouvoir transporter des pièces de 24 sur un terrain nouvellement remblayé sans atteler un grand nombre de chevaux. On reconnut avec soin les communications à suivre pour pouvoir amener l'artillerie jusqu'à Coudiad-Aty. Les difficultés étaient grandes; la reconnaissance du front d'attaque fit voir que depuis la dernière expédition il avait été considérablement ajouté aux moyens de défense de la ville. Les maisons qui formaient une espèce de faubourg devant la porte Bab-el-Djedid avaient été rasées; les talus en terre qui s'appuyaient sur les roches du pourtour de la place, et auraient pu, en raison de leur élévation, faciliter les moyens d'y pénétrer, avaient été enlevés, de manière à rétablir partout des escarpements respectables; un chemin de ronde crénelé, et à double rang de créneaux en certains endroits, couronnait la muraille de la fortification, haute de 8 mètres au moins; on reconnut, sur le front d'attaque, des constructions neuves avec batteries casematées; on y comptait dix-huit embrasures armées de pièces de bronze; des créneaux et meurtrières étaient régulièrement percés entre les embrasures.

Toutefois, comme je l'ai dit plus haut, cette enceinte livrait à nos batteries son escarpe vue jusqu'au pied, et sa partie la plus saillante n'était protégée que par des flanquements d'une action faible et qui ne pouvaient nous résister longtemps. On arrêta donc que c'était là qu'il fallait faire brèche, et dès le soir même on commença à 500 mètres du rempart la batterie de Nemours pour des pièces de gros calibre, seules capables à cette distance de pouvoir agir puissamment contre un revêtement en maçonnerie. On ordonna également une seconde batterie pour des obusiers, sur une terrasse qui dominait à gauche la route de Tunis, à laquelle s'appuyait l'épaulement de la batterie de Nemours.

Vers deux heures, l'assiégé dirigea une sortie contre les positions du général Rulhières; une foule de Kabyles s'élancèrent hors des portes Bab-el-Djedid et Bab-el-Gharbia, et gravirent au pas de course la colline de Coudiad-Aty. Il est impossible d'attaquer avec plus de détermination que ces sauvages, qui couraient, en poussant de grands cris, au milieu des tombeaux et des ruines, se ruant contre les petits murs en pierre derrière lesquels nos soldats les attendaient. Nous suivions avec un vif intérêt ce combat du haut du Mansourah; deux fois nous vîmes nos hommes, officiers en tête, enjamber leurs retranchements et prendre l'offensive; alors cette multitude couverte de vêtements blancs se repliait du côté de la ville avec de grands cris, pour revenir plus résolument à la charge aussitôt que notre infanterie rentrait dans ses lignes. Nous leur envoyâmes quelques boulets qui ricochèrent au milieu d'eux, mais sans atteindre personne. Cet engagement dura à peu près une heure, et nous y perdîmes deux officiers du 26e régiment.

Tous les jours les Arabes faisaient une sortie à la même heure, tantôt contre le Mansourah, tantôt contre nos positions de Coudiad-Aty. Ils accouraient à nous avec une très-grande résolution; mais ils étaient déconcertés par nos charges à la baïonnette, et ils mettaient plus d'empressement à s'y soustraire qu'ils n'en avaient montré à nous attaquer.

Le temps se couvrit pendant la nuit; la pluie commença à tomber de bonne heure, et bientôt des rafales épouvantables vinrent fouetter, ébranler, transpercer

notre pauvre tente; nous nagions dans l'eau; le sol de notre mince abri s'était converti en un torrent qui entraînait, malgré nos efforts, toute notre garde-robe; notre position était des plus ridicules et des plus embarrassées. Les détachements dirigés sur les lieux du travail qu'on avait ordonné la veille s'égarèrent à travers champs; ils eurent beaucoup de peine à passer les gués, dont l'eau avait grossi rapidement; on ne put parvenir que fort tard à rallier aux points indiqués trois compagnies de sapeurs et 750 hommes de la ligne, qui avaient été commandés pour la construction des batteries. Après avoir essayé pendant plusieurs heures de se mettre à l'œuvre et d'exécuter les terrassements, au milieu de torrents de pluie et de l'obscurité la plus profonde, on reconnut, malgré le zèle le plus opiniâtre, l'impossibilité matérielle de rien faire, et les travailleurs furent renvoyés à une heure du matin.

Le lendemain 8 octobre, notre bivouac offrait l'aspect d'un vaste marais; bien des figures s'allongeaient déjà en voyant la pluie continuer; on pensait involontairement à la dernière expédition. Sur les dix heures, le ciel s'étant un peu éclairci, nous montâmes à cheval avec M. le duc de Nemours, mis à l'ordre de l'armée, depuis la veille, comme commandant du siége, et nous allâmes visiter la position du général Rulhières. Nos chevaux tombèrent plusieurs fois dans le trajet; ils ne se tenaient qu'avec la plus grande difficulté sur le sol détrempé par les averses de la nuit. Nous trouvâmes les postes établis sur Coudiad-Aty extrêmement rapprochés de la ville et en butte au feu des fusils de rempart et des soldats turcs cachés dans les casemates. Le marabout où s'abritaient nos avant-postes était cependant religieusement respecté par les Arabes; il en fut ainsi pendant tout le siége. Cette construction contenait plusieurs tombeaux couverts d'inscriptions, quelques-uns en marbre surmontés de turbans; c'étaient, nous dit-on, des sépultures de saints derviches ou de grands personnages.

A notre retour, nous rencontrâmes les deux colonnes de l'artillerie qui menaient leurs canons aux batteries construites dans la matinée; ses grosses pièces avançaient assez bien malgré la boue; il est vrai qu'elles étaient attelées de quarante chevaux. Vers le soir, la pluie recommença, affreuse, extraordinaire, ce qui n'empêcha pas le prince d'aller visiter les batteries. C'était une vraie corvée par un temps aussi épouvantable. L'ouverture du feu, qu'on avait cru possible pour le lendemain, était reculée indéfiniment; on n'avait pu armer que la batterie de mortiers, ainsi que celle du Sattah-Mansourah, composée de deux pièces, l'une de 24 et l'autre de 16, et de deux obusiers de 6 pouces. Quant à Coudiad-Aty, impossible d'y mener un canon à cause de l'état du terrain. Une partie des pièces dirigées sur la batterie royale n'avait pu parvenir à sa destination, et avait versé dans le ravin. C'était un contre-temps fort grave pour nous dans l'état des choses, car le temps pressait; avec les pluies, déjà les maladies commençaient à envahir l'armée. Tout le monde calculait que s'il était impossible d'amener des pièces de gros calibre à petite portée du rempart, qu'on regardait comme très-solide, notre situation devenait des plus critiques; le commandant en chef des troupes du génie semblait, en effet, convaincu que nous ne pourrions entrer dans la place que par une brèche, et que l'ennemi ne se rendrait que lorsque cette brèche serait praticable. Nous commencions d'ailleurs à être obligés de réduire la ration de nos pauvres chevaux; notre provision de foin étant épuisée, nous ne les soutenions qu'avec quelques poignées d'orge distribuées rarement. Le temps fut horrible toute la nuit. Notre horizon se rembrunissait, nos affaires prenaient une mauvaise tournure.

Cependant, grâce aux efforts intelligents de quelques centaines de zouaves dirigés par un officier d'artillerie, on parvint à relever une des pièces de 16 culbutées dans le ravin ; on creusa ensuite une sorte de rainure dans la partie solide du chemin le long de la pente supérieure pour retenir, par les roues qu'on engageait dans cette ornière, les pièces entraînées sur le remblais du côté de son affaissement. On renonça pour le moment à armer le Coudiad-Aty; tous les efforts furent dirigés vers le Mansourah. Dans la journée, le feu de la place n'inquiéta pas beaucoup nos travailleurs; mais plusieurs bombes tombées au milieu de nos chevaux, tenus en main, les effrayèrent beaucoup; le mien s'abattit et rompit rênes, sangle et poitrail; un éclat emporta une des bossettes de son mors.

Le dimanche 8, les Kabyles furent assez hardis pour venir nous attaquer sur le Mansourah, et je ne sais pas comment nos tirailleurs purent les contenir, car leurs armes étaient si mouillées que sur dix coups il y en avait au moins huit qui rataient. Le temps continua à être épouvantable toute la nuit; la pluie tombait avec une horrible violence ; la neige vint bientôt s'y joindre ; un vent effrayant, un froid glacial, décourageaient nos malheureux soldats enfoncés dans l'eau jusqu'aux genoux, et qui ne pouvaient se coucher. Au bivouac, ils étaient sans feu, sans abri, sans soupe ; devant l'ennemi, leurs armes ne partaient pas. Les ambulances se remplissaient de malades ; on rencontrait déjà des chevaux morts de faim. Notre inquiétude croissait à l'aspect de toutes ces misères, et dans l'attente de calamités plus grandes encore. Si le feu de l'artillerie qui devait s'ouvrir le lendemain, disions-nous, n'écrase pas la place, serons-nous réduits à partir en abandonnant tout notre matériel, ou resterons-nous pour périr de la fièvre sous les murs de cette ville infernale? Les bœufs et les mulets de l'administration firent irruption pendant la nuit dans notre malheureux bivouac, qui ressemblait à une vaste fondrière couverte de sept à huit centimètres de neige, et y dévorèrent le reste des figuiers qui formaient la dernière ressource de nos chevaux.

Le lendemain, lundi, nous étions à cheval dès six heures. Le commandant en chef de l'artillerie avait retrouvé tout l'énergie de sa jeunesse. Les batteries du Mansourah étaient prêtes et armées. C'était une noble chose à voir que ces braves artilleurs couverts de boue de la tête aux pieds, près des pièces qu'ils avaient travaillé toute la nuit à mettre en place. A sept heures, notre feu commença; notre tir, à une aussi grande distance de la place, devait être incertain et le fut en effet pendant quelque temps ; le comte Valée s'était mis en avant avec une lunette et le rectifiait par ses indications. Bientôt cependant il devint plus sûr ; vers onze heures, la batterie royale, plus basse et plus rapprochée de la ville, commença à tirer ; ses deux canons de 16 firent très-bien ; nous ne tardâmes pas à écrêter les parapets de la batterie Bab-el-Gharbia, et à faire quelques coups d'embrasures en répondant au feu de la kasbah. Nous avions évidemment gêné le service des pièces de l'assiégé par la justesse de notre tir, car le feu de l'ennemi se ralentissait peu à peu. Cependant les six canons de la batterie Bab-el-Djedid, protégés par une immense traverse en maçonnerie, continuaient à canonner Coudiad-Aty, où le général Rulhières était parvenu à amener deux obusiers de 24. Nous fûmes étonnés, au commencement du feu, de voir l'étendard d'Aly remplacé sur la porte de Bab-el-Oued par l'étendard de la ville, qui était tout rouge. Cela indiquait, me dit-on, que la population n'était pas satisfaite des événements, et qu'elle attribuait à l'influence du sultan la mauvaise tournure que prenaient ses affaires.

Au reste, le nouvel étendard ne tarda pas à être bientôt, comme l'ancien, criblé

de boulets et réduit au plus piteux état. Avec tout cela, l'effet de nos pièces sur la ville fut presque nul; nos obus et nos bombes ne purent y allumer le moindre incendie. L'assiégé ne semblait disposé à nous faire aucune proposition; nous prévîmes donc qu'il faudrait nécessairement enlever Constantine de vive force. Les généraux tinrent conseil alors; on examina les différents moyens d'en arriver à ce résultat. On pensa d'abord à une attaque sur la porte d'El-Gharbia, la moins défendue de l'enceinte; mais la colonne d'attaque aurait eu à parcourir à découvert une distance de plus de 300 mètres sur un terrain en contre-pente, sous les feux d'une artillerie tirant à embrasures et d'une ligne de murailles et maisons crénelées de plus de 600 mètres de développement; arrivée enfin contre l'enceinte, la colonne eût été obligée de s'arrêter pour attendre l'effet du pétard sur la première porte, laquelle enfoncée n'aurait donné d'autre avantage que la facilité de pénétrer dans une petite cour intérieure n'ayant d'issue que par une seconde porte et dominée de tous côtés par des créneaux. Cette disposition, qu'on pouvait distinguer de Coudiad-Aty, ne permit pas de donner suite à cette idée.

La brèche par la mine n'offrait pas moins d'obstacles dans les circonstances où se trouvait l'armée; ce moyen exigeait que le mineur fût amené au pied de la muraille par des cheminements à couvert, et que son établissement fût protégé par des places d'armes capables de recevoir une garde de tranchée assez forte pour contenir les sorties de la garnison. Or, tous ces cheminements sous le Coudiad-Aty auraient dû être faits sur un sol nu, presque partout de roc et en contre-pente raide. Le temps et les matériaux nous manquaient, les parapets ne pouvaient être exécutés presque uniquement qu'en sacs à terre, et la plus grande partie de l'approvisionnement amené de Medjez-el-Hammar avait été employée aux batteries; il nous aurait fallu, d'ailleurs, suivant les hommes pratiques, au moins huit à dix jours de travaux non interrompus.

On ne crut pas devoir recourir à l'escalade; j'avoue cependant que, dans mon opinion, cette opération n'eût pas été peut-être impraticable de nuit sur un des points de l'enceinte, entre la porte Bal-el-Gharbia et le Rummel; on doit remarquer que cette muraille n'était pas flanquée. Une fois les têtes de colonne parvenues dans la ville, elles eussent été à couvert, et l'obscurité aurait favorisé cette tentative hardie, qui se serait opérée sans désordre, si on avait eu soin de bien reconnaître d'avance les points du rempart les plus favorables pour poser les échelles.

Quoi qu'il en soit, on décida que le seul moyen était de donner l'assaut, qu'on chercherait en conséquence à ouvrir une brèche dans la courtine située entre la porte Bab-el-Gharbia et la porte Bab-el-Oued, condamnée par l'assiégé; que tous les efforts devaient tendre à amener de grosses pièces de siége à la batterie de Nemours, fût-ce même en passant à demi-portée sous le feu de la place, puisque l'état de la route que l'on avait essayé de faire prendre aux canons de 24 en tournant le Coudiad-Aty avait rendu l'armement de cette batterie impossible. Ce fut alors qu'on reconnut combien on avait eu raison d'insister pour amener le grand parc de siége sous les murs de Constantine. Notre seul espoir désormais était dans l'effet destructeur que pourraient produire nos boulets de gros calibre sur les vieilles murailles de construction romaine, si nous étions assez heureux pour pouvoir amener nos pièces à la batterie de brèche.

L'ennemi continua sans relâche à nous harceler dans nos positions toute la journée. Rien n'est fatigant comme cette tiraillerie continuelle; ces Arabes sont comme des guêpes qu'on ne peut chasser, et qui bourdonnent sans cesse à vos

oreilles. L'état du terrain, particulièrement sur le Mansourah, était déplorable. Nous nous levâmes le 10 assez tristement, appréhendant que la pluie n'eût rendu impraticable l'armement de la batterie de Nemours. En attendant notre départ, le prince me donna l'ordre d'aller savoir des nouvelles et de voir du haut du Mansourah si la batterie de brèche au bas du Coudiad-Aty avait pu être armée. Je rencontrai M. le lieutenant général Valée, qui m'apprit qu'on n'avait pu encore amener les pièces qu'à trois cents toises de la batterie, par suite de toutes les difficultés du temps et de l'obscurité, auxquelles était venu se joindre le feu de l'ennemi, qui avait beaucoup tiré de ses batteries basses; mais il me donna l'assurance que la batterie de brèche serait armée le lendemain. Le fait est que c'était une entreprise presque téméraire que de traverser le Rummel avec nos pièces de 24; le gué où on devait passer la rivière n'est pas distant de plus de trois cents mètres du rempart. Malgré les boulets et la fusillade de la ville, nos braves canonniers étaient parvenus à amener quatre de ces pièces à l'autre bord; mais il avait fallu doubler et tripler les attelages, écarter, pour le passage des chevaux, d'énormes roches roulées par les eaux que la pluie avait grossies. Ce travail si pénible avait été exécuté avec une héroïque patience par les artilleurs et les sapeurs du génie, qui s'étaient mis dans l'eau jusqu'à la ceinture. Heureusement que la nuit ôtait à l'assiégé le moyen d'ajuster et que son tir était incertain, car sans cela nos pertes eussent été bien plus considérables, et peut-être même le passage de la rivière n'aurait pas pu s'effectuer.

A la pointe du jour, les canons et leurs attelages avaient pu atteindre au coude du chemin de Tunis, où ils étaient défilés du feu de la place; il ne leur restait plus qu'à gravir la côte pendant la nuit suivante. On avait envoyé deux compagnies de sapeurs avec de l'infanterie occuper le Bardo, où se trouvaient les anciennes écuries du bey, situées dans un petit vallon entre l'enceinte de la ville et les pentes du Coudiad-Aty, afin de protéger d'abord le transport des pièces au delà du Rummel contre les sorties de la place, et de se préparer ensuite un couvert qui pût servir de point de départ et d'appui pour de nouvelles opérations. Toute la nuit fut employée à fortifier ce réduit et à percer des créneaux dans les murs de clôture. On en releva plusieurs parties abattues, car les écuries du bey étaient en ruines; l'on fit en pierres sèches des tambours devant les portes. Pendant l'exécution de ces travaux les officiers du génie reconnurent, attenant au marabout et à peu de distance du Bardo, un ravin long de deux cents mètres environ, et garanti à peu près des feux de la place par sa direction et sa profondeur. Le ravin conduisait sur le plateau du front d'attaque, à cent cinquante mètres de l'escarpe; quelques travaux rapides devaient suffire pour en compléter la défense. On obtenait ainsi une vaste place d'armes et un abri d'où la colonne d'assaut se serait élancée, lorsque le feu de la batterie de Nemours aurait démoli le rempart et rendu la brèche praticable. Les Arabes essayèrent, vers une heure du matin, une sortie contre le marabout, mais ils furent bientôt repoussés. On eut la pensée de joindre le Bardo et le poste de ce marabout par une communication couverte; mais une tranchée était impossible dans ce terrain de rochers, et un épaulement en sacs à terre eût employé des matériaux précieux qu'il fallait conserver avec soin pour se créer des couverts plus rapprochés de la place. On renonça donc à cette idée, et il fut résolu qu'on ne communiquerait entre ces deux postes que la nuit, ou le jour en courant.

Nous montâmes à cheval avec le prince, et allâmes sur le Coudiad-Aty, comme

de coutume, pour examiner l'état des travaux. Vers neuf heures, l'assiégé fit contre les positions où nous nous trouvions sa sortie habituelle. Le lieutenant général gouverneur, voulant lui donner une leçon, ordonna au général Rulbières de laisser arriver les Arabes aussi près que possible et de les aborder alors vigoureusement. En effet, au moment où, s'avançant avec leur hardiesse accoutumée, ils allaient atteindre notre épaulement, le prince avec son état-major, à la tête d'une compagnie de la légion étrangère, sauta par-dessus les briques et les tuiles derrière lesquelles notre infanterie était couchée, et se jeta au milieu des fantassins d'Achmet, qui venaient à nous drapeau en tête. La rencontre fut vive, et avant que l'ennemi, surpris par notre retour offensif, eût battu en retraite, on avait échangé une fusillade à bout portant qui coûta la vie à bien des braves de part et d'autre. Notre mouvement fut aussitôt appuyé par une compagnie d'élite du 26e, et les Kabyles, dont il ne nous fut pas possible de saisir le drapeau, s'éparpillèrent alors en descendant sur les versants du Coudiad-Aty, dont nous occupions les sommets; cachés derrière des rochers ou des ruines dont cette côte est semée, ils commencèrent contre nous un feu très-meurtrier, car rien ne nous dérobait à leur vue. Tous les officiers de la compagnie de la légion étrangère furent mis hors de combat; les capitaines Marland et Béraud tombèrent frappés à mort par des coups de biscaïens, car la ville tirait sur nous à mitraille; les trois autres reçurent de graves blessures, le capitaine Raindre, fils du général de ce nom, atteint d'un coup de feu au genou, dut subir l'amputation quelques heures après. Müller, l'interprète du prince, eut le pied fracassé par une balle; en un mot, ce fut une mêlée très-chaude, mais, grâce à l'énergie de nos braves grenadiers, elle ne dura pas longtemps, et les Arabes ne firent pas mine de résister à nos baïonnettes. M. le duc de Nemours donna dans cette circonstance des preuves de la plus grande bravoure et d'un imperturbable sang-froid; à coup sûr, aucun de nous ne fut plus exposé que lui, car il franchit un des premiers le parapet en briques, et se trouva presque seul au milieu des Arabes; heureusement qu'à la guerre ce ne sont pas toujours les plus intrépides que le feu de l'ennemi atteint de préférence, et le prince échappa sans blessure au plus grand danger qu'il ait couru dans cette campagne, où il les affronta tous. Le fait est qu'il y eut plus de vingt hommes jetés sur le carreau en un instant.

Nous poursuivîmes les Kabyles au milieu des masures où ils s'étaient réfugiés; l'on en tua plusieurs; le capitaine de Mac-Mahon, aide de camp du gouverneur général, reçut un coup de fusil tiré de si près, que son uniforme et sa chemise en furent brûlés; heureusement, la balle ne fit qu'effleurer les côtes. Après avoir culbuté et refoulé ces Arabes dans les ravins, il fallut remonter les escarpements rapides où nous étions descendus, et cela au milieu de nos tirailleurs, parmi lesquels se trouvaient de jeunes soldats qui déchargeaient leurs fusils sans trop savoir sur quoi: je portais une redingote blanche imperméable par-dessus ma pelisse de hussard, et je m'attendais à chaque instant à être pris pour un Arabe et traité comme tel. Cette affaire d'infanterie m'intéressa beaucoup; j'y fis une remarque générale, c'est que dans ces combats corps à corps le soldat est très-grave, très-attentif, et loin de s'étourdir par des cris ou une pantomime active, comme je m'y attendais, il tue son ennemi le plus sérieusement du monde. Il est impossible d'ailleurs de mieux mourir que ne meurent les Arabes: deux de ces braves sont acculés dans une masure, nous y entrons, Mac-Mahon et moi; ils tirent sur nous et nous manquent; mon compagnon donne un coup de pointe de sabre au premier,

qui est renversé contre le mur, le second tombe percé de coups de baïonnette; ces deux malheureux, couchés à terre et rendant le dernier soupir, nous regardaient avec une fierté et un courage admirables. C'était un spectacle triste et noble à la fois.

Je remontais, assez difficilement d'ailleurs, sur ces pentes rapides, pour rejoindre le prince dont je m'étais un peu trop éloigné, quand je fus témoin d'un fait qui a laissé dans ma mémoire une trace douloureuse et ineffaçable. Un pauvre Kabyle blessé à mort était assis à terre, le dos contre un mur en ruines; des flots de sang s'échappaient d'une large blessure qu'il avait au côté. Plusieurs soldats en passant près de lui, pour l'achever sans doute et par humanité, lui avaient donné des coups de baïonnette. J'accourais pour essayer de sauver ce malheureux au moment où un voltigeur, qui lui avait appuyé son canon de fusil sur la poitrine, allait lâcher la détente. L'Arabe étend le bras alors, et détourne tout doucement l'arme homicide en disant avec un sourire presque bienveillant : *Barka, Franzouï, morto!* ce qui, en mauvaise langue franque et par l'expression qu'il y mit, voulait dire : « Merci, Français; j'en ai assez comme cela; ne brûlez pas inutilement votre poudre pour m'achever, car je suis mort. » Et en effet une seconde après il expirait.

Nous étions tous extrêmement fatigués de cette courte, mais rude affaire. La témérité du prince, dans cette circonstance, a été blâmée, je le sais, mais ce n'est certes point par les jeunes officiers de l'armée, auxquels un des fils du roi venait de donner l'exemple de la plus brillante valeur. Ce coup de collier produisit un excellent effet sur le moral de nos troupes que la persistance du mauvais temps, les longueurs du siége et les misères qui en étaient la suite commençaient à décourager. Il plut toute cette journée, et souvent à verse.

Le gouverneur général, examinant, du haut de Coudiad-Aty, avec le prince et les généraux, les travaux exécutés ou en voie d'achèvement, eut l'idée de faire reconnaître la partie du chemin de Tunis où l'on voulait établir une nouvelle batterie de brèche : l'endroit désigné était à 150 mètres du rempart, et très-exposé au feu de la place. Le gouverneur dit en conséquence au commandant de l'artillerie de charger un officier d'aller en mesurer la largeur ; mais le général Valée répondit qu'il désirait ne pas exposer inutilement la vie d'un de ses aides de camp, que le chemin avait été toisé avant le jour, et qu'il était sûr qu'il y avait place pour quatre pièces de 24. Le général Damrémont fut un peu piqué de cette réponse, et chercha autour de lui quelqu'un à envoyer. M. le duc de Nemours ayant refusé à M. de Chabannes et à un autre de ses officiers la faveur d'aller faire cette reconnaissance, le capitaine Borel de Bretizel, attaché au général Perregaux, chef de l'état-major général, s'offrit et fut agréé. Il s'acquitta avec beaucoup de sang-froid de sa mission, fort périlleuse d'ailleurs, car il avait à parcourir deux fois, pour aller et revenir, un espace de plus de 300 mètres entièrement en vue et à demi-portée du rempart. M. Borel fit tout le trajet à pied et au pas, mesura la largeur de la route fort lentement, et revint de même, et cela en vue de toutes nos troupes, qui suivaient ses mouvements avec une grande anxiété. Il eut le bonheur de ne pas être blessé, quoique les Arabes lui aient tiré au moins deux cents coups de fusil pendant ce petit voyage. C'était une honorable mission dont ce brave officier s'est acquitté avec éclat.

Sur notre route, en revenant au camp, nous trouvâmes une grande quantité de chevaux morts auxquels les Arabes avaient coupé les oreilles : c'était un trophée

comme un autre, et qu'il leur était facile malheureusement de recueillir, car nos pauvres chevaux tombaient par douzaines.

Pendant la nuit, les troupes du génie, secondées par l'infanterie du Bardo, continuèrent à travailler à la place d'armes et à la fortifier; elles exécutèrent deux têtes de sape en sacs à terre. Ces travaux furent inquiétés par la fusillade, la mitraille et les sorties de la place que la garde de tranchée repoussa à coups de baïonnette : le capitaine d'état-major d'Augicourt fut blessé dans une de ces rencontres. On continua également les autres batteries, et on poussa fort loin l'achèvement de la plupart des travaux.

Le lendemain, quand, suivant notre habitude, nous fûmes arrivés sur le Coudiad-Aty, nous aperçûmes sur notre gauche, dans la campagne, une nombreuse troupe d'habitants campée près de la ferme ou des jardins du bey. Nos lunettes nous permettaient de distinguer des chameaux, des mulets, des poules au milieu des tentes, et tout l'attirail d'un immense déménagement. Il paraît qu'une évacuation générale des bouches inutiles, des femmes, des enfants, des vieillards, avait été ordonnée par le *caïd-el-dar* (le gouverneur de la ville), et qu'en conséquence les habitants de Constantine que leurs affaires ou leurs devoirs militaires n'y retenaient pas étaient allés camper à une petite distance de leurs pénates, afin sans doute de pouvoir les retrouver sans trop de dérangement aussitôt que notre retraite, sur laquelle Achmet comptait positivement, se serait opérée. Une réunion considérable de Kabyles couvrait les collines du voisinage. Les Arabes en repos ont pour principe de ne jamais rester debout, et s'accroupissent aussitôt : quand deux amis se rencontrent dans la campagne, avant d'entamer leur conversation, ils commencent par s'asseoir. Aussi, lorsque les fantassins d'Achmet réunis attendaient le signal d'une attaque, ils se gardaient bien de rester sur leurs jambes, et les gazons, les rochers des éminences les plus rapprochées de nos positions, étaient, au moment d'une affaire, tous couverts de petites brioches blanches du plus singulier effet.

L'affaire de la veille, à ce qu'il paraît, avait dégoûté les Arabes d'en venir aux mains avec nous, aussi se contentèrent-ils toute la journée de tirer sur nos postes à d'assez grandes distances. Les batteries opposées au front d'attaque présentaient une apparence respectable. On avait armé celle de brèche de trois pièces de 24 et d'une de 16. Une autre, consistant en trois obusiers et une pièce de 16, était placée un peu au-dessus à gauche. Enfin, il y en avait une troisième en arrière, armée de deux mortiers de huit pouces.

A neuf heures, le feu de toutes ces batteries, joint à celui de la batterie royale du Mansourah, qui prenait de revers les défenses du front attaqué, commença avec un bruit terrible. L'effet de nos boulets de gros calibre sur la muraille ne tarda pas à être visible. Bientôt le rempart fut entamé ; vers le soir, la démolition avait déjà sept mètres de largeur ; la brèche commençait à se dessiner, mais elle présentait encore une pente raide et escarpée. La maçonnerie, en forts matériaux, était plus liée et meilleure qu'on n'avait présumé d'abord ; on craignait qu'à cette distance de cinq cents mètres, avec quatre pièces seulement, et le petit nombre de coups qu'on avait encore à tirer, on ne pût faire en temps utile une brèche suffisante, et il fut décidé que la nuit suivante on transporterait les pièces à trois cent cinquante mètres plus loin, dans la place d'armes, à laquelle on ferait subir les changements nécessaires. Cette décision se trouva justifiée quelques heures après par les détails que vint fournir au général en chef un Espagnol, déserteur des

zouaves du bey, qui donna des renseignements fort précis sur les abords du rempart que nous battions en brèche. « Cette brèche, nous disait-il, serait très-difficile à couronner; elle était entourée de masures crénelées et de réduits d'où l'ennemi pouvait très-bien la défendre. » L'assaut offrait des chances incertaines et pouvait être très-meurtrier, si nos boulets et nos projectiles creux, en élargissant considérablement l'ouverture faite au rempart, et en adoucissant les talus, ne les rendaient pas facilement accessibles à notre infanterie.

Notre feu n'avait pas tardé à éteindre celui des pièces situées sur la muraille même que nous battions en brèche. Nos obus, bien dirigés, avaient rendu plusieurs des batteries supérieures inhabitables, et en avaient délogé les canonniers. Cependant l'assiégé ne cessait pas de répondre vivement, de ses casemates surtout, avec les pièces sur lesquelles notre feu n'avait pas de prise; il entretenait aussi par ses meurtrières et ses embrasures un feu nourri de fusils de rempart.

Nous passâmes deux heures environ dans la batterie de brèche, les deux états-majors réunis. On prétendait que la place n'était pas tenable pour un général en chef et pour le prince, et l'on ajoutait que certainement l'un ou l'autre serait bientôt tué, s'ils ne voulaient pas agir avec plus de prudence, ne se défilant jamais, et affectant de rechercher les endroits les plus dangereux. Je n'ai jamais, quant à moi, blâmé cette hardiesse, qui sied bien de temps en temps à des officiers généraux chargés de commander aux plus braves troupes de la terre; mais je suis forcé de convenir que les projectiles de l'ennemi tombaient là comme la grêle. Heureusement que l'épaulement de la batterie était haut et solide. Chabannes s'amusa à aller s'asseoir à quelques mètres au-dessus de nous, trouvant sans doute qu'il y serait plus exposé encore.

Vers la fin de la journée, le général en chef, dont les instructions, à ce qu'on prétend, portaient d'éviter à tout prix l'assaut, et qui, d'après l'état des choses, avait quelques doutes sur l'issue d'une attaque de vive force, voulut tenter un dernier effort auprès de l'assiégé, et sommer Constantine de se rendre. Il écrivit en conséquence une lettre à Achmet-Bey et une autre au commandant des troupes dans la ville, où il les engageait à se soumettre pour arrêter l'effusion du sang et éviter les suites d'un assaut; mais ce n'était pas tout: il fallait faire parvenir ces lettres à leur destination, et c'était une mission délicate et pleine de danger que celle de se présenter aux avant-postes des Arabes, car on ne pouvait pas avoir l'assurance d'y être traité suivant le droit des gens. On demanda un homme de bonne volonté pour remplir les fonctions périlleuses de parlementaire. Il s'en présenta deux à l'instant; l'un était sergent dans la légion étrangère, l'autre, un jeune homme de vingt ans, Mahmoud, faisait partie du bataillon turc de Bône. Celui-ci fut préféré, parce qu'on pensa que, si des explications avec les habitants devenaient nécessaires, il serait avantageux que notre envoyé pût parler la langue du pays. L'événement prouva qu'on avait eu raison.

Le jour commençait à baisser, il n'y avait pas de temps à perdre; on mit le jeune Arabe en route, tenant à la main un bâton auquel était attaché un mouchoir blanc qu'il agitait bien haut au-dessus de sa tête. En même temps, le général en chef, après une salve magnifique de toutes nos batteries, fit sonner par un trompette la cessation du feu. Les trompettes des autres batteries redirent cette sonnerie, qui fut répétée au loin par l'écho des montagnes; nous criâmes aux grenadiers du 47e qui étaient dans le Bardo, au-dessous de nous à notre droite, de laisser passer notre envoyé. C'était avec un vif intérêt que nous suivions du regard ce brave

jeune homme dont la mort était bien probable, à ce que prétendaient les gens qui connaissaient les usages du pays, et l'on doit comprendre que nous ne le perdions pas de vue.

L'assiégé, voyant que nous suspendions notre feu, avait fait comme nous. Nous espérions en conséquence qu'il nous avait compris, et que notre parlementaire pourrait gagner sans danger une des portes de la ville. Il s'avançait donc hardiment en agitant son drapeau, quand un cri d'indignation s'éleva parmi nous. Des coups de fusil, tirés des embrasures de la place et dirigés sur Mahmoud, venaient d'interrompre le silence général, que notre anxiété et notre attention rendaient plus profond encore. Notre envoyé remuait en vain son drapeau ; les sauvages à qui il avait affaire n'en tiraient sur lui qu'avec plus d'acharnement. Tout d'un coup nous croyons le voir tomber... Il est tué! s'écrie-t-on de toutes parts. Mais bientôt, malgré l'obscurité qui augmentait à chaque instant, nous reconnaissons que Mahmoud, caché derrière un rocher, parlementait avec la place. et qu'à l'abri de la fusillade il cherchait, par des explications amicales, à faire comprendre la nature de sa mission toute pacifique. Nous entendions en effet que la conversation s'engageait entre notre envoyé, couché au milieu des pierres, et les Arabes du haut des créneaux de l'enceinte. Cependant les coups de feu se ralentissaient, et peu après ils cessèrent tout à fait. Mahmoud, encouragé sans doute alors par quelque déclaration venue de l'intérieur, se releva et s'approcha avec plus de confiance de la ville. On lui jeta une corde qu'il s'attacha autour du corps, et bientôt nous le vîmes hissé le long du mur, passer par-dessus le rempart et disparaître. Nous nous retirâmes alors au camp, un peu moins inquiets de la destinée de notre messager, craignant bien encore cependant de voir l'ennemi nous jeter sa tête le lendemain par-dessus les murailles.

M. le duc de Nemours m'avait donné l'ordre de me rendre avant le jour, le jeudi 12, sur Coudiad-Aty pour y examiner l'état des travaux, afin de pouvoir lui en rendre compte à l'heure où il avait l'habitude de monter à cheval. Je pris avec moi un chasseur d'escorte, et nous nous lançâmes par une nuit des plus noires sur les chemins les plus horribles du monde. Il pleuvait d'ailleurs un peu pour rendre le *confort* plus complet. Nos chevaux, avec leur instinct naturel, nous guidèrent sans y voir, sur cette route qu'ils avaient l'habitude de suivre tous les jours. Ce qui est remarquable, c'est que nous reçûmes en chemin le feu de toutes nos vedettes, dont pas une ne nous cria qui vive; heureusement qu'elles n'y voyaient pas plus que nous, de sorte que sur douze ou quinze balles envoyées à notre adresse, pas une seule ne nous atteignit. Quand je me doutais que nous approchions d'un de de nos postes avancés, j'avais bien soin de siffler très-haut quelque refrain national, mais la sentinelle, très-endormie ou peu musicienne sans doute, ne nous en lâchait pas moins son inévitable coup de fusil. Mon chasseur, qui prétendait connaître parfaitement la route, au lieu de me conduire sur le Coudiad-Aty, me mena droit au Bardo.

J'entendais depuis quelque temps des détonations tellement fortes, que je m'imaginais que deux ou trois de nos bataillons de garde de tranchée avaient mission, pendant cette nuit, de nettoyer par le feu le plus vif les embrasures et les créneaux du rempart, car jamais feu de manœuvre n'avait été plus vif ni mieux nourri. Et cependant, en débouchant du Rummel, je reconnus qu'on ne tirait ni de la place d'armes ni de nos batteries; mais je vis sortir de toutes les fenêtres donnant sur le front attaqué, de toutes les meurtrières, de toutes les embrasures de la ville,

des fusées lumineuses qui me mirent au fait, et me prouvèrent que l'assiégé tentait un dernier effort désespéré pour gêner l'établissement de notre nouvelle batterie de brèche et empêcher nos travaux de communication. J'étais égaré au milieu d'une boue affreuse; il pleuvait à verse. Je donnai mon cheval à mon chasseur, qui ne savait plus où il en était, lui disant de chercher et de s'en tirer comme il pourrait, que, quant à moi, je gravirais à pied l'escarpement de Coudiad-Aty, et tâcherais de trouver mon chemin tout seul jusqu'aux batteries. J'étais désespéré et craignais de ne pouvoir m'acquitter de ma mission. Je cherchai donc à tâtons et parvins à me diriger tant bien que mal. Ce n'est qu'à grand'peine que j'atteignis la route de Tunis, après avoir roulé et glissé plus d'une fois sur ces pentes fangeuses où je ne voyais goutte. Le petit jour commençait à poindre quand j'arrivai aux batteries. Je me mis en rapport aussitôt avec M. de Salle, le major, qui chargea M. de Mimont, un des lieutenants de tranchée, de m'accompagner dans les travaux. Je trouvai le colonel Lamoricière avec les zouaves dans la nouvelle batterie de brèche et dans le boyau. Après avoir bien reconnu l'état des travaux, qui ne pouvaient pas être achevés avant midi, je revenais par le sentier de communication du génie, lorsque je m'y croisai avec le jeune Arabe, notre messager de la veille, qui remontait du Bardo, ne rapportant pas de réponse du bey. Je fus enchanté de le voir sain et sauf, et je le conduisis aussitôt à la tente du général Rulhières, où l'on fit venir un interprète. Nous sûmes alors par Mahmoud qu'il avait failli être massacré par le peuple, que les caïds l'avaient protégé et mis en sûreté en l'enfermant dans une maison après lui avoir pris ses lettres. Beaucoup de notables habitants de la ville étaient venus le voir et lui avaient tous énergiquement déclaré que leur intention était de mourir plutôt que de se rendre. Ils se moquaient de notre artillerie, disant que quelques heures de nuit leur avaient suffi pour réparer la brèche. « Les Français, ajoutaient-ils, n'ont plus de pain, plus de poudre; quant à nous, nous ne manquons pas de munitions. Bientôt l'armée des chrétiens sera forcée de battre en retraite comme l'année dernière. Alors des cavaliers plus nombreux que les sauterelles et que les grains de sable du désert viendront fondre sur elle et l'anéantir. » La confiance et l'exaltation paraissaient, en un mot, arrivés à leur paroxysme parmi les habitants de Constantine.

Pendant qu'on députait Mahmoud au général Damrémont, je repris la route du camp ; mais, victime encore une fois de la maladresse de mon guide, j'inclinai trop à droite. Je m'égarai et tombai dans une embuscade de quarante ou cinquante chevaux arabes, dont je me doutai heureusement assez vite pour avoir le temps de tourner bride sans perdre un instant, et pour me diriger par le chemin le plus court, à travers les montagnes, vers Sidi-Mabrouk. Avec tout autre cheval que le mien, je n'eusse peut-être pas tenté l'aventure, mais ce parti extrême me réussit. Les cavaliers ennemis ne nous poursuivirent pas longtemps; nous en fûmes quittes pour quelques coups de fusil et force apostrophes injurieuses. La partie, il faut en convenir, était trop inégale pour qu'il y eût de la honte à l'éviter.

Arrivé près du prince, je lui rendis compte du retour de Mahmoud, des dispositions que montrait la population de la ville; je lui parlai de l'état actuel de nos batteries ; je me permis même d'ajouter que l'ancienne batterie de brèche étant désarmée, et que la nouvelle n'étant pas terminée encore, l'ennemi balayait impunément la route de Tunis avec les pièces de ses embrasures, que nous n'étions pas en état de contre-battre ; que les boulets et les balles y tombaient à foison, que j'avais pu en juger par moi-même, et qu'en un mot, tant que notre feu n'aurait pas été

ouvert, c'était s'exposer au plus grand péril et sans nécessité que d'aller visiter les batteries. Mon observation fut mal reçue. A ce moment même, le gouverneur général montait à cheval pour se rendre à Coudiad-Aty, et secondait ainsi l'impatience du prince, qui s'empressa de le suivre. Je déplorai tout bas cette résolution, et je dis à mes camarades qu'avant peu un de nos officiers généraux serait tué.

Le comte de Damrémont était vivement piqué qu'Achmet n'eût pas daigné lui répondre ; il venait de faire parler Mahmoud, notre messager, et l'espoir d'un accommodement vers lequel ses instructions lui enjoignaient de tendre par tous les moyens possibles s'évanouissait à ses yeux ; il n'y avait plus à douter désormais de l'acharnement avec lequel l'ennemi était résolu à se défendre. Les véritables dispositions des Arabes apparaissaient clairement à notre général en chef; or, chez les natures énergiques et généreuses, le mécontentement et l'impatience se manifestent souvent à la guerre par des actes de témérité. Le matin du 12 octobre 1837, il se passa à coup sûr quelque chose de semblable dans l'esprit de notre infortuné gouverneur général.

Ce jour-là, au lieu de prendre la route ordinaire et de faire un détour à gauche, ainsi que nous en avions l'habitude, en suivant le chemin de Tunis, après avoir passé le Rummel, nous tournâmes à droite et longeâmes la pente de la colline qui fait face à la ville. C'était défier l'adresse des artilleurs d'Achmet, qui n'étaient pas à plus de cinq cents mètres de nous. Cependant la longue file de chevaux que les états-majors réunis formaient en marchant l'un derrière l'autre dans l'étroit sentier où nous étions engagés ne fut pas entamée par les boulets de la place; ils passèrent tous au-dessus de nos têtes, les canonniers turcs n'ayant pas eu le temps de rectifier le pointage de leurs grosses pièces de rempart. Lorsque nous eûmes rejoint la route de Tunis, nous mîmes pied à terre, et le général Damrémont, ayant à sa gauche M. le duc de Nemours et près de lui les généraux Rulhières, Boyer et Perregaux, s'avança lentement dans la direction de l'ancienne batterie de brèche. Je marchais immédiatement derrière lui avec le capitaine Pajol, attaché à son état-major ; d'autres officiers nous suivaient. Quelques soldats qui travaillaient dans la batterie et nous voyaient venir à eux en descendant, nous crièrent que le feu de trois pièces situées à la droite de la porte Bab-el-Oued balayait la route où nous nous trouvions, et nous engagèrent vivement à nous écarter un peu. On ne tint pas compte de leur avis, et nous fîmes halte en cet endroit. Il était neuf heures: M. de Damrémont regardait avec une lorgnette du côté de la ville en s'entretenant avec le prince, quand un boulet qui ricocha à quelques pas devant eux vint le frapper en plein dans le flanc gauche, au-dessous du cœur ; nous entendîmes le bruit sourd que fit le projectile en atteignant le malheureux gouverneur; il tomba aussitôt à la renverse raide mort ; il avait été traversé de part en part.

L'armée sentit bien vivement cette perte ; j'en fus moi-même profondément affecté. Le comte de Damrémont était très-courageux : il s'exposait tous les jours comme un simple soldat ; ses manières douces et agréables lui avaient gagné le cœur des officiers qui servaient sous ses ordres. Une action très-simple en elle-même, un fait dû au hasard, et dont je ne parlerais pas si je pensais y avoir le moindre mérite, m'avait valu, je crois, sa bienveillance particulière. Dans les premiers jours du siége, pendant l'établissement des batteries, j'étais sur le Mansourah occupé à faire un croquis de la place, quand le gouverneur général vint à passer, et, avec son affabilité ordinaire, voulut voir mon dessin ; je le lui présentai. Sur

ces entrefaites, une bombe tomba près de nous; aussitôt tout ce qui était là, officiers et soldats, se jette à terre, ainsi que cela était ordonné et ainsi que nous le faisions tous les jours. J'avoue que j'eusse préféré en ce moment la position horizontale à toute autre; mais, obéissant à un sentiment instinctif de respect et d'amour-propre que l'on comprendra peut-être, j'eus honte d'interrompre ma conversation avec le général en chef, et je ne bougeai point; lui-même, qui, dans ce moment de prostration générale, avait fait involontairement un mouvement presque imperceptible, se raidit encore plus en me voyant debout, jaloux, comme on pense, de ne pas être en reste avec moi. La bombe éclata sans blesser personne. Quoique le brave gouverneur ne fût certes pas à cela près, je ne tardai pas à m'apercevoir qu'il m'avait su gré du fait.

Le comte de Damrémont avait fait les guerres de 1806 et 1809 à la grande armée et en Dalmatie, celles de 1811 et 1812 en Espagne et en Portugal, et enfin les campagnes de 1813 et de 1814 à la grande armée; il avait commandé une brigade d'infanterie dans l'expédition d'Afrique en 1830, et avait été nommé lieutenant général le 13 décembre de la même année; enfin le 15 septembre 1835, le roi l'avait nommé pair de France et l'avait appelé, le 12 février 1837, au gouvernement de l'Algérie. Le jour de sa mort, il ne portait pas le chapeau d'officier général qu'il avait d'ordinaire; il était coiffé du képi africain, et avait par-dessus son uniforme un burnous brun. Il est mort de la mort des braves, sans prononcer un mot; il a été comme frappé de la foudre.

Le général Perregaux, chef d'état-major, en proie à la douleur la plus vive, s'était jeté sur le corps inanimé de son général; une balle vint le frapper presque au même instant dans le haut du nez, et se logea entre ses deux sourcils; en même temps un artilleur avait auprès de nous le bras fracassé par un obus. Après le premier moment de stupeur, on emporta le malheureux général, et nous nous éloignâmes de cette maudite route que les boulets de la batterie Bab-el-Oued continuèrent de sillonner toute la journée. Un conseil s'assembla aussitôt, et il fut décidé que M. le comte Valée prendrait le commandement de l'armée. Le lieutenant général Trézel, à qui, suivant quelques personnes, le commandement suprême devait revenir, en raison de ce que le lieutenant général Valée appartenait à une arme spéciale, n'éleva aucune réclamation; aussi modeste que brave, il s'inclina devant l'âge et l'expérience de l'ancien commandant de l'artillerie de l'armée de Catalogne.

Le feu de la nouvelle batterie établie dans la place d'armes s'ouvrit à une heure; les obus tirés des autres batteries adoucirent le talus de la brèche et ruinèrent les maisons qui étaient en arrière, afin d'empêcher l'ennemi de s'y retrancher avec sécurité. — Dans la journée, un envoyé d'Achmet s'était présenté à nos avant-postes porteur d'une lettre du bey; il fut amené les yeux bandés au quartier général, et placé sous bonne garde dans le marabout de Coudiad-Aty. Je fus commis à sa surveillance, avec recommandation d'éviter soigneusement qu'il pût communiquer avec personne. Achmet n'était pas dans la ville; depuis plusieurs jours, il campait sur la montagne aux environs avec sa cavalerie; c'est pourquoi il n'avait pas répondu la veille à la lettre du gouverneur. Comme j'avais un encrier et du papier, les interprètes et moi nous nous retirâmes dans un coin du marabout, et j'écrivis en français sous leur dictée la traduction de la réponse du bey. Je l'ai conservée, et je la reproduis ici littéralement; on verra qu'elle ne laissait pas d'être assez habile.

« Un de vos envoyés a été soustrait hier par les principaux chefs de Ksentina à la fureur de la populace, qui ne comprend pas les affaires; soyez sans inquiétude sur sa vie, il ne lui sera fait aucun mal. Cessez votre feu et votre bombardement qui effraie le pays, et dans vingt-quatre heures je vous enverrai un personnage sage avec lequel vous pourrez traiter de la paix, pour terminer cette guerre d'où il ne résulte aucun bien. »

Achmet voulait évidemment gagner du temps, mais nous sentions que nous n'en avions pas à perdre; aussi le général Valée chargea-t-il l'envoyé du bey de lui rapporter une réponse conçue à peu près en ces termes : « Si vous voulez sincèrement la paix, ouvrez-moi les portes de votre ville, car je suis résolu à ne traiter avec vous que dans Constantine. » On continua à pousser vigoureusement le feu tout le jour. A six heures du soir, la brèche parut dans un tel état qu'on jugea que l'assaut pourrait avoir lieu le lendemain matin. L'ennemi, pendant cette journée, ne tenta aucune sortie; il est présumable que Ben-Aïssa, gouverneur de la place, s'attendant à nous voir bientôt donner l'assaut, ménageait sa poudre et les forces de ses soldats.

Malgré le ton pacifique de la lettre d'Achmet et l'effet qu'on pouvait encore attendre de la réponse du général Valée, on poursuivit sans interruption le feu pendant toute la soirée. L'artillerie reçut l'ordre de le continuer toute la nuit pour nettoyer le plus possible les meurtrières et les embrasures du front d'attaque, élargir la brèche, et en tenir l'ennemi éloigné, dans le cas où il essaierait, ce qui n'était pas douteux, de la réparer ou d'y construire des traverses soutenues de sacs à terre, comme il avait déjà fait la nuit précédente. Dans ce but, nos canonniers eurent pour instruction de tirer à des intervalles inégaux. L'assaut devait être donné le lendemain à la pointe du jour; on arrêta toutes les dispositions, et on forma trois colonnes d'attaque, qui devaient agir successivement.

A en juger par le feu énorme de l'assiégé, nous pouvions nous attendre à trouver sur la brèche une résistance désespérée. M. le duc de Nemours envoya chercher à Sidi-Mabrouk une partie de ses gens, et nous nous établîmes avec lui dans le marabout de Coudiad-Aty, celui qui était le plus à droite au-dessus de la batterie de brèche. Nous y dînâmes, et nous nous étendîmes entre les tombeaux pour y passer la nuit. Le prince et les deux lieutenants généraux couchèrent dans le petit réduit couvert, et les officiers en dehors. Nous dormîmes à merveille, malgré les détonations de toutes les batteries au-dessus desquelles nous étions établis, et sans égard pour les bombes, les obus et les fusées à la Congrève dont les trajectoires bruyantes et lumineuses passaient par-dessus nos têtes.

Le vendredi 13, à trois heures du matin, les capitaines Boutant, du génie, et de Garderens, des zouaves, eurent l'honorable mission d'aller reconnaître la brèche et de s'assurer si elle était praticable. La clarté de la nuit rendait cette mission des plus périlleuses. Ces deux officiers s'en acquittèrent heureusement; ils gravirent le talus, le redescendirent et revinrent à la batterie de brèche sans avoir été blessés. M. de Garderens avait déchargé un pistolet qu'il avait à la main sur le haut de la brèche, et presque au même instant ce pistolet fut cassé par une balle. On arrêta le feu de nos batteries pendant le temps nécessaire à cette reconnaissance. De la batterie de brèche au rempart, il y avait environ 150 mètres; le temps de parcourir cette distance, de gravir le talus, de le redescendre et de revenir en courant, ne dut guère prendre plus de cinq minutes.

Vers trois heures et demie du matin, l'assiégé recommença à tirer plus fort que

jamais. Le temps était froid; nous nous réunîmes auprès d'un petit feu que les cuisiniers du prince avaient allumé dans un des coins du marabout, et nous déjeunâmes avec du café. A cinq heures, tout le monde descendit successivement et sans bruit. En arrivant dans la communication et dans la place d'armes, que les ombres portées rendaient très-obscures, nous fûmes étonnés d'abord de les trouver entièrement dégarnies de troupes; mais les premières colonnes d'assaut, qui y étaient déjà réunies, étaient couchées à terre en silence, et nous vîmes bientôt que loin d'être seuls, nous nous trouvions au contraire en très-bonne et très-nombreuse compagnie. Le prince, les officiers généraux et l'état-major, s'assirent dans un petit enfoncement à la gauche de la place d'armes, et à côté de la première pièce de 24 de droite. L'épaulement nous défilait des feux de la place; il faisait encore nuit.

Quarante sapeurs et mineurs dirigés par 4 officiers du génie, 300 zouaves et les deux compagnies d'élite du bataillon du 2e léger formaient la 1re colonne d'assaut, sous les ordres du colonel de Lamoricière. Ce vaillant officier causait gaiement avec nous, et assurait qu'il arriverait à la brèche sans qu'on lui tuât un seul homme; en effet, les feux obliques de l'ennemi n'étaient pas très-redoutables, et l'assiégé, ignorant d'ailleurs le moment précis où la 1re colonne s'élancerait, n'était pas préparé à la recevoir. On ne doit pas perdre de vue que nos canonniers et nos carabiniers devaient faire jusqu'au dernier moment contre les embrasures et les meurtrières du rempart un feu de mousqueterie et de mitraille fort gênant pour les tirailleurs ennemis; entre le moment où le feu de nos batteries cesserait et celui où l'ennemi rassuré serait en état de garnir suffisamment le rempart, la 1re colonne avait le temps de couronner la brèche, sans courir de grands dangers. Une fois, par exemple, le signal donné, le rôle de notre artillerie cessait, et c'était à notre infanterie de faire le reste.

Les officiers du prince avaient tous brigué l'honneur de monter à l'assaut avec la 1re colonne. M. le duc de Nemours accorda cette faveur au lieutenant-colonel de Chabannes comme au plus élevé en grade, il adjoignit le chef d'escadron Dumas à la 2e colonne, et moi comme capitaine à la 3e.

C'était une heure solennelle. Nous étions tous assis et serrés les uns à côté des autres dans l'obscurité; on parlait bas, et il serait difficile de rendre les sifflements de tout ce qui passait au-dessus de nous; car, indépendamment du feu de la place, toutes nos batteries, échelonnées les unes au-dessus des autres, ne cessaient pas de tirer. Le moment approchait; toutes les dispositions prises, il fallait s'élancer, parcourir le glacis au pas de course, et gravir la brèche, qui, comme je l'ai dit plus haut, avait été reconnue praticable. A cet instant, le prince envoya Dumas au Bardo porter un ordre à la 3e colonne, et, peu de minutes après, on vint chercher pour lui le chirurgien-major Baudens; notre pauvre camarade avait été atteint d'une balle. Je réclamai et j'obtins la faveur de le remplacer auprès du colonel Combes, commandant la 2e colonne, et le capitaine d'Illiers, moins ancien que moi, prit alors ma place auprès du colonel Corbin.

Quelques minutes furent encore employées à préparer un drapeau tricolore et des sacs à poudre pour les sapeurs du génie. Je me souviens qu'en ce moment quelqu'un s'écria : « Tiens, Curnieu vient d'avoir la tête emportée par un boulet! » C'était un des canonniers de la batterie qui, en effet, avait été décapité complétement. Je prenais intérêt à entendre causer les zouaves qui faisaient partie de la colonne d'attaque et attendaient gaiement le signal de l'assaut; les plaisanteries et les bons mots se succédaient sans interruption dans leur conversation fort animée.

La plupart de ces intrépides soldats étaient Parisiens; on ne s'en serait pas douté à voir leurs grandes barbes et leurs turbans, insignes de la compagnie d'élite à laquelle ils appartenaient.

« Commandant, dit enfin le général Valée au chef de la batterie, vous allez continuer le feu pendant quelque temps encore, et vous le cesserez au signal que je vous en donnerai; puis, M. le duc de Nemours lancera la première colonne d'assaut. — Mais, mon général, répondit M. d'Armandy, j'ai brûlé tout ce que j'avais de poudre..... Il ne me reste même plus qu'un seul canon chargé. » Nous nous regardâmes tous alors en faisant un peu la grimace. « Eh bien! tirez-le, dit le vieux général, et après cela..... en avant! car il n'y a pas de temps à perdre! » La pièce de 24 fit des façons, et le premier servant de droite s'y prit à trois reprises différentes sans parvenir à allumer l'étoupille, ce qui fut cause que M. d'Armandy, impatienté, lui arracha la lance des mains et mit lui-même le feu à la pièce.

Ainsi, nous avions consommé tous les approvisionnements de notre artillerie, nos chevaux mouraient de faim, et il ne restait aux hommes que du biscuit pour quatre jours. Telle était notre terrible situation à ce moment; nous en sentîmes bien toute la gravité. De la prise de Constantine dépendait non-seulement notre gloire, mais l'existence de l'armée. Si nous étions repoussés, comme l'année précédente, il fallait battre en retraite, abandonner notre matériel, notre parc de siége, nos blessés, nos malades, et, laissant nos chevaux que nous n'avions plus le moyen de nourrir, revenir tous à pied, généraux, officiers et soldats, jusqu'au camp de Medjez-el-Hammar, harcelés et poursuivis sans doute par l'innombrable cavalerie d'Achmet et par les fantassins victorieux de Ben-Aïssa. La perspective d'un pareil revers ranima les forces de nos soldats épuisés par les veilles et les travaux du siége; ils savaient que derrière ces murs le repos et l'abondance les attendaient; tout le monde prit pour devise vaincre ou mourir, et les pauvres fiévreux eux-mêmes devinrent des héros.

Il était sept heures; il faisait jour. M. le duc de Nemours éleva un mouchoir, la première colonne d'assaut sortit de la batterie par un passage qu'on avait préparé d'avance et s'élança. Le colonel de Lamoricière et le chef de bataillon du génie Vieux étaient en tête. Le tambour battait la charge. Quel moment! A travers les embrasures nous les regardions avec une anxiété inexprimable; ils avaient traversé rapidement l'espace qui les séparait de la brèche, et n'eurent que deux hommes blessés en route : l'ennemi avait été surpris. Lamoricière, sur le haut du rempart, agitait notre drapeau tricolore; pendant ce temps le reste de la colonne suivait, traversait le glacis et gravissait la brèche. Ce fut un enthousiasme, un bonheur inexprimable pour tous, et des cris de *vive le roi* répétés par toutes les bouches.

Alors la deuxième colonne s'ébranla. Commandée par le colonel Combes du 47e, elle était formée de la compagnie franche du 2e bataillon d'Afrique, de 80 sapeurs dirigés par 5 officiers du génie, de 100 hommes du 3e bataillon d'Afrique, de 100 hommes de la légion étrangère et de 300 hommes du 47e régiment. Je partis avec cette colonne (1); nous traversâmes en courant le glacis, nous marchions par

(1) Un capitaine Russell, officier anglais au service d'Autriche, fut, de tous les étrangers qui avaient eu la permission de faire la campagne avec l'armée, le seul qui monta à l'assaut. Je me souviens de l'avoir vu arriver en même temps que nous sur la brèche. Il avait un uniforme blanc avec un collet vert.

files et j'étais sur le flanc droit de la colonne. Le trajet se fit assez heureusement; deux hommes seulement furent tués, trois blessés vinrent tomber au pied de la brèche. J'étais très-faible; assez malade des entrailles depuis longtemps, je ne prenais presque aucune nourriture; aussi arrivai-je fort essoufflé au bas de l'escarpement.

On a souvent entendu parler d'une brèche, de monter à l'assaut; je déclare que ce n'est pas chose aisée, matériellement parlant. Qu'on se figure, en effet, de gros cubes en pierre de taille, des débris de maçonnerie, au milieu d'une immense quantité de fragments de bois, de poutres, le tout supporté non par de la terre, mais par de la poussière, sur un talus extrêmement rapide, et l'on comprendra comment j'ai pu tomber trois fois avant d'en atteindre le sommet; j'ai été la première fois culbuté par un pauvre sapeur du génie qu'une balle avait atteint en pleine poitrine, et qui en expirant vint à rouler sur moi. Enfin j'arrivai en haut, et je m'y assis pour respirer un moment, car j'étais accablé de fatigue. Le baron Frossard, officier de la garde nationale de Paris, qui était attaché au colonel Combes, vint à moi, croyant que j'étais blessé, et reçut lui-même, en me parlant, une balle à la main. Au moment où je me relevais, une détonation épouvantable se fit entendre sur la droite; elle jeta la plus vive inquiétude parmi nos hommes, qui pensèrent aussitôt que la brèche était minée, que l'assiégé faisait jouer successivement tous ses fourneaux, et que nous allions sauter. Un torrent de soldats repoussés par l'explosion, saisis de surprise et surtout d'horreur à la vue des affreux effets de la commotion et de la poudre, se précipitèrent sur le haut de la brèche, faisant mine de tout abandonner et de revenir à la batterie. Ce fut un moment bien critique, et si les officiers n'avaient pas réussi à remonter par leur exemple et leurs exhortations le moral des troupes un instant ébranlé, une affreuse catastrophe aurait pu succéder à cette déroute. On se porta de nouveau en avant pour occuper les maisons en ruines et les décombres en arrière de la brèche. La cause de l'explosion ne tarda pas à être connue; l'ennemi, en se retirant, avait mis le feu à un magasin de batterie situé un peu à droite à l'entrée de la rue du Marché; c'est ce qui avait produit la détonation, et les effets terribles que nous avions sous les yeux. Le chef de bataillon de Sérigny était écrasé sous les décombres; de malheureux soldats, noirs comme des nègres, aveuglés par la poudre, venaient à nous les bras ouverts en poussant d'affreux hurlements, la plupart avaient la figure en lambeaux; des officiers de mes amis me parlaient sans que je pusse les reconnaître. C'était un spectacle hideux et déchirant. Nous marchions sur les corps des mourants, dont le haut de la brèche était entièrement couvert. Le capitaine de Garderens, l'épaule droite ouverte par une énorme blessure, était assis le dos tourné à la ville, il avait en outre deux autres coups de feu dans le corps; le colonel de Lamoricière était grièvement blessé; le commandant Vieux, les capitaines du génie Hackett, Potier, Leblanc, les officiers de zouaves Sanzai, Demoyen, et tant d'autres, étaient tués ou blessés à mort. Au milieu de cette scène d'horreur, oserai-je dire que je fus frappé par l'odeur délicieuse qui s'exhalait des décombres au milieu desquels nous nous trouvions? Nos boulets et nos obus étaient, à ce qu'il paraît, venus tomber au milieu d'une suite de boutiques attenant au bazar et qui régnaient derrière la courtine de Bab el-Gharbia, de sorte que les objets de mercerie, les étoffes, les flacons d'essences bouleversés ou brisés par nos projectiles, répandaient au loin dans l'air les parfums les plus agréables.

Nous ne savions comment nous éloigner de cette maudite brèche; la seule issue

par laquelle nous pussions pénétrer dans l'intérieur de la ville et qu'avait suivie la 1re colonne, était obstruée par les ruines, embarrassée par les cadavres ou par les malheureux brûlés qui se traînaient dans cet étroit passage; il fallut bien du temps pour le déblayer. En attendant, nous piétinions sans pouvoir faire un pas; nous cherchions à avancer à droite, à gauche, dans les caves, sur les toits: partout nous étions arrêtés, partout nous recevions des coups de fusil. Enfin, les sapeurs du génie parvinrent à élargir quelques trouées, à retrouver une ou deux ruelles par lesquelles on se glissa un à un, et où il fallait encore marcher avec précaution sous peine d'y être écrasé. « Ne battez plus la charge, criaient aux tambours des zouaves des soldats engagés dans un de ces étroits couloirs, vous nous faites étouffer ! » Et, en effet, animés par ce son entraînant, nos braves poussaient leurs camarades sans se soucier de savoir s'il leur était possible d'aller en avant. La troupe qui couronnait la brèche était réunie dans un petit espace, et offrait par conséquent beaucoup de prise au feu de l'ennemi, dont les balles pleuvaient sur nous. L'intrépide colonel Combes, l'épée à la main, debout sur un pan de mur en ruine, semblait défier la mort. Une maison très-élevée (1) et en vieille maçonnerie fort solide, située heureusement à la droite, nous défilait des feux de la caserne des janissaires, qui autrement auraient plongé sur nous, et nous auraient fait un mal incalculable. J'essayai de pénétrer, avec quelques hommes, sur le rempart en contournant cette maison, mais nous dûmes y renoncer; à peine en avait-on doublé le coin et débouchait-on dans le chemin de ronde, qu'on se trouvait sous le feu des fenêtres de la caserne, qui n'était pas soutenable. Trois hommes y furent tués et d'autres blessés en n'avançant pas de plus de dix pas. Il fallut alors chercher de nouveau à pénétrer dans l'intérieur de la ville; nous y réussîmes enfin, mais, en vérité, je ne sais pas comment : tout ce que je puis dire, c'est que nous marchions au milieu des décombres, en passant de masures en masures, en tuant les Arabes qui les défendaient, quand nous pouvions les voir, et en perdant nous-mêmes du monde. Je me rappelle qu'après la prise de la ville, je voulus retrouver la route que j'avais suivie dans ce dédale, et par laquelle j'étais enfin parvenu au bazar; cela me fut impossible.

Quand j'arrivai à l'entrée de la ruelle du bazar, le colonel Combes, à la tête d'une compagnie de son régiment, venait d'enlever une barricade; déjà blessé au cou sur le haut de la brèche, il fut frappé en ce moment pour la seconde fois. Ce héros me dit adieu. Ses lèvres, en me parlant, étaient toutes couvertes de sang. « Vous êtes blessé, mon colonel ! m'écriai-je.—Oui, répondit-il avec le plus grand calme, avec la plus grande sérénité; j'ai reçu deux blessures... la seconde est mortelle. » Une balle ennemie l'avait traversé de part en part au moment où il enlevait la barricade. L'assiégé avait étendu, au-dessus de la ruelle garnie de boutiques latérales, où nous nous trouvions, une espèce de toit en claies d'osier destiné sans doute à garantir ce passage, seul moyen de communication de l'intérieur de la ville avec les batteries, des éclats de pierre et des platras que nos projectiles

(1) Si l'assiégé avait eu l'idée de percer des meurtrières dans la partie de cette solide construction qui avait vue sur la brèche, et qu'on ne pouvait tourner, s'il y avait placé une ou deux pièces légères chargées à mitraille, ou même seulement des tirailleurs, je crois qu'après les éboulements, suites de l'explosion, qui obstruèrent les abords de la rue du Marché, nous n'aurions pas pu tenir un instant sur la brèche, et la ville alors n'était pas prise.

faisaient voler de tous côtés. Ce léger blindage avait aussi pour objet de masquer les fenêtres d'une grande maison située à cheval sur la rue qui la traversait, et où des Arabes embusqués pouvaient tirer sur notre infanterie au jugé en perçant les minces couvertures que je viens de décrire. Des grilles faisant saillie en dehors défendaient les fenêtres de cette maison. On avait eu la précaution d'élever sur leur appui intérieur des tas de pierres rondes qui garnissaient la baie jusqu'à une hauteur suffisante. Les tirailleurs kabyles, défilés ainsi de notre feu derrière ce double abri, passaient leurs longs fusils à travers les interstices des pierres, et aussitôt qu'ils croyaient l'étroite rue du bazar bien remplie par nos hommes, ils faisaient pleuvoir sur eux une grêle de balles. A chaque instant nos braves soldats s'élançaient dans ce couloir obscur en criant : En avant ! mais la plupart, arrêtés dans leur élan par le plomb de l'ennemi, tombaient sans vie, ou en poussant des cris que leur arrachaient leurs blessures. Ceux qui, plus heureux, pouvaient sans être atteints parcourir tout le bazar et parvenir jusqu'à la maison, étaient alors exposés à découvert au feu de ses meurtrières ; arrivés au passage voûté de la rue, ils en ébranlaient vainement la porte, qui était barricadée et qui résistait à leurs efforts.

Ce bazar où nous étions n'avait pas plus de quatre pieds de largeur; il était littéralement encombré par les morts et les blessés. C'était un spectacle lamentable, une scène d'horreur et de sang qui sera toujours présente à ma mémoire ; mais aussi je ne saurais en quels termes exprimer mon admiration pour ces jeunes soldats qui couraient à la mort comme des lions, malgré ce que nous pouvions dire pour modérer leur ardeur. J'en étais ému jusqu'aux larmes : avec une race d'hommes pareils, que ne serions-nous pas capables d'entreprendre ! Non, la France n'est pas dégénérée : j'en appelle aux vieux militaires qui ont pu voir notre infanterie combattre à Coudiad-Aty, sur la brèche et dans le bazar de Constantine, qu'ils nous disent si elle s'est montrée inférieure aux héroïques phalanges de la république et de l'empire ! Notre général en chef, en parlant de la journée du 13 octobre 1837, n'a-t-il pas dit : « C'est une des actions de guerre les plus remarquables dont j'aie été témoin dans ma longue carrière ? »

La prise de Constantine a été le résultat de deux opérations partielles et simultanées : l'attaque de droite, savoir l'occupation de la rue du Marché ou du bazar, et l'attaque de gauche sur la porte El-Djedid. Ces deux opérations se sont subdivisées elles-mêmes en une foule de combats partiels, isolés, invisibles les uns pour les autres, et concourant au but commun. Si l'on en excepte la rue du Marché, qui d'ailleurs était extrêmement étroite, dans presque aucun des lieux où l'on s'est battu, on n'avait d'espace devant soi ; on cheminait dans des impasses tortueuses de 50 à 60 centimètres de large, de 20 à 30 pas de longueur, souvent barrées par des obstacles ; on perçait des murs, on délogeait l'ennemi des chambres où il se défendait ; puis on descendait par un escalier dans une petite cour pour en ressortir de même en sapant les murailles. Constantine, ville de vingt-cinq mille âmes, n'était, à proprement parler, lorsque nous l'avons attaquée, qu'un immense pâté de maisons traversé seulement par deux ruelles, celle du Marché et celle de la porte d'El-Gharbia ; on sait que cette dernière était éloignée de nos attaques, et n'a pu nous servir. Il faudrait donc une foule de récits semblables au mien pour qu'on pût savoir exactement ce qui s'est passé dans la ville depuis sept heures du matin jusqu'à onze heures, moment où le feu a cessé.

Pendant que nous nous brisions, le colonel Despinoy et moi, avec une centaine

d'hommes du 47e, contre des obstacles insurmontables, les sapeurs du génie, en perçant des murs, en cheminant de chambre en chambre, de maison en maison, étaient parvenus d'abord à tourner un minaret qui plongeait sur la ruelle du Marché et nous blessait du monde; ils l'avaient fait évacuer par des Turcs qui y étaient postés. Ensuite, à notre insu, ils s'étaient emparés, avec de l'infanterie et par derrière, de la grande maison qui nous barrait le passage, et dont le feu cessa tout à coup : on y surprit et on y tua beaucoup d'Arabes à coups de baïonnettes. Alors l'ennemi, qui nous voyait gagner du terrain de tous côtés par ces sapes habilement dirigées, craignant que toute retraite ne vînt à lui être coupée, abandonna la grande caserne des janissaires. La porte du bazar venait d'être enfoncée; nous nous précipitâmes en avant, chassant devant nous les Arabes à coups de fusil; nous occupâmes quelques maisons, et plaçâmes des postes à une grande distance dans l'intérieur de la ville.

Cependant la troisième colonne d'attaque arrivait et couronnait la brèche; elle se jeta aussitôt sur le rempart de droite, le suivit dans sa longueur, parvint sans coup férir à la porte El-Gharbia, dont elle fit sauter les serrures et qu'elle ouvrit. Alors les 11e et 17e régiments pénétrèrent dans la ville par une longue rue qui part de cette porte. L'attaque de gauche avait également réussi. Les sapeurs, ouvrant des passages à l'infanterie, avaient occupé successivement tous les abords de la porte El-Djedid, non sans livrer à chaque pas les combats les plus acharnés, et après s'être emparés de la porte ils l'avaient ouverte. Dès ce moment la fusillade cessa, et l'ennemi ne fit plus de résistance. Le général Rulhières avait marché sur la kasbah, dont le commandant se rendit en lui présentant la crosse de son pistolet. Il était environ onze heures.

Alors je descendis par la brèche, et je courus dans la batterie auprès de M. le duc de Nemours pour lui faire part des événements qui s'étaient accomplis dans l'intérieur de la ville, et qui lui étaient encore inconnus. Deux habitants notables qui se présentèrent, conduits par des soldats, peu de temps après, confirmèrent cette glorieuse nouvelle. En proie à la plus grande frayeur, ils apportaient un papier sur lequel était écrit sans doute quelque chose comme une capitulation; mais les pauvres gens arrivaient un peu tard. Au surplus, les ordres les plus sévères avaient été donnés, et aucun excès ne vint ternir notre victoire.

Je ne sache pas qu'il puisse y avoir sur cette terre une satisfaction plus fière, plus passionnée et plus émouvante à la fois, que celle que j'éprouvai lorsque, serrant la main de notre jeune et brave général, j'eus l'honneur de lui annoncer le premier que nous étions maîtres de Constantine.

LE PRINCE DE LA MOSKOWA.

LE

MONDE GRÉCO-SLAVE.

LES DIÈTES DE 1844 DANS L'EUROPE ORIENTALE.

SITUATION DES PARTIS, TENDANCES NOUVELLES, RÉFORMES POLITIQUES EN HONGRIE, EN ILLYRIE, EN GRÈCE, EN BOHÈME ET EN POLOGNE.

Les peuples de l'Europe orientale ont eu souvent à se plaindre de la sévérité avec laquelle on les jugeait parmi nous : on oublie les obstacles qu'ils ont à vaincre, les embarras qui retardent leur marche, et parce qu'ils se développent trop lentement au gré de notre impatience, on se détourne d'eux avec dédain, on se hâte de les déclarer immobiles. C'est là un préjugé déplorable contre lequel nous ne nous lasserons pas de combattre. Est-il étonnant que des sociétés déchues, qui, après un long asservissement, renaissent à la vie politique, ne puissent marcher dans leur voie nouvelle sans hésitation et sans tâtonnements? Ces peuples sont aujourd'hui pour eux-mêmes, comme pour les autres nations, l'objet d'une telle défiance, que leur premier mouvement les porte à s'isoler du monde entier, qui leur apparaît comme un ennemi. Leur unique désir serait de se clore dans leur foyer, ou du moins de se concentrer dans leur race. Aussi l'initiation de ces tribus à la vie sociale est-elle une œuvre longue et pénible; elle ressemble en tous points à l'éducation de l'enfance. Comme la première action d'un nouveau-né est de se saisir en quelque sorte lui-même, d'essayer ses membres, et de chercher instinctivement les limites de son être, pour s'assurer qu'il existe, de même en est-il pour

la plupart des peuples nouveaux que nous avons désignés sous le nom général de peuples gréco-slaves.

L'histoire des nationalités gréco-slaves, durant ces dernières années, se résume tout entière dans un double mouvement de concentration et d'épuration. Elles ont voulu, d'un côté, exclure les éléments étrangers, qui ont jusqu'à présent étouffé dans ces contrées l'essor du génie national, de l'autre combiner et fondre en un tout compacte les éléments indigènes encore désunis. Ainsi absorbé dans une double tâche, chacun de ces corps sociaux, qu'a dissout une conquête ou ancienne ou récente, tend à se reconstituer et s'essaie à la résistance. Le moment est venu, nous le croyons, de soumettre à un examen critique ce travail de transformation qui, notamment depuis 1840, agite en tout sens les quatre nations libérales du monde gréco-slave, les Polonais, les Bohêmes, les Hongrois et les Hellènes. On se convaincra qu'elles ont, en dépit de leurs oppresseurs, accompli silencieusement, souvent même à l'insu de l'Europe, des réformes considérables et réalisé d'importants progrès dans la littérature, comme dans les mœurs et dans tout l'ordre social.

I. — LA DIÈTE HONGROISE.

A la tête de ces contrées en voie de régénération se place incontestablement la Hongrie. Les deux grands partis qui divisent les Hongrois, le parti illyrien et le parti maghyar, malgré leur animosité mutuelle, savent s'unir et se confondre chaque fois qu'il s'agit du progrès des institutions. La *guerre des langues* que ces deux partis viennent de se faire avec tant d'acharnement dans la presse et à la diète peut être considérée comme finie, si les Maghyars savent, comme ils l'ont promis, user de leur victoire avec générosité. Ce qu'ils demandaient, c'était la reconnaissance de leur langue comme langue officielle dans toute l'étendue du royaume, ou plutôt des royaumes-unis de la Hongrie; et cette demande, repoussée avec obstination depuis quatre ans, le cabinet aulique a dû enfin l'accorder. Jusqu'ici défenseur obstiné des traditions héréditaires et féodales, le gouvernement impérial s'est laissé un moment surprendre et entraîner par les patriotes maghyars, qu'il espérait gagner à ses exigences. On n'en saurait toutefois rien conclure en faveur du cabinet de Vienne. L'histoire impartiale doit constater qu'il n'y a pas eu, durant la dernière session des chambres hongroises, un seul projet de loi libéral auquel ce cabinet n'ait résisté de tout son pouvoir. L'Autriche, qui paralyse tant qu'elle peut les progrès de la Hongrie, est parvenue cependant, à force de protester de ses bonnes intentions, à tromper l'Europe sur le vrai caractère du mouvement national en Hongrie. A l'en croire, les Hongrois seraient dominés par des tendances rétrogrades et des préjugés féodaux. Cette lutte de l'Autriche et de la diète mérite de fixer notre attention. On verra à travers quels obstacles s'opèrent ici le développement de l'esprit public et la transformation des mœurs.

C'est en 1842 que le cabinet autrichien fut pour la première fois poussé par la diète hors du système sacramentel baptisé par lui du nom d'*aviticité* (culte des aïeux). La diète qui remporta cette victoire était la soixante-quatrième des états confédérés de la Hongrie. Pour ne pas rester en arrière de leurs prédécesseurs, les membres du nouveau congrès assemblé en 1844 avaient une rude tâche à accomplir. Ils devaient terrasser des préjugés formidables, se tenir constamment à une

hauteur d'idées et de sentiments qui pouvait les entraîner dans l'utopie. Cependant ils n'ont pas un instant perdu de vue les nécessités de leur situation ; sentant que de toutes les plaies qui dévorent leur pays la plus menaçante est l'antique oppression des classes agricoles, ils ont commencé hardiment la réforme de leurs *lois urbariales* (1). La diète de 1844 a élaboré une série d'articles qui doivent avoir pour résultat de faire arriver enfin les plus pauvres paysans au rang du citoyen et du propriétaire. L'avant-dernière session avait déjà décrété la marche à suivre par le paysan qui voudrait racheter sa terre des corvées et des redevances seigneuriales; mais l'exécution de ce décret rencontre un obstacle. Le rachat des terres suppose de l'argent, et le peu de numéraire que le travail procure au paysan, il est obligé de le verser annuellement en impôts au fisc autrichien. Le seul moyen de réaliser le rachat ou l'affranchissement des terres corvéables serait donc de prêter à leurs possesseurs de quoi les racheter. C'est dans ce but que la Hongrie a réclamé la fondation d'une banque qui prêterait sur hypothèque l'argent nécessaire aux cultivateurs. La question d'émancipation de l'agriculture se transforme ainsi en une question financière que les patriotes hongrois ne peuvent résoudre qu'avec l'appui de capitalistes étrangers. L'émancipation morale des classes agricoles n'entraîne pas les mêmes complications : elle peut s'accomplir sans aucun secours du dehors. Aussi les dernières diètes ont-elles travaillé à cette œuvre patriotique avec une admirable persévérance.

Sans doute la transformation du code urbarial est loin d'être complète. Parmi les abus qui n'ont pu encore être déracinés, le plus criant est celui des *justices seigneuriales*. Hâtons-nous d'ajouter, pour l'honneur de la diète, qu'elle les repousse et en réclame depuis longtemps l'abolition ; mais le gouvernement autrichien trouve son intérêt à les laisser subsister en dépit du vœu national. Les tribunaux seigneuriaux n'équivalent, il est vrai, qu'à une simple justice de paix. Ils ne sont plus présidés, comme autrefois, par le seigneur ou son intendant, mais par un assesseur du comitat, accompagné de deux légistes, tous étrangers à la localité, et qui doivent à leur arrivée prêter serment de juger selon l'équité. Ces tribunaux ont perdu le droit d'infliger des châtiments corporels; ils ne peuvent condamner le paysan qu'à une semaine d'emprisonnement au plus, dans un local non humide et bien clos, avec une nourriture saine, que le seigneur doit fournir. En outre le condamné, avant l'exécution de la sentence, peut en appeler au tribunal du comitat. Voilà les seules améliorations apportées dans l'administration de la justice. Quant aux cours judiciaires proprement dites, la réforme n'a encore pu les atteindre.

La publicité des plaidoiries avait été décrétée par la diète dès l'année 1842; mais le cabinet autrichien, qui a refusé jusqu'ici cette publicité, même à ses états héréditaires, ne doit pas être très-empressé de l'accorder à des étrangers insoumis. Aussi a-t-il protesté et déclaré illégale la décision de la diète, et lorsqu'en dépit de cette défense les tribunaux des comitats ont voulu tenir leur première séance publique, la force armée autrichienne est intervenue pour cerner et clore les salles de justice. Voilà comment l'Autriche se montre libérale en Hongrie. Cependant on a toujours regardé la publicité des débats judiciaires comme une garantie contre la vénalité des juges, même inamovibles. A plus forte raison est-il nécessaire d'imposer le frein et la crainte de l'infamie publique à des juges qui, comme en Hon-

(1) Ce nom désigne les lois destinées à régler les rapports entre les citoyens ou seigneurs et leurs serfs.

grie, perdent leur place tous les trois ans, à moins qu'ils ne soient réélus par les comitats.

Pour rendre aux cours judiciaires leur popularité perdue, la majorité des patriotes demande l'introduction du jury à la française. Dès 1842, plusieurs comitats avaient déjà adopté les assises de jurés ; enfin, en 1844, la table des états, admettant cette institution, a déclaré les roturiers aptes, comme les nobles, à siéger dans le jury. Mais le gouvernement autrichien résiste de toutes ses forces ; il prétend qu'avant de réclamer le jury, la Hongrie doit posséder un tiers état riche et libre, qui puisse intervenir avec indépendance dans ces tribunaux, entre la noblesse et le peuple. « Comment, dit le cabinet aulique, lorsque les villes n'ont point encore une organisation régulière, lorsqu'elles obéissent à une juridiction complétement différente de celle des campagnes, lorsque la bourgeoisie a ses droits tout à fait en dehors de la constitution hongroise, et vit en quelque sorte étrangère au pays, comment croire possible l'institution du jury ? » Ces objections de l'Autriche soulèvent naturellement la question de l'émancipation des communes, qui est, selon nous, la plus grave de toutes les questions sociales, mais qui semble ne pouvoir être résolue en Hongrie que par une révolution violente.

Les communes hongroises ne jouissent point encore d'un système uniforme. Immédiatement au-dessus du village, dont les habitants sont encore, pour ainsi dire, serfs de la glèbe, il y a la commune, dont les habitants se sont rachetés, et ont par conséquent le droit de nommer leurs propres magistrats, c'est-à-dire leur notaire, leur juge et ses employés. Toutefois, dans la plupart de ces communes affranchies, le seigneur a conservé une ombre de son droit de justice ; il inspecte les magistrats et se fait rendre compte de leur gestion. Il a en outre le droit de *veto* absolu dans l'élection des employés municipaux. Si la commune persiste à choisir des candidats qui lui déplaisent, la cause est portée à l'assemblée du comitat, qui décide entre les deux parties. La diète a senti qu'avant d'octroyer aux communes libres des droits politiques, il fallait les délivrer de ce dernier débris de juridiction seigneuriale, qui pèse au seigneur autant qu'au paysan. Si en effet les paysans doivent subir trop souvent encore les caprices du magnat, le seigneur trouve dans l'obligation de diriger la justice locale une charge onéreuse. Aussi, pour se soustraire aux frais que cette police entraîne, beaucoup de propriétaires laissent-ils vacantes les places de juges dans ceux de leurs villages qui se sont rachetés, et qui par conséquent ne donnent plus aux anciens seigneurs aucun revenu. De là vient que dans tant de communes il y a pour ainsi dire absence complète de justice. On conçoit qu'à peine sorties du servage, ces communes libres n'aient pas eu jusqu'ici voix délibérative dans les diétines des comitats. La question des droits à leur octroyer a été agitée par la diète de 1844 : les uns ont voulu qu'elles nommassent un représentant pour trois cents âmes ; d'autres, un pour six cents ; d'autres, enfin, ont demandé que toute commune libre, sans égard à sa grandeur, pût avoir deux voix au comitat. La plupart ont objecté que ces communes sont encore trop soumises aux influences soit des seigneurs, soit des corporations, pour ne pas donner, en votant aux diétines, de dangereux exemples de servilité. En conséquence, la table des états ne leur a, dans son vote, accordé qu'une seule voix ; mais par cette résolution l'élément démocratique a du moins pris position dans les diétines.

Cette représentation nationale des communes libres paraîtra sans doute bien incomplète encore. Cependant les suites de cette première concession politique

faite aux paysans sont incalculables. On peut dire que cette loi introduit un nouveau pouvoir dans la constitution hongroise, et fait entrevoir le jour où, de concessions en concessions, le peuple sera arrivé à la domination absolue des diétines, aujourd'hui encore exclusivement aristocratiques. Un autre article du plan de réforme des diétines appelle comme électeurs et éligibles dans ces assemblées comitales plusieurs catégories de capacités jusqu'ici oubliées, telles que les scribes ou notaires communaux de tous les villages, même de ceux où règne encore le servage. Il suit de là que, les scribes étant élus par leurs communes, les serfs eux-mêmes obtiendraient leur part d'influence dans l'administration générale du pays. Ainsi l'aristocratie se dépouille librement de ses priviléges en faveur du tiers état, dont elle provoque l'avénement de tous ses efforts. Le gouvernement de l'Autriche n'en fait pas moins déclarer par ses journaux qu'il s'efforce vainement de faire abolir le servage par la noblesse de Hongrie.

Puisqu'elle est si pleine de sollicitude envers de pauvres villages de paysans, cette noblesse souveraine, dira-t-on, comble sans doute de ses faveurs les grandes cités? Loin de là, nous voyons la table des états hongrois déclarer que les cités, avec leur système municipal actuel, sont indignes de recevoir une augmentation de droits, qu'avant d'y prétendre, elles et le gouvernement royal doivent réformer leur organisation. D'où vient cette étrange anomalie sociale? De ce qu'il y a en Hongrie un combat de races, combat implacable, acharné. Ce combat résume, on peut le dire, celui qui existe depuis des siècles entre l'Orient et l'Occident, entre le monde gréco-slave et le monde germanique, représentés sur le Danube par les populations indigènes et leurs jalouses rivales les colonies allemandes Les quarante-neuf villes libres et royales de la Hongrie, peuplées en majorité d'Allemands et gardant avec obstination leurs mœurs étrangères, jouissent de priviléges si étendus, qu'elles sont comme de petites républiques. Ces cités forment dans l'état hongrois un élément anti-national : c'est le bras droit du maître, du conquérant germanique; on conçoit que le patriotisme hongrois cherche à éliminer le plus possible ces quarante-neuf villes de la représentation du royaume. Il ne faut pas oublier que la Hongrie est encore une terre de liberté primitive et orientale; c'est dire assez qu'elle repousse toute centralisation; la hiérarchie féodale même n'y existe pas. Une société aussi simple ne pourrait, sans de graves inconvénients, admettre dans son sein la bureaucratie compacte et minutieusement réglée qui soutient les pouvoirs allemands. Les députés des quarante-neuf villes libres ne seraient au fond dans la diète que les agents du cabinet aulique, les organes passifs de leurs bourgmestres et des corporations que régente la police autrichienne. Il faut que le mouvement d'émancipation ait envahi, comme il commence à le faire, jusqu'à ces cités royales, que les Allemands de la Hongrie soient devenus de bons patriotes, qu'ils ne soient plus dans leurs murs soumis directement à la police de Vienne, qu'ils puissent élire leurs magistrats et leurs représentants en dehors des influences de la chancellerie impériale : alors ces cités vraiment étrangères pourront recevoir l'indigénat; mais jusqu'à ce que leur administration soit émancipée, elles ne peuvent entrer dans la diète sans péril pour les libertés de leur nouvelle patrie.

Les écrivains hongrois qui se portent pour champions des villes reconnaissent eux-mêmes la nécessité d'affranchir leur administration intérieure de la tutelle écrasante des chancelleries de Vienne. De son côté, la noblesse acquiert de plus en plus la conviction qu'un pays où sur treize millions d'habitants cinq cent mille

hommes seulement sont libres ne peut être regardé comme vraiment affranchi. Aussi tous ses efforts tendent-ils à faire surgir un puissant tiers état, par l'abolition des monopoles et des abus innombrables que protége la royauté dans les villes. En un mot, si l'on s'oppose à l'admission de ces villes dans la représentation nationale, c'est parce qu'elles veulent s'y introduire sans briser leurs fers. L'Autriche ne doit pas l'oublier, les Hongrois, pour devenir un grand peuple et se régénérer, peuvent se passer du concours de leurs quarante-neuf villes libres. La race allemande veut-elle obtenir en Hongrie une influence légale, il faut d'abord qu'elle obtienne de Vienne la réforme de son système municipal. Alors elle pourra sans danger pour la liberté commune jouir des franchises accordées aux races et aux comitats indigènes. Alors l'établissement du vote universel, qui est le but où tend la noblesse maghyare, deviendra praticable; alors enfin tous les priviléges sans distinction pourront être abolis. La noblesse hongroise aura fini sa mission, et tout fait espérer qu'à cette époque, qui n'est plus éloignée, elle abdiquera le pouvoir avec joie entre les mains de la nation, devenue majeure et souveraine.

Quelque important que soit en Hongrie le mouvement réformateur, la cour de Vienne s'obstine à feindre à cet égard une profonde indifférence. Le cabinet aulique ne demandait à la dernière diète qu'une seule chose, le vote de l'impôt sur la noblesse : s'il eût obtenu ce vote, il eût volontiers, comme il le déclara dans ses journaux, laissé la diète se prolonger jusqu'en 1845; ne l'obtenant pas, il prononça prématurément la clôture. Un gouvernement peut-il témoigner plus ouvertement le peu d'intérêt qu'il attache aux questions sociales? Cependant la diète hongroise ne n'est point montrée hostile au projet d'imposer les nobles à l'égal des autres sujets du royaume. Cette aristocratie orgueilleuse, qui avait jusqu'à ce jour compté parmi ses plus beaux priviléges celui de ne payer d'impôt à aucun prince de la terre, a accepté volontairement sa part des charges communes. La table des états a voté pour la noblesse un impôt de 25 millions de francs; mais la table des magnats, en discutant cette question, a démandé que le prélèvement et l'emploi de l'impôt fussent soumis à un contrôle constitutionnel, et que les ministres devinssent responsables pour l'administration de cette partie du budget. Une demande si raisonnable a révolté le cabinet aulique, et l'impôt par conséquent n'a pas été voté. A qui la faute? Manquant de garanties, la noblesse pouvait-elle sans imprudence abdiquer ses antiques franchises, qu'elle ne doit sacrifier qu'à la patrie? Aussi, ne doutant plus des intentions despotiques du gouvernement, la diète s'est-elle bornée à répondre aux demandes de son roi par l'offre de 3 millions de florins, et encore à simple titre de subside jusqu'à la diète prochaine. Une pareille offre pour un pays grand comme la Hongrie ressemblait presque à une ironie. N'ayant pas obtenu des représentants la seule chose qui fût dans son intérêt particulier, le cabinet aulique trouva que la diète perdait son temps, et qu'il valait mieux la clore.

Ce fut alors que l'oncle de l'empereur, le vieil archiduc Charles, alla à Presbourg faire un dernier effort en faveur de cette loi sur l'impôt des biens nobles qui est pour l'Autriche une question vitale. Il espérait par les souvenirs glorieux de sa vie, et en leur rappelant l'époque napoléonienne, électriser les magnats. Il se flattait d'obtenir pour cette loi tant désirée le même cri libérateur qu'arracha autrefois à la générosité hongroise l'infortune de Marie-Thérèse; mais les magnats se sont souvenus que le fameux cri de *moriamur pro rege nostro* n'avait fait que consommer l'asservissement de leurs ancêtres. Aussi, quand le vénérable archiduc eut soulevé de nouveau la question d'impôt, les discours salariés de quelques

orateurs ministériels, qui brûlaient de se signaler sous les yeux de leur chef, ne furent accueillis que par des huées universelles, et la diète se contenta de voter dédaigneusement un subside provisoire. Le lendemain l'archiduc prononçait la dissolution de l'assemblée, qui, après avoir écouté un pieux discours et reçu la bénédiction du primat de la Hongrie, se dispersa en mille directions dans les steppes héréditaires. L'Autriche, malgré sa défaite, n'en a pas moins fait annoncer par les principaux journaux de l'Europe que l'archiduc avait reçu des Maghyars les témoignages d'un dévouement enthousiaste.

Cette longue diète, où s'était révélé un si ardent amour pour le progrès et la liberté, avait duré dix-huit mois, pendant lesquels on voyait souvent les magnats, saisis, pour ainsi dire, d'une rage patriotique, s'acharner à débattre des lois de réforme, depuis le matin jusqu'à des heures avancées de la nuit. Plus de cent lois ont été élaborées et votées par la table des états, et quoiqu'elle en ait rejeté un certain nombre, la table des magnats en a admis la plus grande partie; mais le gouvernement s'est refusé à les ratifier, et treize lois seulement ont été accueillies par l'empereur-roi. On s'afflige en voyant des efforts si gigantesques aboutir à un si mince résultat, et l'on se demande malgré soi jusques à quand le despotisme aura le pouvoir de paralyser ainsi les plus nobles efforts d'un peuple. La principale de ces treize lois signées par le roi de Hongrie est celle qui permet de substituer au latin, comme langue officielle, la langue maghyare dans tout le royaume pour la promulgation des lois, des ordonnances administratives, et même pour les simples sentences des tribunaux, sous la seule condition qu'à chacun de ces actes en maghyar soit jointe une traduction dans la langue populaire du pays où l'acte devra être publié. La résolution royale ajoute que les députés de la diète qui ne savent pas encore le maghyar pourront continuer de prononcer leurs discours en latin pendant six années, au bout desquelles aucun député ne siégera plus à la diète sans être capable d'interroger, de répondre et de voter en maghyar. La Croatie est seule dispensée de l'obligation d'accepter le maghyar comme langue des tribunaux, et, en vertu de ses franchises municipales, ce petit royaume, annexé à la Hongrie, continuera de se servir du latin pour tous ses actes intérieurs.

Parmi les autres lois de 1844, on remarque celle qui a pour objet de faciliter les mariages mixtes et le passage d'une religion à une autre, loi d'un esprit très-peu oriental, mais qui, dans la situation complexe où se trouve la Hongrie, assurera peut-être la grandeur politique de ce pays. Un article spécial fixe les jours de corvée que chaque paysan doit à l'état pour les travaux publics. Celui qui ne possède qu'une maison et un jardin de onze à treize cents toises carrées est tenu à donner par an six journées de manœuvre, ou trois journées seulement s'il vient avec un attelage; il en doit plus si la ferme est très-grande, et moins si elle est de grandeur médiocre. Ces corvées du reste ne sont exigibles qu'aux époques de l'année où le laboureur a peu de travail dans ses propres champs. En outre, tout paysan peut se faire remplacer à ces corvées. Seulement il ne peut, dans aucun cas, s'en racheter à prix d'argent. On conçoit que le cabinet aulique veuille absolument maintenir le système des corvées, auquel il doit de pouvoir entretenir à très-peu de frais ses forteresses; mais parce qu'il ne peut contribuer pour son propre compte à l'allégement du sort des paysans, il ne s'ensuit pas qu'il doive, comme il le fait, s'opposer obstinément à toute réforme votée en leur faveur par la diète. De toutes les lois discutées et admises en 1844 pour soulager les classes opprimées, le gouvernement n'a ratifié que celles dont il espère tirer profit pour son despotisme.

Parmi ces lois qui ont eu le bonheur de paraître favoriser la politique impériale, on remarque celle qui accorde aux roturiers le droit d'acheter et de posséder des terres nobles, non plus seulement dans la banlieue des villes royales, mais jusque dans l'intérieur des comitats, c'est-à-dire sur le sol national même. Les étrangers sont admis à jouir du même droit. Toutefois, pour protéger les indigènes contre les empiétements de ces acheteurs d'immeubles venus du dehors, la diète a décidé que la possession d'une terre en Hongrie n'entraîne avec elle le droit d'indigénat qu'après un séjour non interrompu de dix années dans le pays. La mesure prise en faveur du roturier et de l'étranger se complète par une loi qui déclare les simples bourgeois admissibles à tous les emplois de l'état. Ces deux articles, en entrant dans la législation hongroise, y doivent produire avec le temps un changement radical. Aussi, quand ils eurent été adoptés à une énorme majorité par la table des états, un hourra général partit de toutes les galeries, et, les larmes aux yeux, un vieillard, le député de Borsody, fit cette remarque : « Nous avons aujourd'hui le trois cent dix-huitième anniversaire de la bataille de Mohacs, et depuis ce jour lugubre où l'étranger précipita notre patrie toute vivante dans la tombe, nous n'avions pas encore fait un pas aussi décisif pour la tirer de son linceul. » Ce cri de triomphe provoqua le sourire ironique des journaux du gouvernement, qui firent observer que, mutilées à dessein par la volonté royale, les réformes dont s'applaudissait la Hongrie perdaient presque toute leur importance. En effet, la loi même qui déclare les roturiers éligibles à toutes les dignités paraît vraiment un non-sens, tant que les congrégations électorales, qui seules peuvent conférer la plupart de ces dignités, seront exclusivement composées de gentilshommes. Un corps électoral nobiliaire ne continuera-t-il pas, sauf quelques rares exceptions, d'élire pour ses représentants des individus tirés de son sein? Enfin, n'est-il pas à craindre que cette loi ne profite beaucoup moins à la nation qu'à la royauté? Elle permet en effet au roi de nommer désormais des vice-gespans roturiers, qui, chose étrange, présideront au nom du souverain des congrégations où, comme roturiers, ils n'auront pas même le droit de voter. Cette organisation, restée si incomplète, trahit assez les secrètes pensées du cabinet autrichien. La diète avait voté un système entier de réforme électorale qui accorde même aux simples communes rurales le droit de siéger dans les congrégations; ce système, admis par les deux tables, a été répudié par la cour de Vienne. C'est ainsi qu'elle encourage le mouvement réformateur en Hongrie.

On le voit, quoi qu'en disent les journaux autrichiens, la noblesse hongroise est animée des intentions les plus libérales. Il n'est pas, on peut le dire, une seule question de réforme que la diète ne discute et n'envisage d'un œil résolu. Aussi l'Autriche, qui depuis quelques années cachait si habilement ses continuelles défaites, et se relevait incessamment d'une nouvelle chute par une nouvelle concession, semble-t-elle avoir épuisé ses moyens de séduction. Il s'agit enfin pour elle ou de réagir tyranniquement, ou de se livrer, pour ainsi dire, les poings liés à la discrétion nationale. Ce dernier parti, le seul qui aurait des chances de succès, n'a jamais souri au cabinet impérial. De là vient que les feuilles officielles sont remplies d'anathèmes contre la dernière diète et de menaces contre la diète prochaine. Ces éclats de colère que l'Autriche ne sait plus cacher ne prouvent qu'une chose : c'est que la nationalité hongroise fait des progrès rapides; seulement il est un écueil redoutable contre lequel cette société renaissante doit craindre de se heurter. Cet écueil, c'est la lutte des races, c'est la discorde intérieure. D'où vient qu'une partie

considérable de la population du royaume regarde avec indifférence les conquêtes morales de la diète? D'où vient qu'un long cri insultant part des comitats slaves contre les comitats maghyars? Le Maghyar, dit-on, veut accaparer pour lui seul la moisson qu'il a semée avec l'aide d'autres peuples, et que tous ont travaillé en commun depuis mille ans à faire mûrir; il prétend sans coup férir s'approprier exclusivement les fruits de la paix, comme si les Slaves n'avaient pas prodigué leur sang avec autant d'intrépidité que les Maghyars dans les guerres contre les Mongols, les Tatars et les Turcs, guerres terribles, auxquelles la Hongrie doit sa tranquillité présente. Heureusement il n'est pas encore bien prouvé que les Maghyars veuillent réellement *maghyariser* toutes les populations qui leur sont annexées. Ils admettent déjà en partie, et ils seront forcés d'admettre bientôt complétement le principe fédéral. Qu'ont-ils demandé jusqu'ici? Une langue officielle, une langue politique, qui facilite les communications entre les divers états de l'union hongroise. Ce but, ils viennent de l'atteindre, et c'est leur idiome qui a prévalu. Ils doivent maintenant être satisfaits; un pas de plus dans cette route pourrait les perdre.

II. — DES TENDANCES NOUVELLES DE L'ILLYRIE.

Nous avons vu le mouvement maghyar se poursuivre et s'affermir en dépit de mille obstacles, grâce à l'énergie de la diète et au patriotisme de la noblesse. Nous avons regretté que la lutte de deux races vînt ajouter de nouvelles complications à celles qui pèsent sur la société hongroise. Les Maghyars ont déjà assez irrité les Slaves, dont la nationalité est aussi en progrès, et qui pouvaient prétendre à dominer un jour leurs rivaux. Si les Slaves doivent désormais renoncer à cette espérance, il ne s'ensuit nullement que ce sacrifice puisse entraîner la ruine de leur nationalité. On pourra leur imposer la langue maghyare quand ils parleront à la diète générale du royaume; mais dans leurs diétines particulières ils resteront toujours Slaves. La noblesse maghyare est à la fois trop éclairée et trop généreuse pour se permettre ces violences barbares qui ont signalé la *germanisation* des Vendes et des Sorabes par les Allemands du moyen âge, ou les atrocités que commet aujourd'hui le tsar pour détruire la nationalité polonaise. Les excès que l'on reproche aux Maghyars ne sont que l'œuvre d'intrigants subalternes, qui cherchent à se grandir en flattant les mauvaises passions de leurs compatriotes. Pour justifier ses violences, le parti *maghyaromane* s'est efforcé d'accréditer des accusations absurdes contre les Slaves, qui, à en croire leurs ennemis, seraient dévoués à la Russie et prêts à se déclarer ses sujets. Les Slaves, partout où ils ont agi librement, ont assez prouvé leur antipathie contre le régime russe pour que, là où ils sont asservis, on ne puisse sans injustice les accuser de sympathie pour le tsarisme. Il serait plus habile de les aider d'abord à développer leur nationalité; on verrait alors quel accueil ils feraient aux agents moscovites. Mais les Maghyars trouvent plus glorieux de s'attribuer à eux seuls le privilége de lutter contre la Russie dans l'orient de l'Europe. De là l'approbation tacite qu'ils donnent aux calomnies de leurs journaux contre les Slaves de Hongrie; de là toutes leurs démonstrations en faveur de la Pologne, leurs offres de service militaire et leurs adresses pressantes à l'empereur d'Autriche pour qu'on mette enfin un terme aux envahissements de la Russie.

Les *maghyaromanes* avouent, du reste, eux-mêmes l'infériorité relative de leur

race sous plus d'un rapport : le Maghyar est pâtre et guerrier, politique et dominateur; mais il ne comprend rien à l'industrie, qu'il abandonne tout entière aux Slovaques. Il en est de même pour les arts, la musique exceptée. Nous remédions à cela, disent les magnats, en envoyant les plus distingués de nos sujets slovaques étudier en Italie. Mais des artistes slovaques, envoyés par de riches Maghyars au delà des Alpes, peuvent-ils jamais devenir des artistes maghyars? Heureusement cette prétention se traduit en bienfaits qui porteront leurs fruits. Ceux des Slaves qui devront aux Maghyars leur éducation pourront un jour remplir une mission conciliatrice entre les deux races rivales. La haine qui les sépare ne peut d'ailleurs longtemps subsister. Les chefs qui dirigent les deux camps sont trop éclairés pour ne pas voir qu'en continuant de s'attaquer, ils amèneraient la ruine commune.

Quant aux Allemands qui se préoccupent beaucoup de la question maghyare, et qui se disent aussi *opprimés* en Hongrie, nous avouons ne rien comprendre à cette oppression des maîtres par les sujets. Il nous semble que les Allemands n'ont, comme peuple, aucun rôle à jouer en Hongrie; il faut qu'ils s'y fassent Slaves ou Maghyars, s'ils veulent y devenir citoyens. Ils sont aux autres habitants du royaume tout au plus comme un à quinze. S'ils devaient former dans ce pays une nationalité, ils auraient tout autant de droit à en former une aussi en France. La question hongroise est une question toute gréco-slave; elle s'agite entre deux peuples qui ont reçu des Hellènes leurs plus anciennes institutions. En général, dans cette vaste Illyrie où vivent mêlés tant de peuples orientaux, les Allemands ne se présentent nulle part à l'état de nation, si ce n'est peut-être au fond de la Transylvanie. Là les anciennes colonies saxonnes conservent au milieu des Valaques une attitude encore imposante. Aussi le cabinet autrichien les soutient de tout son pouvoir, et il saisit toutes les occasions de leur témoigner sa sollicitude. Sans refuser un juste hommage à l'énergique patriotisme des Saxons transylvaniens, nous ne pouvons assigner un rôle important à cette colonie teutonne, perdue dans le monde gréco-slave. Il n'en est pas de même des Illyriens de la Croatie. Malgré l'action maghyare qui les tient en échec, les Croates résistent avec succès à toutes les attaques de leurs rivaux. Appuyés sur la population serbe qui les entoure, ils développent leur littérature, et font des efforts de plus en plus heureux pour réduire à une seule langue écrite leurs différents dialectes provinciaux. Une société commerciale s'est formée à Agram dans le but d'ouvrir des débouchés à l'exportation des produits croates. Des travaux de canalisation sont entrepris sur les principales rivières du pays. En octobre dernier, le premier bateau à vapeur serbe et croate, portant au milieu de ces peuples divisés le nom significatif de *Sloga* (la Concorde), a sillonné la Save, la Drave et le Danube, et est allé montrer sa poupe, ornée d'inscriptions illyriennes, sous les murs de Belgrad, où les Serbes libres l'ont accueilli par des cris d'enthousiasme.

La Dalmatie elle-même, province tellement pénétrée de l'influence italienne qu'on pouvait la regarder comme tout à fait perdue pour le slavisme, s'est enfin ressouvenue de sa vraie nationalité. Son principal écrivain, le célèbre Tomaseo, qui avait jusqu'à ce moment écrit tous ses ouvrages en italien, s'est mis à étudier l'idiome de ses pères, et vient de publier dans cet idiome, sous le titre d'*Iskritse* (*les Étincelles*), une brochure patriotique. Les armateurs à demi Vénitiens de l'ancienne Raguse sont de plus en plus remplacés dans Raguse même par des négociants serbes de Bosnie et d'Hertsegovine. Inondées de Morlaques, c'est-à-dire de

montagnards slaves, les cités du littoral cessent de se regarder comme vénitiennes, et on n'y rougit plus de parler illyrien. A côté des journaux, jusqu'ici tous italiens, de ces villes, se publie depuis bientôt un an une feuille slave intitulée l'*Aurore de Dalmatie* (*Zora Dalmatinska*), et dirigée par un professeur de Zara, Antoni Kuzmanitj. Cette feuille hebdomadaire est destinée principalement au peuple des campagnes; elle prétend se borner strictement à l'examen des intérêts indigènes, en les rattachant toutefois aux intérêts généraux de l'Illyrie.

Unie à la Hongrie par des liens qui paraissent devoir être éternels, la nationalité illyrienne n'est pas moins fortement rattachée à la Turquie par les plus orientales d'entre ses provinces, telles que la Bosnie et la Serbie. La principauté serbe est le seul des anciens royaumes illyriens qui forme en ce moment un état à peu près indépendant. Vaincu, mais jamais dompté par les Turcs, le peuple serbe s'était insurgé dès l'année 1800. Il a fait sa révolution constitutionnelle en 1835 et 39, avant la Grèce elle-même, révolution imparfaite il est vrai, mais pourtant glorieuse; et la Serbie, depuis qu'elle est régie par une charte, n'a pas cessé un moment de marcher dans la voie du progrès. Cette race de pâtres, qui, il y a dix ans, vivait encore sans écoles, sans lois écrites, sans industrie, a maintenant des recueils scientifiques et littéraires, des journaux politiques, une académie à Belgrad; enfin, en 1844, elle a publié son code, ou les législateurs ont eu pour but principal de concilier les anciennes traditions judiciaires du pays avec les besoins de l'époque et les règles du droit français.

Le cabinet moscovite avait espéré pouvoir maintenir en exil les deux chefs de la révolution anti-russe qui a placé sur le trône le prince Alexandre; mais il a fallu céder aux demandes réitérées et aux démonstrations de plus en plus inquiétantes du peuple serbe. La Russie a donc permis au sultan de laisser reparaître en Serbie les deux agitateurs. Voutchitj et Petronievitj sont rentrés dans leur pays sous des arcs de triomphe. Le retour de ces deux hommes renforce sur le Danube le parti hostile à la Russie, et fait espérer que l'état de choses actuel jettera des racines de plus en plus profondes. Parmi les mesures récentes dues à l'énergie de Voutchitj, il faut citer celle qui interdit désormais toute fonction publique aux étrangers. Cette mesure pourra paraître inhospitalière, et rappeler jusqu'à un certain point la loi du congrès grec sur l'autochtonisme; elle est cependant indispensable pour garantir à la Serbie le développement paisible de sa nationalité. Jusqu'à ce jour, la plupart de ses fonctionnaires étaient sujets de l'Autriche, c'est-à-dire d'une puissance essentiellement hostile à l'émancipation politique des Slaves. A l'aide de ces employés élevés par elle et la plupart très-corrompus, l'Autriche maintenait depuis trente ans son influence sur la principauté, et tâchait d'y entretenir la discorde en y soutenant les rares partisans du cruel Miloch et de la dynastie déchue. Pour délivrer leur pays de ce fléau, le prince et le sénat de la Serbie ont enfin décrété que tous les sujets d'une puissance étrangère investis d'un emploi dans la principauté devraient, dans un court délai, donner leur démission ou renoncer à leur première patrie pour recevoir l'indigénat. Cette mesure est le dernier pas fait par les Serbes vers l'affermissement de leur nationalité.

On peut dire sans aucune exagération que l'attitude plus fière qu'a prise le divan depuis deux ans vis-à-vis du nord est due en partie à l'entente fraternelle où il vit en ce moment avec les Serbes. Se sentant ainsi appuyés sur le Danube par une nation amie, convaincus que cette nation ne prêterait plus comme autrefois son appui à une tentative d'invasion dans les Balkans, les Turcs peuvent présenter avec plus de

hardiesse le front à leurs ennemis. Malheureusement il n'en est pas de même pour les principautés moldo-valaques. A Bukarest et à Iassy, toute vie politique semble près d'expirer sous la pression russe. Toutefois, les boïards résistent autant que le leur permet leur désorganisation morale, et beaucoup d'entre eux aspirent à se coaliser avec les Serbes pour relever leur pays de cet état d'humiliante prostration. Ne pouvant réagir au dehors, ils tâchent au moins de réaliser des améliorations intérieures, en accordant aux bourgeois et aux paysans des priviléges qui rendent moins précaire la position de ces classes, jusqu'ici indignement opprimées par la noblesse. On ne se contente pas d'adoucir le sort des paysans indigènes ; la sollicitude nationale s'est étendue en Valachie jusque sur les Tsiganes, qui ont été appelés à jouir des mêmes droits que les autres paysans. Entraînée par l'exemple des états valaques, la diète moldave a aboli dernièrement l'esclavage des Tsiganes et a assigné sur le budget un fonds spécial pour racheter ceux d'entre ces infortunés qui sont la propriété particulière des seigneurs. Tels sont les derniers progrès accomplis par les différents peuples de la Grande-Illyrie.

Nous ne prétendrons pas ajouter comme preuve du développement des nations gréco-slaves leur essor industriel et les immenses travaux de chemins de fer entrepris dans les provinces tchèques, illyriennes et polonaises. Ces travaux néanmoins ne tourneront-ils pas tôt ou tard au profit des peuples asservis? Comment supposer, par exemple, que le *railway* de Vienne à Trieste ne verse pas aux Slaves dont il traversera les provinces une nouvelle vie? Ce railway ne fonctionne encore que jusqu'à Grats, et déjà la Styrie se remplit d'une activité jusqu'à ce jour inconnue. Trieste est, dira-t-on, le seul débouché de l'Allemagne sur la Méditerranée; comment supposer que jamais l'Allemagne laisse envahir cette place par une influence étrangère, surtout lorsque les progrès industriels de la Hongrie auront enlevé le Danube et la mer Noire au monopole allemand? Plutôt que de laisser couper ses communications avec Trieste, le cabinet de Vienne ne préférera-t-il pas appeler à son secours l'Allemagne entière? Nous répondrons qu'il est peu probable que la guerre s'engage pour cette cause. Le cabinet aulique, avec son esprit de longanimité, se résignera à partager à l'amiable avec les Slaves ce qu'il ne pourra leur arracher, et dans l'impossibilité d'expulser les Illyriens de l'Illyrie, il accordera à ceux des peuples non allemands qui occupent les contrées situées entre Trieste et Vienne des franchises nationales capables de les satisfaire.

Étouffée il y a quelques mois, la conjuration triestine des frères Bandiera a dû prouver à l'Autriche que les révolutionnaires italiens ont enfin étendu leur propagande, et que l'Italie ne veut plus agir seule, mais de concert avec tous ses voisins orientaux. On s'est trompé en ne voyant dans cette conspiration qu'une tentative italienne : les trois races qui dominent l'Adriatique, les Italiens, les Illyriens et les Grecs, y avaient également pris part, et les barbares d'Albanie avaient été, comme on l'a découvert depuis, attirés eux-mêmes dans le complot. Les patriotes de Trieste, capitale de l'Illyrie, ne peuvent obéir à une tendance purement italienne. Depuis Napoléon, les destinées de la péninsule italique sont devenues inséparables de celles des Slaves illyriens. Les uns ne triompheront pas sans les autres. Ceux qui verraient dans l'état arriéré des provinces illyriennes un obstacle à leur coalition passagère avec l'Italie ne réfléchissent pas que ces provinces ont l'énergie guerrière qui manque aux Italiens, et que la rudesse même de leurs habitants les rend merveilleusement aptes à défendre les avant-postes dans une guerre d'indépendance. De plus, communiquant sans cesse avec les deux royaumes constitution-

nels de Grèce et de Hongrie, les Illyriens du sud se sentent de toutes parts provoqués à la lutte, et les têtes ardentes de ce pays sont entraînées à des complots que l'on pourra bien étouffer dans le sang une fois, dix fois peut-être, mais auxquels il faudra nécessairement céder un jour.

En présence de ces nationalités qui renaissent, de ces peuples qui s'agitent, nous avons déjà montré quelle est l'attitude de l'Autriche. Son inertie, son indécision, forment un étrange contraste avec la fermentation profonde de la Hongrie, de la Pologne, de la Bohême, de l'Illyrie. Le gouvernement impérial, constamment absorbé par de mesquines intrigues, partagé entre les prétentions diverses qui se disputent ses bonnes grâces, laisse tous les intérêts également en souffrance. On trouverait difficilement à cette heure, dans toute l'Europe, un gouvernement plus faible que celui de l'Autriche. Comment le cabinet de Vienne ne sent-il pas qu'il est de son intérêt bien entendu de faire cesser un pareil état de choses, de renoncer à ses idées allemandes, et de reconnaître enfin des nationalités dont le progrès continu triomphe de tous les obstacles?

III. — LA DIÈTE HELLÉNIQUE.

Les symptômes de régénération que nous avons remarqués sur les bords du Danube se produisent plus éclatants encore vers les côtes de la Méditerranée. Le royaume grec est de tous les états du monde gréco-slave celui qui renferme le moins d'habitants, et cependant c'est celui qui a marché le plus rapidement dans la voie du progrès. Deux tendances différentes dirigent la Grèce dans son travail de régénération : l'une la porte à exclure les dominateurs du dehors et toutes les influences étrangères, l'autre à relier fortement ensemble tous les éléments intérieurs auparavant désunis. Grâce à ces deux tendances, les intrigues étrangères se trouvent pour quelque temps du moins frappées d'impuissance sur le sol de la Grèce, et toutes les classes, tous les rangs, se confondent dans une même opinion, sous une loi égale pour tous. Ce résultat est dû tout entier à l'assemblée nationale de 1844.

La révolution du 3 septembre avait rendu d'un seul coup au pays toutes ses libertés perdues. De même qu'après neuf ans de luttes militaires contre les Turcs, la Grèce avait vu son indépendance ratifiée par l'Europe entière, de même aussi, après neuf ans de luttes civiles contre le despotisme bavarois, elle voyait enfin ses droits reconnus, et se plaçait, aux applaudissements de toute l'Europe libérale, parmi les états représentatifs. Vainement la *Gazette d'Augsbourg* appelait le général Kalergis *un rebelle*, et la révolution de septembre *un déplorable malheur*. Au nom d'Othon lui-même, le premier ministère constitutionnel de la Grèce félicitait Kalergis, et, dans une proclamation, il remerciait ses troupes courageuses de *s'être souvenues que le soldat d'un pays libre est avant tout citoyen*. La Grèce en effet, comme le prouvent sans réplique les lettres de Capodistrias aux délégués des grandes puissances, n'avait jamais imaginé, ni voulu autre chose qu'un roi constitutionnel. Durant les neuf années qu'ils combattirent le croissant, les Grecs eurent constamment leurs assemblées délibérantes et législatives; cet état n'a donc rien de nouveau pour eux. Cependant, afin de mieux constater encore la victoire du pays, le congrès, en 1844, rédigea lui-même la constitution, sans donner à la cou-

ronne aucune part dans ses travaux. Othon proposa un certain nombre d'amendements qui furent rejetés pour la plupart. La charte ainsi faite sans son concours n'en fut pas moins acceptée et jurée par le monarque, qui, en rendant ce noble et éclatant hommage à la souveraineté nationale, se montra vraiment digne d'être adopté par la Grèce.

Les Hellènes venaient de se délivrer de l'oppression bavaroise ; il s'agissait pour eux de se constituer dans un état social qui rendît à jamais impossible sur leur sol le retour d'une domination étrangère. Pour cela, il fallait donner à la race, au sang, au génie helléniques, de telles garanties de prépondérance dans le royaume, que l'étranger y fût toujours en état d'infériorité. L'exagération de ce principe a produit le système appelé l'*autochtonisme*. Une des clauses de la charte décide que les seuls autochtones (Grecs nés dans le royaume) sont admissibles aux fonctions publiques, que tout étranger, quel qu'il soit, sans excepter même les Grecs de la Turquie, demeure exclu des emplois. Le droit électoral n'est accordé aux réfugiés grecs qu'à la condition de se faire inscrire dans une commune du royaume ; quant à l'éligibilité, ils ne peuvent y prétendre, habitassent-ils l'Hellade depuis six ans, à moins qu'ils n'aient servi comme soldats ou comme citoyens dans la lutte nationale de 1820 à 1829. Par cette loi, les derniers réfugiés de Crète, de Thessalie et de Macédoine, qui avaient fait à la patrie de si grands sacrifices, se trouvèrent impitoyablement exclus de leurs droits naturels. Aussi vit-on ces infortunés, durant les réjouissances qui eurent lieu pour l'inauguration de la charte, traverser d'un air lugubre la foule joyeuse et les chœurs des danses nationales, pour aller planter au pied des colonnes de Jupiter, parmi les bannières enrubannées des autres éparchies, les drapeaux noirs de leurs provinces, revêtus d'emblèmes de mort.

La mesure qui avait exclu ces nobles victimes est vraiment trop inhospitalière, trop dure, pour qu'on puisse y voir autre chose qu'une disposition transitoire. Le peuple, si longtemps exploité, veut que désormais aucun étranger ne puisse devenir citoyen avant d'avoir donné de fortes garanties de sa conversion sincère à l'hellénisme : c'est là un vœu légitime ; mais ce qui ne l'est plus, c'est d'assimiler à l'étranger tout étérochtone ou Grec né hors de la Grèce. Pour expliquer cette loi cruelle chez un peuple que sa modération et son humanité distinguèrent dans tous les temps, il ne suffirait pas d'y voir le fruit amer des défiances causées par l'occupation bavaroise ; nous lui assignerons une cause plus profonde. Indifférents pour leur pays, tant qu'il languissait dans les chaînes, les riches marchands grecs des échelles d'Orient émigrent maintenant en foule à Athènes pour y réclamer leur part des honneurs du combat, dont ils n'ont pas couru les chances. Comme ces étérochtones arrivent avec de l'or, ils sont mieux vus de la cour et des ministres que les autochtones appauvris par de longues guerres. De là l'irritation des indigènes.

Cette irritation est surtout dirigée contre les soi-disant princes du Fanar, dont l'invasion corruptrice menace réellement la moralité de la Grèce. Pour bien comprendre la furie d'autochtonisme qui anime les Hellènes, il faut voir les Fanariotes à l'œuvre en Moldo-Valachie et sur le Bosphore. Ces hommes à double visage, qui viennent faire de la démocratie à Athènes, sont sur le Danube des propriétaires d'esclaves plus impitoyables que les planteurs d'Amérique. A Constantinople, leur incurable servilité auprès du divan et des légations européennes, leur besoin de tromper alternativement les uns au profit des autres, empêchent toute harmonie entre les puissances dans les affaires d'Orient. C'est le Fanar qui prolonge l'asservissement de la majorité des Grecs par sa complicité avec le divan. Combien, par

exemple, le Talleyrand grec, le prince de Samos, n'a-t-il pas étouffé à leur naissance d'insurrections helléniques? Son beau-fils, Constantin Moussouros, ambassadeur de la Porte à Athènes, n'a-t-il pas déjà mainte fois servi les vengeances ottomanes? Les cosmopolites du Fanar sont en Grèce l'unique soutien des diplomaties étrangères. Tour à tour voltairiens et superstitieux, ils semblent n'avoir qu'un culte, celui du tsarisme, culte que nourrissent en eux leurs souvenirs byzantins et leur prétention de fonder un nouveau Bas-Empire. Les Fanariotes enfin sont le fléau social de la race grecque; quoi d'étonnant qu'elle veuille s'en délivrer? Restreint à ces limites, l'autochtonisme trouve des excuses, il faut seulement regretter que la proscription se soit étendue jusqu'aux victimes que l'avidité ou le caprice des pachas force à fuir la Turquie. Espérons que l'humanité du peuple grec rétractera bientôt l'arrêt cruel porté contre ces infortunés.

Quant aux Bavarois, l'opinion a irrévocablement prononcé sur leur sort. Ayant perdu tout espoir de conquérir militairement la Grèce, ces étrangers comptaient pouvoir s'y maintenir encore par la colonisation et l'agriculture. En effet, ils avaient jusqu'à présent laissé en friche, et sans les répartir entre les habitants, toutes les anciennes propriétés des Turcs dans le royaume. Pendant que les plantes parasites envahissaient et détérioraient ces magnifiques domaines, les plus riches de la Grèce, on voyait et on voit encore la plupart des paysans sans propriété. Exploitant indignement cet état de choses, la Bavière comptait inféoder tous les terrains libres à des colons allemands : introduits dans le pays par bandes successives, ces colons auraient, disait-on, formé plus tard des masses assez considérables pour tenir en échec le parti autochtone. L'exemple du succès des colonisations allemandes dans tant d'autres pays gréco-slaves était séduisant pour la Bavière et effrayant pour la Grèce. Aussi la visite à Athènes de l'héritier du trône bavarois n'ayant point eu de but ostensible, les Hellènes ne manquèrent pas d'en chercher le motif dans les projets de colonies attribués à la cour. La nouvelle glissée dans les journaux fut aussitôt répandue et commentée; on ne douta plus que le roi de Bavière ne fût prêt à envoyer comme colons vingt mille paysans pour défricher les terres encore sans maîtres du royaume de son fils. Ces craintes, ces bruits alarmants ne firent que fortifier la réaction autochtone. Après avoir expulsé les derniers officiers allemands, la proscription populaire atteignit les simples soldats, et des soldats elle descendit aux ouvriers employés dans les magasins, les forteresses et les fabriques de l'état. Chaque bâtiment qui mettait à la voile au Pyrée emportait à son bord une cargaison de Bavarois. Beaucoup d'entre ces malheureux bannis, arrivés à Trieste, étaient déjà dans un état affreux de dénûment, quoiqu'ils eussent encore, pour regagner leurs foyers, un long voyage à faire à travers l'Autriche. On voyait des pères de famille chargés d'enfants implorer le long des routes la charité publique. Des savants, de braves officiers, des hommes de haute naissance, revinrent ainsi en mendiants dans leur patrie, qu'ils avaient quittée autrefois avec l'espérance d'un brillant avenir.

Si, tel que nous venons de le retracer, l'état actuel de la Grèce peut encore autoriser quelques inquiétudes, il témoigne au moins d'un progrès immense sur les tristes années comprises entre 1833 et 1843. Les deux années qui viennent de s'écouler depuis la révolution grecque ont eu pour principal résultat de fonder l'unité morale et politique du pays. Le congrès qui vient de se clore est parvenu enfin, on peut l'espérer, à grouper dans un même faisceau les intérêts des capitaines et ceux des primats; il a rallié les marchands aux palicars, les Péloponésiens

aux insulaires, les pâtres inquiets de la montagne aux paisibles laboureurs de la plaine. Ayant opéré dans son sein cette fusion morale, la société grecque se sent enfin capable de marcher seule et sans protectorat. De toutes les influences qui lui venaient du dehors, la Grèce n'en recherche plus qu'une seule, l'influence française, parce qu'elle sent que celle-ci ne saurait être nuisible à son indépendance et ne deviendra jamais assez impérieuse pour paralyser l'essor du génie et des forces nationales. A peine enfantée, l'unité morale des Hellènes a déjà été mise à de rudes épreuves. Si elle n'avait pas des bases solides, eût-elle pu tenir contre les mille intrigues que l'or de l'Angleterre et l'ascendant de la Russie ont provoquées dans toutes les provinces, pour corrompre les élections du premier congrès, appelé à être une véritable assemblée constituante. Quoique remué de fond en comble par les menées européennes, le petit pays de Grèce est pourtant sorti vainqueur de ces violentes agitations où tous les vents de la diplomatie semblaient conjurés pour l'engloutir.

Il serait curieux de comparer dans leur état actuel les deux peuples les plus libres du monde gréco-slave, les Hellènes et les Hongrois. En effet, quoique si différents par leur génie et leurs mœurs, qui rendent les uns diplomates, marins, industriels, les autres guerriers, pâtres et laboureurs, il y a néanmoins entre eux parité de situation. L'état grec tend de toutes ses forces à mettre un terme à l'indigne exploitation des raïas par la Turquie; de même l'état hongrois est engagé, on peut le dire, dans une lutte de vie ou de mort contre le monopole de domination revendiqué par l'Autriche. Récemment émancipés, les Grecs n'ont pu encore acquérir qu'une faible expérience de la vie politique; au contraire, beaucoup plus anciens dans le maniement des affaires législatives, les Hongrois montrent à leurs diètes une telle sagesse, une telle largeur de vues, leurs orateurs planent tellement au-dessus des intérêts de parti, ils creusent si profondément toutes les questions sociales, qu'aucun autre pays de l'Europe gréco-slave ne saurait, il faut l'avouer, rivaliser sous ce rapport avec la Hongrie. Toutefois, si on considère les institutions qui le régissent actuellement, on reconnaîtra que ce pays, encore féodal, est beaucoup plus arriéré que la Grèce. Quant aux libertés administratives, la Hongrie, entravée dans ses efforts, reste en arrière non-seulement de l'Hellade, mais encore de la Serbie et des principautés moldo-valaques. Cependant, comme l'Hellade, la Hongrie exerce sur les pays qui lui sont annexés une sorte de prestige moral. Enfin, la position même de ces deux pays les appelle également à devenir le centre fédéral de plusieurs états secondaires, de plusieurs peuples parlant des langues différentes.

IV. — LES DERNIÈRES DIÈTES POLONAISES ET BOHÈMES.

Parmi les sociétés gréco-slaves, celle dont la vitalité paraît aujourd'hui la plus compromise est la malheureuse Pologne. Nous croyons cependant que tout œil qui sondera ses plaies y découvrira les ferments d'une guerison, les symptômes d'une renaissance que nulle force humaine ne pourra détruire. Le grand malheur des Polonais est d'avoir eu depuis près d'un siècle à lutter à la fois contre la Russie, l'Autriche et la Prusse : sans la coalition permanente de ces trois états, la Pologne serait encore debout. Toutefois ce qui a causé sa chute

est aussi, par une destinée providentielle, ce qui l'empêche de périr. Démembrée et partagée entre ses trois voisins, et les ayant par conséquent tous également pour ennemis, la Pologne ne peut se fier à aucun d'eux. En même temps chacune de ces trois puissances, jalouse de ses rivales, cherche à leur créer des embarras, en excitant, en réveillant au besoin les sentiments de nationalité en Pologne. La Prusse et l'Autriche, quand la Russie se montre trop menaçante, font mine de vouloir déchaîner contre elle les fureurs polonaises; à son tour, le tsar prétend que sa qualité de Slave lui permet de protéger et de comprendre la vie polonaise bien mieux que ne sauront jamais le faire les *niemtsi* (1), et il provoque tant qu'il peut, chez les Polonais d'Autriche et de Prusse, la haine du nom allemand. Il est donc avéré que les ennemis même les plus acharnés de la Pologne ont besoin d'elle, et ne peuvent consentir à sa destruction. Quant aux Polonais, voyant trop bien le motif qui fait agir leurs prétendus protecteurs, ils ne peuvent se fier ni à l'Allemagne, ni à la Russie. Dans le monde entier, ils n'aperçoivent d'autre appui qu'eux-mêmes, et quoi qu'ils fassent, ils sont constamment ramenés au sentiment de leur propre force, comme à leur unique espoir de salut. Cette étude qu'ils font d'eux-mêmes leur est salutaire: refoulés, pour ainsi dire, au fond de leur conscience, ils apprennent chaque jour à se mieux connaître, chaque jour ils discernent plus clairement leurs qualités et leurs vices. De vieux préjugés se dissipent, les causes qui ont amené la ruine de la Pologne se dévoilent avec une évidence croissante. Or les causes d'un mal, une fois bien connues, révèlent aussi les moyens de le guérir. L'engouement pour les mœurs étrangères avait été dans l'ancienne Pologne la cause la plus active de désorganisation; cet engouement ne se retrouve plus aujourd'hui que parmi les vieillards. La jeunesse actuelle serait plutôt dans l'excès contraire. Les enfants des martyrs polonais, obligés de suivre les cours des universités russes et allemandes, s'y voient soumis à une surveillance odieuse : la crainte du knout et du Spielberg, l'obligation de se taire constamment sur leurs sentiments les plus chers, développent en eux de bonne heure une force de dissimulation effrayante, et leur inspirent en même temps pour tout ce qui est de leur pays une sorte d'aveugle fanatisme. La Pologne trouve ainsi dans les violences dirigées contre elle la plus sûre garantie de sa nationalité.

Quoique moins opprimée matériellement, la portion de l'ancienne Pologne que régit l'Autriche subit un système de désorganisation analogue en tout à celui qui pèse sur la tsarie polonaise. Ce système, qui consiste à opposer les intérêts de la noblesse aux intérêts des paysans et à combattre ainsi les uns par les autres, est, on peut le dire, encore plus familier aux ministres des Habsbourg qu'au cabinet des Romanof; mais les principaux chefs de la Pologne autrichienne ont enfin reconnu que le seul moyen de sauver leur pays était de reconquérir l'amour des paysans. Aussi voit-on aujourd'hui dans toute la Gallicie la noblesse, et surtout les petits gentilshommes, tendre la main aux paysans, s'habiller comme eux, et provoquer de toutes leurs forces l'avénement d'un tiers état agricole qui puisse servir de base à une nouvelle société. Les magnats eux-mêmes sacrifient de plus en plus aux idées démocratiques, qui se font jour jusque dans la diète. Méprisée jusqu'ici à cause de son peu d'importance politique, cette diète gallicienne n'était guère visitée annuellement que par trois ou quatre de ses membres, courtisans de M. de Metternich, qui s'y rendaient pour la forme, assistaient à la lecture des

(1) Peuples étrangers au monde gréco-slave.

propositions ou *ordres* de l'empereur, et signaient. Le reste des représentants du royaume de Gallicie et Lodomérie se bornait à envoyer ses équipages vides à l'hôtel des états ; mais, depuis que le nouveau roi de Prusse a cru devoir donner aux diétines provinciales une importance encore inconnue, depuis qu'on voit la diète polonaise de Posen lutter pour prendre rang parmi les parlements européens, l'esprit d'émulation a saisi les Galliciens. La diète de Léopol est devenue, par l'affluence empressée de la noblesse, une véritable solennité nationale, et là aussi la Pologne s'est réveillée. Au silence des anciennes diètes a succédé l'animation ; des discours en langue polonaise y répondent aux harangues du commissaire royal. On entasse les demandes de pétition, que la cour refuse pour la plupart ; mais le peuple de Gallicie le sait, et les paysans, qui avaient vu jusqu'à présent dans les bureaucrates de Vienne leur seul appui contre la noblesse, peuvent reconnaître aujourd'hui que cette bureaucratie allemande est au contraire le principal obstacle à leur bien-être et au progrès social de leur pays. Depuis six ans, la diète de Léopol s'obstine à demander la faveur d'adresser au monarque une pétition pour qu'on permette aux paysans de payer en argent l'équivalent de leurs corvées, et même de libérer tout à fait leurs terres, de manière à en devenir les vrais possesseurs. Le cabinet aulique n'a consenti qu'il y a quelques mois à recevoir cette pétition ; mais, avec son habileté ordinaire, il a aussitôt outre-passé la demande : il se montre décidé à laisser enfin les nobles affranchir à leur gré, et dans la mesure où ils le voudront, tous leurs serfs, en les rendant soit fermiers, soit propriétaires, avec ou sans redevances. Convaincue que très-peu de seigneurs pousseront le patriotisme jusqu'à se dépouiller ainsi spontanément d'une partie de leur fortune, l'Autriche compte reprendre par là l'initiative des idées libérales aux yeux du peuple ignorant de la Gallicie. Cependant les nobles de ce malheureux pays commencent à faire à la cause publique les plus grands sacrifices. Partout, ils fondent des écoles, des hôpitaux, des salles d'asile. Quelle plus belle chose, par exemple, que l'établissement de cette maison d'orphelins de Léopol, pour laquelle le comte Stanislas Skarbek a légué tous ses biens, 3,750,000 francs, et où seront élevés, instruits et nourris, mille enfants pauvres, dont quatre cents pourront habiter la maison même !

C'est surtout parmi les deux millions de Polonais soumis au sceptre de la Prusse que l'esprit de réforme se développe avec une ardeur digne d'exciter toutes les sympathies de l'Europe. La diétine de Posen s'élève peu à peu à l'importance d'une diète nationale ; dans son enceinte mûrissent des talents oratoires de la plus haute portée, et les débats de cette assemblée, livrés du moins en partie au peuple par la presse, retentissent dans tout le grand-duché. Pendant les trente jours que dure cette diète, Posen a tout l'imposant aspect d'une grande capitale ; elle éclipse même Berlin par la magnificence des équipages des nonces et le luxe véritablement oriental de la noblesse polonaise. On conçoit que de telles démonstrations inquiètent le cabinet prussien. De là ses efforts pour ramener le grand-duché au système général d'administration qui régit la monarchie ; de là l'espèce d'affectation que met le roi grand-duc à appeler du nom de Prussiens ses sujets du grand-duché, nom contre lequel la diète a protesté en 1842, en envoyant au monarque une adresse qui lui rappelle ses promesses de maintenir dans le grand-duché une nationalité distincte de celle de la Prusse. Frédéric-Guillaume n'a répondu à cet avis que par une désapprobation formelle ; son idée fixe est que tout en Prusse doit devenir prussien, comme en France tou est français. Aussi quand, pour jus-

tifier à la cour les plaintes, ou, comme disait le ministère, les *pétulances* de la diète, le comte Raczynski démontra que l'administration du grand-duché, au lieu d'être polonaise, était toute prussienne, il fut poliment éconduit, et les efforts tentés par l'administration pour germaniser les terres polonaises reçurent une pleine approbation.

Ces témoignages étaient plus que suffisants pour faire revenir les Polonais de leurs illusions sur le nouveau roi de Prusse : ils ont dû se détourner de lui, et ne plus rien espérer que d'eux-mêmes. Forcé de renoncer aux sympathies polonaises, le cabinet prussien est retourné à son alliance avec la Russie, et l'horrible *cartel d'extradition* a été renouvelé. D'après l'ancien traité, pour chaque déserteur polonais remis aux gardes-frontières de Russie, le gendarme prussien recevait une récompense de 10 thalers. Ce prix du sang excitant la cupidité prussienne, les gendarmes s'étaient mis à faire de véritables chasses aux hommes. Cependant les victimes ainsi livrées expiraient le plus souvent sous le knout ; cinq cents coups leur étaient appliqués dès qu'ils touchaient le sol russe, et avant même leur jugement légal. Si cet infâme prix du sang a été interdit par les clauses du nouveau cartel, le sort des fugitifs n'est pas devenu plus doux. Désormais les Polonais seront forcés de confondre dans une malédiction commune leurs oppresseurs allemands et leurs ennemis russes ; mais, nous le répétons, ils n'en reviendront que d'un pas plus ferme à l'unité. C'est dans le duché de Posen surtout que ce mouvement unitaire devient fécond, et imprime aux études un essor vraiment remarquable. Aussi la population a-t-elle prié unanimement le roi de compléter l'institution des gymnases nationaux par la fondation d'une université polonaise à Posen, prière que le cabinet a déclarée intempestive. Il en a été de même pour les demandes de la diète de 1844. Parmi ces pétitions, on en remarquait deux qui prouvent combien la noblesse actuelle de Pologne se préoccupe, quoi qu'en disent ses ennemis, du sort des paysans. L'une réclame des mesures restrictives contre la vente de l'eau-de-vie et les cabaretiers juifs, qui, répandus par myriades dans les campagnes, entretiennent pour ainsi dire dans une ivresse continuelle le bas peuple, objet de leurs rapines. L'autre demande concerne la fondation d'une caisse d'amortissement pour le rachat des corvées. Le roi a répondu qu'il fallait abandonner cette dernière question à son cours naturel, et laisser seigneurs et paysans traiter à l'amiable du rachat de leurs obligations réciproques, c'est-à-dire que le roi grand-duc craint, comme l'empereur d'Autriche, de voir en Pologne la noblesse se fondre avec le peuple, et sous l'empire de cette crainte il préfère continuer de tenir les paysans du grand-duché dans une affreuse misère et dans l'impuissance de s'affranchir de leurs corvées.

A la diète de 1845, les nonces ont donné de nouvelles preuves de leur patriotisme éclairé. L'adresse en réponse au souverain demandait pour le pays une organisation totalement constitutionnelle, avec la publicité des débats et l'abolition de la censure. Contre ce vote presque unanime des représentants polonais, les députés allemands des villes ont seuls protesté, ajoutant ainsi à tant de preuves anciennes une preuve nouvelle du peu de penchant de la race allemande pour les institutions libérales. Un paragraphe spécial de cette adresse renouvelle au roi la prière de vouloir bien reconnaître la nationalité polonaise comme légalement constituée dans ses états ; mais il a fallu, par ordre suprême, retirer de cette demande une phrase jugée trop incisive, où les nonces exprimaient le vœu que leur patrie fût respectée par l'état protecteur, comme l'ancienne république polonaise avait

su respecter la Prusse du moyen âge, lorsqu'elle la tenait sous son vasselage.

Parmi les pétitions, c'est-à-dire les conclusions de la diète, on remarque principalement celles contre l'abus de la loterie, contre les majorats, et celles relatives à une réforme électorale. Le roi est prié de ne plus établir de majorats nouveaux, ou du moins, s'il en fonde encore, de ne plus leur accorder de voix *ipso facto* à la diète; en outre, on lui démontre la nécessité d'élargir la représentation nationale, et de faire concourir le peuple entier à l'élection des nonces. On s'apercevait, du reste, que la fin déplorable d'un des plus brillants orateurs de la diète, le comte Édouard Raczynski (1), était encore présente à l'esprit des nonces. Tout entiers à leurs regrets, ils se disaient que, si un tel homme avait pu désespérer de lui-même et chercher dans la mort un refuge contre les douleurs de son patriotisme brisé, c'est parce que la cause publique avait dû lui apparaître comme perdue sans retour. Un découragement profond se reflétait donc dans l'assemblée. Exagérant les suites de cet accablement passager, les journaux prussiens en concluaient que la Pologne achevait son agonie, et sur ses ruines ils croyaient déjà voir s'implanter irrésistiblement la puissance germanique; mais à la clôture de cette diète, qui a été la septième du grand-duché, une agitation inattendue s'est manifestée parmi les nonces. N'ayant pu encore obtenir la liberté de la presse, ils avaient espéré que le roi permettrait au moins de publier les débats parlementaires. Lorsqu'ils ont vu que cette publicité se bornait à un simple compte rendu, qui même, avant de paraître, devait être revisé par le commissaire royal, ils n'ont pu s'empêcher de protester, et l'assemblée s'est séparée au milieu d'une irritation générale.

Il est une autre diète où les *turbulences slaves* commencent également à se faire sentir ; cette diète est celle de la Silésie. Dans cet ancien duché polonais, quoique la bourgeoisie soit tout entière devenue allemande, la majorité de la population est encore slave de langue et de mœurs, et consacre par là même aux événements de Pologne une grande attention. Excitée par l'exemple des nonces de Posen, la diète de Breslau, en 1844, s'est montrée presque révolutionnaire. Elle s'est prononcée unanimement dans le sens d'une réforme électorale qui permettrait aux paysans de prendre une part active à la chose publique. En effet, les deux millions et demi de paysans de la Silésie n'ont à la diète que seize représentants, tandis qu'il y en a trente-neuf pour la noblesse, qui compte à peine six mille personnes, et les villes, qui toutes ensemble ne renferment pas un demi-million d'habitants, élisent vingt-huit députés. Outre l'oppression aristocratique, les indigènes de Silésie ont encore à supporter un autre fléau, celui qu'ils appellent la *slavophagie* allemande. Il n'y a point dans ce pays, comme dans le duché de Posen, de hautes écoles polonaises ; l'allemand est la langue adoptée pour l'enseignement et le commerce. La diète elle-même délibère et vote en allemand. Un état de choses à peu près analogue régit la Silésie autrichienne, et pourtant jusque dans ces provinces on sent la réaction slave. C'est que ces populations s'appuient sur la Pologne, et, malgré les efforts de l'Allemagne pour les absorber, les Polonais savent, partout

(1) Le 22 janvier 1845, le comte Édouard Raczynski, après avoir mis ordre à ses affaires, se retira dans une petite île qui fait partie de ses domaines, et là mit fin à ses jours par l'explosion d'une arme à feu. On doit au comte Raczynski d'importants ouvrages littéraires ; sa fortune considérable a été consacrée presque entière à des travaux d'utilité publique.

où ils habitent, se maintenir comme nation à part, sans jamais perdre de vue leur avenir.

De tous les résultats obtenus par les différentes diètes et par les écrivains libéraux, en Pologne comme dans les autres pays slaves, le plus digne d'attention est le rapprochement fraternel qui commence à s'opérer entre les nobles et les paysans. Cet heureux rapprochement est de plus en plus facilité par les progrès que fait l'instruction dans les classes inférieures du peuple. Pour relever ces classes dégradées par un si long esclavage, les patriotes ont pensé à réagir d'abord contre le vice qui s'est le plus enraciné parmi elles. contre l'ivrognerie. Une société de tempérance s'est fondée, et les curés des campagnes sont chargés d'en seconder le développement. Il y avait apparence de folie à se flatter d'introduire la tempérance en Pologne, où, de temps immémorial, le paysan trouve dans les liqueurs fortes le seul adoucissement à ses maux. Cependant la société n'a pas tardé à faire de tels progrès, que la police russe a cru devoir l'interdire; mais en même temps, saisissant avec son habileté ordinaire l'occasion d'enrichir son fisc, le tsar a chargé d'énormes impôts la fabrication et la vente de toutes les liqueurs : il en a, par oukase, interdit le débit aux juifs et à toutes les auberges situées hors des villages. Le privilége d'avoir un cabaret à eau-de-vie n'est plus concédé qu'aux localités qui comptent au moins vingt maisons, et dans les villes il n'en est accordé qu'un pour cinq cents habitants. En outre, aucune dette pour eau-de-vie n'est plus reconnue comme valide devant les tribunaux. Le fisc impérial pourra bien gagner quelque chose à ces mesures répressives, mais la moralité du peuple polonais y gagnera aussi, et les effets de cette réhabilitation morale ne seront pas à l'avantage du tsarisme. Vainement dans son dépit le cabinet russe est allé jusqu'à faire défendre aux curés de prêcher en chaire contre l'ivrognerie, vainement il a tâché de s'attribuer à lui seul tout le mérite de l'œuvre commencée à son insu : l'œuvre de la société de tempérance, même appuyée par des oukases moscovites, n'en est pas moins restée une œuvre nationale. Pour la propager il n'y a point eu besoin d'un apôtre spécial, d'un homme extraordinaire, comme l'a été en Irlande le père Mathieu. Dans la Pologne autrichienne, il est vrai, le clergé a dû demander, mais il a eu le bonheur d'obtenir de la police viennoise l'autorisation *nécessaire* pour combattre le vice national avec les armes spirituelles. Depuis lors l'ivrognerie décroît rapidement en Gallicie; ce progrès moral a même été si sensible, que la noblesse, pour laquelle le loyer des cabarets établis sur ses terres forme le revenu le plus net et le plus certain, a vu s'opérer dans sa fortune une réduction considérable. Elle n'en favorise pas moins le développement de ces associations, au risque d'être obligée plus tard de restreindre son luxe, et de s'imposer elle-même à son tour des lois somptuaires.

Les sociétés de tempérance fondées dans les trois Polognes ont donc eu pour effet de rapprocher des classes jusqu'ici divisées par mille préjugés. Le prêtre, qui dans ces contrées est presque toujours né de parents nobles, a dû, pour prêcher le vœu de tempérance, visiter les chaumières plus assidûment qu'autrefois; il a servi d'intermédiaire entre les paysans et leurs anciens maîtres. De vieux ressentiments, entretenus par l'Autriche et la Russie, élevaient comme une insurmontable barrière entre les classes inférieures et les magnats. On sait que ces fiers châtelains, tout en maudissant le knout russe, aimaient le fouet polonais et s'en servirent longtemps contre leurs serfs. Les fils affranchis de ces esclaves se souvenaient encore des injures faites à leurs pères ; les conquérants savaient

d'ailleurs les leur rappeler au besoin. Le but de la politique russe et allemande en Pologne est de séparer par tous les moyens les paysans des nobles (1). En paraissant protéger les paysans contre d'anciens oppresseurs, le tsar était même parvenu à les gagner et à rompre les derniers liens qui les attachaient aux nobles, avec lesquels la Russie voudrait identifier la cause nationale. Les sociétés de tempérance, en mêlant ensemble les différentes classes, ont fait heureusement cesser leur désaccord. Le laboureur a compris que ses intérêts étaient au fond les mêmes que ceux de la noblesse, et le zèle inaccoutumé du clergé pour leur cause a porté les villageois à choisir dans leurs différends avec les seigneurs leurs curés comme arbitres, de préférence aux officiers russes. Les seigneurs ont accepté de bonne grâce cette médiation ecclésiastique, qui, tout en humiliant leur ancien orgueil voltairien, leur paraît encore préférable à la médiation russe. De là le pouvoir extraordinaire que gagne le prêtre polonais depuis quelques années, pouvoir comparable sous certains égards à la puissance temporelle qui, décernée par le peuple grec à son clergé, après la conquête ottomane, assura la conservation de la nationalité hellénique. Malgré les mille artifices mis en œuvre depuis dix ans pour tourner les paysans de la Pologne contre la noblesse, la franche réconciliation qui s'opère entre toutes les classes du pays est de plus en plus le résultat de l'oppression commune. Les paysans, jusqu'ici étrangers aux complots politiques des seigneurs, entrent maintenant par milliers dans les conspirations. Leur vœu de tempérance les a relevés de l'abjection où les plongeait l'ivresse ; ils se sentent citoyens. Bientôt ce ne sera plus contre les seuls serviteurs de l'aristocratie, mais contre la nation tout entière, unie comme elle ne le fut encore jamais, que le tsarisme devra combattre.

La Russie semble elle-même regarder comme impossible que la Pologne ne se lève pas de nouveau pour tenter encore le sort des armes. De là toutes ces mesures d'une cruauté atroce qui indiquent le désespoir bien plus que l'assurance des vainqueurs. La police n'espère plus que dans la terreur qu'elle inspire ; on multiplie les arrestations. L'aspect de la Pologne est celui d'un pays en état de guerre. Des détachements de Kosaques parcourent en éclaireurs les campagnes et fouillent les moindres villages. La route de Varsovie à Pétersbourg, toute bordée de blockhaus, devient une chaussée indestructible. Partout de nouvelles forteresses s'élèvent. Celle qui commande Varsovie est vraiment formidable, et tellement disposée que ses batteries pourraient en quelques heures faire de la capitale un monceau de cendres ; mais convaincu que la ruine de leurs villes n'arrêtera point les patriotes polonais, le tsar ne peut se rassurer, et imagine chaque jour de nouveaux plans de défense. C'est ainsi qu'il vient de créer une flottille de barques canonnières en fer, destinées à approvisionner et à faire communiquer entre elles toutes les forteresses des côtes maritimes et fluviales de la Pologne. Il resterait ainsi maître des eaux, même lorsque tout le pays serait couvert d'insurgés.

Ce n'est pas seulement le cabinet russe qui s'attend à voir éclater en Pologne de nouvelles révoltes. La frayeur a saisi également les cabinets d'Allemagne. Pour

(1) C'est ainsi que Paskevitch a soustrait aux tribunaux ordinaires tous les procès intentés par des paysans contre des gentilshommes. Dans ces causes, les gouverneurs russes ont le droit de juger sommairement, et ils décident presque toujours en faveur du paysan. A Varsovie, Paskevitch lui-même, tous les jeudis, sort de son palais pour accorder sur la place de Sigismond audience aux villageois qui se disent lésés par leurs seigneurs.

eux, la propagande slave est devenue un spectre non moins formidable que la propagande française; il ne se passe pas d'année que les gouvernements germaniques n'éprouvent pour la sûreté de leurs possessions usurpées des terreurs et des alertes plus ou moins vives (1). Pour décréditer les plans des patriotes, la police s'efforce de les présenter comme des complots communistes, formés dans le but d'assassiner tous les propriétaires. Ces calomnies effraient, il est vrai, les âmes crédules, et permettent aux oppresseurs d'exercer les plus grandes violences. Tel est l'effet de ce régime de terreur, que des voyageurs qui ne font que traverser Varsovie peuvent croire la nationalité polonaise anéantie. Dans cette capitale, en effet, on ose à peine parler haut, tant la masse des espions secrets épouvante les habitants; le Varsovien se concentre dans son foyer à tel point qu'il ne sait pas même ce qui arrive à quelques pas de sa demeure. Cependant, si l'on pénètre dans les familles, on n'y trouvera pas un Russe. Varsovie ressemble toujours à une capitale occupée par l'ennemi. Des détachements de cavalerie y stationnent nuit et jour sur les places, prêts à s'élancer au premier signal. De la place de Saxe, qui est le centre stratégique de la ville, des patrouilles à cheval partent incessamment pour parcourir les différents quartiers. Malgré le respect général que lui attire l'impartialité bienveillante de son administration, le vieux maréchal Paskevitch ne sort jamais qu'entouré d'un nombreux état-major et suivi de sa garde circassienne. Les employés du tsar n'ont pas plus de rapports avec les Polonais qu'ils n'en auraient avec une population musulmane. Les salons russes et les salons polonais demeurent entièrement distincts. C'est surtout au fond des campagnes que les habitants, protégés par la solitude contre l'espionnage politique, se communiquent sans crainte leur indignation et leurs espérances. Là, tous, nobles et paysans, appellent le martyre; là, tout indique un pays qui se prépare lentement, mais avec une résolution inébranlable, à de nouvelles luttes pour son indépendance.

Si nous passons de la Pologne à la Bohême, nous trouverons cet autre royaume slave travaillé par les mêmes idées de réforme sociale et de renaissance politique. Quoique l'Autriche ne lui ait point encore concédé les franchises de langage que le cabinet prussien croit ne plus pouvoir refuser aux diétines de Posen et de Silésie, l'assemblée des états de Prague n'en marche pas moins tête levée dans la voie patriotique qu'elle a su s'ouvrir. Le petit budget dont elle dispose est consacré exclusivement à des travaux qui ont pour objet de réveiller l'esprit national. Malgré les chaînes qui pèsent sur elle, cette diète montre depuis 1840 une énergie inaccoutumée. Elle a forcé le *burgrave* (gouverneur civil) de Prague à se démettre de sa charge, parce qu'il avait fait des dépenses contraires aux intentions des états. La diète bohême exige maintenant que les fonctionnaires autrichiens lui rendent compte de la gestion de ceux des revenus du royaume qui n'entrent pas dans le fisc impérial, et elle veut qu'ils soient employés dans un but patriotique. Enfin, en 1844, cette diète a obtenu, pour la première fois depuis quatre-vingt-dix ans, la faveur d'envoyer à Vienne une députation officielle pour porter au trône de son roi les désirs du pays. Ces *désirs* (*desideria*) et projets de réforme ont été solennellement reçus par l'empereur et roi entouré de sa cour. Aussitôt une commission

(1) C'est ainsi qu'il y a trois mois, dans le grand-duché de Posen, les autorités, trompées par des informations inexactes, crurent qu'à un jour donné la population entière se lèverait en armes; elles firent sortir ce jour-là toutes les troupes des casernes, avec cartouches et canons.

où figuraient le ministre et prince bohême Kolovrat, et l'archiduc Stephane, gouverneur de Prague, a été nommée pour examiner ces demandes, parmi lesquelles on remarque le projet de réintégration de la langue bohême dans les actes du gouvernement, la création d'une banque d'hypothèques, l'abolition de la loterie, la nomination d'un président spécial des états, qui ne pourrait plus être le gouverneur du royaume. Au nombre des articles qu'a ratifiés le cabinet aulique, on trouve une concession importante : le burgrave de Prague, président de la diète, devra désormais être choisi parmi les magnats du royaume. En encourageant la nationalité tchèque, l'Autriche espère sans doute l'opposer un jour à la Hongrie maghyare, qui opprime les Tchèquo-Slovaques. Attiser le feu de la jalousie entre ces deux nationalités qui renaissent, de manière à les faire au besoin lutter l'une contre l'autre, est pour l'habile gouvernement qui siége à Vienne le plus sûr moyen de se maintenir et de rester finalement l'arbitre du combat. Ainsi là comme partout les peuples déchus ne pourront se relever qu'en opposant aux intrigues machiavéliques des cours des doctrines de fraternité et de pardon.

Malheureusement l'impatience du joug ne se manifeste encore en Bohême, comme en Silésie, que par cette fougue dévastatrice des classes ouvrières, qui le plus souvent présage de grands bouleversements sociaux. En 1844, après avoir détruit à Prague et à Reichenberg les machines des manufactures, les ouvriers ameutés ont marché par milliers contre la troupe de ligne, et des charges meurtrières ont pu seules les repousser. Le développement que prend dans ce pays le prolétariat est d'autant plus effrayant, qu'il vient des juifs, classe de spéculateurs dénuée des moyens dont dispose la bourgeoisie chrétienne pour se défendre ou pour se faire pardonner. Aussi les familles juives commencent-elles à émigrer en grand nombre de la Bohême, dans la crainte d'y subir de nouvelles persécutions. Il est certain que les riches israélites de ce pays y exercent un monopole odieux. Néanmoins le gouvernement les favorise au point de les laisser, contrairement aux lois de l'empire, acheter des châteaux, et avec ces châteaux le droit de forcer aux plus pénibles corvées les paysans chrétiens ; ceux-ci, indignés de se voir devenus les serfs d'une race que dans leur fanatisme ils méprisent, s'insurgent plutôt que de la servir. C'est ainsi que l'Autriche, pour semer la discorde chez les peuples qui lui sont soumis, a recours à tous les moyens. Là où elle ne peut employer comme instruments d'oppression les seigneurs indigènes, elle se sert des juifs ; mais cet expédient extrême prouve combien l'embarras est grand, c'est-à-dire combien l'absolutisme autrichien chancelle, même dans cette Bohême, qui est pourtant de tous les royaumes non allemands des Habsbourg celui où l'esprit germanique a jeté les plus profondes racines.

Au temps de Napoléon, personne n'aurait imaginé de regarder la Bohême comme un pays non allemand ; aujourd'hui les journaux et les recueils les plus dévoués à la cause allemande, comme le *Vierteljahrschrift*, se bornent à demander que dans ce *royaume slave* les Allemands continuent d'être traités en concitoyens, et que le *rappel de l'union* ne soit jamais prononcé. Il faut bien avouer que les Tchèques nous paraissent avoir perdu plus d'une des qualités propres à leur race. On pourrait dire qu'ils sont Slaves à peu près comme la Belgique ou la Savoie sont françaises. Les populations tchèques, même le moins mélangées, portent sur leur physionomie morale mille empreintes des coups que leur a portés l'Allemagne. Toutefois on reconnaît aisément que ces coups sont anciens, que les cicatrices tendent à s'effacer, qu'en un mot ce qu'on appelle en Autriche la *germanisation* du

peuple bohême a cessé. Voilà sans doute le seul progrès vraiment incontestable de la nationalité tchèque ; mais avoir forcé les vainqueurs allemands à s'arrêter dans leur marche, n'est-ce pas déjà pour les vaincus un triomphe?

Il est d'ailleurs difficile d'assigner aux Bohêmes dans l'organisation future du monde gréco-slave un rôle politique bien tranché. Ils sont les confédérés naturels de la Pologne, et suivront probablement en tout les destinées de leur alliée. Voilà pourquoi la fraction du peuple bohême qui a le moins de rapports avec les Polonais est aussi celle où se manifeste le moins d'énergie nationale. Cette fraction, qui, sous le nom de Slovaques, se trouve rejetée en Hongrie, garde vis-à-vis des Maghyars, adversaires déclarés de sa nationalité, une attitude passive. Isolés de leur mère-patrie, la Bohême, et privés d'ailleurs des franchises municipales qui permettent aux autres peuples slaves de la Hongrie de résister à l'influence maghyare, les Slovaques paraissent sur le point d'abdiquer leur nationalité. Leur langue et leurs mœurs sont l'unique trésor qu'ils s'efforcent de sauver du naufrage. La réforme morale fait seule parmi eux des progrès. Ainsi, reconnaissant que chez eux, comme chez tous les Slaves, le vice principal est l'ivrognerie, ils courent par centaines aux églises, pour y renoncer, par un vœu solennel, à l'usage des liqueurs fortes. Quant à l'agitation politique, il n'y en a pas trace parmi les Slovaques. C'est au peuple maghyar qu'il est réservé de donner en Hongrie le spectacle imposant d'une agitation vraiment nationale.

La conclusion à tirer du mouvement politique et social des états gréco-slaves tel qu'il s'accomplit depuis quelques années, c'est qu'il se forme, à côté de l'Europe occidentale, une Europe orientale à la fois antique et nouvelle, conciliant avec le culte de ses institutions primitives tous les besoins, tous les progrès de la civilisation moderne. A la vérité, cette Europe gréco-slave s'est jusqu'ici montrée à l'Occident plutôt comme un fantôme formidable que comme une force amie et libérale. On s'est obstiné jusqu'à présent à confondre avec les sujets du tsar ces Gréco-Slaves dont cinquante millions sont les ennemis nés de la Russie. Il n'est plus permis de conserver aujourd'hui ces vieux préjugés; le moment est venu d'examiner sérieusement les questions qui s'agitent sur les bords du Danube et sur les côtes de la Méditerranée. Qu'on s'obstine à ne voir dans les Gréco-Slaves que les peuples les plus arriérés de l'Europe, il n'en faudra pas moins reconnaître qu'aucune société ne se montre aujourd'hui plus dévouée au progrès, qu'aucune n'est restée plus fidèle à l'amour exalté de la patrie. La centralisation ayant, dans le reste de l'Europe, fait descendre presque à l'état de questions locales les questions de nationalité, nous ne pouvons plus comprendre cette passion de liberté, ce culte pour la langue, le costume, les institutions indigènes, qui caractérise les Slaves opprimés de la Turquie, de la Russie et de l'Autriche. S'il y a plus d'une illusion dans les espérances de ces âmes jeunes, de ces races primitives, il y a aussi dans leurs passions, dans leurs efforts, les signes irrécusables d'une puissante vitalité. Qui sait même si, dans cette Europe nouvelle, dont le génie à la fois chevaleresque et démocratique se réveille avec tant de fougue et une si fière audace, la vieille Europe ne trouvera pas un jour de salutaires exemples, une impulsion féconde, peut-être même un contre-poids nécessaire contre les fléaux qu'entraînent à leur suite l'industrialisme et le prolétariat ?

CYPRIEN ROBERT.

UNE

DÉPORTÉE A BOTANY-BAY.

The History of Margaret Catchpole, a Suffolk girl. with Illustrations; 2 vol., London, 1845.

Une idylle populaire, prise dans la vie réelle la plus basse et la plus sauvage, commencée au bruit de l'Océan germanique, et qui va s'éteindre au murmure de la mer Pacifique, remplit ces deux petits volumes, écrits avec gaucherie et pesanteur. Les faits en sont authentiques, avérés, attestés par les journaux du temps et les registres de l'autorité judiciaire; car la justice, qui se mêle assez volontiers des romans du peuple, a pris grande part à celui-ci. D'ailleurs la marquise de Cornwallis, aujourd'hui vivante, et le recteur actuel de Waltham, M. Richard Cobbold, ministre honorable de la communion anglicane, se portent caution du héros et de l'héroïne, si tant est que ces mots conviennent. C'étaient une villageoise de Nacton, près de la côte, et un matelot occupé de faire la contrebande. Quelque intérêt moral et même historique relève sans doute ces humbles aventures; elles annoncent et décrivent un état de mœurs extraordinaire et inconnu; toutefois je ne conseille ni aux dames poëtes, ni aux statisticiens, ni aux savants, de perdre leur temps à lire une histoire d'amour aussi vulgaire. Ils sont avertis, et doivent se tenir sur leurs gardes; s'ils ne rencontrent dans ces pages, qui ne valent que par la réalité, ni érudition, ni métaphysique, ni grandes vues, ils ne s'en prendront qu'à eux-mêmes de les avoir abordées et parcourues.

Le petit village de Nacton, dans le comté de Suffolk, est composé d'une seule rue qui dort sur le penchant d'une ravine obscure. Quand vous l'apercevez ainsi

couché au creux de sa vallée boisée et solitaire, vous vous demandez si c'est un village vivant ou mort; et la nuit, en traversant cette rue déserte, vous vous étonnez bien plus encore d'entendre un long et perpétuel mugissement qui vous poursuit : c'est la mer, que l'on ne voit pas, mais qui parle.

En effet, la mer n'est pas loin, et reçoit dans son sein près de là le Stour et l'Orwell, rivières qui forment à leur embouchure des alluvions dangereuses, recouvertes d'herbes et de sable. Entre l'Orwell et Nacton se trouve cette vaste étendue de terrain dont une partie est renommée aujourd'hui pour sa fécondité, et qui doit le nom de Wolfkettel (*chaudron du loup*) à la bataille sanglante livrée par le duc saxon Wolfkettel ou Ulfkettel contre les Danois. Il paraît que le sang des humains engraisse prodigieusement la terre, ou que Dieu veut nous payer en bienfaits les douleurs et les violences que notre race s'impose, car presque tous les champs de bataille, et celui-ci entre autres, sont devenus célèbres par l'opulente beauté de leurs moissons. Au milieu de l'aridité de cette triste grève, couverte de galets accumulés et roulés, une portion de *Wolfkettel's tract*, celle qui avoisine l'Orwell, est cultivée avec succès depuis dix siècles par une population de fermiers, la plupart descendants des envahisseurs danois. Une vaste chevelure jaunâtre flotte sur les épaules de ces hommes de taille gigantesque et à la large carrure que l'on aperçoit la main appuyée sur des chevaux du Nord aussi énormes qu'eux, les dirigeant du matin au soir avec une gravité imperturbable et une dignité de héros dans le sillon parallèle au sillon voisin. Les bêtes et les hommes se ressemblent; la crinière d'argent de la jument robuste au garrot musculeux, au vaste poitrail, à la robe bai-clair, flotte au vent de la mer avec la chevelure blonde de celui qui la conduit. Le patois de ces paysans est d'un autre temps et d'un autre monde; lorsque le cheval a fini le sillon, le cri *wourrah!* rappelle le vieil accent de guerre. Quand il en recommence un autre, le paysan crie *wourrhie!* Les fortes gutturales du Nord sortent de ces poitrines colossales et rendent des sons aussi inintelligibles pour l'Anglais de Londres que le langage des îles Caraïbes. Quelquefois, sur le dos de l'un de ces chevaux, il y a quelque petite fille saxonne, blonde et transparente, avec ses petites jambes toutes nues qui vont se perdre dans les poils de la crinière. Les femmes, au surplus, montent à cru les chevaux de leurs pères, et dans les rencontres fréquentes des contrebandiers et des gardes-côtes, on les voit, ou plutôt on les a vues, car ces mœurs commencent à s'éteindre, manier résolument l'épée courte du matelot et le pistolet d'abordage. Les noms comme les habitants de ces parages (North-Folk, *Norfolk;* — South-Folk, *Suffolk;* — East-Saxon, *Essex*) sont encore aujourd'hui sans mélange de race et de sang normand. Cracknell, Catchpole, Wringnell, Springtree, vrais noms roturiers, ont traversé les siècles sans déroger, sans se mêler à la noblesse des Beauclerc (Beauclerck) et des Courcy (Churchill) de Normandie.

La ville d'Ipswich, bâtie presque à l'embouchure de l'Orwell, est le centre du mouvement agricole et commercial de tout ce canton. Le voyageur l'aperçoit du haut de la Colline de l'Évêque (*Bishop's-Hill*), après avoir passé Nacton, et s'il tourne le dos à la mer, il découvre et domine une vaste et gracieuse étendue de pays. Un amphithéâtre inégalement boisé, d'où s'élèvent comme par étages des forêts et des prairies semées de douze bourgades ou villes annoncées par les aiguilles de douze clochers gothiques, borne l'horizon à plusieurs milles de distance. Au loin serpente l'Orwell, qui s'élargit en se rapprochant de la mer, pénètre dans plusieurs vallées, disparaît et reparaît sous la lumière et dans l'ombre, décrit

une courbe élégante, et après avoir entouré de son arc de cercle la jolie ville d'Ipswich, située au pied de la colline, forme ces marécages dangereux dont nous avons parlé, et se précipite dans le Stour. Souvent ces rives ont servi d'études favorites aux paysagistes anglais, qui recherchent curieusement le contraste assez rare du mouvement maritime et des beautés agrestes, le mélange d'une culture riante et des sauvages aspects d'une côte désolée.

Vers la fin du dernier siècle, une vieille superstition attachée à l'un des points les plus élevés et les plus stériles de la plage, qui se nomme *Bawdsey Cliff* ou Pic de Bawdsey, subsistait encore et semblait même se raviver. Les gardes-côtes (la plupart Irlandais), stationnés de distance en distance derrière les pyramides de pierres sèches et de débris maritimes, pour faire le guet et découvrir les embarcations des contrebandiers, toujours errantes ou cachées dans les échancrures du rivage, n'avaient pas peu contribué à entretenir cette terreur populaire ; rien n'est plus superstitieux qu'un Irlandais. Le gouvernement les employait cependant de préférence : ils étaient braves, gais, actifs et vigilants ; leur vivacité, leur vigueur, leur amour de la bataille, cette bravoure étourdie qui les distingue, ces ruses de sauvages qu'ils emploient merveilleusement, en faisaient des adversaires redoutables pour les ennemis de la douane. Ils bravaient la pluie et le vent, l'orage et la chaleur, l'épouvantable bise qui siffle sur ces sables, et même, sans la rendre à personne, la haine violente à laquelle leur triste métier les exposait. Ils se faisaient tuer et ils tuaient avec une bonne humeur imperturbable. Les paysans, amis de la contrebande, pardonnaient à ces Irlandais, qui souvent s'asseyaient à leur table et leur contaient des histoires merveilleuses, — par exemple, que du côté de Bawdsey Cliff une légion de fantômes habitaient, que ces fantômes étaient ceux des contrebandiers d'autrefois, que leur apparition était du plus mauvais augure, qu'ils disparaissaient à volonté dans les sables, et que tout officier du gouvernement assez hardi pour les suivre était infailliblement perdu et englouti dans les régions souterraines. Voici la cause de cette croyance, qui, grâce à la facilité oratoire des Irlandais et à la crédulité de leurs auditeurs, s'était répandue assez loin.

Une cabane de pauvre apparence, avec un petit verger entouré d'un mur en pierres sans ciment, occupait le sommet de Bawdsey Cliff. Près de la cabane, derrière le mur du verger, se trouvait un puits sans margelle, d'une structure grossière, remarquable seulement par la grosseur du câble et la largeur du seau de bois qui servaient à puiser de l'eau. L'orifice de ce puits était protégé par un amas de tessons et de fragments de bouteilles qui empêchaient d'en approcher ; ce n'était pas sans motifs que l'on en avait ainsi défendu les abords ; à douze pieds environ du sol, dans la paroi du puits, bâtie des pierres ou galets qui couvrent la côte, s'ouvrait une petite arcade surbaissée ; elle servait de porte à une grotte singulière et longtemps ignorée de tout le canton, dont c'est une des curiosités naturelles.

La forme de cette grotte est circulaire, elle présente un entonnoir immense, aussi parfait que si le compas et l'équerre en eussent achevé l'exécution. Des sillons réguliers, s'élargissant et s'espaçant davantage à mesure qu'ils se rapprochent de la voûte, tracent autour de la grotte leurs cercles concentriques, et attestent le séjour d'une masse d'eau, qui, se frayant, à travers les sables, un passage vers la mer, a longtemps tourbillonné dans cette cavité, dont elle a creusé l'argile, pour en ressortir par une autre issue. Les contrebandiers de ces cantons avaient depuis longtemps mis à profit cette ressource naturelle ; ils avaient détourné le

cours d'eau en lui donnant une issue vers l'Océan ; ils avaient voûté la grotte, pratiqué dans la voûte un trou qui, aboutissant à la cheminée de la chaumière, confondait la fumée de celle-ci avec la fumée du feu allumé dans le souterrain ; enfin, pour compléter le succès de tant d'inventions ingénieuses, ils avaient meublé avec quelque recherche ce domicile, où l'on ne pénétrait que par le puits, c'est-à-dire par le seau qu'une main amie, celle du paysan habitant de la chaumière, ou de sa femme, arrêtait juste devant la petite arcade servant de porte à la grotte. Le mur cachait le puits à ceux qui remontaient le Cliff du côté de la mer, de sorte que tout contrebandier vivement poursuivi tournait le mur, s'élançait dans le seau, qu'il entraînait par son poids, s'arrêtait lui-même devant la porte de la grotte, au moyen d'un grappin qu'il se tenait prêt à jeter et qui lui servait d'ancre, et s'élançait, malgré toutes les recherches, dans une chambre obscure, ronde et voûtée, étroite par le bas, large par le haut, d'ailleurs aérée et saine, où il trouvait des aliments, du feu et un abri. La disparition fantastique des contrebandiers s'était répétée si souvent, que de Nacton à Ipswich l'existence des fantômes était devenue un article de foi.

Il y eut cependant un Irlandais nommé *Pat O'Brien* que cette explication surnaturelle ne satisfit pas. Ce Pat était malin, et il voulut en avoir le cœur net. Il avait remarqué ce mur et ce trou, par où s'opérait régulièrement l'escamotage des contrebandiers poursuivis, et il lui prit une envie extrême de savoir ce que contenait l'intérieur du *Puits des Fantômes*. Il pouvait lui en coûter cher, comme on va le voir.

La cabane était habitée par la famille d'un vieux laboureur dont les contrebandiers s'étaient fait un ami fidèle. La population presque entière de ces grèves était pauvre. Plus d'un ballot de dentelles, plus d'un châle de haut prix, sans compter les barils d'eau-de-vie, de rhum, de genièvre, et les pipes d'écume de mer passaient du pont des bricks chez ces paysans, qui n'avaient point envie de prendre parti contre l'illégale industrie qui leur fournissait à très-bon marché des objets précieux. La plupart fermaient les yeux lorsque les capitaines de bricks débarquaient la nuit ce qu'ils appellent encore la cargaison du *clair de lune*. Dans tous les pays, dès que l'homme peut attester son ancien droit à la liberté sauvage, il s'y rejette avec une grande joie, et les gens des frontières, comme les habitants des côtes, sont volontiers contre la loi pour le contrebandier de terre ou de mer. La femme du laboureur était dans ces sentiments; elle avait reçu plus d'un cadeau des capitaines de bricks, et leur était dévouée. Pat, le garde-côte, s'adressait donc on ne peut plus mal quand il témoigna le désir de voir un peu ce qui se passait dans ce fameux puits, à la femme du laboureur, une de ces maîtresses-femmes dont j'ai parlé. Elle consentit, sans trop se faire prier, à l'y descendre, « puisqu'il avait la singulière fantaisie de le visiter ; puis elle le laissa se placer à son aise dans le baquet, et, la chaîne se déroulant avec plus de rapidité qu'il ne s'y attendait, il se trouva précipité dans une eau assez profonde, plongé, replongé, baigné à plusieurs reprises et balancé par la main de la villageoise. En vain ses cris plaintifs essayèrent d'attendrir son bourreau féminin. *Jewel! H'angel! d'harling!* criait-il avec son aspiration orientale!... Elle ne cessa de descendre et d'abaisser alternativement la corde que lorsqu'elle n'entendit plus rien. Pat reconnut son étourderie, se cramponna à l'anneau de fer du seau et ne bougea plus; il espérait, en faisant le mort, échapper à sa persécutrice et grimper le long du câble avec cette agilité que les hommes de mer exercent si souvent à leur bord. Il avait af-

faire à des ennemis acharnés, aussi adroits, mais plus vigilants que lui. L'avantage leur appartenait.

Il lève la tête, n'entend plus de bruit, regarde, appelle, on ne lui répond pas; il saisit la corde, s'aide des mains et des pieds et se trouve bientôt en face de l'ouverture du puits. Au moment où il s'arrête pour respirer un peu, se croyant sauvé, ses deux jambes sont saisies par une pince de fer qui les serre inhumainement; ses mains lâchent prise, il tombe la tête en bas et se trouve attiré vers la porte de la grotte, où un matelas amortit le coup terrible qui lui aurait brisé le crâne contre la paroi du puits. Enfin, jeté dans la cave même, le pauvre Pat entendit de longs éclats de rire retentir à ses oreilles, et vit une douzaine de matelots que la mésaventure du garde-côte trop curieux jetait dans une gaieté extraordinaire et bruyante.

Pat était en effet tombé au milieu d'une réunion complète de ses mortels ennemis, et, si nous avions un roman à écrire, ce serait ici le lieu de peindre l'intérieur de la caverne, les torches flamboyantes, les moustaches des contrebandiers, l'effroi de Pat l'Irlandais, et la persuasion où il devait être que l'enfer venait de s'ouvrir pour lui; mais nous sommes historiens : ne trouvant rien de tout cela dans les *Reports* et les *Judiciary Documents* de l'année 1790, où ces événements eurent lieu, nous dirons seulement, et sans empiéter sur le domaine des romanciers, que nos fraudeurs se trouvèrent aussi embarrassés de leur prise que Pat de sa personne. On ouvrit plusieurs avis; celui qui réunit le plus grand nombre de voix fut le plus dur. Il n'allait à rien moins qu'à se défaire du pauvre Pat, seul moyen d'assurer son silence éternel et de ne plus le craindre. Pat maudissait trop tard sa curiosité excessive et aventureuse; il avait découvert le secret de ces gens qui voyaient leur vie compromise, et qui ne reculaient devant rien. On commença par prier l'Irlandais de boire un verre de gin pour se réconforter et se préparer au grand voyage, puis on lui donna le choix de la porte par laquelle il aimerait le mieux sortir de la vie. Noyé dans le puits ou achevé à coups de sabre? lui demanda-t-on. Il répondit qu'il aimait mieux *ni l'un ni l'autre;* et comme personne ne riait, le capitaine entra, si l'on peut appeler une entrée cette descente par le seau du puits que nous avons déjà décrite. Will Laud, c'était son nom, et il paraîtra souvent dans cette histoire, était un jeune homme de vingt-cinq ans, reconnu pour chef par ces hommes. Il fit bander les yeux du pauvre Irlandais, le fit placer au fond du baquet fatal, enveloppé d'une toile à voile, et la corde du puits se mit à jouer. Pat, qui s'était recommandé à saint Patrick, et qui avait cru descendre au fond du gouffre, subissait un mouvement d'ascension; quand il ouvrit les yeux, il se vit à bord d'un fort joli brick, celui même du capitaine Laud; on le promena quelque temps le long des rivages, et l'on finit par le déposer sur un point désert de la côte orientale, en lui donnant quelque argent pour son voyage, et en lui recommandant le silence pour prix de la vie qu'on lui accordait.

On peut juger, d'après le fait très-réel que nous venons de rapporter, des ressources dont disposaient les fraudeurs de la côte de Suffolk, et des vastes bases sur lesquelles ils opéraient. Profitant des circonstances favorables, et surtout de l'intérêt qu'ils inspiraient à la plupart des laboureurs et des paysans, ils avaient leurs espions, leurs forteresses, leurs lieux de plaisance, leur trésor, leur marine, leurs arsenaux, et jusqu'à leurs relais préparés d'avance. Souvent il leur arrivait de saisir et d'employer pour une nuit tous les chevaux d'un propriétaire ou d'un fermier, qui ne s'inquiétait point de la disparition momentanée de ces animaux;

il savait que le lendemain matin ils seraient renvoyés à l'écurie en bon état, et accompagnés d'une rémunération généreuse.

Ainsi s'établissait une organisation complète, qui, grâce à la connivence des uns et à l'audace des autres, détruisait une bonne partie des revenus de l'état. Les employés du gouvernement avaient à lutter à la fois contre les intempéries des saisons et des tempêtes, la mauvaise volonté des gens du pays, la ruse expérimentée de leurs adversaires et l'asile toujours ouvert que les flots de l'Océan leur offraient. Aussi mettaient-ils dans cette lutte inégale une sorte de point d'honneur acharné qui faisait de cette partie de la côte anglaise un des lieux les plus dramatiques de l'Europe. Ce ne fut que plus tard, lorsque la guerre permit de détourner au profit du service public l'activité des plus audacieux et des plus habiles parmi ces fraudeurs, et de les enrôler sur les vaisseaux de l'état, que le gouvernement parvint non pas à détruire, mais à renfermer la contrebande dans des bornes plus modestes et à réduire les bénéfices de ce trafic, dont les principaux résultats vinrent d'ailleurs se concentrer dans les mains d'un seul homme.

En 1841 mourut à Londres un personnage bien connu sur toute la côte de Suffolk et d'Essex, auquel la loi n'avait jamais pu adresser de reproche, et qui n'avait pas cessé de la braver. Il était maître de douze bricks et propriétaire de quatorze maisons ou magasins sur divers points. Les contrebandiers le reconnaissaient pour roi, et jamais royauté ne trouva de sujets plus fidèles. Aucune preuve suffisante ne s'élevait contre lui, rien ne pouvait ou même n'indiquait sa complicité, encore moins sa situation et son rang. Armateur et commerçant patenté, il possédait à ce titre trois navires consacrés au commerce légal, et qui servaient de couverture à la portion illégale de son trafic. Les mauvaises chances tombaient sur les gens qu'il mettait à la tête de ses expéditions ; chaque brick avait son capitaine auquel des gains considérables étaient assurés en cas de succès, des lieux de repaire et des abris ménagés en cas d'insuccès ; ces agents avaient intérêt à cacher soigneusement la main qui pouvait leur être utile en toutes circonstances. Ce capitaine Barwood mourut riche, et sans avoir affronté une seule fois la mer, qu'il ne cessait pas d'exploiter. Il était hardi, fin, rusé, sans principes, sans foi, et connaissait les hommes.

Will Laud, que nous venons de voir si généreux, un de ses principaux instruments, avait été bercé au bruit de la lame, dans le bateau de son père, toujours debout sur un bac, devant Harwich et le fort Langer. La mer, qui pénètre fort avant dans les terres, entre la côte d'Essex et la côte de Sussex, forme là une échancrure dont l'un des bords est couronné par le fort Langer, et l'autre par la ville de Harwich ; le père de Laud, payé par le gouvernement pour le service des dépêches entre Harwich et le fort, dirigeait le bac, aidé par son jeune fils Will Laud, et c'était une rude besogne. Le capitaine Barwood remarqua ce jeune homme vigoureux et adroit, capta sa confiance, et fit de lui, à vingt-deux ans, l'un de ses capitaines, le maître de l'un de ses plus beaux bricks.

Il n'était pas étonnant que Laud, malgré le désir de son père, le batelier de Harwich, eût écouté les avis et cédé aux séductions de cet homme habile. La vie des fraudeurs passait pour une vie héroïque et glorieuse; pendant que la mer brise ses lames sur les rochers et les sables, les journaux de Londres et de l'intérieur de l'île viennent chaque jour murmurer aux oreilles de ces paysans pauvres et ignorants des bruits de triomphe, de gloire, de combats, de guerre, de pays vaincus, de richesses bien ou mal acquises, et tout invite les habitants de ces plages à tenter

la fortune et à courir la mer de leur côté, pour se créer aussi de l'illustration et de l'aisance. Un motif puissant avait surtout déterminé le jeune Laud à choisir la périlleuse carrière qu'il parcourait; il était pauvre et amoureux. Il avait vu et il aimait la jeune Marguerite, fille d'un fermier de Nacton, nommé Catchpole, une charmante fille qu'il voulait épouser, et à laquelle il n'était pas indifférent. Comment lui assurer cette indépendance si désirée? La route de l'industrie honnête était longue, celle de la mer lui était ouverte.

Il partit donc sans avertir Marguerite, s'empara du brick qui lui fut offert par le capitaine, et ne cessa plus d'aller et de venir de Hollande en Angleterre et d'Angleterre en Hollande. L'un des plus audacieux et des plus heureux parmi ces écumeurs de mer, il se fit une réputation dans son genre. « Will Laud, dit le révérend Richard Cobbold, qui l'a connu et qui l'excuse volontiers, était le véritable type de sa race et de son état. Grand, le front haut et droit, l'œil bleu, les cheveux blonds et bouclés, la courbe du nez impérieuse et puissante, les lèvres fortes et le menton massif, sa physionomie était celle qui convient à la résolution devant le péril, à l'amour ardent des entreprises, » à cette vie même que sans doute avaient suivie ses ancêtres, pirates venus dans ces contrées pour labourer une terre plus fertile que la leur. Marguerite Catchpole, dont le révérend a donné le portrait en pied, portrait qui sert de frontispice aux deux volumes, offrait un type absolument contraire, « le teint basané et chaud de la bohémienne, les cheveux d'un noir mat, les yeux brillants, bruns, intelligents, les joues rondes, la taille déliée. »

Tels sont les personnages de ce drame, personnages vulgaires assurément par leur condition et leur fortune, sympathiques dans leurs contrastes, et qu'un autre destin aurait pu mener à ce que les hommes appellent l'héroïsme. Il y avait de la bravoure et de la générosité chez Laud, comme sa conduite envers le pauvre Irlandais l'a prouvée; quant à Marguerite Catchpole, qui tiendra la première place dans ce récit, sa nature était plus distinguée. Donnons leur rang et leur prix aux énergies populaires; plaçons dans leur cadre véritable chacun des fils de Dieu; que l'âme humaine soit honorée partout où éclate sa force, et que l'individu garde sa valeur en dépit des circonstances et des accidents. Or, cette Marguerite Catchpole, fille de fermier, servante condamnée aux travaux-forcés, qui est morte avec un demi-million de fortune, près de la ville de Sidney, et dont le fils est aujourd'hui un des hommes distingués de son pays, n'était point, malgré sa déportation, une heureuse ou vulgaire criminelle, mais une touchante héroïne.

J'aurais voulu que le révérend biographe ne cherchât point à grandir et à embellir ce personnage. Il lui arrive de faire de temps à autre du sentiment, dont on le dispenserait volontiers, et de semer de points d'exclamation la simplicité du récit. Margaret Catchpole ne savait pas lire, et c'est ainsi que je l'aime. A treize ans, apprenant que sa maîtresse, la fermière de Nacton, est malade, elle détache le petit poney dans l'écurie, saute à cru sur son dos, sans selle et sans bride, descend la *Colline de l'Évêque* au grand galop, et finit par arriver sur la grande place d'Ipswich, chez le chirurgien, tout étonné de la visite. Elle répondait, comme on le voit, au signalement que j'ai donné plus haut des femmes du pays, de leur énergie audacieuse et de leur activité passionnée.

Non-seulement nos deux personnages étaient merveilleusement préparés pour ce qu'il y a de plus fatal au bonheur, et même à la vertu, pour le roman dans la vie réelle, mais, par une singulière harmonie, le paysage qui les entourait, et que j'ai déjà indiqué, était digne des acteurs par la singularité pittoresque. Aucun des poëtes

paysagistes anglais n'en a parlé, ni Thompson, ni Spencer, ni Cowper, ni Shenstone, pas même Crabbe, qui a séjourné sur un autre point de la côte d'Angleterre, côte plus stérile, moins fréquentée, et qui ne vit pas de contrebande; il en a décrit les mœurs sauvages avec une minutieuse énergie. Les localités méridionales, dont parle M. Cobbold, et qu'il décrit assez mal d'ailleurs, seraient plus dignes d'un poëte et d'un peintre ; quelques paysages ravissants se dérobent dans les replis de ces collines situées à quelques lieues de la mer.

Une ferme nommée Alneshbourne, par exemple, réfugiée et comme recluse dans les ruines d'un vieux couvent de frères augustins, eût fait les délices de Gray ou de Cowper. Le fossé est détruit, l'eau qui le remplissait en baignant les murs du monastère, continue de bruire librement autour de la ferme; la tour est renversée, le clocher abattu, la charpente de la toiture à nu, et les armes féodales de Michel de la Pole, tué par nos Français à la bataille d'Azincourt, apparaissent massivement sculptées au-dessus d'une porte gothique, arche triomphale qui ne laisse plus passer que des meules de foin et des gerbes de blé. A droite, une pente douce et insensible, couverte du tapis le plus fin et le plus vert que puisse fournir le gazon anglais, descend de la colline qui domine la mer, et aboutit à l'ancien fossé ; à gauche, un petit bois de chênes nains remonte doucement la pente opposée, et boise la colline parallèle ; d'énormes chênes, contemporains des moines, favorisés par l'humidité de ce terrain creux, s'élèvent comme de gigantesques colonnades, étendent leurs bras noirs et noueux par-dessus les eaux murmurantes, et, se courbant en voûte au-dessus de la ferme qu'ils semblent protéger, vont rejeter l'extrémité de leurs rameaux noirs de l'autre côté de l'édifice en ruine. Dans les interstices de leurs feuillages, et entre les deux collines, vous apercevez une clairière étroite et lointaine, et tout au fond de cette perspective sans bornes une étincelle bleue qui est la mer. C'était dans la ferme d'Alneshbourne que la jeune villageoise était en service.

La résolution de William avait été blâmée vivement par elle; elle s'était même refusée à recevoir les présents de rubans et de dentelles que le contrebandier de temps à autre avait essayé de lui faire parvenir. Le cours des choses ne tarda pas à justifier les prévisions de la jeune fille et ses conseils, car le métier choisi par William n'était pas sans dangers. Un jour, le passeur de Harwich, son père, que le gouvernement venait de priver de sa petite place pour le punir des déportements de son fils, le rapporta sur ses épaules, le crâne horriblement fracturé dans une rencontre. Édouard Barry, chef des gardes-côtes sur la plage de Bawdsey, s'était battu corps à corps avec le jeune contrebandier. Marguerite le veilla pendant un mois entier, guérit sa blessure, et lui fit promettre qu'il ne jouerait plus désormais un jeu si terrible et si dangereux; mais William avait donné une promesse difficile ou impossible à tenir. Une fois que l'on a goûté de la vie bohème sur la terre ou sur les eaux, on est attiré sans cesse vers la volupté âpre de cette indépendance sauvage. Aussi William, après avoir quitté la cabane de Nacton et les soins de Marguerite, n'eut-il rien de plus pressé que de remonter sur son brick, de prendre le nom inconnu de capitaine Hudson, et de continuer le cours de ses exploits. Il trouvait à cette ruse l'avantage de passer pour mort et de tromper la recherche d'Édouard Barry, le garde-côte, celui-là même qui lui avait porté cette terrible blessure.

Les Barry, et cela peut charmer les esprits systématiques qui tiennent à la théorie des races, ne ressemblaient en rien à William Laud ; on sait que le nom de Barry

n'est autre que celui des Barré normands, métamorphosé par leur séjour en Angleterre, et provenant des moines *barrés,* c'est-à-dire de certains ordres qui portaient des manteaux bariolés de blanc et de noir. Les Barry étaient braves, mais parfaitement soumis à la loi du pays, ennemis jurés des fraudeurs et de la contrebande, sévères dans leurs transactions et méthodiques dans leurs habitudes. Édouard Barry, lieutenant des gardes-côtes, avait eu avec le jeune homme cette altercation violente dont nous avons vu le sanglant résultat. Son frère, John Barry, plus doux de caractère et plus paisible de mœurs, était employé chez le fermier d'Alneshbourne, à côté de Marguerite, dont il s'éprit. Le caractère de Ralph, si merveilleusement imaginé et dessiné par Mme Sand dans son roman d'*Indiana,* rappelle celui de Jean Barry, dont nous verrons plus tard s'accomplir la destinée singulière. Il savait quel sentiment remplissait le cœur de la jeune fille et se gardait bien de lui demander un amour qu'il ne pouvait obtenir ; mais il restait près d'elle comme le héros dont nous avons parlé, silencieux, fertile en attentions délicates, triste et résigné. Le bruit de la mort de Laud s'étant répandu, il eut un moment d'espoir, et l'exprima naïvement. Marguerite, qui avait foi dans son fiancé, le croyant au service légal d'un capitaine de vaisseau hollandais, répondit à Barry qu'elle était engagée, que William vivait encore, et notre Ralph, dont la figure douce, les traits délicats et le teint rose n'avaient pu vaincre chez Marguerite l'idée fixe d'une résolution antérieure, reprit sans se plaindre la position douloureuse que le sort lui assignait.

Cependant le capitaine Hudson, dont Marguerite ne soupçonnait pas l'identité avec William, faisait grand bruit sur la côte. C'était le plus hardi et le plus heureux parmi les lieutenants du *roi de la mer*, le capitaine Barwood. Lorqu'un attelage de huit chevaux vigoureux emportait vers l'intérieur des terres, sous le coup de fusil des douaniers, auxquels l'équipage des fraudeurs répondait, ces cargaisons « du clair de lune » qui se transformaient en *bank-notes* et en guinées, c'était à William qu'elles appartenaient. Toutes sortes de ruses étaient employées pour mettre sur une autre piste et pour décevoir le garde-côte Edward Barry, et l'on y réussissait souvent, grâce aux efforts combinés de William et de son contremaître Luff, un homme de fer que le chef, selon son habitude politique d'avoir un homme à lui, dévoué et sans scrupule, qui surveillait et dirigeait, sans en avoir l'air, les actions du capitaine nominal, avait placé auprès du jeune William. Luff ne craignait rien, ne respectait rien, et ne s'arrêtait devant aucune difficulté. C'était moins un homme qu'une bête de proie nourrie et élevée sur la mer. William lui avait dit souvent que tout son désir, quelque bonne capture une fois accomplie, était d'épouser Marguerite, et le nom de la jeune fille, qui se représentait à travers les expéditions, les périls et les plaisirs de ces deux hommes, fatiguait l'oreille de Luff. « Parbleu! dit-il à son capitaine, vous voilà bien embarrassé. Puisque vous voulez cette fille, mettons-la à bord du brick, et tout sera dit. — Luff, je veux qu'elle soit ma femme. — Votre femme, soit. Il y a des églises en Hollande et partout. »

Les deux hommes s'entendirent pour qu'un rendez-vous fût donné à Marguerite sur les bords de l'Orwell, près de l'embouchure, à côté des derniers chênes de ce grand parc de Wolverhampton, dont les racines noueuses apparaissent sous le gazon velouté qui leur sert de lit et vont se baigner après de longues sinuosités dans le flux et le reflux de la mer. Le brick à quelque distance, une chaloupe qui devait remonter avec le flux et emporter Marguerite avec le reflux, tout fut préparé par les deux contrebandiers ; et Luff se présentant au prieuré d'Alneshbourne

comme un matelot hollandais, parlant patois afin de mieux tromper la servante, la prévint que son fiancé, qui n'avait que deux heures à passer à terre, l'attendait au lieu indiqué. Il était cinq heures du soir. Il y avait huit mois que Marguerite n'avait entendu parler de William; on peut imaginer sa joie.

John Luff tombait au milieu de l'une de ces vieilles coutumes saxonnes qui se maintiennent obstinément dans cette partie de l'Angleterre. Tels sont l'*yule-log*, ou bûche de Noël, sur laquelle les antiquaires disputent encore, et l'*harvest-home*, dernier jour de la moisson, dont le nom même remonte à plus de mille ans. L'*harvest-home*, dont on s'occupait au moment que je signale, est accompagné, dans ces parages, du *hallow-largess*, qui appartient exclusivement aux provinces du midi de l'Angleterre, et offre un mélange singulier de deux souvenirs du moyen âge; le cri chevaleresque *largesse!* s'y joint à la clameur joyeuse du *hallow* des Saxons. John Barry assistait au repas, et, au milieu de la gaieté rustique que les brocs d'ale entretenaient, son amour secret pour Marguerite était l'objet de plaisanteries qui blessèrent cette âme délicate. Il se hâta donc de fuir pour aller se coucher chez son père, pendant que Marguerite, le cœur palpitant et tout embarrassée de trouver un prétexte ou une occasion de sortie, plaçait sur sa tête à la hâte le petit chapeau de paille, et sur ses épaules le petit châle rouge, sans lesquels la plus humble fille d'Angleterre ne se croirait pas *respectable*.

C'était le 29 septembre 1792, car M. Cobbold, dont la famille a eu de grands rapports avec les Catchpole, a soin de marquer les dates avec la minutie d'un historiographe; la lune commençait à paraître à travers les chênes du prieuré, et les paysans continuaient leurs *harvest-home* à grands renforts de chansons et de rasades, lorsque deux hommes, dirigeant une petite barque à voile latine, remontaient l'Orwell avec la marée montante en s'encourageant mutuellement. Ils côtoyaient le rivage et semblaient se cacher, pendant qu'une embarcation étrange, plate, oblongue, et plus semblable à une boîte ou à un cercueil qu'à un bateau, les suivait à la piste. Elle était surmontée d'une draperie flottante et de couleurs variées, et conduite par un être bizarre que certes aucun romancier n'eût fait éclore de son cerveau, et dont presque tous les ports de mer possèdent l'analogue en Angleterre. C'était un vieillard à peu près idiot, qui vivait sur l'Orwell dans une vieille barque trouée et rapiécée, ornée d'une voile de toutes couleurs. Son grand bonnet pointu, fait d'un manchon usé de vieille femme, sa longue perche, au moyen de laquelle il dirigeait sa pauvre embarcation chancelante, et les fragments de calicot rouge, de velours vert et de soie fanée qui formaient sa voile d'arlequin, le signalaient moins encore à la risée des petits enfants et à l'étonnement du peuple que les amulettes innombrables dont sa personne était surchargée. On le nommait Robinson, et peu s'en fallait qu'on ne le prît pour un sorcier de la mer. Il passait sa vie à recueillir des crabes et de petits poissons qu'il vendait; ce n'était pas sans une sorte de terreur superstitieuse que la population des côtes regardait ce pauvre vieillard. Il semblait épier la direction du bateau et les actions des deux hommes qui le montaient, auxquels il adressait de temps à autre des paroles incohérentes.

Dans ce même moment, le mélancolique et doux Jean Barry, le Céladon du village, passait tristement la planche jetée sur le vieux fossé du prieuré, et Marguerite, dont le cœur battait fort, descendait vers la mer, sur laquelle une ligne rouge signalait à l'horizon le départ du soleil. Son entrevue avec William fut longue et passionnée, très-longue surtout au sentiment de Jean Luff, couché dans

la barque et immobile, selon les ordres du capitaine, en attendant le coup de sifflet qui devait préluder à l'enlèvement. L'échancrure circulaire que forme la mer sur ce rivage, bordée d'un sable fin régulièrement accumulé par le reflux, et couronnée d'un épais diadème de chênes noirs et touffus, donnait un intérêt nouveau et une couleur toute romanesque à la situation de ces trois embarcations diverses : le brick, qui en occupait la pointe occidentale, le canot plat de l'idiot, amarré au centre, et dans lequel Robinson se tenait debout comme pour observer, et enfin la chaloupe qui renfermait John Luff. Une petite maison de briques rouges, celle de Barry le père, garde-forestier, apparaissait à demi ensevelie sous les arbres, au-dessus desquels la lune dans son plein brillait de tout son éclat.

Marguerite aimait William de toute son âme, et on le verra bien plus tard; mais il n'y avait pas de volonté plus obstinée que la sienne dans les résolutions qu'elle jugeait bonnes. La résistance de la jeune fille, que William engageait à le suivre, était donc énergique et invincible; elle alléguait qu'il serait facile à William, devenu, comme il le prétendait, un honnête matelot, de se faire sur la terre ferme une situation au moins équivalente à celle qu'il occupait à son bord; elle ne lui cachait pas son amour, mais elle ne voulait point céder. William crut la déterminer en lui avouant qu'il n'avait pas changé de vie, qu'il était le fameux capitaine Hudson, et qu'il fallait ou le suivre ou renoncer à lui. Cet aveu, au lieu de triompher des résistances de Marguerite, les rendit plus vives. Alors elle parla d'un jeune homme qui l'aimait, et dont les propositions pourraient être écoutées par elle, si William ne voulait pas renoncer à la contrebande. La pauvre enfant essayait, par ce moyen violent, d'attirer à elle son fiancé, et de briser ses habitudes dangereuses; elle ne faisait qu'allumer chez lui une irritation ardente, qui augmenta lorsque le nom de Jean Barry fut prononcé. Laud avait gardé la plus profonde rancune contre son frère le garde-côte, Édouard Barry, après ce combat singulier qui l'avait laissé étendu baigné dans son sang.

On s'était donc promené sur la rive pendant une heure de cette conversation pénible et passionnée, et la lune montait dans le ciel, lorsque William, décidé par les derniers mots de l'imprudente Marguerite, porta la main à ses lèvres, et le long sifflet de manœuvre, retentissant le long de la côte, fit sortir de leur cachette deux hommes, le musculeux John Luff, qui s'avança à grands pas vers son capitaine, et le vieux maniaque de l'Orwell, qui resta debout dans son bateau; puis, la perche à la main, longeant les derniers chênes du parc dont l'ombre le cachait, ce dernier marcha lentement, l'œil fixé sur l'endroit où Marguerite, les deux mains dans celles de son fiancé, repoussait une dernière fois ses prières.

Certes Walter Scott, Crabbe ou Godwin n'eussent pas dédaigné cette figure originale que nous n'inventons pas; on peut lire sa biographie complète dans une feuille périodique du comté de Suffolk, à la date du 8 novembre 1811 (1), et tous les faits de cette narration, il faut bien le répéter, n'ont d'intérêt que par l'authenticité même de leur bizarrerie.

Ce maniaque de l'Orwell était comme poussé d'une secrète divination des évé-

(1) The ancient fisherman whose character is here portrayed is not a mere creature of the imagination, but an eccentric being, once resident in the parish of Saint-Clement, Ipswich, by name Thomas Colson, but better known by the appellation of Robinson Crusoe..., etc. *Suffolk Garland*, 8 9ber 1811. Harwich.

nements funestes; les passions l'attiraient, ainsi que les catastrophes; il les pressentait, il accourait, il était là, sans malveillance, sans rapacité, sans méchanceté, uniquement pour assister à l'incendie, au naufrage, aux scènes de violence; il disait, en secouant ses amulettes, qu'il voyait le démon sur la figure du meurtrier, ou dans la flamme qui dévorait les poutres. Robinson Crusoë arrivait à temps, car John Luff ayant saisi à bras le corps, sur un signe de William, la pauvre Marguerite, cette dernière se débattait avec une énergie furieuse entre les mains de ces deux hommes, et poussa un de ces cris aigus de l'extrême détresse qu'on entend à plusieurs milles de distance. Cependant Luff l'emportait vers la chaloupe, et William essayait de la calmer, pendant qu'un homme, attiré par cette longue clameur, débouchait du plus épais du bois, et franchissait en courant tout l'espace qui séparait le parc du rivage. C'était Jean Barry, que ses camarades avaient banni de la table de l'*harvest-home* par leurs plaisanteries rustiques, et qui s'était dirigé, comme nous l'avons vu, du côté du parc de Wolverhampton, dont son père était garde-forestier. Ce cri de désespoir vient jusqu'à lui; il s'élance, s'arme d'un des pieux fichés dans le sable pour marquer la ligne de la marée, et se précipite vers le point où se trouvaient Marguerite et ses ravisseurs. Alors commença un combat inégal et plein de fureur entre Jean Barry, le contre-maître Luff et William Laud, armé de deux pistolets.

William avait reconnu dès le premier moment le frère du garde-côte, celui qui prétendait à la main de sa fiancée; Luff savait bien qu'il y allait pour lui de la vie et du gibet; des motifs plus généreux, mais non moins violents, précipitaient les coups de Barry, qui avait affaire à deux hommes déterminés. Ainsi les passions les plus terribles animaient ce combat, et Luff, renversé d'un coup de pieu que Barry lui asséna sur la tête, tomba sans mouvement, pendant que le corps presque inanimé de Marguerite tombait avec lui, et, glissant sur le sable, allait se baigner dans les dernières vagues de la grève. Cet incident accrut la fureur de William, qui, voyant Luff hors de combat, visa son adversaire au bras gauche, et le renversa complétement désarmé. Cependant le vieux Robinson accourait, sa perche à la main, et la jeune fille, revenue de sa première frayeur, se relevait pour fuir du côté de la forêt, où les deux ravisseurs, inquiets de leur propre sort, ne pensèrent plus à la suivre. Ils ne tardèrent pas à faire force de rames vers le brick, mécontents de leur soirée, et comprenant bien qu'il n'y avait pour eux de sûreté que dans un prompt départ.

Barry, transporté dans la petite maison de son père et ensuite dans la ferme d'Alneshbourne, devint l'objet des soins assidus de Marguerite; ainsi la pauvre fille, après avoir été la garde-malade de son amant, devenait celle du rival de Laud. La blessure était grave et dangereuse; il semblait à Marguerite que son devoir fût de sauver celui dont la fureur de Laud avait mis la vie en danger : elle ressentait tout ce combat de la passion et de la raison si souvent exploité par l'art dramatique; mais elle ne dit à personne l'angoisse qu'elle ressentait, et fut seulement, comme il arrive aux êtres passionnés, plus silencieuse, plus concentrée et plus distraite que jamais. On commençait à rire d'elle parmi ses égaux, et ceux dont elle avait repoussé les offres de mariage se vengeaient. Barry revint peu à peu à la vie sous les yeux de Marguerite, et seul il eut la générosité de la défendre; il avait failli perdre la vie pour elle, et c'est une grande raison d'aimer davantage que de s'être sacrifié. Cependant il se tramait sur la plage une conspiration des Barry et de leurs amis contre William, et des fraudeurs contre les Barry. L'identité du capitaine

Hudson et de Laud se trouvait ébruitée, et celui qui l'attestait de la manière la plus positive était Robinson, que sa curiosité idiote avait attiré sur la scène du drame que nous venons de raconter. Force fut encore à William de renoncer au nom de Hudson pour y substituer celui de Cook; un voyage au Canada, entrepris pour s'emparer d'une portion du commerce des fourrures, devait effacer le souvenir de ces tragiques violences et dépister ses ennemis. Laud devint donc un véritable corsaire, la destinée inévitable de ces sortes de vies étant de se précipiter, sans pouvoir s'arrêter, sur la pente même de leurs propres fautes.

Marguerite ressentit bientôt les effets de sa liaison avec Laud. Les protecteurs qu'elle avait rencontrés dans sa jeunesse se retirèrent; la misère, la faim, le froid et le désespoir pénétrèrent dans la chaumière de Nacton. On n'entendit plus parler de Laud, dont les expéditions lointaines bronzèrent l'audace déjà si énergique et si violente. Un jour, la jeune fille vit entrer dans sa cabane Jean Barry, prêt à s'embarquer, et qui, regardant William comme à jamais perdu pour elle, renouvela sa proposition de mariage. Elle refusa, disant qu'elle avait promis sa main à un autre. La tête de Laud était mise à prix ; une proclamation offrait cent guinées de récompense à qui le livrerait mort ou vif. Le hardi corsaire reparut cependant, et, dans une entrevue qu'il trouva moyen de se ménager avec Marguerite, voyant que la détermination de la jeune fille était inébranlable et qu'elle n'épouserait jamais le contrebandier, il promit de s'engager dans la marine royale, exécuta sa promesse, obtint sa grâce et se distingua.

Tout allait bien alors; l'espérance renaissait avec l'honneur, et une famille d'Ipswich, celle même à laquelle appartient le révérend Richard Cobbold, prenant en pitié la détresse des Catchpole, accueillit la jeune fille, qui mérita l'estime et l'affection de mistriss Cobbold. Un jour que le second fils de cette dame, muni de son fusil de chasse, de poudre et de plomb, était monté sur un bateau appartenant à son père, pour faire la guerre aux sarcelles et aux canards sauvages, dont ces parages abondent, le ciel se couvrit, l'orage s'annonça, et sept heures du soir avaient sonné, la pluie tombait à torrents, sans qu'on le vît revenir. Ce fut une grande désolation dans la famille. Sur un espace de plus d'un quart de mille, le confluent du Stour et de l'Orwell est bordé de ces alluvions de boue et de sable que recouvrent des plantes marines. Rien n'est plus dangereux que ces rivages, où viennent s'enfoncer et se perdre dans les gros temps les petites embarcations. — A la nuit qui tombait se joignait l'obscurité de la tempête. On s'arma de torches, on courut sur le rivage, on héla à grands cris le jeune homme, dont aucune trace ne s'offrait. Le vieux maniaque pêcheur, qui n'avait pas manqué cette occasion de se trouver à son poste, rapporta qu'il avait vu le jeune homme (aujourd'hui le révérend Richard Cobbold, le narrateur même de cette histoire) côtoyer le rivage dans un bateau pendant une partie de la journée; puis il secoua la tête en homme convaincu non-seulement du danger, mais de la perte certaine du bateau et de celui qui le montait. Plusieurs matelots stationnés dans le port prirent part aux recherches malgré le péril, car la mer était terrible et remontait en mugissant jusqu'à l'Orwell, qu'elle refoulait dans son lit. Laud, qui venait d'arriver après une campagne heureuse, était l'un de ces matelots ; ces plages, si souvent visitées et reconnues par lui lorsqu'il était le capitaine Hudson, ne recélaient pas un seul bas-fond, une seule crique, dont les abords ne lui fussent familiers. Il monte sur un canot, armé d'une longue perche, le seul instrument qui pût lui servir à se diriger, et pénètre lentement dans cette boue profonde que l'orage et la marée achevaient de

détremper. La quille d'un bateau enfoncé dans cette vase lui indique l'endroit où le jeune homme avait disparu, et d'où il parvient à le tirer, privé de connaissance, défiguré, mais vivant encore. On imagine aisément la joie de la mère, celle de Marguerite, et les liens de tendre reconnaissance qui attachèrent désormais la famille au sort de Laud et de sa fiancée. Laud n'avait que quelques jours de congé; il lui fallut repartir, mais il promit à Marguerite de l'épouser à son retour, lorsque sa paie de matelot et l'argent de ses prises (*prize-money*) lui permettraient de s'établir avec elle à Ipswich ou à Nacton.

Pendant les huit mois qui suivirent cet événement, plusieurs matelots, chargés par William d'apporter à Marguerite des nouvelles de son fiancé, frappèrent à la porte des Cobbold, et furent accueillis avec une bienveillance qu'il est facile de comprendre. Cette hospitalité n'était pas sans inconvénient : le bruit se répandit parmi les marins de la côte qu'on se procurait aisément un bon repas et un broc d'ale, pourvu qu'une veste de matelot et le nom de William Laud servissent de recommandation à celui qui se présentait. Mistriss Cobbold fut obligée d'opposer une digue à cette invasion maritime, et de supprimer dorénavant des visites importunes et dangereuses. La jeune fille en ressentit un profond chagrin.

Marguerite était après tout une admirable sauvage, chez laquelle un instinct de générosité et de grandeur se développait par saillies; il lui manquait cette réflexion des actes honnêtes que donne la culture civilisée, qui les perpétue par le raisonnement, et qui en fait la règle générale de la vie. L'absence prolongée de William lui fit perdre sa bonne humeur, on la vit inquiète, ennuyée, distraite. Le lendemain même de cette injonction qui la désolait, sur les neuf heures du soir, on ouvrit la porte de la blanchisserie, et une petite fille cria : « Marguerite, encore un matelot qui vous demande! » Marguerite, d'un ton vif et mécontent, se hâta de répondre : « Dites à cet homme que l'on ne veut point de matelots ici, et qu'il s'en aille! » Alors un paquet assez gros, enveloppé d'une toile à voile, vint tomber aux pieds de Marguerite. La main hâlée qui l'avait lancé par la porte entr'ouverte la referma avec violence, et l'homme disparut. Cet homme était Laud lui-même; Laud revenait apporter à Marguerite le *prize-money*, tout ce qu'il avait gagné sur mer.

Elle regarda la suscription du paquet : elle ne savait pas lire; mais un pressentiment secret lui apprit que quelque événement fatal s'annonçait, et elle sortit précipitamment, cherchant du regard l'homme qui s'était enfui. La nuit était obscure. Au détour d'une rue, elle reconnaît le costume d'un matelot debout et qui paraît attendre. Elle s'approche, il saisit la main de Marguerite sans prononcer un mot; ce n'était point Laud, mais son ancien contre-maître John Luff, qui, mécontent de la nouvelle vie embrassée par son capitaine, et voulant le retrouver à tout prix, exigeait de la jeune fille qu'elle lui révélât ce qu'elle ignorait, la retraite de William. Une scène de violence eut lieu alors, Luff essayant d'étouffer les cris de la jeune fille, et celle-ci se débattant sous les étreintes du contre-maître, jusqu'à ce que les habitants des maisons voisines accourussent à son secours. Le coupable avait disparu.

Cependant le mauvais accueil de Marguerite avait ébranlé d'un seul coup et transformé les résolutions de William, qui se crut oublié. Il reprit son ancien métier, pendant que le désespoir le plus sombre et le plus vif remords s'emparaient de Marguerite. Le bruit de toutes ces aventures s'était répandu dans le comté, renommé, comme nous l'avons dit, pour l'élève des chevaux, et où le vol de ces animaux s'était organisé à côté du braconnage et de la contrebande. Un des

hommes du nouvel équipage de William, nommé Jean Cook, avait jeté un œil de convoitise sur un des plus beaux chevaux de M. Cobbold, et imagina un singulier moyen de s'en emparer. Il parvint jusqu'à Marguerite et lui lut une prétendue lettre de William, dans laquelle ce dernier lui donnait rendez-vous à Londres à une heure fixe et dans un délai très-bref. « William était, disait-il, sur le point de repartir. La voiture publique eût été trop lente, et Marguerite, bonne écuyère, comme nous l'avons vu, devait se servir de la jument bai-brun de M. Cobbold, revêtir les habits d'écurie du groom, et partir à l'instant même. » Elle n'hésita pas, et partit au grand trot sous ce costume, ne s'arrêtant qu'à l'auberge du Taureau, dans Aldgate, à Londres, où John Cook espérait bien se saisir de sa proie. Mais la police était déjà instruite; Marguerite fut prise, enfermée dans Newgate, puis transférée à Bury, jugée aux assises, et, selon la cruelle loi du temps, condamnée à mort pour vol domestique. Elle se défendit à peine et écouta la sentence avec humilité. L'influence de la famille Cobbold fit commuer la peine en sept années de déportation; mais, comme il fallait attendre le départ du prochain vaisseau, elle passa trois mois dans la prison de Bury, où, aimée et respectée de ceux qui l'approchaient, elle fut chargée du soin de la lingerie.

William désespéré avait affronté le péril et bravé la loi avec plus de témérité que jamais; enfin, les douaniers le saisirent, et on le conduisit dans la prison de Bury, où se trouvait la condamnée, et où ces deux personnes si longtemps séparées se reconnurent. Les bons services qu'il avait rendus à bord des vaisseaux de l'état militèrent en faveur de William; sa grâce lui fut accordée, et, malgré la sévérité du régime de la prison, il trouva moyen d'avertir Marguerite que le lendemain à midi son écrou serait levé, et que le soir à dix heures il l'attendrait derrière l'église, si elle pouvait effectuer son évasion. Les longues résistances soutenues par la jeune fille contre son amour avaient vaincu sa force; elle avait déjà donné une fois sa vie pour William; peu lui coûtait de la hasarder une fois encore. Elle trama donc sa fuite avec une adresse et un sang-froid extraordinaires, et parvint à exécuter son entreprise de la manière la plus étrange et la plus hardie. Des chevaux de frise plantés dans un rouleau de bois horizontal couronnaient la muraille de briques de la prison. L'une des pointes de fer était brisée. Au moyen d'une longue corde et d'un nœud coulant qu'elle fixa à l'une de ces pointes, elle se hissa la nuit jusqu'au sommet de la muraille, et se cramponnant aux pointes de fer, tourna sur elle-même, saisit de nouveau la corde, et glissa jusqu'à terre les mains en sang. Elle alla retrouver Laud, et tous deux se dirigèrent vers le rivage. Les anciens amis de Laud lui avaient promis de sauver Marguerite, et de les conduire en Hollande l'un et l'autre. La chaloupe se fit trop longtemps attendre, et au moment où les contrebandiers accouraient, il s'engagea entre eux et les gardes-côtes un combat qui coûta la vie à William. Frappé de deux coups de feu, il tomba sur le corps de Marguerite, qui, restée sans connaissance sur la plage et ramenée dans la prison, fut définitivement condamnée à la déportation pour la vie.

Marguerite avait vu la mort de près; l'homme sur lequel elle avait fondé toutes ses espérances n'existait plus; elle était résignée. Elle partit paisiblement pour Botany-Bay, lieu d'exil et de honte qui devait lui donner la considération et la fortune. L'apaisement de son unique passion la rendait à elle-même. Elle arriva au port Jackson le 20 décembre 1801, et le capitaine de vaisseau qui l'y avait conduite, touché de la modestie et de la douceur de la jeune fille, la recommanda particulièrement au gouverneur. Elle ne travailla que deux journées dans les ate-

liers du gouvernement, et fut demandée, comme c'est la coutume des colonies pénales, par un M. John Palmer, colon fort riche, dont la femme venait de fonder un asile pour les orphelins du pays. Cette dernière trouva dans Marguerite Catchpole, à qui elle apprit à lire et à écrire, une habile ouvrière et une bonne surintendante pour cet établissement de bienfaisance. Une femme à qui une autre femme inspire de l'intérêt veut toujours la marier. Mistriss Palmer y pensa pour Marguerite, qui n'avait jamais été belle dans la véritable acception de ce mot, mais dont la vivacité, la grâce et l'élégance naturelle fleurissaient dans cette vie libre d'orages intérieurs. L'occasion faisait quelquefois reparaître l'héroïne des côtes de Suffolk ; dans une inondation violente, comme le sont celles de la Nouvelle-Galles, elle sauva plusieurs enfants qui allaient périr, en dirigeant elle-même le bateau, et ne fit pas le moindre bruit de son dévouement. En dépit de cette réserve ingénue, elle devenait un personnage dans l'Australie.

La pauvre Marguerite n'était pas fière de ses aventures, et son roman ne l'enorgueillissait pas; elle avait supplié sa maîtresse de cacher son nom, qu'elle lui avait avoué, ses antécédents, qu'elle lui avait brièvement contés, et elle gardait son humble rang sans s'informer de ce qui se passait dans la colonie. L'asile même dont elle était l'inspectrice comptait, sans qu'elle le sût, parmi ses fondateurs un des hommes qui s'étaient trouvés mêlés aux incidents de sa vie. C'était ce même Jean Barry, frère d'Édouard et rival de Laud. Une fois guéri de sa blessure, il avait compris que l'amour obstiné de Marguerite ne céderait jamais, et s'était fait nommer inspecteur du cadastre à Botany-Bay, chargé de la répartition des terres entre les colons. Débarqué à Sidney à la fin de 1794, sur la frégate de transport *la Bellone,* cette exactitude dans les relations et cette douceur de caractère qui ne l'abandonnèrent pas assurèrent sa fortune et lui valurent une estime méritée dans ce pays de brigandage et de châtiment, où notre civilisation corrompue de l'Europe se montre plus sauvage que la vie sauvage des forêts.

La paisible carrière de Barry se couronnait déjà d'honneur et de fortune, quand il vint à perdre sa sœur cadette, appelée par lui d'Angleterre, et qui s'était chargée du gouvernement de sa maison. Resté seul et accablé des détails d'une grande administration, ce fut à mistriss Palmer qu'il s'adressa pour trouver une personne de confiance entre les mains de laquelle les soins de son ménage pussent être remis. En recommandant la condamnée Marguerite Catchpole, mistriss Palmer se crut obligée de ne cacher à M. Barry aucun des faits relatifs à la vie antérieure de sa protégée. Là, M. Barry reconnut à la fois ses propres aventures, les douleurs de sa jeunesse, et celles de la femme qu'il avait si inutilement aimée. Sa conduite fut belle et simple. Il alla droit au gouverneur, avec lequel il était dans des termes d'intimité, demanda la liberté complète de Marguerite, sa radiation définitive des registres des condamnés, et obtint l'un et l'autre. Le *free pardon* de la pauvre fille, acte qui lui rendait tous les droits civils, fut donc la première nouvelle et la première parole que Jean Barry eut à porter à Marguerite dans l'entrevue que lui avait ménagée mistriss Palmer.

A l'époque où, dans la ferme d'Alneshbourne, Marguerite veillait les nuits du blessé, il lui avait juré de ne pas avoir d'autre femme qu'elle, et il avait tenu parole. Maintenant la déportée recevait de Jean Barry plus que la vie, et restait ainsi maîtresse de refuser ou d'accepter l'offre qui lui était faite de partager son sort et de porter le nom de Barry. Elle accepta, et devint *mistriss Barry de Windsor près les Collines vertes d'Hawskesbury,* une des plus riches propriétés de ce nou-

veau monde, passa quinze années dans cette situation, eut de son mari deux filles et un fils, et reçut les derniers soupirs de Jean Barry, qui mourut, le 9 septembre 1827, entre ses bras. Elle-même expira le 10 septembre 1841, à soixante-huit ans, léguant au révérend Richard Cobbold, dont Laud avait sauvé la vie, le soin de recueillir quelques faits sur son aventureuse jeunesse.

Le révérend s'en est acquitté assez mal, il faut le dire ; il a inventé des dialogues, poussé des soupirs et prodigué de très-inutiles détails, laissant de côté la portion réelle et poétique de cette pastorale singulière ; la plupart des hommes laissent passer sans les voir les éléments de poésie qui abondent dans la vie réelle. Le révérend n'a compris ni la sensibilité silencieuse et profonde de la jeune fille, ni l'ardente témérité du jeune homme, ni cette sympathie invincible qui les enchaînait par un de ces liens redoutables dont il faut bien avouer la puissance. Les événements qui suivirent ne furent que la conséquence nécessaire de mœurs et de caractères sur lesquels nous avons dû arrêter l'attention du lecteur, pour constater non pas la vérité, mais la possibilité et la vraisemblance des faits. Il est étrange sans doute qu'un membre de l'église anglicane ait pris tout exprès la plume pour les raconter; ceux-là s'en étonneront moins qui savent combien le protestantisme est essentiellement une foi individuelle, une croyance du foyer domestique, et combien il lui est facile d'abuser de sa mission.

Nous avons fait grâce à ceux qui nous ont lu de bien des passages dignes des plus vulgaires et des plus microscopiques parmi les peintres flamands ; il y a des pages où le révérend parle des cuillers avec un respect poétique, des fourchettes avec une vénération mystique, et descend avec un imperturbable sérieux jusqu'au panégyrique des *skewers, tea-pots, iron-spoons, washed and wiped, saucepans, gridirons* (jusqu'au gril) *placed in their proper places* (1).

En 1842, il y a trois ans, deux hommes, l'un vêtu de noir et jeune, l'autre portant les insignes d'une misère qui veut se dérober aux regards, entrèrent dans le musée d'Ipswich. L'un, le plus jeune, se rendait à Kentwell-Hall, beau domaine du comté qu'il voulait acheter : c'était le fils aîné de Marguerite; l'autre, dont la figure était pâle, la chevelure rare et blanche, l'œil vif encore et triste, le front ridé, le teint jaune, avait couru des chances de vie aussi diverses et aussi bizarres que Marguerite elle-même, dont il était le frère. A l'époque où les rapports de sa sœur avec Laud faisaient le plus de bruit dans le comté, ce jeune homme avait disparu, mécontent sans doute de la notoriété que sa famille avait à subir. Il s'était engagé, était parti pour l'Hindoustan, où il avait servi dans les troupes anglaises, et où le marquis de Cornwallis l'avait distingué. Une rare souplesse d'organes et une extrême facilité à apprendre les langues et à se conformer aux mœurs des populations l'avaient fait employer comme espion, et il avait réussi dans plusieurs entreprises difficiles. Une de ces aventures communes aux Européens qui visitent ces contrées l'avait rapproché d'une fille de nabab qu'on lui avait donnée en mariage, et qui bientôt, animée contre lui de je ne sais quelle jalousie féminine, le força de fuir le pays. Sous le nom de Collins Jaun, il traversa la péninsule à pied, et reparut à Calcutta, que son protecteur, lord Cornwallis, avait quitté peu de jours auparavant ; puis il revint en Angleterre, où, rencontrant le fils de Margaret Catchpole, sa sœur, il obtint une petite place du gouvernement. Le frère et le fils de Marguerite, après avoir parcouru le musée, s'arrêtèrent devant une des curiosités

(1) Tom. II, p. 32.

qui le décorent et la contemplèrent longtemps en silence ; c'est un magnifique faisan doré, dont la queue chatoyante se développe et s'arrondit au-dessus de sa tête en forme de lyre. Au-dessous on lit ces mots :

MANURA SUPERBA,

LYRA, FAISAN DE BOTANY-BAY,

« donné par Marguerite Catchpole, convaincue, en 1797, à Bury, du vol d'un cheval, condamnée à mort, et, par commutation de la sentence, à sept années de déportation. Une tentative d'évasion la fit condamner de nouveau à la déportation pour la vie. »

Le fils et le frère de Marguerite essayèrent inutilement de racheter ce singulier monument de la condamnation et de l'exil de leur mère et de leur sœur. Les directeurs du musée s'obstinèrent à garder le faisan doré que le musée d'Ipswich conserve encore, et grâce aux deux volumes avec planches (que M. Richard Cobbold a pris la peine de dessiner et de graver lui-même), les erreurs de Marguerite et ses souffrances se dirigent aujourd'hui vers cet horizon obscur et inconnu qu'on appelle la postérité.

Telle est la trace vive et singulière laissée en deux pays éloignés par cette personne remarquable, dont la condition était humble. De l'aveu de ceux qui l'ont connue, elle n'eut d'autres torts que ceux de sa passion, rendue plus énergique par cette puissance de caractère qui la distinguait. Il est certain que l'amour, chez nos plus délicates héroïnes, est égalé ou dépassé par les sacrifices de Margaret. Elle ne fait pas une faute, elle ne se départ pas de la droite ligne, si ce n'est pour celui qu'elle aime. C'est la fille la plus pure, c'est l'esprit le plus juste, c'est le cœur le plus honnête ; seulement, dès qu'il paraît, tout est dérangé, tout est renversé. Il lui a jeté un sort, disent les paysans. Une attraction positive s'opère, celle du fer vers l'aimant, de la fleur vers la lumière, et Marguerite est emportée loin d'elle-même.

Il est curieux d'étudier ainsi sur nature et dans une condition de vie toute naïve, chez Jean Barry et chez Marguerite, cette portion de l'amour étrangère à l'esprit, au raisonnement, à la naissance, force profondément cachée dans les secrets mêmes de Dieu et de la création, — analysée dans sa nudité corrompue par l'auteur de *Manon Lescaut,* que Racine a révélée et voilée par tant de délicatesses et de traits enflammés dans *Bérénice* et *Phèdre,* dont les énervés ont fait une vertu, les dévots un vice ; — ce pouvoir enfin adoré comme une force démoniaque et invincible, par les anciens, qui ne se trompaient pas.

F. DE LAGENEVAIS.

THÉATRE DE HROSVITA.

TRADUIT PAR M. CHARLES MAGNIN. [1]

Une religieuse saxonne du xe siècle avait lu Térence, avec quelles délices et quel enchantement! Dieu seul peut le savoir. Imaginez les délicatesses de l'*Andrienne*, les tendresses de l'*Hecyre*, le souffle amoureux de Ménandre, et les murmures voluptueux des jeunes Athéniens sous les portiques de leurs *étaïres*, étudiés dévotement par la nonne allemande, qui pouvait avoir vingt-cinq ans, et vivait sous le règne des Othons. Pour moi, je me plais à me représenter cette lecture, commencée, interrompue, reprise et continuée quelque soir d'été, sous l'ombre transparente et chaude des grands chênes, au bord du fleuve Ganda ; elle a dû coûter bien des soupirs, bien des larmes et de douloureux triomphes à la nonne de vingt-cinq ans. « Que ce Térence est profane! a-t-elle dû se dire ; qu'il est charmant et dangereux! Si l'on appliquait à la légende, c'est-à-dire à des histoires utiles et sacrées, son art poétique, son aimable dialogue, cette succession variée de personnages empruntés à toutes les conditions et parlant le langage de leurs caractères et de leurs mœurs, ne pourrait-on pas édifier vivement les âmes, et ne serait-ce pas un heureux accommodement entre la volupté et la vertu, la piété et le plaisir? Parler d'amour, en parler ardemment et sans crainte, pour le plus grand honneur de Dieu et la glorification de la chasteté! »

Hrosvita se mit au travail de grand cœur et d'une pensée si pure, que son œuvre demeura chaste et limpide, malgré les plus vives hardiesses. De la prosodie de Térence, variable et peu certaine, elle ne savait pas un mot ; elle ne voulait pas gâter, en l'amplifiant, la légende, qu'elle respectait trop pour l'altérer. Elle se contenta de diviser chaque récit en scènes dramatiques, et de prêter à ses personnages un langage latin germanisé, un dialogue vif et net, partagé en assonances irrégulières, à la mode germanique du xe siècle, mode sentencieuse qui avait envahi les sermons latins comme les poëmes tudesques. Bientôt sept légendes, toutes

(1) 1 vol. in-8°, chez B. Duprat, rue du Cloître Saint-Benoît, 7.

en l'honneur de la vertu féminine triomphant « avec sa fragilité de la vigueur mâle *(virile robur)*, » furent achevées; elle les soumit humblement à quelques savants personnages, sans doute à ces Grecs-Latins qui venaient de Constantinople, appelés en Allemagne par les Othons. On doit rendre hommage à ces derniers; malgré l'énergie peu commune de la nonne et la nouveauté d'un essai très-éloigné des énervements du style byzantin, ils comprirent le mérite de cette femme, « qui s'inclinait devant eux comme un roseau » (*arundineo more inclinata*), dit-elle en sa préface.

Ce dut être un mouvement inaccoutumé dans le couvent de Gandersheim, lorsque les savants hommes consultés par la religieuse eurent approuvé son travail, et qu'il fut question de jouer sa première pièce. Saint-Cyr, que M. Magnin, avec la justesse habituelle de son coup d'œil, rappelle à ce propos, n'était pas plus vivement préoccupé des chœurs d'*Esther* et des destinées de l'altière Vasthi. Que de choses à faire, et que de soins pour la mise en scène! Il fallait se procurer le manteau impérial de Constantin, la cotte de mailles et la forte épée de Gallicanus, les ajustements barbares du roi des Scythes, les flèches et les peaux de bêtes de son armée, et le costume de cour des primiciers Paul et Jean ; les jeunes nonnes avaient des frères et des pères bien placés dans le monde, et auxquels on avait recours; ces affaires arrangées, il fallait encore distribuer les rôles ; la coquetterie revenait prendre sa place dans les divertissements sacrés. Quelque jeune fille, la plus belle entre toutes, bien modeste, préférée de l'abbesse pour sa candeur et sa pureté, devait représenter l'héroïne, sans cesse exposée aux attaques de l'amour charnel et toujours victorieuse. On la pare, et l'on sème sa tête virginale de perles byzantines; plus elle sera belle, plus éclatera divinement la puissance de la chasteté. Quelles religieuses prendront les rôles d'hommes? quelle est celle surtout qui se chargera de répéter les brûlantes paroles (*inlicita suaviola*) que prononcent les amants? N'est-ce pas une mission dangereuse. L'auteur elle-même prendra ce soin, Hrosvita, dont il est triste que nul portrait ne nous soit parvenu, et qui, belle ou laide, ne pouvait manquer d'être d'une figure spirituelle et expressive. Venait ensuite l'arrangement solennel du chœur tendu de ces tapisseries « qui étaient, dit M. Magnin, d'un usage général, » et qui faisaient flotter autour des pilastres leurs empereurs romains, leurs scènes pieuses et leurs martyres, précisément les décorations dont on avait le plus grand besoin. La belle église de style primitif, aux rares ornements, aux fenêtres hautes, devait être fière et parée le jour (sans doute celui même indiqué par la légende) où les portes s'ouvraient à deux battants, où les cloches sonnaient à pleines volées, où l'évêque diocésain d'Hildesheim venait officier au grand autel, et, la messe dite, s'asseyait sur sa chaire dorée (*sella aurea*), en face de l'autel même, pour assister, chose étrange, au premier baptême de l'art dramatique moderne!

Ce mélange de romantisme bâtard, que M. de Marchangy et ses suivants ont jeté dans leur érudition apocryphe, n'a rien qui me plaise; on détruit ainsi l'intérêt grave de l'histoire par la frivolité des inventions, et la grâce libre du roman se meurt dans le pédantisme. Cette alliance de la fausse imagination et de l'érudition fausse est une des plaies vives de la littérature récente; mais la sobriété même de l'érudition la plus austère ne peut se défendre d'un enthousiasme secret lorsqu'elle soulève un coin du voile que le temps a fait tomber sur les siècles obscurs. Qui ne serait tenté de reconstruire par la pensée le théâtre sacré des triomphes de Hrosvita? l'église, non pas gothiquement fleurie du XIIe ou du XIIIe siècle, mais

saxonne et d'un caractère beaucoup plus grave : la longue rangée des moines d'Hildesheim debout dans la nef, avec leurs robes noires, leurs têtes rasées et leurs cuculles ; les grandes dames aux diadèmes emperlés, aux lourdes robes, aux manteaux ornés de grecques massives brodées en or ; les princes de la cour impériale assis dans le chœur même, peut-être aussi quelque envoyé de Byzance, à la figure fine, à la longue barbe blanche, aux ornements efféminés, mêlé à la sévère assemblée ; enfin, sous le porche, qui laisse voir le ciel, la foule pressée des manants, des bourgeois, des artisans, et quelques serfs ou gens mainmortables de la puissante abbaye.

Les qualités spéciales qui distinguent M. Magnin, éditeur et traducteur de ce théâtre de Hrosvita, l'un des plus aimables et des plus savants livres publiés dans ces derniers temps, ont été, dans ce recueil même, l'objet d'une analyse trop complète pour que nous répétions ici quelles obligations lui doivent les annales et les origines de notre théâtre (1). L'un des caractères de cet esprit rare et délié, c'est la prudence ; aussi n'ose-t-il pas avancer, et je me garderai bien d'affirmer à mon tour que la magnifique église de Gandersheim ait servi de théâtre aux nonnes actrices ; je pencherais secrètement, comme on l'a vu, vers cette dernière opinion, que je suis loin de soutenir comme indubitable et certaine. Où Hrosvita aurait-elle trouvé place pour ses processions triomphales, ses cérémonies de mariage, de baptême et de funérailles, ses combats simulés, et tous les groupes de comparses qu'elle aime à faire mouvoir ? Mille détails, ceux-là entre autres, confirment l'assertion de M. Magnin, qui estime que ces œuvres ont été faites pour être représentées et non lues. Des gloires descendent, les cercueils s'ouvrent ; un ermite monte à cheval, traverse la forêt, et arrive à une place publique. Voici une hôtellerie, que l'on pourrait appeler d'un nom moins honnête ; ceci est un cimetière ; une âme béatifiée disparaît et monte au ciel. Pour ces divers jeux de scène assez compliqués, l'église était mieux disposée que l'intérieur du couvent et même que la salle du chapitre, que M. Magnin semble désigner dans une note. L'église, d'ailleurs, la nef et l'autel furent, pendant le moyen âge, habitués à se prêter à ces jeux scéniques, et c'est un fait que M. Magnin aura le premier éclairci avec une savante et spirituelle lucidité, que l'éclosion du théâtre moderne, naissant et se développant du sein même des cérémonies catholiques.

Objectera-t-on que les légendes tournées en drames par Hrosvita étaient peuplées de personnages qui n'appartenaient point aux saints livres, et que c'eût été une profanation intolérable ? Cette profanation prétendue s'accordait avec le génie du moyen âge. A Constantinople et dès le VIIe siècle, on avait vu des représentations pompeuses s'emparer des lieux saints, au point de scandaliser quelques esprits timides ; les années, en s'écoulant, ne firent que servir ce développement de l'esprit chrétien, essentiellement populaire et sympathique. Je ne crois pas qu'il y ait eu de délimitation tranchée et complète entre le drame sacerdotal pur, le drame populaire des églises et le drame profane ; la transition a dû s'accomplir, comme tout se fait en ce monde, par une succession de mouvements inaperçus, quelquefois contradictoires, dont le résultat général était identique, et concourait à l'évolution nécessaire. On vit peu à peu les représentations de la passion, de la fuite de la Vierge et de la naissance du Sauveur, qui avaient lieu dans les églises, se remplir de personnages profanes ; c'était entrer dans le sens des populations

(1) Article de M. Sainte-Beuve, dans la livraison du 15 octobre 1843.

chrétiennes que de permettre à Barrabas, à Marie-Madeleine, au Juif errant, cordonnier de son état, et même à l'ânesse de Balaam, de se montrer à l'église.

L'école entière du XVIIIe siècle, Robertson, Voltaire, sans compter les controversistes protestants, ont grossièrement erré quand les paroles naïves et les attitudes burlesques de ces personnages leur ont offert une profanation des choses sacrées; ils n'ont pas compris cette tentative sérieuse, pardonnable ou non, pour atteindre la réalité de l'esprit et de l'art chrétiens, en montrant les choses humaines, triviales et sublimes, gravitant autour du trône de Dieu. Dulaure a grand tort de faire tant de bruit à propos de la fête de l'âne et de son cantique chanté dans la cathédrale de Rouen :

Eh! sire âne! eh chantez!
Belle bouche rechignez,
Vous aurez du foin assez, etc.

Il ne sait pas qu'il parle d'un vrai vaudeville, d'une farce dramatique et ecclésiastique, et que cet âne était l'ânesse de Balaam. Dans cette représentation bouffonne, telle que Ducange l'a décrite d'après une vieille rubrique, on voyait paraître Virgile couronné de lauriers, Nabuchodonosor dans sa pompe avant de manger du foin, Balaam chevauchant sur cette monture (*Balaam ornatus, sedens super asinam* (*hinc festo nomen*) *habens calcaria, relineat lora* (1), etc.), et une multitude de comparses dont les groupes divers symbolisaient les temps anciens et les temps modernes. La fournaise s'allumait au milieu de la nef, le farouche tyran livrait à ses bourreaux les trois victimes que l'on précipitait dans les flammes. Cette partie de la représentation semblerait avoir dû absorber l'attention populaire; pas du tout : l'ânesse était le personnage préféré; ce fut elle qui donna son nom à la fête, les autres acteurs s'éclipsèrent devant elle. De là cette obstination de la plupart des écrivains modernes, et ce lieu commun anecdotique, répété cent fois par les gens frivoles, que le clergé catholique institua au moyen âge une fête ridicule dont l'âne était le héros.

Les érudits ne s'accordent pas sur la date exacte de ces représentations, où l'ânesse avait tant de succès; Warton (2) en cite une du XIe siècle, dont il attribue la suppression à Grosteste, évêque de Lincoln. Malheureusement ce Grosteste ne vivait qu'au XIIIe siècle, et Warton, qui prétendait à l'érudition et à la poésie, était aussi léger comme érudit qu'il était pesant comme poëte. Le progrès de cette ornementation théâtrale, qui s'introduisit dans les églises et finit par y régner, doit avoir été assez lent; il est probable que la marche en aura été parallèle à celle de l'architecture catholique; la grande vogue des mystères a dû coïncider à peu près avec cette efflorescence brillante et bizarre qui, du XIIe au XIVe siècle, sema les cathédrales de tant d'images bouffonnes et tragiques, sculptées avec profusion dans le marbre et dans la pierre.

Ici une importante question se présente. La sévérité antique des mœurs chrétiennes, surtout en Allemagne, permet-elle de supposer que les drames de notre religieuse aient été représentés? M. Magnin résout le problème affirmativement. M. Price, éditeur de Warton, dont il a souvent corrigé les erreurs, est d'un avis contraire. On peut alléguer plusieurs motifs en faveur de cette dernière opinion.

(1) Ducange. Glossar. voce *asinus*.
(2) *History of Poetry*, in-4°, t. II, p. 365.

La basse Saxe, à laquelle appartenait Hrosvita, était alors moins civilisée et plus voisine que l'Allemagne méridionale de cet état de mœurs que Tacite a décrit : vastes métairies, immenses forêts semées de quelques villes rares et peu habitées, le grand empire de Charlemagne affaissé en se divisant, enfin une demi-barbarie qui laisse plus facilement concevoir le travail isolé d'une imagination émue, se complaisant à dramatiser la légende, que les pompes publiques d'une représentation ecclésiastique. A ces motifs généraux et tirés de la situation même du pays, on peut ajouter des observations plus précises ; les indications de scènes ou didascalies sont très-peu nombreuses dans le manuscrit de la nonne, et l'une de ces notes a été détachée du texte même par Conrad Celtes, le premier éditeur.

Des raisons fort graves me semblent militer contre l'opinion de M. Price, que M. Magnin n'adopte pas, comme nous l'avons dit. L'Allemagne du nord, toute barbare qu'elle était, se trouvait soumise à un mouvement de civilisation ecclésiastique, nécessairement latine, qui n'a pas été bien approfondi ; l'impulsion donnée par Charlemagne était amortie, mais n'était pas éteinte. La poésie primitive des races teutones se taisait sous l'impression vive, fraîche et puissante, de la foi nouvelle qui s'emparait de la Germanie, et qui, éloignant ces peuples neufs de leurs propres dialectes, leur faisait oublier leurs chants sauvages. Du VIIIe au XIe siècle, l'éducation ecclésiastique et romaine produisait en Allemagne et en Angleterre une foule de glossaires, de versions interlinéaires et de paraphrases bibliques; Beda, Cudbert ou Cuthbert, Aldhelm, hommes de race teutone, essayaient des poésies ecclésiastiques latines d'un mérite remarquable. Au commencement du XIe siècle, Ingulf allait à Westminster et à Oxford apprendre le latin, la rhétorique et la philosophie aristotélique. Les moins civilisées entre ces races subissaient l'éducation monacale avec une ingénuité énergique et vive, dont la trace se trouve dans l'*Heliand,* poëme composé par un moine anonyme de la basse Saxe. Enfin, le partage de l'empire après Charlemagne précipita encore ce mouvement singulier, et j'avoue que je ne puis faire aussi bon marché que M. Magnin du siècle des Othons.

Cette époque germanique de Hrosvita, époque obscure et peu connue des savants français, italiens et espagnols, médiocrement éclairée par les Allemands eux-mêmes, est aussi bizarre qu'intéressante. J'admettrais difficilement que « le couvent de Gandersheim fut en Allemagne une sorte d'oasis intellectuelle jetée au milieu des steppes de la barbarie. » Les monastères de Saint-Gall en Suisse, de Lorsch auprès de Worms, d'Hirschau dans la Forêt-Noire, de Wessobrun en Bavière, et plusieurs autres, contenaient des bibliothèques, des écoles, des moines avides d'acquérir et de propager la science. Plus d'un catalogue de ces bibliothèques nous est parvenu; si l'on n'y compte pas beaucoup de volumes, le choix de ces livres est bon, et le soin avec lequel les vieux moines protégeaient leurs trésors pourrait nous servir d'exemple et de leçon. Ces bibliothécaires anciens mettaient leurs livres dans des boîtes d'or (*capsæ, caveæ aureæ*), souvent enrichies de diamants (*ex auro purissimo gemmario opere cœlatas*). Quand ils s'en servaient, ils les recouvraient d'une enveloppe de cuir ou *chemise* (*camisæ librorum*). Rien ne coûtait aux prélats pour donner aux Écritures saintes, par exemple, une enveloppe digne d'elles. Un poëte du IXe siècle, Godwin, dans son ouvrage *De Præsulibus*, raconte que l'archevêque Wilfrid, après avoir dédié solennellement l'église de Ripon, ordonna que quatre copies de l'Évangile fussent écrites en lettres d'or et closes dans une boîte d'or.

Quatuor auro
Scribi Evangelii præcepit in ordine libros
Ac thecam e rutilo his condignam condidit auro. (v. 654.)

Une religieuse savante n'était même pas chose aussi rare (*rara avis,* comme le dit Henricus Bodo) qu'on pourrait l'imaginer. Je citerai parmi ces dames savantes du moyen âge trois seulement qui n'ont pas laissé de traces de génie et de sensibilité comme Hrosvita, mais qui méritent une mention : — Herluca, religieuse d'Eppach; — l'abbesse Aurea, dont on peut lire l'histoire dans la légende intéressante de l'orfévre saint Éloi ou Éligius, — et Hedwige de Bavière. Les discours de l'abbesse prouvent une instruction théologique fort avancée; Hedwige, mariée au duc Burckhardt II de Souabe, lisait le grec et le latin, ce qui la placerait, en fait d'érudition, au-dessus de notre nonne de Gandersheim, dont les drames ne semblent pas prouver qu'elle ait su le grec.

Ce ne sont pas là des exemples partiels et isolés, mais les corollaires de ce grand ensemble de faits que j'ai signalés plus haut. Les couvents de Charlemagne étaient restés debout; sous les Othons, Cologne, Utrecht, Mayence, Boon, Corvey, Trier, Paderborn, Hildesheim, Fulda, virent se former d'autres pépinières latines et grecques. Les empereurs, qui avaient la prétention d'hériter des Césars, protégeaient ce genre d'études; le même désir avait porté Clovis à se créer une petite cour romaine, à changer ses leudes germains en sujets de l'empire, et à donner de l'autorité à l'église, qui, représentant la civilisation latine et despotique, plaisait fort à ces rois barbares longtemps chefs de leurs égaux. Plus leur pouvoir s'accrut, plus ils s'efforcèrent d'accaparer la force dont la civilisation latine avait armé ses empereurs. Au xe siècle, les Othons accordèrent non-seulement aux études latines, mais aux études grecques, une faveur particulière. Le frère d'Othon Ier, Bruno, archevêque de Cologne, fit venir des professeurs et des artistes de Constantinople; Othon II épousa une Grecque et s'entoura de Grecs; Othon III apprit dès sa première jeunesse la langue d'Homère, qu'il savait fort bien.

Cette tentative était un peu violente et exagérée, et comme elle ressortait de l'ambition politique, elle ne s'opérait pas avec l'aisance de développement et la souplesse féconde qui caractérisent la marche naturelle des civilisations. Des évêchés étaient accordés à certains guerriers plus braves que savants, plus fidèles à l'empereur que propres au service des autels; tel était ce Meinwerc ou Meinwerk, évêque de Paderborn, contemporain de Hrosvita, en faveur duquel on me pardonnera une courte digression, qui rentre d'ailleurs dans notre sujet. Il ne faut pas s'arrêter au grotesque et à la bizarrerie de ces traits de mœurs, mais les consulter comme témoignages uniques de l'esprit des époques. Rien ne reproduit plus naïvement ce mélange de barbarie germanique, de savoir latin, de dévotion vive et d'ingénuité grossière dont j'ai parlé, que la vie de cet évêque, recueillie par Leibnitz (1), vie aussi divertissante qu'elle est précieuse pour la connaissance du xe siècle en Allemagne.

L'empereur, son cousin et son compagnon d'armes, l'avait investi malgré lui de l'évêché de Paderborn, que la négligence de l'évêque précédent, Rhetarius, avait laissé tomber en ruines. Meinwerc était riche; il ne se souciait point d'un évêché qui devait lui coûter beaucoup et lui rapporter peu; cependant il se dévoua,

(1) Leibnitz, *Scriptores rerum Brunsvicensium illustrationi inservientes,* t. I, p. 555.

se réservant le droit de représailles, qu'il exerça d'une façon originale. « Un jour, par exemple, que l'empereur devait aller entendre la messe à la cathédrale, ce dernier fit placer sur l'autel ses plus riches étoffes de cérémonie, et recommanda bien à ses hommes d'armes et à ses suivants de rester près de ces objets précieux, dont l'évêque, fort sujet à caution, pourrait vouloir faire sa proie. Meinwerc dit la messe lui-même, et, après l'*Agnus Dei*, monta en chaire, traita de la différence qui se trouve entre la dignité impériale et la dignité sacerdotale, prouva la supériorité de celle-ci sur l'autre, et démontra, d'après les canons, que tout objet, une fois consacré au service des autels, demeurait à jamais soumis à la juridiction de l'évêque; après quoi il retint comme propriété inviolable de son église les ornements dont on venait de faire usage, et frappa d'excommunication quiconque « serait assez osé pour les reprendre. » L'empereur, mécontent de ce tour épiscopal (dit la légende écrite par un contemporain), fut forcé de se soumettre; il fit ensuite à Meinwerc et à son évêché beaucoup d'autres dons non moins involontaires : celui d'une coupe d'or, d'une patène, et d'un manteau du plus haut prix, que Meinwerc, après le lui avoir longtemps et vainement demandé pour le maître-autel, finit par enlever des épaules impériales. — « Tu es un voleur ! cria l'empereur à l'évêque qui se sauvait, et tu me le paieras de manière ou d'autre ! — Il est plus convenable, répondit Meinwerc, que ce manteau soit dans le temple de Dieu que sur tes mortelles épaules ! »

Cependant l'empereur, qui était à bout, avait résolu de se venger ; il appela donc son chapelain, et se faisant apporter le rituel du service pour les morts, où se trouvent ces mots : *Benedic, Domine, regibus et reginis, famulis et famulabus tuis,* il lui ordonna d'effacer la syllabe *fa* des deux mots où elle se trouve. Le lendemain, Meinwerc, ayant à célébrer le service funèbre du père et de la mère de l'empereur, lut couramment ces mots à haute voix, *mulis et mulabus*, puis, s'apercevant du tour qu'on lui jouait, il se reprit et prononça correctement *famulis famulabus.* — « Ah ! dit l'empereur à l'évêque, qu'il fit venir après la messe, je te demande de prier pour mon père et ma mère, et tu pries pour mes *mulets* et mes *mules !* Voilà un bel évêque ! — Par la mère de Notre-Seigneur ! répliqua l'évêque, te voilà encore avec tes vieux tours; tu te moques donc de Dieu comme de moi ? Cela ne restera pas impuni ! » Le chapitre fut assemblé, le chapelain condamné aux verges, fouetté vigoureusement à la place de l'empereur et renvoyé chez son maître et son complice dans un piteux état.

L'ignorance des couvents allemands du xe siècle ne ressort pas de cette anecdote, mais au contraire l'alliance étrange d'une grossièreté rustique et d'un savoir ébauché. Brucker, dans son *Histoire de la Philosophie* (1), altère les faits d'une manière impardonnable, lorsque, voulant présenter le xe siècle en Allemagne comme dépourvu de toute connaissance des lettres, il allègue en preuve de son assertion l'anecdote de Meinwerc, et montre cet évêque « accoutumé à prononcer, en récitant les psaumes, les mots *mulis* et *mulabus* pour *famulis* et *famulabus,* tant il savait peu de latin. » La plupart des anecdotiers littéraires ont reproduit fidèlement ce mensonge. Meinwerc n'était pas ignorant; c'était le barbare germanique se faisant Romain et ecclésiastique malgré ses antécédents, et n'y réussissant pas trop mal, puisque le chapelain de l'empereur ne le dupa qu'à demi, et qu'il sut se reprendre assez à temps pour prononcer les mots sacramentels et restituer le

(1) *Histoire de la Philosophie,* xe siècle, t. III, p. 632.

vrai texte. Cette mauvaise plaisanterie prouve que, chez les empereurs, l'on s'occupait beaucoup de latin, et que l'on attachait une haute importance à la connaissance de cette langue.

Il faut lire ensuite avec quel orgueil le même biographe teuton décrit les triomphes scholastiques du monastère de Paderborn sous le successeur immédiat de Meinwerc, Imadius. — « Là (dit-il dans ce latin germanique rimé, auquel Hrosvita sut prêter un caractère plus doux, plus grave et sur lequel nous reviendrons) habitèrent *musiciens* et *dialecticiens;* là brillèrent des *rhétoriciens* et d'illustres *grammairiens;* là les maîtres des arts qui exerçaient le *trivium* s'étaient dévoués au *quatrivium;* là s'élevèrent *astronomes* et *physiciens*, *géomètres* et *mathématiciens;* là fleurit *Horatius* et le grand *Virgilius,* et *Crispus Salustius,* avec *Urbanus Statius;* enfin, ce fut plaisir pour tous — de composer des vers très-doux, — et des récits délicieux, — et des chants harmonieux ! »

Ludusque fuit omnibus,
Insudare versibus
Et dictaminibus,
Jocundisque cantibus.

On ne reconnaît pas là le tableau d'une réunion d'hommes voués à l'ignorance, mais l'affectation des Philaminte et des Vadius, et la preuve que le pédantisme était à la mode. L'auteur continue, avec la même recherche ridicule, dont son latin peut seul donner l'idée, et qui ne se traduirait pas :

Quorum in scriptura
Et pictura
Jugis instantia
Claret multipliciter hodierna experientia;
Dum studium nobilium clericorum,
Usu perpenditur utilium librorum.

Mots qui apparemment doivent signifier : « On s'y livre tous les jours et sans cesse, de toute manière, à la peinture et à l'écriture avec un succès splendide, et les nobles clercs prouvent leur amour de l'étude par l'usage quotidien des livres utiles. »

On voit combien ces couvents de l'Allemagne, auxquels M. Price, Robertson, Voltaire, Dulaure, Brucker, voudraient refuser la culture intellectuelle et la possibilité de jouer un drame latin, renfermaient de prétentions érudites et de barbarie pédante. Cette sauvage coquetterie de latinisme éclate à l'époque même de notre religieuse, ou peu de temps après elle; l'église et le palais se confondent; les cathédrales se parent comme des théâtres; empereurs et évêques concourent de gré ou de force à la splendeur des cérémonies latines; religion, grammaire et politique se donnent la main. En de telles circonstances, au milieu de telles mœurs, il est aisé d'imaginer quelque légende latine et sacrée mise en dialogue par une femme d'imagination et d'esprit, représentée avec pompe, dans l'église du monastère, pour l'édification des fidèles, en présence des plus illustres seigneurs. Les preuves tirées du petit nombre ou même de l'absence des didascalies ou indications de mise en scène ne me semblent pas conclure contre la représentation des œuvres de Hrosvita; rien de plus commun que cette absence dans les manuscrits. Enfin un trait qui a décidé M. Magnin nous déciderait comme lui. La religieuse, qui a besoin

de ressusciter une de ses héroïnes, fait paraître Dieu invisible; la forme visible qu'elle choisit est celle « d'un très-beau jeune homme. » Deux interlocuteurs sont en scène, Jean et Andronic; au moment où Dieu apparaît, Jean s'écrie: *Expavete*. A qui parle-t-il ? A Andronic? mais pourquoi cette forme et ce pluriel ? M. Magnin pense que ces mots sont une allocution directe aux spectateurs, vers lesquels le personnage se retourne pour les avertir, en leur criant : « Tremblez ! » L'explication est fort vraisemblable. On ne comprendrait guère que la religieuse employât ici et ne reproduisît nulle part ailleurs dans ses œuvres la forme de basse latinité *vous* pour *tu*, la seconde personne du pluriel au lieu de celle du singulier. Certaines dictions singulières et barbares se présentent dans son style, par exemple *si* au lieu de *num*, dans le sens interrogatif; mais ces formes même sont chez elle systématiques, elles font corps avec la latinité qui lui est particulière, et dont elle ne s'écarte jamais.

Que Hrosvita ait choisi l'église ou la salle capitulaire pour y faire jouer ses pièces, que même elle ne les ait pas destinées à la représentation, peu importe; le recueil de ces drames nus et ingénus, graves et touchants, n'en a pas moins d'importance pour l'histoire de la civilisation moderne dans la communauté chrétienne du moyen âge. Ils attestent l'effort du génie teutonique, aidé au xe siècle par la culture latine qui se développait au sein des monastères allemands, et que n'ont pas signalé nos bénédictins, enfermés par devoir dans la seule histoire littéraire de la France. Ce fut une ère de civilisation passagère et curieuse, dont il reste peu de traces, et pendant laquelle le génie allemand céda le pas au latin et au grec, favorisés des souverains et enseignés par le clergé aux classes supérieures de la Germanie. Le *Chant de guerre contre les Normands*, publié par Fischer (1), appartient encore à l'ancienne poésie allemande à demi étouffée; mais le *Ruodlieb*, poëme latin à rimes *intérieures* ou *léonines* d'un moine de Tegernsee, et le poëme latin non rimé de *Gautier d'Aquitaine*, se rapportent (ainsi que la paraphrase d'Otfried, la vie de Meinwerc et plusieurs légendes et biographies en prose cadencée) au mouvement littéraire qui prépara et suivit l'apparition de Hrosvita, « la onzième muse, la Sapho allemande, » comme l'appelle Pirkheimer ou Birkhammer.

Pour sentir le mérite de la religieuse, pour apprécier la délicatesse de son talent, l'élévation passionnée de son âme, il faut opposer à ses œuvres les essais contemporains. Ouvrez *Gautier d'Aquitaine* (2), application du rhythme de Virgile au germanisme pur et à la barbarie des forêts. Là, les plaisanteries sont d'un goût plus fruste encore que les facéties de Meinwerc et de son parent l'empereur. Deux héros, pour s'amuser, s'arrachent, qui un œil, qui une main, et trouvent la plaisanterie fort bonne. Nous ne citerons que le début de cette petite conversation d'un guerrier frank et de son ami le Provençal ou l'Aquitain pour mettre mieux en relief toute la valeur de la dramaturge contemporaine.

« Après beaucoup de bruit et de grands coups de poing, les héros commencèrent à se jouer dans une dispute *plaisante*, dit le poëte. » — Ah ! dit le Frank à l'Aqui» tain, tu auras besoin dorénavant de chasser le cerf, mon bon ami; car il te faudra » un (3) gant (*il lui coupe la main*), et je conseille d'y mettre du coton pour que

(1) Leipzig, 1750.

(2) Poëme latin du xe siècle, sans doute traduit des vieilles chansons allemandes. — Fischer, Leipzig, 1780.

(3) *Wantis*, gants. — « Il te faudra des *gants* de cuir, dont tu jouiras sans fin pour la

» l'on ne s'en doute pas. Wah! (*cri germanique*), qu'en dis-tu? te voilà forcé d'at-
» tacher ton épée sur la cuisse droite, et tu ne seras plus à la mode. Si l'idée te
» vient d'embrasser ta femme, il faudra donc (quel dommage!) passer la main
» gauche autour de sa taille au lieu de la droite. Après tout, tu feras ces choses-
» là de la main gauche! »

« Gautier lui répondit : — « Sicambre, je ne sais pas pourquoi tu fais tant de
» bruit. Si je chasse les cerfs, toi, tu ne chasseras plus le sanglier. Dorénavant (*il
» lui crève un œil*) tu ne donneras plus d'ordre à tes domestiques que d'un œil;
» les héros qui viendront te voir, tu les salueras en les regardant de travers. Je te
» conseille de te faire préparer, pour ton retour, un cataplasme de farine et de
» lard : cela te servira d'emplâtre et de potage. » Ces plaisanteries gracieuses qui soulèvent le cœur dans la traduction sont, non pas corrigées, mais rendues plus atroces dans l'original par l'élégance affectée des expressions virgiliennes et la politesse des tournures mêlées à des fautes de quantité grossières; on voit que l'écrivain a étudié son Virgile avec quelque fruit : — *Si quando cura subintrat.... ut causæ ignaros palmæ sub imagine fallas.... tenera lanugine comple!*

Post varios pugnæ strepitus ictusque tremendos,
Inter pocula scurrili certamine ludunt.
Francus ait : — Jam dehinc cervos agitabis, amice!
Quorum de corio wantis sine fine fruaris.
Ac dextram moneo tenerâ lanugine comple.
Ut causæ ignaros palmæ sub imagine fallas.
Wah! sed quid dicis, quod ritum infringere gentis
Ac dextro femori gladium agglomerare videris, etc. (1).

Ces plaisanteries de haut goût s'écrivaient dans un autre canton germanique et lettré, à Saint-Gall, et le fond de ces belles choses, traduites par Eckehard Ier, au xe siècle, peut-être corrigées par Eckehard IV, pour l'instruction des latinistes de son monastère (qui devaient y apprendre médiocrement la prosodie), remonte à une époque très-ancienne. Quant à la forme du poëme, tel que nous le possédons, c'est une des manifestations de la phase latine et élégante que nous avons signalée, et dont les drames de la religieuse de Gandersheim offrent le couronnement et l'expression la plus complète; mais combien de délicatesse féminine, de grâce et de pureté chez elle! et quel contraste avec les tableaux grossiers et les scènes sauvages versifiés par le moine de Saint-Gall!

Que cette personne d'un si vrai talent fût quelque fille noble ou de sang royal, et que Hrosvita fût un surnom, nous ne nous en étonnerions pas à la manière simple et haute dont elle fait parler ses gens de cour et ses rois. A peine eut-elle ouvert et

vie. » — Les Allemands disent aujourd'hui *hand-schuh*, soulier de la main, pour *gant*. Nous signalons aux étymologistes français cette vieille acception perdue du mot germanique *wand*, gant (abri, paroi, muraille, couverture), de *winden* (tourner, entourer), analogue à *wanden* (tourner, virer), d'où *anwenden* (appliquer, adapter), et *verwinden* (enlacer, entrelacer); la racine commune est le gothique *vandia*. Les Anglais ont encore *winding*, bien qu'ils aient emprunté à une autre racine (*gleiten, to glide*, glisser, fourrer) leur mot *glove* pour gant. Les étymologies françaises n'ont jamais été suffisamment éclairées, faute d'une connaissance comparative et d'une étude parallèle des idiomes teutoniques et latins.

(1) Vers 1423.

étudié Térence, le désir de transformer en drame ses lectures habituelles dut naître chez elle. Elle trouvait là plusieurs plaisirs à la fois : suivre la mode, satisfaire sa dévotion, inculquer de bons préceptes, cultiver un art nouveau pour lequel elle était faite, donner l'essor aux sentiments qui bouillonnaient dans cette âme vive et tendre, enfin s'occuper beaucoup des passions tout en les blâmant.

C'est là en effet un des charmes de ce livre; une flamme ardente fait éruption, sort de la tombe monacale, et montre par intervalles le cœur de la femme, naïf et comprimé, dévoré d'ardeurs étouffées. Dans la préface, la religieuse ne peut s'empêcher déjà de parler des « caresses des amants si propres à séduire » (*blanditiæ amantium ad inliciendum promptiores*) et de « la fragilité féminine qui gagne tant de gloire à vaincre la vigueur de l'homme » (*virile robur femineæ fragilitati subjacens*). Partout, dans ces esquisses aussi nettes qu'elles sont puissantes, se mêle à un parfum de conviction chrétienne, à une foi ardente, l'instinct merveilleux des passions inconnues peut-être, à coup sûr pressenties. Lorsque Gallicanus, épris de la beauté de Constantia, embrasse le christianisme, et fait comme elle, et à son exemple, vœu de chasteté, la préférence qu'elle ressent pour lui se révèle par un mot admirable : « Je serai plus forte si vous êtes fort avec moi » (*Eo liberius servabimus, quo te non contra luctari sentimus*). Dans le drame intitulé *Callimaque,* le jeune homme déclare son amour à Drusiana, qui repousse ses propositions avec mépris ; restée seule, elle pense à lui; l'amour va l'atteindre, elle demande à Dieu de mourir « plutôt que d'être la ruine de cet aimable jeune homme. » Cet unique mot trahit la vivacité du sentiment secret que la résistance accroît et enflamme; la lutte chrétienne contre les passions s'annonce. Les traits de ce genre sont fort nombreux chez Hrosvita, et le savant éditeur a raison de les signaler comme les premiers éclairs de ces sentiments contenus et de ces combats intimes « qui ont défrayé le drame et le roman modernes. »

Les situations les plus scabreuses n'effraient pas la nonne, ou plutôt elles l'attirent ; on dirait qu'elle veut mesurer sa force contre cette puissance attrayante et redoutée. Ici un amant, semblable au Roméo de Shakspeare (et la remarque est de M. Magnin), soulève la pierre du cercueil, contemple cette femme adorée, cette beauté morte et non encore flétrie, et, se jetant sur la terre humide, éclate en sanglots passionnés : « Te voilà donc, toi si belle encore, et qui m'as repoussé si durement ! » Ailleurs, le lieu de débauche s'ouvre, et la jeune courtisane donne accès à l'ermite qui, sous l'habit d'un cavalier, la pénètre de honte, la convertit et la ramène à la triste cellule de la pénitence. Deux fois la religieuse a traité ce sujet qu'elle a emprunté à deux légendes ; la simplicité, la variété de cette double esquisse, prouvent la fécondité de ses ressources et l'attrait qu'avaient pour elle de telles victoires et aussi de tels combats.

L'accent de la prière et de l'exaltation chez notre religieuse est aussi solennel et aussi brûlant que l'accent de l'amour ; des traits de philosophie admirables par le sentiment et la profondeur lui échappent. Telle est cette apologie de la science prononcée par l'ermite Paphnuce : — « Mieux l'homme comprend avec quelle habileté merveilleuse Dieu a réglé le nombre et le poids des mondes, plus il brûle d'amour pour lui, et c'est avec justice. » Au lieu de cette traduction adoptée par M. Magnin, nous préférerions l'expression vive, « et c'est justice (*nec injuria*), » qui rend mieux le sentiment de l'auteur. La simple nonne allemande du xe siècle avait deviné l'accord de la philosophie et de la pensée religieuse, et résolu par l'amour le problème qui inquiète les philosophes. On ne doit pas s'étonner de

l'hommage que lui ont rendu quelques-uns des esprits les plus délicats de ce temps; M. Magnin, dans ce recueil même (1), a consacré à la religieuse des pages excellentes, d'un coloris ferme et fin, pleines de sagacité et d'éclat, et qui, reproduites à la tête de sa traduction, nous dispensent d'une nouvelle analyse.

La contemporaine des Othons n'échappe pas, tant s'en faut, à ce crépuscule de grossièreté et de pédantisme, de raffinement et de barbarie, dont nous avons cité des traits. Elle étale avec la complaisance d'un heureux enfant les nouveaux bijoux de sa science; elle a des dissertations sans fin sur la géométrie, l'algèbre, la musique des sphères, et des subtilités aristotéliques qu'elle prête à ses amants; à côté de cela, elle se permet des bouffonneries très-lourdes, dans le style même de M. de Pourceaugnac. C'est un amoureux trop empressé, qui pendant l'obscurité de la nuit croit enlacer de ses bras une belle proie et n'embrasse que des marmites. Il s'échappe ensuite tout noirci; ses beaux vêtements de conquête, souillés par les instruments de cuisine, se pavanent devant le monde; alors des cris de joie et des éclats de rire de jeunes filles, de religieuses et de seigneurs, semblent traverser le xe siècle, le saint monastère, et tous les temps qui suivirent, pour arriver à nos oreilles.

Le style latin dans lequel ces essais dramatiques sont écrits mérite une étude, et ne ressemble guère à celui de Térence, quoi qu'en dise la bonne religieuse; peut-être, si nous l'examinons de bien près, y découvrirons-nous quelques caractères qui signalent le passage du monde ancien au monde moderne. La vie de Meinwerc nous en a offert des échantillons ridicules. Hrosvita en est le modèle achevé et comme le perfectionnement définitif.

Au premier aspect, vous croyez lire de la prose, et tous les éditeurs ont reproduit de cette manière, sans indiquer une forme rhythmique ou rimée, les drames de Hrosvita; si vous les relisez avec plus d'attention, vous êtes frappé du retour constant des assonances ou rimes incomplètes, qui coupent la phrase, tantôt en deux, tantôt en trois parties inégales. Les variétés et accidents du dialogue suspendent en vain cette marche symétrique; dès que le discours prend un peu d'étendue, la rime reparaît avec acharnement :

ABRAHAM.

Hei mihi! bone Jesu! quid hoc monstri
Est quod hanc quam tibi sponsam nutrivi
Alienos amatores audio sequi!

AMICUS.

Hoc meretricibus antiquitus fuit in more
Ut alieno delectarentur in amore.

ABRAHAM.

Affer mihi sonipedem delicatum
Et militarem habitum,
Quo deposito tegmine religionis
Ipsam adeam sub specie amatoris.

« Hélas! doux Jésus, quelle affreuse nouvelle, que celle que j'avais élevée pour devenir votre épouse suive d'autres amants!

(1) *Revue des Deux Mondes,* livraison de novembre 1839.

» C'est la vieille méthode des courtisanes, de se complaire à l'amour des étrangers.

» Amenez-moi un coursier rapide et un habit de soldat, afin que, déposant les vêtements religieux, j'aille la trouver sous le costume d'un amant. »

Il ne s'agit pas d'une ou deux rimes jetées par hasard dans le texte, mais d'un système entier d'assonances, aussi fidèlement suivi que chez les dramaturges espagnols; en réalité Hrosvita écrit des vers libres, de toute espèce de pieds; elle subit cette loi, même dans des phrases très-brèves, comme celle-ci :

CONSTANTINUS.

Si aliud expetas, — Oportet proferas.

Et encore :

EHPREM.

Qualiter?

ABRAHAM.

Miserabiliter, — Deinde evasit latenter.

Ailleurs encore :

MILITES.

Non terremur, — Sed nitimur.

Ce grand amour des mêmes sons offre une singularité curieuse et nous rejette dans une question importante et mal éclaircie, celle de la naissance et de l'origine de la rime chez les modernes.

Si nous suivions l'exemple de quelques érudits qui ne nomment jamais ceux qu'ils dépouillent, et non de M. Magnin, exact à citer ses moindres autorités, il ne tiendrait qu'à nous de tailler librement et de puiser à l'aise dans une mine d'érudition extraordinaire, l'*Essai sur la Versification*, publié, il y a peu d'années, par M. Edelstand Duméril, et dont personne n'a parlé : il y a là, dans un entassement excessif, de quoi défrayer dix gros volumes d'érudition littéraire. Quelques faits soigneusement vérifiés, empruntés à ce savant auteur et ramenés à nos propres vues, nous serviront de guides dans une recherche assez difficile. Si l'on consulte le peu de monuments tudesques, anglo-saxons, frisons, islandais, qui nous restent de cette époque, on reconnaîtra que Hrosvita n'a fait qu'être fidèle au génie gothique de son temps. Deux principes de versification le dominaient, — l'un plus rude, plus antique et plus général, l'allitération, qui répète durement la première ou la seconde consonne, c'est-à-dire la racine des mots : elle constitue l'essence même de la versification allemande et anglaise, comme le dit Grimm (1); — l'autre, la rime, forme plus élégante et plus polie. Le martellement cyclopéen des vers scandinaves primitifs, tels que :

Sofe Snél Snéllemo, etc.

n'était pas plus étranger que l'assonance des finales aux poëtes grecs et latins. Ennius dit :

(1) « Ich glaube dass die alliteration ursprünglich ihren sitz in der ganzen poesie des deutschen sprache stammes gehabt hat. » (*Ueber den altdeutschen meistergesang*, p. 166.

Salmacida Spolia Sine Sanguine et Sudore ;

Il y a quelques rimes volontaires dans l'Iliade et l'Énéide. Cependant, les langues anciennes n'adoptaient pour base et pour loi fondamentale de leur poésie ni l'allitération ni la rime, plaisirs de l'oreille, l'un plus stimulant et qui exerce une action plus âpre, l'autre plus reposé et plus doux, ressortant l'un et l'autre de ce besoin d'ordre harmonique, source des arts comme des passions, mais sans rapport avec la nature rhythmique de ces idiomes.

Le rappel du même bruit, le parallélisme des sons, constituent donc un principe de versification spécial, nouveau, sans analogie avec la délicate mesure des Grecs, succession mélodieuse de brèves et de longues. Des organes durs et des populations sauvages ont créé une symétrie grossière et forte, d'accord avec la rudesse du langage qu'ils parlaient : c'est l'allitération ; cette symétrie, tombant sur la racine, c'est-à-dire sur le sens des mots, aidait la mémoire et y faisait pénétrer la poésie et les lois du pays. Les antiquaires et le peuple anglais sont restés fidèles à l'allitération ; l'écaillère de Londres ne manque pas de dire : *Wine and winegar*, et les titres des livres populaires en Angleterre reproduisent avec complaisance cette antique forme : *Wine and Wallnuts*, — *Peter Priggins*, — *Paul Pry*.

Je regarderais volontiers ces deux éléments comme nouveaux en Europe, appartenant aux races barbares et illettrées ; *rusticus sermo*, *rusticitas*, indiquent, ainsi que le prouve un passage de don Bouquet, les chants populaires rimés (1). Toutefois on doit noter un fait digne de remarque, c'est l'affinité constante de l'une de ces deux formes, la rime, avec le Midi, — et de l'autre, de l'allitération, avec le Nord. Saint Augustin, Africain, écrit un sermon en assonances pour mieux graver sous cette forme sentencieuse sa doctrine sacrée dans l'esprit des auditeurs. On trouve, dit William Jones, la rime établie en Orient dès l'origine de la poésie arabe. Lorsque les Scandinaves apportent leur allitération dans le monde romain, ce sont les Romains qui prennent la rime. Bientôt elle devient la forme favorite des chrétiens, forme proverbiale, gnomique, on ne peut plus favorable à la mémoire.

Au IXe siècle, parmi les Germains, ce sont les septentrionaux qui allitèrent, et les méridionaux qui riment. La plus vieille poésie chrétienne germanique est celle d'Otfried, moine de Weissenburg, en haut allemand, et celle de l'*Heliand*, par un Bas-Saxon qui écrivait peu de temps avant Hrosvita. Otfried, qui représente le sud plus civilisé, mêlé de latinisme et de keltisme, possède déjà la rime. L'auteur de l'*Heliand* garde encore l'allitération, ornement et fondement de la vieille poésie nationale. L'Allemand du nord suit de près la Bible ; celui du sud a ses idées ; il change, il amplifie, il fait de la critique. Le septentrional est naïf, le méridional policé. Ce dernier s'étonne sans cesse de pouvoir exprimer de si saintes choses en langue tudesque rimée, ce qui est une nouveauté pour lui. La rime a eu beaucoup de peine à s'acclimater au nord de l'Angleterre, où la forme allitérative s'est conservée longtemps. Chaucer dit qu'il est un Breton du midi, et qu'il « ne sait pas se jouer dans ses vers avec les consonnes, ni dire : *Rem, ram, ruf*... »

... I am a sotherne man
I cannot geste *rem, ram, ruf*...

(1) Tom. III, p. 505.

Mais comme c'est un homme d'esprit et d'une oreille délicate, il ajoute : « Après tout, la rime ne vaut guère mieux :

And, god wote, rime hold i but litel better ! »

Et il a parfaitement raison : la rime est la sœur cadette de l'assonance barbare, qui elle-même est une cousine méridionale de l'allitération du Nord.

Je ne pense donc point que la rime se rattache à la civilisation et à la poésie païennes ; c'est un élément nouveau et barbare, bien que méridional et surtout chrétien. Les derniers prosateurs et poëtes romains ne connaissent point la rime, il n'y en a pas dans saint Jérôme ; Sidoine Apollinaire, qui se plaît aux recherches les plus dépravées et les plus bizarres, écrit de mauvais vers qui ne riment pas. On peut en dire autant d'Ausone, qui s'amuse à bâtir des pièces *en croix* et *en centons*, mais dont les coquetteries de décadence sont étrangères à la dureté rocailleuse de l'allitération et à l'écho de la rime. Ces dernières formes n'apparaissent qu'avec les invasions des peuples du Midi et du Nord, surtout avec l'invasion plus puissante du christianisme ; la sentence, le dogme et la doctrine, s'impriment bien mieux dans les esprits par le retour parallèle des désinences. La prédication chrétienne, c'est-à-dire toute la civilisation du Midi, s'empara de ce moyen ; les lettrés ne se servirent plus que de l'assonance ou de la rime ; elle retentit dans les *sequences* et les proses d'église, puis elle fit son nid dans la poésie et même dans la prose teutonique. Le grand Gerbert est à peu près le seul homme de son temps qui ait méprisé cette forme nouvelle. De la poésie ou prose gallo-romaine et latino-tudesque (à rimes *intérieures*) dont Hrosvita offre un échantillon précieux, la rime est descendue directement chez nous. Les langues vraiment musicales s'en passent, les idiomes plus durs s'en arrangent : je ne connais rien de moins mélodieux que les rimes suivantes, que cite M. Duméril, rimes dont la richesse est incontestable et qui appartiennent à un poëme islandais du IXe siècle :

Haki — Kraki, — Hoddum — Broddum, — Saerdi — Naerdi — Seggi — Leggi, etc. (1).

Voilà de belles rimes. Le skalde Égil Skallagrimmson, auquel nous ne ferons compliment ni sur l'harmonie de son nom, ni sur la délicatesse de son oreille, rimait ainsi avant Hrosvita et Otfried ; il nous semble donc difficile de croire que la rime fût aussi hostile que le pense M. Duméril aux idiomes gothiques en général, puisqu'ils en abusaient si durement.

Pendant que la rime méridionale et ecclésiastique envahissait les idiomes du Nord, l'allitération païenne et septentrionale essayait d'entrer de force dans les idiomes du Midi, où elle ne pouvait pas se maintenir. Le plus curieux exemple de cet effort perdu est le poëme allitéré d'un contemporain de Hrosvita, qui se nommait Hugues-*le-Chauve* (Hucbald (2)), qui vivait sous Charles-*le-Chauve*, et qui se crut prédestiné à écrire un poëme hexamètre latin « sur les gens chauves ; » poëme qui subsiste, et dont tous les mots commencent par la lettre C ou K.

(1) Stephanius, *Notæ ad Saxonem*, p. 76.

(2) De *bolen*, « tanner, dépouiller, » et non de *bold*, hardi, comme on l'a cru. Les Anglais ont conservé *bald*, chauve.

Karmina, Klarisona *(clarisonæ?)* Kalvis Kantate, Kamenœ!

Nos savants bénédictins, peu versés dans les langues du Nord, n'ont pas donné, sur l'origine de cette fantaisie qui nous semble grotesque, les éclaircissements nécessaires; ils n'ont fait entrer en ligne de compte ni le nom du *chauve* Hugues, ni l'habitude septentrionale de l'allitération.

Du temps de Hrosvita, la poésie tudesque, sans renoncer à ses vieilles lois, était fort entamée par la rime et l'assonance; il y avait longtemps que la poésie latine en vivait et que la prose romaine ne pouvait s'en passer : le biographe de Meinwerc nous a montré tout à l'heure l'amour de la rime poussé au point de rendre le sens de l'auteur indéchiffrable. A force de se reposer sur l'assonance symétrique des finales, l'oreille en devenait amoureuse jusqu'à préférer ce vain écho à tout sentiment et à toute idée. Les gens civilisés n'écrivaient plus en latin, en saxon, en bas-allemand, en anglo-saxon, en irlandais, que des parallélismes rimés, soit en vers, soit en prose, et si la rime ne détrônait pas l'allitération, du moins elles partageaient comme sœurs le trône barbare. Hrosvita trouva dans cette situation la littérature de son pays. Elle ne changea rien à cette mode; elle en effaça seulement la prétention, l'obscurité, l'entortillage, le jeu de mots, les défauts des esprits médiocres; elle imprima à cette prose cadencée et rimée un caractère de gravité sentencieuse et tendre; enfin elle écrivit, en latin de son époque, des vers libres et ingénus, rimés et harmonieux, tout à fait dans le goût de La Fontaine ou de Chaulieu. Qu'on lise, d'après cette donnée, le commencement de la charmante scène entre l'ermite et la courtisane, et l'on reconnaîtra chez la recluse saxonne du xe siècle (par conséquent antérieure aux poëtes provençaux) la divination merveilleuse de toute la poésie moderne.

STABULARIUS.

Fortunata Maria,
Lœtare, quia
Non solum, ut hactenus, tui coævi
Sed etiam senio jam confecti
Te adeunt,
Te ad amandum confluunt.

MARIA.

Quicumque me diligunt
Æqualem amoris vicem in me recipiunt.

ABRAHAM.

Accede, Maria, et da mihi osculum.

MARIA.

Non solum
Dulcia oscula libabo
Sed etiam crebis senile collum
Amplexibus mulcebo.

ABRAHAM.

Hoc volo.

MARIA.

Quid sentio ?
Quid stupendæ novitatis gustando haurio ?
Ecce, odor istius fragrantiæ
Prœtendit fragrantiam
Mihi quondam
Usitatæ abstinentiæ !

Les oreilles délicates sentiront le balancement et la molle cadence de ces vers; ce sont en effet des vers modernes. On n'a, pour s'en convaincre, qu'à suivre pas à pas le latin de Hrosvita et à calquer, vers pour vers, des lignes françaises d'un nombre égal de pieds et de rimes sous ses lignes latines : vu la difficulté du tour de force, on n'obtiendra ainsi que de la poésie d'opéra-comique de la pire espèce; mais que l'on s'en souvienne, il n'est question que de la coupe des vers, et nous voulons seulement prouver l'identité absolue de la prose cadencée et à rimes croisées de la religieuse avec ce que nous appelons *vers libres*. Voici le calque exact, mesure par mesure, de cette prétendue prose :

L'HOTELIER.

Réjouis-toi, Marie!
Ta charmante vie
Bientôt va s'entourer, non plus de jeunes gens,
Mais de vieillards prodigues et galants,
Dont la tendresse
A tes pieds mettra sa richesse.

MARIE.

Mon âme est toute à l'amour,
Bien suprême !
Que celui qui m'aime
Espère un doux retour.

ABRAHAM.

Un étranger, Marie,
Te prie.
Ah ! veuille m'accorder
Un baiser !

MARIE.

Mes bras, de leur douce caresse,
Enlaceront ta tremblante vieillesse ;
Je baiserai tes cheveux blancs.

Peut-on nommer cela de la prose? Évidemment la religieuse a écrit en vers sans le savoir. Tous ses drames sont faits de cette manière. Lorsque l'ermite se révèle à Marie, et lui reproche ses déportements, le mètre, que nous venons de voir inégal et ondoyant comme la volupté, devient grave, régulier et alterné comme les sentencieuses leçons du dogme. Ainsi la religieuse, imitatrice à la fois et créatrice, tel est le propre des esprits supérieurs, a reçu les impressions de son temps, et les a transmises en les épurant; si elle tient à l'antiquité par ses études, au moyen

âge par la forme du style et le fonds des idées, elle touche par des points essentiels au développement de la poésie chez les peuples nouveaux. Cette place assurée à Hrosvita dans les littératures modernes ajoute un nouvel intérêt au volume de M. Magnin et aux commentaires excellents qui précèdent et suivent sa traduction. Ce sont surtout les points de vue élevés et délicats qu'il s'est plu à ouvrir, et il y a là des échappées infiniment curieuses; les nuances dans la peinture des sentiments du cœur, l'union de la chasteté volontaire et de l'amour ardent, l'expression contenue des passions fortes, la métaphysique dans l'émotion, tous ces caractères essentiels de la civilisation moderne se trouvent, chez Hrosvita (1), à l'état de premiers linéaments et dans leur forme pour ainsi dire virginale. C'est ce que M. Magnin ne manque point d'indiquer avec une grande sûreté de coup d'œil et dans le meilleur style.

Le fonds de ses drames est germanique; elle tend au *vrai* plutôt qu'au *beau*, qui est le but spécial de l'art hellénique; elle admet tout ce qui peut faire prévaloir la vérité, scènes comiques et hideuses, violentes et même impudiques; une sincérité passionnée les relève. Ce fonds de vérité sévère s'échauffe d'une inspiration chrétienne, sans subtilité, sans raffinement, sans arrière-pensée, sans langueur molle et fade; point d'hypocrisie ou de réticence; elle avoue la véhémence des entraînements humains et cherche sa force en Dieu seul. Quant aux sujets, ils s'offraient d'eux-mêmes; c'étaient les vies des saints et les pathétiques ou merveilleuses légendes dont l'histoire chrétienne se compose. Elle a respecté le plus possible le récit sacré, qu'elle ne lisait qu'en tremblant; et quant au style, trouvant un instrument demi-latin et demi-barbare, elle l'assouplit, le perfectionna, le simplifia et en fit ce que nous avons vu.

Ces deux vices modernes, la légèreté dans le travail, le faux enthousiasme dans les vues, n'ont aucune part aux recherches de M. Magnin. Il lui était facile de se ranger sous la bannière de Dulaure et de livrer à la risée ces légendes catholiques; il pouvait aussi attaquer violemment Voltaire, qui a présenté le moyen âge comme un âge de profonde ignorance. Il n'a rien fait de tout cela. Effleurant un grand nombre de questions délicates dont il indiquait les profondeurs, il n'a faussé, en essayant de les reconstruire, ni l'humanité, ni l'histoire. Le berceau de notre scène lui est apparu dans les églises, et ce berceau il ne l'a pas agrandi; de légendes dramatiques il n'a pas fait les chefs-d'œuvre de Sophocle. Indiquant le pédantisme et la recherche de certains passages, et la mode de cette dialectique absurde qui s'élaborait dans les couvents, il n'a pas abusé de ces défauts pour jeter une réprobation injuste sur le xe siècle. Cette modération, cette sobriété, lui ont permis de bien voir et de bien analyser le talent original de la religieuse. Un autre mérite dont il faut lui tenir compte, c'est de montrer les points de vue sans les épuiser, de faire penser le lecteur au lieu de forcer sa croyance, de féconder la méditation sans présenter les objets, les faits et les personnages sous un jour artificiel.

(1) L'étymologie réelle du mot *Hrosvita*, qu'elle traduit elle-même *Clamor validus* (à peu près comme De Thou traduit *Bassompierre* par *Levis sonus a rupe)*, nous semble devoir être *Rauschen* (bruit, murmure), et *schwind* (rapide, violent); le nom véritable de la religieuse aurait donc été *Rauschwind*, latinisé par le mot *Hroswitha* ou *Hrotsvitha*, orthographe inexacte, mais que M Magnin a d'ailleurs très-bien fait de conserver d'après le manuscrit.

On se demande pourquoi les œuvres de ce genre, amusantes et sévères, piquantes dans leur simplicité, deviennent si rares. On publie cependant des milliers de volumes par année. Les livres ne manquent pas, ni les prétentions au savoir et au beau style. Toutes les intelligences sont éveillées, toutes veulent jouir, la plupart créer; c'est un prurit universel et un avortement qui se tourne en règle et en habitude. Rien ne mûrit; chacun se hâte, chacun s'élance. Un savoir indigeste, recouvert d'un coloris ardent et cru, est servi précipitamment à un public aussi pressé de lire que l'auteur est impatient de faire éclater son nom. Dans le roman, cette précipitation lâche les écluses journalières des fictions intarissables qui nous inondent. Un livre sérieux et amusant, publié au milieu de cette fécondité de mauvais aloi, mérite bien d'être remarqué. Tel est le livre de M. Magnin. Plusieurs questions graves sont éclairées par ce travail, auquel le savoir et le goût ont une part égale, dont la forme est excellente, et où les esprits d'élite étudieront désormais la religieuse du xe siècle, — âme passionnée et esprit supérieur, qui croyait imiter Térence et qui annonçait Racine.

PHILARÈTE CHASLES.

REVUE MUSICALE.

Beethoven et sa statue occupent en ce moment, nous ne dirons pas l'Allemagne, mais l'Europe entière. De Coblentz à Mayence, il n'est bruit que de l'exaltation triomphale qu'on prépare au roi de la symphonie. Le vieux Rhin se pavoise de ses plus éclatantes banderoles, le pic du Drachenfels se couronne, en guise de lampions, de barils de poix gigantesques, et l'écho séculaire de Saint-Goar récure sa gorge de granit pour mieux porter au loin les mémorables faits des trois grandes journées. Pour un moment, les fourmilières humaines cachées dans les entrailles du Taunus se dépeuplent; de Schlangenbad, d'Ems et de Wiesbaden, on arrive, on afflue ; les murs de Bonn regorgent d'étrangers, et l'on raconte que plus d'un honorable professeur de l'antique Clementina-Augusta, voyant ses pénates envahis, en est réduit à camper à la belle étoile sans autre abri contre l'ophthalmie que le précieux garde-vue vert qui le protége dans ses cours. Fête nationale et populaire à laquelle les souverains et les hommes politiques eux-mêmes vont prendre part : le roi de Prusse reçoit à Stolzenfels la reine d'Angleterre, M. de Metternich arrive au Johannisberg, et M. de Nassau fait endosser à ses soldats leurs habits neufs. Quel congrès que celui-là : Meyerbeer et M. de Humboldt, le prince Metternich et M. Liszt, sans compter les myriades de pianistes accourus des quatre points du globe, et qui certes n'auront garde de perdre une aussi belle occasion de pérorer sur la philosophie de l'art et autres matières transcendantales! Aussi j'admire la candeur de ces braves gens qui vont à Bonn, s'imaginant y devoir entendre des merveilles musicales. quelque symphonie de Beethoven, par exemple, exécutée avec une pompe inouïe. De musique et de symphonie, mais il n'en sera point question; en revanche, on peut s'attendre à des salves d'artillerie, à des vivats frénétiques, à des illuminations et surtout à de solennelles harangues. Au fait, pourquoi M. Liszt se refuserait-il le plaisir, si fort de son goût, de haranguer la multitude? Pourquoi l'honorable pianiste, en attendant que la statue s'y dresse, n'essaierait-il pas le piédestal? A ce compte, la partie oratoire ne saurait manquer. Au discours humanitaire prononcé dernièrement par M. Liszt au château de Saint-Point, il fallait un pendant, le monde attendait : qu'il se rassure, les harangues ne feront pas défaut ; et comme cette fois le récipiendaire, en sa qualité de mort, ne risque pas d'interrompre l'éloquent chancelier de la fête, tout porte à croire que nous aurons un

document complet que les télégraphes s'empresseront de nous transmettre, car il est bien convenu qu'aux temps où nous vivons le don des langues accompagne infailliblement celui des doigts. Puis, après tant d'homélies et de dissertations, on ira se prélasser, le verre en main, dans l'îlot de Nonnenwerth, transformé pour la circonstance en joyeuse guingette, où des flots de vin couleront nuit et jour aux frais de l'illustre pianiste. Qui pourrait dire combien de toasts philosophiques seront portés à tous les dieux de l'art, à commencer et à finir par Beethoven? On sablera le Rudesheimer, le Markobrunnen et le Geisenheimer à grand orchestre : trombones, clarinettes et bassons boivent sec, comme chacun sait; aussi frémissons-nous en songeant à la quantité de tonnes qui se consommeront en ces galas opimes et dignes de Pantagruel. Mais pourquoi frémir? cela ne regarde-t-il pas M. Liszt, ou plutôt l'intendant de ses domaines?

Vous connaissez Nonnenwerth, petit îlot situé entre Bonn et Oberwinter, et tout juste assez large pour contenir un vieux cloître devenu la propriété du célèbre pianiste. Là vint se retirer et mourir la blonde et sensible Hildegonde, fille de l'un des plus puissants barons du Rhin. — Hildegonde aime Roland, et, tandis que le chevaleresque neveu de Charlemagne guerroie en Palestine, le bruit se répand qu'il est mort; aussitôt sa fidèle fiancée abandonne le manoir paternel, se réfugie à Nonnenwerth et prend le voile. Cependant la nouvelle était fausse; le paladin, à peine guéri des sanglantes blessures qui ont fait croire à son trépas, revient de terre sainte, et lorsqu'il aborde enfin au château du baron : « Vous arrivez trop tard, lui répond le père d'Hildegonde, ma fille s'est unie au Christ. » — Sur la rive droite du Rhin, juste vis-à-vis de Nonnenwerth, s'élève un pic aride et nu (aujourd'hui le Rolandseck) ; l'amant infortuné s'y construit une hutte; de là son regard plongera nuit et jour dans la cellule où gémit sa pauvre bien-aimée, de là son oreille entendra le son des cloches appelant le cloître à la prière, et distinguera même pendant l'office divin la voix ineffable d'Hildegonde s'élevant vers le ciel sur des nuages d'encens. Un matin, le neveu de Charlemagne, s'éveillant à son ordinaire les yeux braqués sur Nonnenwerth, aperçoit dans le cimetière de la communauté une fosse fraîchement creusée; à cette vue, un affreux pressentiment s'empare de lui; haletant, éperdu, il descend la montagne, traverse le Rhin, heurte à la porte du sanctuaire que pour la première fois de sa vie il se décide à profaner, et la première sœur qu'il interroge lui apprend que la vierge qu'on ensevelit est Hildegonde. Le lendemain, on aperçut au pic du Rolandseck un cadavre adossé contre la hutte, et dont la paupière immobile était encore fixée sur Nonnenwerth. — Quand Schiller rimait cette légende et donnait, sous le nom du *Chevalier de Toggenburg*, la vie littéraire à la tradition naïve du vieux temps, le grand poëte d'Iéna ne se doutait guère qu'avant trente ans un pianiste compterait cette pièce au nombre des archives de son manoir. Pourquoi M. Liszt ne met-il point la ballade de Schiller en musique? Lui qui aime tant à fraterniser avec les philosophes et les poëtes trouverait là, ce semble, une occasion toute naturelle de s'approprier définitivement un morceau que la littérature allemande pourrait bien encore vouloir réclamer.

En attendant, Nonnenwerth s'approvisionne de vieux vins et de comestibles pour festoyer dignement Beethoven; invitera-t-on la statue au gala, comme dans *le Festin de Pierre?* C'est pour le coup que le bonhomme Bertram, s'il parcourait les salles du *monastère antique*, pourrait se livrer tout à son aise à son goût du monologue, et dans un plain-chant funéraire reprocher au pianiste hospitalier d'avoir,

Où régnait la vertu fait régner le plaisir!

Que vont dire les saintes sépultures du cloître à ces accents bachiques renouvelés du *Comte Ory?* Que dira surtout l'ombre d'Hildegonde, s'il est vrai qu'elle habite encore *ce séjour,* ainsi que l'affirment certains touristes qui descendaient le Rhin il y a quatre ans, lesquels prétendent l'avoir vue assise, au clair de lune, à sa fenêtre, ses longs yeux bleus noyés de pleurs et sa main amaigrie perdue dans les touffes de ses cheveux blonds? Heureusement, il faut l'espérer, saint Beethoven interviendra, sans quoi le feu du ciel n'aurait qu'à tomber sur le monastère profané.

N'importe, un grand homme de plus aura sa statue, et cette consécration populaire donnée à l'immortel auteur des symphonies vaut bien qu'on se montre indulgent à l'endroit d'une foule de menus détails d'un parfait ridicule. Encore une fois, oublions les prêtres pour le dieu, et, laissant de côté toutes ces vanités puériles qui bourdonnent autour du monument, ne songeons à voir dans ces fêtes si bruyamment carillonnées qu'un solennel hommage rendu à la mémoire de Beethoven. N'admirez-vous point la banalité des temps où nous vivons, et combien c'est une chose facile pour certains esprits, qu'une soif insatiable de notoriété consume, d'occuper l'univers d'eux-mêmes, alors qu'ils semblent le plus se dévouer à la gloire d'autrui? C'est merveille de quel ton dégagé on en use désormais avec la publicité. Aujourd'hui que nous n'avons plus Pégase, la réclame nous tient lieu du coursier du Pinde. On l'enfourche, et pique des deux! Au fait, pourquoi n'en userions-nous pas de la sorte? Puisqu'il est convenu qu'aujourd'hui la publicité est à qui veut la prendre, une fois qu'on la tient, le mieux n'est-il pas de la mener bon train et d'entrer chez la courtisane botté, éperonné, le fouet en main, en petit Louis XIV qu'on est ou qu'on croit être?

Déjà l'Autriche avait décerné à Mozart une statue colossale; vous connaissez le monument de Salzbourg, cette physionomie si profondément empreinte de calme et de sérénité, qu'on se prend à s'écrier à son aspect : Puisque c'est là Mozart, il songe à *Titus* plutôt qu'à *Don Juan.* La Saxe prépare à Weber de semblables honneurs, et voilà désormais Beethoven intronisé à Bonn et prenant place sur le sol natal, vis-à-vis du fameux électeur de la cathédrale. On ne dira plus que l'Allemagne se montre ingrate envers ses musiciens illustres, et remarquez que là-bas du moins on n'attend pas qu'ils soient morts pour leur rendre hommage; je n'en veux d'autre preuve que ce qui se passait à Berlin ces jours derniers, lorsque le roi de Prusse accueillait à sa table avec tant de bienveillance et d'intérêt M. Spohr, dont il venait d'applaudir la partition nouvelle, cet opéra des *Croisés,* qu'on proclame avec enthousiasme le chef-d'œuvre du maître. En France, nous ne connaissons que fort peu l'auteur de *Jessunda* et de *Faust,* et, le connussions-nous davantage, il n'y a point à supposer qu'il nous inspirerait de très-vives sympathies. Comme harmoniste, c'est un musicien de premier ordre; quant à la mélodie, telle que les Italiens et nous la comprenons, on serait mal venu de la lui demander. Je ne parle pas de sa manière d'écrire pour les voix, laquelle égale, si elle ne le dépasse, le sublime dédain de Beethoven. C'est partout et toujours de la musique instrumentale, et peut-être ces compositions, qui plaisent si fort aux Allemands, risqueraient-elles, en dépit des beautés éminentes qu'elles renferment, de paraître obscures à des gens qui ne lisent point Hegel dans les entr'actes. S'il était permis de rapprocher les deux extrêmes, je dirais que Spohr est une espèce de Rossini

germanique, en ce sens qu'il use sans réserve de ses moyens d'effet, et prodigue les combinaisons harmoniques avec le même luxe et la même fécondité que l'auteur du *Barbiere* et de la *Gazza* ses combinaisons mélodieuses. J'ajouterais que cette musique a les qualités de ses défauts, et que ce style châtié, abstrait, qui pourrait s'appeler en musique le style philosophique, a du moins l'avantage d'exclure toute espèce de platitude, comme il s'en rencontre trop souvent dans les compositions des écoles italienne et française. Entre Beethoven et Spohr, il y a, selon moi, la différence du génie à l'esprit : l'un enthousiasme, l'autre intéresse.

Au nombre des pèlerins qui ont entrepris ces jours derniers la croisade rhénane, on cite M. Léon Pillet; seulement, s'il faut en croire le bruit des journaux, ce n'est point tout à fait à Beethoven qu'en voulait M. le directeur de l'Opéra, il s'agissait pour lui d'un but moins pieux et moins désintéressé. Beethoven a beau être un grand homme, il n'en a pas moins cessé d'écrire, et les directeurs de spectacle n'ont guère le loisir de se livrer à ce culte sentimental des morts; si l'auteur de *Fidelio* vivait encore, à la bonne heure! Fût-il même ce vieillard maussade et quinteux que vous savez, je gage que M. Léon Pillet, se trouvant sur les lieux, eût profité de l'occasion pour risquer une démarche ; de Cologne à Bonn, il n'y a qu'un pas : malheureusement Beethoven n'existe plus qu'en effigie ; et que peut la statue d'un grand homme, que peut un mort auquel on chante des cantates, pour le directeur d'un théâtre qui demande à vivre? M. Pillet s'est donc arrêté à Cologne, où se trouve en ce moment Meyerbeer, venu à la suite de la cour de Prusse, dont il doit ordonner les concerts pendant la visite de la reine Victoria à Stolzenfels. — Que se passe-t-il pendant cette entrevue? on l'ignore ; mais raisonnablement que pouvait-il se passer? L'éternelle question du *Prophète* et de *l'Africaine* sera revenue sur le tapis ; peut-être même aura-t-on parlé d'une traduction du *Camp de Silésie?* M. Meyerbeer aura fait des conditions impossibles, M. le directeur de l'Académie royale de Musique aura demandé le temps d'y réfléchir, et l'on se sera séparé en se promettant de se revoir avant six mois dans le cabinet de la rue Lepelletier. Or, vous verrez que d'ici là le roi de Prusse interviendra pour commander à son maître de chapelle quelque divertissement qui rendra de toute nécessité la présence à Potsdam de M. Meyerbeer. Le bénéfice le plus clair que M. le directeur de l'Opéra nous semble devoir recueillir de sa pérégrination administrative aux bords du Rhin, est de s'être procuré le plaisir de voir la cathédrale de Cologne ; c'est au clair de lune un magnifique spectacle.

L'an passé, l'Opéra parcourait l'Italie à la recherche d'un ténor, aujourd'hui le voilà traversant l'Allemagne à la poursuite d'une partition. L'Académie royale de Musique produit un peu sur nous l'effet de ces malades auxquels, en désespoir de cause, leur médecin ordonne de voyager; à ce compte, tant de malencontreux chefs-d'œuvre, de débuts avortés, représenteraient les moyens curatifs restés sans efficacité. Puisque rien ne réussit, ni les ouvrages de M. Halévy, ni ceux de M. Niedermeyer, et qu'on se lasse de Mme Stoltz; puisqu'il n'est que trop vrai que M. Barroilhet a besoin de prendre du repos, et qu'on nous reproche de tuer à plaisir, en lui imposant un répertoire au-dessus des conditions de sa nature, la seule voix jeune et fraîche que nous possédions encore, essayons d'une ressource extrême, prenons la poste, et vite allons-nous-en consulter l'oracle des bords du Rhin ; mais l'oracle ne se compromet pas, et cette fois, comme toujours, répond par formules évasives. — Sérieusement, quel intérêt peut avoir M. Meyerbeer à livrer une de ses partitions nouvelles à l'administration de l'Opéra? Sa renommée?

dit-on ; mais la renommée de l'auteur de *Robert-le-Diable* et des *Huguenots* nous semble à un assez bon point pour qu'il lui soit permis d'en jouir à sa manière, et sans qu'on ait le droit de l'interpréter en mauvaise part. D'ailleurs, de ce qu'il ne lui convient pas d'écrire pour Mme Stoltz et Duprez, s'ensuit-il qu'il doive rester dans une inaction absolue? *Le Camp de Silésie,* représenté cet hiver à Berlin avec tant de succès, prouverait le contraire. En outre, le soin même de cette renommée, dont on se montre si généreusement préoccupé, exige qu'avant de livrer chez nous cette bataille proclamée décisive, il ne néglige rien pour s'assurer au moins le plus de chances de succès. Or, nous le demandons, l'état actuel de l'Académie royale de Musique est-il fait pour tenter un maître? Deux ou trois chanteurs isolés s'entourant de sujets recrutés de côté et d'autre, et qui ne se montrent que pour disparaître aussitôt, ne sauraient constituer une troupe. Comment en est-on venu là ; que ce soit l'imprévoyance de l'administration ou le hasard des circonstances qui ait produit un pareil état de choses, il ne nous appartient point de le discuter ; toujours est-il qu'un musicien aussi haut placé que l'auteur des *Huguenots,* qu'un maître dont la critique épie les moindres mouvements ne saurait encourir les désavantages de la situation actuelle. Il y aurait, sans aucun doute, un grand parti à prendre : oublier sa propre gloire pour ne songer qu'à venir en aide au théâtre, se dire qu'à force de volonté, de patience et de génie, on finira par rassembler tant d'éléments disjoints, et se recomposer un ensemble, coûte que coûte ; en un mot, tenter la fortune en désespéré. Par malheur, les dévouements de ce genre ne sont plus du temps où nous vivons, et nous doutons fort que M. Meyerbeer se décide jamais à vouloir jouer le rôle d'un Curtius musical. — Ainsi la négociation a manqué, et l'on en est réduit, au retour du voyage, à redemander à son auteur une partition de *David,* qu'on écartait il y a huit jours. L'auteur du *David* en question est un jeune homme tout à fait inconnu, que ses amis proclament d'avance un grand maître, c'est trop juste ; aussi attendons-nous le chef-d'œuvre avec une impatience d'autant plus vive, que Mme Stoltz y doit représenter le jeune roi des Juifs, ce qui ne nous empêche nullement toutefois de regretter le silence désormais indéfini de l'illustre auteur des *Huguenots ;* car, soit dit en passant, prophète pour prophète, nous eussions mieux aimé celui de Meyerbeer.

On se demande ce que fait en des circonstances pareilles M. Donizetti, et comment, lorsque l'inépuisable pourvoyeur se trouve à Paris, une administration théâtrale quelconque peut conserver des inquiétudes sur son hiver. Fussiez-vous le plus abandonné des directeurs de spectacle, l'auteur des *Martyrs* et de *la Favorite* n'a-t-il point dans son écritoire de quoi vous tirer d'affaire en quelques jours? Par malheur, entre l'Académie royale de Musique et M. Donizetti un léger nuage a passé, et la cause de ce nuage est un certain *duc d'Albe* destiné à moisir dans les cartons. Déjà, au sujet de ce *duc d'Albe* que l'administration a jugé à propos de ne point représenter, l'auteur des paroles, M. Scribe, a touché une indemnité pécuniaire assez forte, et maintenant c'est au tour du maestro de réclamer. Quand on aura dûment satisfait à ses conditions, Orphée reprendra sa lyre. Néanmoins, et pour tuer le temps sans doute, M. Donizetti écrit un opéra bouffe qu'il destine au Théâtre-Italien. Le rôle principal est réservé à la Persiani, ainsi l'a voulu M. Vatel ; car nous ne pensons pas que M. Donizetti se fût de lui-même montré à ce point oublieux envers la cantatrice qui a si puissamment contribué au succès de son *Don Pasquale.* Durant les deux ou trois saisons dernières, le public dilettante a pu apprécier les incessants services rendus par la Grisi à l'administration. Toujours

prête à monter sur la brèche, active, dévouée et vaillante, nous l'avons vue passer du répertoire bouffe au répertoire dramatique, et pousser plus d'une fois l'abnégation jusqu'à se charger des rôles les moins faits à son avantage : le rôle d'Imogène, par exemple, écrit trop haut pour elle, et qu'elle chantait cet hiver uniquement pour faciliter les représentations du *Pirate*. C'est sans doute afin de ménager la voix de sa prima donna et dans le seul intérêt de sa santé qu'un excès de zèle, s'il se renouvelait souvent, pourrait bien compromettre, que M. Vatel travaille en ce moment à préparer à la Grisi de longs loisirs à la saison prochaine. Sur deux opéras nouveaux qui seront représentés cette année, l'un, celui de M. Donizetti, est destiné à la Persiani; quant à l'autre, au *Nabuchodonosor* de Verdi, on vient d'engager tout exprès pour y chanter la partie d'Abigaïl une demoiselle Brambilla dont la renommée n'a jamais, que nous sachions, brillé en Italie d'un lustre bien flamboyant. Personne plus que nous n'aime à voir la troupe du Théâtre-Italien s'enrichir de noms nouveaux; encore convient-il que ces noms aient acquis de la célébrité. De même que nous applaudissions à l'avénement de Ronconi, nous consentirions volontiers à ce qu'on laissât partir la Grisi s'il s'agissait de la remplacer par quelque Malibran, à ce qu'on se défît de M. de Candia pour nous donner Moriani; mais, à vrai dire, ces renouvellements par en bas d'une troupe telle que la troupe du Théâtre-Italien de Paris ne nous semblent devoir produire aucun résultat auquel l'art musical soit intéressé. On a l'air de vouloir tout simplement tenter des expériences, de vouloir essayer si, en multipliant les sujets de médiocre importance, on ne parviendra point, en un moment donné, à pouvoir se passer de certain talent de premier ordre dont on aura, du reste, pris grand soin de chercher à déshabituer le public au moyen de toute sorte de petites manœuvres administratives. Pourvu que la présence de Mlle Brambilla n'aille pas nuire au succès de l'opéra de Verdi qu'on promet de nous donner enfin! Depuis bientôt quatre ans qu'on ne chante en Italie que la musique de Verdi, que ses cavatines et ses duos traînent sur tous les pianos, le temps semblerait en effet venu pour l'administration du théâtre Ventadour de mettre à la scène les partitions du jeune et déjà célèbre compositeur. Ces bons Milanais riraient bien si nous leur disions qu'en France nous en sommes restés à Donizetti ! Entre Donizetti et l'Italie musicale contemporaine, il y a toute une école, et c'est justement à cette école qu'appartient Verdi. Une instrumentation toujours serrée, souvent énergique et puissante, une mélodie cherchant l'ampleur et l'expression, plus de développement dans les chœurs et tous les accessoires que n'en comportait l'ancien système, tels sont, à mon sens, les principaux caractères qui distinguent les chefs du mouvement en question. Mercadante semble avoir ouvert la voie avec *la Vestale* et le *Giuramento*, et peu à peu on a vu tous les esprits nouveaux s'engager sur ses traces. En s'attachant comme les autres à la forme adoptée par Mercadante, Verdi semble avoir pris à tâche de consommer le rapprochement entrevu par celui-ci entre la cavatine italienne et le système purement dramatique de l'opéra français. Comme tout continuateur d'un mouvement, il en a exagéré les tendances, de sorte que, si le genre de Mercadante inclinait déjà du côté de nos idées, la manière de Verdi s'y rattache entièrement, tant par la coupe grandiose des morceaux et le style mélodique de ses récitatifs, que par une certaine pompe de décors et de mise en scène à laquelle sa musique se prête admirablement. Hâtons-nous d'ajouter à la liste de ses mérites un avantage bien remarquable chez un Italien ; nous voulons parler du goût qu'il apporte dans le choix de sa phrase, de la façon toute sérieuse dont il la travaille.

Verdi n'improvise pas, il compose ; aussi ses ouvrages ne se comptent point par centaines. Quatre opéras : *Il Conte di San Bonifacio, I Lombardi, Ernani, Nabuco*, forment à peu de chose près le bagage du jeune maître. Dans *Nabuchodonosor*, que le Théâtre-Italien doit représenter cet hiver, Ronconi chantera le rôle du monarque assyrien, écrit jadis à son intention, et qui lui a valu déjà tant de triomphes ; on parle en outre de M. Dérivis pour le personnage du grand-prêtre. Lorsqu'il figurait au nombre des pensionnaires de l'Académie royale de Musique, M. Dérivis possédait, on s'en souviendra, une voix de basse d'une excellente sonorité, mais un peu fruste et rebelle à l'intonation ; aujourd'hui cet organe, bien qu'il ait un peu perdu, dit-on, de son timbre métallique, nous revient assoupli par l'étude et la pratique du chant italien, le plus favorable, comme on sait, qu'il y ait au monde pour la voix : on peut donc supposer que des succès d'un nouveau genre l'attendent. Quel dommage que cet interdit ridicule dont nos poëtes s'obstinent à frapper les opéras écrits sur des sujets de leur création doive empêcher l'*Ernani* de se produire sur notre scène ! Si M. Hugo voulait seulement s'y prêter le moins du monde, tout irait pour le mieux. Il y a là une cavatine de doña Sol qui, chantée par la Grisi, transporterait la salle d'enthousiasme ; et quel admirable et pathétique morceau que ce trio final entre Gomez, Ernani et doña Sol ! On ne s'imagine pas d'élan plus chaleureux, plus irrésistible ; c'est le drame lyrique dans toute la grandeur de l'acception. Une scène pareille exécutée par les chanteurs qu'on a sous la main, Gardoni, Barroilhet et Mme Stoltz, serait capable de conjurer le sort de l'Opéra. On ne cesse de nous répéter que l'Académie royale de Musique périt faute de musiciens ; en voici un tout trouvé, l'auteur de *Nabuchodonosor* et d'*Ernani*, un compositeur fait à souhait pour les conditions du genre de notre scène : aussi a-t-on bien garde de s'adresser à lui. Au lieu de vous en aller poursuivre sur les bords du Rhin cette chimérique partition de M. Meyerbeer, il fallait demander à M. Scribe son meilleur poëme, et prendre à l'instant la route d'Italie. Verdi, croyez-moi, n'eût point tant fait le difficile, et dans six mois peut-être eussiez-vous eu dans les mains de quoi tenter hardiment la fortune. Mais, non ; il nous faut à toute force rester dans l'ornière battue. M. Meyerbeer, M. Donizetti, M. Halévy, nous ne sortons point de là ; et si de ces trois maîtres il arrive que les deux premiers se taisent faute de bonne volonté, et le troisième faute d'idées, on ne sait plus à quel saint se vouer, on invoque *le Roi David*.

L'Opéra-Comique a donné, selon la coutume, son ouvrage d'Auber : seulement, chose étrange et qui depuis des années ne s'était vue, cette fois le succès a manqué. Conçoit-on que des hommes aussi experts en matière de théâtre que les auteurs de *la Barcarole* doivent l'être puissent se tromper de la sorte ? Comment en pareil cas un musicien n'a-t-il point le courage de dire à son poëte : La pièce que vous m'apportez là est ennuyeuse à dormir debout ? Et comment à son tour le poëte s'abuse-t-il sur la musique de son compositeur au point de ne pas s'apercevoir que cette partition ne contient que des redites ? Entre gens de tant de talent et d'esprit, il faudrait savoir se confier certaines vérités. Par malheur, les choses se passent autrement : au lieu de se critiquer, on s'encourage ; au lieu de se conseiller, on s'applaudit, et l'on arrive ainsi, bras dessus bras dessous, devant le public, qui s'imagine être pris pour dupe, et tourne le dos sans façon. Avouons-le, M. Scribe n'est pas cette année en veine d'opéras-comiques ; deux exemples viennent de nous le prouver coup sur coup. Après *la Barcarole*, *le Ménétrier !* en vérité, on croirait presque à une gageure. Remarquez cependant qu'ici le spirituel

écrivain avait toute raison de se montrer soigneux de réussir et d'user de scrupules envers son musicien. Qu'on se néglige une fois par hasard envers un maître aussi choyé, aussi applaudi, aussi gâté de tous que l'est M. Auber, la faute en somme peut se réparer, il ne tient qu'à l'auteur de *la Barcarole* de prendre sa revanche avant six mois, et puis M. Auber a derrière lui son passé glorieux, qui le sauvegarde contre les éventualités fâcheuses d'un échec. Tels ne sont point les priviléges de chacun, n'a pas qui veut son lendemain, et quand un compositeur encore à son début, quand un homme plein de zèle et d'amour pour son art, tourmenté du besoin de se produire, a recours à vous pour entrer en communication avec ce public dont il rêve de loin les applaudissements et les couronnes, il y a conscience à tromper ainsi son espoir, et pour ma part, il me semble que j'estimerais plus un refus net et franc que ces offres de service qui, en fin de compte, ne sont qu'une manière de se décharger aux dépens des nouveaux venus d'un fond de sac dont les anciens ne veulent peut-être pas.

Le poëme du *Ménétrier* étant donné, il ne restait au compositeur qu'un seul moyen de se tirer d'affaire : étouffer ce poëme sous la musique et couper net, à grand renfort de violons et de trombones, aux banalités de cette action sans intérêt. Le procédé peut réussir; Beethoven l'a prouvé dans *Fidelio;* il est vrai de dire qu'il y avait au fond de cette idée absurde du bonhomme Bouilly un élément de sentimentalité dont un grand poëte, dont le chantre des symphonies devait finir par tirer un parti sublime. Sous ce sol ingrat que creusait l'ongle du lion, on pouvait pressentir la source des larmes. Mais que faire d'un sujet dépourvu de caractère et de passion, où la musique, au lieu d'être servie par les combinaisons du drame, semble n'avoir pour tâche que d'en déguiser la triste contexture? Vous avez vu ces gens qui prennent la parole pour empêcher leur voisin de dire une sottise : de même dans cet opéra du *Ménétrier*, lorsqu'il voit que son personnage va perdre contenance, M. Labarre se met à chanter, et voilà un air ; si, au lieu d'un personnage, il y en a deux, c'est un duo, et ainsi de suite. Je le répète, la musique du *Ménétrier* a, selon moi, l'avantage énorme d'en faire oublier le poëme ; c'est tout simplement une symphonie que M. Labarre a composée là, une symphonie très-habilement écrite, semée de traits d'orchestre d'un goût parfait, et dont plus d'une intention mélodieuse éclaire le fond. Reste à savoir si les habitués de l'Opéra-Comique s'accommoderont de ces duos à large coupe, de ces morceaux d'ensemble si amoureusement développés. Nous-même, quelles que soient nos sympathies pour la grande musique, nous doutons que l'atmosphère du théâtre Favart lui convienne beaucoup ; ces développements qu'on aime à lui voir prendre au Théâtre-Italien comme à l'Académie royale paraissent ici hors de saison; les conditions du genre, la voix des chanteurs, tout s'y oppose. C'est pourquoi nous aurions voulu peut-être une forme plus dégagée, plus svelte, quelque chose rappelant davantage, non pas Hérold ou M. Auber, mais le faire si mélodieux du musicien de *la Révolte au Sérail* et de tant de compositions si agréablement faciles. M. Labarre est homme à profiter de l'expérience, et, pour peu qu'un bon poëme lui vienne en aide, les qualités de mise en œuvre ne sauraient lui manquer à la première occasion. La verve y est, nul ne le conteste ; il s'agit maintenant d'en modérer l'essor, de se rogner le bout des ailes.

Nous ne terminerons pas sans dire un mot d'un très-charmant ballet représenté à l'Académie royale de Musique cette semaine. Les auteurs du *Diable à quatre*, en s'inspirant du motif de l'opéra de Sedaine, ont ingénieusement combiné leur

action pour la danse, je dis leur action, car le poëme nouveau, bien que la féerie intervienne, se rapproche plus du *Diable boiteux* que de *la Sylphide* et de *Giselle*, les chefs-d'œuvre du ballet de pure fantaisie. Ajoutons que la Carlotta, dans le principal rôle, y fait des prodiges. Jamais Fanny Elssler à ses meilleurs jours n'eut plus de grâce et d'élégance, plus d'expression dans le regard et d'harmonie dans toute sa personne : voilà pour l'actrice; que serait-ce si nous parlions de la danseuse, qui hier à Londres tenait tête à la Cerrito, et laissait si loin derrière elle cette pauvre Taglioni, qu'on se prenait à soupirer à l'idée du néant de la gloire théâtrale ! La musique du *Diable à quatre* est de M. Adam, et ne manque à coup sûr ni d'adresse ni d'habileté; mais quel plaisir peut donc trouver l'auteur du *Postillon de Lonjumeau* à dépenser en si menue monnaie son imagination, sa verve et son esprit ? N'a-t-il, par hasard, rien de mieux à faire ? Je n'aime pas voir un poëte passer sa vie à rimer des logogriphes. Que M. Adam y prenne garde, à force d'éparpiller ses motifs en toute sorte de pas de deux, il finira par ne plus lui en rester pour ses partitions. Déjà même, quand on se souvient de ses derniers ouvrages dramatiques, de *Richard en Palestine* par exemple, et qu'on entend la musique de *Giselle* et du *Diable à quatre*, on se demande si ce ne sont point là ses véritables opéras.

***.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

31 août 1845.

Les dernières nouvelles de Constantinople annoncent de grands changements dans le divan. Riza-Pacha, premier ministre et grand-maréchal du palais, a été violemment destitué. On sait qu'il exerçait dans le divan une influence prépondérante, et qu'il y représentait depuis cinq ans le vieil esprit de l'empire, opposé aux idées européennes. Faut-il attribuer sa disgrâce à des motifs politiques et au triomphe de l'esprit de réforme dans les conseils de la Porte ottomane? Ce qui semblerait justifier cette opinion, c'est que la chute de Riza-Pacha a entraîné celle de plusieurs de ses collègues, solidaires de ses actes, et accusés comme lui d'avoir excité les troubles de l'empire par une administration tyrannique. De plus, si l'on en croit les renseignements donnés par les feuilles ministérielles, les nouveaux ministres seraient des hommes sages, d'une prudence reconnue, et tout à faits exempts des préjugés qui ont égaré leurs prédécesseurs. Enfin, des correspondances particulières annoncent que Réchid-Pacha, l'homme le plus libéral de la Turquie, est rappelé à Constantinople pour y prendre la direction des affaires. Si ce bruit se confirmait, il donnerait à la destitution de Riza-Pacha une signification importante.

Dans une note communiquée aux puissances le 28 juillet, la Porte a indiqué les mesures qu'elle va prendre pour faire cesser l'anarchie du Liban. Le ministre des affaires étrangères, Chékib-Effendi, ira lui-même en Syrie surveiller l'exécution des ordres du sultan, et le commandant de l'armée d'Arabie, Namick-Pacha, viendra seconder ses opérations à la tête d'une force imposante. L'administration intérieure de la montagne sera définitivement réglée. Les représentants des cinq puissances ont approuvé, dit-on, les mesures ordonnées par la Porte, et le monde diplomatique paraît en attendre d'heureux résultats. Nous craignons cependant qu'on ne se fasse sur ce point des illusions. En supposant que les intentions du divan soient bonnes, et ses démonstrations sincères, aura-t-il la force de faire exécuter ses volontés? Pourra-t-il comprimer le fanatisme musulman toujours si implacable contre les chrétiens d'Orient? Peut-il compter sur la justice des autorités turques, dont l'odieuse partialité en faveur des Druzes a été cent fois signalée dans la dernière guerre? Peut-il compter sur l'armée, qui a excité les partis l'un

contre l'autre au lieu de les contenir, et qui a massacré les chrétiens au lieu de les défendre? D'ailleurs, la note du 28 juillet laisse subsister dans la montagne un ordre de choses que la France, protectrice des chrétiens d'Orient, ne peut accepter sans réserve.

Il est bon de rappeler en quoi consistent les difficultés que l'arrangement de 1842 a rencontrées dans les districts mixtes, c'est-à-dire dans la moitié du Liban, difficultés assez grandes pour que, depuis trois ans, on n'ait su de quelle manière s'y prendre pour exécuter l'arrangement. Les districts mixtes sont peuplés par deux cinquièmes de Druzes et trois cinquièmes de chrétiens. Pendant le gouvernement de l'émir Béchir, la puissance des chrétiens s'était considérablement développée; les cheiks druzes, à la suite de révoltes nombreuses, avaient été chassés de Syrie. En 1840, ils profitèrent du bouleversement général pour reprendre ce qu'ils avaient perdu depuis un quart de siècle; les chrétiens ne voulurent pas reconnaître l'autorité de ces nouveaux venus. Les Druzes, moins nombreux, mais plus unis, organisèrent, en 1841, un plan d'attaque soudain et général, et firent un vaste massacre des chrétiens. Cette manière de procéder n'était pas faite pour rendre ceux-ci plus disposés à accepter la restauration de l'autorité druze. Les Turcs n'étaient d'ailleurs pas innocents de ces excès, et tentèrent d'en faire leur profit; mais l'Europe intervint et s'opposa à l'installation d'un pacha en demandant la conservation de l'administration indigène et le respect des vieilles traditions : une année de pourparlers amena comme transaction le système des deux kaïmakans, dans lequel un chef d'origine druze devait commander aux Druzes, et un chef chrétien devait commander aux chrétiens. C'est pour avoir mal compris ce système que l'on a discuté près de trois ans à Constantinople, et que les parties intéressées s'égorgeaient, il y a deux mois. Les chrétiens disaient que l'arrangement de 1842 avait été fait pour eux et pour les soustraire à la haine et aux violences des Druzes : en ceci, ils avaient parfaitement raison; à quoi les Druzes répondaient que deux autorités ne pouvaient exister dans les mêmes communes, dans les mêmes districts, sans que la guerre civile y devînt un fait nécessaire et normal, et en ceci les Druzes avaient également raison; ils ajoutaient, bien entendu, que leurs cheiks étaient la seule autorité légitime, et que l'émir Béchir avait fait acte d'injustice en les expulsant. Entre ces deux opinions contradictoires, on a pris au commencement de 1845, à Constantinople, une sorte de *mezzo termine* d'où est sortie la note du 28 juillet; celle-ci n'est au fond que la confirmation du système bâtard de 1842. La teneur de cette étrange pièce, type de protocole turc, laisse le champ libre à toutes les interprétations. Toutefois, il en ressort assez clairement l'intention de donner aux Druzes, dans la personne de leurs moukatadjis, une supériorité réelle sur les Maronites. Dans les villages mixtes, les moukatadjis sont exclusivement chargés des affaires administratives et de la police. Ils seront les intermédiaires entre l'autorité de la Porte et le district : à la vérité, dans certains cas, leur action pourra être contrôlée pas les vékils maronites; mais ces derniers, réduits la plupart du temps à des fonctions municipales, n'auront jamais qu'une importance secondaire dans les localités.

D'autres dispositions règlent la perception des impôts, l'exécution des mesures de police, qui sont exclusivement confiées aux moukatadjis, et les cas où il sera permis au vékil d'intervenir. Tout ce mécanisme est bien délicat pour les mains qui devront le faire fonctionner; il nous semble que le Druze continuera au tribunal de défendre le Druze, le chrétien de soutenir le chrétien, et que de la discussion

les juges et les plaideurs en viendront très-vite aux voies de fait. Pour dire toute notre pensée, le système des kaïmakans est une erreur de quelques hommes d'ailleurs bien intentionnés; souhaitons donc qu'ils reconnaissent que l'arrangement de 1842 n'est pas praticable, et qu'ils cessent de s'agiter dans un cercle vicieux. Nous avons eu récemment l'occasion de recueillir sur cette affaire des renseignements pris sur les lieux par des hommes qui ont vu et bien vu, et nous avons acquis la conviction qu'il y avait dans le *statu quo* des amours-propres engagés plutôt que des intérêts, et que l'étude de la question indique quelque chose de mieux que le système qu'on s'efforce de faire vivre. M. Guizot n'a-t-il pas déclaré, il y a deux mois, devant la chambre des pairs, que le seul moyen, selon lui, de pacifier le Liban était d'y rétablir l'ancienne administration nationale et chrétienne? M. Guizot ajoutait qu'il n'avait pas renoncé à faire prévaloir cette opinion dans les conseils du divan. Il allait même jusqu'à dire que la France pouvait agir isolément dans les affaires de la Syrie, qu'elle n'était liée par aucun engagement avec les autres puissances, qu'elle n'avait pas abandonné son droit de protéger à elle seule les catholiques d'Orient, et qu'elle saurait exercer son protectorat dès qu'elle le jugerait nécessaire. Après une telle déclaration, nous doutons fort que M. le ministre des affaires étrangères puisse considérer la note du 28 juillet comme une concession suffisante aux intérêts des chrétiens du Liban, et comme un succès diplomatique dont la France ait à se glorifier.

La mission de Chékib-Effendi nous semble, avant tout, un attermoiement destiné à affaiblir l'écho que les derniers massacres ont eu en Europe. Nous désirons qu'elle ait d'autres résultats, et qu'il ne faille pas recourir aux coups de fusil pour imposer aux populations le gouvernement dont il s'agit. L'opinion publique accuse les pachas turcs en Syrie de toute autre chose que d'incapacité lorsqu'ils ont aidé les Druzes à saccager les villages chrétiens. On concevrait en effet que les autorités de Syrie eussent mis de la lenteur à séparer les combattants, on pourrait expliquer leur conduite par l'absence d'instructions, par le manque de décision ; mais c'est pousser l'incapacité bien loin que de recevoir de Constantinople des instructions favorables aux chrétiens et de fusiller ces mêmes chrétiens de compte à demi avec les Druzes. Les démonstrations de sympathie que la Porte prodigue aux populations chrétiennes dans ses notes officielles ne doivent pas trop faire perdre de vue le contraste qui existe souvent entre son langage et les faits. A ce propos, il est important de ne pas laisser tomber dans l'oubli l'assassinat du prêtre tué dans le couvent latin d'Abeil. C'est fait de nos missions et du prestige nécessaire au costume européen, si ce crime, jusqu'à ce jour sans exemple, n'amène pas promptement l'exécution du coupable. C'est, d'ailleurs, rendre un véritable service à la Turquie que de lui donner le sens moral et d'apprendre aux autorités locales à ne pas se mettre du côté des meurtriers.

La note du 28 juillet recommande aux habitants des villages mixtes de ne chercher d'autre appui que celui de la Porte, et de ne pas s'adresser aux consuls des puissances. Elle invite en outre ces agents à s'abstenir de toute intervention publique ou secrète. Si quelqu'un doit profiter de cet avertissement, c'est l'Angleterre, dont le consul à Beyrouth n'a pas craint d'exciter publiquement l'insurrection des Druzes, et de les soulever contre des chrétiens! Quant aux agents de la France en Orient, leur conduite n'a mérité depuis longtemps que des éloges. L'énergie, le courage, l'humanité qu'ils ont montrés, leur ont valu les plus nobles témoignages de l'estime publique. Ils n'ont usé de leur influence que pour défendre

des populations opprimées et pour arrêter l'effusion du sang. Espérons que cette légitime influence ne leur sera pas enlevée, et que notre gouvernement saura la garantir contre toute atteinte.

Une nouvelle crise agite en ce moment la Grèce. Depuis plusieurs mois, la violence des partis, les menées révolutionnaires, l'importance des questions soulevées devant les chambres, tout présageait un combat décisif, où l'avenir du gouvernement serait en jeu. Ce combat vient d'être livré. Heureusement, la cause nationale est sortie victorieuse de cette lutte, qui a déjoué tous les calculs de l'ambition et de l'intrigue. M. Coletti, attaqué par une coalition, a triomphé de tous ses adversaires. Resté seul maître du pouvoir, il semble résolu à braver toutes les difficultés de sa situation. Il puise de nouvelles forces dans le sentiment de ses devoirs, qui s'accroissent avec sa responsabilité.

Il eût été bien difficile que l'organisation du saint synode ne devînt pas pour M. Coletti et pour le gouvernement de la Grèce une redoutable épreuve. On sait comment les esprits, en Grèce, sont divisés sur cette question. Le parti napiste, autrement dit le parti russe, fidèle aux traditions de M. Capo-d'Istria, veut la prépondérance de l'église dans l'état. Les plus exagérés du parti vont même jusqu'à réclamer un changement de dynastie, vu que le roi actuel est catholique, et que ses intérêts religieux sont en opposition avec ceux de l'église orthodoxe. Or, sur ce terrain, M. Coletti, chef du parti national et dynastique, devait nécessairement rencontrer parmi ses adversaires M. Metaxas, chef du parti napiste. En outre, il devait supposer que la loyauté et la bonne foi seraient des liens bien faibles, dans une pareille circonstance, pour enchaîner l'opposition de M. Mavrocordato. En effet, M. Mavrocordato n'a pas hésité; il a sacrifié ses principes à l'espoir de renverser le cabinet ; il a uni ses efforts à ceux de M. Metaxas pour faire triompher un système qu'il a autrefois combattu; il a donné ouvertement la main au parti russe. M. Coletti, abandonné à lui seul, eût succombé devant cette coalition puissante, s'il n'eût appelé à son aide toutes les ressources de son esprit et de son courage.

Trois questions ont dominé le débat. Il s'est agi d'abord de déterminer quelle serait la situation du chef de l'église; par qui serait nommé le président du saint-synode; quelle serait sa place dans l'état. Le parti napiste voulait qu'il fût élu par l'assemblée des archevêques et des évêques. C'était faire du clergé un pouvoir indépendant, et changer les destinées de la Grèce, en provoquant, dans un avenir plus ou moins éloigné, le renversement de la dynastie. Les napistes et les mavrocordatistes ont soutenu de tous leurs efforts cette proposition audacieuse, qui a heureusement échoué, grâce à la fermeté de M. Coletti et à la sagesse du parti national. Malgré cette défaite, l'opposition a essayé de ressaisir l'avantage sur d'autres points; mais toutes ses tentatives ont été repoussées. Le parti napiste voulait que le mariage fût exclusivement soumis à l'autorité spirituelle, qui aurait ainsi disposé du sort des familles : la chambre a décidé que le mariage serait à la fois un sacrement et un acte civil, soumis par conséquent à l'autorité temporelle. L'opposition demandait une pénalité excessive contre les prêtres qui renonceraient à leurs vœux ; la chambre a refusé de prononcer une peine contre ces infractions, qu'elle a abandonnées aux châtiments spirituels de l'église.

Après une pareille lutte, il était évident que la situation de M. Metaxas était gravement modifiée. Soit qu'il n'eût suivi que les impulsions de sa conscience, soit qu'il eût trempé dans une intrigue, il ne pouvait plus être le collègue de M. Coletti. Aussi, après une réconciliation plus apparente que sincère, l'association ministé-

rielle a été définitivement rompue. M. Coletti ayant fait entrer quinze nouveaux membres dans le sénat, afin d'enlever la majorité à M. Mavrocordato, M. Metaxas a saisi ce prétexte pour offrir sa démission, qui a été acceptée.

Nous applaudissons à la victoire remportée par M. Coletti. C'est le triomphe du patriotisme sur l'influence étrangère, de la loyauté sur l'intrigue, des idées libérales sur les idées rétrogrades, de la vérité et du bon sens sur l'ignorance et la passion, égarées par des menées perfides. Appuyé sur la majorité dans les deux chambres, investi de la confiance du trône, fort de la droiture de ses sentiments et de la légitimité de sa cause, M. Coletti a de puissants moyens pour se maintenir au pouvoir. Il serait difficile, néanmoins, d'apprécier dès à présent la véritable force de sa situation. On ne sait pas encore l'attitude que prendra M. Metaxas. Nommé ministre à Constantinople, il a demandé plusieurs jours pour réfléchir sur le parti qu'il avait à prendre, et l'on ne connaît pas encore sa décision. Enfin, on ignore le contre-coup des derniers événements sur les cabinets étrangers. Dieu veuille que l'Angleterre, dans ces conjonctures critiques pour le gouvernement de la Grèce, comprenne enfin la nécessité de revenir à des sentiments meilleurs envers l'administration de M. Coletti. Tous les amis de l'indépendance hellénique s'accordent à louer la sagesse des conseils que la légation française d'Athènes a donnés dans ces derniers temps au gouvernement grec. Nous voudrions pouvoir en dire autant de la légation britannique. Ce serait un beau spectacle que l'entente cordiale employée à diriger, à soutenir, à asseoir sur des bases durables cette jeune liberté de la Grèce, espèce d'avant-garde de la civilisation européenne au milieu de la barbarie de l'Orient.

L'entente cordiale, toujours problématique dans les affaires du Levant, paraît prendre plus de consistance dans les affaires du Nouveau-Monde. Les journaux anglais nous annoncent la médiation de la France et de l'Angleterre dans les différends de la Plata. Les hostilités ont cessé. Le gouvernement de Montévideo a le premier déposé les armes ; Rosas, après une courte résistance, a cédé devant l'attitude résolue des puissances médiatrices. L'armée de Buenos-Ayres a évacué le territoire oriental, et le gouvernement de Montévideo a proclamé une amnistie. Rosas, dit-on, consent à signer la paix, mais à la condition que la république de l'Uruguay élira un nouveau président, et que les deux rivaux, Oribe et Rivera, seront exclus des élections. On ne dit pas quelle est la réponse faite à cette proposition. On ne sait rien encore de positif à l'égard des indemnités dues par Rosas. Sans doute les négociateurs auront été chargés par leurs gouvernements respectifs de conclure des conventions commerciales avec les deux pays ; on doit croire que cet intérêt n'a pas été négligé, et qu'un des bienfaits de cette intervention tardive, si souvent réclamée à la tribune et dans la presse, sera d'ouvrir les rives de la Plata, les provinces de l'Uruguay, du Chili, de la Bolivie et du Pérou, à un immense mouvement d'importation et d'exportation. Une intervention sérieuse et efficace sur la Plata doit nécessairement enfanter une révolution commerciale dans l'Amérique du Sud.

Les négociations de la France et de l'Angleterre sur la question du Texas ne paraissent pas destinées à produire d'aussi beaux résultats. L'annexion, déjà votée par les chambres texiennes, vient d'être confirmée en dernier lieu par la convention chargée de donner une constitution au nouvel état. Ainsi tout est consommé. Le Mexique, toujours déchiré par ses divisions intestines, et privé des ressources nécessaires pour soutenir la lutte, voudra-t-il réaliser des menaces qui, jusqu'à

présent, n'ont point paru sérieuses? Des nouvelles récentes annoncent que le gouvernement mexicain a pris des mesures énergiques, qu'il montre des dispositions belliqueuses, et qu'il est prêt à envoyer trente mille hommes dans le Texas, dès que la guerre sera déclarée. Ces nouvelles méritent confirmation. Quant au gouvernement anglais, on peut croire qu'il ajournera sa vengeance; il sait que les occasions de l'exercer ne lui manqueront pas, et que l'ambition des États-Unis ne les fera pas longtemps attendre. Dans ces circonstances, le rôle de la France est tout tracé. Après avoir donné à l'Angleterre une preuve de bon vouloir, rendue inutile par la force des choses, le gouvernement français n'a plus rien à faire dans la question du Texas; il doit reprendre la neutralité. S'il persistait à suivre une politique où ses intérêts sont visiblement sacrifiés, où il n'a rien à gagner et où il a tout à perdre, sa responsabilité serait gravement compromise.

Pendant longtemps, les catholiques d'Irlande ont eu le privilége d'agiter l'Angleterre par l'association du rappel, et par le spectacle de leurs innombrables *meetings*. Aujourd'hui, ce sont leurs adversaires irréconciliables, les orangistes, qui veulent à leur tour intimider le gouvernement, et qui se rassemblent par milliers pour protester contre la politique de transaction suivie à l'égard d'O'Connell et de son parti. Leurs déclamations furibondes sont remplies d'anathèmes contre sir Robert Peel. A Enniskillen, à Lisburn, ils ont voté des adresses dans lesquelles ils supplient la reine de renvoyer le cabinet. Ils crient à la trahison, à la lâcheté du gouvernement, à l'abandon de l'église protestante, à la violation des droits et des principes de la vieille Angleterre. Quoi qu'il en soit, malgré toute cette colère déployée contre lui, sir Robert Peel n'a rien à craindre de ce côté. Les orangistes d'Irlande ne sont pas appuyés en Angleterre; ils n'ont qu'une minorité très-faible dans le parlement: à l'ouverture de la session prochaine, le ministère pourra, s'il le croit nécessaire, demander le renouvellement du bill qui a déjà prononcé plusieurs fois la dissolution des sociétés orangistes, et cette mesure passera sans opposition.

On a répété bien souvent que l'Irlande était la grande difficulté du gouvernement britannique. Aujourd'hui, ce mot ne serait point exact. Le cabinet britannique, dans ses vues sur l'Irlande, est soutenu par une majorité puissante, qui partage ses convictions, qui veut, comme lui, substituer à un système de rigueur une politique conciliante, et qui est décidée à fournir au gouvernement tous les moyens nécessaires pour faire triompher cette politique. La grande difficulté du cabinet anglais n'est donc plus, pour le moment du moins, dans l'administration de l'Irlande; elle est ailleurs, et on peut aisément la découvrir. Parcourez les districts manufacturiers de la Grande-Bretagne; allez dans ces immenses *meetings* où se traitent toutes les questions d'économie sociale et politique; écoutez ces théories du libre commerce et ces doctrines financières si absolues, si radicales; voyez cette puissante ligue contre les céréales, qui demande que l'Angleterre ouvre ses ports à tous les produits du monde, qui veut l'abolition de tous les tarifs et le renversement des bases du budget! Dans ce mouvement si orageux, dans cette association gigantesque qui couvre tout le royaume, dans cette effrayante menace dirigée à la fois contre la propriété foncière, contre l'aristocratie, contre la constitution anglaise; dans cette croisade industrielle et commerciale, dont le dernier mot peut être une révolution politique, ne doit-on pas reconnaître la cause des inquiétudes secrètes qui agitent, dit-on, le gouvernement de l'Angleterre? N'y a-t-il pas là des dangers qui doivent attirer dès à présent toute l'attention de sir Robert Peel?

S'il est vrai, comme on l'a prétendu, qu'un des motifs qui ont déterminé le voyage de la reine d'Angleterre en Allemagne a été l'espoir qu'une démarche flatteuse pour le roi de Prusse le rendrait favorable aux intérêts anglais dans les affaires du *Zollverein*, cet espoir a été complétement déçu. Le congrès douanier de Carlsruhe, au lieu d'abaisser les droits qui protégent l'industrie allemande contre la concurrence étrangère, a paru en général disposé à les élever. La Prusse, fidèle à ses traditions, a d'abord combattu cette tendance, elle a voulu maintenir les tarifs existants; mais il paraît qu'aujourd'hui elle consent aux aggravations qu'on lui demande, et qui seront surtout dirigées contre la concurrence anglaise. La Prusse, qui s'est vue accusée de trahison, en 1842, au congrès de Stuttgard, pour avoir défendu trop vivement le système des tarifs modérés, a craint en dernier lieu de soulever de nouveaux mécontentements, et de réveiller d'anciennes préventions. Jamais d'ailleurs l'assentiment des états germaniques n'a été plus nécessaire à la Prusse qu'en ce moment. Le rôle qu'elle vient de prendre dans les affaires religieuses lui a créé une situation difficile qui doit exciter la défiance des populations allemandes, et lui donner, à leurs yeux, des torts qu'elle doit racheter par des concessions.

Les mouvements religieux dont l'Allemagne est le théâtre ont pris tout à coup une importance que personne n'aurait pu prévoir. L'esprit de secte, après avoir longtemps germé dans les têtes de quelques novateurs, a fini par s'emparer des masses et a causé de graves désordres, qui ont dû fixer l'attention des gouvernements. M. de Metternich, dit-on, n'a pas caché le trouble que lui ont fait éprouver ces manifestations, dans lesquelles il a reconnu le symptôme d'une fermentation morale qui a besoin d'aliment. Tel est le résultat du système qui a voulu à toute force, depuis trente ans, comprimer en Allemagne l'esprit public. En refusant aux peuples des constitutions, en les privant de la tribune et de la presse, on les a rejetés dans l'activité philosophique et religieuse, tout aussi redoutable dans ses excès que l'activité politique, car l'esprit de secte et d'hérésie est aussi un esprit de liberté capable de toutes les exagérations et de toutes les fureurs. Quoi qu'il en soit, il était urgent de prendre un parti. Les populations s'agitaient de tous côtés, et les cérémonies des catholiques allemands menaçaient l'ordre public. D'après les conseils de M. de Metternich, il a été décidé que le mouvement religieux serait comprimé. La Prusse a donné le signal de la réaction. MM. Ronge et Czerski, les apôtres de l'église allemande, ont reçu l'ordre de se rendre dans des résidences distinctes, et de n'en pas sortir sans autorisation supérieure. Les réunions publiques ou clandestines ont été prohibées. Toute polémique religieuse a été interdite dans les journaux. Le gouvernement prussien, jusqu'ici favorable à la liberté de conscience, n'a pas hésité, comme on voit, à démentir ses précédents. Toutefois, en même temps qu'il comprimait toutes les manifestations religieuses, le roi de Prusse a témoigné, dit-on, des intentions favorables à la liberté politique. Est-ce un langage sincère, est-ce un moyen de se faire pardonner ses dernières rigueurs? L'avenir nous l'apprendra.

L'Europe a toujours les regards fixés sur la Suisse, où une explosion semble imminente. La diète a clos ses séances, dont le seul effet, comme on devait s'y attendre, a été d'augmenter l'irritation des esprits. Les partis mesurent leurs forces, qui malheureusement se balancent d'une manière à peu près égale. On a dit que M. Rossi avait reçu la mission de négocier près du saint-siége l'affaire des jésuites de Lucerne. Ce bruit n'est pas fondé. Il est possible que l'habile diplomate se

soit entremis officieusement pour chercher un moyen de terminer cette déplorable affaire ; mais aucune mission de ce genre ne lui a été confiée. Loin de là ; si nous sommes bien informés, toute action sérieuse du gouvernement français dans les affaires de Suisse aurait cessé depuis six mois. On doit croire que notre cabinet, sentant l'impuissance de ses efforts, a pris le parti de rester immobile.

Le ministère espagnol vient d'échapper à une nouvelle crise. Depuis longtemps les mesures financières de M. Mon entretenaient une vive exaspération dans la capitale. Le nouveau système d'impôts et la restitution au clergé des biens non vendus avaient soulevé d'unanimes attaques dans la presse. Abandonné par les organes du parti modéré, le ministère Narvaez était réduit, pour se défendre, à employer des récriminations officielles, qui compromettaient la dignité et l'ascendant du pouvoir. Les partis extrêmes ont pensé que le moment était favorable pour tenter un coup de main ; mais leurs projets ont été déjoués par la vigueur du gouvernement. Un fait honorable pour la presse espagnole, c'est que les organes du parti modéré, voyant que leur opposition consciencieuse était indignement exploitée par les ennemis de la cause constitutionnelle, ont aussitôt changé de langage, et se sont ralliés sincèrement au cabinet. Cette conduite loyale et désintéressée prouve qu'il y a en Espagne un parti d'ordre et de gouvernement résolu à défendre la monarchie constitutionnelle jusqu'au bout, et à ne jamais pactiser avec l'anarchie.

Malheureusement le cabinet Narvaez, entraîné dans de mauvaises voies, commet souvent des fautes regrettables qui irritent contre lui les opinions les plus bienveillantes. Ainsi, sans parler des mesures financières qui concernent l'Espagne, comment ne pas déplorer le préjudice que causeront à la presse française les nouvelles dispositions postales arrêtées le 15 août dernier ? D'après l'ancien tarif, déjà rigoureux, chaque feuille d'impression payait 8 centimes pour aller de Paris à la frontière, et circuler librement en Espagne. La *Revue* payait par numéro 56 centimes. D'après les nouvelles dispositions, les imprimés publiés périodiquement paieront, selon le poids, la moitié du prix fixé pour les lettres. Le poids de la lettre simple est arrêté à 6 demi-drachmes (à peu près 10 grammes), et le prix à 27 centimes. Le poids du numéro de la *Revue des Deux Mondes* étant de 250 grammes, il en résulte qu'il lui faut, pour circuler dans la Péninsule, acquitter la taxe de 3 francs 37 centimes, qui, ajoutée au chiffre de 28 centimes, prix du transport de Paris à la frontière, atteint la somme énorme de 3 francs 95 cent. par numéro ! les conséquences nécessaires d'un tel arrêté, s'il était mis sérieusement en vigueur, seraient de diminuer considérablement, sinon de rendre impossible la circulation des recueils périodiques en Espagne. Est-ce là le but que s'est proposé le gouvernement constitutionnel de Madrid ?

Cette question du tarif espagnol pour le transport des *revues* nous rappelle des difficultés d'une autre nature que ce service rencontre du côte des postes anglaises. Nous avions cru que la dernière convention postale conclue entre l'Angleterre et la France, bien que très-rigoureuse pour les recueils périodiques, serait modifiée dans le sens des intérêts littéraires des deux pays. Il n'en est rien. Loin d'ouvrir de plus larges débouchés aux publications vraiment littéraires et scientifiques, on semble prendre à tâche de leur opposer des obstacles de jour en jour renaissants. Pour montrer jusqu'où va le mauvais vouloir de l'office des postes britanniques envers la presse française, nous devons dire que les agents de cette administration refusent de surveiller le transport des recueils périodiques aux Indes, en Améri-

que, aux colonies françaises et anglaises, par les paquebots transatlantiques. Il arrive ainsi que les numéros de *revues* françaises qui, depuis quelque temps, profitaient de la voie rapide des bâtiments à vapeur, mettent maintenant deux et trois mois à parcourir un trajet qu'ils auraient pu faire en quinze jours. Est-ce là, nous le demandons, cette réciprocité de bons procédés tant préconisée dans la convention postale du 3 avril 1843, et la France ne doit-elle pas faire entendre à nos voisins que, si elle s'impose des sacrifices pour garantir leurs intérêts sur le continent, il est bien juste que de leur côté, dans le service de mer, ils veillent un peu sur les nôtres? M. le ministre des affaires étrangères nous permettra de lui recommander cette question, qui intéresse à un haut degré les amis des sciences et des lettres.

Parmi les questions du jour qui font l'objet de la polémique de la presse, il en est une que le ministère envisage avec une certaine inquiétude : c'est celle qui concerne le maréchal Bugeaud. On savait depuis longtemps que de profonds dissentiments séparaient le maréchal et le ministère. En dernier lieu, à propos de l'organisation civile de l'Algérie, et au sujet de l'expédition de la Kabylie, il s'était élevé entre le maréchal gouverneur et le président du conseil, ministre de la guerre, des contestations dont la vivacité n'avait été un secret pour personne. On n'a donc pas été surpris, il y a peu de jours, d'apprendre par les journaux d'Afrique que le maréchal allait revenir en France, et qu'il prendrait un congé de plusieurs mois.

Avant de quitter l'Algérie, le gouverneur a adressé aux généraux placés sous ses ordres une circulaire relative aux essais de colonisation militaire. Dans cette circulaire, le maréchal annonce qu'il a lieu de regarder comme très-prochain le jour où ces essais pourront être entrepris, et il ordonne de faire connaître aux soldats les bases de l'institution. Cette circulaire, comme on sait, a été violemment attaquée. Elle a été le texte des accusations les plus étranges. On a comparé le maréchal Bugeaud à un pacha révolté. On a appelé sur lui la colère du gouvernement et des chambres. Pour nous, nous avons beau relire ce document, nous ne pouvons y découvrir les attentats énormes qui excitent tant d'indignation et tant d'alarmes. Pense-t-on que le maréchal Bugeaud ait voulu distribuer des terres à ses soldats, comme le ferait un conquérant barbare, et qu'il ait eu la pensée de coloniser l'Afrique sans le consentement du gouvernement et des chambres? Il n'était pas autorisé, dit-on, à écrire sa circulaire. Qu'en sait-on? Tant que le ministère ne se sera pas expliqué nettement sur ce point, on doit croire qu'il est aussi embarrassé que le maréchal lui-même, et la justice veut, au moins provisoirement, que l'on n'accuse ni l'un ni l'autre.

DU BEAU ET DE L'ART.

DES FACULTÉS DE L'AME QUI CONCOURENT A LA PERCEPTION DU BEAU. — DES DIFFÉRENTS GENRES DE BEAUTÉ ET DE LEUR HARMONIE. — DU GÉNIE ET DE L'ART. — DES PRINCIPAUX ARTS, DE LEUR BUT COMMUN ET DE LEURS MOYENS DIFFÉRENTS. — ARCHITECTURE ET SCULPTURE. — MUSIQUE ET PEINTURE. — SUPRÉMATIE DE LA POÉSIE.

L'esthétique, ou la théorie du beau et de l'art, est la partie de la philosophie qui a été le plus négligée parmi nous. On ne rencontre pas une seule ligne sur ce grand sujet avant le père André et Diderot. Diderot, qui avait des éclairs de génie, où tout fermentait sans venir à maturité, a semé çà et là une foule d'aperçus ingénieux et souvent contradictoires (1); il n'a pas laissé une théorie sérieuse. Dans une école contraire et meilleure, disciple de saint Augustin et de Malebranche, le père André a composé sur le beau un livre estimable, où il y a plus d'abondance que de profondeur, plus d'élégance que d'originalité (2). Condillac, qui a écrit tant de volumes, n'a pas même un seul chapitre sur le beau. Ses successeurs ont traité la beauté avec le même dédain; ne sachant trop comment l'expliquer dans leur système, ils ont trouvé plus commode de ne la point apercevoir. Grâce à Dieu, elle n'en subsiste pas moins et dans l'âme et dans la nature. Nous allons essayer d'en recueillir les traits essentiels sans les altérer par aucun préjugé systématique; nous en laisserons paraître la variété, et nous tâcherons aussi d'en saisir l'harmonie. Nous l'étudierons successivement dans l'homme qui la connaît et qui la sent, dans les objets de tout genre qui la contiennent, dans le génie qui la reproduit, dans les principaux arts qui l'expriment chacun à leur manière selon les moyens dont ils disposent.

Commençons par interroger l'âme en présence du beau.

(1) *Pensées sur la Sculpture*, etc. — *Le Salon de* 1765, etc.
(2) *OEuvres philosophiques* du p. André; bibliothèque Charpentier.

I.

N'est-ce pas un fait incontestable qu'en face de certains objets, dans des circonstances très-diverses, nous portons ce jugement : Cet objet est beau? Cette affirmation n'est pas toujours explicite. Quelquefois elle ne se manifeste que par un cri d'admiration ; quelquefois elle s'élève silencieusement dans l'esprit qui à peine en a conscience. Les formes de ce phénomène varient, mais le phénomène est attesté par l'observation la plus vulgaire et la plus certaine, et toutes les langues en portent témoignage.

Quoique les objets sensibles soient ceux qui, chez la plupart des hommes, provoquent le plus souvent le jugement du beau, ils n'ont pas seuls cet avantage; le domaine de la beauté est plus étendu que le monde physique exposé à nos regards; il n'a d'autres bornes que celles de la nature entière, de l'âme et du génie de l'homme. Devant une action héroïque, au souvenir d'un grand dévouement, même à la pensée des vérités les plus abstraites puissamment enchaînées entre elles dans un système admirable à la fois par sa simplicité et par sa fécondité, enfin devant des objets d'un autre ordre, devant les œuvres de l'art, ce même phénomène se produit en nous. Nous reconnaissons dans tous ces objets, si différents qu'ils soient, une qualité commune sur laquelle tombe notre jugement, et cette qualité nous l'appelons la beauté.

En vain on a tenté de réduire le beau à l'agréable.

Sans doute la beauté est presque toujours agréable aux sens, ou du moins elle ne doit pas les blesser. La plupart de nos idées du beau nous viennent par la vue et par l'ouïe, et tous les arts, sans exception, s'adressent à l'âme par le corps. Un objet qui nous fait souffrir, fût-il le plus beau du monde, bien rarement nous paraît tel. La beauté n'a point de prise sur une âme occupée par la douleur.

Mais si une sensation agréable accompagne souvent l'idée de la beauté, il n'en faut pas conclure que l'une soit l'autre.

L'expérience prouve que toutes les choses agréables ne nous paraissent pas belles, et que parmi les choses agréables celles qui le sont le plus ne sont pas les plus belles : marque assurée que l'agréable n'est pas le beau, car si l'un est identique à l'autre, ils doivent toujours être proportionnés l'un à l'autre, et ils ne peuvent être séparés.

Or, tandis que tous nos sens nous donnent des sensations agréables, deux seulement ont le privilége d'éveiller en nous l'idée de la beauté. A t-on jamais dit : Voilà une belle saveur, voilà une belle odeur? Cependant on le devrait dire, si le beau est l'agréable. D'un autre côté, il est certains plaisirs de l'odorat et du goût qui ébranlent plus la sensibilité que les plus grandes beautés de la nature et de l'art, et même, parmi les perceptions de l'ouïe et de la vue, ce ne sont pas toujours les plus vives qui excitent le plus en nous l'idée de la beauté. Des tableaux d'un coloris médiocre, ceux de notre admirable Lesueur, par exemple, ne nous émeuvent-ils pas plus profondément que telles œuvres éblouissantes, plus séduisantes aux yeux, moins touchantes à l'âme? Je dis plus : non-seulement la sensation ne produit pas l'idée du beau, mais quelquefois elle l'étouffe. Qu'un artiste se complaise dans la reproduction de formes voluptueuses, en agréant aux sens, il

trouble, il révolte en nous l'idée chaste et pure de la beauté. L'agréable n'est donc pas la mesure du beau, puisqu'en certains cas il l'efface et le fait oublier ; il n'est donc pas le beau, puisqu'il se trouve, et au plus haut degré, où le beau n'est pas.

Ceci nous conduit au fondement essentiel de la distinction de l'idée du beau et de la sensation de l'agréable, à savoir la différence de la sensibilité et de la raison.

Quand un objet vous plaît, si l'on vous demande pourquoi, vous ne pouvez rien répondre sinon que telle est l'impression que vous éprouvez en ce moment ; et si on vous avertit que ce même objet produit sur d'autres une impression différente et leur déplaît, vous ne vous en étonnez pas beaucoup, parce que vous savez que la sensibilité est diverse, et qu'il ne faut pas disputer des sensations. En est-il de même lorsqu'un objet ne vous plaît pas seulement, mais lorsque vous jugez qu'il est beau ? Lorsque vous prononcez, par exemple, que cette figure est noble et belle, que ce lever ou ce coucher de soleil est beau, que le désintéressement et le dévouement sont beaux, que la vertu est belle, si l'on vous conteste la vérité de ces jugements, alors vous n'êtes pas aussi accommodant que vous l'étiez tout à l'heure ; vous n'acceptez pas le dissentiment comme un effet inévitable de sensibilités différentes ; vous n'en appelez plus à votre sensibilité, qui naturellement se termine à vous ; vous en appelez à une autorité qui est faite pour les autres comme pour vous, celle de la raison. Vous vous croyez le droit d'accuser d'erreur celui qui contredit votre jugement ; car ici votre jugement ne repose plus sur quelque chose de variable et d'individuel, comme une sensation agréable ou pénible. L'agréable se renferme pour nous dans l'enceinte de notre propre organisation, où il change à tout moment, selon les révolutions perpétuelles de cette organisation, selon la santé et la maladie, l'état de l'atmosphère, celui de nos nerfs, etc. Mais il n'en est pas ainsi de la beauté : la beauté, comme la vérité, n'appartient à aucun de nous ; c'est le bien commun, c'est le domaine public de l'humanité ; personne n'a le droit d'en disposer arbitrairement ; et quand nous disons : Cela est vrai, cela est beau, ce n'est plus l'impression particulière et variable de notre sensibilité que nous exprimons, c'est le jugement absolu que la raison impose à tous les hommes.

Confondez la raison et la sensibilité ; réduisez l'idée du beau à la sensation de l'agréable, le goût n'a plus de loi, la distinction du bon et du mauvais goût est abolie. Si je n'aime pas l'Apollon du Belvédère, vous me dites que je n'ai pas de goût. Qu'est-ce à dire ? n'ai-je pas des sens comme vous ? l'objet que vous admirez n'agit-il pas sur moi comme sur vous ? l'impression que j'éprouve n'est-elle pas aussi réelle que celle que vous éprouvez ? D'où vient donc que vous avez raison, vous qui ne faites qu'exprimer l'impression que vous ressentez, et que j'ai tort, moi qui fais précisément la même chose ? Est-ce parce que ceux qui sentent comme vous sont plus nombreux que ceux qui sentent comme moi ? Mais le nombre des voix n'est pour rien ici. Le beau étant défini ce qui produit sur les sens une impression agréable, une chose qui plaît, fût-ce à un seul homme, fût-elle affreusement laide aux yeux du genre humain tout entier, doit être cependant et très-légitimement appelée belle par celui qui en reçoit une impression agréable, car pour lui elle satisfait à la définition. Il n'y a plus alors de vraie beauté, il n'y a plus que des beautés relatives et changeantes, des beautés de circonstance, de coutume, de mode, et toutes ces beautés, quelque différentes qu'elles soient, seront toutes légitimes, pourvu qu'elles rencontrent des sensibilités auxquelles

elles agréent. Et comme il n'y a rien en ce monde, dans l'infinie diversité de nos dispositions, qui ne puisse plaire à quelqu'un, il n'y aura rien qui ne soit beau, ou pour mieux parler il n'y aura ni beau ni laid, et la Vénus des Hottentots égalera la Vénus de Médicis. L'absurdité des conséquences démontre l'absurdité du principe. Il n'y a qu'un moyen d'échapper à ces conséquences, c'est de répudier le principe, et de reconnaître que le jugement du beau est un jugement absolu, et, comme tel, radicalement différent de la sensation.

Enfin, et c'est ici le dernier écueil de la philosophie qui tire toutes nos idées des sens, n'y a-t-il en nous que l'idée d'une beauté imparfaite et finie, et en même temps que nous admirons les beautés réelles que nous présente la nature, ne nous élevons-nous pas à l'idée d'une beauté supérieure que Platon appelle excellemment l'idée du beau, et que, d'après lui, tous les hommes d'un goût délicat, tous les artistes appellent l'idéal? Si nous établissons des degrés dans la beauté des choses, n'est-ce pas parce que nous les comparons, souvent sans nous en rendre compte, à cet idéal qui nous est la mesure et la règle de tous nos jugements sur les beautés particulières? Comment cette idée de la beauté absolue enveloppée dans tous nos jugements sur le beau, comment cette beauté idéale, que nous ne pouvons réaliser, mais qu'il nous est impossible de ne pas concevoir, nous serait-elle révélée par la sensation, par une faculté variable et relative comme les objets qu'elle aperçoit?

Après avoir distingué l'idée du beau de la sensation de l'agréable, nous pouvons aborder un phénomène d'un autre ordre, qui est attaché à l'idée du beau, et y tient par des liens si intimes, que les meilleurs juges l'ont très-souvent confondu avec elle.

N'est-il pas certain qu'en même temps que vous jugez que tel ou tel objet est beau, vous sentez aussi sa beauté, c'est-à-dire que vous éprouvez à sa vue une émotion délicieuse, et que vous êtes attiré vers cet objet par un sentiment de sympathie et d'amour? Dans d'autres cas, vous jugez autrement, et vous éprouvez un sentiment contraire à celui-là. L'aversion accompagne le jugement du laid, comme l'amour le jugement du beau.

Plus l'objet est beau, plus la jouissance qu'il procure à l'âme est vive, et l'amour profond sans être passionné. Dans l'admiration, le jugement domine, mais animé par le sentiment. L'admiration s'accroît-elle à ce point d'imprimer à l'âme un mouvement, une ardeur qui semblent excéder les limites de la nature humaine, ce degré suprême de l'admiration et de l'amour s'appelle l'enthousiasme.

La philosophie de la sensation n'explique le sentiment comme l'idée du beau qu'en le dénaturant : elle le confond avec la sensation agréable, et par conséquent pour elle l'amour de la beauté n'est que le désir. Il n'y a pas de théorie que les faits contredisent davantage.

D'abord l'émotion intime attachée à la perception du beau se distingue de la sensation agréable à ce signe manifeste que cette émotion suit le jugement du beau, et que la sensation le précède (1).

En second lieu, qu'est-ce que le désir? Un mouvement de l'âme qui a pour fin, avouée ou secrète, la possession de son objet. Mais le sentiment du beau ne se

(1) Voyez dans la *Revue des Deux Mondes*, 31 juillet 1845, l'article *Du Mysticisme*, où se trouve exposée la différence du sentiment et de la sensation.

rapporte pas à la possession. L'admiration est de sa nature respectueuse, tandis que le désir tend à profaner son objet.

Le désir est fils du besoin. Il suppose donc en celui qui l'éprouve un manque, un défaut, et jusqu'à un certain point une souffrance. Le sentiment du beau est sa propre satisfaction à lui-même.

Le désir est enflammé, impétueux, douloureux. Le sentiment du beau, libre de tout désir et en même temps de toute crainte, élève et échauffe l'âme, et peut la transporter jusqu'à l'enthousiasme sans lui faire connaître les troubles de la passion. L'artiste n'aperçoit que le beau là où l'homme sensuel ne voit que l'attrayant ou l'effrayant. Sur un vaisseau battu par la tempête, quand les passagers tremblent à la vue des flots menaçants et au bruit de la foudre qui gronde sur leur tête, l'artiste demeure absorbé dans la contemplation de ce sublime spectacle. Vernet se fait attacher à un mât pour contempler plus longtemps l'orage dans sa beauté majestueuse et terrible. Dès qu'il connaît la peur, dès qu'il partage l'émotion commune, l'artiste s'évanouit, il ne reste plus que l'homme.

Le sentiment du beau est si peu le désir que l'un et l'autre s'excluent.

Laissez-moi prendre un exemple vulgaire. Devant une table chargée de mets et de vins délicieux, le désir de la jouissance s'éveille, mais non pas le sentiment du beau. Je suppose qu'au lieu de songer au plaisir que me promettent toutes les choses étalées sous mes yeux, j'envisage seulement la manière dont elles sont arrangées et disposées sur la table et l'ordonnance du festin · le sentiment du beau pourra naître en quelque degré ; mais, assurément, ce ne sera ni le besoin ni le désir de m'approprier cette symétrie, cette ordonnance.

Le propre de la beauté n'est pas d'irriter et d'enflammer le désir, mais de l'épurer et de l'ennoblir. Plus une femme est belle, non pas de cette beauté commune et grossière que Rubens anime en vain de son ardent coloris, mais de cette beauté idéale que l'antiquité et l'école romaine et florentine ont seules connue, plus, à l'aspect de cette noble créature, le désir est tempéré par un sentiment exquis et délicat, quelquefois même remplacé par un culte désintéressé. Si la Vénus du Capitole ou la sainte Cécile excitent en vous des désirs sensuels, vous n'êtes pas fait pour sentir le beau.

Le sentiment du beau est donc un sentiment spécial, comme l'idée du beau est une idée simple. Mais ce sentiment un en lui-même ne se manifeste-t-il que sous une seule forme et ne s'applique-t-il qu'à un seul genre de beauté ? Ici encore, ici comme toujours, interrogeons l'expérience.

Quand vous avez sous les yeux un objet dont les formes sont parfaitement déterminées et l'ensemble facile à embrasser, une belle fleur, une belle statue, un temple antique d'une médiocre grandeur, chacune de vos facultés s'attache à cet objet et s'y repose avec une satisfaction sans mélange; vos sens en perçoivent aisément les détails; votre raison saisit l'heureuse harmonie de toutes ses parties. Cet objet a-t-il disparu, vous vous le représentez distinctement tout entier, tant les formes en sont précises et arrêtées. L'âme, en le contemplant, ressent une joie douce et tranquille, une sorte d'épanouissement.

Considérez au contraire un objet aux formes vagues et indéfinies, et qui pourtant soit très-beau; l'impression que vous éprouvez est sans doute encore un plaisir, mais c'est un plaisir d'un autre ordre. Cet objet ne tombe pas sous toutes vos prises comme le premier. La raison le conçoit, mais les sens et l'imagination s'efforcent en vain d'atteindre ses dernières limites : vos facultés s'agrandissent,

elles s'enflent pour ainsi dire afin de l'embrasser; mais il leur échappe et les surpasse infiniment. Le plaisir que vous ressentez vient de la grandeur même de cet objet, mais en même temps cette grandeur fait naître en vous je ne sais quel sentiment mélancolique, parce qu'elle vous est disproportionnée. A la vue du ciel étoilé, de la mer immense, de montagnes gigantesques, l'admiration est mêlée de tristesse. C'est que ces objets, finis en réalité comme le monde lui-même, nous semblent infinis dans l'impuissance où nous sommes de comprendre leur immensité, et, en imitant ce qui est vraiment sans bornes, éveillent en nous l'idée de l'infini, cette idée qui relève à la fois et confond notre intelligence. Le sentiment correspondant que l'âme éprouve est un plaisir austère.

Voilà deux sentiments très-différents. Aussi leur a-t-on donné des noms différents; l'un a été appelé singulièrement le sentiment du beau, l'autre celui du sublime.

Il intervient encore dans la perception du beau une autre faculté, non moins nécessaire que le jugement et le sentiment, qui les anime et les vivifie, l'imagination.

Lorsque la sensation, le jugement et le sentiment se sont produits en moi à l'occasion d'un objet extérieur, ils se reproduisent en l'absence même de cet objet; c'est là la mémoire.

La mémoire est double : non-seulement je me souviens que j'ai été en présence d'un certain objet, ce qui me suggère l'idée du passé, mais encore je me représente cet objet absent tel qu'il était, tel que je l'ai vu, senti, jugé; le souvenir est alors une image. Dans ce dernier cas, la mémoire a été appelée mémoire imaginative. C'est là le fond de l'imagination, mais l'imagination est plus encore.

L'esprit, s'appliquant aux images fournies par la mémoire, les décompose, choisit entre leurs traits différents, en forme des combinaisons et des images nouvelles. Sans ce nouveau pouvoir, l'imagination serait captive dans le cercle de la mémoire, tandis qu'elle doit disposer à son gré du passé et de l'avenir, du réel et du possible.

Le don d'être affecté fortement par les objets et de reproduire leurs images évanouies, et la puissance de modifier ces images pour en composer de nouvelles, épuisent-ils ce que les hommes appellent l'imagination? Non, ou du moins, si ce sont bien là les éléments propres de l'imagination, il faut que quelque autre chose s'y ajoute et les féconde, à savoir le sentiment du beau en tout genre. C'est à ce foyer que s'allume et s'entretient la grande imagination. Suffisait-il à Corneille, pour faire *Horace,* d'avoir lu Tite-Live, de s'en représenter vivement plusieurs scènes, d'en saisir les principaux traits et de les combiner heureusement? Il lui fallait en outre le sentiment, l'amour du beau, surtout du beau moral; il lui fallait ce grand cœur d'où est sorti le mot du vieil Horace.

Maintenant il est assez clair qu'on ne peut borner l'imagination aux images proprement dites et aux idées qui se rapportent à des objets physiques, ainsi que le mot paraît l'exiger. Se rappeler des sons, choisir entre eux, les combiner pour en tirer des effets nouveaux, n'est-ce pas là aussi de l'imagination, bien que le son ne soit pas une image? Le vrai musicien ne possède pas moins d'imagination que le peintre. On accorde au poëte de l'imagination lorsqu'il retrace les images de la nature; lui refusera-t-on cette même faculté lorsqu'il retrace des sentiments? Mais, outre les images et les sentiments, le poëte ne fait-il pas emploi des hautes pensées de la justice, de la liberté, de la vertu, en un mot de toutes les idées mo-

rales? Dira-t-on que dans ces peintures morales, dans ces tableaux de la vie intime de l'âme, ou gracieux ou énergiques, il n'y a pas d'imagination?

Vous voyez quelle est l'étendue de l'imagination ; elle n'a point de bornes. Son caractère distinctif est d'ébranler fortement l'âme en présence de tout objet beau, et de l'ébranler tout aussi fortement par le seul ressouvenir, ou même à l'idée d'un objet imaginaire. On la reconnaît à ce signe, qu'elle produit à l'aide de ses représentations la même impression, et même une impression plus vive, que la nature à l'aide des objets réels. Si la beauté absente ou rêvée n'agit pas sur vous autant et plus que la beauté présente, vous pouvez avoir mille autres dons; celui de l'imagination vous a été refusé.

Aux yeux de l'imagination, le monde réel languit auprès de ses fictions. On peut sentir que l'imagination devient la maîtresse à l'ennui des choses réelles et présentes. Les fantômes de l'imagination ont un vague, une indécision de formes qui émeut mille fois plus que la netteté et la distinction des perceptions actuelles. Et puis, à moins d'être entièrement fou, et la passion ne nous rend pas toujours ce service, il est très-difficile de voir la réalité autrement qu'elle n'est, c'est-à-dire très-imparfaite. On fait au contraire de l'image tout ce qu'on veut, on l'embellit à son insu, on la transfigure à son gré. Il y a dans le fond de l'âme humaine une puissance infinie de sentir et d'aimer, à laquelle le monde entier ne répond pas, encore bien moins une seule de ses créatures, si charmante qu'elle puisse être. Toute beauté mortelle vue de près ne suffit pas à cette puissance insatiable qu'elle excite et ne peut satisfaire ; mais de loin les défauts disparaissent ou s'affaiblissent, les nuances se mêlent et se confondent dans le clair-obscur du souvenir et du rêve, et les objets plaisent mieux parce qu'ils sont moins déterminés. Le propre des hommes d'imagination est de se représenter les choses et les hommes différemment de ce qu'ils sont, et de se passionner pour ces images fantastiques. Ce qu'on appelle les hommes positifs, ce sont les hommes sans imagination, qui n'aperçoivent que ce qu'ils voient, et traitent avec la réalité telle qu'elle est, au lieu de la transformer. Ils ont, en général, plus de raison que de sentiment, et ils sont plus capables de calcul que d'entraînement. Ils peuvent être sérieusement et profondément honnêtes, ils ne seront jamais ni poëtes ni artistes. Ce qui fait l'artiste et le poëte, c'est, avec un fonds de bon sens et de raison sans lequel tout le reste est vain, un cœur sensible, irritable même, surtout une vive, une puissante imagination.

Si le sentiment agit sur l'imagination, on le voit, l'imagination le lui rend avec usure.

Disons-le : cette passion pure et ardente, ce culte de la beauté qui fait le grand artiste, ne se peut rencontrer que dans un homme d'imagination. En effet, le sentiment du beau peut s'éveiller en chacun de nous devant tout objet beau; mais quand cet objet a disparu, si son image ne subsiste pas vivement retracée, le sentiment qu'il a un moment excité s'efface peu à peu : il pourra se ranimer à la vue d'un autre objet, mais pour s'éteindre encore, mourant toujours pour renaître par hasard; n'étant pas nourri, accru, exalté par la reproduction vivace et continue de son objet dans l'imagination, il manque de cette puissance inspiratrice, sans laquelle il n'y a ni artiste ni poëte.

Un mot encore sur une faculté qui n'est pas une faculté simple, mais un heureux mélange de celles qui viennent d'être rappelées, le goût, si maltraité, si arbitrairement limité dans toutes les théories.

Si, après avoir entendu une belle œuvre poétique ou musicale, admiré une statue, un tableau, vous pouvez vous retracer vivement ce que vos sens ont perçu, voir encore le tableau absent, entendre les sons qui ne retentissent plus ; en un mot, si vous avez de l'imagination, vous possédez une des conditions sans lesquelles il n'y a point de vrai goût. Pour goûter les œuvres de l'imagination, ne faut-il pas en avoir soi-même ? N'a-t-on pas besoin pour sentir un auteur, non de l'égaler sans doute, mais de lui ressembler en quelque degré ? Un esprit sensé, mais sec et austère, comme Le Batteux, comme Condillac, ne sera-t-il pas insensible aux plus heureuses audaces du génie, et ne portera-t-il pas dans la critique une sévérité étroite, une raison très-peu raisonnable, puisqu'elle ne comprend pas toutes les parties de la nature humaine, une intolérance qui mutile et flétrit l'art en croyant l'épurer?

Si donc vous ne vous représentez pas vivement les belles choses, vous ne les jugerez pas comme il faut ; mais, d'un autre côté, ce n'est pas cette faculté de représentation elle-même qui prononce sur leur beauté. Et puis cette vivacité d'imagination, si précieuse au goût quand elle est un peu contenue, ne produit, lorsqu'elle domine, qu'un goût très-imparfait, qui, n'ayant pas la raison pour fondement, n'en tient pas compte dans ce qu'il apprécie, et risque de mal comprendre la plus grande beauté, la beauté réglée. L'unité dans la composition, l'harmonie de toutes les parties, la juste proportion des détails, l'habile combinaison des effets, le choix, la sobriété, la mesure, sont autant de mérites qu'il sentira peu et qu'il ne mettra point à leur place. L'imagination est pour beaucoup sans doute dans les ouvrages de l'art, mais enfin elle n'est pas tout. Ce qui fait d'*Athalie* et du *Misanthrope* deux merveilles incomparables, est-ce seulement l'imagination ? N'y a-t-il pas aussi dans la simplicité profonde du plan, dans le développement mesuré de l'action, dans la vérité soutenue des caractères, une raison supérieure, différente de l'imagination qui fournit les couleurs, et de la sensibilité qui donne la passion?

Outre l'imagination et la raison, l'homme de goût doit posséder le sentiment et l'amour de la beauté. Il faut qu'il se complaise à la rencontrer, qu'il la cherche, qu'il l'appelle. Comprendre et démontrer qu'une chose n'est pas belle, plaisir médiocre, tâche ingrate ; mais discerner une belle chose, s'en pénétrer, la mettre en évidence, faire partager à d'autres son sentiment, jouissance exquise, tâche généreuse. L'admiration est à la fois, pour celui qui l'éprouve, un bonheur et un honneur. C'est un bonheur de sentir profondément ce qui est beau ; c'est un honneur de savoir le reconnaître. L'admiration est le signe d'une raison élevée, servie par un noble cœur. Elle est au-dessus de la petite critique, sceptique et impuissante ; mais elle est l'âme de la grande critique, de la critique féconde ; elle est, pour ainsi dire, la partie divine du goût.

II.

Après avoir étudié le beau en nous-mêmes, dans les facultés qui le perçoivent et l'apprécient, la raison, le sentiment, l'imagination, le goût, nous arrivons, selon l'ordre déterminé par la méthode, à cette seconde question : Qu'est-ce que le beau dans les objets ? L'étude du beau serait imparfaite, si nous ne couronnions ces ra-

pides analyses par celle du beau en lui-même, de ses caractères, de ses espèces, de son principe.

L'histoire de la philosophie nous offre bien des théories sur la nature du beau : nous ne voulons ni les énumérer ni les discuter toutes ; nous signalerons les plus importantes (1).

Il en est une, bien grossière, qui définit le beau, — ce qui plaît aux sens, ce qui leur procure une impression agréable. Nous ne nous arrêterons pas à cette opinion ; nous l'avons suffisamment réfutée en faisant voir qu'il est impossible de réduire l'idée du beau à la sensation de l'agréable.

Un empirisme un peu plus raffiné met l'utile à la place de l'agréable, c'est-à-dire change la forme du même principe. Le beau n'est plus l'objet qui nous procure dans le moment présent une sensation agréable, mais fugitive ; c'est l'objet qui est de nature à nous procurer souvent cette même sensation, ou qui peut nous servir à nous en procurer souvent de semblables. Il ne faut pas un grand effort d'observation ni de raisonnement pour se convaincre que l'utilité n'a rien à voir avec la beauté. Ce qui est utile n'est pas toujours beau, ce qui est beau n'est pas toujours utile ; ce qui est à la fois utile et beau est beau par un autre endroit que son utilité. Voyez un levier, une poulie : assurément rien de plus utile. Cependant vous n'êtes pas tenté de dire que cela soit beau. Avez-vous découvert un vase antique, admirablement travaillé : vous vous écriez que ce vase est beau, sans vous aviser de rechercher à quoi il vous servira. Enfin, la symétrie et l'ordre sont des choses belles, et en même temps ce sont des choses utiles, soit parce qu'elles ménagent l'espace, soit parce que les objets disposés symétriquement sont plus faciles à trouver quand on en a besoin ; mais ce n'est point là ce qui fait pour nous la beauté de la symétrie, car nous saisissons immédiatement ce genre de beauté. et c'est souvent assez tard que nous reconnaissons l'utilité qui s'y rencontre. Il arrive même quelquefois qu'après avoir admiré la beauté d'un objet, nous n'en pouvons deviner l'usage, bien qu'il en ait un. L'utile est donc entièrement différent du beau, loin d'en être le fondement.

Une théorie célèbre et bien ancienne met le beau dans la parfaite convenance des moyens relativement à leur fin. Ici le beau n'est plus l'utile, c'est le convenable. Ces deux idées doivent être distinguées. Une machine produit d'excellents effets, économie de temps, de travail, etc. ; elle est donc utile. Si de plus, examinant sa construction, je trouve que chaque pièce est à sa place, et que toutes sont habilement disposées pour le résultat qu'elles doivent produire ; même sans envisager l'utilité de ce résultat, comme les moyens sont bien appropriés à leur fin, je juge qu'il y a là convenance. Déjà nous nous rapprochons de l'idée du beau, car nous ne considérons plus ce qui est utile, mais ce qui est comme il faut. Cependant nous n'avons pas encore atteint le vrai caractère de la beauté : il y a, en effet, des objets très-bien disposés pour leur fin, et que nous n'appelons pas beaux. Un siége sans ornement et sans élégance, pourvu qu'il soit solide, que toutes les pièces se

(1) Si on veut faire connaissance avec une réfutation simple et piquante, écrite il y a deux mille ans, des fausses théories de la beauté, on peut lire l'*Hippias* de Platon, tome IV de notre traduction. Le *Phèdre*, tome VI, contient l'exposition voilée de la théorie propre à Platon ; mais c'est dans le *Banquet*, et particulièrement dans le discours de Diotime, qu'il faut chercher la pensée platonicienne arrivée à son développement le plus parfait, et revêtue elle-même de toute la beauté du langage humain.

tiennent bien, qu'on puisse s'y asseoir avec sécurité, qu'on y soit commodément, agréablement même, peut donner l'exemple de la plus parfaite convenance des moyens à la fin; on ne dira pas pour cela que ce meuble est beau. Toutefois il y a ici cette différence entre la convenance et l'utilité, qu'un objet, pour être beau, n'a pas besoin d'être utile, mais qu'il n'est pas beau s'il ne possède de la convenance, s'il y a désaccord entre la fin et les moyens.

On a cru trouver le beau dans la proportion, et c'est bien là, en effet, une des conditions de la beauté; mais ce n'en est qu'une. Il est certain qu'un objet mal proportionné ne peut être beau. Il y a dans tous les objets beaux, quelque éloignés qu'ils soient de la forme géométrique, une sorte de géométrie vivante. Mais, je le demande, est-ce la proportion qui domine dans cet arbre élancé, aux branches flexibles et gracieuses, au feuillage riche et nuancé? Qui fait la beauté terrible d'un orage, qui fait celle d'une grande image, d'un vers isolé ou d'une ode sublime? Ce n'est pas, je le sais, le manque de loi et de règle, mais ce n'est pas non plus la règle et la loi; souvent même ce qui frappe d'abord est une apparente irrégularité. Il est absurde de prétendre que ce qui nous fait admirer toutes ces choses et bien d'autres est la même qualité qui nous fait admirer une figure géométrique, c'est-à-dire l'exacte correspondance des parties.

Ce que nous disons de la proportion, on le peut dire de l'ordre, qui est quelque chose de moins mathématique que la proportion, mais qui n'explique guère mieux ce qu'il y a de libre, de varié, d'abandonné dans certaines beautés.

Toutes ces théories, qui ramènent la beauté à l'ordre, à l'harmonie, à la proportion, ne sont au fond qu'une seule et même théorie, qui voit avant tout dans le beau l'unité. Et assurément l'unité est belle, elle est une partie considérable de la beauté, mais elle n'est pas la beauté tout entière.

La plus vraie théorie du beau est celle qui le compose de deux éléments contraires et également nécessaires, l'unité et la variété. Voyez une belle fleur : sans doute l'unité, l'ordre, la proportion, la symétrie même, y sont, car, sans ces qualités, la raison en serait absente, et toutes choses sont faites avec une merveilleuse raison; mais en même temps que de diversité! combien de nuances dans la couleur! quelles richesses dans les moindres détails! Même en mathématiques, ce qui est beau, ce n'est pas un principe abstrait, c'est ce principe engendrant une longue suite de conséquences. Il n'y a pas de beauté sans la vie, et la vie c'est le mouvement, c'est la diversité.

L'unité et la variété s'appliquent à tous les ordres de beauté. Parcourons rapidement ces différents ordres.

Il y a d'abord les objets beaux à proprement parler et les objets sublimes. Un objet beau, nous l'avons vu, est quelque chose d'achevé, de circonscrit, de limité, que toutes nos facultés embrassent aisément, parce que ses diverses parties sont soumises à une juste mesure. Un objet sublime est celui qui par des formes, non pas disproportionnées en elles-mêmes, mais moins arrêtées et plus difficiles à saisir, éveille en nous le sentiment de l'infini.

Voilà déjà deux espèces distinctes de beauté; mais la réalité est inépuisable, et à tous les degrés de la réalité il y a de la beauté.

Dans les objets sensibles, les couleurs, les sons, les figures, les mouvements, sont capables de produire l'idée et le sentiment du beau; toutes ces beautés se rangent sous ce genre de beauté qu'on appelle, à tort ou à raison, la beauté physique.

Si du monde des sens nous nous élevons à celui de l'esprit, de la vérité, de la science, nous y trouverons des beautés plus sévères, mais non moins réelles, qui ont reçu le nom de beautés intellectuelles.

Enfin, si nous considérons le monde moral et ses lois, l'idée de la liberté, de la vertu, du dévouement, ici l'austère justice d'un Aristide, là l'héroïsme d'un Léonidas, les prodiges de la charité ou du patriotisme, voilà certes un troisième ordre de beauté qui surpasse les deux autres, à savoir la beauté morale.

N'oublions pas non plus d'appliquer à toutes ces beautés la distinction du beau et du sublime. Il y a donc du beau et du sublime à la fois dans la nature, dans les idées, dans les sentiments, dans les actions. Quelle variété presque infinie dans la beauté!

Après avoir énuméré toutes ces différences, ne pourrait-on pas les réduire? Elles sont incontestables; mais dans cette diversité n'y a-t-il pas d'unité? n'y a-t-il pas une beauté unique dont toutes les beautés particulières ne sont que des reflets, des nuances, des degrés ou des dégradations? Il faut résoudre cette question, sans quoi la théorie du beau est un dédale sans issue : on applique le même nom aux choses les plus diverses, sans connaître l'unité réelle qui autorise cette unité de nom.

Ou les diversités que nous avons signalées dans la beauté sont telles qu'il est impossible d'en découvrir le rapport, ou ces diversités sont surtout apparentes, et elles ont leur harmonie et leur unité cachée.

Prétend-on que cette unité est une chimère? Alors la beauté physique, la beauté morale et la beauté intellectuelle sont étrangères l'une à l'autre. Que fera donc l'artiste? Il est environné de beautés différentes, et il doit faire un ouvrage un; car telle est la loi reconnue de l'art. Mais si cette unité qu'on lui impose est une unité factice, s'il n'y a dans la nature que des beautés essentiellement dissemblables, l'art nous trompe et ment. Qu'on explique alors comment le mensonge est la loi de l'art.

Je ne retire ni la distinction du beau et du sublime, ni les autres distinctions tout à l'heure indiquées; mais il faut réunir après avoir distingué. Ces distinctions et ces réunions ne sont pas contradictoires : c'est la vérité, c'est la beauté même, dont la grande loi est l'unité aussi bien que la variété. Tout est un et tout est divers. Nous avons distingué la beauté en trois grandes classes : la beauté physique, la beauté intellectuelle et la beauté morale. Le moment est venu de rechercher l'unité de ces trois sortes de beautés. Or, mon opinion est qu'elles se résolvent dans une seule et même beauté, la beauté morale, en entendant par là, avec la beauté morale proprement dite, toute beauté spirituelle.

Mettons cette opinion à l'épreuve des faits.

Placez-vous devant cette statue d'Apollon qu'on appelle l'Apollon du Belvédère, et observez attentivement ce qui vous frappe dans ce chef-d'œuvre. Winkelmann, qui n'était pas un métaphysicien, mais un savant antiquaire, un homme de goût sans système, Winkelmann a fait une analyse célèbre de l'Apollon (1). Il est curieux de l'étudier. Ce que Winkelmann relève avant tout, c'est le caractère de divinité empreint dans la jeunesse immortelle répandue sur ce beau corps, dans la taille

(1) Winkelmann a décrit deux fois l'Apollon, la première fois d'une manière technique, la seconde à grands traits. — *Histoire de l'Art chez les anciens*, tome I, liv. IV, ch. III, et tome II, liv. VI, ch. VI. Paris, 1803, 3 vol. in-4°.

un peu au-dessus de la taille humaine, dans l'attitude majestueuse, dans le mouvement impérieux, dans l'ensemble et dans tous les détails de la personne. Ce front est bien celui d'un dieu. Une paix inaltérable y habite. Plus bas l'humanité reparaît un peu, et il le faut bien, pour intéresser l'humanité aux œuvres de l'art. Dans ce regard satisfait, dans le gonflement des narines, dans l'élévation de la lèvre inférieure, on sent à la fois une colère mêlée de dédain, l'orgueil de la victoire et le peu de fatigue qu'elle a coûté. Pesez bien chaque mot de Winkelmann. Chacun de ces mots contient une impression morale. Le ton du savant antiquaire s'élève peu à peu jusqu'à l'enthousiasme. Son analyse devient un hymne à la beauté spirituelle, et la conclusion qui se tire d'elle-même, bien que l'auteur ne l'ait pas systématiquement tirée, c'est que la vraie beauté de l'admirable statue réside particulièrement dans l'expression de la beauté morale.

Au lieu d'une statue, observez l'homme réel et vivant. Voyez cet homme qui, sollicité par les motifs les plus puissants de sacrifier son devoir à sa fortune, après une lutte héroïque, triomphe de l'intérêt et sacrifie la fortune à la vertu ; regardez-le au moment où il vient de prendre cette résolution magnanime ; sa figure vous paraîtra belle : c'est qu'elle exprime la beauté de son âme. Peut-être en toute autre circonstance la figure de cet homme est-elle commune, triviale même ; ici, illuminée et comme transfigurée par l'âme, elle s'est ennoblie, elle a pris un caractère imposant de beauté. Ainsi la figure naturelle de Socrate contraste étrangement avec le type de la beauté grecque (1) ; mais sur cette toile merveilleuse (2), voyez Socrate à son lit de mort, au moment de boire la ciguë, s'entretenant avec ses disciples de l'immortalité de l'âme, et sa figure vous paraîtra sublime.

Au plus haut point de grandeur morale, Socrate expire : vous n'avez plus sous les yeux que son cadavre. La figure morte conserve sa beauté tant qu'elle garde les traces de l'esprit qui l'animait ; mais peu à peu l'expression s'éteint ou disparaît, la figure alors redevient vulgaire et laide. L'expression de la mort est hideuse ou sublime : hideuse à l'aspect de la décomposition de la matière que l'esprit ne retient plus ; sublime quand elle éveille en nous l'idée de l'éternité.

Considérez la figure de l'homme en repos : elle est plus belle que celle de l'animal, et la figure de l'animal est plus belle que la forme de tout objet inanimé. C'est que la figure humaine, même en l'absence de la vertu et du génie, réfléchit toujours une nature intelligente et morale ; c'est que la figure de l'animal réfléchit au moins le sentiment, et déjà quelque chose de l'âme, sinon l'âme tout entière. Si de l'homme et de l'animal on descend à la nature purement physique, on y trouvera encore de la beauté, tant qu'on y trouvera quelque ombre d'intelligence, je ne sais quoi qui du moins réveille en nous quelque pensée, quelque sentiment. Arrive-t-on à quelque morceau de matière qui n'exprime rien, qui ne signifie rien : l'idée du beau ne s'y applique plus. Mais tout ce qui existe est animé. La matière est mue et pénétrée par des forces qui ne sont pas matérielles, et elle suit des lois qui attestent une intelligence partout présente. L'analyse chimique la plus subtile

(1) Voyez, dans la dernière partie du *Banquet*, le discours d'Alcibiade, p. 325 du tome VI de notre traduction.

(2) Je parle ici, je l'avoue, du *Socrate* de David, qui me paraît, le genre un peu théâtral admis, fort au dessus de sa réputation. Outre Socrate, il est impossible de ne pas admirer Platon, écoutant son maître en quelque sorte au fond de son âme, sans le regarder, le dos tourné à la scène visible qui se passe, et abîmé dans la contemplation du monde intelligible.

ne parvient point à une nature morte et inerte, mais à une nature organisée à sa manière, qui n'est dépourvue ni de forces ni de lois. Dans les profondeurs de l'abîme comme dans les hauteurs des cieux, dans un grain de sable comme dans une montagne gigantesque, un esprit immortel rayonne à travers les enveloppes les plus grossières. Contemplons la nature avec les yeux du corps, mais aussi avec les yeux de l'âme : partout une expression morale nous frappera, et la forme nous saisira comme un symbole de la pensée. Nous avons dit que chez l'homme et chez l'animal la figure est belle par l'expression. Mais quand vous êtes sur les hauteurs des Alpes ou en face de l'immense Océan, quand vous assistez au lever et au coucher du soleil, à la naissance de la lumière ou à celle de la nuit, ces imposants tableaux ne produisent-ils pas sur vous un effet moral ? Tous ces grands spectacles apparaissent-ils seulement pour apparaître ? Ne les regardons-nous pas comme des manifestations d'une puissance, d'une intelligence et d'une sagesse admirable, et, pour ainsi parler, la face de la nature n'est-elle pas expressive comme celle de l'homme ?

La forme ne peut être une forme toute seule; elle doit être la forme de quelque chose. La beauté physique est donc le signe d'une beauté intérieure, qui est la beauté spirituelle et morale, et c'est là qu'est le fond, le principe, l'unité du beau.

Toutes les beautés que nous venons d'énumérer et de réduire composent ce qu'on appelle le beau réel; mais au-dessus de la beauté réelle, l'esprit conçoit une beauté d'un autre ordre, la beauté idéale. L'idéal ne réside ni dans un individu, ni dans une collection d'individus. Sans doute la nature ou l'expérience nous fournit l'occasion de le concevoir, mais il en est essentiellement distinct. Pour qui l'a conçu une fois, toute les figures naturelles, si belles qu'elles puissent être, ne sont que des simulacres d'une beauté supérieure qu'elles ne réalisent point. Donnez-moi une belle action, j'en imaginerai une encore plus belle. L'Apollon lui-même admet plus d'une critique. L'idéal recule sans cesse à mesure qu'on en approche davantage. Son dernier terme est dans l'infini, c'est-à-dire en Dieu, ou, pour mieux parler, le vrai et absolu idéal n'est autre chose que Dieu même.

Dieu, étant le principe de toutes choses, doit être à ce titre celui de la beauté parfaite et de toutes les beautés naturelles qui l'expriment plus ou moins imparfaitement; il est le principe de la beauté, et comme auteur du monde physique et comme père du monde intellectuel et du monde moral.

Ne faut-il pas être esclave des sens et des apparences pour s'arrêter aux mouvements, aux formes, aux sons, aux couleurs, dont les combinaisons harmonieuses produisent la beauté de ce monde visible, et ne pas concevoir, derrière cette scène magnifique et si bien réglée, l'ordonnateur, le géomètre, l'artiste suprême ?

La beauté physique sert d'enveloppe à la beauté intellectuelle et à la beauté morale.

La beauté intellectuelle, cette splendeur du vrai, quel en peut être le principe, sinon le principe nécessaire de toute vérité ?

La beauté morale comprend deux éléments distincts, également, mais diversement beaux, la justice et la charité le respect des hommes et l'amour des hommes (1). Celui qui exprime dans sa conduite la justice et la charité accomplit la plus belle de toutes les œuvres; l'homme de bien est, à sa manière, le plus grand de tous les

(1) Voyez la première série de nos Cours, t. II, troisième partie : *De l'Idée du Bien;* leçons XXIe et XXIIe.

artistes. Mais que dire de celui qui est la substance même de la justice et le foyer inépuisable de l'amour? Si notre nature morale est belle, quelle ne doit pas être la beauté de son auteur! Sa justice et sa bonté sont partout, et dans nous et hors de nous. Sa justice, c'est l'ordre moral que nulle loi humaine n'a fait, qui se conserve et se perpétue par sa propre force. Descendons en nous-mêmes, et la conscience nous attestera la justice divine dans la paix et le contentement qui accompagnent la vertu, dans les troubles et les déchirements, inexorables châtiments du vice et du crime. Combien de fois et avec quelle éloquence toujours nouvelle n'a t-on pas célébré l'infatigable sollicitude de la divine Providence, ses bienfaits partout manifestés, dans les plus petits comme dans les plus grands phénomènes de la nature, que nous oublions aisément parce qu'ils nous sont devenus familiers, mais qui à la réflexion confondent notre admiration et notre reconnaissance, et proclament un Dieu excellent, plein d'amour pour ses créatures!

Ainsi Dieu est le principe des trois ordres de beauté que nous avons distingués: la beauté physique, la beauté intellectuelle, la beauté morale.

C'est encore en lui que se réunissent les deux grandes formes du beau répandues dans chacun de ces trois ordres, à savoir, le beau et le sublime. Dieu est le beau par excellence, car quel objet satisfait mieux à toutes nos facultés, à la raison, à l'imagination, au cœur? Il offre à la raison l'idée la plus haute au delà de laquelle elle n'a plus rien à chercher, à l'imagination la contemplation la plus ravissante, au cœur un objet souverainement aimable. Il est donc parfaitement beau; mais n'est-il pas sublime aussi par d'autres endroits? S'il étend l'horizon de la pensée, c'est pour la confondre dans l'abîme de sa grandeur. Si l'âme s'épanouit au spectacle de sa bonté, n'a-t-elle pas de quoi s'effrayer à l'idée de sa justice, qui ne lui est pas moins présente? Dieu est à la fois doux et terrible. En même temps qu'il est la vie, la lumière, le mouvement, la grâce ineffable de la nature visible et finie, il s'appelle aussi l'éternel, l'invisible, l'infini, l'immense, l'absolue unité et l'être des êtres. Ces attributs redoutables, aussi certains que les premiers, ne produisent-ils pas au plus haut degré dans l'imagination et dans l'âme cette émotion mélancolique excitée par le sublime? Oui, l'être infini est pour nous le type et la source des deux grandes formes de la beauté, parce qu'il est à la fois pour nous une énigme impénétrable, et le mot le plus clair encore que nous puissions trouver à toutes les énigmes. Êtres bornés que nous sommes, nous ne comprenons rien à ce qui est sans limites, et nous ne pouvons rien expliquer sans cela même qui est sans limites. Par l'être que nous possédons, nous avons quelque idée de l'être infini de Dieu; par le néant qui est en nous, nous nous perdons dans l'être de Dieu; et ainsi toujours forcés de recourir à lui pour expliquer quelque chose, et toujours rejetés en nous-mêmes sous le poids de son infinitude, nous éprouvons tour à tour ou plutôt en même temps, pour ce Dieu qui nous élève et qui nous accable, un sentiment d'attrait irrésistible et d'étonnement, pour ne pas dire de terreur insurmontable, que lui seul peut causer et apaiser, parce que lui seul il est l'unité du sublime et du beau.

Ainsi l'être absolu, qui est tout ensemble l'absolue unité et l'infinie variété, Dieu, est nécessairement la dernière raison, le dernier fondement, l'accompli idéal de toute beauté. C'est là cette beauté merveilleuse que Diotime avait entrevue, et qu'elle raconte à Socrate dans *le Banquet*.

« Beauté éternelle, non engendrée et non périssable, exempte de décadence comme d'accroissement, qui n'est point belle dans telle partie et laide dans telle

autre, belle seulement en tel temps, en tel lieu, dans tel rapport, belle pour ceux-ci, laide pour ceux-là, beauté qui n'a point de forme sensible, un visage, des mains, rien de corporel, qui n'est pas non plus telle pensée ou telle science particulière, qui ne réside dans aucun être différent d'avec lui-même, comme un animal, ou la terre, ou le ciel, ou toute autre chose, qui est absolument identique et invariable par elle-même, de laquelle toutes les autres beautés participent, de manière cependant que leur naissance ou leur destruction ne lui apporte ni diminution, ni accroissement, ni le moindre changement !

» Pour arriver à cette beauté parfaite, il faut commencer par les beautés d'ici-bas, et, les yeux attachés sur la beauté suprême, s'y élever sans cesse en passant pour ainsi dire par tous les degrés de l'échelle, d'un seul beau corps à deux, de deux à tous les autres, des beaux corps aux beaux sentiments, des beaux sentiments aux belles connaissances, jusqu'à ce que de connaissances en connaissances, on arrive à la connaissance par excellence, qui n'a d'autre objet que le beau lui-même, et qu'on finisse par le connaître tel qu'il est en soi.

» O mon cher Socrate, continua l'étrangère de Mantinée, ce qui peut donner du prix à cette vie, c'est le spectacle de la beauté éternelle (1). »

III.

L'homme n'est pas seulement capable de connaître et d'aimer le beau, quand il se montre à lui dans des œuvres qu'il n'a pas faites; il est capable aussi de le reproduire. A la vue d'une beauté naturelle, quelle qu'elle soit, physique ou morale, son premier besoin est de sentir et d'admirer : il est pénétré, ravi et comme accablé du sentiment de la beauté; mais quand le sentiment est énergique, il n'est pas longtemps stérile. L'homme veut revoir, veut sentir encore ce qui lui a causé un plaisir si vif, et pour cela il tente de faire revivre la beauté qui l'a charmé, non pas telle qu'elle était, mais telle que son imagination la lui représente. De là une œuvre qui n'est plus celle de la nature, mais une œuvre originale et propre à l'homme, une œuvre d'art. L'art est la reproduction libre de la beauté, et le pouvoir en nous capable de la reproduire s'appelle le génie.

Quelles sont les facultés qui servent à cette libre reproduction du beau? Les mêmes qui servent à le reconnaître et à le sentir. Le goût porté au degré suprême, c'est le génie, si vous y joignez toutefois un élément de plus. Or, quel est cet élément?

Trois facultés entrent dans cette faculté complexe qui se nomme le goût, l'imagination, le sentiment, la raison.

Ces trois facultés sont assurément nécessaires au génie, mais elles ne lui suffisent point. Ce qui distingue essentiellement le génie du goût, c'est l'attribut de puissance créatrice. Le goût sent, il juge, il discute, il analyse, mais il n'invente pas; le génie est avant tout inventeur et créateur. L'homme de génie n'est pas le maître de la force qui est en lui : c'est par le besoin ardent, irrésistible, d'exprimer ce qu'il éprouve qu'il est homme de génie. Il souffre de contenir les sentiments, ou les images, ou les pensées qui s'agitent dans son sein. On a dit qu'il n'y a point

(1) Tome VI de notre traduction, p. 316-318.

d'homme supérieur sans quelque grain de folie; mais cette folie-là, comme celle de la croix, est la partie divine de la raison. Cette puissance mystérieuse, Socrate l'appelait son démon; Voltaire l'appelait le diable au corps; il l'exigeait même d'une comédienne pour être une comédienne de génie. Donnez-lui le nom qu'il vous plaira, il est certain qu'il y a un je ne sais quoi qui inspire le génie, et qui le tourmente aussi jusqu'à ce qu'il ait épanché ce qui le consume, jusqu'à ce qu'il ait soulagé en les exprimant ses peines et ses joies, ses émotions, ses idées, et que ses rêveries soient devenues des œuvres vivantes. Ainsi deux choses caractérisent le génie, d'abord la vivacité du besoin qu'il a de produire, ensuite la puissance de produire; car le besoin sans la puissance n'est qu'une maladie qui simule le génie, mais qui n'est pas lui. Le génie, c'est surtout, c'est essentiellement la puissance de faire, d'inventer, de créer. Le goût se contente d'observer et d'admirer. Le faux génie, l'imagination ardente et impuissante, se consume en rêves stériles et ne produit rien ou rien de grand. Le génie seul a la vertu de convertir ses conceptions en créations.

Si le génie crée, il n'imite pas. Mais le génie, va-t-on dire, est donc supérieur à la nature, puisqu'il ne l'imite point? La nature est l'œuvre de Dieu; l'homme est donc le rival de Dieu ?

La réponse est très-simple. Non, le génie n'est point le rival de Dieu ; mais, lui aussi, il en est l'interprète. La nature l'exprime à sa manière, le génie humain l'exprime à la sienne.

Sans doute, en un sens, l'art est une imitation, car la création absolue n'appartient qu'à Dieu. Où le génie peut-il prendre les éléments sur lesquels il travaille, sinon dans la nature dont il fait partie? Cependant se borne-t-il à les reproduire tels que la nature les lui fournit, n'est-il que le copiste de la réalité, son seul mérite alors est celui de la fidélité de la copie. Mais quel travail plus stérile que de calquer des œuvres essentiellement inimitables, pour en tirer un simulacre médiocre? Si l'art est un écolier servile, il est condamné à n'être jamais qu'un écolier impuissant.

Le véritable artiste sent et admire profondément la nature; mais tout dans la nature n'est pas également admirable. Elle a quelque chose par quoi elle surpasse infiniment l'art, c'est la vie. Hors de là, l'art peut à son tour surpasser la nature, à la condition de ne pas vouloir l'imiter trop scrupuleusement. Tout objet naturel, si beau qu'il soit, est défectueux par quelque côté. Tout ce qui est réel est imparfait. Ici l'horrible et le hideux se mêlent au sublime; la l'élégance et la grâce sont séparées de la grandeur et de la force. Les traits de la beauté sont épars et divisés. Les réunir arbitrairement, emprunter à tel visage une bouche, à tel autre des yeux, sans une règle qui préside à ce choix et dirige ces emprunts, c'est composer des monstres; admettre une règle, c'est admettre déjà un idéal différent de tous les individus. C'est cet idéal que le véritable artiste se forme en étudiant la nature. Sans elle, il n'eût jamais conçu cet idéal ; mais avec cet idéal, il la juge elle-même, il la rectifie, et entreprend de se mesurer avec elle.

L'idéal est l'objet de la contemplation passionnée de l'artiste. Assidûment et silencieusement médité, sans cesse épuré par la réflexion et vivifié par le sentiment, il échauffe le génie et lui inspire l'irrésistible besoin de le voir réalisé et vivant. Pour cela, le génie prend dans la nature tous les matériaux qui le peuvent servir, et leur appliquant sa main puissante, comme Michel-Ange imprimait son ciseau sur le marbre docile, il en tire des œuvres qui n'ont pas de modèle dans la na-

ture, qui n'imitent pas autre chose que l'idéal rêvé ou conçu, qui sont en quelque sorte une seconde création inférieure à la première par l'individualité et la vie, mais bien supérieure par la beauté intellectuelle et morale dont elles sont empreintes.

La beauté morale est le fonds de toute vraie beauté. Ce fonds est un peu couvert et voilé dans la nature; l'art le dégage et lui donne des formes plus transparentes. C'est par cet endroit que l'art, quand il connaît bien sa puissance et ses ressources, institue avec la nature une lutte où il peut avoir l'avantage.

La vraie fin de l'art est là précisément où est sa puissance. La fin de l'art est l'expression de la beauté morale à l'aide de la beauté physique. Celle-ci n'est pour lui qu'un symbole de celle-là. Dans la nature, ce symbole est souvent obscur : l'art, en l'éclaircissant, atteint des effets que la nature ne produit pas toujours. La nature peut plaire davantage, car elle possède en un degré incomparable ce qui fait le plus grand charme de l'imagination et des yeux, la vie; l'art touche plus, parce qu'en exprimant surtout la beauté morale il s'adresse plus directement à la source des émotions profondes. L'art est plus pathétique que la nature, et le pathétique, c'est le signe et la mesure de la grande beauté.

Deux extrémités également dangereuses : un idéal mort, ou l'absence d'idéal. Ou bien on copie le modèle, et on manque la vraie beauté ; ou bien on travaille de tête et on tombe dans une idéalité sans caractère. Le génie est une perception prompte et sûre de la juste proportion dans laquelle l'idéal et le naturel, la forme et la pensée, se doivent unir. Cette union est la perfection de l'art : les chefs-d'œuvre sont à ce prix.

Il importe, à mon sens, de suivre ce principe dans l'enseignement des arts. On demande si les élèves doivent commencer par l'étude de l'idéal ou du réel. Je n'hésite point à répondre : Par l'un et par l'autre. La nature elle-même n'offre jamais le général sans l'individuel, ni l'individuel sans le général. Toute figure est composée de traits individuels qui la distinguent de toutes les autres et font sa physionomie propre, et en même temps elle a des traits généraux qui constituent ce qu'on appelle la figure humaine. Ce sont ces linéaments constitutifs, c'est ce type qu'on donne à retracer à l'élève qui débute dans l'art du dessin. Il serait bon aussi, je crois, pour le préserver du sec et de l'abstrait, de l'exercer de bonne heure à la copie de quelque objet naturel, surtout d'une figure vivante. Ce serait mettre les élèves à la vraie école de la nature; ils s'accoutumeraient ainsi à ne jamais sacrifier aucun des deux éléments essentiels du beau, aucune des deux conditions impérieuses de l'art.

Mais en réunissant ces deux éléments, ces deux conditions, il les faut distinguer et savoir les mettre à leur place. Il n'y a point d'idéal vrai sans forme déterminée, il n'y a pas d'unité sans variété, de genre sans individus; mais enfin le fonds du beau, c'est l'idée; ce qui fait l'art, c'est avant tout la réalisation de l'idée, et non pas l'imitation de telle ou telle forme particulière.

Au commencement de notre siècle, l'Institut de France ouvrit un concours sur la question suivante : *Quelles ont été les causes de la perfection de la sculpture antique, et quels seraient les moyens d'y atteindre?* L'auteur couronné, M. Émeric David, soutint (1) l'opinion alors régnante que l'étude assidue de la beauté naturelle avait seule conduit l'art antique à la perfection, et qu'ainsi la seule route

(1) *Recherches sur l'art statuaire*, Paris, 1805.

pour parvenir à la même perfection était l'imitation de la nature. Un homme que je ne crains point de comparer à Winkelmann, le futur auteur du *Jupiter Olympien* (1), M. Quatremère de Quincy, en d'ingénieux et profonds mémoires (2), combattit la doctrine du lauréat, et défendit la cause du beau idéal. Il est impossible de démontrer plus péremptoirement, par l'histoire entière de la sculpture grecque et par des textes authentiques des plus grands critiques de l'antiquité, que le procédé de l'art chez les Grecs n'a pas été l'imitation de la nature, ni sur un modèle particulier ni sur plusieurs, le modèle le plus beau étant toujours très-imparfait, et plusieurs modèles ne pouvant composer une beauté unique. Le procédé véritable de l'art grec a été la représentation d'une beauté idéale, que la nature, il faut bien le dire, ne possédait guère plus en Grèce que parmi nous, qu'elle ne pouvait donc offrir à l'artiste. Cet idéal lui vint d'ailleurs, et avant tout de son génie. Nous regrettons que l'honorable lauréat, devenu depuis membre de l'Institut, ait prétendu que cette locution de beau idéal, si elle eût été connue des Grecs, aurait voulu dire *beau visible*, parce que idéal vient de εἶδος. qui signifierait seulement, suivant M. Émeric David, une forme vue par l'œil. Platon aurait été fort surpris de cette interprétation exclusive du mot εἶδος. M. Quatremère de Quincy accable son adversaire sous deux textes admirables, l'un du *Timée*, où Platon marque avec précision en quoi le véritable artiste est supérieur à l'artiste ordinaire, l'autre du commencement de *l'Orateur*, où Cicéron explique la manière de travailler des grands artistes, en rappelant celle de Phidias, c'est-à-dire du maître le plus parfait de l'époque la plus parfaite de l'art.

« L'artiste qui, l'œil fixé sur l'être immuable et se servant d'un pareil modèle, en reproduit l'idée et la vertu, ne peut manquer d'enfanter un tout d'une beauté achevée, tandis que celui qui a l'œil fixé sur ce qui passe, avec ce modèle périssable ne fera rien de beau (3). »

« Phidias (4), ce grand artiste, quand il faisait une statue de Jupiter ou de Minerve, n'avait pas sous ses yeux un modèle particulier dont il s'appliquait à exprimer la ressemblance; mais au fond de son âme résidait un certain type accompli de la beauté sur lequel il tenait ses regards attachés, et qui conduisait son art et sa main. »

Ce procédé de Phidias n'est-il pas exactement celui que décrit Raphaël dans sa lettre fameuse à Castiglione, et qu'il déclare avoir lui-même suivi pour la Galatée? « Comme je manque, dit-il, de beaux modèles, je me sers d'un certain idéal que je me fais (5). »

Il est encore une théorie qui revient par un détour à l'imitation : c'est celle qui fait de l'illusion le but de l'art. A ce compte, le beau idéal de la peinture est un

(1) Paris, 1815, in-folio. Ouvrage éminent qui subsistera quand même le temps aura emporté quelques-uns de ses détails.

(2) Réimprimés depuis sous le titre d'*Essais sur l'Idéal dans ses applications pratiques*, Paris, 1837.

(3) Voyez notre traduction, t. XII, p. 116.

(4) *Orator*. « Neque enim ille artifex (Phidias) cùm faceret Jovis formam aut Minervæ, contemplabatur aliquem à quo similitudinem duceret; sed ipsius in mente insidebat species pulchritudinis eximia quædam, quam intuens in eâque defixus ad illius similitudinem artem et manum dirigebat. »

(5) *Raccolta di lett. sulla Pitt.*, t. I, p. 83. « *Essendo carestia e de' buoni giudici e di belle donne, io mi servo di certa idea che mi viene alla mente.* »

trompe-l'œil, et son chef-d'œuvre cette toile de Zeuxis que les oiseaux venaient becqueter. Le comble de l'art pour une pièce de théâtre serait de vous persuader que vous êtes en présence de la réalité. Ce qu'il y a de vrai dans cette opinion, c'est qu'une œuvre d'art n'est belle qu'à la condition d'être vivante, et par exemple la loi de l'art dramatique est de ne point mettre sur la scène de pâles fantômes du passé, mais des personnages empruntés à l'imagination ou à l'histoire, comme on voudra, mais animés, mais passionnés, mais parlant et agissant comme il appartient à des hommes et non à des ombres. C'est la nature humaine qu'il s'agit de représenter à elle-même, mais sous un jour magique qui ne la défigure point et qui l'agrandisse. Cette magie, c'est le génie même de l'art. Il nous enlève aux misères qui nous assiégent, et nous transporte en des régions où nous nous retrouvons encore, car nous ne voulons jamais nous perdre de vue, mais où nous nous retrouvons transformés à notre avantage, où toutes les imperfections de la réalité ont fait place à une certaine perfection relative, où le langage que l'on parle est plus égal et plus relevé, où les personnages sont plus beaux, où même la laideur n'est point admise, et tout cela en respectant l'histoire dans une juste mesure, surtout sans sortir jamais des conditions impérieuses de la nature humaine. L'art a-t-il trop oublié l'humanité ? il a dépassé son but, il ne l'a pas atteint ; il n'a enfanté que des chimères sans intérêt pour notre âme. A-t-il été trop humain, trop réel, trop nu ? il est resté en-deçà de son but ; il ne l'a donc pas atteint davantage.

L'illusion est si peu le but de l'art, qu'elle peut être complète et n'avoir aucun charme. Ainsi, dans l'intérêt de l'illusion, on a mis un grand soin dans ces derniers temps à la vérité historique du costume. A la bonne heure ; mais ce n'est pas là ce qui importe. Quand vous auriez retrouvé et prêté à l'acteur qui joue le rôle de Brutus le costume même que porta jadis le héros romain, cela toucherait fort médiocrement les vrais connaisseurs. Il y a plus : lorsque l'illusion va trop loin, le sentiment de l'art disparaît pour faire place à un sentiment purement naturel, quelquefois insupportable. Si je croyais qu'Iphigénie est en effet sur le point d'être immolée par son père à vingt pas de moi, je sortirais de la salle en frémissant d'horreur. Si l'Ariane que je vois et que j'entends était la vraie Ariane qui va être trahie par sa sœur, à cette scène pathétique où la pauvre femme, qui déjà se sent moins aimée, demande qui donc lui ravit le cœur jadis si tendre de Thésée, je ferais comme ce jeune Anglais qui s'écriait en sanglotant et en s'efforçant de s'élancer sur le théâtre : « C'est Phèdre, c'est Phèdre, » comme s'il eût voulu avertir et sauver Ariane !

Mais, dit-on, le but du poëte n'est-il pas d'exciter la pitié et la terreur ? Oui, mais d'abord en une certaine mesure ; ensuite il doit y mêler quelque autre sentiment qui tempère ceux-là ou les fasse servir à une autre fin. Si celle de l'art dramatique était seulement d'exciter au plus haut degré la pitié et la terreur, l'art serait le rival impuissant de la nature. Tous les malheurs représentés à la scène sont bien languissants devant ceux dont nous pouvons tous les jours nous donner le triste spectacle. Le premier hôpital est plus rempli de pitié et de terreur que tous les théâtres du monde. Que doit faire le poëte dans la théorie que nous combattons ? Transporter à la scène la réalité le plus possible, et nous émouvoir fortement en ébranlant nos sens par la vue de douleurs affreuses. Le grand ressort du pathétique serait alors la représentation de la mort, surtout celle du dernier supplice. Tout au contraire, c'en est fait de l'art dès que la sensibilité est trop excitée.

Pour reprendre un exemple que nous avons déjà employé, qui constitue la beauté d'une tempête, d'un naufrage? qui nous attache à ces grandes scènes de la nature? Ce n'est certes pas la pitié et la terreur : ces sentiments poignants et déchirants nous éloigneraient bien plutôt. Il faut une émotion toute différente de celles-là, et qui en triomphe, pour nous retenir sur le rivage. Cette émotion, c'est le pur sentiment du beau et du sublime excité et entretenu par la grandeur du spectacle, par la vaste étendue de la mer, le roulis des vagues écumantes, le bruit imposant du tonnerre. Mais songeons-nous un seul instant qu'il y a là des malheureux qui souffrent et qui peut-être vont périr? Dès là, ce spectacle nous devient insupportable. Il en est ainsi de l'art. Quelques sentiments qu'il se propose d'exciter en nous, ils doivent toujours être tempérés et dominés par celui du beau. Produit-il seulement la pitié et la terreur au delà d'une certaine limite, surtout la pitié et la terreur physique, il révolte, il ne charme plus ; il manque l'effet qui lui appartient pour un effet étranger et vulgaire.

Par ce même motif, je ne puis accepter une autre théorie qui, confondant le sentiment du beau avec le sentiment moral et religieux, met l'art au service de la religion et de la morale, et lui donne pour but de nous rendre meilleurs et de nous élever à Dieu. Il y a ici une distinction essentielle à faire. Si toute beauté couvre une beauté morale, si l'idéal monte sans cesse vers l'infini, l'art qui exprime la beauté idéale épure l'âme en l'élevant vers l'infini, c'est-à-dire vers Dieu. L'art produit donc infailliblement le perfectionnement de l'âme, mais il le produit indirectement. Le philosophe, qui recherche les effets et les causes, sait quel est le dernier principe du beau et ses effets certains, bien qu'éloignés; mais l'artiste est avant tout un artiste : ce qui l'anime est le sentiment du beau, ce qu'il veut faire passer dans l'âme du spectateur, c'est le même sentiment qui remplit la sienne. Il se confie à la vertu de la beauté; il la fortifie de toute la puissance, de tout le charme de l'idéal : c'est à elle ensuite de faire son œuvre; l'artiste a fait la sienne, quand il a procuré à quelques âmes d'élite ou répandu dans la foule le sentiment exquis de la beauté. Ce sentiment pur et désintéressé est un noble allié du sentiment moral et du sentiment religieux ; il les réveille, les entretient, les développe, mais il n'est pas eux : c'est un sentiment distinct et spécial. De même l'art fondé sur ce sentiment, qui s'en inspire et qui le répand, est à son tour un pouvoir indépendant : il ne relève que de lui-même, il s'associe naturellement à tout ce qui agrandit l'âme, comme il le fait lui-même; mais il n'est pas plus au service de la morale et de la religion que la religion et la morale ne sont au service de la politique.

La religion aussi est sa fin à elle-même; elle n'est la servante d'aucun maître. L'homme doit être vertueux par ce motif seul que la vertu est sa loi; c'est dans cette indépendance qu'est la grandeur et la dignité de la morale. L'homme doit rapporter à Dieu ses actions et ses pensées, parce que Dieu est son principe; là est la sainteté de la religion. La perfection morale n'a d'autre fin que de perfectionner l'âme, et la fin de la religion n'est pas en ce monde. Y a-t-il quelque chose de plus contradictoire que d'élever l'âme vers le ciel, et en même temps de la rabaisser vers la terre? C'est, sous une autre forme, la doctrine de l'intérêt et de l'utile. Non, le bien, le saint, le beau, ne servent à rien qu'à eux-mêmes. Il faut comprendre et aimer la morale pour la morale, la religion pour la religion, l'art pour l'art.

Mais l'art, la religion, la morale, sont utiles à la société ; je le sais, mais à quelle

condition? Qu'ils n'y songent même pas. C'est le culte indépendant et désintéressé de la beauté, de la vertu, de la sainteté, qui seul profite à la société, parce que seul il élève les âmes, nourrit et propage ces dispositions généreuses qui font à leur tour la puissance des états.

Renfermons bien notre pensée dans ses justes limites. En revendiquant l'indépendance, la dignité propre et la fin particulière de l'art, nous n'entendons pas le séparer de la religion, de la morale, de la patrie. L'art puise ses inspirations à ces sources profondes, comme à la source toujours ouverte de la nature; mais il n'en est pas moins vrai que l'art, l'état, la religion, sont des puissances qui ont chacune leur monde à part et leurs effets propres: elles se prêtent un concours mutuel, elles ne doivent point se mettre au service l'une de l'autre. Dès que l'une d'elles s'écarte de sa fin, elle s'égare et se dégrade. L'art se met-il aveuglément aux ordres de la religion et de la patrie? pour vouloir leur être utile, il ne leur sert plus à rien. En perdant sa liberté, il perd son charme et son empire.

On cite sans cesse la Grèce antique et l'Italie moderne comme des exemples triomphants de ce que peut l'alliance de l'art, de la religion et de l'état. Rien de plus vrai, s'il s'agit de leur union; rien de plus faux, s'il s'agit de la servitude de l'art. L'art en Grèce a été si peu esclave de la religion, qu'il en a peu à peu modifié les symboles, et, jusqu'à un certain point, l'esprit même, par ses libres représentations. Il y a loin des divinités que la Grèce reçut de l'Égypte à celles dont elle a laissé des exemplaires immortels. Ces artistes et ces poëtes primitifs, qu'on appelle Homère et Dédale, sont-ils étrangers à ce changement? Et dans la plus belle époque de l'art, Eschyle et Phidias ne portèrent-ils pas une grande liberté dans les scènes religieuses qu'ils exposaient aux regards des peuples, soit au théâtre, soit au front des temples? En Italie, comme en Grèce, comme partout, l'art est d'abord entre les mains des sacerdoces et des gouvernements; mais, à mesure qu'il grandit et se développe, il conquiert de plus en plus sa liberté. On parle de la foi qui alors animait les artistes et vivifiait leurs œuvres : cela est vrai du temps de Giotto et de Cimabuë; mais dès le xve siècle, en Italie, j'aperçois surtout la foi de l'art en lui-même et le culte de la beauté. Raphaël, dit-on, allait passer cardinal (1); oui, mais sans quitter la Fornarina, et en peignant toujours la Galatée.

Encore une fois, n'exagérons rien, distinguons, ne séparons pas; unissons l'art, la religion, la patrie; mais que leur union ne nuise pas à la liberté de chacune d'elles. Pénétrons-nous bien de cette pensée que l'art est aussi à lui-même une sorte de religion. Dieu se manifeste à nous par l'idée du vrai, par l'idée du bien, par l'idée du beau. Ces trois idées sont égales entre elles et filles légitimes du même père. Chacune d'elles mène à Dieu, parce qu'elle en vient. La vraie beauté est la beauté idéale, et la beauté idéale est un reflet de l'infini; l'infini est le dernier principe du beau, comme du vrai, comme du bien. Ainsi, même indépendamment de toute alliance officielle avec la religion et la morale, l'art est par lui-même essentiellement moral et religieux, car à moins de manquer à sa propre loi, à son propre génie, il exprime partout dans ses œuvres la beauté éternelle. Enchaîné de toutes parts à la matière par d'inflexibles liens, travaillant sur une pierre inanimée, sur des sons incertains et fugitifs, sur des paroles d'une signification bornée et finie, l'art leur communique, avec la forme la plus précise, qui s'adresse à tel

(1) Vasari, *Vie de Raphaël.*

ou tel sens, un caractère mystérieux qui, s'adressant à l'imagination et à l'âme, les arrache à la réalité et les emporte doucement ou violemment dans des régions inconnues. Toute œuvre d'art, quelle que soit sa forme, petite ou grande, figurée, chantée ou parlée; toute œuvre d'art, vraiment belle ou sublime, jette l'âme dans une rêverie gracieuse ou sévère, qui l'élève vers l'infini. L'infini, c'est là le terme commun où l'âme aspire, sur les ailes de l'imagination comme de la raison, par le chemin du sublime et du beau, comme par celui du vrai et du bien. L'émotion que produit le beau tourne l'âme de ce côté; c'est cette émotion bienfaisante que l'art procure à l'humanité.

L'objet de l'art est donc de produire des œuvres qui, comme celles de la nature, ou même à un plus haut degré encore, aient le charme de l'infini; mais comment et par quel prestige tirer l'infini du fini? C'est là la difficulté de l'art, mais c'est aussi sa gloire. Qui nous porte vers l'infini dans la beauté naturelle? Le côté idéal de cette beauté. L'idéal, voilà l'échelle mystérieuse qui fait monter l'âme du fini à l'infini. Il faut donc que l'artiste s'attache à représenter l'idéal. Tout a son idéal. Le premier soin de l'artiste sera donc, quoi qu'il fasse, de pénétrer d'abord l'idéal caché de son sujet, car ce sujet en a un, pour le rendre ensuite plus ou moins frappant aux sens et à l'âme, selon les conditions que lui imposent les matériaux mêmes qu'il emploie, la pierre, la couleur, le son, la parole.

Ainsi exprimer l'idéal et l'infini d'une manière ou d'une autre, telle est la loi de l'art, et tous les arts ne sont tels que par leur rapport au sentiment du beau et de l'infini, qu'ils éveillent dans l'âme, à l'aide de cette qualité suprême de toute œuvre d'art qu'on appelle l'expression.

L'expression est essentiellement idéale. Ce que l'expression tente de faire sentir, ce n'est pas ce que l'œil peut voir, la main toucher, l'oreille entendre, c'est évidemment quelque chose d'invisible et d'impalpable.

Le problème de l'art est d'arriver jusqu'à l'âme par le corps. L'art offre aux sens des formes, des couleurs, des sons, des paroles arrangées de telle sorte qu'elles excitent dans l'âme, cachée derrière les sens, l'émotion ineffable de la beauté.

L'expression s'adresse à l'âme, comme la forme s'adresse aux sens. La forme est l'obstacle à l'expression, et en même temps elle en est le moyen impérieux, inflexible, unique. C'est donc en travaillant sur la forme, en la pliant à son service, à force de soin, de patience et de génie, que l'art parvient à convertir l'obstacle en moyen.

Par leur objet, tous les arts sont égaux; tous ne sont arts que parce qu'ils expriment l'invisible. On ne peut trop le répéter, l'expression est la qualité constitutive de l'art. La chose à exprimer est toujours la même : c'est l'idée, c'est l'esprit, c'est l'âme, c'est l'invisible, c'est l'infini; mais comme il s'agit d'exprimer cette seule et même chose en s'adressant aux sens qui sont divers, la différence des sens divise l'art en des arts différents.

Nous l'avons vu : des cinq sens qui ont été donnés à l'homme, trois, le goût, l'odorat et le toucher, sont incapables de faire naître en nous le sentiment de la beauté. Joints aux deux autres, ils peuvent contribuer à étendre ce sentiment, mais seuls et par eux-mêmes ils ne peuvent le produire. Le goût juge de l'agréable et non du beau. Nul sens ne s'allie moins à l'âme et n'est plus au service du corps; il flatte, il sert le plus grossier de tous les maîtres, l'estomac. Si l'odorat semble quelquefois participer au sentiment du beau, c'est que l'odeur s'exhale d'un objet

qui est déjà beau par lui-même, et qui est beau par un autre endroit. Ainsi la rose est belle par ses contours gracieux, par l'éclat varié de ses couleurs; son odeur est agréable, elle n'est pas belle. Enfin, ce n'est pas le toucher seul qui juge de la régularité des formes, c'est le toucher éclairé par la vue.

Il ne reste donc que deux sens auxquels tout le monde reconnaît le privilége d'exciter en nous l'idée et le sentiment du beau. Ils semblent plus particulièrement au service de l'âme. Les sensations qu'ils donnent ont quelque chose de plus pur, de plus intellectuel. Ils sont moins indispensables à la conservation matérielle de l'individu. Ils contribuent à l'embellissement plutôt qu'au soutien de la vie. Ils nous procurent des plaisirs où notre personne semble moins intéressée et s'oublie davantage. C'est donc à la vue et à l'ouïe que l'art doit s'adresser et qu'il s'adresse pour pénétrer jusqu'à l'âme. De là la division des arts en deux grandes classes, arts de l'ouïe, arts de la vue : d'un côté, la musique et la poésie; de l'autre, la peinture avec la gravure, la sculpture, l'architecture, l'art des jardins.

On s'étonnera peut-être de ne pas nous voir ranger parmi les arts ni l'éloquence, ni l'histoire, ni la philosophie.

Les arts s'appellent les beaux-arts, parce que leur seul objet est de produire l'émotion du beau sans aucun égard à l'utilité ni du spectateur ni de l'artiste. Ils s'appellent encore les arts libéraux, parce qu'ils n'acceptent la tyrannie d'aucun but étranger : leur dignité est dans leur liberté. De là le sens et l'origine de ces expressions de l'antiquité, *artes liberales*, *artes ingenuæ*. Il y a des arts sans noblesse, ceux dont le but est l'utilité pratique et matérielle; on les nomme des métiers. Tel est celui du poêlier, du maçon. L'art véritable s'y peut joindre, y briller même, mais dans les accessoires et dans les détails, non dans le principal.

L'éloquence, l'histoire, la philosophie, sont assurément de hauts emplois de l'intelligence; elles ont leur dignité, leur éminence que rien ne surpasse, mais, à proprement parler, ce ne sont pas des arts.

L'éloquence ne se propose pas de faire naître dans l'âme des auditeurs le sentiment désintéressé de la beauté. Elle peut produire aussi cet effet, mais sans l'avoir cherché. Sa fin directe, celle qu'elle ne peut subordonner à aucune autre, c'est de convaincre, c'est de persuader. L'éloquence a un client qu'elle doit avant tout sauver ou faire triompher. Que ce client soit un homme, un peuple, une idée, peu importe. Heureux l'orateur s'il fait dire : Cela est bien beau! noble hommage rendu à son talent; malheureux s'il ne fait dire que cela, car il a manqué son but. Les deux grands types de l'éloquence politique et religieuse, Démosthènes dans l'antiquité, Bossuet chez les modernes, ne pensent qu'à l'intérêt de la cause confiée à leur génie, la cause sacrée de la patrie et celle de la religion, tandis qu'au fond Phidias et Raphaël travaillent à faire de belles choses. Hâtons-nous aussi de le dire, les noms de Démosthènes et de Bossuet nous le commandent : la vraie éloquence, bien différente en cela de la rhétorique, dédaigne certains moyens de succès; elle ne demande pas mieux que de plaire, mais sans aucun sacrifice indigne d'elle; tout ornement étranger, toute ombre de flatterie la dégrade. Son caractère propre est la simplicité, le sérieux; je ne veux pas dire le sérieux affecté, la gravité composée et fardée, la pire de toutes les impostures, j'entends le sérieux vrai qui part d'une conviction sincère et profonde. C'est ainsi que Socrate comprenait la vraie éloquence (1).

(1) Voyez le *Gorgias* avec l'*Argument*, tome III de notre traduction de Platon.

Il en faut dire autant de l'histoire et de la philosophie. Le philosophe parle et écrit. Puisse-t il donc, comme l'orateur, trouver des accents qui fassent entrer la vérité dans l'âme, des couleurs et des formes qui la fassent briller évidente et manifeste aux yeux de l'intelligence ! Ce serait soi-même trahir sa cause que de négliger les moyens qui la peuvent servir; mais l'art le plus profond n'est ici qu'un moyen : le but de la philosophie est ailleurs, d'où il suit que la philosophie n'est pas un art. Sans doute Platon est un grand artiste; il est l'égal de Sophocle et de Phidias, comme Pascal est quelquefois le rival de Démosthènes et de Bossuet (1); mais tous deux auraient rougi, s'ils eussent surpris au fond de leur âme un autre dessein, un autre but que le service de la vérité et de la vertu.

L'histoire ne raconte pas pour raconter, elle ne peint pas pour peindre; elle raconte et elle peint le passé pour qu'il soit la leçon vivante de l'avenir. Elle se propose d'instruire les générations nouvelles par l'expérience de celles qui les ont devancées, en mettant sous leurs yeux le tableau fidèle de grands et importants événements avec leurs causes et leurs effets, avec les desseins généraux et les passions particulières, avec les fautes, les vertus, les crimes qui se trouvent mêlés ensemble dans les choses humaines. Elle enseigne l'excellence de la prudence, du courage, des grandes pensées profondément méditées, constamment suivies, exécutées avec modération et avec force. Elle fait paraître la vanité des prétentions immodérées, la puissance de la sagesse et de la vertu, l'impuissance de la folie et du crime. Elle est une école de morale et de politique. Thucydide, Polybe et Tacite prétendent à tout autre chose qu'à procurer des émotions nouvelles à une curiosité oisive ou à une imagination blasée; ils veulent sans doute intéresser et attacher, mais pour mieux instruire ; ils se portent ouvertement pour les maîtres des hommes d'état et les précepteurs du genre humain.

Le seul objet de l'art est le beau. L'art s'abandonne lui-même dès qu'il s'en écarte. Il est souvent contraint de faire des concessions aux circonstances, aux conditions extérieures qui lui sont imposées; mais il faut toujours qu'il retienne une juste liberté. L'architecture et l'art des jardins sont les moins libres des arts libéraux ; ils ont à subir des gênes inévitables ; c'est au génie de l'artiste à dominer ces gênes et même à en tirer d'heureux effets, ainsi que le poëte fait tourner l'esclavage du mètre et de la rime en une source de beautés inattendues. Une extrême liberté peut porter l'art au caprice qui le dégrade, comme aussi de trop lourdes chaînes l'écrasent. C'est tuer l'architecture que de la soumettre à la commodité, au *confort*. L'architecte est-il obligé de subordonner la coupe générale et les proportions de son édifice à telle ou telle fin particulière qui lui est prescrite? il se réfugie dans les détails, dans les frontons, dans les frises, dans toutes les parties qui n'ont pas l'utile pour objet spécial, et là il redevient vraiment artiste. La sculpture et la peinture, surtout la musique et la poésie, sont plus libres que l'architecture et l'art des jardins. On peut aussi leur donner des entraves, mais elles s'en dégagent plus aisément : à ce titre ce sont les plus libéraux de tous les arts.

Semblables par leur but commun, tous les arts diffèrent par les effets particuliers qu'ils produisent, et par les procédés qu'ils emploient. Ils ne gagnent rien à

(1) Il y a telle *Provinciale* qui, pour la véhémence et la vigueur, ne peut être comparée qu'aux *Philippiques*, et le fragment sur l'*infini* a la grandeur et la magnificence de Bossuet. Voyez notre écrit *Des Pensées de Pascal*, seconde édition, p. 276.

échanger leurs moyens, et à confondre les limites qui les séparent. Je m'incline devant l'autorité de l'antiquité ; mais, peut-être faute d'habitude et par un reste de préjugé, j'ai de la peine à me représenter avec plaisir des statues composées de plusieurs métaux, surtout des statues peintes (1). Sans prétendre que la sculpture n'ait pas jusqu'à un certain point son coloris, celui d'une matière parfaitement pure, celui surtout que la main du temps lui imprime, malgré toutes les séductions d'un grand talent contemporain (2), je goûte peu, je l'avoue, cet artifice qui s'efforce de donner au marbre la *morbidezza* de la peinture. La sculpture est une muse austère ; elle a ses grâces à elle, mais qui ne sont celles d'aucun autre art. La vie de la couleur lui doit demeurer étrangère : il ne resterait plus qu'à vouloir lui communiquer le mouvement de la poésie et le vague de la musique ! Et celle-ci que gagnera-t-elle à viser au pittoresque, quand son domaine propre est le pathétique ? Donnez au plus savant symphoniste une tempête à rendre. Rien de plus facile à imiter que le sifflement des vents et le bruit du tonnerre ; mais par quelles combinaisons d'harmonie fera-t-il paraître aux yeux la lueur des éclairs déchirant tout à coup le voile de la nuit, et ce qu'il y a de plus formidable dans la tempête, le mouvement des flots qui tantôt s'élèvent comme une montagne, tantôt s'abaissent et semblent se précipiter dans des abîmes sans fond ? Si l'auditeur n'est pas averti du sujet, il ne le soupçonnera jamais, et je défie qu'il distingue une tempête d'une bataille. En dépit de la science et du génie, des sons ne peuvent peindre des formes. La musique bien conseillée se gardera de lutter contre l'impossible ; elle renoncera à figurer en détail le soulèvement et la chute des vagues et d'autres phénomènes semblables ; mais elle fera mieux : avec des sons, elle fera passer dans notre âme les sentiments qui se succèdent en nous pendant les scènes diverses de la tempête. C'est ainsi qu'Haydn deviendra le rival, le vainqueur même du peintre (3), parce qu'il a été donné à la musique de remuer et d'ébranler l'âme plus profondément encore que la peinture.

Depuis le *Laocoon* de Lessing, il n'est plus permis de répéter, sans de grandes réserves, l'axiome fameux : *sicut pictura poesis*, ou du moins il est bien certain que la peinture ne peut pas tout ce que peut la poésie. Tout le monde admire le portrait de la Renommée tracé par Virgile ; mais qu'un peintre s'avise de réaliser cette figure symbolique, qu'il nous représente un monstre énorme avec cent yeux, cent bouches et cent oreilles, qui des pieds touche la terre et cache sa tête dans les cieux : l'effet d'une pareille figure pourra bien être ridicule.

Ainsi les arts ont un but commun et des moyens radicalement différents. De là les règles générales communes à tous, et les règles particulières à chacun d'eux. Je n'ai ni le temps ni le droit d'entrer à cet égard dans aucun détail. Je me borne à rappeler que la grande loi est l'expression. Toute œuvre d'art qui n'exprime pas une idée ne signifie rien ; il faut qu'en s'adressant à tel ou tel sens, elle pénètre jusqu'à l'esprit, jusqu'à l'âme, et y porte une pensée, un sentiment capable de la toucher ou de l'élever. De cette règle fondamentale dérivent toutes les autres, par exemple, celle que l'on recommande sans cesse et avec tant de raison, la composition : c'est là que s'applique particulièrement le précepte de l'unité et de la variété ; mais, en disant cela, on n'a rien dit tant qu'on n'a pas déterminé la nature

(1) Voyez le *Jupiter Olympien* de M. Quatremère de Quincy.
(2) Allusion à la *Madeleine* de Canova.
(3) Voyez *la Tempête* d'Haydn, parmi les œuvres de piano de ce maître.

de l'unité dont on veut parler. La vraie unité, c'est l'unité d'expression, et la variété n'est faite que pour répandre et faire luire sur l'œuvre entière l'idée ou le sentiment unique qu'elle doit exprimer. Il est inutile de faire remarquer qu'entre la composition ainsi entendue et ce qu'on nomme souvent ainsi, comme la symétrie et l'arrangement des parties suivant des règles artificielles, il y a un abîme. La vraie composition n'est autre chose que le moyen le plus puissant d'expression.

L'expression ne fournit pas seulement les règles générales des arts, elle donne encore le principe qui permet de les classer, de les coordonner entre eux.

En effet, toute classification suppose un principe qui serve de mesure commune.

On a cherché un tel principe dans le plaisir, et le premier des arts a paru celui qui donne les jouissances les plus vives ; mais nous avons prouvé que l'objet de l'art n'est pas le plaisir : le plus ou moins de plaisir qu'un art procure ne peut donc être la vraie mesure de sa valeur.

Cette mesure n'est autre que l'expression. L'expression étant le but suprême, l'art qui s'en rapproche le plus est le premier de tous les arts.

Tous les arts vrais sont expressifs, mais ils le sont diversement. Prenez la musique ; c'est l'art sans contredit le plus pénétrant, le plus profond, le plus intime. Il y a physiquement et moralement entre un son et l'âme un rapport merveilleux. Il semble que l'âme est un écho où le son prend une puissance nouvelle. On raconte de la musique ancienne des choses extraordinaires, qu'il n'est pas difficile d'admettre en voyant les effets de notre musique sur nous-mêmes, qui ne sommes point aussi sensibles au beau que les anciens. Et il ne faut pas croire que la grandeur des effets suppose ici des moyens très-compliqués. Non, moins la musique fait de bruit, et plus elle touche. Donnez quelques notes à Pergolèse, donnez lui surtout quelques voix pures et suaves, et il vous ravit jusqu'au ciel, il vous emporte dans les espaces de l'infini, il vous plonge dans d'ineffables rêveries. Le pouvoir propre de la musique est d'ouvrir à l'imagination une carrière sans limites, de se prêter avec une souplesse étonnante à toutes les dispositions de chacun, d'irriter ou de bercer, aux sons de la plus simple mélodie, nos sentiments accoutumés, nos affections favorites. Sous ce rapport, la musique est un art sans rival; elle n'est pourtant pas le premier des arts.

La musique paie la rançon du pouvoir immense qui lui a été donné ; elle éveille plus que tout autre le sentiment de l'infini, parce qu'elle est vague, obscure, indéterminée dans ses effets. Elle est juste l'art opposé à la sculpture, qui porte moins vers l'infini parce que tout en elle est arrêté avec la dernière précision. Telle est la force et en même temps la faiblesse de la musique : elle exprime tout, et elle n'exprime rien en particulier. La sculpture, au contraire, ne fait guère rêver, car elle représente nettement telle chose et non pas telle autre. La musique ne peint pas, elle touche ; elle met en mouvement l'imagination, non celle qui reproduit des images, mais celle qui fait battre le cœur, car il est absurde de borner l'imagination à l'empire des images. Le cœur une fois ému ébranle tout le reste : c'est ainsi que la musique peut indirectement et jusqu'à un certain point susciter des images et des idées ; mais sa puissance directe et naturelle n'est ni sur l'imagination représentative, ni sur l'intelligence : elle est sur le cœur ; c'est un assez bel avantage.

Le domaine de la musique est le sentiment, mais là même son pouvoir est plus profond qu'étendu, et si elle exprime certains sentiments avec une force incomparable, elle n'en exprime qu'un très-petit nombre. Par voie d'association, elle peut les réveiller tous ; mais directement elle n'en produit guère que deux, les plus

simples, les plus élémentaires, la tristesse et la joie, avec leurs mille nuances. Demandez à la musique d'exprimer l'héroïsme, la résolution vertueuse, et bien d'autres sentiments où interviennent assez peu la tristesse et la joie : elle en est aussi incapable que de peindre un lac ou une montagne. Elle s'y prend comme elle peut : elle emploie le large, le rapide, le fort, le doux, etc. ; mais c'est à l'imagination à faire le reste, et l'imagination ne fait que ce qui lui plaît. Sous la même mesure, celui-ci met une montagne, et celui-là l'Océan ; le guerrier y puise des inspirations héroïques, le solitaire des inspirations religieuses. Sans doute, les paroles déterminent l'expression musicale, mais le mérite alors est à la parole, non à la musique, et quelquefois la parole imprime à la musique une précision qui la tue et lui ôte ses effets propres, le vague, l'obscurité, la monotonie, mais aussi l'ampleur et la profondeur, j'allais presque dire l'infinitude. Je n'admets nullement cette fameuse définition du chant, — une déclamation notée. Une simple déclamation bien accentuée est assurément préférable à des accompagnements étourdissants ; mais il faut laisser à la musique son caractère, et ne lui enlever ni ses défauts ni ses avantages. Il ne faut pas surtout la détourner de son objet, et lui demander ce qu'elle ne saurait donner. Elle n'est pas faite pour exprimer des sentiments compliqués et factices, ou terrestres et vulgaires. Son charme singulier est d'élever l'âme vers l'infini. Elle s'allie donc naturellement à la religion, surtout à cette religion de l'infini qui est en même temps la religion du cœur ; elle excelle à transporter aux pieds de l'éternelle miséricorde l'âme tremblante sur les ailes du repentir, de l'espérance et de l'amour. Heureux ceux qui à Rome, au Vatican, dans les solennités du culte catholique, ont entendu les mélodies de Léo, de Durante, de Pergolèse, sur le vieux texte consacré! Ils ont un moment entrevu le ciel, et leur âme a pu y monter, sans distinction de rang, de pays, de croyance même, par les degrés qu'elle choisit elle-même, par ces degrés invisibles et mystérieux, composés et tissus, pour ainsi dire, de tous les sentiments simples, naturels, universels, qui, sur tous les points de la terre, tirent du sein de la créature humaine un soupir vers un autre monde (1) !

(1) Je n'ai pas eu le bonheur d'entendre moi-même la musique religieuse du Vatican. Je laisserai donc parler un juge compétent, M. Quatremère de Quincy, *Considérations morales sur la destination des ouvrages de l'art,* Paris, 1815, page 98.

« Qu'on se rappelle ces chants si simples et si touchants qui terminent à Rome les solennités funèbres de ces trois jours que l'église destine particulièrement à l'expression de son deuil dans la dernière des semaines de la pénitence. C'est dans cette nef, où le génie de Michel-Ange a embrassé la durée des siècles, depuis les merveilles de la création jusqu'au dernier jugement, qui doit en détruire les œuvres, que se célèbrent, en présence du pontife romain, ces cérémonies nocturnes dont les rites, les symboles, les plaintives liturgies, semblent être autant de figures du mystère de douleur auxquels elles sont consacrées. La lumière décroissant par degrés, à chaque révolution de chaque prière, vous diriez qu'un voile funèbre s'étend peu à peu sous ces voûtes religieuses. Bientôt la lueur douteuse de la dernière lampe ne vous permet plus d'apercevoir dans le lointain que le Christ, au milieu des nuages, prononçant ses jugements, et quelques anges exécuteurs de ses arrêts. Alors, du fond d'une tribune interdite aux regards profanes se fait entendre le psaume du roi pénitent, auquel trois des plus grands maîtres de l'art ont ajouté les modulations d'un chant simple et pathétique. Aucun instrument ne se mêle à ces accords. De simples concerts de voix exécutent cette musique; mais ces voix semblent être celles des anges, et leur impression a pénétré jusqu'au fond de l'âme. »

Nous avons cité ce beau morceau, et nous aurions pu en citer beaucoup d'autres, encore

Entre la sculpture et la musique, ces deux extrêmes opposés, est la peinture, presque aussi précise que l'une, presque aussi touchante que l'autre. Comme la sculpture, elle marque les formes visibles des objets, en y ajoutant la vie; comme la musique, elle exprime les sentiments les plus profonds de l'âme, et elle les exprime tous. Dites-moi quel est le sentiment qui ne soit pas sur la palette du peintre. Il a la nature entière à sa disposition, le monde physique et le monde moral, un cimetière, un paysage, un coucher de soleil, l'Océan, les grandes scènes de la vie civile et religieuse, tous les êtres de la création, par-dessus tout le visage de l'homme, et son regard, ce vivant miroir de ce qui se passe dans l'âme. Plus pathétique que la sculpture, plus claire que la musique, la peinture s'élève, selon moi, au-dessus de toutes les deux, parce qu'elle exprime davantage la beauté sous toutes ses formes, l'âme humaine dans la richesse et la variété de ses sentiments.

Mais l'art par excellence, celui qui surpasse tous les autres parce qu'il est incomparablement le plus expressif, c'est la poésie.

La parole est l'instrument de la poésie; la poésie la façonne à son usage et l'idéalise pour lui faire exprimer la beauté idéale; elle lui donne le charme et la puissance de la mesure; elle en fait quelque chose d'intermédiaire entre la voix ordinaire et la musique, quelque chose à la fois de matériel et d'immatériel, de fini, de clair et de précis, comme les contours et les formes les plus arrêtées, de vivant et d'animé comme la couleur, de pathétique et d'infini comme le son. Le mot naturel en lui-même, surtout le mot choisi et transfiguré par la poésie, est le symbole le plus énergique et le plus universel. Armée de ce talisman, qu'elle a fait pour elle, la poésie réfléchit toutes les images du monde sensible, comme la sculpture et la peinture; elle réfléchit le sentiment comme la peinture et la musique, avec toutes ses variétés que la musique n'atteint pas, et dans leur succession rapide que ne peut suivre la peinture, à jamais arrêtée et immobile comme la sculpture; et elle n'exprime pas seulement tout cela, elle exprime ce qui est à peu près inaccessible à tout autre art, je veux dire la pensée entièrement séparée des sens, la pensée qui n'a pas de forme, la pensée qui n'a pas de couleur, la pensée qui ne laisse échapper aucun son, qui ne se manifeste dans aucun regard, la pensée dans son vol le plus sublime, dans son abstraction la plus raffinée!

Songez-y. Quel monde d'images, de sentiments, de pensées à la fois distinctes et confuses, suscite en vous ce seul mot : la patrie! et cet autre mot, bref et immense : Dieu! Quoi de plus clair, et tout ensemble de plus profond et de plus vaste!

Dites à l'architecte, au sculpteur, au peintre, au musicien même, d'évoquer ainsi d'un seul coup toutes les puissances de la nature et de l'âme. Ils ne le peuvent, et par là ils reconnaissent la supériorité de la parole et de la poésie.

Ils la proclament eux-mêmes, car ils prennent la poésie pour leur propre mesure; ils estiment et ils demandent qu'on estime leurs œuvres à proportion qu'elles

supérieurs à celui là, d'un homme aujourd'hui oublié et presque toujours méconnu, mais que la postérité mettra à sa place. Indiquons du moins les dernières pages du même écrit sur la nécessité de laisser les ouvrages d'art dans le lieu pour lequel ils ont été faits, par exemple, le portrait de Mlle de La Vallière en Madeleine aux Carmélites, au lieu de le transporter et de l'exposer dans les appartements de Versailles, « le seul lieu du monde, dit éloquemment M. Quatremère, qui ne devait jamais le revoir. »

se rapprochent davantage de l'idéal poétique. Et le genre humain fait comme les artistes. Quelle poésie! s'écrie-t-on à la vue d'un beau tableau, d'une noble mélodie, d'une statue vivante et expressive. Ce n'est pas là une comparaison arbitraire; c'est un jugement naturel qui fait de la poésie le type de la perfection de tous les arts, l'art qui comprend tous les autres, auquel tous aspirent, auquel nul ne peut atteindre.

Quand les autres arts veulent imiter les œuvres de la poésie, la plupart du temps ils s'égarent, ils perdent leur propre génie, sans dérober celui de la poésie. Mais la poésie bâtit à son gré des palais et des temples, comme l'architecture; elle les fait simples ou magnifiques; tous les ordres lui obéissent ainsi que tous les systèmes; les différents âges de l'art lui sont égaux; elle reproduit, s'il lui plaît, le classique ou le gothique, le beau ou le sublime, le mesuré ou l'infini. Lessing a pu comparer avec la justesse la plus exquise Homère au plus parfait sculpteur, tant les formes que ce ciseau merveilleux donne à tous les êtres sont déterminées avec netteté! Et quel peintre aussi qu'Homère! et, dans un genre différent, le Dante! La musique seule a quelque chose de plus pénétrant que la poésie, mais elle est vague, elle est bornée, elle est fugitive. Outre sa netteté, sa variété, sa durée, la poésie a aussi les plus pathétiques accents. Rappelez-vous les paroles que Priam laisse tomber aux pieds d'Achille en lui redemandant le cadavre de son fils, plus d'un vers de Virgile, des scènes entières du *Cid* et de *Polyeucte*, la prière d'Esther agenouillée devant Dieu, les chœurs d'*Esther* et d'*Athalie*. Dans le chant célèbre de Pergolèse, *Stabat Mater dolorosa,* on peut demander ce qui émeut le plus de la musique ou des paroles. Le *Dies iræ, dies illa,* récité seulement, est déjà de l'effet le plus terrible. Dans ces paroles formidables, tous les coups portent pour ainsi dire ; chaque mot renferme un sentiment distinct, une idée à la fois profonde et déterminée. L'intelligence avance à chaque pas, et le cœur s'élance à sa suite. La parole humaine, idéalisée par la poésie, a la profondeur et l'éclat de la note musicale, mais elle est lumineuse autant que pathétique; elle parle à l'esprit comme au cœur; elle est en cela inimitable et inaccessible, qu'elle réunit en elle tous les extrêmes et tous les contraires dans une harmonie qui redouble leur effet réciproque, et où tour à tour comparaissent et se développent toutes les images, tous les sentiments, toutes les idées, toutes les facultés humaines, tous les replis de l'âme, toutes les faces des choses, tous les mondes réels et tous les mondes intelligibles!

Arrêtons-nous. Gardons-nous de franchir le seuil de la métaphysique, et d'entrer dans des considérations particulières où de suffisantes études ne nous accompagneraient pas. C'est assez pour nous d'avoir posé les principes et tracé un cadre général. Il appartient à d'autres de remplir ce cadre par des travaux approfondis, d'éprouver ces principes en les appliquant. La science de la beauté vaut bien la peine que de nobles esprits y consacrent leurs veilles et s'efforcent d'y attacher leur nom.

V. Cousin.

L'ALPUXARRA.

DERNIÈRE PARTIE.[1]

III.

J'avais fait, à Almérie, la connaissance d'un compatriote, M. T... de Grenoble; compromis dans la conspiration de Paul Didier, il avait depuis lors quitté la France. Après avoir erré quelques années en Suisse et ailleurs, il avait fixé ses pénates en Espagne, où il exploitait plusieurs établissements métallurgiques. Précisément alors ses affaires l'appelaient dans l'Alpuxarra; il fut décidé que nous ferions le voyage ensemble. C'était une bonne fortune pour moi, qui trouvais en M. T... un guide instruit et profondément versé dans la connaissance des lieux que je voulais visiter. J'avais licencié, en arrivant à Almérie, mes deux carabiniers; le *mozo* fripon s'était licencié lui-même, à ma grande satisfaction. Je me pourvus d'un autre écuyer, et dus me contenter cette fois pour escorte d'un seul piéton armé d'une escopette; il est vrai que l'arsenal de mon nouveau compagnon de voyage était aussi bien fourni que le mien : il avait comme moi dans ses fontes des arguments péremptoires, et son fusil de chasse à deux coups figurait avec avantage à côté de mon tromblon.

Almérie a quatre portes : la porte du Secours, la porte du Soleil, celles de la Mer et de Purchena; nous sortîmes par la dernière, et prîmes la direction du nord. Le chemin, qui est d'abord assez bon, forme la tête d'une route militaire ouverte par les Français et abandonnée après eux; non-seulement l'Espagnol ne fonde rien, mais il n'a pas même l'esprit de conservation : dans ses mains tout se dégrade, tout périt. De ce côté de la ville, le paysage est aride, l'horizon borné; des collines pierreuses et grisâtres courent tristement des deux côtés; entre elles

(1) Voyez la première partie dans la livraison du 31 juillet.

coule, à travers les lauriers-roses, le fleuve d'Almérie, torrent capricieux qui, selon la saison, laisse à sec son large lit, ou renverse tout sur son passage. Après quelques milles, on passe le pont des Palmes, ainsi nommé à cause du grand nombre de palmiers qui croissent à l'entour. Je n'en avais jamais tant vu. Ce qu'on remarque avec moins de plaisir, ce sont de nombreux *milagros ;* on appelle ainsi des croix de bois plantées à la place où quelque meurtre a été commis. Ces sinistres jalons évoquent des images peu pastorales sur les pas du voyageur, et l'invitent à la prudence.

Tout ce pays est plus que suspect ; des histoires de voleurs en défraient seules la chronique. Mon compagnon de voyage en savait quelque chose, et par expérience ; il avait été plusieurs fois attaqué sur la route même que nous suivions, et quinze jours s'étaient passés à peine depuis sa dernière aventure. Parmi les brigands qui cette fois l'avaient assailli se trouvait son domestique. Peu de temps auparavant, quatre assassins l'avaient salué, en plein jour, presque au même endroit, d'une volée de coups de fusil ; mais ceux-là n'en voulaient pas à sa bourse, et ne songeaient qu'à satisfaire une inimitié commerciale irritée encore par sa qualité d'étranger, qui, au delà des Pyrénées, est un titre de réprobation. M. T... s'était toujours tiré d'affaire avec un rare bonheur, mais sa sœur avait été moins heureuse que lui : attaquée elle-même et blessée grièvement par ces sauvages, elle était morte des suites de ses blessures. De tels antécédents étaient bien faits pour inspirer quelques alarmes, et on n'affronte pas des dangers si certains sans une passion bien décidée pour les voyages. A cette époque d'ailleurs, un *faccioso* nommé Arraès exploitait l'Alpuxarra au nom du droit salique de don Carlos, qui ne s'en doutait guère. Cette rencontre entrait donc en ligne de compte dans les chances du voyage. Et qu'avions-nous pour faire face à tant d'ennemis ? Notre unique fantassin. Il est vrai que notre escorte compta bientôt un homme de plus : le hasard nous fit rencontrer un second fantassin connu du premier, armé comme lui de l'escopette classique, et qui consentit, sur notre demande, à faire route avec nous. Renforcés d'autant, nous poursuivîmes notre marche avec plus de sécurité et prêts à tout événement.

Laissant à droite Viator et Pechina, deux villages insignifiants de la juridiction d'Almérie, nous traversâmes Huercal, gros bourg noyé dans la verdure, et bientôt, quittant la grande route qui s'en va serpenter sur les montagnes, nous descendîmes dans le lit du fleuve pour y marcher durant quatre mortelles heures. La végétation des deux berges est assez belle, mais le milieu est d'une aridité désespérante ; les lauriers-roses font trop vite place aux cailloux, et pas un arbre, pas un misérable buisson ne s'élève pour modérer les ardeurs du soleil. Il était midi, un air immobile et chaud pesait sur nous comme un manteau de plomb. Nous ne traversions ni hameaux ni villages, mais nous en apercevions quelques-uns sur les hauteurs. A droite est le village de Rioja, où finit la sierra d'Alhamilla, qui arrive d'Almérie en ligne droite ; à gauche est celui de Gador, où commence la sierra qu'il baptise, et que les Mores, plus poétiques, avaient nommée la sierra du Soleil. Des carrières de jaspe, répandues aux environs, signalent ce point intéressant à l'attention des géologues. Plus haut est Santa-Fé de Mandujar ; puis vient Alhavia, où croissent en abondance des dattes, des figues, des pêches ; mais, hélas ! nous étions dans notre *rambla* comme Tantale, qui, du fond du Tartare, dévorait des yeux les vergers de l'Élysée. La seule halte que nous permît le temps fut une courte et assez maigre étape à la Calderona, taverne isolée et comme supendue au versant d'un

précipice, laquelle n'est guère hantée que par les charbonniers et les bandits.

Plusieurs torrents, descendus de la vaste et imposante sierra de Filabrès, viennent successivement grossir le fleuve d'Almérie : c'est d'abord le Rio de Tabernas, puis celui de Gergal, et enfin le Nacimiento ; ce dernier, descendu de la sierra de Baza, est le fleuve d'Almérie proprement dit, quoiqu'il ne prenne ce nom qu'au point de jonction ; l'autre affluent arrive de la sierra de Gador et s'appelle le Bogaraya, ou fleuve d'Andarax ; c'est celui-là que nous continuâmes à remonter. Nous le passions toutes les minutes, et souvent nous marchions dans l'eau. Je dois ajouter, à la gloire de nos deux janissaires, qu'ils s'en tiraient mieux que les chevaux eux-mêmes, et que, loin de se laisser dépasser par eux, ils étaient toujours en avant. Ils me représentaient fidèlement l'un et l'autre le véritable fantassin espagnol, sobre, discret, agile, infatigable ; tout lui suffit, rien ne le décourage ; son jarret de fer se joue de la fatigue, un ognon la lui fait oublier : pour un cigare, il irait au bout du monde. Jusqu'alors spacieuse, la route, je veux dire la rivière, se rétrécit par degrés et fait des coudes fréquents ; quelques moulins et quelques chaumines sont dispersés de loin en loin sur les deux rives ; les villages sont toujours sur les hauteurs : d'un côté s'élève Alicum, de l'autre Terqué, et, tout près de Terqué, Abentarique ou Ventarique, village arabe autour duquel on recueille du salpêtre en abondance. Le fisc s'en réserve le monopole ; mais il en est de cela comme des douanes : on a bien vite formulé une défense, il ne faut pour cela qu'un carré de papier ; quant à le faire exécuter, c'est moins facile. Sur le littoral, on fait la contrebande ; sur la montagne, on fait de la poudre : c'est l'industrie du lieu, et il n'y a pas de délateurs, parce qu'il n'y a que des complices ; chaque maison, chaque hutte, chaque grotte est une poudrière clandestine. La poudre ainsi fabriquée est loin d'être fine. Qu'importe ? telle poudre, telle escopette ; en Espagne, on n'y regarde point de si près, et l'on y tue son homme sans tant de cérémonie.

Nous quittâmes enfin le lit du Bogaraya ; il en était temps, car cette route frayée par la nature est des plus fastidieuses. Une fois sur la terre ferme, on gravit un chemin plus commode, tracé en corniche sur les premières pentes de la sierra de Gador. De l'autre côté du fleuve s'élève le Monténégro, sentinelle avancée de la Sierra-Nevada. Il faisait chaud encore, mais les oliviers nous prêtaient leur ombrage, et nous pûmes bientôt nous rafraîchir à la magnifique fontaine d'Illar, dont les jets vigoureux sont autant de cascades. Les femmes du village y puisaient de l'eau dans des cruches de terre informes ; elles-mêmes étaient peu gracieuses, et nous firent un farouche accueil. Il se trouvait parmi elles une pauvre jeune fille de douze à treize ans, qui vint danser nue autour de nous. — C'est la gitana, nous dirent-elles cyniquement ; que vos seigneuries n'y fassent pas attention ! — La malheureuse enfant était folle, folle de naissance, et, malgré sa beauté, malgré son malheur, elle servait de jouet à cette population barbare.

J'ai dit barbare, et je maintiens le mot, car, à mesure qu'on s'enfonce dans les montagnes, le peu de civilisation que les côtes doivent au commerce et au mouvement des voyageurs disparaît et fait place à des mœurs plus rudes et plus sauvages. Le nombre des *milagros* augmente en proportion ; cela veut dire que les meurtres se multiplient, sans que la justice se donne la peine de rechercher les meurtriers, à moins pourtant qu'ils ne soient riches, car alors elle les exploite, les pressure, et leur vend heure par heure, c'est-à-dire écu par écu, des délais et des sursis qui ne les sauvent pas toujours, mais les ruinent infailliblement. Je connais un habitant

de l'Alpuxarra, vieillard aujourd'hui fort pacifique et corrégidor de son village lequel a eu le malheur de tuer un homme il y a une trentaine d'années. Un *escribano* a la preuve du crime, et vit depuis trente ans d'un silence qu'il se fait payer à prix d'or. Vous figurez-vous une persécution plus effroyable? Le patient n'est pas riche; comment le serait-il? tout ce qu'il perçoit, tout ce qu'il gagne appartient à son bourreau; c'est pour lui qu'il possède, c'est pour lui qu'il travaille. L'oublie-t-il un instant, il le voit tout d'un coup surgir devant lui comme un spectre acharné. De l'argent! de l'argent! toujours de l'argent! Qu'il refuse, on insiste; qu'il s'indigne, on le menace, et si le désespoir le pousse à la révolte, on évoque à ses yeux l'échafaud. C'est la victime elle-même qui m'a raconté son supplice, un supplice de trente ans! et tandis que le vieux corrégidor me parlait d'une voix étouffée par la rage et par la peur, il promenait autour de lui des regards inquiets, égarés, comme s'il eût vu rôder à ses côtés l'exécrable *escribano*.

Après Illar, on traverse Instincion, hameau misérable. On passe près de Ragol, qu'on laisse dans les bas-fonds, au sein d'une vallée verte que le fleuve arrose et fertilise. Les crêtes sont arides et dépeuplées; à peine y voit-on paraître, d'espace en espace, un chevrier vêtu de peau comme les pâtres de la Sabine, et qui joue de la musette quand il ne tire pas des coups de fusil. Son troupeau, rétif et vagabond, trouve à peine à brouter quelques touffes de thym entre les cailloux. La route en zigzag passe à travers des rochers magnifiques; et dont les brusques escarpements, les formes abruptes et déchirées, portent l'empreinte de bouleversements terribles. Un de ces rochers pittoresques nomme Pierre Forée, *Piedra Forada*, est coupé en deux comme par la hache d'un géant, et donne son nom à une *rambla* qui s'avance tortueusement et péniblement jusqu'au cœur de la sierra de Gador. Un petit vallon frais et riant est jeté comme une oasis au milieu de ce chaos de pierres; on s'y repose avec charme à l'ombre des platanes et des figuiers. Non loin est une *venta* solitaire et proprette, dont la maîtresse accorte et jolie nous arrêta au passage pour nous offrir le *gaspacho* de rigueur; c'est le sorbet du pays. Ne vous attendez cependant pas à quelque chose de raffiné; rien au contraire n'est plus rustique : le *gaspacho* n'est qu'une salade au pain qui, étendue d'eau glacé, désaltère et rafraîchit fort bien quand on n'a rien de mieux.

Ici finit la terre de Marchena et commence l'Alpuxarra véritable, le pays des mines et des fourneaux. A peine a-t-on mis le pied sur ce sol métallifère qu'on rencontre la fonderie royale d'Alcora; sur l'autre rive du Bogaraya est un autre établissement métallurgique nommé la Forge Catalane. La montée n'a pas cessé d'être rude et rocailleuse. On a devant soi le revers oriental de la Sierra-Nevada; on aperçoit, dispersés sur ses larges flancs, plusieurs villages de l'Alpuxarra orientale, Tizis et son ermitage, Padulès, Ohanès, Canjayar, Beyrès, et d'autres dont les noms plus ou moins gutturaux m'échappent. Mais bientôt l'horizon se ferme, les montagnes se rapprochent, se resserrent, le fleuve lui-même disparaît et gronde invisible au fond des vallées. Au moment où nous entrions dans cette gorge funèbre, le soleil s'était couché derrière les hauts pics de la sierra, et le crépuscule était venu attrister ces lieux déjà si tristes; un épervier regagnait son aire en jetant dans l'espace un cri rauque et mélancolique; une vague inquiétude envahissait la nature et nous envahissait nous-mêmes. Nous marchions en silence, la main sur nos armes, et serrés les uns contre les autres, comme si nous eussions craint à chaque pas une embuscade. La nuit gagnait, la solitude redoublait, on ne rencontrait personne, on ne distinguait rien, rien que le squelette noir et décharné des monts d'alentour.

On arriva ainsi à l'entrée d'une gorge étroite et sombre; une lumière brillait à travers les ténèbres ; nous avançâmes. C'était une maison, c'était le Pilar, le toit hospitalier sous lequel nous devions passer la nuit.

Le Pilar est une fonderie de plomb. Cet établissement, qui appartient à M. T...., chômait alors, par suite des manœuvres plus ou moins licites d'une forte maison espagnole qui avait accaparé tout l'alquifoux de la contrée. La victoire devait rester et était restée en effet aux gros capitaux; tout ce qu'avaient pu faire les petits fabricants avait été de courber la tête sous cet orage industriel. Voilà les aménités de la concurrence : la ruine de l'un est la fortune de l'autre; c'est le droit du plus fort érigé en loi dans toute sa brutalité. L'Évangile l'avait prévu : on donnera, dit-il, à celui qui a, on ôtera à celui qui n'a pas. N'apercevant ni bois ni houilles, on se demande naturellement avec quoi l'on chauffe ici les fourneaux : les ronces et les herbes qui croissent entre les rochers servent à cet usage, et suffisent à la fusion de l'alcool et de l'alquifoux. Rien, on le voit, n'est plus simple ni plus économique; tout le monde peut arracher de l'herbe; on en est quitte pour les frais de transport. Je ne crois pas même qu'on paie un droit à la commune, ou, si l'on en paie un, ce droit est minime. Aussi la fabrication du plomb s'obtient-elle ici à plus bas prix que partout ailleurs. Voici, pour l'estimer en chiffres, quelques renseignements recueillis sur les lieux. Soixante quintaux d'alquifoux donnent en vingt-quatre heures de travail une moyenne de quarante quintaux de plomb, lesquels ne reviennent guère qu'à 2,330 réaux (environ 600 francs). Le combustible ne figure dans ce total que pour environ 90 réaux (moins de 24 fr.). L'alquifoux coûte à la mine 30 à 32 réaux le quintal (soit 7 à 8 fr.), et la journée d'un ouvrier fondeur n'est que de 7 réaux (1 fr. 75 c.); le surplus est absorbé par les faux frais et les frais généraux, surtout par les transports, qui, faute de canaux et de routes, s'effectuent chèrement à dos de mulet. Voilà pour les prix de revient; quant au prix de vente, il était à Almérie, quand je m'y trouvais, de 64 réaux (16 francs) le quintal. Il est facile d'établir des calculs rigoureux sur ces bases, qui sont les véritables en temps normal, sauf les razzias des accapareurs.

Dès le matin, mon hôte s'enferma avec son régisseur pour s'occuper des affaires qui l'amenaient, et moi je me mis en campagne. Le Pilar est situé dans ce que les Espagnols appellent un *barranco*. mot énergique et pittoresque qui peint ce qu'il nomme, c'est-à-dire un défilé profond, étroit, désert, taillé à pic entre deux murailles de rochers. Tel est précisément le barranco du Pilar : rien de plus solitaire, rien de plus désolé; en le remontant, je ne rencontrai pas une habitation, pas un habitant, et m'allai perdre, après beaucoup de fatigue et peu de plaisir, dans une espèce d'entonnoir creusé en spirale au milieu des montagnes; c'est en vain qu'arrivé là je cherchai un sentier : j'aurais pu me croire au bout du monde. Je me demandais comment j'allais faire pour sortir de cet abîme, quand j'entrevis à quelque cent mètres au-dessus de ma tête la silhouette peu rassurante d'un homme armé d'un fusil, et au même instant un coup de feu fit retentir les échos d'alentour : une palombe qui vint tomber sanglante à mes pieds me dit que ce n'était pas à moi qu'on en voulait. Le chasseur m'eut bientôt rejoint pour s'emparer de sa proie. Nous nous saluâmes en nous mesurant du regard avec curiosité; je n'étais pas exempt d'une certaine inquiétude; mon inconnu, quel qu'il fût, sentait son vagabond d'une lieue. Son costume se composait d'une chemise et d'un caleçon de grosse toile; son feutre à grands bords avait pu avoir jadis une couleur, une forme; il n'en avait plus. Après tout, cependant, la partie était égale; si j'étais

seul, l'ennêmi l'était aussi ; s'il avait un fusil, j'avais mon rétac, et puis, en l'examinant de près, je fis sur sa physionomie des découvertes moins alarmantes : quoique horriblement brûlé du soleil, son visage n'était pas trop rébarbatif. Il s'apprivoisa même jusqu'à rompre le silence le premier. — Jésus! s'écria-t-il, quel démon de l'enfer a conduit ici votre seigneurie? — Le démon de la curiosité, lui répondis-je et là-dessus la conversation s'engagea ; on fit connaissance. Mon homme était un mineur et se rendait pour une affaire importante (il le disait du moins) du village voisin d'Alamos à la ville d'Uxixar. Ce mot me fit dresser l'oreille, car Uxixar est, comme on sait, la capitale de l'Alpuxarra. Je n'en étais qu'à deux ou trois lieues, j'avais devant moi toute une longue journée d'été; comment résister à la tentation? On devine que je n'y résistai point, et me voilà parti en compagnie de mon braconnier.

Ne me demandez pas par où mon guide me fit passer, je ne pourrais vous le dire; il s'était vanté de me faire aller en ligne droite, il tint parole. Peu lui importait que le sentier fût ou non frayé; il allait devant lui comme un chamois que nul obstacle n'arrête : montagnes, vallées, torrents, il franchissait tout. Heureusement que j'avais le pied montagnard, et je fis bonne contenance, bien que les *alpargatas* de mon compagnon eussent sur mes bottes un avantage incontestable pour courir sur les rochers. Du reste, rien ne me frappa dans cette course au clocher, si ce n'est la constante aridité du paysage et l'absence complète de végétation, toutes les fois qu'on s'élève de quelques toises au-dessus des vallées. Ces vallées même ne sont le plus souvent que des *ramblas* ou des *barrancos;* c'est grand miracle quand le regard peut s'arrêter, comme aux environs de Lucaynena, que nous laissâmes à droite, sur un champ de seigle ou de maïs. De bois, il n'en faut pas parler, et, quant aux eaux, elles sont moins abondantes dans cette partie de l'Alpuxarra que dans les autres. Rien de plus monotone que l'aspect du pays, tant qu'on marche sur les plans inférieurs. Dès qu'on atteint les hautes cimes, on a, il est vrai, de magnifiques échappées sur la Sierra-Nevada et sur la sierra de Gador, qui courent parallèlement de l'est à l'ouest, la première au nord, la seconde au midi.

Point central de l'Alpuxarra, Uxixar est bâti entre les deux chaînes, plus près cependant de la Sierra-Nevada que de l'autre, sur le bord d'une rivière qui en descend, et qu'on appelle le fleuve d'Adra. Malgré son titre de capitale, et quoique élevé au rang de ville par le dernier roi more Abu-Abdalah, Uxixar n'est qu'une assez pauvre bourgade de deux à trois mille habitants, adonnés à la culture des terres et à l'élève des vers à soie. On remarque sur son territoire beaucoup de mûriers blancs et plus encore de cailloux : l'orge et le blé ne percent pas sans peine cette dure écorce. Les guerres et les haines religieuses ont depuis longtemps cessé, le souvenir même en est éteint; cependant il existe encore parmi les habitants des bourgades voisines un préjugé contre Uxixar. Jaloux de ses priviléges de capitale, ils prétendent qu'un grand nombre de familles mores s'y fixèrent à l'époque de l'expulsion générale, et en effet, toute prévention à part, j'ai cru remarquer dans le peuple des physionomies singulièrement africaines. La permanence des types nationaux expliquerait ce fait, si toutefois la tradition populaire est fondée en raison, comme c'est probable. Malgré les rigueurs combinées de la politique et de la religion, beaucoup de familles ont pu et dû nécessairement, soit par une cause, soit par une autre, échapper à la proscription. Les exécuteurs de la loi étaient, après tout, des hommes, et, ce qui pis est, des subalternes : la clef d'or a dû, par conséquent, ouvrir bien des cœurs à la pitié.

Quoi qu'il en soit, j'eus une excellente occasion d'étudier cette population suspecte, car ce jour-là on tirait la loterie, et il y avait foule devant l'obscure échoppe où les numéros sortants étaient affichés. Je me plus à observer le jeu des physionomies. Gaies ou tristes, on ne cachait guère ses émotions; chacun mettait son cœur à nu avec la naïve expansion des peuples au berceau. La joie bruyante des gagnants (c'était l'infiniment petite minorité) contrastait plaisamment avec les figures longues, blêmes, désappointées de l'immense majorité des perdants. — Ah! disait l'un en se frappant le front à grands coups de poing, c'est quatre qui sort, et j'avais trois! *Fatalidad!* — Et moi donc? disait un autre; je voulais le quatre : c'est ma femme qui m'a fait prendre le cinq! — Ma foi! disait un troisième, si je perds, ce n'est pas faute d'avoir prodigué l'huile à la sainte Vierge; sa lampe a brûlé nuit et jour pendant trois mois. Après cela, ruinez-vous pour les dames du paradis (*las señoras del paraiso*)! — Bah! bah! criait un quatrième, plus exaspéré que les autres et en brandissant son couteau d'un air furibond, on sait ce que cela veut dire! le *lotero* nous vole, c'est sûr! Les bons numéros restent toujours au fond; les gros lots sont pour l'administration. *Venganza!* — Une vieille femme qui avait gagné quelques piécettes passa près des mécontents en faisant sonner sa petite fortune dans le creux de sa main. Je vis le moment où ils allaient se jeter sur elle, et l'homme au couteau l'aurait volontiers écorchée vive pour se venger du *lotero*, dont elle était complice à ses yeux. Elle n'échappa qu'en se plongeant dans la foule au plus vite. La colère de ces forcenés, qui presque tous étaient des campagnards vêtus d'un simple caleçon de toile, tomba alors sur une espèce de demi-monsieur, qui pourtant n'avait pas gagné, et dont l'habit noir n'était pas fait pour exciter l'envie, car il était fort gras et fort râpé. Les mots de fainéant, de voleur, commencèrent à pleuvoir sur notre citadin, assaisonnés de l'inévitable épithète de *Moro!* injure classique de ces contrées; et si un personnage important de l'endroit, l'alcade ou son adjoint, ne se fût interposé, les pans du pauvre habit noir ne seraient certainement pas sortis entiers des griffes de ces furieux. Je compris mieux leur colère en apprenant que le susdit particulier était le commis, et, qui pis est, le cousin du *lotero*.

Je retrouvai là mon braconnier du matin. L'importante affaire qui l'amenait à Uxixar n'était autre, il en convint alors, que le tirage de la loterie; il avait fait, pour venir, six mortelles lieues de pays, de ces lieues plus longues que larges, comme disent les paysans goguenards, et il en lui restait à faire autant pour s'en retourner les mains vides. Voilà une journée qui lui coûtait cher. Il est vrai qu'il avait pour compensation le produit de son braconnage. La loterie est la passion dominante du peuple espagnol, et cela sans distinction de sexe ni de rang : c'est un délire, une frénésie, surtout quand l'heure de la clôture approche; alors la fièvre redouble; si l'argent manque, on s'en procure à tout prix : on emprunte, on mendie, on vole, on vend son corps... On vendrait son âme pour un terne.

Je n'ai pas autre chose à dire d'Uxixar. Cette fameuse capitale n'est, en deux mots, qu'un village, comme Beninar, ou peu s'en faut; elle n'a pour elle qu'un air salubre et d'admirables vues sur la Sierra-Nevada. A peu de distance est le fief de Valor, qui avait donné à la famille ommyade d'Aben Humeya le nom chrétien qu'il portait lui-même à Grenade avant d'être élu roi de l'Alpuxarra; non loin est Mecina de Bonbaron, où naquit son successeur, Aben Aboo, et au-dessus les sombres et inaccessibles cavernes de Berchulez, où ce dernier fut assassiné. Trevelez est plus haut encore, juste au-dessous du pic de Mulahacen, à l'extrême lisière des régions

habitées et habitables. En redescendant vers Torbiscon et Orgiva, on rencontre Portugo, l'ancien château-fort de Jubilez, et plusieurs villages d'origine arabe, qui tous appartiennent à l'Alpuxarra et jouèrent un rôle dans la grande insurrection du XVIe siècle; défendus par la force de leur position autant que par la bravoure de leurs habitants, ils soutinrent pour la plupart des siéges en règle contre les troupes exercées du marquis de Mondejar, du duc de Sesa et du grand-commandeur de Castille, don Louis de Requeçens, car il est à remarquer, à la gloire des vaincus, que pendant trois années les plus illustres noms de la monarchie espagnole, y compris don Juan d'Autriche, sont venus se heurter et quelquefois se briser, témoin le marquis de Velez, contre une poignée de montagnards déterminés. Les colons du nord de la Péninsule qui ont remplacé les indigènes déploieraient-ils dans l'occasion la même énergie, le même courage? C'est ce que personne ne saurait dire, attendu qu'ils n'ont point été mis à l'épreuve. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'ils n'ont jamais fait parler d'eux, d'où l'on peut conclure, sans leur faire injure, qu'ils ont hérité des terres sans prendre l'esprit indépendant et guerrier qui les ensanglanta si souvent. Le Galicien est resté Galicien, l'Asturien, Asturien; il est vrai qu'en retrouvant sur la Sierra-Nevada les châtaigniers, les rochers et les neiges de leurs propres montagnes, ils ont pu se faire illusion et se croire encore dans leur première patrie.

IV.

En tirant une ligne droite d'Uxixar à la Sierra-Nevada, on laisse à l'est Larolès et Bayarcal, et l'on arrive au port du Loup, un des passages les plus élevés de ces montagnes; car, pris dans cette acception, le mot port, *puerto*, a en Espagne le même sens que le mot col a dans les Alpes. A très-peu de distance du premier est un autre col ou port, celui de la Raguaha ou Ravaha (mot arabe qui veut dire abondance d'eau), et en effet aucun point de la sierra n'est plus riche en sources; ce second passage, qui de l'Alpuxarra conduit dans les plaines du Marquisat, côtoie les hauts pics de l'Almirez et de Montayre, et va déboucher entre Guadix et Fiñana, sous la vieille forteresse de la Calahorra, bâtie pour en défendre l'entrée. Cette forteresse a joué un grand rôle dans la guerre des Morisques. Le marquis de Velez, ne trouvant pas le passage suffisamment défendu, eut l'idée au moins téméraire d'élever un fort au sommet du col, afin de se rendre tout à fait maître du défilé; on envoya à cet effet des ouvriers et, pour les protéger, trois compagnies d'infanterie sous les ordres du capitaine Hernandez. A peine les premières tranchées étaient-elles ébauchées, que les Mores tombèrent sur les Espagnols, en tuèrent un grand nombre et mirent si bien le reste en déroute, que les fuyards se sauvèrent tout d'une traite jusqu'à Guadix, d'où ils étaient partis et où ils revinrent sans arquebuse, sans épée, sans habits; ils avaient tout jeté pour courir plus vite. Cette déroute fit peu d'honneur aux armes chrétiennes et contrista profondément le cœur magnanime de don Juan d'Autriche. Le projet de fort fut abandonné, et jamais depuis il n'en fut question.

Non loin de la Raguaha est une caverne creusée dans la montagne et qui porte le nom sinistre de *Grotte du Pendu* (*Cueva del Ahorcado*). Cette grotte a sans doute été le théâtre de quelque sombre drame, mais la tradition est muette à cet

égard, et le nom seul demeure comme une épitaphe énigmatique dont le sens est perdu. Je me figure que cette caverne mystérieuse dut servir de refuge, lors des persécutions dirigées contre les Morisques, à quelque malheureux proscrit que les attaches toutes puissantes de la patrie enchaînaient malgré tout au sol qui l'avait vu naître. Découvert dans sa retraite par les bourreaux et traîné par eux sur le gibet, il aura payé de sa vie l'amour sacré du pays natal. Tous ces lieux sont sauvages, solitaires et bien faits pour inspirer par eux-mêmes les pensées les plus lugubres. Ce n'est qu'en se rapprochant des plaines qu'on finit par rencontrer des châtaigniers, des mûriers, des oliviers, et partout des pâturages admirables; justement renommées en Espagne, ces prairies exhalent je ne sais quels parfums suaves, pénétrants, et sont d'une fraîcheur délicieuse ; des eaux vives, dont beaucoup sont ferrugineuses, donnent à la chair des troupeaux comme à leur lait une saveur toute particulière.

Ce pays, qui est l'ancienne Taha d'Andarax, est, comme son nom l'indique (Andarax veut dire en arabe ère de vie), le meilleur de l'Alpuxarra et aussi le plus peuplé ; on y compte sept ou huit villes ou villages groupés les uns près des autres dans l'espace d'une lieue : d'abord le préside d'Andarax, qui donne son nom au district et au fleuve qui le traverse ; un peu plus haut est Paterna, qui a des sources médicinales et, chose inouïe, un pont sur sa rivière; tout près est Alcolaya et Iniza ; plus bas, Lauxar, un gros bourg, presque une ville, située au sein d'une large et splendide vallée qui la sépare de la sierra; sa population, supérieure à celle d'Uxixar en nombre, en activité, est partagée entre l'industrie agricole et l'industrie métallurgique. Les fourneaux fument à travers ses vergers, et des convois de minerai traversent incessamment et animent ses belles prairies. Le plomb de la sierra de Gador est seul exploité; on ne tire aucun parti des mines de fer et de cuivre de la Sierra-Nevada. A une portée de mousquet de Lauxar est le Fondon avec son annexe Bénécid, où la couronne d'Espagne a une grande fabrique de plomb. On vante près de là les eaux thermales connues sous le nom de *Bains-des-Vieilles-Gardes-de-Castille.*

Le Fondon n'est qu'un faubourg de l'ancienne ville de Codbaa, qui était capitale de l'Alpuxarra avant Uxixar et qui fut détruite par les Espagnols pendant la guerre des Morisques ; c'est à Codbaa que le dernier roi de Grenade, Abu Abdalah, s'était retiré après son abdication forcée, et il y vécut cinq ou six ans au sein d'une petite cour animée des illusions et des rêves dont on nourrit toujours et partout les rois déchus. Cependant il se trouvait parmi ces courtisans de l'espérance un homme de bon sens, le vizir Tomixa. Les rois catholiques avaient abandonné en toute propriété à leur ennemi vaincu la Taha de Purchena. Tomixa la leur vendit 80,000 ducats d'or à l'insu de son maître. « Seigneur, lui dit-il en déposant cette somme à ses pieds, partez pour l'Afrique, quittez à jamais cette terre où vous avez régné et où tout est fini pour vous. » Le pauvre roi détrôné suivit en pleurant le sage conseil de son ministre, et, chose étrange, ce même homme qui n'avait pas su mourir pour son peuple et pour son royaume s'alla faire tuer au Maroc en combattant vaillamment à la bataille de Bacuba pour un parent dont les droits étaient contestés. Élevée dès lors au rang de ville, même de capitale, Codbaa fut au siècle suivant la résidence d'Aben Humeya, et c'est là qu'il fut assassiné à la suite d'un complot raconté fort en détail par les historiens du temps. Nos voisins ont un proverbe trop cru pour que je me permette de le citer littéralement, mais dont le sens est que, toutes les fois qu'on creuse une affaire, on trouve une femme au fond. Le

roi Charles III en était si convaincu, que sa première question en toutes choses était celle-ci : « Comment s'appelle-t-elle? » La mort d'Aben Humeya démontre énergiquement la vérité de l'adage espagnol, et c'est plus que jamais le cas de demander : Comment s'appelle-t-elle? L'histoire n'a pas conservé son nom; nous savons seulement qu'elle était belle, bien née, pleine de grâce et de raison, capable au besoin de résolution et sachant agir comme elle savait vouloir, ce qui ne l'empêchait pas de s'habiller avec élégance, de jouer du luth à ravir, de chanter encore mieux et de danser comme une bayadère. Mariée à un parent d'Aben Humeya, don Vincent de Roxas, tué dans cette guerre, elle était restée veuve fort jeune, et recevait les soins d'un cousin nommé don Diégo Alguazil, qui l'aimait éperdument. Cet heureux, mais imprudent amant vivait dans la familiarité du roi et lui parlait si souvent de sa belle cousine, qu'il arriva ce qui arrive toujours en pareil cas, c'est que le roi voulut la voir ; il la vit en effet, et s'en éprit si fort lui-même, qu'ayant éloigné le cousin, il profita de son absence pour lui enlever sa maîtresse ; il fallut user de violence pour la mettre au pouvoir de son adorateur couronné. Quoique marié déjà à plusieurs femmes, Aben Humeya promit à la belle veuve de l'épouser, pourtant il n'en fit rien ; de là des plaintes amères et d'implacables ressentiments ; on ne se plaignait pas précisément d'avoir été enlevée, l'amour, et surtout l'amour d'un roi, fait pardonner ces choses-là, mais on s'indignait qu'étant femme de qualité, on fût abaissée au rôle ignominieux de concubine. Le ravisseur avait emmené sa nouvelle conquête à Codbaa. Quoique roi des Mores, Aben Humeya n'écrivait point l'arabe, il savait à peine signer son nom, et avait auprès de lui pour suppléer à son ignorance un neveu d'Alguazil, nommé Deyré, qui l'accompagnait partout; la jeune veuve, qui était lettrée, remplissait elle-même au besoin les fonctions de secrétaire : elle profita de cette circonstance pour accomplir le projet meurtrier qu'elle nourrissait au fond de son cœur ; elle entraîna Deyré dans le complot, et tous les deux se concertèrent pour venger, elle sa propre injure, lui celle de son oncle. Ils informèrent secrètement Alguazil qu'Aben Humeya devait expédier un courrier aux Turcs auxiliaires commandés par Aben Aboo et lui fournirent les moyens de contrefaire ses dépêches. Alguazil n'eut garde de laisser échapper une si belle occasion ; usant du même stratagème que le fameux comte Julien avait mis en pratique à Ceuta contre les lieutenants du roi Rodrigue, il fit croire aux Turcs, au moyen d'une lettre simulée, que l'intention d'Aben Humeya était de les attirer dans un guet-apens pour les faire tous égorger. Leur fureur égala leur surprise, et leur vengeance fut aussi prompte que terrible : ils marchent sur Codbaa ; connus des sentinelles, ils pénètrent sans résistance dans la place, occupée alors par seize cents hommes ; quatre cents autres faisaient la garde extérieure du palais, et vingt-quatre le gardaient intérieurement ; pas un des nombreux satellites d'Aben Humeya n'eut seulement la pensée de défendre le roi qu'ils s'étaient choisi. Après avoir enfoncé la porte de sa chambre au milieu de la nuit, les Turcs le surprirent couché entre deux femmes, dont l'une, il faut bien le dire, était précisément l'héroïne de l'aventure. Cela ne laisse pas de dépoétiser quelque peu la belle Morisque, mais l'histoire est sans égards ; elle ajoute que la veuve paya bravement de sa personne dans cette scène tragique, et qu'elle tint elle-même les bras de la victime pendant que le vindicatif Alguazil, qui naturellement jouait ici le premier rôle, les lui attachait derrière le dos. La garde du palais avait été désarmée pour plus de sûreté, et le palais fut pillé, saccagé; femmes, argent, habits, les conjurés se partagèrent tout. Quant au roi, son procès fut bientôt fait : il eut beau récuser ses juges, nier la

lettre frauduleuse qu'on lui attribuait, prouver en un mot son innocence : il avait affaire à des passions aveugles et sourdes, l'amour, la haine, la vengeance, la cupidité. Sa mort fut prononcée à l'unanimité, après un simulacre de jugement, où l'impitoyable veuve de Roxas intervint comme accusatrice. Se voyant perdu sans retour, Aben Humeya déploya tout à coup un grand courage et un grand caractère; il déclara hautement que son intention n'avait jamais été d'être musulman, qu'il n'avait accepté la couronne que pour se venger des injures que lui et son père avaient reçues des ministres de Philippe II, qu'il avait atteint son but, et avait fait assez de mal à ses ennemis pour se dire satisfait. Il prédit à son successeur Aben Aboo, pour prix de sa félonie, une fin prochaine et semblable à la sienne, puis il ajouta qu'il mourait dans la foi des chrétiens comme il comptait y vivre s'il avait vécu. Il parlait encore quand Alguazil lui jeta une corde autour du cou et la tira violemment d'un côté, tandis qu'un de ses acolytes, Diégo d'Arcos, le tirait de l'autre. Le patient fit comme César, il arrangea ses vêtements, se couvrit le visage et mourut sans pousser un cri ni même un soupir. On se rappelle avec tristesse qu'il n'avait que vingt-trois ans. Son bourreau, Diégo Alguazil, ayant passé au Maroc après la guerre, y épousa sa cousine et s'établit avec elle à Tétuan; là ils vécurent en paix sous la loi de Mahomet, et eurent, dit-on, beaucoup d'enfants. Ainsi l'une des tragédies les plus terribles de cette tragique histoire d'Espagne finit par un mariage, ce dénoûment obligé de toutes les comédies.

A quelques lieues du Fondon s'élève la montagne du Préside, le point de la sierra le plus riche en mines; car, à la lettre, on y trouve plus de plomb que de pierres. J'y accompagnai M. T...., qui allait y chercher de l'alcool avec son régisseur du Pilar et l'*employé d'en-haut*, c'est-à-dire l'employé chargé spécialement des achats de minerai. L'oncle Pierre (c'était son nom), petit vieillard sec et musculeux, supportait la fatigue mieux que beaucoup d'hommes jeunes, et passait pour connaître à fond les mystères des mines. L'exploitation de la sierra se divise en saisons; chacune de ces périodes s'appelle une *barada*. La saison morte est l'été, précisément celle où nous étions; il était donc au moins douteux que mon hôte pût obtenir ce qu'il cherchait. Qu'en pensait l'oncle Pierre? Il ne disait ni oui ni non : « Qui sait? répondait-il sans se compromettre; il faut voir. Allons toujours. » Nous allâmes.

Une côte horriblement nue, toute brûlée du soleil, et si raide que les mulets même avaient peine à s'y maintenir en équilibre, nous conduisit, après une descente non moins escarpée que la montée, au *barranco* de la Plomera, où l'on voit d'anciennes mines exploitées au temps des Mores et peut-être avant eux; une fabrique en activité porte encore aujourd'hui le nom de la Plomera, et s'élève un peu plus loin. Rien d'ailleurs ne me frappa sur cette route, si ce n'est deux ou trois belles fontaines dont le voyageur goûte d'autant mieux les bienfaits, qu'arrivé sur la sierra, on ne rencontre plus d'eau. Pour ma part, je ne me rappelle pas avoir jamais eu plus soif. Il était onze heures; la chaleur était effroyable. Heureusement que le vent se leva dans l'après-midi; mais ce fut alors un autre supplice : on vannait de tous côtés la terre des mines pour en retirer les grains de minerai, et c'était aux quatre points cardinaux des tourbillons d'une poussière fine et métallique qui nous aveuglait, nous suffoquait.

Je ne saurais mieux comparer la montagne du Préside, pour la forme, la couleur, le mouvement, qu'à une fourmilière gigantesque. Quoiqu'on fût, comme je l'ai dit, dans la morte-saison, il y régnait cependant de l'activité, mais à l'extérieur

seulement ; le labeur souterrain était suspendu. Je descendis dans plusieurs mines, dans l'une entre autres dont le puits a sept cents pieds de profondeur : j'en fus pour ma peine, et remontai comme j'étais descendu. Ne croyez pas que ce soit une opération commode : on n'a, pour faire ce voyage vertical et ténébreux, qu'un mauvais panier d'osier soutenu par une mauvaise corde de sparte, et tout le reste à l'avenant. Les procédés en usage aujourd'hui sont les mêmes absolument qu'au temps des Arabes, et si les procédés mécaniques sont misérables, la vie des hommes est plus misérable encore. Plongés nus ou presque nus dans les froides entrailles de la terre, ils l'arrosent en vain de leurs sueurs : cette rude marâtre ne leur donne rien ; je dis rien, car la chétive pitance que le monopole jette par grâce aux mineurs est insuffisante pour réparer leurs forces, et les énerve au lieu de les ranimer. Voici ce que j'ai vu : une espèce de brouet noirâtre, hideux à voir, plus hideux à sentir, servi dans une gamelle, tranchons le mot, dans une auge, quelque chose enfin qui n'a pas de nom. Pour se résigner à une pâture ainsi faite, il faut la faim d'Ugolin ou l'instinct grossier des animaux voraces. Nous n'avions point apporté de vivres, et, pour ne pas tomber d'inanition, il nous fallut prendre notre part de cette agape immonde; cela me fut impossible. Si seulement nous avions pu apaiser notre soif; mais, non : la boisson qui a cours à la sierra sous le nom de vin est épaisse, aigre, et sent le bouc à plein nez. Les Espagnols aiment ce parfum ; ils appellent bouquet l'arrière-goût de certaines outres puantes contre lesquelles don Quichotte s'escrimait si bien, et qu'il aurait mieux fait d'éventrer toutes une bonne fois pour l'honneur de la Péninsule. Convenez qu'il est dur d'être condamné à un pareil breuvage en vue presque de Malaga, sous le soleil de Xérès et d'Alicante. Ne pouvant boire ni manger, je fus heureux de trouver par hasard quelques gouttes de *mistela*, sorte d'hydromel indigène fait avec du verjus, du sucre et du miel. Je demande grâce pour ces détails. Un voyage n'est pas une épopée, et les humbles particularités, les trivialités même de la vie journalière, contribuent souvent mieux que d'éloquentes généralités à faire connaître l'état vrai d'un pays.

Pendant que mes compagnons dînaient ou croyaient dîner, je m'esquivai furtivement du hangar, pour ne pas dire de l'étable, où l'on nous avait servi cet affreux repas, et, trompant la faim par les yeux, je gravis seul le point culminant de la montagne. Quelle vue! quel horizon! A mes pieds se déroulait, comme une mer onduleuse, l'Alpuxarra tout entière, hérissée de vagues écumeuses, c'est-à-dire de crêtes blanches qui figuraient des vagues, tandis que les vallées dessinées en noir sur ce fond clair avaient l'apparence de longs serpents d'eau dépliés au soleil. On découvrait les villes et les villages visités ou seulement entrevus par nous les jours précédents; la vue s'étendait même, à travers les riches campagnes de Berga et la plaine de Dalias, jusqu'aux tristes landes d'Adra ; la ceinture bleue de la Méditerranée tranchait gracieusement sur le gris terreux des grèves, et le regard s'égarait au loin sur le mélancolique infini des flots. De l'autre côté s'élevaient en amphithéâtre les immenses gradins de la Sierra-Nevada qu'on embrasse de là dans tout son développement, et que d'aucun point on ne voit aussi belle ; l'ampleur et la majesté sont les caractères distinctifs de cette admirable montagne. Le vert tendre des prairies, le vert plus foncé des châtaigneraies, s'y marient harmonieusement avec les teintes brunes des terrains et le gris perlé des rochers. Les deux pics solitaires de Mulahacen et de la Véléta, couverts de neige jusqu'au faîte, dominent, écrasent tous les autres, et couronnent dignement ce paysage incomparable.

La sierra de Gador, qui me cachait Almérie, est bien moins accidentée, moins

pittoresque, que la Sierra-Nevada, et surtout beaucoup moins majestueuse. Toutes ses beautés, toutes ses richesses, sont invisibles : je veux dire que ses marbres et ses métaux précieux sont enfouis dans ses flancs féconds. A l'extérieur, et vue d'où j'étais, elle a la forme d'une longue arête en dos d'âne, et son aspect est ingrat, stérile, même assez maussade. Pas un bois, pas une prairie n'y repose l'œil; pas un point ne s'y élève au-dessus des autres; ses lignes sont uniformes, ses croupes aplaties, sa couleur terne. Le soir seulement, quand la poussière des mines s'allume au soleil couchant, ces mornes sommets s'embrasent, se transfigurent, et la sierra tout entière disparaît, comme l'Ida des divinités d'Homère, dans un nuage d'or.

Du côté opposé, la vue n'est pas moins magnifique. Derrière moi s'étendaient, comme une nappe verte frangée d'argent, les frais pâturages d'Andarax, enlacés mollement dans les méandres du Bogaraya; au-dessus des prairies se dressait la sombre tête du Monténégro, et plus haut encore, aux dernières limites de l'horizon, on apercevait comme une vapeur légère les cimes bleuâtres de la sierra de Filabrès. Il serait difficile d'imaginer un panorama plus étendu, plus imposant, plus varié. Rien de brusque ou de disparate, rien de confus n'y choque le regard. Ces plans successifs sont gradués avec art, les couleurs bien fondues, les transitions ménagées, et l'accord le plus parfait règne entre toutes les parties de l'ensemble; la majesté n'en exclut pas la grâce. Ajoutons, pour compléter ce tableau merveilleux, que le fond du ciel était d'un bleu vif et profond, l'air transparent; qu'une lumière abondante et splendide baignait toutes ces montagnes, toutes ces plaines, et que l'azur chatoyant de la Méditerranée rivalisait avec le ciel de douceur, d'éclat et de limpidité.

Je fus arraché trop tôt à ce spectacle magique par mes compagnons, qui recommençaient, mais en vain, leur tournée ; les monopoleurs avaient si bien accaparé tout, que le marché était entièrement dégarni; nous entrâmes dans trente mines au moins sans y trouver à acheter un kilogramme de minerai. L'exaspération des petits fabricants était au comble, car ce chômage forcé était pour eux la ruine et la faillite. On n'entendait de tous côtés que plaintes, malédictions et menaces. Si les monopoleurs ou leurs agents, même les plus subalternes, avaient eu l'imprudence de se montrer sur ce champ de bataille, jonché de leurs victimes, vingt escopettes vengeresses en auraient fait justice au même instant; mais ce danger est trop connu pour qu'on l'affronte : on traite de loin avec une prudence, un mystère à désorienter le diplomate le plus consommé; aussi bien les négociations les plus ténébreuses de la diplomatie ne sont-elles que des jeux d'enfants comparées aux roueries diaboliques, aux manéges clandestins du commerce et de l'industrie. On avait gardé pour la fin et comme dernière ressource la mine de la Topera; vain espoir! on fut plus malheureux encore dans celle-là que dans les autres, car on ne nous en permit pas même l'entrée sous le prétexte aimable que nous venions reconnaître la direction des filons. Ici la colère de l'oncle Pierre éclata; il s'était assez bien possédé jusque-là, répétant toujours qu'il fallait voir; tout était vu désormais, le monopole était flagrant, avéré. — « Ah! ah! s'écria-t-il en mettant de travers son chapeau gris, vous croyez donc, messieurs les accapareurs, qu'il n'y a qu'à voler le pain des pauvres chrétiens, parce que vous avez dans vos coffres des onces plus ou moins mal acquises! Oh! que non pas, mes maîtres! Ce n'est pas tout que d'acheter la bête, il faut la prendre, et venez-y, par saint Jean de Dieu! venez chercher votre minerai, je veux être brûlé vif comme un juif de votre es-

pèce, s'il sort un arrobe de la sierra, dussé-je couper moi-même les jarrets de vos mules et de vos muletiers. » L'oncle Pierre parla longtemps, sa colère ne tarissait pas; nous étions de retour au Fondon qu'il parlait encore, et, pour donner plus de poids et d'accent à ses paroles, il frappait à la fin de chaque phrase sur la crosse de son escopette avec un geste significatif.

Notre retour fut marqué par un épisode qui peint bien la population sauvage au milieu de laquelle le hasard m'avait amené. L'oncle Pierre, qui demeurait au Fondon, nous avait quittés à la porte de sa maison; le régisseur du Pilar avait pris les devants, ce que voyant, une douzaine de rustres réunis sur la place du bourg se mirent en tête de nous fermer la rue par laquelle nous devions passer, en nous saluant par-dessus le marché des épithètes *d'afrancesados, picaros,* et autres aménités du même genre. Je ne sais s'ils nous prenaient pour les accapareurs de la sierra, mais à coup sûr ils nous traitèrent comme tels. La plaisanterie ne nous parut pas bonne, et nous le témoignâmes à ces malandrins en termes catégoriques; ils n'en tinrent compte : au contraire, ce fut pour eux un motif de la réitérer. Notre patience était à bout, car enfin nous voulions passer, et le droit, sinon la force, était de notre côté; bref, M. T.... prit son fusil, moi mon rétac, et Dieu sait ce qui allait arriver, si l'intervention subite et imprévue de l'oncle Pierre n'était venue donner à cette méchante affaire une issue pacifique. Le vieux mineur réprimanda les assaillants avec l'autorité d'un patriarche et du ton dont Neptune gourmandait les fils d'Éole. Un religieux silence succéda à ses paroles, et nous profitâmes de la première ouverture qui se fit dans les rangs ennemis pour partir au galop, non sans avoir secoué derrière nous la poussière de cette ville inhospitalière et barbare. J'ai gardé rancune au Fondon.

Le soir était venu, et, pour regagner le Pilar, où nous voulions coucher, il nous fallait traverser de nuit tout le Plan de Cacin. Ce vaste banc calcaire sépare les deux sierras, et paraît avoir coulé sur les terrains de première formation qui en constituent la base; il passe pour fertile, mais, à l'exception d'une ferme, une véritable Thébaïde, où M. T... avait vécu dix-huit mois avec sa famille, il est entièrement inhabité; je me trompe, nous y trouvâmes de loin en loin quelques fonderies de plomb d'où s'échappaient des gerbes d'étincelles et une fumée rougeâtre. Nous entrâmes dans une de ces fabriques, celle de Las Augustias, qui se trouvait sur notre passage. Je crus pénétrer dans l'antre de Vulcain; nus, aux caleçons près, les travailleurs, borgnes pour la plupart, avaient l'air de cyclopes; leur œil oblique et jaunâtre, couvert d'épais sourcils, nous jetait des regards peu bienveillants, pour ne pas dire hostiles; leur crinière, roussie par la flamme, tombait en désordre sur leurs épaules, et donnait à leur visage, déjà assez farouche, une expression plus farouche encore; leur peau, rougie et calcinée par l'effet constant de la chaleur, avait cette couleur de brique si chère à l'école espagnole, et leurs jambes velues, leurs bras noueux rappelaient les types les plus énergiques de Ribéra. Le plomb liquéfié bouillonnait au sein de la fournaise et coulait dans les moules de terre d'où il devait sortir à l'état solide de lingots. Nous ne pûmes supporter longtemps l'excessive élévation de la température, et le brusque passage de cette étuve étouffante au grand air fit sur nous l'effet d'un bain russe.

La soirée d'ailleurs était ravissante; quelle fraîcheur divine! Après la journée brûlante que nous avions subie, la brise du soir était, suivant l'expression du maître fondeur de Las Augustias, le vent du paradis. Le firmament étoilé avait cette sérénité, cet éclat, cette profondeur incommensurable qu'on admire dans les contrées

méridionales; les feux du ciel brillaient à la crête des sierras comme des feux de joie allumés par les pâtres: la plaine ondoyait dans les demi-ténèbres des nuits espagnoles, et le silence était si profond, qu'on entendait bien loin dans le fond d'une vallée invisible le sombre et sourd murmure du Bogaraya. Nous marchions lentement et tout droit devant nous sans trop nous soucier de suivre on non le sentier battu; nous traversions tantôt un champ, tantôt un pré, le plus souvent des bruyères où la charrue ni la faux ne passèrent jamais. Le sol est uni : une fois pourtant, il se brise; la route est traversée par le barranco de Cacin, gorge effroyable qui coupe en deux la sierra de Gador, et, passant par la Sépulture du Géant, aux confins de l'Alpuxarra, va déboucher à Dalias. Un vent impétueux règne en toute saison dans ce redoutable abîme, hanté par les oiseaux de proie, les loups errants, et où les chasseurs les plus intrépides ne s'aventurent pas sans inquiétude. Arrive-t-il par miracle que la justice se mette à la poursuite de quelque malfaiteur trop fameux, il se jette comme un sanglier traqué dans cette bauge inaccessible, et là défie tous les escopeteros et tous les miquelets de la monarchie espagnole. Comme nous franchissions à un angle droit ce défilé formidable, un coup de sifflet aigu, suivi de plusieurs autres, frappa tout à coup nos oreilles. Une bande de voleurs ou de sbires (c'était la même chose à pareille heure et dans un pareil lieu) était-elle campée au fond du barranco, et les sentinelles avancées venaient-elles de donner le signal de l'attaque? Ce n'était qu'un jeu du vent dans les rochers.

A cent pas de là, nous aperçûmes devant nous une forme d'abord vague et confuse; en approchant, nous reconnûmes un cavalier immobile au milieu du chemin. Nul doute qu'il ne nous attendît. Voulait-il nous demander l'aumône à la façon du mendiant classique que notre ami Gil-Blas rencontra sur la route de Pénaflor? Ce cavalier suspect n'était autre que le régisseur du Pilar. Parti du Fondon une heure avant nous, il s'était endormi sur sa selle, et, en attendant qu'il se réveillât, sa paisible monture paissait sur place les longues herbes du sentier. Nous revînmes tous les trois ensemble et sans autre aventure au Pilar, dont le barranco s'ouvre sur le plateau de Cacin.

V.

M. T... avait de l'autre côté du plateau, au pied de la Sierra-Nevada, une fabrique de plomb dite de seconde fondition, parce qu'on y fond les *orruras*, ou résidus de la première fusion; cette fabrique s'appelle le Rincon (*le Coin*), ce qui veut dire en espagnol comme en français dans cette acception un lieu solitaire et retiré. Le Rincon mérite tout à fait son nom : là pas de vues magnifiques, pas d'horizons étendus, mais des réduits champêtres, des sites gracieux, des jardins jonchés de fleurs et de fruits, des figuiers, des amandiers, des treilles, et de tous les côtés des taillis remplis d'oiseaux babillards. Le Bogaraya, qui n'est encore ici qu'un ruisseau, y coule au milieu des aulnes et roule des grenats dans ses eaux cristallines. J'avais besoin de repos et je passai dans ce charmant élysée toute la journée du lendemain, l'une des plus paisibles, des plus fraîches dont j'aie gardé la mémoire. Un seul incident marqua mon séjour au Rincon. Il était midi, je venais de m'endormir prosaïquement sous les aulnes au murmure assoupissant du ruisseau qui me baignait les pieds; tout à coup un cri sauvage éclate à mes côtés, je me réveille

en sursaut. Une vieille femme, une gitana, une véritable sorcière, était appuyée à trois pas de moi sur un long bâton blanc. Une loque rougeâtre l'enveloppait aux trois quarts en guise de mantille, le reste de sa toilette se composait d'une jupe trouée et rapiécée, fabriquée de lambeaux de toutes formes, de toutes couleurs. « *Caballero!* me dit-elle à voix basse en posant mystérieusement son doigt de squelette sur sa bouche édentée; pas de bruit! suivez-moi, je vais vous conduire au trésor. Il est là-haut, ajouta-t-elle en m'indiquant du bout de son bâton la cime d'un coteau voisin; oui, c'est là qu'il est; venez, *caballero*, venez, vous dis-je, il est à vous pour un duro. » Elle m'en aurait donné cent que je ne l'aurais pas suivie; je me trouvais trop bien où j'étais, et je m'y trouvais d'autant mieux que le chemin que la vieille me montrait à travers les branches était, comme celui de La Fontaine,

... Montant, sablonneux, malaisé,
Et de tous les côtés au soleil exposé.

Encore n'aurais-je pas eu pour le gravir le fameux coche du fabuliste. Je refusai donc tout net le trésor et le duro. « Votre seigneurie a tort, reprit la vieille sans se décourager, elle a tort, vraiment; le trésor, foi de chrétienne, est là qui vous attend. — Eh bien! qu'il attende, lui répondis-je impatienté de son insistance et mécontent qu'elle eût troublé mon somme. Que n'y vas-tu seule? Ton trésor, s'il existe, est aussi bon pour toi que pour moi. — Oh moi! répliqua-t-elle, je ne peux qu'en indiquer la place; pour y toucher, j'ai passé l'âge, et d'ailleurs, moi, je suis du pays. La prophétie dit :

« A l'étranger tout droit ira,
Et vieilles mains toujours fuira. »

En ce moment, on entendit la voix des ouvriers fondeurs qui retournaient au travail, il ne paraît pas que ma chercheuse de trésors vécût avec eux dans la meilleure intelligence, car elle s'enfuit incontinent à travers les fourrés comme une laie relancée par les chiens. Je sus plus tard qu'un village arabe nommé Bogayrayra, ou par ellipse Bogaraya, s'élevait jadis sur la hauteur voisine, et que, détruit dans la guerre des Morisques, il avait laissé son nom au fleuve d'Andarax (1). La pioche et la charrue en découvrent de temps en temps quelques vestiges; il n'en faut pas davantage pour que la tradition populaire y place des trésors. Où n'en place-t-elle pas?

Au-dessus du Rincon est le grand village de Padulès, bâti sur un sol inégal et rocailleux; une belle plaine plantée d'oliviers s'étend à l'ouest, et c'est là sans doute que don Juan d'Autriche avait dressé son camp; c'est là aussi qu'il reçut la soumission des tribus soulevées de l'Alpuxarra. Voici comment la chronique contemporaine raconte cet événement. « Les commissaires chrétiens et morisques s'étaient abouchés au Fondon le vendredi 19 mai 1570. Parmi ces derniers se trouvait le propre frère d'Aben Aboo, Hernando el Galip, et son général de confiance Habaki.

(1) Il y a au Maroc, dans le pays de Tafilet, un puits nommé Aïn-Boharaya ou Bogaraya, et Caillé a trouvé un village mahométan du même nom dans l'intérieur de l'Afrique, à l'est de Sierra-Leone.

Il s'agissait de fixer les conditions de la capitulation générale et de s'entendre sur la reddition du pays. La journée se passa en récriminations, en disputes; enfin l'on tomba d'accord, et, pour mieux fraterniser, on soupa le soir tous ensemble. Le lendemain, Habaki s'achemina vers Padulès avec Alonzo de Velasco, l'un des commissaires morisques, et une escorte de trois cents escopeteros. Les commissaires chrétiens, qui avaient pris les devants, les reçurent à la porte du camp, et les trois cents escopeteros mores, rangés sur cinq de front, furent placés au centre de quatre compagnies espagnoles commandées à cet effet pour les honorer ou les surveiller. Le cortége, ainsi composé, défila entre les troupes chrétiennes, infanterie et cavalerie, au bruit de la musique militaire et d'une salve de mousqueterie qui dura un quart d'heure. Don Juan était dans sa tente avec son état-major ; Habaki descendit de cheval à quelque distance, et se jetant aux pieds du jeune prince : « Miséricorde, seigneur, s'écria-t-il, que votre altesse nous fasse miséricorde au nom de sa majesté et nous accorde le pardon de nos fautes, que nous reconnaissons avoir été énormes. » Détachant alors un cimeterre qu'il portait à sa ceinture et montrant l'étendard d'Aben Aboo qu'il avait remis à Jean de Soto, secrétaire de don Juan : « Je rends à sa majesté, continua-t-il, cette bannière et ces armes au nom d'Aben Aboo et de tous les insurgés en vertu des pouvoirs que je tiens d'eux. » Jean de Soto jeta l'étendard du roi de l'Alpuxarra aux pieds de don Juan d'Autriche, et le jeune prince, ayant fait relever Habaki, lui rendit son cimeterre. « Gardez-le, lui dit-il avec beaucoup de grâce et de sérénité, et usez-en désormais pour le service de sa majesté. » Les trois cents escopeteros mores retournèrent à Codbaa, mais Habaki resta au camp, où don Juan le combla de faveurs et de présents. Il dîna ce jour-là dans la tente de don François de Cordoue, un des premiers généraux de l'armée espagnole, et le lendemain à la table de l'évêque de Guadix, qui s'applaudissait naïvement d'une conversion si éclatante. Habaki retourna ensuite à l'Alpuxarra pour y rendre compte de sa mission. On sait l'accueil qu'il reçut d'Aben Aboo et comment le successeur d'Aben Humeya joignit le meurtre au parjure. Le souvenir de cette mémorable entrevue s'est conservé dans le pays, il n'est personne qui ne vous montre en passant le champ où le général des Mores rendit son épée au général des chrétiens.

Les habitants de Padulès passent pour indolents, et poussent, m'a-t-on dit, la paresse plus loin qu'il n'est permis, même en Espagne. Ils ont des mines qu'ils ne prennent pas la peine d'exploiter et des vignes qui, faute de soins, leur donnent un vin détestable. Un peu au-dessus de Padulès, vers l'est, est une autre commune, Canjayar, dont la population, plus industrieuse, plus active, tire un meilleur parti de ses mines, de ses terres, et vit dans une abondance relative, bien que son nom signifie village de la famine. Dans la première révolte de l'Alpuxarra contre les rois catholiques, un gros d'insurgés se trouva cerné dans ce lieu sauvage, et y fut serré de si près par le comte de Lorin, que tous moururent de faim jusqu'au dernier. De là ce nom néfaste de Canjayar, qui rappelle aux enfants (en arabe, il est vrai) le supplice de leurs ancêtres.

Almocita est un village, je devrais dire un hameau, qui confine avec les deux précédents. Nous y montâmes le lendemain matin par une côte rude et pierreuse. Le régisseur du Rincon y faisait baptiser un fils ce jour-là, et le parrain était M. T.... Quoique étranger, j'eus un rôle dans la cérémonie, et signai le registre de la sacristie en qualité de témoin. « Ah! me dit le curé, vous êtes donc aussi Français ; c'est comme ce digne monsieur Augustin Leclai! — Et comme beaucoup d'autres, ré-

pondis-je à sa révérence; mais ce monsieur Leclai, quel est-il? — C'était un homme de bien et charitable comme saint Jean de Dieu. Il avait eu dans sa jeunesse le malheur de tuer en duel un grand seigneur de votre pays. Forcé de s'expatrier, il vint chercher un asile dans notre vieille Espagne et s'établit à Almocita, d'où il ne bougea plus. Il était médecin, mais médecin des pauvres, car, bien loin de se faire payer ses visites, il donnait lui-même à ses malades des médicaments gratis et de l'argent quand ils en manquaient. Aussi sa mort a-t-elle été une véritable calamité publique. Hommes, femmes, enfants, la commune en masse accompagna son corps à l'église, et quand il fallut célébrer l'office des trépassés, au lieu de chanter, on pleurait; je m'en souviens encore comme si c'était hier, et pourtant j'étais bien jeune et il y a de cela bien longtemps : c'était avant la révolution de Robespierre. » Qui jamais serait allé chercher dans un hameau perdu de l'Alpuxarra un Français du XVIIIe siècle transformé par un duel en médecin bienfaisant?

La cérémonie alla bien, je parle du baptême. La famille, c'est-à-dire à peu près tout le village, remplissait l'église en chantant les litanies d'usage. Le curé, un vieux prêtre septuagénaire qui jamais, je le gage, n'était sorti de son Alpuxarra, administra l'eau de la rédemption avec l'indifférence d'une longue habitude; son air semblait dire : Combien n'en ai-je pas baptisés, puis enterrés! — Pour moi, je ne pouvais me défendre de réfléchir aux bizarreries du hasard qui m'avait conduit si loin de ma patrie, si loin de ma propre famille, au sein de cette famille étrangère; puis mes regards distraits se portèrent du troupeau sur l'église, qui n'était pas trop mal pour une église de montagne. Le plafond était de bois sculpté et doré dans le style moresque. Était-ce une ancienne mosquée? La pauvreté du pays autorise à croire que plus d'une fois on aura changé le dieu sans changer le temple. Cordoue même n'a-t-elle pas érigé en cathédrale la fameuse mosquée du calife Abdérame?

De nouveaux souvenirs de Mahomet m'attendaient à la sortie de l'église : l'usage, aux baptêmes, est de jeter aux enfants du village des *quartos*, c'est-à dire des sous. Vous voyez d'ici la mêlée : on se rue, on se pousse, on se bat, sans compter les gros mots. Or un de ces gros mots fut naturellement *moro*, qui revint bien vingt fois dans l'espace d'un quart d'heure. Telle est la persistance des haines religieuses sur cette terre immobile et fanatique, qu'aujourd'hui encore il n'y a pas de plus grave injure que celle-là dans le dictionnaire picaresque des vieux chrétiens de la vieille Espagne.

Un sentier frais et ombragé de chênes nous conduisit d'Almocita au village de Beyrès, dont le curé, don Antonio Navarra, oncle de l'enfant baptisé le matin, nous offrit un excellent déjeuner, excellent du moins pour l'Espagne, où l'on mange partout si mal et où l'huile rance empoisonne tous les mets. Notre honnête ecclésiastique avait pour occupation favorite de dresser des perdrix à la chasse, et le déjeuner s'en ressentit, car avec les fruits du presbytère le gibier en fit tous les frais. Beyrès a des mines de fer et d'asphalte. En ce moment, le factieux Arraès battait les environs, et poussait souvent ses reconnaissances jusque dans les maisons du village. Nous devions donc plus que jamais nous attendre à le rencontrer; mais d'après tout ce que nous racontait de lui notre amphitryon, prévenu peut-être en sa faveur et pour cause, cette perspective n'avait rien de trop alarmant. Arraès était un factieux, c'est vrai, mais enfin ce n'était pas un voleur, et s'il lui arrivait quelquefois de lever sur les passants, au nom de sa majesté don Carlos, des contributions plus ou moins directes, c'était toujours avec des formes et quand il ne

pouvait faire autrement. L'état de guerre a ses nécessités. Nous poursuivîmes donc notre voyage sans trop d'inquiétude, quoique nous fussions alors réduits à nos propres ressources, sans autre escorte qu'un *mozo* de quinze ans qui courait devant les chevaux et plus vite qu'eux. Aussi bien qu'auraient pu faire contre une bande organisée nos piétons d'Almérie et même mes deux carabiniers de la Real Hacienda?

Nous étions en pleine Sierra-Nevada, et nous montions toujours par des sentiers fort raides et fort raboteux. Ces chemins ne devaient pas être meilleurs au temps des Morisques, et la guerre n'en était que plus difficile. Ayant fait une pause pour laisser respirer nos montures, je vis sous nos pieds, en me retournant, les vastes champs d'oliviers de Padulès, et plus bas la vallée du Bogaraya. Au-dessus de la rivière se déroulait le vert plateau de Cacin, et l'horizon était fermé par la sierra de Gador, que j'apercevais pour la dernière fois. J'en pris congé là pour ne la plus revoir; de nouvelles sierras nous réclamaient. Faisant donc nos adieux et tournant le dos, non sans quelque regret, à tout le pays que j'avais parcouru les jours précédents, je me jetai, comme Curtius, dans une espèce de gouffre de pierre au fond duquel est Ohanez, gros village qui dépendait, ainsi que les quatre précédents, de l'ancienne taha de Luchar. C'est encore un lieu consacré par les Morisques. Le marquis de Velez marchait sur Andarax à travers ces âpres sommets avec cinq mille hommes d'infanterie, dont huit cents arbalétriers et le double d'arquebusiers; le reste était armé d'épées, de lances et de hallebardes; quatre cents cavaliers bien montés complétaient sa petite armée. Les Mores n'étaient que deux mille, mais bien résolus, quoique si inférieurs en nombre, à lui disputer le passage, même à prendre l'offensive. Le choc fut terrible, la mêlée sanglante : c'était l'hiver, on se battait sur la neige, les morts et les blessés glissaient au fond des abîmes. L'avantage se déclara d'abord pour les Morisques, et la victoire leur serait définitivement restée, si le marquis de Velez ne fût accouru à la tête de sa cavalerie pour soutenir son avant-garde, qui pliait déjà. Il rétablit le combat par sa présence et paya de sa personne en bon cavalier; *oe mostro*, dit Mendoza, qui pourtant ne l'aimait guère, *por su persona buen caballero*. Le champ de bataille demeura enfin aux Espagnols; près de mille Mores et Tahali lui-même leur général furent tués. Poursuivis à travers la montagne, les fuyards se réfugièrent dans des cavernes inaccessibles, on en pendit autant qu'on en prit. C'est ainsi qu'on traitait les prisonniers de guerre. En Navarre, il y a quelques années, on ne les traitait guère mieux.

Ohanez n'est célèbre aujourd'hui dans l'Alpuxarra que par des raisins qui sont excellents, et par des draps si grossiers qu'ils ne valent pas l'honneur d'une mention. C'est une population farouche, cruelle, toujours prête à faire le coup de fusil ou le coup de couteau. Le brigandage est ici un mal endémique. Beaucoup de Français furent massacrés en 1808 dans ce village, que par excès de prudence nous traversâmes au galop. Les femmes fuyaient devant nous, les enfants criaient, les hommes juraient, les chiens aboyaient; nous allions toujours, au risque d'écraser tout le monde et de nous rompre les os, car le site est affreux, les rues sont de vrais précipices. Nous galopâmes ainsi sans respirer jusqu'à l'entrée du barranco de Tizis; là nous mîmes pied à terre pour attendre le *mozo*, qui, cette fois, était en arrière. Tizis est un ermitage fondé par un dévot de Grenade, que sa vie retirée et cénobitique avait fait surnommer le Coucou. L'église est assez jolie, et même a deux tableaux passables : un *Christ portant sa croix*, et une *Conception*,

deux sujets de prédilection des peintres et des dévots de la Péninsule. Le lieu d'ailleurs est agréable, riche en verdure, riche en eaux; jeté d'un bord à l'autre du défilé, un aqueduc à plusieurs arches produit dans le paysage un effet pittoresque et fort inattendu.

A peine avions-nous fait quelques pas dans le barranco, qu'un berger quitta son troupeau pour venir à nous, et nous fit signe de l'attendre. « *Caballeros,* nous dit-il, quand il nous eut rejoints, on m'a demandé des nouvelles de vos seigneuries. — Quand? — Tout à l'heure. — Qui? — Des gens de mauvaise mine. — Plusieurs? — Beaucoup. — Armés? — D'escopettes et de couteaux longs. — Où vont-ils? — Qui le sait? — Par où ont-ils passé? — Par là. — Et que nous veulent-ils? — Ah! voilà!... Si vos seigneuries veulent m'en croire, elles prendront un autre chemin, ou attendront du renfort; il y aura là-bas, c'est sûr, des coups de fusil. » Si l'avis était faux, il était du moins désintéressé, car l'officieux berger nous quitta sans attendre les deux réaux que nous allions lui donner pour sa peine, et disparut dans la montagne. « Je connais le pays, me dit T..., le conseil est bon, suivons-le; nous voyant seuls (le *mozo* ne comptait pas pour un homme), quelque *rateros* d'Ohanez se seront mis à nos trousses, et nous auront dépassés, tandis que nous étions arrêtés à Tizis. Nul doute qu'ils n'aillent nous dresser quelque embuscade pour nous voler après nous avoir préalablement lâché double et triple bordée. C'est à vous de voir si cela vous sourit. »

Avant tout je dois expliquer ce que c'est qu'un *ratero;* le *ratero* est un voleur isolé, non patenté pour ainsi dire, qui vole quand l'occasion se présente et sans mener la vie nomade; les autres, je veux parler des voleurs organisés en bandes, prennent le nom pompeux de *caballistas*, et professent pour les premiers un souverain mépris; ils les accusent de gâter le métier, et les maltraitent quand ils les rencontrent. Les *rateros* sont les plus dangereux; étant moins nombreux, moins aguerris, ils craignent les résistances, et les préviennent en commençant presque toujours par tuer ceux qu'ils veulent dévaliser, ce que les caballistas ne font jamais. « Nous ne sommes pas de vils assassins, disent ceux-ci avec orgueil, nous levons des contributions comme le roi, voilà tout. » Cette distinction superbe était tout justement faite pour augmenter nos alarmes, bien loin de les atténuer, car nous avions affaire évidemment à de misérables rateros. Nous revînmes donc sur nos pas jusqu'à Tizis pour y attendre en sûreté l'arrivée des renforts. Il faut savoir que M. T.... avait donné ordre à ses ouvriers de quitter le Pilar pour le Rebenton, autre fonderie de plomb qu'il avait dans la sierra de Gor, et où nous allions directement; or, ces ouvriers nous suivaient de près et ne pouvaient manquer de nous atteindre bientôt. Ils nous rejoignirent effectivement au nombre de sept, dont trois étaient armés d'escopettes; nous avions dans nos fontes de quoi armer les quatre autres, et il nous restait encore, à M. T...., son fusil à deux coups, à moi mon rétac. Notre première décharge était donc, tout compte fait, de quatorze coups : c'était assez pour nous rassurer, mais ce n'était pas trop, car on pouvait craindre que l'ennemi ne fît des recrues parmi les charbonniers marrons dont cette partie de la sierra est infestée. Nous fîmes nos dispositions en conséquence : deux ouvriers, armés chacun d'un pistolet d'arçon, marchaient en éclaireurs et composaient l'avant-garde; deux autres fermaient la marche, armés comme les premiers; nous formions, nous, le corps d'armée avec les trois derniers, et de plus le *mozo,* qui, malgré ses quinze ans, voulait jouer son personnage; il avait fallu lui céder mon yatagan maure. A l'air joyeux et féroce dont le sauvage

adolescent le brandissait et le faisait reluire au soleil, on voyait que le sang des Monfis coulait dans ses veines, leurs passions sanguinaires éclataient dans ses yeux. Enfin l'armée s'ébranla, et l'on pénétra en bon ordre dans le barranco suspect. L'entrée de cette gorge est assez large et parée d'une belle verdure; peu à peu cependant le passage se rétrécit et s'assombrit; les parois se rapprochent, se déboisent, la verdure s'éclaircit, disparaît; à peine quelques maigres buissons végètent-ils de loin en loin au pied des rochers, et, à vrai dire, j'aurais mieux aimé que ces buissons n'y fussent point, attendu qu'ils formaient autant de remparts excellents pour masquer un guet-apens; c'étaient bien assez que le chemin fît des coudes, et que de distance en distance de petits barrancos latéraux vinssent s'ouvrir mystérieusement sur le barranco principal. Toutes ces circonstances étaient favorables à l'attaque plus qu'à la défense, et avaient cela de particulièrement inquiétant pour nous, qu'à chaque enfoncement, à chaque détour, à chaque arbuste, on pouvait s'attendre, sans découvrir personne, à recevoir une bordée de coups de fusil. Un combat en règle eût été préférable et moins ennuyeux que cette menace perpétuelle de l'inconnu. Cette attente, cette anxiété fiévreuse dura plusieurs heures; enfin l'armée sortit du terrible pas, comme elle y était entrée; ennemis ou amis, on ne rencontra personne. Les rateros d'Ohanez nous attendaients-ils plus loin, ou, nous voyant si bien escortés, avaient-ils renoncé à leurs perfides desseins? C'est une question qui pour nous resta sans réponse.

Quoi qu'il en soit, nous n'étions pas encore sauvés; il nous restait à franchir le Port ou Col de Santillane, l'un des plus suspects de la Sierra-Nevada, car il est peuplé en toute saison par ces charbonniers marrons dont nous parlions tout à l'heure. Habitués à fabriquer leur marchandise illicite avec le bois d'autrui, ces sauvages fraudeurs n'ont pas sur le droit de propriété des notions fort saines : ils confondent aisément le tien avec le mien, et il n'est jamais prudent de les aller chercher dans leurs charbonnières. Quoique nous en fussions bien près, nous n'en découvrîmes cependant aucun; la solitude était profonde. Les éclaireurs prétendirent bien avoir aperçu au coin d'un bois deux hommes en manteaux, ou peut-être deux troncs qu'ils avaient pris pour deux hommes; n'importe, ils avaient tiré dessus résolument, mais de si loin que les balles durent s'enterrer à moitié chemin. Ici d'ailleurs, si nous n'étions pas à l'abri de toute rencontre, une surprise n'était plus si facile; nous gravissions une montagne ouverte de tous côtés, et sauf quelques bouquets de sapins clair-semés, la vue se portait sans obstacle aux limites de l'horizon : à droite, s'élevaient les sombres crêtes du Boloduy; à gauche, nous avions, mais à une grande distance, les pics de l'Almirez et de Montayre. La pente était douce, le sentier commode, émaillé de bruyères en fleur, l'air vif et léger comme il l'est sur toutes les montagnes; un soleil radieux nous souriait sans nous brûler, la brise nous apportait l'agreste senteur des sapins et du thym, un troupeau de brebis broutait paisiblement autour de nous; une nature si calme, si pastorale, excluait toute idée sinistre, et les alarmes de Tizis étaient oubliées. Toutefois, en passant devant les *cortijos*, espèce de chalets alpestres groupés au sommet du col, et qui forment les dernières habitations de l'Alpuxarra, nos gens s'obstinèrent à les visiter; car, à les entendre, les ennemis étaient cachés là, et malheur à eux si on leur mettait la main dessus! Nous dûmes consentir à cette visite domiciliaire, infiniment peu légale, mais on n'y regarde point de si près sur la Sierra-Nevada, et d'ailleurs qui donc en Espagne se soucie de la légalité? Les chalets furent fouillés de fond en comble, et on n'y trouva ni voleurs ni charbon-

niers. Les femmes et les enfants des pasteurs (les hommes étaient aux pâturages) se croyaient pillés, assassinés, et poussaient des gémissements lamentables; quelques réaux les firent taire, et changèrent en bénédictions leurs cris d'épouvante.

VI.

Nous avions atteint en bon ordre, et marchant toujours militairement, le sommet du Port de Santillane. Là finit l'Alpuxarra et commence la juridiction de Guadix, encore un nom arabe qui signifie fleuve de la vie (*Guet ayx*). A peine a-t-on franchi le point culminant du col, qu'on découvre à ses pieds les riches et belles campagnes du Marquisat, fermées au nord par la sierra de Baza. Ce premier coup d'œil est inattendu, saisissant; je ne saurais mieux le comparer qu'à une vue du Piémont au sortir des Alpes. La manière oblique dont la plaine était alors éclairée lui donnait une teinte bleuâtre, et le Nacimiento ou fleuve d'Almérie, qui la traverse dans toute sa longueur, brillait comme la lame d'une épée brunie au feu. On trouve en descendant le triste hameau d'Abrucena, bâti sur un ruisseau du même nom. Près de là sont des mines de cuivre inexplorées, celle, entre autres, des Quatro-Puntos. Plus bas est Abla (anciennement Alba, Albula), où l'on quitte la Sierra-Nevada pour prendre les bords du fleuve. En tournant vers l'est, on pénètre dans ces terribles gorges de Seron, où don Juan d'Autriche en personne fut battu par les Morisques, et eut la douleur de perdre son tuteur, son ami, don Louis Quixada. D'Abla à Fiñana, la route est une promenade; côtoyant le fleuve de plus ou moins près, elle passe souvent sous des ombrages dont je sentais le prix, car il faisait encore chaud; les cigales chantaient à l'envi. Cette *vega* vaut celle de Grenade. Quant à la population, elle est d'autant plus pauvre que le pays est plus riche, contradiction fort triste, mais fort commune en Espagne. Fiñana, où nous couchâmes chez des associés de M. T...., est un bourg assez propre; on y fabriquait autrefois beaucoup de soie, mais la plupart des mûriers ont été arrachés, et l'on n'y connaît plus guère aujourd'hui que l'industrie des céréales, comme dans tous les villages et tous les bourgs de ces contrées agricoles. Fiñana possède, ainsi qu'Abla, des antiquités romaines. Le bourg était dominé autrefois par une forteresse arabe. Cet antique château n'est plus maintenant qu'une ruine habitée par les chouettes et ouverte à tous les vents du ciel; mais, du haut des créneaux délabrés, la vue est ravissante : on a sous ses pieds les vastes plaines du Marquisat, dit de Zénet, du nom de ses anciens suzerains musulmans, les Zénettes, l'une des cinq grandes tribus arabes qui conquirent l'Afrique, puis l'Espagne. Le chef de cette tribu puissante avait succédé, dans la possession de ce riche apanage, à ce trop fameux comte Julien, dont l'humeur vindicative ruina l'empire des Goths et fit tant de mal à sa patrie. Le fort de la Calahorra occupait le centre du fief, digne repaire de ces tyrans de seconde main, qui tous, mahométans ou chrétiens, vivaient de rapine et de sang. Leur château est encore debout, mais qu'il est déchu! On en a fait une prison et un grenier à blé. Cette masse brune n'en produit pas moins à distance un effet pittoresque, et forme aujourd'hui la plus belle décoration du pays. Au-dessus du château en ruines s'élève audacieusement le pic de l'Almirès, qui est à ce versant de la Sierra-Nevada ce que Mulahacen et la Veleta sont à l'autre. Ce versant d'ailleurs diffère entièrement du revers opposé, dont il

n'a ni les larges pentes ni les gradins majestueux; il tombe à pic, et n'offre de tous côtés que précipices, escarpements, déchirures effroyables. La sierra de Baza, qui lui fait face au nord, et dont la Nevada n'est séparée que par la riante vallée du Marquisat, a un tout autre aspect : quoique nus, ses flancs n'ont rien d'abrupte, et ses crêtes onduleuses sont couvertes de grands bois qui servent à la construction des navires. J'ajoute, pour ne pas l'oublier, qu'on y trouve aussi des mines, et que les Mores tiraient de cette dernière montagne les beaux marbres qu'on admire encore à Grenade.

Le lendemain, nous partîmes assez tard; notre armée de la veille s'était renforcée de deux nouveaux ouvriers fondeurs; nous étions douze en tout, y compris le *mozo*. Pour gagner la sierra de Gor, où se trouve le Rebenton, il nous fallait franchir celle de Baza; nous l'attaquâmes de front, et d'abord sans beaucoup de fatigue, car la montée est douce, sablonneuse, aisée, et repose des terribles sentiers d'Ohanez et d'Abrucena. Malheureusement, le chemin ne tarde pas à devenir raide et pierreux. On marche en glissant à chaque pas sur de grands bancs de schiste veinés de quartz et semés de grenats. Jusque-là nous n'avions pas encore trouvé d'arbres, partant pas d'ombre, et le soleil nous décochait sans ménagement ses traits caniculaires. Nonobstant la chaleur et les difficultés du sentier, dont, par parenthèse, les sandales des piétons se tiraient beaucoup mieux que le sabot ferré des chevaux, la caravane cheminait lestement et gaiement; les jeunes chantaient des *coplitas*, les vieux contaient des histoires où les mines et les voleurs de la sierra jouaient naturellement le premier rôle. Bientôt on se souvint qu'on n'avait pas déjeuné. Les *botas* étaient pleines, les fromages et les jambons d'Andarax ne manquaient pas dans les *alforjas*. Inutile de dire que les *botas* sont les bouteilles du pays, c'est-à-dire les outres, et l'*alforja* le sac aux provisions. On se mit donc à l'œuvre; mais, ô douleur! on avait oublié le pain. Que faire? Retourner à Fiñana était impossible; nous en étions déjà trop loin, et nos heures étaient comptées. On délibérait, quand les éclaireurs signalèrent dans un repli du rocher un hameau, que dis-je? un douair plus fait pour des Bédouins que pour des enfants de la civilisation européenne. Quoiqu'il ne fût pas sur notre route, on y monta, dans l'espoir de trouver là de quoi réparer notre oubli. On arrive... personne! Roposo (c'est le nom du hameau) était désert, et toutes les huttes hermétiquement closes; hommes, femmes, enfants, et jusqu'aux chiens, la population tout entière était dans la montagne, occupée sans doute à couper, à voler du bois, ou à faire pis encore. Pourtant, en cherchant bien, on aperçut une porte ouverte; on entra. Une femme oubliée gardait la case en filant. Quoiqu'elle ne fût ni trop vieille ni trop laide, ses vêtements étaient si déguenillés, tout en elle était si repoussant, qu'on l'eût prise pour une des furies d'Eschyle, commise par Hécate à la garde d'un village pestiféré. Son accueil fut conforme à sa mine, et si une terreur salutaire n'eût tempéré son humeur revêche, elle nous eût mis à la porte à coups de bâton; cependant nous l'avions appelée *señora!* Courtoisie perdue! cajoleries, prières, menaces, tout fut inutile; elle n'avait, à l'entendre, ni pain ni autre chose, pas même de l'eau. Cependant, quoiqu'elle prît à témoin la Vierge et tous les saints du paradis, l'effronté *mozo* ne tenait nul compte de ses protestations et furetait partout comme un rat affamé. Tout à coup il pousse une exclamation de joie. O bonheur! il avait découvert au fond d'un bahut, caché derrière un fagot d'ajoncs, deux pains énormes. Que devint à cette vue la ménagère? Pâle et tremblante, elle s'élança sur le *mozo*, les griffes en avant pour lui arracher son bien; mais le *mozo*, plus leste,

gagna la porte d'un seul bond en emportant sa proie, et l'armée de le suivre en triomphe. J'essaierais en vain de vous peindre la colère de la montagnarde exaspérée; la vieille comparaison classique de la louve à qui l'on a ravi ses louveteaux ne rendrait qu'imparfaitement sa rage et son désespoir. Nous eûmes beau lui jeter en partant un duro pour ses deux pains, qui ne valaient pas une piécette, la vue même de cette belle piastre neuve qui brillait au soleil ne put l'apaiser; nous prenant pour des voleurs, elle la regardait sans doute comme fausse, à moins pourtant, et c'est probable, qu'elle n'en connût pas la valeur. Une pareille somme, à coup sûr, n'avait jamais passé ce seuil de misère.

Cette réquisition forcée n'était pas plus légale assurément que la visite domiciliaire des *cortijos* de Santillane, aussi reçut-elle son châtiment. A peine nous étions-nous remis en route après notre frugal déjeuner, que nous nous égarâmes ; ce fut là notre punition. Nous voilà tournant et retournant sur nous-mêmes, prenant, quittant et reprenant vingt sentiers l'un après l'autre sans retrouver le bon ni réussir à nous orienter, et pendant trois mortelles heures nous ne découvrîmes pas une figure humaine, pas même la piste d'un troupeau. Une solitude inflexible régnait dans ces inextricables dédales, et si l'on appelait, les échos seuls nous renvoyaient nos cris. Pendant ce temps, un aigle, le seul que j'aie vu en Espagne, planait majestueusement sur nos têtes. Tantôt il rasait la crête des rochers, et tantôt montait si haut dans la nue, qu'il n'apparaissait plus à nos yeux que comme un point noir sur l'azur brillant du ciel ; puis soudain il se laissait retomber de tout son poids comme pour fondre sur nous, jusqu'à ce qu'un coup de vent ou un coup d'aile le relançât dans l'infini. On eût dit qu'il insultait, par la liberté de son allure, à l'embarras où il nous voyait. On lui tira plusieurs coups de fusil. J'aurais volontiers rapporté des sierras andalouses cette dépouille opime, mais aucune balle ne l'atteignit, et il ne parut pas même entendre la détonation.

Nous avions marché jusqu'alors à ciel ouvert sur des bancs de roche semés çà et là de gramens desséchés. La végétation et le terrain ne tardèrent pas à changer d'aspect ; à la sortie d'une gorge étroite et déjà boisée, où un chevrier nous avait introduits, nous entrâmes enfin dans la région des pins, et la terre se tapissa sous nos pas de sauges à larges feuilles et d'une espèce de cyprès ou thuya rampant d'un vert admirable; un parfum pénétrant, vivace, émanait de partout, des sources d'une fraîcheur délicieuse fuyaient en murmurant à travers les longues herbes, la brise était piquante; toujours plus serrés, toujours plus touffus, les pins gazaient et modéraient les rayons du soleil. Je n'étais plus dans la brûlante Espagne, j'étais en Suisse, et je respirais par tous les sens la robuste volupté de mes Alpes bien-aimées. Le sentier serpentait gracieusement sous ces divins ombrages, et, de peur d'en sortir trop tôt, je laissais aller mon cheval à son aise. Si lent que fût son pas, il me semblait encore aller trop vite.

Cependant on montait toujours, et quoique la pente fût douce, on ne laissait pas d'approcher du sommet. En me retournant, j'avais encore quelques échappées sur la Sierra-Nevada, mais je la perdis bientôt de vue pour saluer de nouvelles chaînes. Déjà j'avais entrevu à travers les clairières la sierra de Segura, qui divise trois provinces : Murcie, Jaen et la Manche. Ayant atteint quelques instants après une crête découverte, une sorte de belvédère naturel, qu'on eût dit ménagé au milieu des bois par les génies de la solitude, je découvris tout à coup dans un immense lointain les grandes lignes vaporeuses de la Sierra-Morena, derrière lesquelles le soleil allait se coucher. Ce fut une surprise, un coup de théâtre ; je m'arrêtai pour

en mieux jouir et plongeai mon regard avec ivresse dans le vaste océan de montagnes déroulé devant moi. Rien n'était distinct. On ne découvrait ni villes, ni villages, ni plaines, ni fleuves, rien que des bois à mes pieds, et plus loin des sierras échelonnées les unes sur les autres jusqu'aux dernières profondeurs de l'horizon ; les premiers plans étaient d'un vert sombre, les seconds d'un vert pâle, puis le vert tournait au bleu, qui lui-même tournait au gris, et toutes ces teintes diverses finissaient par se confondre dans la couleur rose du ciel, inondé par les rayons du soleil couchant. Un silence imposant, solennel, le silence des hautes cimes, régnait au loin comme si la création tout entière eût été attentive à ces magnificences. Ce grand spectacle fut saisissant, mais il fut court. Le crépuscule envahit bientôt l'espace, le ciel pâlit, les sierras s'éteignirent une à une, et un crêpe mélancolique s'étendit sur toute la nature.

Je m'étais laissé volontairement devancer par la caravane. La nuit, qui approchait rapidement, me rappela aux réalités du voyage ; me croyant perdu, on me cherchait, on m'appelait à grands cris ; je répondis à ces voies amies et rejoignis mes compagnons rassurés. Le Rebenton est situé dans un bas-fond ; il nous fallut beaucoup descendre. La fumée rougeâtre qui s'échappait de la fonderie comme du sein d'un volcan nous servait de guide, et ce phare conducteur n'était point inutile, car les ténèbres étaient profondes, les bois épais, et rien n'était plus facile que de prendre un sentier pour un autre dans la double obscurité de la nuit et des forêts. Enfin nous arrivâmes.

Rebenton ou Reventon (car le B et le V sont la même lettre en espagnol) veut dire littéralement déchirement, fracture, et certes nul site n'est mieux baptisé; l'établissement, qui est, comme le Rincon, un fourneau de seconde fondition, est bâti au fond d'une brèche ou crevasse pratiquée violemment par quelque catastrophe diluvienne au travers d'une large et haute montagne. On chercherait là plutôt un ermitage qu'une exploitation industrielle. C'est un lieu triste, solitaire, un lieu perdu, dénué de tout, excepté d'eau, car un torrent y passe, et les sources y sont abondantes : on en trouve une entre autres qui est chaude en hiver et si froide en été, qu'on n'y peut plonger la main cinq ou six fois de suite sans qu'elle y gèle; mais on ne vit pas d'eau seulement, il faut apporter de fort loin dans cette âpre Thébaïde les choses de première nécessité, et l'on y jeûne quand les communications sont interceptées par les neiges ou par les tempêtes. En tout temps on y mène une vie fort misérable. Je pus m'en convaincre par ma propre expérience, et n'en plaignis que davantage les victimes confinées dans ces implacables déserts.

Le Rebenton est, comme nous l'avons dit, dans la sierra de Gor, où nous étions entrés sans nous en apercevoir, car rien ne la distingue de celle de Baza, qui elle-même va s'unir par une transition insensible à la sierra de Filabrès, laquelle se continue jusqu'à la Méditerranée, sous le nom de sierra d'Algamilla ; ce n'est réellement qu'une seule et même cordilière sous quatre appellations différentes. La Sierra-Nevada, au contraire, est une masse isolée, et se détache entièrement des systèmes qui l'environnent. J'allais dès l'aurore à la découverte dans les bois escarpés qui entourent et nourrissent la fournaise ; j'en trouvai d'admirables, l'yeuse s'y marie au pin, et des lianes robustes se balancent d'un arbre à l'autre, comme dans les forêts vierges du Nouveau-Monde. Le ramier sauvage niche en paix dans ces épaisses futaies, où il brave le plomb des chasseurs, par la raison d'abord qu'il n'y a pas de chasseurs, et ensuite parce que ses retraites sont impénétrables. J'entendais roucouler sous la ramée ces paisibles hôtes de la solitude ; mais il me fut

impossible d'en dénicher ni même d'en apercevoir un seul. Les bois sont si rares en Espagne, qu'on s'y oublie volontiers quand on a le bonheur d'en rencontrer, et je me fis répéter plusieurs fois le signal du départ. Pourtant il fallait partir. M. T..., bien qu'il fût arrivé au but de son voyage, voulut m'accompagner; les neuf ouvriers avaient repris leur collier de misère, et nous en étions réduits au *mozo* pour toute escorte, mais cette fois il s'était fait prêter un fusil, et, se croyant dès lors un homme, il se posait en héros, il marchait fièrement devant nous comme Annibal ou Napoléon au passage des Alpes.

Une montée longue et rapide, mais admirablement boisée, nous ramena de la crevasse ou fondrière dont le Rebenton occupe le fond sur les hauteurs où nous avions passé la veille; nous eûmes même encore une échappée sur les pics neigeux de Mulahacen et de la Veleta vus pour la dernière fois; cette magnifique Nevada que j'avais contemplée si longtemps et tant admirée disparut pour toujours à mes yeux. Nous sortîmes de la sierra et de la juridiction de Gor comme nous y étions entrés, sans nous en apercevoir, et nous rentrâmes dans celle de Baza. Après avoir suivi pendant quelque temps les arêtes supérieures de la montagne, on commence à descendre; les pins sont toujours épais, le sentier est doux et facile. A mes pieds s'ouvraient de belles vallées où l'on recueille l'asphalte végétal, industrie particulière aux habitants de Gor. Parfois déjà j'entrevoyais la plaine fermée au nord par la Sagra-Sierra (Montagne Sacrée), où le Guadalquivir prend sa source, et dont le point culminant, nommé le pic d'Huescar, ressemble, à s'y méprendre, au Puy-de-Dôme. Cependant on descend toujours : un bâtiment en ruine nous signala à mi-côte la Fabrique-Royale, ancienne mine délaissée, dont on fond les *orruras* au Rebenton. Ce lieu passé, la descente devient rude et rocailleuse; les pins s'éclaircissent, et l'on arrive ainsi dans une vaste plaine plantée de sparte à perte de vue. Je compris alors comment la France est tributaire de l'Espagne pour ce graminée qu'il serait si facile de naturaliser sur nos côtes méridionales. Enfin l'on passe de la stérilité à la culture, et, pour ainsi dire, de la mort à la vie, en mettant le pied sur la *vega* de Baza, campagne admirable, toute sillonnée d'eaux courantes, tout émaillée de jardins en fleur ou en fruit. Malgré leurs richesses, ces champs fertiles offraient alors le spectacle de la misère. Une nuée de glaneurs et de glaneuses, poussés par la famine, inondaient les guérets moissonnés récemment. Ils étaient si basanés, si déguenillés, qu'on les eût pris pour une bande de bohémiens occupés à dévaliser le canton, et la rencontre de ce troupeau famélique n'eût pas été sans danger pour nous, si nous fussions tombés là à pied et sans armes; mais l'escopette est souveraine en Espagne encore plus qu'ailleurs, et nos fusils, nos armes tinrent à une distance respectueuse ces maraudeurs suspects.

Ce fut là notre dernier adieu aux sauvages populations de l'Alpuxarra. Nous arrivâmes de bonne heure et sans encombre à Baza, où nous descendîmes à la Posada del Sol. Nous y soupâmes ensemble pour la dernière fois. Le lendemain nous devions nous séparer, M. T..... pour retourner à Almérie, moi pour continuer ma route seul par Carthagène et Murcie.

CHARLES DIDIER.

ROMANCIERS

CONTEMPORAINS

DE L'ALLEMAGNE.

I.

Mme LA COMTESSE HAHN-HAHN.

L'auteur de *Wilhelm Meister* écrivait, il y a un demi-siècle, que le roman est l'épopée domestique, l'épopée de la société moderne. Certes, ce genre libre et charmant, pour lequel l'illustre écrivain demandait ainsi droit de cité dans les lettres, n'en est plus réduit à justifier ses titres. Il règne, et souvent avec l'arrogance d'un parvenu. N'a-t-il pas voulu tout envahir? n'a-t-il pas cru qu'il pouvait se substituer aisément à tous les travaux de l'imagination, à toutes les formes de la pensée? Or, il y a en Allemagne, comme chez nous, des milliers de plumes occupées à écrire cette épopée dont parle le poëte de Weimar. Les rapsodes, bons ou mauvais, sont innombrables; nos voisins, sur ce point-là, n'ont rien à nous envier; ils possèdent toute une armée de romanciers et de conteurs.

Parmi tant d'écrivains qui réussissent à se faire lire dans ce pays, il y en a bien peu qui aient oublié de donner au moins un recueil de nouvelles. Les poëtes ont renoncé à la poésie, les philosophes à la philosophie, les théologiens à l'exégèse, les critiques à leur étude sévère, pour raconter tous leur histoire, et répondre à l'appel tyrannique de la foule. N'oublions pas à leur suite les écrivains sans mission, les désœuvrés, les gens du monde et ceux qui se donnent pour tels, toute la

frivole cohue des dilettanti. Dans ces derniers temps surtout, depuis 1830, la mêlée a été singulièrement confuse. A quelle dure servitude ne l'a-t-on pas réduite, cette forme gracieuse du roman, si éprise d'abord du demi-jour, et qui convenait particulièrement aux plaintes d'une âme blessée, aux délicates analyses de la passion ! Le roman est devenu une arène bruyante, une tribune toute remplie de sourdes rumeurs. Cette tribune, elle ne s'est pas ouverte seulement, comme c'était encore son droit, aux confidences épiques du monde nouveau, à l'expression des publiques douleurs; elle a donné asile à toutes les folies des écoles, aux vanités de la *jeune Allemagne*, aux rêveries bizarres des socialistes. Singulier mélange de noms et de doctrines ! quand elle n'était pas envahie par les prédicants, elle l'était (misère plus grande encore) par une nuée de frivoles esprits, lesquels, bien loin de prêcher, n'avaient absolument rien à dire.

Un critique distingué, mais d'une humeur souvent un peu chagrine, M. Hermann Margraff, se plaignait amèrement, il y a quelques années déjà, de l'accroissement prodigieux de cette fabrication industrielle, et de la funeste influence exercée sur les jeunes talents par la gloutonnerie du public. « Le roman, dit-il, est aujourd'hui, plus qu'aucun autre genre littéraire, une véritable affaire de fabrique, grâce au nombre effrayant des consommateurs. Dans ce temps de déloyauté et de mensonge, personne ne sera surpris que tous les écrivains, n'y eussent-ils aucune aptitude, veuillent à l'envi composer des romans. Un roman ! voilà ce qu'on demande, voilà ce qu'on lit avidement, plus qu'aucune autre production de l'esprit ; voilà la bonne marchandise, celle qui se débite le mieux. Pourquoi ne pas écrire un roman ? pourquoi ne pas vous essayer dans la nouvelle ? Nommez-moi, parmi tant de jeunes écrivains privés du don de l'invention poétique et disposés à suivre loyalement leur voie, nommez-m'en un seul à qui ces provocations perfides n'aient été maintes fois adressées ! Qu'il en coûte peu aujourd'hui pour tromper le public et se mentir à soi-même ! On prend la plume et on écrit... Voulez-vous faire un roman philosophique? rien de plus commode; le monde tout entier, sans vous excepter vous-même, le monde tout entier raisonne ; le raisonnement court les rues. Un roman historique ? C'est bien facile encore; n'avez-vous pas à votre disposition les faits, les situations, les caractères ? Il ne vous reste qu'à les enfiler dans une intrigue d'amour, comme un chapelet d'amandes et de raisins secs. Aimez-vous mieux un roman social ? Quoi de plus simple ? Nous avons des théories à la douzaine ; il n'y a qu'à se baisser et à prendre. Quant à raisonner là-dessus, c'est un art que vous possédez depuis vos études à l'université. En vérité, je ne sais ce qui vous empêcherait de nous donner un roman. Voyez ce jeune homme plein d'ardeur pour l'étude ; il n'est pas assez riche pour suivre la carrière qui l'attire; qu'à cela ne tienne ! il étudie la théologie. Serez-vous plus coupable que lui? Non, certes. Ce pauvre théologien ! quel mensonge il vient de faire à lui-même et au monde ! Cependant, son examen subi, le voilà autorisé à prêcher la vérité aux hommes. Ah ! sur ce goût du mensonge si répandu à l'heure qu'il est, sur ce goût des trompeuses apparences, sur ces vocations factices, j'écrirais volontiers des lamentations dignes de Jérémie... » L'ardent critique, comme on voit, n'est pas disposé à voiler la triste situation des lettres dans son pays. Je voudrais croire que son esprit morose s'est exagéré le mal qu'il dénonce. Pour nous, du moins, que ces misères de l'Allemagne ne préoccupent pas directement (nous avons bien assez des nôtres), nous rechercherons, parmi tant d'écrivains condamnés un peu trop vite, ceux qui auraient pu obtenir grâce, ceux qui se détachent du milieu de cette

foule tumultueuse, et qui ont mérité, chacun selon sa mesure, les éloges, les conseils, ou les regrets de la critique.

On éprouve un véritable embarras lorsqu'on essaie de classer tous ces romanciers d'une manière nette et distincte. Les noms se pressent, et les directions sont si nombreuses, les ambitions si diverses, qu'il semble difficile de porter la lumière dans cette partie, la plus confuse assurément, des lettres allemandes contemporaines. Je ne remonterai pas jusqu'à Goethe, jusqu'à Jean-Paul, maîtres glorieux qui ont imprimé au roman le caractère souverain de leur génie, et dont on ne pourrait rapprocher sérieusement les dilettanti de nos jours; mais je nommerai l'esprit aimable dont les ingénieuses compositions ont été l'origine et sont demeurées le centre des tentatives nouvelles. Cet écrivain charmant, c'est l'auteur de *Sternbald* et de *Vittoria Accorombona,* c'est Louis Tieck. Entre la grande période de Goethe et les écoles plus brillantes que fécondes qui se partagent aujourd'hui les lettres, le chef du romantisme de Berlin a été une transition naturelle. Certes, l'auteur de *Sternbald* n'a jamais renoncé à l'amour désintéressé de l'art, mais peu à peu cependant son humeur capricieuse, son ironie légère préparait les esprits à ce badinage un peu affecté, sous lequel se sont cachées dans ces derniers temps les prétentions dogmatiques des novateurs. Tieck avait débuté par une poésie bizarre, éthérée, illuminée, par de gracieuses études d'après les comédies féeriques de Shakspeare. Titania était la reine fantasque de ce royaume imaginaire qu'il peuplait de ses caprices. Eh bien ! lorsque, plus tard, il se rapprocha de la réalité et essaya de représenter plus directement les conditions diverses de la vie, on peut dire qu'il fraya la route, sans le savoir, au moderne roman de *la jeune Allemagne.* C'est un fait curieux à remarquer : tandis que l'école romantique, vers 1810, s'abandonnait de plus en plus à l'ivresse de ses enchantements, tandis que Clément de Brentano écoutait dans sa cellule les derniers sons de la viole de sainte Cécile, tandis qu'Achim Arnim recueillait l'œuvre interrompue de Novalis, et se plongeait avec un bizarre enthousiasme dans cette poésie mystérieuse qui attirait son imagination éblouie, Louis Tieck, un des chefs reconnus de cette mystique école, se transformait insensiblement, et ramenait la Muse dans le domaine des choses réelles. Au chimérique royaume de Titania il préférait les prairies d'Allemagne, et, d'une main délicate, il y traçait de frais sentiers par où allait se précipiter (singulière aventure!) toute une bande de novateurs. Si l'on parcourt les *Nouvelles* que l'auteur de *Phantasus* a répandues avec tant de prodigalité dans tous les *Taschenbücher* depuis une vingtaine d'années, on remarquera bientôt cette transition, imperceptible d'abord, puis plus nette, plus visible, et avouée enfin par M. Tieck lui-même. L'aimable conteur, à qui l'on reprochait ses affections aristocratiques, donnait, il y a quelques années, un gracieux ouvrage intitulé *le Jeune Menuisier (Der junge Tischlermeister).* Ce charmant récit paraissait en Allemagne peu de temps avant qu'une plume illustre, mais égarée, écrivît *le Compagnon du tour de France* et *le Meunier d'Angibault;* or, les sympathies qui inspiraient au romancier français des inventions par trop étranges étaient célébrées ici avec une parfaite mesure et un art délicat qui a peur du faux. D'ailleurs, on retrouvait toujours, dans les récentes productions de M. Tieck, l'ironie légère où il se joue si volontiers. Ces êtres fantasques qui avaient leur rôle dans ses premiers romans, ces kobolds, ces nains bossus, toute cette postérité de Puck qui faisait contraste avec la grâce aérienne de Titania et d'Ariel, M. Tieck les fait reparaître dans ses nouveaux contes. Ne sont-ce pas ces personnages plaisants, ces bourgeois ridicules, dont il égaie

malicieusement ses tableaux de la vie présente? Grâce et malice, persiflage agréablement dissimulé, telles sont les armes que la *jeune Allemagne* voulut dérober à M. Tieck, quand elle introduisit dans de prétentieux romans ses plaidoieries et ses prédications.

Cette transition du romantisme de M. Tieck à la sémillante ironie de la *jeune Allemagne* est évidente pour la forme; elle n'empêche pas qu'il n'y ait une rupture ouverte entre l'ancienne école et la nouvelle. Les romans de M. Gutzkow, de M. Henri Laube, de M. Théodore Mundt, appartiennent très-décidément à un ordre d'idées tout nouveau. Ils portent surtout le reflet de 1830; ils sont inspirés par les essais de philosophie et de religion nouvelles qui se produisirent, après la révolution de juillet, en Allemagne aussi bien qu'en France. Ce qui n'est qu'un caprice léger dans les nouvelles les plus hardies de M. Tieck est tout à fait, dans les romans de la *jeune Allemagne,* un enseignement adopté, un programme qu'on a promis de remplir. M. Tieck a bien pu chanter avec infiniment de grâce *le Jeune Menuisier,* et éclairer son atelier de toutes les lueurs de la poésie; il a bien pu célébrer, dans *Vittoria Accorombona,* la libre fierté d'une jeune femme qui réclame contre les prescriptions de la société; ce n'était pas chez lui une doctrine prêchée officiellement. Aussi, malgré la surprise qu'avait causée d'abord le coup de tête de M. Tieck, la fantaisie du conteur était une suffisante excuse, et Vittoria fit son entrée dans le monde le plus scrupuleux, dans les salons qui étaient restés fermés aux héroïnes du roman moderne. Au contraire, on sait avec quelles prétentions superbes, avec quelle désinvolture suspecte, la *jeune Allemagne* lançait, comme un défi, ses arrogantes aventurières. J'ai tâché d'indiquer ici même, il y a un an, les principaux incidents de cette singulière émeute. L'excitation produite par 1830 avait lâché la bride à toutes les théories sociales; on commença de prêcher l'émancipation de la femme et (c'est aussi le terme consacré) la réhabilitation de la matière. M. Charles Gutzkow publia ce roman de *Vally,* qui suscita tant de colères; M. Mundt écrivit les pages enthousiastes et sensuelles de *Madonna,* et M. Willkomm crut résumer toutes les idées de la *jeune Allemagne* dans cet étrange imbroglio qu'il appela *les Gens fatigués de l'Europe.* Nous voilà bien loin de M. Tieck et de ses élégantes narrations. Je sais bien que deux critiques de la jeune école, M. Gustave Kühne et M. Théodore Mundt, se sont donné le plaisir très-piquant de signaler avec une sorte de pruderie offensée les énormités sociales de *Vittoria Accorombona;* mais cette ingénieuse tactique n'a trompé personne. M. Tieck est demeuré, aux yeux de tous, le plus insouciant des conteurs. On a même vu, chose singulière! un homme grave, un professeur de l'université de Breslau, M. Braniss, écrire pour la seconde édition de *Vittoria* un commentaire philosophique, où il célèbre les beautés du texte, et les oppose à l'esthétique de Hegel et de ses disciples. Ces faits curieux montrent bien que le spirituel vieillard est encore un des noms les plus agités par la littérature contemporaine, quoiqu'il y représente une école un peu abandonnée.

Les romans de la *jeune Allemagne* ont fait tant de bruit de 1835 à 1837, M. Gutzkow, M. Laube, M. Mundt, M. Willkomm, ont si souvent distrait l'opinion publique, qu'ils ont caché pendant quelque temps la marche continue des lettres et les œuvres plus calmes, plus désintéressées, qui se produisaient à l'entour. Le roman historique, entrepris, il y a déjà une vingtaine d'années, par d'habiles écrivains qu'enflammait le succès de Walter Scott, était poursuivi, avec des chances diverses, par des talents très-dignes d'estime. En 1824, un jeune écrivain, M. Wil-

helm Haering, avait débuté, à la suite d'un pari, par un roman attribué à l'auteur d'*Ivanhoe*, et il était parvenu à tromper le public ravi ; depuis, M. Haering a continué d'appliquer son imagination à la peinture des siècles écoulés, en s'accordant plus de liberté que ne lui en laissait cette gageure gagnée si habilement. Un des romanciers les plus en honneur au delà du Rhin, M. Spindler, s'est fait dans le roman historique une réputation déjà ancienne et qui paraît assez solidement établie. Parmi ses nombreuses compositions, *le Bâtard* (1826), qui retrace avec vigueur la situation des peuples germaniques au temps de Rodolphe II ; *le Juif* (1827), où l'auteur a donné une énergique peinture du xve siècle allemand; *le Jésuite* (1828), tableau vif et original de la première moitié du xviiie siècle, ont mérité d'être placés au rang des œuvres durables que cite et recommande souvent la critique. Depuis ce temps, la fécondité de l'auteur n'a pas diminué ; si sa verve s'est un peu affaiblie à la longue, il a retrouvé cependant, quand il l'a voulu, d'heureuses inspirations, dans *la Nonne de Gnadenzell* (1833), dans *le Roi de Sion* (1840), et, chose toujours difficile, il a maintenu son rang. Tandis que le roman historique prenait faveur, d'autres écrivains s'essayaient à reproduire l'esprit de leur temps dans des compositions brillantes; c'est ce que fit un romancier, un publiciste très-distingué, M. Henri Koenig, membre de la chambre des députés du grand-duché de Hesse. *La noble Fiancée*, publiée en 1833, et, plus récemment, *Véronique*, lui ont marqué sa place parmi les plus fermes penseurs et les écrivains les plus libéraux de ce temps-ci. Sans céder aucunement à toutes les fantaisies des écoles socialistes, M. Koenig a vigoureusement reproduit dans ses romans l'esprit libre du xixe siècle, avec une franchise et, ce qui est plus rare encore, avec une mesure parfaite qui assurent à ses œuvres autre chose qu'un succès de circonstance. *Les Vaudois* et *les Aventures de William Shakspeare* témoignent de son sérieux empressement à chercher dans les traditions du passé les exemples, les récits, qui peuvent instruire et guider notre époque. C'est aussi à l'esprit du monde nouveau que nous devons un beau roman de Charles Immermann, *les Épigones*. Un autre ouvrage, qu'il composa dans les dernières années de sa carrière trop tôt interrompue, *le Baron de Munchausen*, semble continuer, en les appropriant à notre siècle, quelques-unes des inspirations de Jean-Paul, ses mélancoliques satires, ses touchants tableaux mêlés d'une si gracieuse ironie. Jean-Paul, en effet, ne pouvait demeurer sans influence sur les romanciers de l'école présente; il a suscité un disciple enthousiaste, Léopold Schefer, que nous avons blâmé dans ses poëmes philosophiques, et dont il faut louer deux ou trois romans, pleins de passion et de vie. N'est-ce pas aussi à l'école de Jean-Paul qu'on doit rapporter le *Blasedow* de M. Charles Gutzkow? Ces sérieux exemples, accueillis avec une faveur légitime, attirèrent peu à peu les écrivains les plus indisciplinés de la *jeune Allemagne*. Qui se soucie, à l'heure qu'il est, des bizarres productions de 1835 ? Qui lit encore *Wally* ou *Madonna?* Personne, assurément. Les romanciers de cette école, sitôt décriée pour ses fautes, essayèrent de se renouveler dans des tentatives plus dignes de leur talent. Tandis que M. Gutzkow se livrait aux travaux de la scène avec une activité obstinée et quelquefois heureuse, M. Mundt a publié des romans historiques, dans lesquels son inspiration s'affranchissait de l'esprit de système ; M. Henri Laube a donné ses *Franzœsische Lustschlœsser;* M. Willkomm, son *Byron* et son *Wallenstein*. Un écrivain qui, par la fougue de son talent, semble assez près de cette bruyante école, M. Théodore Mügge, a fait lire son roman de *la Vendéenne* et celui de *Toussaint Louverture*. Enfin M. Sigismond Wiese et

M. Édouard Duller portèrent dans ces mêmes études l'ardeur d'une imagination encore un peu confuse, tandis que le poëte d'*Ahasvérus* et du *Chevalier Wahn*, M. Julius Mosen, charmait les esprits par un récit très-vif et très-brillant, *le Congrès de Vérone*. Voilà bien des romans empruntés à l'histoire; que devient cependant la peinture des mœurs du pays, la reproduction originale de la vie allemande? Ce que Frédérike Bremer, Hauch, Andersen, font si gracieusement pour la Suède et le Danemark, aucun écrivain ne voudra-t-il le faire pour ces intérieurs allemands, si souvent chantés par les poëtes, et qui se prêtent avec complaisance aux études aimables du roman? Ce furent d'abord les plus hautes régions de la société qui attirèrent les touristes. Mme la comtesse Ida Hahn-Hahn et M. Adolphe de Sternberg ont été les historiens les plus goûtés de l'aristocratie, les chroniqueurs des salons brillants, non pas sans un mélange très-visible de théories nouvelles et de rêveries sociales. Puis, comme par un contraste subit, on a vu se lever, dans ces dernières années, tout un groupe charmant de conteurs occupés particulièrement de scènes populaires, et qui ont cherché leurs récits dans les villages, dans la cabane du paysan, dans les sentiers de la forêt Noire. M. Levin Schücking, M. Berthold Auerbach surtout, dans ses *Schwarzwaelder Dorfgeschichte*, quelques autres encore, ont charmé tout à coup l'Allemagne par les plus fraîches peintures, et fait circuler, au milieu d'une littérature toute mondaine, je ne sais quels parfums rustiques et printaniers.

Tel est le tableau rapide, mais exact, de cette nombreuse assemblée de conteurs; je ne voudrais pas me charger de les présenter tous à notre public de France, mais il y en a plus d'un cependant qui mérite une étude attentive.

Pourquoi ai-je ouvert cette série par Mme la comtesse Hahn-Hahn? Il s'en faut bien que la brillante comtesse y puisse occuper le premier rang; parmi tous les noms que je viens de citer, il n'en est peut-être pas un seul qui ne doive durer plus longtemps que le sien, et je m'assure qu'on lira encore *la Noble Fiancée*, de M. Koenig, et *le Congrès de Vérone*, de M. Mosen, quand *Ilda Schœnholm* et *Sigismond Forster* seront tombés dans l'oubli. Hélas! c'est pour cela précisément que je m'adresse d'abord à Mme la comtesse Hahn-Hahn. On la lit encore en ce moment; elle a eu un succès de boudoir qu'on ne peut lui contester; son esprit, ses grâces un peu cherchées, son mélange de dédain aristocratique et de *hardiesse* sociale, lui ont valu une certaine vogue, passagère, je le sais, mais assez vive, qu'il importe d'étudier en temps opportun. Hâtons-nous! et ne sommes-nous pas un peu en retard? Les voyages que Mme la comtesse Hahn-Hahn a fait imprimer en si grand nombre depuis ses derniers romans ont beaucoup nui déjà à la célébrité de son nom. Encore une excursion sur le Nil, et la belle *Ilda Schoenholm* est perdue. Voilà pourquoi je me hâte d'aller entendre Mme la comtesse Hahn-Hahn dans ces brillants salons de Dresde ou de Berlin, dans ces châteaux du Rheingau, dans ces longues allées des parcs magnifiques où sa fantaisie se joue en des conversations sans fin; après cela, mon portrait achevé, que l'aventureuse comtesse reparte pour Beyrouth et Alexandrie! Aussi bien, Mme Hahn-Hahn vient de donner, il y a quelques mois, une complète édition de ses romans, et quoique dans sa préface elle traite tous ses juges avec un charmant dédain de grande dame, ce n'en est pas moins un appel très-direct à la critique; de toute manière, l'instant est bien venu de l'apprécier et de marquer sa place.

Il parut à Leipzig, en 1835, un recueil de vers qui portait ce simple titre : *Poésies, par madame la comtesse Ida Hahn-Hahn.* Le nom de l'auteur n'était en-

core connu de personne, et son volume se produisait, dans une compagnie fort mêlée, au milieu de ces recueils sans nombre qui chaque année viennent chercher aventure à la foire de Leipzig. Être distingué dans cette foule, lorsqu'on porte un nom tout nouveau, c'est un bonheur difficile et rare. Les vers de Mme Hahn-Hahn n'étaient point marqués de ces vives beautés qui révèlent un poëte et consacrent, dès le premier jour, une réputation. Cependant il y avait dans tout ce volume un accent de mélancolie profonde; on eût dit la plainte d'une douleur toute récente, le cri d'une blessure qui saignait encore. L'ouvrage portait cette dédicace: *A toi!* et l'auteur avait emprunté à Pétrarque une mystérieuse épigraphe:

Non ti conosce il mondo, mentre t'ha.

Cette même dédicace, ce même appel à un nom qu'il n'osait écrire, l'auteur le reproduisait l'année suivante dans un recueil nouveau tout rempli d'une tristesse semblable, plus vive toutefois, plus impatiente et plus avide de repos. Là, c'étaient surtout des chants de voyage. Le poëte, fuyant des souvenirs inquiets, errait par le monde et allait cueillir dans les plaines de Souabe, sur les montagnes du Necker, les simples des prés et des bruyères qui devaient guérir sa plaie; ou bien il s'amusait à rassembler, chemin faisant, les traditions des vieux âges, et il reproduisait dans une série de ballades la lutte poétique des minnesingers au château de la Wartbourg. Les vers, je l'ai dit, étaient bien faibles : on sentait quelque chose de maladif dans ces stances monotones; mais cette faiblesse précisément, cette douleur uniforme, ce mystère, et, s'il faut le dire, le nom de l'auteur, le nom d'une femme du monde inscrit sur ces pages plaintives, tout cela devait peu à peu attirer l'attention et préparer un auditoire au romancier du lendemain. Hélas! n'était-ce pas une ruse, peut-être? Cette sincérité qu'on avait cru découvrir dans les plaintes sans art du poëte était-elle tout à fait sans mélange? ou du moins ne s'y est-il pas ajouté bientôt après quelque chose de factice et de contraint? C'est ce que vont nous apprendre les six romans écrits par Mme la comtesse Hahn-Hahn, et qui ont suivi à de courts intervalles la publication de ses élégies. Le premier livre de Mme Hahn-Hahn, *Ilda Schœnholm*, paraissait l'année suivante, en 1837.

Que les circonstances particulières de la vie de l'auteur aient influé sur ses compositions, que son roman personnel, s'il a existé, se soit traduit dans ses œuvres, c'est une question que je crois interdite à la critique. Il faut, pour soulever ces voiles, une main extrêmement légère, et s'il est toujours besoin de précautions infinies en de telles matières si délicates, combien plus de ménagements devra garder celui qui parle d'une œuvre écrite dans une langue étrangère et empruntée à un monde dont il n'a pas tous les secrets! La discrétion, certes, m'est ordonnée à plus d'un titre; mais les circonstances extérieures appartiennent au lecteur, au critique, et je puis chercher dans les influences du moment l'origine des idées de Mme Hahn-Hahn, l'explication du caractère singulier de ses livres. Quelques mots, quelques rapprochements suffiront. Or, au moment où l'auteur d'*Ilda Schœnholm* prit place dans les lettres allemandes, la *jeune Allemagne* venait de mener assez loin déjà ses folles équipées; d'un autre côté, les romans de Mme Sand pénétraient de plus en plus au delà du Rhin, et cette éloquence passionnée séduisait sans peine les neveux de Werther; Rahel de Warnhagen, morte depuis quelques années, était devenue pour les rêveurs enthousiastes l'objet d'un culte fervent, et c'était

l'instant où Bettina commençait de prophétiser. Eh bien! que ces excitations diverses viennent à rencontrer une âme douce et pourtant assez ardente, une âme blessée, souffrante, mais prompte toutefois à se guérir et à tirer parti de ses douleurs; que l'écrivain accepte souvent ces influences, que souvent il les combatte; surtout qu'il mêle à cela les souvenirs, les sympathies aristocratiques qui lui sont chères : il composera les romans que j'ai à juger ici, il donnera cette série de livres bizarres, d'un caractère mélangé, indécis, œuvres élégantes, maniérées trop souvent, d'un haut goût aristocratique, et où éclatent tout à coup, on ne sait pourquoi, les plus bizarres révoltes du drame moderne. Toutefois, ne disons rien de trop, et regardons de plus près pour mieux voir. Aussi bien, ce caractère ne se remarque pas encore dans *Ilda Schœnholm;* ici, c'est une plainte assez douce, assez gracieuse; il n'y a point de révolte; l'auteur a seulement voulu tracer un tableau mélancolique et montrer cette difficulté de la vie qui est l'éternel sujet des romanciers, la difficulté des engagements réciproques, des amours que la grâce et le bonheur couronnent.

Avant d'assister au drame et de le juger, tâchons de connaître les personnages que l'auteur a mis en scène. Il y en a trois qui attirent surtout l'attention, la comtesse Ilda, Polydore et Ondine.

La comtesse Ilda Schœnholm est veuve; elle est jeune encore et belle, malgré les atteintes de la douleur, malgré cette physionomie attristée que lui a donnée l'habitude d'une réflexion profonde; son âme est pleine de trésors précieux, de *génialité*, disent les Allemands. Mariée, presque enfant encore, au comte de Schœnholm, elle ne l'a point aimé, mais elle a toujours été soumise et douce. Le comte était un homme grossier, une âme vulgaire; courbée sous cette autorité implacable, l'épouse humble, mais forte, supportait en silence cette vie froide et sans soleil. Un an avant la mort du comte, un jeune lord qu'il avait rencontré dans ses voyages, lord Henry Killarney, arriva tout à coup au château de Schœnholm. Lord Henry avait cette beauté pâle, cette distinction mélancolique qui plaît tant aux romanciers; c'est l'amant obligé de la comtesse Ilda. Que lord Henry et la comtesse Ilda s'aimassent, ce n'était un sujet de doute pour personne. Cependant, un matin, tout à coup, lord Henry part, sous le premier prétexte, et retourne en Angleterre. Il était parti sur un signe d'Ilda, dès que cet amour, silencieux d'abord, avait pu inquiéter la noble jeune femme. Hélas! elle fut mal récompensée du sacrifice qu'elle avait fait à son devoir; quelques mois après la mort du comte, au moment où elle allait partir pour retrouver lord Henry en Angleterre, elle apprend tout à coup que lord Henry a cessé de vivre. Alors elle s'enferme dans la solitude comme dans un cloître, elle cherche dans une profonde retraite un aliment à ces saines douleurs qu'il faut accepter pour fortifier la vie; elle ne veut pas que le monde puisse éloigner, par ses vulgaires distractions, les amères pensées dont elle aime à se nourrir. Pourtant, lorsqu'elle sortit de sa retraite, lorsqu'elle reparut dans le monde, n'oublia-t-elle pas un peu vite cette douleur sincère? Ne chercha-t-elle pas à en tirer parti pour sa vanité? Je n'aime pas que la comtesse Ilda devienne une femme de lettres, un écrivain distingué, un poëte, un romancier à la mode. Malheureusement c'est là le caractère, c'est là le défaut prétentieux de toutes les héroïnes de Mme Hahn-Hahn; nous le verrons mieux tout à l'heure. La voilà donc qui écrit des vers, des romans, et qui remplit l'Allemagne de son nom. C'est ainsi que nous apparaît la comtesse Ilda Schœnholm, au moment où s'ouvre le récit de l'auteur.

Après Ilda Schœnholm, à côté d'elle, un des caractères les mieux tracés est celui de Polydore.

Polydore est artiste. La chaste muse de la sculpture lui a révélé ses pures beautés ; elle lui a remis ce ciseau inspiré qui doit arracher au marbre les contours sacrés, les statues immortelles qu'il cache dans ses flancs. Il est passionné pour le beau ; c'est une âme noble et ardente. Polydore est né dans le Tyrol, dans la petite ville de Botzen ; son père est un pauvre vigneron de la montagne. Tout enfant, au milieu des travaux de la terre, son imagination se développait en silence ; il dessinait avec un instinct merveilleux, et plus d'une fois les jeunes filles de Botzen posèrent devant le jeune vigneron. Un jour, après certaine aventure naïve, l'enfant n'ose plus rester au village ; il part et se dirige vers l'Italie. Il a entendu parler de Rome et de Florence ; il veut aller à Florence et à Rome. Comment il y arrive, c'est là une longue histoire ; point d'argent, point de protection, mais qu'importe ? La jeunesse est si prompte, si confiante, et l'amour de l'art entraîne si vaillamment les cœurs qu'il possède ! Qui donc voudrait rien refuser à ce pauvre voyageur, si candide sous ses cheveux blonds ? Le fermier toscan l'accueillera sous son toit, le pâtre de la campagne romaine partagera avec lui son morceau de pain. Un jour, à Vérone, une noble dame, frappée de son costume tyrolien, lui adresse la parole en allemand, tandis qu'il copie quelque tombeau dans une église. C'est la comtesse Ilda Schœnholm. Elle lui fait conter son histoire, elle l'encourage, lui donne son nom, et compte bien le retrouver à Rome. Une heure après, l'enfant avait oublié le nom de sa belle protectrice, et il se mettait gaiement en route, sans grand souci du lendemain ; mais le lendemain arrive, et la faim, et la misère. C'était un artiste étourdi qui était parti de Botzen ; ce fut un pauvre mendiant qui arriva bientôt à Rome. Et que serait-il arrivé de lui, si la comtesse Ilda ne l'eût rencontré par hasard ? Or, la comtesse devient comme la mère du jeune montagnard ; elle lui fait donner cette première éducation qui lui manque, elle cultive précieusement cette jeune intelligence si bien douée, et, quelques années après, Polydore était l'élève le plus distingué de Thorwaldsen.

Il nous reste à signaler le troisième personnage, qui partage avec Ilda et Polydore l'attention du lecteur.

Ondine a été mariée au cousin d'Ilda Schœnholm, au comte Ascanio. Ondine est faible ; elle a besoin d'un appui, d'un amour attentif et vigilant. Il ne faudrait qu'un oubli d'une heure pour que cette nature fragile, tombant à terre, se brisât. Son mari est jeune, beau, noble comme elle ; persuadé que sa femme est digne de lui, et bien sûr aussi d'aimer sa jeune femme avec passion, il se repose avec sérénité dans la conscience de son bonheur ; mais cette loyauté si calme, si confiante, ne suffit pas à Ondine : elle a besoin, cette âme timide, de sentir plus vivement, à chaque heure, l'amour dévoué qui la soutient et en qui elle doit vivre. Si un autre homme se présente dans ces moments perfides où languit son cœur, elle cédera sans résistance. Elle a cédé ; dans une des résidences du nord de l'Allemagne, tandis que le comte Ascanio est enlevé à son intérieur par les travaux de chancellerie, par les préoccupations diplomatiques, un noble exilé polonais, le prince Casimir, a été admis auprès d'Ondine. On comprend qu'il doive aisément surprendre ce cœur désarmé. Hélas ! la jeune femme a vite oublié l'amour si dévoué du comte ; elle a écouté la voix de sa faiblesse irritée et avide ; elle appartient au prince Casimir. Que va-t-il arriver ? Comment finira le drame ? Faut-il que le sang du séducteur lave la honte du mari outragé ? Mais il y a trop de mépris dans le

cœur d'Ascanio pour la femme qui a déshonoré son nom; il la rejette loin de lui avec le calme impassible du juge, et Ondine vient de partir pour l'Italie, où le prince Casimir doit bientôt la rejoindre. Brisé cependant par une si terrible secousse, le comte Ascanio est mort quelque temps après.

Telle est, au début de cette histoire, la situation des trois personnages principaux, Ilda, Polydore, Ondine. Voyez-vous cette chaise de poste qui monte gaiement les Alpes? Elle emporte Ilda et Polydore, la belle jeune femme inspirée, et, à côté d'elle, cet enfant aimable et enthousiaste, le jeune artiste qu'elle protége avec la douce supériorité d'une mère. Tandis qu'ils causent de poésie et d'art, tandis qu'ils recueillent leurs souvenirs de Pise, de Florence, de Rome, et qu'ils saluent à l'horizon les nobles remparts de la patrie, les sommets des Alpes tyroliennes, une voiture passe rapidement auprès d'eux, suivant la route d'Italie. Chose singulière! Ilda Schœnholm a cru reconnaître les armes du comte Ascanio. L'instant d'après, elle n'y songe plus. C'était Ondine qui allait attendre le prince Casimir aux bords du lac de Côme. Ainsi ils s'en vont tous trois, suivant chacun leur rêve, ceux-ci se promettant une vie nouvelle dans la patrie tant désirée, celle-là tout enivrée de l'amour à qui elle a sacrifié son honneur et son nom; mais tous les trois, hélas! sur cette même route, dans un petit village du Tyrol, ils se retrouveront, à la fin de cette histoire, aussi désespérés qu'ils sont aujourd'hui joyeux et entraînés par les chimères.

Je ne veux pas raconter tout au long le roman de Mme Hahn-Hahn, mais seulement en indiquer le caractère, en signaler, si je puis, le sens et les conclusions. Si nous suivions la comtesse Ilda dans son château, dans sa résidence de Ruhenthal, nous la verrions entourée et fêtée. Parmi les amants que ravissent sa beauté et son génie, il y en a un surtout, Otto, dont l'âme ardente et sérieuse doit faire accepter son amour. Ilda croit que sa vie enfin va commencer; ces affections profondes qui lui ont été interdites, elle va y renouveler son cœur et sa pensée; mais le soir même où elle a laissé échapper son secret, où son amant enivré a couvert de baisers le front et les cheveux de celle qui sera la compagne de sa vie, ce soir-là même, Ilda reçoit une lettre d'Otto. Il lui disait : « Je t'ai vue ce soir pour la dernière fois; il faut nous quitter, je ne te reverrai plus. Adieu, je t'aime. » Bizarres incertitudes, craintes vagues, subtilités de la faiblesse! Otto redoute l'avenir; il ne se sent pas assez de puissance pour remplir toujours cette âme qui se donne à lui; il tremble par avance devant la supériorité d'Ilda Schœnholm. Au lieu d'affronter résolument le danger, comme Adolphe auprès d'Ellénore, il s'exagère le péril, il ne veut point affaiblir les impressions brûlantes d'un instant de bonheur, il frémit à la pensée des amours qui se dénouent, des affections qui vieillissent; il met la main sur son cœur, et fuit en emportant son trésor.

Tandis que l'amour de la comtesse Ilda pour Otto se développait peu à peu, jusqu'au moment de cette brusque rupture, Polydore était à Vienne, où une femme belle, coquette, la comtesse Régine, s'était emparée de son âme. Polydore se croyait aimé d'elle; mais malgré son aveuglement obstiné, malgré sa naïve inexpérience, le jour vint cependant où il vit trop bien que la comtesse Régine jouait gracieusement avec ses souffrances. Il quitte Vienne et accourt à Ruhenthal, pour demander à Ilda Schœnholm ses avis et ses consolations. Comment il trouva sa noble amie, nous l'avons dit; c'était le lendemain du jour où le départ d'Otto avait détruit ses espérances et ajourné éternellement son rêve. Ce n'est pas tout; une autre lettre était arrivée des bords du lac de Côme. Le prince Casimir n'avait pas rejoint

Ondine, il venait de se marier en Angleterre, et la jeune femme était devenue folle. La comtesse Ilda se met en route aussitôt pour aller secourir Ondine, et Polydore l'accompagne. Mais les serviteurs dévoués de la pauvre folle n'avaient pu souffrir ce long retard, et Ondine arrive déjà au-devant de sa cousine. Les voyageurs vont se rencontrer sur la route, au milieu des montagnes du Tyrol. Entrez dans cette petite auberge; c'est là qu'ils sont tous réunis, et ce tableau terminera le roman avec une grâce plaintive. Un des compagnons de voyage d'Ilda Schœnholm écrivait un soir à la mère de la comtesse Ilda : « Nous partons demain avec la pauvre folle pour le lac de Côme, où votre fille habitera la même villa qu'elle habitait déjà l'été dernier. Polydore n'y restera pas longtemps; il ira à Rome et y reprendra ses travaux. Ilda ne désire plus que le silence et la solitude. Ah! chère comtesse, le monde est plein d'ennui, de froideur, et parfois d'événements terribles. Les existences les plus douces y sont détruites. Voilà la malheureuse Ondine brisée à jamais; Ilda s'enfuit dans la retraite, et cependant la terre est si belle! »

Ces paroles, que je lis à la dernière page, sont-elles la pensée même du roman? est-ce le regret, est-ce une plainte mélancolique et douce qui a inspiré l'écrivain? Je le crois volontiers, et c'est là, si je ne me trompe, le charme de ce livre. Sans doute, la critique doit y signaler bien des faiblesses; *Ilda Schœnholm* n'est pas un roman; ce n'est guère autre chose qu'une esquisse. Malgré cette rencontre des principaux personnages au premier et au dernier chapitre, malgré ces deux événements qui semblent enfermer le tableau dans des lignes précises, par des contours bien arrêtés, l'absence d'art et de composition est trop visible dans le récit. Les caractères ne sont pas tracés d'une main sûre. Pendant le séjour d'Ilda au château de Ruhenthal, l'apprêt des conversations brillantes nous gâte beaucoup cette belle et noble femme, si soumise tout à l'heure et si chastement passionnée. Au lieu d'une âme élevée et sereine que nous aimions, il nous faut suivre dans ses fantaisies suspectes un bel esprit prétentieux. La comtesse Ilda, au château de Ruhenthal, n'est plus celle qui était si résignée sous l'autorité impérieuse du comte, celle qui surveillait avec grâce l'éducation de Polydore, celle qui remplira Otto d'un amour si profond, et qui tout à l'heure, s'oubliant elle-même, volera si vite auprès de la malheureuse Ondine. Je ne comprends pas non plus que l'auteur, après avoir raconté la faiblesse d'Otto, prétende nous montrer dans sa rupture éclatante avec Ilda un témoignage de force; je ne puis m'expliquer cette phrase singulière : « Et qu'est devenu Otto? Otto continue son chemin, calme et fort, au milieu des hommes; celui qui peut se gouverner lui-même est né pour gouverner le monde. » Il s'est fait là encore une substitution dans les personnages, et nul ne reconnaîtra dans ce jeune homme si fièrement désigné pour des destinées glorieuses, l'ardent, mais timide rêveur qui a eu peur de son amour et s'est réfugié dans l'égoïsme. Voilà bien des défauts, assurément : une composition faible, des caractères indécis, sans parler du style et de ses prétentions. Eh bien! malgré tant d'objections sérieuses, il y a dans *Ilda Schœnholm* une tristesse aimable, une grâce douloureuse qui rachète les fautes de l'artiste. Cette fin même, qui ne conclut pas, semble une négligence savante, et l'on dirait que de cette histoire inachevée il s'exhale comme un soupir harmonieux.

Les tendances secrètes de l'auteur, que voilait cette indécise mélancolie, vont éclater bientôt dans le second ouvrage qu'elle publiera, dans le plus célèbre de ses romans; je parle de *la Comtesse Faustine*. La comtesse Faustine, c'est encore Ilda Schœnholm. C'est le même cœur ardent, ouvert aux impressions enflammées; c'est

aussi le même enthousiasme pour les arts, le même génie avec une ravissante beauté. Seulement, nous ne retrouvons pas ici la douce Ilda résignée, patiente; non, elle s'est révoltée contre la douleur. Lasse du sacrifice, elle en est venue à prêcher l'égoïsme et à le pratiquer sans scrupule. L'égoïsme, voilà son armure pour traverser la vie, et défendre son âme trop souvent blessée. Comme elle porte avec grâce cette cuirasse maudite! quelle légèreté! quelle insouciance aimable! à la voir sourire, vous croiriez qu'elle joue, la charmante jeune femme! Prenez garde, ce n'est point un jeu. Quand la passion l'exigera, elle sera implacable, elle frappera de mort ceux qui l'aiment.

On ne peut nier qu'il n'y ait beaucoup d'aisance et d'éclat dans toute la première partie de *la Comtesse Faustine*. Nous sommes à Dresde. Voyez-vous à la promenade, au théâtre, dans les salons, voyez-vous cette jeune femme un peu pâle, un peu sérieuse par moments, mais si belle, si spirituelle, si brillante? C'est la comtesse Faustine Obernau. Il est impossible d'avoir plus de grâce dans l'esprit, plus de promptitude dans la pensée, plus de charme dans la parole. Sa conversation est étincelante, et sa fantaisie, toujours prête, sème en se jouant mille trésors autour d'elle. On sent bien, à de certains instants, que cette âme est profonde et résolue; mais comme elle sait cacher cela sous un enjouement adorable! Il n'y a qu'un œil exercé qui puisse surprendre çà et là ces signes d'un caractère viril. Le plus souvent, au contraire, elle s'abandonne à tout le laisser-aller de sa gracieuse nature, elle sourit au monde, elle est heureuse! Mais quel est ce jeune homme qui l'accompagne sans cesse? Ce n'est point son mari, Faustine est veuve; c'est son amant, le comte Anastase Andlau. Or, le monde, cette fois, a oublié ses scrupules et ses répugnances. Le comte Andlau est si noble, si loyal! il y a dans son attachement pour Faustine quelque chose de si calme et de si confiant. Cette délicate situation est habilement décrite par l'auteur; à voir Faustine si heureuse, si tranquille dans son enjouement, rien ne semble plus régulier que l'engagement de Faustine et du comte. Nul ne songe à faire une question indiscrète et moqueuse.

La sérénité parfaite de la comtesse Obernau n'est pas seulement exprimée dans son bonheur de tous les jours, dans ses relations avec Anastase; l'auteur amène ici un plaisant épisode qui va compléter le portrait de son héroïne. Il la conduit chez sa sœur, mariée à un gentilhomme campagnard, Maximilien de Wallsdorf, et la peinture de cet intérieur servira encore à mettre en lumière la gaieté de Faustine et sa liberté insouciante. La rusticité ambitieuse du hobereau, les qualités bourgeoises de sa femme, le contraste entre la finesse poétique de la comtesse et la vulgaire existence de la maison de Wallsdorf, l'aisance aimable qu'elle y apporte, puis les prétentions chevaleresques du jeune frère de Maximilien, l'amour enthousiaste de cet honnête rustre pour la poétique Faustine, la bienveillante ironie de la jeune femme, qui ne réussit pas à décourager cet adorateur imprévu; tout cela compose un joli tableau de genre où se joue avec grâce une malice inoffensive.

De Wallsdorf, l'auteur nous ramène à Dresde, et bientôt nous suivons Faustine et Anastase dans leurs excursions printanières vers les contrées du Rhin. Le roman, à vrai dire, n'avance guère; c'est toujours un peu la même situation, que l'auteur prolonge à dessein pour que le drame des derniers chapitres, plus étrange, plus inattendu, éclate comme la foudre. Un jour, pourtant, le comte Andlau est obligé de quitter Faustine pour aller régler en Alsace des affaires de famille. Au milieu des reproches affectueux, des plaintes, des recommandations de Faustine,

l'auteur écrit une page qui termine assez bien cette longue histoire d'amour. On y sent, sous l'amour ardent de la jeune femme, l'orgueil, l'impatience de son âme. C'est là ce qui la perdra. Elle est passionnée, mais on voit bien qu'elle est incapable de dévouement. Comment ces alarmants symptômes échappent-ils au comte Andlau? C'est qu'il est trop loyal pour se défier jamais. Mais il a tort de s'endormir dans cette confiance imprudente; une secousse terrible le réveillera. Pendant son absence, le comte Mario Mengen s'emparera de cette âme égoïste. Ce généreux Andlau, si grand, si noble, il est renié par Faustine dès qu'une nouvelle affection s'offre à elle. Le comte Andlau en mourra, Faustine le sait, elle le dit au comte Mario, elle se le dit à elle-même, elle a toute conscience de sa cruauté, et cependant rien ne l'arrête. Suivre tous les entraînements de la passion, c'est la loi suprême pour ce cœur frivole et fier. Faustine épouse le comte Mario; mais le comte Mario sera puni, il sera abandonné un jour comme l'a été le comte Anastase. Quand l'amour de Faustine s'affaiblira, elle ira chercher un autre amour, un amour saint, religieux, je l'accorde, mais enfin c'est toujours son incurable égoïsme qui la pousse, elle entrera dans un couvent. Un jour, dans un voyage d'Italie, à Pise, comme elle est sur le point d'être admise dans une abbaye de carmélites, elle rencontre dans la cathédrale un voyageur épuisé, mourant, que le soleil de Pise ne ranimera pas. Elle a reconnu le comte Anastase. Faustine veut le revoir une dernière fois et obtenir son pardon. Ce remords, il est vrai, ne dure guère; laissant derrière elle ce mort, tant aimé jadis, qui est venu l'accuser, oubliant sans pitié et son mari et son enfant, incapable de sacrifice, elle va chercher le repos dans la solitude et l'exaltation du cloître.

Certes, quand on raconte brièvement cette dernière partie du roman, la lâcheté de l'héroïne paraît dans sa nudité coupable; mais ce n'est pas là ce qu'a voulu l'auteur. Cette Faustine que je déteste, Mme la comtesse Hahn-Hahn l'admire. Faustine, c'est l'idéal préféré. Cette facilité à suivre sans résistance l'entraînement égoïste de son cœur, cette impuissance à se dévouer pour un devoir, cette morale fausse, perfide, qui excite à chaque instant l'aversion du lecteur, tout cela est vanté par le romancier et transformé en une vertu supérieure! L'avocat de Faustine veut absolument que nous aimions le vice de sa fille chérie; il veut que nous vénérions comme un noble cœur ce cœur mesquin et lâche. Faustine devient une sainte, et elle meurt au couvent de Pise, sans regret, sans remords, avec la sérénité d'une âme qui a bien vécu et qui a suivi courageusement les sévères prescriptions du devoir. Faustine, on le voit trop, est à la fois l'imitation et la contrepartie d'un roman célèbre de George Sand. L'auteur de *Jacques* avait montré avec une singulière éloquence le courage stoïque, le dévouement impossible d'une grande âme, qui s'élève jusqu'à une abnégation plus qu'humaine. Le héros de George Sand, c'est Jacques, ce n'est pas Fernande, ce n'est pas la femme faible pour qui Jacques s'est condamné à de sublimes douleurs. Sans doute, le romancier s'intéresse à cette douce Fernande, il la plaint, surtout il décrit son cœur, et fait naître une à une les occasions terribles qu'elle fournit à la vertu austère du héros; mais ce n'est pas Fernande qu'il faut admirer. Et puis, Fernande doit ignorer les desseins de Jacques, son héroïque renoncement; elle l'ignore, en effet, elle ne sait pas quel prix a coûté son bonheur; si elle le savait, cette pensée la couvrirait de confusion et empoisonnerait sa vie. Eh bien! la Faustine de Mme la comtesse Hahn-Hahn, c'est Fernande devenue impatiente, effrontée, Fernande qui sait le secret terrible du drame de Jacques et qui le conduit elle-même. Elle laisse mourir

Jacques, et ce sacrifice, elle l'accepte comme un bien qui lui est dû. Non-seulement elle l'accepte, mais elle l'impose, elle tue le comte Andlau, elle tue Mario, et fière, impassible, orgueilleuse, elle continue de vivre dans son égoïsme éternel, purifiée, sanctifiée par ce vice même qui la flétrit. Voilà quel est le paradoxe à la fois hautain et puéril du romancier allemand.

Ce roman de *Faustine* est pourtant l'œuvre la plus célèbre de Mme la comtesse Hahn-Hahn. Il en a été beaucoup parlé, et si les sympathies ont été vives, les sévères objections n'ont pas manqué. C'est peut-être à tout ce bruit qu'il faut attribuer l'affection de Mme Hahn-Hahn pour son héroïne. Dans la préface de la seconde édition, elle accepte comme des éloges les critiques trop légitimes qu'avait provoquées son œuvre. Elle déclare sans façon que Faustine, en effet, est une sublime égoïste, et que, si elle voulait peindre encore les nobles aspirations d'un cœur qui demande le repos, elle écrirait *Faustine* une seconde fois. Dans un roman publié quelques années après, dans *Ulric,* Mme la comtesse Hahn-Hahn se cite elle-même avec une complaisance un peu trop naïve; un des personnages du récit écrit à Ulric des nouvelles du comte Mario, et le nom de Faustine n'est prononcé qu'avec vénération. On voit que Mme Hahn-Hahn a pris son invention tout à fait au sérieux. Dans le même roman d'*Ulric,* l'héroïne du premier livre de Mme Hahn-Hahn, la douce et brillante Ilda Schœnholm, reparaît tout à coup dans un épisode. *Faustine* et *Ilda Schœnholm* sont donc très-certainement les œuvres favorites de Mme Hahn-Hahn, ses deux créations les plus chères ; cependant, on le voit aussi, Ilda Schœnholm n'occupe que la seconde place dans les prédilections de l'auteur, c'est Faustine qui est la figure choisie entre toutes, le rêve idolâtré. Pour moi, je préfère beaucoup Ilda Schœnholm à la comtesse Faustine. Malgré la grâce très-poétique des premières pages, malgré ce qu'il y a d'aimable dans le portrait de Faustine, avant les brusques événements qui assombrissent la seconde partie, j'aime beaucoup mieux les négligences, la mélancolie voilée d'*Ilda Schœnholm.* Mais l'indécision, l'absence de composition et de plan, excusables encore dans ce premier essai, allaient devenir le défaut continuel de Mme Hahn-Hahn, et c'est pour cela sans doute qu'elle s'attache à *Faustine,* comme à la plus ferme et à la plus résolue de ses œuvres.

Si l'auteur, en écrivant ces deux livres, a donné ce qu'il y avait de plus vigoureux au fond de sa pensée, on peut être inquiet, à bon droit, pour l'avenir de son talent. Dans les quatre romans qui ont suivi à de courts intervalles *Ilda Schœnholm* et *la Comtesse Faustine,* Mme la comtesse Hahn-Hahn n'a fait que reproduire, en les affaiblissant, les qualités déjà si fragiles de son imagination ; quant aux défauts, ils se sont accrus peu à peu et ont fini par tout envahir. Ce seront presque toujours, au lieu d'une conception originale, les longs détails d'une scène de salon, un interminable babillage, le soir, en buvant le thé, chez M. le duc ou Mme la baronne. Les caractères, déjà si faiblement peints dans ses premiers récits, pâlissent et s'éteignent ; vous voyez passer sur la muraille du salon, à la lueur vacillante des lampes, des silhouettes indécises. Je veux considérer de près le prétentieux pastel où l'auteur s'amuse à reproduire ces ombres fugitives; mais déjà la couleur s'efface, les lignes se mêlent, et je n'ai plus devant les yeux qu'une confusion bizarre dont le sens m'échappe. Moins l'auteur est sûr de sa pensée, plus il multiplie ses personnages. Il voudrait bien que le mouvement de son tableau pût dissimuler la faiblesse de son invention ; par malheur, c'est le contraire qui arrive : le salon est plein, le roman est vide.

Non, je l'avoue humblement, je n'ai pas eu le bonheur de découvrir, malgré une lecture attentive, le sens mystérieux du livre que Mme la comtesse Hahn-Hahn a intitulé *der Rechte,* le juste, le bon. Je ne pouvais croire, en vérité, que le romancier n'eût voulu nous donner autre chose qu'une série de tableaux, dans un récit dont le plan n'existe pas, et qu'on pourrait lire en commençant par la fin. Je voulais absolument trouver une pensée, une conclusion, mais ma clairvoyance n'a pas égalé ma bonne volonté, et je n'ai pas réussi à deviner l'énigme. Il n'y a guère qu'une seule figure assez nette dans la confuse histoire où j'ai essayé de voir clair, c'est celle de lady Desmont. Lady Desmont, c'est encore l'éternel personnage de Mme Hahn-Hahn; c'est Ilda Schœnholm, c'est Faustine, c'est l'unique héroïne de l'auteur, la jeune comtesse brillante, dédaigneuse, pleine de verve, d'éclat et de fantaisie. Presque tous les romans de Mme Hahn-Hahn se passent dans un salon ou sous les ombrages d'un parc, autour d'une table où l'on prend le thé. Les événements, en très-petit nombre, qui viennent interrompre ces soirées monotones et donner au tableau l'apparence d'une action, sont toujours racontés par le baron ou par la vicomtesse ; on ne peut pas quitter cette maudite table. Le roman commence à neuf heures pour finir à minuit, et il reprendra demain avec une régularité parfaite. Le roman et le thé continuent ainsi pendant plusieurs semaines ; quand l'auteur aura écrit deux volumes, il s'arrêtera ; cependant rien ne l'y oblige, et il faut lui en savoir gré. Or, dans ce salon, dont l'auteur nous donne la chronique, un personnage indispensable, c'est celui de la jeune femme capricieuse, fantasque, dont l'aventureuse parole soulève à chaque instant les questions les plus graves, l'amour, le mariage, la religion, et les résout cavalièrement. Je crains bien que Mme d'Arnim n'ait donné à Mme la comtesse Hahn-Hahn le modèle de ses héroïnes; je crains bien que les correspondances si vives, si enthousiastes, de l'ardente amie du poëte de Weimar, de la sœur de Clément de Brentano, de la veuve du mystique Arnim, n'aient tenté la plume beaucoup moins riche de Mme Hahn-Hahn. Sans doute Mme Hahn-Hahn ne donne pas à ses personnages l'entrain audacieux, les allures prophétiques de Bettina; elle est beaucoup moins *jeune Allemagne;* c'est l'esprit patricien qui l'anime. L'impétuosité démocratique qui a dicté ce livre fameux qui *appartient au roi* ne conviendrait guère aux ducs et aux duchesses que Mme Hahn-Hahn invite à ses réunions, dans les riches domaines d'Ilda Schœnholm. Il n'est même pas impossible que Mme Hahn-Hahn ait voulu tenter une contre-partie de Bettina, et donner à l'aristocratie ses brillantes sibylles, ses prophétesses inspirées. Pourtant, on ne peut le nier, en luttant avec Bettina, l'auteur de *la Comtesse Faustine* a été amenée à lui dérober ses formes lyriques, ses méditations philosophiques, amoureuses, sociales, toute sa fantasmagorie; mais ce qui est souvent plein de charme dans les correspondances de Bettina devient intolérable dans un récit. Et puis Mme d'Arnim n'a-t-elle pas pour elle le prestige des souvenirs? Goethe, Clément de Brentano, Achim Arnim, Caroline de Günderode, voilà certes de beaux noms. Que Mme d'Arnim arrange trop souvent et défigure ses personnages, qu'elle se substitue sans façon à ses héros, c'est là, je le sais bien, le défaut de ses livres; cependant ces noms glorieux la protégent, et l'attrait des souvenirs qu'elle évoque vient en aide à sa fantaisie. Les confidences de Goethe, si apprêtées qu'elles puissent être, nous attireront plus que les lettres de Polydore, et la comtesse Faustine vaudra-t-elle jamais cette noble et malheureuse Caroline de Günderode? Ce n'est pas tout : voici encore un inconvénient. Puisque Mme Hahn-Hahn imite Mme d'Arnim, ces héroïnes factices qu'elle met en scène

seront bien vite épuisées; l'épreuve, en se reproduisant, pâlira. Faustine n'était qu'un reflet; que sera-ce que le reflet de Faustine? l'ombre d'une ombre. Après la peinture assez vive encore d'Ilda et de Faustine, nous aurons leur sœur cadette, ou plutôt leur compagne vieillie, prétentieuse, ennuyeuse, Catherine Desmont.

Oui, Catherine Desmont est bien de la famille de Faustine. Elle a été mariée deux fois, en Allemagne d'abord, à M. de Meerheim, qu'elle a quitté au bout de quelques années, faute d'une sympathie suffisante, et puis en Angleterre, à lord Richard Desmont. C'est toujours, comme dans *la Comtesse Faustine*, la poursuite d'un idéal qui ne se rencontre guère. D'ailleurs, qu'il se rencontre ou non, peu importe ; tout se passe le plus commodément du monde dans le pays de Cocagne découvert par Mme Hahn-Hahn. On essaie une première union; l'essai ne réussit pas; qu'à cela ne tienne ! Pourquoi se désespérer ? pourquoi surtout discipliner son cœur et régler les mouvements inquiets de la passion? Il y a un remède tout simple; le mariage est rompu, et le lendemain on peut recommencer une nouvelle expérience. A coup sûr, Mme la comtesse Hahn-Hahn n'a jamais lu les lois de son pays, car je ne voudrais pas croire, au contraire, qu'elle les connaît trop bien, et qu'elle se réfugie dans une société imaginaire, pour échapper aux dures conditions de la vie. Il est arrivé à plus d'un poëte de prendre ses désirs pour la réalité, et de présenter comme un tableau de ce qui existe le programme des réformes qu'il a imaginées pour l'avenir. Quand Rabelais fondait dans le royaume d'Utopie sa plaisante abbaye de Thélème, c'était à la fois une vive satire et l'expression joyeuse de ses goûts pantagruéliques. Mme la comtesse Hahn-Hahn a fondé, je le crains, une abbaye de Thélème pour les nobles dames de l'aristocratie allemande. La règle est celle de frère Jean des Entomeures : *Fais ce que tu voudras*. A cette prescription rigoureuse, les héroïnes de Mme Hahn-Hahn demeureront toujours fidèles. Et non-seulement elle a tracé sur la porte l'inscription fameuse, mais elle a fini par se persuader que les choses, en effet, se passaient ainsi : c'est très-sérieusement que l'auteur nous raconte ces mœurs fabuleuses, ces mariages rompus sans obstacle, ces divorces qu'il est permis de conclure en un instant, d'un seul signe de tête, d'un seul mot, comme l'on refuse un dîner ou une partie de chasse, comme l'on prend congé ou comme l'on signe une lettre. Une formule toute simple, il n'en faut pas davantage. En vérité, c'est trop de candeur. Sans doute, il est permis au poëte, si poëte il y a, de nous transporter comme Jean-Paul dans un monde à demi fantastique; mais Jean-Paul est-il dupe de son imagination, et le rêveur enthousiaste écrirait-il sur la première page de ses livres ces mots prosaïques qui le condamneraient, *aus der Gesellschaft*, — tableau de la société? L'incroyable insouciance des héroïnes de Mme Hahn-Hahn serait tout au plus possible dans les îles de l'Océanie. Mais revenons à lady Desmont.

Il y a trois personnages dans ce roman ; je dis trois personnages un peu plus sérieux que les autres, au milieu de la foule qui encombre les salons de la comtesse : Catherine, son cousin Gaston de Lasperg, et un ami de Gaston, le comte Julius Ohlen. Sera ce Gaston qui épousera Catherine Desmont? sera-ce le comte Ohlen? Tel est à peu près tout le roman. Gaston est bien sombre, bien mystérieux, et à ce titre il pourrait charmer sans doute la poétique Catherine, qui veut faire bravement sa troisième expérience ; mais si Gaston est sombre, ce n'est point à cause de la supériorité dédaigneuse de sa pensée, comme cela arrive chez les héros au front pâle et aux tempes dégarnies : non, c'est que Gaston est laid, qu'il a toujours été froissé depuis son enfance, et que ces mesquins et tristes souvenirs lui ont laissé

dans l'esprit une timidité ridicule, dans le cœur une irrésolution inguérissable. Gaston n'épousera pas Catherine. Ce sera donc le comte Ohlen ? Mais il est impossible d'être plus égoïste et plus léger ; ce n'est point là un héros comme il convient. Or, tout à coup il se trouve que le comte Ohlen, sous sa légèreté apparente, cache le cœur le plus passionné ; cette découverte nous enchante, et nous nous empressons d'unir le comte Ohlen et Catherine Desmont. Je crois seulement que l'auteur oublie de les marier ; Catherine est la maîtresse du comte Ohlen ! C'était bien la peine de découvrir un pays privilégié, où le divorce est d'une pratique si facile ! Dans ce pays d'Utopie, la bravade de Catherine est moins excusable que jamais. Après cela, si le lecteur m'arrête et me demande quel est l'intérêt, quel est le sens de cette insignifiante histoire, si c'est bien là une œuvre littéraire, où est le plan, où est l'invention, je serai bien forcé de répondre que je l'ignore. Quant au fruit de cette lecture, hélas ! le voici : c'est une fâcheuse découverte, la découverte d'un vice littéraire qui semblait impossible en Allemagne, et que nos voisins semblent très-fiers de nous avoir dérobé. Se faire lire sans une seule idée, et seulement à cause d'une certaine facilité vulgaire, il y a bien des plumes en France qui savent ce triste secret, et c'est le plus inquiétant symptôme de cet *âge de papier* dont Charles Nodier nous menaçait. L'Allemagne y arrive à son tour ; il est donc bien vrai que l'âge de papier a commencé !

Le roman qui suivit de près les trois livres que je viens d'examiner, *Ulric*, a excité une attention assez vive. On a cru y voir une tentative nouvelle de l'auteur. N'êtes-vous pas bien las en effet de cette héroïne inévitable, de cette jeune femme, poëte ou peintre, que Mme la comtesse Hahn-Hahn imagine si brillante, si fêtée, si supérieure à ce qui l'approche et surtout à son lecteur ? Cette fois elle a disparu. Rassurons-nous ; voici de nouveaux visages. Nous rencontrerons bien Ilda Schœnholm, mais ce sera dans un épisode. Le héros du livre de Mme Hahn-Hahn, ce n'est plus, Dieu merci, cette prétentieuse comtesse dont le portrait sans cesse reproduit allait s'effaçant sur son pastel ; c'est un gentilhomme, c'est Ulric, M. le comte Ulric Erbert.

Ulric est une âme passionnée. Il est facile de lire sur son front, déjà sillonné de rides, qu'il a été éprouvé par de sérieuses douleurs. Malgré la distinction parfaite de sa personne, on sent, à son approche, les traces de l'orage qui a passé sur lui. C'est ainsi qu'il apparaît à sa cousine, à la jeune comtesse Unica Erbert, quand il vient l'épouser. Unica est une gracieuse enfant, douce, aimable, et le comte Ulric espère trouver auprès d'elle ce calme après lequel il aspire. Son âme, qui s'est dévouée si ardemment, se reposera dans un attachement plus tranquille, dans un bonheur égal et sans secousses. Devenu incapable d'aimer comme il a aimé jadis, il consacrera à une affection fraternelle les forces épuisées de son cœur. Mais voyez l'imprudence du comte Ulric ! Suivez-le sous les grands arbres du parc, quand il se promène tout seul avec la fraîche jeune fille qui sera demain sa femme, et écoutez comme il lui expose naïvement la douloureuse situation de son âme : « Je ne t'aimerai pas, ô ma fiancée ! Comment pourrais-je t'aimer ? mon cœur a trop souffert, etc..... » Voilà, certes, une idée plaisante. Pour un gentilhomme qui sait si bien le monde et qu'une cruelle expérience a tant instruit, c'est là une gaucherie un peu trop germanique. « Il m'aimera, répond tout bas Unica, il faudra bien qu'il m'aime ; » et voilà la fierté de la jeune fille qui se révolte. Puis la vanité s'en mêle. Unica était d'abord résolue à ne pas épouser le comte Ulric ; elle le trouvait trop ténébreux, trop mélancolique, et, s'il faut le dire, trop laid. Elle

avait déjà refusé très-nettement de souscrire aux vœux de son père; mais dès qu'elle sait que le comte Ulric ne peut l'aimer, la voilà décidée à accepter sa main. C'est une lutte qui s'engage. Unica veut être aimée follement, ardemment, comme ces mystérieuses rivales qui lui ont dérobé d'avance le cœur de son mari.

Le mariage est célébré; Unica a épousé Ulric. Le soir même, quand le comte Ulric entre dans la chambre de sa femme, il la trouve tout habillée et comme prête à sortir. « Qu'est-ce que cela? Que voulez-vous ?... — Je veux que vous me laissiez seule, » dit la jeune femme. Elle a juré que son mari viendrait un jour, en suppliant, frapper à cette porte qui lui est interdite; ce n'est que l'amant passionné qui entrera chez elle. « Oui, je sortirai, dit Ulric; mais souvenez-vous-en, madame, si je passe aujourd'hui le seuil de cette chambre, je n'y rentrerai jamais. Vous êtes veuve dès ce soir. » La lutte, comme on le voit, s'ouvre avec vivacité, et les périlleux détails que ne redoute pas Mme Hahn-Hahn donnent à ce début une hardiesse cavalière qui marque nettement, il faut l'avouer, les situations du livre. Par malheur, cette netteté ne dure guère, et surtout le sujet perd bientôt l'intérêt élevé qu'il eût pu conserver entre des mains plus habiles. Qu'une jeune fille s'indigne en apprenant que son ami l'épouse pour calmer son âme épuisée par d'orageuses passions, qu'elle refuse de s'abandonner vulgairement, qu'elle exige un amour dévoué de l'homme qui a osé lui faire des confessions si étranges, c'est là, je l'accorde, une situation dramatique et qui peut offrir au romancier une féconde étude; mais on voit trop, dès le début, qu'il y a plus de vanité puérile que de dignité sérieuse dans la révolte de la jeune femme. A qui pourrai-je m'intéresser? à Ulric, dont l'orgueil ou l'inexpérience (je n'en sais rien encore) est venu troubler le repos de sa fiancée par la nudité de ses aveux? à Unica, qui cède puérilement à un caprice, quand ce caprice eût dû être le noble mouvement d'un cœur fier? J'ai bien peur que le développement d'une action ainsi engagée n'amène autre chose que des caquetages indignes de l'art et de la poésie.

Quel est cependant ce mystérieux et terrible amour qui a dévasté l'âme d'Ulric? Il le dira lui-même à sa jeune femme, car Ulric et Unica continuent de vivre, aux yeux du monde, comme si rien n'avait rompu leurs liens, et nul ne soupçonne la bizarre situation des deux époux. D'ailleurs, Unica aime Ulric avec passion; elle poursuit résolument son dessein; elle croit, elle espère; elle attend l'heure où Ulric lui dira qu'il l'aime. Aussi, voyez comme elle l'entoure de mille prévenances! et quelles angoisses à chaque instant! quelle promptitude à découvrir dans un signe, dans un mot, l'état de son âme! Hélas! Ulric ne remarque rien, et un jour il raconte à Unica l'histoire de cette ardente passion qui l'a dévoré. La femme qu'il a aimée s'appelle Mélusine. Il l'avait rencontrée en Italie, et, à sa tristesse, au caractère pur et sinistre de sa beauté, elle lui est apparue comme une de ces figures sublimes marquées par le destin. Mélusine a résisté longtemps à l'amour d'Ulric; elle l'a écarté avec sollicitude, avec effroi, comme on détourne un aveugle d'un chemin qui conduit à un abîme. Vains efforts! elle a fini par céder elle-même, elle a aimé Ulric. Quels enchantements d'abord! quel ineffable bonheur! Ce bonheur a duré plusieurs années : un enfant était venu resserrer ces liens qui semblaient éternels; mais le réveil fut terrible. Après une séparation de quelques mois, Ulric retrouve Mélusine à Berlin, et il apprend que Mélusine, cette femme si noble à qui il a élevé dans son cœur un autel sans tache, est depuis plusieurs années la maîtresse du prince D***. Celle qu'il a aimée si saintement était une femme abandonnée. En vain avait-elle repoussé l'amour impétueux du jeune homme, en vain

lui avait-elle dit : Fuyez-moi! Il s'était attaché à elle, et maintenant qu'il la retrouve avilie, il ne se souvient plus de l'effroi et des résistances de Mélusine; il ne se rappelle que l'amour qu'il lui a donné. cet amour si confiant placé sur une tête indigne. Ce qui se passe dans son âme à cette terrible épreuve, on le devine sans peine, et c'est ainsi qu'il est venu, blessé à mort, chercher le calme, mais non le bonheur, dans une affection paisible La blessure qu'il a reçue ne peut se guérir; la confiance est morte dans ce cœur désespéré.

Faut-il raconter, même brièvement, la longue suite des aventures d'Ulric, et son amour si ardent pour la femme d'un de ses amis, Marguerite de Thierstein, qui se trouve être la sœur de Mélusine? Ce serait introduire le lecteur dans un dédale de menus événements qui l'intéresseraient bien peu. Le séjour d'Ulric et d'Unica au château de Thierstein n'est guère autre chose qu'un journal vulgaire où les moindres détails de la vie quotidienne sont enregistrés avec la minutieuse exactitude d'un livre de dépenses. Le drame n'éclate qu'après le départ d'Ulric. Mme de Thierstein, espionnée par sa belle-mère, est brutalement chassée du château, tandis qu'Ulric va promener en Suède sa fastueuse mélancolie. C'est là qu'il rencontre Ilda Schœnholm, et aussitôt commence un duo de dilettantisme avec des variations interminables sur les motifs favoris de Mme la comtesse Hahn-Hahn. Une lettre d'Allemagne interrompt ce concert (un peu trop tard seulement pour le lecteur), et Ulric, rompant tous les liens qui l'attachaient à Unica, va trouver Marguerite à Lausanne, où elle s'est réfugiée. Quand il arrive, Marguerite n'est pas seule; sa sœur Mélusine est à ses côtés, et c'est elle, c'est cette Mélusine, si poétique et si maudite, qui unit Marguerite à Ulric. C'est ainsi que finit cette ennuyeuse histoire; une action assez vivement engagée, puis des puérilités sans fin, des bavardages indignes d'une plume sérieuse, voilà ce qui a suffi à Mme Hahn-Hahn pour mener à terme ses deux volumes.

J'abandonne bien vite *Ulric* pour *Sigismond Forster;* mais *Sigismond Forster* n'est qu'une nouvelle, et faut-il absolument que là où Mme Hahn-Hahn renonce à ses prétentions brillantes, elle s'abaisse tout aussitôt à une faiblesse sans égale? Il y a çà et là quelques situations gracieuses dans *Sigismond Forster;* les premiers chapitres sont pleins de fraîcheur; les étudiants de Bonn y sont spirituellement mis en scène, et les deux figures de Sigismond et de Tosca composent un groupe aimable qui se cache en rougissant derrière les camélias de la fenêtre. Malheureusement ce souffle poétique a bientôt passé, et tout ce qui suit n'est plus qu'une aventure banale, froidement conçue, froidement racontée, et que l'on pardonnerait à peine à une imagination qui s'essaie. L'extrême simplicité qu'a recherchée ici Mme Hahn-Hahn est dangereuse pour les plumes inhabiles; elle n'est permise qu'aux maîtres.

Ce n'est certes pas la simplicité qui distingue le roman de *Cécil. Cécil* est une longue histoire, très-embarrassée, très-compliquée, si compliquée vraiment, que l'auteur n'a su quel nom donner à son œuvre. Est-ce Cécil, est-ce Renata, est-ce Emmerich qui en est le héros? Je l'ignore. L'auteur affirme qu'il nous donne l'histoire de Cécil; mais le caractère de Renata est plus important, mieux étudié, et, s'il y avait un plan, Renata serait la figure principale du drame. Ce qu'il y a de plus clair, c'est que ce livre s'en va au hasard, selon les caprices de la plume. L'auteur pourtant a eu son but. Si je cherche à dégager les idées qui l'ont poussé à écrire, mais qui sont demeurées enfouies dans l'incohérence de sa fable, je trouve que ces idées ne sont pas infécondes. Cécil Forster est un esprit égoïste et ambi-

tieux ; plus d'une fois il a cru enchaîner sa volonté à des affections qui devaient gouverner sa vie ; vaines promesses ! il avait trop compté sur lui-même ; l'ambition, la cupidité, vient sans cesse briser ces faibles liens ; il sacrifie lâchement les cœurs dévoués qui avaient cru à la sincérité de son amour. Quand le remords le frappe enfin, quand il commence à se mépriser, quand il veut renaître à cette vie de l'amour qu'il a répudiée par faiblesse et par convoitise, il rencontre une noble femme qu'il aime enfin, qu'il aime loyalement, et pour qui il renonce à ses ambitions mondaines ; mais au moment où cette belle Renata va être à lui, une catastrophe imprévue, terrible, la lui arrache : c'est la punition fatale de cette vie égoïste et lâche. Renata est une âme douée admirablement : elle a aimé Emmerich avec toute la noblesse d'une âme chaste et dévouée ; or Emmerich ne peut unir sa vie à la sienne, et le jour où cette intimité si douce doit se délier, elle a juré à Emmerich qu'elle n'appartiendrait à personne. Un jour elle a oublié ce serment, l'idéal souvenir qui éclairait sa vie s'est éteint ; elle a aimé Cécil Forster, elle va devenir sa femme. C'est à ce moment qu'Emmerich redevient libre. La lettre qui l'annonce à Renata brise en un instant ses affections nouvelles ; sur un seul mot d'Emmerich, elle dit adieu à Cécil, elle part, elle arrive ; Emmerich était mort la veille. L'infidélité de Renata est punie comme l'égoïsme de Cécil. Telle est la double histoire de Renata et de Cécil ; mais il faut au lecteur une attention obstinée pour découvrir le but du romancier sous cette fable inextricable. L'auteur avait toutes ces idées sans doute quand il a conçu son œuvre ; il les a oubliées en écrivant. Dire tout ce que l'on veut dire et ne dire que cela, demeurer maître de sa plume au lieu d'être gouverné par elle, c'est là bien certainement ce qui fait l'écrivain. Or, Mme la comtesse Hahn-Hahn est encore bien loin de posséder ce secret, si simple en apparence, mais si rare pourtant et si considérable.

Que Mme la comtesse Hahn-Hahn veuille bien y prendre garde ; depuis *Ilda Schœnholm* et *la Comtesse Faustine*, chacun de ses pas a été marqué par une chute. Sa popularité, qui décroît déjà visiblement, ne résistera pas longtemps à de pareilles épreuves. Le succès de *la Comtesse Faustine* l'a trompée ; elle a cru qu'elle obtiendrait ce privilége de causer librement devant le public, sans se soucier jamais des règles les plus simples de l'art. Ces dispenses-là ne s'accordent qu'avec peine aux plus charmants esprits, aux plus hautes intelligences. Ce qu'on avait toléré dans ses premiers écrits est devenu insupportable à la longue. Et puis l'auteur a-t-il conservé les qualités aimables qui demandaient grâce, dans ses premiers essais, pour l'indécision des lignes et le vague des contours ? Ce sentiment poétique, faible, mais gracieux, dans *Ilda Schœnholm*, sensible encore dans *Faustine*, le retrouve-t-on dans *Sigismond Forster* et dans *Cécil ?* Non, certes Mme Hahn-Hahn a de grandes prétentions à la poésie, elle invoque sans cesse un idéal inconnu, elle a des aspirations, des élans, moitié mystiques, moitié mondains ; ces fantaisies ne tromperont jamais un esprit droit ; tout cela est factice, toute cette poésie est une poésie de boudoir. Je cherche un seul de ces héros sur le front duquel elle ait fait descendre ces éclairs sublimes qui sacrent les figures immortelles. Malgré leurs prétentions aristocratiques, ses héros sont bourgeois ; l'élégance du langage, le dandysme de la parole, ne cacheront jamais, pour un œil exercé, la vulgarité de leur nature.

J'aurais bien des doutes encore à exprimer sur la parfaite convenance de ce brillant langage qu'elle recherche. Malgré l'extrême circonspection qui est ordonnée au critique quand il juge le style d'un écrivain étranger, j'oserai demander

à Mme la comtesse Hahn-Hahn si elle n'a point gâté ou appauvri le riche idiome de son pays? Ces expressions françaises, importées violemment dans sa langue, sont-elles une heureuse conquête? On sait combien Lessing et Goethe étudiaient les maîtres de notre littérature, avec quelle habileté, avec quel bonheur ils ont fait passer dans leur langue trop touffue l'élégance et la netteté de la langue française. Ce sont les emprunts des maîtres. Est-ce aussi ce qu'a voulu l'auteur de *la Comtesse Faustine?* Il ne faut pas une grande connaissance de l'allemand pour savoir à quoi s'en tenir sur ce point. C'est par une détestable affectation de dandysme que l'auteur a bigarré son style de mots français, grotesquement affublés de terminaisons germaniques. On croirait souvent lire une parodie; — frisé et parfumé, *frisirt und parfumirt;* — il faut que je me calme, *ich muss mich calmiren;* — le dîner était fort recherché, *das diner war sehr recherchirt*, etc. Il est évident que ces phrases ne sont d'aucune langue, et je cite ici les premiers exemples que je rencontre; chaque page en fourmille. A coup sûr, si l'auteur eût voulu railler le dialecte prétentieux de quelques salons, il n'eût pas fait autrement. Chez Mme la comtesse Hahn-Hahn, la parodie est involontaire, et c'est avec le plus gracieux sourire que l'auteur parle ce jargon ridicule. En vérité, il y a de quoi faire prendre en haine la langue française à tous les Allemands qui lisent Mme Hahn-Hahn: le roi de Bavière, qui proscrit par ordonnances la langue de Pascal et de Voltaire, pourrait agir plus efficacement, s'il faisait admettre au nombre des livres classiques *Faustine*, *Ulric* ou *Sigismond Forster*. Mme Hahn-Hahn ne se contente pas de défigurer la langue allemande par ses maladroits emprunts, elle nous cite sans cesse; il n'y a pas un seul de ses prétentieux gentilshommes qui ne veuille parler français, et quel français, bon Dieu! La noble comtesse croit nous dérober la fine fleur du beau langage; elle ne soupçonne pas, évidemment, le singulier effet que produisent, au milieu de ses dialogues maniérés, ces phrases triviales qu'elle emprunte à une littérature suspecte. Je voudrais réussir à la détromper sur ce point, et qu'elle fût plus sobre de ces ornements ou plus sévère dans son choix.

Mme la comtesse Hahn-Hahn, depuis dix ans qu'elle a pris la plume, a déjà beaucoup écrit; ce gros bagage pourtant semble bien léger à son ambition, et son activité, de jour en jour, redouble. Il semble qu'elle veuille lutter contre l'oubli par le nombre de ses publications, et solliciter par une obsession continuelle la faveur, trop indulgente d'abord, qui l'abandonne aujourd'hui. Au moment où je termine ces lignes, je vois annoncer des romans et des voyages. Quel sera l'avenir de son nom? Sans vouloir rien préjuger, je ne puis m'empêcher de ressentir une vive inquiétude quand je vois la direction funeste où s'engage l'auteur. Il eût été possible à ce talent spirituel et parfois gracieux de donner quelques productions durables; s'il eût renoncé à une ambition trop orgueilleuse, s'il se fût défié d'une trop grande facilité de plume, il eût pu donner à *Ilda Schœnholm* et à *la Comtesse Faustine* des sœurs plus irréprochables. Il lui manquerait toujours, je le crains, cette poétique inspiration qui consacre les chefs-d'œuvre; toutefois une certaine grâce plaintive eût distingué ses héroïnes de salon. Au lieu de cela, que deviendront les frêles qualités de Mme Hahn-Hahn, si elle continue à vouloir sans cesse occuper le public de ses prétentions bruyantes? Ces parfums légers, fugitifs, qu'un art scrupuleux eût réussi peut-être à fixer dans une œuvre aimable, ne devront-ils pas s'évanouir promptement? n'ont-ils pas déjà disparu? Sans être trop sévère, il est permis de le craindre. Mme Hahn-Hahn avait eu le tort d'imiter Bettina ou George Sand dans ses romans; elle a continué dans ses *voyages* et montré plus clairement encore

tout ce qui lui manque pour mériter ces suffrages passionnés qu'elle convoite. Les *Souvenirs de la France* (*Erinnerungen aus Frankreich*) sont certainement le livre le plus faible qui se puisse rencontrer. Les Allemands ont des touristes sans nombre, et leur voyage classique est le voyage de Paris; or, de tous ces visiteurs qui nous arrivent par bataillons et qui tous écrivent leur volume sur la France, Mme Hahn-Hahn a été certainement le plus mal inspiré et le plus fastidieux à lire. J'ai découvert dans ses lettres sur l'Espagne une brillante peinture de l'Alhambra, quelques pages vraiment éloquentes sur Murillo; mais tout cela est noyé dans le plus long et le plus insignifiant des monologues. Que dire enfin de son voyage en Suède, et surtout de ses trois volumes sur l'Orient? Absolument rien, sinon qu'il y est beaucoup question de Mme la comtesse Ida Hahn-Hahn.

Je rouvre maintenant ces deux volumes de poésie qui ont été le premier manifeste, le premier cri de Mme Hahn-Hahn, et je me demande quels ont été les progrès de l'auteur depuis son début. Les vers étaient bien faibles, je l'ai dit; mais combien je préfère cette tristesse réelle à ces prétentions insatiables, à ce désir effréné d'entendre son nom répété à grand bruit! Alceste demandait aux marquis de son temps :

> Quel besoin si pressant avez-vous de rimer?
> Et qui diantre vous pousse à vous faire imprimer?

La comtesse Hahn-Hahn rimait pour se consoler d'une mystérieuse infortune et pour tromper la douleur. Eh bien! elle y a trop réussi. Il y a des douleurs salutaires, et la sienne était de celles-là sans doute; or, elle l'a échangée contre une maladie pernicieuse. Je parle de cette maladie si répandue dans le temps où nous sommes, si contagieuse en tout pays, au delà comme en deçà du Rhin. Vanité de l'esprit, vanité de la plume, intempérance des imaginations faibles, excitations factices, mensonges et lieux communs, appelez-le du nom que vous voudrez, voilà le fléau des lettres contemporaines. Les démangeaisons d'Oronte sont devenues chez la plupart une fièvre tenace; véritable épidémie qui énerve les forts, excite inutilement les faibles, et les fait languir les uns et les autres dans les régions malsaines de la médiocrité. Qui n'aurait cru, en lisant les vers de Mme Hahn-Hahn, à la franchise d'une douleur rendue ainsi sans apprêt et avec une faiblesse aimable? Dès qu'elle a pris la plume, elle a oublié sa souffrance, elle s'est enivrée de sa parole, de sa parole légère et étourdie; elle a continué d'écrire, d'écrire chaque jour, sans motif, sans vocation, sans attendre l'appel de la Muse. Nouveau mal, je le répète, et bien plus grave que l'autre! Je souhaite pour Mme Hahn-Hahn que cette maladie littéraire ne lui dure pas longtemps, pas plus que n'a duré la gracieuse et sincère tristesse dont elle s'est, hélas! si vite et si complétement guérie.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

LADY STANHOPE.

MEMOIRS OF THE LADY HESTER STANHOPE,

As related by herself in conversations with her physician, comprising her opinions and anecdotes of some of the most remarquable persons of her time. — 3 vol., London, 1845.

Le médecin de lady Stanhope vient de soumettre au procédé usuel des biographes anglais la vie, les conversations, les actes de cette femme extraordinaire. L'ouvrage n'est pas celui d'un homme d'esprit ou même d'une intelligence bien ordonnée; de mille ou douze cents pages gonflées par les ruses de la librairie et les redites d'un écrivain qui tire au volume, à peine pourrait-on extraire cinq cents pages vraiment utiles. Peu importe; on aime ces longueurs, on s'engage avec plaisir dans ce marécage de mauvais style et d'anecdotes entassées pêle-mêle, tant elles éclairent bien cette étrange figure de la nièce de Pitt, reine de Tadmor, sorcière, prophétesse, patriarche, chef arabe, morte en 1839 sous le toit délabré de son palais ruineux, à Djîhoun, dans le Liban.

C'était une des notables originalités de l'époque, et qui tenait à l'époque même par de fortes attaches. Tout ce qui est grand et bizarre dans ce siècle et le précédent, elle le rappelle : lord Chatham et Pitt par la naissance, Napoléon par les idées orientales; par la misanthropie. Rousseau, Werther, lord Byron surtout, qui partit pour l'Orient six mois avant elle, et, comme elle, ne revint jamais. Le groupe des femmes auquel elle appartient n'est pas nombreux, Dieu merci, car ce sont plus que des hommes; il est magnifique par la grandeur et la force. Avec une ardeur qui touche ou plutôt qui atteint la folie, mais privée de ce génie artiste qui transforme les sensations en chefs-d'œuvre, c'est la sœur intellectuelle, la sœur égarée de Mme de Staël, de George Sand et de Rahel l'Allemande; elle est pythonisse et prêtresse comme elles, et monte résolument sur le trépied des questions sociales. Dans les vapeurs et les ténèbres de ces problèmes, elle s'enivre et rend des oracles;

devenue sauvage à force de civilisation et d'orgueil, elle aspire à l'avenir par dégoût du présent et devient à demi folle pour avoir voulu réaliser la conquête de l'indépendance absolue, la conquête prophétique de l'avenir. Elle est de ces femmes qui recueillent toute la vie électrique éparse autour d'elles : rien de passionné et d'impétueux ne s'agite dans le monde, même obscurément, qu'elles ne l'absorbent. Ce qu'il y a d'idéal et d'infini se résume en elles, et elles signalent d'autant mieux les aspirations de leur époque, qu'elles la dépassent dans tous les sens.

Sans doute, elle était plus digne d'étonnement que d'admiration, plus capricieuse que sensée et plus originale que grande; mais il n'y a pas dans ce monde d'originalités sans cause, de grandeurs sans base, ni de caprices inexpliqués. Comment est né ce caractère hors de ligne? Où a-t-il trouvé son berceau et son aliment? Quelles circonstances l'ont favorisé? A quels éléments de notre époque répond-il? Le médecin, son secrétaire, n'en dit absolument rien; il entasse dans un prolixe désordre tout ce qu'il a vu ou entendu à ce sujet. Soulevons cette masse, débrouillons ce chaos, soutenus par la curiosité vive qu'inspirent un tel caractère et un tel destin. Je ne connais pas d'analyse qui sollicite davantage la sagacité, ni de plus intéressante étude. Le brave docteur qui nous sert de guide a ceci d'excellent, que son rôle d'écho lui suffit et le satisfait, et qu'il répète avec fidélité jusqu'aux invectives que la reine de Tadmor (c'est le nom de lady Stanhope au désert) ne cesse de lui administrer. Il est là-dessus d'une noble conscience, et nous rappelle deux personnages de Shakspeare dont l'un raconte à l'autre qu'on lui a fait signer une lettre où il s'avouait stupide. « Il m'a dit : Signe, *bonhomme!* J'ai signé. — En toutes lettres? — En toutes lettres. Il dit que je m'appelle ainsi. » Le docteur ressemble un peu à cet ingénu personnage.

En 1788, sur le rivage d'Hastings (1), il y avait un bateau amarré et une petite fille de huit ans aux cheveux blonds, à l'œil gris et vif, à la peau si transparente, que les veines y dessinaient tous leurs rameaux bleus. Elle regardait de tous côtés si on ne l'observait pas; puis, après un examen inquiet et attentif, s'emparant de la rame et s'asseyant dans le bateau, elle détacha l'anneau, poussa au large de ses petites mains, et se trouva en mer. Cette petite fille qui avait vu chez son père le comte d'Adhémar et ses magnifiques laquais aux galons d'or, et qui voulait absolument aller en France pour observer ce qui s'y passait, c'était lady Esther Stanhope.

Petite-fille du grand Chatham, elle était née en 1780 du mariage d'Esther, sœur de William Pitt, avec lord Sthanhope le républicain. Toute cette race était singulière. Son grand-père, lord Chatham, auquel elle ressemblait en beaucoup de points, ne faisait rien comme personne; il était, ainsi qu'elle, mystérieux et violent, indolent et actif, impérieux et séduisant. « J'ai les yeux gris et la mémoire locale de mon grand-père, dit-elle quelque part. Quand il avait vu une pierre sur une route, il s'en souvenait, et moi aussi. Son œil, terne et pâle dans les moments ordinaires, s'illuminait, comme le mien, d'un éclat effrayant dès que la passion le prenait. » Elle hérita de bien d'autres bizarreries; dès sa première jeunesse, elle aimait à faire attendre, à tenir chacun en suspens et en crainte, et à s'envelopper de mystère. Cette manie que nous retrouverons à travers la vie de lady Esther pensa coûter à Chatham un bel héritage. « Il était souffrant (c'est elle-même qui parle). Un homme à cheval s'arrête à la porte de l'hôtel et veut parler au maître; on lui

(1) Tome II, page 16.

refuse l'entrée, et il insiste. On ferme la porte; il frappe à coups réitérés. Sa persistance finit par triompher, et on l'introduit dans une chambre obscure où le ministre, entouré d'un paravent et caché par un écran, se dérobait à tous les yeux. — Que voulez-vous? demanda-t-il. — Moi? je veux vous voir. — Un nouvel assaut fut nécessaire et dura longtemps. Quand l'homme fut parvenu à contempler face à face celui qu'il visitait, il tira de sa poche une boîte de fer-blanc, et de cette boîte un parchemin; c'étaient les titres de propriété de deux domaines valant quatorze mille livres sterling de rente, légués par *sir Édouard Pynsent*, comme preuve de son admiration. » Esther avait la voix vibrante de Chatham, son peu de scrupule quant aux moyens de succès, l'art de frapper les imaginations et d'imprimer aux volontés une électricité irrésistible. Comme lui, elle captivait et faisait trembler; c'étaient surtout les intelligences hardies et ardentes qu'elle soumettait à ce joug invisible, et qui l'acceptaient avec enthousiasme. Le malheur d'Esther fut d'être femme, et de réunir dans des conditions d'impuissance la haine de la dépendance, la fièvre de l'activité et l'énergie comme l'habitude du commandement.

Son père, lord Stanhope, son cousin, lord Camelford, et Pitt, son oncle, le plus grand des trois, n'étaient pas moins singuliers. Lord Stanhope, qui ne s'occupait pas de ses enfants le moins du monde, avait épousé en secondes noces une Grenville, femme à la mode qui ne s'en occupait pas davantage, et dont la vie se passait à l'opéra et dans les bals. Esther reçut donc une éducation sauvage et forma seule ses idées. Plongé dans les rêves philosophiques du XVIIIe siècle, lord Stanhope couchait la fenêtre ouverte, enseveli sous douze couvertures, avec une culotte de soie noire, et déjeunait d'un morceau de pain bis, après avoir passé une légère robe de chambre d'indienne. Quand vint la révolution française, son exaltation pour les théories de Rousseau et de Mably éclata en saillies curieuses; il effaça ses armoiries et vendit comme aristocratiques la vaisselle plate et les tapisseries que le roi d'Espagne avait données à son grand-père. Ce fut un chagrin pour sa femme et sa famille, accoutumées à n'aller qu'en voiture, lorsque, pour compléter sa conversion démocratique, il eut mis bas son équipage. « Toutes les figures étaient longues et sombres, dit lady Stanhope; mais moi, je ne me suis jamais laissé effrayer. Je me fis acheter une paire d'échasses sur lesquelles je marchais hardiment, et je me mis à trotter dans la boue d'une petite ruelle sur laquelle donnait la fenêtre de mon père. Je savais qu'il était toujours de ce côté, la lorgnette à la main. Il m'aperçut, et quand je rentrai : — Eh bien! petite, me dit-il, qu'est-ce que cela veut dire? Sur quoi diable marchiez-vous tout à l'heure? — Oh! papa, lui répondis-je, puisque vous n'avez plus de chevaux, j'ai voulu m'exercer à trotter dans la boue de la manière la plus commode. Quant à moi, cela m'est égal; mais la pauvre lady Stanhope aura de la peine à se faire à cet exercice : elle est habituée à sa voiture, et vous savez qu'elle est d'une mauvaise santé. — Qu'est-ce qu'elle dit? reprit le philosophe. Eh bien! petite, si j'achetais un nouvel équipage pour lady Stanhope, hein? — Ce serait bien bon et bien aimable à vous, mon père. — Nous verrons cela, nous verrons; mais, par tous les diables, pas d'armoiries! » Lady Stanhope, grâce à la petite fille, eut un équipage sans blason.

Avec cette résolution et cet esprit, l'enfant grandit, apprenant de ses *governesses*, qu'elle abhorrait et faisait enrager, beaucoup de français et d'italien, livrée d'ailleurs à ses volontés et à ses pensées, et prenant sur ce qui l'entourait l'ascendant inévitable des caractères énergiques. Les deux personnes qui lui plaisaient le plus étaient son cousin lord Camelford et son oncle Pitt. L'admiration

soutenue que lui inspira le premier des deux peut laisser soupçonner chez elle l'existence, ou du moins le premier éclair d'un de ces sentiments tendres qui n'apparaissent nulle part dans la vie de cette femme. « Quiconque osera s'attaquer à moi, disait-elle, me trouvera cousine de lord Camelford. C'était un vrai Pitt, celui-là ! » En effet, il était impérieux, entêté, courageux, bienfaisant, bizarre. Esther rappelait avec orgueil l'effet qu'ils produisaient l'un et l'autre quand ce couple extraordinaire, tous deux d'une taille gigantesque, entrait dans un salon. « Les femmes n'avaient pas assez d'yeux pour lui, les hommes avaient peur et se sauvaient. Grand, musculeux, la figure pâle et sévère, un peu penchée sur l'épaule, ce fut lui qui, s'apercevant que l'équipage de son vaisseau murmurait, pressentit la révolte, et, sans l'attendre, brisa le crâne de son lieutenant d'un coup de pistolet. On le blâma d'abord; bientôt presque tous les équipages se mutinèrent, et l'on reconnut que seul il avait bien jugé la situation. Un de ses plaisirs les plus vifs était d'endosser la casaque du matelot et de courir les tavernes de la Cité. Apercevait-il un pauvre homme dont la figure lui parût honnête, il liait conversation avec lui et l'engageait à lui conter ses peines. « Faites-moi votre histoire, lui disait-il, je vous dirai la mienne. » Il avait trop de tact pour se laisser tromper, et si l'homme lui plaisait, il lui glissait dans la main cinquante ou cent guinées, en lui disant d'un ton sévère : « N'en parlez pas, au moins, ou je vous retrouverais et vous me le paieriez d'une façon qui serait loin de vous convenir. » D'ailleurs il avait tant d'ennemis avec ses singularités, et s'attirait par sa bravoure et son audace tant de mauvaises affaires, que mon oncle, qui l'aimait et l'estimait, le tenait à distance et ne fit jamais rien pour lui. »

Elle eut envie de l'épouser, ce qui eût changé le cours de sa vie. Les Chatham s'y opposèrent; Camelford avait sacrifié cinquante mille livres sterling pour assurer et donner à sa sœur une terre dont lord Chatham espérait hériter. Quant à la jeune Esther, sa guerre contre les *governesses* continuait; en vain essayait-on de lui faire étudier l'histoire, qui, disait-elle, « était une farce misérable. — Voyez un peu, ajoutait-elle à l'appui de l'assertion, comme on écrit celle qui se fait aujourd'hui. » Elle ne voulait pas entendre parler de corset, et se révoltait hautement contre ceux qui prétendaient emprisonner dans un soulier de satin ce petit pied cambré « sous l'arche duquel une souris eût trotté, dit-elle, » et dont elle était si orgueilleuse.

A vingt ans, elle avait près de six pieds, un développement proportionnel du buste et de la taille, et n'était ni jolie ni belle. « Trop virile, dit un contemporain, c'était néanmoins un de ces êtres dont le front, les yeux, la présence, semblent éclairer ce qui les entoure. Un front très-haut et droit surmontait deux sourcils arqués d'un contour régulier et d'une finesse singulière; elle avait les dents petites et magnifiquement blanches, l'œil d'un bleu gris, entouré par-dessous d'un arc bleuâtre qui en rehaussait l'éclat, le nez recourbé et disproportionné, la bouche délicate et rentrée, et le menton beaucoup trop long. Quant à l'ovale du visage, il était si pur, si admirablement dessiné, et l'attache du cou si gracieuse, que Brummell le fat, s'approchant d'elle un soir et soulevant ses boucles d'oreille : « Pour l'amour de Dieu ! s'écria-t-il, laissez-moi voir ce qu'il y a là-dessous ! » Elle s'avouait laide, d'une laideur harmonieuse. On assure, en effet, que la transparence de la peau, l'éclat du regard, la majesté de la démarche, la hardiesse de la repartie, la vivacité sauvage que son éducation avait favorisée, isolaient partout, en la couronnant d'une sorte de lumière qui effrayait, cette reine de vingt ans.

Ses premières impressions lui étaient venues de la grande vie aristocratique de son père, lorsque ce dernier, marié en premières noces à Esther Pitt, et qui n'était pas encore l'adepte de Raynal et de Thomas Payne, exerçait dans son château de Chevening le droit de haute et basse justice, entretenait deux cents serviteurs autour de lui, et donnait des grâces et des punitions, des vêtements, des terres et des places à tout le comté, pendant que la première lady Stanhope, de son côté, distribuait les médicaments aux malades, les aumônes aux pauvres, les sermons aux garçons amoureux, les dots aux filles à marier, et faisait tuer pour sa table un bœuf par semaine et un mouton par jour. Le souvenir de cette existence patriarcale a toujours hanté comme un spectre l'imagination fière de lady Stanhope; ce fut en partie pour atteindre l'idéal de cette puissance bienfaisante et incontestée qu'elle alla se réfugier au désert.

Cependant Pitt était maître du pouvoir, et, tout jeune qu'il fût, il le tenait d'une main sûre. Prévoyant la révolution française et le cataclysme prochain, il resserrait autour de lui avec force les liens de l'aristocratie et du trône, et s'efforçait de confondre aux yeux de tous les intérêts de la France avec les théories révolutionnaires, et le salut de l'Angleterre avec celui de la noblesse. C'était rendre l'aristocratie populaire et le trône héroïque : suprême habileté de ce grand homme. Par là il devint lui-même le symbole anglais par excellence, plaça le trône au centre de la nation enthousiasmée, et, entraînant l'Angleterre dans une haine qu'il n'avait pas, il fit triompher en définitive la dynastie dont il était le ministre. Lord Stanhope suivait une route diamétralement contraire; ses liaisons avec les démocrates l'éloignaient du pouvoir, et l'exposaient aux vengeances royales, sans qu'il pût prétendre au premier rôle dans les rangs de ses amis. On était venu arrêter chez lui un des meneurs de l'opposition, Joyce, et toute la famille était en désarroi. Esther, à laquelle ce train nouveau de la maison paternelle répugnait, et qui avait conçu pour son oncle une admiration profonde, quitta l'hôtel Stanhope de l'aveu de sa mère, et alla vivre près du ministre, qui n'avait pas de femme, et dont elle gouverna désormais la maison.

C'était un acte hardi, comme tous ceux de lady Stanhope, et qui, en satisfaisant son goût pour l'autorité et l'indépendance personnelle, était d'une politique habile ; le danger des opinions professées par son père se trouvait annulé ou amorti, et elle offrait, dans toutes les chances possibles, une protection assurée à sa mère et à ses deux sœurs. Pitt, d'ailleurs, reconnaissait en elle le vrai sang des Chatham : « Quand donc les ailes vont-elles vous pousser? lui disait-il. Vous ne touchez pas terre. Bizarre créature! la solitude vous va, pourvu qu'elle soit profonde; le monde, pourvu que ce soit un tourbillon, et la politique à la condition d'être embrouillée. Il vous faut un de ces trois éléments extrêmes; je ne sais lequel vous convient le mieux. » C'était le jugement le plus exact que l'on pût porter sur cette âme excessive et sur cet esprit altier.

Pitt avait eu une passion malheureuse; on connaît cette figure singulière, ce nez pointu et toujours en l'air, cet œil vif et profond, ce front plus haut que large, cet air distrait et absent; il y avait dans sa conduite comme dans sa physionomie la sagacité du chien d'arrêt. La fille de M. Eden lui avait inspiré un sentiment vif. Le père passait pour peu sûr dans ses relations ; la mère était le type de ces maternités anglaises qui pêchent à la ligne les époux de leurs filles avec une âpreté de poursuite indécente. « Elles placent devant vous, disait Esther, leur fille comme une pièce d'artillerie, mèche allumée, la tournant et la retournant sur son pivot,

et vous bombardant un homme à bout portant sans miséricorde. La *primosité* (1) anglaise s'arrange de cela, je ne sais comment. Mon oncle reconnut dans quelle famille il allait entrer, les intrigues qui allaient se nouer autour de lui, et le goût peu prononcé de miss Eden pour sa personne. Il recula sagement, et tomba dans un désespoir amer. Dès lors il ne pensa plus à se marier. »

Appréciateur plein de tact de la distinction chez les femmes, Pitt fut heureux d'avoir sa jeune nièce auprès de lui. Il se trouvait au plus fort de sa grande lutte, en face de la république française, et ensuite de Napoléon Bonaparte. Esther écrivit sa correspondance, rédigea ses notes, régla sa maison. Elle le soutint de tout son pouvoir, et il reconnut en elle autant de force d'âme que d'activité, et surtout ce sens droit et imperturbable, cette pénétration vigilante, sans lesquels on ne conduit ni les grandes ni les petites affaires. Les hommes d'intrigue sont portés à imaginer que le fond de la politique, c'est le mensonge; cela est faux. Le fond de la politique, c'est la vérité. L'art de connaître les choses cachées et celles qui se préparent constitue la moitié de l'homme politique. Il faut encore, après avoir déchiré les enveloppes et reconnu toutes les réalités, savoir agir sur ces éléments réels. — L'oncle et la nièce firent aussi bon ménage que possible. Il ne dédaignait pas de prendre ses conseils, et n'avait point de secrets pour elle. « Esther, disait-il, parle comme une pie, et ne dit que ce qu'elle veut; elle babille en connaissance de cause. » Le véritable bras droit de William Pitt, ce fut donc Esther, qu'il trouvait à juste titre supérieure à ces nullités actives dont les hommes politiques ont plaisir à s'environner : instruments qui ne contrôlent rien, espèrent, flattent, obéissent, reçoivent des faveurs, et, quand ils sont exempts d'envie, forment une excellente matière à gouvernement. Pitt en était obsédé. De tous les amis et confidents du ministre, celui dont l'oncle et la nièce se défiaient le plus et qu'ils surveillaient de plus près était Canning; on n'aime guère ses héritiers, et Pitt pressentait celui-ci. Quant aux autres, Esther leur voua le plus complet dédain : Canning fut seul honoré de sa haine.

En soulevant ces voiles, en pénétrant le secret de ces rouages, elle devint misanthrope à vingt ans et presque cynique; cette singulière position d'une jeune fille était relevée par tant de pétulance, de verve, d'entrain et de bonne humeur, que l'on eut peur d'elle; on l'estima très-haut, et le vieux roi George fut un de ses admirateurs les plus ardents. La cour se promenait un soir sur cette terrasse féodale de Windsor d'où l'on découvre de si beaux aspects. Les princes et les princesses étaient là. — Pitt, dit le roi en se retournant, j'ai fait choix d'un nouveau ministre. — Comme votre majesté voudra. Le fardeau est lourd et commence à me peser; un peu de repos me fera du bien. — Et un ministre meilleur que vous! — Le choix de votre majesté doit être excellent. — Oui, Pitt, oui, je vous le répète, et excellent général par-dessus le marché! — Sire, reprit Pitt un peu embarrassé de sa personne, et ne sachant, malgré son habitude des cours et du monde, comment prendre la chose, votre majesté voudra-t-elle me dire le nom de ce remarquable personnage, afin que je le traite désormais avec les égards dus au choix de votre majesté et à un mérite si extraordinaire? — Parbleu, vous lui donnez le bras, reprit le roi en montrant du doigt Esther. Je n'ai pas en Angleterre d'homme

(1) Mot charmant, de *prim* (raide et gourmé), créé par les Pitt et leurs alentours pour remplacer les mots *puritanism* et *prudery*, qui auraient blessé la bourgeoisie et les femmes, deux grands pouvoirs.

d'état qui la surpasse, ni de femme qui fasse plus d'honneur à son sexe. Soyez fier d'elle, monsieur Pitt; elle a toutes les grandes qualités de notre sexe et du sien. » C'était aussi l'avis de Pitt, qui se plaisait à la comparer aux héroïnes de Rome. « Les dames de la cour, dit lady Esther elle-même, se mordaient les lèvres, les ambitieux sollicitaient mon approbation, les sots se tenaient à distance, et tout le monde me respectait. »

Plus d'une fois nous avons essayé d'analyser et de faire comprendre l'état mal connu de la société anglaise à la fin du XVIIIe siècle (1) : à côté de la plus hypocrite raideur, les mœurs les plus débraillées, partout l'exagéré, le factice, mais une vie énergique. La naissance de la république française exerça sur ces éléments une action intense qui, en les comprimant, les exalta. Les patriotes anglais furent plus audacieux, les fats des salons plus fades, les grandes dames plus précieuses, et les puritains plus fanatiques. Ce fut au milieu de ce monde que la jeune Esther se trouva lancée en 1793, sous le patronage et l'égide de son oncle Pitt. Une cour ne tarda pas à l'entourer; on la flatta, on la sollicita, on la craignit. Elle en devint plus sauvage dans ses tendances, plus mystérieuse dans ses actes, plus hardie dans ses propos, plus hostile à toutes les conventions de cette société même qu'elle voyait si basse et si avide. Elle partagea l'ardente réaction qui se manifestait à travers l'Europe contre une civilisation devenue artificielle jusqu'à la nausée, réaction qui donnait la vogue au farouche Ossian, au douloureux Werther, et aux cris furieux de Jean-Jacques Rousseau en faveur de la vie sauvage.

Personne n'était mieux préparé par le caractère et l'éducation à cette révolte contre les usages et les idées reçues que la jeune Esther. Personne n'occupait une situation plus favorable au développement des tendances misanthropiques. Elle voyait *le dessous des cartes,* et de toutes les cartes; ce que l'observation du philosophe ne peut que deviner ou pressentir, un chef politique le manipule et le remue incessamment. Le marasme et le suicide de Castlereagh, la mort prématurée de Pitt, les derniers jours de Canning, en disent assez là-dessus. Esther Stanhope, à vingt-trois ans, apprit tout ce que la vie de l'homme d'état apprend, à ce qu'on dit : infidélités, ingratitudes, trahisons, achats, ventes, conversions, retours, simulations, pactes secrets; ce que peut peser un patriote, et ce que peut valoir un homme de cour. Elle fit des colonels, défit des secrétaires d'état, rallia des partisans et contre-signa plus d'une pension et d'une ordonnance à la place et sous les yeux de son oncle, qui riait en la regardant. Elle étudia sérieusement cette matière du faux; « pour bien imiter une signature, dit-elle, on ne doit pas tracer lentement les lettres, ce qui fait trembler la main; on doit aller vite et hardiment. » Elle se faisait des principes sur toutes choses, et voulait aller au fond de tout.

Placée comme elle l'était, ce fut de sa part une guerre à mort contre les vertus de convention, la moralité d'emprunt et les faussetés de tous les ordres. « Plus un homme est bien élevé, disait-elle, moins il prend ombrage de certaines anecdotes et de certains mots. L'Angleterre en est venue à cet égard à un point d'hypocrisie indécente. Aussi, quoi que l'on dise de moi à Londres, je ne m'en soucie pas plus que de cela. Que m'importent ces esprits tortus et ces âmes rabougries? Ils diront ce qu'il leur plaira. Toutes ces coutumes factices dont on fait d'inviolables néces-

(1) Voyez, dans la *Revue des Deux Mondes, — les Pseudonymes anglais,* 31 mai 1844; — *les Deux Walpole,* 31 mars 1845; — *Études sur le dix-huitième siècle,* 30 juin 1845, etc.

sités, je les exècre. Ils peuvent murmurer et bourdonner autour de moi autant qu'ils voudront; ce sont des moucherons sur la queue d'un cheval d'artillerie. Vient la grande explosion : boum ! et tout est dissipé. Quand je vois ces femmes si pâles, si faibles, si gourmandes, qui se bourrent de petits gâteaux, et ne peuvent point faire un pas sans s'appuyer sur le bras d'un homme, ni descendre de voiture sans une main qui les soutienne, j'en ai pitié. Pour moi, quand on m'offrait de tels services, j'avais coutume de dire à ces messieurs : « J'ai des jambes qui sont à moi, grâce à Dieu ! laissez-les faire. » On s'est imaginé par exemple dans certains salons que l'ennui était la plus belle chose du monde. Plus on était fade et stupide et froid, plus on avait de succès : c'était le bon ton. Le roi de ce bon ton-là était un monsieur Polhill, qui avait toujours l'air stupide et bourru, exactement comme vous, docteur (elle s'adressait à son médecin). Il trouvait un bal magnifique lorsqu'on n'y apercevait que des têtes pressées les unes contre les autres, comme des goulots de bouteille qui sortent d'un panier. »

La haine du sentimentalisme, de l'affectation et de la pruderie, c'est-à-dire de tout ce qui est mensonge, exagération et artifice, éclatait tous les jours chez elle. Bercée sur les genoux de la mode, élevée au milieu du grand monde, ne craignant rien de personne, flattée et caressée par tous, elle exerçait la justice du bon sens avec le caprice d'un enfant malin. Pas de sottises et de prétentions qu'elle ne punît; elle était inexorable, même pour les ministres. Au plus fort de la guerre contre la France, Pitt eut l'idée d'instituer un ordre du mérite, et lord Liverpool, homme systématiquement pompeux, se chargea de régulariser la création et de fixer les couleurs du ruban national. Un soir il arriva, fier de son œuvre, dans le salon du premier ministre, et dit : « Je pense que ma combinaison flattera l'orgueil britannique; rouge, c'est le pavillon de l'Angleterre; bleu, symbole de liberté, et blanc, symbole de loyauté. » — Les courtisans et les flatteurs se récrièrent : c'était admirable, sublime, poétique! — « C'est très-beau, interrompit Esther, et le roi sera charmé de la ressemblance; mais il me semble que j'ai vu cela quelque part. — — Où donc? demanda Liverpool. — Sur la cocarde des soldats français. Mylord, vous avez découvert le ruban tricolore! » Il resta stupéfait. « Ah! mon Dieu, lady Esther, s'écria-t-il, que vais-je faire? J'en ai commandé plus de trois cents aunes : à quoi cela va-t-il me servir? — A soutenir vos culottes quand vous y mettez des papiers que vous ne retrouvez jamais, et que vous cherchez au fond de la poche droite, puis au fond de la poche gauche, comme une anguille au fond d'un étang. Vrai, mylord, j'ai toujours peur qu'il ne leur arrive malheur, à ces pauvres culottes! »

Elle exerçait souvent une influence plus réelle, toujours dans le sens de la raison contre le ridicule. M. Addington, qui devait sa fortune à l'amitié de Pitt, eut la fantaisie de se faire créer lord Raleigh. Cette application peu convenable d'un nom historique déplut à la maligne Esther, qui courut un beau matin chez son oncle, et lui dit : « Savez-vous ce que l'on vient de faire? Une caricature contre le roi, M. Addington et vous. Vous y représentez la reine Élisabeth, et vous dansez le menuet le nez en l'air; M. Addington est en lord Raleigh et vous fait sa révérence. Sa majesté porte le costume d'un fou de cour. » Elle mit tant de verve dans la description de cette caricature qui n'existait que dans son imagination, que Pitt rit aux éclats; on dépêcha dans tous les quartiers de Londres des émissaires chargés de se procurer à tout prix la gravure prétendue. On ne la trouva pas, bien entendu; mais le ministre fut frappé du ridicule de cette idée, et le XIXe siècle fut privé d'un second lord Raleigh médecin, fils de médecin.

Après Camelford et Pitt, elle n'estimait guère que Brummell, le chef des dandies, roi dans son espèce, et aussi impertinent qu'elle. Elle aimait cette fatuité vengeresse qui imposait à toutes les prétentions, cet ennemi du lieu commun, du sentiment faux, de l'orgueil niais et de la vanité sotte, c'est-à-dire de tout ce qu'elle détestait le plus; ce parvenu assez hardi pour humilier les altesses grossières, les pédants de vertu et les hypocrites de science; c'était plaisir pour elle de le voir saluer un prince par-dessus l'épaule, et forcer par ses grands airs une duchesse à baisser les yeux. Elle racontait là-dessus des anecdotes incroyables et vraies. Un soir, chez le duc de Rutland, au bal, Brummell parcourait lentement du regard un cercle de femmes, disant tout haut et du bout des lèvres : « Où trouverai-je une femme qui sache valser sans m'éreinter? Ah! voici Catherine (la sœur du duc de Rutland), et je crois que cela fera mon affaire. » Il l'invita le plus gracieusement du monde et fut accepté. La duchesse elle-même avait coutume d'augmenter ses grâces naturelles par des artifices si considérables, que Brummell, au milieu d'un grand bal, s'arrêta devant elle, et lui dit : « Mais, au nom du ciel! ma chère duchesse, qu'est-ce que cette tournure-là? Je vous donne ma parole d'honneur qu'il faudra vous mettre sous presse. Je vous supplie positivement de marcher à reculons quand vous sortirez de la salle : je ne pourrais pas regarder par là. » Chez les parvenus, il était aussi impertinent et avec autant d'à-propos que chez les seigneurs. Il interrompait un dîner servi avec la recherche la plus pompeuse pour demander au domestique *des anchois de la mer des Indes* ou *de la sauce de Palmyre,* ajoutant de l'air le plus froid du monde : « On ne dîne plus sans cela! » Le triomphe de cette suprême impertinence était la matinée de Brummell, lorsqu'une douzaine de ducs et six ou sept marquis se tenaient debout pendant sa toilette. « Eh bien! leur disait-il en se retournant, que voulez-vous? Ne voyez-vous pas que je me nettoie les dents? » La brosse se promenait avec lenteur dans la bouche du dandy, qui observait ses dents avec un miroir, et reprenant la parole : « Je crois que c'est une tache... non; c'est un peu de café. Cette poudre est excellente;... n'espérez pas obtenir ma recette; vous n'en aurez pas, vous autres! »

En définitive, ces deux êtres étaient l'analogue l'un de l'autre, à cette exception près, que le beau Brummel était la femme. Un jour ces personnages, qui s'appréciaient et s'aimaient fort, se rencontrèrent dans Bond-Street, la promenade à la mode. Ils étaient à cheval l'un et l'autre. Brummell, tenant ses rênes entre le pouce et l'index, comme une prise de tabac, s'arrêta et se pencha vers lady Esther. « Chère créature, lui dit-il dans le patois du temps, quel est donc ce personnage à qui vous venez de parler? — C'est le colonel Whitby. — Le colonel de quoi? répliqua-t-il de ce ton traînant qui lui était particulier. Est-ce que cela a un père? Et qui diable connaît ce père! » La malice d'Esther s'éveilla. « Voulez-vous me dire, répondit-elle, quelle espèce de père a George Brummell, et qui diable connaît ce père? — Ah! lady Esther, reprit-il d'un ton à demi sérieux, personne ne connaît le père de George Brummell, et personne ne connaîtrait Brummell lui-même, s'il ne jouait le rôle qu'il a pris, et qui, vous le savez très-bien, ne vaut que par sa folie. Si je ne toisais pas les marquises et si je ne mystifiais les altesses, il ne serait pas question de moi pendant huit jours; le monde est assez bête pour tomber à genoux devant mes absurdités, et nous savons l'un et l'autre ce qu'il en est. » Le mystificateur des salons britanniques, qui vint mourir en France couvert de dettes, avec des tabatières d'or et un vieil habit, devait plaire à cette femme, que l'orgueil et la haine de la société anglaise rejetèrent plus tard au fond du désert.

Ainsi s'avançait triomphalement et voiles déployées cette vie singulière qui avait bien son côté ridicule, car elle s'éloignait de toutes les conditions féminines. Esther bâtissait, plantait, refaisait sur un nouveau dessin et en huit jours les jardins et le parc de Walmer pour ménager à son oncle une solitude agréable où il pût trouver du repos, rossait cinq soldats ivres qui s'étaient avisés de pénétrer chez elle, créait l'uniforme d'un régiment, déconcertait les intrigues, brisait les cachets des dépêches, et allait, de hardiesses en hardiesses, jusqu'aux dernières limites de l'outrecuidance la plus bizarre. Il était clair qu'une pareille vie ne pouvait se continuer qu'à l'ombre du crédit de Pitt, et qu'elle se préparait pour l'avenir un nombre infini d'ennemis acharnés. « Comment! lui disait-on un jour, vous ne voyez pas lord C... qui vous salue? — J'aperçois là-bas un grand caméléon gorge de pigeon, répondit-elle tout haut. Est-ce là lord C... ? » Comme la plupart des humoristes, elle possédait le génie comique et joignait à ses observations une mimique irrésistible. Elle savait que les amours du duc d'York et de Mlle Clarke et leur scandale mécontentaient la population du pays de Galles; elle s'y rendit, et, faisant son quartier général d'une auberge de Builth, elle y commença ses opérations. Elle fit venir le médecin, le commis de l'octroi, l'apothicaire et le maître de l'auberge. « Ah çà! leur dit-elle, imitant les gestes et la tournure des personnages qu'elle voulait dépeindre, si vous aviez une femme ainsi faite, parlant ainsi, marchant ainsi, entourée d'une meute de beaux messieurs qui la couvriraient de la poudre de leurs perruques; si la ménagère était violente, impérieuse, acariâtre, sans ordre, sans gaieté; si au mois de novembre elle voulait que toutes les fenêtres fussent ouvertes et que l'odeur du chenil arrivât jusqu'à vous, ne vous croiriez-vous point parfaitement en droit de prendre un peu de plaisir ailleurs? Voyons! » Elle ramena au parti du duc jusqu'aux ménagères.

Il fallait surtout la voir contrefaire les vertus philanthropiques et les tendresses languissantes des couples sentimentaux alors à la mode en Angleterre sous l'influence de Kotzebue et d'Auguste Lafontaine. Elle jouait d'abord le mari en extase devant sa femme, et cette dernière pleine de langueur enthousiaste; puis, dans un second acte, elle représentait l'un ayant des maîtresses, et l'autre des amants. Comme elle se permettait ces parodies en plein salon, ce rôle de bouffon de cour, adopté par la nièce de Pitt et soutenu avec une vivacité spirituelle de jeune fille, la faisait craindre comme la peste. On baissait la tête; pensions, titres, dignités, projets, tout lui passait par les mains. Elle osait ce que son oncle aurait à peine osé, et souvent elle faisait justice. « Que pouvait donc vous dire un tel (membre du cabinet de Pitt), lui demanda un soir son oncle, avec ses longs discours au milieu du bal, son air animé et ses yeux en l'air?—Il m'assurait sur ses grands dieux que la pension de la pauvre Sarah N... serait accordée demain. Vous savez l'intérêt que je prends à cette pauvre créature et à ses dix enfants; mais, comme je méprise le personnage, je ne l'ai pas même écouté, et je me suis réservé de vous parler de la chose. J'aime mieux puiser à la source. — Il vous disait cela! Voilà qui passe toutes les bornes, s'écria Pitt. Ce même homme, il n'y a pas une heure, est venu me supplier de n'accorder aucune pension à Mme N...! L'administration, dit-il, se trouverait forcée de nourrir les dix enfants. Il veut traîner la chose en longueur, si bien que l'on n'y pense plus. — Mon oncle, reprit Esther, il faut vous montrer. Donnez la pension à l'instant même. — Tout le monde est couché. Il n'y a plus personne à la trésorerie. — Si fait, j'aperçois une lumière. Faites venir M. Chinnery, qui doit y être encore. » On envoya chercher M. Chinnery, le distri-

buteur des pensions. « La première chose que vous ferez demain matin, lui dit-elle, ce sera d'envoyer le brevet de pension à Mme N... N'est-ce pas, monsieur Pitt? » Et la pension fut accordée.

Quand ce qu'elle voulait n'était pas exécuté, elle se vengeait cruellement. Lord Abercorn, qui désirait l'ordre de la Jarretière et l'avait inutilement sollicité de Pitt, auquel il avait de nombreuses obligations, se retourna vers Addington pour l'obtenir et l'obtint. « Je lui ferai payer cette défection, dit-elle un jour au duc de Cumberland. — Voici le moment, s'écria le duc; il vient d'entrer. Sautez sur lui, petit *bulldog! (you little bulldog!)* » Lord Abercorn avait eu les deux jambes cassées, et le père d'Addington avait exercé la profession de chirurgien. Elle s'approcha de lui, et, l'œil fixé sur la jarretière : « Qu'avez-vous là, mylord? lui dit-elle. Un bandage? Addington a bien travaillé, et j'espère que vous serez dorénavant sur un meilleur pied. » Puis elle s'en alla. On lui disait un jour : « Voyez donc comme lord Castlereagh est rouge; » elle répondit : « C'est le reflet des portefeuilles. » Il avait coutume de se faire suivre partout de ses portefeuilles de maroquin rouge, et de paraître éternellement enseveli dans les affaires politiques.

La guerre qu'elle soutenait si résolument et avec tant de caprice contre la civilisation affectée ou exagérée de son temps, atteignait, comme on le voit, les têtes les plus hautes. Dans le duel misérable et scandaleux entre le prince et la princesse de Galles, elle ne soutint ni l'un ni l'autre, ne prit parti ni pour une victime peu intéressante, ni pour un maître et un mari sans pudeur, se refusa aux avances de la princesse, fut froide et peu prévenante pour le prince, et condamna également par son silence les extravagantes licences de cette femme sans retenue et sans raison, et l'égoïsme despotique de ce voluptueux sans entrailles. Les choses ne pouvaient durer ainsi longtemps; avec la puissance politique de Pitt, la fantastique royauté de sa nièce devait s'anéantir. En effet, après avoir soutenu l'édifice gigantesque de la suprématie anglaise, Pitt, épuisé et endetté, descendit dans le tombeau; il avait livré à son œuvre politique son âme, son esprit et son corps. Il faut entendre à ce propos les aveux faits par la compagne de ses dernières années; on verra ce que coûtent les plus éclatants triomphes de la politique et du pouvoir. « Aucune des jouissances de la vie commune n'appartenait à Pitt; il n'avait pas même le temps de surveiller ses affaires pécuniaires, et on le volait de toutes parts. Debout à huit heures, déjeunant au milieu d'une foule de solliciteurs et de membres du parlement, ne cessant de travailler, de parler, de répondre, de donner des ordres jusqu'à quatre heures du soir, il mangeait à la hâte une côtelette de mouton, se rendait à la chambre des communes, y trouvait ses ennemis sur le qui-vive, luttait avec acharnement jusqu'à trois heures du matin, et revenait souper avec ses amis, pour se coucher ensuite et prendre une ou deux heures de repos. Nulle organisation n'y aurait résisté. Souvent, au milieu de ce sommeil, il était réveillé par une dépêche de lord Melville ou par un ordre de se rendre à Windsor. Ce n'était pas une vie, c'était un meurtre. Ses plus heureux moments étaient ceux qu'il passait dans une espèce de ferme, à côté de Walmer; il y avait fait placer trois chaises et une table dans une chambre aérée, et passait le temps à écrire et à respirer. Enfin il succomba. »

En effet, il mourut le 23 janvier 1806, tué par la bataille d'Austerlitz, laissant quarante mille livres sterling de dettes et sans avoir vu se réaliser aucun des vastes plans qu'il avait conçus. L'étrange créature qui avait eu tous ses secrets comprit qu'elle n'avait plus rien à espérer en fait de pouvoir occulte ou avoué, d'in-

trigues à débrouiller ou à pénétrer, d'anxiétés politiques à partager, de sarcasmes à jeter sur les héros de ce drame dont elle avait sondé le fond, fait mouvoir les coulisses, barbouillé les décorations et déshabillé les acteurs. On ne lui accorda que 1,200 livres sterling de rente, et la société anglaise ne lui fit pas attendre sa vengeance. Elle se retira quelque temps à Builth, dans une chaumière du pays de Galles ; puis, profondément dégoûtée et blessée, elle partit pour l'Orient en 1810. Jeune et impétueuse, elle avait vécu d'une vie trop forte pour sa raison. La mort de ce grand politique qui s'était immolé à ses desseins, et que personne ne pleurait, avait frappé une ardente imagination de l'ébranlement le plus terrible. Elle n'était ni assez riche ni assez indépendante pour faire tête aux inimitiés qu'elle avait soulevées. Sa haine de l'Europe, et surtout de l'Angleterre, était devenue comme chez Byron une rage, une frénésie, une maladie incurable. Elle aimait le réel, ainsi que tous les grands esprits, et la société anglaise marchait dans sa voie de pruderie hypocrite ; elle était rassasiée jusqu'au dégoût de civilisation, de fêtes et d'affectations élégantes. Bientôt le mysticisme, les rêves d'un avenir confus, le besoin de faire encore parler d'elle, la soif d'un pouvoir que sa patrie ne pouvait plus lui donner, firent bouillonner dans son cerveau une fièvre mêlée de misanthropie et d'aspirations à la grandeur qui ne cessèrent plus de la dévorer jusqu'au moment de sa mort. L'étude et la poésie l'auraient calmée et consolée; elle méprisait les livres, n'aimait que l'action, et l'action lui manquait. Elle était orgueilleuse « comme Satan ; » elle se sentait humiliée. Canning allait hériter de Pitt après Castlereagh, et l'ingratitude de la nation la révoltait. Après avoir erré quelque temps en Grèce et en Égypte, elle finit par planter sa tente au milieu de la Syrie, entre les Druzes prêts à s'insurger, les Turcs impitoyables et les Arabes sauvages. C'était bien l'écheveau politique le plus embrouillé et le plus sanglant que la situation anarchique de cette contrée, et peut-être cette difficulté même lui offrait-elle un attrait de plus.

Nous rappellerons en peu de mots ce qui se passait en Orient lorsque lady Stanhope choisit le mont Liban pour asile. La faiblesse de l'empire ottoman et cette décadence progressive qu'il avait subie depuis le commencement du XVIIIe siècle encourageaient ses vassaux à la défection; pendant que les Grecs s'insurgeaient et préludaient à leur indépendance, Méhémet-Ali faisait de l'Égypte son domaine personnel, et le prince des Druzes, chef nominal plutôt que réel des peuplades variées et hostiles qui habitent le Liban, essayait de vaincre par la cruauté et les artifices les obstacles opposés à son pouvoir par le peu d'homogénéité des éléments qui lui étaient soumis, et tendait à devenir le maître de toute la Syrie. Pendant les vingt années que lady Stanhope passa dans ce pays, les luttes de l'émir Béchir contre la Porte, les Druzes, les Arabes, les Turcs, et contre ses propres lieutenants, celles des diverses populations entre elles, du pacha d'Acre contre Ibrahim-Pacha, fils de Méhémet, enveloppèrent la solitude de lady Stanhope, située non loin de Beyrouth, d'un réseau d'intrigues, de guerre et d'assassinats effroyables, dans lesquels l'Europe elle-même, souvent trompée, a été forcée de s'engager.

C'était un monstre et un homme habile que cet émir dont on a fait tant de bruit en Europe, et sur lequel les mémoires du docteur donnent des renseignements précis. Forcé de fuir à diverses reprises la vengeance des pachas d'Acre et de se soustraire aux firmans de la Porte, ce fut lui qui devina de quelle utilité lui pourrait être l'alliance de Méhémet-Ali, et qui, de concert avec ce dernier, essaya de soustraire la Syrie au joug ottoman. Le fils de Méhémet, Ibrahim-Pacha, saisit le

moment favorable, pénétra en Syrie, prit Damas, battit l'armée du sultan, se rendit maître de toute la Célo-Syrie, et, sans l'intervention des puissances européennes, il menaçait Constantinople.

De cet accord entre les deux hommes les plus rusés et les plus hardis de l'Orient, ce fut l'émir des Druzes qui retira le plus d'avantages. Il revint dans le mont Liban, où, tout en comprimant par la terreur des races divergentes, il continua de détacher les populations de leur vieille fidélité. Pendant qu'il se donnait pour Druze aux Druzes et pour chrétien aux chrétiens, et qu'il effrayait les Arabes par des exécutions sanglantes, il faisait répandre par ses émissaires que Mahmoud était un Européen qui buvait du vin avec les Grecs, visitait les maisons de débauche, foulait aux pieds le Coran et ne tendait qu'à transformer l'empire turc et à étouffer l'islamisme. Les musulmans de Syrie regardèrent Ibrahim-Pacha comme leur seul espoir et l'apôtre de leur foi.

Ce n'était pas assez : il fallait imposer aux Maronites et aux Druzes, les uns, vieille race chrétienne dont les villages couvrent une partie du Liban, les autres, montagnards infatigables, maîtres des forteresses bâties par les croisés, et qui, de leurs murailles, formant une ligne irrégulière de remparts et de rochers, pourraient braver et détruire une armée. Tous ces hommes avaient des armes, et s'en servaient avec une habileté consommée, un courage indomptable. Un beau matin, pendant que les laboureurs druzes étaient à la moisson, tous les villages du Liban se trouvèrent occupés par les troupes d'Ibrahim, accourues la nuit à marches forcées. On s'empara même du palais de l'émir, qui simula une vive terreur, une indignation excessive, et se donna pour victime du stratagème combiné par lui. On procéda bientôt au désarmement intégral de la population druze. Quelques-uns réussirent à cacher leurs armes ; d'autres furent suppliciés ; la plupart cédèrent à la force. Poursuivant son dessein avec habileté, le prince, qui voulait s'appuyer sur les chrétiens, déclara que les chrétiens garderaient leurs armes, leur distribua quelques ceintures de soie et quelques cachemires, et passa parmi nous pour le protecteur oriental du catholicisme. Les Grecs de la côte, habitués à ramper devant leurs maîtres musulmans, ne se possédaient pas de joie, et les politiques d'Europe concevaient de grandes espérances. Un jour cependant, lorsque la jalousie excitée par le privilége des chrétiens eut fermenté dans le cœur des Druzes et des Arabes, l'un des neveux d'Ibrahim, Abbas-Pacha, fut chargé par son oncle d'exécuter, toujours avec l'assentiment de l'émir, un de ces stratagèmes dont les pays civilisés n'ont pas le privilége exclusif. « Quel est, demanda-t-il en voyant un chrétien se promener, le poignard à la ceinture, armé d'un cimeterre magnifique et de deux pistolets, quel est cet homme? Un chrétien? Dans quel équipage me montrerai-je, moi, si ces gens paraissent devant nous sous un tel costume? J'y mettrai ordre. » Les chrétiens furent à leur tour désarmés, et la Syrie entière resta sans défense. L'émir Béchir avait réussi. Cependant les Druzes indépendants s'aperçurent qu'ils étaient joués, et s'animèrent d'une juste colère, qui finit par éclater lorsque Ibrahim-Pacha prétendit les soumettre au régime de la conscription. Réunis aux Bédouins du désert voisin, ils attaquèrent l'émir et remportèrent plus d'un succès.

C'est au milieu de cette anarchie de toutes les ruses et de toutes les violences que lady Stanhope était venue chercher asile. Pressée et cernée entre l'hostilité armée d'Ibrahim, l'ambition sans scrupule de l'émir Béchir, l'indépendance enracinée des Druzes, les souvenirs vindicatifs des chrétiens opprimés et le mécon-

tentement des musulmans sincères qui regardaient Mahmoud comme un Européen, la Porte ottomane ne pouvait s'appuyer en Syrie que sur le vieux prestige de son autorité. Ce fut précisément en sa faveur que lady Stanhope se déclara ; ce fut cette cause qu'elle soutint pendant vingt ans, sous les yeux et à la connaissance de l'émir Béchir, et domiciliée au centre même de son territoire. Elle fit peu de bruit à son arrivée, et l'émir, croyant se faire d'elle un appui, lui concéda comme habitation un vieux couvent de Grecs schismatiques, nommé Mar-Elias, dont les bâtiments étaient en bon état, l'accès facile et la situation commode. Elle resta quelques années dans cette retraite, s'habituant par degrés aux mœurs du pays, formant sa maison asiatique, et préludant à ses efforts de pouvoir et de royauté par une réputation méritée de bienfaisance intarissable. Puis, changeant de retraite, mais conservant la propriété de Mar-Elias, elle choisit pour sa résidence définitive Djîhoun, situé non loin de Saïda.

Sur une des croupes les plus escarpées du mont Liban, cône tronqué, environné de précipices comme d'un fossé d'enceinte, et séparé des autres chaînes, couronnées de neiges et tapissées d'une végétation vigoureuse, par un chaos de rochers, de cèdres et de torrents, elle construisit son singulier palais, amas confus de maisonnettes basses, liées les unes aux autres par des galeries obscures, des corridors tortueux et des cours irrégulières. C'était plutôt un labyrinthe qu'une maison. Là tout était disposé pour le mystère, et elle avait semé son domicile de trappes et de cachettes. Le convive qu'elle invitait ne se doutait pas que derrière lui une boiserie renfermait un homme chargé de tout voir, de tout entendre, et de surveiller le service des domestiques. De la porte de ce singulier château, l'œil plongeait dans la profondeur verdoyante des vallées, où le fleuve serpentait lentement, et, en se relevant, le regard glissait sur les pentes noires des montagnes, qui formaient comme un vaste entonnoir circulaire, avec des créneaux de neiges. Ce fut là qu'environnée d'esclaves barbares auxquels elle imposait par la violence et l'habileté, entourée de populations ennemies qui la respectaient comme un être mystérieux placé sur les limites des deux mondes, en proie aux douleurs morales et physiques les plus intenses, consultant les astres, interrogeant le sort, jouant à la fois la pythonisse et la reine asiatique, faisant de son habitation un enfer et répandant ses guinées sur le Liban avec une munificence et une générosité qui la laissèrent sans ressource, elle fonda sa puissance indépendante de l'émir, hostile même à ses desseins.

Elle avait choisi pour l'escorter une miss William, personnage insignifiant, acclimatée depuis longtemps dans sa famille, et le médecin auquel nous devons ces mémoires. Ce dernier est évidemment un très-honnête père de famille, homme instruit et bien élevé, qui ne savait guère quel supplice l'attendait. Elle avait de trop grands desseins et de trop faibles ressources pour ne pas faire souffrir ceux qui vivaient près d'elle. Méprisant la médecine autant que les médecins, elle ne se gênait nullement pour le lui dire ; elle rejetait ses ordonnances, riait de ses préceptes, l'endoctrinait incessamment, et, comme il était l'être le plus civilisé de ce qui l'entourait, il recevait pour son compte l'averse de sa colère contre la civilisation. Ce rôle de souffre-douleur en chef révolta sa fierté, et il partit pour l'Europe. Elle le fit aller et venir, le rappela, le renvoya, le rappela de nouveau, le fit partir une seconde fois, et ces pérégrinations du pauvre docteur, qui fut dévalisé en route par un pirate grec, remplissent une bonne partie des trois volumes. On ne peut s'empêcher de le plaindre ; mais *que diable allait-il faire dans cette galère ?* Con-

naissant lady Stanhope, il voulut, malgré les prières et les ordres d'Esther, emmener avec lui sa femme et sa famille, qui n'aimaient ni l'Orient ni les voyages; lady Esther avait pour les femmes, dont elle reniait le sexe, une ineffable horreur; elle ne voulut jamais recevoir la femme du médecin. Ce fut un tiraillement abominable que la vie du pauvre homme placé entre la reine de Tadmor et son épouse légitime, qui, se constituant rivales d'autorité, se l'arrachèrent tant qu'elles purent. Lady Stanhope fulminait; la femme du docteur se trouvait mal et pleurait. Il allait sans cesse de l'une à l'autre sans pouvoir rien concilier. Les montagnards druzes, habitués à mener autrement leur harem, concevaient des maris européens une très-pitoyable idée qui humiliait lady Stanhope. Furieuse de la faiblesse du docteur, elle s'avisa d'une vengeance curieuse. La vertu de ses suivantes abyssiniennes et syriennes se contenait difficilement dans les bornes légitimes; ces dames sautaient la nuit par-dessus les murs. Voulant y mettre ordre, elle proposa sérieusement au docteur cette charge confiée dans toute l'Asie à des êtres d'un troisième sexe peu estimé, et voulut le constituer maître de son harem, gardien en titre de ces chastetés orientales qui ont besoin de grilles et de satellites. C'était une épigramme singulière, que le docteur, tout en refusant, ne comprit pas.

Dans une chambre sans tenture et dont le pavé était marbré de briques cassées et fissurées en mille endroits, le docteur faisait une curieuse figure auprès du lit de la reine de Tadmor, il n'apercevait pas toujours distinctement la *cid mylady* dans la fumée qu'elle faisait sortir de sa longue pipe; mais du sein de ce nuage vénérable il sortait des paroles qu'il écoutait la bouche béante pendant des heures entières, et qu'il écrivait ensuite. Il se sentait tour à tour étonné, émerveillé, scandalisé et stupéfié de ces longues séances, après lesquelles il cherchait naïvement s'il pouvait se regarder comme sûr de son identité parfaite. Elle lui avait parlé d'astrologie, de chiromancie, de juments sacrées, de Pitt, de Chatham, des étoiles, de serpents à tête humaine et de la pierre philosophale; elle l'avait appelé idiot, bonhomme, tête de bois et *bûche*. Elle l'avait caressé, flatté, mystifié, insulté, prêché, consolé, confessé, complimenté et régalé, si bien qu'il ne savait plus du tout où il en était. Après cet exercice de sa patience, il lui fallait redescendre les sentiers glissants et tortueux qui, circulant à travers les ravines, le conduisaient à son domicile, car la reine voulait habiter seule le sommet de Djîhoun.

Le couvent de Mar-Elias, qu'elle lui concéda pour quelque temps, aurait offert à lady Stanhope un domicile plus sain, plus convenable, plus facile à approvisionner. Elle préféra Djîhoun, cette montagne solitaire, retraite plus sauvage, où elle se sentait isolée et reine. Là, seule maîtresse de ses actes, loin des villes importantes, elle échappait à tout contrôle et pouvait découvrir de son nid d'aigle quiconque prétendait en approcher. On n'arrivait à Djîhoun que par des sentiers impraticables dans les mauvais temps, à peine accessibles dans les beaux jours. La panthère et le chacal bondissaient de roche en roche, et les plus hardis y regardaient à deux fois avant de se hasarder sur les rebords de ces précipices. Comme les gens de lady Esther, alléchés par ses munificences, exténués par sa tyrannie, étaient sans cesse tentés de la quitter, ce moyen de les garder près d'elle lui semblait excellent. Malgré cette précaution, toute la partie féminine de sa domesticité émigra en masse pendant une nuit, préférant les dangers de la route à la servitude qu'on lui imposait.

A Djîhoun, elle prit toutes les habitudes orientales et renonça définitivement aux

souvenirs européens. Personne n'eût reconnu la nièce de Pitt sous le turban de laine, d'un blanc jaunâtre, s'enroulant par-dessus le *fez* ou *tarbouch* rouge; entre le fez et le turban, elle passait le *keffaïah*, mouchoir de soie jaune et rouge, de nuances pâles, noué sous le menton. Elle était couverte tout entière du *machlah*, long manteau de mérinos blanc à draperies amples et rattaché sur la poitrine par des brandebourgs de soie blanche. Le *djoubé*, robe écarlate, apparaissait sous le manteau quand elle l'ouvrait par-devant, et sous cette robe se trouvait placé le *quonbaz*, tunique jaunâtre retenue par une écharpe autour de la ceinture ; un pantalon écarlate très-large, avec des demi-bottes jaunes ou *mest* et des babouches jaunes par-dessus, complétait ce costume singulier, qui n'appartenait en réalité ni à l'Europe ni à l'Asie, ne pouvait offenser ni la dignité d'un sexe ni la pudeur de l'autre, et la faisait « ressembler, dit le docteur, quand elle était assise dans un coin obscur de son divan, à une figure fantastique de Guerchin. » Tout cela n'était rien et ne formait que la portion matérielle et la mise en scène de son rôle. Il fallait encore se faire estimer et craindre. Elle n'avait droit qu'aux égards de l'hospitalité ordinaire, et, à son arrivée en Orient, elle ne trouva en effet chez les principaux habitants que le degré de considération dû à son titre d'Européenne, alliée aux grandes familles de son pays. Ce premier prestige n'aurait pas tardé à s'effacer, si elle n'avait su le maintenir et l'accroître par une intime connaissance des mœurs orientales, et des ruses sans nombre jointes à une hardiesse peu commune.

Bientôt son opinion eut de l'autorité, et son alliance acquit de la valeur. Les populations redoutèrent cette femme qui n'avait ni armées ni finances, et les pachas comptèrent avec elle, comme autrefois les pairs d'Angleterre et les membres du cabinet de Pitt. Inaccessible aux présents et aux séductions pécuniaires qui vinrent fréquemment la solliciter, prodigue de son or pour les malheureux et les proscrits, audacieuse jusqu'à la témérité dans ses paroles et dans ses actes, il est curieux d'étudier par quels moyens elle accomplit cette œuvre singulière d'une domination sans base et soutenue par son seul caractère. D'abord elle répandit de toutes parts le bruit de ses doctrines théurgiques, de sa communion avec les esprits invisibles, et de son pouvoir sur les forces surnaturelles ; ensuite elle jeta dans les esprits la conviction qu'elle était inexorable dans ses vengeances et intarissable dans ses dons. A la souveraineté de l'opinion qu'elle avait conquise, si elle eût joint des ressources d'argent, elle aurait régné sur le Liban, et son rêve était réalisé.

Elle commença par abjurer les apparences philanthropiques de l'Europe et fit planter devant sa porte deux énormes pieux très-pointus, destinés à empaler ses ennemis. Puis elle rendit des services réels à l'homme le plus redoutable et le plus redouté du pays, Abdallah-Pacha, à qui elle fit prêter de l'argent par un banquier d'Europe. Enfin elle comprit qu'elle ne serait pas respectable sans un bourreau, et elle s'en procura un tout à fait dans les goûts de l'Orient, ou plutôt elle l'emprunta à celui qui se connaissait le mieux en ces matières, à l'émir Béchir. Ce bourreau était un homme de très-grande taille, au nez crochu, impassible, à l'œil fixe et profond comme un vautour, au front chauve et dégarni comme cet oiseau de proie, et qui caressait et polissait sans cesse l'arsenal de torture qui constituait le mobilier de sa profession. Il se nommait Hamaâdy, et c'était assurément la personne la plus estimée et la plus respectée à vingt lieues à la ronde ; comprenant son importance, il ne dérogeait par aucune faute à la considération dont il jouissait. Ce Tristan l'Hermite de l'émir Béchir, lequel condescendait, par estime pour

la reine de Tadmor, à lui prêter ses services, ne traversait pas un village qu'on ne lui offrît aussitôt la plus belle maison, des fruits et des fleurs. Sous les ordres de son terrible maître, dont il était l'ami personnel et même jusqu'à un certain point le confident, il a étranglé, pendu, empâlé, torturé plus de deux mille hommes et femmes. Aussi ses paroles étaient des ordres, et notre docteur en fit l'expérience à son détriment. Il ne put jamais se procurer une provision de lait et de crème régulière, parce que Suleiman Hamaâdy voulait en avoir tous les jours, et que les paysans le servaient le premier. Au surplus, lady Stanhope ne pendait personne; la reine de Tadmor faisait un usage très-modeste de ce moyen de gouvernement, et employait Hamaâdy bien moins en réalité qu'*in terrorem,* comme disent les jurisconsultes anciens. Lorsque ses générosités et ses munificences royales l'eurent réduite à un degré de détresse qui ne lui permettait plus de nourrir ses chevaux, elle résolut de se défaire de deux magnifiques juments qu'elle aimait beaucoup, et fit venir Hamaâdy : « Vous les tuerez, lui dit-elle, au milieu de la grande cour et d'un seul coup, et vous aurez soin de vous pencher à leur oreille et de leur dire tout bas : « Votre maîtresse, qui vous aime, ne veut pas que vous languissiez et que vous dépérissiez de faim et d'inactivité dans son palais; elle vous renvoie, pauvres êtres, au Dieu suprême de la nature, qui vous transformera selon les volontés de sa puissance. »

Quand le docteur, qui ne concevait pas ces pratiques orientales, lui témoignait son peu de goût pour les tenailles et les ferrements dont Hamaâdy se présentait escorté, lady Esther se justifiait assez bien. « Vous êtes là, lui disait-elle, au milieu du mont Liban et de ce monde sauvage que vous ignorez, aussi stupide qu'un vieux tronc d'arbre et ne comprenant rien à tout ce qui vous entoure. Ici, ce que l'on méprise le plus, c'est la douceur. « Nous ne voulons pas être menés par des poules, dit leur proverbe, mais par des tigres. » Ma servante abyssinienne Fathoum n'exécutait aucun de mes ordres et ne bougeait pas quand je la sonnais. Je la fis venir et lui demandai ce que signifiaient sa désobéissance et sa paresse. Elle me répondit : « Vous me grondez toujours, grande reine, et je pense que vous voulez » vous moquer de moi en m'adressant de longs sermons. Pourquoi ne me faites-» vous pas donner le fouet ? Je comprendrais cela. » L'émir Béchir me racontait qu'il avait acheté une Éthiopienne fort belle, et que le premier soir de son entrée au harem elle saisit le poignard de son maître et voulut l'en percer ; il s'élança, la frappa d'un ou deux coups de cimeterre, et l'accabla ensuite de coups de cravache ; après quoi elle lui devint si tendrement, si passionnément attachée, qu'elle ne voulut jamais qu'on la vendît, menaçant de se tuer dès qu'il était question de se défaire d'elle, et ne voulant absolument plus quitter le harem. Sans ces petites précautions politiques, nous serions pillés et égorgés dans nos lits; j'ai su que les paysans, à mon arrivée ici, avaient formé le plan d'ouvrir le toit de ma chambre avec des pioches et d'y jeter de la paille enflammée pour m'étouffer pendant mon sommeil. Ils ne respectent ici que la force, la grandeur, la volonté inébranlable et la puissance de la cruauté. Mustapha-Pacha, que j'ai connu, ne calmait ses nerfs qu'en tuant un homme. Lorsque cette envie le prenait, ses serviteurs en étaient avertis par une espèce de râle sourd et profond qui sortait de sa poitrine comme de celle d'un tigre. On lui amenait un prisonnier qu'il dépêchait de sa main ; alors il redevenait paisible et fumait sa pipe tranquillement.

» Vous avez vu l'autre jour ce brave comte allemand, tout pétri de philanthropie et de sensibilité. Il me disait que sur les bords du Nil il avait fait la ren-

contre d'un aga qui traînait une femme par les cheveux et la maltraitait cruellement. Il voulut, malgré les remontrances de ceux qui l'entouraient, s'interposer en sa faveur ; la scène de Sganarelle et de sa femme se reproduisit tout entière. Elle se mit à le battre, lui jeta sa pantoufle au visage, et l'appela de tous les noms injurieux qu'elle put trouver. Mais vous n'entendrez jamais ces choses, docteur, vous qui n'êtes qu'un homme d'Europe et raisonnablement pédant. Menons le monde comme il veut qu'on le mène. Sans notre bourreau Hamaâdy. ce pauvre vieux voyageur français, M. Dana, serait mort de faim dans nos montagnes. Les brigands de ce pays lui avaient volé sa malle, ses doublons, ses papiers, et il ne savait que devenir. Quand la population du village fut réunie, Hamaâdy, par mon ordre, leur adressa ces paroles du ton le plus honnête : « Mes bons amis, le voya-» geur ne veut faire de mal à personne ; mais c'est ici que son argent et ses pa-» piers ont disparu. Rendez les papiers et l'argent, et il ne vous sera rien fait. » Dieu sait quelles protestations et quels serments répondirent à cette injonction ; les hommes criaient, et les femmes plus haut que les hommes. Hamaâdy, voyant que les discours ne servaient à rien, fit chauffer ses tenailles et rougir ces petits bonnets de cuivre dont on coiffe les suppliciés. Les femmes continuaient de hurler que c'était une injustice affreuse, et Hamaâdy, choisissant celle qui criait le plus fort, insinua une aiguille rouge sous l'ongle d'un de ses doigts. « Lâchez-moi, s'é-» cria-t-elle aussitôt, j'avouerai tout! » Elle confessa, le croiriez-vous, docteur! que le fils du curé avait volé le voyageur, et qu'elle avait partagé l'argent avec lui. Ne valait-il pas mieux, dites-moi, aimable philanthrope, épouvanter et même punir cette voleuse que de laisser périr ce malheureux voyageur? Les Orientaux, mon pauvre docteur, sont comme les femmes ; ils veulent des êtres qui les protégent, et ils reconnaissent la possibilité de cette protection à la vigueur de la main qui les châtie. Quiconque se laisse écraser est une âme vile dont ils se moquent. Ainsi ils sont venus me dire cent fois que vous aviez bon cœur ; c'est comme s'ils disaient que vous êtes un *bonhomme*, absolument comme s'ils vous crachaient à la figure. Voyez un peu mon messager Logmagi, comme il les traite et comme ils l'aiment ! A leurs yeux, Logmagi est plein de grâce, Logmagi est délicieux, Logmagi est adorable. C'est qu'il les rosse d'importance, et chez un maître la sévérité est ici le premier devoir. »

Tout ceci la faisait respecter singulièrement. bien que sa justice orientale se trompât quelquefois ; du reste, elle s'en embarrassait peu ; elle voyait surtout l'effet à produire et sa puissance à fonder. Elle savait quelle importance sociale les Orientaux attachent au respect pour les femmes, et punissait sans pitié toute infraction à la sévère continence qu'elle exigeait de ses serviteurs. Hanah Messaad, son interprète et son secrétaire, fils d'un Anglais et d'une Syrienne, et qu'elle aimait beaucoup, vint lui dire un jour qu'un autre de ses gens, nommé Michel Toutounghi, avait séduit une jeune Syrienne du village, et qu'il les avait vus l'un et l'autre assis sous un cèdre du Liban. Toutounghi soutint que cela était faux. Lady Esther appela Hamaâdy, qui se fit escorter du barbier de Saïda (l'ancienne Sidon), et, convoquant tout le village sur la pelouse devant le château, elle s'assit sur des coussins, ayant à sa droite Messaad, à sa gauche Toutounghi, enveloppés de leur beniches et dans une attitude respectueuse. Les paysans formaient un cercle ; le barbier et l'exécuteur occupaient le centre. « Toutounghi, dit-elle en écartant de ses lèvres le tuyau d'ambre de sa pipe, vous êtes accusé par Messaad d'une liaison criminelle avec Fathoum Aïesha, fille syrienne, qui est là devant moi.

Vous le niez. — Vous autres, continua-t-elle en s'adressant aux paysans, si vous savez quelque chose à ce sujet, dites-le. Ces deux hommes étant mes serviteurs, je leur dois justice à tous deux. Je veux faire justice. Parlez. » Tous répondirent qu'ils n'avaient aucune connaissance de ce fait. Alors elle se retourna vers Messaad, qui, les mains croisées sur la poitrine, attendait la sentence. « Messaad, lui dit-elle, vous imputez à ce jeune homme qui entre dans le monde, et qui n'a que sa réputation pour fortune, des choses abominables. Appelez vos témoins : où sont-ils ? — Je n'en ai pas, répondit-il humblement, mais je l'ai vu. — Votre parole est sans valeur devant le témoignage de tous les gens du village et la bonne renommée du jeune homme ; » puis, prenant le ton sévère d'un juge : « Vos yeux et vos lèvres ont commis le crime, votre œil et vos lèvres en porteront le châtiment. Hamaâdy, qu'on le saisisse et qu'on le tienne ! Et toi, barbier, rase le sourcil gauche et la moustache droite du jeune homme ; » ce qui fut dit fut fait. Quatre années après, lorsque Messaad fut devenu secrétaire d'un consul à Beyrouth, bien marié d'ailleurs et homme honorable, lady Stanhope, qui se félicitait d'une justice si équitable et si peu nuisible au supplicié, reçut une lettre où Toutounghi s'amusait à lui raconter que l'histoire de la séduction était parfaitement vraie, et que sa moustache et son sourcil se portaient bien.

C'était déjà un grand point d'être connue pour juste, pour puissante, pour inexorable ; pourtant ce n'était que la moitié de l'œuvre. A moins de passer pour magicienne, lady Stanhope ne se crut sûre de rien ; elle y réussit, et si complétement, que tout le monde, même le docteur, y a été trompé. De ce qui précède on déduira aisément ce qui n'a pas été compris jusqu'ici : la persévérance de la reine de Tadmor à s'entourer de prestiges astrologiques, l'observation scrupuleuse des jours néfastes, sa retraite des mercredi, pendant lesquels nul n'osait la troubler, le serpent magique, à tête d'homme, qui devait lui annoncer la venue du nouveau Messie, et la description fantastique de cette caverne aux serpents dont elle épouvanta si souvent son docteur. On concevra sans peine cette vie contraire à toutes les lois reçues, l'habitude de se lever à deux heures, l'observation des étoiles heureuses et malheureuses, et la petite jument dont le dos creusé en forme de selle naturelle était nourrie religieusement dans son écurie, pour servir de monture au Messie qui devait entrer avec elle à Jérusalem.

Le docteur, qui vivait au sein des nuages fantastiques évoqués par elle, ne s'expliquait point cette évocation, étrangement combinée avec l'exaltation et le mysticisme réels de lady Esther Stanhope, et seule base de son existence en Orient. Elle ne se contenta point de passer pour prophétesse, elle s'entoura d'une armée de prophètes, gens redoutés qu'elle attachait par l'intérêt. Grande sibylle orientale, c'était un beau rôle, et tout le monde l'acceptait. Deux sous-prophètes l'aidèrent principalement dans cette entreprise, un Français et un Arabe. Le premier, vieillard qui, pendant plus de vingt ans, vécut de sa bonté, avait connu Tippo-Saëb et Lally, et se nommait Loustauneau ; le soleil d'Orient et le mouvement des révolutions avaient un peu dérangé sa cervelle. C'était le fils d'un paysan de Tarbes, embarqué comme matelot à vingt-quatre ans, puis qui avait servi dans l'artillerie du rajah Scindia, où il avait dû un rapide avancement à son intrépidité et à son titre d'Européen. Ruiné à son retour en France par la révolution, puis secouru par la famille d'Orléans, il établit une fonderie sur les frontières d'Espagne, vit ses propriétés détruites par la guerre civile, et finit par s'embarquer pour l'Orient, laissant à Tarbes trois fils et deux filles ; sa raison ne put soutenir le choc de tant

d'événements et de spectacles divers. Il errait en Syrie de village en village, recevant l'aumône, la Bible à la main, et prophétisant l'avenir, lorsque la reine de Tadmor entendit parler de lui. Elle recueillit le pauvre homme, et l'entretint de ses deniers avec une générosité et une délicatesse infinies, sans le rapprocher d'elle, il est vrai; elle redoutait la mauvaise impression produite par les humeurs, les caprices et les folies du vieillard. Logé dans le couvent de Mar-Elias, il répétait partout, et avec de grandes citations de la Bible, que la reine de l'Orient était venue, que l'étoile était au zénith, et que le Messie allait reparaître, ce qui convenait merveilleusement à la politique de la reine de Tadmor. Souvent le vieillard, une grande Bible sur les genoux, ses longs cheveux blancs flottant sur les épaules, se montrait assis sur le balcon de l'édifice massif et carré fondé par les Grecs schismatiques. Un jour, presque tout le couvent fut renversé par un tremblement de terre, à l'exception du balcon et de la chaise occupée par le prophète, qui vit une muraille se pencher lentement vers lui, comme si elle eût fait la révérence, et crouler. Ce fut un grand miracle dans le pays, et le prophète, ainsi que lady Esther, n'en furent que plus respectés. Dans une autre aile du même couvent, elle avait placé son second prophète, Metta, le docteur arabe du village qui, à l'arrivée de lady Esther dans le pays, avait été saisi d'une sorte de frénésie prophétique, et lui avait annoncé que le trône de l'Orient lui appartenait. Cette protection accordée à un vieillard idiot et à un Arabe menteur la constituait reine des sorciers, et augmentait la vénération orientale pour sa personne et son nom. Metta prétendit qu'une caverne de l'Abyssinie renfermait un livre prophétique écrit en arabe, où toute la destinée d'Esther était tracée. Elle lui donna un beau cheval ; il partit devant tout le village, et revint quinze jours après avec le manuscrit arabe annonçant « qu'une femme européenne prendrait possession de Djîhoun, y construirait un palais, et deviendrait plus puissante que le sultan. » A ces prédictions, il ajoutait les histoires de la jument à la selle naturelle, d'un fils sans père et d'une femme inconnue, qui devaient être les précurseurs du Messie et escorter lady Esther à son entrée solennelle à Jérusalem. Metta mourut, léguant à la reine de Tadmor le soin de ses trois enfants; ce legs fut religieusement observé. Ce mélange d'extravagances et de jongleries, qui étonnait si fort le médecin, était précisément ce qui avait le plus de prise sur les Syriens du Liban. Reconnue sorcière, l'émir Béchir ne pouvait plus rien sur elle; l'attaquer devenait inutile et dangereux ; du haut de sa crête de montagne, sous ses vêtements de soie qui tombaient en lambeaux, n'ayant pour domestiques que des bandits qui la pillaient, la vieille sibylle se riait de l'émir.

Elle soutenait ce rôle hardi par des actes de bienfaisance infatigables : veuves, orphelins, prisonniers, matelots, blessés, proscrits, étaient couverts de ses bienfaits. Reine orientale, elle envoyait à ses protégés des paniers de dattes, des chameaux avec leurs harnais, bâtissait des maisons pour les uns, et faisait aux autres cadeau d'un champ ou d'un domaine. Elle remplissait ses magasins de draps, de couvertures, de coussins, de tapis, de vêtements de soie, de meubles, d'aliments, qu'elle versait à profusion. Tout cela se gâtait, se détruisait, pourrissait ensemble avant qu'elle eût eu le temps de s'en défaire; les fourmis et les rats en dévoraient les débris ; le vin tournait, les instruments de fer se couvraient de rouille. Il lui suffisait de passer pour opulente et généreuse. Elle payait pour les pauvres le *ferdj* et le *miry*, deux impôts onéreux ; plus de 1,000 piastres étaient distribuées annuellement entre les habitants de Saïda, tailleurs, maîtresses de bains, chefs du

port, qui lui avaient rendu quelques services. Le jour du Baïram et le jour de Noël, on faisait en son nom une grande distribution de pelisses ; elle envoyait à la recherche des malades et des vieillards ; elle osait même venir au secours des proscrits politiques. Elle se ruinait ainsi, mais elle régnait. Le docteur la trouvait parfaitement insensée, et ne réfléchissait pas qu'il fallait ou ne point venir en Orient, ou se servir de ces moyens.

On vient de voir avec quelle lucidité de coup d'œil et quelle habileté d'action elle les employait. Appuyée ainsi sur les ressorts les plus puissants de l'imagination humaine, la superstition et la terreur, les résultats politiques qu'elle obtint paraissent moins étonnants. Jouer le rôle de magicienne et de sultane, habiter la crête d'un roc, et de là faire trembler les paysans et les montagnards, ne lui suffit pas : elle se déclara ouvertement en faveur de l'islam, contre l'émir Béchir, contre Méhémet-Ali et la civilisation européenne. Pour allié principal, elle choisit un homme redoutable, qui lui témoignait beaucoup d'estime, cet Abdallah-Pacha, le tyran d'Acre, auquel elle n'épargnait pas les conseils et les réprimandes. Un jour, il venait de rendre un *bouyourdie* ou édit ordonnant des confiscations et des extorsions nouvelles. « Tu te fais haïr inutilement, lui écrivit-elle, par ces actes d'oppression, et tes secrétaires, qui te flattent, causeront ta perte. » Quand cette lettre arriva, le pacha avait cinq ou six dépêches à lire, qu'il laissait éparses sur le sofa sans les ouvrir ; il lut celle de lady Stanhope, déchira son *bouyourdie,* et chassa ses secrétaires. Loin de son pays, de sa famille, de ses amis, privée de tout secours étranger, ne pouvant s'appuyer sur aucune des races diverses et ennemies qui habitent ces montagnes, tel était l'ascendant qu'elle avait pris. Méhémet-Ali fut effrayé de la présence et de la capacité de cette femme, et lui écrivit pour la prier de garder au moins la neutralité, ce qu'elle refusa. On peut regarder lady Stanhope comme l'un des principaux mobiles de l'insurrection qui s'alluma dans la montagne. Elle anima les Druzes, leur fournit de l'argent et des armes, et les enflamma contre l'émir et Ibrahim en les pénétrant du sentiment de leur humiliation, douleur insupportable pour ces hommes fiers et sauvages. Ibrahim, comme nous l'avons dit, s'était emparé du Liban sans coup férir, et il lui était échappé après la conquête un mot qui fut rapporté à lady Stanhope : « Quoi ! ces chiens de Druzes n'ont pas eu une balle à nous envoyer ! » Toutes les fois que lady Esther recevait ou rencontrait un montagnard : « Eh bien ! lui disait-elle, chien de Druze, vous n'avez donc pas eu une balle à envoyer à Ibrahim ! » Elle accoutuma ses serviteurs à redire la même formule, et bientôt la montagne tout entière retentit de ces paroles, que lady Esther répétait même aux envoyés et aux amis d'Ibrahim, ayant l'air de louer la bravoure et de s'intéresser à la conquête du pacha.

Quand l'insurrection eut éclaté, elle se conduisit de même et ne fut pas moins respectée de l'émir, accoutumé pourtant à tous les crimes qu'il jugeait nécessaires au maintien ou à l'avenir de son pouvoir. Cinq jeunes princes, dont les prétentions à lui succéder lui déplaisaient, avaient eu les yeux crevés. Il faisait couper la langue aux uns, éventrer les autres, enlever ceux qui lui faisaient ombrage, et qui ne reparaissaient jamais. Loin de se montrer inquiète de sa situation à Djihoun, elle rechercha l'alliance et cultiva l'amitié du rival même de Béchir, le scheik Béchir. Malgré cette étrange situation, les rapports de la reine de Tadmor et du prince étaient fréquents. Il lui envoyait des émissaires pour la conjurer de quitter un pays que la guerre allait désoler, et où il serait impossible à l'autorité d'offrir protection à une femme étrangère ; elle répondait à ces avertissements par la menace et par

l'insulte. L'un des envoyés de l'émir, prêt à se présenter devant elle, venait de déposer dans une antichambre ses pistolets et son sabre. « Ordonnez-lui, dit lady Esther à sa suivante, de reprendre ses armes et de venir armé. — Croyez-vous donc s'écria-t-elle quand il entra, que votre maître me fasse peur? Je n'ai souci ni de ses poisons, ni de ses poignards. La peur! je ne sais ce que c'est. C'est à lui et aux siens de craindre. Que l'émir Khalil, son fils, ne s'avise jamais de mettre les pieds ici, je le tuerais de ma main. Je ne le ferais pas fusiller, c'est de ma main que je le tuerais. » L'homme, tout tremblant devant une telle femme, vint rapporter à l'émir les paroles de la sorcière de Djîhoun; l'émir fit sortir de sa pipe une énorme colonne de fumée, et quitta la chambre sans proférer un mot. A tous les musulmans qui arrivaient jusqu'à elle, elle tenait le même langage, et sa politique, aussi extraordinaire qu'énergique, avait un succès complet. « Je sais bien, disait-elle, que personne n'est à l'abri de ses couteaux et de ses breuvages; mais qu'on lui apprenne que je le méprise et le brave. C'est un chien. S'il veut mesurer sa force avec la mienne, je suis prête. « Lorsque, fatigué de ces bravades, qui ont d'ailleurs un grand charme pour les Orientaux, Ibrahim fit venir le bourreau de confiance, Hamaâdy, et lui demanda s'il ne serait pas possible de se défaire de cette personne incommode : « Hautesse, lui répondit Hamaâdy, vous ferez mieux de la laisser tranquille. Tous les moyens lui sont bons. On l'a flattée et cajolée toute sa vie; elle ne fait pas plus d'attention à l'argent qu'à de la boue, et elle n'a peur de rien. Quant à moi, hautesse, je n'aurai point affaire à la sorcière, et je m'en lave les mains. »

Dans les catastrophes de la guerre, après le siége d'Acre ou la bataille de Navarin, les rudes sentiers qui conduisaient à Djîhoun se couvraient de fugitifs qui venaient demander asile à lady Stanhope; personne n'eût osé les poursuivre dans ses murailles. Lorsque le scheik Béchir, traqué par son ennemi, laissa toute sa famille à la merci du vainqueur impitoyable, sa femme prit la fuite à travers les rochers du Liban, et des émissaires de l'émir battirent tous les recoins des montagnes et des forêts pour la livrer aux bourreaux. Une neige épaisse couvrait le Liban; la malheureuse traînait après elle trois enfants, dont l'un à la mamelle, et les deux autres en bas âge, pendant que le père, fait prisonnier par les troupes de l'émir, était enfermé, avec ses deux autres enfants, dans la prison d'Acre, où on l'égorgea (1). Lady Stanhope envoya ses gens à la recherche de la pauvre femme, qui fut trouvée à Horan, demi-morte; l'un d'eux, Hanah Abôud, s'endormit de fatigue dans la neige, et perdit la vue. Lady Esther sauva la proscrite, et lui donna

(1) Avant la mort du scheik, lady Esther Stanhope voyait encore l'émir Béchir, lui rendait visite, et était bien reçue de lui, malgré tout ce qu'elle faisait pour contrarier ses desseins. On trouve des détails authentiques sur les rapports de lady Esther et de l'émir dans l'ouvrage récent d'une princesse chrétienne, née près des ruines de l'ancienne Babylone. (*Memoirs of a Babylonian princess*, by Amira Teresa Asmar, London, Colburn, 1845.) Amira Asmar, qui a fait partie du sérail de ce tigre, et qui, par une série curieuse d'événements, vient de publier ses mémoires à Londres, parle de la protection vigoureuse qu'il accordait aux peuples du Liban, et rappelle en ces mots les visites de lady Esther à l'émir avant 1822, car depuis cette époque elle cessa de le voir : « La reine de Tadmor, ainsi la nommaient toutes les tribus arabes, venait souvent visiter le jardin de l'émir. Elle avait beaucoup de monde avec elle. Un cheval magnifique l'attendait à la porte, et quand elle avait terminé sa visite, elle s'élançait à la façon orientale, donnait le signal du départ, prenait le grand galop, franchissait rocs et montagnes, et disparaissait. » (T. II, p. 203.)

un asile à Djîhoun, ainsi qu'à ses cinq enfants, malgré la colère de l'émir. Après la mort du scheik, elle refusa d'avoir aucune communication avec le prince. « Un monstre, écrit-elle à M. Webbe, son banquier à Livourne, qui mutile les hommes vivants, coupe les mamelles des femmes, qui suspend les enfants par les cheveux, et brûle les yeux des vieillards avec un fer rouge! Il m'a dépêché l'autre jour un de ses grands ambassadeurs, un de ceux qui vont porter à Méhémet-Ali son budget de mensonges. J'ai refusé de le voir et de recevoir le message (1). » Tout cela était vrai, et en écrivant ces détails à un banquier de Livourne, par son espion en titre Logmagi, elle savait parfaitement bien ce qu'elle faisait.

Elle avait gardé, on le voit, les habitudes de la vie politique. Elle gagnait des partisans, payait des espions, entravait l'ennemi, inventait des stratagèmes, tout cela sans but, pour satisfaire son orgueil et sa passion d'agir, tromper l'ennui sur le mont Liban, et rester la digne nièce de Pitt. Ce mot répondait à tout : *Je suis une Pitt!* Folle ou sensée, elle avait compris l'Orient ; pour se moquer des consulats et constituer dans le Liban une puissance indépendante, il ne lui manqua rien que de l'argent ; avec ses douze cents livres sterling de rente, qui furent dévorées par sa royauté éphémère, que pouvait-elle faire de plus que de vivre sur sa montagne, pendant que la guerre couvrait de sang le pays? Elle ne paya pas de contribution, ne subit aucune avanie, traita de puissance à puissance avec les pachas. Sans doute il eût mieux valu ne pas se proposer un problème insoluble, ne pas lutter contre l'impossible et ne pas briser sa raison contre l'un et l'autre. On ne peut toutefois s'empêcher d'admirer les ressources qu'elle découvrit dans une situation pareille, et l'ardeur de pouvoir qui la rongeait trouvait ainsi une meilleure issue que lorsqu'elle battait ses serviteurs, sonnait ses servantes deux cents fois pendant la nuit, faisait apporter et étaler devant elle, sur le plancher, toute son argenterie et les débris de ses tasses et de ses cruches pour en faire l'inventaire, menaçait les consuls, et brandissait, pour effrayer ses nègres, la masse d'armes cachée sous son chevet.

Cependant sa santé dépérissait avec sa fortune. Elle ne pouvait plus dormir; sa langue se couvrait d'aphthes et ses ongles se brisaient. Ses os perçaient sa peau desséchée; une souffrance continuelle l'épuisait; la fatale tache rouge se montrait sur ses joues. Des spasmes épouvantables la torturaient. L'image de ses anciens amis et de cette civilisation qu'elle avait abjurée lui apparaissait comme un fantôme; accablant d'invectives son médecin et tout ce qui l'entourait, passant de l'abattement à la colère et de la colère à la prophétie, ce Prométhée féminin enchaîné sur son roc se laissait dévorer par le vautour de son orgueil. On entendait sortir de la chambre de la sibylle des hurlements épouvantables, et quand le docteur entrait, il voyait la malheureuse vieille étendue par terre, couchée sur son lit ou à genoux devant son divan, la couverture du lit brûlée par les cendres de la pipe, sa tête nue dépouillée du turban, et des larmes coulant de ses yeux éteints. « Ah! docteur, que je souffre! » disait-elle. En effet, elle avait soutenu la lutte des pensées intérieures, des doutes et des inquiétudes sur le monde, sur Dieu et sur l'âme, et le poids de ses souvenirs et le fardeau de l'isolement l'écrasaient. Le médecin ne paraît pas croire que ces convulsions, dont lui-même ne parle qu'avec une horreur et un effroi extrêmes, eussent aucun rapport avec les affections épileptiques ou hystériques. Elle se remettait par degrés, reprenait sa dignité et son

(1) Juin 1836.

aplomb, parlait de Pitt et de Chatham, développait ses théories, et retrouvait un peu de calme et de raison. Cette parlerie éternelle, dont le docteur était le but et la victime, contribuait à lui rendre un peu de tranquillité et de bien-être ; c'était un remède plutôt qu'un travers. Un soir que le tonnerre avait grondé sur le Liban : « Ah ! docteur, lui dit-elle quand il entra, que ce tonnerre m'a fait de bien ! » Puis, comme il essayait d'expliquer scientifiquement le dégagement d'électricité qui avait pu s'opérer : « Pédant, reprit-elle, je vous ai toujours pris pour un excellent homme, mais pour une intelligence bien bornée. » L'extase et l'inspiration recommençaient, la chambre s'emplissait d'un nuage de fumée, et la fureur de la reine de Tadmor contre l'Europe se faisait jour en torrents d'éloquence frénétique. « Les pensées, disait-elle, me viennent à l'esprit comme les bouffées de vent dans les cèdres. Quand cet ouragan a soufflé, je respire et je me sens heureuse. »

Les voyageurs européens, qui tous voulaient arriver jusqu'à elle, ne lui apportaient aucune joie, mais seulement une fatigue, tant elle disposait d'avance et avec peine les draperies et les prestiges sous lesquels il lui plaisait de se montrer. La plupart n'étaient pas reçus, et les Anglais surtout se formalisaient de ce qui leur semblait une dureté impardonnable ; elle admettait ceux dont la réputation , la plume ou le crédit pouvaient influer sur sa position personnelle et répandre en Europe le bruit de sa grandeur. Dans la mise en scène de l'introduction qui leur était réservée, elle remplaçait par le mystère et l'attente ce qui lui manquait du côté du luxe, et se posait comme Napoléon. Elle se montra polie et prévenante pour M. de Marcellus, qu'elle pénétra d'enthousiasme, pour le prince Puckler-Muskau, qu'elle jugea « frivole de pensée comme de style, » et pour M. de Lamartine, à qui elle ne pardonna pas d'avoir caressé sa levrette en lui parlant, et d'avoir frappé sur sa botte avec sa cravache pendant l'entretien qu'ils eurent ensemble. Tout le monde a lu les belles et trop indulgentes pages que M. de Lamartine lui a consacrées ; mais personne ne savait quel sentiment de profonde irritation les manières sans façon et aisées du gentilhomme français laissèrent chez l'orgueilleuse reine de Tadmor. Crime irrémissible, il l'avait traitée comme son égale. Elle le ménagea pourtant ; elle savait qu'il parlerait d'elle et que sa voix aurait du retentissement en Europe. Ennuyée un jour des questions allemandes que lui adressait le prince Puckler : « Prince, lui dit-elle, je crois que votre intelligence est dans les ténèbres ! »

Les années s'écoulaient, la constitution délabrée de lady Stanhope achevait de dépérir, et ses revenus de disparaître ; les pachas et les émirs la laissaient fort tranquille. Pour retrouver un peu d'agitation intellectuelle, il ne lui restait plus guère que son médecin à étourdir et ses domestiques à gronder. L'un d'eux, Italien subtil, lui offrit une heureuse occasion de se désennuyer. Il profita d'une mission qu'elle lui avait donnée auprès du pacha d'Acre pour capter la confiance de ce dernier et s'assurer d'un poste auprès de lui. Comme il avait servi sous Bonaparte, il se fit passer pour artilleur, sans connaître le service d'une pièce. Certain de sa promotion, il revint auprès de lady Stanhope, qu'il pria de lui donner une lettre de recommandation et un certificat de bonne conduite. Elle reconnut qu'elle était jouée, et, sans se fâcher, elle fit faire une magnifique enveloppe avec la suscription honorifique du pacha d'Acre parfaitement formulée ; la lettre ne contenait que du papier blanc. Puis elle envoya un messager spécial prévenir le pacha que Paolo n'avait jamais été canonnier, et que probablement, — c'étaient les termes dont elle se servait, — « il ferait plus de ravages dans les troupes qu'il voudrait défendre que dans celles qu'il prétendrait attaquer. » Paolo Perini, tel était son nom,

porta la lettre, fut congédié, revint à lady Stanhope, qui se félicitait en riant du succès de sa manœuvre politique, et qui, toute satisfaite d'avoir battu un Italien avec ses propres armes, le renvoya en Europe assez penaud. Cette affaire fut une de celles qui amusèrent le plus cet esprit inquiet et cette activité que ne satisfaisaient ni son docile médecin, ni l'Abyssinienne Fathoum, qui la volait sans cesse, ni son espion et son amiral Logmagi, distributeur de ses bienfaits, plongeur de son métier, et homme de beaucoup d'esprit, qui lui faisait des contes de toute espèce, caressait son orgueil et s'enrichissait à ses dépens.

Un revenu très-borné, des ennemis à Londres, une famille indifférente ou hostile, des générosités sans limites, et le pillage exercé par ses domestiques malgré ses fureurs, sa surveillance et même ses châtiments, la réduisirent par degrés à une détresse absolue. Les usuriers juifs, arméniens et arabes s'emparèrent d'elle et achevèrent de dévorer sa fortune. Il lui fallut emprunter à M. Beaudin, consul à Damas, 4,000 dollars, et mettre en gage sa pelisse dans le bazar de Saïda. La neige et les ouragans enlevaient les toitures et renversaient les murailles de son habitation désolée, et cette femme, qui, après le siége d'Acre, avait nourri, vêtu et logé deux cents fugitifs, se trouva sans ressources et sans secours. Elle emprunta de nouveau, la plupart du temps à 20, 25 et 50 pour 100. Un épicier de Saïda, qui avait été à son service, musulman puritain de la vieille école, Cheikh-Omar-Eddin, n'étant pas payé de sa facture, se fit faire un billet du double, et de temps à autre réclama de la munificence d'Esther du blé, de la toile, du drap, des chevaux ; en peu de temps, la créance fut dépassée par les dons. L'usurier pieux vint à mourir ; il appela sa femme et ses enfants près de son lit et leur dit : La *cid milady* me doit une somme d'argent ; vous trouverez son billet dans mes papiers. Promettez-moi de n'en faire aucun usage. Brûlez-le ; c'est ma bienfaitrice : si je possède quelque chose, c'est à sa générosité que je le dois. J'ai reçu d'elle deux ou trois fois le montant de la créance. » Elle réclamait sans cesse auprès des autorités britanniques ; le ministère anglais s'embarrassait peu d'elle ; ses demandes n'étaient pas écoutées ; les consuls recevaient ses réclamations avec une politesse froide qu'elle repoussait par des invectives violentes. Enfin, il ne lui resta pas une théière qui ne fût ébréchée, ni assez de tasses en bon état pour offrir le thé et le café à ceux qui la visitaient. Elle renvoya le médecin qu'elle n'avait plus le moyen de nourrir, fit tuer ses chevaux de prix, et resta aussi fière qu'auparavant. « Sous ces guenilles, disait-elle en montrant ses robes trouées et ses châles que le temps avait dentelés de toutes parts, qui reconnaîtrait la petite-fille de Chatham ? Et cependant je suis encore une Pitt ; personne dans ces montagnes n'oserait m'insulter ; l'émir Béchir, Ibrahim lui-même, ne se présenteraient pas à ma porte sans ôter leurs babouches. » Cela était vrai, et c'était là tout ce qu'elle y avait gagné ; son orgueil était assouvi ; l'Europe comme l'Orient connaissaient lady Stanhope ; elle était devenue la sibylle-reine du mont Liban.

Mais vers les derniers temps de sa vie, la sibylle fut battue par ses propres armes. Tous les mendiants et tous les fourbes accouraient du fond de la Syrie et de l'Égypte pour mettre à profit les libéralités de la reine de Tadmor. Assiégée par les *derviches*, moines voyageurs et mendiants, sa politique était de les bien accueillir et d'exploiter la vénération et la terreur qu'ils inspirent. Quand ses finances furent épuisées, elle se trouva hors d'état de les satisfaire, et le renvoi de l'un d'eux fut cause d'une scène singulière qui frappa puissamment les esprits. Un soir d'hiver, un *bektachi* se présenta devant sa porte et demanda l'aumône. Le

vent de la mer hurlait dans les cyprès, la pluie qui balayait la vallée ressemblait à une vaste nappe blanche et oblique. C'était un homme athlétique, le sein nu et pareil au poitrail d'une bête fauve, de longs cheveux noirs tombant sur son dos, les pieds nus, la barbe blanche et longue, une peau de tigre jetée sur ses épaules. Il portait suspendus à sa ceinture une tasse de bois, une espèce de rateau pour se gratter, une gourde, une plume d'autruche et un rosaire composé d'énormes grains. « Dans ce costume et placé sous le hangar extérieur, debout, ses grands yeux noirs et sauvages roulant dans leurs orbites, il ressemblait, dit le docteur, à Caliban dans sa caverne. » On lui servit un fort bon repas ; mais il savait qu'en d'autres temps cent et même deux cents piastres avaient été données à des derviches de son ordre, et on ne lui donnait rien. Alors il se leva ; et le bras droit étendu, soulevant de la main gauche une corne de taureau et y soufflant par trois fois avec un bruit qui se mêlait au hurlement des rafales, il prononça sur la maison, sur la sibylle, sur ses esclaves et sur ses amis une imprécation solennelle. « Maudite ! maudite ! maudite ! » criait-il. Le cri mélancolique de quelques *pouïts*, oiseaux de mauvais augure pour les Syriens, et qui se plaisent dans les orages, vint se mêler à la lente malédiction du bektachi. Lady Esther était dans son lit, malade et ruinée.

En effet, peu de jours après, en juin 1839, abandonnée de tous les Européens, squelette vivant, n'ayant plus qu'une douzaine de couverts d'argenterie, et entourée de quelques domestiques arabes, elle rendit le dernier soupir. Le toit de sa chambre, où le vent pénétrait de tous côtés avec la pluie, était soutenu par un tronc d'arbre que l'on n'avait pas même dégrossi, et qu'il avait fallu poser obliquement pour prévenir l'écroulement de la charpente. On déposa son cadavre dans la tombe du couvent de Mar-Elias, près de l'endroit même où elle avait fait déposer son prophète, le Français Loustauneau.

Cette femme étrange qui a fait beaucoup de bien et accompli des choses extraordinaires, personne ne l'a aimée, et personne ne l'a pleurée. Au-dessus de toutes ses facultés planait l'orgueil le plus farouche. Elle a tout sacrifié à l'orgueil. Pauvre femme ! si vous eussiez pu soutenir ce qui pèse tant aux âmes fières, l'humiliation et l'isolement, la calomnie des habiles et le sourire des sots ; si vous aviez été assez forte pour calmer votre âme, apaiser votre orgueil, et regarder avec indifférence, après la mort de votre oncle Pitt, ce monde que vous aviez vu à vos pieds et qui vous délaissait ; si, profitant des ressources peu communes d'une intelligence sagace et profonde, vous aviez forcé les acteurs et les intrigues observés de si près dans votre jeunesse à revenir jouer leur rôle dans un livre véridique, vous vous fussiez épargné vingt ans de supplice.

Certes, lady Stanhope, dans sa retraite, eût écrit des mémoires intéressants et utiles sur la politique de Pitt, sur ses amis et ses adversaires. A cette œuvre elle aurait dû livrer les loisirs de sa solitude ; quels portraits elle aurait tracés ! et quelles lacunes de l'histoire elle aurait pu remplir ! Elle n'a pas su changer en philosophie les dures leçons du monde. L'étude des hommes et l'observation des choses même les plus amères, sont bonnes et excellentes à cette œuvre ; elles deviennent la justice de l'histoire, et leur amertume même est une force. C'est ce qui est arrivé à Tacite en des temps serviles, et à Saint-Simon, janséniste, sous Louis XIV et le régent. On doit regretter d'autant plus que lady Stanhope n'ait pas consacré sa retraite à cet ouvrage, qu'il ne reste de traces de la société extraordinaire où elle a vécu que dans les dernières lettres de Walpole, la correspondance de Burke, le journal

de Knighton, celui de Mme Darblay, et les mémoires de Wraxall. Les uns ne vivaient pas dans le monde supérieur, les autres ignoraient les choses politiques; ceux-ci étaient des fats, ceux-là des aveugles, et personne n'était placé comme lady Esther pour saisir au passage ces caractères et ces personnages. Elle a mieux aimé dépenser pour son tourment le besoin d'action qui la dévorait, jouer sur une montagne d'Orient le rôle de Timon le misanthrope, et rompre avec l'Europe. Non, il ne faut jamais que notre orgueil renie cette société, sans laquelle l'individu n'est rien; il ne faut pas trancher ces liens sympathiques de patrie, de famille, qui, une fois brisés, nous laissent saignants de toutes parts et par tous les pores, en proie à une agonie plus déchirante que l'agonie du martyre; il ne faut pas porter dans la vie l'isolement, qui est la mort.

Tel est le spectacle tragique donné par cette misanthrope et cette astrologue du XIXe siècle, créature supérieure, que l'orgueilleuse maladie de Jean-Jacques et de Byron a tuée après l'avoir torturée. Les hurlements de la sorcière, la triste caverne de cette désespérée, son aire d'aigle sur le mont Liban, ses violences, ses caprices, peuvent sembler à quelques-uns comiques comme la grimace du supplicié; pour les âmes vigoureuses et irritées, c'est une leçon grave. Rester debout au milieu des siens, lutter contre l'abaissement intellectuel, s'il existe, contre l'énervement des esprits, si on croit l'apercevoir ou le pressentir, vaut mieux que se dévorer dans une irritation vaine et une misanthropie frénétique. Même en se supposant blessées ou méconnues, ce qui est l'histoire de chaque jour, ne reste-t-il pas aux âmes saines des sympathies à embrasser et des devoirs à remplir? Est-ce que la tâche de l'historien n'est pas offerte à tous les esprits doués de force et de lumière? Pour quoi donc seraient faits ce qui est odieux et ce qui est vil, les ridicules des uns et les iniquités des autres? Cette mission est grande et a de la durée; exercée sans colère et avec puissance, elle vaut mieux que la rêverie d'Obermann, les pleurs de Werther et la retraite suicide de lady Stanhope.

PHILARÈTE CHASLES.

DU ROMAN ACTUEL

ET DE NOS ROMANCIERS.

S'il était absolument vrai, comme l'a dit un illustre écrivain, que les peuples commencent par la poésie et finissent par les romans, nous serions bien loin de la poésie, car nous sommes bien loin de notre berceau, et nous serions bien près de la décadence, car on n'a jamais écrit plus de romans que de nos jours. Heureusement, l'observation dont on a voulu faire un axiome applicable à tous les temps n'est applicable qu'aux sociétés primitives. Qu'à l'origine des choses la poésie se montre la première, fraîche, naïve, souriante, pour chanter l'hymne du matin, et que les romans n'apparaissent que le soir pour raconter les émotions de la journée, d'accord; mais il en va différemment dans les sociétés modernes. On dirait que la poésie attend la maturité de nos civilisations pour déployer toutes ses forces, et alors, en bonne princesse, elle admet très-bien le roman à partager son empire. Un même siècle n'a-t-il pas vu naître *le Cid*, *Athalie*, *les deux Pigeons*, *l'École des Femmes* et *la Princesse de Clèves?* Pour nous citer nous-mêmes, au moment où nous admirions les trésors de lyrisme que semaient à pleines mains Goethe et Byron, Lamartine et Victor Hugo, n'étions-nous pas charmés par les récits de Walter Scott? Si *le Divan, le Lac, les Fantômes, Manfred*, sont contemporains d'*Ivanhoé*, c'est une assez grande preuve, d'abord que la poésie et le roman peuvent régner ensemble, et secondement qu'ils peuvent avoir leur plus belle heure au milieu d'une civilisation, longtemps après le commencement et avant la fin. Cela prouve aussi que notre époque a été véritablement privilégiée, qu'elle avait reçu le double don si rare de l'observation et de l'enthousiasme, et qu'elle aurait pu tirer un parti immense de cette rencontre fortunée des poëtes lyriques et des conteurs.

L'imagination est en effet la faculté dominante de notre époque littéraire. C'est en cela surtout que nous différons du XVIIIe siècle et que nous avons notre originalité propre. Venu pour détruire, le XVIIIe siècle n'eut pas la lyre d'Amphion, c'est tout simple : cette lyre élevait par enchantement les murs des cités, elle ne les démolissait pas. Pour détruire dans le monde des idées, il n'est pas de meilleur instrument que la polémique, laquelle, comme on sait, vit en mauvaise intelligence

avec la Muse. Or, sous le règne de Voltaire, la polémique est souveraine; elle prend toutes les formes, elle est partout, le plus souvent avec sa compagne, la raillerie. Ce siècle est un long éclat de rire mêlé de sarcasmes, et lorsque Beaumarchais se présente sur le déclin, avec le genre de talent qui manquait à l'auteur de *l'Écossaise,* il vient pour achever le tableau. Sans *Figaro,* l'éclat de rire n'eût pas été complet, et il eût existé une lacune dans la gloire de cette littérature militante qui occupa avec tant de bruit et d'éclat la scène du monde depuis le jour où en descendit Louis XIV jusqu'au jour où y monta la révolution française. Rien ne manqua à la littérature polémique après Beaumarchais : l'infatigable héroïne avait obtenu tous les triomphes, et son plus grand peut-être fut d'avoir dépensé tant d'esprit, de verve et de passion, que, pendant toute la durée du combat, on ne s'aperçut pas de l'absence de la poésie. Ce ne fut que plus tard qu'on remarqua cette absence, lorsque, l'œuvre étant accomplie et la passion ayant disparu, il ne resta plus que l'élégance, la pureté et la sécheresse du style, et qu'au lieu de Voltaire on eut M. de Fontanes. Cela ne suffisait pas pour l'ambition et le génie de la France; M. de Fontanes le comprit lui-même, et il poussa en avant l'auteur de *René.* — A voir M. de Fontanes introduire M. de Châteaubriand dans le monde littéraire, ne semble-t-il pas voir le XVIIIe siècle, intelligent jusqu'au bout, abdiquer quand les forces lui manquent, et se choisir un jeune et vaillant héritier?

L'auteur de *René* nous apporta l'imagination, et parce qu'à cette heure cette puissance s'est affranchie de tout frein et se livre à des saturnales, ce n'est pas une raison pour méconnaître son glorieux passé, encore si près de nous. N'oublions pas les belles pages et les beaux vers qu'elle nous a d'abord donnés sans compter; relisons-les souvent, au contraire, ne fût-ce qu'en manière de compensation. Oui, il est vrai, personne ne le conteste aujourd'hui, que l'imagination a joué dans l'école moderne un rôle original et fécond ; mais il est vrai aussi qu'à proprement parler, elle n'a eu qu'un commencement de règne et qu'elle a trompé nos espérances. Faut-il tant s'en étonner? si l'imagination est la plus brillante des facultés de l'esprit, n'est-elle pas en même temps la plus fragile, celle qu'il faut entourer de la surveillance la plus assidue pour la préserver de tout malheur? Or, ce qui nous manque surtout, a dit un penseur, c'est l'attention. Nous sommes irréfléchis et distraits; nous n'avons de la suite que par hasard, et même chez les intelligences qui passent pour les plus sérieuses de notre époque, on trouve, pour peu qu'on les scrute dans leurs replis sans se laisser prendre au dogmatisme de la parole, un fonds étrange de légèreté. Le manque d'attention se fait sentir dans toutes les régions de l'activité et de la pensée, et principalement, hélas! dans les lettres, où il a produit les premiers désordres que bien d'autres causes, à la vérité, ont aggravés depuis et aggravent chaque jour, au point que tout y va au rebours des règles les plus simples de la tradition et du bon sens. Autrefois, dans ce domaine respecté de l'art, les défauts, inséparables des débuts, décroissaient en marchant, et quelquefois même finissaient tout à fait par disparaître devant la baguette d'or de la réflexion et du travail, tandis que les bonnes qualités se développaient, gagnaient de la vigueur et de l'éclat. C'est le contraire maintenant, les rôles sont intervertis. Les bonnes qualités, triomphantes au début, cèdent peu à peu du terrain devant les défauts, qui empiètent, grandissent, commandent, et bientôt ne souffrent plus qu'on leur résiste. Que devient alors le talent? Esclave où il devrait être maître, le talent est au milieu de ses défauts, comme autrefois le sultan au milieu de ses janissaires.

Les écrivains d'imagination en proie à leurs défauts, tel est le spectacle qui,

s'offre de tous côtés, en haut, en bas, chez les grands, chez les petits. Poëtes et romanciers acceptent ce rôle, que dis-je ? ils en sont fiers ; mais nous n'avons pas à parler des poëtes, et ne voulons aujourd'hui que prendre les romanciers sur le fait. D'ailleurs, les poëtes, les grands au moins, se taisent et bâillonnent leur muse, tandis que toute l'armée des romanciers est sur pied et tient la campagne. Les romanciers sont en ligne et à l'œuvre; ils enveloppent la France d'un vaste réseau de romans, et la foule crie bravo ! Chaque matin, plus de cent mille feuilles volantes répandent d'un bout de la France à l'autre des lambeaux de contes et de fictions, et il y a un nombre immense de gens qui attendent cela comme une manne! C'est là une situation nouvelle et pleine de dangers, à laquelle nous reviendrons plus d'une fois, dût-on nous accuser de tomber dans les redites.

Ainsi le roman est à la mode, et depuis qu'il a vendu sa liberté pour s'attacher à la glèbe, c'est-à-dire au journal quotidien, il a le haut du pavé. Il a acheté une puissance factice au prix de sa liberté, c'est cher ; mais s'il faisait servir cette puissance à notre profit et à sa gloire, il se rattraperait sur le prix d'achat, et tout le monde y gagnerait. Il n'en est pas ainsi, et l'optimisme le plus exagéré serait contraint d'avouer que tout le monde y a perdu, en présence de cette menue monnaie qui circule sans effigie au bas des journaux, et surtout en présence de ces beaux chefs-d'œuvre qui ont tant soulevé la curiosité autour d'eux, et qu'une renommée aveugle et criarde a popularisés au loin. Sans doute, le roman, comme la poésie, pouvait se renouveler et se rajeunir parmi nous, et quoique depuis deux siècles notre littérature ait tenté, en ce genre, presque toutes les voies avec un incontestable bonheur, il y avait pour le roman moderne plus d'un progrès possible, et, ce n'est pas trop dire, quelque chose comme une transfiguration. Son originalité eût consisté à être passionné comme Saint-Preux, poétique comme René, vrai comme Manon, sans cesser d'être de son temps. S'assimiler ses devanciers pour les agrandir est un excellent système qu'on sembla vouloir suivre d'abord, et l'on n'eut qu'à s'en louer. Le moment fut heureux. Les productions neuves et brillantes des romanciers contemporains ont cette date, qui mérite plus qu'un souvenir. Depuis, le nouveau régime a tout changé ; la peinture animée de la passion vraie a fait place à la peinture violente des passions fausses et bizarres; l'analyse patiente et délicate des choses du cœur a disparu devant l'interminable récit de puériles aventures. En un mot, l'abbé Prévost et Richardson ont été brutalement consignés à la porte du feuilleton.

L'événement était prévu. Quand un romancier écrit une fiction qu'il enverra en volume à son lecteur, il laisse l'effet se produire à son moment, le drame arriver en son lieu; il n'obéit, en un mot, qu'à la muse du récit. Mais quand il écrit un livre qui doit paraître chaque matin par lambeaux, il est évidemment dans la nécessité de multiplier ses effets outre mesure, de forcer les situations, d'avoir recours à des coups de théâtre qui la plupart du temps ne tiennent en rien à l'action, car le lecteur ne veut pas être frustré, et il lui faut son émotion quotidienne. Sous ce rapport, il n'a pas à se plaindre; tout le talent du romancier, à l'heure qu'il est, est tourné vers ce résultat, qu'il obtient coûte que coûte. Tel qu'on pourrait nommer, et qui n'est pas le moins heureux à ces tours de force de la plume, a pour habitude invariable, quand son chapitre languit, de le clore par une apparition inattendue, un accident mystérieux dont on n'a le mot que vingt-quatre heures après, comme pour les charades. Le lendemain, il est vrai, le lecteur ne se trouve content qu'à demi, si toutefois même il ne se trouve mystifié ; n'importe, sa

curiosité a été éveillée tout un jour, et c'est quelque chose. On dira que ce jeu est périlleux, et qu'il est difficile, sinon impossible, de réussir longtemps avec de pareilles ressources; que c'est en quelque sorte jouer avec des dés pipés, et le laisser voir. On dira vrai, et c'est ce qui explique les brusques revirements du public, et les révolutions qui s'accomplissent dans ce royaume du feuilleton, où il y a un 93 par année. Un sceptre escamoté n'est pas solide dans la main, et le sceptre du feuilleton est déjà tombé deux ou trois fois. Il est à terre en ce moment. Qui le ramassera? Il est sans doute destiné à passer encore dans plusieurs mains; il ne s'arrêtera dans aucune. Plus d'un romancier peut entendre murmurer à ses oreilles : *Macbeth, tu seras roi !* Mais la sorcière devrait ajouter : Tu ne le seras qu'un jour. — Pauvre royauté du feuilleton ! royauté de la fève ! *le roi boit!*

A moins que le ciel n'eût opéré un miracle, l'imagination des romanciers devait les trahir. Un romancier a beau avoir de l'orgueil, on peut lui dire cependant, sans le blesser, qu'il n'est pas Dieu et que sa fécondité a des bornes. Si grande qu'elle soit, cette fécondité ne peut s'exercer qu'à des conditions expresses de gestation et de repos, sous peine de ne mettre au monde que des embryons et des monstruosités. L'art vit de travail et de pensée, d'activité et de rêverie, et il ne peut produire avec une bienheureuse rapidité qu'après avoir réfléchi avec une sage lenteur. Cette bouche qui répandait en parlant des perles et des rubis était une bouche qui parlait à propos, et celle qui répandait des crapauds et des reptiles était une bouche qui parlait toujours. Certes, les romanciers nous ont donné des perles et des rubis, et ils ne nous donnent pas encore des reptiles; mais qu'ils y prennent garde! L'épuisement fait faire bien des choses, et ne sont-ils pas déjà arrivés à l'épuisement? Depuis longtemps ils se répétaient eux-mêmes; maintenant, ils se copient les uns les autres. Comme chacun, dans des dépenses folles, a déjà épuisé sa part d'originalité, et qu'ils sont tous à peu près à bout de voie, ils sont bien forcés de se servir des procédés ayant cours. Il arrive de là que, malgré la différence des sujets, presque tous les romans actuels ont un air de ressemblance et de famille. Les types lancés dans la circulation et comme sur le marché, il y a dix ou quinze ans, reparaissent toujours, inévitablement, avec quelques modifications légères tout au plus, et un changement de costume : on dirait une troupe d'acteurs qui a vieilli et qui ne peut faire de nouvelles recrues. Autre malheur : le style a eu le sort de l'invention; il s'est fatigué, a perdu son éclat naturel, sa force primitive, et, pour dissimuler ses pertes, il s'est donné une sorte de fièvre continuelle et des mouvements convulsifs. Où doivent s'arrêter cette fièvre et ces convulsions? On ne peut le dire. Ce qui est certain, c'est que le style, comme l'invention, a l'air de jouer de son reste. Que va-t-il donc arriver? A mesure que le goût des romans se propage et que les lecteurs deviennent de plus en plus avides et insatiables, le talent des romanciers baisse. Le nombre et l'appétit des consommateurs vont croissant, et la récolte diminue. Il n'y a pas très-loin de là à une disette. Aurions-nous déjà eu nos sept années d'abondance?

Cette crainte n'est pas chimérique, tant s'en faut. Le feuilleton est une colonie brûlante et malsaine où les soldats les plus robustes, les héros, si vous voulez, de l'imagination trouvent des infirmités précoces et souvent mortelles. Un étranger qui ne serait pas au courant de ce qui se passe chez nous, et qui ne connaîtrait pas la valeur actuelle de l'argent en matière d'imagination, pourrait très-bien croire que le feuilleton est un lieu de déportation, quelque Cayenne où les romanciers vont expier leurs fautes. Prenez, en effet, de savants, discrets et ingénieux

conteurs, des maîtres dans l'art du récit qui achèvent toujours leurs tableaux; de délicats et consciencieux artistes, entre autres, Manzoni, M. de Vigny ou M. Mérimée, et condamnez-les au feuilleton perpétuel, moins que cela, à quelques années de feuilleton, et demandez-leur s'ils n'aimeraient pas autant être envoyés à Sinnamary! A coup sûr, la plage n'est pas là-bas plus dévorante.

Proclamez à satiété que, sans le feuilleton, il n'existe pour le romancier qu'une publicité restreinte, je ne comprendrai jamais qu'un peu plus ou un peu moins de publicité vaille tous les sacrifices que le feuilleton impose. Est-il donc raisonnable d'acheter à un prix aussi exorbitant le plaisir de descendre du balcon où l'on dominait la foule, dans la rue où elle vous coudoie, surtout quand ce balcon est une large terrasse pleine de fleurs, comme était celui de Mme Sand, par exemple? La rue attire, à ce qu'il paraît, et Mme Sand n'a pas su rester dans la région sereine qui convenait si bien à son talent : elle est descendue dans le feuilleton. Il faut dire, pour être juste, que Mme Sand est un des écrivains d'imagination qui ont le moins contracté les vices divers qu'on gagne en ce lieu, parce que jusqu'ici elle s'est livrée avec plus de réserve que les autres; mais, en évitant des écueils, qu'elle n'évitera pas toujours du reste, si elle ne revient promptement à ses habitudes de véritable et grand artiste, Mme Sand est tombée dans d'autres défauts : elle s'est jetée dans le socialisme, qui n'est pas moins funeste à l'art du conteur, au génie du poëte. L'auteur du *Meunier d'Angibault* a inventé une muse humanitaire, qui ne ressemble en rien à Valentine ou à Geneviève, une muse qui n'est ni une jeune fille, ni une jeune femme, ni même, s'il faut le dire, une femme. Cette muse a l'âme grande jusqu'à un certain point, mais elle a le cœur faux. Le secret des sentiments vrais et naturels lui échappe, et les héros de son choix vont chercher leurs inspirations bizarres au fond d'un obscur sanctuaire dont Mme Sand et quelques adeptes ont seuls l'entrée.

Dans *le Meunier d'Angibault*, Mme Sand a voulu peindre encore une fois les amours d'un prolétaire et d'une grande dame. On dirait que le thème est invariable ; voilà, de compte fait, le cinquième roman de Mme Sand où prolétaires et patriciennes s'aiment d'amour tendre. Aujourd'hui, le prolétaire a nom Henri Lémor, et la grande dame est la baronne Marcelle de Blanchemont. Henri et Marcelle s'aimaient, mais de l'amour le plus pur, du vivant de M. le baron de Blanchemont, et le livre commence au moment où ce dernier vient de passer de vie à trépas. Il est bien entendu que M. de Blanchemont mérite peu de regrets, quoiqu'il soit mort jeune : cet homme avait tous les vices, comme un baron. En revanche, Henri Lémor a toutes les vertus, comme un prolétaire. Henri pousse le désintéressement jusqu'à l'héroïsme. A la mort de son père, se trouvant dans l'aisance, son premier soin fut de distribuer sa fortune à des ouvriers, ce qui est de la charité d'apôtre, à moins que ce ne soit de l'affectation et de l'orgueil. Il ne se borna pas à ce sacrifice en faveur du prolétariat, et, ayant reçu une éducation brillante qui lui permettait d'aspirer à tout, il aspira à descendre, et se fit ouvrier. Pourquoi donc, lorsqu'il pouvait vivre du travail de son intelligence, ne voulut-il vivre que du travail de ses bras ? Est-ce que le bras est plus noble que la tête ? Est-ce qu'il ne serait possible aujourd'hui d'être probe et d'être utile qu'en endossant la blouse du compagnon et qu'en se servant de la lime ou du rabot? Quoi qu'en puisse dire Mme Sand, il y a d'autres manières de se dévouer à l'humanité quand on a du savoir et de l'éloquence, et M. Henri Lémor eût pu être un bon citoyen et un honnête homme sans prendre un livret et sans courir les chemins avec un bâton ferré, en criant à chaque ren-

contre : *Tope, compagnon !* A la vérité, ce rôle est commode pour les éternelles déclamations d'un rêveur qui prêche la fraternité avec colère, l'égalité avec un insupportable orgueil, et qui n'admet aucune nécessité sociale. Henri Lémor est communiste à la façon de Campanella ou à la façon de M. Cabet; il confond tous les riches dans une même malédiction, et lorsqu'il se trouve en présence de la femme qu'il aime, devenue libre et qui lui offre sa main, il fuit avec une sorte d'horreur assez théâtrale, parce que Marcelle de Blanchemont a un péché originel, une tache indélébile : elle est riche. Est-ce que Lémor fait preuve ici d'un grand bon sens? Il repousse le bonheur et la fortune : le bonheur n'est pourtant pas à dédaigner quand il est légitime et ne blesse personne, et la fortune offrirait à notre frère prêcheur des moyens de secourir les pauvres, puisqu'il est charitable, d'aider les travailleurs, puisqu'il les appelle ses frères, et de propager ses idées, puisqu'il prétend avoir des idées. Il aime mieux être malheureux et inutile, ou plutôt il n'a qu'un besoin et qu'un désir, c'est de se draper dans sa blouse et de déclamer à son aise.

Marcelle est de race patricienne, comme dit Mme Sand ; mais elle n'a point les vices de sa caste. Elle est pure, généreuse et dévouée. Son esprit est libre de tous les préjugés, et comme elle souffre, sans s'en rendre compte, des injustices sociales qui frappent ses yeux, elle est dans des dispositions merveilleuses pour recevoir les idées de l'avenir. La patricienne ne demande qu'à être initiée aux mystères de la nouvelle Éleusis, et le prolétaire sera naturellement l'initiateur. Nous verrons à quoi aboutissent en définitive ces mariages symboliques du patriciat et du prolétariat, et nous trouverons qu'on a fait beaucoup de bruit et qu'on s'est livré à de grands efforts pour obtenir un résultat dérisoire, pour amener un dénoûment de conte de fée ou de vaudeville. — La première idée de Marcelle, dès qu'elle est veuve, c'est de devenir la femme d'Henri Lémor. L'ouvrier refuse, comme nous l'avons dit ; mais la jeune baronne ne se tient pas pour battue : elle demande un sursis, l'obtient, je crois, à grand'peine, et, cela fait, part pour sa terre de Blanchemont, afin de passer le temps et d'apprendre aussi en quel état son mari a laissé sa fortune. C'est à Blanchemont que se passe le roman de Mme Sand ; c'est là que Marcelle rencontre Grand-Louis, meunier d'Angibault.

Ce meunier d'Angibault est la création la plus heureuse du livre. Il est vrai, quoique idéalisé. Sans doute Grand-Louis n'est pas un meunier comme un autre, et il a bien lu quelques brochures de trop, sans doute c'est encore un de ces Grandisson prolétaires qui s'étalent avec complaisance dans les fictions de Mme Sand ; mais, à tout prendre, il a assez de bon sens et de gaieté, et il n'ennuie pas. Le meunier se familiarise vite avec Marcelle, qui l'appelle bientôt son ami. Entre meunier et baronne, dans un roman socialiste, les confidences ne se font pas attendre. Marcelle ouvre son cœur à Grand-Louis ; Grand-Louis confie son secret à Marcelle; il aime Rose, la fille du fermier de Blanchemont, et il désespère de l'obtenir, parce qu'elle est plus riche que lui et que le fermier est avare ; tout s'arrangera. Marcelle se charge des affaires de cœur du meunier, qui, à son tour, prend en main les affaires de cœur de Mme la baronne ; et comme tout lui réussit, il rencontre Henri Lémor partant pour l'Afrique, où il allait oublier son amour, et l'amène au château de Blanchemont. Henri arrive à propos, car l'obstacle à son bonheur est levé. Marcelle est ruinée ou à peu près ; son mari a laissé des dettes énormes, et, l'incendie s'en mêlant, il reste si peu de chose à Marcelle, que notre prolétaire n'a plus lieu d'être effrayé. Sur ces entrefaites, un vieux mendiant, un

de ces Callot que Mme Sand affectionne depuis *Mauprat,* et dont elle ne varie pas suffisamment la physionomie grotesque, le père Cadoche meurt, et laisse au meunier d'Angibault une grosse somme qu'il avait volée pendant la terreur et enfouie, sans y toucher, pendant cinquante ans. Le père de Rose, M. Bricolin, le paysan parvenu, dont la figure est bien dessinée, du reste, n'a plus de raison pour refuser sa fille à Grand-Louis. On se marie donc, et la noce est célébrée au petit moulin, charmant moulin sur la Vanve, entouré de hêtres, de trembles et d'aulnes. Quant à Marcelle et à Lémor, ils font construire une maisonnette dans les environs et ils vivront là désormais avec leurs bons voisins, s'inquiétant peu du reste du monde. N'oublions pas de dire qu'Henri Lémor, pour dernière transformation, se fait garçon de moulin.

Voilà bien les poëtes! Confiez-leur des thèses sociales ou des systèmes philosophiques! ils s'enflamment pour vos idées, ce sont les disciples les plus fervents, et ceux qui ménagent le moins leur enthousiasme. Vous applaudissez d'abord; attendez la conclusion; elle n'est pas toujours logique, et jure souvent avec les prémisses. Ainsi, Mme Sand, dans tout son livre, prêche, enseignes déployées, les principes les plus larges de fraternité et de progrès; il semble qu'elle va, pour parler comme M. Pierre Leroux, organiser la charité universelle! Elle bat en brèche notre vieille société; elle a le mot de l'avenir et enseigne la religion qui doit renouveler le monde. Puis, tout d'un coup, et pour dénoûment à ses tirades éloquentes, elle oublie le culte qu'elle a embrassé avec tant de chaleur, et se souvenant seulement qu'elle est poëte, dès qu'elle découvre un coin de terre plein de fraîcheur et de verdure, elle y enfouit ses socialistes pour qu'ils savourent l'égoïsme à deux! Quelle inconséquence! à moins que le beau idéal du socialisme ne soit de vivre dans la solitude, sous des saules, au murmure d'un clair ruisseau; à moins que les vastes progrès qu'on nous annonce pour l'avenir ne consistent à faire d'un homme jeune, intelligent et instruit, un garçon de moulin, et d'une femme de grande naissance et d'excellent cœur une femme qui fait elle-même sa cuisine et son lit! Si c'est pour obtenir ces merveilleux résultats que les écrivains socialistes veulent agiter le monde, ils feraient aussi bien de le laisser en paix, d'autant plus que leur talent ne gagne pas à ces sortes de prédications; *le Meunier d'Angibault* le prouve assez. Le romancier, dans l'intérêt de sa thèse qu'il devait si bien contredire à la fin, ne songe qu'à laisser discourir ses personnages, et il arrive qu'Henri Lémor et Marcelle sont des amants qui s'occupent de tout, excepté de s'aimer. Dans aucun roman de l'auteur, la passion n'a été peinte en traits plus effacés.

Sous ce rapport, *Isidora* est bien supérieure au *Meunier d'Angibault.* C'est que Mme Sand, après avoir commencé son livre avec des préoccupations socialistes, a bientôt perdu de vue son point de départ, et s'est laissé entraîner par le courant de la passion. Elle a eu alors des inspirations éloquentes, et a écrit de belles pages. Ce n'est pas que ses personnages soient neufs; les héros du socialisme de Mme Sand n'existent qu'à un petit nombre d'exemplaires. Jacques Laurent, qui joue le principal rôle dans *Isidora,* n'est pas autre qu'Henri Lémor en redingote. Prolétaires tous les deux, ils ont les mêmes sentiments, les mêmes idées, le même langage, et ils sont tous les deux amoureux d'une grande dame. La ressemblance peut-elle être plus frappante? Les deux hommes, dans les deux romans, ne se ressemblent pas plus cependant et ne se copient pas mieux que les deux femmes. Alice, la bien-aimée de Jacques Laurent, ne diffère en rien de Marcelle, la bien-aimée

d'Henri Lémor. Même ici, il n'y a que le changement de nom. Le cœur et la tête, comme la position sociale, sont parfaitement identiques. Il n'y a pas jusqu'au veuvage qui ne soit très-bien imité, et si l'une ne s'appelait Alice, et l'autre Marcelle, et que celle-ci n'eût les cheveux noirs, et celle-là les cheveux blonds, on pourrait les confondre, et leurs amants eux-mêmes pourraient s'y tromper. — Sans risquer de passer pour trop exigeant, on peut affirmer que le romancier est tenu à plus de frais d'invention.

Isidora, qui donne son nom au roman, est l'éternelle courtisane amoureuse; mais c'est une courtisane avec des aspirations vers l'impossible, et cette soif ardente d'inconnu qui tourmente plus d'une héroïne de Mme Sand. Isidora, c'est Lélia qui a pris le métier de Pulchérie. C'est une âme orageuse, pleine d'abîmes, où des élans de haute vertu se heurtent contre des inspirations infernales, où se rencontrent d'épouvantables contradictions. Quoique orgueilleuse comme Satan, elle n'est pas assez forte pour se mettre au-dessus du mépris, et elle succombe sous ce fardeau, comme sous une croix trop lourde. Une seule chose la relèverait peut-être à ses propres yeux, c'est l'estime d'un homme de cœur, de Jacques Laurent, par exemple, et Isidora, sans se faire connaître, se fait aimer de Jacques à peu près comme Marion Delorme se fait aimer de Didier, mais ces sortes d'incognito, on le sait, ne durent pas longtemps, et l'infortunée courtisane, qui avait cru un instant au bonheur, retombe plus avant dans son désespoir. Comme Didier, qui sous Marie découvre Marion, Jacques Laurent découvre sous la chaste Julie l'impudique Isidora. Le voile tombe, et la courtisane, mortellement blessée, prend la fuite. Elle va en Italie, et, nourrissant mille projets de vengeance contre un ordre social qui la traite en ennemie, elle prend la première victime qui lui tombe sous la main. Les hommes l'avilissent, elle avilira un homme à son tour. Elle est aimée d'un grand seigneur, il ne lui en faut pas davantage. Elle l'enlace, emploie mille ruses, ment à plaisir : finalement, la courtisane Isidora devient la comtesse Félix de S... et la belle-sœur d'Alice. Quelques années se passent, le comte meurt, et la belle veuve revient à Paris avec son amour qu'a grandi l'absence et qui remplit son cœur tout entier.

Isidora est repoussée avec un mépris hautain par toute la famille du comte de S..., à l'exception d'Alice, qui a dans son cœur des trésors d'indulgence. Chez Alice, Isidora retrouve Jacques Laurent, qui remplit les fonctions de précepteur, et alors commence une véritable histoire d'amour, simple et d'un intérêt puissant. Il n'y a pas de socialisme qui tienne ici; il n'y a plus que trois cœurs qui palpitent et qui saignent. La première entrevue d'Isidora avec Jacques, la nuit, dans ce jardin où ils se sont connus autrefois, est une belle scène pleine d'élévation et d'originalité. Pour reconquérir le cœur de son ancien amant, la courtisane déploie tant de vive et impétueuse éloquence, que Jacques, malgré toutes ses résolutions, est vaincu. Et il ne cède pas à la beauté ou à l'amour; il cède au charme irrésistible de la parole de cette femme : rarement l'auteur a trouvé des accents plus passionnés et plus brûlants.

De son côté, Alice aime Jacques Laurent, et, quoique Jacques soit revenu à Isidora, c'est Alice, à laquelle il n'a jamais parlé de son amour, qui est la bien-aimée au fond de son cœur. Isidora devine l'amour de Jacques, Alice ne s'en doute pas, et la première souffre autant de sa découverte que la seconde de son ignorance. Jacques, entre ces deux cœurs, est sombre et troublé. Les transports de l'une et le silence de l'autre l'agitent et le tourmentent également. Isidora lutte de toutes

ses forces pour réveiller l'amour de son amant. Tentatives inutiles ! Alors elle pleure en secret, se désole ; elle raille avec amertume sa jeunesse et sa beauté, elle maudit l'amour. Plus tard, elle pleure sans maudire, et, n'ayant plus aucune espérance, elle accepte stoïquement sa destinée, elle veut au moins finir avec Jacques par une action qui lui mérite son estime. Isidora couronne son amour par un trait héroïque. Elle écrit à Alice qui se mourait de douleur, pour lui dire l'amour de Jacques Laurent. Elle a la conviction que ces deux âmes sont nées l'une pour l'autre, et, se sacrifiant avec une grandeur pleine de tristesse, elle les unit devant Dieu ; puis, le sacrifice accompli, elle met la main sur son cœur et sent qu'elle est arrivée à l'impuissance d'aimer.

C'en est fait, Isidora n'aimera plus. Et pourquoi donc son cœur sera-t-il désormais incapable de battre sous les étreintes de la passion ? Elle est jeune encore, toujours belle, elle a une intelligence forte, une imagination riche, beaucoup d'énergie unie à beaucoup de sensibilité, et elle est morte à l'amour ! C'est un peu trop tôt, et l'on voit bien que c'est un jeu ou une habitude de l'auteur de *Lélia*. Il y a déjà longtemps que Mme Sand se complaît à nous montrer des femmes au front superbe, au port de reine, rayonnantes de beauté et de jeunesse, soulevant des murmures d'admiration sur leur passage, et portant dans leur poitrine de marbre un cœur qui a essayé de vivre un jour et qui est mort le lendemain. En conduisant si facilement ses héroïnes à l'impuissance radicale du cœur, Mme Sand ne s'aperçoit pas qu'elle les calomnie et calomnie en même temps l'amour ; elle ferait croire qu'elles n'ont jamais aimé et n'ont jamais compris qu'un froid et sauvage égoïsme, car, si elles ont une fois éprouvé véritablement la passion, elles seraient capables de l'éprouver encore : chez les cœurs aimants, l'amour a des illusions longtemps renaissantes et des ressources qu'on dirait inépuisables.

Évidemment Isidora ne dissimule pas assez sa parenté avec d'autres héroïnes de Mme Sand, et affecte des allures byroniennes trop prononcées ; elle laisse trop voir qu'elle a été bercée, en compagnie de sa sœur Lélia, sur les genoux de Manfred ou du Giaour. Cependant le roman auquel elle donne son nom et dont elle est la grande figure est plein d'intérêt, et dans cette histoire à trois personnages, peu compliquée, simple histoire de cœur, Mme Sand a retrouvé plus d'une fois son accent des meilleurs jours. Il est maintenant prouvé que Mme Sand n'aurait qu'à vouloir pour rentrer en possession de son talent de conteur ; elle n'aurait qu'à rompre avec ce socialisme qui gâte tout ce qu'il touche en matière d'art. Qu'on se figure Mme Sand écrivant aujourd'hui *André* avec le système qui a dicté *le Meunier d'Angibault ;* André et Geneviève seraient certainement deux communistes. Que deviendrait alors la fiction touchante et si vraie que vous connaissez ? Une composition froide et déclamatoire. Il faut donc souhaiter que Mme Sand renonce à la prédication de ses chimères. Elle ne les prêche pas si bien, du reste, et avec une logique si invincible ! Si, au lieu de nous catéchiser, elle voulait nous charmer encore, elle y réussirait facilement. Pour nous montrer son talent dans sa force et encore dans sa jeunesse, il lui suffit de laisser dans leur sacristie ses oripeaux socialistes. Il est bien entendu qu'elle doit aussi se soustraire au régime du feuilleton, dont les succès, — à supposer qu'il y eût succès, — flatteraient médiocrement son amour-propre : les lauriers de M. Eugène Sue ne peuvent pas empêcher Mme Sand de dormir.

Au reste, ces lauriers sont peu enviables aujourd'hui ; ils sont déjà flétris et desséchés, et nous sommes véritablement embarrassé pour aborder l'auteur du

Juif Errant, tant nos craintes à son égard ont été prophétiques. M. Eugène Sue, en entreprenant coup sur coup, au pied levé, deux épopées en dix volumes, a trop compté sur ses ressources, sur les richesses de son imagination, sur l'habileté de sa main, et il nous a donné trop complétement raison sur tous les points. La critique n'aime pas à triompher d'une façon si absolue, quand ses prévisions sont si tristes. Elle aimerait mieux être prise au dépourvu que d'être prise ainsi à la lettre, et si l'auteur des *Mystères de Paris* eût consulté notre goût, il eût fait de nous un faux prophète et nous eût envoyé un chef-d'œuvre. Le plaisir extrême que nous aurions éprouvé en lisant un bon livre nous eût dédommagé du chagrin que nous aurions eu d'avoir porté un jugement téméraire, tandis que le plaisir que nous avons d'avoir prédit juste ne compense pas la fatigue que nous avons ressentie en lisant *le Juif Errant.*

Est-ce de l'art d'abord, du roman et de l'imagination, que d'avoir mis en scène cette société des jésuites au moment où ils avaient à se débattre contre la défiance et la colère publiques? C'est tomber du roman dans le pamphlet, même quand on ne dirait, comme un bon témoin, que la vérité, rien que la vérité, à plus juste raison si on exagère les choses, si on est injuste comme l'a été M. Sue. Transformer les jésuites nos contemporains en complices, ou mieux en instigateurs des *étrangleurs* de l'Inde, n'est-ce pas les calomnier? Or, Voltaire disait qu'il fallait être bien maladroit pour calomnier un jésuite. Cependant, ce n'est pas de maladresse qu'il faut taxer M. Sue; au contraire, il faut lui reprocher d'avoir été trop habile à tirer parti de l'impopularité des jésuites, et à chercher encore une fois un succès littéraire dans des choses qui ne sont pas le moins du monde littéraires. On aura beau dire; tantôt s'adresser au scandale et tantôt à la calomnie, ce n'est pas faire dignement de l'imagination ni de l'art!

Certes on ne nous soupçonnera pas de jésuitisme, mais enfin, si les jésuites sont hors la loi, ils ne sont pas hors l'humanité, et il ne peut pas être permis de les représenter comme une bande de voleurs et d'assassins, au moins sans preuves, et dans une pure fiction. Parce que les repaires de la Cité, que vous avez fouillés avec tant de complaisance, vous font défaut, et que vous avez besoin d'un nouveau répertoire de crimes pour amuser vos lecteurs, ce n'est pas une raison pour représenter les jésuites comme capables des actions les plus infâmes et les dignes pendants de Jacques Ferrand et du Maître-d'École. Que ces hommes soient suspects à la liberté, qui est ombrageuse, qu'ils soient hostiles à l'esprit de notre siècle, on ne le conteste pas; mais de là à suborner, à séquestrer, à assassiner les gens pour de l'or, il y a loin. Ah! si vous avez les preuves en main, parlez haut, tonnez, ne ménagez personne, soyez le vengeur de la moralité humaine; romancier, devenez un ministère public éloquent, et que votre œuvre soit un formidable réquisitoire sous lequel des scélérats puissants tomberont brisés et anéantis, aux applaudissements du monde et à votre gloire. Vous n'aurez peut-être pas fait un roman, vous aurez fait, à coup sûr, une œuvre méritoire, vous aurez accompli une mission utile. Est-ce le cas actuel? Aviez-vous des preuves? N'avez-vous pas inventé des crimes à plaisir? Et en noircissant ainsi vos adversaires, en les peignant comme d'abominables bandits, auprès desquels les forçats sont de véritables saints, n'avez-vous pas cherché à exploiter les haines qu'ils inspirent? N'avez-vous pas voulu fonder votre succès aux dépens de leur honneur et de la vérité? S'il en est ainsi, il est douteux que vous fussiez absous en bonne morale, mais peut-être la critique littéraire, qui aime le beau avant tout, trouverait des circonstances atténuantes, s'il

était sorti de là une œuvre saisissante et poétique. La critique pourrait avoir une faiblesse; hélas! elle n'a pas même de tentation.

D'abord, le plan du *Juif Errant* est manqué. Le fantastique et la réalité sont deux puissances qui doivent rester parfaitement distinctes, sous peine de s'entre-détruire. En les réunissant, M. Eugène Sue a commis une grave faute, dont il n'est pas à se repentir. Il y a deux espèces de fantastique, le fantastique railleur, qui ne croit pas à lui-même, qui n'est qu'un jeu de l'esprit, celui de Swift et de Charles Nodier, et le fantastique sérieux, convaincu, celui d'Hoffmann. Le fantastique de M. Sue n'est ni l'un ni l'autre, il ne descend pas plus de Swift que d'Hoffmann, et malheureusement il ne peut pas prétendre, pour son compte, à l'originalité, car véritablement il n'existe pas. M. Sue ne veut donc pas être un fin moqueur, et nous entraîner sur ses traces dans quelque Lilliput ou dans les sept châteaux du roi de Bohême; il n'entreprend aucune excursion dans un pays imaginaire, et il nous jette au contraire en pleine société contemporaine. Alors il doit avoir trouvé le secret de marier si habilement les choses réelles aux choses merveilleuses, qu'on n'aperçoive point la soudure et qu'on soit sous le charme. Pas du tout; les deux actions ne se mêlent pas; le fantastique reste, en quelque sorte, en dehors du livre, et l'auteur n'a recours que de loin en loin aux apparitions, lorsqu'on ne s'y attend pas le moins du monde, et pour se tirer d'embarras. Ces apparitions, que rien n'amène, enlèvent au drame tout ce qu'il pourrait avoir d'émouvant. Ces deux fantômes qui traversent à la fin de chaque acte le théâtre de M. Sue, viennent chaque fois détruire l'illusion que l'auteur commençait à produire. Et quant à eux-mêmes, ils n'intéressent pas plus qu'ils n'effraient; ce sont des revenants en plein jour. Pour nous montrer ses ombres chinoises, M. Sue a oublié de faire l'obscurité.

Si grave qu'il soit, ce vice de composition n'est pas le seul qu'on puisse reprocher au livre de M. Sue. Cette indéfinissable épopée a un autre défaut capital, c'est de mettre en scène trop de personnages qui se montrent, attirent d'abord l'attention, et puis tout d'un coup disparaissent par une chausse-trappe pour ne revenir qu'au bout de cinq ou six volumes. Un roman n'est pas une place qu'on traverse, c'est un lieu qu'on habite. Il ne faut pas croire que la puissance d'imagination consiste à créer personnages sur personnages et à produire un pêle-mêle confus de caractères et de figures; elle consiste plutôt à tracer un petit nombre de figures distinctes, et à exciter autour d'elles un intérêt toujours croissant. Avec le système de M. Sue, l'intérêt éveillé par plusieurs personnages ne se porte en définitive sur aucun, d'autant plus que les héros du *Juif Errant*, assez originaux pour la plupart au début, laissent leur originalité en chemin. Ainsi Morock, dans son auberge du *Faucon blanc*, avec ses bêtes féroces, son portrait de catéchumène et ses chapelets, s'annonçait assez bien. Que devient-il ensuite? Rien que de très-vulgaire. Le moindre forçat libéré remplirait son rôle à merveille. N'en est-il pas de Djalma comme de Morock? Où est le développement de ce caractère? Que fait à Paris ce beau prince indien que ne puisse faire le premier venu? Et les deux jeunes filles qui ouvrent gracieusement l'ouvrage et qui perdent l'usage de la parole à peu près pendant tout le reste du livre! Rose et Blanche, qui pouvaient devenir une création charmante, ne sont-elles pas une insignifiante création? Ma foi, on est excusable de leur préférer Mignon ou Esmeralda.

La véritable héroïne de M. Sue, c'est Mlle de Cardoville, comme son héros c'est Rodin. Mlle de Cardoville, selon les habitudes de l'auteur, qui ne fait pas les

choses à demi, est la beauté et la bonté idéales, et Rodin est l'expression la plus complète de la laideur et de la méchanceté. En ce qui touche Mlle de Cardoville, on voit aussitôt que M. Sue n'a rien changé à son système, et qu'il ne veut pas en avoir le démenti ; c'est toujours le même profond moraliste qui alla chercher la pureté et l'innocence dans un mauvais lieu. Mlle de Cardoville, en même temps qu'elle est le type de la bonté et de la vertu, est le type du sensualisme le plus raffiné. Sans doute, on peut être vertueux et bon, même saint, dans toute l'acception du mot, sans se livrer à la mortification absolue de la matière, et sans imiter sainte Élisabeth de Hongrie, buvant l'eau avec laquelle elle venait de laver les plaies des lépreux. Cependant, il est quelque peu difficile d'être un modèle accompli de vertu tout en passant sa vie dans des pratiques épicuriennes. Quel singulier caprice a eu M. Sue d'élever le sybaritisme à l'état de vertu? Ne nous trompons pas ; c'est plus qu'un caprice, c'est tout un système. Mlle de Cardoville, dans la pensée de M. Sue, est la femme de l'avenir, la femme socialiste. Se douterait-on, à la voir dans son lit d'ivoire, ou dans sa baignoire de cristal, ou, au milieu de ses caméristes, passant sa journée à sa toilette, que c'est là la prêtresse de la religion nouvelle? Quoi qu'il en soit, Mlle de Cardoville est, dans le roman, le génie du bien, et Rodin le génie du mal. Eh bien ! acceptons cette donnée, et voyons à l'œuvre le génie du bien et le génie du mal, à l'œuvre et aux prises! Ah! mon Dieu, si l'on a compté sur une grande lutte, le désenchantement arrive vite. Jamais lutte ne fut plus puérile, et l'on ne mit jamais en jeu de plus ridicules moyens. Mlle de Cardoville n'est pas un bon général, cela se conçoit; mais Rodin, dont M. Sue porte au troisième ciel l'immense habileté, comment se fait-il que Rodin soit un si pauvre Machiavel ? Il remue ciel et terre pour n'arriver à rien, il entasse des milliers de fourberies, dont pas une seule ne vaut le moindre tour de Scapin ; il complote mille scélératesses inutiles. Il faut avouer que, si M. Sue a voulu simuler le combat des bons et des mauvais anges, son Rodin est un triste Lucifer, et son archange Michel n'a pas l'épée flamboyante.

En tout cas, le combat est long, trop long. La haine dont Mme la princesse de Saint-Dizier poursuit sa nièce, absolument comme Mlle de Maran poursuivait Mathilde, et la Chouette Fleur-de-Marie, car M. Sue se répète sans scrupule, n'anime pas la lutte suffisamment. Aussi qu'advient-il? Au milieu de complications interminables et pendant que le dialogue se traîne, l'ennui déborde. L'ennui ! voilà le grand mot lâché. Encore, si au prix de la fatigue qui résulte de cette lecture on assistait à cette magnifique organisation du travail annoncée dès la première page, et pour laquelle l'auteur s'armait bravement et semblait faire provision de forces, on aurait une compensation ; on n'en a point. Il n'est question d'organiser le travail que dans la dédicace de M. Sue : le phalanstère ne sort pas de ses fondements. Pour toutes ces causes et pour beaucoup d'autres, *le Juif Errant* a échoué. Nous n'abuserons pas de cette chute de l'auteur des *Mystères de Paris*. Si l'an dernier nous l'avons accompagné dans sa marche triomphale à son petit Capitole en le priant de se souvenir qu'il était homme et en lui disant quelques vérités un peu sévères, nous serions tenté, maintenant qu'il s'avance tristement vers la petite roche Tarpéienne du feuilleton, de lui rappeler, pour lui donner du courage, qu'après tout il est homme d'esprit et de talent, et qu'il pourrait se relever de son échec en se retirant à propos dans l'art pur et le travail sérieux, et en se guérissant de la maladie du roman en dix volumes.

Il n'y a qu'un homme qui pourrait se jouer dans ces récits sans fin et marcher

sans fatigue dans ces inextricables labyrinthes tant à la mode : on a nommé M. Alexandre Dumas. Quel dommage que ce facile conteur, faisant un prodigieux abus de sa fertilité et mettant à contribution la fertilité d'autrui, produise tant et tant de livres qu'on ne sait plus auquel entendre, et qu'il est impossible de distinguer ce qui lui revient en propre dans celui-ci ou dans celui-là ! Et croyez-vous qu'il se borne à publier plus de quarante volumes de romans par année ? Il écrit encore de l'histoire ; il est vrai que ce n'est pas à la façon de Tacite, et que sa Clio, au lieu d'être une muse, est la première venue. Qui sait les titres de tous les livres que M. Dumas a signés? Les connaît-il lui-même? S'il ne tient pas un registre en partie double, avec *doit* et *avoir,* évidemment il a oublié, à moins qu'il n'ait la mémoire de César, plus d'un de ces enfants dont il est le père légitime, ou le père naturel, ou le parrain. Les productions de ces derniers mois ne s'élèvent pas à moins de trente volumes : *Vingt ans après, la Reine Margot, la Guerre des Femmes, le Chevalier de Maison-Rouge*, *le Comte de Monte-Cristo*, etc., etc. Ce qui est incontestable, c'est que la plupart de ces livres offrent une lecture amusante. Sans doute, lorsque M. Dumas et ses collaborateurs bâclent un roman historique, ils se permettent de singulières incartades, et plus d'un érudit entrerait en fureur à la vue de pareilles profanations. Ces messieurs ne sont pas de l'avis de Machiavel, qui n'entrait dans son cabinet d'étude pour s'entretenir avec les hommes du passé qu'en grand costume et avec un profond respect. Les écrivains de *la Reine Margot* ou ceux de *la Guerre des Femmes* n'y regardent pas de si près; ils visitent l'histoire sans façon et les manches retroussées. Il faut voir comme ces iconoclastes, spirituels et amusants du reste, traitent les figures historiques les plus connues, et surtout quels étranges discours ils prêtent à leurs héros! — M. Dumas, dans la préface des *Trois Mousquetaires*, roman en huit volumes, dont *Vingt ans après*, avec ses neuf volumes, n'est que la suite, annonce gaillardement qu'il entrera sous bref délai à l'Académie Française : si c'est en qualité d'historien, ce n'est pas décourageant.

Le Comte de Monte-Cristo est, dans la demi-douzaine de romans que M. Dumas sert au public à la même heure, celui qui paraît le plus habilement agencé. Il a encore l'avantage de ne pas être une œuvre où l'histoire est défigurée à plaisir ; c'est un roman du temps actuel : il est fâcheux qu'à partir du troisième volume on sente l'imitation des *Mystères de Paris*. Sans doute il ne faut pas chercher dans ce tableau de la vie actuelle la vérité et la profondeur; il n'y a pas moins beaucoup d'agrément dans cette narration vive, pétulante, dans ce dialogue animé, dans cette heureuse combinaison d'événements qui naissent sans effort les uns des autres. Le comte de Monte-Cristo est une espèce de prince Rodolphe ; toutefois il est autrement riche que le grand-duc de Gérolstein. Monte-Cristo est plus opulent qu'un nabab ; il revient de l'Eldorado comme Candide : à la lettre il a trouvé un trésor. A ce sujet, on peut remarquer avec quelle facilité nos romanciers additionnent les millions. On sait le goût de M. de Balzac, qui nage si bien en plein Pactole ; on connaît les millions de la succession Rennepont, et avant, on avait les millions de Lugarto. M. Dumas ne pouvait rester en arrière, et il a placé, au milieu de son roman, une mine d'or. Du reste, l'idée des auteurs de *Monte-Cristo* est assez neuve ; ils ont voulu montrer un homme d'une intelligence supérieure qui a de terribles vengeances à exercer, et qui a en main l'irrésistible puissance de l'argent. A l'aide de cette donnée, on a construit un drame qui, sans offrir une peinture sérieuse des caractères, ni une étude de la société, sans s'adresser à l'esprit ni au cœur, parvient

à piquer assez vivement la curiosité. Après quoi, il est permis de croire que M. Dumas, qui n'avait pas encore trôné en dictateur dans le feuilleton, pourrait bien se réveiller un de ces matins avec la fragile couronne au front. C'est peut-être déjà fait. Alors qu'il ne soit pas ingrat envers les compagnons de ses travaux. N'a-t-il pas sa pairie toute prête, au moins douze pairs, comme Charlemagne?

Ce n'est pas M. de Balzac qui disputera à MM. Dumas l'engouement du vulgaire; ce n'est pas M. Soulié non plus. M. de Balzac et M. Soulié ont vu depuis longtemps s'éloigner d'eux la grosse popularité, et cette déesse n'a pas l'habitude de revenir sur ses pas. Ils ne seraient guère à plaindre, au reste, de cet abandon, s'ils s'en consolaient dans des travaux choisis, dans des études fécondes, et surtout s'ils avaient conservé cette fraîcheur d'imagination qui, pour aimer particulièrement la jeunesse, ne fuit pas toujours l'âge mûr, et brille quelquefois jusqu'au déclin. Par malheur, ils n'ont pas gardé le don précieux, ils l'ont jeté aux quatre vents du ciel. Que font-ils alors? M. de Balzac s'enfonce dans ses défauts, il s'y établit comme dans une grasse châtellenie de Touraine. Le charmant conteur d'*Eugénie Grandet* est devenu un conteur diffus et embrouillé. L'observateur qui voyait bien se sert maintenant d'une lunette dont les verres lui changent la couleur et la dimension des objets. M. de Balzac n'aperçoit plus la réalité qu'à travers un prisme. Dans *les Paysans*, y a-t-il un seul personnage qui soit réel, qui ne soit pas de pure fantaisie? Y en a-t-il un seul qui ait le degré de vraisemblance nécessaire, et qui soit vrai dans son genre et son originalité, comme *le Bas-de-Cuir* de Cooper, pour citer quelqu'un? Les paysans de M. de Balzac, avec leur machiavélisme outré, leurs haines bizarres et les mille traits tourmentés de leur physionomie, n'habitent ni le nord, ni le midi de la France. Ils viennent sans doute de ce pays qui a vu naître les jeunes filles des derniers livres de M. de Balzac, ces jeunes filles du nom de Modeste, qui ont une science si profonde et si raffinée! Les paysans de M. de Balzac n'existent que dans cette lande déserte que cherche à peupler l'imagination épuisée du romancier. Sans compter que c'est une heureuse idée qu'a eue M. de Balzac de prédire une jacquerie, et de demander le rétablissement de la féodalité! Que voulez-vous? c'est son socialisme à lui; Mme Sand en a un autre; M. Sue également: à chaque romancier le sien. A la vérité, chez l'auteur des *Paysans*, c'est du luxe, il ne s'en sert qu'à certains jours, et justement il n'en fait pas parade dans un dernier petit ouvrage où il traite de son sujet de prédilection, la vie conjugale. Après quinze ans, l'auteur de la *Physiologie du Mariage* a voulu refaire un livre que, sans être trop sévère, il est permis de trouver passablement licencieux, et au lieu de l'enrichir, il l'a appauvri. La péroraison de M. de Balzac va rejoindre son exorde; mais dans l'intervalle, les traits du moraliste rabelaisien se sont émoussés, sa gaieté n'est plus communicative; son rire est jaune. Tout le naturel du talent a disparu.

Les Drames Inconnus de M. Soulié sont l'éternelle continuation des *Mémoires du Diable*. C'est la même fable enchevêtrée; ce sont les mêmes couleurs violentes et communes, avec la jeunesse et la nouveauté de moins. Sans être bien littéraire, M. Soulié avait du dramatique et un certain mordant, qualités qui vieillissent vite si on en abuse, et M. Soulié en a fait un abus énorme. Aussi, quoiqu'il veuille encore être terrible, il ne réussit qu'à être long et filandreux. Son diable n'a plus de griffes, et, malgré qu'il en ait, il devient bonhomme. L'auteur des *Drames Inconnus* a beau parsemer ses récits d'enfants trouvés, de femmes de mauvaise vie, de meurtres et d'infanticides, il ne parvient ni à nous attendrir, ni à nous effrayer.

Il ne suffit pas, pour intéresser le lecteur, de voir les hommes en noir, d'exagérer de parti pris la méchanceté du cœur humain, et d'avoir l'air de croire que sur dix femmes entourées des respects du monde, neuf méritent la cour d'assises, et que les salons sont les *tapis-francs* de la bonne compagnie. Ces exagérations incroyables ne dispensent pas d'être un conteur habile et original, et de tracer ses caractères d'une main ferme et délicate, de quoi M. Soulié semble prendre un médiocre souci. La manière de conter, le dialogue, les personnages, tout, dans *les Drames Inconnus*, est d'une trivialité fort peu avenante. — Rendons, du reste, à chacun ce qui lui revient : c'est M. Soulié qui a inventé les longs romans où d'autres ont fait fortune, où lui-même réussit d'abord, et dans lesquels il s'égare aujourd'hui comme dans des catacombes dont on ne sait plus retrouver la porte. M. Frédéric Soulié fut, sans s'en douter, le Jean-Baptiste de M. Eugène Sue. Que Dieu pardonne au précurseur et au messie du roman-feuilleton en dix volumes!

Ainsi voilà où en sont les romanciers régnants et vieillissants, tandis que la jeune levée des romanciers se met à la suite, s'enrôle, de telle sorte que si la muse de la fiction est abaissée aujourd'hui, on ne peut pas espérer qu'elle se relèvera demain. La décadence pourtant des chefs de cohorte de l'armée des conteurs est assez visible pour qu'il soit d'un fort mauvais calcul d'épouser leur fortune, et de suivre pas à pas leurs traces. Les jeunes plumes seraient-elles séduites par le bruit et le fracas que soulève le roman actuel, et le nombre de lecteurs qui s'ameutent autour du feuilleton? Mais quel est donc ce grand public pour lequel on a abandonné si facilement les lecteurs d'élite, les gens de goût? car où sont les esprits délicats et cultivés qui se plaisent à ces jeux violents d'imaginations surexcitées? Ce public, c'est l'ancien public, ni plus ni moins, de Ducray-Duminil et de Pigault-Lebrun. Ceux de nos romanciers qui possédaient le mieux le sentiment de l'art, Mme Sand, et à un degré moindre, M. de Balzac, n'ont pu, malgré leur bonne volonté, passer tout à fait, avec armes et bagages, à ce public si nouveau pour eux; aussi ils n'ont été compris qu'à demi, en un mot, ils réussissent peu en feuilleton. M. Sue et M. Dumas, au contraire, ont passé naturellement, et sans efforts, du côté de ce public, et ils ont été reçus à bras ouverts. — Si les jeunes romanciers n'ambitionnent que des succès à la Dinocourt, il n'y a rien à leur dire; mais que penser d'une génération d'écrivains qui n'aspirerait qu'à de tels triomphes?

Il faudrait songer qu'un jour viendra, et ce jour n'est peut-être pas si éloigné, où ce même public qui demande à grands cris des aventures, et toujours des aventures, en aura assez de ces interminables récits qui se ressemblent tous, au fond, d'une façon désespérante. La satiété lui donnera du goût, et il reviendra au simple et au naturel par réaction. Quand les lecteurs en seront là, où en seront les romanciers? Ils auront depuis longtemps perdu le secret des analyses du cœur et du bon style, et ils se trouveront avoir abaissé leur talent et compromis leur renommée pour plaire à un public qui à la fin les reniera. Les mieux avisés devraient dès aujourd'hui se surveiller avec une attention scrupuleuse, afin de conserver leur talent dans sa force, si leur talent est déjà développé, ou de le mûrir, s'il est jeune encore. Quand s'opérera la réaction inévitable, ils seraient tous prêts à augmenter leur réputation, s'ils ont déjà un peu de gloire, ou à conquérir un beau nom, s'ils sont encore inconnus. L'occasion sera excellente; et quels regrets ils auraient alors de s'adresser en vain à leur imagination, et de ne trouver chez eux que fatigue et décrépitude!

PAULIN LIMAYRAC.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

14 septembre 1845.

Les chemins de fer ont pris la place de la politique. L'événement du jour est l'adjudication de la ligne du Nord. En présence de cet événement, tout s'est effacé; les affaires de l'Europe, l'action de la diplomatie dans les deux mondes, les voyages des rois et des princes, tout a disparu. Heureux les ministères qui ont des chemins de fer à adjuger!

Il faut dire aussi que l'adjudication du chemin du Nord n'était pas un événement ordinaire. Les œuvres industrielles qui ont cette importance et cette grandeur sont aussi des œuvres politiques. Depuis dix ans, le chemin du Nord, sans cesse ajourné par la lutte des systèmes et par les crises ministérielles, semblait accuser l'infériorité industrielle de la France. Notre honneur national, autant que les intérêts de notre politique et de notre commerce, était en jeu. Toutefois, si la conclusion s'est fait attendre, on peut dire du moins qu'elle est de nature à satisfaire le pays. Les conditions de l'adjudication, la puissance de la compagnie soumissionnaire, la faveur qu'elle rencontre dans l'opinion, tout présente les garanties désirables.

On s'est beaucoup récrié contre le chiffre de trente-huit ans accepté par le ministre. Un tel chiffre cependant n'a rien d'excessif. Ceux qui calculent les bénéfices que peut faire la compagnie adjudicataire, et qui trouvent ces bénéfices énormes, devraient aussi, pour être justes, mettre en regard les dangers qu'elle peut courir, et les obstacles de toute nature qui peuvent entraver la marche d'une entreprise aussi gigantesque. Pense-t-on que l'appât d'un bénéfice médiocre suffirait pour déterminer les capitaux à se lancer dans ces opérations immenses, où l'imprévu joue un si grand rôle, et où les plus habiles peuvent commettre de graves erreurs? On parle d'une féodalité industrielle! on déplore les scandaleuses fortunes que le chemin du Nord va partager entre un petit nombre de privilégiés, dont les millions gouverneront la France! Nous ne croyons pas, quant à nous, que la France soit disposée à se laisser gouverner par des millions. Dans tous les cas, à défaut de notre dignité morale et de nos lumières, le code civil est là pour nous protéger contre les excès de la puissance industrielle. Si les chemins de fer, à Dieu ne plaise, devaient créer parmi nous une aristocratie financière, la loi des successions et la concurrence commerciale nous en auraient bientôt délivrés.

Du reste, il est assez singulier que l'on attaque si vivement aujourd'hui les compagnies, lorsqu'on a rendu leur concours inévitable, en repoussant l'initiative et la prépondérance du gouvernement dans l'établissement des chemins de fer. Nous avons toujours pensé, pour notre compte, que les grandes lignes, comme celles du Nord, de Lyon, de Strasbourg, pourraient devenir entre les mains de certaines notabilités industrielles, sinon l'élément d'une puissance aristocratique, devenue désormais impossible, du moins un instrument de force et d'influence digne d'être remarqué. Aussi nous aurions voulu remettre cette force entre les mains de l'état. Les chemins de fer étant une œuvre de civilisation, un bienfait pour la société, nous aurions voulu que l'état eût le mérite de ce bienfait, et qu'il s'attirât, en l'octroyant lui-même, la reconnaissance des populations; mais les chambres en ont décidé autrement. Les préventions démocratiques, secondées par les dissensions parlementaires et par les incertitudes du pouvoir, ont enlevé à l'état ce moyen d'influence pour le livrer à des compagnies. Dès lors que reste-t-il à faire? Quel est le devoir de tous les gens sensés? Continuer la lutte contre les compagnies, ce serait compromettre le succès de nos grandes lignes et nous exposer à la risée de l'Europe. Il vaut mieux, dans l'intérêt du pays, encourager les compagnies sérieuses et seconder franchement le pouvoir dans l'application du système adopté par les chambres.

La fusion qui s'est opérée entre les compagnies rivales a été l'objet des plus vives récriminations. On a dit que cette fusion était une violation du principe de concurrence. Nous ne dirons pas que ce principe ait été rigoureusement respecté; néanmoins, tous les gens de bonne foi conviendront que les termes de la loi n'ont pas été violés, et que l'on a suivi, dans cette circonstance, la marche la plus sensée et la plus profitable à l'intérêt général. Une lutte violente entre des compagnies d'une force inégale, mais également passionnées, et résolues à se livrer un combat désespéré le jour de l'adjudication, eût été pour la ligne principale du Nord une épreuve trop redoutable. Le chemin du Nord eût pu périr dans cet aveugle conflit, et ce premier choc eût porté à nos grandes lignes un coup désastreux. On a donc eu raison de part et d'autre d'épargner à la ligne du Nord un si grand danger. D'ailleurs, les transactions qui ont eu lieu sous l'inspiration visible du gouvernement n'ont rien eu de contraire à l'intérêt de l'état. Au moyen du maximum de jouissance déterminé par les chambres, et du rabais laissé à la discrétion du ministre responsable, l'état est resté suffisamment armé devant la compagnie puissante qui s'est présentée seule à l'adjudication. En un mot, on peut dire de cette adjudication qu'elle a été une sorte de concession directe, mais une concession faite au grand jour, d'après des bases déterminées par les pouvoirs publics, et pleinement acceptées par l'opinion.

Laissons maintenant le chemin du Nord à ses destinées, à son avenir politique et commercial, aux fureurs vraies ou fausses qu'il soulève, à l'ivresse qu'il excite à la Bourse, et parcourons le cercle du petit nombre d'incidents plus ou moins politiques qui ont signalé cette quinzaine, si agitée par les passions industrielles.

On recommence à parler des élections. On dit que le ministère, encouragé par le succès des élections partielles qui ont eu lieu ou qui se préparent en ce moment dans plusieurs colléges en remplacement des nouveaux pairs, songerait encore à courir la chance des élections générales au mois de novembre. Nous n'ajoutons pas grande foi à cette nouvelle. Quand le ministère s'est résolu, il y a deux mois, à ne pas dissoudre la chambre cette année, il avait fait de mûres réflexions. Il avait

consulté les rapports les plus détaillés sur la situation des esprits dans les départements. Il savait que, malgré les succès diplomatiques qui avaient terminé heureusement la session, l'opinion du pays sur la politique générale du 29 octobre n'était pas sensiblement modifiée. On louait le ministère d'avoir habilement conclu l'affaire du droit de visite et celle des jésuites; mais on louait aussi l'opposition d'avoir préparé ce double succès par la prudence de ses conseils, par la persévérance qu'elle avait mise à combattre et à redresser les tendances du ministère. Or, depuis ce temps, il ne s'est rien passé qui ait pu changer les dispositions des colléges. A l'intérieur, la loi des patentes, dont l'effet général n'est pas encore exactement apprécié, a porté l'irritation dans un assez grand nombre de localités. Sur la question de l'enseignement, les intentions du ministère semblent assez équivoques. L'esprit du clergé paraît s'enhardir et ne pas être suffisamment contenu. Parmi les questions administratives qui seront portées l'année prochaine à la tribune, celle de la marine, récemment compliquée par l'incendie de Toulon, occupe sérieusement les esprits. Au dehors, l'intervention de notre diplomatie dans l'affaire du Texas n'a pas été heureuse. Du côté de Taïti, rien n'est venu prouver que le protectorat fût un système sagement inventé pour l'honneur et l'intérêt de la France. Du côté du Maroc, la présence d'Abd-el-Kader sur les frontières de l'Algérie, et les nouvelles forces dont il dispose, ne prouvent pas que le traité conclu avec Abderrahman nous ait assuré tous les avantages que nous pouvions attendre du bombardement de Mogador et de la bataille d'Isly. De tout cela, il résulte une situation au moins douteuse pour le cabinet. L'opposition n'a pas perdu toutes ses chances de succès, et puisque le ministère a jugé prudent, il y a deux mois, de ne pas tenter cette année la fortune électorale, il est probable qu'il persévérera jusqu'au bout dans cette résolution.

Les esprits commencent à se calmer sur le compte du maréchal Bugeaud. On a cessé d'incriminer violemment ses actes et ses systèmes; des injures on est passé à la discussion. C'est finir par où l'on aurait dû commencer. Vis-à-vis d'un homme qui a rendu au pays de si grands services, cette guerre de personnalités ridicules, ces accusations aussi injustes qu'absurdes étaient un triste spectacle. Nous ne sommes pas surpris que la population d'Alger s'en soit émue, et qu'elle ait réclamé contre ces outrages en adressant à l'illustre maréchal un témoignage public de ses sympathies. Le maréchal a répondu à cette manifestation par des paroles pleines de dignité, et qui respirent le plus noble patriotisme. Sa réponse donnera des regrets à ses accusateurs.

On connaît les plans de colonisation militaire proposés par le maréchal Bugeaud. L'Algérie, selon lui, doit être colonisée par des bras qui pourront la défendre. Pour cultiver la terre, il faut de la sécurité; pour établir la sécurité, il faut la force; or, le plus sûr moyen de coloniser les plaines de l'Algérie, sans cesse exposées aux incursions arabes, serait de les livrer à nos soldats, à des cultivateurs armés, espèce de milice permanente, qui défendrait le sol destiné à le nourrir, qui s'y fixerait en y trouvant ses affections, ses intérêts, ses devoirs, qui créerait à l'Algérie une existence propre, assez forte pour donner à la France la liberté de ses mouvements, et mettrait ainsi notre conquête à l'abri des vicissitudes de la politique européenne. Tel est en résumé le plan du maréchal Bugeaud, moins les détails d'exécution, qui sont peut-être, sur certains points, la partie vulnérable du système. A ces idées que le maréchal Bugeaud professe depuis longtemps avec l'ardeur qu'il porte en toutes choses, idées sérieuses et grandes, qu'on a eu tort

d'appeler chimériques, le nouveau gouverneur par *intérim*, M. de Lamoricière, oppose un système tout différent. M. de Lamoricière ne veut pas de la colonisation militaire; il veut la colonisation civile, au moyen de l'émigration française et étrangère, stimulée par les bénéfices des grandes exploitations agricoles. La chose qui manque le plus à l'Algérie, suivant M. de Lamoricière, ce sont les capitaux. Appelez l'argent en Afrique, sollicitez le crédit, abaissez le taux d'un intérêt ruineux, et vous aurez de grandes spéculations agricoles et industrielles, qui amèneront des colons. A cela, M. le général Bugeaud répond qu'il faudra protéger ces colons avec une armée, que dès lors les dépenses de la métropole ne seront pas allégées, que l'Afrique pèsera toujours sur la France, que d'ailleurs ces colons, venus de tous les pays, ne seront pas rattachés les uns aux autres par le lien de la commune patrie, que le premier revers les dispersera; qu'enfin, le système des grandes exploitations étant préféré aux exploitations partielles et restreintes, il s'ensuivra naturellement que chaque groupe de colons dépendra de la fortune ou du caprice d'un seul individu; si l'entreprise réussit, les colons resteront; si elle échoue, ils iront ailleurs. Tels sont les deux systèmes qui sont en présence. On peut dire que leur antagonisme est plus apparent que réel. Nous croyons que chacun d'eux, au fond, repose sur des préférences plutôt que sur des exclusions. Ainsi, le maréchal préfère la colonisation militaire à la colonisation civile; mais il ne refuse pas de laisser à cette dernière une juste part : cela résulte de ses propres discours. De même, on peut croire que M. de Lamoricière ne repousserait pas tout essai de colonisation militaire, à la condition toutefois que la colonisation civile fût tentée sur une grande échelle. Ces deux opinions pourraient donc, sinon se concilier, du moins se tolérer l'une l'autre à la faveur de concessions réciproques. On pourrait essayer à la fois les deux systèmes sur des points différents. Ce sera sans doute le parti que prendra le gouvernement, et que lui conseilleront les chambres.

Dans peu de jours, on saura sans doute le résultat de l'entrevue du maréchal avec M. le président du conseil, à Soultberg. Des circonstances, que tout le monde connaît, donnent à cette entrevue un intérêt particulier. Nous désirons sincèrement qu'elle soit de nature à apaiser les ressentiments légitimes qui ont pu s'élever dans l'esprit du maréchal Bugeaud, et qui, d'après le bruit public, lui ont rendu si difficile l'exercice de son gouvernement.

La France vient de perdre une des plus grandes intelligences de ce temps-ci, un des plus rares esprits, un des caractères les plus purs, un des hommes qui ont exercé le plus d'influence sur les idées morales et politiques de notre siècle. M. Royer-Collard est mort à l'âge de quatre-vingt-deux ans. Sa fin a été calme comme sa vie. Il a senti longtemps la mort s'approcher. Il le disait tranquillement à ses amis, jadis ses disciples, aujourd'hui philosophes illustres, grands écrivains, hommes d'état, devenus les héritiers de sa gloire, et les chefs des générations nouvelles. L'un d'eux, que les tourmentes politiques avaient séparé de lui pendant de longues années, l'a revu plusieurs fois dans les derniers moments de sa vie. Cette réconciliation avait laissé dans l'âme du vénérable vieillard une impression profonde. Il en parlait souvent avec attendrissement; il remerciait la Providence d'avoir procuré à ses derniers instants une joie si vive, et d'avoir effacé de son âme tant de souvenirs amers. Une autre plume que la nôtre retracera dans cette *Revue* l'existence si pleine de M. Royer-Collard, ses travaux politiques, sa carrière parlementaire, sa popularité si grande et si méritée, la puissance de cette

parole si énergique et si concise, ces mots profonds qui étaient recueillis comme des arrêts sur les choses et sur les hommes. La mort de M. Royer-Collard laisse un fauteuil vide à l'Académie. Toutes les voix s'accordent à reconnaître que cette succession glorieuse appartient à M. de Rémusat.

La reine d'Angleterre est venue pour la seconde fois visiter le roi des Français au château d'Eu. Cette visite courte, mais gracieuse, a été présentée par les journaux du ministère sous des couleurs convenables. On n'a pas eu, cette fois, la maladresse d'en faire un sujet de triomphe ; on n'a pas pris le style de l'épopée ou du roman; on a été simple et vrai : c'était le meilleur moyen de célébrer cet heureux événement. La France peut se sentir flattée des témoignages d'estime et d'affection donnés par la jeune reine des trois royaumes au représentant couronné de la révolution de juillet. Pour faire cette visite amicale, la reine Victoria, venue des côtes de Belgique, a prolongé pendant trente-six heures son séjour à bord. Cette circonstance relève le prix de son affectueuse démarche. Aussi, a-t-elle été la bienvenue sur le rivage de France, et les populations l'ont saluée avec un sincère enthousiasme.

Cette visite au château d'Eu, toute spontanée, toute familière, a présenté un singulier contraste avec les pompes et le cérémonial du voyage de Prusse. S'il faut en croire quelques invités privilégiés des fêtes de Bonn, de Stolzenfels, de Coblentz, la reine Victoria aurait trouvé ces fêtes plus splendides qu'amusantes. Il faut dire aussi que les divertissements imaginés par sa majesté le roi de Prusse pour mieux fêter la jeune souveraine de la Grande-Bretagne n'ont pas tous été choisis avec un tact merveilleux. Des salves d'artillerie, des feux d'artifice accompagnés de détonations formidables, des tambours, des fanfares, et trois ou quatre concerts par jour, voilà des galanteries bien bruyantes pour l'oreille d'une femme. La reine, à ce qu'il paraît, n'a pu résister à tout ce vacarme. Elle a fait bonne contenance le premier jour, mais sa patience s'est bientôt lassée, et l'on assure qu'elle n'a pas été assez maîtresse d'elle-même pour dissimuler à ses augustes hôtes un secret ennui que rien n'a pu dissiper. Ni les attentions délicates du roi et de la reine, ni les prévenances de la princesse Amélie, n'ont pu triompher de cette fâcheuse impression. Le roi de Prusse en a été pour les frais de ses illuminations féeriques, de ses feux d'artifice et de ses concerts, qui se sont élevés, dit-on, à la somme de quatre millions. Lord Aberdeen, qui sans doute n'était pas venu en Prusse pour entendre des salves de canon et les symphonies de Beethoven, en a été pour ses combinaisons, qui ont dû être singulièrement dérangées.

La reine d'Angleterre, tout le monde le sait, a peu de goût pour la représentation et l'étiquette. Aux pompes de la royauté elle préfère les plaisirs de la vie intime, les joies de sa jeunesse, encore un peu naïve. Le but de son voyage en Allemagne n'était pas seulement de voir la cour de Prusse, où elle devait s'attendre à trouver les magnificences et les ennuis d'une réception royale : ce qui l'attirait surtout, c'était la petite cour princière de Cobourg, la patrie du prince Albert ; c'était Gotha, et ses mœurs patriarcales. Aussi, à Cobourg, à Gotha, la reine a été d'une humeur charmante, et le souvenir du voyage de Prusse avait complétement disparu de son gracieux visage lorsqu'elle est arrivée au château d'Eu, où elle a reçu cette hospitalité cordiale qui lui plaît, et que le roi Louis-Philippe sait lui rendre si séduisante.

Le mouvement religieux, naguère si désordonné et si étendu, paraît momentanément comprimé dans les états de l'Allemagne. Les chefs des sectes dissidentes

se tiennent en repos. Les rassemblements ont cessé. La censure et la police arrêtent toute manifestation. Néanmoins il s'en faut que les gouvernements soient pleinement rassurés sur la situation des esprits. Les derniers événements ont laissé après eux une agitation sourde qui peut éclater d'un jour à l'autre, et sous la forme la plus imprévue. Tout récemment, la réunion des artistes venus de tous les points de l'Allemagne pour fraterniser dans un immense festival avait causé de vives alarmes à la diplomatie, qui avait vu dans cette démonstration un caractère politique. Il paraît que les craintes de la diplomatie étaient fondées : le principe de l'unité allemande s'agite aujourd'hui dans les questions musicales, comme dans les questions commerciales et religieuses; et qu'est-ce que l'unité allemande, si ce n'est le mot d'ordre de la liberté politique?

Une réaction inattendue s'est opérée en Suisse. On avait déjà remarqué, depuis la déroute des corps francs, un changement de conduite dans le gouvernement de Berne. Peu de temps après la victoire de Lucerne, le gouvernement bernois avait pris des mesures contre les excès de la presse radicale. Plus tard, l'expulsion de M. Snell, l'un des chefs de l'expédition des corps francs, et la création d'une presse officielle, destinée à combattre les sociétés populaires, avaient annoncé des tendances de réaction. Cependant, malgré ces mesures, la politique du gouvernement bernois conservait encore un caractère équivoque. S'il prêchait la modération dans les journaux, il n'en laissait pas moins le mouvement populaire s'organiser sous ses yeux. C'était sur son territoire que se préparaient ouvertement les moyens de renverser le gouvernement fédéral. C'est de lui qu'on attendait le signal pour une nouvelle expédition des corps francs. Le gouvernement bernois voulait-il, en agissant ainsi, encourager l'anarchie tout en paraissant la combattre, et s'assurer les fruits d'une révolution unitaire dont il eût paru repousser l'initiative? Il est permis de le supposer. Dans tous les cas, un pareil jeu ne pouvait se jouer longtemps sans péril. Eclairé sur les projets des sociétés populaires, qui poursuivaient une révolution locale en même temps qu'un bouleversement général de la Suisse, averti par l'exemple de la révolution vaudoise, et voyant bien qu'il ne pouvait plus tolérer les passions anarchiques sans courir le risque d'être emporté par elles, le gouvernement bernois a pris son parti : le conseil d'état vient de convoquer le grand conseil en session extraordinaire, à l'effet d'obtenir un vote de confiance qui lui permette d'agir énergiquement contre les sociétés populaires. L'adhésion de M. Neuhaus à cette mesure lui donne un caractère décisif. Les ultra-radicaux sont menacés. Leurs violences ont enfanté un parti d'une modération relative, qui veut sauver l'ordre intérieur et la constitution cantonale, au risque d'ajourner la vengeance des corps francs contre Lucerne, et le triomphe de l'ambition bernoise sur la vieille constitution helvétique. Quels que soient les motifs qui font agir ce parti, il est bon de l'encourager et de le soutenir, s'il persiste dans ses desseins, car c'est le seul point d'appui que la Suisse, au milieu de ses déchirements intérieurs, ait présenté depuis longtemps à la politique de notre gouvernement.

Pendant que la jeune reine Isabelle d'Espagne recevait à Pampelune, au milieu des fêtes, les princes français ses cousins, les affaires de ce pays ont paru marcher vers une crise prochaine. Les principaux chefs des partis vaincus, carlistes, exaltés, espartéristes, mécontents de toutes les couleurs, travaillent avec une extrême activité à fomenter de nouveaux troubles, malheureusement secondés pour le moment par l'irritation qu'excite sur presque tous les points de l'Espagne l'exécution des nouvelles lois d'impôt. On s'était depuis longtemps habitué en Espagne à ne rien

payer pour les dépenses publiques, ou du moins à payer si peu et si mal, que le budget de cette nation de quatorze millions d'âmes était une véritable fiction. M. Mon a entrepris de doter son pays d'une organisation financière quelque peu régulière. Or, pour qu'un état fasse des dépenses ; pour qu'il puisse payer ses magistrats, son armée, son administration ; pour qu'il puisse faire des routes et creuser des canaux, il faut avant tout avoir des recettes. M. Mon a donc entrepris d'avoir des recettes pour le trésor ; mais cette prétention a paru inouïe à bon nombre d'Espagnols. On sait avec quelle difficulté de nouveaux impôts s'établissent dans tous les pays du monde, excepté peut-être en Angleterre où l'intelligence de la communauté d'intérêts qui constitue l'état est poussée plus loin qu'ailleurs ; cette difficulté est d'autant plus grande en Espagne, que ce pays est moins éclairé ; plus habitué à la défiance par la longue habitude d'un mauvais gouvernement, plus pauvre enfin par l'effet même de cette absence d'impôts qui se résout toujours en absence d'ordre, de justice, de sécurité, et par conséquent de travail, d'industrie et de richesse. De là les derniers soulèvements de Madrid et ceux qui s'annoncent ou qui ont déjà éclaté dans d'autres provinces.

Nous n'avons pas ici à donner une idée complète des plans financiers de M. Mon. Qu'il nous suffise seulement de dire que ces plans ne sont pas autre chose que l'application à l'Espagne des principes généralement admis dans les gouvernements de l'Europe, et surtout en France, en matière d'impôts. Encore ces principes ont-ils été appliqués à l'Espagne avec une extrême précaution et dans une mesure qui paraîtrait excessive dans tout autre pays. Il ne s'agit après tout que de faire rendre à l'impôt en Espagne trois à quatre cents millions par an, c'est-à-dire le cinquième ou le quart de ce qu'il rend en France, le huitième à peu près de ce qu'il rend en Angleterre. Cela semble bien peu de chose ; c'est beaucoup, à ce qu'il paraît, pour l'Espagne, car tout le monde s'est récrié. D'un bout de la Péninsule à l'autre, c'est une longue protestation · les uns réclament contre l'impôt foncier, qu'ils prétendent intolérable pour l'agriculture ; les autres s'élèvent avec passion contre l'impôt des patentes, qu'ils déclarent incompatible avec l'industrie ; ceux-ci menacent de ne plus ensemencer leurs champs, ceux-là de fermer leurs boutiques ; d'autres, et ce ne sont pas les moins irrités contre les mesures ordonnées par le ministre des finances, trouvent inconcevable qu'on ait la prétention de gêner la contrebande effrénée qui, sur toutes les côtes d'Espagne, s'exerçait en quelque sorte en plein soleil. Une partie notable de la population andalouse et catalane, qui vivait de la contrebande, se voit pour la première fois contrariée dans son industrie par une surveillance de jour en jour plus active et plus efficace. En même temps une autre population, qui vivait aussi d'une autre espèce de contrebande, la coterie des gens de bourse, des faiseurs de contrats, des spéculateurs sur la hausse et la baisse, sur les emprunts, sur les fournitures et les marchés illicites, a déclaré aussi la guerre à M. Mon, qui lui coupe les vivres par la sagesse et l'honnêteté de son administration. De près et de loin, dans la hutte du contrebandier andaloux comme dans l'officine du *boursier* madrilègne, et malheureusement aussi dans la boutique du petit marchand comme dans la ferme de l'agriculteur, le nom de ce ministre est maudit.

Les hommes raisonnables, car il y en a, grâce à Dieu, un assez bon nombre en Espagne, trouvent bien que toute cette opposition n'a pas le sens commun, et que M. Mon a pris le seul moyen d'établir enfin dans son pays un gouvernement, une administration, une armée, toutes choses qui ne marchent pas sans argent ; mais

en présence du déchaînement que soulèvent les nouvelles lois financières, on n'ose pas dire ce qu'on en pense du fond du cœur. On craint ce terrible mot d'*impopularité,* qui fait reculer les plus fermes courages dans un état encore si neuf pour la vie politique. Les plus habiles se tirent d'affaire en disant que sans doute il faut des revenus publics, mais que M. Mon aurait pu s'y prendre autrement, qu'il aurait dû aller moins vite en besogne, et déguiser le fond sous la forme, comme s'il y avait quelque forme qui pût donner le change sur une question d'impôt, et comme s'il ne fallait pas, en définitive, aboutir à faire payer ceux qui ne paient pas. Rien n'est brutal comme un chiffre, et, de quelque façon qu'on s'y prenne, un déficit ne se comble pas avec des phrases ; ce qui n'empêche pas certaines gens de dire aux propriétaires qu'on aurait dû imposer uniquement les commerçants, aux commerçants, qu'on aurait dû imposer uniquement les propriétaires ; aux uns et aux autres, qu'on aurait bien pu s'adresser encore au crédit, et rouvrir le gouffre de l'emprunt. On dit que M. Mon s'irrite de ces complaisances intéressées, et qu'il s'exprime quelquefois assez vertement sur le peu d'appui qu'il trouve parmi ceux même qui devraient lui en donner le plus. On comprend sans peine que la patience échappe à un honnête homme ainsi poussé à bout ; mais ces emportements n'en font pas moins leur effet : les paroles sévères du ministre, colportées avec soin, défigurées, exagérées à dessein, servent à lui faire de nouveaux ennemis, et l'on voit tous les jours grossir contre lui, soit dans les chambres, soit dans le public, un parti d'hommes prudents et perfides, qui sans partager les passions de la foule, encouragent ces passions par une connivence tacite, et respectent les erreurs de l'opinion, tout en les déplorant au fond de l'âme.

La seule force qui soutienne encore au pouvoir le ministère actuel, c'est l'union du général Narvaez avec ses collègues, et notamment avec les deux ministres les plus attaqués, MM. Mon et Pidal. Le général Narvaez représente la puissance militaire, la plus grande de toutes malheureusement dans ce pays si récemment libre. Le jour où le bras du général Narvaez se retirerait de MM. Mon et Pidal, ce jour-là ces ministres seraient renversés par le soulèvement des contribuables et la faiblesse des cortès, quels que soient les services qu'ils aient rendus au gouvernement constitutionnel. Nul n'a plus fait que MM. Mon et Pidal pour l'établissement de la liberté politique dans la Péninsule; on les a vus, dans les temps difficiles qui ont suivi la chute d'Espartero, repousser avec une constante énergie toutes les pensées de gouvernement absolu, défendre le pouvoir royal contre l'entraînement de son propre succès, et en appeler toujours à la nation, à l'opinion publique, aux cortès, quand rien n'était plus facile que de supprimer en un jour toutes les garanties constitutionnelles. Ils étaient populaires alors, et la nation espagnole semblait leur savoir quelque gré d'avoir fait triompher ses droits; aujourd'hui tout est oublié. Rien n'est épargné par les secrets ennemis de la monarchie d'Isabelle II, pour saisir l'occasion de l'ébranler en semant des mésintelligences entre les ministres. Il ne manque pas d'officieux conseillers pour dire tous les jours à Narvaez qu'il se compromet en couvrant de la puissance de son nom et de sa gloire des ministres impopulaires; que le meilleur parti à prendre serait de laisser là les innovations françaises du ministre des finances, et de revenir aux vieilles méthodes nationales, au système espagnol d'impôt, c'est-à-dire au désordre héréditaire dont on a l'habitude depuis tant de siècles; qu'en persistant à défendre M. Mon contre l'irritation générale de la capitale et des provinces, il finira par avoir sa part dans cette irritation, et qu'un jour arrivera où l'entraînement, devenu irrésistible, renversera

d'un même coup et le financier imprudent et l'homme de guerre aveugle qui se sera fait tuer pour les fautes d'autrui. Jusqu'ici Narvaez a résisté à ces suggestions sans cesse renouvelées; résistera-t-il longtemps? résistera-t-il toujours? Là est la grande question du moment. Nous ne voulons pas dire que, si le ministère reste uni, il soit sans aucun doute en état de lutter contre les résistances coalisées contre lui; mais, ce qui est sûr, c'est que, s'il se divise, il est de nouveau impossible de prévoir jusqu'où ira cette pauvre Espagne encore une fois lancée dans les aventures.

Le général Narvaez peut très-aisément, dans ce moment-ci, se séparer de ses collègues et faire un ministère de transaction; mais la question est aujourd'hui si nettement posée entre l'ordre nouveau et l'ancienne anarchie, qu'elle ne peut pas être éludée par un changement de personnes. Le lendemain du jour où M. Mon serait remplacé par un financier moins entier dans ses idées, il s'agirait de savoir si les nouvelles lois d'impôt seraient retirées ou non. Si ces lois ne doivent pas être appliquées, à quoi bon changer de ministère? Ce serait ajouter aux difficultés actuelles celles qui naîtraient de l'élan donné à la résistance par un commencement de satisfaction. Si au contraire les nouveaux impôts doivent être abolis ou suspendus, et il serait à peu près impossible qu'il en fût autrement après une victoire de l'opinion sur le ministère, une autre difficulté bien plus sérieuse commence. Le système financier de l'Espagne subit aujourd'hui une tentative générale de réorganisation : si vous arrêtez le travail au milieu de son cours, il ne vous restera rien, ni le passé, qui n'est déjà plus, ni l'avenir qui n'est pas encore. Le peu de revenus qui arrivaient au trésor avant le ministère actuel, et qui n'étaient pas en état de suffire au quart des charges publiques, ne seront même plus recueillis. Il deviendra impossible de payer quoi que ce soit; l'armée, si belle aujourd'hui, si bien organisée pour la première fois depuis longtemps, recommencera à se démoraliser et à se dissoudre; sans paie, point de discipline, et sans discipline, point d'ordre public. L'Espagne retombera dans le chaos d'où elle travaille avec tant de peine à se tirer. Cet ascendant supérieur du général Narvaez, il le doit sans doute à son courage, à sa résolution, à ses succès, à ses ressources d'esprit et de volonté, mais ne le doit-il pas aussi un peu à cette administration financière tant décriée et qui lui fournit les moyens de payer et d'équiper ses troupes avec une régularité inconnue jusqu'ici? Quand une fois ce point d'appui lui manquera, ne sera-t-il pas bien exposé à tomber lui-même? Les factions ennemies ne s'y trompent pas, elles veulent abattre M. Mon d'abord, parce que c'est en réalité le plus grand obstacle à leur triomphe; elles espèrent plus tard avoir bon marché des autres, et de Narvaez tout le premier. Le moment est donc venu pour celui-ci d'y prendre bien garde; si M. Mon a besoin de lui, il a besoin aussi de M. Mon, ou plutôt, pour sortir de ces questions de personnes qui ne sont jamais que l'expression des questions de choses, l'organisation financière d'un état a besoin d'être défendue par la force publique, et la force publique a besoin à son tour d'être entretenue par une bonne organisation financière; tout se tient dans un gouvernement; si une des mailles du réseau se détache, le reste ne tarde pas à suivre. Ce n'est pas M. Mon qui est nécessaire, ce n'est pas M. Narvaez, c'est ce que M. Mon et M. Narvaez représentent, c'est-à-dire l'association des deux grandes forces de l'état.

Une question d'un autre genre contribue d'ailleurs à aggraver la situation actuelle de l'Espagne, c'est celle du mariage. Jusqu'ici on s'est accordé à peu près à ajourner la question du mariage; de jour en jour, cet ajournement devient plus

difficile. La reine Isabelle a vécu jusqu'ici sous l'aile de sa mère; on commence à trouver en Espagne que cette tutelle, qui a cessé d'être légale, mais qui n'en est pas moins réelle, se prolonge beaucoup. A tort ou à raison, dans ce pays mobile et passionné, le nom de la reine Christine n'est plus aussi en honneur qu'il y a deux ans. C'est là une erreur de l'opinion, une grande erreur, nous n'en doutons pas; la reine Christine n'a jamais fait que du bien à l'Espagne, et dans ces derniers temps, en contribuant par son autorité à maintenir l'union des différents chefs du parti modéré, elle a rendu un immense service à sa fille et à son pays. Ceux qui l'ont vue de près savent d'ailleurs avec quel tact admirable elle sait se tenir à part quand il le faut, et laisser, en apparence du moins, aux ministres de sa fille toute leur liberté d'action. Mais la nation espagnole est capricieuse comme la nôtre; elle commence à ne plus rendre justice à la reine Christine, elle l'accuse de griefs imaginaires, qui n'en sont pas moins acceptés comme vrais. La reine Christine elle-même manifeste, dit-on, le désir de revenir en France, du moins pour quelque temps; elle comprend que le pays devient défiant à son égard, et elle ne voudrait pas nuire à la jeune reine en voulant trop la servir. Dans cet état de choses, un mariage viendrait bien à propos. Si intelligente qu'elle soit, la reine Isabelle est bien jeune pour porter toute seule ce fardeau d'une couronne. Or cette question est, plus peut-être que toute autre, hérissée de difficultés. Parmi les prétendants, il n'en est pas, à vrai dire, un seul qui plaise à la fierté espagnole. Le dernier des fils de la maison de Cobourg, le plus jeune des frères du roi de Naples, le simple fils de l'infant don François de Paule, tout cela paraît bien peu de chose à l'Espagne. Ce peuple si fidèle à ses souvenirs se dit que lorsque la première Isabelle s'est mariée, son époux lui a apporté pour dot un royaume, et il lui semble que lorsqu'on est la reine de toutes les Espagnes, on est en droit de prétendre au moins à la main d'un autre Ferdinand. Rien n'est plus arriéré et moins constitutionnel que cette idée, mais elle n'en est pas moins dans tous les esprits. Le jour où la reine se mariera, quel que soit celui qu'elle épouse, on peut être certain que le peuple espagnol sera mécontent. Tous les rêves qu'on a faits sur une grande alliance devront s'évanouir, et le passage de la poésie à la prose, du vague à la réalité, est toujours désagréable. Nouvel embarras pour le ministère, nouvelle difficulté. S'il se tire de toutes ces épreuves, nous en serons heureux, car nous croyons que depuis longtemps une pareille réunion d'hommes éclairés et vraiment libéraux n'avait présidé aux destinées de l'Espagne; mais nous avons peine à l'espérer.

Notre mission de Chine fait un heureux emploi de ses loisirs. Une excursion intéressante aux établissements hollandais de Java a rempli le temps qui devait s'écouler jusqu'au retour du traité envoyé en France pour y être soumis à la ratification du roi. Nous avons sous les yeux quelques documents recueillis pendant le séjour de nos équipages à Batavia, et qui forment une relation complète de ce curieux voyage. Ces documents nous montrent la colonie hollandaise sous ses deux principaux aspects, d'abord à Batavia, au centre de son activité commerciale, puis dans l'intérieur de l'île, en présence des populations indigènes.

Partie de Singapore le 23 mars, *la Cléopâtre*, accompagnée de *la Victorieuse*, laissait tomber l'ancre le 1er avril en rade de Batavia. *L'Alcmène*, ayant à son bord

les délégués du commerce français, avait précédé de peu de jours dans cette rade les bâtiments qui amenaient à Java M. de Lagrenée et le contre-amiral Cécille. Le 2 avril, l'ambassadeur et le contre-amiral se rendaient à terre, où ils recevaient des principales autorités de la colonie l'accueil le plus cordial. Le soir même, un bal splendide inaugura dignement les fêtes qui devaient célébrer le séjour de la mission française à Batavia ; mais l'hospitalité hollandaise ne s'en tint pas là, et, peu de jours après, le gouverneur général, M. Reyns, recevant le contre-amiral Cécille dans sa résidence de Buitenzorg, lui faisait une offre séduisante, qui fut accueillie, comme on le pense, avec empressement. Il s'agissait d'une tournée dans l'intérieur de l'île, et deux généraux hollandais, qui connaissent parfaitement le pays, MM. Cochins et Vanderweck, se chargeaient de tracer au contre-amiral un itinéraire qui lui permit de voir en peu de jours ce que la colonie offre de plus intéressant. La sympathie que témoignait une réception si courtoise s'explique par une cause qu'il n'est pas inutile de rappeler : plusieurs officiers supérieurs de la colonie ont servi dans la marine ou dans l'armée française, au temps des guerres de l'empire : ils avaient à recevoir dans nos marins, non pas des étrangers, mais des frères d'armes.

Après être retourné à Batavia, où il avait quelques ordres à donner, le contre-amiral Cécille s'embarqua le 12, avec son adjudant, M. Reille, sur le bateau à vapeur *la Reine des Pays-Bas*. Quarante-trois heures après, il était à Samarang. Les préparatifs de son voyage avaient été faits comme par enchantement. Traîné sur de belles routes par de petits, mais vigoureux chevaux, et par des centaines d'hommes stationnés d'avance, quand il s'agissait de franchir des gorges ou de passer à gué des rivières dont les ponts avaient été rompus, précédé par un piquet de cavalerie, accompagné par les maîtres de poste à cheval, le contre-amiral trouvait à chaque relai une musique javanaise et des rafraîchissements. Il arriva bientôt à Magallan, chef-lieu de la province de Kadoc, une des plus petites, des plus peuplées et des mieux cultivées de Java. Près de Magallan s'élèvent les temples de Boro-Bodor et de Manidut. Une demi-journée fut consacrée à examiner ces monuments de l'antique civilisation qui régnait dans ces contrées avant que l'islamisme y apportât le despotisme et l'ignorance. Boro-Bodor est surtout remarquable par ses proportions colossales et l'originalité de sa construction. De l'éminence sur laquelle il s'élève, on découvre un vaste horizon circonscrit par les nombreux volcans qui jadis fertilisèrent ce pays, et dont le Mérapi conserve seul aujourd'hui quelque activité. Le temple de Manidut, récemment découvert sous une colline d'où il a été dégagé, est moins imposant peut-être que Boro-Bodor, mais d'une architecture plus harmonieuse. Malheureusement les nombreuses commotions des volcans voisins ont ébranlé ce bel édifice, qui ne sera bientôt plus qu'un monceau de ruines.

Le lendemain de cette visite à Boro-Bodor, l'on se mit en route de très-bonne heure : les voyageurs approchaient de Djocjokarta, ancienne capitale des sultans de l'île. L'habitation de M. Rœdenberg, inspecteur des cultures, se trouvait sur leur route. Ils y déjeunèrent à la hâte ; le propriétaire, M. Rœdenberg, homme fort aimable et passionné pour la France, offrit à ses hôtes un souvenir précieux, deux manuscrits javanais trouvés il y a peu d'années, dans une grotte à six mille pieds de profondeur. L'un de ces manuscrits est un traité de théologie, l'autre contient des pièces de théâtre ; tous deux sont en langue sanscrite. On fait chaque jour de pareilles découvertes à Java ; ces documents, interprétés par la science, pourront jeter quelque lumière sur l'histoire ancienne de l'île.

L'amiral et sa suite arrivèrent à Djocjokarta par une longue et magnifique avenue de banians centenaires, qui annonce dignement une grande capitale. Djocjokarta a été de tout temps le siége du gouvernement des sultans ; elle est de plus un chef-lieu de résidence, et c'est encore là qu'habite aujourd'hui le représentant humilié de l'ancienne puissance déchue, qui reçoit du gouvernement néerlandais une pension mensuelle de 40 à 45,000 guilders. Tenu en chartre privée, le sultan n'en paraît pas moins fier de porter sur sa poitrine l'ordre du Lion de Hollande. C'est encore par le prestige de l'autorité du sultan, et de quelques autres princes également pensionnés, que les Hollandais exercent leur pouvoir sur ces provinces conquises. Un seul cri : aux armes ! prononcé par les princes, mettrait le pays en révolution, comme cela eut lieu en 1830 ; mais le sultan et les autres chefs indigènes n'auraient pas, pour soutenir une guerre de cinq ans, les moyens dont disposaient leurs prédécesseurs ; ils savent qu'à la première tentative de rébellion, ils iraient indubitablement rejoindre en exil à Amboine et à Ternate ceux dont ils occupent aujourd'hui paisiblement la place.

Le jour où l'amiral arrivait à Djocjokarta était l'anniversaire de la naissance du sultan. Il y avait le soir même grande fête à la cour. En attendant l'heure de se rendre à cette fête, où il avait été invité avec toutes les autorités du pays, l'amiral alla visiter le Kraton. On appelle ainsi un grand carré entouré de hautes et épaisses murailles, et dont l'intérieur est divisé par des murs qui forment des compartiments affectés chacun à une destination particulière. C'est dans cette enceinte, qui n'a pas moins de trois milles de circuit, qu'est le palais du sultan, et qu'habitent les familles attachées à son service ainsi qu'à celui des princes. On a compté jusqu'à quinze mille individus vivant dans l'intérieur du Kraton. Cette place, merveilleusement disposée pour la résistance, a été, pendant la dernière guerre, défendue par les Javanais avec un acharnement qui tenait du fanatisme ; elle a été prise et reprise plusieurs fois, et les Hollandais y ont éprouvé des pertes énormes. Non loin du Kraton est Besar-Gédé, qui en est pour ainsi dire une dépendance. On y arrive par une grande place ouverte d'un côté, et qui sert de marché. C'est une suite de petites cours entourées de hautes murailles, et où l'on ne pénètre que par des portes étroites, précédées chacune d'un escalier. Ces cours renferment les tombeaux des personnes de marque et des princes. Les tombeaux des sultans sont réunis sous un grand hangar, qui couvre presque entièrement la cour la plus reculée et la plus solitaire. C'est un lieu sacré aux yeux du Javanais, et plus d'un combat acharné a été livré pour le défendre. Sur la place du marché, on remarque une multitude d'enfants des deux sexes que la superstition des parents y conduit chaque jour, et aussi un grand nombre de lépreux qui paraissent faire de ce lieu leur demeure habituelle.

Cependant l'heure du bal était venue ; l'amiral se rendit au palais, où il fut présenté au sultan par M. Boschins, résident hollandais à Djocjokarta, chez qui il avait trouvé, comme partout, une réception des plus cordiales. Le sultan vint recevoir ses hôtes au bas des degrés menant à la pièce principale où étaient réunis les autres conviés. Ils entrèrent dans cette pièce, tout trois de front, M. Boschins donnant au sultan le bras droit et l'amiral le bras gauche. Après avoir fait ainsi le tour de la salle, le sultan monta sur son trône ; le résident prit place à sa gauche, sur un siége à peu près semblable à celui du prince ; l'amiral, le colonel commandant la garnison, le sous résident, eurent un canapé à gauche sur la même ligne. A droite du sultan était la sultane, Mme Boschins et la sultane mère ; puis, un peu

plus loin, trois ou quatre princesses qui paraissaient aussi vieilles que le palais même. Bientôt le bal commença, mais sans rappeler en rien les fêtes javanaises décrites par le capitaine Laplace. C'était un bal tout à l'européenne, et qui trompa désagréablement l'attente des spectateurs français. A minuit, le sultan et la princesse s'étant retirés, on alla prendre place à une table de cent cinquante couverts très-bien dressée et splendidement illuminée. On porta les santés officielles, d'abord celle du roi de Hollande, puis celle du gouverneur général, enfin celles du sultan et du résident.

Le sultan, âgé de vingt-sept ans à peine, n'a pas d'enfants; marié depuis neuf ans à une femme jeune et gracieuse, il a pris dès les premiers jours de son union une telle aversion pour elle, qu'il ne lui adresse jamais la parole. Cet état de choses contrarie les Hollandais, car le frère du sultan, qui, selon toute apparence, lui succédera un jour, est assez mal disposé pour les Européens. Délivré de tout souci politique, ayant peu à s'occuper de la gestion des terres qui lui sont restées en propre et qu'il afferme par contrats de quinze à vingt ans, le sultan passe sa vie dans l'inaction la plus complète. C'est à la bonne chère et à l'usage immodéré des liqueurs fortes qu'il demande une distraction dans ses ennuis; aussi a-t-il acquis une obésité monstrueuse, et perdu une partie de ses facultés morales, s'il en eut jamais, car son intelligence paraît très-bornée.

Le contre-amiral ne voulait point prolonger son séjour à Djocjokarta, et le lendemain, au point du jour, il était déjà en voiture pour continuer son voyage. On fit une halte aux ruines de Brambarra, appelées les *mille temples*. Ce sont des masses de pierres envahies de tous côtés par l'exubérante végétation des tropiques. Un arbre monstrueux a fait de l'un de ces massifs son piédestal. Quelques grottes renferment des statues bien conservées. La superstition n'a pas cessé de leur apporter son tribut, et on trouve au pied de quelques-unes de ces idoles des *joss-sticks*, comme ceux que les Chinois brûlent dans leurs temples. Au delà de Djocjokarta, les voyageurs ne remarquèrent plus ces traces de culture intelligente qui les avaient frappés avant d'arriver à cette capitale. Le pays est toujours aussi fertile, mais l'industrie européenne n'a pu encore réaliser dans ces terres, qui appartiennent aux anciens souverains, les effets qu'elle a produits dans les possessions hollandaises. A mesure que l'on s'éloigne des régions élevées du Kadoc, pour descendre dans les plaines basses de Sourakarta, on sent une atmosphère embrasée succéder à une température fraîche et fortifiante. L'amiral et sa suite parvinrent enfin à la splendide résidence de Solo, où leurs fatigues furent bientôt oubliées. Une hospitalité gracieuse attendait à Solo le contre-amiral, qui reçut, à peine arrivé, la visite du colonel et des officiers de la garnison. Les troupes hollandaises sont casernées à Solo dans une forteresse qui, comme à Djocjokarta, occupe le milieu de la ville et la commande. Sur plusieurs points de la route qu'il avait suivie, et particulièrement dans les deux provinces javanaises, l'amiral put remarquer un grand nombre de redoutes que les Hollandais avaient été obligés de construire pendant la dernière révolte. L'établissement de ces redoutes avait précipité le dénoûment de la guerre, qui, sans la mise à exécution de cette mesure, aurait pu se prolonger indéfiniment.

A Solo, l'amiral rencontra un nouveau pensionnaire de la Hollande, le prince Ponoto-Gomo septième, communément appelé *l'empereur* (1). Il reçut aussi la

(1) Voici la liste exacte des noms que porte l'*empereur* : Hong-Kang-Sonœhoon-Kang-

visite de Mangkoénégoro, prince indépendant, qui habite ordinairement Solo. Comme l'empereur et le sultan, Mangkoénégoro est pensionné des Hollandais, mais il est obligé d'entretenir un régiment de huit cents hommes pour le service des maîtres de Java. Ses troupes sont parfaitement disciplinées; pour la tenue et l'instruction, elles ne le cèdent en rien aux troupes indo-hollandaises. Le prince est le colonel de ce régiment, et ses nombreux frères et parents y occupent différents grades. Mangkoénégoro porte parfaitement l'uniforme; il passe pour un militaire instruit, et ses manières sont fort distinguées. Il a rendu d'importants services aux Hollandais pendant la dernière guerre.

Le lendemain de son arrivée à Solo, l'amiral, accompagné de plusieurs personnes notables de la résidence, alla rendre visite à l'empereur. Ponoto-Gomo septième est un homme de quarante-deux ans environ; ses manières sont affables, son caractère est gai, et il ne manque pas de savoir-vivre. Son éducation s'est faite dans l'armée hollandaise des Indes, où il a servi comme officier. Issu de la famille impériale, Ponoto-Gomo a remplacé le dernier souverain exilé. Ce prince avait été informé de l'arrivée de l'amiral, et il attendait ses visiteurs. Toute sa maison était sur pied, et l'amiral fut salué par des fanfares qu'exécuta la musique de l'empereur. On joua aussi *la Marseillaise*. Après quelques instants donnés au cérémonial, l'empereur conduisit ses hôtes au sommet d'un belvédère très-élevé, d'où l'on découvre toute la plaine de Solo. Un essaim de jeunes filles de huit à douze ans les y suivirent et les charmèrent par leur grâce et leur gentillesse, que relevait encore le contraste de trois affreuses naines chargées de porter le *siri*, le vase indispensable à ceux qui usent de cette drogue dégoûtante, et le chasse-mouche. Des rafraîchissements avaient été préparés dans ce lieu élevé, où l'on reçoit l'air de trois côtés. Des esclaves servirent les convives avec cette exagération d'humilité qui est le propre des mœurs orientales. Du belvèdère on se rendit aux appartements intérieurs. La faveur de visiter ces appartements n'est pas accordée à tout le monde; quant aux femmes de l'empereur, il fallut renoncer à les voir. Elles ne paraissent que lorsque des *dames* viennent les visiter. L'empereur daigna cependant présenter à l'amiral sa fille aînée, âgée de vingt ans, et qui n'a guère que sa jeunesse pour attrait. Ponoto-Gomo a deux filles, et point d'enfant mâle; sa succession ira donc à la branche collatérale.

L'appartement intérieur est somptueux, mais tout ce qu'il renferme est arrangé sans goût. Le lit de l'empereur est placé sous un vaste baldaquin en forme d'alcôve; quatre chambres, deux à droite et deux à gauche, sont destinées aux quatre femmes que la loi lui permet d'avoir. Ces chambres, dont deux seulement sont habitées, occupent tout un côté d'un grand salon assez sombre. Les autres côtés sont garnis de meubles de toutes les formes; la plupart de ces meubles sont européens, et les murailles sont couvertes de tableaux représentant des sujets empruntés à l'histoire de l'empire français. On remarque une statuette du roi des Français à côté de celle de Napoléon, et un grand nombre d'objets de nos manufactures, pendules, vases, etc. Ponoto-Gomo, qui paraît très au courant de l'histoire contemporaine, et sait fort bien que Java fut un moment sous la domination française, semblait prendre un véritable plaisir à montrer à notre amiral ces souvenirs d'une gloire passée. Il jouissait évidemment de l'impression que ces objets

Djeng-Sœsœhœnan-Pakoe-Boeæono-Senopati-Yng-Ngalogo-Ngabdur-Rachman-Saijdin-Ponoto-Gomo septième.

produisaient sur son hôte, et tout indiquait chez le prince javanais une réelle sympathie pour la France.

On avait sans doute appris à Ponoto-Gomo le désappointement causé à l'amiral par le bal européen de Djocjokarta. Quand les visiteurs rentrèrent dans la cour d'honneur, ils virent réunies sous un hangar, dont le sol avait été exhaussé de quelques pieds, une vingtaine de bayadères, qui exécutèrent plusieurs danses nationales. Ponoto-Gomo eut soin de retenir les spectateurs à quelque distance de la scène où dansaient les bayadères. Le contre-amiral l'ayant questionné à ce sujet, il répondit que les danseuses, commandées à l'improviste, n'avaient pas eu le temps de prendre leurs beaux costumes, et qu'obligées de danser dans une toilette un peu simple, elles l'avaient prié de ne pas les laisser voir de trop près. En effet, excepté les *sarrons* serrés autour de la taille, et qui enveloppent la partie inférieure du corps, excepté les écharpes légères dont elles tiraient habilement parti, ces danseuses, il faut le dire, étaient assez peu vêtues.

L'empereur voulut avoir les noms du contre-amiral et de ses compagnons correctement écrits. Ceux-ci satisfirent à ce désir bienveillant, et se rendirent ensuite chez le prince Mangkoénégoro, qui les reçut à la tête de son état-major, composé en grande partie de ses parents, tous en grande tenue. Plusieurs des officiers du prince portent des décorations hollandaises gagnées sur le champ de bataille. Mangkoénégoro n'est pas marié ; son luxe est tout militaire et consiste dans un grand nombre de très-beaux chevaux.

Le soir, un dîner somptueux réunit à la résidence, outre les voyageurs français, les personnes les plus considérables du pays, le prince Mangkoénégoro et quelques officiers de la maison de l'empereur. Ce dîner fut suivi d'une soirée dansante, à laquelle Ponoto-Gomo, qui aime la société, vint prendre part. Il se retira fort tard et engagea l'amiral à aller voir sa maison de campagne à Karta-Soura. L'amiral y consentit, quoique cela l'éloignât un peu de sa route. La maison de campagne de l'empereur contient, comme son palais de Solo, un grand nombre de tableaux français. On remarque un salon où les portraits de tous les maréchaux de l'empire sont réunis comme pour tenir compagnie au portrait de Napoléon. De Karta-Soura, les voyageurs allèrent coucher à la sous-résidence de Salatiga, où il y a un fort et une garnison assez nombreuse. Le lendemain, ils étaient à Ambrava, où ils rejoignirent M. de Lagrenée, qui, parti le 10 de Buitenzorg, avait parcouru une autre partie de l'île. Ambrava est une place fortifiée très-importante, à laquelle on travaille depuis plusieurs années. Les constructions intérieures, — c'est-à-dire les logements de l'état-major général, des officiers, des troupes, l'hôpital, les magasins et les écuries, calculées pour recevoir quatre mille hommes et deux cents chevaux en temps de guerre, — sont achevées. Elles ont été exécutées sur une vaste échelle et avec un luxe d'architecture extraordinaire. Il reste à faire les fossés et les terrassements, qui sont à peine indiqués. Mille à douze cents travailleurs y sont occupés journellement, et, quoique les travaux soient poussés avec activité, on pense qu'il faudra encore deux ou trois ans pour les achever. Bâtie au milieu d'une plaine marécageuse, dans la partie centrale de Java, cette forteresse sera inabordable par trois de ses fronts; le quatrième, faisant face à des hauteurs éloignées, pourra seul être attaqué, et c'est de ce côté que doit être la principale défense. Mais quand on réfléchit que pour réduire cette place il faudrait de la grosse artillerie, quand on se rend compte des difficultés que présenterait le transport de cette artillerie depuis la côte jusqu'à Ambrava par un terrain coupé de

rivières, de marais et de gorges profondes, on en vient à reconnaître que cette citadelle est inattaquable autrement que par la famine. Un puits artésien, qui donne en abondance une eau légèrement minérale, a été percé au milieu de la forteresse.

Depuis quelques années, les Hollandais s'occupent sérieusement de compléter le système de défense de Java. Des sommes considérables sont votées chaque année à cet effet, et les fortifications d'Ambrava ne sont pas le seul ouvrage important qui soit en construction. Sourabaya doit devenir une place forte de premier ordre, qui renfermera la ville dans son enceinte. On espère en faire en même temps un port militaire accessible aux grands bâtiments. Une redoute nouvelle a été faite à Samarang, une autre à Veltevreden, et la rivière de Batavia sera protégée par un système de défense mieux entendu et plus considérable que celui qui existait anciennement. Les Hollandais veulent être en état de soutenir une lutte sérieuse dans le cas d'une invasion étrangère ou d'une révolte intérieure. Sous ces deux points de vue, la position d'Ambrava est parfaitement choisie.

Si l'on jugeait de l'établissement néerlandais de Java par les apparences, on pourrait croire que les Hollandais n'ont rien à redouter des populations indigènes. Cependant la dernière guerre est venue démentir cette supposition, et, à en croire des personnes qui connaissent bien le pays, si une expédition un peu considérable était tentée contre Java, si en même temps on promettait aux indigènes de les délivrer du joug qui les astreint à un travail excessif dont le produit sert à enrichir quelques *régents* (1) ou des étrangers, on trouverait de nombreux auxiliaires dans cette population qu'on évalue à 6 millions d'individus. Quoi qu'il en soit, Java est en ce moment l'objet de toute la sollicitude des Hollandais. Depuis que les colonies des autres nations produisent des épices, depuis que l'on peut se procurer le poivre dans la partie indépendante de Sumatra et ailleurs, les Moluques, dont les Hollandais ont été si jaloux autrefois, n'ont plus à leurs yeux qu'une médiocre importance; on ne les conserve que par amour-propre et pour que d'autres ne s'y établissent pas. Il en est de même de Sumatra : cette colonie n'offre, pour la culture des terres, ni les ressources, ni les éléments de prospérité qu'on trouve à Java, et jusqu'à ce jour elle a été plus à charge qu'utile à ses possesseurs. Les Hollandais ont abandonné la Nouvelle-Guinée ; le pays est si malsain, que les garnisons n'y pouvaient vivre. L'expérience a prouvé d'ailleurs que la population indigène est tout à fait impropre au travail et au commerce.

L'armée néerlandaise des Indes est sur un bon pied; elle se compose de 18,000 hommes environ, dont un tiers européen, et suffit à la garde de toutes les possessions hollandaises de l'Orient. La marine se compose de quatre bâtiments à vapeur, de quelques corvettes, bricks, et de petits bâtiments de flottille principalement employés contre la piraterie.

D'Ambrava, M. de Lagrenée et le contre-amiral Cécille revinrent en quelques heures à Samarang; ils avaient parcouru en six jours près de 250 milles à travers les provinces centrales de Java. On ne peut se faire une idée de la richesse et de la beauté de ce pays. Partout s'étendent des plantations de riz, de cannes à sucre, de caféiers, d'indigotiers, de cotonniers, sans compter le blé, le maïs, les légumes, les fruits d'Europe, qui trouvent dans les régions élevées de l'île un climat favorable à leur culture. Du haut des montagnes, la vue plane sur un immense jardin

(1) On cite des régents qui gagnent jusqu'à 150 et 200,000 florins par an.

arrosé de mille ruisseaux et animé par de nombreux villages qui s'élèvent çà et là sous l'ombre bienfaisante des cocotiers et des bananiers. Il serait difficile de dire ce que l'on doit le plus admirer : la beauté du paysage, la perfection des cultures, ou la patience d'une population soumise à de rudes travaux qui produisent des richesses énormes et lui rapportent si peu de profit.

Le 22, l'ambassadeur et le contre-amiral s'embarquèrent sur *le Mérapi,* steamer de la marine royale qui devait les ramener à Batavia. Après une traversée de trente-deux heures, ils assistèrent, le soir de leur arrivée, à un bal offert par les officiers de la garnison, et le lendemain à un second bal paré et masqué, donné par la société de Veltevreden. Le 26, le contre-amiral retournait à bord : pendant les vingt-cinq jours passés sur cette rade réputée si pernicieuse, la santé des équipages n'avait aucunement souffert. Cet heureux résultat ne doit pas être attribué seulement à l'époque de la saison : le contre-amiral avait eu la précaution, en arrivant, de faire consigner les équipages; il avait en outre prescrit de suspendre les travaux pendant la grande chaleur du jour, et d'employer les Javanais pour le service des embarcations. C'est grâce à ces sages mesures qu'on n'a eu à déplorer aucun accident pendant le séjour de *la Cléopâtre* et de *la Victorieuse* à Java. De telles expéditions sont à la fois honorables et utiles, honorables pour le ministre qui les encourage, pour les chefs qui les dirigent, utiles pour notre marine dont elles fortifient l'expérience, et pour le commerce, dont elles servent les intérêts.

ÉTUDES

ADMINISTRATIVES.[1]

IV.

LES FONCTIONNAIRES PUBLICS.

PREMIÈRE PARTIE.

Les fonctionnaires publics, en donnant à ce titre son acception la plus large, sont les dispensateurs ou les instruments de la force sociale. La loi, règle suprême d'un pays libre, trouve en eux les intelligences qui la fécondent, l'interprètent ou l'appliquent. Par leur entremise, la justice se rend, l'instruction se propage, la police est observée, l'impôt perçu, la fortune publique administrée, la richesse nationale accrue, la sûreté, la dignité, la grandeur du pays sont maintenues et garanties. Ils occupent tous les degrés de l'échelle sociale; ils résident sur toutes les parties du territoire et y représentent sous ses aspects multiples la puissance publique. Ils sont les rouages qui reçoivent le mouvement et le transmettent à la machine de l'état, les canaux par lesquels passent les bienfaits d'un gouvernement stable et régulier, les forces animées qui donnent la vie aux résolutions abstraites des grands pouvoirs. Les fonctionnaires tiennent une grande place dans toute organisation politique. En France, leur nombre est immense et leur part d'action

(1) Voyez, pour ces *Études administratives* de M. Vivien, *le Conseil d'État*, 15 octobre et 15 novembre 1841, *la Préfecture de Police*, 30 novembre 1842, *les Théâtres*, 31 mai 1844.

considérable : conséquence nécessaire d'un système administratif qui confère à l'autorité centrale les plus vastes attributions, et d'institutions politiques qui organisent partout un contrôle auprès du pouvoir public, tenu dans un état permanent de suspicion. D'autres causes ont contribué aux mêmes résultats. Une longue intervention du gouvernement dans presque toutes les affaires a fait perdre aux citoyens l'habitude des efforts personnels et le sentiment de la responsabilité. On se dérobe à toute initiative individuelle. On attend d'autant plus du gouvernement qu'on est disposé à lui laisser davantage, et si l'on se plaît à le critiquer beaucoup, on cherche peu à se substituer à lui. L'état des familles et des fortunes favorise cette tendance : plus d'opulents patrimoines toujours prêts à faire à l'état une généreuse concurrence dans l'accomplissement de certains services publics; la règle des partages divise les héritages et disperse les longs produits du travail ou de l'épargne. Plus de noms illustres consacrés à des œuvres de patriotisme ; un besoin d'égalité jaloux les écarte ou les inquiète. Plus d'associations religieuses avec d'immenses revenus et un vaste patronage; les lois les condamnent, les mœurs élèvent une barrière entre elles et les intérêts de ce monde. Le labeur de chacun se concentre dans le développement de son propre bien-être et la contemplation de ses intérêts domestiques. Dans ce naufrage de la grande propriété, des influences héréditaires, des vocations pieuses et du patriotisme individuel, la tâche du gouvernement s'accroît sans cesse, et avec elle le nombre et l'importance des fonctionnaires. Nos plus chers intérêts reposent entre leurs mains; leurs fautes peuvent tarir les sources de la prospérité publique, et leurs talents les vivifier.

Partout la condition des fonctionnaires préoccupe vivement les hommes d'état et les gouvernements. Toutefois d'autres pays nous offrent peu d'exemples applicables à la nature de nos institutions et conformes au génie de la France. La démocratie des États-Unis, si défiante envers l'autorité publique, si prompte, dans sa mobilité capricieuse, à sacrifier le petit nombre des agents non électifs aux exigences des majorités, ne peut offrir des modèles compatibles avec notre système de centralisation, avec notre respect délicat des situations privées. Le régime de la Russie, où l'administration est constituée à l'image de l'armée, où les agents civils sont assimilés aux officiers quant aux titres et aux grades, ne convient qu'à un gouvernement absolu dans lequel l'esprit militaire prédomine. En Angleterre, le défaut d'unité, la diversité des fonctions, n'ont rendu possibles que quelques règles fort rares, applicables à certains services seulement et à peine en rapport avec le nombre fort restreint des fonctionnaires des trois royaumes. Les seuls gouvernements allemands, et en particulier la Prusse et le Wurtemberg, empressés d'opposer aux agitations de la liberté politique les bienfaits d'une administration vigilante et éclairée, ont placé les fonctionnaires publics sous un régime de garanties qui mérite d'être étudié dans toutes ses parties et imité dans plusieurs.

En France, toutes les fois que des organes des besoins publics ont pu se faire entendre, leur sollicitude s'est portée sur les fonctionnaires. Les ordonnances d'Orléans, de Moulins et de Blois, provoquées par les plaintes des états généraux, contiennent de nombreuses dispositions relatives aux emplois publics, et prescrivent des mesures, trop souvent éludées, contre de criants abus. L'assemblée constituante établit elle-même des règles d'ordre et de bonne administration que l'usage et les lois ont désormais consacrées ; chacun des gouvernements qui se succèdent après elle suit, à l'égard des fonctionnaires, son esprit et sa nature propres. L'empire introduit les garanties que comporte une autorité non contestée. La res-

tauration se livre à des mesures de réaction familières aux pouvoirs inquiets et impopulaires. Le gouvernement de juillet respecte les personnes, relève les traitements les plus faibles, organise les services. Chaque année, la chambre des députés agite des questions relatives à ce grave sujet. Elle discute le régime des pensions, étudie les rapports qui rapprochent ou séparent le serviteur de l'état et l'homme politique, et tente de régler les conditions de l'admission et de l'avancement dans les carrières publiques.

Le moment est opportun, si nous ne nous trompons, pour traiter ces questions. Les fonctionnaires ont souvent occupé le public : le théâtre les a traduits sur la scène; des écrivains ingénieux ont esquissé leurs mœurs. Nous les considérerons d'un regard plus élevé et plus sérieux. L'éloge et la censure seraient également faciles envers une classe de citoyens dont les rangs pressés offrent les caractères les plus opposés et les situations les plus disparates, où l'on trouve beaucoup de qualités, où l'on pourrait découvrir beaucoup d'imperfections; mais il ne nous convient de nous ériger ni en apologiste ni en détracteur. Nous ne voulons étudier les fonctionnaires que dans les relations établies entre l'état et eux par les lois et par les règles administratives. Nous indiquerons en passant les exemples fournis par les législations étrangères, les lacunes à remplir, les améliorations possibles. Notre but sera atteint si cet examen peut fournir quelques notions utiles et sinon des solutions définitives, du moins des renseignements à consulter.

I.

Avant d'exposer les systèmes, recherchons les diverses branches dont se compose la grande famille des fonctionnaires. A défaut d'une nomenclature complète dont le gouvernement lui-même possède à peine les éléments, et qui se modifierait peut-être pendant que nous la dresserions, faisons au moins le dénombrement des services publics les plus importants. Les autres s'y rattacheront en quelque sorte d'eux-mêmes et par voie d'assimilation. Après avoir passé cette espèce de revue, nous dirons les conditions générales de l'organisation du personnel public considéré dans son ensemble.

Trois branches du service de l'état se présentent les premières et appellent d'abord l'attention par la grandeur des besoins sociaux auxquels elles correspondent, par une organisation régulière et par une destination précise. Nous voulons parler du clergé, de la magistrature et de l'Université. La religion, la justice, la science, sont à la tête des intérêts moraux d'une nation, et ceux dont le devoir est d'en répandre les bienfaits exercent un ministère sacré. Le clergé compose en France un corps public, rétribué par le trésor, exerçant ses fonctions en vertu d'une délégation directe ou indirecte de l'autorité civile, lié par un serment et soumis à des devoirs qui concilient à la fois la liberté inviolable de la conscience et les droits inaliénables de l'état. La religion catholique, professée par la majorité des Français, selon les termes de la charte de 1830, compte 41,619 prêtres, dont 39,238 rétribués sur les fonds du trésor public. Ses pieux ministres sont répartis entre tous les centres de population jusqu'aux plus humbles hameaux, et chaque année le gouvernement augmente le nombre des autels à desservir. La communion protes-

tante entend la parole de 690 pasteurs; le culte juif, salarié par l'état depuis 1830, a 111 rabbins ou ministres officiants. — Notre système judiciaire, qui rapproche partout le juge du justiciable et place les garanties d'une bonne justice dans le nombre des juridictions et des membres qui y sont attachés en proportion de l'importance de chacune, donne au personnel de la magistrature un développement qu'il n'a reçu dans aucun autre pays. La cour de cassation compte 56 membres, les cours royales 937, les tribunaux de première instance 2,498 titulaires et 1,178 suppléants. Les juges de paix sont au nombre de 2,847, assistés chacun de 2 suppléants. 220 tribunaux spéciaux non rétribués connaissent des affaires de commerce et renferment 1,002 juges titulaires et 660 suppléants. 4,238 greffiers et commis sont rétribués par l'état dans tous les siéges de judicature. Le nombre total des membres des cours et tribunaux est de 14,872, celui des citoyens contribuant à divers titres à l'administration de la justice de 19,110, dont 10,576 ayant part au budget. Cette nomenclature ne comprend pas encore un certain nombre de commis des greffes qui ne sont pas salariés par le trésor; elle ne comprend pas non plus les 61 conseils de prud'hommes, les juridictions administratives et les tribunaux militaires et maritimes. — L'état dispense l'instruction dans les établissements qui lui appartiennent, et il la surveille dans les autres. L'Université, préposée à cette double fonction, se compose du personnel administratif et, à ses divers degrés, de professeurs et d'instituteurs. 156 membres du conseil royal, recteurs et inspecteurs, exercent les attributions administratives. L'instruction supérieure dans les facultés est donnée par 360 professeurs; l'instruction secondaire dans les colléges royaux occupe 1,075 proviseurs, censeurs et professeurs, et dans les colléges communaux 1,950 principaux et régents. Outre ces fonctionnaires qui appartiennent à l'Université, des établissements scientifiques ou littéraires spéciaux, au premier rang desquels se trouvent le Collége de France et le Muséum d'histoire naturelle, emploient un personnel de 495 membres, et les facultés, académies et autres établissements universitaires possèdent, en dehors du professorat, 857 employés ou agents. Enfin, l'instruction primaire est répandue par plus de 36,000 instituteurs communaux et surveillée par 200 inspecteurs ou sous-inspecteurs. Ainsi le personnel de l'instruction publique dépasse 40,000 fonctionnaires ou agents, non compris les écoles spéciales attachées à quelques départements ministériels pour préparer aux services publics, et des agents d'un ordre inférieur qui échappent à toute énumération.

Avec ces auxiliaires, l'état accomplit des devoirs du premier ordre, mais sa tâche est loin d'être remplie. Il lui faut pourvoir à ses intérêts directs, entretenir au dehors des relations permanentes avec les autres nations, assurer une protection à ceux de ses enfants qui se sont éloignés du sol de la patrie, favoriser le commerce extérieur, faire respecter sur tous les points du globe le nom et les couleurs de la France, préserver le territoire de toute agression et maintenir la paix intérieure contre les attentats des factions. Il s'appuie, pour répondre à ces nécessités, sur le corps diplomatique et consulaire, sur la flotte et sur l'armée. La France est représentée à l'étranger par 10 ambassadeurs, 21 ministres plénipotentiaires, 2 chargés d'affaires, 48 secrétaires d'ambassade et de légation, 24 consuls généraux, 86 consuls et 62 chanceliers, ensemble 253 agents. L'effectif de la flotte et de l'armée dépend chaque année de la loi de finances. D'après le budget de 1845, pour ne parler que des officiers, le cadre de la marine en comprend 1,742, celui de l'armée de terre 18,035. La flotte et les arsenaux emploient en outre 5,772 agents

militaires ou civils, et les services administratifs de l'armée de terre 5,940. Total, pour les deux divisions de la force publique, 31,479.

Les autres catégories de fonctionnaires appartiennent à l'administration proprement dite, qui se partage entre quatre services principaux et distincts : 1° l'administration communale et départementale, à laquelle se rattachent naturellement la police générale du royaume, si étroitement liée au gouvernement des départements et des communes, et la direction des télégraphes, ces courriers du pouvoir que l'électricité rendra bientôt plus rapides que la lumière; 2° la direction des intérêts de l'agriculture, des manufactures et du commerce, direction purement morale, principalement destinée à donner une impulsion scientifique ou intellectuelle, ou à répandre des encouragements pécuniaires, et qui, s'exerçant dans une sphère où doit régner l'indépendance, ne revêt les formes de l'autorité que quand l'intérêt général le commande; 3° les travaux publics, cette gloire d'un gouvernement pacifique, ces prodiges du génie industriel au service de l'état; 4° enfin, les finances, dont la bonne administration intéresse à la fois tous les services publics et toutes les fortunes privées. — L'administration communale et départementale est entre les mains de 86 préfets, 7 secrétaires généraux, 278 sous-préfets, 328 conseillers de préfecture, et 37,000 maires environ, lesquels sont assistés chacun d'un adjoint au moins. Des commissaires de police, dont le nombre s'élève à environ 800 et varie selon la population, sont placés sous la double autorité du maire et du préfet. Le service des télégraphes a 1,158 agents. — Les agents attachés aux établissements agricoles ou industriels qui appartiennent à l'état sont au nombre de 672. — Les travaux publics sont exécutés ou dirigés par les corps des ponts et chaussées et des mines. Aux ponts et chaussées appartiennent 671 ingénieurs de tous grades, depuis les inspecteurs généraux jusqu'aux élèves, et 700 conducteurs embrigadés. Le corps des mines se compose de 108 ingénieurs et 60 gardes-mines ; 161 officiers et maîtres de port, et 17 inspecteurs de la navigation sont préposés à la surveillance des ports et des rivières : ensemble 1,717 fonctionnaires ou agents, sans compter les conducteurs non embrigadés. — Le service le plus nombreux, le plus complexe, le plus considérable, est celui des finances. Plusieurs centaines d'employés sont réunis dans les bureaux de l'administration centrale ; dans chaque département, une longue série de délégués pourvoit au recouvrement du revenu de l'état. Chaque nature d'impôt est confiée à une administration spéciale. Plusieurs de ces administrations ont des milliers d'agents. Les contributions directes en occupent 1,030 pour l'assiette de l'impôt et 7,523 pour la perception, l'enregistrement et le timbre 3,608, les forêts 3,433, les douanes 2,956 pour le service administratif et 26,559 pour le service actif, les contributions indirectes 9,139, et enfin les postes 6,694. La Monnaie compte 143 employés. Si l'on ajoute 8,676 facteurs ruraux, 1,000 agents de bureaux de distribution des lettres, et 8,840 receveurs buralistes des contributions indirectes, le personnel des finances se compose de plus de 80,000 agents. Toutes les opérations financières sont réglées et apurées par la cour des comptes, composée de plus de cent membres. Ce service entier est placé sous l'autorité suprême du ministre des finances. Véritable potentat, il a son sénat dans la réunion de chefs habiles et expérimentés, sa justice dans la cour des comptes, son armée dans les douanes et dans la foule de ses employés, et dans les recettes et les dépenses qu'il dirige ou surveille, le plus riche trésor de l'Europe.

Ce vaste réseau de plus de 250,000 ecclésiastiques, magistrats, lettrés ou

savants, diplomates, militaires, ingénieurs, administrateurs, employés, agents de toute nature et de tous grades, couvre le territoire du royaume, selon les besoins du public et les nécessités du service. L'ordre règne au sein de cet immense personnel. Il y est entretenu par la hiérarchie, sans laquelle la désorganisation ne tarderait pas à s'y introduire. La hiérarchie crée les rangs, classe les individus, et distribue à chacun son titre et son grade : elle est la source de la subordination et l'instrument de la discipline. Par la carrière qu'elle ouvre aux ambitions, elle offre une récompense aux bons services, un emploi utile au mérite. Le territoire du royaume lui fournit pour cadres les circonscriptions départementales et communales. Dans les services publics qui ne comportent pas cette division, des circonscriptions spéciales sont formées de la réunion de plusieurs départements. Ainsi le royaume est partagé en diocèses pour le culte, en ressorts judiciaires pour la justice, en académies pour l'instruction publique, en divisions militaires pour les affaires de la guerre, en inspections pour les travaux publics, en conservations pour les forêts. Les contrées étrangères où la France juge nécessaire d'entretenir des représentants sont elles-mêmes divisées en grandes régions et distribuées entre les ambassadeurs ou ministres et les consuls généraux. A des degrés divers et successifs, l'autorité déléguée par le ministre au chef intermédiaire descend de celui-ci à ses inférieurs. Chaque case de cet échiquier, si l'on peut ainsi parler, a une organisation propre et reproduit une unité secondaire dans la grande unité politique : dans le diocèse, l'archevêque, l'évêque, le curé de canton, le desservant; dans le ressort, la cour royale, le tribunal de première instance, la justice de paix; dans l'Académie, le recteur, l'inspecteur, le proviseur ou le professeur de collége royal, le principal ou le régent de collége communal; dans la division militaire, le lieutenant général, le maréchal de camp commandant la subdivision, le commandant de place; dans chaque département, le préfet, le sous-préfet, le maire, — l'ingénieur en chef des ponts et chaussées, l'ingénieur ordinaire, — le receveur général, le receveur particulier, les percepteurs, — le payeur général, — le directeur de département, le directeur d'arrondissement dans les régies financières.

Cette savante et ingénieuse organisation reçoit l'impulsion du pouvoir central, qui en est l'âme. Le clergé seul, dans l'accomplissement de ses devoirs spirituels, ne relève que de ses propres chefs. A la tête de la magistrature, qui, sur son siége, ne peut être subordonnée à la volonté ministérielle, la cour de cassation maintient l'application uniforme des lois dans tous les tribunaux du royaume. Dans toutes les autres parties du service, le mouvement est imprimé et la conduite réglée par le pouvoir responsable. Un ordre parti du siége du gouvernement est transmis de proche en proche et pénètre en quelques jours jusqu'aux extrémités les plus reculées du royaume. Partout il peut compter sur une obéissance fidèle, sur une même exécution. Ainsi fonctionne le système de la centralisation, cette grande force de la France, d'autant plus nécessaire que nos institutions font une plus large part à l'intervention des citoyens, si prompte à dégénérer en opposition et en résistance. La centralisation, c'est l'ordre et l'unité, et pour ne parler que du sujet qui nous occupe, si le pouvoir central n'avait point autorité sur les fonctionnaires, le trouble et la confusion régneraient bientôt parmi eux. Tout le personnel public dépend donc plus ou moins étroitement du gouvernement. Ce pouvoir suprême se personnifie dans les ministres responsables, chargés par la constitution, et sous le contrôle des chambres, d'assurer partout l'exécution des lois et l'accomplissement

des services publics. Des auxiliaires particuliers, fonctionnaires eux-mêmes, les assistent dans l'exercice de ce pouvoir. Des conseils les éclairent, des bureaux leur tiennent la plume, des inspecteurs leur prêtent le secours d'une surveillance permanente. Les conseils, les bureaux, les inspecteurs, sont la pensée, la main et l'œil du pouvoir central. Ils complètent l'organisation générale des fonctionnaires publics, et relient tous les rameaux de l'arbre au tronc commun.

Pour l'administration générale, le gouvernement s'appuie sur le conseil d'état. Nous avons retracé ailleurs les fonctions et les attributions de ce conseil (1). Pour les administrations spéciales, et, si l'on peut ainsi dire, techniques, des conseils spéciaux sont constitués à la tête de presque tous les grands services : à l'instruction publique, le conseil royal ; à la marine, le conseil d'amirauté ; à la guerre, un comité pour chacune des armes, comités au-dessus desquels des hommes expérimentés demandent le rétablissement d'un conseil supérieur, déjà formé à des époques antérieures ; au commerce et à l'agriculture, des conseils généraux pour l'agriculture, pour le commerce, pour les manufactures, pour les haras, etc. ; aux travaux publics, un conseil général des ponts et chaussées, un conseil général des mines ; à chacune des régies financières un conseil d'administration, composé du directeur général et d'un certain nombre d'administrateurs. Les affaires les plus importantes sont traitées dans ces conseils. Leur intervention est l'application du principe qui place partout auprès du chef unique et responsable une autorité collective et consultative.

Les bureaux sont les archives vivantes de l'administration et les dépôts de la tradition. Ils font le rapport des affaires, appliquent la décision prise par le ministre ou le chef secondaire, après l'avis du conseil compétent, et expédient la correspondance administrative, quelquefois minutieuse dans ses exigences, mais toujours, même dans ses abus, conservatrice des intérêts publics. Ils n'exercent aucun pouvoir nominal, mais le plus souvent ils doivent à leur position spéciale, à leur expérience, à leur fidélité aux règles déjà appliquées, le pouvoir réel. Les bureaux occupent un personnel très-nombreux : 2,940 employés de tous rangs y sont réunis, 594 serviteurs et hommes à gages leur sont attachés. Le nombre des employés est de 100 à la justice, 57 aux cultes, 127 à l'instruction publique, 73 aux affaires étrangères, 205 à la marine, 453 à la guerre, 234 à l'intérieur, 138 au commerce, 143 aux travaux publics, et 1,373 aux finances. Les administrations départementales et communales, les régies financières et d'autres services ont aussi des bureaux qui exercent des fonctions analogues dans les départements ou dans les ressorts spéciaux.

Pour éclairer les bureaux et les conseils, pour suivre l'exécution des ordres donnés, des inspections sont confiées à des fonctionnaires distincts. Ils suppléent à la correspondance toujours lente, toujours incomplète. Exclusivement commis à ce soin, ils n'ont rien à taire, et ne peuvent avoir intérêt à dissimuler des abus dont ils ne sont ni les auteurs ni les complices. Leur attention se porte sur l'ensemble et sur les détails, et la perspective de leurs investigations, toujours suspendues sur les têtes, est à elle seule un frein et un moyen de discipline. Ainsi des inspecteurs généraux parcourent chaque année les départements pour surveiller le personnel enseignant, les corps militaires, le régime des prisons et des établissements de bienfaisance, les haras, les travaux des canaux, des routes, des ponts et des mines, et

(1) Voyez la *Revue des Deux Mondes* des 15 octobre et 15 novembre 1841.

l'immense gestion de la fortune publique; des inspections particulières concourent au même but dans chaque ressort pour l'instruction publique, dans chaque département pour l'instruction primaire, pour l'enregistrement, les postes, etc. Il est rendu compte du résultat des visites dans des rapports circonstanciés, et ainsi le gouvernement ou les chefs intermédiaires sont toujours en état de savoir exactement si les ordres donnés ont été suivis, les règles de bonne administration observées, et les besoins publics satisfaits.

Telle est l'organisation générale du personnel des serviteurs de l'état. Si leur grand nombre étonne au premier aperçu, toutefois grâce à la hiérarchie, constituée sans interruption du sommet à la base, et à l'intervention des conseils, des bureaux et des inspecteurs, la subordination, l'exactitude, le respect des lois, sont maintenus en tous temps et en tous lieux, et le public peut ainsi attendre de la part des hommes consacrés à son service des travaux utiles, une coopération active et assidue, et une sage administration de ses intérêts.

Après ce coup d'œil d'ensemble, les détails que nous nous proposons de présenter, sur la condition des fonctionnaires en France, seront plus clairs et plus faciles à saisir. Nous nous attacherons à exposer suivant quelles règles les emplois publics sont conférés, exercés et retirés, quelles rémunérations sont accordées à ceux qui les occupent, quels moyens d'existence à ceux qui les quittent. En d'autres termes, nous suivrons les fonctionnaires dans toutes les phases de leur carrière. Cet exposé ne comprendra ni les magistrats municipaux, dont les fonctions sont gratuites, semi-électives, et d'une nature toute spéciale, ni le clergé, dont la constitution est soumise à un régime exceptionnel qui sera traité à part.

II.

L'état, par la nomination d'un fonctionnaire, contracte des engagements, délègue une portion de son pouvoir et accepte une solidarité au moins morale. Son choix doit être soumis à des conditions. Ces conditions sont diverses; elles se rapportent à l'âge, à l'état civil, au caractère moral, à la capacité. Il n'en est aucune qui concerne la naissance ou la condition sociale. La charte déclare tous les Français également admissibles aux emplois civils et militaires, et ce principe est une des conquêtes les plus précieuses de notre révolution. A part un très-petit nombre de services, tels par exemple que l'inspection générale des finances, où ceux qui sollicitent leur admission doivent justifier d'un certain revenu, on n'impose plus aux candidats aucune condition de fortune personnelle; mais ce principe, comme nous le verrons à l'occasion des salaires, ne peut pas être toujours rigoureusement appliqué. — Les emplois ne sont ni héréditaires, ni transmissibles à prix d'argent. Le même principe s'y oppose péremptoirement. Cependant, par une faveur naturelle, et sans déroger aux conditions spéciales d'aptitude, les fils des fonctionnaires sont choisis de préférence dans plusieurs administrations et notamment dans le service consulaire. D'un autre côté, les greffiers des cours et tribunaux ont droit de vendre leur office, en vertu de la loi de 1816, qui les a confondus, par erreur, avec les titulaires de charges privées. A part cette exception, aucun emploi ne peut être vendu : un marché de ce genre devrait être, pour qui l'aurait conclu, un titre d'exclusion.

La condition de l'âge se modifie selon la nature des emplois. Les surnuméraires et les candidats qui aspirent aux postes inférieurs pour gravir ensuite les degrés plus élevés doivent être encore dans la période de la vie où l'instruction s'acquiert aisément, où l'esprit se façonne sans peine à une direction spéciale : ils ne sont admis en général que de dix-huit ou vingt à vingt-cinq ou trente ans. Les fonctions qui exigent la vigueur physique et qui comportent un service actif ne doivent pas être conférées à l'âge où les forces sont exposées à décliner dans un temps assez rapproché. Celles où la maturité et l'expérience sont des titres nécessaires ne s'ouvrent au contraire qu'aux hommes dont l'esprit est déjà formé par l'exercice de la pensée, l'habitude du monde et la pratique des affaires. En général, l'état doit refuser de s'associer ceux qui ne peuvent lui promettre de longs services : autrement il est obligé de les congédier avant qu'une retraite soit acquise à leurs vieux jours ou de conserver dans les emplois des agents qui ne lui apportent plus qu'une intelligence usée et un corps débile.

Dans la plupart des fonctions, la qualité de Français est impérieusement exigée. Il est juste que les émoluments payés par l'état soient réservés à ceux qui participent à toutes les charges publiques; pour être investi de l'influence ou de l'autorité que confèrent certains emplois, il faut être uni au pays par les liens de l'origine, de l'éducation, de la famille, et exercer tous les droits du citoyen. Seulement des étrangers pourraient être admis dans quelques emplois inférieurs, exception dont on a fait profiter des proscrits que les événements politiques avaient chassés de leur patrie et à qui la France accordait une généreuse hospitalité. Des savants étrangers ont aussi été appelés à des emplois de l'enseignement. Jamais la science et le génie n'ont eu besoin de lettres de naturalité dans un pays qui met sa gloire à les honorer. Outre la qualité de Français, les aspirants doivent posséder la complète jouissance de leurs droits civils. Ceux qui en auraient perdu, ne fût-ce qu'une partie, par suite de jugement, ne pourraient être admis. La même exclusion devrait atteindre un failli. Même dans les plus humbles postes, l'honneur de servir l'état ne peut être conféré à qui n'a pas le droit de marcher la tête levée. Les femmes ne sont admises que dans l'administration des postes, et ne peuvent occuper que les directions dont le revenu est inférieur à 2,000 francs. Il en est aussi qu'on emploie dans les bureaux du timbre et de l'Imprimerie Royale, mais à titre d'ouvrières plutôt que de fonctionnaires.

La probité, les bonnes mœurs, la droiture du caractère, sont les plus vulgaires et les plus indispensables qualités du fonctionnaire. Quiconque aspire à ce titre doit prouver qu'il en est digne. Plusieurs règlements expriment cette obligation, tous la supposent. Quant aux preuves à produire, elles ne peuvent être définies, sauf dans quelques postes subalternes, où elles consistent en certificats, témoins souvent trompeurs. Dans toutes les administrations, ceux qui font ou préparent les nominations doivent se livrer à cet égard aux investigations les plus scrupuleuses et les plus sévères. Jusqu'à quel point les opinions des candidats doivent-elles être interrogées et prises en considération? c'est une question qui, à d'autres époques, a beaucoup agité les esprits. Dans l'ancien régime, on recherchait le culte ou la croyance des candidats. La restauration réservait toutes ses préférences à ceux qui partageaient ses doctrines politiques ou religieuses : système imprudent, triste héritage des discordes civiles. Un gouvernement sage s'attache à étendre le cercle de ses adhérents, loin d'entretenir de jalouses inimitiés. La recherche des opinions doit être interdite dans les temps ordinaires et pour la plupart des em-

plois. La conscience du fonctionnaire n'est pas moins inviolable que celle du simple citoyen. Cependant il est des époques et des emplois qui ne permettent point cette indifférence absolue. Après des commotions politiques, il convient, comme le demandaient les états généraux en 1483, de choisir des hommes « étrangers aux troubles qui ont agité l'état. » Quand le pouvoir n'est pas assis, quand les partis sont encore en armes, il serait imprudent de confier à des mains ennemies une part d'autorité. Il en est de même en tous temps de certains emplois dont le caractère est essentiellement politique et dont les titulaires doivent reproduire sans altération la pensée, les tendances et l'esprit du gouvernement.

Ces conditions générales d'âge, d'état civil, de moralité privée, ne constituent qu'une aptitude commune et ne peuvent conférer aucun titre, si elles ne trouvent un complément nécessaire dans des garanties plus spéciales et plus directes : c'est surtout à l'entrée de la carrière que ces garanties doivent se placer. Un fonctionnaire public, de quelque ordre qu'il soit, n'acquiert pas en un jour toutes les qualités requises : les plus habiles se forment de longue main, par l'étude qui donne les connaissances générales, par la pratique qui donne l'expérience relative. Au début de toutes les professions se trouve l'apprentissage, et les hommes qui se vouent au service public en sont moins dispensés que d'autres. Il est du devoir de l'état d'imposer à tous ceux qui lui proposent leur concours, l'obligation de s'y préparer de bonne heure. Il est de son intérêt de les y préparer lui-même dans certaines branches de l'administration qui exigent une capacité plus déterminée et plus définie. Les diverses mesures prises dans ce double but constituent ce qu'on peut appeler, en termes généraux, le noviciat des services publics, noviciat dont les conditions et les formes sont aussi nombreuses que variées. Dans certains services, l'état adopte dès leur première jeunesse les sujets qui se montrent dignes de sa confiance, il leur donne dans des *écoles* spéciales l'instruction nécessaire, les initie à ses principes, à ses doctrines d'administration, et se les assimile, pour ainsi dire, par une éducation prolongée. Dans d'autres, il subordonne l'admission des jeunes aspirants soit à un *concours* ou à un *examen*, soit à la production de *diplômes* universitaires ou scientifiques, ou bien il supplée à l'instruction antérieure par un *stage*. Il en est dans lesquels le *choix* n'est assujetti à aucune règle. Quelquefois plusieurs de ces modes sont combinés ensemble. Nous les examinerons successivement.

Les *écoles* spéciales sont les plus fertiles pépinières des services publics. A la fois honorables et utiles pour l'état qui les entretient, elles sont la plus vraie application du principe de l'égale admissibilité de tous les citoyens aux emplois. Nulle institution n'est plus libérale et plus démocratique. Trois grands services se recrutent dans le sein des écoles spéciales : les armées de terre et de mer, les ponts et chaussées et les mines, et l'instruction publique. Au premier rang apparaît l'École Polytechnique, dont la renommée est européenne, et qui, par de savantes études, prépare des officiers pour l'artillerie, pour le génie et pour une partie de l'état-major, et des ingénieurs pour les constructions navales, les ponts et chaussées et les mines. Des écoles d'application destinées à compléter le service théorique et à commencer l'expérience pratique des élèves sortis de ses rangs sont ouvertes à Metz pour l'artillerie et le génie, à Lorient pour le génie maritime, à Paris pour l'état-major, pour les ponts et chaussées et les mines. A l'école de Saint-Cyr, exclusivement militaire, s'instruisent des officiers pour l'infanterie, la cavalerie et une partie de l'état-major. Les régiments de l'armée reçoivent à la sortie

ceux qui entrent dans l'infanterie. Enfin l'école navale forme des officiers de mer : il en sort aussi de l'École Polytechnique. Des règles communes sont suivies dans toutes ces écoles : on y est admis, et l'on passe ensuite dans les emplois par la voie du concours ; des examens répétés assignent à chaque élève son rang, et décident de sa carrière ultérieure. C'est la seule porte pour entrer dans ceux des emplois d'officiers que les lois sur l'avancement militaire n'ont point réservés aux sous-officiers, et dans tous les emplois des ponts et chaussées et des mines. La carrière s'ouvre ainsi sous la direction de maîtres éminents, sous l'impression durable d'une forte discipline, et les postes les moins élevés sont déjà le prix du travail et la récompense de longs efforts.

Les jeunes gens qui se destinent à l'art d'enseigner les lettres et les sciences sont initiés à cette noble fonction dans l'École Normale ; ils y passent trois années. L'admission est aussi le résultat d'un concours ; mais le conseil royal dresse préalablement, sur les notes des recteurs, la liste des candidats admis à concourir, précaution salutaire qui permet d'apprécier les qualités morales des aspirants, si nécessaires dans le sacerdoce civil auquel ils consacrent leur vie. Indépendamment des examens de l'école, les élèves doivent prendre des grades universitaires pendant le cours des études. Ils sont pourvus d'une chaire à leur sortie, mais sans droit exclusif aux emplois de l'Université. Pour professer dans un collége royal, il leur faut encore obtenir au concours le titre d'agrégé, et des candidats étrangers à l'École Normale peuvent le leur disputer. C'est un point sur lequel cette école diffère des écoles militaires. L'instruction primaire a aussi ses écoles normales, placées dans les départements, et où se forment les instituteurs communaux.

D'autres écoles correspondent à des services d'une moindre importance. 1° L'École Forestière de Nancy est ouverte aux jeunes gens qui veulent entrer dans le service des forêts. Les examens d'admission se font dans la même forme que ceux de l'École Polytechnique ; mais les jeunes gens ne sont admis à concourir que sur une lettre du directeur général. 2° Une école spéciale a été fondée au Pin, en 1840, pour le service des haras. Les élèves en sont nommés au concours après que le ministre les a autorisés à se présenter. 3° L'École des Chartes délivre des brevets d'archiviste paléographe à ceux de ses élèves admis au concours qui, après deux années d'études, ont répondu aux examens d'une manière satisfaisante. 4° L'*école des jeunes de langue*, qui reçoit des élèves de huit à douze ans, c'est-à-dire à l'âge où l'étude des langues et des idiomes étrangers est rapide et facile, prépare des interprètes et des drogmans pour les échelles du Levant. 5° Enfin l'école vétérinaire d'Alfort prépare aux emplois de vétérinaires de l'armée un certain nombre d'élèves militaires, à la nomination du ministre de la guerre, sans concours.

Dans les écoles spéciales, le concours se combine ordinairement avec l'instruction qui s'y acquiert. Les plus sûres garanties de la capacité sont ainsi réunies. Le concours a pour objet de désigner le plus capable ; l'*examen* tend seulement à constater une capacité absolue d'un degré suffisant : il tend à devenir la condition générale de l'admission aux emplois. La nouvelle loi sur le conseil d'état l'impose aux auditeurs ; les élèves consuls y sont soumis depuis 1833 ; toutes les administrations centrales, dans les règlements qui viennent de les organiser, l'ont admis, à l'exception seulement des affaires étrangères et de l'instruction publique (1).

(1) En Angleterre, les conditions d'admission dans les services financiers sont détermi-

Dans les départements de la guerre et du commerce, après l'examen, des listes sont dressées par ordre de mérite, mesure très-analogue au concours. Ce n'est qu'après des examens, quelquefois renouvelés à plusieurs reprises, qu'on est admis dans les services des douanes, de l'enregistrement, des contributions directes ou indirectes et des tabacs, et qu'on peut être nommé élève inspecteur des télégraphes (1) ou conducteur auxiliaire des ponts et chaussées.

Un examen a toujours précédé la délivrance des *diplômes* littéraires ou scientifiques, et par conséquent ils attestent aussi une certaine capacité. Dans quelques cas, ces diplômes sont la condition de l'admission au concours ou à l'examen; dans d'autres, ils constituent seulement un titre de préférence; souvent ils suppléent à toute autre constatation. Le diplôme de licencié en droit est exigé pour l'admission dans la magistrature; il est demandé aux auditeurs au conseil d'état, aux chefs de bureaux, sous-chefs et rédacteurs de la justice et des cultes, aux surnuméraires des affaires étrangères, aux adjoints à l'inspection générale des finances, aux professeurs des langues orientales vivantes; celui de bachelier ès lettres aux expéditionnaires de la direction des cultes, aux employés des bureaux de l'instruction publique et de la marine, aux surnuméraires de l'enregistrement, aux élèves de l'École Forestière et de l'École des Chartes, et aux élèves chirurgiens militaires. Il faut justifier du diplôme de vétérinaire en titre ou de certificats équivalents pour les emplois d'instruction à l'école d'Alfort, du diplôme d'aptitude de l'école des haras pour devenir officier des haras. Les prix remportés dans les écoles de droit donnent le premier rang pour obtenir le brevet de surnuméraire de l'enregistrement.

Dans la plupart des services, l'administration admet les candidats à faire leur apprentissage sous ses yeux et sous sa direction. Ce *stage* s'accomplit sous des dénominations diverses. Les jeunes gens destinés à obtenir des emplois reçoivent le titre d'élèves, d'auditeurs, de surnuméraires, d'attachés, d'aspirants ou d'auxiliaires. Des noms différents désignent souvent une même situation, sans que rien explique la variété de ces qualifications. Le service des consulats, celui des télégraphes, celui des chirurgiens militaires, ont des élèves sans avoir d'écoles spéciales; le conseil d'état a des auditeurs; les administrations centrales et les régies financières ont des surnuméraires. Le département des finances y a ajouté, par une superfétation assez singulière, des aspirants au surnumérariat. Des attachés ont été créés au ministère de l'intérieur pour les emplois du service extérieur, et au ministère des affaires étrangères pour les bureaux et les ambassades. Le titre d'auxiliaire a été adopté dans le personnel des conducteurs des ponts et chaussées. dans le service de santé militaire, dans l'intendance militaire et au dépôt de la guerre; il désigne aussi, dans quelques administrations, des employés accidentels, créés pour des besoins extraordinaires. Tantôt, et par exemple dans les régies financières, le surnumérariat est un préalable nécessaire à l'obtention des emplois, et sauf le cas de renvoi pour défaut de zèle ou de capacité, il ouvre des droits certains; tantôt il n'est ni une condition, ni un titre. Dans l'administration des postes,

nées par des ordres des conseils supérieurs de chaque administration. L'obligation de subir un examen est commune à tous les candidats. La chambre des communes a ordonné en 1843 l'impression de toutes les décisions prises à ce sujet.

(1) Les élèves de l'École Polytechnique déclarés admissibles dans les services publics sont dispensés de l'examen.

aucun employé n'est admis qu'après un essai de trois mois. La durée du stage, sous quelque dénomination qu'il s'accomplisse, est subordonnée au mérite des candidats et au nombre des vacances. Les auditeurs au conseil d'état sont rayés au bout de six ans, s'ils n'ont pas été appelés à un emploi en titre. Les surnuméraires ne peuvent être placés qu'après six mois d'exercice dans les bureaux des travaux publics, qu'après deux ans au ministère de l'intérieur et dans le service de perception des contributions directes. Le stage des magistrats des cours et tribunaux consiste seulement dans l'exercice nominal ou réel de la profession d'avocat pendant deux ans ; pour d'autres fonctionnaires, il résulte de services déjà rendus à un titre différent. Les bureaux de la marine sont ouverts à ceux qui ont servi trois ans dans une autre branche de ce département, ceux des travaux publics aux ingénieurs des ponts et chaussées et des mines, aux conducteurs, gardemines et inspecteurs de la navigation, ceux de l'intérieur à tous les fonctionnaires du même département, ceux enfin de l'instruction publique à tous les membres de l'Université. Les personnes qui ont servi sept ans dans l'administration, ou dont l'emploi a été supprimé, peuvent être appelées aux places de percepteurs, sans surnumérariat.

Parmi tous les moyens d'admission, le concours offre les garanties les plus réelles. Quand il se joint à des études dans une école spéciale, il ne laisse rien à désirer; mais tous les services ne comportent pas la création d'une école. L'examen n'est pas toujours sérieux : l'administration se réserve le droit de désigner les juges, les questions et les candidats ; c'est trop d'arbitraire à la fois. La faveur et le népotisme peuvent se glisser dans les nominations à l'aide de l'examen, loin qu'il les exclue. Les diplômes s'obtiennent souvent avec une grande facilité, et l'on a pu remarquer que parfois ils ne se rapportent que fort indirectement à l'objet des fonctions pour lesquelles ils sont exigés. Enfin, le stage favorise une double équivoque, si l'on peut ainsi s'exprimer. On y admet aisément et sans preuve, parce qu'il n'est qu'un essai, et l'on nomme ensuite aux emplois ceux qui l'ont accompli, parce qu'ils y ont consacré déjà un temps plus ou moins long et des travaux plus ou moins suivis, dont on s'empresse de leur tenir compte. Nous convenons pourtant que le concours a l'inconvénient de constater exclusivement la capacité scientifique et de laisser de côté les raisons morales d'aptitude. Nous souhaiterions qu'il ne fût adopté qu'avec le droit conféré à l'administration, comme elle l'exerce déjà pour l'École Normale et l'École Forestière, de dresser préalablement la liste de ceux qui y seraient admis, ou bien que, si le système des examens prévalait, des dispositions formelles en déterminassent impérativement les formes et les conditions, de manière à les rendre sérieux et décisifs.

Au total, la carrière des armes, celles des ponts et chaussées, des mines et de l'enseignement sont les seules dans lesquelles un noviciat complet ait été organisé par la loi. Dans les administrations financières, les jeunes candidats sont choisis avec soin et soumis à des épreuves, mais aucune disposition légale n'a assuré de la fixité aux règles établies. Par la loi de finances de 1844, la chambre des députés avait exigé une organisation nouvelle des administrations centrales, mais aucun effort sincère n'a été fait pour en préparer le recrutement. Dans le chaos des règlements arrêtés par chaque ministre, dans ceux que chaque régie des finances a composés d'après les données successives de l'expérience, on ne trouve ni unité, ni ensemble. On s'aperçoit aisément qu'aucune pensée directrice n'a présidé à ces mesures. Il est urgent que cette confusion disparaisse. Elle nuit au ser-

vice et blesse nos habitudes de régularité et de simplicité. Enfin, la diplomatie et l'administration proprement dite sont restées en dehors de toutes les règles établies dans les autres services; l'entrée de la magistrature elle-même n'est garantie par aucune précaution suffisante. Disons quelques mots sur ces lacunes.

La vénalité des offices de judicature, si pernicieuse à beaucoup d'égards, avait au moins le mérite de constituer des familles de magistrats en qui se perpétuaient avec la toge les plus saintes traditions de science, de sagesse et d'amour de la justice. La révolution de 1789 supprima la vénalité, institua le régime électif, et brisa ainsi toute carrière dans cet ordre de fonctions. Après avoir ressaisi le droit de pourvoir à tous les emplois de magistrature, l'empereur considéra la création d'un noviciat comme le couronnement du nouvel établissement judiciaire. En 1808, il institua des juges auditeurs auprès des cours, et voulut qu'ils fussent nommés sur des listes de candidats présentées par ces cours elles-mêmes, et composées d'avocats attachés au barreau depuis deux ans au moins. Ce souvenir des antiques prérogatives des parlements, chargés jadis de faire des présentations analogues, aurait dû plaire à un gouvernement qui affectait toutes les formes de l'ancien régime; cependant la restauration s'en écarta complétement, lorsqu'elle étendit l'institution des juges auditeurs aux tribunaux de première instance. Aucune condition ne fut attachée aux nominations, et les choix ne tardèrent point à prouver qu'un esprit exclusif et partial présidait à la composition des corps judiciaires. L'opinion s'en était émue, et quand éclata la révolution de juillet, l'institution même des juges auditeurs fut emportée. En ce moment, il n'existe aucun séminaire pour les augustes et sévères devoirs de la magistrature; on a cherché à combler cette lacune en conférant aux jeunes aspirants, à titre de début, l'emploi de juge suppléant, créé dans d'autres vues et pour d'autres besoins, et constitué dans des conditions incompatibles avec cette destination d'emprunt. Les juges suppléants jouissent de l'inamovibilité qui ne doit point appartenir à une position d'épreuve. Ils ne peuvent être nommés qu'à vingt-cinq ans, tandis que l'emploi de substitut, réservé à leur avancement, peut être obtenu à vingt-un ans. La nomination des juges suppléants n'est d'ailleurs soumise à aucune autre condition que le diplôme de licencié en droit et deux années de barreau, plus souvent oisives que laborieuses. Dans ces derniers temps, un autre noviciat paraît avoir été établi; nous voulons parler des avocats attachés à certains parquets et désignés ainsi dans quelques actes de nomination royale. Nous ne pouvons discuter un titre qui n'est reconnu par aucune décision de l'autorité publique, qui n'existe pas légalement et qui n'est même pas admis dans tous les parquets. Dans cet état de confusion, nous n'hésitons pas à dire que l'avenir de la magistrature est compromis, et que si elle maintient intacte sa vieille réputation de droiture et d'impartialité, rien ne se fait pour que les lumières y restent toujours à l'unisson des mœurs. Il est urgent d'y pourvoir, en constituant un noviciat judiciaire. Que les jeunes gens destinés à la magistrature reprennent le titre d'auditeurs, nous n'y faisons aucune objection, mais il ne faut pas que leur nomination soit livrée à la volonté discrétionnaire du gouvernement. Là est la condition virtuelle du rétablissement de l'institution. On a dit que les auditeurs de la restauration avaient péri dans le mouvement de 1830, parce qu'ils étaient inamovibles, et qu'ils pouvaient néanmoins, par le caprice d'un ministre, être transférés d'un siége à un autre. C'est une erreur; ces inconvénients étaient graves, mais secondaires. Les auditeurs ont succombé sous le principe d'égalité et de libre concurrence qu'inaugurait le triomphe définitif de

la révolution de 1789. Ils étaient des privilégiés; à la faveur d'un titre modeste, certaines familles avaient envahi les siéges de la magistrature, et trop souvent l'indépendance de la fortune et l'honnêteté des mœurs, seules conditions dont on se préoccupât, étaient les compagnes d'un esprit médiocre et imbu de préjugés. A Dieu ne plaise que nous frappions d'un ostracisme aussi absurde qu'injuste aucune classe de citoyens. Toutes doivent être admises au partage des emplois, et toutes y ont les mêmes droits. Si pourtant il fallait choisir entre la capacité et la naissance, nous avouons que la capacité aurait nos préférences; mais cette alternative n'existe point. Ceux qu'on veut favoriser, en supprimant toute garantie, se présenteront souvent dans la lice avec des armes mieux trempées que celles de leurs rivaux. La fortune et la naissance ont des avantages naturels et inévitables; la fortune donne le loisir, la liberté d'esprit, et procure ordinairement les bienfaits d'une instruction supérieure. Un nom honoré, même dans l'enceinte limitée d'une province ou d'une ville, est entouré d'un prestige dont la démocratie elle-même ne se défend point; des règles d'admission même sévères n'entraîneront donc aucune exclusion regrettable; mais elles ne permettront pas à des influences de famille ou d'argent de s'exercer au profit de la médiocrité paresseuse ou de l'ignorance insolente. Que la capacité soit donc le premier titre à l'admission, si elle ne peut pas être le seul. Faisons concourir ensemble les garanties morales et les garanties intellectuelles. Ne sacrifions pas plus la science aux mœurs que les mœurs à la science, et que nul ne soit admis au redoutable emploi de rendre la justice, s'il n'a fait ses preuves, non par la production d'un vain diplôme, mais en personne, non par un interrogatoire fugitif, mais par des travaux répétés. Nous ne pouvons pas emprunter des exemples à l'Angleterre, où le petit nombre des juges et l'énormité des salaires permettent au gouvernement d'arracher au barreau ses plus illustres membres, mais l'Allemagne a depuis longtemps tracé la route; les aspirants à la carrière de la magistrature y subissent successivement des examens théoriques, un stage et des épreuves pratiques (1). Ce n'est point ici le lieu d'entrer dans des détails d'exécution; le jour où les ministres renonceront à des prétentions d'omnipotence que rien ne justifie, il sera facile d'organiser le noviciat judiciaire sur des bases qui satisfassent à la fois au vœu de l'opinion et aux intérêts sacrés de la justice.

Si ces intérêts tiennent le premier rang, ceux qui sont confiés au dehors aux agents diplomatiques et consulaires ne méritent pas moins, quoique dans une sphère différente, d'être remis à des mains dignes et habiles. Nos affaires extérieures sont confiées à deux ordres d'agents, entre lesquels les règlements et les usages ont établi une séparation presque absolue. Le corps diplomatique et le corps consulaire, organisés parallèlement, sont entièrement distincts. A notre avis, ce divorce doit cesser. Plus les nations se rapprochent par des alliances commerciales et industrielles, plus la politique se lie étroitement au commerce, et plus le commerce à son tour, dans ses accidents si variés, a des rapports intimes avec la politique. Dans ce développement des relations internationales, il n'est pas plus permis à un agent consulaire d'ignorer l'histoire des traités qu'à un ministre politique d'être étranger aux questions de douanes et de tarifs. Certains préjugés de

(1) Voir un article très-intéressant sur l'enseignement et le noviciat aux fonctions publiques en Allemagne, publié par M. Éd. Laboulaye dans le tome XVIII de la *Revue de Législation et de Jurisprudence.*

corps repoussent cette assimilation, mais elle est juste et nécessaire : elle simplifierait, si elle était admise, beaucoup de difficultés, et permettrait d'asseoir cette branche du service public sur des bases plus larges. Quant à présent, des dispositions toutes différentes règlent l'admission dans l'une et l'autre carrière. Celle des consulats est organisée très-régulièrement. Des élèves consuls en occupent le seuil, et leur existence, qui remonte à Louis XIV, est consacrée par le règlement du 3 mars 1781. Placés auprès des consuls, ils vivent avec eux, assistent à leurs actes, s'initient à toutes les connaissances relatives à l'administration des consulats, étudient les langues étrangères, font des extraits de toutes les affaires contentieuses soumises aux consuls, ainsi que des jugements rendus, et chaque année sont tenus de subir un examen et de rédiger un mémoire sur un sujet désigné par le ministre, auquel ce travail est ensuite adressé.

Ce système offre des garanties réelles. Il est vrai que la sévérité des examens n'est point assurée par la publicité, que les candidats sont exclusivement au choix du ministre, et qu'aucun concours n'est ouvert; mais l'exécution franche des règlements satisferait aux nécessités les plus impérieuses, et la capacité des agents sortis du corps des vice-consuls a jusqu'ici répondu au but de l'institution. On aurait d'ailleurs mauvaise grâce à déclarer insuffisant le noviciat établi dans le corps consulaire, si l'on songe que la carrière diplomatique, qui s'en rapproche par une si étroite analogie, ne possède aucune institution de ce genre. Le recrutement y est préparé par l'adjonction d'un certain nombre d'attachés aux bureaux du ministère ou aux ambassades; malheureusement leur nomination est toute discrétionnaire. Point d'examen, point d'études obligées, point d'avenir assuré. L'enseignement nécessaire à ces futurs diplomates n'est donné dans aucune école. Sous l'empire, Napoléon avait chargé M. le comte d'Hauterive de lui proposer les mesures nécessaires pour combler cette lacune; les événements politiques ne permirent point à cette pensée de se réaliser. En 1830, M. de Polignac, dans des vues de politique plus peut-être que d'utilité publique, avait fondé aux affaires étrangères un cours de droit public et un cours d'instruction diplomatique, destinés à vingt-quatre élèves, parmi lesquels, selon leur capacité et leur zèle, devaient être pris des secrétaires surnuméraires, pépinière officielle du personnel des ambassades et des légations. La révolution de juillet a renversé cet établissement naissant. Depuis, aucune disposition n'a été faite pour former ni pour instruire des sujets capables de suivre avec succès une carrière qui exige des qualités et des connaissances si spéciales et si nombreuses (1).

Nos dernières critiques s'adressent à l'administration départementale. L'accès n'en est point défendu contre les surprises de l'ignorance et de la médiocrité, et tous les postes en sont accessibles à toutes les ambitions. On y débute par le titre d'auditeur au conseil d'état ou d'attaché au ministère de l'intérieur, et par les fonctions de conseiller de préfecture, qui depuis quelques années ont été conférées à titre de noviciat; mais, par des raisons de plusieurs natures, ces diverses initia-

(1) En Belgique, les jeunes gens qui se destinent à la carrière diplomatique sont obligés de subir un examen. Nous en avons le programme sous les yeux, et nous ne savons pas si beaucoup de nos jeunes diplomates seraient en état d'y satisfaire. On exige plus encore en Prusse. Un premier examen, cinq années d'études, des attestations de l'expérience acquise, enfin un dernier examen oral et par écrit sur l'administration intérieure, sur l'état agricole et commercial, et sur les intérêts les plus essentiels au commerce de la Prusse : tels sont les préliminaires obligés de l'admission dans la carrière.

tions n'atteignent point le but. Les auditeurs au conseil d'état, qui devraient être destinés surtout aux emplois de sous-préfets, pour être promus ensuite aux préfectures, sont rarement appelés à ces emplois. Nommés qu'ils sont sur la proposition du garde des sceaux, dont ils dépendent, le ministre de l'intérieur les connaît peu, s'y intéresse encore moins, et ne se tient pas pour obligé de leur faire une carrière. Plusieurs, attachés à Paris par le vœu et l'intérêt d'une famille puissante, peu séduits par les honneurs du pouvoir dans quelque résidence obscure et éloignée, ont refusé des places offertes à leur ambition plus exigeante; ces refus, dont on ne devait point tenir compte, ont fait accuser le corps entier d'élever trop haut ses prétentions, et les auditeurs n'ont aucun avenir assuré. Cette institution, que l'empereur avait fondée et d'où sont sortis tant d'hommes distingués, n'est plus qu'une impasse qui ne conduit à rien. On lui a créé d'ailleurs la plus maladroite des concurrences par l'établissement bâtard des attachés au ministère de l'intérieur, auditeurs au petit pied, qu'on nous passe le mot, superfétation parasite, à laquelle le ministre président du conseil d'état n'aurait pas dû consentir. Les attachés ont de moins que les auditeurs la faculté d'assister aux discussions si attachantes et si instructives du conseil d'état. Ils ont de plus la participation au travail des bureaux ; mais la plupart s'y montrent rarement, et les chefs de service se prêtent de mauvaise grâce à faire l'éducation de jeunes gens qui doivent les quitter précisément à l'heure où ils deviendraient utiles. Trop souvent enfin le titre d'attaché n'est qu'une faveur nominale destinée à en préparer de moins vaines, sans les justifier. Pour compléter des études préparatoires, ou nulles ou insuffisantes, on introduit les plus heureux dans les conseils de préfecture, avec les fonctions de secrétaire général, dans les chefs-lieux où ces fonctions ne forment point un emploi distinct. Nous n'approuvons pas ces nominations. Les conseils de préfecture sont des tribunaux administratifs, appelés souvent à prononcer sur les plus graves questions : il y faut de l'expérience, de la maturité, une pratique déjà longue. Ce n'est pas là que doit se faire l'apprentissage administratif. Nous en dirons autant des fonctions de secrétaire général, qui consistent surtout dans la connaissance exacte des traditions administratives et locales, l'habitude de l'ordre, le respect inflexible de la règle, qualités essentielles qui ne sont point l'attribut ordinaire de la jeunesse.

A tous les détails dans lesquels nous sommes entré se rattache une observation générale, qui servira de conclusion à ce que nous avons dit sur le noviciat dans les services publics. Nous avons vu l'état ouvrir des écoles savantes pour préparer les hommes qui doivent entrer dans l'armée, dans les ponts et chaussées, dans les mines, dans l'instruction publique. Les facultés de droit, sauf les épreuves ultérieures dont nous avons signalé le besoin, instruisent les aspirants aux emplois de la magistrature, mais ceux qui prétendent à l'honneur de représenter le pays à l'étranger ou de l'administrer à l'intérieur, où peuvent-ils acquérir les connaissances nécessaires? Nous avons loué les efforts des administrations financières pour former des sujets capables ; mais où s'enseigne la théorie des fonctions qu'ils pourront exercer un jour, où recueilleront-ils, indépendamment des exercices pratiques auxquels on les soumet, les idées générales, les notions d'ensemble, les connaissances scientifiques qui les guideraient dans toute leur carrière et leur permettraient d'échapper au joug pesant de la routine? Nous cherchons en vain les sources auxquelles ils pourraient puiser.

La France a toujours occupé le premier rang dans le monde par sa supériorité

dans les lettres et dans les sciences. Nos vieilles universités ont conquis une gloire dont le souvenir est encore vivant, et leur digne héritière, reconstituée par le génie de l'empereur, n'a pas été inférieure à ses devancières. L'enseignement public est établi partout sur des bases larges et fécondes ; cependant, tandis que l'état entretient et propage toutes les connaissances qui ont pour objet le bien-être individuel ou les droits privés des citoyens, il a toujours laissé dans l'oubli et négligé celles qui embrassent les intérêts généraux de la société. Il prépare et fait des avocats et des médecins, il ne s'occupe point de créer des hommes publics, des administrateurs, des diplomates, des financiers. A part quelques chaires de droit administratif, créées dans ces derniers temps, et qui, bien qu'enfermées dans un cercle étroit, ont déjà rendu de grands services, les sciences politiques et sociales ne sont point enseignées en France. Nous avons été devancés par l'Allemagne, où plusieurs états rivalisent de zèle pour répandre ces sciences. Par une étrange contradiction, c'est sous des gouvernements absolus que s'ouvrent des chaires qui conviennent surtout à un peuple libre ; il est temps que l'enseignement soit mis en harmonie avec les institutions. Plus les citoyens sont appelés à prendre part aux affaires publiques, non-seulement dans les emplois de l'état, mais dans les conseils électifs, dans la commune, dans le département, dans les assemblées politiques, plus il est nécessaire de leur donner la science qui permet d'accomplir dignement ces devoirs nouveaux. Il ne suffirait point d'augmenter le nombre des chaires de nos facultés. Ce n'est pas un simple développement de l'enseignement actuel qu'il s'agit de constituer, mais un enseignement spécial avec son esprit propre et son caractère particulier (1). De nouveaux professeurs attachés aux facultés de droit ne tarderaient point à en adopter l'esprit trop juridique. A des hommes qui consacrent leur vie au service public, il faut inspirer un sentiment plus énergique des droits de la société, moins de passion pour l'individu, plus de souci des intérêts de l'état. A Dieu ne plaise que nous condamnions l'étude du droit civil. Nous aimons et nous respectons dans le magistrat et dans le jurisconsulte ce généreux dévouement qui se porte toujours au secours du plus faible, et mesure la protection au pouvoir de l'oppresseur ; mais nous ne voulons pas soumettre à la même influence des études qui tendent vers un but entièrement distinct. Notre révolution a proclamé le principe de la séparation des pouvoirs : elle a défendu que l'administration et la justice fussent confondues dans les mêmes mains, et les a séparées d'une manière absolue. Ce principe ne sera définitivement consacré que quand un enseignement spécial prendra au début et conduira vers leurs destinations respectives ceux qui doivent parcourir l'une ou l'autre carrière.

Un enseignement complet de toutes les sciences qui se rapportent aux affaires publiques est donc le point de départ d'une bonne organisation du personnel des fonctionnaires. Tant qu'il ne sera pas constitué, toutes les mesures prises pour consacrer les droits du talent et pour procurer à l'état des serviteurs intelligents et capables seront vaines et sans effet. L'année dernière, d'honorables députés ont proposé de déterminer les règles de l'admission dans les fonctions publiques. Une

(1) Il n'entre pas dans notre plan de discuter le mode d'organisation de ces facultés nouvelles et les chaires qui devraient y être ouvertes. Cette question a été traitée, avec tous les développements qu'elle comporte, dans le travail remarquable de M. Laboulaye, que nous avons cité plus haut.

pensée louable avait inspiré ce projet. S'il a échoué, c'est surtout parce qu'il était dépourvu de base, faute d'une école publique où pussent s'acquérir les connaissances exigées des candidats aux emplois. Nous faisons des vœux pour que cette lacune soit comblée. Puisse bientôt l'état, en présence d'une jeunesse active, laborieuse, pleine d'une généreuse émulation, se créer le moyen d'en choisir l'élite pour l'appliquer au service public et étendre ainsi, par des dispositions successives, à la diplomatie, à l'administration, aux régies financières, avec les tempéraments propres à chacun de ces services, le régime de garanties qui garde déjà le seuil des autres carrières !

III.

Jusqu'ici nous ne nous sommes occupé que des emplois les moins élevés, sorte d'épreuve et d'initiation plus spécialement destinée aux hommes jeunes, nouveaux, et chez qui le zèle et la vivacité de l'esprit suppléent à l'expérience. Au-dessus de ces emplois s'ouvre la liste de tous ceux dont se compose l'ensemble du service public et qui réclament d'autres qualités, la maturité avec la vigueur, et des connaissances qui, pour quelques-uns du moins, supposent une intelligence distinguée. Recherchons quels principes en règlent la distribution.

C'est aux fonctionnaires d'un ordre moins élevé dans le même service que sont donnés la plupart des emplois, soit en vertu de dispositions formelles, soit par la libre volonté des chefs, soit enfin par l'influence qu'exercent naturellement les efforts déployés et l'aptitude constatée dans les postes inférieurs. L'avancement est le droit commun : c'est une règle aussi salutaire qu'équitable. Elle donne à l'état des serviteurs expérimentés, elle excite le zèle et entretient l'émulation ; par l'avenir qu'elle offre aux fonctionnaires, elle compense en partie la médiocrité des rémunérations accordées par l'état. L'avancement s'obtient de deux manières, soit par l'ancienneté, loi fatale qui confère un droit en vertu de la seule date de l'entrée en fonctions, soit au choix, combinaison heureuse qui concilie les droits des fonctionnaires avec les besoins de l'état, et ne considère la durée des services que quand elle s'unit au mérite.

Dans l'armée de terre et dans les corps de troupes de la marine, des emplois nombreux sont donnés à l'ancienneté. Ce privilége était dû à une carrière où l'on n'entre pas librement, et dont il était juste que les devoirs rigoureux fussent rendus moins pesants par la perspective d'un avenir assuré. Des limites ont été posées pour que jamais la chose publique ne soit compromise par ce mode aveugle de promotion. Les sous-officiers ne sont pas les produits de l'ancienneté. L'ancienneté ne confère pas non plus le grade de sous-lieutenant : elle ne fait que des lieutenants, des capitaines et des chefs de bataillon ou d'escadron. Ainsi elle ne commence qu'aux hommes dont l'aptitude est déjà constatée par un choix discrétionnaire antérieur, et elle s'arrête aux emplois qui entraînent une trop grande responsabilité pour ne réclamer que de l'expérience et de la pratique. Il est aussi certains services dans lesquels l'ancienneté attribue seule le rang ou la classe, c'est-à-dire un avantage qui augmente seulement l'honneur ou le salaire de la fonction, déjà donnée au choix. C'est ainsi qu'à la cour des comptes la moitié des emplois de référendaires de première classe est attribuée aux plus anciens titu-

laires de la seconde classe. Enfin, dans quelques administrations où des fonds disponibles sont répartis entre les employés inférieurs que l'insuffisance des crédits privait du traitement légalement assigné à leur titre, les allocations nouvelles appartiennent aussi de droit aux plus anciens, parce qu'il paraît juste de commencer par ceux qui ont le plus longtemps attendu. A part ces priviléges conférés à l'ancienneté, l'avancement est accordé au choix. C'est la règle de l'armée elle-même pour tout ce qui ne revient pas à l'ancienneté, et de tous les autres services publics. Le choix s'exerce dans les cadres de la hiérarchie et se dirige d'après les lumières que lui fournissent des garanties diverses destinées à l'éclairer.

Nous avons déjà parlé de la hiérarchie dans son organisation générale et dans ses rapports avec la constitution des services publics. Relativement à l'avancement, la hiérarchie se compose des grades et des classes, expressions diverses pour indiquer les degrés successifs de l'échelle. Le grade désigne plus spécialement un titre ou une fonction spéciale, la classe un rang parmi ceux qui occupent cette fonction. Ces divisions, quelquefois multipliées à l'excès, fournissent le moyen d'accorder plus fréquemment des récompenses, et de tenir ainsi le zèle plus constamment éveillé. A très-peu d'exceptions près, l'armée ne connaît que les grades. Dans les emplois des administrations centrales, les commis, les sous-chefs, les chefs de bureaux, sont divisés en classes nombreuses. Il en est de même dans les services financiers ; on y trouve des emplois qui ont jusqu'à huit classes. La classe est quelquefois attachée à l'agent, presque toujours à la résidence. Les ingénieurs des ponts et chaussées, les conservateurs des forêts, d'autres fonctionnaires des finances, peuvent avancer de classe sans quitter leur poste. Les préfets, les sous-préfets, les directeurs des régies financières, n'obtiennent cet avancement qu'en changeant de résidence, obligation parfois onéreuse et qui a empêché des hommes très-méritants d'accepter un avancement dû à leurs longs services, obligation toujours regrettable, en ce qu'elle établit une mobilité fâcheuse et prive souvent un arrondissement, un département d'un agent populaire et estimé qui ne tiendrait point à s'en éloigner, et ne peut pourtant obtenir qu'à ce prix la récompense de ses travaux. La plupart des services comportent des fonctions de nature diverse et qui suivent une hiérarchie parallèle ; dans la magistrature, le parquet et le siége ; dans l'Université, le professorat et l'administration ; dans les finances, la partie active et la partie sédentaire ; presque partout, les bureaux de l'administration centrale et les emplois extérieurs. Les besoins du service et les convenances personnelles peuvent réclamer le passage d'une branche à l'autre. Il y est pourvu à l'aide des assimilations de grades établies par des dispositions expresses ou par l'usage. Ces assimilations n'existent point d'un département ministériel à l'autre. En général chaque administration est jalouse des positions qu'elle possède, mais la latitude laissée au choix permet, dans les services qui le comportent, de faire au dehors les emprunts commandés par l'intérêt public.

Dans les parties de l'administration qui sont bien constituées, la règle de l'avancement est qu'aucune nomination ne peut se faire que parmi les titulaires du grade ou de la classe immédiatement inférieure à l'emploi vacant. Les lois ou les règlements le prescrivent ainsi dans l'armée, dans les ponts et chaussées et les mines, dans les consulats, dans l'Université, dans les administrations financières. Cette règle est appliquée à l'administration centrale de la guerre ; elle a été écartée dans les autres ministères. Aux affaires étrangères, à la justice, aux cultes, à la marine, une portion seulement des emplois intermédiaires de rédacteurs, de

commis principaux, de sous-chefs, est réservée à l'avancement. On n'a posé aucune règle pour les emplois supérieurs. A la guerre, le mode d'avancement est réglé jusqu'à l'emploi de chef de bureau. Dans les départements de l'intérieur, du commerce, de l'instruction publique, les emplois sont accessibles à tous les fonctionnaires du département, sans distinction. Les autres ministères se sont donné une liberté illimitée. On s'est seulement attaché, dans presque toutes les administrations centrales, à prendre des mesures contre un avancement trop rapide. Il y faut avoir passé un temps déterminé dans un grade ou dans une classe pour pouvoir monter dans le grade ou la classe supérieure. Le temps est fixé à deux ans dans tous les ministères, excepté ceux de l'intérieur et de l'instruction publique, où l'on n'exige qu'une année.

Ces règles, même les plus sévères, laissent toutes une part à l'appréciation du pouvoir qui doit nommer. Pour le guider dans cette tâche délicate, plusieurs espèces de procédés sont établis. Dans quelques services, la capacité des employés est mise à des épreuves déterminées. Les inspecteurs généraux adjoints des finances doivent avoir fait deux tournées d'inspection. Les employés des contributions directes sont obligés d'exécuter certains travaux qui sont transmis à l'administration centrale. C'est la seule obligation qui ait le caractère d'un examen. L'examen n'est une condition de l'avancement que pour quelques emplois les moins élevés, et dont les titulaires sont encore dans une sorte de position d'essai, par exemple dans quelques administrations financières et dans les bureaux de la guerre. Il y est suppléé par les comptes rendus périodiques qui sont demandés aux chefs intermédiaires. Ces comptes rendus doivent être fournis, à des époques fixes, par les présidents des comités du conseil d'état pour les auditeurs placés sous leurs ordres, par les directeurs pour les administrations financières, par le secrétaire général du ministère pour les bureaux de la justice, par le directeur des cultes pour les bureaux de sa direction, par les chefs respectifs pour les bureaux de l'intérieur. Dans les bureaux de la guerre, les sous-chefs, commis principaux, rédacteurs et vérificateurs, tiennent un carnet sur lequel ils inscrivent chaque jour l'analyse succincte des affaires qu'ils ont traitées; ces carnets visés par le chef du bureau, renouvelés tous les ans et classés comme archives, servent de base aux propositions d'avancement. Dans l'armée, les nominations au choix sont préparées par les tableaux d'avancement. Chaque année, des inspecteurs généraux parcourent toute la France, visitent les établissements et les corps militaires, se tiennent au courant de l'état du service, de la conduite de tous les officiers, et dressent les tableaux sur lesquels se font les promotions; nul ne peut obtenir de l'avancement s'il n'y est inscrit. Les choix sont ainsi circonscrits dans le cercle des hommes qui ont été à l'avance déclarés dignes. Des tableaux semblables sont dressés dans le service actif des douanes, qui est organisé à l'instar de l'armée. Le ministre actuel de l'instruction publique a annoncé l'intention d'introduire aussi dans son département les tableaux d'avancement. Il est procédé autrement encore dans la magistrature. Les nominations sont précédées des présentations des chefs des cours royales. Toutes les fois qu'un emploi est vacant, le premier président et le procureur général doivent adresser au garde des sceaux une liste triple de candidats. Le ministre propose au roi celui des candidats qui lui paraît devoir être préféré, mais il n'est pas tenu de se renfermer dans la liste des candidats. Les présentations des chefs intermédiaires sont le mode le plus habituellement suivi dans les diverses administrations. Il est naturel que ceux qui suivent l'employé

dans ses actes journaliers témoignent de son aptitude et de ses droits à une récompense. Il est bon que la responsabilité de chacun soit ainsi engagée, et plus s'étend le nombre de ceux qui concourent à préparer les nominations, plus sont respectés les droits légitimes et repoussées les obsessions de l'intrigue.

Tels sont les moyens variés par lesquels s'éclairent les choix qui confèrent l'avancement; mais l'avancement n'est pas le seul chemin qui conduise aux emplois. Dans l'armée, dans les ponts et chaussées, les mines, l'Université et les régies financières, les divers postes sont exclusivement affectés aux fonctionnaires qui ont commencé par les degrés les moins élevés; dans les autres services, ils peuvent être conférés à quiconque satisfait à des conditions générales qui n'impliquent ni les services rendus ni l'aptitude nécessaire.

En dehors des administrations qui se composent d'un grand nombre d'employés, dans lesquelles a pu se constituer une hiérarchie, où chaque position est un pas vers celle qui la précède, il est des services spéciaux qui n'offrent ni classes ni degrés à ceux qui leur appartiennent. On ne peut donc les recruter à l'aide du noviciat ni de l'avancement. Il y est suppléé par des formalités spéciales. A cette catégorie appartiennent particulièrement les services suivants, que nous mentionnons entre autres en raison du grand nombre de ceux qui en dépendent : 1° les juges de paix, magistrature spéciale, distincte des tribunaux de première instance et des cours royales, et qui ne pourrait être considérée, ainsi qu'on l'a quelquefois proposé, comme le début de la carrière judiciaire, sans perdre son caractère propre, sans être livrée à une instabilité, à des pensées d'ambition qui la discréditeraient: il est pourvu aux emplois de juges de paix sur la présentation des chefs de la cour et du tribunal, présentation dans laquelle le choix n'est pas tenu de se renfermer; — 2° les vérificateurs des poids et mesures, fonction toute particulière, à laquelle aucune autre ne conduit, et qui ne conduit à aucune autre : les nominations doivent être précédées d'un examen auquel il est procédé publiquement toutes les fois qu'il faut pourvoir à une vacance, cependant les vérificateurs nommés peuvent changer de résidence et obtenir ainsi une sorte d'avancement; — 3° les conservateurs des bibliothèques publiques : la carrière des lettres est la préparation la plus convenable à ces emplois, il n'est mis aux nominations d'autre condition que de porter sur des membres de l'Université, des littérateurs et savants connus par leurs travaux ou des élèves de l'Ecole des Chartes; — 4° enfin les professeurs soit dans les facultés de l'Université, soit dans d'autres établissements publics. Les chaires des facultés des lettres et des sciences pourraient être données à l'avancement. Un grand nombre de professeurs des colléges royaux, déjà éprouvés par les concours d'agrégation et par un enseignement souvent éclatant, y seraient très-justement appelés; mais le mode de nomination, sans les exclure, ne leur donne aucune préférence. Le choix se fait entre quatre candidats, dont deux sont présentés par la faculté et deux par le conseil académique. Les chaires de droit et de médecine sont données au concours; celles des facultés de théologie sont remplies sur la présentation des évêques et des facultés et consistoires, selon le culte. Quant aux emplois de l'enseignement dans les établissements publics étrangers à l'Université, c'est aussi sur des présentations que se font les nominations. Ces présentations sont généralement confiées aux conseils supérieurs de ces établissements : pour le Collége de France, elles émanent des professeurs mêmes et de l'Institut. Ce dernier corps intervenait aussi précédemment dans les présentations destinées à pourvoir aux chaires de l'École Polytechnique; il a été dépouillé de cette attri-

bution par M. le maréchal Soult, dont le nom restera attaché à cette attaque dirigée contre le premier corps savant et littéraire de l'Europe. Nous ne parlons pas d'une foule d'emplois placés hors de toute catégorie, et qui dépendent des divers ministères, tels que ceux de médecin, d'architecte, d'économe ou de conservateur du mobilier dans une administration, d'essayeur de la garantie à la Monnaie, de directeur de certains établissements agricoles ou charitables, etc. ; nous ne pourrions retracer les dispositions qui les concernent sans étendre démesurément une nomenclature déjà trop longue, et ces postes exceptionnels ne peuvent être soumis à une règle commune.

Mais en dehors du système général, on a laissé des fonctions nombreuses et importantes qui souffrent de cette situation; nous voulons parler des employés des préfectures et des sous-préfectures et de quelques directions financières dans les départements. Ces employés sont considérés comme attachés exclusivement au département où ils sont placés : on a voulu les laisser ainsi dans une dépendance plus directe du chef auquel ils obéissent, et l'on a cru trouver en même temps dans cette combinaison un moyen d'économie. Ces avantages sont contestables, et les inconvénients ne le sont point. Dans une administration bien réglée, un chef de service exerce toujours une autorité suffisante sur ses inférieurs, même quand il ne les nomme point. Ses plaintes sont écoutées et son droit de censure admis. Entre lui et ceux qui sont placés sous ses ordres, le ministre hésite rarement; il sent trop les nécessités du service et l'intérêt de la subordination. On peut en trouver la preuve dans les administrations où la hiérarchie embrasse tous les degrés, et rattache tous les agents au chef suprême. Quant aux raisons d'économie, elles ne peuvent exister qu'autant que les employés dont nous nous occupons seraient en réalité moins payés que s'ils l'étaient directement par l'état. Or, d'où que leur vienne le salaire, il doit être suffisant et proportionné à leurs travaux et à leur talent. La mesure en est la même, que le ministre ou le préfet en règle le taux. L'état ne doit pas leur accorder une récompense supérieure à leur mérite, ce serait dilapidation ; le département ne doit pas non plus la leur accorder inférieure, ce serait injustice, dureté et mauvais calcul administratif. Ainsi, les raisons de hiérarchie et d'économie ne sont pas admissibles ; pourtant ce sont celles qui ont fait établir un régime par lequel une foule d'employés laborieux, capables, expérimentés, sont privés de tout avenir, condamnés à languir toute leur vie dans une position obscure et ingrate, et placés, à l'égard de tous les autres serviteurs de l'état, dans une condition humiliante d'infériorité. Ce malaise réagit sur les affaires publiques. Les hommes qui se sentent forts s'éloignent d'un service si mal récompensé; ceux qui y entrent n'y apportent que le découragement et la misère. Le chef du service, préfet ou directeur, ne sait le plus souvent comment combler les vides, et l'on en a vu qui, hors d'état de remplacer un employé de qui dépendait tout le travail, se trouvaient obligés de subir ses exigences, loin de jouir d'une autorité plus certaine. Nous appelons sur cette partie de l'administration l'attention de tous ceux qui veulent à tous les degrés que les services soient récompensés et la condition des fonctionnaires garantie.

En résumé, pour en revenir aux services généraux, c'est surtout l'avancement qui règle la promotion aux emplois. Son domaine se compose de toutes les fonctions qui lui sont légalement et exclusivement dévolues, et de celles où il est consacré par la pratique et par des raisons de justice et d'utilité publique. Cependant, là même où il s'exerce, les règles établies ne sont pas toujours les meilleures, et il y

pourrait occuper une plus grande place. D'un autre côté, il devrait régir des services d'où on l'a exclu. C'est ce que nous allons essayer de faire voir.

La règle qui doit présider à la distribution des emplois a été proclamée de toute ancienneté. Les états généraux disaient jadis : « Il faut pourvoir aux emplois et non aux personnes. » La même pensée était exprimée par l'empereur, qui répétait souvent : « Il faut choisir l'homme qui convient à la place, et non la place qui convient à l'homme. » Les fonctionnaires à tous les degrés sont les serviteurs de l'état; l'intérêt du service public est la considération dominante et exclusive. Choisir le plus capable, c'est-à-dire le plus savant, si la science est requise; le plus ferme, si l'énergie du caractère est nécessaire ; le plus vigoureux, s'il s'agit de fatigues à supporter : le plus discret, si l'imprudence doit être un danger ; donner à chaque poste l'homme qui lui convient le mieux, approprier l'âge, le caractère, les mœurs, l'esprit de chacun aux nécessités de l'emploi, voilà le devoir de celui qui nomme, devoir complexe, délicat, à l'accomplissement duquel on ne peut apporter trop d'attention pour éviter les surprises, trop de volonté pour déjouer les intrigues, trop de désintéressement pour résister aux obsessions de la parenté et de la camaraderie. A quels principes sera soumis l'exercice de ce pouvoir? quelle part sera faite à la règle, quelle part au pouvoir discrétionnaire? Ces questions ne peuvent guère être résolues en termes absolus, et les solutions les plus contraires ont été proposées. Les uns soutiennent que le droit de nomination aux emplois doit être entièrement abandonné à la responsabilité ministérielle, ils l'érigent en attribut nécessaire de la couronne, ils le proclament comme une de ses principales prérogatives. Les autres, au contraire, veulent exclure tout arbitraire, soumettre tous les choix à des dispositions de rigueur, et créer au profit des fonctionnaires un droit absolu. Ces théories opposées nous paraissent également excessives et inapplicables.

Prétendre que le droit de nommer aux emplois publics a été attribué à la couronne pour étendre son patronage, pour agrandir son influence et son autorité, c'est contredire l'esprit de notre révolution, qui repousse les priviléges, exclut la faveur et consacre les droits du talent et de la capacité. Cette opinion prévaut, on ne le sait que trop, dans les plus hautes régions du pouvoir : elle se laisse voir chaque jour dans ses conséquences les plus regrettables, elle contribue à accroître démesurément le nombre des emplois, au grand détriment du service et des fonctionnaires eux-mêmes ; mais de tels abus, loin de la justifier, en sont la plus formelle condamnation, et toutes les lois, tous les actes de la puissance publique qui ont restreint ce droit dans les divers services que nous avons désignés, prouvent suffisamment qu'il peut être limité sans violer la constitution. Il n'est pas plus vrai que le principe de la responsabilité des ministres implique la faculté de disposer en toute liberté des emplois publics. Combien n'abuse-t-on pas du principe de la responsabilité des ministres ! Si l'on acceptait certaines théories, aucun régime ne serait plus despotique que notre régime de liberté. On dit que toute règle est étroite, aveugle, fatale, et que l'intérêt public n'a pas de juge plus compétent, d'appréciateur plus éclairé, qu'un ministre qui peut faire la part des nécessités de toute sorte selon les temps et les lieux, mesurer le mérite, peser les circonstances et tenir une balance impartiale entre des prétentions sans nombre. Nous n'avons besoin de contester ni le caractère ni le talent des ministres et de leurs délégués ; nous les tenons tous, si l'on veut, pour sages et éclairés, mais nous voudrions, avant de leur remettre l'arbitraire, être assurés qu'ils auront toujours le loisir d'en user avec discernement, le courage de résister aux influences illégitimes qui les

assiégent, et qu'ils ne seront jamais ni hommes de partis, ni parents aveugles, ni amis complaisants. Qu'on nous donne cette assurance, et nous tenons l'arbitraire ministériel pour le plus heureux des régimes. En vain prétend-on que la responsabilité est une garantie suffisante : descend-elle jamais à ces obscurs détails! et combien de fautes lui échappent, s'il en est qu'elle empêche! Voyez les faits; observez dans sa marche le gouvernement constitutionnel. Supposez un ministère en possession d'une majorité, non pas faible, disputée, composée à grands efforts d'ambitions séduites ou de cœurs défaillants, mais convaincue, décidée, sympathique, comme le comporte le gouvernement parlementaire dans son état normal, et voyez à quoi se réduit la garantie de la responsabilité ministérielle, appliquée aux intérêts secondaires. Une pensée politique dominante absorbe toutes les autres questions et ne laisse plus de place à aucune contradiction de détail. Imaginez, pour ne pas sortir de notre sujet, un débat s'engageant sur une nomination qui sera condamnée par l'opposition. La majorité dédaigne cette mesquine attaque, défend de prononcer des noms propres et n'a pour s'éclairer que la parole amie d'un ministre qu'elle soutient. Admettons pourtant que, dans une circonstance spéciale, le scandale ait été assez grand pour déconcerter le parti du gouvernement, pour braver les scrupules de la tribune, pour exclure toute dénégation, ne demeurera-t-il pas encore impuni? et combien d'autres échapperont à tout contrôle et, pour avoir moins irrité l'opinion, auront été également dommageables au service public!

Ce n'est donc ni au nom de la prérogative royale ni au nom de la responsabilité ministérielle que l'on peut condamner les règles destinées à présider à la distribution des emplois, mais ce n'est pas non plus au nom du droit des fonctionnaires qu'elles peuvent être défendues. Les fonctionnaires n'ont aucun droit fondé sur leur intérêt privé, s'il ne se lie étroitement à l'intérêt public. L'état leur doit sa protection, sa sollicitude, mais il est tenu en premier ordre de veiller au service public dont ils ne sont que les instruments.

Le problème consiste à concilier dans une juste mesure la règle et l'arbitraire, de manière que, loin de se détruire, ils se prêtent un mutuel secours, que la règle corrige l'arbitraire et l'arbitraire la règle. Or, les termes de la question se modifient selon l'importance des emplois et la nature des services. Essayons d'indiquer les principes les plus généraux de cette grave matière.

Certaines fonctions résistent par leur nature à toutes conditions explicites d'aptitude, et l'accès en doit être entièrement libre. Ce sont les fonctions politiques, celles qui se lient à la marche même du gouvernement, à ses rapports avec les pouvoirs parlementaires. Il est nécessaire que les ministres soient entourés d'hommes qui s'unissent intimement à eux, qui partagent leurs idées et leur fortune, et qui, élevés au pouvoir par le même succès, doivent en descendre par une chute commune. C'est un secours et une force pour un cabinet, et l'intérêt qu'ont les ministres à ne point se donner des auxiliaires qui seraient dépourvus de talent ou privés d'influence ne permet pas de craindre que les postes ainsi donnés ne tombent dans des mains incapables. Il faut seulement éviter de placer dans cette catégorie des emplois qui exigeraient des connaissances techniques et une expérience pratique dont manqueraient les élus de la politique.

La règle n'est jamais qu'une garantie contre l'abus, et elle est toujours une entrave; elle ne doit donc pas exercer son empire dans les cas où l'abus est peu probable et où le pouvoir a besoin d'une grande latitude. Cette réflexion s'ap-

plique aux situations les plus élevées de l'administration. Les conditions d'aptitude y doivent être ou nulles ou établies en termes très-généraux. Il y a deux raisons pour qu'il en soit ainsi. D'abord l'importance du titre est en elle-même un obstacle à des promotions qui ne reposeraient que sur la faveur : de telles promotions sont publiques ; elles excitent vivement l'attention, elles touchent toutes les ambitions rivales, souvent aussi jalouses que puissantes, et l'opinion publique s'en préoccupe avec ardeur. En second lieu, il faut dans les premiers rangs du service public des qualités que ne donnent point la routine et la simple pratique des affaires, l'étendue de l'esprit, la justesse du coup d'œil, des connaissances générales et approfondies, le talent de conduire les hommes. On ne trouverait pas toujours à satisfaire à ces conditions par des choix hiérarchiques. Les fonctions supérieures sont celles qui exigent le moins de science pratique. Il est de l'intérêt de l'état que les hommes éminents révélés par de grands travaux, par les discussions des chambres, par les succès de l'intelligence, puissent toujours être appelés à diriger les affaires publiques. Quelquefois on a essayé de suppléer à la hiérarchie par des catégories de fonctions ou de situations dans lesquelles les nominations devraient se renfermer. Cet expédient a plus d'inconvénients que d'avantages : les catégories autorisent plus souvent les mauvais choix qu'elles ne préparent les bons, et quand il s'agit de fonctions placées, par leur importance, sous la seule garantie de la responsabilité des ministres, il ne faut point la soulager par des entraves secondaires.

Après avoir ainsi fait la part des besoins de la politique et des nécessités propres aux premiers emplois, on peut plus aisément proclamer la règle dans les fonctions inférieures. En général, plus on descend l'échelle des emplois, plus il est facile et juste de consacrer des droits et de circonscrire le territoire laissé à l'arbitraire : en effet, le nombre des candidats admissibles est en raison inverse de l'importance des fonctions. Dans les emplois intermédiaires, une aptitude spéciale est nécessaire, car il y faut agir plus que diriger, et exécuter plus que prescrire. L'abus pourrait d'ailleurs s'y introduire plus aisément à la faveur du nombre des emplois à distribuer et du peu de publicité des nominations. La constitution de l'armée nous fournit sur ce point des données précieuses. Cependant nous n'entendons point étendre à d'autres services les droits qu'elle accorde à l'ancienneté; il faut que les nominations soient toujours le résultat d'une appréciation intelligente et éclairée. La règle doit consister en même temps dans la possession de titres ou de grades antérieurs qui établissent une présomption d'aptitude, et dans l'obligation de vérifier l'aptitude réelle par des moyens déterminés, les plus propres à la constater d'une manière exacte. A part de rares exceptions, toute nomination doit être faite dans la classe ou le grade immédiatement inférieur : cet encouragement est dû aux fonctionnaires qui ont déjà su se faire une place dans la hiérarchie, et les candidats les plus aptes se trouvent presque toujours dans leurs rangs. Toute infraction à cette règle est une exception qui a besoin d'être motivée. Enfin, parmi les titulaires du même degré, l'ancienneté doit prévaloir à mérite égal. Mais comment sera constaté le mérite? C'est la question la plus essentielle, celle d'où dépend la bonne composition du personnel public. Cette constatation doit se faire avec soin, résulter de preuves réitérées, et pouvoir être elle-même contrôlée et vérifiée; arrière ces jugements qui se glissent à l'oreille, que la jalousie envenime, que la faveur adoucit, et qui ne sont pas assez sincères pour oser s'avouer. Il est vrai que nous vivons dans un temps d'indiscrétion où nul ne peut compter sur le

secret, même dans les choses qui le veulent impérieusement, dans un temps de ménagements et de compromis où l'on craint de se faire des ennemis; mais ces mœurs complaisantes et lâches ne doivent pas être encouragées : il faut habituer les dépositaires de l'autorité à en supporter le poids comme ils en recueillent les profits. Quand un ministre est appelé à faire une nomination qui attachera à l'état un serviteur nouveau et exclura peut-être vingt concurrents dont l'aptitude est certaine, aucun renseignement n'est superflu, aucune vérification n'est trop minutieuse. Point d'examens; toutes les fonctions n'en comportent pas, tous les candidats ne sont pas disposés à cette épreuve réservée aux débutants. Celui qui exerce déjà une fonction subit un examen permanent ; il suffit de tenir une note exacte de ses travaux, d'en conserver la trace, d'en indiquer avec précision le nombre et la valeur : c'est à la fois un sujet perpétuel d'émulation dans l'œuvre de chaque jour et un moyen certain d'appréciation quand vient le jour d'une promotion. Cette promotion sera elle-même précédée d'une présentation du chef intermédiaire appuyée sur des faits précis et circonstanciés, et la nomination, après de telles précautions, pourra difficilement méconnaître les droits de la capacité et des services déjà rendus. Voilà les règles que nous réclamons. et nous ne croyons point qu'elles contrarient aucun intérêt légitime de l'administration. Peut-être écarteront-elles la sottise en crédit et l'intrigue remuante; mais qui stipule au nom de la sottise et de l'intrigue? Dans les emplois qui n'appartiennent point à la hiérarchie d'un service organisé, d'autres dispositions doivent être adoptées. Les présentations des conseils des établissements, celles de l'Institut dans les fonctions où il est en état d'apprécier les candidats, offrent des garanties satisfaisantes. Nous les préférons notamment aux concours, bons pour les jeunes aspirants à l'entrée de la carrière, imparfaits et trompeurs dans les emplois qui conviennent à des hommes plus âgés, à des hommes quelquefois déjà célèbres, et peu disposés à jouer leur réputation dans les hasards de ces luttes épineuses, et à s'exposer à perdre en quelques heures le fruit des travaux de toute une vie.

Telle est, à notre avis, la conduite générale que l'administration doit s'imposer dans les nominations aux emplois intermédiaires : elle diffère peu des procédés actuellement suivis dans plusieurs services publics ; mais il en est où l'on repousse toute gêne, où l'on prétend que l'arbitraire doit être entier. On place dans ce régime exceptionnel la diplomatie, l'ordre judiciaire et l'administration départementale. Cette prétention est-elle fondée? C'est ce que nous allons examiner. Nous parlerons en même temps d'un corps spécial de magistrature à l'occasion duquel s'élèvent des questions analogues.

Il n'est pas de carrière qui exige plus d'expérience, de connaissances générales et d'habitudes pratiques que la diplomatie, mais il n'en est pas non plus où les conditions d'aptitude soient plus relatives. qui engage de plus près les premiers intérêts de l'état et la responsabilité des ministres, qui réclame enfin plus de confiance réciproque, de communauté d'idées entre le chef et l'agent, et de sympathie dans l'obéissance et dans le commandement : on ne peut donc la soumettre à des règles étroites. L'ancienneté peut n'être d'aucune considération, et le talent même ne point suffire à telle nécessité accidentelle. Ajoutons qu'un personnel très-limité ne laisserait pas toujours une suffisante latitude à des choix concentrés dans ses rangs, et que le recrutement du corps n'est point entouré, quant à présent du moins, des précautions propres à en exclure l'incapacité. On y accorde trop au nom, à la richesse, à la situation sociale, trop peu au

mérite et à l'intelligence. Il faut donc qu'en dehors des cadres puissent se faire toutes les nominations commandées par l'intérêt du service. Nous n'ignorons point les abus qui ont excité de justes plaintes, les sacrifices faits à une politique corruptrice, le découragement jeté dans les rangs inférieurs; nous condamnons des écarts déplorables, mais quel esprit sage proposerait de dépouiller l'état de ses prérogatives nécessaires, parce qu'elles ont été temporairement détournées de leur but légitime ?

Aucune de ces considérations ne s'applique aux nominations judiciaires. Les choix peuvent s'exercer dans un cercle étendu, les candidats capables sont nombreux, les fonctions à conférer exigent avant tout le caractère et l'indépendance et non la souplesse et la dextérité. Or, quel intérêt plus élevé que celui de la bonne composition de la magistrature? De tout temps il a excité la sollicitude des organes de la nation et commandé des dispositions protectrices. On peut dire de la règle, en beaucoup de choses de gouvernement, ce que Mme de Staël disait de la liberté, que c'est elle qui est ancienne et l'arbitraire qui est nouveau. En 1356, les états généraux, assemblés pendant la captivité du roi Jean, demandaient que les offices de justice ne fussent donnés que « par bonne et mûre délibération, en pourvoyant aux offices et non aux personnes. » L'ordonnance du 14 mai 1358 consacre ce vœu. En 1408, les offices de président et autres gens du parlement sont remis à l'élection du parlement lui-même. Plus tard, l'élection directe est supprimée et remplacée par une liste de présentation dressée au scrutin. Enfin, après le rétablissement de la vénalité des charges, des ordonnances veulent qu'avant la réception de ceux qui en auront été pourvus, il soit « informé de leurs vie, mœurs et conversation » et procédé à un examen « tant sur la loi que sur la pratique et en la fortuite ouverture de chacun livre qui se fera en trois endroits pour le moins.» Si l'information et l'examen ne sont pas suffisants, l'admission est refusée. Telles sont les précautions prises sous un régime absolu ; elles étaient plus sérieuses que celles dont on use aujourd'hui. La loi, en effet, pour tous les emplois judiciaires, n'exige, comme nous l'avons déjà dit, qu'un diplôme de licencié et deux années de stage au barreau. Cependant les nominations ont ordinairement lieu sur une présentation des chefs des cours royales; mais cette présentation, seul moyen d'information du pouvoir qui nomme, n'est pas toujours suivie. Les principaux inconvénients des formes actuelles tiennent à l'absence de noviciat judiciaire; si cette préparation aux fonctions de la magistrature était constituée sur des bases solides, elle lèverait les principales difficultés. On peut remarquer, en effet, que partout où le noviciat est constitué, les règles hiérarchiques s'observent. Il conviendrait en outre de créer des moyens plus nombreux de constater le mérite et les services des magistrats de l'ordre le moins élevé. Ils dépendent trop des impressions favorables ou contraires de leurs supérieurs ; quiconque a eu le malheur de déplaire se voit fermer toute chance d'avancement. La politique, qui devrait au moins respecter le temple de la justice, est trop souvent admise à contrôler les choix ou à les dicter. Au reste, la multiplicité des emplois, les inconvénients attachés à une trop grande mobilité, ne permettent point de constituer une hiérarchie régulière et de créer des grades et des classes par lesquels les aspirants aux emplois supérieurs soient tenus de passer successivement. Enfin, la convenance et la nécessité d'appeler les membres du barreau dans la magistrature à laquelle ils ont de tout temps rendu de grands services s'opposent à ce que les nominations soient exclusivement attribuées à l'avancement. Il faut donc laisser une grande

part d'autorité au pouvoir qui fait les nominations. Puisse-t-il ne consulter jamais que les besoins du service et le mérite des candidats !

Des ministres, pour s'affranchir de toute règle, ont prétendu qu'il était nécessaire de réserver au gouvernement le droit de nommer qui bon lui semble aux emplois de sous-préfet et de préfet, de chef de bureau, de chef de division et de directeur dans les administrations centrales, d'inspecteur général dans les services du ministère de l'intérieur. Ces emplois, il est vrai, sont d'une espèce particulière, et ne peuvent être soumis à des règles aussi étroites que ceux des finances ou des ponts et chaussées; ils ne sont point purement techniques, et plusieurs touchent à la politique. Cependant, nous ne trouvons aucun motif plausible pour ne pas circonscrire le choix dans le cercle des fonctionnaires déjà éprouvés et instruits dans des postes moins élevés. A quelles catégories seraient empruntées les promotions faites hors de ce cercle? On a vu, à d'autres époques, dans les moments de crise, où les choix hiérarchiques cédaient le pas aux nécessités politiques, ce que l'administration en pouvait attendre. Un sous-préfet, un préfet, un chef du service central, un inspecteur général, ne s'improvisent point. Combien d'intérêts confiés à leur zèle! quelle somme de connaissances indispensables : l'économie politique et sociale, la statistique, le droit public et administratif, les traditions consacrées par l'usage! Les meilleurs choix ont été faits dans la hiérarchie, et si, parmi ceux qui lui étaient étrangers, plusieurs n'ont pas compromis le service public, aucun n'a toutefois fait briller des qualités qu'on n'eût pas rencontrées au moins au même degré dans les catégories fournies par les cadres administratifs. Ces catégories sont nombreuses, elles renferment des esprits et des capacités de tout genre; on ne risquerait jamais, en s'y renfermant, de ne point pouvoir donner à chaque emploi un agent capable et à chaque nécessité publique une satisfaction complète.

En dehors de ces services généraux, le mode de recrutement et d'avancement intérieur de la cour des comptes réclame une attention spéciale. Sa constitution primitive portait l'empreinte des principes d'ordre et de régularité qui régnaient sous l'empire. En cas de vacance d'une place de conseiller maître, il devait être fait une liste de six référendaires distingués par leur talent et leur zèle ; la nomination ne devait donc pas être entièrement arbitraire. Les référendaires étant divisés en deux classes, l'ancienneté déterminait pour moitié le passage de la seconde à la première : cette dernière règle était absolue, et il a fallu la respecter; mais pour la nomination des référendaires et des conseillers maîtres, aucune condition n'est exigée, et les choix ont plus d'une fois donné lieu aux plaintes les plus vives. Rien ne serait pourtant plus facile que de régler ces nominations de manière à donner tout à la fois à la cour des comptes des magistrats très-habiles et très-recommandables, et aux divers services financiers, par l'espoir d'y voir entrer leurs membres, un juste sujet d'émulation. Ce grand corps a reçu, dans ces derniers temps surtout, des attributions très-élevées qui lui donnent une part réelle dans le gouvernement, et qui ne permettent pas plus de le composer de simples comptables, habiles seulement à vérifier des chiffres, que de personnages politiques étrangers aux questions de comptabilité. A toutes les époques, le rôle de la cour des comptes a été considérable, et l'on a compris la nécessité d'y encourager, par l'espoir de l'avancement, le zèle des rangs inférieurs. Nous en trouvons la preuve dans des lettres patentes du 18 août 1406, qui ont pour objet de décider que des clercs de la chambre des comptes seront appelés à remplir les charges de conseillers maîtres ; elles s'appuient sur l'ancien usage suivant lequel, en cas de

vacances, les places de maîtres des comptes étaient données, sur la présentation de la chambre, à ceux « qui longuement avoient servy et qui savoient et cognoissoient les besoignes, et par ainsi les autres clercs de moyen aâge, considérans lesdittes rémunéracions, estoient plus encouragez de travailler et pener diligemment ondit fait, pour parvenir et avoir ce degré ouquel aucun ne peut gueres estre expert se il n'a longuement exercé le fait, et par ce en estoient les besoignes et affaires mieulz soutenuez et serchéez. »

Telles sont les règles générales qui régissent ou qui, selon nous, devraient régir la composition du personnel des services publics. Si nous considérons les faits, il faut reconnaître que la plupart de ces services sont soumis à des dispositions sages et tutélaires. Quand on étudie de bonne foi et sans esprit de parti l'administration française dans ses innombrables détails, on y aperçoit, malgré des abus toujours trop nombreux, mais inévitables, un esprit d'ordre incontestable et un système de garanties qui oppose de solides obstacles aux excès de l'arbitraire. De mauvais choix ont introduit dans les fonctions publiques des hommes qui ne méritaient point ou qui méritaient peu d'y entrer; mais ces erreurs regrettables ont été plus éclatantes que nombreuses. Ce n'est pas une raison pour en permettre le retour : c'en est une pour ne pas condamner trop sévèrement un régime qui a plus arrêté que permis de tels écarts. Nous avons indiqué les moyens propres à le compléter; ils se réduisent à un certain nombre de dispositions simples, dont l'application n'est pas aussi difficile qu'on le suppose. Ces dispositions ne nous paraissent point de nature à être formulées en loi, comme l'avaient demandé les auteurs de la proposition dont nous avons déjà parlé. Une telle loi devrait embrasser trop de situations différentes : si elle voulait être rigoureuse pour prévenir tout abus, elle gênerait d'une manière fâcheuse certaines parties du service public ; si elle admettait des exceptions pour faire la part de toutes les nécessités, elle ouvrirait la porte aux abus même contre lesquels elle serait dirigée. Des ordonnances délibérées par le conseil d'état peuvent seules régler cette matière, sauf l'intervention de la loi pour quelques mesures qui ne pourraient être prises sans y recourir. Nous croyons avoir suffisamment indiqué le but général que devrait se proposer le gouvernement : à l'entrée des carrières, créer des garanties applicables à tous les services, et dont le modèle se trouve déjà dans plusieurs, donner la sanction de règlements obligatoires aux mesures adoptées dans les administrations financières, les coordonner, les rendre uniformes, subordonner partout l'admission à une aptitude constatée par un examen, y joindre la garantie d'un stage, constituer un noviciat judiciaire; préparer des hommes aux délicates fonctions de la diplomatie, aux devoirs austères de l'administration ; organiser, comme point de départ, un enseignement sérieux et approfondi des sciences politiques, administratives et financières; — pour le partage des autres emplois, accorder à l'avancement tous les priviléges compatibles avec l'intérêt public, réserver à la politique les positions qui lui sont nécessaires, aux talents supérieurs les emplois assez élevés pour que l'intrigue n'y puisse atteindre, combiner dans une proportion convenable les droits de l'ancienneté et ceux du talent, ne laisser à l'arbitraire, dans la diplomatie, dans la magistrature, dans l'administration, que la part rigoureusement nécessaire; en un mot, consacrer partout les priviléges de la capacité, cette loi d'un pays qui a détruit l'hérédité des charges et la vénalité des emplois, et ne laisser jamais sans récompenses les services rendus, premier titre à l'estime publique et à la confiance de l'état, titre sacré que les premiers des citoyens, ceux même que leur naissance

a placés sur les marches du trône, ne laissent échapper aucune occasion d'acquérir : telles sont, selon nous, les données générales du problème.

Nous avons dit comment s'acquièrent les fonctions publiques ; il nous reste à retracer les droits et les devoirs de ceux qui les occupent.

VIVIEN.

Mme DU CHATELET.

LETTRES INÉDITES

AU MARÉCHAL DE RICHELIEU ET A SAINT-LAMBERT.

On s'est beaucoup occupé de Voltaire dans ces derniers temps, et après tant d'attaques violentes et de jugements passionnés, c'était justice de revenir à ce grand homme avec impartialité ou plutôt avec reconnaissance. Voltaire a été le hardi fondateur de cet esprit de tolérance politique et religieuse que, malgré quelques essais infructueux en sens contraire, la génération actuelle tient à honneur de maintenir. Voltaire fut le représentant de tout un siècle. M. de Châteaubriand l'a dit : « Voltaire est à lui seul toute l'histoire de France de son temps. » Nous n'avons point à rappeler ici ce qu'a fait pour la France et pour le monde ce bienfaisant génie à qui Paris doit encore une statue auprès de celle de Molière. Nous entreprenons une tâche plus humble. Il y a presque toujours dans la vie des grands hommes une attrayante figure de femme dont les biographes attachés à la principale figure dédaignent de s'occuper, ou qu'ils ne nous rendent qu'imparfaitement. N'est-ce pas aux femmes qui tiennent une plume de revendiquer ces touchantes et nobles mémoires trop souvent méconnues par la postérité? Les femmes sont un peu traitées par les historiens et par les moralistes comme on traite les nations vaincues, c'est-à-dire que leur personnalité s'efface, disparaît, ou tout au moins se confond dans celle de l'homme qui les a dominées. Ce qu'elles eurent d'originalité, de grandeur, et quelquefois de génie, ne leur est reconnu que comme un reflet de l'esprit de l'homme célèbre qu'elles ont aimé.

C'eût été pourtant, même sans le prestige de la renommée de Voltaire, une femme vraiment supérieure par le cœur et par l'esprit, qu'Émilie-Gabrielle, marquise du Châtelet. Née à Paris, en 1706, elle était fille du baron de Breteuil,

introducteur des ambassadeurs. Douée d'une vive intelligence, elle apprit dès son enfance, et comme en se jouant, l'italien et le latin. Elle avait commencé à quinze ans une traduction de Virgile, et les fragments qui restent de cette étude prouvent combien elle avait dès lors le sentiment des beautés de l'original. Ce jeune esprit s'exerçait aussi à faire des observations grammaticales et littéraires sur les grands écrivains du règne de Louis XIV, et c'est ainsi que se forma ce goût d'une exquise délicatesse, qui fut plus tard si salutaire au génie de Voltaire. A ces fortes études, l'éducation du temps, comme celle de nos jours, en joignait de moins sévères. La jeune Émilie avait une voix charmante ; elle apprit la musique, la déclamation, la danse, l'équitation, elle apprit même le jeu, car c'était alors un des plus vifs amusements du monde, et les jeunes femmes se le permettaient aussitôt après leur mariage. Voltaire aperçut quelquefois l'aimable et studieuse enfant chez son père, puis il la perdit de vue, et ne la retrouva qu'en 1733. Elle fut mariée à dix-neuf ans au marquis du Châtelet-Lomont, lieutenant général des armées du roi, et d'une des plus anciennes maisons de Lorraine; le contrat fut passé à Versailles, le 4 juin 1725, devant Louis XV et la famille royale.

La jeune femme fit son entrée dans le monde à une époque où débordait la licence, et, sans s'abandonner au torrent comme tant d'autres, elle ne sut pas s'y dérober entièrement. Ce fut dans ces années d'entraînement et d'inexpérience qu'elle rencontra ce brillant maréchal de Richelieu, « cet homme extraordinaire qui, à vingt ans, avait été deux fois à la Bastille pour la témérité de ses galanteries, qui, par l'éclat et le nombre de ses aventures, avait fait naître parmi les femmes une espèce de mode et presque regarder comme un honneur d'être déshonorées par lui (1). » Mme du Châtelet eut la faiblesse d'aimer le maréchal de Richelieu, alors jeune, charmant, dans la fleur de la galanterie; elle mit tout son cœur dans cette liaison passagère, comme elle le mettait dans chaque sentiment qu'elle éprouvait; elle souffrit beaucoup de la légèreté du brillant séducteur, et lui retira dignement son amour en le forçant à garder pour elle une amitié et une estime qu'il accordait rarement aux femmes dont il avait été aimé. Elle continua d'entretenir avec le maréchal un commerce de lettres dont quelques-unes sont parvenues jusqu'à nous. Il est curieux d'y voir la transformation d'une tendresse orageuse en une sereine amitié. Quand le duc de Richelieu se maria à la princesse de Guise, Mme du Châtelet devint l'amie de sa jeune femme; elle lui inspira le goût des sciences. Souvent, durant ses voyages à Paris, elle logeait à l'hôtel de Richelieu; Voltaire était lié avec le maréchal, il avait même contribué à son mariage, et, grâce à un philosophique oubli du passé, il se forma entre ces quatre personnes une amitié sincère et pleine d'agréments.

(1) Condorcet, *Vie de Voltaire*. — Pour comprendre la dissolution des mœurs de la noblesse à cette époque, il faut avoir parcouru les lettres adressées au maréchal de Richelieu par les femmes de la cour et les princesses du sang, qui, selon l'expression malheureusement si juste de Condorcet, *tenaient à honneur d'être déshonorées par lui*. Jamais la licence du langage n'a été poussée plus loin. Dans la langue comme dans les mœurs, la corruption est venue des hautes classes. Parmi ces lettres écrites à Richelieu par les femmes qui l'ont aimé, celles de Mme du Châtelet (et celles aussi de Mme de La Popelinière) expriment seules une émotion vraie et des sentiments délicats dans un langage décent. Cette *correspondance générale* d'amour, conservée avec soin par la vanité du don Juan de l'époque, fait aujourd'hui partie de la précieuse collection d'autographes de M. Feuillet de Conches.

« Qui l'aurait jamais cru, écrivait (1) Mme du Châtelet au maréchal après une maladie, qu'entre Mme de Richelieu, Voltaire et vous, l'amitié eût pu me faire regretter? A peine l'espérais-je de l'amour. On n'est heureux que par ces deux sentiments. J'avoue qu'ils font le bonheur de ma vie et que je ne demanderais aux dieux (s'il y en a) que de passer ma vie dans cette partie carrée, où il serait également doux d'être le tiers et le quart..... Je crois que je vaux réellement quelque chose depuis que je commence à croire que vous avez pour moi une amitié solide..... Vous connaissez mon cœur, et vous savez combien il est vraiment occupé (de Voltaire); je m'applaudis d'aimer en vous l'ami de mon amant.

» Ce sentiment ajouterait encore à la douceur que je trouve dans votre amitié, si je ne l'avais pas empoisonné; je ne me pardonne point d'avoir eu pour vous des sentiments passagers, quelque légers qu'ils aient été; assurément le caractère de mon amitié doit réparer cette faute, et si c'est à elle que je dois la vôtre, je dirai, malgré tous mes remords, *ô felix culpa!* »

On le voit, dans cette lettre, une singulière légèreté de ton, inspirée sans doute par le souvenir de l'homme, se mêle à des réflexions sérieuses. Une autre fois, elle lui écrivait d'un accent plus ému (2) :

« Je n'aurais jamais dû vous dire ce que je vous ai avoué; mais je n'ai pu me refuser la douceur de vous faire voir que je vous ai toujours rendu justice, et que j'ai toujours senti tout ce que vous valez. L'amitié d'un cœur comme le vôtre me paraît le plus beau présent du ciel, et je ne me consolerais jamais si je n'étais sûre que vous ne pouvez, malgré toutes vos résolutions, vous empêcher d'en avoir pour moi. Au milieu du sentiment vif qui emporte mon âme et qui fait disparaître le reste à mes yeux, je sens que vous êtes une exception à cet abandonnement de moi-même et de tout autre attachement. J'ai tout quitté pour vivre avec la seule personne qui ait jamais pu remplir mon cœur et mon esprit; mais je quitterais tout dans l'univers, *hors elle,* pour jouir avec vous des douceurs de l'amitié. Ces deux sentiments ne sont point incompatibles, puisque mon cœur les rassemble sans avoir de reproches à se faire. Je n'ai jamais eu de véritable passion que pour ce qui fait à présent le charme et le tourment de ma vie, mon bien et mon mal; mais je n'ai jamais eu de véritable amitié que pour Mme de Richelieu et pour vous. J'ai conservé ce sentiment si cher à mon cœur au milieu de la plus grande ivresse, et je le conserverai toute ma vie. »

Puis, dans un moment où Voltaire est poursuivi, elle écrit au maréchal :

« On passe sa vie avec des vipères envieuses; c'est bien la peine de vivre et d'être jeune. Je voudrais avoir cinquante ans et être dans une campagne avec mon malheureux ami, Mme de Richelieu et vous. Hélas! on passe sa vie à faire le projet d'être heureux, et on ne l'exécute jamais. »

Mme du Châtelet était grande, svelte et brune. Nous avons vu un fort beau pastel qui la représentait à vingt ans, dans ce moment de première jeunesse dis-

(1) Fragments d'une lettre inédite de Mme du Châtelet au maréchal de Richelieu, faisant partie de la collection de M. Feuillet de Conches.

(2) Ce fragment et les suivants sont extraits d'une brochure extrêmement rare, imprimée à Genève en 1786, ayant pour titre : *Lettres de Voltaire et de sa célèbre amie.*

sipée. Le jour où l'artiste a tracé pour la postérité cette vivante image, la marquise portait une agaçante robe bleue pomponnée de blanc; ses cheveux légèrement poudrés faisaient paraître plus éclatant encore son grand œil noir, qui rayonnait sous un épais sourcil. Sa bouche expressive souriait; sa taille souple et fine s'épanouissait dans un corsage de soie. Telle elle était alors, telle elle fut jusqu'à la fin de sa vie si courte, car sa beauté consistait surtout dans une vive physionomie, mélange de force et de grâce, qui, à quarante ans comme à vingt, était encore jeune et séduisante.

Les fêtes de la cour, où sa naissance l'appelait et où elle brillait par la distinction de son esprit, les plaisirs variés de cette brillante société du XVIIIe siècle, ne suffisaient pas cependant à remplir la vie de la jeune femme; quelquefois elle se dérobait au monde pour revenir à l'étude. Elle avait eu trois enfants dans les premières années de son mariage : une fille (1) et deux fils; elle eut le malheur de perdre un de ses fils, et dans son affliction elle songea à former l'intelligence de celui qui lui restait au contact de la sienne (2). Nous la verrons plus tard adresser à ce fils un livre composé durant des veilles laborieuses qui formaient un piquant contraste avec d'autres veilles consacrées au plaisir. Du reste, tous les êtres d'élite de cette époque furent ainsi; ils recherchèrent ardemment le plaisir, mais, le plaisir ne les satisfaisant pas, ils se rejetaient sur les sciences : ils étaient avides de tout ce que peut connaître et sentir l'âme humaine, et se purifiaient pour ainsi dire en éclairant leur raison.

C'est au moment de ce retour à des goûts sérieux que Voltaire retrouva Mme du Châtelet; ils devaient être naturellement charmés l'un par l'autre. Tous deux réunissaient dans un mélange parfait le frivole et le sérieux, l'esprit et la raison de leur siècle, et par exception le sentiment. Par les grâces et la souplesse de son esprit, Voltaire était du monde de la marquise, et, par l'étendue de son génie, il répondait aux instincts jusqu'alors comprimés de cette vive intelligence. Il parvint facilement à se faire aimer, et durant quatorze ans il fut tout pour Mme du Châtelet. Les premières traces de leurs relations naissantes se trouvent dans la correspondance de Voltaire à la date du 3 juin 1733; Mme du Châtelet avait alors vingt-sept ans. Voltaire écrit de Paris à son ami de Cideville : « Hier, étant à la campagne, n'ayant ni tragédie, ni opéra dans la tête, pendant que la bonne compagnie jouait aux cartes, je commençai une épître en vers dédiée à une femme très-aimable et très-calomniée. » L'épître sur *la Calomnie,* dont il est ici question, fut adressée à Mme du Châtelet avant le départ de Voltaire pour Londres. Ce n'est qu'après ce voyage qu'ils se lièrent intimement. A son retour, Voltaire esquisse encore à M. de Cideville quelques traits de l'image aimée :

Elle a l'imagination
Toujours vive et toujours fleurie;
Elle a, je vous jure, un génie
Digne d'Horace et de Newton,

(1) Héloïse du Châtelet, mariée, en 1743, au duc de Montenero. « Ce Napolitain au grand nez, au visage maigre, à la poitrine enfoncée, dit Voltaire, il va nous enlever une Française aux joues rebondies. »

(2) Ce fils, créé duc du Châtelet, fut ambassadeur d'Angleterre et colonel du *régiment du roi.* Pendant la révolution, il s'empoisonna en prison pour échapper aux massacres de septembre.

Et n'en passe pas moins sa vie
Avec le monde qui l'ennuie
Et des banquiers de pharaon.

Dans l'*épître à Uranie,* la muse de Voltaire rencontre quelques accents de véritable passion :

Je vous adore, ô ma chère Uranie !
Pourquoi si tard m'avez-vous enflammé?
Qu'ai-je donc fait des beaux jours de ma vie?
Ils sont perdus : je n'avais point aimé.
J'avais cherché dans l'erreur du bel âge
Ce dieu d'amour, ce dieu de mes désirs ;
Je n'en trouvai qu'une trompeuse image,
Je n'embrassai que l'ombre des plaisirs.

Mme du Châtelet avait pour amie la duchesse de Saint-Pierre, et parfois elles allaient ensemble surprendre le poëte dans le modeste appartement qu'il occupait alors vis-à-vis de Saint-Gervais. Le duc de Forcalquier, amant de la duchesse de Saint-Pierre, accompagnait les deux jeunes femmes. On enlevait Voltaire à son travail, et on lui demandait à souper.

C'était l'amour du temps, intrigue à demi cachée, galanterie frivole mêlée de petits vers et de bonne chère ; mais dans Mme du Châtelet et dans Voltaire, l'amour devait avoir un côté plus sérieux : le goût réciproque de l'étude fortifiait en eux le sentiment. La vie de Paris les fatigua bientôt; dès le commencement de 1734, ils se retirèrent ensemble à Monjeu, près d'Autun; c'est là que Mme du Châtelet commence à lire Locke et à traduire Newton. Elle prend des leçons de Maupertuis, à qui elle écrit (1) : « Ce n'est pas pour moi que je veux devenir géomètre, c'est par amour-propre pour vous. Je sens qu'il n'est pas permis à quelqu'un qui vous a pour maître de faire des progrès si médiocres, et je ne puis vous dire à quel point j'en suis honteuse. » Plus loin, « je sens, dit-elle, combien je perdrais si je ne profitais pas de la bonté que vous avez de vouloir bien condescendre à ma faiblesse et m'apprendre des vérités si sublimes presque en badinant. J'aurai toujours par-dessus vous l'avantage d'avoir étudié avec le plus profond et en même temps le plus aimable mathématicien du monde. »

Ainsi elle mêlait l'étude au sentiment et au plaisir, et Voltaire, sous le charme de l'amour qu'elle lui inspirait, lui adressait alors ces vers :

CONTRE LES PHILOSOPHES SUR LE SOUVERAIN BIEN.

L'esprit sublime et la délicatesse,
L'oubli charmant de sa propre beauté,
L'amitié tendre et l'amour emporté,
Sont les attraits de ma belle maîtresse.
— Vieux rêvasseurs, vous qui ne sentez rien,
Vous qui cherchez dans la philosophie
L'Être suprême et le souverain bien,
Ne cherchez plus, ils sont dans Uranie!

(1) Les originaux des lettres de Mme du Châtelet à Maupertuis sont au dépôt des manuscrits de la Bibliothèque du roi. Une édition de ces lettres avait été faite ; mais elle est devenue si rare, que nous n'avons pu en découvrir qu'un seul exemplaire ; il appartient à M. Beuchot, qui a bien voulu nous le communiquer.

C'est au milieu de ces enchantements de l'amour que la publication des *Lettres philosophiques* obligea Voltaire de s'éloigner de Paris pour échapper à la persécution. Il partit pour la Champagne et se retira au château de Cirey, propriété du marquis du Châtelet depuis longtemps inhabitée. Durant cette première et courte séparation, la correspondance des deux amants fut fort active (1). Après quelques arrangements d'affaires de famille et de société, Mme du Châtelet alla rejoindre Voltaire à Cirey.

Entre deux coteaux, dans le département de la Haute-Marne, se cache le riant village de Cirey, bâti sur la lisière d'un bois; la Blaise, petite rivière, l'arrose en courant et baigne de nombreuses prairies. Les templiers possédaient à Cirey une commanderie dont il reste encore quelques vestiges. Après la condamnation des templiers par Philippe-le-Bel, le duc de Lorraine, pour obéir au pape, leur enleva leurs biens de Cirey, qu'il réunit au domaine de Ferry-d'Enfer ou du Diable, son frère et son vassal, et laissa seulement ceux qu'il avait dépossédés vivre et mourir sur leurs anciennes terres. Pour protéger son domaine ainsi augmenté, Ferry fit construire en 1220 à Cirey même un petit château fort ou *chastelet* parfaitement gardé et armé, puis il ajouta à ses autres titres celui de seigneur du Chastelet. Telle est l'origine de la famille du Châtelet. Depuis ce moment, elle ne cessa de s'allier aux premières maisons de l'Europe.

Les bâtiments du château de Cirey sont gracieusement groupés sur le penchant d'une des collines boisées au pied desquelles serpente la jolie rivière, où se baignaient de beaux cygnes. Ces bâtiments se divisent en deux parties, les constructions féodales et gothiques désignées sous le nom de vieux château et servant de communs, et le château neuf élevé sous la régence, vaste et simple maison à l'anglaise, meublée et embellie avec amour par Voltaire et Mme du Châtelet. Le site de Cirey est ravissant; au-dessus du château, de grands arbres s'échelonnent jusqu'au sommet le plus élevé de la colline, couronnée par une chapelle qui sort d'un bouquet de pins. C'est là que Voltaire allait parfois à la messe, pratiquant à l'avance ce que Béranger a dit plus tard :

On peut aller même à la messe.

La vallée de Cirey est une des plus pittoresques et des plus riches de la Champagne; la Blaise y arrose dans son cours des vergers, de grands prés, de nombreuses fabriques; puis, à l'horizon qui borne la vallée, d'autres villages se groupent sur les coteaux, et de grands bois projettent leur sombre verdure sur le fond du ciel. C'est dans ces bois qu'on courait les chevreuils que Mme du Châtelet envoyait aux *deux anges* (2); c'est dans ces bois que Voltaire chassait. « J'ai besoin de faire de grands exercices, écrivait-il à l'abbé Moussinot; je vous prie de me faire acheter un bon fusil, une jolie gibecière avec appartenances, marteaux

(1) Rien n'est resté de ces lettres intimes. « Mme du Châtelet, dit l'abbé de Voisenon dans ses *Anecdotes littéraires*, avait huit volumes in-4° et bien reliés des lettres que Voltaire lui avait écrites. On ne s'imaginerait pas que dans des lettres d'amour on s'occupât d'une autre divinité que celle dont on a le cœur plein, et qu'on fît plus d'épigrammes contre la religion que de madrigaux pour sa maîtresse. Voilà pourtant ce qui arrivait à Voltaire. »

(2) C'est ainsi que Voltaire et Mme du Châtelet appellent toujours dans leurs lettres le comte et la comtesse d'Argental, leurs confidents et leurs amis.

d'armes, tire-bourre, etc. » Et tandis qu'il passait à travers les forêts dans cet équipement, Mme du Châtelet le suivait svelte et gracieuse, montée sur sa jument l'*Hirondelle*.

L'intérieur du château de Cirey était d'une grande magnificence; c'était ce luxe intelligent et exquis que les artistes et les poëtes seuls savent se donner quand ils ont pour eux la fortune. Le président Hénault s'arrête un jour à Cirey en allant à Plombières, et il écrit au comte d'Argenson : « J'ai passé par Cirey; c'est une chose rare. Ils sont là tous deux seuls, comblés de plaisirs; l'un fait des vers de son côté, et l'autre des triangles. La maison est d'une architecture romanesque et d'une magnificence qui surprend. Voltaire a un appartement terminé par une galerie qui ressemble à ce tableau que vous avez vu de l'école d'Athènes, où sont rassemblés des instruments de tous les genres, mathématiques, chimiques, physiques, astronomiques, etc., et tout cela est accompagné d'ancien laque, de tableaux, de porcelaines de Saxe, etc.; enfin, je vous dis que l'on croit rêver. »

Voltaire avait fait graver au-dessus de la porte de la galerie dont parle le président :

Asile des beaux-arts, solitude où mon cœur
Est toujours occupé dans une paix profonde,
C'est vous qui donnez le bonheur
Que promettait en vain le monde.

Et sur la porte du belvédère où travaillait Mme du Châtelet, on lisait :

Du repos, une douce étude,
Peu de livres, point d'ennuyeux,
Un ami dans la solitude,
Voilà mon sort, il est heureux.

L'Amour avait sa statue dans cette riante demeure, et c'est aux pieds de cette statue qu'étaient gravés ces deux vers célèbres :

Qui que tu sois, voici ton maître,
Il l'est, le fut, ou le doit être.

On le voit, rien ne manquait au bonheur des deux amants. Le cadre était digne de l'intéressant tableau qu'offrait l'intimité de ces deux natures d'élite.

Mme du Châtelet était venue rejoindre Voltaire à Cirey; son mari s'était prêté à cet arrangement, et avait même présidé à l'installation du poëte. C'était dans le goût du temps; chaque grand seigneur patronait un homme de lettres. Avoir chez soi le premier d'entre tous fut une satisfaction de maître de maison à laquelle la vanité du marquis du Châtelet ne résista pas. Tantôt à la cour, tantôt à son régiment, rarement chez lui, c'était là un seigneur et maître peu gênant, et pour lequel on avait d'ailleurs de grands égards. Le plus parfait décorum présidait à cette liaison de Voltaire avec la marquise. Dans le monde, Émilie n'était pour le poëte que la *divine Émilie*, une muse, une déesse, un prodige de savoir et d'esprit; on substituait l'admiration à l'amour, on désavouait en public les vers à Uranie un peu trop tendres et significatifs. Les d'Argental seuls étaient dans la confidence.

Mais tandis que ce beau château abritait cette double vie studieuse et tendre,

Voltaire, menacé d'être arrêté par suite de la publication de ses *Lettres philosophiques,* fut obligé de quitter tout à coup Cirey. Il s'enfuit en Hollande au milieu de l'hiver. Écoutons Mme du Châtelet confier sa douleur et son inquiétude à son ami le comte d'Argental ; ici l'amour se montrera tel qu'il est d'ordinaire dans le cœur de la femme, sans autre préoccupation que celle de l'objet aimé. Dans cette correspondance, qui se continue jusqu'en 1748, et que nous prendrons souvent plaisir à citer, l'âme de Mme du Châtelet se fait voir tout entière, ardente, dévouée, délicate, s'oubliant elle-même pour s'occuper constamment de Voltaire, de sa gloire, de ses intérêts, lui sacrifiant avec joie son temps, son esprit et sa fortune, jusqu'à ce que, le cœur froissé par ce brillant égoïsme, elle essaie de retrouver l'amour, qu'il ne peut plus lui inspirer, dans un autre cœur plus jeune, tentative orageuse et vaine dont elle mourut.

Mme du Châtelet, inconsolable du départ de Voltaire, qu'elle aime alors avec toute la vivacité des premiers temps de l'amour, écrit au comte d'Argental, en décembre 1734 :

« Ange tutélaire de deux malheureux, j'ai enfin reçu de la frontière des nouvelles de votre ami ; il y est arrivé sans accident et en bonne santé. Sa malheureuse santé soutient toujours mieux les voyages qu'on n'oserait l'espérer, parce qu'en voyage il travaille moins. Cependant, quand je regarde la terre couverte de neige, ce temps sombre et épais, quand je songe dans quel climat il va et l'excessive délicatesse dont il est sur le froid, je suis prête à mourir de douleur. Je supporterais son absence, si je pouvais me rassurer sur sa santé.....

» Je ne veux point absolument qu'il aille en Prusse, et je vous le demande à genoux ; il serait perdu dans ce pays-là. Il se passerait des mois entiers avant que je pusse avoir de ses nouvelles ; je serais morte d'inquiétude avant qu'il revînt : le climat est horriblement froid..... Le prince royal n'est pas roi : quand il le sera, nous irons le voir tous deux ; mais, jusqu'à ce qu'il le soit, il n'y a nulle sûreté : son père ne connaît d'autre mérite que d'avoir six pieds de haut. Il est soupçonneux et cruel, il persécute son fils, il le tient sous un joug de fer ; il croirait que M. de Voltaire lui donnerait des conseils dangereux ; il est capable de le faire arrêter dans sa cour ou de le livrer au garde des sceaux. En un mot, point de Prusse ; je vous en supplie, ne lui en parlez plus. »

Le 30 décembre de la même année, elle exprime au comte d'Argental de nouvelles et plus vives inquiétudes, elle craint qu'on ne la sépare à jamais de Voltaire. Un de ses parents, qui lui est hostile, menace d'écrire une lettre au marquis du Châtelet pour lui dessiller les yeux ; après avoir parlé de cette crainte :

« Je désire, dit-elle, de me tromper, mais si je ne me trompe pas, comme je le crains, il est de la dernière importance que je le sache. Cela changerait toute ma vie ; il faudrait abandonner Cirey, du moins pour un temps, et venir demeurer à Paris. Là on n'aura point de prétexte de prier M. du Châtelet de ne lui point donner asile, et nous pourrons du moins nous voir. Il faudrait que j'eusse le temps de prévenir M. du Châtelet de loin, car nos affaires sont arrangées pour demeurer ici au moins encore deux ans. Nous y avons fait bien de la dépense, mais cela ne fait rien, j'en viendrai à bout, pourvu que je le sache. Il est bien affreux de quitter Cirey, mais tout vaut mieux que la lettre à M. du Châtelet..... Je vous demande

donc d'éclaircir ce mystère d'iniquité.... Ma vie, mon état, ma réputation, mon bonheur, tout est entre vos mains. »

Et le 31 décembre :

« La tête me tourne d'inquiétude et de douleur, vous vous en apercevez bien à mes lettres. Je n'ai pas eu de nouvelles de votre ami depuis le 20 ; cependant je suis bien sûre qu'il m'a écrit. Il peut arriver tant d'accidents en chemin, sa santé est si mauvaise, que les choses les plus sinistres me passent par la tête et que je suis prête à céder à mon désespoir. Il se peut encore qu'on ait reconnu son écriture et qu'on ait arrêté ses lettres....

» Il y a quinze jours que je ne passais point sans peine deux heures loin de lui. Je lui écrivais alors de ma chambre à la sienne, et il y a quinze jours que j'ignore où il est et ce qu'il fait ; je ne puis même pas jouir de la triste consolation de partager ses malheurs. Pardonnez-moi de vous étourdir de mes plaintes, mais je suis trop malheureuse. »

Janvier 1735.

« Je vous ai mandé mes raisons aussi bien que mes instances pour qu'il fût d'une sagesse extrême dans cette nouvelle édition de ses œuvres..... Il faut à tout moment le sauver de lui-même, et j'emploie plus de politique pour le conduire que tout le Vatican n'en emploie pour retenir la chrétienté dans ses fers...

» On (Voltaire) m'envoie la copie d'une lettre au prince royal (de Prusse)... Voici ce que j'y trouve : *J'aurai la hardiesse d'envoyer à votre altesse royale un manuscrit que je n'oserais jamais montrer qu'à un esprit aussi dégagé de préjugés que le vôtre, et à un prince qui, parmi tant d'hommages, mérite celui d'une confiance sans bornes.* Je connais ce manuscrit ; c'est une métaphysique d'autant plus raisonnable qu'elle ferait brûler son homme..... Jugez si j'ai frémi ; je n'en suis pas encore revenue d'étonnement, et, je vous avoue aussi, de colère. J'ai écrit une lettre fulminante ; mais elle sera si longtemps en route que le manuscrit pourra bien être parti avant qu'elle arrive, ou du moins on me le fera croire, car nous sommes quelquefois entêtés, et ce démon d'une réputation (que je trouve malentendue) ne nous quitte point. Je vous avoue que je n'ai pu m'empêcher de gémir sur mon sort, quand j'ai vu combien il fallait peu compter sur la tranquillité de ma vie ; je la passerai à combattre contre lui pour lui-même sans le sauver, à trembler pour lui, à gémir de ses fautes ou de son absence. Mais enfin telle est ma destinée, et elle m'est encore plus chère que les plus heureuses..... Confier à un prince de vingt-quatre ans dont le cœur ni l'esprit ne sont encore formés, qu'une maladie peut rendre dévot, qu'il ne connaît point, le secret de sa vie, sa tranquillité et celle des gens qui ont attaché leur vie à la sienne, en vérité, il devait ne le point faire ! Si un ami de vingt ans lui demandait ce manuscrit, il devrait le lui refuser, et il l'envoie à un inconnu et *prince !* »

Et plus loin :

« Ce serait bien ici le temps de faire imprimer cette dissertation sur les trois épîtres ; cela lui ferait plus de plaisir que cela ne vaut. Il faut lui pardonner ses faiblesses. »

En février de la même année elle écrit encore :

« Je l'aime mieux libre et heureux en Hollande que menant pour moi la vie d'un criminel dans son pays ; j'aime mieux mourir de douleur que de lui coûter une fausse démarche....

» On jouait *Alzire* à Bruxelles, à Anvers, et dans toutes les villes où il a passé. Quels chaos de gloire, d'ignominie, de bonheur, de malheur ! heureuse! heureuse l'obscurité!....

» Vous penserez que je deviens folle ; on le serait à moins. Je suis un avare à qui on a arraché tout son bien et qui craint à tout moment qu'on ne le jette dans la mer.

» ..... Plus de cour de Lorraine ; si je puis revoir votre ami, je ne veux jamais sortir de Cirey. J'en reçois dans cette minute une lettre qui me fait bien craindre qu'il ne revienne point; je suis très-mécontente de lui ; il faut enfin que je vous l'avoue, et je crains fort qu'il ne soit bien plus coupable envers moi qu'envers le ministère. Enfin nous verrons s'il reviendra ; mais, je vous le répète, je n'en crois rien, et je vous jure bien que je ne me sens pas la force de résister au chagrin que j'en ressentirais : nous le perdons sans retour, n'en doutez point ; mais qui pourrait le conserver malgré lui-même? Je n'ai rien à me reprocher, c'est une triste consolation : je ne suis pas née pour être heureuse. Je n'ose plus rien exiger de vous ; mais, si je l'osais, je vous prierais de faire encore un dernier effort sur son cœur. Mandez-lui que je suis bien malade, car je le lui mande, et qu'il me doit au moins de venir m'empêcher de mourir; je vous assure que je ne mens pas trop, car j'ai la fièvre depuis deux jours; la violence de mon imagination est capable de me faire mourir en quatre jours.

» Je suis bien plus à plaindre que je ne l'ai jamais été. Il est affreux d'avoir à me plaindre de lui ; c'est un supplice que j'ignorais. S'il vous reste encore quelque pitié pour moi, écrivez-lui ; il ne voudra point rougir à vos yeux ; je vous le demande à genoux.

» ..... Si vous aviez vu sa dernière lettre ! elle est signée et il m'appelle *madame!* C'est une disparate si singulière, que la tête m'en a tourné de douleur.

» M. du Châtelet me persécute pour aller en Lorraine au mariage de Mme la princesse, mais je n'en veux rien faire : une noce et une cour me désoleraient. L'endroit où j'ai vu votre ami est le seul que je puisse habiter... »

Et en finissant :

« Ses lauriers le suivent partout, mais à quoi lui sert tant de gloire? un bonheur obscur vaudrait bien mieux. *O vanas hominum mentes! ô pectora cœca! Vale, et me ama et ignosce.* »

Ici s'interrompt cette correspondance avec M. d'Argental; nous la retrouverons trois ans plus tard. Ces fragments ont suffi pour initier le lecteur à ce qu'était l'amour de Mme du Châtelet pour Voltaire ; quel dévouement ! quel oubli d'elle-même! quelle préoccupation incessante de l'être aimé ! Elle tremble pour sa santé, pour son repos, pour sa réputation ; elle songe même à satisfaire ses faiblesses littéraires; c'est bien là un cœur de femme, c'est un de ces cœurs que l'égoïsme de Mme du Deffant était incapable de comprendre (1). Les fragments de ces lettres

(1) « Émilie, dit Mme du Deffant dans un portrait satirique qu'elle a tracé de Mme du

font revivre Mme du Châtelet telle qu'elle fut. Dans une correspondance intime, on se découvre bien mieux que dans des mémoires où l'on pose presque toujours pour la postérité.

Après quelques mois de séjour en Hollande, Voltaire revient à Cirey, et tous les tourments de Mme du Châtelet font place au bonheur. Les trois plus belles années de cette liaison, qui dura près de quinze ans, s'écoulèrent de 1735 à 1738. Durant ces trois ans, leur amour fut sincère et parfait; non-seulement les vers plus émus de Voltaire en font foi, mais, dans sa correspondance à la date de ces années, on découvre à chaque instant la vérité et la force du sentiment qu'il éprouvait pour elle. C'est de ce temps que sont ces vers :

Tout est égal, et la nature sage
Veut au niveau ranger tous les humains.
Esprit, raison, beaux yeux, charmant visage,
Fleur de santé, doux loisirs, jours sereins,
Vous avez tout, c'est là votre partage;
Moi je parais un être infortuné,
De la nature enfant abandonné,
Et n'avoir rien semble mon apanage :
Mais vous m'aimez, les dieux m'ont tout donné!

Mme du Châtelet ne faisait pas de vers; elle en fit un seul pour Voltaire, et c'est un vers latin :

Post genitis hic carus erit, nunc carus amicis (1).

Ce vers, qui fut gravé au bas du portrait de Voltaire, devait l'être plus tard sur son tombeau (2). Mais ces jeux d'esprit de leur tendresse n'étaient qu'un délassement pour ces deux grandes intelligences; des études plus sérieuses les captivaient. Voltaire composait à Cirey ses plus belles tragédies et ébauchait son *Siècle de Louis XIV*. Mme du Châtelet, éprise de la philosophie de Leibnitz, la défendait contre Voltaire et Maupertuis, et écrivait pour son fils les *Institutions de Physique*. Les spirituelles railleries de l'auteur de *Candide* ne pouvaient la détacher de sa tendance à l'optimisme où se révélait son amour des grandes conceptions. Nous citerons ce passage remarquable de la dédicace à son fils :

« Jusqu'au dernier siècle, les sciences ont été un secret impénétrable, auquel les prétendus savants étaient seuls initiés; c'était une espèce de cabale dont le chiffre consistait en des mots barbares qui semblaient inventés pour obscurcir l'esprit et pour le rebuter.

» Descartes parut dans cette nuit profonde comme un astre qui venait éclairer l'univers; la révolution que ce grand homme a causée dans les sciences est sûre-

Châtelet, travaille avec tant de soins à paraître ce qu'elle n'est pas, qu'on ne sait plus ce qu'elle est en effet. Elle est née avec assez d'esprit; le désir de paraître en avoir davantage lui a fait préférer l'étude des sciences abstraites aux connaissances agréables. Elle croit, par cette singularité, parvenir à une plus grande réputation et à une supériorité décidée sur toutes les femmes, etc. »

(1) « Un jour, il sera cher à tous les hommes autant qu'il l'est aujourd'hui à ses amis. »

(2) Dans le cloître de l'abbaye de Scellières, où Voltaire fut d'abord inhumé.

ment plus utile et peut-être même plus mémorable que celle des plus grands empires, et l'on peut dire que c'est à Descartes que la raison humaine doit le plus; car il est bien plus aisé de trouver la vérité quand on est une fois sur ses traces que de quitter celles de l'erreur. La Géométrie de ce grand homme, sa Dioptrique, sa Méthode, sont des chefs-d'œuvre de sagacité qui rendront son nom immortel, et s'il s'est trompé sur quelques points de physique, c'est qu'il était homme, et qu'il n'est pas donné à un seul homme ni à un seul siècle de tout connaître.

» Nous nous élevons à la connaissance de la vérité, comme ces géants qui escaladaient les cieux en montant sur les épaules les uns des autres. Ce sont Descartes et Galilée qui ont formé les Huyghens et les Leibnitz, ces grands hommes dont vous ne connaissez encore que les noms, et dont j'espère vous faire connaître bientôt les ouvrages, et c'est en profitant des travaux de Kepler et en faisant usage des théorèmes d'Huyghens, que M. Newton a découvert cette force universelle répandue dans toute la nature qui fait circuler les planètes autour du soleil et qui opère la pesanteur sur la terre.

Dans une lettre à Maupertuis, Mme du Châtelet nous fait connaître elle-même sa passion pour la science.

« La vie est si courte, lui écrit-elle, si remplie de devoirs et de détails inutiles, qu'ayant une famille et une maison, je ne sors guère de mon petit plan d'étude pour lire les livres nouveaux. Je suis au désespoir de mon ignorance; si j'étais homme, je serais au Mont-Valérien avec vous (1), et je planterais là toutes les inutilités de la vie; j'aime l'étude avec plus de fureur que je n'ai aimé le monde; mais je m'en suis avisée trop tard. Conservez-moi votre amitié, elle console mon amour-propre. »

C'est sans doute aussi durant ces studieuses années de retraite passées à Cirey que Mme du Châtelet composa un petit traité qui ne fut publié qu'après sa mort, ayant pour titre *Doutes sur la Religion révélée* (2). Ici, avec ce même style ferme et lucide qui, dans les *Institutions de Physique*, lui sert à démontrer l'existence de Dieu, elle exprime ses doutes sur *la révélation, les miracles, l'Écriture sainte.* Dans ce rare et curieux écrit, cette intelligence sérieuse et hardie veut soumettre à la raison toutes les propositions de la foi, et souvent elle appelle à son aide l'esprit et la raillerie de Voltaire.

C'est encore à Cirey, dans ces beaux jours d'intimité, qu'elle commence à tra-

(1) Maupertuis et Clairault avaient une retraite scientifique au Mont-Valérien.

(2) En 1767, on publia, sans nom d'auteur, les *Doutes sur la Religion ;* cet ouvrage avait été imprimé à Genève, sous la rubrique de Londres. On l'attribua d'abord à Guyot de Pival, bibliothécaire de Rouen et précepteur du chevalier de Belle-Isle et du comte de Gisors. A la suite de ce traité se trouvait une analyse de Spinosa par le comte Henri de Boulainvilliers, célèbre par ses systèmes historiques. Ce même traité *(Doutes sur la Religion)* reparut en 1792 comme inédit et avec quelques changements, sous ce titre : *Doutes sur la Religion révélée, adressés à Voltaire, ouvrage posthume par madame la marquise du Châtelet*, in-8°. Cette brochure se trouvait dans le recueil des pièces de la Bibliothèque du roi, mais il nous a été impossible de la découvrir ailleurs que dans les catalogues. Nous n'avons retrouvé qu'un seul exemplaire de l'édition première, au Louvre, dans la bibliothèque particulière du roi.

duire le livre des *Principes* de Newton. Tous les esprits étaient émus de cette magnifique découverte, qui avait opéré une si profonde révolution dans la science. Une femme jeune et belle se prend de passion pour cette grande étude, et la première elle fait connaître à la France et rend accessible au vulgaire l'immortel ouvrage du philosophe anglais.

« Mme du Châtelet a rendu un double service à la postérité, dit Voltaire, en traduisant le livre des *Principes* et en l'enrichissant d'un commentaire. Il est vrai que la langue latine dans laquelle il est écrit est entendue de tous les savants; mais il en coûte toujours quelque fatigue à lire des choses abstraites dans une langue étrangère. D'ailleurs le latin n'a pas de termes pour exprimer les vérités mathématiques et physiques qui manquaient aux anciens. »

Voltaire écrivait encore à son ami Thiriot :

« Nous étudions le divin Newton à force. Vous autres serviteurs des plaisirs, vous n'aimez que les opéras. Eh! pour Dieu, mon cher petit Mersenne (1), aimez les opéras et Newton, c'est ainsi qu'en use Émilie :

Que ces objets sont beaux! que notre âme épurée
Vole à ces vérités dont elle est éclairée!
Oui, dans le sein de Dieu, loin de ce corps mortel,
L'esprit semble écouter la voix de l'Éternel.
Vous à qui cette voix se fait si bien entendre,
Comment avez-vous pu dans un âge encor tendre,
Malgré les vains plaisirs, cet écueil des beaux jours,
Prendre un vol si hardi, suivre un si vaste cours,
Marcher avec Newton dans cette route obscure
Du labyrinthe immense où se perd la nature?

Voilà ce que je dis à Émilie dans des entre-sols vernis, dorés, tapissés de porcelaines, où il est bien doux de philosopher. Voilà de quoi on devrait être envieux plutôt que de *la Henriade*. Mais on ne fera tort ni à *la Henriade* ni à ma félicité. »

C'était durant la nuit, de minuit à cinq heures du matin, que Mme du Châtelet travaillait. Trois heures de sommeil lui suffisaient. A son lever, elle faisait souvent, dans la belle saison, une promenade à cheval. Sa toilette de campagne était fort simple; elle portait une robe d'indienne, un tablier de taffetas noir; ses beaux cheveux bruns, très-longs et sans poudre, étaient relevés sur le sommet de la tête, et retombaient en boucles par derrière comme ceux des enfants. A onze heures, on prenait le café dans l'appartement de Voltaire, après quoi l'on se remettait au travail, ou bien on répétait quelque ouvrage dramatique de Voltaire, tragédie, comédie ou opéra, que l'on représentait le soir sur le petit théâtre du château. Mme du Châtelet y jouait toujours le premier rôle. Les autres étaient remplis par les visiteurs qui se succédaient à Cirey. On soupait à neuf heures dans la galerie de Voltaire qui, poudré, parfumé, en veste brodée d'or, en habit à la française (2),

(1) Allusion au père Mersenne, ami et correspondant de Descartes.

(2) Voltaire était d'une extrême recherche dans sa toilette; il écrivait de Cirey à l'abbé Moussinot : « Envoyez-moi des boucles en diamants pour souliers et pour jarretières;

recevait la châtelaine bien-aimée, entouré d'un nombreux domestique. On faisait grande chère, on buvait du vin de Champagne du cru, du vin d'Alicante donné par Maupertuis et du vin de Hongrie envoyé par le prince royal de Prusse.

Lorsqu'il était à Cirey, le marquis du Châtelet assistait au souper; mais, au dessert, le sommeil le gagnait, et il se retirait. C'est alors que Voltaire lisait à Émilie et à ses hôtes le travail de sa journée, tantôt un acte de tragédie, tantôt une épître, une réponse à un pamphlet ou un fragment de son histoire de Louis XIV. Les conseils littéraires que lui donnait son amie étaient excellents; au risque de blesser sa susceptibilité de poëte, toujours en éveil, elle engageait Voltaire à faire moins de vers et à les châtier davantage. Elle modérait les emportements de son amour-propre irrité, et s'efforçait d'arrêter sa plume quand il voulait se venger des injures de ses ennemis en les injuriant à son tour; ferme et digne, elle faisait des observations avec franchise et vivacité, et ne cédait point aux colères qu'elle suscitait parfois. De là des querelles fréquentes, mais soudain apaisées, que le public appelait de graves dissentiments. Mme du Châtelet manquait peut-être de douceur, mais elle avait la bonté, la droiture et le dévouement.

Quand Voltaire était malade, Mme du Châtelet, assise à son chevet, lui lisait les épîtres de Cicéron, Virgile et Ovide en latin, Newton et Pope en anglais, ou bien elle lui servait de secrétaire. Ce temps de bonheur, car c'était du bonheur, malgré quelques nuages bien vite dissipés par l'amour, fut troublé à la fin de 1736. Voltaire, menacé de nouveau après la publication du *Mondain*, est forcé de quitter Cirey. Mme du Châtelet l'accompagne jusqu'à Vassy, petite ville sur la route de Bruxelles; c'est de là qu'il écrit au comte d'Argental : « Votre amie est devant moi qui fond en larmes; mon cœur est percé. Faudra-t-il la laisser retourner seule dans ce château qu'elle n'a bâti que pour moi, et me priver de ce qui est la consolation de ma vie, parce que j'ai des ennemis à Paris? Je suspens dans mon désespoir mes résolutions; j'attendrai encore que vous m'ayez instruit de l'excès de fureur où l'on peut se porter contre moi. » Il continue son voyage, et recommande tendrement Mme du Châtelet à Mme de Champbonin (1) par ce billet qu'il écrit en route :

De Givet, décembre 1736.

« M. de Champbonin, madame, a un cœur fait comme le vôtre; il vient de m'en donner une preuve bien sensible. Je me flatte que vous rendrez encore un plus grand service à la plus adorable personne du monde; vous la consolerez, vous resterez auprès d'elle autant que vous le pourrez. J'ai plus besoin encore de consolations; j'ai perdu mille fois davantage, vous le savez; vous êtes témoin de tout ce que son cœur et son esprit valent; c'est la plus belle âme qui soit jamais sortie des mains de la nature. Voilà ce que je suis forcé de quitter. Parlez-lui de moi, je n'ai pas besoin de vous en conjurer. Vous auriez été le lien de nos cœurs, s'ils avaient pu ne se pas unir d'eux-mêmes. Hélas! vous partagez nos douleurs! Non, ne les

vingt livres de poudre à poudrer, vingt livres de poudre de senteur, une bouteille d'essence de jasmin, deux énormes pots de pommade à la fleur d'orange, deux houppes à poudrer, deux pinces de toilette, trois paires de pantoufles bien fourrées, deux vestes brodées, etc., etc. »

(1) Parente de Voltaire, dont le château était voisin de Cirey.

partagez pas, vous seriez trop à plaindre. Les larmes coulent de mes yeux en vous écrivant. Comptez sur moi comme sur vous-même. »

On le voit, ils étaient encore alors dans toute la ferveur du sentiment. Après un court séjour en Hollande, Voltaire revint à Cirey. C'est durant une de ces rares séparations forcées que Mme du Châtelet, étant à Paris, allait presque chaque jour au Mont-Valérien pour y prendre des leçons de Maupertuis ; mais ni la passion de la science, ni les plaisirs de la cour ne pouvaient lui faire oublier Cirey. Elle retourna bien vite auprès de Voltaire; du reste, un écho du monde parisien les suivait toujours dans leur solitude. Tous les livres nouveaux, tous les journaux d'alors, leur étaient envoyés; ils recevaient même les satires, les pamphlets dirigés contre Voltaire. Tantôt c'étaient les injures grossières de l'abbé Desfontaines et de Jean-Baptiste Rousseau, tantôt des épigrammes à coups d'épingle, comme celles de Riccoboni, qui chansonnait Voltaire et la marquise. Heureusement ces attaques de la médiocrité envieuse, qui consacre pour ainsi dire les renommées éclatantes, avaient de douces et glorieuses compensations ; de toutes parts arrivaient à Cirey les témoignages de l'admiration de la France et de l'Europe. Peu soucieuse pour elle-même de l'éclat de la gloire, Mme du Châtelet, cette muse discrète et fière de la science, reportait à son ami ces hommages du monde, sans lesquels elle sentait bien qu'il aurait eu la faiblesse de se trouver malheureux.

Le grand Frédéric, alors prince royal, était un des correspondants les plus assidus de Voltaire, et toutes ses lettres renfermaient de gracieuses paroles pour Mme du Châtelet : « Si j'approchais de la divine Émilie, écrivait-il un jour, je lui dirais comme l'ange de l'Annonciation : Vous êtes la bénie entre toutes les femmes, car vous possédez un des plus grands hommes du monde. Et j'oserais encore lui dire : *Marie* a choisi le bon parti, elle a embrassé la philosophie. » Dans la vivacité de son enthousiasme pour Voltaire et pour son amie, enthousiasme que nous verrons bientôt s'affaiblir, Frédéric envoyait son portrait à Mme du Châtelet, des plumes et des écritoires d'ambre, petits souvenirs accompagnés de devises galantes faites par le prince-poëte. En 1737, un ambassadeur vint de sa part à Cirey; c'était le comte de Kaiserling, surnommé *Césarion* par Frédéric. Le château fut en fête durant huit jours ; on joua plusieurs pièces de Voltaire; on fit une belle illumination dont les lumières dessinaient le chiffre et le nom du prince de Prusse, avec cette devise : *l'espérance du genre humain.* L'ambassadeur de Frédéric, qui arrivait du fond de la Poméranie, était surpris et charmé de ce luxe élégant, dont la cour de Berlin ne lui avait pas donné l'idée. Quand il partit de Cirey, Mme du Châtelet lui offrit des présents beaucoup plus royaux que ceux qu'il avait apportés de la part de son maître. Cirey traitait de puissance à puissance avec Potsdam.

Des amitiés tout aussi empressées, plus tendres et moins passagères que celle de Frédéric, les cherchaient encore dans leur solitude. Leurs *deux anges*, M. et Mme d'Argental, leur écrivaient presque tous les jours des nouvelles de Paris; Helvétius communiquait ses premiers essais à Voltaire, et s'enquérait du jugement de Mme du Châtelet. Le marquis d'Argens, l'aimable épicurien provençal, dont Voltaire devait retrouver plus tard l'amitié à Berlin, leur adressait ses *Lettres juives;* d'autres se rendaient en pèlerinage à Cirey. En 1738, Mme Denis, nièce de Voltaire, vint y passer quelques jours. Mme du Châtelet et Mme Denis! le rapprochement de ces deux noms rappelle naturellement ce que furent ces deux femmes dans la vie de Voltaire. L'une avait été l'amie noble, tendre, dévouée, inspiratrice

des grands travaux du poëte, et lui avait offert la solitude de Cirey pour s'y recueillir ; l'autre fut la ménagère tracassière, intéressée, mondaine, remplissant de bruit la maison de son oncle, et le forçant à venir mourir à Paris, où elle désirait vivre. Une autre femme, l'auteur des *Lettres d'une Péruvienne*, Mme de Graffigny, vint, en cette même année 1738, chercher dans sa détresse un asile à Cirey; elle y passa plusieurs mois, et nous a laissé bien des commérages sur les deux amis. Maupertuis et Clairault, Jean Bernouilli, Kœnig, Algarotti, habitèrent aussi ce beau lieu.

Malgré les distractions du dehors, Mme du Châtelet continuait ses travaux scientifiques. Elle concourut pour un prix à l'Académie des sciences ; le sujet était : *Dissertation sur la nature et la propagation du feu.* Voltaire composa un mémoire pour le même concours ; ils avaient travaillé à l'insu l'un de l'autre, et ils ne s'avouèrent qu'ils avaient concouru qu'après le jugement de l'Académie, qui distingua ces deux mémoires, mais ne les couronna point. « Mme du Châtelet aurait eu le prix à l'Académie, dit Voltaire, si l'absurde et ridicule système des tourbillons n'était pas encore dans toutes les têtes. » Maupertuis confirmait ce jugement de Voltaire.

Plus occupée de la gloire de celui qu'elle aimait que de sa propre gloire, Mme du Châtelet interrompit ses travaux pour écrire une défense de Voltaire, et le venger d'un infâme libelle que l'abbé Desfontaines venait de publier contre lui. Il faut voir dans sa correspondance avec M. d'Argental, qui recommence à cette époque (1738), avec quelle chaleur elle prend la défense de son ami, et comme elle s'irrite de la tiédeur de Thiriot qui semble trahir ses intérêts :

« Je viens de voir cet affreux libelle, écrit-elle le 6 décembre. Je suis au désespoir ; je crains plus la sensibilité de votre ami que le public, car je suis persuadée que les cris de ce chien enragé ne peuvent nuire. J'ai empêché qu'il ne le vît. La fièvre ne l'a pas quitté aujourd'hui ; il s'évanouit hier deux fois. Il est dans un grand affaiblissement, et je craindrais infiniment si, dans l'état où il se trouve, son âme éprouvait quelque secousse violente ; il est sur cela d'une sensibilité extrême... Voilà de quoi le faire mourir. Il n'y a point de fraudes que je n'invente pour lui adoucir des nouvelles si affligeantes, et je n'ose me flatter d'y réussir toujours. Vous, mon cher ami, qui connaissez l'extrême sensibilité de mon cœur, vous devez concevoir tout ce que je souffre, et l'état violent où je suis... Je ressens vivement ses injures et sa douleur. Si Thiriot n'est pas le plus malhonnête homme et le plus ingrat, il doit être outré de la façon dont on y parle de son amitié pour M. de Voltaire... »

Malgré les précautions ingénieuses de Mme du Châtelet, Voltaire eut connaissance du libelle de l'abbé Desfontaines, et y répondit lui-même par un mémoire. Cette dispute préoccupa le public et tourmenta Mme du Châtelet pendant plus d'une année. En mai 1739, Mme du Châtelet écrivait encore à M. d'Argental : « Je vous envoie un billet de 300 livres sur mon notaire, à vue ; je vous prie de l'employer à retirer tout ce qui concerne cette malheureuse affaire... Votre ami n'en sait rien, et je ne le lui dirai point ; vous en sentez la nécessité. » On le voit, toujours le même dévouement, actif, caché, délicat.

L'année 1738 semble clore ces belles années d'amour, de travail et de solitude que Mme du Châtelet et Voltaire passèrent à Cirey. A l'affaire du libelle vinrent se joindre d'autres affaires qui les forcèrent à s'éloigner de leur retraite. Mme du

Châtelet venait d'acheter à Paris l'hôtel Lambert (1), dans l'île Saint-Louis : « Un hôtel, écrivait Voltaire au prince royal de Prusse, bâti par un des plus grands architectes de France, et peint par Lebrun et Lesueur. C'est une maison faite pour un souverain qui serait philosophe (2). » Voltaire et Mme du Châtelet devaient habiter cette royale demeure tous les hivers ; mais un procès les obligea à séjourner plusieurs années en Hollande. Mme du Châtelet avait à liquider tous les biens de sa maison, qui étaient engagés ; elle dut poursuivre elle-même cette grande affaire, pour laquelle elle rédigea des mémoires avec la même netteté et la même force qu'elle mettait dans ses ouvrages de géométrie. Se trouvant en Hollande (1739), Mme du Châtelet alla visiter avec Voltaire une petite principauté qui s'appelait Beringhen, près de Liége, et qui venait de lui être laissée en héritage par un de ses oncles. C'est en arrivant dans ce domaine féodal que Voltaire écrivait à Mme de Champbonin :

« Mon aimable *gros chat,* j'ai reçu votre lettre à Bruxelles. Nous voici au fin fond de la barbarie, dans l'empire de son altesse monseigneur le marquis de Trichâteau (3), qui, je vous jure, est un assez vilain empire. Si Mme du Châtelet demeure longtemps dans ce pays-ci, elle pourra s'appeler la reine des sauvages. Nous sommes dans l'auguste ville de Beringhen, et demain nous allons au superbe château de Ham, où il n'est pas sûr qu'on trouve des lits, ni des fenêtres, ni des portes. On dit cependant qu'il y a ici une troupe de voleurs ; en ce cas, ce sont des voleurs qui font pénitence : je ne connais que nous de gens volables. Le plénipotentiaire Montors avait assuré M. du Châtelet que les citoyens de son auguste ville lui prêteraient beaucoup d'argent ; mais je doute qu'ils pussent prêter de quoi envoyer au marché. Cependant Émilie fait de l'algèbre, ce qui lui sera d'un grand secours dans le cours de sa vie, et d'un grand agrément dans la société. Moi, chétif, je ne sais encore rien, sinon que je n'ai ni principauté ni procès, et que je suis un serviteur fort utile. »

Une pointe de raillerie commence à percer dans ce billet ; on y devine une sorte de lassitude de suivre en tous lieux la *divine* Émilie. On resta peu de jours dans ce vieux château démantelé. Le procès de Mme du Châtelet l'obligea de retourner à Bruxelles ; mais, là comme partout, les plaisirs venaient la distraire du travail et des affaires. Voltaire lui donna une fête brillante à laquelle assistèrent la princesse de Chimay et le duc d'Aremberg, qui reçurent tour à tour dans leurs châteaux Mme du Châtelet et son ami. Ce procès, qui fut une grande affaire dans la vie de la marquise, dura près de cinq ans, et la détermina à se fixer à Bruxelles. Elle ne venait plus que rarement à Cirey ou à Paris, et pour y passer très-peu de temps. C'est à Bruxelles qu'en 1740 Frédéric, devenu roi de Prusse, envoya M. de Camas en ambassade à Voltaire, qui lui écrivit à ce sujet :

« Je volai hier chez cet estimable M. de Camas, envoyé chanté par son roi, et

(1) Cet hôtel, aujourd'hui restauré, appartient à un noble exilé polonais, le prince Czartoryski.

(2) Voltaire avait envoyé de Flandre de très-beaux tableaux pour orner l'hôtel Lambert. Ces tableaux font aujourd'hui partie de la galerie du Louvre.

(3) Marc-Antoine du Châtelet, marquis de Trichâteau, seigneur de Ham et de Beringhen, cousin germain de Florent-Claude du Châtelet, mort à Cirey.

dans le peu qu'il m'en dit, j'appris que votre majesté, que j'appellerai toujours votre *humanité*, vit en roi plus que jamais, et qu'après avoir fait sa charge de roi sans relâche les trois quarts de la journée, elle jouit le soir des douceurs de l'amitié qui sont si au-dessus de celles de la royauté. Nous allons dîner dans une demi-heure tous ensemble chez la marquise du Châtelet. Jugez, sire, quelle sera sa joie et la mienne! Depuis l'apparition de M. de Kaiserling, nous n'avons pas eu un si beau jour! »

Comme contraste, on peut lire le récit très-plaisant que fait Voltaire dans ses mémoires de cette ambassade de M. de Camas.

Voltaire et le roi de Prusse, qui jusqu'à l'année 1740 ne s'étaient connus que par correspondance, se virent pour la première fois au commencement de cette année. Mme du Châtelet aurait désiré assister à cette entrevue, qui eut lieu dans le duché de Clèves; mais le roi de Prusse, en qui déjà le soldat effaçait le philosophe et le poëte, oubliant son ancienne galanterie pour la marquise, écrivit à ce sujet à Voltaire : « A vous parler franchement, touchant le voyage de Mme du Châtelet, c'est Voltaire, c'est vous, c'est mon ami, que je désire voir, et la divine Émilie, avec toute sa divinité, n'est que l'accessoire d'Apollon newtonianisé. » Puis, dans une autre lettre légèrement ironique : « S'il faut absolument qu'Émilie accompagne Apollon, j'y consens; mais si je puis vous voir seul, je préférerai le dernier. Je serais trop ébloui, je ne pourrais supporter tant d'éclat à la fois. Il me faudrait le voile de Moïse pour tempérer les rayons mêlés de vos deux divinités. » Voltaire partit seul, et après avoir passé quelques jours auprès du roi de Prusse, il vint rejoindre Mme du Châtelet à Bruxelles; mais bientôt Frédéric attira de nouveau Voltaire, qui alla le voir à Berlin. Quelques passages de sa correspondance à cette époque semblent indiquer que son affection pour Mme du Châtelet commençait à décroître. Il écrit à Mme de Champbonin d'un ton railleur : « Elle est plus savante que jamais, et si sa supériorité lui permet encore de baisser les yeux sur moi, ce sera une belle action à elle, car elle est bien haute; il faut qu'elle cligne les yeux en regardant en bas pour me voir. » Et au roi de Prusse : « Je veux partir, Mme du Châtelet ne pourra m'en empêcher, je quitterai Minerve pour Apollon. » Mme du Châtelet rend ainsi compte de ce voyage à son ami M. d'Argental :

« Je vous assure, mon cher ami, que, depuis que je vous ai quitté, j'ai été bien à plaindre, car j'ai joint au chagrin de l'absence une inquiétude affreuse sur les suites et les risques d'un voyage toujours très-fatigant, mais que les débordements et la saison avaient rendu très-périlleux. Il a été douze jours sur l'eau, pris dans les glaces, de La Haye ici. Je n'ai pu avoir pendant ce temps-là de ses nouvelles, et la tête a failli m'en tourner. Enfin il est arrivé se portant assez bien, à une fluxion sur les yeux près. Tous mes maux sont finis, et il me jure bien qu'ils sont finis pour toujours. Le roi de Prusse est bien étonné qu'on le quitte pour aller à Bruxelles; le roi ne conçoit pas de certains attachements, il faut croire qu'il en aimera mieux ses amis. Il n'y a rien qu'il n'ait fait pour retenir l'autre, et je le crois outré contre moi; mais je le défie de me haïr plus que je ne l'ai haï depuis deux mois. Voilà, vous l'avouerez, une plaisante rivalité..... Je ne crois pas qu'il y ait une plus grande contradiction que l'invasion de la Silésie et *l'Anti-Machiavel* (1);

(1) Ouvrage écrit par Frédéric lorsqu'il n'était encore que prince royal.

mais il peut prendre toutes les provinces qu'il voudra, pourvu qu'il ne prenne plus ce qui fait le charme de ma vie. »

Voltaire, chargé d'une négociation auprès du roi de Prusse, s'éloigna de nouveau de Mme du Châtelet pour aller rejoindre ce prince en Franconie. Durant cette absence, il écrivit plus rarement encore que pendant la précédente. Mme du Châtelet comprit que les sentiments de son ami n'étaient plus les mêmes.

« Je viens enfin de recevoir une lettre, écrit-elle (le 10 octobre 1743) à M. d'Argental, elle a quatre lignes! Il est clair par cette lettre qu'il a été quinze jours sans m'écrire; il ne me parle point de son retour. Que de choses à lui reprocher! et que son cœur est loin du mien! Mais puisqu'il se porte bien, je n'ai plus de reproches à lui faire, et je suis trop heureuse. »

Et quelques jours après elle écrit de Bruxelles :

« Je fais des réflexions bien cruelles : je crois qu'il est impossible d'aimer plus tendrement et d'être plus malheureuse. Imaginez-vous que, pendant que M. de Voltaire pouvait et devait partir pour revenir ici, après m'avoir juré mille fois dans ses lettres qu'il ne serait pas à Berlin plus longtemps qu'en 1740 (et il y fut dix jours), dans ce temps-là il va à Bareith, où assurément il n'avait que faire; il y passe quinze jours sans le roi de Prusse et sans m'écrire une seule ligne; il s'en retourne à Berlin, et y passe encore quinze jours, et que sais-je? Peut-être y passera-t-il toute sa vie, et, en vérité, je le croirais, si je ne savais pas qu'il a des affaires qui le rappellent indispensablement à Paris. Il m'écrit donc quatre lignes en passant, dans un cabaret, sans m'expliquer les raisons de son séjour à Bareith, ni celles de son silence, sans me parler de son retour, ni de son nouveau séjour à Berlin. Enfin, il m'écrit un billet tel qu'il m'en écrivait un de sa chambre à la mienne, et voilà la seule chose que j'aie reçue de lui depuis le 14 septembre, c'est-à-dire depuis plus d'un mois!

» Concevez-vous que quelqu'un qui me connaît m'expose à cette douleur, et à toutes les imprudences dont il sait bien que je suis capable quand je suis inquiète de lui? Vous savez ce qu'il m'en a coûté, j'ai pensé réellement en mourir, et j'en ai encore une petite fièvre lente qui se marque en double tierce, et qui me prépare un bien triste hiver. C'est un miracle que je n'aie pas passé Lille : dans l'excès de mon inquiétude et de ma douleur, je ne sais où j'aurais pu aller, la fièvre m'en a préservée ; mais je ne vous cache point que mon cœur est ulcéré, et que je suis pénétrée de la plus vive douleur. Avoir à me plaindre de lui est une sorte de supplice que je ne connaissais pas. J'ai éprouvé à la vérité une situation plus cruelle, celle de trembler pour sa vie; mais je pouvais espérer que mes craintes étaient chimériques, et il n'y a point de ressources à ses procédés pour moi. Je sais par une lettre du 4 octobre que M. de Podevils a reçue de lui, et qu'il m'a envoyée de La Haye, qu'il comptait partir de Berlin le 11 ou le 12; mais ce n'était pas un projet arrêté, et quelque opéra ou quelque comédie pourra bien le déranger. Il est singulier que je reçoive de ses nouvelles par les ministres étrangers et par les gazettes. Cependant je suis ici, où je fais semblant d'avoir affaire, mais mon esprit n'en est pas capable; heureusement qu'il n'a pas de quoi s'exercer.

» Je l'attendrai s'il revient ce mois-ci, mais, si son retour se retardait, comme

rien n'est plus possible, je retournerai chercher auprès de vous une consolation dont je suis bien incapable, et je compte aller ensevelir cet hiver mes chagrins à Cirey..... Ne montrez cette lettre à personne ; je sens une triste consolation à vous ouvrir mon cœur; le temps ni les torts ne font rien sur moi, et je vois bien, par ce que j'éprouve, que la source de mes chagrins est intarissable. »

Le 22 octobre 1743, elle écrit encore de Bruxelles :

« ..... Je ne reconnais plus celui d'où dépend et mon mal et mon bien, ni dans ses lettres ni dans ses démarches ; il est ivre absolument. Je sais enfin, par l'envoyé de Prusse à La Haye, qu'il est parti de Berlin le 12; il doit passer par Brunswick, car il est fou des cours d'Allemagne. Enfin, il met douze jours pour revenir de Berlin à La Haye, et il n'en a mis que neuf à y aller. Je sens bien que trois jours, dans une autre situation, ne devraient pas être reprochés; mais quand vous songerez qu'il a fait durer cinq mois une absence qui devait être au plus de six semaines, qu'il est resté quinze jours à Bareith sans le roi de Prusse, qu'il a passé, à son retour, quinze jours de plus à Berlin, qu'il a été trois semaines entières sans m'écrire, et que, depuis deux mois, j'apprends ses desseins et ses démarches par les ambassadeurs et par les gazettes, vous sentirez aisément combien je suis à plaindre. Tout ce que j'ai éprouvé depuis un mois détacherait peut-être toute autre que moi, mais s'il peut me rendre malheureuse, il ne peut diminuer ma sensibilité. Je sens que je ne serai jamais raisonnable ; je ne le voudrais pas même, quand il ne tiendrait qu'à moi, et, malgré tout ce que je souffre, je suis bien persuadée que celui qui aime le mieux est encore le plus heureux...

» Je ne vous dirai point que ma santé ne soit fort délabrée : je tousse continuellement, j'ai un mal affreux entre les deux épaules, et j'ai de plus une douleur fixe au côté droit, je crois au foie, et qui ne me quitte point. Je ne suis pas à présent assez heureuse pour être fort affectée de mon état, cependant je vous avoue que je voudrais être à Paris. Ma fièvre est pourtant diminuée, et ce n'est presque plus rien ; une autre que moi en serait morte, et peut-être serait-ce encore le meilleur !

Ce dernier cri du cœur ne semble-t-il pas un pressentiment de ce qui l'attendait? Oui, c'eût été le meilleur de mourir alors, de ne pas essayer de recommencer sa vie et de rouvrir son âme aux passions.

Par ces lettres écrites dans tout l'abandon du sentiment, on voit qu'après dix ans de durée l'amour de Mme du Châtelet pour Voltaire était resté aussi tendre, aussi profond qu'aux premiers jours ; mais lui n'était plus qu'un ami tiède, ne pouvant plus donner et ne désirant plus inspirer que de l'amitié. En vain, à son retour, écrivait-il à Mme de Champbonin : « Mon corps a voyagé, mon cœur est toujours resté auprès de Mme du Châtelet; » il ne put faire rentrer la confiance dans cette âme blessée. Plus galant que tendre, il s'efforçait désormais de cacher sous des paroles courtoises l'absence de l'amour. Le mal était fait; ils restèrent amis, mais le charme des années précédentes avait disparu. Mme du Châtelet nous raconte elle-même, dans un petit écrit ayant pour titre *Réflexions sur le Bonheur*, la transformation de ses sentiments.

« ..... La passion, dit-elle, qui peut nous donner les plus grands plaisirs et nous rendre le plus heureux met entièrement notre bonheur dans la dépendance des

autres : on voit que je veux parler de l'amour. Cette passion est peut-être la seule qui puisse nous faire désirer de vivre et nous engager à remercier l'auteur de la nature, quel qu'il soit, de nous avoir donné l'existence. Milord Rochester a bien raison de dire que les dieux ont mis cette goutte céleste dans le calice de la vie pour nous donner le courage de la supporter.

» Si ce goût naturel, qui est un sixième sens, le plus fin, le plus délicat, le plus précieux de tous, se trouve rassemblé dans deux âmes également sensibles, également immuables, également susceptibles de bonheur et de plaisir, tout est dit, on n'a plus rien à faire pour être heureux, tout le reste est indifférent..., il faut employer toutes les facultés de son âme à jouir de ce bonheur... Je ne sais cependant si l'amour a jamais rassemblé deux personnes faites à tel point l'une pour l'autre, qu'elles ne connussent jamais la satiété de la jouissance, ni le refroidissement qu'entraîne la sécurité, ni l'indolence et la tiédeur qui naissent de la facilité et de la continuité d'un commerce dont l'illusion ne se détruit jamais (car où en entre-t-il plus que dans l'amour ?), et dont l'ardeur enfin fût égale dans la jouissance et dans la privation, et pût supporter également les malheurs et les plaisirs.

» Un cœur capable d'un tel amour, une âme si tendre et si ferme, semble avoir épuisé le pouvoir de la Divinité. Il en naît une en un siècle, il semble qu'en produire deux soit au-dessus de ses forces, ou que, si elle les avait produites, elle serait jalouse de leurs plaisirs si elles se rencontraient. Mais l'amour peut nous rendre heureux à moins de frais : une âme tendre et sensible est heureuse par le seul plaisir qu'elle trouve à aimer. Je ne veux pas dire par là qu'on puisse être parfaitement heureux en aimant quoiqu'on ne soit pas aimé, mais je dis que, quoique nos idées de bonheur ne soient pas également remplies par l'amour de l'objet que nous aimons, le plaisir que nous sentons à nous livrer à toute notre tendresse peut suffire pour nous rendre fort heureux ; et si cette âme a encore le bonheur d'être susceptible d'illusions, il est impossible qu'elle ne se croie pas plus aimée qu'elle ne l'est peut-être en effet ; elle doit tant aimer qu'elle aime pour deux, et que la chaleur de son sentiment supplée à ce qui manque réellement à son bonheur. Il faut sans doute qu'un caractère sensible, vif et emporté, paie le tribut des inconvénients attachés à ces qualités, je ne sais si je dois dire bonnes ou mauvaises ; mais je crois que quiconque composerait son individu les y ferait entrer. Une première passion emporte tellement hors de soi une âme de cette trempe, qu'elle est inaccessible à toute réflexion et à toute idée modérée ; elle peut sans doute se préparer de grands chagrins, mais le plus grand inconvénient attaché à cette sensibilité emportée, c'est qu'il est impossible que quelqu'un qui aime à cet excès soit aimé, et qu'il n'y a presque point d'hommes dont le goût ne diminue par la connaissance d'une telle passion. Cela doit sans doute paraître bien étrange à qui ne connaît pas encore assez le cœur humain ; mais, pour peu qu'on ait réfléchi sur ce que nous offre l'expérience, on sentira que, pour conserver longtemps le cœur de son amant, il faut toujours que l'espérance ou la crainte agisse en lui. Or, une passion telle que je viens de la dépeindre produit un abandonnement de soi-même qui rend incapable de tout art. L'amour perce de tout côté ; on commence par vous adorer, cela est impossible autrement, mais bientôt la certitude d'être aimé, l'ennui d'être toujours prévenu, le malheur de n'avoir rien à craindre, émoussent ses goûts. Voilà comme est fait le cœur humain, et qu'on ne croie pas que j'en parle par rancune. J'ai reçu de Dieu, il est vrai, une de ces âmes tendres et immuables qui ne savent ni déguiser ni modérer leurs passions,

qui ne connaissent ni l'affaiblissement ni le dégoût, et dont la ténacité sait résister à tout, même à la certitude de n'être plus aimé; mais j'ai été heureuse pendant dix ans par l'amour de celui qui avait subjugué mon âme, et ces dix ans, je les ai passés tête-à-tête avec lui sans aucun moment de dégoût et de langueur. Quand l'âge, les maladies, peut-être aussi la satiété de la jouissance, ont diminué son goût, j'ai été longtemps sans m'en apercevoir. J'aimais pour deux, je passais ma vie entière avec lui, et mon cœur, exempt de soupçons, jouissait du plaisir d'aimer et de l'illusion de se croire aimé. Il est vrai que j'ai perdu cet état si heureux, et que ce n'a pas été sans qu'il m'en ait coûté bien des larmes.

» Il faut de terribles secousses pour briser de telles chaînes; la plaie de mon cœur a saigné longtemps. J'ai eu lieu de me plaindre, et j'ai tout pardonné; j'ai été assez juste pour sentir qu'il n'y avait peut-être au monde que mon cœur qui eût cette immutabilité qui anéantit le pouvoir des temps, que si l'âge et ses maladies n'avaient pas entièrement éteint ses désirs, ils auraient peut-être encore été pour moi, et que l'amour me l'aurait ramené; enfin que son cœur, incapable d'amour, m'aimait de l'amitié la plus tendre et m'aurait consacré sa vie. La certitude de l'impossibilité du retour de son goût et de sa passion, que je sais bien qui n'est pas dans la nature, a amené insensiblement mon cœur au sentiment paisible de l'amitié, et ce sentiment, joint à la passion de l'étude, me rendait assez heureuse. »

Voltaire, affaibli par les infirmités, vieillard avant l'âge, semble avoir répondu à ces pages d'un cœur toujours jeune et passionné par ces vers bien connus adressés à Mme du Châtelet :

Si vous voulez que j'aime encore,
Rendez-moi l'âge des amours, etc.

Les séjours à Cirey devenaient de plus en plus rares. Les fêtes du mariage du dauphin attirèrent Voltaire et Mme du Châtelet à Fontainebleau, où l'on représenta devant la cour *la Princesse de Navarre*. Un jour, Mme du Châtelet faillit être étouffée au milieu de la foule qui se pressait aux réjouissances publiques par lesquelles Paris célébrait ce mariage.

« Savez-vous bien, très-adorable président, écrit à ce sujet Voltaire au président Hénault, que vous avez tiré Mme du Châtelet du plus grand embarras du monde, car cet embarras commençait à la Croix-des-Petits-Champs et finissait à l'hôtel de Charost? C'étaient des reculades de deux mille carrosses en trois files, des cris de deux ou trois cent mille hommes semés auprès des carrosses, des ivrognes, des combats à coups de poing, des fontaines de vin et de suif qui coulaient sur le monde, le guet à cheval qui augmentait l'imbroglio, et, pour comble d'agrément, son altesse royale (1) revenant paisiblement au Palais-Royal, ses gardes, ses pages, et tout cela ne pouvant ni reculer ni avancer jusqu'à trois heures du matin. J'étais avec Mme du Châtelet; un cocher qui n'était jamais venu à Paris l'allait faire rouer intrépidement. Elle était couverte de diamants; elle met pied à terre criant à l'aide, traverse la foule sans être ni volée ni bourrée, entre chez

(1) Le duc de Chartres, aïeul du roi Louis-Philippe.

vous, envoie chercher la poularde chez le rôtisseur du coin, et nous buvons à votre santé tout doucement dans cette maison (1) où tout le monde voudrait vous voir. »

Quoiqu'elle eût alors près de quarante ans, Mme du Châtelet aimait encore, comme dans sa première jeunesse, les fêtes, les spectacles, le jeu. Une partie de ses nuits et presque chaque matinée étaient données à l'étude des sciences, et pour reposer sa tête après ces heures d'un travail assidu, le mouvement du monde lui était nécessaire. Vive, enjouée, passionnée, même pour des distractions, elle réunissait souvent ses amies, la duchesse de Boufflers, les marquises de Mailly, de Gouvernet, du Deffant, et Mme de La Popelinière ; parfois ces dames se donnaient des soupers dont les hommes étaient exclus. Un jour d'été, Mme du Châtelet les conduisit à Chaillot, dans un cabaret nommé *la Maison rouge*. Les six amies s'assirent autour d'une table couverte de fleurs, de vins exquis, et des mets les plus recherchés. Un seul laquais faisait le service; au dessert, il fut éloigné. Ces dames restèrent réunies jusqu'à cinq heures du matin, riant, chantant, et devisant sur toutes choses. Que d'esprit il dut se dépenser là ! Que de mordant chez Mme du Deffant, que de sensibilité chez Mme de La Popelinière, que de grâce chez la marquise de Boufflers ! Quant à Mme du Châtelet, son cœur et son esprit pouvaient prendre tous les tons.

Nous avons dit que Mme du Châtelet aimait le jeu; Voltaire écrivait au marquis d'Argenson : « Est-il possible que ce soit Mme de Pompadour, qui, à vingt-deux ans, déteste la cavagnole, et que ce soit *madame du Châtelet-Newton* qui l'aime ! » Une nuit à cette époque (1740), Mme du Châtelet était à Fontainebleau au jeu de la reine, elle perdit 800 louis ; c'était tout ce qu'elle et Voltaire avaient apporté d'argent. Elle s'obstine à jouer sur parole, espérant changer la fortune, et elle perdit encore 84,000 francs avec un intrépide sang-froid. Voltaire, qui était auprès d'elle, lui dit en anglais que sa passion pour le jeu l'aveuglait et l'empêchait de s'apercevoir qu'elle avait affaire à des fripons. Ces paroles, quoique prononcées à voix basse, furent entendues de quelques personnes; des suites fâcheuses pouvaient en résulter; la reine en avertit Voltaire, qui se retira. Il partit la nuit même de Fontainebleau avec Mme du Châtelet. Ils se cachèrent quelque temps à la petite cour de Sceaux, chez la duchesse du Maine, cette princesse dont Fontenelle disait « qu'elle voulait dans les divertissements de sa cour que la gaieté eût de l'esprit. » Voici comment Mme de Staal, dame d'honneur de la duchesse, raconte leur arrivée, dans une lettre adressée à Mme du Deffant :

« Mme du Châtelet et Voltaire, qui s'étaient annoncés pour aujourd'hui et qu'on avait perdus de vue, parurent hier sur le minuit comme deux spectres, avec une odeur de corps embaumés qu'ils semblaient avoir apportée de leur tombeau. On sortait de table; c'étaient pourtant des spectres affamés : il leur fallut un souper, et qui plus est des lits, qui n'étaient pas préparés. Le concierge, déjà couché, se leva en grande hâte..... »

Et deux jours après Mme de Staal écrit encore d'un ton railleur à sa railleuse amie :

« Nos revenants ne se montrent point de jour ; ils apparurent hier à dix heures du soir : je ne pense pas qu'on les voie guère plus tôt aujourd'hui. L'un est à

(1) Rue Saint-Honoré, vis-à-vis les Jacobins.

écrire de hauts faits, l'autre à commenter Newton; ils ne veulent ni jouer ni se promener; ce sont bien des non-valeurs dans une société où leurs doctes écrits ne sont d'aucun rapport. »

Bientôt cependant des fêtes s'organisèrent à la petite cour de Sceaux, sous la direction de Voltaire et de Mme du Châtelet; la comédie, l'opéra, les bals, les concerts se succédaient; on représenta des comédies de Voltaire et des opéras de Rameau, dans lesquels Mme du Châtelet jouait et chantait les principaux rôles. Elle fut charmante dans la pastorale d'*Issé* de Houdard de Lamotte, et Voltaire lui adressa à cette occasion ces vers qui tournent au madrigal :

Charmante Issé, vous nous faites entendre,
Dans ces beaux lieux, les sons les plus flatteurs;
Ils vont droit à nos cœurs.
Leibnitz n'a point de monade plus tendre,
Newton n'a point d'xx plus enchanteurs!

Après avoir passé quelques semaines chez la duchesse du Maine, Voltaire et Mme du Châtelet retournèrent à Paris; mais, lassés bientôt de cette vie oisive et dissipée, l'amour de l'étude, à défaut d'un sentiment plus tendre, les attira de nouveau dans leur chère retraite de Cirey. Ils partirent au mois de janvier; la terre était couverte de neige, le froid était des plus vifs; Mme du Châtelet aimait à voyager la nuit. Arrivée près de Nangis, sa voiture se brisa, et comme on était éloigné de toute habitation, nos deux voyageurs furent obligés d'attendre longtemps sur la grande route.

« M. de Voltaire et Mme du Châtelet, dit Longchamps dans ses mémoires, s'étaient assis à côté l'un de l'autre sur les coussins du carrosse qu'on avait retirés et portés sur le chemin couvert de neige. Là, presque transis de froid malgré leurs fourrures, ils admiraient la beauté du ciel; il est vrai qu'il était parfaitement serein : les étoiles brillaient du plus vif éclat, l'horizon était à découvert; aucune maison, aucun arbre n'en dérobait la moindre partie à leurs yeux. On sait que l'astronomie a toujours été une des études favorites de nos deux philosophes. Ravis du magnifique spectacle déployé au-dessus et autour d'eux, ils dissertaient en grelottant sur la nature et le cours des astres, sur la destination de tant de globes immenses répandus dans l'espace; il ne leur manquait que des telescopes pour être parfaitement heureux. Leur esprit égaré dans la profondeur des cieux, ils ne s'apercevaient plus de leur triste position sur la terre, ou plutôt sur la neige et au milieu des glaçons. »

On aime à revoir dans ce tableau Mme du Châtelet étudiant le cours des astres comme la muse antique, véritable *Uranie*, ainsi que Voltaire se plaît à la nommer quelquefois. Combien elle nous paraît plus noble et plus intelligente en contemplant dans cette solitude les splendeurs du ciel, que lorsque dans les boudoirs ambrés de Cirey elle condescendait à entendre des chants de ce poëme de Voltaire qu'on ose à peine indiquer!

On le voit, si le monde attirait Mme du Châtelet, il ne pouvait la fixer; le goût de l'étude l'emportait en elle sur le goût des plaisirs. Chose remarquable, malgré les charmes de sa personne et de son esprit, malgré la célébrité qu'elle s'était

acquise dans les sciences, elle ne pensa jamais à avoir un salon littéraire, un centre de beaux esprits, et ne partagea point à cet égard la passion de Mme du Deffant, de Mme Geoffrin et de quelques autres femmes de ce temps. Elle aimait l'étude pour elle-même, dans la retraite, sans se préoccuper des suffrages du monde. « Jamais femme, dit Voltaire, ne fut si savante qu'elle, et jamais personne ne mérita moins qu'on dît d'elle : C'est une femme savante. Elle ne parlait jamais de science qu'à ceux avec qui elle croyait pouvoir s'instruire, et jamais n'en parla pour se faire remarquer. On ne la vit point rassembler de ces cercles où il se fait une guerre d'esprit, où l'on établit une espèce de tribunal, où l'on juge son siècle, par lequel, en récompense, on est jugé très-sévèrement. Elle a vécu longtemps dans des sociétés où l'on ignorait ce qu'elle était, et elle ne prenait pas garde à cette ignorance. »

Après un nouvel hiver passé à Cirey dans le travail et les distractions habituelles, spectacles, concerts donnés aux visiteurs et aux voisins de campagne, Voltaire et Mme du Châtelet partirent pour Lunéville. Stanislas, roi de Pologne et père de Marie Leczinska, femme de Louis XV, les appelait à sa petite cour. Comme chacun le sait, ce prince, élu deux fois roi de Pologne, n'en avait possédé que le titre, et, chassé de ses états, avait obtenu en dédommagement de la perte d'une couronne l'usufruit de la Lorraine, qu'il gouvernait temporairement, cette province appartenant de fait à la France par suite des traités de Vienne de 1735. M. du Châtelet était un des premiers gentilshommes de Lorraine, où il commandait un régiment. La marquise de Boufflers, amie de Mme du Châtelet, faisait les honneurs de la maison du roi de Pologne à Lunéville. On le voit, toutes les convenances se réunissaient pour y attirer Voltaire et Mme du Châtelet. De plus, un jésuite, confesseur de Stanislas, avait des vues secrètes sur Mme du Châtelet. Voltaire raconte plaisamment ce projet d'intrigue digne d'un révérend père de la compagnie de Jésus.

« Le roi Stanislas tenait alors sa petite et agréable cour à Lunéville. Tout vieux et tout dévot qu'il était, il avait une maîtresse. C'était Mme la marquise de Boufflers. Il partageait son âme entre elle et un jésuite nommé Menou, le plus intrigant et le plus hardi prêtre que j'aie jamais connu. Cet homme avait attrapé au roi Stanislas, par les importunités de sa femme qu'il avait gouvernée, environ un million, dont partie fut employée à bâtir une magnifique maison pour lui et pour quelques jésuites, dans la ville de Nancy. Cette maison était dotée de vingt-quatre mille livres de rente, dont douze pour la table de Menou et douze pour donner à qui il voudrait.

» La maîtresse n'était pas, à beaucoup près, si bien traitée. Elle tirait à peine alors du roi de Pologne de quoi avoir des jupes, et cependant le jésuite enviait sa portion et était furieusement jaloux de la marquise. Ils étaient ouvertement brouillés. Le pauvre roi avait tous les jours bien de la peine, au sortir de la messe, à rapatrier sa maîtresse et son confesseur.

» Enfin notre jésuite, ayant entendu parler de Mme du Châtelet, qui était très-bien faite et encore assez belle, imagina de la substituer à Mme de Boufflers. Stanislas se mêlait quelquefois de faire d'assez mauvais petits ouvrages; Menou crut qu'une femme auteur réussirait mieux qu'une autre auprès de lui, et le voilà qui vient à Cirey pour ourdir cette belle trame. Il cajole Mme du Châtelet, et nous dit que le roi Stanislas sera enchanté de nous voir. Il retourne dire au roi que nous

brûlons d'envie de venir lui faire notre cour. Stanislas recommande à Mme de Boufflers de nous amener.

» Et en effet, nous allâmes à Lunéville. Il arriva tout le contraire de ce que voulait le révérend père. Nous nous attachâmes à Mme de Boufflers, et le jésuite eut deux femmes à combattre. »

C'est à Lunéville que Mme du Châtelet vit pour la première fois Saint-Lambert, beau, froid, ayant de grandes manières et l'esprit du monde. Écrivain correct et poëte médiocre, Saint-Lambert ne doit de nos jours un reste de célébrité qu'à l'amour de deux femmes (1) qui ont pu le préférer aux deux plus grandes renommées du XVIIIe siècle, Voltaire et Jean-Jacques Rousseau. A l'époque où Mme du Châtelet arriva à Lunéville, Saint-Lambert avait trente-trois ans, huit ans de moins que la marquise, et vingt ans de moins que Voltaire. Il était alors capitaine au régiment des gardes lorraines, et attaché à la cour du roi Stanislas. Il s'était d'abord occupé de la marquise de Boufflers, dont le roi était fort jaloux ; mais la contrainte excessive qu'il devait s'imposer pour se rendre auprès d'elle le disposa à tenter auprès de Mme du Châtelet une séduction qui pour lui ne fut qu'un plaisir calculé. Pour elle, ce sentiment devint une passion sérieuse, la dernière, la plus ardente de sa vie. Mme du Châtelet était belle encore, mais touchait à cet âge où l'amour semble nous échapper et où quelques femmes s'y rattachent avec délire. C'est une étude curieuse et triste que cette lutte d'un cœur qui veut ressaisir les passions de la jeunesse et qui y parvient un instant à force de dévouement, d'exaltation, de sensibilité vraie, de douloureuse tendresse. La femme ramasse alors pour ainsi dire tous ses trésors de sentiment et les prodigue à l'homme qu'elle aime, et pour qui tant d'amour ne compose souvent qu'une distraction passagère.

Depuis longtemps Mme du Châtelet n'avait plus d'amour pour Voltaire. Nous avons vu après quelles altérations successives ce sentiment s'était détruit, ou plutôt transformé en amitié. Le vide s'était fait lentement dans son cœur ; quand Saint-Lambert se montra, la place était libre. L'amour-propre de Voltaire fut blessé à la découverte de cette passion nouvelle, mais son cœur ne fut pas atteint. Il resta stoïquement l'ami de Mme du Châtelet et de Saint-Lambert. Celui-ci mettait un soin extrême à flatter le grand homme ; il lui prodiguait cet encens banal par lequel Voltaire se laissait trop facilement enivrer. C'était là le petit côté de ce grand esprit. Saint-Lambert divinisait le poëte et lui enlevait Émilie. La satisfaction de la vanité était un baume pour la blessure du cœur, si tant est que le cœur saignât. Les vers suivants, adressés à cette époque par Voltaire à Saint-Lambert, annoncent une résignation exempte de douleur :

Tandis qu'au-dessus de la terre,
Des aquilons et du tonnerre,
La belle amante de Newton
Dans les routes de la lumière
Conduit le char de Phaéton,
Sans verser dans cette carrière ;
Nous attendons paisiblement,
Près de l'onde castalienne,
Que notre héroïne revienne
De son voyage au firmament.

(1) Mme du Châtelet et Mme d'Houdetot.

Et nous assemblons pour lui plaire,
Dans ces vallons et dans ces bois,
Les fleurs dont Horace autrefois
Faisait des bouquets pour Glycère.
Saint-Lambert, ce n'est que pour toi
Que ces belles fleurs sont écloses;
C'est ta main qui cueille les roses,
Et les épines sont pour moi.

Seule, Mme du Châtelet prenait au sérieux cet amour, seule elle en était véritablement émue; elle aimait avec l'ardeur désespérée d'une dernière passion. Pour comprendre la puissance du sentiment qu'elle éprouvait, il faut avoir lu ses lettres à Saint-Lambert (1), lettres encore toutes parfumées d'ambre et écrites sur les papiers élégants de l'époque, entourés de petits filets verts ou roses. Tantôt c'est un court billet ne renfermant que ces mots : « Venez, je vous adore, je vous attends ! » Tantôt ce sont de longues pages où sa passion éperdue cherche en vain à enflammer un cœur presque indifférent. Un jour, tremblant que Saint-Lambert ne la quitte pour aller à la guerre, elle fait des vœux ardents pour la paix, et lorsque la paix est conclue, elle lui écrit : « Les harengères ont coutume de dire pour s'injurier entre elles : *Tu es bête comme la paix.* Eh bien ! moi, j'adore la paix, puisqu'elle vous conserve à moi. » A ces lettres si tendres, Saint-Lambert répondait par des lettres galantes sans chaleur, sans élan. C'est du cœur que déborde le sentiment d'Émilie, celui de Saint-Lambert vient d'ailleurs; il nomme Mme du Châtelet *son cher amour, sa chère maîtresse, son cher cœur ;* il emploie toujours le tutoiement, il fait des digressions sur le plaisir, il parle de la nature comme le chantre des *Saisons* pouvait en parler; il rappelle le charme qu'on trouve dans l'accord des sentiments en présence d'un beau paysage, la volupté du chant du rossignol qu'ils ont entendu ensemble, et à ce sujet il dit que Stanislas vieillissant prétendait que les rossignols de Pologne avaient la voix plus forte que ceux de France. Éternelle faiblesse des vieillards, qui attribuent leur propre déclin à tout ce qui les entoure ; le maréchal de Richelieu, dans ses dernières années, disait aussi : *Il n'y a plus de femmes!*

Au début de cette passion, Mme du Châtelet, forcée de s'éloigner pour quelque temps de la cour de Lorraine, écrivait à Saint-Lambert cette tendre et charmante lettre (2) :

« Toutes mes défiances de votre caractère, toutes mes résolutions contre l'amour n'ont pu me garantir de celui que vous m'avez inspiré. Je ne cherche plus à le combattre, j'en sens l'inutilité : le temps que j'ai passé avec vous à Nancy l'a augmenté à un point dont je suis étonnée moi-même; mais, loin de me le reprocher, je sens un plaisir extrême à vous aimer, et c'est le seul qui puisse adoucir votre absence. Je suis bien contente de vous quand nous sommes tête à tête ; mais je ne le suis point de l'effet que vous a fait mon départ. Vous connaissez les goûts vifs, mais vous ne connaissez point encore l'amour. Je suis sûre que vous serez aujourd'hui plus gai et plus spirituel que jamais à Lunéville, et cette idée m'afflige indépendamment de toute inquiétude. Si vous ne devez m'aimer que faiblement, si

(1) Ces lettres font partie de la collection de M. Feuillet de Conches.
(2) Cette lettre inédite est de la fin de 1748.

votre cœur n'est pas capable de se donner sans réserve, de s'occuper de moi uniquement, de m'aimer enfin sans bornes et sans mesure, que ferez-vous donc du mien ? Toutes ces réflexions me tourmentent, mais elles m'occupent sans cesse, et je ne pense qu'à vous en ne voulant m'occuper que des raisons qui doivent m'empêcher d'y penser. Vous m'écrirez sans doute ; mais vous prendrez sur vous pour m'écrire. Vous voudriez que j'exigeasse moins ; je recevrai quatre lignes de vous, et ces quatre lignes vous auront coûté. J'ai bien peur que votre esprit ne fasse bien plus de cas d'une plaisanterie fine que votre cœur d'un sentiment tendre ; enfin, j'ai bien peur d'avoir tort de vous trop aimer. Je sens bien que je me contredis, et que c'est là me reprocher mon goût pour vous ; mais mes réflexions, mes combats, tout ce que je sens, tout ce que je pense me prouve que je vous aime plus que je ne dois. Venez à Cirey me prouver que j'ai tort ; je sens que vous ne le pouvez avoir que quand je ne vous vois pas. Cette lettre est pleine d'inconséquences ; elle ne se ressent que trop du trouble que vous avez mis dans mon âme ; il n'est plus temps de le calmer. J'attends votre première lettre avec une impatience qu'elle ne remplira peut-être point ; j'ai bien peur de l'attendre encore après l'avoir reçue. Mandez-moi surtout comment vous vous portez. Je me reproche cette nuit que vous avez passée sans vous coucher. Si vous en êtes malade, vous ne me le manderez point. Je voudrais savoir si vous avez essuyé bien des plaisanteries, et cependant je voudrais que vous ne me parlassiez que de vous ; mais surtout parlez-moi de vos arrangements. Je vous attendrai à Cirey, n'en doutez pas. Si vous le voulez *bien fort,* croyez que je n'aurai qu'une affaire, mais vous ne voulez rien bien fortement. Sans cette preuve d'amour que vous m'avez tant reproché d'exiger (1), je ne croirais pas que vous m'aimez, j'attache à ce mot bien d'autres idées que vous ; j'ai bien peur qu'en disant les mêmes choses, nous ne nous entendions pas. Cependant, quand je pense à la conduite que vous avez eue avec moi à Nancy, à tout ce que vous m'avez sacrifié, à tout l'amour que vous m'avez marqué, je me trouve injuste de vous dire autre chose sinon que je vous aime ; ce sentiment efface tous les autres. Croyez que si vous ne venez pas à Cirey, vous aurez bien tort. Je suis inconsolable quand je pense que si j'avais pensé à ce saint Stanislas (2), je serais encore à Lunéville ; mais il me semble que vous ne m'y avez jamais tant aimée qu'à Nancy. Je ne puis me repentir de rien, puisque vous m'aimez. C'est à moi que je le dois ; si je ne vous avais pas parlé chez M. de la Galaisière, vous ne m'aimeriez point. Je ne sais si je dois m'applaudir d'un amour qui tenait à si peu de chose ; je ne sais si je n'eusse pas bien fait de laisser à votre amour-propre le plaisir qu'il trouvait à ne plus aimer. C'est à vous à décider toutes ces questions ; je ne sais si votre cœur en est digne. Je sais que cette lettre est trop longue, je devrais la jeter au feu ; je vous en laisse le soin, mais prendrez-vous celui de me rassurer ? »

Mme du Châtelet revient à Lunéville et se livre à tout l'entraînement de cet amour ; elle en est heureuse et riante, les plaisirs du monde l'enivrent de nouveau. Elle veut briller aux yeux de Saint-Lambert, et se montrer à lui dans tous ses agréments ; elle joue la comédie et chante l'opéra à la petite cour du roi de Pologne ; elle rajeunit, et Voltaire écrit au comte d'Argental :

(1) Le sacrifice d'un voyage en Italie que Saint-Lambert devait faire.
(2) La fête du roi de Pologne, qui se célébrait à la petite cour de Lunéville.

« Mme du Châtelet se porte merveilleusement bien.... Je ne sais si elle ne restera pas ici tout le mois de février. Pour moi, qui ne suis qu'une petite planète de son tourbillon, je la suis dans son orbite, cahin-caha.... En vérité, ce séjour-ci est délicieux, c'est un château enchanté dont le maître fait les honneurs. Mme du Châtelet a trouvé le secret d'y jouer *Issé* trois fois sur un très-beau théâtre, et *Issé* a fort réussi.... On va tous les jours dans un kiosque, ou d'un palais dans une cabane, et partout des fêtes et de la liberté. Je crois que Mme du Châtelet passerait ici sa vie. »

Cependant son amitié pour Voltaire la décide à quitter encore une fois Lunéville, elle le suit à Paris, où l'appelaient les représentations de *Sémiramis,* elle sacrifie à son vieil ami le bonheur que l'amour lui donne. La vanité de Saint-Lambert plus que sa tendresse souffrit et s'irrita de ce départ; quelques orages s'ensuivirent. Mme du Châtelet y fait allusion lorsque, écrivant à Saint-Lambert, elle se reproche si tendrement ce qu'elle appelle *ses torts.* Ce fut après cette seconde séparation qu'elle s'aperçut que, par suite de l'entraînement de son amour, elle serait bientôt mère; depuis vingt ans, elle n'avait pas eu d'enfant, et elle vivait depuis longtemps séparée de son mari. Elle portait un grand nom, elle paraissait chaque année à la cour de Versailles; sa vie était une de celles qui ne peuvent se cacher; son rang, son esprit, sa liaison avec Voltaire, l'avaient mise en évidence. Comment dérober à tout le monde un événement qui à son âge surtout la déshonorait? C'était, il est vrai, l'époque des maris trompés ou complaisants, des galanteries ouvertement tolérées; mais encore fallait-il dans certaines circonstances que l'honneur d'une grande maison fût en apparence respecté. L'orgueil du nom était le dernier orgueil de cette aristocratie déchue. On ne procédait pas alors en amour par fuite et par enlèvement, comme de nos jours, ce qui donne, il faut en convenir, une sorte de satisfaction superbe à la passion; on ne disait pas bravement à son mari, à la face de tous : Je ne vous aime pas et je vous quitte. On se contentait de le mystifier.

Pour jouer un pareil rôle, il fallut à Mme du Châtelet un grand courage. Certaine scène humiliante et burlesque, digne de la plume de Boccace, et que nous ne saurions rapporter ici, dut singulièrement coûter à cet esprit fier, à ce cœur sincère. Voltaire nous apparaît tout entier dans cette étrange comédie. Sa conduite fut certainement celle d'un ami loyal et généreux; mais aussi, il faut le dire, son esprit léger et moqueur prit un malin plaisir à conduire cette mystification : c'était un *conte* à mettre en action, il y employa toute sa verve. Il manda d'abord Saint-Lambert à Cirey pour se concerter avec lui, puis le mari fut appelé; on convoqua, pour fêter son arrivée, tous les voisins de campagne; il y eut des divertissements au château; on y fit grande chère, on remaria les deux époux, et M. du Châtelet accepta la grossesse de sa femme; Voltaire finit par rire de l'aventure comme il riait de tout.

C'est après ce voyage à Cirey que Saint-Lambert, de retour à Lunéville, écrivait à Mme du Châtelet (1) :

« Je ne suis parti de Nancy qu'après la poste, parce que j'avais écrit au facteur de m'y renvoyer tes lettres. J'attendais donc ce matin les trésors que je devais recevoir mercredi; je les ai reçus, j'en ai joui pendant ma route. Hélas! ils ne

(1) Lettre inédite faisant partie de la collection de M. Aimé Martin.

m'ont pas empêché de sentir que je mettais cinq lieues de plus entre nous. Me voilà donc, mon cher amour, dans un lieu où j'ai bien moins de cette précieuse liberté qui de jour en jour me devient plus précieuse.....

» Le roi m'a reçu avec sa bonté ordinaire ; il est bien assurément de toute sa cour ce que j'aime le mieux. Je suis bien plus déterminé que jamais à ne donner mon temps qu'à lui et à ne prendre absolument de tout mon voyage aucune distraction que celle que ma santé exige. Je reviens à ta lettre : il fallait que je fusse bien abattu pour ne t'écrire que quatre mots le jour que je t'ai quittée. J'avais à te dire tout ce que je te dis ordinairement, tout ce que je te fais entendre, et puis tous mes regrets. Sois-en bien sûre, mon cher amour, ils n'ont jamais été aussi vifs, aussi vrais et moins susceptibles d'être affaiblis par la dissipation. La route m'accablait sans me distraire de toi, et toutes les dissipations qu'on pourrait m'offrir seraient repoussées par mes regrets et par cette mélancolie qui ne m'est que trop naturelle, et qui augmente si fort par ton absence. Je sens mon existence d'une manière pénible, et je me suis cher pourtant dès que je me souviens que tu m'aimes, et que je me dis que tu es avec moi. Mon cher cœur, fais-moi bien des détails sur la conduite de ton mari, sur tes amusements, sur tout. Je n'ai jamais pris un intérêt plus passionné, plus tendre, à tout ce que tu es, à tout ce que tu sens, tout ce que tu fais, tout ce que tu peux être et devenir. Ménage bien ta santé, rafraîchis-toi souvent ; souviens-toi du grand principe de Mme... : tout ce qui échauffe vieillit, tout ce qui rafraîchit rajeunit.... Oh ! si tu savais quel trésor je possède en toi, tu te ménagerais bien. Sois sûre que toutes les impressions vives et délicieuses que j'ai reçues de toi se sont conservées dans mon cœur, s'y sont même augmentées, s'y conservent toujours. Il est bien impossible que rien fasse mon bonheur que toi ; je serai toujours également rempli de ma tendresse et content de la sentir. »

On voit dans cette lettre que Saint-Lambert s'efforce de paraître tendre, sensible, mélancolique ; mais où est le naturel ?

Mme du Châtelet, Voltaire et le marquis du Châtelet ne tardèrent pas à revenir à Lunéville. La petite cour de Stanislas s'anima de nouveau à leur arrivée. Mme du Châtelet, malgré son état de souffrance, y joua *Nanine*. Elle avait retrouvé Saint-Lambert ; le lien secret qui l'unissait à lui augmentait encore sa passion, et, tour à tour heureuse et affligée de cet amour, elle s'abandonnait aux plaisirs, aux larmes, à la réflexion, au travail. Elle avait quarante-trois ans ; à cet âge, l'idée de devenir mère l'alarmait. Poursuivie par le triste pressentiment de sa fin prochaine, elle passait les nuits pour terminer ses commentaires de Newton. Elle disait à Saint-Lambert : « Il n'y avait aucune nécessité à ce que j'entreprisse cet ouvrage, mais puisque je l'ai commencé, il faut que je l'achève. » Un soir, presque au terme de sa grossesse, elle lui écrivait :

« Mon Dieu, que tout ce qui était chez moi quand vous êtes parti m'impatientait ! que mon cœur avait de choses à vous dire ! Vous m'avez traitée bien cruellement, vous ne m'avez pas regardée une seule fois ; je sais bien que je dois encore vous en remercier, que c'est décence, discrétion, mais je n'en ai pas moins senti la privation ; je suis accoutumée à lire à tous les instants de ma vie dans vos yeux charmants que vous êtes occupé de moi, que vous m'aimez ; je les cherche partout, et assurément je ne trouve rien qui leur ressemble ; les miens n'ont plus rien

à regarder. Je suis d'une impatience extrême de savoir si vous monterez la garde demain?.... Songez que si vous montez la garde demain, je puis vous revoir lundi, songez qu'un jour est tout pour moi, et je n'ai pas besoin, pour le sentir, de mes craintes ridicules, car je les condamne, mais un jour passé avec vous vaut mieux qu'une éternité sans vous. Je ferai mon possible pour n'avoir pas d'humeur ce soir ; mais comment ferais-je pour qu'on ne s'aperçoive pas de l'inquiétude et du malaise de mon âme, car c'est le mot qui peut rendre mon état. Ne jugez point de moi parce que j'ai été, je ne voulais pas vous aimer à cet excès, mais à présent que je vous connais davantage, je sens que je ne puis jamais vous aimer assez. Si vous ne m'aimez pas moins, si mes torts n'ont pas affaibli cet amour charmant sans lequel je ne pourrais vivre, je suis bien sûre qu'il n'existe personne d'aussi heureuse que moi, mais je vous avoue que je le crains. Rassurez-moi, mon cœur en a besoin; la moindre diminution dans vos sentiments me déchirerait de remords, je croirais toujours que ç'a été ma faute, que sans Paris vous auriez toujours été le même. Songez que mon amour, que les chagrins que vous m'avez faits en voulant me quitter, et que la crainte de ces grenadiers (1), m'ont assez punie; je vous aime avec une ardeur bien faite pour vous rendre heureux si vous pouvez m'aimer encore comme vous m'avez aimée. Je n'ai rien trouvé de mieux à vous envoyer que la cassette où vous renfermerez mes lettres. Rapportez-les, je vous le demande à genoux, bonheur de ma vie. »

Quelques jours après, elle adressait à Saint-Lambert cette tendre et douloureuse page :

Samedi soir.

« Vous me connaissez bien peu, vous rendez bien peu de justice aux empressements de mon cœur, si vous croyez que je puisse être deux jours sans avoir de vos lettres, lorsqu'il m'est possible de faire autrement. Vous êtes d'une confiance sur la possibilité de monter vos gardes en arrivant, qui ne s'accorde guère avec l'impatience avec laquelle je supporte votre absence. Quand je suis avec vous, je supporte mon état avec patience, je ne m'en aperçois souvent pas ; mais quand je vous ai perdu, je ne vois plus rien qu'en noir. J'ai encore été aujourd'hui à ma petite maison, à pied, et mon ventre est si terriblement tombé, que je ne serais point étonnée d'accoucher cette nuit; mais j'en serais bien désolée, quoique je sache que cela vous ferait plaisir. Je vous ai écrit hier huit pages; vous ne les recevrez que lundi. Vous n'articulez point si vous reviendrez mardi, et si vous pourrez éviter d'aller à Nancy au mois de septembre. Ne me laissez pas d'incertitude, je suis d'une affliction et d'un découragement qui m'effraieraient si je croyais aux pressentiments. Le prince va être bien heureux de vous posséder; il n'en connaîtra pas le prix si bien que moi. Dites bien au prince que vous n'irez plus à Aroué (2) avant mes couches, je ne le souffrirai pas. J'ai un mal de reins insupportable et un découragement dans l'esprit et dans toute ma personne dont mon cœur seul est préservé. Ma lettre qui est à Nancy vous plaira plus que celle-ci; je ne vous aimais

(1) Saint-Lambert avait songé à entrer dans le service actif en achetant un régiment de grenadiers.

(2) Maison de plaisance du roi de Pologne.

pas mieux, mais j'avais plus de force pour vous le dire, il y avait moins de temps que je vous avais quitté! Je finis parce que je ne puis plus écrire. »

Pour se raffermir contre ses funestes pressentiments, Mme du Châtelet avait appelé auprès d'elle une demoiselle de compagnie qui lui avait été autrefois fort attachée. Elle se nommait Mlle Duthil. Mme du Châtelet la revit avec plaisir, mais n'en conserva pas moins de vives alarmes. La crise douloureuse arriva : huit jours après le billet à Saint-Lambert que nous venons de citer, Mme du Châtelet accoucha d'une fille (1), le 4 septembre, dans le palais même du roi Stanislas. Ne prévoyant pas la douloureuse issue de cet événement, Voltaire l'annonce fort gaiement au comte d'Argental : « Mme du Châtelet, dit-il, cette nuit, en griffonnant son *Newton*, s'est sentie un petit besoin. Elle a appelé une femme de chambre qui n'a eu que le temps de tendre son tablier et de recevoir une petite fille qu'on a portée dans son berceau. La mère a arrangé ses papiers, s'est remise au lit, et tout cela dort comme un liron à l'heure que je vous parle. » Voltaire annonçait la même nouvelle à peu près dans les mêmes termes à l'abbé de Voisenon : « Mme du Châtelet, étant cette nuit à son secrétaire, selon sa louable coutume, a dit : *Mais je sens quelque chose!* Ce quelque chose était une petite fille qui est venue au monde sur-le-champ. On l'a mise sur un livre de géométrie qui s'est trouvé là, et la mère est allée se coucher. »

Quatre jours après sa délivrance, Mme du Châtelet n'éprouvait qu'une extrême faiblesse, mais pas de souffrance. La chaleur était très-forte et l'incommodait; la fièvre de lait qui survint augmenta ce malaise ; elle demanda à boire de l'orgeat à la glace : sa garde-malade s'y opposa ; elle insista et voulut être obéie, mais à peine en eut-elle bu un grand verre que sa tête devint brûlante et que tous ses membres furent engourdis. Le médecin du roi de Pologne accourut, il jugea le cas très-grave et demanda à s'adjoindre les meilleurs médecins de Nancy. Après deux jours d'étouffements et de suffocations, on parvint à rappeler à la vie Mme du Châtelet. Elle paraissait hors de danger et reposait doucement. C'était le 10 septembre. Voltaire et le marquis du Châtelet quittèrent quelques instants la malade pour aller souper chez la marquise de Boufflers. Saint-Lambert et Mlle Duthil restèrent auprès d'elle; Saint-Lambert s'était approché de son lit, et ils avaient échangé de tendres paroles; puis, craignant de la fatiguer et s'apercevant que le sommeil la gagnait, Saint-Lambert alla s'asseoir à quelque distance. Dix minutes après, une sorte de râle s'échappa de la bouche de la malade; Mlle Duthil et Saint-Lambert accoururent, ils la soulevèrent sur son séant, lui firent respirer des sels; ils croyaient qu'elle n'était qu'évanouie : tous les secours furent impuissants, elle était morte.

Les derniers mots qu'elle avait prononcés avaient été des paroles d'amour à celui qu'elle avait tant aimé. Voltaire et M. du Châtelet, qu'on se hâta de prévenir, se précipitèrent dans la chambre suivis de tous les convives consternés. Voltaire et Saint-Lambert passèrent une partie de la nuit auprès de ce corps inanimé ; on ne pouvait les arracher à ce funèbre spectacle. Voltaire surtout était profondément ému; quand il sortit de cette chambre, égaré, hors de lui, il gagna la porte du château et alla se heurter contre l'escalier extérieur. Sa tête frappa sur le pavé. Un domestique et Saint-Lambert vinrent à lui; en reconnaissant ce dernier, il lui dit en sanglotant : *Ah! c'est vous qui me l'avez tuée!*

(1) Cette fille ne survécut que peu de jours à sa mère.

Mme du Châtelet fut inhumée dans la chapelle du palais du roi Stanislas; on lui fit de magnifiques funérailles. La cour, le monde des sciences et des lettres, s'émurent de la fin prématurée de cette femme de génie. Clairault, son ami et son maître, la pleura longtemps, et porta son deuil. Quelques jours après cette mort funeste, Voltaire, ramené à Cirey, écrivait à M. d'Argental de ces lieux qu'elle avait embellis pour lui, et dont désormais elle était pour toujours absente:

« Je ne sais, mon adorable ami, combien de jours nous resterons encore dans cette maison que l'amitié avait embellie, et qui est devenue pour moi un objet d'horreur. Je remplis un devoir bien triste, et j'ai vu des choses bien funestes..... Je meurs dans ce château..... j'y remplis mon devoir avec le mari et avec le fils. Il n'y a rien de si douloureux que ce que j'ai vu depuis trois mois, et qui s'est terminé par la mort..... Je ne crains pas mon affliction ; je ne fuis point ce qui me parle d'elle. J'aime Cirey : je ne pourrais pas supporter Lunéville, où je l'ai perdue d'une manière plus funeste que vous ne pensez; mais les lieux qu'elle embellissait me sont chers. Je n'ai point perdu une maîtresse, j'ai perdu la moitié de moi-même, une âme pour qui la mienne était faite, un ami de vingt ans que j'avais vu naître. Le père le plus tendre n'aime pas autrement sa fille unique. J'aime à en retrouver partout l'idée; j'aime à en parler à son mari, à son fils; enfin les douleurs ne se ressemblent point, et voilà comme la mienne est faite. Comptez que mon état est bien étrange..... Je viens de lire des matériaux immenses de Mme du Châtelet qui m'effraient. Comment pouvait-elle pleurer, avec cela, à nos tragédies ? C'était le génie de Leibnitz avec de la sensibilité. Ah ! mon cher ami, on ne sait pas quelle perte on a faite ! »

L'appartement que Voltaire occupait à Cirey fut démeublé; il ne resta plus que les murs de cette galerie et de ce cabinet de travail où chaque jour elle s'asseyait auprès de lui, inspirant ses ouvrages et lui donnant des conseils. La douleur de Voltaire fut très-vive pendant plusieurs mois; sa santé, déjà si faible, s'en ressentit; mais le temps, les distractions de Paris, l'amour du travail et de la gloire, adoucirent ses regrets. Il conserva toujours pour elle un profond sentiment de reconnaissance et d'affection, et chaque fois qu'il en parla dans ses écrits, ce fut avec respect et enthousiasme.

On vient de lire la vie de Mme du Châtelet, racontée pour ainsi dire par elle-même, par Voltaire et leurs contemporains. Il nous a semblé que ces nombreux fragments de correspondance faisaient revivre, bien mieux que nous n'aurions pu le faire nous-même dans un récit apprêté, cette aimable et sérieuse figure. Nous avons été très-sobre de jugements sur Mme du Châtelet; nous avons voulu la faire connaître plutôt que la juger. C'est là, nous le croyons, le premier devoir du biographe. Pourtant, nous nous permettrons en finissant quelques réflexions sur son talent et sur son caractère. Dans les lettres, sa renommée, liée à celle de Voltaire, a été naturellement éclipsée par l'éclat de cette grande mémoire. Les ouvrages qu'elle a laissés ne peuvent d'ailleurs être goûtés et compris que d'un petit nombre de lecteurs; puis la science a marché, et toutes les connaissances de ce rare esprit ont été dépassées. Cependant on ne saurait nier que Mme du Châtelet n'ait eu sa part glorieuse dans l'influence que les sciences exercèrent en France au XVIIIe siècle. Sa haute position et sa liaison avec Voltaire servirent à propager le goût de la philoso-

phie. Par sa traduction du livre des *Éléments*, elle popularisa le système de Newton; par ses *Institutions de Physique*, elle initia la France à la philosophie de Leibnitz. Enfin, dans une science sur laquelle il nous serait impossible d'émettre un jugement même superficiel, elle a mérité ce bel éloge d'un savant contemporain (1) : « Mme du Châtelet est un génie en géométrie. »

Quant à ce que fut sa vie, il faut, pour être équitable envers Mme du Châtelet, ne point la séparer de son temps; pour comprendre ses faiblesses, pour les excuser même, il est nécessaire de les comparer aux intrigues audacieuses, aux galanteries sans amour des femmes d'alors : bien peu furent égarées par le cœur. Dans Mme du Châtelet, nous l'avons vu, c'est toujours le sentiment qui domine, et dans la peinture de ce sentiment son style reste constamment chaste. Une sensibilité délicate l'entraîne et la contient à la fois. La femme supérieure maîtrise en elle la femme du XVIIIe siècle. Son caractère et ses goûts étaient pourtant, il faut l'avouer, une des expressions les plus caractéristiques de cette époque, à la fois si frivole et si tourmentée, se raillant de tout et voulant tout connaître, se débattant au milieu des ruines et ne pressentant pas l'ordre meilleur qui allait en sortir. La vieille foi était morte, le respect pour la royauté avait disparu, et rien ne remplaçait encore ces symboles détruits; les devoirs politiques, les sympathies et les croyances nouvelles étaient à peine en germe dans les cœurs. Voltaire avait le sentiment profond de la justice; mais avait-il bien celui du droit de l'homme et de la liberté? Non : ce ne fut qu'à la fin de son siècle que ces idées généreuses et fécondes se formulèrent et pénétrèrent successivement dans toutes les intelligences. Rousseau, qui sut comprendre bien mieux que Voltaire les tendances et les besoins des sociétés modernes et proclamer le droit commun, Rousseau, qui peignait l'amour comme Mme du Châtelet l'avait ressenti, était encore obscur quand elle mourut. Caché dans Paris, triste et rêveur, il méditait sur les passions et les problèmes sociaux. L'audacieux tribun par qui devait triompher à jamais cette éclatante réforme dont se préoccupaient vaguement tous les esprits d'élite, Mirabeau, venait à peine de naître (2). Les sciences avaient à compléter le rôle qu'elles jouaient en Europe depuis deux cents ans, rôle d'opposition éclairée contre l'autorité aveugle de la routine. Lavoisier, Laplace, Monge, Lagrange, allaient paraître : philosophes, orateurs, savants, tous se montrèrent à l'heure voulue, et concoururent à cette grande révolution d'où est sortie la France nouvelle; mais, au temps de Mme du Châtelet, les âmes ardentes et privilégiées cherchaient, encore incertaines, leur voie naturelle, allant de la science au plaisir et se lassant tour à tour de l'une et de l'autre, puis y revenant, curieuses toujours, jamais satisfaites. On marchait alors, on n'arrivait pas. Cette agitation générale de l'époque explique Mme du Châtelet; nous l'avons vue demandant des émotions à l'amour, aux distractions frivoles, au jeu, à la métaphysique, s'abaissant à prêter l'oreille à la lecture d'un poëme obscène, et écrivant de nobles pages sur l'existence de Dieu, poursuivant le bonheur et l'idéal dans les passions et dans l'étude de la vérité et sentant toujours la satisfaction du cœur et de l'esprit lui échapper. Cette inquiétude des intelligences élevées est moindre de nos jours, pourtant beaucoup de nobles esprits souffrent encore. Le merveilleux, l'inconnu, qui, dans l'antiquité, répondait à cette notion de l'idéal que l'homme porte en lui, n'existe plus pour nous. La terre est maintenant une étroite sphère par-

(1) M. Ampère, père du savant et spirituel collaborateur de cette *Revue*.
(2) Mirabeau avait six mois au moment de la mort de Mme du Châtelet.

courue en tous sens. Le globe entier est exploré ; plus de pays lointain et ignoré où le surnaturel puisse se réfugier. L'âme humaine, à la gêne sur la terre, frappe incessamment aux portes du ciel, et parfois elle croit entendre une voix d'en haut qui lui répond ; mais pour beaucoup la voix reste muette, et à ceux-là il faut les passions de ce monde, l'amour, la gloire, la richesse, l'exercice du pouvoir, les recherches audacieuses de l'esprit ; jouissances bien vite épuisées par l'être insatiable aspirant à des destinées immortelles, et qui, dans le doute de ces destinées, répète avec angoisse les sombres paroles de Pascal : *Le silence éternel des espaces infinis m'effraie.*

Mme L. Colet.

POÈTES

MODERNES

DE L'ITALIE.

IV.

NICCOLINI.

Au commencement de ce siècle, l'Italie entrait déjà dans la révolution littéraire, qui est désormais un fait consommé pour l'Europe moderne; elle offrait tous les signes d'un rajeunissement intellectuel. C'est un spectacle instructif et plein d'attrait à considérer que celui de la pensée d'un peuple dans ses mouvements divers, dans ses déviations, dans ses retours et dans ses accroissements successifs. Sans remonter jusqu'aux *seicentisti*, jusqu'à cette époque relâchée de futiles paroles, de fausse harmonie, où un seul cri énergique a peine à se faire entendre : « *Italia! Italia!* etc.... Italie, Italie, ô toi à qui la fortune a fait don de la beauté! etc.... » quel est encore, en 1750, le plus grand poëte au delà des Alpes? Métastase est le dominateur efféminé de ce temps ; le pâle et inoffensif courtisan de Schœnbrunn suffit aux imaginations affaiblies, et les nourrit de son élégante fadeur, de sa délicate et prétentieuse mollesse, de sa poésie de *lait et de miel*, comme on l'a justement dit. La *Clemenza di Tito*, *Issipile*, *l'Olimpiade*, sont les chefs-d'œuvre de cet art doucereux et corrompu. Cependant bientôt tout change d'aspect ; le XVIIIe siècle s'avance et finit au milieu des agitations ; Alfieri a succédé à

Métastase. Une légion nouvelle de poëtes se lève : c'est le sage et profond Parini qui frappe d'une vive et honnête satire les vices de la société milanaise, et aiguillonne la paresse des sardanapales de la Lombardie. C'est le doux et rêveur Pindemonte qui devine d'instinct l'aimable génie d'André Chénier. Le brillant Monti, qui avait, par malheur, autant de ressources dans la conscience que dans le talent, semble un instant avoir retrouvé la verve héroïque de Dante, et écrit la *Bassvilliana*. Cesarotti initie l'esprit italien aux vaporeuses beautés de la poésie du Nord en traduisant Ossian. Foscolo laisse échapper de son cœur troublé les accents les plus pathétiques, — *Jacob Ortis* et *les Tombeaux*. Faut-il attribuer ce réveil à une de ces contradictions telles qu'en a cru remarquer Sismondi? « On a vu souvent quelques hommes, dit-il, parvenir au plus haut terme de la gloire littéraire, à l'époque même où la décadence de toutes les institutions politiques semble devoir dégoûter de la gloire et donner de l'aversion pour tout développement de l'esprit. » Nous ne savons où l'auteur de l'*Histoire des Littératures méridionales* a pu distinguer ce phénomène d'une poésie grande et vraie venant dans une époque de complète décrépitude; mais si un pays murmure déjà de sa décadence, s'il la connaît et veut rompre avec elle, si ses efforts tendent invinciblement à une transformation, si enfin l'espérance a de nouveau pénétré dans les cœurs, alors l'inspiration poétique peut renaître. Tel était l'état de l'Italie après Filangieri, Beccaria et le grand Vico.

Cette impulsion vigoureuse, quoique incertaine encore et timide en plus d'un point, se fait sentir particulièrement dans les œuvres dramatiques; c'est le moment où la péninsule a un théâtre. Certes, l'Italie autrefois fut richement douée; les couronnes de la poésie n'ont pas manqué à son front. Une seule gloire, toutefois, lui a fait défaut, la gloire dramatique, la *Sofonisbe* du Trissin, l'*Oreste* et la *Rosmonda* de Ruccellaï n'égalent pas même les compositions secondaires d'un autre genre. Le vrai drame italien dans ces temps si pleins de mouvement et de brusques péripéties, c'est *l'Enfer*. Les essais de comédie de Machiavel, qui ne sont pas sans mérite, si l'on veut, et qui se font trop remarquer par une licencieuse bouffonnerie, pâlissent bien auprès du *Prince* ou du *Discours* sur la première décade de Tite-Live. Nulle part on ne voit, comme en Angleterre, comme en Espagne, ce penchant décidé de quelques grands esprits pour l'art scénique, cet ensemble d'ouvrages qui constituent un théâtre ayant son caractère propre, son originalité, et retraçant avec puissance les glorieux épisodes de la vie nationale. — La tragédie, il est vrai, telle que la conçut, telle que la créa Alfieri, ressemble à la tragédie française du XVIIe siècle; Corneille et Racine en ont été les inspirateurs ; c'est la même correction savante, la même unité, la même obéissance aux règles. Dans les œuvres du hautain Piémontais cependant, — dans *les Pazzi*, dans *Philippe II*, — il y a une mâle austérité, une franchise entière d'inspiration dont l'auteur n'a trouvé la source qu'en lui. Les plus belles pages sont encore celles où il s'abandonne au charme fortifiant des souvenirs nationaux. Il y a parfois aussi une visible tendance à se rapprocher de la vérité historique, de la réalité humaine, et plusieurs des qualités du drame moderne s'y trouvent en germe. Les mêmes traits caractérisent les essais dramatiques de Jean Pindemonte, *Ginevra di Scozia, Adelina e Roberto,* ce sombre tableau des Pays-Bas sous le gouvernement du duc d'Albe, la *Rotrude* de Pepoli, l'*Arminius* d'Ippolito Pindemonte, l'*Aristodeme*, le *Caïus Gracchus,* le *Galeotto Manfredi* de Monti. Qu'ils s'exercent d'ailleurs au théâtre ou dans la poésie lyrique, une pensée surtout semble dominer les plus

marquants de ces écrivains : ils s'efforcent de faire revivre la vieille langue italienne. Semblables au paysan d'Athènes qui regardait vers le couchant pour voir plus tôt blanchir au sommet d'une tour voisine les premières lueurs de l'aube, ils tournent, eux aussi, leurs yeux vers le passé pour y lire le présage du prochain avenir littéraire de l'Italie ; pensée en partie juste et grande, en partie stérile et erronée, nous le verrons, par la portée extrême qu'on lui voulut donner, et qui excita plus tard de vives et remarquables luttes.

Aucun écrivain de notre temps ne se rattache plus directement que Niccolini à cette école dont les vues étaient déjà tournées vers l'avenir ; aucun poëte n'a parcouru avec plus de persévérance, avec une fermeté plus égale, grandissant à chaque pas, accroissant ses forces, acceptant les hardiesses légitimes, et résistant aux caprices passagers du faux goût, ce grand espace, — *œvi spatium*, — qui nous sépare des premiers jours du siècle. Son existence littéraire embrasse quarante années ; elle a commencé par *Polixene*, elle continue aujourd'hui par *Arnaldo da Brescia ;* l'un de ces ouvrages marque le point de départ du poëte, l'autre est la preuve énergique de la marche constamment progressive qu'a suivie cet heureux talent. Si le théâtre moderne de l'Italie se pouvait résumer en un seul homme, ce serait en Niccolini. Manzoni, en effet, s'est borné à deux drames, *Carmagnola* et *Adelghis*, qui n'ont point été joués, et qui restent comme des indications éclatantes, comme deux jalons lumineux, et on ne saurait dire quel effet la pratique de la scène eût produit sur le grand auteur milanais. Silvio Pellico a bien moins le nerf tragique, ainsi qu'on le peut voir dans *Francesca da Rimini, Eufemio di Messina, Esther d'Engaddi, Thomas Morus.* Ce que conçoit cette muse pieuse, ce n'est pas le violent combat des passions ; si elle ressent parfois quelques frémissements patriotiques, bientôt elle revient à ses inspirations familières, à la résignation, au pardon évangélique, à une foi sans limites ; sa tragédie, c'est le simple récit des *Prisons !* Niccolini, avec des facultés naturelles, n'a cessé de rechercher par l'étude les vraies conditions de l'art dramatique ; par ses tentatives multipliées aussi, il n'a cessé de s'éclairer de ces lumières qui jaillissent, pour l'écrivain, d'un contact assidu avec le public. Ses œuvres sont populaires en Italie ; quelques-unes de ses tragédies ont été jouées sur tous les théâtres, et s'y sont longtemps maintenues. Ce n'est pas seulement un poëte dramatique éminent, c'est en même temps un philologue habile, un critique tour à tour éloquent et délié, un penseur droit et sévère comme le démontrent ses ouvrages en prose, l'*Éloge d'Alberti*, les discours sur *la formation de la langue*, sur *le sublime et Michel-Ange*, — pures qualités de l'esprit rehaussées encore par le plus noble caractère. Ainsi il est arrivé, par degrés, à cette haute renommée dont il jouit aujourd'hui. Quel nom autre que le sien pourrait-on mettre auprès de celui de Manzoni, glorieux à tant de titres ?

Giovani Batista Niccolini est né dans l'autre siècle, peu avant 1789. Vrai Toscan, pur Florentin, il est aisé de voir quel immuable attachement lui a inspiré l'Athènes nouvelle de cette autre Grèce. Comme tous les hommes du même temps, il a ouvert les yeux pour assister, jeune encore, au spectacle de toutes les extrémités humaines qui s'est déroulé pendant vingt ans. Il s'y est peu mêlé activement toutefois ; sa vie est la vie d'un savant, d'un sage, — la vie d'un poëte : peut-être n'est-ce pas toujours la même chose. Le seul emploi qu'il ait occupé, je pense, est l'emploi de professeur d'histoire. Dans son entraînement naissant, il n'a pas, à l'exemple de Monti, salué tous les pouvoirs. Ses relations marquent mieux ses pre-

mières pensées : Foscolo était-il forcé de quitter Milan en fugitif, il l'accueillait à Florence et se liait avec le fougueux auteur d'*Ortis* d'une chaude amitié. Ce n'est pas que dans cette position désintéressée, pour ainsi dire, et en dehors de la lutte publique, les événements n'aient eu en lui aucun retentissement : ils ont puissamment agi sur sa jeune âme ; ils lui ont montré son pays morcelé, déchiré, livré à toutes les ambitions, passant d'une servitude à l'autre et possédant malgré tout d'indestructibles éléments de vie, et ainsi, par cette éducation lente, silencieuse d'abord, qui fait la virilité de l'esprit en le provoquant à la méditation, ils accoutumaient cette pensée toute préoccupée d'art à rattacher les choses littéraires au développement de la société, ils faisaient naître dans son cœur un amour élevé pour l'indépendance italienne, un sentiment de patriotisme généreux et ferme qui depuis est devenu en quelque sorte le fondement de ses croyances littéraires. C'est en considérant ce premier germe qu'on peut mieux juger comment, par une loi logique, l'auteur a pu écrire plus tard *Jean de Procida* et *Arnaldo da Brescia*, après les compositions de ses jeunes années où ne se révèle aucun autre soin que celui de la forme et de la perfection poétique.

Le premier essai de Niccolini date de 1804 : c'est le poëme de *la Pitié*, écrit en tercets comme *la divine Comédie*, ou plutôt en vue d'un modèle plus rapproché, de la *Bassvilliana*. Écoutant *la pitié qui enseigne la plainte aux mortels*, le poëte a réuni deux fléaux qui désolèrent alors Livourne, une fièvre contagieuse et une inondation, et, par une heureuse fiction, c'est la tempête qui absorbe les miasmes corrupteurs de la fièvre. Au milieu des hésitations de la jeunesse et de quelques beautés de convention, il y a déjà dans ces vers une pure élévation, et les sombres ravages des deux fléaux y sont peints en traits vigoureux. Mais c'est en 1810 seulement que *Polixene* fit voir en Niccolini un poëte dramatique qui, du premier coup, atteignait aux plus sérieuses qualités de pensée et de style. L'auteur avait choisi la douce héroïne d'Euripide, la fille de Priam et d'Hécube, immolée, après la ruine de Troie, sur le tombeau d'Achille. Ici cependant la vérité des faits est modifiée : de même que parmi les captives troyennes Cassandre est échue à Agamemnon, Polyxène est tombée en partage à Pyrrhus, au fils d'Achille, qui est touché de sa grâce et de sa douleur et qui l'aime. Elle-même n'est point éloignée de l'aimer à son tour ; mais cet amour est retenu par un cruel remords, tempéré par le respect du devoir, et ce n'est pas seulement de la froide dignité tragique : cette prisonnière, en effet, que Pyrrhus supplie, cette victime qu'il dispute à la mort, n'a-t-elle pas été promise à l'ombre paternelle ? D'un autre côté, cet homme pour qui Polyxène sent son cœur s'amollir n'est-il pas un des auteurs des calamités de sa patrie et de sa famille ? Noble lutte de généreuses passions ! Dans le drame apparaissent encore *le roi des rois*, Agamemnon, qui voudrait aussi sauver Cassandre et sur qui pèse le souvenir de sa fille sacrifiée ; Calchas, parlant au nom des dieux et attachant le salut des Grecs à un nouveau sacrifice ; l'artificieux Ulysse, qui diffère trop peut-être du sage héros d'Homère. Rien n'est grand comme la douleur maternelle d'Hécube : « Le Destin nous réserve de nouvelles épreuves, dit-elle, et bientôt Ilion détruit sera pour nous une ancienne douleur. »

« Polyxène. — Que peux-tu craindre ?... Quel autre souhait pourraient faire les Grecs ? Les dieux n'ont-ils pas épuisé leurs colères ?

Hécube. — Hécube a encore des enfants !... Ah ! tu ne sais pas que le vainqueur redoute toujours le vaincu... Une mère n'est point trompée par les prévisions de

son cœur affligé... Hélas! je ne suis pas encore arrivée à cette sécurité terrible qu'on rencontre au bout des infortunes humaines!... »

En effet, les larmes d'Hécube couleront encore, l'ombre d'Achille aura sa victime ; Polyxène n'est pas vainement réclamée par les dieux ; du moins elle mourra de la main de Pyrrhus, et elle se jette au-devant de son glaive, au moment où, irrité, il veut frapper Calchas en face des Grecs assemblés pour le sacrifice.

Polixene fut, avec justice, couronnée en 1810 par l'académie de la Crusca. C'est une belle étude sur ces temps consacrés par la poésie, un vrai bas-relief antique. Niccolini était remonté droit à la source de l'inspiration grecque, à Homère, à Eschyle, à Euripide, et on sent combien, dans son jeune enthousiasme, il s'était laissé séduire par cette mâle vigueur de pensée et cette divine harmonie de forme. Il n'y aurait pas beaucoup de traits à retrancher pour que *Polixene* eût pu figurer devant le public d'Athènes ; y a-t-il donc une si grande différence entre la patrie d'Euripide et la patrie de son lointain disciple ?

Il y a en effet une chose à observer, bien propre à éclairer l'histoire littéraire : c'est cette mystérieuse parenté qui rapproche les peuples à travers les siècles et fait comme une famille unique d'une race antique et des races nouvelles qui en dérivent. Par là s'expliquent nos goûts, nos préférences, nos instincts intellectuels ; de là naît aussi cette aptitude particulière de chaque nation à reproduire des types divers. Faire revivre la Grèce, n'est-ce pas, pour l'Italie, retracer en beaucoup de points sa propre image ? En s'en allant vers cet antique pays, elle aperçoit encore le même ciel, elle vit sous le même climat; elle sent en elle le même amour de la forme, de la beauté, de tout ce qui est grand et harmonieux. Si l'on tient compte des modifications introduites par la civilisation chrétienne, le génie méridional se retrouve encore, pour ainsi dire, en face de lui-même. En serait-il ainsi d'un génie bien différent, du génie du Nord placé en présence de ces merveilleux souvenirs de l'antiquité? C'est une erreur de croire que le sentiment critique, si fort développé dans notre temps, nous rend propres à renouveler même les beautés qui nous sont le plus étrangères; nous pouvons les juger, les apprécier plus sainement en critiques; difficilement un poëte parviendrait à saisir assez bien leur essence pour qu'on ne pût voir dans son travail la trace d'une inspiration factice, laborieuse et souvent mélangée d'éléments contraires. Goethe l'a tenté dans *Iphigénie;* mais l'auteur d'*Hermann et Dorothée* et de *Faust*, qui était le poëte le mieux doué pour une telle œuvre, a-t-il pleinement réussi ? Est-il vrai que la jeune fille grecque, même dans son exil de la Tauride, ait dû nourrir son âme de ces *songes stériles* dont parle Goethe, et les pût savamment décrire comme ferait quelque fils rêveur de la Germanie? La vierge antique se serait-elle écriée : « Ah ! l'état des femmes est bien digne de pitié ! dans l'intérieur, à la guerre, l'homme commande... ; c'est lui qui a le plaisir de la possession ; c'est lui que couronne la Victoire ; c'est à lui qu'une mort pleine d'honneur est réservée? Que le bonheur de la femme est peu de chose ! obéir à un époux farouche est pour elle un devoir... » — Et ailleurs : « L'homme a-t-il donc le privilége des actions extraordinaires ? a-t-il seul un cœur héroïque et sublime qui embrasse l'impossible? Ne nous reste-t-il rien à nous? » Iphigénie est bien autre dans Euripide ; ses rêves n'ont pas cette indomptable ambition ; elle n'embrasse pas l'impossible; le sort de la femme ne lui apparaît pas sous le même aspect. « Habitante de ces rivages barbares, dit-elle, je suis dans un séjour odieux, sans hymen, sans enfants, sans patrie, sans amis. Mon occu-

pation n'est plus de chanter Junon déesse d'Argos, ni de retracer sur les riches tapis, avec l'art de Minerve, les titans qu'elle dompte... » Ainsi l'*Iphigénie* de Goethe diffère de celle d'Euripide. C'est encore, si l'on veut, un admirable effort de ce puissant esprit ; c'est une belle statue antique, mais transportée en quelque sorte sous les brumes du Nord qui enveloppent et glacent sa pure nudité, atténuent le relief de ses formes et effacent peu à peu sa beauté native. — Dans *Polixene*, Niccolini a ressaisi sans peine les traits du génie grec. Ses vers ont la même grâce décente et parfois aussi la même forte simplicité. A quoi faut-il attribuer en partie ce résultat, si ce n'est à cette intime parenté dont nous parlions, qui unit l'Italie à la Grèce ?

Cette œuvre de pure et calme poésie apparaît singulièrement au milieu de ce monde où vivait l'auteur. Niccolini s'était fait le contemporain d'Homère, tandis qu'autour de lui l'histoire vivante offrait le plus dramatique intérêt, tandis que l'Europe était tout entière en armes, frémissante sous l'empire d'un seul homme, tandis que l'Italie, subissant le contre-coup de toutes ces révolutions grandioses, changeait à chaque instant de maîtres, se voyait le hochet des fantaisies impériales, et déguisait mal ses inquiétudes. A peine, par un indirect pressentiment, parle-t-il de ces expéditions lointaines où les époux vont mourir, « ne trouvant que des mains étrangères pour fermer leurs yeux, et ne devant plus retrouver les embrassements des épouses. »

Les ouvrages qui suivent *Polixene, Ino e Temisto, Edipo, i Sette a Tebe,* ont une moindre valeur. Par *Nabucco,* Niccolini entra un peu dans cette guerre d'allusions dont l'*Ajax* de Foscolo avait donné l'exemple éclatant. Nabucco n'est autre que Napoléon ; Marie-Louise revit sous la figure d'Amiti, « dont le mariage fit espérer la paix du monde. » Vasti, la mère de Nabucco, ne peint-elle pas le héros moderne en disant : « Que la fortune lui sourie, son orgueil est de nouveau poussé à de téméraires entreprises, et de ses triomphes même naît la guerre. Que les rois ennemis l'emportent, et je les vois fouler aux pieds Nabucco et se hausser sur ses ruines!..... » Nabucco, déjà près d'être vaincu, appelle Amiti : « Si je t'entraîne dans mon malheur, lui dit-il, mon nom te reste, et la gloire que tu en recevras sera plus grande que celle du trône et de tes aïeux.... Va vers notre fils, embrasse-le pour moi!... » Illustre héritage qui a été répudié comme un legs vulgaire ! Faut-il être surpris qu'un poëte bien inspiré se reportât vers d'autres temps pour y trouver un idéal de dignité qu'il n'avait pas sous les yeux?

Cependant, au moment même où Niccolini écrivait ces ouvrages empreints de la couleur antique, sans relation avec les questions actuelles, avec cet ensemble de pensées nouvelles qui tendaient à pénétrer dans la littérature, il se faisait en lui un travail secret qui préparait son esprit aux tentatives modernes, qui le conduisait à approfondir les lois de l'art, à leur donner une interprétation plus large et plus vivante. L'instinct de rénovation perce déjà dans ses premiers fragments de critique. Dans le discours sur *la Ressemblance de la poésie et de la peinture* (*della Somiglianza fra la pittura e la poesia*), Niccolini indique comme le but le plus constant de l'une et de l'autre la fidélité à la nature. Le morceau *de l'Influence des arts sur la vie civile* est plein d'une sérieuse fierté. Les arts ne sont plus considérés comme un objet de frivole amusement, comme un passe-temps aimable ; l'auteur ne les sépare pas de la vie sociale, il veut qu'ils soient l'expression de nos sentiments, de nos pensées, et qu'ils travaillent aussi à élever nos âmes, à nous encourager dans les luttes publiques, et pour cela il faut que les arts aient le pre-

mier bien qui les peut faire vivre, la liberté. C'est là le résumé du *discours,* qui finit par un chaleureux appel au souvenir de Rienzi. Que ces idées, entrevues par Niccolini, soient développées, n'arrivera-t-on pas à la ruine de toutes les fictions académiques, et aux principes littéraires que l'école moderne a cherché à faire prévaloir ? C'est de ces préoccupations, sans aucun doute, qu'est né le premier essai dramatique du poëte florentin sur un sujet moderne. *Mathilde* date d'une année plus féconde en catastrophes qu'en productions littéraires, — de 1815 ! C'est une œuvre médiocre, où luttent des tendances opposées, où se fait sentir un pénible effort. L'auteur voit bien que le passé littéraire ne peut plus être refait; il sent que les classiques héros de la tragédie ont perdu leur prestige, qu'une révolution s'est accomplie dans les esprits ; mais l'avenir? il ne peut le distinguer clairement encore. Quels accents, quelles formes faut-il invoquer pour donner une poésie digne d'elle à cette époque si profondément remuée, éblouie par tant de gloire, attristée par tant de malheurs? C'était un moment grave pour la littérature. Dès lors Niccolini semble rentrer en lui-même; il se renferme dans l'étude, seul asile qui convienne à son indépendance ; il laisse passer les réactions bruyantes au sein desquelles les lettres n'ont point de rôle. Il attend le résultat de ces luttes tragiques, et demande à la méditation silencieuse la maturité qui manque à ses idées. Son intelligence observe soigneusement tous les indices, et s'élargit par la connaissance des littératures étrangères. Un élégant *Discours sur Andrea Orgagna* est le seul fruit de ces années. Entre ces dernières œuvres et celles qui ont vu le jour depuis, il y a un intervalle marqué, — plus grand encore si on le juge au point de vue moral qu'au point de vue du temps écoulé.

L'empire, dans sa chute, avait entraîné toutes ces fragiles puissances, ces proconsulats auxquels Napoléon avait soumis l'Italie. La face de l'Europe était changée ; rien ne restait plus de cet assemblage de royaumes feudataires que l'empereur avait cru durables dans l'illusion de sa gloire ; les frontières nouvelles que sa main hardie avait tracées, la rancune victorieuse avait eu hâte de les faire disparaître, et, en effaçant tout vestige de cette domination gigantesque, fille d'une révolution, il semblait aussi qu'on eût le dessein de ne laisser subsister aucune des conquêtes morales, aucun des progrès qui en étaient résultés. L'Autriche avait ressaisi le sceptre de la péninsule, qui se trouvait ainsi ramenée à l'immobilité, livrée de nouveau à un esprit de gouvernement sans grandeur, réduite à vivre sans bruit, doucement, vulgairement, dans une passive obéissance, propre encore à augmenter ses divisions. Si vive que fût en quelques cœurs italiens l'animosité contre l'empereur pour les déceptions qu'il leur avait causées, il y avait encore en eux cependant une intime espérance. Un poëte l'a dit, — par les armes qui étaient mises dans ses mains, l'Italie pouvait regagner son indépendance ; ce mélange de peuples divers sous les drapeaux pouvait servir à atténuer d'antiques rivalités, à réaliser en partie l'union du pays. Voilà ce qui ne paraissait plus possible avec les nouveaux gouvernements italiens, influencés par l'Autriche. Quels sentiments, quelles pensées furent éveillés dans l'âme de Niccolini par ces événements mémorables? Peut-être est-il aisé de l'entrevoir dans l'*Éloge d'Alberti,* prononcé à l'académie des beaux-arts de Florence en 1819, et où il apprécie avec une singulière virilité les conditions de l'art en face du pouvoir : c'est la forte impartialité d'un esprit éclairé et affermi par les révolutions, qui a vu souvent l'égoïsme et l'ambition pris pour mobiles, et ne croit plus qu'à la vertu, à l'indépendance, seuls objets dignes qu'on se dévoue à leur culte. Il aime à s'arrêter là où ces qua-

lités se retrouvent. « Alberti n'était pas tel, dit-il, qu'en face des puissants la peur lui conseillât un lâche silence ou l'adulation de viles paroles. » Et, en peignant la calme solitude du sage, qui semble être pour lui un idéal, il ajoute : « .... Mais pour que cette vie solitaire te plaise, il faut que tu saches supporter joyeusement la pauvreté, que ta conscience soit assez pure pour ne te rien reprocher, ton âme assez forte pour se suffire à elle-même ; afin d'arriver à ce but, rappelle-toi les doctrines de cette mâle philosophie qui éleva l'âme de Caton et de Brutus, et qui, dans les temps de la plus abjecte servitude, préserve la dignité du genre humain et inspire une vertu sans terreur. » N'y a-t-il pas en même temps un sentiment de plus en plus assuré de la vérité littéraire dans les observations de Niccolini sur cette époque des Médicis, « où l'auguste éloquence des libres génies fait place à la présomptueuse loquacité des rhéteurs, et où l'érudition impose silence aux muses toscanes. »

La rénovation littéraire se dessinait dès lors avec puissance et avec un remarquable ensemble en Italie. Au milieu des effets désastreux qu'eut la catastrophe de 1815, il en est un cependant qui mérite d'être autrement jugé. En mettant fin à la vie militaire où l'Europe se trouvait engagée, à ces vastes prises d'armes pour lesquelles il n'y avait plus de bras, ce grand changement détermina le retour des esprits vers les studieuses recherches, vers les discussions intellectuelles. De là naquit le mouvement philosophique et littéraire de la restauration en France, qui alla hardiment, à travers l'empire, renouer la tradition de la révolution ancienne, pour aboutir à une révolution nouvelle. L'Italie entrait aussi dans la même voie ; mais la sphère littéraire lui était seule ouverte. Quelques années s'étaient à peine écoulées, et déjà d'énergiques poëtes se produisaient avec éclat, — Manzoni, Berchet, Silvio Pellico, Grossi. Ils levaient le drapeau de la révolte en face des doctrines anciennes : Manzoni tentait la réforme du drame, Berchet donnait de beaux exemples de poésie lyrique, Grossi travaillait à créer le poëme historique par *les Lombards à la première croisade ;* leurs brillants essais suscitèrent des polémiques semblables à celles qu'on a pu voir en France, polémiques pleines de passion et d'acrimonie, et qui n'ont pas empêché la poésie moderne, dans tous les pays, d'arriver à ses hautes fins, parce que le but des novateurs était de lui rendre la vérité, de peindre avec plus d'exactitude et plus d'élévation en même temps les faits de l'histoire qui peuvent revêtir la forme tragique, d'exprimer plus fidèlement ces inquiétudes, ces angoisses, ces libres élans, ces joies sereines de l'amour, ces mortelles tristesses du désespoir, qui se modifient sans cesse et font de la vie du cœur un poëme si vieux et si nouveau, si simple et si étrange, si douloureux et si consolant. Et puis ils avaient pour eux la jeunesse, l'inspiration, l'enthousiasme, qui se reflétaient dans leurs ouvrages ; ils marchaient en avant, ils produisaient, tandis que leurs adversaires se bornaient à la critique, à la raillerie, à un blâme stérile, au nom de théories surannées.

Rien ne donne mieux une idée d'un tel mouvement littéraire que les publications périodiques. Il n'est pas besoin de rappeler celles qui se signalèrent en France et donnèrent une si vive, une si haute impulsion aux esprits. L'Italie eut divers journaux qui servaient d'organes aux deux partis. Champions des anciennes doctrines, la *Bibliothèque de Milan, l'Arcadico* de Rome, servaient moins encore la cause littéraire que les desseins des gouvernements blessés de l'audace des idées nouvelles. *Le Conciliateur* avait réuni à Milan les plus jeunes, les plus fiers novateurs ; c'était comme l'avant-garde de la révolution poétique. L'histoire en a été

déjà retracée; le *Journal Bleu,* comme on le nommait, fut bientôt frappé; au moment où les insurrections de Turin et de Naples retentissaient dans la Lombardie, ses rédacteurs furent dispersés dans l'exil et dans les prisons. Le Spielberg recueillit celui qui en avait conçu l'idée, Silvio Pellico, et le jeune auteur de *Francesca da Rimini* alla expier dans un silence de dix ans ses nobles désirs et ses espérances. L'*Anthologie* de Florence a été sans aucun doute un des plus sérieux essais de littérature périodique de ce temps, et par une fortune singulière, due à un gouvernement plus doux, elle a vécu douze années environ, de 1819 à 1832, jusqu'à l'heure où l'Italie s'agita de nouveau, et où chaque parole pouvait devenir une étincelle propre à enflammer les cœurs. Un homme bien intentionné, M. Vieusseux, avait réuni autour de lui, à Florence, quelques écrivains éminents, qui formaient comme une libre famille de penseurs. MM. Zannoni, secrétaire de l'académie de la Crusca, Giordani, Sestini, Niccolini, Tommaseo, prirent part à l'*Anthologie;* M. Libri fut appelé à lui prêter son concours. Sans avoir la fougue du *Conciliateur,* l'*Anthologie* était ouverte à toutes les tentatives généreuses, à toutes les vues élevées et hardies, et prenait chaque jour une importance plus grande, après les hésitations du début. Il y a de remarquables pages de Romagnosi; les questions de droit naturel, de philosophie, d'instruction publique, donnaient lieu à des études où apparaît un légitime désir de perfectionnement. La France surtout, dans l'*Anthologie,* était l'objet d'une préoccupation constante; les cours de MM. Guizot, Cousin, Villemain, y étaient suivis et attentivement analysés. Les idées de Herder y trouvaient aussi de l'écho, et venaient naturellement rejoindre les théories historiques de l'auteur de *la Science nouvelle.* Dans les discussions littéraires, qui occupaient une large place, l'*Anthologie* appuyait le principe d'une rénovation dans les arts, dans la poésie, dans le drame, dans le roman, mais avec la prudence d'un goût sévère qui répugne également aux audaces emportées jusqu'au delà du but et aux stériles prescriptions de règles étroites. Tel est le sens général de cette œuvre collective, et, il faut l'ajouter aussi, tel est le caractère de l'auteur de *Polixene.*

Niccolini a été l'un des collaborateurs de l'*Anthologie.* Son nom se lie au mouvement littéraire italien ; mais il diffère des autres poëtes qui ont assuré par leurs efforts et par leurs ouvrages le triomphe des théories modernes. Il se rattache à la rénovation par le développement invincible de sa pensée, qui tend toujours à s'agrandir, sympathise avec toutes les conquêtes de la raison humaine, et éprouve sans cesse le besoin du vrai; il s'en éloigne par une réserve qui ne l'abandonne jamais dans ses hardiesses, par un goût qui s'effraie aisément de la licence littéraire, par ses visibles affinités avec le XVIIIe siècle, par son amour presque exclusif des gloires nationales, qu'il craint de voir désertées pour des modèles étrangers, pour Goethe, pour Schiller.

La première question où le novateur se révèle en Niccolini, c'est la question de *la langue,* toujours agitée avec tant de chaleur, avec une si vive passion, et qui ne serait qu'un puéril débat de vanités rivales, qu'une pédantesque dispute de grammairiens, si on ne découvrait ce qu'il y a au fond d'essentiel et de vital. M. Sainte-Beuve, dans sa belle *étude* sur Fauriel (1), a montré à quel point l'obstacle qu'oppose au progrès littéraire de l'Italie la différence de ses dialectes avait occupé Manzoni : il se présente en effet invinciblement à l'esprit de tout écrivain, au mo-

(1) Voyez les livraisons de la *Revue* du 15 mai et du 15 juin 1845.

ment où il prend la plume, et lui rappelle les divisions du pays. Ainsi cette question philologique naît d'une pensée plus profonde déposée au cœur de l'Italie moderne ; ce travail pour créer une langue commune sur les ruines des dialectes qui se combattent répond à d'autres vœux plus intimes, aux tendances irrésistibles vers l'unité. Au commencement du siècle, disions-nous, quelques poëtes, sentant cette difficulté, voyant d'ailleurs la langue énervée, pervertie par l'imitation, avaient voulu la retremper à ses sources, et, se retirant dans le passé, ils avaient pris exclusivement pour modèles les antiques écrivains. Là du moins était la certitude, là se retrouvait la pureté primitive, là l'expression n'était sujette à aucune variation ; mais n'était-ce point constituer une sorte d'aristocratie de langue écrite à côté de la langue parlée, diverse et mobile? Toute tradition morale n'était-elle pas rompue? En immobilisant le langage, ne violaient-ils pas toutes les lois du progrès intellectuel? De telle façon que leurs efforts, généreux en principe, aboutissaient à des conséquences étroites et infailliblement mortelles, à une littérature toute de fiction et d'imitation. Niccolini envisage ce problème à un point de vue plus élevé, à un point de vue vraiment philosophique, dans son *Discours sur la formation de la langue,* écrit en 1818. Il ne sépare pas le développement de la langue de la vie même de la nation ; il recherche les éléments de l'expression dans nos facultés, dans notre entendement, dans nos sentiments et nos pensées les plus intimes ; il efface ces distinctions d'un langage écrit, fixe et invariable, qui serait un langage mort, et d'un langage parlé, abandonné à tous les caprices, à toutes les divisions, rebelle à toute règle, et impropre aux œuvres littéraires ; il n'en existe qu'un seul, et c'est dans le peuple autant que dans les livres qu'il le faut aller chercher ; c'est l'usage qui le modifie et le transforme, qui fait vivre les mots ou les frappe de mort. En prenant cette parole dans sa plus haute signification, on peut dire que la langue est *démocratique* par essence. Cette liberté de principes dénotait certainement un esprit large, vigoureux, et dévoué à la révolution littéraire plus qu'il ne le pensait lui-même ; mais en même temps, ébloui par ses souvenirs, aveuglé par cette gloire traditionnelle d'écrivains qui ont illustré Florence plus que toute autre ville, ne se montrait-il pas trop porté, en concluant, à s'enfermer dans sa patrie particulière au sein de la grande patrie? N'y avait-il point une inconséquence trop claire à vouloir imposer la langue toscane à l'Italie pour arriver à l'unité désirable? Malgré tout, cependant, le *Discours sur la formation de la langue*, où quelques faiblesses se mêlent à tant de vues supérieures, est une des pièces solennelles de ce débat, depuis bien longtemps posé, qui a inquiété beaucoup d'esprits, qui a été l'occasion de luttes amères, et n'est point arrivé encore à sa solution.

Ceci est le côté élevé et fécond de ces polémiques soulevées par la rénovation littéraire italienne. Cependant il faudrait aussi faire la part de l'envie, de la jalousie, des basses passions mises en jeu, qui faisaient saigner la nature généreuse et impressionnable de Foscolo à Londres ; il y a encore cette plaie honteuse de la vénalité, qui inspirait à Niccolini ces hautes et fermes paroles : « Vous accusez les libraires... je ne veux pas me faire leur apologiste ; mais l'un d'eux ne pourrait-il pas vous répondre : — La soif de l'or nous est commune ; nous gagnons, il est vrai, sur la fatigue de votre esprit, mais vous, vous vendez aux puissants votre génie et votre conscience ? Par les dates de vos livres, on connaît vos opinions, et l'Égypte n'eut jamais de divinité si ridicule qui n'eût eu votre encens. Fauteurs de la licence ou de la tyrannie, pour que l'une ou l'autre vous paie, vous rendez

odieux le vrai en l'exagérant, ou vous vous appliquez à ne laisser briller que cette faible et malfaisante lumière qui, si elle est mortelle à la pensée, n'en est que plus chère au nombre infini de ceux que le soleil blesse, et plus utile à ceux qui aiment à ne point être vus. Par vous sont mises en honneur ces misérables études qu'on permet à ceux qu'on veut retenir dans une perpétuelle faiblesse, comme on laisse un jouet entre les mains d'un enfant. L'infortune, qui désarme les hommes généreux, vous rend cruels; vous aimez à planter votre bannière sur les ruines d'autrui. Vous flairez la force triomphante comme l'hyène suit le lion pour dévorer ses restes, et vous ne craignez pas de jeter la pierre de la malédiction à la tête des malheureux qui sont tombés! » L'âme fière et libre du poëte respire dans ces lignes tombées en passant de sa plume dédaigneuse.

Le discours sur *le sublime et Michel-Ange* témoignait de nouveau, en 1825, des progrès de l'esprit de Niccolini. Le grand auteur du *Penseroso* a inspiré peu de pages aussi éloquentes. Ici on voit combien la pensée du poëte s'est agrandie par degrés et s'est affranchie du joug des règles. Pour lui, ni le *beau* ni le *sublime* n'ont un caractère unique et immuable, dont il appartienne aux rhéteurs de marquer les traits; les voies qui y conduisent sont variées et nombreuses. « Si le style, dit-il, est comme la manière d'être dans un ouvrage, ceux qui pensent qu'il n'en peut exister qu'un seul circonscrivent la nature dans un cercle semblable à celui où l'ambassadeur romain enferma le roi de Syrie. Et ces Popilius de l'art se plaignent ensuite qu'il ne produise plus rien, lorsque la rigueur de leurs préceptes le retient dans l'impuissance, enchaîné au point où ils se sont arrêtés. » Il y a un autre mérite dans ce *discours*, c'est la liberté des jugements sur le temps et sur les hommes. Niccolini ne néglige aucune occasion de mettre en lumière tout ce qui peut rehausser l'âme, de frapper d'une parole ardente l'âge de corruption où disparaît l'indépendance italienne. « Alexandre de Médicis, écrivait-il, voulait que Michel-Ange choisît un lieu opportun pour élever une forteresse qui pût être le soutien de la nouvelle puissance et la terreur des citoyens; ce grand homme refusa. Les sages des époques corrompues diront que cette audace qui créait pour lui un péril ne procura pas aux autres la liberté; mais je prie que la postérité n'ait pas assez peu de mémoire, que les lettres ne soient pas assez ingrates pour laisser dans l'oubli ce magnanime refus! » Puis, arrivant au bout de la longue vie de Buonarotti, il ajoute avec une grave tristesse : « ..... Je le plains d'avoir vécu si longtemps, en songeant à ce que la vieillesse devait lui permettre de voir. Les Italiens, courbés sous le poids de l'autorité espagnole, oublièrent les coutumes de leurs aïeux, et, acceptant tout de leurs nouveaux dominateurs, ne gardèrent d'eux-mêmes que leurs vices. Les douceurs domestiques disparurent au milieu des pompes d'un faste sans richesse, des vanités d'un abaissement caché sous des noms magnifiques ;..... l'Italie eut l'inertie sans le repos, des aventures sans gloire, des crimes atroces, de lâches vertus, et, en résumé, toutes les honteuses douleurs de la servitude. Alors aussi on tenta d'étouffer le génie, de faire périr la véritable éloquence à l'ombre des écoles, de tromper la conscience du genre humain, et d'empêcher ces destinées qui sont le fruit du temps et des idées. Et la pensée se fit si bien à cette domesticité, qu'à cette époque, qui enfanta des travers nouveaux, on ne trouve pas un écrivain italien qui ait laissé éclater un peu de cette généreuse colère par laquelle, comme on le voit dans Tacite et dans Junéval, les lettres peuvent vivre encore dans les siècles corrompus. Dans les arts eux-mêmes il n'y

eut plus de goût; Michel-Ange resta sans ennemis, mais sans juges, roi encore, il est vrai, mais d'un peuple d'esclaves!... »

Ce serait une étude curieuse à faire que de rechercher à quel point le poëte et le critique coexistent dans Niccolini, et se prêtent une aide mutuelle; la grave émotion d'une raison élevée se mêle, en lui, à l'élan naturel de l'inspiration. Du poëte, il a l'instinct divinateur, l'activité féconde, le mouvement, l'éclat, la sympathie pour tout ce qui est beau. Du critique, il a la fermeté de vues, la sagacité, la logique, et ces facultés diverses sont dominées par un mobile supérieur, par un invincible amour de la patrie. C'est cet amour qui éclaire l'esprit de l'auteur de *Polixene*, et détermine sa foi aux idées progressives, parce que sans elles l'Italie resterait en arrière des peuples. Niccolini n'est point, il est vrai, un de ces audacieux novateurs qui ouvrent des routes inconnues jusqu'à eux, et s'y précipitent avec une ardeur spontanée et irréfléchie; mais chaque pas qu'il fait est assuré : son génie peu hasardeux, grave, méditatif, le rend d'autant plus propre à féconder des principes qu'il n'a admis qu'avec maturité. Les germes déposés dans son esprit fructifient peu à peu. En vain les excès de l'école moderne le pourront effrayer par moments, et lui feront regretter les réserves de sa jeunesse, si fort éprise de l'antiquité; en vain des tendances opposées se disputent son intelligence; son talent se développe néanmoins dans le sens nouveau; il va d'*Antonio Foscarini* à *Jean de Procida*, de *Procida* à *Arnaldo da Brescia*. Ce sont les trois œuvres glorieuses de sa vie littéraire.

Foscarini marque la rentrée de Niccolini au théâtre, en 1827, après dix années de silence. L'issue de la lutte littéraire n'était plus douteuse déjà : *Carmagnola* et *Adelghis* avaient montré ce que peut un génie éminent dégagé des liens d'une discipline trop sévère; mais il restait à tenter quelques-unes de ces réformes sur la scène même, il restait à concilier la liberté, la vérité désormais exigées dans une action tragique avec les pratiques théâtrales. Niccolini a-t-il rempli ces conditions? Il a du moins essayé d'y parvenir, et ses efforts ne sont pas sans éclat. *Foscarini* n'est point certes un drame conçu sur le modèle de *Cromwell*. Il offre cependant des beautés vraiment neuves. La couleur moderne y est bien plus prononcée que dans les tragédies d'Alfieri. La régularité qu'on y remarque naît plus encore de la simplicité de l'action elle-même que du respect outré de l'auteur pour des préceptes abrogés. C'est un grave et sombre tableau de cette politique occulte et étouffante de Venise qui dit par la bouche de Lorédan : « Qu'arrive-t-il si tout est livré à un téméraire examen? D'abord on pense, puis on hait, puis on conspire! » Et encore : « L'homme qu'on redoute est toujours coupable, et, fût-il innocent, il faut le punir si on l'a offensé, car il deviendra coupable par vengeance! » Antonio Foscarini, bien qu'il descende d'aïeux illustres, bien qu'il soit le fils du doge, est la victime choisie par ce haineux pouvoir, toujours mis au service des colères personnelles. Revenant de la Suisse, où il a été envoyé, Foscarini, la poitrine pleine encore de cet air salubre qu'il a respiré dans les libres montagnes helvétiques, revoit sa patrie contristée par la tyrannie des *dix;* il retrouve aussi une jeune fille, qu'il aime et dont il est aimé, devenue l'épouse de Contarini, l'un des trois inquisiteurs d'état et son plus cruel ennemi. Ainsi l'homme et le citoyen tout ensemble sont profondément blessés. Foscarini cependant veut revoir encore Teresa, et il va répéter près de sa maison le chant plaintif de leurs jeunes amours. La jeune femme, qui n'a cédé qu'à la force et au malheur en épousant l'inquisiteur d'état, s'attendrit. Au moment où Antonio et Teresa sont réunis mêlant leurs douleurs irrépara-

bles, les souvenirs de leur affection sans espérance, ils sont surpris tout à coup par Contarini, et Foscarini, pour sauver la renommée de son innocente complice, n'a d'autre moyen que de se réfugier aussitôt dans le palais de l'ambassadeur espagnol. Or, depuis la conjuration de Bedmar, la loi punit de mort, comme conspirateur, tout sujet vénitien qui met le pied dans le palais d'un ambassadeur étranger. Foscarini est donc traité comme un criminel d'état ; il va être jugé par Contarini, qui a découvert la vérité. Ce qui répand un noble intérêt sur le jeune patricien, c'est la fierté qu'il met à avouer tout haut des pensées de liberté qui sont un crime aux yeux du tribunal secret, tout en niant qu'il ait eu le dessein de conspirer contre Venise ; c'est son généreux empressement à cacher le motif réel pour lequel il a été trouvé en rébellion contre la loi, préférant ainsi la mort au déshonneur de Teresa. Contarini se venge en inquisiteur et en époux irrité en le condamnant. Son père lui-même, le doge Alvise Foscarini, devant son silence, est forcé de le condamner. Vainement le peuple commence à gronder au dehors ; quelques sbires suffisent à le disperser et à étouffer sa voix, qui n'est plus menaçante ; vainement Teresa, devinant le danger de son amant, accourt pour s'avouer aussi coupable et éclairer ce sombre mystère ; par les soins de Contarini, Antonio Foscarini est déjà mort. — Ce drame, dans sa simplicité, est d'un puissant effet. Joué sur tous les théâtres, il a été vivement attaqué et chaleureusement défendu. Un critique de l'*Anthologie* en donnait une définition vivante qu'on peut bien rapporter. Un jour, il avait vu une jeune Française, renommée pour sa beauté autant que pour son talent poétique, descendant les degrés du palais Michelozzi ; sa figure fière et charmante, ornée d'une belle chevelure blonde, se détachait, par un merveilleux relief, sur la structure monumentale qui semblait lui servir de cadre. Voilà la tragédie de Niccolini ! s'écria-t-il. Telle est, en effet, la douce et pâle image de Teresa se dessinant sur le fond austère de la Venise du XVIIe siècle. Il y a une différence cependant ; déjà la douleur a laissé sa trace sur le front de la jeune Vénitienne, et ses cheveux qui tombent ont été dénoués dans l'affliction.

Jean de Procida date de 1830. Qui ne connaît le terrible et sanglant épisode des vêpres siciliennes ? Un essai érudit et ingénieux de M. Amari a, il est vrai, présenté ce grand fait sous un jour nouveau et en a notablement changé le caractère ; il a effacé cette couleur dramatique que l'histoire semblait avoir empruntée à l'imagination populaire. Il a réduit à des termes moins héroïques ce soulèvement proverbial. Cependant cette victoire de l'érudition ne saurait, à notre avis, modifier profondément le point de vue sous lequel la poésie l'a pu envisager. La vérité poétique, en effet, diffère de la vérité historique en plus d'un point. Certes l'historien qui décrit une époque ne peut en négliger le côté moral ; mais son premier devoir, c'est une entière exactitude, c'est une parfaite reproduction de la réalité des faits, Le poëte, au contraire, échappe à cette loi rigoureuse et peut créer lui-même une action, pourvu qu'il reste fidèle à la vérité des mœurs, des idées, des sentiments, à la vérité humaine. Que lui importent les détails d'une conspiration, le lieu où elle a pris naissance, le nom de ceux qui ont poussé le premier cri de révolte ? S'il voit dans un pays deux races qui se combattent, des vainqueurs et des vaincus, certainement il ne fausse pas la vérité en montrant ceux-ci prêts à tout tenter pour leur délivrance et en personnifiant la lutte en quelques hommes dont il agrandit à dessein la figure. C'est en quoi, il nous semble, la tragédie de Niccolini peut être vraie encore, malgré les démentis que lui pourraient donner les faits après les découvertes érudites de M. Amari. *Jean de Procida* est le résumé vivant

de toutes les antipathies patriotiques contre la domination étrangère ; il a parcouru toute l'Europe pour fomenter des inimitiés contre Charles d'Anjou ; âpre et redoutable proscrit, il remet le pied en Sicile ; son pays gémit sous le joug, son fils est mort, sa fille Imelda est la femme d'un des dominateurs, de Tancredi, fils d'Éribert. « Je n'ai plus d'enfants, s'écrie-t-il, je n'ai que ma patrie ! » Et il prépare l'effrayant dénoûment auquel les coopérateurs ne manqueront pas dès le premier appel. « Un peuple ne conjure pas, dit Procida ; mais tout le monde s'entend sans qu'il y ait un accord visible. » Le drame entier est écrit avec une chaleureuse énergie et abonde en traits d'une poésie inspirée. Tout s'y agite, tout prend une voix, — le peuple, qui remue sourdement, gronde, puis éclate, — les poëtes, qui se demandent en chœur si la sueur des esclaves doit toujours féconder la terre, si le divin sourire du ciel est fait pour éclairer tant de douleurs, — et les jeunes filles siciliennes, qui pleurent la perte de leur beauté réservée au vainqueur. C'est la poésie de la plainte, de l'amertume, de la vengeance. Dans cette atmosphère de haine, cependant, il circule un souffle plus doux par moments ; il y a une pensée de concorde où se peut reposer le cœur. L'auteur a fait la part de l'humanité généreuse, aspirant à la paix, à l'union fraternelle, et c'est l'amour de Tancredi et d'Imelda qui semble être l'expression de ces nobles souhaits. Imelda dit au fils d'Éribert :

« Ah ! puissé-je te suivre et oublier que je suis née sur cette terre où la haine des Francs est arrivée à son comble !

TANCREDI. — Que me parles-tu d'Italie et de France ? Ah ! tu ne sais pas qu'il n'y a qu'une patrie pour les âmes !... Devant Dieu, il n'y a ni Italien ni Franc ; il n'y a que l'homme, et je sens toute la douceur de cette loi qui nous veut frères. Reviens vers notre enfant, tu verras comme il dort et comme il sourit. Peut-être est-ce à nous qu'il pense dans son rêve ; s'il se trouble, donne-lui un baiser ; soulève ses mains innocentes vers le ciel, et que sa prière entendue du Seigneur te rende la paix !... »

Tancredi, n'est-ce pas un autre marquis de Posa pour Niccolini, c'est-à-dire l'homme qui devance son temps, le héros idéal que, par un anachronisme pardonnable, le poëte aime à opposer à la réalité digne de pitié ou de mépris ?

Jean de Procida rappelle une autre œuvre d'un écrivain respecté, de Casimir Delavigne. Niccolini, Delavigne ! ce n'est point un rapprochement factice créé par notre imagination. En négligeant les différences radicales, soit dans l'idée, soit dans l'exécution, qu'il y a entre *Procida* et *les Vêpres siciliennes,* et en remontant des œuvres aux hommes, combien de traits semblables dans le caractère également digne et pur des deux poëtes, dans leur talent sérieux et élevé ! L'un en Italie, l'autre en France, ils représentent ces pensées de transaction auxquelles en appellent toujours les esprits ennemis des excès, dans les réformes littéraires comme dans les révolutions politiques. Nés presque dans les mêmes circonstances, leur vie, en avançant, semble suivre la même loi. Une conviction morale pareille les anime. L'amour du pays domine leurs inspirations et laisserait le même reflet dans leurs ouvrages, si cet éclair joyeux que le triomphe fait briller parfois au front de Delavigne n'était remplacé chez Niccolini par une constante tristesse. Les doutes, les craintes, que l'un a ressentis en présence des hardiesses littéraires excessives, l'autre les a connus. Leur existence s'est passée à rechercher le vrai point où le

sentiment d'une règle supérieure se pourrait concilier avec les libertés de l'art moderne, et il ne faut pas croire que ce soit l'imitation qui ait produit ce phénomène de deux hommes semblables sous tant de rapports : il n'en est rien; mais les mêmes questions littéraires s'agitant autour d'eux, c'est par une simultanéité naturelle que leur génie fraternel est arrivé à la même gloire par le même chemin.

Niccolini n'est point un poëte lyrique dans le sens réel du mot. Ses élans passionnés, ses cris vengeurs, c'est dans ses drames qu'il les faut chercher. Rarement il s'est servi de cette forme abondante et glorieuse de l'hymne ou de l'ode si propre aux directes émanations de l'âme, au développement des pensées les plus intimes, des sentiments les plus secrets et les plus vivants du cœur qui s'abandonne à lui-même, sans s'arrêter aux limites qu'impose la peinture d'une action définie. Il n'a pas fixé en strophes harmonieuses et alternées ses impressions personnelles, ses émotions viriles, ses souvenirs et ses douleurs mystérieuses, et sa vague rêverie. Tel n'est pas le penchant décidé de son talent poétique. Pourtant, dans ses œuvres, il y a souvent la marque d'une inspiration qui pourrait se suffire à elle-même; plus d'un passage révèle ce qu'il aurait pu en ce genre. Les *chœurs* de *Procida* l'indiquent; ceux d'*Arnaldo da Brescia* le disent mieux encore. Parfois aussi, de même que Corneille peignait en passant

Cette pâle clarté qui tombe des étoiles,

il jette un regard détourné vers la nature, et laisse tomber quelques vers sur « la nuit profonde qui agrandit l'âme et attriste le cœur; » ou bien il décrit « ce lointain et vaste horizon où le ciel et la mer se confondent en se touchant. » C'est ainsi que se décèle accidentellement, pour ainsi dire, le talent lyrique de Niccolini, bien mieux que dans ses *Poésies diverses*. Parmi celles-ci, deux morceaux seulement, une courte élégie sur *la Vieillesse* et une touchante *Plainte*, portent un vrai caractère lyrique. Une grave tristesse est empreinte dans cette ode de *la Plainte*, adressée à une femme, et lui donne une valeur particulière.

« Vous pleurez!... Vainement vous cherchez à retenir et à cacher vos larmes. Quel fantôme est passé devant votre âme? Est-ce un souvenir ou une crainte?

» Hélas! comme s'il ne souffrait pas assez du malheur actuel, l'homme, emporté dans l'immensité du temps, — regarde toujours, plein de terreur ou de regret, en avant ou en arrière du point indivisible qui partage l'infini!.....

» Était-ce en voyant s'enfuir les jours rapides de la jeunesse et les plus douces illusions du songe de la vie?...

» ..... Vous étiez-vous fiée, dans votre crédulité, aux promesses d'un long amour? Si vous avez cueilli cette fleur, elle naît, puis bientôt languit, et meurt.

» Pleurez, et que celui qui vous a trompée soit vaincu par l'enchantement de votre regard!... — Mais il n'est pas donné aux gémissements d'avoir une fin dans cet exil, ni aux larmes de tarir dans notre paupière.

» Maintenant que, mère vigilante, vous veillez auprès de votre enfant, qu'il apprenne de vous la première langue de l'homme, — la plainte!...

» ..... Il se plaint, celui qui regrette, celui qui souffre; il se plaint, celui qui sert comme celui qui commande. Nous sommes tous condamnés : les larmes sont la meilleure prière.

» Vous savez les douces et tendres paroles qu'enseigne l'amour; mais l'homme seul se laisse aller aux chants de la douleur.

» Moi aussi, j'ai voulu exprimer ces tristes accents ; j'essayai, nouveau Pygmalion, d'animer ma statue; — je l'étreins encore, et je tremble..... elle ne sent rien, et le marbre cruel retombe sur moi froid comme la pierre de la tombe.

» ..... Un souci grave et assidu poursuit mes jours, et le malheur m'assiége de toutes parts.

» Déjà, comme une image rapide qui se reflète sur le mur, je disparais de la mobile scène de l'univers.

» Je rêvai de la gloire, je me crus de la race de l'aigle, et me voilà gisant près du rocher d'où j'essayai de prendre mon vol.

» Mais avant que la mort étende son voile éternel sur mes yeux, qu'ils brillent encore de ces larmes à qui le ciel fut promis !... »

Peut-être est-il permis de regretter que cette sévère et profonde mélancolie ne se soit pas épanchée plus souvent, et que l'auteur n'ait pas ajouté d'autres chants à ce poëme intime du cœur, qu'on eût pu mettre à côté des hautes inspirations lyriques de Berchet et des hymnes douloureux de Leopardi.

Tandis que dans ces écrits divers, tragédies ou essais de critique, on voit le poëte florentin s'accroître ainsi, et par un effort mesuré et persévérant, par une sorte de combat où se plaît son esprit, qui développe ses forces, chercher à s'approprier ce qu'il y a de bon, d'excellent, de fécond dans les doctrines modernes, sans renier les pensées de sa jeunesse et les souvenirs de l'austère tradition, — la littérature contemporaine, au contraire, affaiblie dans son triomphe, s'aventurait et se relâchait de plus en plus; la recherche, l'affectation, dont on avait cru se délivrer, reparaissaient sous d'autres formes; l'incertitude produisait un désordre maladif et stérile, une réelle anarchie d'idées et de langage. Le caprice restait seul souverain; il était adopté comme l'unique règle dans la poésie. Or, à quelque point de vue qu'on se place en abordant sérieusement les questions littéraires, qu'on veuille suivre les traces de Shakspeare ou de Racine, de Virgile ou de Dante, de Boileau ou de l'Arioste, qu'on s'inspire de l'antiquité, du moyen âge ou du temps présent, est-il possible d'imaginer un art qui ne soit que l'expression de la fantaisie de chaque écrivain, auquel on ne puisse demander compte des œuvres qu'il produit, en vertu de certaines notions générales, de certaines lois fixes, de certaines conditions immuables qui forment comme un point commun où se peuvent retrouver, pour se comprendre, le poëte, le critique et le public? La poésie serait vraiment alors rejetée parmi ces brillantes futilités qui amusent sans instruire, sans laisser dans le cœur cette durable émotion qu'excite l'expression de toute vérité humaine largement et fidèlement reproduite. Là où nous cherchions les mouvements de notre propre nature, nous trouverions le caprice et les bizarreries de l'écrivain. La critique ne serait pas seulement inutile, elle serait impossible, car elle ne pourrait être que le sentiment particulier d'un homme variable, suivant son humeur, et ne se rattacherait à aucun principe permanent. Ainsi, ce qu'il y a de vraiment grand dans la littérature considérée comme l'image de la société qui s'agite et qui marche disparaîtrait aussitôt! Cela est vrai en Italie comme en France.

Quelle influence pouvait avoir un tel état de choses sur l'auteur de *Procida ?* L'hésitation devait regagner son intelligence et glacer ses premières ardeurs. Son

cœur reste animé des espérances et des vœux de ce siècle, et son esprit, effrayé des excès littéraires, se réfugie parfois encore vers le passé; il doute, il recherche un terrain solide qui lui échappe sans cesse. C'est ainsi qu'il va d'une tentative à l'autre, qu'il fait *Lodovico Sforza* et *Rosmonda*. Dans *Lodovico Sforza*, dans ce tableau sévère de l'usurpation de Louis le More sur son neveu Galeas, duc de Milan, la fibre patriotique frémit, il est vrai, et donne une apparence de vie à l'action. L'un des personnages, Belgiojoso, s'écrie : « Je hais la servitude et l'étranger. Ne sais-tu pas que dans ma patrie il est encore des hommes qui ont vu la république? Ignores-tu que, le dernier des Visconti descendu au tombeau, Milan osa briser ses chaînes, et que des lèvres fermées par la peur, il sortait un nom qu'on peut invoquer après celui de Dieu, la liberté!.... » Mais c'est une tragédie régulière et froide à laquelle quelques touchants passages ne peuvent donner un intérêt suffisant. *Rosmonda*, au contraire, est un essai plus libre; l'histoire de la maîtresse de Henri II d'Angleterre, de la rivale d'Éléonore de Guyenne, y est retracée avec plus de mouvement et d'ampleur. La même contradiction se reproduit dans d'autres œuvres : tantôt Niccolini, suivant Shelley au milieu des vices monstrueux de l'Italie corrompue, fait revivre la sinistre famille des *Cenci* dans un drame plein de toutes les hardiesses nouvelles, et tantôt, comme pour purifier son esprit, il revient avec joie vers la source antique, en publiant une œuvre de sa jeunesse, *Agamennone*, et, selon les paroles de sa dédicace au professeur Centofanti, cette simple et harmonieuse beauté fait naître en lui un triste regret semblable à celui qu'inspire le souvenir d'un premier amour. Telles sont les incertitudes de Niccolini; de là naissent ces vœux de conciliation prédominants en lui, et résultant naturellement de sa position intermédiaire. *Beatrice Cenci* et *Agamennone* lui ont fourni l'occasion de résumer ses vues dans un *Discours sur la tragédie grecque et sur le drame moderne*. C'est une étude d'une savante érudition et d'une vive logique, où il analyse avec soin le théâtre grec, les œuvres d'Eschyle, de Sophocle, d'Euripide, pour montrer leur incomparable grandeur, et où il lance de solides attaques contre ce goût de l'exception qui a envahi le drame moderne, contre ces personnages qui semblent faire sur eux-mêmes une perpétuelle expérience en disséquant leurs passions, leurs pensées, par une subtile analyse, « qui s'aiment, se haïssent, se redoutent, sont heureux ou malheureux seulement par pure curiosité scientifique, de même qu'Eusebio Valli s'inoculait la peste, afin de la mieux étudier. » Oui, cela est vrai, la tragédie grecque a des beautés toujours enviables, oui, encore, ceux qui ont tenté de nos jours de créer un théâtre ont semé de graves et de nombreuses erreurs : c'est là ce qui est toujours le plus facile à démontrer; mais, arrivé à ce point, l'auteur s'arrête. La conclusion du *discours* est donc moins satisfaisante que quelques parties pleines d'observations larges et vraies sur Eschyle, sur Shakspeare, et sur la noble fraternité de ces génies immortels.

C'est par une œuvre récente, par *Arnaldo da Brescia*, que Niccolini a semblé triompher de ses hésitations, et s'est pleinement jeté dans la voie nouvelle; il a fait taire les scrupules d'un goût trop prompt à s'alarmer, et ici comme en toutes ses tentatives les plus marquantes, on pourrait le dire, c'est le sentiment patriotique qui a servi de lumière à son intelligence. Son regard s'est étendu vers un horizon plus vaste; son inspiration embrasse tout un âge historique, toute une période de formidables combats où l'Italie aime encore à se contempler telle qu'elle fut, pleine de vie et d'ardeur. Le sens politique d'*Arnaldo da Brescia*

est une puissante invective contre l'adultère de l'empire et de l'église au moyen âge, adultère consommé dans un but d'oppression. C'est une vigoureuse satire, quoique indirecte, des nouveaux guelfes et des nouveaux gibelins qui prétendraient ressusciter ces anciennes doctrines et se fieraient encore soit au pouvoir temporel de Rome, soit à l'influence de cette ombre d'empire qui plane encore sur la péninsule et l'enveloppe. Vue dans le vague lointain du XIIe siècle, la figure d'Arnaldo n'est pas sans grandeur; c'est un digne sujet pour la poésie. Arnaldo n'est-il pas le type de ces réformateurs extrêmes et prématurés qui se sont succédé d'âge en âge au delà des Alpes, de ces conspirateurs remplis des souvenirs de la vieille Rome, animés d'instincts généreux, mais imparfaits, citoyens d'une république chrétienne idéale, qui voulaient remettre un peu du sang de Caton et de Brutus dans les veines de l'Italie, déjà atteinte par la corruption, et s'en allaient un jour s'éveiller de leur songe au pied d'un gibet ou dans les flammes d'un bûcher? Vainement les cendres d'Arnaldo furent jetées dans le Tibre, comme pour purger l'Italie de son passage; cela n'a pas empêché que, trois siècles après, Savonarola ne fût tourmenté des mêmes rêves et ne renouvelât la même tragédie sanglante. — Niccolini a rassemblé dans son drame, — dont la scène est placée dans tous les lieux illustres de Rome, au Vatican, en face du Capitole, sur la place publique, dans les solitudes peuplées d'ombres antiques, — les personnages caractéristiques du temps, le pape Adrien IV, Frédéric Barberousse, des cardinaux et des sénateurs, des nobles et le peuple, les féroces soldats de l'empereur et les Suisses, que, selon Jean de Müller, Arnaldo avait emmenés avec lui à Rome en rentrant de son exil. Puis de toutes parts éclatent les lamentations des villes détruites par le fer et par le feu, de Tortona, d'Asti, de Chieri, de Trecate, à travers lesquelles Frédéric s'est frayé un chemin jusqu'à la cité éternelle. Dès lors, on conçoit l'animation de cette grande tragédie, qui finit par la défaite de Rome révoltée contre le pape, par le martyre d'Arnaldo de Brescia livré aux flammes, et par la rentrée triomphale d'Adrien et de Frédéric faisant alliance pour mieux assurer leur empire et donner au pouvoir « cette unité qui le fait ressembler à Dieu. » Il est rare de voir mieux exprimés les mouvements d'une multitude changeante sous la pression de quelque puissant agitateur. C'est ici le grand art de Shakspeare dans *Jules-César* ou dans *Coriolan*. Arnaldo s'empare, par sa parole enflammée, de ce peuple assemblé en face du Capitole; il le passionne en prêchant « Dieu et la liberté! » Lui rappelle-t-il les vieux souvenirs romains, le peuple veut le faire tribun ou consul; s'il lui fait sentir le poids de son esclavage, s'il retourne, pour ainsi dire, le fer dans la plaie, en répétant ces mots de saint Bernard : « Les Romains sont rebelles ou vils... pourquoi les craindre? montre à l'Europe qu'ils ont la parole superbe et le pied rapide! » le peuple crie, frémit, s'agite, étouffe la voix d'Arnaldo et le menace de mort; et s'il réveille ses espérances au contraire, s'il lui présage la victoire et offre son sang en holocauste, alors de toutes les poitrines s'échappe un même cri : « Vive Arnaldo! vive le saint!.... C'est notre père!.... » — Les chœurs sont aussi une des beautés d'*Arnaldo da Brescia*. Les Suisses et les Romains unissent leurs chants; les premiers invoquent la liberté de leurs montagnes :

Les Suisses. — Soyons frères; notre fer dira aux barbares que nous sommes citoyens de Rome...

Arnaldo. — Soleil qui brilles sur notre hémisphère et qui renouvelles tout parmi

nous, que la lumière de la vérité ait des rayons encore plus ardents que les tiens! Que la flamme de l'esprit nouveau brûle toujours dans le cœur du guerrier! Embrassez-vous ; ils sont plus que frères, ceux qu'unit une même pensée.

Un Suisse a un Romain. — Sauras-tu soutenir le choc des armes?

Le Romain. — Immobile et fier, tu me verras sur le champ de bataille, et la seule pensée de la fuite ne pénétrera pas dans mon cœur.

Un Suisse. — Et si le peuple cède aux chances du combat?

Le Romain. — Le Tibre est là près de nous; nous mourrons tous, et celui qui succombera sera frappé au front; il aura la poitrine percée par la lance ou par le glaive, en mourant pour la liberté.

Arnaldo. — Ah! si une valeur égale ne répond pas à ces paroles altières, les étrangers pourront dire : Brutus est pour toujours endormi!

Arnaldo da Brescia est le dernier fruit de la maturité prolongée et virile de l'auteur; ses sentiments politiques comme ses instincts littéraires viennent s'y résumer avec puissance, et sous une forme hardie qui est un vrai signe de force. Dans son âme, on le voit, il est resté une foi entière à un idéal supérieur; son esprit a gardé une fleur de pureté ineffaçable, et qui lui vient de sa première familiarité avec le génie antique. Nul ne vérifie plus complétement que l'auteur d'*Arnaldo* ce mot trop oublié : « Qui se contient s'accroît. » Et peut-être est-ce un exemple salutaire à opposer à cette diffusion étourdie, à ce relâchement effréné qui conduisent à une stérilité précoce, à cette ivresse factice qui flétrit et tue les meilleures natures avant qu'elles aient tenu toutes leurs promesses.

Ainsi apparaît Niccolini; telles sont les œuvres de ce poëte sérieux et fier. Sans doute on peut concevoir une interprétation plus large et plus profonde du cœur humain, une vigueur de création plus spontanée et plus libre, des habitudes de style moins souvent déparées par l'enflure; sans doute Niccolini n'a point fondé d'école et ne pouvait en fonder : la mesure même de son génie efface en lui ces traits saillants par lesquels éclatent les grandes originalités poétiques. Cependant il occupe encore un illustre rang, et c'est avec justice qu'un poëte *anonyme*, répondant à ceux qui voient l'Italie déjà passée dans la région des ombres, invoquait récemment son nom comme une preuve que les sources de la vie et du patriotisme ne sont point taries au delà des monts. Certes, ce n'est point un esprit médiocre, celui qui, cédant aux suggestions généreuses de l'amour national, a pu s'élever de *Polixene* à *Arnaldo*.

Ce qu'il faut louer, ce qu'il faut aimer en Niccolini, c'est cette constance qui ne se dément pas, cette sérénité, pour ainsi dire, qu'il montre dans la colère, cet ensemble de qualités qui ont survécu à des déceptions nombreuses, et, en un mot, le rajeunissement progressif de son talent. Poëte éprouvé des premiers jours de la révolution littéraire italienne, où on le voit jouer un rôle particulier et indépendant, de ces jours où Manzoni, Silvio Pellico, cherchent hardiment des routes nouvelles, il n'a pas déserté le combat, et il se retrouve encore aujourd'hui au milieu d'une génération plus jeune qui leur a succédé et qui s'efforce de continuer leurs tentatives. — Si on jette, en effet, un coup d'œil général sur l'art dramatique en Italie depuis que l'auteur de *Carmagnola* est rentré dans le silence, le théâtre, on le verra, ne se résume pas tout entier dans cette naturalisation vulgaire du vaudeville et du mélodrame français habilement essayée par Romani et Bon, ou dans quelques languissantes et fades imitations de Nota et de Goldoni, ou bien dans la popu-

laire bouffonnerie des grotesques héros de tréteaux. Il y a encore de jeunes poëtes, tels que Battaglia, Revere, Turotti ; il y a des œuvres, telles que *Luisa Strozzi* ou *le comte d'Anguissola,* qui sont empreintes d'une vigueur peu commune et dénotent une réelle aptitude. Mais quelle conclusion en pourrait-on tirer? Ces œuvres ne sont-elles pas de persistants indices bien plutôt que la réalisation de l'avenir dramatique qui semblait promis à l'Italie? Et, à vrai dire, un temps de transition est-il propre au développement de la poésie dramatique? Combien de causes se réunissent au contraire pour arrêter son essor!

Ce qui manque aux meilleurs de ces drames, c'est la vérité humaine, sans laquelle une œuvre tragique ne peut vivre ; ce qui manque aux auteurs, c'est la certitude, c'est une claire notion de ce qu'ils peuvent et doivent peindre. Au sein d'une semblable époque agitée par de sourds et irrésistibles ébranlements, on peut imaginer une grande poésie lyrique se faisant l'écho des tristesses de l'âme, des regrets, des espérances, jetant un mélancolique adieu aux ruines qui tombent, ou chantant l'hymne de la réédification triomphante; le douteux aspect de toute chose est lui-même une source nouvelle d'inspiration. Il n'en est pas ainsi de la poésie dramatique qui a un but plus certain, qui, en animant des personnages, doit reproduire leur caractère, leurs passions, leurs sentiments, dans leur rigoureuse logique, avec précision et vérité. Or, cette vérité, qui la pourra enseigner au poëte? Qu'il regarde autour de lui, et il verra de tous côtés l'effort, l'inquiétude, l'attente, le renouvellement partout commencé et à chaque pas suspendu ; ce monde lui apparaîtra comme un tableau dont l'inconstante mobilité lasse le regard, et alors, voyant que tout déjoue son observation, que pourra-t-il faire si ce n'est créer une nature humaine fille de sa fantaisie et de ses rêves, et souvent aussi de son inexpérience? Aux obstacles qui naissent de ces circonstances morales, joignez encore les difficultés matérielles; la censure, en repoussant les écrivains de la scène, ne leur ôte-t-elle pas le seul moyen qui les pourrait ramener à un sentiment plus exact de la réalité? Privés de cette active communication avec le public si féconde en enseignements, de ce commerce vivant et animé avec la foule lettrée ou vulgaire qui modifie sensiblement les conditions de l'art dramatique et fait sa puissance, ils créent cette distinction illusoire et funeste du drame écrit et du drame représenté; leurs compositions ne sont pas des ouvrages scéniques : ce sont des poëmes libres, vagues, flottants, où toute perspective est troublée, où l'action s'encombre d'inutiles détails, où la pensée principale disparaît dans les divagations d'un esprit non retenu. De là vient que les œuvres aujourd'hui remarquables en Italie ne constituent pas, à proprement parler, un théâtre. Ce n'est pas la décadence de la poésie dramatique, mais ce n'est point le progrès véritable. C'est une suite d'efforts généreux, mais isolés et sans portée générale. C'est comme une aurore qui se prolonge depuis Manzoni et tarde à s'épanouir. Il est aisé de voir combien il y aurait d'autres questions à résoudre pour rendre moins problématique l'avenir dramatique de l'Italie. — Si ce jour désirable où s'aplanira cet avenir était proche, à côté des poëtes nouveaux qui naîtraient, les hommes comme Niccolini, qui ont gardé une âme inaccessible aux défaillances et un génie pur des déréglements et des excès, ne trouveraient-ils pas comme une seconde jeunesse féconde encore en projets et en œuvres et éclairée par quelques-uns de ces bienfaisants rayons qu'ils virent briller dans leurs premiers songes de poésie?

CH. DE MAZADE.

LES

VICTIMES DE BOKHARA.

THE VICTIMS OF BOKHARA, BY CAPTAIN GROVER.

LONDON, 1845.

Ce qui me toucherait le plus, si je mettais le pied dans ces grands pays du Gange, de l'Indus et de l'Oxus, ce ne seraient pas les mœurs curieuses des vieilles monarchies asiatiques, ni le combat qu'elles soutiennent contre l'envahissement occidental, mais une douzaine de tombes européennes éparses sur ces domaines ; il y a là le Français Victor Jacquemont, le bon évêque Héber, le voyageur Moorcroft, son compagnon Trebeck, le lieutenant Vyburg, et vingt autres qui dorment sous les dattiers et les cyprès, derrière quelque pagode en ruines, méprisés des habitants et oubliés des voyageurs qui passent. De temps en temps, on rencontre sur les steppes et dans le creux des vallées un pauvre cippe funéraire ou une élévation de terrain qui annoncent la présence d'un cadavre ; quelque voyageur anglais, français ou russe, Moorcroft, Burnes, Stoddart, sont enterrés là, pionniers de la civilisation, et qui lui ont frayé la route dans ces contrées. Ces hommes courageux ont préparé, leurs successeurs préparent encore la grande solidarité qui ne manquera pas de lier un jour tous les habitants du globe.

Il faut voir chez Jacquemont, Elphinstone ou Alexandre Burnes, quel pressentiment amer, quelle terreur sourde avertissent ces races placées entre l'influence moscovite et la puissance anglaise, barbares Sicks, Afghans, Thibétains et Bokhares, que le moment fatal va venir, et que bientôt s'éteindra l'indépendance de leurs

coutumes antiques. Toutes le savent; les plus timides courbent la tête, accablées par cette destinée qui absorbe les races inférieures au profit des races supérieures et des hautes civilisations; les plus barbares et les plus lointaines se soustraient de leur mieux aux regards des observateurs européens, et les tuent quand elles peuvent.

Il n'y a pas, en ce genre, de victimes plus intéressantes et plus volontaires que deux officiers anglais, Stoddart et Conolly, sur lesquels un homme de beaucoup de cœur, d'obstination et de hardiesse, mais d'infiniment trop de violence, à ce qu'il nous semble, le capitaine Grover, a récemment attiré l'attention de l'Europe. Avant d'esquisser rapidement leur histoire, nous entrerons dans quelques détails nécessaires; nous dirons ensuite pourquoi le capitaine Grover les signale comme sacrifiés par les autorités anglaises avec une lâche et indigne cruauté. La polémique soulevée à ce sujet ne nous arrêtera point; régler les intérêts de la grande politique moderne n'est pas une de nos prétentions, assez d'autres se chargent de ce soin. Encore moins nous immiscerons-nous dans les affaires intérieures de la grande et petite Bokharie; défendre lord Aberdeen, incriminer lord Palmerston, appartient à d'autres : nous n'en savons pas assez pour cela; mais la marche de la civilisation nous intéresse; nous chercherons donc à expliquer, à éclaircir, à rectifier, d'après les documents nombreux qui ont été publiés, un récit obscur et curieux, triste et romanesque, qui surtout importe à l'histoire moderne.

En 1838, sir John Mac-Neil était ambassadeur de sa majesté britannique auprès du schah de Perse. On sait dans quelle situation politique cette partie du monde se trouvait, quelles intrigues s'y nouaient, avec quelle peine l'Angleterre essayait de se défendre, sans y parvenir, contre l'influence de la Russie. Ces menées, sourdes la plupart du temps, s'étendaient de Saint-Pétersbourg jusqu'au Thibet et à la Chine, de Calcutta jusqu'à l'Hindou-Coutch et la mer Caspienne. Elles avaient pour but l'affaiblissement ou le maintien de la puissance anglaise dans ces contrées, pour principal théâtre ce plateau de l'Asie centrale où vivent depuis des siècles, sans communication avec nous, des populations intelligentes et rapaces, qui, parmi les vices des barbares, ont surtout adopté le manque de foi. C'étaient elles que travaillaient obstinément les Russes d'une part, les Anglais de l'autre; nous ne reviendrons pas sur cette situation souvent décrite. Les rapports amicaux des cabinets de Saint-Pétersbourg et de Londres n'en étaient point troublés; avec une politesse infinie, on suscitait des ennemis à l'adversaire, on lui enlevait ses alliés, on déconcertait ses projets. On se tuait par envoyés et l'on s'embrassait par protocoles.

A cette partie d'échecs il fallait des instruments secondaires, des pions, si l'on nous passe le terme. Exposés aux chances des avant-postes, ils s'en allaient en sentinelles perdues accomplir les desseins des deux cabinets, et tenter la fortune. Les agents russes se cachaient mieux, se glissaient avec plus d'adresse, et ne montraient pas moins de dévouement que les agents anglais. Chez les autres, plus d'orgueil, de persévérante énergie, et de savantes ressources embarrassaient des trames qui demandent moins d'audace et de savoir que de ruse et de patience. Les rangs de l'armée indo-britannique offrent une pépinière presque intarissable de ces capacités dévouées; on les recrute encore parmi les missionnaires protestants, les employés de la compagnie des Indes, les juges, les *civilians*, les marchands, et même les hommes de science.

Auprès de sir John Mac-Neil, ambassadeur à la cour de Perse, se trouvait un

officier, déjà employé dans quelques affaires diplomatiques. Il se nommait le colonel Charles Stoddart. Chargé d'accompagner le schah de Perse à ce siége de Hérat qui contrariait si fort les Anglais, et menaçait d'implanter la puissance persane-moscovite dans cette partie de l'Asie, il s'était conduit avec fermeté et loyauté; chargé ensuite de réclamer impérativement la levée du siége, il l'obtint, et fut désigné à son gouvernement comme digne d'éloge et de récompenses. Les qualités dont il avait fait preuve, zèle, vigueur, intrépidité, se mêlaient à d'autres nuances de caractère, qui le rendaient assez peu propre à réussir dans une mission plus délicate, que sir John Mac-Neil lui confia en juin 1838.

Entre l'Afghanistan et la Russie, à l'est de la mer Caspienne, se trouvent de petits empires rivaux, souvent en guerre, où règne un mahométisme fanatique, et dont les habitants enlèvent partout des esclaves pour en trafiquer. Ces états, Ouzbecks ou Usbecks, de Khiva, du Kokan et de Bokhara (1), longtemps inconnus de l'Europe, nous ont été révélés par le spirituel et hardi voyageur Alexandre Burnes, mort en 1841 sous les balles des Afghans. Burnes s'était tiré des mains de ces peuplades à force d'adresse. On sait que le brigandage est en honneur chez les Ouzbecks, et que plusieurs tribus regardent comme honteux de mourir dans son lit, au lieu de périr dans un *tchapao* ou « expédition de pillage. » Les vices des régions voisines, la finesse outrée des Persans, le vol organisé des Chinois, la perfidie des Thibétains, la cruauté des Tatars, paraissent s'être donné rendez-vous sur cette terre mitoyenne, d'ailleurs livrée à une éducation théologique tout en pratiques, en arguties et en formules religieuses. Le centre de cette civilisation singulière se trouve à Bokhara, ville sacrée dont les deux principaux caractères semblent être le commerce et le fanatisme. Placée, comme Genève, entre des populations de croyances différentes, elle est puritaine jusqu'à la dernière rigidité et fait un assez grand négoce. On comprend que ces empires fussent pour la compagnie des Indes un sujet perpétuel d'inquiétude; leurs incursions et leurs pillages, qui approvisionnaient d'esclaves leurs marchés, les constituant en hostilité permanente avec les royaumes limitrophes, présentaient à la Russie ou à la Perse un motif légitime de conquête.

Le gouvernement anglais envoya donc le capitaine Conolly auprès du khan ou roi de Kokan, le capitaine Abbott et sir Richmond Shakspeare auprès du khan de Khiva, le colonel Stoddart auprès du khan de Bokhara, non-seulement pour réclamer la suppression du commerce des esclaves, mais pour observer les ressources et les intentions de ces chefs et de ces peuplades, les préparer à l'alliance anglaise et contre-balancer l'influence russe. Houzourout, khan de Khiva, reçut favorablement les envoyés, leur promit ce qu'ils voulurent, et se débarrassa le plus tôt possible de leur présence, qui le gênait. Le khan ou roi de Kokan fit de même. L'un et l'autre s'engagèrent à cesser leurs déprédations, si le khan de Bokhara, plus puissant qu'eux, se prêtait aux intentions des Anglais. C'était consentir à tout et ne rien terminer; les diplomates européens ne paraissent pas s'en être aperçus.

Le roi ou émir de Bokhara, Nassr-Oullah-Bahadour Khan-Mélik-el-Moumenin, un des hommes les plus barbares de ces contrées, est parvenu au trône par une série de crimes atroces même pour un souverain oriental. Le voisinage et la présence des Européens, Russes ou Anglais, l'épouvantait, non sans raison. C'est un monstre, mais sa terreur jalouse était fondée. Averti qu'un envoyé anglais allait

(1) Al. Burnes, *Travels to Bokhara*.

pénétrer jusqu'à lui, il résolut de le frapper de stupeur, et de lui donner la plus terrible idée de sa puissance. Il espérait détruire ainsi chez les Anglais toute envie de se mêler de ses affaires à l'avenir, et comptait bien garder cet envoyé comme prisonnier, pour en user comme d'un otage si jamais on le contrariait en rien. Ce n'était pas mal raisonné pour un barbare, et ce qui le prouve, c'est qu'il a réussi.

Le respect pour les mœurs mahométanes, une extrême réserve, beaucoup de modestie et de simplicité, auraient pu le calmer ou l'apprivoiser; le colonel Stoddart ne fit qu'effaroucher davantage cette bête fauve. Après avoir réussi, par la persistance et la raideur, auprès des Persans, race civilisée et affaiblie, après avoir fait lever le siége de Hérat et imposé la loi britannique au roi de Perse, Stoddart espéra sans doute obtenir, chez les Ouzbecks de Bokharie, le même succès par les mêmes moyens. Homme sévère, loyal et fier, très-attaché aux coutumes et à la religion de son enfance et de son pays, ne se pliant que sous la discipline militaire, il allait se trouver en contact avec des gens de proie, dénués de pitié comme de bonne foi, naïvement perfides, se croyant tout permis quand ils ont dit leur chapelet, renfermés dans la minutie des pratiques, et pillant, trompant, tuant, en sûreté de conscience. Stoddart s'était déjà fait des ennemis ; Yar-Méhémet, vizir de Hérat, était en très-mauvais termes avec le colonel, dont l'humeur altière l'avait blessé. Ce vizir adressa une lettre secrète à Nassr-Oullah, et chargea l'un des hommes de la suite du colonel de la remettre au roi. Stoddart y était représenté comme un espion fort dangereux, plein d'orgueil, de ruse, d'obstination, et qu'il fallait réduire ou exterminer.

Stoddart, qui ne se doutait ni de la belle lettre de recommandation dont un de ses suivants était porteur, ni des mœurs auxquelles il allait se mêler, traversa la première ville sans encombre et entra dans la capitale de Nassr-Oullah-Bahadour, deux jours avant la fête du ramazan. Il était attendu; une escorte nombreuse de cavalerie, précédée par un *mehmandahr*, l'accueillit et l'accompagna jusqu'à la résidence qu'on lui avait assignée près de la maison du vizir, nommé Mahzoum-Berde-Reiss. Le vizir affecta beaucoup de colère de ce que les lettres de créance de Stoddart eussent été adressées à son prédécesseur et non à lui-même : c'était un prétexte ridicule d'irritation, puisque l'on ignorait en Perse, au moment du départ du colonel, la nomination du vizir nouveau ; mais le système d'intimidation commençait. La lettre du vizir de Hérat était déjà parvenue au maître de Bokhara, et ce dernier cherchait les moyens efficaces d'humilier l'étranger qui venait se jouer à lui. Stoddart accueillit ces injures avec fierté. Le ministre ne lui rendit pas sa visite, mais lui fit dire de venir; l'agent anglais refusa d'obéir. Ces insultes concertées entre le vizir et son maître furent au comble lorsque Mahzoum-Berde-Reiss, accourant chez le colonel, l'interpella par cette véhémente apostrophe : « Savez-vous bien que j'ai écrasé tous les ennemis de l'émir! — Je suis charmé d'apprendre, répondit Stoddart avec une ironie assez déplacée, que l'émir n'a plus d'ennemis. »

Après avoir ainsi débuté, on poursuivit de même des deux côtés. Le premier jour du ramazan, le colonel reçut l'injonction de se rendre à pied au Registan, grande place de Bokhara, où l'émir, qui voulait lui parler, devait l'envoyer prendre. Stoddart s'y refusa encore, répondit qu'il irait à cheval, que la force seule pourrait l'en faire descendre, et qu'il se conduirait à Bokhara exactement comme à Londres. Cette résolution parut exorbitante à Nassr-Oullah, déjà si mal disposé; un chrétien ou un juif ne peuvent se montrer à cheval dans Bokhara, ni un autre que le roi lui-même dans la place du Registan. On envoya cependant dire à l'An-

glais qu'il pouvait agir à son gré, et cet officier européen, en grand uniforme, caracola dans le Registan, au grand scandale de la population ébahie. Ce fut pis lorsque, le bruit des trompettes et le piaffement des chevaux ayant annoncé le cortége de Nassr-Oullah, l'officier anglais, au lieu de mettre pied à terre, s'affermit sur sa selle, et se contenta d'exécuter le salut militaire, en portant la main à son chapeau d'ordonnance. L'émir, se voyant bravé publiquement, arrêta sur le colonel un fixe et long regard, ne prononça pas un mot et passa. Quelques minutes après, un *maharam* ou chambellan vint de la part de Nassr-Oullah lui demander « pourquoi il n'avait pas mis pied à terre devant le roi. — Ce n'est pas la coutume de mon pays. — Mais c'est la nôtre. — Je ne puis agir autrement. — C'est bien ; l'émir est satisfait, et vous invite à vous rendre immédiatement à son palais. »

Ce n'était pas ainsi que le spirituel Alexandre Burnes avait préparé son entrée chez le roi de Bokhara; il s'était fait précéder par une lettre orientale, qui demandait pour le voyageur protection et asile à ce magnifique roi, « citadelle des croyants, tour de l'islam, perle de la foi, étoile de la religion, dispensateur de l'équité, colonne des fidèles. » Comment Alexandre Burnes, sans caractère officiel, avait-il réussi à Bokhara, s'y était-il fait des amis, avait-il échappé à tous les dangers? En respectant la bigoterie du pays, en se conformant à ce puritanisme sans égal, à cet amour chinois des formules, à cette sévérité extérieure et hypocrite. Tous les obstacles s'étaient aplanis devant lui. Il paraît que le colonel, au contraire, avait mis dans sa tête de fouler aux pieds l'étiquette des Ouzbecks, et de faire prévaloir à la cour de Bokhara cette raideur si chère aux voyageurs anglais, et dont l'Europe s'est souvent offensée. On le plaça dans un corridor qui conduit à l'Avezahna, espèce de cour où le roi donne ses audiences et reçoit les pétitions; un maharam, s'approchant de lui, le prévint qu'il allait demander de sa part à l'émir la permission d'être introduit, et lui présenter son *arzie bendaghanie,* « la prière de son esclave. » Stoddart s'en offensa ; autant vaudrait s'offenser des mots *votre majesté,* qui n'appartiennent guère qu'à Dieu, ou de la formule *votre très-humble serviteur*, qui ne signifie rien. L'esprit court et rigide du colonel jugea cette formule inconvenante; il répondit avec véhémence : « Je n'adresse de prières qu'à Dieu, je ne suis l'esclave de personne; dites-le bien à votre maître. Je lui communiquerai ce que j'ai à lui dire lorsqu'il m'aura reçu, mais non auparavant. » La même inflexibilité se manifesta par plusieurs autres traits de même nature. La présence d'un souverain dans ces pays est présumée devoir atterrer de son éclat l'étranger qui se hasarde à en soutenir les rayons ; en conséquence, on le prend par-dessous les aisselles, et on le soutient dans sa faiblesse lorsqu'il entre dans la salle où le roi se trouve. Stoddart, soumis à la même cérémonie, secoua violemment ses deux acolytes et s'en débarrassa; selon le capitaine Grover, lorsque le maître des cérémonies vint tâter ses vêtements pour s'assurer qu'il n'avait pas d'armes cachées, il le renversa d'un grand coup de poing et l'étendit à demi mort; cette circonstance, qui a été révoquée en doute, s'accorde d'ailleurs généralement avec la conduite du colonel. A la porte de la salle est placé un huissier, qui, au moment où un étranger est admis, prononce les mots : « Priez tous pour le roi ; » comme si, dans ces mœurs féroces, la mort et le danger étaient sans cesse présents. Stoddart, qui ne s'était informé d'aucun de ces détails, au lieu d'une prière mentale, se mit à réciter à haute voix une prière à Dieu en persan. Nassr-Oullah, assis sous le dais royal, caressait sa barbe, plein de haine pour cet étranger, de dégoût pour sa grossièreté et fatigué

de ses airs dominateurs. Il prononça l'*Allahoû Akbar* ordinaire, reçut la lettre dont Stoddart était porteur, et le renvoya.

Ce début ne promettait pas d'heureux succès. Stoddart, qui n'avait rien fait pour se concilier l'estime et la confiance du maître, arrivait à Bokhara sans présents, sans escorte, armé de sa seule intrépidité. Il se présentait en conquérant plutôt qu'en allié ou en ami; son caractère politique était équivoque; il ne représentait ni l'Angleterre ni la compagnie des Indes; le khan et son vizir profitèrent de ces circonstances, et, deux jours après, le colonel reçut l'intimation d'aller à l'instant même chez le vizir. Il se hâta d'obéir, par une complaisance assez peu explicable, car l'heure était indue, et il avait refusé précédemment de se rendre à une injonction pareille.

C'était le soir. Le colonel, en entrant chez Mazhoum, vit douze hommes armés qui stationnaient dans l'antichambre du reiss : ils se jetèrent tous à la fois sur lui, le renversèrent et le garrottèrent avec des cordes. Comme il était ainsi par terre, pieds et poings liés, le vizir parut, un yataghan nu à la main, et s'élança vers le colonel : « Que Dieu vous pardonne vos péchés! » s'écria l'Anglais, qui pensait que son dernier moment était venu. Alors Mazhoum Berde, le regard étincelant et la bouche écumante, dirigeant vers la poitrine de Stoddart la pointe de sa lame, se mit à l'accabler d'invectives : « Misérable espion! écume de la terre! tu viens donc ici de la part de tes maîtres anglais pour acheter Bokhara comme ils ont acheté Kaboul! Tu n'y réussiras pas; je te tuerai! » Et il appuyait le yataghan sur le sein de Stoddart, dont l'œil immobile restait fixé sur l'œil furieux du vizir. Cette scène dura quelques minutes, et soit que l'impassible contenance de la victime arrêtât le bras du bourreau, soit, ce qui est plus probable, que cet appareil fût concerté entre Mazhoum et le roi, le vizir tout à coup dit à ses serviteurs : « Qu'on l'emporte! » La pluie tombait à torrents; ces hommes, armés de torches et gardant un profond silence, l'emportèrent comme un cadavre, à travers les rues désertes, tantôt le laissant tomber sur les pierres, tantôt secouant rudement ses membres brisés. Quelquefois ils s'arrêtaient, et ces visages farouches le contemplaient en riant. « Achevez-moi tout de suite! leur criait-il; par pitié, achevez-moi! Ne prolongez pas mes tortures. » L'un d'eux, l'éclairant de plus près de sa torche, se baissa vers lui comme il était étendu par terre et immobile : « Certes, tu es un démon ou un sorcier, lui dit-il; tu sais d'avance qu'on ne te fera pas mourir. Si tu n'étais qu'un homme, tu aurais eu peur. » On le traîna encore pendant quelque temps à travers la ville; enfin on le jeta dans une chambre obscure, tout garrotté comme il était, et l'on ferma la porte avec des verrous. Il avait passé deux heures dans ce cachot, seul, étendu sur un plancher humide, quand la porte s'ouvrit; des lumières parurent, quelques serviteurs entrèrent, précédant nn homme enveloppé des pieds à la tête de draperies de laine, qui ne laissaient apercevoir que ses yeux. Ce personnage voilé s'accroupit sur un divan placé à l'extrémité de la salle, et les lumières furent posées devant lui. Le patient suivait du regard tous les mouvements du nouveau venu auquel on témoignait beaucoup de respect, et qui lui semblait devoir être l'émir lui-même; se soulevant de son mieux sur le parquet et reprenant un peu de forces : « Je prie le Tout-Puissant, lui dit-il d'une voix ferme, qu'il vous pardonne. Vous avez mal fait de jeter dans cette prison un homme innocent, chargé d'une mission de son gouvernement auprès de votre roi. Si vous n'étiez pas disposés à me recevoir, vous ne deviez pas me laisser entrer dans votre ville; c'était au vizir de me signifier les volontés de son maître. Si vous voulez que je

parte, je suis prêt à faire ce que vous désirez. » Après avoir écouté cela fort attentivement, l'homme voilé se leva et dit : « Je communiquerai ces choses à l'émir. »

Ce personnage était le chef de la police de Bokhara, nommé Mirîe-Schaab. Il sortit pour exécuter les volontés de son maître, saisit tous les papiers du colonel, les brûla, mit ses effets et ses équipages à l'encan, et le fit transférer dans un cachot plus horrible que le précédent ; descendu au moyen d'une corde à une profondeur de vingt-un pieds, Stoddart se trouva dans un puits avec trois malheureux, dont deux voleurs et un assassin. Ce dernier y avait passé plusieurs années, et Stoddart y passa deux mois. Les insectes et les reptiles que l'humidité entretient dans ce trou infect livraient une guerre incessante aux prisonniers ; la corde qui les avait descendus leur apportait quelques aliments, et tout le temps était employé à fumer ensemble.

Lorsque le caprice farouche de Nassr-Oullah fut assouvi, lorsqu'il crut avoir dompté l'orgueil de l'Anglais et lui avoir imprimé la terreur de sa puissance, il donna ordre au ministre de la police de tirer le colonel du puits où il croupissait depuis deux mois et de le garder chez lui. Deux jours après, le bourreau vint, chargé d'annoncer la mort à Stoddart, avec la seule alternative de se faire mahométan. Stoddart, vaincu par la souffrance et l'épuisement, répéta la confession de foi de l'islam. Sa piété vive et austère ne se pardonna jamais cette faiblesse, qui remplit le reste de sa vie d'un repentir amer. Cependant le bruit des cruautés exercées sur la personne de Stoddart s'était répandu, et le général russe Perowsky, gouverneur d'Orembourg, fit demander à Nassr-Oullah que le captif fût remis aux mains des Russes. On conduisit ce dernier chez l'émir. « Les Russes vous réclament, lui dit le roi ; que veulent-ils faire de vous? Vous traiteront-ils bien, et vous remettrai-je entre leurs mains? — Je suis sûr, répliqua le colonel, d'être bien traité par les Russes ; mais si mon gouvernement vous demande ce que votre altesse a fait de moi, que répondrez-vous? » Telles furent les paroles de cet homme héroïque, épuisé par son séjour dans un cachot malsain, et qui voyait la mort de si près. Le khan détacha de ses propres épaules la pelisse de fourrures noires qui le couvrait, en revêtit le colonel Stoddart, et, ordonnant qu'on le plaçât sur un cheval, lui fit traverser en triomphe les rues de sa capitale. Revenu à la santé, le premier acte public de Stoddart fut de se proclamer hautement chrétien et de protester contre une abjuration que la violence seule lui avait arrachée. L'imprudence de cette conduite avait quelque chose de si grand, cette énergique opiniâtreté témoignait d'une force d'âme si peu commune, que Nassr-Oullah, Mazhoum, Mirîe-Schaab et la population elle-même furent comme vaincus ; on le traita honorablement, on lui dit qu'on l'avait pris pour un espion et traité comme tel; il fut admis à faire sa cour à l'émir, et reçut de ce barbare des marques de bienveillance.

Il y avait à ce singulier changement divers motifs : d'abord les succès des armes anglaises dans le Kaboul et l'Afghanistan devenaient menaçants pour l'émir ; puis ce dernier voulait faire sentir sa munificence après avoir fait peser sa tyrannie; enfin il avait conçu l'espoir de s'attacher, comme l'avait fait Rundjet-Singh, un de ces Européens, « Frandgis ou Feringhis, » si puissants dans les arts et la diplomatie, si habiles à organiser une armée, et qui semblent amener partout le succès avec eux. Caressé et fêté à Bokhara, bien que son retour au christianisme l'exposât quelquefois aux avanies de la populace, le colonel, logé dans le palais, captif dans les murs de la ville, fut soumis tour à tour à la surveillance d'un noble ou naïb avide d'argent nommé Abd-Oul-Samet-Khan, et du maître d'hôtel de la maison

royale, qui s'appelait Abdoul-Halyk. Stoddart tomba malade d'une fièvre typhoïde; le khan lui envoya son propre médecin, qui lui sauva la vie. Sur le point de faire partir une ambassade qui se rendait près du tsar, Nassr-Oullah offrit au colonel d'accompagner cette ambassade jusqu'à Saint-Pétersbourg, et de se charger d'une mission particulière. Une fois à Orembourg, et parvenu à la frontière de Russie, il dépendait du colonel de se mettre sous la protection des Russes et d'échapper pour toujours à Nassr-Oullah. Stoddart refusa; « son gouvernement, disait-il, ne lui avait pas encore intimé l'ordre de quitter Bokhara. » Jamais le sentiment du devoir militaire ne fut poussé jusqu'à un scrupule plus étonnant. Stoddart devait penser que les distances, la guerre flagrante, l'état politique de l'Asie centrale, rendaient les communications presque impossibles; la dépêche attendue pouvait ne jamais venir, et cette obstination renouvelait les soupçons conçus contre son espionnage. En effet, les colères du barbare se réveillèrent après le refus de Stoddart; à deux reprises, on le conduisit dans une prison, moins dure que la première, et d'où on le tira bientôt. Il ne se laissa pas épouvanter. C'était un soldat qui restait à son poste sous les balles; la sentinelle, n'étant pas relevée, ne bougeait pas.

Lorsque reparaissaient les ombrages de Nassr-Oullah, le naïb qui surveillait Stoddart recevait l'ordre de l'empoisonner; l'Anglais marchandait sa vie, et ne réussissait à la conserver qu'en flattant la cupidité du naïb et lui faisant espérer une grosse rançon. D'autres fois, l'émir, revenant à des sentiments meilleurs, lui faisait porter du tabac et des pelisses, essayait de le capter, et le priait de réparer le tain de ses glaces, de lui fabriquer un thermomètre et « des chandelles brûlant sans fumée. » Stoddart aurait pu tirer grand parti de ces dispositions s'il avait eu autant d'adresse que de hardiesse et de piété.

Cependant les événements extérieurs, s'avançant vers le dénoûment de 1841, qui couvrit de cadavres anglais les défilés de l'Afghanistan, rendaient la situation de l'agent britannique de plus en plus inquiétante. A l'instigation des Anglais, on le croyait du moins, la guerre avait éclaté entre Nassr-Oullah et l'un des petits rois ses voisins Mohammed-Aly. Le sultan de Constantinople, reconnu pour chef spirituel de tout l'islam, écrivait au khan de Bokhara qu'il eût à relâcher son captif; les Russes eux-mêmes, dont une ambassade allait arriver de Saint-Pétersbourg, demandaient, selon les us et coutumes chevaleresques de cette lutte entre diplomates, la mise en liberté de Stoddart, et le khan de Khiva, pressé par le colonel Abbott, la réclamait de son côté. Harcelé par ces influences, preuve de la puissance anglaise, et ne sachant comment y échapper, le despote devint furieux. Il répondit au sultan qu'il obéirait, pourvu que la reine d'Angleterre restât son amie et ne lui en voulût pas; — au cabinet de Saint-Pétersbourg, que le prisonnier n'était qu'un voyageur sans caractère officiel, — et à son confrère de Khiva par ces paroles bizarres : « Vous avez un Anglais, et moi j'en ai un. Pourquoi voulez-vous me prendre le mien? » Puis il partit pour guerroyer contre les Kokaniens.

La mission russe à Bokhara rencontra dans cette ville l'agent anglais, et s'empressa de lui donner protection. Plusieurs lettres qu'il avait écrites à ses amis, portées les unes par des Kourdes qui les cousaient dans un pan de leur robe, les autres par des juifs ou des Persans que gagnait l'appât de l'argent, étaient parvenues à leur destination; dans cette correspondance, en partie imprimée, on est surpris de reconnaître le style puritain des contemporains de Cromwell; au-dessus des intérêts diplomatiques ou guerriers, l'intérêt religieux domine l'esprit et la destinée de Stoddart, à qui ces sentiments élevés prêtent une grandeur réelle. Le

capitaine Conolly, chargé auprès du roi du Kokan d'une mission analogue à celle de Stoddart, en recevant une de ces lettres, résolut d'aller trouver son frère d'armes, et de partager ses dangers. La tentative était hasardeuse, car Nassr-Oullah regardait Conolly comme le mobile des embarras qui lui étaient suscités et de la guerre qu'il avait à soutenir contre ses voisins. Mohammed-Ali, roi du Kokan, lui permit de se rendre à Bokhara sous condition de le renseigner exactement sur la route que son ennemi devait prendre pour arriver jusqu'à lui. Quant à Nassr-Oullah, ce nouvel Anglais qui venait s'engager dans ses filets le charma ; il se hâta de donner son consentement, et promit la liberté à un esclave qui se chargea de porter à Conolly la dépêche royale et de traverser un pays couvert de troupes et plein de périls. Conolly, reçu d'abord dans le camp royal, interrogé avec hauteur, accueilli froidement et dirigé sur Bokhara sous escorte, fut logé chez le naïb Abd-Oul-Samet. Stoddart habitait la maison de l'ambassade russe, où il trouvait sécurité. On eut peur qu'il ne voulût y rester, et que ses amis russes ne le défendissent. Pour l'engager à rentrer chez Abd-Oul-Samet, on empêcha Conolly de le voir; les deux amis, ainsi séparés, ne tendirent plus qu'à se réunir, et Stoddart, entraîné par un désir aussi facile à comprendre que fatal, quitta l'ambassade russe pour aller vivre avec son ami chez Abd-Oul-Samet. On était au 11 novembre 1840.

Nassr-Oullah se trouvait seul maître des deux Anglais, et c'était ce qu'il voulait. La guerre du Kaboul continuait, et les populations de l'Asie centrale s'animaient d'une fureur profonde contre le pouvoir qui les pressait et les enveloppait. La conduite de Nassr-Oullah envers Conolly était toujours hautaine et menaçante ; Abd-Oul-Samet craignit ou feignit de craindre qu'une partie de la colère du monarque ne tombât sur lui-même, et une maison particulière fut assignée aux Anglais, avec un revenu de 3 *tillahs* ou 30 shellings par jour. Pendant un mois, Conolly demanda et ne put obtenir une audience particulière. Le 2 décembre seulement, on conduisit les deux prisonniers chez Nassr-Oullah. « Où sont vos lettres? demanda-t-il à Conolly. Vous êtes un espion ; mais souvenez-vous que Bokhara n'est pas aussi facile à conquérir que l'Afghanistan. Je vais vous envoyer en prison, et vos Anglais viendront avec une armée, s'ils veulent, pour vous tirer de mes mains. » Conolly répondit avec autant de fermeté, mais plus de prudence que Stoddart, et l'un et l'autre furent congédiés. On les enferma dans une chambre du palais, où ils passèrent une nuit de terreur et de souffrance ; le lendemain, on les conduisit en prison.

Plusieurs de ces faits, avancés par le capitaine Grover, ont été controversés ou niés quant à l'exactitude des détails ; les variantes que l'on y oppose ne changent pas matérielliement la situation que nous avons décrite. Les vacillations du roi de Bokhara dans sa conduite envers Conolly peuvent avoir été plus ou moins marquées, il a pu montrer d'abord quelques égards pour ce dernier, ce qui importe peu. Les événements suivaient leur cours, l'insurrection du Kaboul se propageait. Le messager juif chargé d'apporter à Nassr-Oullah une lettre de lord Palmerston réclamant la liberté des captifs fut, suivant le capitaine Grover, décapité d'un coup de cimeterre dans le corridor du palais, selon d'autres, jeté dans le puits noir et exécuté. L'Angleterre, sans pouvoir dans le pays, n'avait plus de mission à Hérat, à Khiva, ni dans le Kokan ; l'Afghanistan était en armes, et toutes les communications interrompues ; ces sentinelles perdues de la puissance britannique dans l'Inde semblaient vouées à la mort.

Cependant ils avaient des amis qui ne les oubliaient pas. M. de Boutenieff, l'am-

bassadeur du tsar, que la fureur croissante du khan força de quitter Bokhara, ne cessait pas de réclamer. Alors le fils d'un juge ou *kazie* de Hérat, Akounzadeh-Saleh-Mahomed, dont la famille devait la vie à un Anglais, au major Todd, et qui semblait faire du dévouement aux compatriotes de son libérateur le but unique de ses actions, voulut tout braver pour aller retrouver à Bokhara, malgré le péril, le capitaine Conolly, au service particulier duquel il se trouvait attaché depuis longtemps. La générosité de cet Asiatique, aussi active que sa reconnaissance était ardente, mérite de nous arrêter quelques instants.

Six mois auparavant, un ami du major Todd, le capitaine Abbott, cet envoyé à Khiva dont nous avons déjà parlé, avait quitté le roi de ce pays pour se rendre en Russie; une bande de Kozacks le surprit en route, tua ses gens, le dépouilla et le retint captif. Comme il était par terre dans une tente, où on le gardait à vue et où il attendait la mort, un Kozack entra et lui dit : « On vient vous délivrer. » Puis un jeune homme en costume afghan souleva le cuir de la tente, s'élança vers lui, se jeta à son cou en versant des larmes. « Gloire à Dieu! s'écria-t-il en persan, je vous trouve enfin! Relevez la tête, seigneur, vos malheurs sont finis. » C'était Akounzadeh, que le major Todd avait chargé d'aller à la recherche d'Abbott, avec une somme d'argent considérable, et de sauver sa vie. Traversant les steppes, allant d'une tente à l'autre sans savoir le langage des Kozacks, égaré par leurs faux renseignements, forcé de lutter contre la mauvaise volonté de sa propre escorte, il avait battu le désert dans toutes les directions pour accomplir les volontés de Todd, son bienfaiteur; et, sans se décourager, parvenu aux bords de la mer Caspienne, où il « ne voyait plus, dit-il dans sa narration (1), ni une voile sur la mer, ni un abri sur les steppes, » il rencontra enfin le malheureux capitaine, qu'il conduisit sain et sauf à la première forteresse russe. On ne sait pas trop pourquoi le capitaine Grover appelle « coquin de premier ordre (*a regular scoundrel*) » un homme si fidèle et si dévoué, qui pendant vingt-deux jours de marche à travers le désert garda 980 ducats roulés dans sa ceinture, et les apporta intégralement au capitaine Abbott. Le même Akounzadeh, six mois après, ne trouvant plus à Khiva Conolly, son ami et son maître, se dirigea résolument vers Bokhara, pour lui porter des nouvelles et de l'argent. « Vous vous exposez, lui dit le khan Houzourout en le voyant partir; Conolly a fait une grande faute de se livrer lui-même au khan de Bokhara; il sera traité comme le colonel Stoddart. » Akounzadeh faillit y perdre la vie, comme on va le voir. Arrêté à la frontière, puis conduit devant l'émir, qui le regarda sans dire un mot, il fut jeté en prison avec ses domestiques. Il trouva cependant moyen de communiquer avec Conolly, et c'est une chose touchante de voir ces deux hommes, prisonniers l'un et l'autre, l'un Asiatique, né à Hérat, l'autre Européen, né à Londres, ne jamais se perdre de vue du fond de leurs cachots et se rendre jusqu'à la mort des services mutuels.

L'histoire des deux officiers anglais avait pénétré en Perse, dans l'Hindoustan, en Europe; partout un intérêt très-vif s'attachait à eux. Ni l'Angleterre ni même la Russie ne les avaient délaissés. Depuis le mois de février 1839, le lieutenant Pottinger, agent politique à Hérat, sir John Keane, commandant l'armée du Kaboul, l'envoyé, sir William Macnaghten, avaient assiégé Nassr-Oullah de leurs remontrances; le chef des moullahs ou prêtres de Hérat, Khan-Moullah-Khan, était venu,

(1) Récit du voyage de Saleh-Mahommed de Hérat, dit Akounzadeh. *Victims of Bokhara*, appendix, p. 215.

de la part du major Todd, demander la liberté du captif : « Vous! mahométan, vous venez parler pour cet infidèle, lui dit Nassr-Oullah en le renvoyant. » Tout étant inutile, on essaya de faire agir de concert les khans de Hérat et de Khiva, le sultan de Kaboul et les envoyés de Saint-Pétersbourg. Cet accord, cette persistance, persuadaient à Nassr-Oullah que l'on attachait un haut prix à la vie de Stoddart, et qu'il obtiendrait une rançon considérable ; il espérait même exploiter la circonstance pour agrandir son royaume. Profitant des ouvertures qui lui étaient faites, il demanda à la reine d'Angleterre l'adjonction à ses domaines de certaines régions limitrophes et ne reçut qu'une réponse dilatoire. Nassr-Oullah spéculait sur ses captifs.

Quant à Stoddart, avec cette confiance héroïque et aveugle que nous connaissons, il rendait sa libération presque impossible. En vain lui écrivait-on qu'il était libre de partir, en vain les autorités de Calcutta lui conseillaient-elles de saisir la première occasion qui pouvait se présenter et de fuir ; retenu par un sentiment du devoir presque fanatique, il prolongeait, malgré ses chefs eux-mêmes, cette situation dangereuse. Il atteignit ainsi l'époque où le pouvoir anglais ébranlé dans l'Afghanistan et le massacre du Kaboul encouragèrent le roi à en finir avec deux prisonniers qui ne lui rapportaient rien de ce qu'il avait espéré et qui l'embarrassaient.

Deux circonstances précipitèrent le dénoûment. Les moullahs ou prêtres du Kaboul, après le massacre des défilés, écrivirent au khan de Bokhara que les étrangers étaient exterminés, et que s'il n'avait pas encore osé tuer ses deux captifs, il pouvait maintenant ou s'en défaire ou les leur livrer ; « cette lettre, dit Akounzadeh dans son récit, fit sur l'émir une impression profonde. » Il transféra les deux Anglais dans un cachot plus rigoureux et les fit dépouiller de leurs habits. On trouva dans une doublure des vêtements du colonel un crayon et des papiers qui furent remis à Nassr-Oullah ; rien n'est plus suspect à ces hommes que les écritures et les dessins tracés par des Européens. On voulut savoir qui avait apporté ces papiers et ce qu'ils signifiaient, et l'on battit cruellement pendant deux ou trois jours successifs Stoddart, qui se refusa obstinément à toute révélation. Enfin le 17 juin 1841, le khan ordonna l'exécution de Stoddart en présence de Conolly, et fit offrir la vie à ce dernier, s'il voulait abjurer et devenir mahométan. Les mains liées et croisées sur la poitrine, ils furent conduits à travers une foule nombreuse dans une petite place carrée, où le bourreau abattit la tête de Stoddart. — Se tournant alors du côté de Conolly, le bourreau lui dit : « Voulez-vous être mahométan? l'émir vous donne la vie. — Vous ne l'avez laissée ni à Youssouf (un des serviteurs de Stoddart) qui était de votre foi, ni à Stoddart qui embrassa le mahométisme quelque temps. Je ne serai pas renégat ; tuez-moi ! » Il tendit le cou, sa tête tomba ; on placa ces deux hommes courageux dans des fosses que l'on venait de creuser sous leurs yeux. Akounzadeh, dépouillé de tout ce qu'il avait apporté, recueilli par un bon négociant bokhare qui le prit dans sa maison, se hâta de quitter la ville sans bruit et à pied, s'égara dans les steppes, et revint à Hérat exténué.

Cependant les Anglais, dont les communications avec Bokhara étaient coupées, ne savaient rien de tout cela ; ils se préparaient à tirer une vengeance éclatante de leurs désastres chez les Afghans, et la préoccupation du cabinet britannique comme des autorités de l'Inde anglaise se concentrait sur ce point redoutable. La destinée des deux malheureux voyageurs était inconnue, et lorsque le gouverneur général,

en annonçant ses triomphes et la punition des Afghans, réclama les agents de l'Angleterre, Bokhara n'avait plus que leurs cadavres.

Il y a dans cette triste affaire autant de malheurs que de fautes. Il ne paraît pas que le choix de ce soldat honnête et puritain, le colonel Stoddart, fût approprié à une mission qui demandait le tact le plus délié et l'observation exacte des coutumes adoptées par un peuple qui les prend pour la seule vertu. Après la mauvaise réception de Stoddart, son rappel immédiat et impératif devenait nécessaire. Le voyage du généreux Conolly, qui vint se jeter hardiment dans la gueule du même tigre, ne témoigne pas plus de prudence. C'est sous ce rapport et surtout dans les premières phases de ce triste et curieux drame que l'humanité et la politique peuvent accuser les autorités anglaises d'avoir trop peu ménagé la vie et la sûreté de leurs agents. Ces prémisses posées, le reste des faits s'enchaînait par une suite de conséquences inévitables, et, contre l'opinion du capitaine Grover, les plus pressantes réclamations et les menaces les plus vives n'auraient fait que convaincre de l'importance de sa capture ce barbare acculé au bout du monde et sûr de sa position.

Quand le meurtre des deux officiers fut connu, le gouvernement anglais se trouva fort embarrassé, et l'est encore. Pour attaquer avec quelque chance de succès et punir Nassr-Oullah, une armée considérable devait marcher; elle laissait derrière elle les Sicks, les Afghans, et tous les bandits de la rive gauche de l'Indus; elle trouvait en face, une fois parvenue à Bokhara, les avant-postes de la Russie, les Kozacks des steppes, le Thibet, la Perse, Khiva et le Kokan, forcés de faire cause commune avec le roi des Bokhares; une contrée aussi grande que l'Europe, avec ses montagnards nomades, qui ne font que la guerre, se soulevait comme un seul homme. Certes, il y avait là de quoi réfléchir; mais la presse et l'opposition anglaise ne s'endormirent pas. Ce qui s'est passé depuis 1841, à cet égard, est un symptôme curieux de l'universalité d'intérêts et de relations qui s'établit dans le monde, et de la puissance énorme de la publicité moderne.

A propos de ces deux Anglais sacrifiés par le chef d'un royaume barbare, Saint-Pétersbourg, Téhéran et Calcutta s'agitent. Une assemblée spéciale est instituée à Londres pour le seul objet de sauver les prisonniers ou de les venger. Un homme se trouve, d'un cœur chaud et d'un esprit belligérant, le capitaine Grover, qui assiége Downing-Street, harcèle les ministres, remplit les journaux de ses plaintes, invoque le secours de l'Europe entière contre un monarque voisin de la Chine et contre le cabinet britannique, accusé par lui d'abandonner ses agents. Il se rend à Saint-Pétersbourg pour obtenir du tsar ce que les autorités anglaises lui refusent; il récuse jusqu'au dernier moment les témoignages nombreux, et selon nous incontestables, qui racontent la mort ou plutôt l'assassinat des deux captifs; il éveille si bien la pitié publique, qu'un autre homme se présente, missionnaire protestant, qui, habitué aux courses les plus périlleuses à travers le globe, offre à son tour de partir pour l'Asie centrale et de ramener ses compatriotes. Il s'embarque « fort tranquillement, dit le capitaine Grover, après avoir embrassé sur le rivage sa femme et sa fille, la Bible à la main, et tout aussi paisible que s'il fût parti pour un voyage de quelques jours. » Cet homme est le docteur Wolff, et, dans cette triste aventure, c'est le quatrième personnage qui expose résolument sa vie pour sauver celle d'autrui.

Le docteur, après avoir couru de grands dangers, protégé par le seul titre de moullah ou prêtre dont il était investi, est revenu persuadé pour son compte que

toute recherche sera désormais stérile, que le récit d'Akounzadeh est la vérité même, et que les deux officiers anglais ont péri. C'est ce que le capitaine Grover ne veut pas croire ; on peut les retrouver, dit-il, dans quelque forteresse ignorée, du côté d'Orembourg et de la mer Caspienne. Aussi son livre, dont la seconde édition vient d'être publiée, est-il une malédiction continuelle, mêlée de satire et d'invectives, contre les autorités anglaises, lord Aberdeen, lord Palmerston, sir Robert Peel et tous ceux qui n'ont pas secondé les vues du capitaine, qui ne les secondent pas aujourd'hui. Nous avons dit pourquoi cette violente réclamation ne nous semble pas complétement justifiée par les faits. La forme d'ailleurs, celle du pamphlet et du journal, manque de la gravité convenable et de la dignité nécessaire. Un critique anglais se plaignait récemment du style décousu et emphatique qui envahit l'Europe entière : « Diction vague et flottante, dit-il fort bien, tantôt rampante, tantôt dans les nues, toujours facile et redondante, et qui, des vastes pages du journal quotidien, s'est répandue, comme les flots du déluge, sur le roman, le poëme, la dissertation, le voyage et le pamphlet. » Il y a plus de dix ans que nous avions prédit, dans ce recueil même, cette destruction de l'originalité et de la concentration du style, résultat inévitable des nouvelles mœurs. Le livre du capitaine Grover est malheureusement écrit selon cette recette que nous appellerions volontiers le *style-moniteur,* style qu'il faut repousser des domaines plus sévères, et qui n'a pu que nuire à la gravité de ses réclamations.

Pour nous, sans prendre parti pour ou contre les ministres anglais, nous n'avons voulu qu'exposer simplement cette lointaine et récente histoire, qui a donné lieu à quelques beaux développements du caractère humain. Les Russes MM. de Boutenieff et Perowsky, l'Asiatique Akounzadeh, le missionnaire Wolff, le capitaine Grover, jouent dans ce drame d'honorables rôles, souvent à leur propre péril. On aurait tort de juger Conolly et Stoddart comme des agents vulgaires ; ils ont agrandi, dans ces régions inconnues, que l'Europe finira par couvrir du flot de ses idées et de ses mœurs, la trouée nécessaire à la civilisation de l'avenir. Quant au mouvement suscité par le capitaine Grover en faveur des pauvres officiers tués à Bokhara, il soulève une question importante; ces réclamations, même exagérées dans leur violence, ont cet avantage, d'apprendre à ceux qui commandent qu'il faut ménager la vie des hommes et protéger ceux qu'ils emploient. C'est un utile obstacle opposé à cette politique qui sacrifie sans pitié l'humanité à ses desseins. Ni les gouvernements, ni les hommes n'ont le droit d'abuser de l'héroïsme; quiconque veut trouver toujours des agents dévoués doit se dévouer à eux.

PHILARÈTE CHASLES.

POÈTES FRANÇAIS.

GRESSET.

Essai Biographique sur sa Vie et ses Ouvrages,

PAR M. DE CAYROL [1].

Alexandre ne voyageait jamais sans emporter avec lui les poëmes d'Homère, et la cassette dans laquelle il les enfermait est restée célèbre. Silius Italicus, dans sa retraite de Naples, avait coutume de fêter le jour de naissance de Virgile plus solennellement que le sien propre, et il n'approchait du tombeau du grand poëte que comme d'un temple. Lors de la renaissance des lettres, ce culte pour les prédécesseurs s'est renouvelé sous plus d'une forme, parfois singulière, et il suffit de rappeler ce noble vénitien Naugerius qui, dans son adoration pour Catulle, brûlait chaque année quelques exemplaires de Martial en son honneur. Enfin, sans tant multiplier les exemples, il est bien constant qu'il y a telle chose que la religion et même que la dévotion littéraire : là aussi, on n'adore pas seulement les grands dieux, on se prend aux moindres saints. Saint Paulin, retiré près de Nole, s'était choisi pour patron saint Félix, et il lui adressait chaque année un panégyrique en vers. Il y a telle dévotion littéraire qui fera la même chose pour le patron auquel elle s'est une fois consacrée; elle lui élève une chapelle, si ce n'est un temple; elle dessert l'autel, et y expose les reliques, et sonne la cloche en tout temps pour réveiller les fidèles. M. de Cayrol s'est fait le desservant de Gresset.

Il y a quinze ans que cet honorable gentilhomme, ancien député sous la restauration, a pris à cœur de rechercher tout ce qui pouvait, de près ou de loin, concerner l'aimable poëte d'Amiens. M. de Cayrol a vécu quelque temps en Picar-

(1) Deux volumes in-8°, chez Dumoulin, quai des Augustins.

die, il est membre et a été chancelier de l'Académie du département de la Somme; il n'en a pas fallu davantage pour enflammer chez lui une prédisposition qu'on peut croire préexistante et comme innée. Depuis ce temps, il n'est pas de soins ni de mouvements qu'il ne se soit donnés pour retrouver les moindres débris du portefeuille de Gresset, pour en déchiffrer les plus informes brouillons, pour en restituer les plus exigus fragments, pour conférer les diverses éditions et présenter les variantes comme on fait pour les grands classiques; les académies du lieu, les sociétés littéraires des cantons circonvoisins, ont retenti mainte fois du prélude de ces estimables travaux, poursuivis avec un zèle pour ainsi dire acharné; et aujourd'hui, maître de son sujet, en ayant épuisé toutes les veines, le laborieux biographe ramasse ses résultats en deux volumes, qui contiennent tout sur Gresset, et même un peu plus que tout, puisqu'on y rencontre certaines petites injures contre les ex-romantiques, contre cette abominable postérité de Jodelle et de Du Bartas, et aussi contre *le virus des âmes gangrenées* de George Sand et consorts. Oh! pour le coup, ceci est trop; en matière littéraire, un peu de superstition ne me déplaît pas, mais point de fanatisme. M. de Cayrol, en mêlant ces sorties sans motif à la célébration de son innocent et gracieux poëte, pourrait compromettre la cause de celui-ci et lui attirer par contre-coup des désagréments, si on ne faisait la part d'une *grosseur* de termes qui tient à une plume rarement taillée, et si on ne rabattait d'un emportement qui n'est guère qu'une faute de goût. Ceux qui ont tant parlé de goût au nom des classiques, dont ils se croyaient les seuls défenseurs, ont eu souvent ce tort et commis cette petite inconséquence. Nous devions d'abord en prendre acte et montrer qu'ici elle ne nous a pas échappé. Après quoi nous nous empressons de l'oublier, car elle nous conduirait à être sévère, c'est-à-dire injuste envers un homme et un ouvrage dont le mobile et l'objet sont faits pour intéresser.

Il est intéressant en effet de voir ce zèle dont se trouvent tout d'un coup saisis, après de longues années, certains critiques et biographes pour l'auteur qu'ils adoptent avec prédilection. Un écrivain a fleuri et brillé en son temps, il est mort; le goût public a changé; sa renommée a vieilli et a pâli; on le cite encore à la rencontre, on a lu de lui une ou deux pièces qui seules survivent au reste des œuvres oubliées; il semble que tout soit dit sur son compte : et voilà subitement qu'un homme arrive, littérateur ou non de métier, mais ayant au cœur je ne sais quelle étincelle littéraire, et cet homme un matin se consacre à cette mémoire défunte, la réchauffe, la restaure, s'applique de tout point à la rehausser. C'est comme un contemporain retardé par accident, venu un siècle après, et qui va compenser par surcroît d'efforts le temps perdu; c'est un serviteur posthume de cette gloire dans laquelle, comme au premier jour, il va tout replacer. Le pauvre poëte défunt pourrait revenir et, devant ce tombeau refleuri, se croire encore à son heure de triomphe et de fête. Je dis que cela est touchant, parce que cela est désintéressé; et c'est l'honneur éternel des lettres, de ce que les anciens appelaient *studia*, d'entretenir en ceux qui les aiment de ces piétés qu'on appellera, si l'on veut, des manies : les hommes qui ne visent qu'au présent et à user à leur profit des circonstances sont incapables, je l'avoue, de telles illusions, qui supposent le rêve d'immortalité, et c'est pourquoi, avec toute sorte de considération pour ces hommes *utiles*, je préfère les autres.

Y a-t-il rien de nouveau à dire sur Gresset? y a-t-il lieu surtout de réformer à quelques égards le jugement établi sur son talent? Je ne le crois pas, et pour-

tant je vais refeuilleter sa vie et ses ouvrages avec M. de Cayrol, me bornant à toucher quelques traits çà et là. Il naquit à Amiens, comme on sait, le 29 août 1709; son père, qui remplissait d'honorables fonctions judiciaires, était tant soit peu poëte, et rimait en style convenable des épîtres ou satires à l'imitation de Boileau. Le jeune Gresset fit ses études au collége des jésuites à Amiens; d'élève devenu novice et admis dans la compagnie, il passa au collége Louis-le-Grand, et de là fut envoyé pour professer en divers lieux, à Nevers peut-être, certainement à Moulins, dans le voisinage de ce couvent de Visitandines qu'il a si joliment célébré. Gresset avait deux de ses sœurs qui se firent religieuses au couvent des Augustines d'Amiens. A ses débuts, on le voit, il tenait par tous les côtés à cette vie de collége et de cloître qui fut son premier horizon, et qui resta toujours sa perspective; il y était initié à fond, et son naturel badin, agréable et ingénument malicieux ne réussit jamais d'un tour plus sûr que lorsqu'il s'y donna ses ébats, en ayant l'air d'en sortir. Des vers latins, des discours latins, des énigmes rimées, une traduction en vers français des Églogues de Virgile, faite à vingt et un ans, je franchis d'un pas tout ce premier bagage, sur lequel le biographe, comme de juste, s'appesantit. Gresset, jésuite, avait vingt-cinq ans lorsqu'en 1734, *Vert-Vert* s'échappant par mégarde de son portefeuille, trois éditions (quel scandale!) en parurent coup sur coup, et divulguèrent un talent nouveau du côté où l'on s'y attendait le moins. Le succès de ce petit poëme fut inimaginable; la condition de l'auteur ajoutait au piquant. Envoyé en pénitence à La Flèche, par une punition fort douce, convenons-en, et de bien peu de durée, il ne revint à Paris que pour récidiver de plus belle : *la Chartreuse* courut avec la pièce des *Ombres,* qui en est la suite, et un libraire les imprima. Cette fois, l'affaire parut plus grave ; quelques vers étaient de nature à mécontenter le parlement. Les supérieurs se décidèrent à renvoyer Gresset de la compagnie, non sans avoir consulté le cardinal Fleury, qui écrivait là-dessus au lieutenant de police Hérault :

A Issy, le 23 novembre 1735.

« Voilà une lettre, monsieur, du père De Linyères, au sujet de ce jeune homme dont vous m'avez donné trois petits ouvrages. Celui du *Perroquet* est très-joli et passe bien les deux autres; mais il est bien libertin, et fera très-certainement des affaires aux jésuites, s'ils ne s'en défont. Tout le talent de ce garçon est tourné du côté du libertinage et de ce qu'il y a de plus licencieux, et on ne corrige point de pareils génies. Le plus court et le plus sûr est de le renvoyer, car *les Nouvelles ecclésiastiques* (1) triompheront sur un homme de ce caractère... »

J'ai cité cette lettre parce qu'elle me paraît caractériser à merveille, dans le ton paterne du bon octogénaire, le genre de *libertinage,* comme il disait, dont la muse de Gresset s'était rendue coupable ; c'est un petit libertinage léger et sans trop de fond, une gaieté de jeunesse très-émoustillée, et qui ne tire pas tellement à conséquence qu'elle ne fasse encore sourire le digne cardinal au moment où il la condamne : on sent que, s'il ne faut plus garder Gresset chez les jésuites, il n'est pas perdu sans ressource pour cela, et qu'il pourra revenir à résipiscence, comme y revint ce Vert-Vert lui-même qu'il a si gentiment chanté. Dans une lettre

(1) Journal janséniste.

à peu près du même temps, que Gresset écrivait à sa mère après son retour de la pénitence à La Flèche et avant sa sortie définitive de chez les jésuites, il lui disait d'un ton de plaisanterie qui rentre bien dans notre remarque :

« Ma très-chère Mère,

» Voilà qui n'est, en vérité, point édifiant : dater une lettre d'une heure après minuit (1), temps auquel une vertueuse mère de famille doit, comme la femme forte, goûter dans le sein du repos la douceur des songes évangéliques ; temps auquel une jeune prosélyte doit tranquillement sommeiller et rêver pieusement. De telles nuits marquent des âmes beaucoup trop éveillées, et assurément, si je me mêlais de me scandaliser, ma délicatesse serait bien déconcertée par un pareil dérangement, surtout après la grande et pompeuse retraite. C'est donc là que sont venus aboutir tant d'affectueux sentiments! C'est donc en vain que le vertueux père Fleuriau, l'apôtre des gentils, a labouré, semé, arrosé; voilà donc sa moisson ! Il a prié, exhorté, menacé, tonné, cassé sa flûte, et cependant je ne vois point de changement; on continue; autrefois on se couchait à minuit, et depuis la retraite on est devenu plus méchant d'une heure. »

Et le caquetage continue sur ce ton. On voit combien cela est d'une gentillesse enfantine ou du moins adolescente : *on est devenu plus méchant d'une heure !* Le joli mot! Nous tenons là sur le fait l'espiègle, le *petit libertin*, comme dirait le cardinal Fleury ou madame sa maman.

Vert-Vert nous offre le chef-d'œuvre de cette malice encore innocente et décente dans son plus périlleux excès. Bailly, le grave Bailly, en son *Éloge* de Gresset (car Bailly a fait l'*Éloge* de Gresset, et il eut même pour concurrent Robespierre), a très-finement déduit comme quoi ce gracieux petit poëme n'est qu'un transparent à travers lequel on devine les passions, les émotions chères au cœur, qui prennent ici le change pour éclore et s'amusent à ce qui leur est permis :

Et dans le vrai c'était la moindre chose
Que cette troupe étroitement enclose,
A qui d'ailleurs tout autre oiseau manquait,
Eût pour le moins un pauvre Perroquet.

On sent courir à tout moment la vague pensée, on effleure le sujet interdit, mais au même moment on l'esquive ; on est chatouillé et rassuré à la fois; on se donne une entière licence avec une sorte de sécurité; car, notons-le bien, c'est encore un novice qui badine, et non un page; le Chérubin dont l'enjouement a dicté ces gaietés d'un jour ne sera jamais l'amant de sa marraine; que dis-je? en vieillissant il deviendra presque un marguillier.

Gresset, n'en déplaise à l'enthousiasme trop continu de son panégyriste, n'a fait dans sa vie que deux choses qui se puissent relire avec un vrai plaisir et qui s'attacheront toujours à son nom : il a fait *Vert-Vert* à son moment le plus vif, et *le Méchant* à son moment le plus mûr. Dans tout ce qu'il a écrit dans l'intervalle et depuis, il n'a su que répéter, affaiblir, délayer la manière ou les idées de ces deux

(1) Il paraît qu'il avait reçu de sa mère et de sa sœur une lettre datée de cette heure-là, et que de plus il y avait eu une *retraite* à Amiens.

excellents ouvrages, les seuls de lui qui méritent de rester. Le plus léger des deux, *Vert-Vert,* est peut-être celui qui, à cette distance, a le moins perdu dans son ensemble : il se retrouve d'un bout à l'autre agréable et charmant.

Il y a des esprits et des talents qui n'ont que de la jeunesse, et encore de la première jeunesse : Gresset en eut de bonne heure le pressentiment. Dans cette *Chartreuse* si goûtée de nos pères et où quelques bons vers seulement nous arrivent à la nage dans un torrent de rimes, il disait :

Persuadé que l'harmonie
Ne verse ses heureux présents
Que sur le matin de la vie,
Et que sans un peu de folie
On ne rime plus à trente ans....

Dans une pièce adressée *à ma Muse,* il disait encore, toujours dans ce même sentiment de la brièveté :

Moi que le Ciel fit naître moins sensible
A tout éclat qu'à tout bonheur paisible,
Je fuis du nom le dangereux lien;
Et quelques vers échappés à ma veine,
Nés sans dessein et façonnés sans peine,
Pour l'avenir ne m'engagent à rien.
Plusieurs des fleurs que voit naître Pomone
Au sein fécond des vergers renaissants
Ne doivent point un tribut à l'Automne :
Tout leur destin est de plaire au Printemps.

Ce qui manqua à Gresset, ce furent les idées, le renouvellement d'idées. Son fonds d'adolescence et de première entrée dans le monde resta à très-peu près le même, ni plus ni moins. Dans un siècle qui remuait toutes les théories, qui agitait tous les problèmes, il ne prit aucune part effective, aucun intérêt véritablement intelligent. Pas plus que Crébillon, que Jean-Baptiste Rousseau, que Piron, ses aînés, il n'avait l'esprit *sérieux,* tandis que Voltaire l'avait jusqu'en ses saillies, et c'est ce qui explique le peu de résistance qu'ils firent tous en face d'un tel rival, à la fois léger de plume et muni du fonds. La première veine de jeunesse dissipée, la matinée à peine finie et midi sonnant, Gresset n'eut plus rien à dire et ne put que se replier dans Amiens : car je suis fort de l'avis de Diderot qui remarque quelque part que, lorsqu'un poëte peut prendre si aisément sur lui de se taire, c'est qu'il n'a plus guère à parler. Après *le Méchant,* dans lequel il prouva une heureuse entente des tracasseries du monde, comme dans *Vert-Vert* il s'était joué avec les tracasseries du couvent, Gresset avait tout dit.

Il y eut, ne l'oublions pas, deux temps très-distincts, deux moitiés très-tranchées dans le XVIIIe siècle; ce n'est que dans la seconde moitié et après 1747, année du *Méchant,* que ce siècle produisit les mémorables ouvrages qui en firent décidément une grande époque de philosophie et d'éloquence : l'*Esprit des Lois,* l'*Histoire naturelle,* l'*Encyclopédie,* l'*Émile* et tant d'autres; Voltaire embrasse et remplit les deux périodes, Rousseau n'éclate que dans la seconde; Gresset ne passa jamais la première. Le lendemain du *Méchant,* sa moisson était faite, et sa provision aussi; son esprit rassasié n'accepta pas une idée depuis. On voit assez en quel

sens on est autorisé à dire qu'il n'avait pas l'esprit sérieux. Combien de poëtes sont ainsi, et eurent le talent plus distingué que l'intelligence !

On retrouverait en lui partout, et dans le meilleur sens, l'élève des jésuites et du père Du Cerceau ; quand les jésuites ne se mêlaient pas de théologie, mais seulement de littérature, ils avaient de ce genre d'esprit dont Gresset représente la fleur la plus brillante et la plus mondaine : il suffit de nommer Commire, Cossart, Rapin, Porée, Bougeant et tant d'autres. Cette littérature tout intérieure et confinée aux ornements des écoles, avait de la gaieté et laissait à ces aimables maîtres (encore un coup, je ne parle que de ceux qui ne faisaient pas les théologiens) une certaine enfance de mœurs et d'esprit qui de près n'était pas sans charme. Pline le jeune, parlant d'un vieux et aimable rhéteur, Isée, qui avait un prodigieux talent de parole et d'amplification, une élégance et une pureté de diction réputée attique, ajoute : « Il a plus de soixante ans, et il n'en est encore qu'à s'exercer au sein des écoles ; c'est dans cette classe d'hommes qu'on trouve le plus de simplicité, de sincérité et de bonté pure ; car, nous autres, qui passons notre vie au barreau et dans les contestations réelles, nous y apprenons, bon gré, mal gré, beaucoup de malice (1). » Gresset, même dans le temps de ses plus grandes malices, fut toujours un peu un homme de cette nature, un *scholasticus* comme Pline le dit en bonne part du rhéteur Isée, et comme Voltaire l'a dit moins bénignement de lui dans ces vers si connus :

Gresset doué du double privilége
D'être au collége un bel esprit mondain,
Et dans le monde un homme de collége.

Aussitôt après sa sortie des jésuites (1735), Gresset, accueilli dans le monde, et particulièrement à l'hôtel de Chaulnes par suite de ses relations de province, prodigua, pendant les années suivantes, une foule de vers légers, agréables en naissant, dans le genre de Chaulieu et d'Hamilton ; mais, si Hamilton est un inimitable modèle, ce n'est point par ses vers assurément. Ceux de Gresset avaient pourtant de quoi plaire dans leur nouveauté : J.-B. Rousseau, qui les recevait à Bruxelles, ne se contenait pas de joie, et voyait déjà dans le nouveau venu un rival et un vainqueur de Voltaire : « Je viens de relire votre divine Épître (celle *à ma Muse*), lui écrivait-il ; et, si la première lecture a attiré mon admiration, je ne puis m'empêcher de vous dire que la seconde a excité mes transports. » Il est vrai que, dans l'épître en question, Gresset y parlait de Jean-Baptiste comme d'un Horace, et le proclamait *ce Phénix lyrique*. De son côté, Frédéric, avec qui Gresset était en correspondance, trouvait ses vers *d'un acabit admirable*. Desfontaines, plus judicieux, concluait, après bien des éloges : « Ce sont de jolis riens qui ne conduisent à rien. »

A les relire aujourd'hui, en effet, presque tous ces vers de Gresset ne nous offrent plus guère qu'une interminable enfilade de rimes entre-croisées dans lesquelles chaque mot ne marche qu'invariablement escorté de son épithète : pur babil, ramage, une sorte de loquacité poétique qui prouve de la facilité plutôt que de la

(1) « Animum sexagesimum excessit, et adhuc scholasticus tantum est; quo genere hominum nihil aut simplicius, aut sincerius, aut melius. Nos enim qui in foro verisque litibus terimur, multum malitiæ, quamvis nolimus, addiscimus. » (*Epist.*, liv. II, 3.)

verve : *facilitas potius quam facultas.* Il ne sait ni s'arrêter ni finir sa phrase; le sens est noyé. Dans ce courant verbeux, redondant à l'oreille et plus gonflé que léger, on saisit au passage quelques vers dignes d'être retenus, mais aucun de ces traits dont le ton chaud gagne en vieillissant. Qu'y faire? le brillant tout entier a péri, la fleur du pastel est dès longtemps enlevée, et on ne distingue plus rien de la poussière première à ces ailes fanées du papillon.

Je ne prétends pas dire que Gresset n'ait pas eu là d'heureuses années embellies de succès légitimes; des idées riantes, un certain jeu de vivacité naturelle et de mollesse voluptueuse, quelques éclairs de tendresse, des accents sortis d'un cœur droit, d'une âme honnête et bonne, animaient ces productions de sa veine dans leur fraîcheur : presque tout cela, encore un coup, a disparu. Gresset était d'une physionomie douce, fine, et qui devait s'accommoder du sourire. On a dit qu'il était très-aimable dans l'intimité, et je le crois volontiers; mais, d'après les échantillons même qu'on donne de sa conversation et des ingrédients qu'il y faisait entrer, j'y trouve tout un train de bons mots, anecdotes et historiettes, accusant ce tour d'esprit un peu futile dont le XVIIIe siècle ne se payait qu'en de certains moments. En ce genre-là, je doute que Gresset ait jamais approché de Delille. M. de Cayrol, qui n'entend pas contradiction sur son héros, traite fort mal M. de Feletz, pour avoir osé mettre en doute l'agrément de Gresset en prose; il me semble qu'au moment où il plaidait pour les agréments d'un autre, le digne biographe l'aurait pu faire en un style plus persuasif et mieux assorti; pour moi, en ces matières d'urbanité, je suis accoutumé à reconnaître M. de Feletz comme un excellent juge. Non, Gresset, causeur et conteur, n'était rien moins qu'un Hamilton; malgré ses succès dans deux ou trois cercles où on l'adopta, j'oserai conclure des récits même de son biographe que, durant ces quinze années qu'il passa dans le monde de Paris, depuis sa sortie de chez les jésuites jusqu'à sa retraite à Amiens (1735-1750), Gresset n'eut jamais pied véritablement en plein milieu du siècle, et qu'il n'y tint jamais un de ces premiers rôles, ne fût-ce que d'amabilité brillante, qu'on a peine ensuite à quitter. Il assista, il observa d'une place commode, et pour lui c'était assez. Quelques mots épars, quelques indices recueillis par M. de Cayrol, semblent indiquer que les jouissances de cœur ne manquèrent pas à Gresset dans ces années mondaines; mais la discrétion du poëte n'a rien laissé percer sur l'objet aimé, et, dans un monde où tout s'affichait, il sut couvrir d'un voile mystérieux le nom de sa *Glycère*. Gresset avait le cœur délicat; même à son heure la plus brillante et en son midi, il se rejetait le plus qu'il pouvait dans le demi-jour.

Ses tentatives au théâtre, où il debuta en 1740 par *Édouard III*, où il récidiva en 1745 par *Sidnei*, deux pièces assez équivoques de genre comme de talent, se couronnèrent en 1747 par le succès brillant et imprévu du *Méchant*, l'une des meilleures comédies d'un siècle qui n'en a pas eu de grande avant Figaro. L'observation fine de Gresset venait de prendre sur le fait un travers, un vice particulier à ce moment de société auquel il assistait; son talent redevenu net, vif, élégant, et à la fois enhardi, avait mis l'odieux objet dans une entière lumière; sa conscience d'honnête homme l'avait flétri. Après le débordement de la régence, en effet, les vices du siècle avaient légèrement rentré; la corruption s'était faite élégante, et ne circulait que mieux sous un vernis de persiflage; on avait à combattre une seconde *rouerie*, plus convenable d'apparence, et plus périlleuse peut-être que la première; armée d'une diction polie, acérée, elle se faisait gloire d'une sécheresse spirituelle et d'une scélératesse de bon ton qui, même entre gens qui se piquaient d'honneur,

devait en plus d'un cas passer des paroles jusqu'aux procédés. Quelques hommes distingués avaient perfectionné cet art misérable, qui était devenu leur fonds de nature, et la jeunesse, comme toujours, s'y portait à leur suite par imitation et singerie. Le Cléon de Gresset jeta le masque, et vint exposer le portrait devant tous les yeux; il était si frappant par tant de traits qu'on y appliqua à l'instant plusieurs noms, le marquis de Vintimille, le comte de Stainville, et bien d'autres. Le piquant, c'est qu'il y en avait parmi les dénoncés qui ne s'en défendaient pas beaucoup, et M. de Vintimille déclara que, sauf quelques traits de noirceur qui étaient plutôt du scélérat que du méchant, il n'aurait pas été fâché de ressembler à Cléon. Le personnage de Valère, de ce jeune homme bien doué et d'un naturel, excellent, qui se croit obligé de faire le fat par bon air, n'est pas moins vivement saisi; cela prête à plus d'une scène heureuse et d'un intérêt assez comique; mais la diction surtout du *Méchant* est excellente; on en peut dire ce que Voltaire disait de la satire des *Disputes*, que ce sont des vers comme on en faisait dans le bon temps. Aucune comédie n'a peut-être autant fourni à la mémoire du public et n'a mis en circulation pour l'usage journalier un aussi grand nombre de ces mots devenus proverbes en naissant :

Les sots sont ici-bas pour nos menus plaisirs...
C'est pour le peuple enfin que sont faits les parents...
Il ne vous fera pas grâce d'une laitue...
. . . . . Elle a d'assez beaux yeux,
Pour des yeux de province. . . . . .
On ne vit qu'à Paris, et l'on végète ailleurs...
Tout le monde est méchant, et personne ne l'est...
L'aigle d'une maison n'est qu'un sot dans une autre...
L'esprit qu'on veut avoir gâte celui qu'on a...
Et c'est là qu'on entend le cri de la nature...

Et cent autres. Relu aujourd'hui, *le Méchant* se ressent un peu de cet inconvénient d'avoir trop réussi et d'être trop su d'avance. Pourtant il se maintiendra toujours à son rang littéraire, comme une des œuvres les plus honorables dans ce genre de la comédie mitigée et de l'épître morale, dont le mérite, lorsqu'il est universellement goûté par l'élite d'une nation, donne la mesure certaine d'une qualité de civilisation bien polie et bien délicate.

Le succès du *Méchant* ouvrit à Gresset les portes de l'Académie; il était donc à trente-neuf ans, en 1748, au comble, ce semble, de ses vœux et dans la plénitude de sa carrière, lorsque, sans qu'on vît bien pourquoi, il ressentit soudainement une grande lassitude et ne songea plus qu'à se retirer. Comme s'il avait pris à la lettre et tout à fait au sérieux son sujet du *Méchant*, et comme s'il s'était dit qu'il n'y avait pas à demeurer dans un pareil monde, il ne tourna plus désormais de regards qu'en arrière, vers la retraite et vers la vie de province. On le voit en 1749 obtenir des lettres patentes pour faire ériger en académie la Société littéraire d'Amiens ; il s'y disposait un abri commode et un petit sanctuaire à sa convenance. Au commencement de 1751, il se maria dans sa ville natale, et n'en sortit plus qu'en deux ou trois occasions obligées ; il y passa les vingt-six dernières années de sa vie.

A de telles déterminations qui tiennent de si près à la conscience et à la morale intime, il n'y a rien à opposer : l'idée qu'on peut se faire du cœur de Gresset gagne plutôt à le voir ainsi se dérober à ce qui eût tenté la plupart. La gloire dont il

venait de goûter à pleine coupe dans l'applaudissement universel lui fut amère; il parut sentir que c'était un breuvage trop fort pour lui, et il s'en détourna. Des pensées plus douces et plus humbles lui sourirent; le bonheur domestique lui fit envie. Je ne sais qui disait de la situation de l'Autriche par rapport aux autres états plus remuants : Que voulez-vous? ce sont des gens qui ont la bêtise d'être heureux. Gresset, à même de choisir, préféra ainsi le bonheur sûr à l'éclat hasardeux; mais le bonheur trouve son prix en lui-même, et il n'est guère intéressant à raconter.

Il ne tiendrait pas à M. de Cayrol que nous ne vissions dans ces années de retraite de Gresset l'époque la plus remplie littérairement et la plus fertile de sa vie. L'honorable biographe s'est tellement appliqué et a si bien réussi à retrouver tous les canevas et projets qui ont pu passer dans l'esprit ou s'ébaucher sous la plume de l'auteur sommeillant et indécis, que nous nous perdons avec lui dans cette multitude d'essais oiseux, de dédicaces sans but et de faciles avortements. Il ne nous a convaincu pourtant que d'une chose, c'est que Gresset, à peine retiré, baissa aussitôt comme poëte. Confiné et, pour tout dire, confit dans les solennités provinciales, dans la coterie littéraire du lieu et dans les admirations bourgeoises, il put encore avoir de bons, d'aimables instants en petit comité entre le digne évêque M. de La Mothe, qui le dirigeait, et MM. de Chauvelin, gens d'esprit, dont l'un était intendant de Picardie ; mais il ne retrouva plus désormais, il ne posséda plus son talent; il eût été incapable, à sa manière, d'un grand et vivant réveil, comme en eût Racine. En guise d'*Esther* et d'*Athalie*, il couva *le Parrain magnifique* et *le Gazetin*, deux pauvretés qu'il regardait comme ses chefs-d'œuvre, et qui sont à *Vert-Vert* ce que Campistron est à Racine lui-même.

Il est, je l'ai dit et j'y reviens comme à la clef de mon explication, il est des natures poétiques qui vieillissent vite, et Gresset était de celles-là. Il avait eu son beau moment de maturité dans *le Méchant*, mais ce n'avait été qu'un éclair : à partir de là, son talent devint tout aussitôt vieillot avant l'âge, de même qu'il avait été si agréablement jeunet dans *Vert-Vert*. Ce qui avait été badinage aimable en sa primeur ne fut plus, en se répétant, que babiole et pure fadaise.

Quand on retrouverait la totalité des manuscrits perdus, quand ce fameux portefeuille de Gresset qu'avait eu entre les mains M. Duméril, et qui s'est égaré on ne sait comment, se rouvrirait aujourd'hui tout entier; quand on en verrait sortir cette suite du *Vert-Vert* dont M. de Cayrol porte encore le deuil et dont il a tenté de nous donner en vers la complète restitution, on n'aurait guère à changer d'avis; on y serait de plus en plus confirmé, je le crains. Gresset vieillissant tournait sans cesse autour du *Vert-Vert ;* il en avait repris, développé, enjolivé les deux derniers chants; une partie nouvelle qui s'appelait *l'Ouvroir* fut par lui récitée à la famille royale dans un voyage qu'il fit à Paris en 1774. Il eut là le plus vif succès de ses vingt-cinq dernières années. Mesdames royales, filles de Louis XV, ne se sentirent pas de joie à la peinture de cet intérieur de nonnes; c'était la plus vive gaieté qui eût jamais pénétré au sein de cette autre vie cloîtrée et innocemment futile.

A part ce petit succès à huis clos, Gresset ne donna signe de vie durant ces années que pour essuyer de légers échecs qu'un manque de tact devenu trop habituel lui attirait. Chargé en 1754 de recevoir d'Alembert à l'Académie, il trouva moyen, à propos de l'évêque de Vence qu'on remplaçait, de faire une critique des prélats de cour qui ne résidaient pas ; l'occasion était mal choisie, et l'on dit que, lorsqu'il alla ensuite à Versailles pour présenter au roi son discours, Louis XV, qui le crut esprit fort, lui tourna le dos. Quelques années après, en 1757, ce fut

Gresset qui, lors de l'attentat de Damiens, voulut signaler son zèle en demandant au roi, par une Épître en vers, qu'il daignât changer le nom de la ville d'*Amiens* en celui de *Louisville*. Ce sont là de ces faiblesses telles qu'il en arrive aux gens honnêtes un peu amollis par la vie domestique; mais on se demande ce qu'est devenu l'homme d'esprit.

On se le demande encore, lorsqu'en 1759 on voit Gresset, sans nécessité, sans prétexte, s'aviser de publier une *Lettre sur la Comédie,* dans laquelle il déclare à tous son projet de renoncer au théâtre par scrupule de conscience, et d'après la décision qu'il en a reçue de l'évêque d'Amiens : « Je profite de cette occasion, y disait-il, pour rétracter aussi solennellement tout ce que j'ai pu écrire d'un ton peu réfléchi dans les bagatelles rimées dont on a multiplié les éditions, sans que j'aie jamais été dans la confidence d'aucune. » Ces sentiments sont respectables, même dans leur excès; mais à quoi bon les proclamer? et que cela donnait beau jeu à Voltaire de s'écrier dans *le Pauvre Diable*, qui est justement de l'année suivante :

. . . . . .
Gresset dévot, longtemps petit badin,
Sanctifié par ses palinodies ;
Il prétendait avec componction
Qu'il avait fait jadis des comédies
Dont à la Vierge il demandait pardon.
— Gresset se trompe, il n'est pas si coupable:
Un vers heureux et d'un tour agréable
Ne suffit pas; il faut de l'action,
De l'intérêt, du comique, une fable,
Des mœurs du temps un portrait véritable,
Pour consommer cette œuvre du démon !

Chez Gresset, sans qu'il s'en rendît compte, la conscience littéraire, par une de ces ruses d'amour-propre qui sont naturelles au cœur humain, se déguisait ici en conscience morale; elle lui disait tout haut qu'il ne devait plus rien faire, pressentant tout bas qu'il ne le pourrait plus.

Mais l'échec le plus célèbre de Gresset depuis sa retraite fut à l'un de ses retours comme directeur de l'Académie, lorsqu'il reparut en public pour la réception de Suard, en août 1774. Le siècle dans l'intervalle avait changé; les grandes œuvres philosophiques s'étaient produites, et la mode elle-même tournait au sérieux. Gresset, dans son séjour d'Amiens, s'était extrêmement préoccupé, comme font volontiers les écrivains retirés en province, du néologisme qui s'introduisait en quelques branches du langage : « Il avait été frappé justement, mais beaucoup trop, dit Garat dans sa *Vie de Suard*, du ridicule d'une vingtaine de mots qui avaient pris leurs origines et leurs étymologies dans les boutiques des marchandes de modes, même dans les boutiques des selliers. » Il en forma comme le tissu de son discours; toutes ces locutions exagérées dont il s'était gaiement raillé vingt-cinq ans auparavant dans le rôle du jeune Valère : Je suis *comblé*, *ravi*, je suis au *désespoir;* Paris est *ravissant*, *délicieux*, il les remit là en cause, il fit d'une façon maussade comme la petite pièce en prose à la suite du *Méchant;* et tandis que Suard plaidait avec tact pour la raison, alors dans sa fleur, et pour la philosophie, Gresset souligna pesamment des syllabes, anticipant l'office que nous avons vu depuis tant de fois remplir à feu M. Auger avec un égal désagrément. Le succès

en effet répondit à la méthode, et, « dès les premiers mots, c'est encore Garat qui nous le dit, les applaudissements furent si bruyants, si universels, si continus, que Gresset lui-même ne put se méprendre à leur intention. »

Qu'est-ce donc que cette chose légère qu'on appelle le goût, l'urbanité, qui est si en danger de s'évaporer sitôt que l'on s'éloigne d'un certain centre et qu'on ne respire plus en un certain lieu? Qu'est-ce que cette mollesse et finesse de l'air que les anciens trouvaient au ciel d'Athènes, que les Latins du temps des Césars croyaient ressentir à Rome (*proprium quemdam gustum urbis*), que Voltaire recommandait si fort aux poëtes trop absents de Paris, et dont lui-même, à ce qu'il semble, il savait se passer si bien? En combien d'endroits de ses lettres Cicéron se montre préoccupé de ce je ne sais quoi si réel et si indéfinissable, soit que, du fond de la Cilicie, il écrive à un de ses amis plus heureux, qui vit, comme il dit, à la lumière : « *Urbem, urbem, mi Rufe, cole et in ista luce vive* (1) ; » soit qu'il écrive à cet autre qui se plaignait de lui et qui tout d'un coup, en arrivant à Rome, change de ton : « Il a suffi du seul aspect de la ville pour te rendre ta première urbanité, *adspectus videlicet urbis tibi tuam pristinam urbanitatem reddidit* (2). » Comment la vue seule de Paris et de ce monde qu'il avait une fois connu ne fit-elle point à Gresset cet effet-là? Comment la rouille avait-elle si complétement recouvert ce vif et brillant esprit? Car enfin, même en se retirant au bout du monde, on emporte des préservatifs avec soi : Voltaire se fit un Paris et un Versailles partout où il alla, et tout en se vantant par coquetterie d'être Suisse et très-Suisse. Cet Hamilton que Gresset, dans sa jeunesse, avait beaucoup lu et qu'il prétendait continuer, ne vécut pas toujours, tant s'en faut, à Paris ou à Saint-Germain, et les délicieux *Mémoires de Grammont* sont donnés comme venant de la plume d'un campagnard, de quelqu'un qui se dit rouillé par une longue interruption de commerce avec la cour. Je sais bien qu'autre chose est l'entière retraite de la campagne, autre chose la ville de province (3), surtout l'académie de l'endroit; et Gresset, par le genre de vie anodin qu'il adopta, se soumit à la plus redoutable, à la plus assoupissante des épreuves. Malgré tout, on revient toujours à se poser à son sujet cette question délicate, embarrassante : comment se fait-il que, lorsqu'on a eu du goût, on cesse tout d'un coup d'en avoir? et est-il bien vrai alors qu'on en ait eu réellement auparavant, j'entends du vrai goût, du franc, du meilleur, de celui qui tient à la première nature?

C'est assez insister sur ces problèmes, un peu humiliants au fond pour l'esprit humain et pour le talent. Il ne me reste rien à dire de Gresset, sinon qu'il mourut de mort subite en juin 1777, universellement regretté malgré sa longue éclipse, et pardonné aisément d'un siècle qui avait deux fois reçu de lui un régal excellent. — Pour moi, en tout ceci, à l'occasion du livre de M. de Cayrol, je n'ai guère fait que commenter et développer, en l'adoucissant convenablement, l'opinion qu'avait exprimée Voltaire avec un bon sens malin et intéressé, je l'avoue, mais d'autant mieux aiguisé.

SAINTE-BEUVE.

(1) *Lettres familières*, II, 12.

(2) *Lettres familières*, III, 9.

(3) La ville de province telle qu'elle était *autrefois*, car, on le sait, il n'y a plus de province aujourd'hui, il n'y en aura plus demain, grâce aux chemins de fer; nous sommes à la veille d'un atticisme universel, à Paris comme ailleurs, et c'est ce qui me met à l'aise pour m'expliquer.

LES

CHEMINS DE FER

ET LES CANAUX.

DES TRAVAUX DE CANALISATION.

I. — DES VOIES D'EAU EN GÉNÉRAL.

Nous avons suivi pas à pas (1) la comparaison entre les chemins de fer et les canaux, en supposant les uns et les autres exploités comme moyens de transport, et dans des conditions égales, par des compagnies financières agissant en vue d'un revenu, et nous sommes arrivé à cette conclusion, fondée sur un vaste ensemble de faits, que, malgré des inégalités inévitables, la lutte, puisqu'on suppose une lutte existante, sans pouvoir jamais être mortelle pour les chemins de fer, qui ont des facultés spéciales, laisserait aux canaux l'avantage qui leur appartient pour le transport des marchandises pesantes. Tel n'est pas cependant le véritable état de la question. C'est d'abord se placer à un point de vue bien étroit que de ne voir dans tout ceci qu'une occasion de rivalités et de luttes. Les chemins de fer et les canaux ont, même comme voies de communication, et malgré quelques points de contact, des propriétés distinctes; loin de s'exclure, ils s'harmonisent et se complètent. Si d'ailleurs l'on veut à toute force les mettre en présence comme modes de transport rivaux, il n'est pas vrai qu'on doive les placer dans des conditions égales. Que les chemins de fer qui ne servent qu'aux transports couvrent, par le

(1) Voyez dans la livraison du 15 juillet la première partie de ce travail.

produit des transports, les frais de leur construction et de leur entretien, rien de plus simple, et nous ajouterons rien de plus juste; mais les canaux, si utiles qu'ils soient comme voies navigables, ont encore un autre caractère plus général, une fonction plus importante et plus haute, et qui appelle un régime tout différent. C'est ce que nous allons essayer d'établir, et nous insisterons d'autant plus sur cette vérité importante, qu'elle a été plus outrageusement méconnue.

Les canaux sont les prolongements des rivières; pour mieux dire, ce sont des rivières artificielles, souvent plus utiles d'ailleurs que les autres, parce qu'elles sont plus régulières dans leur tenue d'eau et dans leur cours. Il semble donc que, pour faire bien comprendre l'importance des canaux, il suffirait de demander si l'on croit à l'utilité des rivières, ou en général des voies d'eau. Sur une telle question, l'hésitation n'est guère permise; pourquoi donc refuser aux rivières creusées de main d'homme la valeur que l'on accorde aux autres? Parce que ces voies d'eau sont devenues utiles à la navigation, il semble qu'on en ait oublié peu à peu la destination primitive. On ne les désigne plus que sous le nom de voies navigables, et ce nom, qui ne devrait rappeler qu'un service de plus ajouté à tant d'autres, est devenu, ou peu s'en faut, un titre de proscription. Il faudrait se souvenir pourtant qu'en laissant à part l'intérêt de la navigation, qui est aussi respectable, les voies d'eau, de quelque nature qu'elles soient, répondent encore à de pressants besoins.

Tout ce grand appareil hydraulique qui couvre la surface de la terre, et qui se compose d'abord des fleuves, des rivières et des ruisseaux, quelque usage que l'homme en fasse, est avant tout nécessaire, on le comprend, pour répandre sur le sol la fécondité et la vie. Tel en est, s'il est permis de le dire, l'emploi primitif. Avant d'être des voies navigables, les cours d'eau sont des aqueducs pour les hommes et les animaux qu'ils abreuvent, et des moyens d'irrigation pour les campagnes, où ils entretiennent l'humidité, condition nécessaire de la fécondité. S'ils sont utiles en ce qu'ils répandent sur la surface du sol les eaux, source de vie, ils ne le sont pas moins d'ailleurs en ce qu'ils en enlèvent, dans certains cas, le superflu.

Qu'on se représente un instant la terre privée tout à coup de ses voies d'eau, et qu'on se demande jusqu'à quel point elle resterait habitable. Sans doute les puits creusés de main d'homme ou les eaux pluviales convenablement aménagées satisferaient encore à de nombreux besoins; qui ne voit pourtant combien ces ressources seraient, pour les hommes même, ou précaires ou chétives? Et quelle serait d'ailleurs, dans un tel état de choses, la condition du sol? Il y perdrait son plus bel ornement, sa plus riche parure, ses produits les plus savoureux, les plus féconds. Plus de ces vallées riantes, toujours fraîches, toujours humides; plus de gras pâturages, ni aucune de ces cultures plantureuses dont l'élément liquide est le premier besoin. Tout au plus y trouverait-on encore de bonnes terres arables, pour lesquelles, à toute rigueur, l'eau du ciel suffit. Encore n'est-ce là qu'une vue incomplète, et, pour se faire une juste idée de cet état de choses, il faudrait se représenter, à côté du mal causé par l'absence des eaux, les désordres causés dans d'autres cas par leur surabondance. Privées des moyens d'écoulement que les ruisseaux ou les rivières leur procurent, que deviendraient les eaux pluviales dans la saison où le ciel les verse en abondance, et quelquefois par torrents? Elles s'amasseraient dans les plaines basses, et surtout dans les bas-fonds. Ici elles formeraient des mares que le soleil dissiperait peut-être en été, mais toujours trop tard pour

la culture ; ailleurs elles créeraient, en s'accumulant dans une mesure plus forte, des lacs ou des marais permanents, sous lesquels disparaîtrait la terre cultivable, ou qui empesteraient l'air par leurs perfides émanations. Voilà donc quel serait au vrai l'aspect de la terre : ici des plaines arides et nues, là des lacs inutiles ou des marais fangeux ; nulle part un sol rendu favorable par la distribution régulière et le juste équilibre des eaux. Ménager cette distribution, établir cet équilibre, telle est donc la fonction primitive, essentielle, de toutes ces coupures hydrauliques qui, sous un nom quelconque, sillonnent le sol.

La nature, dira-t-on, y a pourvu, et c'est aux voies d'eau naturelles que tout ceci s'applique. Oui, la nature y a pourvu ; mais est-il nécessaire d'avoir étudié de bien près, et la configuration du sol, et les accidents dont il est semé, et le mouvement des eaux qui s'agitent à sa surface, pour reconnaître que la nature a laissé son œuvre, comme toujours, à l'état de grande et magnifique ébauche, qu'elle n'a pourvu à la distribution des eaux que d'une manière irrégulière et incomplète, qu'il se trouve dans le système hydraulique dont elle a gratifié la terre des imperfections et des lacunes? Eh bien! combler ces lacunes, corriger ces imperfections, prévenir les désordres qui en sont la suite, étendre enfin les bienfaits de la nature, achever, perfectionner son œuvre, voilà ce qui reste à faire à l'homme. Tel est ou doit être, même avant toute idée de navigation, le but essentiel de tous les travaux de canalisation qu'il entreprend.

Et d'abord les voies d'eau naturelles, fleuves ou rivières, n'ont pas généralement un cours réglé ni une tenue d'eau constante. Elles débordent souvent en hiver, et désolent leurs rives qu'elles devraient féconder. En été, elles tarissent à demi, ne présentant plus, au lieu de ce lit plein et bien nourri que la terre desséchée réclame, que des sables nus et désolés ou des plages boueuses sur lesquelles se traînent péniblement de maigres filets d'une eau infecte. Il y a donc ici déjà pour l'homme un double travail à faire : d'une part, prévenir les ravages que ces eaux causent dans la saison où elles abondent, en les contenant dans leur lit ; de l'autre, les ménager, les élever, les emmagasiner, pour ainsi dire, dans la saison où elles tarissent, en prévenant leur trop rapide écoulement. Pour remplir convenablement ce double objet, il ne faut guère moins, outre l'endiguement des rivières, que leur canalisation complète.

Ce n'est pas tout. En dehors de l'action des voies d'eau naturelles, et dans les parties du sol qu'elles ne traversent pas, n'existe-t-il donc aucun des inconvénients, aucun des désordres que nous venons de rappeler? N'y a-t-il pas des plaines arides qu'elles pourraient féconder? N'y a-t-il pas ailleurs des eaux stagnantes qu'elles devraient emporter dans leur cours? Eh bien! pourquoi des rivières artificielles ne viendraient-elles pas suppléer à l'insuffisance des autres, partout où les circonstances locales l'exigent, partout où la configuration du sol le permet? S'il est vrai que les cours d'eau naturels soient utiles, les canaux ne le sont pas moins, et aux mêmes titres. Ils le sont peut-être davantage, parce que la direction qu'ils prennent, au lieu d'être déterminée par une puissance aveugle, l'est toujours ou doit l'être avec intelligence et avec choix. Si l'on admet enfin que sans la présence des rivières la terre serait à peine habitable pour l'homme, on peut dire avec toute autorité et toute raison que le prolongement ou la multiplication des rivières par les canaux agrandit le domaine de l'homme en même temps qu'il l'embellit.

Voilà donc et la canalisation des rivières et la construction des canaux propre-

ment dits motivées et justifiées, en dehors de toute idée de navigation, par les seuls besoins de la terre et des hommes. Que maintenant la navigation profite de ces travaux exécutés à d'autres fins, n'est-il pas vrai que les services qu'elle en retire sont en principe gratuits? Ainsi se justifie ce que nous avons dit en commençant, qu'en principe le péage n'est pas dû sur les voies navigables. Il convient pourtant de rendre cette vérité plus sensible, en montrant que les exigences de la navigation et de la culture sont à fort peu de chose près les mêmes dans tous les cas.

II. — DE LA CANALISATION DES RIVIÈRES.

L'amélioration d'une rivière admet ordinairement trois séries de travaux, qui sont comme trois degrés successifs conduisant à une canalisation complète. Le premier est l'endiguement, qui tend à resserrer la rivière, à l'emprisonner dans son lit, dont elle est quelquefois sujette à sortir. Le second est l'établissement de barrages destinés à élever le niveau de l'eau, de manière à en conserver un certain volume en toute saison. Le troisième enfin, c'est l'établissement, à côté de chaque barrage, d'une sorte de canal latéral, ou plutôt d'un passage garni d'écluses mobiles, qui permette de franchir l'obstacle que les barrages opposent à la circulation.

L'utilité de l'endiguement de certaines rivières sujettes à inonder leurs bords est tellement évidente, qu'il suffit de la signaler en passant. L'établissement des barrages est d'un autre ordre. Il ne s'agit plus d'empêcher les ravages que les eaux causent par leur surabondance, mais au contraire d'en prévenir l'épuisement. Maintenir un niveau constant, et tel que les campagnes environnantes, aussi bien que les populations riveraines, soient suffisamment abreuvées en toute saison, tel est l'objet de l'établissement des barrages. C'est assez pour en expliquer l'utilité, qui est, du reste, double. Les barrages ont cela de particulier qu'ils engendrent des chutes converties en forces motrices à l'usage des établissements industriels. Toutefois les services qu'ils rendent ne sont pas sans troubles, et s'ils ont le mérite de maintenir les eaux à un niveau convenable, ils ont aussi le tort grave d'en empêcher, dans les temps de crue, le libre écoulement. Aussi, quand il s'agit d'une rivière de quelque importance, on ne comprend guère l'établissement d'un barrage sans l'accompagnement d'un passage latéral régulièrement organisé. Ce n'est pas seulement pour la circulation des bateaux que ce passage est nécessaire ; il l'est au moins autant pour la sécurité des populations riveraines. Ce n'est donc guère que sur des ruisseaux, sur de petites rivières, que l'on souffre l'établissement des barrages sans cet accompagnement nécessaire, et alors même c'est un mal. Non pas qu'il n'existe toujours, à côté de chaque usine faisant usage d'un moteur hydraulique, un canal de décharge par où les eaux s'échappent quand on cesse de les appeler sur la roue, mais ce canal ne suffit jamais pour prévenir tous les désordres. De l'établissement de ces sortes de barrages les campagnes profitent sans aucun doute, puisqu'ils leur assurent, même en été, un volume d'eau satisfaisant, et l'on peut dire que c'est en général le long de ces ruisseaux barrés qu'on trouve les terres les plus fertiles ; mais le mal est alors à côté du bien. Les inondations sont fréquentes; après avoir fertilisé les plaines ou les vallées qu'ils traversent, ces ruisseaux les ravagent; ils détruisent souvent ce

qu'ils ont créé. C'est en ce sens qu'on peut dire que des barrages établis dans ces conditions ne sont guère utiles qu'aux établissements industriels qui viennent y chercher des chutes.

Veut-on connaître le bien sans mélange, il faut admettre une canalisation complète ; ce qui comporte à la fois l'établissement de digues, de barrages et de passages latéraux garnis d'écluses. C'est ce que demande la navigation, mais c'est aussi ce que demandent les terres et les populations riveraines. Pour la navigation, les digues procurent d'excellents chemins de halage; les barrages lui assurent une tenue d'eau suffisante en toute saison, et les passages latéraux facilitent la circulation des bateaux que des barrages inflexibles eussent arrêtés. Est-il besoin de montrer que les populations et les terres obtiennent des mêmes travaux des avantages correspondants ? Seulement les terres demandent quelque chose de plus ; il faut que les digues offrent de distance en distance des percées régulières, par où l'on puisse à volonté appeler l'eau dans les campagnes voisines, car, s'il est bon que ces campagnes soient préservées des inondations des rivières, il ne l'est pas qu'elles soient privées du bienfait de leurs irrigations. A côté de l'intérêt de la navigation et de celui de la culture est toujours l'intérêt non moins recommandable de l'industrie, qui trouve à chaque barrage, et dans la chute qu'il engendre, une force motrice à bon marché.

Quand on considère attentivement les avantages de toute nature qui découlent du simple fait de la canalisation d'une rivière, on ne comprend guère qu'il y ait pour un pays un travail plus utile, une entreprise plus féconde, plus digne à tous égards d'éveiller la sollicitude de ceux qui le gouvernent, et l'on veut mal au peuple assez peu soucieux de ses intérêts pour négliger de tels travaux. Est-il besoin de montrer que ce tort nous appartient ? Il s'est fait peu de chose en France pour atteindre en général ce grand et digne objet de la distribution régulière des eaux sur la surface du sol, et en particulier pour l'amélioration de nos rivières. Si quelques-unes sont dans un état convenable, combien d'autres qui roulent à travers le territoire avec toutes les inégalités, tous les désordres de l'état sauvage ! Faut-il le dire, la plupart de nos voies d'eau naturelles ont été plutôt gâtées qu'améliorées par les travaux d'art exécutés le long de leur cours. Qui le croirait, si ce fait n'était pas attesté par des témoignages irrécusables ? nos rivières sont en général moins navigables qu'elles ne l'étaient du temps des Romains. Combien de fois aussi n'a-t-on pas fait cette autre remarque, que les inondations sont devenues plus fréquentes et plus terribles ! Sans vouloir rapporter à une seule cause ce qui dérive sans doute de plusieurs, signalons ici en passant la funeste influence de la plupart de nos ponts. Tous ces ponts, avec leurs arches étroites, engendrent des courants rapides que les bateaux franchissent difficilement à la remonte, et qui ne sont pas sans dangers à la descente. En outre, l'existence même des courants prouve que l'écoulement de l'eau n'y est pas libre ; de là des engorgements à la moindre crue, et par suite des inondations. Qu'on examine si les ponts en pierre qui traversent la Seine dans Paris ne sont pas tous plus ou moins dans ce cas : obstacles pour la navigation, sources d'inconvénients et de dangers pour les populations riveraines. Il en est d'autres pourtant auxquels cette double observation s'applique encore mieux. Qui ne sait, par exemple, que le pont de la Mulatière, au confluent de la Saône et du Rhône, celui que le chemin de fer de Saint-Etienne traverse pour entrer dans la presqu'île de Perrache, a été la principale, sinon l'unique cause des terribles inondations qui ont désolé la

vallée de la Saône et Lyon (1)? Tout le monde connaît aussi, au moins de nom, le fameux pont Saint-Esprit, sur le Rhône, ce pont dont la célébrité est égale à celle des plus redoutables écueils de l'Océan. C'est ainsi que des travaux d'art mal entendus, au lieu d'augmenter les avantages naturels que nos voies d'eau nous procurent, les ont plutôt amoindris. Et il est remarquable que les mêmes erreurs, les mêmes fautes qui nuisent à la navigation, causent aux propriétés riveraines un tort semblable, tant il est vrai qu'à tous égards ces intérêts sont solidaires.

Il y a du reste dans notre système hydraulique un autre vice plus grave, et qu'il est malheureusement plus difficile de corriger : c'est l'étrange partage qui s'est fait entre nos simples ruisseaux et nos rivières. Dès longtemps on a établi en France une distinction profonde entre les cours d'eau navigables ou flottables et ceux qui ne le sont pas, distinction fausse, selon nous, car il n'y a si petit cours d'eau qui, pourvu que l'alimentation en soit régulière et constante, ne puisse devenir parfaitement navigable à l'aide de barrages bien établis. Combien de ces cours soi-disant innavigables qui charrient un volume d'eau suffisant pour entretenir à la fois plusieurs canaux ! Qu'on jette par exemple les yeux sur l'Aa, dans la partie qui précède Saint-Omer, sur l'Essonne, qui se décharge dans la Seine à Corbeil, sur l'Huisne, qui se jette dans la Sarthe près du Mans, sur la Nive (2), qui se jette dans l'Adour à Bayonne. Par une conséquence plus ou moins juste de cette distinction abusive, on a décidé que les cours d'eau navigables ou flottables seraient réservés comme propriété de l'état, pendant que les autres seraient abandonnés aux propriétaires des terres qu'ils traversent. Qu'est-il arrivé? D'une part, l'état, avec cette suprême négligence qui lui est propre, a laissé les belles voies d'eau qui lui appartiennent en souffrance, autorisant seulement çà et là, sans trop y prendre garde, des travaux mal conçus, qui en aggravent tous les désordres. Et quant aux propriétaires des cours d'eau réputés non navigables, ne pouvant, isolés qu'ils sont et privés de moyens réguliers de s'entendre, entreprendre ou exécuter aucun travail d'ensemble, ils se sont contentés de barrer, chacun pour son compte, la partie du ruisseau qui leur appartient, de manière à créer une chute d'eau pour leur usage. De là un double mal. D'abord, c'est en général sur des ruisseaux de ce genre que sont établies celles de nos usines qui se servent de moteurs hydrauliques, inconvénient grave, dont notre régime industriel se ressent. Qui ne voit en effet que ces usines sont là hors de leur place, hors de leur sphère, perdues qu'elles sont sur des ruisseaux solitaires, loin des centres d'activité et des moyens réguliers de communication? Dans un pays tel que la France, où le charbon est rare et cher, où il était encore, il y a quelques années, plus rare et plus cher qu'il ne l'est aujourd'hui, la force hydraulique est précieuse,

(1) Quand nous y passâmes au mois d'avril de l'année dernière, on s'occupait d'en agrandir les arches.

(2) La Nive, quoique barrée, ne laisse pas d'être jusqu'à un certain point navigable, grâce à des coupures faites dans les barrages. Elle est fréquentée par de petits bateaux ou *chalands,* très-allongés, très-minces, dont la pointe se relève par devant, à peu près comme les patins des patineurs, afin qu'ils ne soient pas exposés à plonger en descendant les *nasses.* A chaque coupure de barrage, on a établi une sorte de petit chemin de halage, en forme d'estacade en bois, dont on se sert pour faire remonter les bateaux au retour. C'est, comme on le voit, une navigation fort imparfaite, et qui met à l'épreuve l'adresse connue des bateliers basques. Elle n'est pourtant pas sans intérêt. Par là descend des Pyrénées vers Bayonne le kaolin, qui alimente nos fabriques de porcelaine.

tout le monde le sent : or, les grands cours d'eau qui appartiennent à l'état étant négligés par lui, n'étant ni canalisés ni réglés, et n'offrant par conséquent aucune force disponible, il était inévitable que nos industriels allassent, en désespoir de cause, chercher cette force où ils la trouvaient, sur des ruisseaux. Il n'en est pas moins vrai qu'ils y paient généralement un peu cher, par leur isolement et par l'absence de toutes communications régulières, les moteurs hydrauliques dont ils jouissent. D'un autre côté, quels désordres! Barrés sans rémission et sans la précaution nécessaire de l'établissement d'un canal latéral, ces ruisseaux sont devenus sujets à grossir, à s'enfler par moments, à l'instar des plus grands fleuves. Les industriels, causes innocentes de ces débordements, en souffrent les premiers; mais quel remède peuvent-ils appliquer au mal dans leur isolement? D'une part donc la négligence de l'état, de l'autre l'isolement des intérêts privés, ont préparé sur notre territoire un régime sans nom, dans lequel, à certaines époques, ruisseaux, rivières, fleuves, tout déborde à l'envi. C'est ainsi qu'au XIXe siècle, dans un pays civilisé, au sein de cette belle France que l'on renomme, nous assistons périodiquement au spectacle du déchaînement général des eaux.

Opposons à ce tableau, malheureusement trop vrai, celui qu'aurait produit sur notre sol l'application active et vigilante d'un système mieux entendu. On aurait déclaré canalisable en principe, et on aurait canalisé en effet non-seulement toute rivière, flottable ou non, mais encore tout ruisseau assez abondant pour alimenter régulièrement un canal, à moins qu'on ne rencontrât dans la configuration du sol des obstacles décidément insurmontables, et ce n'est guère que dans les pays de montagnes qu'il en existe de tels. La navigation en aurait profité sans aucun doute et largement. Les bateaux auraient pénétré dans tous les recoins du territoire, allant chercher partout ou les denrées du sol ou les produits des mines et des carrières, y répandant au retour ou les produits de l'industrie ou les engrais propres à féconder les champs. Et quelle immense activité n'aurait-on pas vu se déployer sur les principales rivières, enrichies à la fois des produits créés sur leurs rives et des tributs de leurs nombreux affluents! Avant tout cependant, c'est à l'agriculture, c'est à la fécondation du sol que ce système eût profité, puisque de toutes parts et sur tous les cours d'eau, grands ou petits, les barrages eussent ménagé en tout temps la tenue d'eau la plus favorable aux terres, sans que, grâce aux passages latéraux garnis d'écluses, cet avantage fût acheté par des inondations. Sans interdire formellement sur les ruisseaux de peu d'importance l'établissement des usines à moteurs hydrauliques, on ne l'aurait autorisé, là comme partout, qu'avec certaines réserves, c'est-à-dire qu'après avoir pourvu à l'alimentation régulière du canal, on aurait utilisé, s'il y avait lieu, une partie de la puissance des chutes pour élever l'eau sur les plateaux voisins, de manière à étendre au loin le bienfait de ces irrigations, en ne laissant aux usines que ce qui resterait de force disponible après la juste satisfaction de ces besoins. Il résulterait de là qu'à la différence de ce qui se voit aujourd'hui, c'est sur les cours d'eau de quelque importance, sur les rivières plutôt que sur les ruisseaux, que les usines seraient établies, puisque c'est là surtout qu'elles auraient trouvé dans les chutes un excédant de force suffisant pour leur usage. Est-il besoin d'ajouter que c'est là leur véritable place, celle que leur propre intérêt leur assigne, et qu'elles adopteraient toujours de préférence s'il leur était permis de choisir, puisque c'est là seulement qu'elles peuvent trouver dans l'activité qui les entoure, dans les communications par terre et par eau dont elles sont en possession, la satisfaction immédiate de leurs besoins?

Si un tel système avait prévalu en France; si d'ailleurs il était passé du principe à l'application, c'est alors qu'il eût été vrai de dire sans restriction que tout le mouvement industriel, aussi bien que le mouvement commercial du pays, est indissolublement lié au parcours des voies navigables. Nous avons fait remarquer ailleurs que les chemins de fer n'ont pas, pour attirer les établissements industriels et les populations sur leur parcours, la même puissance que les voies d'eau, et cela est évident, même dans l'état actuel de la France; mais combien cette vérité ne serait-elle pas plus frappante, si les voies d'eau étaient ce qu'elles doivent être! Comment se pourrait-il, par exemple, qu'un chemin de fer conduit à travers les plaines de la Picardie détournât l'activité qui règne sur la Somme entre Amiens et Abbeville, alors que cette rivière, par les onze bras qu'elle projette dans Amiens, et qui sont autant de moteurs puissants, par les chutes d'eau qu'elle alimente encore tout le long de son cours, par les riches cultures qu'elle entretient dans la vallée, par les magnifiques tourbières qu'elle y a formées de ses dépôts, crée, pour ainsi dire, elle-même les trois quarts des produits qu'elle transporte? Supposons la Seine canalisée; il n'y a pas un seul des barrages établis sur son parcours qui ne permît le creusement de dix ou quinze ruisseaux artificiels, détachés du bief supérieur, et qui animeraient autant de belles usines (1) : c'est-à-dire que chacun de ces barrages enfanterait, sur une moindre échelle sans doute, et sauf le privilége de l'antériorité, qui est toujours considérable, un autre Amiens. Ajoutez que toutes ces branches détachées du tronc de la rivière, bien que créées par des particuliers dans l'unique intérêt des établissements industriels, n'en seraient pas moins, en tant qu'elles traverseraient les champs, d'excellents conduits d'irrigation. Est-il possible encore une fois qu'un chemin de fer traversant les plaines détourne la moindre partie d'une activité fondée sur de semblables éléments?

III. — DES CANAUX.

Si les canaux proprement dits ne peuvent se comparer aux rivières canalisées, en ce que la puissance fécondante en est moindre, et qu'ils ne créent pas de chutes, l'utilité en est en général supérieure à celle des rivières abandonnées à leur libre cours. La tenue d'eau y étant plus régulière et plus constante, ils humectent en tout temps les terres voisines et ne les ravagent jamais. Comme ils traversent d'ailleurs plus ordinairement les plaines que les vallées, il n'est pas nécessaire qu'une force hydraulique en élève les eaux, déjà placées au niveau où elles doivent être. Pour qu'ils étendent au loin le bienfait des irrigations, il suffit que l'alimentation en soit suffisante, et que l'administration permette en conséquence, au profit des propriétaires voisins, l'établissement de conduits particuliers et de prises d'eau. Quand cette hypothèse se réalise, l'humble canal acquiert une vertu fécondante égale à celle des plus puissantes rivières. Il fertilise toute la plaine qu'il traverse; il suffit à lui seul pour changer la face d'une contrée.

(1) La force que chaque barrage engendrerait sur la Seine dépendrait, comme partout, de la hauteur de la chute, et par conséquent de l'intervalle qu'on laisserait d'un barrage à l'autre; mais on ne peut guère estimer cette force à moins de mille ou deux mille chevaux.

C'est mieux encore lorsqu'un canal traverse des terres basses exposées dans certaines saisons au séjour prolongé des eaux. Alors l'utilité en est double; il devient à la fois canal d'irrigation et canal d'épuisement. Sans laisser, en effet, d'entretenir sur ces terres une humidité toujours précieuse dans les temps de sécheresse, il en enlève en d'autres temps le superflu, rendant ainsi ou retirant tour à tour l'eau, selon qu'elle s'épuise ou qu'elle abonde; également utile dans l'un et l'autre emploi. Que sera-ce si l'on considère les cas particuliers, mais non pas rares, où un canal emporte dans son passage les eaux stagnantes des marais! Ce n'est plus alors une conquête relative qu'il opère, en augmentant les facultés productives du sol cultivable; c'est une conquête absolue, puisqu'il livre à la culture des terres qui se dérobaient à son action, sans compter qu'avec les eaux stagnantes des marais, il emporte aussi les miasmes pestilentiels et les maladies dont ils sont l'inévitable source. Souvent la construction d'un canal est le meilleur, l'unique moyen d'assainir une contrée, et cette seule considération suffit pour en justifier l'établissement, sans aucun égard même pour tous les autres avantages qu'il procure. Combien de pays neufs, où les maladies engendrées par la terre, bien plus que le climat, déciment les hommes! Combien d'autres qui dévorent en peu de temps toutes les populations qu'on leur envoie! Veut-on les rendre habitables, qu'on y construise des canaux. Et croit-on par hasard qu'il existe beaucoup de pays en Europe qui, dans une mesure quelconque, n'aient encore besoin d'un tel secours?

Sans nous appesantir sur les services si nombreux et si divers que les canaux peuvent rendre, considérons-les seulement par rapport à la France comme moyens d'irrigation, puisque c'est là leur caractère le plus général, et arrêtons-nous un instant sur cette donnée.

Il n'y a pas un seul canal régulier, de quelque façon qu'on le dirige, dans quelque intention qu'il soit construit, qui ne devienne forcément pour les terres riveraines un moyen d'irrigation dont l'énergie est proportionnée à la richesse de l'alimentation et à l'abondance des eaux. Pour que le canal arrose une campagne, il suffit en effet qu'il la traverse. C'est bien à tort qu'on a voulu à cet égard établir des catégories, faire des distinctions, séparer les canaux d'irrigation des canaux navigables : ces distinctions sont purement imaginaires. Tout récemment, quand il a été question dans quelques écrits, et même au sein des chambres, des travaux de canalisation actuellement entrepris par la Belgique, le canal de la Campine ayant été nommé entre plusieurs autres, on a prétendu que ce n'était pas là un travail du même genre que les autres; que ce n'était pas une voie navigable, mais un canal d'irrigation destiné à porter les eaux de la Meuse dans les plaines arides de la Campine. Que le canal de la Campine soit un canal d'irrigation, nous le croyons sans peine; qu'il ait été plus particulièrement conçu et exécuté dans l'intention d'améliorer la culture de ces campagnes infertiles, c'est possible; mais qu'importe? en est-il moins navigable pour cela? Si le canal de la Campine a été particulièrement construit en vue de l'irrigation, ceux qui avoisinent le littoral de la mer en Belgique ont été construits presque tous pour dégager le pays des eaux surabondantes et les déverser dans la mer. En sont-ils moins pour cela des voies très-navigables? en sont-ils moins de puissants moyens d'irrigation pour les campagnes voisines, et, de plus, d'excellents aqueducs pour les populations? En France, dans l'arrondissement de Dunkerque, le plus riche de tous en canaux, il n'y en a pas un seul qui n'ait eu pour objet primitif, comme ceux du littoral de Belgique, le dégorgement des eaux surabondantes dans la mer. Telle en est encore aujour-

d'hui la fonction essentielle, et, quoiqu'ils soient en grand nombre, ils ne suffisent pas toujours à la remplir. Est-ce à dire qu'ils laissent pour cela de rendre les mêmes services que des canaux construits à d'autres fins? Le canal de l'Ourcq est avant tout un aqueduc, puisqu'il a eu pour objet primitif d'amener de l'eau pour l'approvisionnement de Paris : cesse-t-il pour cela d'arroser les terres qu'il traverse? En est-il moins navigable? C'est qu'en effet toutes les fonctions des canaux se lient d'une manière étroite, et quelle que soit la pensée qui en ait motivé la construction, ils rendent toujours les mêmes services.

Il n'y a guère à cela qu'une exception : c'est le cas où un canal passe dans la terre, sous une voûte ou bien à une profondeur considérable. Il semble qu'alors l'unique emploi qui lui reste soit de transporter les bateaux. Il n'en serait pas de même s'il passait au-dessus de la terre, porté sur un aqueduc à une certaine élévation; dans ce cas même, en effet, si l'alimentation en était suffisante, il ne cesserait pas de féconder les terres riveraines, soit à l'aide de conduits d'eau qui s'en détacheraient, ou seulement par des infiltrations. C'est donc uniquement lorsqu'il passe dans les profondeurs de la terre que le canal est exclusivement une voie navigable; mais ces cas sont rares; ce sont des exceptions qui ne se rencontrent même que pour des fractions minimes, et qui ne détruisent pas l'utilité générale de l'ouvrage. Tel est, par exemple, le canal de Saint-Quentin, qui passe sous une voûte dans une partie de son parcours; ce qui n'empêche pas qu'il ne soit ailleurs un auxiliaire utile de la culture. Le voyageur qui se dirige sur Cambrai le reconnaît de loin aux arbres plus élancés, à la verdure plus fraîche, aux riantes maisons et aux belles usines qui en couronnent les bords.

Il faut reconnaître après tout que les canaux n'ont, à cet égard, qu'une puissance d'emprunt. Les eaux qu'ils répandent dans les campagnes, ils les reçoivent des rivières ou des ruisseaux. Aussi l'existence de ces voies artificielles est-elle subordonnée à celle des cours d'eau naturels, dont elles sont une dépendance. De là vient qu'en bonne logique la canalisation des ruisseaux, et surtout des rivières, doit précéder la construction des canaux proprement dits. Sans cette précaution nécessaire, l'ouverture de ces derniers serait même souvent impossible; du moins trouverait-on plus difficilement et plus rarement des eaux suffisantes pour les alimenter. Cela dit, nous demanderons s'il existe un autre système meilleur, plus régulier, plus efficace, pour répandre dans les campagnes le superflu des eaux que les cours naturels fournissent.

Nous avons admis tout à l'heure que, les rivières une fois canalisées, on trouverait à chacun de leurs barrages une force suffisante pour élever les eaux sur les plateaux voisins; mais comment y répandre ces eaux sans en laisser perdre la vertu fécondante, et surtout sans bouleverser les moissons? Ce ne sera pas à coup sûr en les versant brutalement à travers les champs ensemencés; elles emporteraient avec elles ou les moissons, ou les semences; au lieu de fertiliser les campagnes, elles les ravageraient. Sera-ce au moins par des coupures? Oui, mais à certaines conditions. Et d'abord ces coupures seront fixes et non sujettes à se déplacer à volonté; autrement, elles porteraient dans les champs l'anarchie et le désordre, et les eaux seraient bientôt l'objet d'un gaspillage affreux. De plus, ces coupures auront une pente, afin que le liquide se porte en avant; et toutefois cette pente sera régulière et douce, autrement on y verrait l'eau se précipiter en torrents, sans laisser presque aucune trace de son passage. Ce n'est pas même assez; si douces que fussent ces pentes, l'eau s'écoulerait encore trop vite; elle n'aurait pas

le temps d'humecter la terre ; elle produirait à peine quelques fruits. Il faudrait donc encore des moyens de la retenir, de la ménager, de la parquer pour ainsi dire, afin de lui faire produire, dans son passage, tous ces résultats utiles, c'est-à-dire qu'il faudrait la soutenir par des barrages. Qui ne voit enfin qu'il ne pourrait être question d'établir ici des barrages fixes, puisque alors l'eau deviendrait stagnante et se corromprait par un séjour trop prolongé, mais des barrages mobiles qui permettraient de renouveler le liquide régulièrement en temps utile? Or, nous ne connaissons pas pour cet objet de meilleurs barrages mobiles que les écluses. C'est dire assez que ces coupures, pour remplir convenablement l'objet proposé, devraient encore réunir toutes les conditions des canaux. Elles les rappelleraient d'autant mieux qu'une administration prévoyante devrait, pour s'épargner les travaux et les soins, procéder par grandes coupures, suffisamment larges et profondes pour contenir un notable volume d'eau, sauf à accorder aux propriétaires riverains, dans une certaine mesure et avec quelques réserves, la faculté d'en détacher, chacun pour son usage, de faibles filets. C'est ainsi que, n'eût-on en vue que le seul intérêt de la culture, c'est encore par l'établissement de véritables canaux qu'il faudrait procéder.

Ce n'est pas qu'à la rigueur l'irrigation des terres ne puisse être faite à d'autres conditions, et nous en connaissons quelques exemples ; mais on peut affirmer hautement que tout autre système, outre les désordres qu'il fait naître, exige, pour donner des résultats équivalents, une dépense d'eau incomparablement plus forte. Pour s'en convaincre, il suffirait de considérer, par exemple, ce qui se passe dans une certaine partie de la Limagne d'Auvergne, vers Riom et Clermont. Là plusieurs ruisseaux qui descendent des montagnes, ou qui jaillissent des sources, servent tour à tour à faire mouvoir des roues hydrauliques et à arroser les prés. Pour remplir ce dernier objet, on y a établi d'ancienne date un mode de distribution assez ingénieux, quoique relativement barbare. A certains moments prévus, le cours du ruisseau est barré, alors s'ouvrent de petites vannes latérales par où l'eau s'échappe dans les prés. Bien qu'elle y coule généralement par des rigoles, que chaque propriétaire y a pratiquées pour cet usage, on a soin qu'elle déborde pour que son effet s'étende ; souvent même elle coule en larges nappes, c'est une véritable inondation. Après un certain parcours, elle est ramenée plus bas vers le ruisseau qui l'a produite. L'action de cette eau étant intermittente, il faut qu'elle coule longtemps, par exemple toute une nuit, pour produire son effet utile, et, comme la course en est rapide, on peut imaginer combien il s'en dépense dans cet intervalle de temps. Inutile de dire qu'en dépit des précautions qu'on peut prendre, les chemins vicinaux souffrent d'un tel déchaînement des eaux, et que ce ne sont pas là les seuls désordres qui s'ensuivent. Nul doute qu'après tout ce système d'irrigation ne produise d'excellents effets. Il convertit les terres riveraines des ruisseaux, terres qui sont d'ailleurs naturellement fertiles, en prés magnifiques et d'un admirable rapport ; mais aussi quelle effrayante consommation de ce précieux liquide que la France a tant d'intérêt à ménager ! Si l'on comparait ce mode d'irrigation à celui qui est produit, par exemple, dans l'arrondissement de Dunkerque (1) par des canaux régu-

(1) Il existe dans l'arrondissement de Dunkerque une institution empruntée autrefois à la Hollande et à la Belgique, et qui est unique en France : c'est la *Société* dite *des Wateringues*. Comme l'indique le nom flamand qu'elle porte, cette société a pour objet de pourvoir à l'aménagement des eaux. Elle se compose de tous les propriétaires de terres.

lièrement aménagés, on trouverait que ceux-ci donnent, avec moins de désordre et une dépense d'eau qui est peut-être dix, quinze ou vingt fois moins forte, des résultats incomparablement plus étendus. Ces résultats sont aussi plus variés, car les ruisseaux d'Auvergne ne fécondent, et on le comprendra sans peine, que des prés à foin, toute autre culture ne pouvant guère s'accommoder d'un tel système d'irrigation, tandis que les canaux du nord, outre qu'ils entretiennent de magnifiques pâturages toujours frais, toujours verts, rendent à tous les genres de culture les mêmes services.

Il est donc vrai que les canaux sont non-seulement d'excellents moyens d'irrigation, mais encore les seuls réguliers, les seuls vraiment efficaces, les seuls enfin qui, sans désordre, fassent produire aux eaux disponibles d'un pays tout leur effet utile. Comment comprendre maintenant ce qui se passe depuis deux ans au sein de nos assemblées législatives? D'une part, la question de l'irrigation des terres vient-elle à surgir, on l'accueille avec intérêt, on l'étudie, on la débat avec une sollicitude, sinon très-éclairée, au moins très-vive. De l'autre, s'agit-il des canaux, on se montre de glace à leur endroit, on va même jusqu'à refuser l'achèvement de ceux qui sont en cours d'exécution. Pourquoi cela? Serait-ce par hasard que les canaux ont le tort de joindre à l'avantage d'être les meilleurs conduits possibles d'irrigation, celui d'être les voies de communication les plus économiques? Ce qui est vrai, c'est que les chambres, aussi bien que le public, ont été momentanément égarées par des théories décevantes. Elles reviendront, nous n'en doutons pas, de ces erreurs funestes. Autrement il faudrait désespérer de la santé morale autant que des intérêts matériels du pays.

Quoi qu'il en soit, on voit que pour les canaux, aussi bien que pour les rivières canalisées, la dépense de la construction étant largement payée par les services rendus à la terre, les services rendus à la navigation sont acquis au pays à titre purement gratuit.

IV. — LES CANAUX ET LES CHEMINS DE FER BELGES.

Les pays de l'Europe qui paraissent avoir le mieux compris ces vérités sont la Hollande et la Belgique : non pas qu'en Angleterre la canalisation ne soit aussi avancée, aussi complète; mais les voies d'eau y étant abandonnées généralement à des compagnies exploitantes, on y a perdu de vue trop tôt les bienfaits de toute nature que ces voies répandent sur le pays, pour les considérer exclusivement comme des valeurs financières, sources de revenus commerciaux. La Belgique et la Hollande, au contraire, pays très-bas et souvent exposés, surtout vers le littoral de la mer, à être couverts par les eaux, ont été fréquemment rappelés, par leur situation même, à des sentiments plus justes. Les premiers travaux qui y ont été exécutés en ce genre sont des canaux d'épuisement, destinés à verser le superflu des eaux dans la mer. Dans cette prévision, on y a créé d'ancienne date d'excellentes institutions, dont nous avons vu une imitation et comme un reflet dans une con-

qui contribuent à l'exécution des travaux hydrauliques par des cotisations annuelles, proportionnées à l'importance de leurs propriétés. La plupart des canaux dont ce pays est coupé en tout sens ont été exécutés aux frais de cette société ou avec son concours.

trée de la France voisine de la Belgique, et placée à certains égards dans une situation semblable. Il semble que ces premiers canaux, commandés par la nécessité, et dont l'unique but était le desséchement des terres, aient, en multipliant leurs services au delà des espérances qu'ils avaient fait naître, donné comme l'avant-goût de ce que ces utiles créations pouvaient produire, et encouragé de semblables travaux là même où une nécessité impérieuse ne les commandait plus. Toujours est-il que ces deux pays ont persévéré dans la voie féconde où ils s'étaient engagés. Ils présentent aujourd'hui un système de canalisation supérieur à celui de tous les pays du continent.

La Belgique ne paraît pas avoir perdu l'excellente tradition qu'elle s'était faite. Quoiqu'elle possède déjà un ensemble de canaux très-respectable, elle n'en poursuit pas moins son œuvre de canalisation avec une ardeur réglée et une persévérance infatigable. Il semble que l'esprit des sociétés particulières instituées pour le régime des eaux ait passé dans le gouvernement et dans les chambres. Malgré l'achèvement complet du chemin de fer national, quoiqu'il semble que rien ne manque plus désormais pour faciliter les communications régulières dans le pays, les travaux de canalisation suivent leur cours; toutes les voies d'eau naturelles ou artificielles se perfectionnent, s'achèvent ou se complètent. Chose étrange! pendant que la France, qui n'a pas encore de chemins de fer, dont le système de canalisation est à peine ébauché, paraît accueillir, sur la foi de quelques bravades irréfléchies, l'idée barbare de l'abandon de ses rivières, de l'abandon de ses canaux, la Belgique, si bien pourvue quant aux deux modes de transport, s'impose en faveur de ses voies d'eau de nouveaux sacrifices. C'est qu'on a compris dans ce pays, par l'expérience qu'on en a faite, la merveilleuse utilité de ces travaux.

On a dit, en parlant de la Belgique, que si, lors de la création des chemins de fer, les canaux n'avaient pas existé, si le gouvernement avait eu à choisir, « il aurait repoussé le canal, et il aurait eu pour lui le suffrage des hommes de sens. » Nous jugerions à peine utile de relever ces paroles inconsidérées, si nous n'avions pas lieu de croire qu'elles ont eu malheureusement quelque influence. Il est trop facile pourtant d'en démontrer l'erreur.

D'abord, quand même le gouvernement belge aurait considéré les chemins de fer comme fort supérieurs aux canaux en tant que moyens de transport, il n'aurait pas apparemment repoussé cette portion *du canal* qui était nécessaire pour rendre à la culture la partie du littoral couverte par les eaux; il l'aurait toujours entreprise, sinon comme voie navigable, au moins comme moyen d'épuisement, et il se serait trouvé par là à peu près au même point où les faits antérieurs l'avaient mis. Quelle que fût donc son opinion quant à la valeur relative des deux modes de communication, il n'avait à cet égard aucun regret à former.

Comment se fait-il ensuite que ce gouvernement, qu'on présente comme subissant à regret l'existence des canaux antérieurs au chemin de fer, vienne lui-même, quand déjà le chemin de fer existe, non-seulement poursuivre le complément des canaux existants, mais encore en proposer et en entreprendre d'autres? En vérité, ce gouvernement nous paraît faire ici bien peu de cas de ce qu'on appelle le suffrage des hommes de sens. Veut-on en juger, on n'a qu'à lire le passage suivant d'un ouvrage publié en 1842 par le ministre des travaux publics de Belgique, et dans lequel sont exposées les vues du gouvernement pour la canalisation du pays.

« Les projets dont nous proposons l'exécution se partagent en trois catégories : la première comprend ceux qui, par leur caractère d'utilité générale, leur but

agricole et commercial, ou le peu de chances qu'ils offrent à la spéculation, demandent à être exécutés par l'état; la seconde se forme de ceux qui, par leurs spécialités productives, sont susceptibles de péages assez élevés pour devenir l'objet d'entreprises par concession ; dans la troisième rentrent les améliorations motivées par des considérations locales, et qui incombent particulièrement aux provinces et aux communes.

» Dans la première catégorie se rangent le canal de Zelzaete, — la mise en grande section des six premières écluses du canal de Charleroi, — l'amélioration du tirant d'eau de la Sambre, — l'amélioration du Ruppel, — l'amélioration de la Dendre entre Ath et Alost, — le canal de Bocholt à Herenthals (1) et les améliorations de la Petite-Nèthe, — l'amélioration de la navigation de la Meuse, — enfin l'achèvement du canal de Meuse et Moselle jusqu'à la Roche.

» La seconde catégorie renferme le canal de Bossuyt à Courtrai, — le canal de Mons à la Sambre par la Trouille, — le canal de Mons aux embranchements du canal de Charleroi, — le canal de Vilvorde à Diest, — la canalisation du Petit-Schyn et sa jonction à la Petite-Nèthe canalisée.

» La troisième catégorie comprend l'amélioration des canaux de l'Yperlée, de Loo et de Furnes, — la canalisation du Mandel, — la canalisation de la Grande-Nèthe, — le canal de Deynse au canal de Bruges, — enfin l'amélioration de l'écoulement des eaux du bassin de l'Iser et de la traversée du port de Nieuport.

» Ainsi, d'après nos propositions, l'état aurait à sa charge le montant intégral des dépenses de la première catégorie; il devrait, en outre, intervenir dans les dépenses des deux autres par des subsides d'une quotité déterminée (2). »

On dira peut-être à cela que tous ceux des travaux compris dans cette liste qui peuvent être considérés comme de nouvelles créations ont, comme le canal de la Campine, un autre objet que la navigation. Et qu'importe ? s'il en est ainsi, ce qui est fort possible, ils ressemblent beaucoup en cela à tous les autres. Loin d'en conclure que le gouvernement belge doit regretter l'existence de ses anciens canaux, nous en conclurons plutôt qu'il en a bien compris l'objet et la valeur. Nous en tirerons même cette autre conséquence, que, pour les nouveaux canaux comme pour les anciens, le péage ne sera pas dû en principe, puisque, la construction en étant déjà justifiée par des considérations d'un autre ordre, les services qu'ils rendront comme voies navigables, si étendus qu'ils puissent être, seront acquis au pays à titre purement gratuit.

Quand on considère de ce point de vue, qui est le seul véritable, l'existence des canaux, on n'a point de peine à s'expliquer pourquoi les droits de navigation sont si peu élevés en Belgique. On comprend que cette modération, au lieu d'être une faveur faite par le gouvernement, n'est qu'un résultat naturel des circonstances. Il ne s'agit pas d'examiner ici comment cette modération est expliquée, interprétée, soit dans les discussions des chambres, soit dans les documents officiels; nous savons même qu'il y a eu à cet égard des versions diverses : ce que nous examinons, c'est la manière dont elle est justifiée par les faits. Or, un grand nombre de canaux ayant été exécutés par les propriétaires des terres ou à leurs frais, l'état en ayant lui-même entrepris d'autres en sa qualité de représentant des intérêts du

(1) C'est celui qu'on désigne sous le nom de *canal de la Campine.*

(2) *Considérations historiques, suivies de propositions diverses ayant pour objet l'amélioration et l'extension de la navigation.*

sol, tous enfin payant largement par l'amélioration des terres la dépense qu'ils ont causée, on ne voit pas pourquoi cette dépense resterait à la charge de la navigation. Cela ne veut pas dire que le gouvernement belge n'avait pas le droit d'établir des tarifs plus élevés, et qu'en le faisant il eût commis une exaction : non, le droit d'un gouvernement sur les travaux qu'il exécute n'est pas nécessairement limité par la mesure des services rendus. Il faut bien qu'il prélève l'impôt quelque part, et quant au choix des objets imposables, il ne doit consulter en cela que l'intérêt du pays. Cela veut dire seulement qu'en modérant ses exigences, ce gouvernement n'accorde pas une faveur, qu'il ne fait au contraire que laisser les choses dans leur état normal, et que, s'il établissait des tarifs plus élevés, ce ne serait plus comme paiement direct de services rendus, mais comme impôt.

Les droits de navigation sur les canaux belges sont donc en général très-modérés. Est-il besoin de dire maintenant ce que devient la concurrence des chemins de fer et des voies navigables dans ces nouvelles conditions? Tous les résultats se résument en quelques mots. Partout où les deux modes de transport se trouvent en présence, les voies navigables ont conservé, pour le transport des marchandises pesantes, qui est leur apanage, une supériorité absolue, décisive. C'est à peine si leur clientèle a été entamée par les voies rivales : elle s'est même accrue en peu de temps dans d'énormes proportions. Laissons pourtant cet exemple et les conséquences si nombreuses qu'on en pourrait tirer. Tout ce que nous voulons conclure de ce qui précède, c'est que les droits modérés sur les canaux ne constituent pas une exception favorable, mais un état normal; c'est qu'il faut prendre à cet égard la Belgique et non l'Angleterre pour modèle, et que, dans cette situation vraiment régulière des choses, toute concurrence sérieuse est impossible entre les deux modes de transport que l'on suppose rivaux. Ils rentrent tous les deux, s'il est permis de s'exprimer ainsi, dans leur rôle; chacun d'eux prend la place qui lui appartient; le pays n'en est que mieux et plus complétement servi, et la part des chemins de fer reste encore assez belle pour ne laisser rien à regretter.

Ch. Coquelin.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

30 septembre 1845.

Plusieurs élections viennent d'avoir lieu, en remplacement des députés promus à la pairie. Comme il était facile de le prévoir, ces élections ont été favorables aux candidats conservateurs. Il était naturel de supposer que des colléges électoraux depuis longtemps fidèles à l'opinion conservatrice ne déserteraient pas leur drapeau. D'ailleurs, le ministère avait pris ses mesures pour réussir. Ce résultat, qui ne change en rien les forces respectives des partis dans la chambre, n'a donc pas une importance politique, et il serait passé inaperçu au milieu des événements du jour, si quelques organes de l'opposition, mal inspirés, ne l'avaient grandi en cherchant à le rapetisser par des arguments peu sérieux. Il faut avouer que le ministère du 29 octobre a des adversaires qui le servent quelquefois aussi utilement que des amis.

Au nombre des députés nouveaux, il s'en trouve deux ou trois que l'opposition déclare lui appartenir, et qui voteront, dit-elle, contre le cabinet. Nous conseillons à l'opposition de ne pas s'y fier. Si nous sommes bien informés, les espérances qu'elle fonde sur tel ou tel candidat seraient bien trompeuses. Si elle compte sur eux, le ministère fait de même de son côté. Qui des deux se fait illusion? Qui a reçu les gages les plus sûrs? Nous l'ignorons. Nous savons seulement qu'il y aura une dupe, et il est permis de croire, dès à présent, que ce ne sera pas le ministère.

Du reste, l'opposition a bien autre chose à faire en ce moment que de s'occuper de quelques élections partielles. Il s'opère dans son sein un travail de dissolution et de dispersion vraiment extraordinaire, qui doit singulièrement réjouir le cabinet. Tous les organes de la presse opposante sont en guerre les uns contre les autres. Ils se renvoient chaque matin les accusations, les menaces, les récriminations les plus vives. Un article de M. de Lamartine, un discours de M. Ledru-Rollin, un autre de M. Garnier-Pagès, ont donné naissance à cette polémique de discorde et de confusion. M. de Lamartine, selon son habitude, accuse tout le monde, et s'isole majestueusement dans le vide de sa pensée et de son parti; M. Ledru-Rollin se retranche dans un radicalisme exclusif; M. Garnier-Pagès, au contraire, veut concilier le parti radical avec la gauche et le centre gauche. Il tend

la main à M. Barrot, à M. Thiers, pour les entraîner, il est vrai, et pour les faire tomber plus sûrement; mais cette politique trop habile n'est qu'une intrigue aux yeux des puritains démocrates, qui crient à la trahison, au scandale, comme si on les avait vendus à l'ennemi. Ajoutez que M. Garnier-Pagès rompt formellement avec les fouriéristes et les communistes, tandis que M. Ledru-Rollin les protége; de là les orageuses colères que soulève contre lui le député de Verneuil dans plusieurs journaux de la démocratie.

Il sera curieux de voir, dans la session prochaine, comment M. Garnier-Pagès entend pratiquer ce système de conciliation qu'il vient d'exposer, et quelles seront ses relations avec la gauche et le centre gauche. Quant à présent, cette question offre peu d'intérêt, et le monde politique est bien loin de s'en préoccuper. Il ne faut pas croire, en effet, que les journaux soient en ce moment le miroir fidèle de l'opinion. Les journaux font tous leurs efforts pour être variés, piquants, amusants : les feuilles radicales, surtout, font une polémique vive et passionnée; mais l'esprit public reste froid. Pour lui, la politique a cessé momentanément d'exister. Il n'en était pas de même l'an dernier à pareille époque. Alors, si la presse était animée, l'opinion ne l'était pas moins. Des questions graves agitaient les esprits, et donnaient au langage de la presse une excitation qui n'avait rien de factice. Aujourd'hui, ces questions sont résolues ou ajournées, elles ont disparu de la scène; ce ne sont pas les discours de M. Ledru-Rollin et de M. Garnier-Pagès qui pourront les remplacer, et combler le vide qu'elles ont laissé dans la polémique quotidienne.

Une seule question est capable, aujourd'hui, de fixer sérieusement l'attention publique, c'est celle des chemins de fer. On peut même dire que cette question, depuis un mois, a fait naître dans les esprits des réflexions très-graves. L'enthousiasme pour les chemins de fer est toujours le même, et la confiance des capitalistes dans l'avenir de ces entreprises immenses s'est peut-être accrue, loin de diminuer; mais il n'en est pas moins vrai que la situation où l'on est entré appelle les méditations des hommes les plus éclairés et toute la vigilance du gouvernement. Deux grandes lignes, Strasbourg et Lyon, seront adjugées dans les mois de novembre et décembre. Parmi les compagnies qui se sont formées pour concourir à l'adjudication de ces deux lignes, il est à craindre que plusieurs ne soient pas sérieuses, et qu'elles n'aient pas la force nécessaire pour terminer heureusement des entreprises aussi colossales. L'exemple de ce qui s'est passé pour le chemin du Nord, l'intention de se fondre avec une compagnie puissante, peut-être aussi l'espoir d'emporter l'adjudication par un rabais téméraire, lancent tous les matins sur la place des compagnies nouvelles, dont la concurrence improvisée devient un danger pour le crédit public, et compromet l'avenir même des chemins de fer. Le gouvernement est averti. La loi lui donne des moyens suffisants pour désarmer une concurrence irrégulière et immorale ; c'est à lui d'en user. On peut s'attendre que la commission supérieure, guidée et soutenue par l'opinion, mettra la plus grande sévérité dans l'examen des titres de chaque compagnie. La concurrence sérieuse doit être respectée : c'est le vœu de la loi ; mais l'agiotage n'est pas la concurrence. Les chambres n'ont pas voulu que le sort des chemins de fer fût livré à des brocanteurs de primes et à des joueurs effrénés. Une crise sur les chemins de fer pourrait amener de grands embarras financiers, et, par contre-coup, une crise politique dont il serait difficile de mesurer l'étendue. Les partis anarchiques spéculent ouvertement sur cette crise. Le gouvernement assumerait sur lui une grande responsa-

bilité, s'il ne prenait pas les mesures nécessaires pour la modérer ou la prévenir.

L'entrevue du maréchal Bugeaud avec M. le président du conseil, ministre de la guerre, a eu lieu à Soultberg. Ce qu'on sait de cette entrevue, c'est qu'elle a été amicale. Tout désaccord entre le gouverneur de l'Algérie et le ministère a momentanément disparu. Le maréchal Bugeaud retourne en Afrique, où il a encore de glorieux services à rendre à son pays. En attendant la décision des chambres, le gouvernement l'autorise à entreprendre un essai de colonisation militaire. Il paraît que l'an dernier le maréchal avait demandé cette autorisation, et qu'elle lui avait été promise. Le maréchal, garanti par cette promesse, s'est trouvé suffisamment fondé à écrire cette circulaire qui a paru il y a bientôt deux mois, et qui a donné lieu, dans la presse parisienne, à des accusations si ridicules et si violentes. On voit maintenant qu'il n'était pas nécessaire de faire tant de bruit pour si peu de chose, et que le maréchal Bugeaud n'a pas agi comme un pacha révolté. Quand cette question viendra à la tribune, nous sommes persuadés que les faits s'expliqueront d'eux-mêmes, et le maréchal Bugeaud, que l'on accuse toujours d'être le plus indisciplinable des hommes, paraîtra peut-être, dans cette circonstance, avoir agi avec beaucoup de soumission et de réserve. Ce n'est pas nous, du reste, qui l'en blâmerons.

Le traité du 16 juillet, entre la France et la Belgique, est en ce moment l'objet d'une négociation qui va se poursuivre à Paris. Comme on le sait, la question qui s'agite est de savoir si le traité sera dénoncé ou non. L'industrie linière et chanvrière demande que le traité soit dénoncé. Elle se plaint de ne pas être suffisamment protégée contre les produits belges ; elle dit que le travail national est sacrifié. Nous n'avons pas à revenir pour le moment sur une discussion qui a si longtemps occupé nos chambres, et dans laquelle tous les arguments ont été épuisés de part et d'autre. Il nous suffira de dire que la question est à nos yeux beaucoup moins industrielle que politique. Sous le rapport commercial, le traité belge, qui n'a encore qu'une durée de trois ans, n'a produit aucun résultat bien remarquable. Sous le rapport politique, c'est un acheminement vers la réalisation d'une pensée grande et féconde, que le ministère actuel avait conçue, mais devant laquelle un obstacle parlementaire l'a fait reculer. Tout moyen de rapprochement entre la France et la Belgique doit être favorisé dans l'intérêt de notre dynastie et de notre révolution. A ce titre, nous pensons que la convention du 16 juillet doit être renouvelée. Toutefois, nous voudrions que le gouvernement français profitât de cette circonstance pour assurer à notre pays un avantage qui lui est bien dû, en retour des services signalés qu'il a rendus au gouvernement de Bruxelles. Cet avantage, tout le monde le sait, c'est l'extinction de la contrefaçon belge. Quelles seraient aujourd'hui les difficultés insurmontables qui empêcheraient le succès d'une pareille démarche? L'âge d'or de la contrefaçon belge est passé. Aux bénéfices immenses qu'elle procurait, il y a plusieurs années, ont succédé la gêne, l'encombrement, les embarras de la concurrence intérieure, et la crainte d'une crise toujours imminente. Le mouvement de la production ne s'est pas ralenti; mais c'est un mouvement aveugle et stérile. En un mot, la contrefaçon belge ruine la librairie française sans enrichir la Belgique. A Bruxelles même, elle a des adversaires déclarés. Plus d'un écrivain belge rougit de cette exploitation immorale, de cette contrebande exercée à ciel ouvert au détriment de la propriété intellectuelle. Là, comme partout ailleurs, une réaction favorable s'opère contre cet indigne trafic. Le gouvernement français doit profiter de cette réaction. Il le

doit au nom des lettres françaises, dont les intérêts sont si cruellement lésés ; il le doit surtout au nom de la civilisation intellectuelle, dont la France est en Europe l'expression la plus vivante et le type le plus avancé. La Belgique est la patrie de la contrefaçon littéraire ; c'est là surtout qu'il faut s'attacher à la détruire. Chassée de Bruxelles, la contrefaçon ira, dit-on, s'implanter ailleurs. Elle s'établit en ce moment à Barcelone ; elle ira dans d'autres villes, elle ira partout où elle rencontrera des capitaux pour la nourrir et un gouvernement pour la protéger ! Qu'importe ? Si la contrefaçon, exilée de Bruxelles comme elle l'a été naguère de Turin, se réfugie ailleurs, on la poursuivra, on la stigmatisera partout, on soulèvera contre elle la loyauté des gouvernements et la justice des populations. C'est une mission qu'un gouvernement comme celui de la France peut entreprendre, et où il serait glorieux pour lui de réussir. On assure que le roi Léopold va venir à Paris pour presser le renouvellement de la convention belge. Sa présence serait un motif de plus pour entamer la négociation que nous conseillons au ministère.

Le grand conseil de Berne a rendu la décision que l'on avait prévue. A la majorité de 137 voix contre 42, il a approuvé les conclusions du rapport présenté par le conseil exécutif. Il a donné au gouvernement un vote de confiance, et a promis nettement son concours à un régime légal et régulier. La discussion a été vive, dit-on, dans le conseil, et le parti radical y a trouvé des défenseurs irrités. La loyauté et la bonne foi ont été invoquées contre un gouvernement parjure, qui se proclame aujourd'hui l'adversaire des corps francs, après avoir été depuis un an leur instigateur et leur complice ; mais ces récriminations n'ont pas eu de succès.

Le langage du gouvernement dans le rapport soumis à l'approbation du conseil supérieur est d'une fermeté remarquable. Le gouvernement réclame l'obéissance aux lois et aux autorités constituées. Il annonce qu'il usera d'une grande sévérité contre les violences de la presse. Il menace de dissoudre la société populaire. Il déclare que cette société, dont le but est de renverser la constitution fédérale de la Suisse, poursuit une entreprise illégale, factieuse, contre laquelle il faut prendre des mesures énergiques. Violer le pacte, ce serait, dit le rapport, précipiter la Suisse vers des abîmes. Ainsi, le chef des cantons révolutionnaires de la Suisse prêche aujourd'hui la légalité, l'ordre, la conservation, et le plus redoutable ennemi du fédéralisme en est devenu momentanément le défenseur.

Nous avons déjà expliqué le secret de cette métamorphose. Depuis la défaite des corps francs, le gouvernement de Berne, livré aux passions radicales qu'il avait lui-même excitées, se voyait menacé dans sa propre existence. Le radicalisme, battu devant Lucerne et violemment refoulé sur son point de départ, était devenu un objet de terreur pour ceux qui l'avaient imprudemment déchaîné. La société populaire, où s'étaient concentrées toutes les tendances anarchiques, préparait ouvertement une révolution dans le canton de Berne, pour s'emparer du pouvoir, et marcher contre Lucerne à la tête des cantons radicaux. Encore quelques jours, et le gouvernement de Berne, emporté par la tempête qu'il avait soulevée, aurait pu expier cruellement les torts de sa politique ambitieuse. Heureusement pour lui, il a vu les dangers qui le menaçaient, et il a su les prévenir par une résolution énergique.

Une circonstance paraît avoir influé particulièrement sur la décision du gouvernement de Berne : c'est la découverte d'une conspiration communiste, secrètement associée au mouvement radical. Le gouvernement bernois, son rapport le

déclare, avait à craindre une révolution sociale en même temps qu'une révolution politique. La découverte importante qui a eu lieu récemment dans le canton de Neufchatel confirme d'ailleurs cette déclaration. Déjà, il y a quelque temps, la police de Neufchatel avait signalé l'existence de nombreux clubs communistes. Guidée par ces premiers indices, elle vient de mettre la main sur une vaste association, dont les papiers ont été saisis et les principaux chefs arrêtés. Cette association est une propagande secrète de la *jeune Allemagne*. Organisée en confédération comme la Suisse, elle porte le titre de confédération du Léman ; son chef-lieu est Lausanne. Elle professe l'athéisme et les principes les plus subversifs. Son but est de renverser l'ordre religieux, social et politique de l'Allemagne. Elle a des affiliations dans toute la Suisse et dans les états voisins. Elle poursuit ses projets avec une ardeur et une activité prodigieuses.

Comment de si graves dangers n'auraient-ils pas enfin ouvert les yeux aux hommes les plus entraînés dans le mouvement politique de la Suisse, et en premier lieu au gouvernement de Berne, le plus puissant de tous les cantons, le plus populeux, le plus riche, et celui par conséquent qui aurait le plus à redouter pour lui-même les suites d'une révolution sociale? Aussi, depuis que la société de la *jeune Allemagne* a été découverte, l'impulsion donnée par le gouvernement de Berne a été rapidement suivie. L'esprit de réaction a gagné les cantons radicaux, et des manifestations significatives ont eu lieu en faveur des principes d'ordre et de conservation. Dans la conférence de Zug, par exemple, plus de cinquante catholiques des plus ardents, rassemblés au nom du parti ultramontain, ont déclaré qu'en présence des circonstances nouvelles, le devoir des cantons était de protéger la paix professionnelle, et le parti protestant s'est empressé d'adhérer à cette déclaration. Ainsi, en quelques jours, la situation de la Suisse a complétement changé. Les passions politiques et religieuses se sont calmées en présence d'un danger commun : tout a été oublié pour faire face à la *jeune Allemagne*.

Que deviennent maintenant les jésuites de Lucerne? On dit qu'ils seront installés dans leur collége, mais qu'ils n'y resteront pas. Depuis que le gouvernement a pris l'engagement de s'en tenir aux moyens légaux contre les jésuites, le parti catholique de Lucerne est devenu moins exigeant, et l'on peut espérer désormais que les sages conseils des gouvernements étrangers ne trouveront plus en lui une forte résistance.

Grâce à l'exemple donné par le gouvernement de Berne, la Suisse peut donc, en ce moment, inspirer quelque confiance aux états de l'Europe. Il est arrivé en Suisse ce qui arrive dans la plupart des crises politiques ; le bien y est venu de l'excès du mal, et l'ordre y a été rétabli au moment où l'on pouvait se croire à la veille d'une catastrophe effroyable. Il ne faudrait pas, cependant, exagérer la portée des derniers événements. Il ne faudrait pas croire que Berne ait renié sa politique passée, que l'esprit fédéral ait triomphé de l'esprit unitaire, que l'implacable ennemi du pacte ait résolu de maintenir l'ancienne constitution helvétique. Le gouvernement de Berne, il ne faut pas l'oublier, ne défend la constitution de la Suisse que pour se défendre lui-même. Il n'invoque la garantie des lois en faveur du pacte fédéral que pour protéger du même coup sa constitution menacée. Toutefois, avant que la politique de Berne puisse revenir à ses anciennes traditions, il se passera du temps, un temps précieux, que la Suisse et l'Europe pourront mettre à profit dans l'intérêt de l'avenir. Après avoir déclaré la guerre à l'anarchie, Berne ne peut pas, du jour au lendemain, réveiller l'esprit révolutionnaire, et organiser une nouvelle ligue pour faire réussir ses projets ambitieux.

Pour que le gouvernement de Berne en vienne là, il faut au moins que les mouvements populaires ne lui inspirent plus de crainte pour lui-même ; or, selon toutes les apparences, c'est ce qui n'arrivera pas de sitôt. Le chemin est donc ouvert à la diplomatie, et rien ne l'empêche, dès à présent, de chercher les meilleurs moyens de terminer en Suisse les difficultés graves qu'elle n'aurait pu résoudre quand les cantons avaient les armes à la main.

Le gouvernement a publié les dépêches de M. Romain-Desfossés sur l'affaire de Tamatave. Il résulte de ces dépêches que notre marine, engagée dans une lutte inégale, a fait des pertes sensibles. Le commandant de la station française avoue qu'il ne connaissait pas les forces de l'ennemi; peut-être, dans cette situation, son devoir eût-il été de consulter la prudence plutôt que son courage, et de ne pas s'aventurer dans une entreprise dont il ne pouvait prévoir l'issue. Quoi qu'il en soit, nos marins ont bravement combattu, et leur conduite n'a mérité que des éloges. Plusieurs journaux ont regretté que le commandant français ait cru pouvoir, dans cette sanglante affaire, unir son pavillon avec celui de la marine britannique. C'est une susceptibilité que nous ne partageons pas. D'abord, tout prouve que l'union des deux marines a été purement fortuite. Soumis aux mêmes vexations par les autorités sauvages de Madagascar, des sujets français et anglais ont porté plainte en même temps devant les commandants de leurs stations respectives, qui ont envoyé aussitôt des forces pour les protéger. Réunis par une même offense, les deux pavillons se sont concertés pour en obtenir la réparation : quoi de plus naturel? Chacune des deux nations ne pouvait empêcher l'autre de se faire justice; la cause était commune, dès lors il était tout simple que les deux pavillons, accidentellement réunis, s'entendissent pour combiner leur attaque. Il est très-vrai que de pareilles associations, quoique spontanées, peuvent avoir des inconvénients : elles peuvent amener des faits imprévus, par suite desquels les gouvernements, engagés à leur insu, se trouvent forcés d'accepter une situation fausse; mais, puisque, cette fois, l'union des deux marines n'a produit que des résultats favorables à l'intimité des deux peuples, pourquoi exprimerait-on de si vifs regrets? Nous serions plutôt disposés, pour notre part, à nous féliciter d'un événement qui présente un heureux contraste avec tous les souvenirs qu'a laissés la rivalité séculaire des deux nations. Ces deux marines agissant de concert, sans ordre de leurs gouvernements, ces deux pavillons animés du même esprit et du même courage ; ce sang versé en commun, ces témoignages d'estime et de sympathie réciproques donnés après le combat, tout cela nous semble un symptôme rassurant que les amis de l'humanité doivent accueillir avec confiance. Ce n'est pas une raison, d'ailleurs, pour que le gouvernement français se sente gêné le moins du monde vis-à-vis de l'Angleterre au sujet de la vengeance à exercer sur les Ovas. Notre gouvernement demeure complétement libre sous ce rapport, et s'il ordonne, comme cela n'est pas douteux, une expédition contre Tamatave, il fera bien de devancer l'Angleterre, afin qu'on ne puisse pas dire que l'ancienne souveraineté de la France a été éclipsée sur ces parages.

Les dernières nouvelles de Montévidéo et de Buenos-Ayres nous apprennent que les plénipotentiaires français et anglais ont enjoint à Rosas, dans un ultimatum, de retirer ses troupes du territoire oriental, et son escadre du port de Montévidéo. Dès que le territoire et les ports seront libres, les résidents étrangers qui ont pris part à la lutte déposeront les armes. Si Rosas refuse, les flottes combinées devront employer la force pour le contraindre à céder.

Nous ne pouvons qu'approuver cette démonstration énergique, et nous souhaitons qu'elle obtienne tout le succès qu'on paraît en attendre. Toutefois, en ne consultant que nos impressions personnelles, nous devons dire que cette démonstration nous a surpris par sa promptitude. Peut-être faut-il regretter, pour le succès même de l'œuvre entreprise par les deux puissances, qu'elles en soient venues si vite à cette extrémité, et que les négociations n'aient pas été plus longtemps suivies.

On sait quel est le but de la médiation entreprise en commun par la France et l'Angleterre. Il s'agit de faire cesser la guerre qui règne depuis plusieurs années sur une des rives de la Plata, et d'amener un arrangement durable entre Buenos-Ayres et Montévidéo d'une part, de l'autre entre les partis qui divisent ces deux républiques. Il est en effet à remarquer que ce n'est pas le triomphe de tel ou tel des combattants sur l'autre qui importe le plus aux puissances médiatrices; ce qu'elles veulent avant tout, c'est une paix durable, car c'est la guerre qui arrête le commerce et compromet la fortune et la vie des milliers de résidents anglais et français qui habitent ces parages. Amener un arrangement quelconque entre Buenos-Ayres et Montévidéo n'est pas impossible : la France et l'Angleterre en viendront à bout; mais faire que cet arrangement ne soit pas aussitôt violé que conclu, voilà ce qui présente de grandes difficultés.

Il y a des gens qui croient avoir tout dit quand ils ont déclamé contre Rosas. Le gouverneur de la République Argentine est à coup sûr un barbare, un *gaucho* parvenu, dont les manières seraient fort étranges, pour ne pas dire plus, s'il était appelé à gouverner un peuple européen : nous irons même plus loin, et nous dirons qu'il serait à désirer, pour l'honneur de l'Amérique et dans l'intérêt général de l'humanité, qu'un pareil homme ne fût porté nulle part au gouvernement de son pays ; mais, que ce soit à tort ou à raison, Rosas est le maître de Buenos-Ayres, il l'est depuis quinze ans sans contestation et par une série de réélections successives, il a triomphé de tous les efforts réunis contre lui tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, il a survécu même à une guerre avec la France. Pour quiconque est de bonne foi, voilà des preuves suffisantes que cet homme représente quelque chose, qu'il est le produit naturel des idées et des besoins du pays ; et si cette partie de l'Amérique du Sud, livrée à elle-même, se donne un chef si différent de ceux qui dirigent les autres peuples, c'est qu'apparemment cette contrée est elle-même fort différente de toutes les autres. Là est en effet tout le mystère, l'homme explique le pays, comme le pays explique l'homme; Buenos-Ayres est une république de *gauchos* qui se gouverne par un *gaucho*.

Nous devons d'ailleurs le dire par sentiment de justice et par respect pour la vérité, il y a beaucoup d'exagération dans ce qui s'imprime tous les jours sur le compte de Rosas, et sur les mauvais traitements infligés aux étrangers sur le territoire argentin. Il n'est pas vrai que les étrangers soient traités à Buenos-Ayres comme des ennemis. Ce qui le prouve, c'est le grand nombre de ceux qui vont s'y établir. On dit qu'avant la guerre il y avait vingt mille étrangers à Montévidéo, on pourrait ajouter qu'il y en avait bien dix mille à Buenos-Ayres. Tandis que dans le reste de l'Amérique on dispute aux étrangers une foule de droits, comme celui de faire le commerce de détail, de vendre et d'acheter des terres, etc., ils sont complétement assimilés à Buenos-Ayres comme à Montévidéo aux naturels du pays. Au lieu de les repousser, on les attire, on les emploie volontiers, on leur procure comme à l'envi les moyens de vivre et de faire fortune. Si avant la guerre il y

avait plus d'étrangers et notamment de Français à Montévidéo qu'à Buenos-Ayres, aujourd'hui c'est l'inverse qui a lieu. Les trois quarts des étrangers, Français ou Anglais, qui habitaient l'État Oriental, se sont réfugiés de l'autre côté de la Plata, et vivent paisiblement sous les lois de ce fantasque et sanguinaire dictateur, qui les aurait déjà fait tous mettre à mort, s'il était tel qu'on le représente.

Nous ne croyons donc pas que la première chose à faire pour la France et l'Angleterre soit de renverser Rosas. Ce ne serait pas d'ailleurs aussi aisé qu'on veut bien le dire. Rosas a résisté en 1838 et 1839 au blocus de l'escadre française, appuyée sur terre par l'armée orientale de Rivera, l'armée argentine de Lavalle et les troupes coalisées de plusieurs provinces de l'intérieur soulevées contre lui. Aujourd'hui, il est vrai, la France et l'Angleterre marchent d'accord, et, si ces deux puissances le veulent bien, elles peuvent emporter d'assaut Buenos-Ayres par un débarquement. Sans doute, mais il faut que ces deux puissances le veuillent bien, c'est-à-dire qu'elles y emploient toutes leurs forces, qu'elles n'y épargnent ni les bâtiments, ni les troupes, ni enfin l'argent. Le feront-elles? Nous ne le croyons pas. Tout le monde comprend que l'effort ne serait pas proportionné avec le but.

Qu'arriverait-il d'ailleurs, si le débarquement avait lieu et se terminait par la prise de la ville? On croit peut-être que tout serait fini; on se trompe. Le point d'appui de Rosas n'est pas dans la ville, il est dans la campagne. Chassé de Buenos-Ayres, Rosas se réfugierait dans ces plaines immenses, où il a passé la première partie de sa vie, parmi ces populations à demi sauvages dont il est le roi. Nouvel Abd-el-Kader à la tête de nouveaux nomades, il serait insaisissable comme son modèle africain, et il entourerait Buenos-Ayres d'un blocus qui, pour avoir quelquefois vingt, trente, cinquante lieues de rayon, n'en serait pas moins formidable. Tout ce qui sert à alimenter cette grande ville lui vient de la campagne; sans la campagne, Buenos-Ayres ne peut pas vivre. Or, rien n'est plus facile à un chef de partisans que de brûler les *estancias* isolées à plusieurs lieues de distance les unes des autres, au milieu des Pampas, et de détourner les immenses troupeaux de bœufs et de chevaux qui sont la seule richesse du pays. Rosas est déjà un bien grand homme aux yeux des farouches habitants de ces solitudes infinies; il deviendrait bientôt une espèce d'idole, un dieu, si on le voyait battre la campagne avec une cavalerie d'une mobilité fantastique et affamer ces odieux étrangers emprisonnés dans Buenos-Ayres.

Sans doute, la France et l'Angleterre ne feront pas la faute de grandir elles-mêmes Rosas à ce point. L'une et l'autre de ces deux nations sait par expérience combien il est difficile de réduire Buenos-Ayres; la France l'a appris en 1840, l'Angleterre l'avait expérimenté auparavant par une tentative de débarquement qui a complétement échoué. Il est donc à croire que l'escadre anglo-française se bornera à mettre le blocus devant les parages argentins, et à interrompre autant que possible les communications entre le territoire de Buenos-Ayres et celui de Montévidéo. C'est là évidemment ce qu'il y a de plus sage, de plus praticable. Eh bien! dans ce cas encore on risque de retomber dans une de ces situations interminables où se complaît l'apathique persévérance de la race espagnole. Qu'est-ce qu'un blocus dans la Plata? Un immense encouragement donné à la contrebande, voilà tout. Pendant que les barques des contrebandiers, sorties du port même de Montévidéo, se glisseront sans bruit entre les bâtiments aux aguets, et rendront ce blocus inefficace, que se passera-t-il sur terre? Cette fois, ce ne sera pas Rosas qui occupera la campagne en partisan, ce sera Oribe qui restera, quoi qu'on fasse, au-

tour de Montévidéo, s'éloignant de cent lieues quand il le faudra pour reparaître au moment où on l'attendra le moins.

On sait comment se fait, dans ce pays-là, ce qu'on appelle la guerre. Quelques centaines de pâtres errants se rassemblent sous un chef; on arrête au hasard dans la plaine des chevaux sauvages, la troupe improvisée monte dessus, et quand ces chevaux sont fatigués, on les lâche pour en arrêter d'autres. Voilà, comme on voit, un peuple encore mieux organisé que les Arabes pour la guerre à la numide, car chaque Arabe n'a qu'un cheval, et chacun de ces soldats du désert en a cent. Pour se nourrir, l'armée emploie les mêmes moyens que pour se monter. Quand la place d'un camp a été choisie, les plus habiles joueurs de *lasso* se répandent à droite et à gauche, fondent sur les bœufs qui paissent çà et là, leur lancent avec adresse le nœud coulant, les assomment sur place, les dépècent, et en tuent souvent quatre fois plus qu'il n'en faut pour nourrir tout le camp ; le reste est abandonné aux tigres et aux oiseaux de proie. Comment combattre des troupes pareilles et les forcer à quitter le pays ? Si Oribe ne veut pas repasser le Parana, rien ne sera plus difficile que de l'y contraindre, et, s'il ne repasse pas le Parana, il continuera à tenir Montévidéo bloqué, c'est-à-dire affamé. Ce sera le prolongement de l'état actuel, c'est-à-dire d'un état en définitive peu désavantageux aux habitants du pays, philosophes pratiques s'il en fut, qui n'ont pas de besoins, et auxquels par conséquent on ne peut imposer de privations, mais funeste et mortel aux étrangers qui vont dans ces pays pour y travailler et y gagner leur vie.

Voilà pourquoi nous désirons que les moyens de conciliation ne soient pas encore tout à fait abandonnés. Ce sont précisément ces difficultés qui ont fait longtemps douter beaucoup de bons esprits de l'opportunité d'une intervention armée de la part des deux grandes puissances. Si la menace de cette intervention peut avoir pour résultat de presser une conclusion à l'amiable, rien de mieux, mais une rupture définitive serait fort à regretter. Tout emploi de la force, quel qu'il soit, peut amener de fâcheuses conséquences pour le présent et pour l'avenir.

A un autre bout de l'Amérique, une autre question s'agite, et se terminera, nous l'espérons, sans grande effusion de sang. Nous voulons parler de la querelle entre le Mexique et les États-Unis au sujet du Texas. Là aussi, les gouvernements de France et d'Angleterre ont paru un moment vouloir prendre fait et cause pour l'une des parties; mais, Dieu merci, ils se sont arrêtés à temps. Il importe sans doute aux deux grandes puissances de l'ancien monde qu'il ne se forme pas dans le nouveau une puissance trop prépondérante; cependant, lorsque la France et l'Angleterre ont donné des avertissements, lorsqu'elles ont tenté un effort moral, elles ont fait assez. Il est inutile qu'elles poussent plus loin une intervention qui, d'ailleurs, en devenant blessante pour les États-Unis, serait contraire au véritable intérêt de la France. Au bout du compte, le Texas, le Mexique, les États-Unis, sont des états indépendants. Ils ont, les uns et les autres, le droit de faire des fautes, et quand la politique de non-intervention prévaut en Europe, il serait peu conséquent d'adopter le principe contraire vis-à-vis de l'Amérique. La Plata est une exception : c'est assez d'une.

Nous avons applaudi à l'annexion du Texas. Nous l'avons jugée comme la conséquence nécessaire de ce mouvement irrésistible qui porte la race anglo-américaine dans les déserts du Nouveau-Monde pour les civiliser et les féconder par son génie colonisateur. On ne peut disconvenir néanmoins que l'annexion offrira plus d'un inconvénient aux deux parties contractantes. Le Texas y perd son rang

parmi les nations, il s'abdique lui-même, il livre ses douanes à la législation générale de l'Union. Il y gagne sans doute d'être couvert contre le Mexique par l'épée de la confédération, mais il n'avait pas besoin de cette défense, puisque la France et l'Angleterre avaient obtenu pour lui la reconnaissance du Mexique. Quant aux États-Unis, le Texas sera pour eux un foyer de contrebande; il augmentera dans le congrès le nombre des états à esclaves; il sera un renfort pour les pays du midi contre les pays du nord; il ajoutera un nouveau poids pour entraîner la république dans la voie des conquêtes; il sera un des éléments qui amèneront un jour peut-être la rupture de l'Union.

Les dernières nouvelles de Galveston annoncent qu'il se forme en ce moment au Texas un assez grand parti pour demander que la nouvelle république soit comptée dans la confédération pour deux états au lieu d'un. Cette prétention, qui ne laisse pas d'être assez justifiée par l'étendue du Texas, va porter dans la question une complication de plus. Ce serait un coup de partie pour les états à esclaves, qui se trouveraient alors avoir acquis deux appuis à la fois. Le reste de l'Union s'en accommoderait probablement fort mal, et si la proposition prend de la consistance, elle soulèvera une opposition des plus vives. Cet embarras ne sera pas le dernier. Si les États-Unis veulent avoir le Texas, il faut qu'ils travaillent à le conquérir, non-seulement sur le Mexique, mais sur les sauvages qui occupent une grande partie de son immense territoire, et qui n'ont pas voté l'annexion comme les chambres texiennes; il faut qu'ils se débarrassent des bandes de vagabonds et de malfaiteurs qui se sont formées dans des régions inhabitées, entre la Sabine et la rivière Rouge, et dont les exploits rappellent ceux des plus fameux *outlaws;* enfin, il faut qu'ils le peuplent, car il est encore bien désert, et les flots d'émigrants qui s'y porteront sans doute appauvriront d'autant la population déjà si clairsemée de la Louisiane et de la Georgie.

Quoi qu'il en soit, ce sont là des difficultés attachées en général à la conquête, et les États-Unis ont déjà montré sur d'autres points qu'ils étaient capables d'en triompher. Quant au Mexique, ce ne sera pas son opposition qui ajoutera beaucoup à ces difficultés. Le Mexique n'est ni une nation ni un gouvernement; c'est un nom sur la carte, voilà tout. Il paraîtrait cependant que les autorités de Mexico, poussées sans doute par un mouvement populaire, se seraient enfin résolues à déclarer la guerre aux États-Unis; mais ce n'est pas le tout de déclarer la guerre, il faut la faire. Or, pour faire la guerre, le Mexique n'a ni armée, ni marine, ni finances, ni esprit public; il n'a rien enfin de ce qui fait livrer et gagner les batailles. Le Mexique n'a qu'un moyen de faire la guerre aux États-Unis; c'est de délivrer des lettres de marque à tous ceux qui en voudront, et de lancer sur le commerce américain des corsaires de toutes les nations. Les États-Unis se vengeront, il est vrai, en brûlant les ports du Mexique; mais cette vengeance sera peu de chose en comparaison du dommage que ce genre de guerre peut leur causer.

Suivant toute apparence, que la guerre ait lieu ou non, nous ne tarderons pas à voir une dissolution de la république mexicaine et sa séparation en plusieurs états. Voici le Texas qui s'est détaché; le Yucatan a fait à peu près de même, bientôt ce sera le tour de la Californie, et de toutes les fractions du territoire dont la réunion nominale donne au Mexique cette étendue qui le rend si fier. Peut-être la crise actuelle viendra-t-elle précipiter le dénoûment. Sera-ce un bien? Sera-ce un mal? Nul ne peut le dire. Ce qu'il y a de sûr, c'est que le choc de la race anglo-américaine avec la race espagnole dans ces régions amènera une nouvelle période

dans l'histoire de l'Amérique. Jusqu'à ce jour, les deux races conquérantes se sont développées chacune de son côté, sans autre point de contact que des rapports maritimes toujours peu étroits. Aujourd'hui, dans son mouvement d'expansion, la race anglaise est venue au-devant de la race espagnole, elle la rencontre dans le Texas, dans la Californie, elle lui dispute la terre conquise par Cortez. Pour qui se rappelle la supériorité morale et physique de l'une des deux populations sur l'autre, l'issue générale de la lutte ne saurait être un moment douteuse ; mais quels seront sur les Anglo-Américains les effets mêmes de leur victoire ? Quels seront sur les Espagnols les effets de leurs défaites ? Dans quelle proportion l'une des deux races sera-t-elle absorbée par l'autre ? Voilà des problèmes que le temps seul peut résoudre.

CARMEN.

Πᾶσα γυνὴ χόλος ἐστίν· ἔχει δ' ἀγαθὰς δύο ὥρας
Τὴν μίαν ἐν θαλάμῳ, τὴν μίαν ἐν θανάτῳ.

PALLADAS.

J'avais toujours soupçonné les géographes de ne savoir ce qu'ils disent, lorsqu'ils placent le champ de bataille de Munda dans le pays des Bastuli-Pœni, près de la moderne Monda, à quelque deux lieues au nord de Marbella. D'après mes propres conjectures sur le texte de l'anonyme auteur du *Bellum Hispaniense,* et quelques renseignements recueillis dans l'excellente bibliothèque du duc d'Osuna, je pensais qu'il fallait chercher aux environs de Montilla le lieu mémorable où, pour la dernière fois, César joua quitte ou double contre les champions de la république. Me trouvant en Andalousie au commencement de l'automne de 1830, je fis une assez longue excursion pour éclaircir les doutes qui me restaient encore. Un mémoire que je publierai prochainement ne laissera plus, je l'espère, la moindre incertitude dans l'esprit de tous les archéologues de bonne foi. En attendant que ma dissertation résolve enfin le problème géographique qui tient encore l'Europe savante en suspens, je vous veux raconter une petite histoire; elle ne préjuge rien sur l'intéressante question de l'emplacement de Munda.

J'avais loué à Cordoue un guide et deux chevaux, et m'étais mis en campagne avec les Commentaires de César et quelques chemises pour tout bagage. Certain jour, errant dans la partie élevée de la plaine de Cachena, harassé de fatigue, mourant de soif, brûlé par un soleil de plomb, je donnais au diable de bon cœur César et les fils de Pompée, lorsque j'aperçus, assez loin du sentier que je suivais, une petite pelouse verte parsemée de joncs et de roseaux. Cela m'annonçait le voisinage d'une source. En effet, en m'approchant, je vis que la prétendue pelouse était un marécage où se perdait un ruisseau, sortant, comme il semblait, d'une gorge étroite entre deux hauts contre-forts de la sierra de Cabra. Je conclus qu'en remontant le ruisseau je trouverais de l'eau plus fraîche, moins de sangsues et de grenouilles, et peut-être un peu d'ombre au milieu des rochers. A l'entrée de la gorge, mon cheval hennit, et un autre cheval, que je ne voyais pas, lui répondit aussitôt. A peine eus-je fait une centaine de pas, que la gorge, s'élargissant tout

à coup, me montra une espèce de cirque naturel parfaitement ombragé par la hauteur des escarpements qui l'entouraient. Il était impossible de rencontrer un lieu qui promît au voyageur une halte plus agréable. Au pied de rochers à pic, la source s'élançait en bouillonnant et tombait dans un petit bassin tapissé d'un sable blanc comme la neige. Cinq à six beaux chênes verts, toujours à l'abri du vent et rafraîchis par la source, s'élevaient sur ses bords, et la couvraient de leur épais ombrage ; enfin, autour du bassin, une herbe fine, lustrée, offrait un lit meilleur qu'on n'en eût trouvé dans aucune auberge à dix lieues à la ronde.

A moi n'appartenait pas l'honneur d'avoir découvert un si beau lieu. Un homme s'y reposait déjà, et sans doute dormait, lorsque j'y pénétrai. Réveillé par les hennissements, il s'était levé, et s'était rapproché de son cheval, qui avait profité du sommeil de son maître pour faire un bon repas de l'herbe aux environs. C'était un jeune gaillard, de taille moyenne, mais d'apparence robuste, au regard sombre et fier. Son teint, qui avait dû être beau, était devenu, par l'action du soleil, plus foncé que ses cheveux. D'une main il tenait le licol de sa monture, de l'autre une espingole de cuivre. J'avouerai que d'abord l'espingole et l'air farouche du porteur me surprirent quelque peu ; mais je ne croyais plus aux voleurs, à force d'en entendre parler et de n'en rencontrer jamais. D'ailleurs, j'avais vu tant d'honnêtes fermiers s'armer jusqu'aux dents pour aller au marché, que la vue d'une arme à feu ne m'autorisait pas à mettre en doute la moralité de l'inconnu. — Et puis, me disais-je, que ferait-il de mes chemises et de mes Commentaires Elzevir ? Je saluai donc l'homme à l'espingole d'un signe de tête familier, et je lui demandai en souriant si j'avais troublé son sommeil. Sans me répondre, il me toisa de la tête aux pieds ; puis, comme satisfait de son examen, il considéra avec la même attention mon guide, qui s'avançait. Je vis celui-ci pâlir et s'arrêter en montrant une terreur évidente. Mauvaise rencontre ! me dis-je ; mais la prudence me conseilla aussitôt de ne laisser voir aucune inquiétude. Je mis pied à terre ; je dis au guide de débrider, et, m'agenouillant au bord de la source, j'y plongeai ma tête et mes mains ; puis je bus une bonne gorgée, couché à plat-ventre, comme les mauvais soldats de Gédéon.

J'observais cependant mon guide et l'inconnu. Le premier s'approchait bien à contre-cœur ; l'autre semblait n'avoir pas de mauvais desseins contre nous, car il avait rendu la liberté à son cheval, et son espingole, qu'il tenait d'abord horizontale, était maintenant dirigée vers la terre.

Ne croyant pas devoir me formaliser du peu de cas qu'on avait paru faire de ma personne, je m'étendis sur l'herbe, et, d'un air dégagé, je demandai à l'homme à l'espingole s'il n'avait pas un briquet sur lui. En même temps je tirais mon étui à cigares. L'inconnu, toujours sans parler, fouilla dans sa poche, prit son briquet, et s'empressa de me faire du feu. Évidemment il s'humanisait, car il s'assit en face de moi, toutefois sans quitter son arme. Mon cigare allumé, je choisis le meilleur de ceux qui me restaient, et je lui demandai s'il fumait.

— Oui, monsieur, répondit-il. C'étaient les premiers mots qu'il faisait entendre, et je remarquai qu'il ne prononçait pas l'*s* à la manière andalouse, d'où je conclus que c'était un voyageur comme moi, moins archéologue seulement.

— Vous trouverez celui-ci assez bon, lui dis-je en lui présentant un véritable régalia de la Havane.

Il me fit une légère inclination de tête, alluma son cigare au mien, me remercia d'un autre signe de tête, puis se mit à fumer avec l'apparence d'un très-vif plaisir.

— Ah ! s'écria-t-il en laissant échapper lentement sa première bouffée par la bouche et les narines, comme il y avait longtemps que je n'avais fumé !

En Espagne, un cigare donné et reçu établit des relations d'hospitalité, comme en Orient le partage du pain et du sel. Mon homme se montra plus causant que je ne l'avais espéré. D'ailleurs, bien qu'il se dît habitant du partido de Montilla, il paraissait connaître le pays assez mal. Il ne savait pas le nom de la charmante vallée où nous nous trouvions; il ne pouvait nommer aucun village des alentours; enfin, interrogé par moi s'il n'avait pas vu aux environs des murs détruits, de larges tuiles à rebords, des pierres sculptées, il confessa qu'il n'avait jamais fait attention à pareilles choses. En revanche. il se montra expert en matière de chevaux. Il critiqua le mien, ce qui n'était pas difficile; puis il me fit la généalogie du sien, qui sortait du fameux haras de Cordoue : noble animal, en effet, si dur à la fatigue, à ce que prétendait son maître, qu'il avait fait une fois trente lieues dans un jour, au galop ou au grand trot. Au milieu de sa tirade, l'inconnu s'arrêta brusquement, comme surpris et fâché d'en avoir trop dit. — C'est que j'étais très-pressé d'aller à Cordoue, reprit-il avec quelque embarras. J'avais à solliciter les juges pour un procès.... En parlant, il regardait mon guide Antonio, qui baissait les yeux.

L'ombre et la source me charmaient tellement, que je me souvins de quelques tranches d'excellent jambon que mes amis de Montilla avaient mis dans la besace de mon guide. Je les fis apporter, et j'invitai l'étranger à prendre sa part de la collation impromptu. S'il n'avait pas fumé depuis longtemps, il me parut vraisemblable qu'il n'avait pas mangé depuis quarante-huit heures au moins. Il dévorait comme un loup affamé. Je pensai que ma rencontre avait été providentielle pour le pauvre diable. Mon guide, cependant, mangeait peu, buvait encore moins, et ne parlait pas du tout, bien que, depuis le commencement de notre voyage, il se fût révélé à moi comme un bavard sans pareil. La présence de notre hôte semblait le gêner, et une certaine méfiance les éloignait l'un de l'autre sans que j'en devinasse positivement la cause.

Déjà les dernières miettes du pain et du jambon avaient disparu; nous avions fumé chacun un second cigare; j'ordonnai au guide de brider nos chevaux, et j'allais prendre congé de mon nouvel ami, lorsqu'il me demanda où je comptais passer la nuit.

Avant que j'eusse fait attention à un signe de mon guide, j'avais répondu que j'allais à la venta del Cuervo.

— Mauvais gîte pour une personne comme vous, monsieur.... J'y vais, et, si vous me permettez de vous accompagner, nous ferons route ensemble.

— Très-volontiers, dis-je en montant à cheval. Mon guide, qui me tenait l'étrier, me fit un nouveau signe des yeux. J'y répondis en haussant les épaules, comme pour l'assurer que j'étais parfaitement tranquille, et nous nous mîmes en chemin.

Les signes mystérieux d'Antonio, son inquiétude, quelques mots échappés à l'inconnu, surtout sa course de trente lieues et l'explication peu plausible qu'il en avait donnée, avaient déjà formé mon opinion sur le compte de mon compagnon de voyage. Je ne doutais pas que je n'eusse affaire à un contrebandier, peut-être à un voleur; mais que m'importait? Je connaissais assez le caractère espagnol pour être très-sûr de n'avoir rien à craindre d'un homme qui avait mangé et fumé avec moi. Sa présence même était une protection assurée contre toute mauvaise rencontre. D'ailleurs, j'étais bien aise de savoir ce que c'est qu'un brigand.

On n'en voit pas tous les jours, et il y a un certain charme à se trouver auprès d'un être dangereux, surtout lorsqu'on le sent doux et apprivoisé.

J'espérais amener par degrés l'inconnu à me faire des confidences, et, malgré les clignements d'yeux de mon guide, je mis la conversation sur les voleurs de grand chemin. Bien entendu que j'en parlai avec respect. Il y avait alors en Andalousie un bandit fameux nommé José-Maria, dont les exploits étaient dans toutes les bouches. — Si j'étais à côté de José-Maria ? me disais-je.... Je racontai les histoires que je savais de ce héros, toutes à sa louange d'ailleurs, et j'exprimai hautement mon admiration pour sa bravoure et sa générosité.

— José-Maria n'est qu'un drôle, dit froidement l'étranger.

— Se rend-il justice, ou bien est-ce excès de modestie de sa part? me demandais-je mentalement; car, à force de considérer mon compagnon, j'étais parvenu à lui appliquer le signalement de José-Maria, que j'avais lu affiché aux portes de mainte ville d'Andalousie. — Oui, c'est bien lui. Cheveux blonds, yeux bleus, grande bouche, belles dents, les mains petites; une chemise fine, une veste de velours à boutons d'argent, des guêtres de peau blanche, un cheval bai... plus de doute ! Mais respectons son incognito.

Nous arrivâmes à la venta. Elle était telle qu'il me l'avait dépeinte, c'est-à-dire une des plus misérables que j'eusse encore rencontrées. Une grande pièce servait de cuisine, de salle à manger et de chambre à coucher. Sur une pierre plate, le feu se faisait au milieu de la chambre, et la fumée sortait par un trou pratiqué dans le toit, ou plutôt s'arrêtait, formant un nuage à quelques pieds au-dessus du sol. Le long du mur, on voyait cinq ou six vieilles couvertures de mulets; c'étaient les lits des voyageurs. A vingt pas de la maison, ou plutôt de l'unique pièce que je viens de décrire, s'élevait une espèce de hangar servant d'écurie. Dans ce charmant séjour, il n'y avait d'autres êtres humains, du moins pour le moment, qu'une vieille femme et une petite fille de dix à douze ans, toutes les deux de couleur de suie et vêtues d'horribles haillons. — Voilà donc tout ce qui reste, me dis-je, de la population de Munda Bætica ! O César ! ô Sextus Pompée ! que vous seriez surpris si vous reveniez au monde !

En apercevant mon compagnon, la vieille laissa échapper une exclamation de surprise. — Ah ! seigneur don José ! s'écria-t-elle.

Don José fronça le sourcil, et leva une main d'un geste d'autorité qui arrêta la vieille aussitôt. Je me tournai vers mon guide, et, d'un signe imperceptible, je lui fis comprendre qu'il n'avait rien à m'apprendre sur le compte de l'homme avec qui j'allais passer la nuit. Le souper fut meilleur que je ne m'y attendais. On nous servit, sur une petite table haute d'un pied, un vieux coq fricassé avec du riz et force piments, puis des piments à l'huile. enfin du *gaspacho,* espèce de salade de piments. Trois plats ainsi épicés nous obligèrent de recourir souvent à une outre de vin de Montilla qui se trouva délicieux. Après avoir mangé, avisant une mandoline accrochée contre la muraille, il y a partout des mandolines en Espagne, je demandai à la petite fille qui nous servait, si elle savait en jouer. — Non, répondit-elle ; mais don José en joue si bien !

— Soyez assez bon, lui dis-je, pour me chanter quelque chose; j'aime à la passion votre musique nationale.

— Je ne puis rien refuser à un monsieur si honnête, qui me donne de si excellents cigares, s'écria don José d'un air de bonne humeur ; et, s'étant fait donner la mandoline, il chanta en s'accompagnant. Sa voix était rude, mais pourtant

agréable, l'air mélancolique et bizarre ; quant aux paroles, je n'en compris pas un mot.

— Si je ne me trompe, lui dis-je, ce n'est pas un air espagnol que vous venez de chanter. Cela ressemble aux *zorzicos* que j'ai entendus dans les *Provinces*, et les paroles doivent être en langue basque.

— Oui, répondit don José d'un air sombre. Il posa la mandoline à terre, et, les bras croisés, il se mit à contempler le feu qui s'éteignait avec une singulière expression de tristesse. Éclairée par une lampe posée sur la petite table, sa figure, à la fois noble et farouche, me rappelait le Satan de Milton. Comme lui peut-être, mon compagnon songeait au séjour qu'il avait quitté, à l'exil qu'il avait encouru par sa faute. J'essayai de ranimer la conversation, mais il ne répondit pas, absorbé qu'il était dans ses tristes pensées. Déjà la vieille s'était couchée dans un coin de la salle, abritée derrière une couverture trouée tendue sur une corde. La petite fille l'avait suivie dans cette retraite réservée au beau sexe. Mon guide alors, se levant, m'invita à le suivre à l'écurie ; mais, à ce mot, don José, comme réveillé en sursaut, lui demanda d'un ton brusque où il allait.

— A l'écurie, répondit le guide.

— Pourquoi faire? Les chevaux ont à manger. Couche ici, monsieur le permettra.

— Je crains que le cheval de monsieur ne soit malade ; je voudrais que monsieur le vît : peut-être saura-t-il ce qu'il faut lui faire.

Il était évident qu'Antonio voulait me parler en particulier ; mais je ne me souciais pas de donner des soupçons à don José, et, au point où nous en étions, il me semblait que le meilleur parti à prendre était de montrer la plus grande confiance. Je répondis donc à Antonio que je n'entendais rien aux chevaux, et que j'avais envie de dormir. Don José le suivit à l'écurie, d'où bientôt il revint seul. Il me dit que le cheval n'avait rien, mais que mon guide le trouvait un animal si précieux, qu'il le frottait avec sa veste pour le faire transpirer, et qu'il comptait passer la nuit dans cette douce occupation. Cependant, je m'étais étendu sur les couvertures de mulet, soigneusement enveloppé dans mon manteau, pour ne pas les toucher. Après m'avoir demandé pardon de la liberté qu'il prenait de se mettre auprès de moi, don José se coucha devant la porte, non sans avoir renouvelé l'amorce de son espingole, qu'il eut soin de placer sous la besace qui lui servait d'oreiller. Cinq minutes après nous être mutuellement souhaité le bonsoir, nous étions l'un et l'autre profondément endormis.

Je me croyais assez fatigué pour pouvoir dormir dans un pareil gîte ; mais, au bout d'une heure, de très-désagréables démangeaisons m'arrachèrent à mon premier somme. Dès que j'en eus compris la nature, je me levai, persuadé qu'il valait mieux passer le reste de la nuit à la belle étoile que sous ce toit inhospitalier. Marchant sur la pointe du pied, je gagnai la porte, enjambant par-dessus la couche de don José, qui dormait du sommeil du juste, et je fis si bien que je sortis de la maison sans qu'il s'éveillât. Auprès de la porte était un large banc de bois ; je m'étendis dessus, et m'arrangeai de mon mieux pour achever ma nuit. J'allais fermer les yeux pour la seconde fois, quand il me sembla voir passer devant moi l'ombre d'un homme et l'ombre d'un cheval, marchant l'un et l'autre sans faire le moindre bruit. Je me mis sur mon séant, et je crus reconnaître Antonio. Surpris de le voir hors de l'écurie à pareille heure, je me levai et marchai à sa rencontre. Il s'était arrêté, m'ayant aperçu d'abord. — Où est-il ? me demanda Antonio à voix basse.

— Dans la venta ; il dort ; c'est qu'il n'a pas peur des punaises. Pourquoi donc emmenez-vous ce cheval ?

Je remarquai alors que, pour ne pas faire de bruit en sortant du hangar, Antonio avait soigneusement enveloppé les pieds de l'animal avec les débris d'une vieille couverture.

— Parlez plus bas, me dit Antonio, au nom de Dieu ! Vous ne savez pas qui est cet homme-là. C'est José Navarro, le plus insigne bandit de l'Andalousie. Toute la journée je vous ai fait des signes que vous n'avez pas voulu comprendre.

— Bandit ou non, que m'importe? répondis-je ; il ne nous a pas volés, et je parierais qu'il n'en a pas envie.

— A la bonne heure ; mais il y a deux cents ducats pour qui le livrera. Je sais un poste de lanciers à une lieue et demie d'ici, et, avant qu'il soit jour, j'amènerai quelques gaillards solides... J'aurais pris son cheval ; mais il est si méchant, que nul que le Navarro ne peut en approcher.

— Que le diable vous emporte ! lui dis-je. Quel mal vous a fait ce pauvre homme pour le dénoncer? D'ailleurs, êtes-vous sûr qu'il soit le brigand que vous dites ?

— Parfaitement sûr ; tout à l'heure il m'a suivi dans l'écurie et m'a dit : « Tu as l'air de me connaître ; si tu dis à ce bon monsieur qui je suis, je te fais sauter la cervelle. » Restez, monsieur, restez auprès de lui ; vous n'avez rien à craindre. Tant qu'il vous saura là, il ne se méfiera de rien.

Tout en parlant, nous nous étions déjà assez éloignés de la venta pour qu'on ne pût entendre les fers du cheval. Antonio l'avait débarrassé en un clin d'œil des guenilles dont il lui avait enveloppé les pieds ; il se préparait à enfourcher sa monture. J'essayai prières et menaces pour le retenir.

— Je suis un pauvre diable, monsieur, me disait-il ; deux cents ducats ne sont pas à perdre, surtout quand il s'agit de délivrer le pays de pareille vermine. Mais prenez garde : si le Navarro se réveille, il sautera sur son espingole, et gare à vous! Moi, je suis trop avancé pour reculer ; arrangez-vous comme vous pourrez. Le drôle était en selle ; il piqua des deux, et dans l'obscurité je l'eus bientôt perdu de vue.

J'étais fort irrité contre mon guide et passablement inquiet. Après un instant de réflexion, je me décidai et rentrai dans la venta. Don José dormait encore, réparant sans doute en ce moment les fatigues et les veilles de plusieurs journées aventureuses. Je fus obligé de le secouer rudement pour l'éveiller. Jamais je n'oublierai son regard farouche et le mouvement qu'il fit pour saisir son espingole, que, par mesure de précaution, j'avais mise à quelque distance de sa couche.

— Monsieur, lui dis-je, je vous demande pardon de vous éveiller ; mais j'ai une sotte question à vous faire : seriez-vous bien aise de voir arriver ici une demi-douzaine de lanciers ?

Il sauta en pieds, et d'une voix terrible : — Qui vous l'a dit? me demanda-t-il.

— Peu importe d'où vient l'avis, pourvu qu'il soit bon.

— Votre guide m'a trahi, mais il me le paiera! Où est-il?

— Je ne sais... Dans l'écurie, je pense... mais quelqu'un m'a dit...

— Qui vous a dit ?... Ce ne peut être la vieille...

— Quelqu'un que je ne connais pas... Sans plus de paroles, avez-vous, oui ou non, des motifs pour ne pas attendre les soldats? Si vous en avez, ne perdez pas de temps, sinon bonsoir, et je vous demande pardon d'avoir interrompu votre sommeil.

— Ah! votre guide! votre guide! Je m'en étais méfié d'abord... mais... son compte est bon! Adieu, monsieur. Dieu vous rende le service que je vous dois... Je ne suis pas tout à fait aussi mauvais que vous me croyez.... oui, il y a encore en moi quelque chose qui mérite la pitié d'un galant homme.... Adieu, monsieur.... Je n'ai qu'un regret, c'est de ne pouvoir m'acquitter envers vous.

— Pour prix du service que je vous ai rendu, promettez-moi, don José, de ne soupçonner personne, et de ne pas songer à la vengeance. Tenez, voilà des cigares pour votre route; bon voyage! Et je lui tendis la main. Il me la serra sans répondre, prit son espingole et sa besace, et, après avoir dit quelques mots à la vieille dans un argot que je ne pus comprendre, il courut au hangar. Quelques instants après, je l'entendais galoper dans la campagne.

Pour moi, je me recouchai sur mon banc, mais je ne me rendormis point. Je me demandais si j'avais eu raison de sauver de la potence un voleur, et peut-être un meurtrier, et cela seulement parce que j'avais mangé avec lui du jambon et du riz à la valencienne. N'avais-je pas trahi mon guide, qui soutenait la cause des lois ; ne l'avais-je pas exposé à la vengeance d'un scélérat? Mais les devoirs de l'hospitalité?... Préjugé de sauvage, me disais-je; j'aurai à répondre de tous les crimes que le bandit va commettre.... Pourtant est-ce un préjugé que cet instinct de conscience qui résiste à tous les raisonnements? Peut-être, dans la situation délicate où je me trouvais, ne pouvais-je m'en tirer sans remords. Je flottais encore dans la plus grande incertitude au sujet de la moralité de mon action, lorsque je vis paraître une demi-douzaine de cavaliers avec Antonio, qui se tenait prudemment à l'arrière-garde. J'allai au-devant d'eux, et les prévins que le bandit avait pris la fuite depuis plus de deux heures. La vieille, interrogée par le brigadier, répondit qu'elle connaissait le Navarro, mais que, vivant seule, elle n'aurait jamais osé risquer sa vie en le dénonçant. Elle ajouta que son habitude, lorsqu'il venait chez elle, était de partir toujours au milieu de la nuit. Pour moi, il me fallut aller, à quelques lieues de là, exhiber mon passe-port et signer ma déclaration devant un alcade, après quoi on me permit de reprendre mes recherches archéologiques. Antonio me gardait rancune, soupçonnant que c'était moi qui l'avais empêché de gagner les deux cents ducats. Pourtant nous nous séparâmes bons amis à Cordoue; là, je lui donnai une gratification aussi forte que l'état de mes finances pouvait me le permettre. . . . . .

Je passai quelques jours à Cordoue. On m'avait indiqué certain manuscrit de la bibliothèque des dominicains, où je devais trouver des renseignements intéressants sur l'antique Munda. Fort bien accueilli par les bons pères, je passais les journées dans leur couvent, et le soir je me promenais par la ville. A Cordoue, vers le coucher du soleil, il y a quantité d'oisifs sur le quai qui borde la rive droite du Guadalquivir. Là, on respire les émanations d'une tannerie qui conserve encore l'antique renommée du pays pour la préparation des cuirs; mais, en revanche, on y jouit d'un spectacle qui a bien son mérite. Quelques minutes avant l'*angelus*, un grand nombre de femmes se rassemblent sur le bord du fleuve, au bas du quai, lequel est assez élevé. Pas un homme n'oserait se mêler à cette troupe. Aussitôt que l'*angelus* sonne, il est censé qu'il fait nuit. Au dernier coup de cloche, toutes ces femmes se déshabillent et entrent dans l'eau. Alors ce sont des cris, des rires, un tapage infernal. Du haut du quai, les hommes contemplent les baigneuses, écarquillant les yeux, et ne voyant pas grand'chose. Cependant ces formes blanches et

incertaines qui se dessinent sur le sombre azur du fleuve font travailler les esprits poétiques, et, avec un peu d'imagination, il n'est pas difficile de se représenter Diane et ses nymphes au bain, sans avoir à craindre le sort d'Actéon. On m'a dit que quelques mauvais garnements se cotisèrent certain jour pour graisser la patte au sonneur de la cathédrale et lui faire sonner l'*angelus* vingt minutes avant l'heure légale. Bien qu'il fît encore grand jour, les nymphes du Guadalquivir n'hésitèrent pas, et, se fiant plus à l'*angelus* qu'au soleil, elles firent en sûreté de conscience leur toilette de bain, qui est toujours des plus simples. Je n'y étais pas. De mon temps, le sonneur était incorruptible, le crépuscule peu clair, et un chat seulement aurait pu distinguer la plus vieille marchande d'oranges de la plus jolie grisette de Cordoue.

Un soir, à l'heure où l'on ne voit plus rien, je fumais, appuyé sur le parapet du quai, lorsqu'une femme remontant l'escalier qui conduit à la rivière, vint s'asseoir près de moi. Elle avait dans les cheveux un gros bouquet de jasmin, dont les larges pétales exhalent le soir une odeur enivrante. Elle était simplement, peut-être pauvrement vêtue, tout en noir, comme la plupart des grisettes dans la soirée. Les femmes comme il faut ne portent le noir que le matin ; le soir, elles s'habillent à la *francesa*. En arrivant auprès de moi, ma baigneuse laissa glisser sur ses épaules la mantille qui lui couvrait la tête, et, *à l'obscure clarté qui tombe des étoiles* je vis qu'elle était petite, jeune, bien faite, et qu'elle avait de très-grands yeux. Je jetai mon cigare aussitôt. Elle comprit cette attention d'une politesse toute française, et se hâta de me dire qu'elle aimait beaucoup l'odeur du tabac, et que même elle fumait, quand elle trouvait des *papelitos* bien doux. Par bonheur, j'en avais de tels dans mon étui, et je m'empressai de lui en offrir. Elle daigna en prendre un, et l'alluma à un bout de corde enflammé qu'un enfant nous apporta moyennant un sou. Mêlant nos fumées, nous causâmes si longtemps, la belle baigneuse et moi, que nous nous trouvâmes presque seuls sur le quai. Je crus n'être point indiscret en lui offrant d'aller prendre des glaces à la *neveria* (1). Après une hésitation modeste, elle accepta ; mais, avant de se décider, elle désira savoir quelle heure il était. Je fis sonner ma montre, et cette sonnerie parut l'étonner beaucoup. — Quelles inventions on a chez vous, messieurs les étrangers ! De quel pays êtes-vous, monsieur? Anglais, sans doute (2) ?

— Français et votre grand serviteur. Et vous, mademoiselle, ou madame, vous êtes sans doute de Cordoue?

— Non.

— Vous êtes du moins Andalouse. Il me semble le reconnaître à votre doux parler.

— Si vous remarquez si bien l'accent du monde, vous devez bien deviner qui je suis.

— Je crois que vous êtes du pays de Jésus, à deux pas du paradis.

(J'avais appris cette métaphore, qui désigne l'Andalousie, de mon ami Francisco Sevilla, picador bien connu.)

(1) Café pourvu d'une glacière, ou plutôt d'un dépôt de neige. En Espagne, il n'y a guère de village qui n'ait sa *neveria*.

(2) En Espagne, tout voyageur qui ne porte pas avec lui des échantillons de calicot ou de soieries passe pour un Anglais, *Inglesito*. Il en est de même en Orient. A Chalcis, j'ai eu l'honneur d'être annoncé comme un Μιλόρδος Φραντζέσος.

— Bah ! le paradis..... les gens d'ici disent qu'il n'est pas fait pour nous.

— Alors, vous seriez donc Moresque, ou... je m'arrêtai, n'osant dire juive.

— Allons, allons ! vous voyez bien que je suis bohémienne ; voulez-vous que je vous dise *la baji* (1)? Avez-vous entendu parler de la Carmencita ? C'est moi.

J'étais alors un tel mécréant, il y a de cela quinze ans, que je ne reculai pas d'horreur en me voyant à côté d'une sorcière. — Bon ! me dis-je ; la semaine passée, j'ai soupé avec un voleur de grands chemins, allons aujourd'hui prendre des glaces avec une servante du diable. En voyage il faut tout voir. J'avais encore un autre motif pour cultiver sa connaissance. Sortant du collége, je l'avouerai à ma honte, j'avais perdu quelque temps à étudier les sciences occultes et même plusieurs fois j'avais tenté de conjurer l'esprit de ténèbres. Guéri depuis longtemps de la passion de semblables recherches, je n'en conservais pas moins un certain attrait de curiosité pour toutes les superstitions, et me faisais une fête d'apprendre jusqu'où s'était élevé l'art de la magie parmi les bohémiens.

Tout en causant, nous étions entrés dans la *neveria*, et nous étions assis à une petite table éclairée par une bougie renfermée dans un globe de verre. J'eus alors tout le loisir d'examiner ma gitana pendant que quelques honnêtes gens s'ébahissaient, en prenant leurs glaces, de me voir en si bonne compagnie.

Je doute fort que Mlle Carmen fût de race pure, du moins elle était infiniment plus jolie que toutes les femmes de sa nation que j'aie jamais rencontrées. Pour qu'une femme soit belle, il faut, disent les Espagnols, qu'elle réunisse trente *si*, ou, si l'on veut, qu'on puisse la définir au moyen de dix adjectifs applicables chacun à trois parties de sa personne. Par exemple, elle doit avoir trois choses noires : les yeux, les paupières et les sourcils ; trois fines, les doigts, les lèvres, les cheveux, etc. Voyez Brantôme pour le reste. Ma bohémienne ne pouvait prétendre à tant de perfections. Sa peau, d'ailleurs parfaitement unie, approchait fort de la teinte du cuivre. Ses yeux étaient obliques, mais admirablement fendus ; ses lèvres un peu fortes, mais bien dessinées et laissant voir des dents plus blanches que des amandes sans leur peau. Ses cheveux, peut-être un peu gros, étaient noirs, à reflets bleus comme l'aile d'un corbeau, longs et luisants. Pour ne pas vous fatiguer d'une description trop prolixe, je vous dirai en somme qu'à chaque défaut elle réunissait une qualité qui ressortait peut-être plus fortement par le contraste. C'était une beauté étrange et sauvage, une figure qui étonnait d'abord, mais qu'on ne pouvait oublier. Ses yeux surtout avaient une expression à la fois voluptueuse et farouche que je n'ai trouvée à aucun regard humain. OEil de bohémien, œil de loup, c'est un dicton espagnol qui dénote une bonne observation. Si vous n'avez pas le temps d'aller au Jardin des Plantes pour étudier le regard d'un loup, considérez votre chat quand il guette un moineau.

On sent qu'il eût été ridicule de se faire tirer la bonne aventure dans un café. Aussi je priai la jolie sorcière de me permettre de l'accompagner à son domicile ; elle y consentit sans difficulté, mais elle voulut connaître encore la marche du temps, et me pria de nouveau de faire sonner ma montre.

— Est-elle vraiment d'or ? dit-elle en la considérant avec une excessive attention.

Quand nous nous remîmes en marche, il était nuit close ; la plupart des boutiques étaient fermées et les rues presque désertes. Nous passâmes le pont du Gua-

(1) La bonne aventure.

dalquivir, et à l'extrémité du faubourg nous nous arrêtâmes devant une maison qui n'avait nullement l'apparence d'un palais. Un enfant nous ouvrit. La bohémienne lui dit quelques mots dans une langue à moi inconnue, que je sus depuis être la *rommani* ou *chipe calli*, l'idiome des gitanos. Aussitôt l'enfant disparut, nous laissant dans une chambre assez vaste, meublée d'une petite table, de deux tabourets et d'un coffre. Je ne dois point oublier une jarre d'eau, un tas d'oranges et une botte d'ognons.

Dès que nous fûmes seuls, la bohémienne tira de son coffre des cartes qui paraissaient avoir beaucoup servi, un aimant, un caméléon desséché, et quelques autres objets nécessaires à son art. Puis elle me dit de faire la croix dans ma main gauche avec une pièce de monnaie, et les cérémonies magiques commencèrent. Il est inutile de vous rapporter ses prédictions, et, quant à sa manière d'opérer, il était évident qu'elle n'était pas sorcière à demi.

Malheureusement nous fûmes bientôt dérangés. La porte s'ouvrit tout à coup avec violence, et un homme, enveloppé jusqu'aux yeux dans un manteau brun, entra dans la chambre en apostrophant la bohémienne d'une façon peu gracieuse. Je n'entendais pas ce qu'il disait, mais le ton de sa voix indiquait qu'il était de fort mauvaise humeur. A sa vue, la gitana ne montra ni surprise ni colère, mais elle courut à sa rencontre, et, avec une volubilité extraordinaire, lui adressa quelques phrases dans la langue mystérieuse dont elle s'était déjà servie devant moi. Le mot de *payllo,* souvent répété, était le seul que je comprisse. Je savais que les bohémiens désignent ainsi tout homme étranger à leur race. Supposant qu'il s'agissait de moi, je m'attendais à une explication délicate; déjà j'avais la main sur le pied d'un des tabourets, et je syllogisais à part moi pour deviner le moment précis où il conviendrait de le jeter à la tête de l'intrus. Celui-ci repoussa rudement la bohémienne, et s'avança vers moi; puis, reculant d'un pas :

— Ah! monsieur, dit-il, c'est vous!

Je le regardai à mon tour, et reconnus mon ami don José. En ce moment, je regrettais un peu de ne pas l'avoir laissé prendre.

— Eh! c'est vous, mon brave! m'écriai-je en riant le moins jaune que je pus; vous avez interrompu mademoiselle au moment où elle m'annonçait des choses bien intéressantes.

— Toujours la même! Ça finira, disait-il entre ses dents, attachant sur elle un regard farouche.

Cependant la bohémienne continuait à lui parler dans sa langue. Elle s'animait par degrés. Son œil s'injectait de sang et devenait terrible, ses traits se contractaient, elle frappait du pied. Il me sembla qu'elle le pressait vivement de faire quelque chose à quoi il montrait de l'hésitation. Ce que c'était, je croyais ne le comprendre que trop à la voir passer et repasser rapidement sa petite main sous son menton. J'étais tenté de croire qu'il s'agissait d'une gorge à couper, et j'avais quelques soupçons que cette gorge ne fût la mienne.

A tout ce torrent d'éloquence, don José ne répondit que par quelques mots prononcés d'un ton bref. Alors la bohémienne lui lança un regard de profond mépris; puis, s'asseyant à la turque dans un coin de la chambre, elle choisit une orange, la pela et se mit à la manger.

Don José me prit le bras, ouvrit la porte et me conduisit dans la rue. Nous fîmes environ deux cents pas dans le plus profond silence. Puis, étendant la main :

— Toujours tout droit, dit-il, et vous trouverez le pont.

Aussitôt il me tourna le dos et s'éloigna rapidement. Je revins à mon auberge un peu penaud et d'assez mauvaise humeur. Le pire fut qu'en me déshabillant je m'aperçus que ma montre me manquait.

Diverses considérations m'empêchèrent d'aller la réclamer le lendemain, ou de solliciter M. le corrégidor de vouloir bien la faire chercher. Je terminai mon travail sur le manuscrit des dominicains et je partis pour Séville. Après plusieurs mois de courses errantes en Andalousie, je voulus retourner à Madrid, et il me fallut repasser par Cordoue. Je n'avais pas l'intention d'y faire un long séjour, car j'avais pris en grippe cette belle ville et les baigneuses du Guadalquivir. Cependant quelques amis à revoir, quelques commissions à faire devaient me retenir au moins trois ou quatre jours dans l'antique capitale des princes musulmans.

Dès que je reparus au couvent des dominicains, un des pères qui m'avaient toujours montré un vif intérêt dans mes recherches sur l'emplacement de Munda, m'accueillit les bras ouverts, en s'écriant :

— Loué soit le nom de Dieu! Soyez le bienvenu, mon cher ami. Nous vous croyions tous mort, et moi, qui vous parle, j'ai récité bien des *pater* et des *ave*, que je ne regrette pas, pour le salut de votre âme. Ainsi vous n'êtes pas assassiné, car pour volé nous savons que vous l'êtes.

— Comment cela? lui demandai-je un peu surpris.

— Oui, vous savez bien, cette belle montre à répétition que vous faisiez sonner dans la bibliothèque, quand nous vous disions qu'il était temps d'aller au chœur. Eh bien! elle est retrouvée, on vous la rendra.

— C'est-à-dire, interrompis-je un peu décontenancé, que je l'avais égarée...

— Le coquin est sous les verrous, et, comme on savait qu'il était homme à tirer un coup de fusil à un chrétien pour lui prendre une piécette, nous mourions de peur qu'il ne vous eût tué. J'irai avec vous chez le corrégidor, et nous vous ferons rendre votre belle montre. Et puis, avisez-vous de dire là-bas que la justice ne sait pas son métier en Espagne!

— Je vous avoue, lui dis-je, que j'aimerais mieux perdre ma montre que de témoigner en justice pour faire pendre un pauvre diable, surtout parce que... parce que...

— Oh! n'ayez aucune inquiétude; il est bien recommandé, et on ne peut le pendre deux fois. Quand je dis pendre, je me trompe. C'est un hidalgo que votre voleur; il sera donc *garrotté* après-demain sans rémission (1). Vous voyez qu'un vol de plus ou de moins ne changera rien à son affaire. Plût à Dieu qu'il n'eût que volé! mais il a commis plusieurs meurtres, tous plus horribles les uns que les autres.

— Comment se nomme-t-il?

— On le connaît dans le pays sous le nom de José Navarro; mais il a encore un autre nom basque, que ni vous ni moi ne prononcerons jamais. Tenez, c'est un homme à voir, et vous qui aimez à connaître les singularités du pays, vous ne devez pas négliger d'apprendre comment en Espagne les coquins sortent de ce monde. Il est en chapelle et le père Martinez vous y conduira.

Mon dominicain insista tellement pour que je visse les apprêts du « *petit pen-*

(1) En 1830, la noblesse jouissait encore de ce privilége. Aujourd'hui, sous le régime constitutionnel, le *garrote* est à l'usage des vilains.

dement pien choli, » que je ne pus m'en défendre. J'allai voir le prisonnier, muni d'un paquet de cigares qui, je l'espérais, devaient lui faire excuser mon indiscrétion.

On m'introduisit auprès de don José, au moment où il prenait son repas. Il me fit un signe de tête assez froid, et me remercia poliment du cadeau que je lui apportais. Après avoir compté les cigares du paquet que j'avais mis entre ses mains, il en choisit un certain nombre, et me rendit le reste, observant qu'il n'avait pas besoin d'en prendre davantage.

Je lui demandai si, avec un peu d'argent, ou par le crédit de mes amis, je pourrais obtenir quelque adoucissement à son sort. D'abord il haussa les épaules en souriant avec tristesse; bientôt, se ravisant, il me pria de faire dire une messe pour le salut de son âme. — Voudriez-vous, ajouta-t-il timidement, voudriez-vous en faire dire une autre pour une personne qui vous a offensé?

— Assurément, mon cher, lui dis-je; mais personne, que je sache, ne m'a offensé en ce pays.

Il me prit la main et la serra d'un air grave. Après un moment de silence, il reprit : — Oserai-je encore vous demander un service?... Quand vous reviendrez dans votre pays, peut-être passerez-vous par la Navarre? au moins vous passerez par Vittoria, qui n'en est pas fort éloignée.

— Oui, lui dis-je, je passerai certainement par Vittoria; mais il n'est pas impossible que je me détourne pour aller à Pampelune, et, à cause de vous, je crois que je ferais volontiers ce détour.

— Eh bien! si vous allez à Pampelune, vous y verrez plus d'une chose qui vous intéressera... C'est une belle ville... Je vous donnerai cette médaille (il me montrait une petite médaille d'argent qu'il portait au cou), vous l'envelopperez dans du papier... il s'arrêta un instant pour maîtriser son émotion... et vous la remettrez ou vous la ferez remettre à une bonne femme dont je vous dirai l'adresse. — Vous direz que je suis mort, vous ne direz pas comment.

Je promis d'exécuter sa commission. Je le revis le lendemain, et je passai une partie de la journée avec lui. C'est de sa bouche que j'ai appris les tristes aventures qu'on va lire.

. . . . . .

Je suis né, dit-il, à Elizondo, dans la vallée de Baztan. Je m'appelle don José Lizarrabengoa, et vous connaissez assez l'Espagne, monsieur, pour que mon nom vous dise aussitôt que je suis Basque et vieux chrétien. Si je prends le *don*, c'est que j'en ai le droit, et, si j'étais à Elizondo, je vous montrerais ma généalogie sur parchemin. On voulait que je fusse d'église, et l'on me fit étudier, mais je ne profitais guère. J'aimais trop à jouer à la paume, c'est ce qui m'a perdu. Quand nous jouons à la paume, nous autres Navarrais, nous oublions tout. Un jour que j'avais gagné, un gars de l'Alava me chercha querelle; nous prîmes nos *maquilas* (1), et j'eus encore l'avantage; mais cela m'obligea de quitter le pays. Je rencontrai des dragons et je m'engageai dans le régiment d'Almanza cavalerie. Les gens de nos montagnes apprennent vite le métier militaire. Je devins bientôt brigadier, et on me promettait de me faire maréchal des logis, quand, pour mon malheur, on me mit de garde à la manufacture de tabacs de Séville. Si vous êtes allé à Séville, vous aurez vu ce grand bâtiment-là, hors des remparts, près du Guadalquivir. Il me semble en voir encore la porte et le corps de garde auprès. Quand ils sont de ser-

(1) Bâtons ferrés des Basques.

vice, les Espagnols jouent aux cartes, ou dorment; moi, comme un franc Navarrais, je tâchais toujours de m'occuper. Je faisais une chaîne avec du fil de laiton, pour tenir mon épinglette. Tout d'un coup, les camarades disent : Voilà la cloche qui sonne; les filles vont rentrer à l'ouvrage. Vous saurez, monsieur, qu'il y a bien quatre à cinq cents femmes occupées dans la manufacture. Ce sont elles qui roulent les cigares dans une grande salle, où les hommes n'entrent pas sans une permission du *Vingt-quatre* (1), parce qu'elles se mettent à leur aise, les jeunes surtout, quand il fait chaud. A l'heure où les ouvrières rentrent, après leur dîner, bien des jeunes gens vont les voir passer, et leur en content de toutes les couleurs. Il y a peu de ces demoiselles qui refusent une mantille de taffetas, et les amateurs, à cette pêche-là, n'ont qu'à se baisser pour prendre le poisson. Pendant que les autres regardaient, moi, je restais sur mon banc, près de la porte. J'étais jeune alors; je pensais toujours au pays, et je ne croyais pas qu'il y eût de jolies filles sans jupes bleues et sans nattes tombant sur les épaules (2). D'ailleurs, les Andalouses me faisaient peur; je n'étais pas encore fait à leurs manières. Toujours à railler, jamais un mot de raison. J'étais donc le nez sur ma chaîne, quand j'entends des bourgeois qui disaient : Voilà la gitanilla ! Je levai les yeux, et je la vis. C'était un vendredi, et je ne l'oublierai jamais. Je vis cette Carmen que vous connaissez, chez qui je vous ai rencontré il y a quelques mois.

Elle avait un jupon rouge fort court qui laissait voir des bas de soie blancs avec plus d'un trou, et des souliers mignons de maroquin rouge attachés avec des rubans couleur de feu. Elle écartait sa mantille afin de faire voir ses épaules et un gros bouquet de cassie qui sortait de sa chemise. Elle avait encore une fleur de cassie dans le coin de la bouche, et elle s'avançait en se balançant sur ses hanches comme une pouliche du haras de Cordoue. Dans mon pays, une femme en ce costume aurait obligé le monde à se signer. A Séville, chacun lui adressait quelque compliment gaillard sur sa tournure; elle répondait à chacun, faisant les yeux en coulisse, le poing sur la hanche, effrontée comme une vraie bohémienne qu'elle était. D'abord elle ne me plut pas, et je repris mon ouvrage; mais elle, suivant l'usage des femmes et des chats qui ne viennent pas quand on les appelle et qui viennent quand on ne les appelle pas, s'arrêta devant moi et m'adressa la parole :

— Compère, me dit-elle à la façon andalouse, veux-tu me donner ta chaîne pour tenir les clefs de mon coffre-fort ?

— C'est pour attacher mon épinglette, lui répondis-je.

— Ton épinglette ! s'écria-t-elle en riant. Ah ! monsieur fait de la dentelle, puisqu'il a besoin d'épingles ! — Tout le monde qui était là se mit à rire, et moi je me sentais rougir, et je ne pouvais trouver rien à lui répondre. — Allons, mon cœur, reprit-elle, fais-moi sept aunes de dentelle noire pour une mantille, épinglier de mon âme ! — Et, prenant la fleur de cassie qu'elle avait à la bouche, elle me la lança, d'un mouvement du pouce, juste entre les deux yeux. Monsieur, cela me fit l'effet d'une balle qui m'arrivait... Je ne savais où me fourrer, je demeurais immobile comme une planche. Quand elle fut entrée dans la manufacture, je vis la fleur de cassie qui était tombée à terre entre mes pieds; je ne sais ce qui me prit, mais je la ramassai sans que les camarades s'en aperçussent et la mis précieusement dans ma veste. Première sottise !

(1) Magistrat chargé de la police et de l'administration municipale.

(2) Costume ordinaire des paysannes de la Navarre et des provinces basques.

Deux ou trois heures après, j'y pensais encore, quand arrive dans le corps de garde un portier tout haletant, la figure renversée. Il nous dit que, dans la grande salle des cigares, il y avait une femme assassinée, et qu'il fallait y envoyer la garde. Le maréchal me dit de prendre deux hommes et d'y aller voir. Je prends mes hommes et je monte. Figurez-vous, monsieur, qu'entré dans la salle, je trouve d'abord trois cents femmes en chemise, ou à peu près, toutes criant, hurlant, gesticulant, faisant un vacarme à ne pas entendre Dieu tonner. D'un côté, il y en avait une les quatre fers en l'air, couverte de sang, avec un X sur la figure qu'on venait de lui marquer en deux coups de couteau. En face de la blessée, que secouraient les meilleures de la bande, je vois Carmen tenue par cinq ou six commères. La femme blessée criait : Confession! confession! je suis morte! Carmen ne disait rien ; elle serrait les dents, et roulait des yeux comme un caméléon. — Qu'est-ce que c'est? demandai-je. J'eus grand'peine à savoir ce qui s'était passé, car toutes les ouvrières me parlaient à la fois. Il paraît que la femme blessée s'était vantée d'avoir assez d'argent en poche pour acheter un âne au marché de Triana.—Tiens, dit Carmen qui avait une langue, tu n'as donc pas assez d'un balai? — L'autre, blessée du reproche, peut-être parce qu'elle se sentait véreuse sur l'article, lui répond qu'elle ne se connaissait pas en balais, n'ayant pas l'honneur d'être bohémienne ni filleule de Satan, mais que Mlle Carmencita ferait bientôt connaissance avec son âne, quand M. le corrégidor la mènerait à la promenade avec deux laquais par derrière pour l'émoucher. — Eh bien! moi, dit Carmen, je te ferai des abreuvoirs à mouches sur la joue, et je veux y peindre un damier (1). — Là-dessus, vli! vlan! elle commence, avec le couteau dont elle coupait le bout des cigares, à lui dessiner des croix de saint André sur la figure.

Le cas était clair ; je pris Carmen par le bras : — Ma sœur, lui dis-je poliment, il faut me suivre. — Elle me lança un regard comme si elle me reconnaissait ; mais elle dit d'un air résigné : — Marchons. Où est ma mantille? — Elle la mit sur sa tête de façon à ne montrer qu'un seul de ses grands yeux, et suivit mes deux hommes, douce comme un mouton. Arrivés au corps de garde, le maréchal des logis dit que c'était grave, et qu'il fallait la mener à la prison. C'était encore moi qui devais la conduire. Je la mis entre deux dragons, et je marchais derrière comme un brigadier doit faire en semblable rencontre. Nous nous mîmes en route pour la ville. D'abord la bohémienne avait gardé le silence, mais dans la rue du Serpent, — vous la connaissez, elle mérite bien son nom par les détours qu'elle fait, — dans la rue du Serpent, elle commence par laisser tomber sa mantille sur ses épaules, afin de me montrer son minois enjôleur, et, se tournant vers moi autant qu'elle pouvait, elle me dit : — Mon officier, où me menez-vous?

— A la prison, ma pauvre enfant, lui répondis-je le plus doucement que je pus, comme un bon soldat doit parler à un prisonnier, surtout à une femme.

— Hélas! qu'y deviendrai-je? Seigneur officier, ayez pitié de moi. Vous êtes si jeune, si gentil... Puis d'un ton plus bas : Laissez-moi m'échapper, dit-elle, je vous donnerai un morceau de la *bar lachi,* qui vous fera aimer de toutes les femmes. — La *bar lachi,* monsieur, c'est la pierre d'aimant avec laquelle les bohémiens prétendent qu'on fait quantité de sortiléges quand on sait s'en servir. Faites-en boire à une femme une pincée râpée dans un verre de vin blanc, elle ne résiste

(1) *Pintar un javeque,* peindre un chébec. Les chébecs espagnols ont, pour la plupart, leur bande peinte à carreaux rouge et blanc.

plus. Moi, je lui répondis le plus sérieusement que je pus : — Nous ne sommes pas ici pour dire des balivernes ; il faut aller à la prison, c'est la consigne, et il n'y a pas de remède.

Nous autres gens du pays basque, nous avons un accent qui nous fait reconnaître facilement des Espagnols ; en revanche, il n'y en a pas un qui puisse seulement apprendre à dire *baï Jaona* (1). Carmen donc n'eut pas de peine à deviner que je venais des Provinces. Vous saurez que les bohémiens, monsieur, comme n'étant d'aucun pays, voyageant toujours, parlent toutes les langues, et la plupart sont chez eux en Portugal, en France, dans les Provinces, en Catalogne, partout ; même les Maures et les Anglais les comprennent. Carmen savait assez bien le basque. — *Laguna ene bihotsarena,* camarade de mon cœur, me dit-elle tout à coup, êtes-vous du pays ?

Notre langue, monsieur, est si belle, que, lorsque nous l'entendons en pays étranger, cela nous fait tressaillir... « Je voudrais avoir un confesseur des Provinces, » ajouta plus bas le bandit. Il reprit après un silence :—Je suis d'Elizondo, lui répondis-je en basque, fort ému de l'entendre parler ma langue.

— Moi, je suis d'Etchalar, dit-elle. — C'est un pays à quatre heures de chez nous. — J'ai été emmenée par des bohémiens à Séville. Je travaillais à la manufacture pour gagner de quoi retourner en Navarre, près de ma pauvre mère qui n'a que moi pour soutien et un petit *barratcea* (2) avec vingt pommiers à cidre. Ah ! si j'étais au pays, devant la montagne blanche ! On m'a insultée parce que je ne suis pas de ce pays de filous, marchands d'oranges pourries, et ces gueuses se sont mises toutes contre moi, parce que je leur ai dit que tous leurs *jaques* (3) de Séville, avec leurs couteaux, ne feraient pas peur à un gars de chez nous avec son berret bleu et son *maquila.* Camarade, mon ami, ne ferez-vous rien pour une payse ?

Elle mentait, monsieur, elle a toujours menti. Je ne sais pas si dans sa vie cette fille-là a jamais dit un mot de vérité ; mais, quand elle parlait, je la croyais : c'était plus fort que moi. Elle estropiait le basque, et je la crus Navarraise ; ses yeux seuls et sa bouche et son teint la disaient bohémienne. J'étais fou, je ne faisais plus attention à rien. Je pensais que, si des Espagnols s'étaient avisés de mal parler du pays, je leur aurais coupé la figure, tout comme elle venait de faire à sa camarade. Bref, j'étais comme un homme ivre ; je commençais à dire des bêtises, j'étais tout près d'en faire.

— Si je vous poussais, et si vous tombiez, mon pays, reprit-elle en basque, ce ne seraient pas ces deux conscrits de Castillans qui me retiendraient...

Ma foi, j'oubliai la consigne et tout, et je lui dis : — Eh bien ! m'amie, ma payse, essayez, et que Notre-Dame de la Montagne vous soit en aide ! — En ce moment, nous passions devant une de ces ruelles étroites comme il y en a tant à Séville. Tout à coup Carmen se retourne et me lance un coup de poing dans la poitrine. Je me laissai tomber exprès à la renverse. D'un bond, elle saute par-dessus moi et se met à courir en nous montrant une paire de jambes !... On dit jambes de Basque : les siennes en valaient bien d'autres... aussi vites que bien tournées. Moi, je me relève aussitôt, mais je mets ma lance (4) en travers, de façon à barrer la rue, si

(1) Oui, monsieur.
(2) Enclos, jardin.
(3) Braves, fanfarons.
(4) Toute la cavalerie espagnole est armée de lances.

bien que, de prime abord, les camarades furent arrêtés au moment de la poursuivre. Puis je me mis moi-même à courir, et eux après moi; mais l'atteindre! il n'y avait pas de risque, avec nos éperons, nos sabres et nos lances! En moins de temps que je n'en mets à vous le dire, la prisonnière avait disparu. D'ailleurs, toutes les commères du quartier favorisaient sa fuite, et se moquaient de nous, et nous indiquaient la fausse voie. Après plusieurs marches et contre-marches, il fallut nous en revenir au corps de garde sans un reçu du gouverneur de la prison.

Mes hommes, pour n'être pas punis, dirent que Carmen m'avait parlé basque, et il ne paraissait pas trop naturel, pour dire la vérité, qu'un coup de poing d'une tant petite fille eût terrassé si facilement un gaillard de ma force. Tout cela parut louche, ou plutôt trop clair. En descendant la garde, je fus dégradé et envoyé pour un mois à la prison. C'était ma première punition depuis que j'étais au service. Adieu les galons de maréchal des logis que je croyais déjà tenir!

Mes premiers jours de prison se passèrent fort tristement. En me faisant soldat, je m'étais figuré que je deviendrais tout au moins officier : Longa, Mina, mes compatriotes, sont bien capitaines-généraux; Chapelangarra, qui est un negro comme Mina, et réfugié comme lui dans votre pays, Chapelangarra était colonel, et j'ai joué à la paume vingt fois avec son frère, qui était un pauvre diable comme moi. Maintenant je me disais : Tout le temps que tu as servi sans punition, c'est du temps perdu. Te voilà mal noté; pour te remettre bien dans l'esprit des chefs, il te faudra travailler dix fois plus que lorsque tu es venu comme conscrit! Et pourquoi me suis-je fait punir? Pour une coquine de bohémienne qui s'est moquée de moi, et qui, dans ce moment, est à voler dans quelque coin de la ville. Pourtant je ne pouvais m'empêcher de penser à elle. Le croiriez-vous, monsieur? ses bas de soie troués qu'elle me faisait voir tout à plein en s'enfuyant, je les avais toujours devant les yeux. Je regardais par les barreaux de la prison dans la rue, et, parmi toutes les femmes qui passaient, je n'en voyais pas une seule qui valût cette diable de fille-là. Et puis, malgré moi, je sentais la fleur de cassie qu'elle m'avait jetée, et qui, sèche, gardait toujours sa bonne odeur... S'il y a des sorcières, cette fille-là en était une!

Un jour, le geôlier entre, et me donne un pain d'Alcalà (1). — Tenez, dit-il, voilà ce que votre cousine vous envoie. Je pris le pain, fort étonné, car je n'avais pas de cousine à Séville. C'est peut-être une erreur, pensais-je en regardant le pain; mais il était si appétissant, il sentait si bon, que, sans m'inquiéter de savoir d'où il venait et à qui il était destiné, je résolus de le manger. En voulant le couper, mon couteau rencontra quelque chose de dur. Je regarde, et je trouve une petite lime anglaise qu'on avait glissée dans la pâte avant que le pain fût cuit. Il y avait encore dans le pain une pièce d'or de deux piastres. Plus de doute alors, c'était un cadeau de Carmen. Pour les gens de sa race, la liberté est tout, et ils mettraient le feu à une ville pour s'épargner un jour de prison. D'ailleurs, la commère était fine, et avec ce pain-là on se moquait des geôliers. En une heure, le plus gros barreau était scié avec la petite lime, et avec la pièce de deux piastres, chez le premier fripier, je changeais ma capote d'uniforme pour un habit bourgeois. Vous pensez bien qu'un homme qui avait déniché maintes fois des aiglons

(1) Alcalà de los Panaderos, petite ville à deux lieues de Séville, où l'on fait des petits pains délicieux. On prétend que c'est à l'eau d'Alcalà qu'ils doivent leur qualité, et l'on en apporte tous les jours une grande quantité à Séville.

dans nos rochers ne s'embarrassait guère de descendre dans la rue d'une fenêtre haute de moins de trente pieds; mais je ne voulais pas m'échapper. J'avais encore mon honneur de soldat, et déserter me semblait un grand crime. Seulement, je fus touché de cette marque de souvenir. Quand on est en prison, on aime à penser qu'on a dehors un ami qui s'intéresse à vous. La pièce d'or m'offusquait un peu, j'aurais bien voulu la rendre; mais où trouver mon créancier? cela ne me semblait pas facile.

Après la cérémonie de la dégradation, je croyais n'avoir plus rien à souffrir; mais il me restait encore une humiliation à dévorer : ce fut à ma sortie de prison, lorsqu'on me commanda de service et qu'on me mit en faction comme un simple soldat. Vous ne pouvez vous figurer ce qu'un homme de cœur éprouve en pareille occasion. Je crois que j'aurais aimé autant à être fusillé. Au moins on marche seul en avant de son peloton; on se sent quelque chose; le monde vous regarde.

Je fus mis en faction à la porte du colonel. C'était un jeune homme riche, bon enfant, qui aimait à s'amuser. Tous les jeunes officiers étaient chez lui, et force bourgeois, des femmes aussi, des actrices, à ce qu'on disait. Pour moi, il me semblait que toute la ville s'était donné rendez-vous à sa porte pour me regarder. Voilà qu'arrive la voiture du colonel, avec son valet de chambre sur le siége. Qu'est-ce que je vois descendre? La gitanilla. Elle était parée, cette fois, comme une châsse, pomponnée, attifée, tout or et tout rubans. Une robe à paillettes, des souliers bleus à paillettes aussi, des fleurs et des galons partout. Elle avait un tambour de basque à la main. Avec elle il y avait deux autres bohémiennes, une jeune et une vieille. Il y a toujours une vieille pour les mener, puis un vieux avec une guitare, bohémien aussi, pour jouer et les faire danser. Vous savez qu'on s'amuse souvent à faire venir des bohémiennes dans les sociétés, afin de leur faire danser la *romalis*, c'est leur danse, et souvent bien autre chose.

Carmen me reconnut, et nous échangeâmes un regard. Je ne sais, mais, en ce moment, j'aurais voulu être à cent pieds sous terre. — *Agur laguna* (1), dit-elle. Mon officier, tu montes la garde comme un conscrit! Et, avant que j'eusse trouvé un mot à répondre, elle était dans la maison.

Toute la société était dans le patio, et, malgré la foule, je voyais à peu près tout ce qui se passait à travers la grille (2). J'entendais les castagnettes, le tambour, les rires et les bravos; parfois j'apercevais sa tête quand elle sautait avec son tambour. Puis j'entendais encore des officiers qui lui disaient bien des choses qui me faisaient monter le rouge à la figure. Ce qu'elle répondait, je n'en savais rien. C'est de ce jour-là, je pense, que je me mis à l'aimer pour tout de bon, car l'idée me vint trois ou quatre fois d'entrer dans le patio, et de donner de mon sabre dans le ventre à tous ces freluquets qui lui contaient fleurettes. Mon supplice dura une bonne heure; puis les bohémiennes sortirent, et la voiture les remmena. Carmen, en passant, me regarda encore avec les yeux que vous savez, et me dit très-bas : — Pays, quand on aime la bonne friture, on va en manger à Triana, chez Lillas Pastia. Légère comme un cabri, elle s'élança dans la voiture, le cocher fouetta ses mules, et toute la bande joyeuse s'en fut je ne sais où.

(1) Bonjour, camarade.

(2) La plupart des maisons de Séville ont une cour intérieure entourée de portiques. On s'y tient en été. Cette cour est couverte d'une toile qu'on arrose pendant le jour et qu'on retire le soir. La porte de la rue est presque toujours ouverte, et le passage qui conduit à la cour, *zaguan*, est fermé par une grille en fer très-élégamment ouvragée.

Vous devinez bien qu'en descendant ma garde, j'allai à Triana ; mais d'abord je me fis raser et je me brossai comme pour un jour de parade. Elle était chez Lillas Pastia, un vieux marchand de friture, bohémien, noir comme un Maure, chez qui beaucoup de bourgeois venaient manger du poisson frit, surtout, je crois, depuis que Carmen y avait pris ses quartiers. — Lillas, dit-elle sitôt qu'elle me vit, je ne fais plus rien de la journée. Demain il fera jour (1) ! Allons, pays, allons nous promener. Elle mit sa mantille devant son nez, et nous voilà dans la rue, sans savoir où j'allais. — Mademoiselle, lui dis-je, je crois que j'ai à vous remercier d'un présent que vous m'avez envoyé quand j'étais en prison. J'ai mangé le pain, la lime me servira pour affiler ma lance, et je la garde comme souvenir de vous ; mais l'argent, le voilà.

— Tiens! il a gardé l'argent, s'écria-t-elle en éclatant de rire. Au reste, tant mieux, car je ne suis guère en fonds ; mais qu'importe? chien qui chemine ne meurt pas de famine (2). Allons, mangeons tout. Tu me régales.

Nous avions repris le chemin de Séville ; à l'entrée de la rue du Serpent, elle acheta une douzaine d'oranges, qu'elle me fit mettre dans mon mouchoir. Un peu plus loin, elle acheta encore un pain, du saucisson, une bouteille de manzanilla, puis enfin elle entra chez un confiseur. Là, elle jeta sur le comptoir la pièce d'or que je lui avais rendue, une autre encore qu'elle avait dans sa poche, avec quelque argent blanc ; enfin elle me demanda tout ce que j'avais. Je n'avais qu'une piécette et quelques cuartos, que je lui donnai, fort honteux de n'avoir pas davantage. Je crus qu'elle voulait emporter toute la boutique. Elle prit tout ce qu'il y avait de plus beau et de plus cher, *yemas* (3), *turon* (4), fruits confits, tant que l'argent dura. Tout cela, il fallut encore que je le portasse dans des sacs de papier. Vous connaissez peut-être la rue du Candilejo, où il y a une tête du roi don Pédro-le-Justicier (5). Elle aurait dû m'inspirer des réflexions. Nous nous arrêtâmes, dans

(1) *Mannana serà otro dia*, — proverbe espagnol.

(2) Chuquel sos pirela,
Cocal terela.
Chien qui marche, os trouve. — (Proverbe bohémien.)

(3) Jaunes d'œuf sucrés.

(4) Espèce de nougat.

(5) Le roi don Pèdre, que nous nommons *le Cruel*, et que la reine Isabelle-la-Catholique n'appelait jamais que *le Justicier*, aimait à se promener le soir dans les rues de Séville, cherchant les aventures, comme le calife Haroûn-al-Raschid. Certaine nuit, il se prit de querelle, dans une rue écartée, avec un homme qui donnait une sérénade. On se battit, et le roi tua le cavalier amoureux. Au bruit des épées, une vieille femme mit la tête à la fenêtre, et éclaira la scène avec la petite lampe, *candilejo*, qu'elle tenait à la main. Il faut savoir que le roi don Pèdre, d'ailleurs leste et vigoureux, avait un défaut de conformation singulier. Quand il marchait, ses rotules craquaient fortement. La vieille, à ce craquement, n'eut pas de peine à le reconnaître. Le lendemain, le Vingt-quatre en charge vint faire son rapport au roi. « Sire, on s'est battu en duel, cette nuit, dans telle rue. Un des combattants est mort. — Avez-vous découvert le meurtrier? — Oui, sire. — Pourquoi n'est-il pas déjà puni? — Sire, j'attends vos ordres. — Exécutez la loi. » Or, le roi venait de publier un décret portant que tout duelliste serait décapité, et que sa tête demeurerait exposée sur le lieu du combat. Le Vingt-quatre se tira d'affaire en homme d'esprit. Il fit scier la tête d'une statue du roi, et l'exposa dans une niche au milieu de la rue, théâtre du meurtre. Le roi et tous les Sévillans le trouvèrent fort bon. La rue prit son

cette rue-là, devant une vieille maison. Elle entra dans l'allée, et frappa au rez-de-chaussée. Une bohémienne, vraie servante de Satan, vint nous ouvrir. Carmen lui dit quelques mots en rommani. La vieille grogna d'abord. Pour l'apaiser, Carmen lui donna deux oranges et une poignée de bonbons, et lui permit de goûter au vin. Puis elle lui mit sa mante sur le dos et la conduisit à la porte qu'elle ferma avec la barre de bois. Dès que nous fûmes seuls, elle se mit à danser et à rire comme une folle en chantant : — Tu es mon *rom*, je suis ta *romi* (1). — Moi, j'étais au milieu de la chambre, chargé de toutes ses emplettes, ne sachant où les poser. Elle jeta tout par terre, et me sauta au cou, en me disant : — Je paie mes dettes, je paie mes dettes ! c'est la loi des Calé (2) ! — Ah ! monsieur, cette journée-là ! cette journée-là !... quand j'y pense, j'oublie celle de demain.

Le bandit se tut un instant ; puis, après avoir rallumé son cigare, il reprit :

Nous passâmes ensemble toute la journée, mangeant, buvant, et le reste. Quand elle eut mangé des bonbons comme un enfant de six ans, elle en fourra des poignées dans la jarre d'eau de la vieille. — C'est pour lui faire du sorbet, disait-elle. Elle écrasait des yemas en les lançant contre la muraille. — C'est pour que les mouches nous laissent tranquilles, disait-elle.... Il n'y a pas de tour ni de bêtise qu'elle ne fît. Je lui dis que je voudrais la voir danser ; mais où trouver des castagnettes ? Aussitôt elle prend la seule assiette de la vieille, la casse en morceaux, et la voilà qui danse la romalis en faisant claquer les morceaux de faïence aussi bien que si elle avait eu des castagnettes d'ébène ou d'ivoire. On ne s'ennuyait pas auprès de cette fille-là, je vous en réponds. Le soir vint, et j'entendis les tambours qui battaient la retraite. — Il faut que j'aille au quartier pour l'appel, lui dis-je. — Au quartier? dit-elle d'un air de mépris ; tu es donc un nègre, pour te laisser mener à la baguette ? Tu es un vrai canari, d'habit et de caractère (3). Va, tu as un cœur de poulet. — Je restai, résigné d'avance à la salle de police. Le matin, ce fut elle qui parla la première de nous séparer. — Écoute, Joseito, dit-elle ; t'ai-je payé ? D'après notre loi, je ne te devais rien, puisque tu es un *payllo ;* mais tu es un joli garçon, et tu m'as plu. Nous sommes quittes. Bonjour.

— Je lui demandai quand je la reverrais.

— Quand tu seras moins niais, répondit-elle en riant. Puis, d'un ton plus sérieux : Sais-tu, mon fils, que je crois que je t'aime un peu ? Mais cela ne peut durer. Chien et loup ne font pas longtemps bon ménage. Peut-être que, si tu prenais la loi d'Égypte, j'aimerais à devenir ta romi. Mais ce sont des bêtises ; cela ne se peut pas. Bah ! mon garçon, crois-moi, tu en es quitte à bon compte. Tu as rencontré le diable, oui, le diable ; il n'est pas toujours noir, et il ne t'a pas tordu le cou. Je suis habillée de laine, mais je ne suis pas mouton (4). Va mettre un cierge

nom de la lampe de la vieille, seul témoin de l'aventure. — Voilà la tradition populaire. Zunniga raconte l'histoire un peu différemment. (Voir *Anales de Sevilla,* t. II, p. 136.) Quoi qu'il en soit, il existe encore à Séville une rue du Candilejo, et dans cette rue un buste de pierre qu'on dit être le portrait de don Pèdre. Malheureusement ce buste est moderne. L'ancien était fort usé au XVIIe siècle, et la municipalité d'alors le fit remplacer par celui qu'on voit aujourd'hui.

(1) *Rom,* mari ; *romi,* femme.

(2) *Calo ;* féminin, *calli ;* pluriel, *calé.* Mot à mot : *noir.* Nom que les bohémiens se donnent dans leur langue.

(3) Les dragons espagnols sont habillés de jaune.

(4) Me dicas vriardá de jorpoy, bus ne sino braco, — proverbe bohémien.

devant ta Majari (1); elle l'a bien gagné. Allons, adieu encore une fois. Ne pense plus à Carmencita, ou elle te ferait épouser une veuve à jambes de bois (2).

En parlant ainsi, elle défaisait la barre qui fermait la porte, et une fois dans la rue elle s'enveloppa dans sa mantille, et me tourna les talons.

Elle disait vrai. J'aurais été sage de ne plus penser à elle; mais, depuis cette journée dans la rue du Candilejo, je ne pouvais plus songer à autre chose. Je me promenais tout le jour, espérant la rencontrer. J'en demandais des nouvelles à la vieille et au marchand de friture. L'un et l'autre répondaient qu'elle était partie pour Laloro (3), c'est ainsi qu'ils appellent le Portugal. Probablement c'était d'après les instructions de Carmen qu'ils parlaient ainsi, mais je ne tardai pas à savoir qu'ils mentaient. Quelques semaines après ma journée de la rue du Candilejo, je fus de faction à une des portes de la ville. A peu de distance de cette porte, il y avait une brèche qui s'était faite dans le mur d'enceinte; on y travaillait pendant le jour, et la nuit on y mettait un factionnaire pour empêcher les fraudeurs. Pendant le jour, je vis Lillas Pastia passer et repasser autour du corps de garde, et causer avec quelques-uns de mes camarades; tous le connaissaient, et ses poissons et ses beignets encore mieux. Il s'approcha de moi et me demanda si j'avais des nouvelles de Carmen. — Non, lui dis-je. — Eh bien! vous en aurez, compère. — Il ne se trompait pas. La nuit, je fus mis de faction à la brèche. Dès que le brigadier se fut retiré, je vis venir à moi une femme. Le cœur me disait que c'était Carmen. Cependant je criai : Au large! on ne passe pas! — Ne faites donc pas le méchant, me dit-elle en se faisant connaître à moi. — Quoi! vous voilà, Carmen! — Oui, mon pays. Parlons peu, parlons bien. Veux-tu gagner un duro? Il va venir des gens avec des paquets; laisse-les faire.

— Non, répondis-je. Je dois les empêcher de passer; c'est la consigne.

— La consigne! la consigne! Tu n'y pensais pas dans la rue du Candilejo.

— Ah! répondis-je, tout bouleversé par le seul souvenir, cela valait bien la peine d'oublier la consigne; mais je ne veux pas de l'argent des contrebandiers.

— Voyons; si tu ne veux pas d'argent, veux-tu que nous allions encore dîner chez la vieille Dorothée?

— Non! dis-je à moitié étranglé par l'effort que je faisais. Je ne puis pas.

— Fort bien. Si tu es si difficile, je sais à qui m'adresser. J'offrirai à ton officier d'aller chez Dorothée. Il a l'air d'un bon enfant, et il fera mettre en sentinelle un gaillard qui ne verra que ce qu'il faudra voir. Adieu, canari. Je rirai bien le jour où la consigne sera de te pendre.

J'eus la faiblesse de la rappeler, et je promis de laisser passer toute la Bohême, s'il le fallait, pourvu que j'obtinsse la seule récompense que je désirais. Elle me jura aussitôt de me tenir parole dès le lendemain, et courut prévenir ses amis qui étaient à deux pas. Il y en avait cinq, dont était Pastia, tous bien chargés de marchandises anglaises. Carmen faisait le guet. Elle devait avertir avec ses castagnettes dès qu'elle apercevrait la ronde, mais elle n'en eut pas besoin. Les fraudeurs firent leur affaire en un instant.

Le lendemain, j'allai rue du Candilejo. Carmen se fit attendre, et vint d'assez mauvaise humeur. — Je n'aime pas les gens qui se font prier, disait-elle. Tu m'as

(1) La sainte, — la sainte Vierge.
(2) La potence, qui est veuve du dernier pendu.
(3) La (terre) rouge.

rendu un plus grand service la première fois, sans savoir si tu y gagnerais quelque chose. Hier, tu as marchandé avec moi. Je ne sais pas pourquoi je suis venue, car je ne t'aime plus. Tiens, va-t'en. Voilà un duro pour ta peine. — Peu s'en fallut que je ne lui jetasse sa pièce à la tête, et je fus obligé de faire un effort violent sur moi-même pour ne pas la battre. Après nous être disputés pendant une heure, je sortis furieux. J'errai quelque temps par la ville, marchant de çà et de là comme un fou ; enfin j'entrai dans une église, et, m'étant mis dans le coin le plus obscur, je pleurai à chaudes larmes. Tout d'un coup j'entends une voix : — Larmes de dragon! j'en veux faire un philtre. — Je lève les yeux, c'était Carmen en face de moi. — Eh bien! mon pays, m'en voulez-vous encore? me dit-elle. Il faut bien que je vous aime, malgré que j'en aie, car, depuis que vous m'avez quittée, je ne sais ce que j'ai. Voyons, maintenant c'est moi qui te demande si tu veux venir rue du Candilejo. — Nous fîmes donc la paix; mais Carmen avait l'humeur comme est le temps chez nous. Jamais l'orage n'est si près dans nos montagnes que lorsque le soleil est le plus brillant. Elle m'avait promis de me revoir une autre fois chez Dorothée, et elle ne vint pas. Et Dorothée me dit de plus belle qu'elle était allée à Laloro pour les affaires d'Égypte.

Sachant déjà par expérience à quoi m'en tenir là-dessus, je cherchais Carmen partout où je croyais qu'elle pouvait être, et je passais vingt fois par jour dans la rue du Candilejo. Un soir, j'étais chez Dorothée, que j'avais presque apprivoisée en lui payant de temps à autre quelque verre d'anisette, lorsque Carmen entra suivie d'un jeune homme, lieutenant dans notre régiment. — Va-t'en vite, me dit-elle en basque. — Je restai immobile, la rage dans le cœur. — Qu'est-ce que tu fais ici? me dit le lieutenant. Décampe, hors d'ici. — Je ne pouvais faire un pas; j'étais comme perclus. L'officier, en colère, voyant que je ne me retirais pas, et que je n'avais pas même ôté mon bonnet de police, me prit au collet et me secoua rudement. Je ne sais ce que je lui dis. Il tira son sabre et me donna du plat d'abord. Alors je perdis la tête, et je dégaînai. La vieille me saisit le bras, et le lieutenant me donna un coup au front, dont je porte encore la marque. Je reculai, et d'un coup de coude je jetai Dorothée à la renverse; puis, comme le lieutenant me poursuivait, je lui mis la pointe au corps, et il s'enferra. Carmen alors éteignit la lampe, et dit dans sa langue à Dorothée de s'enfuir. Moi-même je me sauvai dans la rue, et me mis à courir sans savoir où. Il me semblait que quelqu'un me suivait. Quand je revins à moi, je trouvai que Carmen ne m'avait pas quitté. — Grand niais de canari! me dit-elle, tu ne sais faire que des bêtises. Aussi bien, je te l'ai dit que je te porterais malheur. Allons, il y a remède à tout, quand on a pour bonne amie une Flamande de Rome (1). Commence par mettre ce mouchoir sur ta tête, et jette-moi ce ceinturon. Attends-moi dans cette allée. Je reviens dans deux minutes. — Elle disparut, et me rapporta bientôt une mante rayée qu'elle était allée chercher je ne sais où. Elle me fit quitter mon uniforme, et mettre la mante par-dessus ma chemise. Ainsi accoutré, avec le mouchoir dont elle avait bandé la plaie que j'avais à la tête, je ressemblais assez à un paysan valencien, comme il y en a à Séville, qui viennent vendre leur orgeat de

(1) *Flamenca de Roma*. Terme d'argot qui désigne les bohémiennes. *Roma* ne veut pas dire ici la ville éternelle, mais la nation des Romi ou des *gens mariés*, nom que se donnent les bohémiens. Les premiers qu'on vit en Espagne venaient probablement des Pays-Bas, d'où est venu leur nom de *Flamands*.

chufas (1). Puis elle me mena dans une maison assez semblable à celle de Dorothée, au fond d'une petite ruelle. Elle et une autre bohémienne me lavèrent, me pansèrent mieux que n'eût pu faire un chirurgien-major, me firent boire je ne sais quoi; enfin, on me mit sur un matelas, et je m'endormis.

Probablement ces femmes avaient mêlé dans ma boisson quelques-unes de ces drogues assoupissantes dont elles ont le secret, car je ne m'éveillai que fort tard le lendemain. J'avais un grand mal de tête et un peu de fièvre. Il fallut quelque temps pour que le souvenir me revînt de la terrible scène où j'avais pris part la veille. Après avoir pansé ma plaie, Carmen et son amie, accroupies toutes les deux sur leurs talons auprès de mon matelas, échangèrent quelques mots en *chipe calli*, qui paraissaient être une consultation médicale. Puis toutes les deux m'assurèrent que je serais guéri avant peu, mais qu'il fallait quitter Séville le plus tôt possible; car, si l'on m'y attrapait. j'y serais fusillé sans rémission. — Mon garçon, me dit Carmen, il faut que tu fasses quelque chose; maintenant que le roi ne te donne plus ni riz ni merluche (2), il faut que tu songes à gagner ta vie. Tu es trop bête pour voler *à pastesas* (3); mais tu es leste et fort : si tu as du cœur, va-t'en à la côte, et fais-toi contrebandier. Ne t'ai-je pas promis de te faire pendre? Cela vaut mieux que d'être fusillé. D'ailleurs, si tu sais t'y prendre, tu vivras comme un prince, aussi longtemps que les miñons (4), et les gardes-côtes ne te mettront pas la main sur le collet.

Ce fut de cette façon engageante que cette diable de fille me montra la nouvelle carrière qu'elle me destinait, la seule, à vrai dire, qui me restât, maintenant que j'avais encouru la peine de mort. Vous le dirai-je, monsieur? elle me détermina sans beaucoup de peine. Il me semblait que je m'unissais à elle plus intimement par cette vie de hasards et de rébellion. Désormais je crus m'assurer son amour. J'avais entendu souvent parler de quelques contrebandiers qui parcouraient l'Andalousie, montés sur un bon cheval, l'espingole au poing, leur maîtresse en croupe. Je me voyais déjà trottant par monts et par vaux avec la gentille bohémienne derrière moi. Quand je lui parlais de cela, elle riait à se tenir les côtés, et me disait qu'il n'y a rien de si beau qu'une nuit passée au bivouac, lorsque chaque rom se retire avec sa romi sous sa petite tente formée de trois cerceaux, avec une couverture par-dessus. — Si je te tiens jamais dans la montagne, lui disais-je, je serai sûr de toi! Là il n'y a pas de lieutenant pour partager avec moi. — Ah! tu es jaloux, répondit-elle. Tant pis pour toi. Comment es-tu assez bête pour cela? — Ne vois-tu pas que je t'aime, puisque je ne t'ai jamais demandé d'argent? Lorsqu'elle parlait ainsi, j'avais envie de l'étrangler.

Pour le faire court, monsieur, Carmen me procura un habit bourgeois, avec lequel je sortis de Séville sans être reconnu. J'allai à Jerez avec une lettre de Pastia pour un marchand d'anisette chez qui se réunissaient des contrebandiers. On me présenta à ces gens-là, dont le chef, surnommé le Dancaïre, me reçut dans sa troupe. Nous partîmes pour Gaucin, où je retrouvai Carmen, qui m'y avait donné rendez-vous. Dans les expéditions, elle servait d'espion à nos gens, et de meilleur il n'y en eut jamais. Elle revenait de Gibraltar, et déjà elle avait arrangé

(1) Racine bulbeuse dont on fait une boisson assez agréable.
(2) Nourriture ordinaire du soldat espagnol.
(3) *Ustilar à pastesas*, voler avec adresse, dérober sans violence.
(4) Espèce de corps franc.

avec un patron de navire l'embarquement de marchandises anglaises que nous devions recevoir sur la côte. Nous allâmes les attendre près d'Estepona, puis nous en cachâmes une partie dans la montagne; chargés du reste, nous nous rendîmes à Ronda. Carmen nous y avait précédés. Ce fut elle encore qui nous indiqua le moment où nous entrerions en ville. Ce premier voyage et quelques autres après furent heureux. La vie de contrebandier me plaisait mieux que la vie de soldat; je faisais des cadeaux à Carmen. J'avais de l'argent. Partout nous étions bien reçus; mes compagnons me traitaient bien, et même me témoignaient de la considération. La raison, c'était que j'avais tué un homme, et parmi eux il y en avait qui n'avaient point un pareil exploit sur la conscience. Mais ce qui me touchait davantage dans ma nouvelle vie, c'est que je voyais souvent Carmen. Elle me montrait plus d'amitié que jamais; cependant, devant les camarades, elle ne convenait pas qu'elle était ma maîtresse; elle m'avait même fait jurer par toute sorte de serments de ne rien leur dire sur son compte. J'étais si faible devant cette créature, que j'obéissais à tous ces caprices. D'ailleurs, c'était la première fois qu'elle se montrait à moi avec la réserve d'une honnête femme, et j'étais assez simple pour croire qu'elle s'était véritablement corrigée de ses façons d'autrefois.

Notre troupe, qui se composait de huit ou dix hommes, ne se réunissait guère que dans les moments décisifs, et d'ordinaire nous étions dispersés deux à deux, trois à trois, dans les villes et les villages. Chacun de nous prétendait avoir un métier : celui-ci était chaudronnier, celui-là maquignon; moi, j'étais marchand de merceries, mais je ne me montrais guère dans les gros endroits à cause de ma mauvaise affaire de Séville. Un jour, ou plutôt une nuit, notre rendez-vous était au bas de Véjer. Le Dancaïre et moi nous nous y trouvâmes avant les autres. Il paraissait fort gai. — Nous allons avoir un camarade de plus, me dit-il. Carmen vient de faire un de ses meilleurs tours. Elle vient de faire échapper son rom qui était au presidio à Tarifa. — Je commençais déjà à comprendre le bohémien que parlaient presque tous mes camarades, et ce mot de rom me causa un saisissement. — Comment! son mari! elle est donc mariée? demandai-je au capitaine.

— Oui, répondit-il, à Garcia-le-Borgne, un bohémien aussi fûté qu'elle. Le pauvre garçon était aux galères. Carmen a si bien embobeliné le chirurgien du presidio, qu'elle en a obtenu la liberté de son rom. Ah! cette fille-là vaut son pesant d'or. Il y a deux ans qu'elle cherche à le faire évader. Rien n'a réussi, jusqu'à ce qu'on s'est avisé de changer le major. Avec celui-ci, il paraît qu'elle a trouvé bien vite le moyen de s'entendre. — Vous vous imaginez le plaisir que me fit cette nouvelle. Je vis bientôt Garcia-le-Borgne; c'était bien le plus vilain monstre que la Bohême ait nourri : noir de peau et plus noir d'âme, c'était le plus franc scélérat que j'aie rencontré de ma vie. Carmen vint avec lui, et, lorsqu'elle l'appelait son rom devant moi, il fallait voir les yeux qu'elle me faisait, et ses grimaces quand Garcia tournait la tête. J'étais indigné, et je ne lui parlai pas de la nuit. Le matin nous avions fait nos ballots, et nous étions déjà en route, quand nous nous aperçûmes qu'une douzaine de cavaliers étaient à nos trousses. Les fanfarons Andalous, qui ne parlaient que de tout massacrer, firent aussitôt piteuse mine. Ce fut un sauve qui peut général. Le Dancaïre, Garcia, un joli garçon d'Ecija, qui s'appelait le Remendado, et Carmen ne perdirent pas la tête. Le reste avait abandonné les mulets, et s'était jeté dans les ravins où les chevaux ne pouvaient les suivre. Nous ne pouvions conserver nos bêtes, et nous nous hâtâmes de défaire le meilleur de notre butin, et de le charger sur nos épaules, puis nous essayâmes de nous sauver

au travers des rochers par les pentes les plus raides. Nous jetions nos ballots devant nous, et nous les suivions de notre mieux en glissant sur les talons. Pendant ce temps-là, l'ennemi nous canardait; c'était la première fois que j'entendais siffler les balles, et cela ne me fit pas grand'chose. Quand on est en vue d'une femme, il n'y a pas de mérite à se moquer de la mort. Nous nous échappâmes, excepté le pauvre Remendado, qui reçut un coup de feu dans les reins. Je jetai mon paquet, et j'essayai de le prendre. — Imbécile! me cria Garcia, qu'avons-nous affaire d'une charogne? achève-le et ne perds pas les bas de coton. — Jette-le, jette-le, me criait Carmen. — La fatigue m'obligea de le déposer un moment à l'abri d'un rocher. Garcia s'avança, et lui lâcha son espingole dans la tête. — Bien habile qui le reconnaîtrait maintenant, dit-il en regardant sa figure que douze balles avaient mise en morceaux. — Voilà, monsieur, la belle vie que j'ai menée. — Le soir, nous nous trouvâmes dans un hallier, épuisés de fatigue, n'ayant rien à manger et ruinés par la perte de nos mulets. Que fit cet infernal Garcia? il tira un paquet de cartes de sa poche, et se mit à jouer avec le Dancaïre à la lueur d'un feu qu'ils allumèrent. Pendant ce temps-là, moi, j'étais couché, regardant les étoiles, pensant au Remendado, et me disant que j'aimerais autant être à sa place. Carmen était accroupie près de moi, et de temps en temps elle faisait un roulement de castagnettes en chantonnant. Puis, s'approchant comme pour me parler à l'oreille, elle m'embrassa, presque malgré moi, deux ou trois fois. — Tu es le diable, lui disais-je. — Oui, répondait-elle.

Après quelques heures de repos, elle s'en fut à Gaucin, et le lendemain matin un petit chevrier vint nous porter du pain. Nous demeurâmes là tout le jour, et la nuit nous nous rapprochâmes de Gaucin. Nous attendions des nouvelles de Carmen. Rien ne venait. Au jour, nous voyons un muletier qui menait une femme bien habillée, avec un parasol, et une petite fille qui paraissait sa domestique. Garcia nous dit : — Voilà deux mules et deux femmes que saint Nicolas nous envoie; j'aimerais mieux quatre mules; n'importe, j'en fais mon affaire! — Il prit son espingole, et descendit vers le sentier en se cachant dans les broussailles. Nous le suivions, le Dancaïre et moi, à peu de distance. Quand nous fûmes à portée, nous nous montrâmes, et nous criâmes au muletier de s'arrêter. La femme, en nous voyant, au lieu de s'effrayer, et notre toilette aurait suffi pour cela, fait un grand éclat de rire. — Ah! les *lillipendi* qui me prennent pour une *erañi* (1)! — C'était Carmen, mais si bien déguisée que je ne l'aurais pas reconnue parlant une autre langue. Elle sauta à bas de sa mule, et causa quelque temps à voix basse avec le Dancaïre et Garcia, puis elle me dit : — Canari, nous nous reverrons avant que tu sois pendu. Je vais à Gibraltar pour les affaires d'Égypte. Vous entendrez bientôt parler de moi. — Nous nous séparâmes après qu'elle nous eut indiqué un lieu où nous pourrions trouver un abri pour quelques jours. Cette fille était la providence de notre troupe. Nous reçûmes bientôt quelque argent qu'elle nous envoya, et un avis qui valait mieux pour nous : c'était que tel jour partiraient deux milords anglais, allant de Gibraltar à Grenade par tel chemin. A bon entendeur, salut. Ils avaient de belles et bonnes guinées. Garcia voulait les tuer, mais le Dancaïre et moi nous nous y opposâmes. Nous ne leur prîmes que l'argent et les montres, outre les chemises dont nous avions grand besoin.

Monsieur, on devient coquin sans y penser. Une jolie fille vous fait perdre la

(1) Les imbéciles qui me prennent pour une femme comme il faut.

tête, on se bat pour elle, un malheur arrive, il faut vivre à la montagne, et de contrebandier on devient voleur avant d'avoir réfléchi. Nous jugeâmes qu'il ne faisait pas bon pour nous dans les environs de Gibraltar après l'affaire des milords, et nous nous enfonçâmes dans la sierra de Ronda. — Vous m'avez parlé de José-Maria ; tenez, c'est là que j'ai fait connaissance avec lui. Il menait sa maîtresse dans ses expéditions. C'était une jolie fille, sage, modeste, de bonnes manières; jamais un mot malhonnête, et un dévouement!... En revanche, il la rendait bien malheureuse. Il était toujours à courir après toutes les filles, il la malmenait, puis quelquefois il s'avisait de faire le jaloux. Une fois, il lui donna un coup de couteau. Eh bien! elle ne l'en aimait que plus. Les femmes sont ainsi faites, les Andalouses surtout. Celle-là était fière de la cicatrice qu'elle avait au bras, et la montrait comme la plus belle chose du monde. Et puis, José-Maria, par-dessus le marché, était le plus mauvais camarade!... Dans une expédition que nous fîmes, il s'arrangea si bien, que tout le profit lui en demeura, à nous les coups et l'embarras de l'affaire. Mais je reprends mon histoire. Nous n'entendîmes plus parler de Carmen. Le Dancaïre dit : — Il faut qu'un de nous aille à Gibraltar pour en avoir des nouvelles ; elle doit avoir préparé quelque affaire. J'irais bien, mais je suis trop connu à Gibraltar. — Le Borgne dit : — Moi aussi, on m'y connaît, j'y ai fait tant de farces aux Écrevisses (1); et, comme je n'ai qu'un œil, je suis difficile à déguiser. — Il faut donc que j'y aille? dis-je à mon tour, enchanté à la seule idée de revoir Carmen; voyons, que faut-il faire? — Les autres me dirent : — Fais tant que de t'embarquer ou de passer par Saint-Roc, comme tu aimeras le mieux, et, lorsque tu seras à Gibraltar, demande sur le port où demeure une marchande de chocolat qui s'appelle la Rollona ; quand tu l'auras trouvée, tu sauras d'elle ce qui se passe là-bas. — Il fut convenu que nous partirions tous les trois pour la sierra de Gaucin, que j'y laisserais mes deux compagnons, et que je me rendrais à Gibraltar comme un marchand de fruits. A Ronda, un homme qui était à nous m'avait procuré un passe-port; à Gaucin, on me donna un âne : je le chargeai d'oranges et de melons, et je me mis en route. Arrivé à Gibraltar, je trouvai qu'on y connaissait bien la Rollona, mais elle était morte ou elle était allée à *finibus terræ* (2), et sa disparition expliquait, à mon avis, comment nous avions perdu notre moyen de correspondre avec Carmen. Je mis mon âne dans une écurie, et, prenant mes oranges, j'allais par la ville comme pour les vendre, surtout pour voir si je ne rencontrerais pas quelque figure de connaissance. Il y a là force canaille de tous les pays du monde, et c'est la tour de Babel, car on ne saurait faire dix pas dans une rue sans entendre parler autant de langues. Je voyais bien des gens d'Égypte, mais je n'osais guère m'y fier ; je les tâtais, et ils me tâtaient. Nous devinions bien que nous étions des coquins; l'important était de savoir si nous étions de la même bande. Après deux jours passés en courses inutiles, je n'avais rien appris touchant la Rollona ni Carmen, et je pensais à retourner auprès de mes camarades après avoir fait quelques emplettes, lorsqu'en me promenant par la rue, au coucher du soleil, j'entends une voix de femme d'une fenêtre qui me dit : — Marchand d'oranges!... Je lève la tête, et je vois à un balcon Carmen, accoudée avec un officier en rouge, épaulettes d'or, cheveux frisés, tournure d'un gros milord. Pour elle,

(1) Nom que le peuple en Espagne donne aux Anglais à cause de la couleur de leur uniforme.

(2) Aux galères, ou bien à tous les diables.

elle était habillée superbement : un châle sur ses épaules, un peigne d'or, tout en soie ; et la bonne pièce, toujours la même ! riait à cœur joie. L'Anglais, en baragouinant l'espagnol, me cria de monter, que madame voulait des oranges ; et Carmen me dit en basque : — Monte, et ne t'étonne de rien. — Rien, en effet, ne devait m'étonner de sa part. Je ne sais si j'eus plus de joie que de chagrin en la retrouvant. Il y avait à la porte un grand domestique anglais, poudré, qui me conduisit dans un salon magnifique. Carmen me dit aussitôt en basque : — Tu ne sais pas un mot d'espagnol, tu ne me connais pas. — Puis, se tournant vers l'Anglais : — Je vous le disais bien, je l'ai tout de suite reconnu pour un Basque ; vous allez entendre quelle drôle de langue. Comme il a l'air bête, n'est-ce pas ? On dirait d'un chat surpris dans un garde-manger. — Et toi, lui dis-je dans ma langue, tu as l'air d'une effrontée coquine, et j'ai bien envie de te balafrer la figure devant ton galant. — Mon galant ! tiens, tu as deviné cela tout seul ? Et tu es jaloux de cet imbécile-là ? Tu es encore plus niais qu'avant nos soirées de la rue du Candilejo. Ne vois-tu pas, sot que tu es, que je fais en ce moment les affaires d'Égypte, et de la façon la plus brillante. Cette maison est à moi, les guinées de l'écrevisse seront à moi ; je le mène par le bout du nez, je le mènerai d'où il ne sortira jamais.

— Et moi, lui dis-je, si tu fais encore les affaires d'Égypte de cette manière-là, je ferai si bien que tu ne recommenceras plus.

— Ah ! oui-da ! Es-tu mon rom, pour me commander ? Le Borgne le trouve bon, qu'as-tu à y voir ? Ne devrais-tu pas être bien content d'être le seul qui se puisse dire mon *minchorrò* (1) ?

— Qu'est-ce qu'il dit ? demanda l'Anglais.

— Il dit qu'il a soif et qu'il boirait bien un coup, répondit Carmen. Et elle se renversa sur un canapé en éclatant de rire à sa traduction.

Monsieur, quand cette fille-là riait, il n'y avait pas moyen de parler raison. Tout le monde riait avec elle. Ce grand Anglais se mit à rire aussi, comme un imbécile qu'il était, et ordonna qu'on m'apportât à boire.

Pendant que je buvais : — Vois-tu cette bague qu'il a au doigt ? dit-elle ; si tu veux, je te la donnerai.

Moi je répondis : — Je donnerais un doigt pour tenir ton milord dans la montagne, chacun un maquila au poing.

L'Anglais retint ce mot, et demanda : — Maquila, qu'est-ce que cela veut dire ?

— Maquila, dit Carmen riant toujours, c'est une orange. N'est-ce pas un bien drôle de mot pour une orange ? Il dit qu'il voudrait vous faire manger du maquila.

— Oui ? dit l'Anglais. Eh bien ! apportez encore demain du maquila. — Pendant que nous parlions, le domestique entra et dit que le dîner était prêt. Alors l'Anglais se leva, me donna une piastre, et offrit son bras à Carmen, comme si elle ne pouvait pas marcher seule. Carmen, riant toujours, me dit : — Mon garçon, je ne puis t'inviter à dîner ; mais demain, dès que tu entendras le tambour pour la parade, viens ici avec des oranges. Tu trouveras une chambre mieux meublée que celle de la rue du Candilejo, et tu verras si je suis toujours ta Carmencita. Et puis nous parlerons des affaires d'Égypte. — Je ne répondis rien, et j'étais dans la rue que l'Anglais me criait : Apportez demain du maquila ! et j'entendais les éclats de rire de Carmen.

(1) Mon amant, ou plutôt mon caprice.

Je sortis, ne sachant ce que je ferais. Je ne dormis guère, et le matin je me trouvais si en colère contre cette traîtresse, que j'avais résolu de partir de Gibraltar sans la revoir; mais, au premier roulement de tambour, tout mon courage m'abandonna : je pris ma natte d'oranges et je courus chez Carmen. Sa jalousie était entr'ouverte, et je voyais son grand œil noir qui me guettait. Le domestique poudré m'introduisit aussitôt; Carmen lui donna une commission, et, dès que nous fûmes seuls, elle partit d'un de ses éclats de rire de crocodile, et se jeta à mon cou. Je ne l'avais jamais vue si belle. Parée comme une madone, parfumée... des meubles de soie, des rideaux brodés... ah !... et moi fait comme un voleur que j'étais. — Minchorrò ! disait Carmen, j'ai envie de tout casser ici, de mettre le feu à la maison, et de m'enfuir à la sierra. — Et c'étaient des tendresses !... et puis des rires !... et elle dansait, et elle déchirait ses falbalas : jamais singe ne fit plus de gambades, de grimaces, de diableries. Quand elle eut repris son sérieux : — Écoute, me dit-elle, il s'agit de l'Égypte. Je veux qu'il me mène à Ronda, où j'ai une sœur religieuse... (Ici nouveaux éclats de rire.) Nous passons par un endroit que je te ferai dire... Vous tombez sur lui : pillé rasibus! Le mieux serait de l'escoffier; mais, ajouta-t-elle avec un sourire diabolique qu'elle avait dans de certains moments, et ce sourire-là, personne n'avait alors envie de l'imiter, sais-tu ce qu'il faudrait faire? Que le Borgne paraisse le premier. Tenez-vous un peu en arrière. L'écrevisse est brave et adroit : il a de bons pistolets... Comprends-tu?... — Elle s'interrompit par un nouvel éclat de rire qui me fit frissonner.

— Non, lui dis-je; je hais Garcia, mais c'est mon camarade. Un jour peut-être je t'en débarrasserai, mais nous réglerons nos comptes à la façon de mon pays. Je ne suis égyptien que par hasard et pour certaines choses; je serai toujours franc Navarrais, comme dit le proverbe (1).

Elle reprit : — Tu es une bête, un niais, un vrai *payllo*. Tu es comme le nain qui se croit grand quand il a pu cracher loin (2). Tu ne m'aimes pas, va-t'en.

Quand elle me disait : Va-t'en, je ne pouvais jamais m'en aller. Je promis de partir, de retourner auprès de mes camarades, et d'attendre l'Anglais; de son côté, elle me promit d'être malade jusqu'au moment de quitter Gibraltar pour Ronda. Je demeurai encore deux jours à Gibraltar. Elle eut l'audace de venir me voir déguisée dans mon auberge. Je partis; moi aussi j'avais mon projet. Je retournai à notre rendez-vous, sachant le lieu et l'heure où l'Anglais et Carmen devaient passer. Je trouvai le Dancaïre et Garcia qui m'attendaient. Nous passâmes la nuit dans un bois auprès d'un feu de pommes de pin qui flambait à merveille. Je proposai à Garcia de jouer aux cartes. Il accepta. A la seconde partie, je lui dis qu'il trichait; il se mit à rire. Je lui jetai les cartes à la figure. Il voulut prendre son espingole; je mis le pied dessus, et je lui dis : — On dit que tu sais jouer du couteau comme le meilleur jaque de Malaga ; veux-tu t'essayer avec moi ? — Le Dancaïre voulut nous séparer. J'avais déjà donné deux ou trois coups de poing à Garcia. La colère l'avait rendu brave; il avait tiré son couteau, moi le mien. Nous dîmes tous les deux au Dancaïre de nous laisser place libre et franc jeu. Il vit qu'il n'y avait pas moyen de nous arrêter, et il s'écarta. Garcia était déjà ployé en deux comme un chat prêt à s'élancer contre une souris. Il tenait son chapeau de la main gauche pour parer, son couteau en avant. C'est leur garde andalouse. Moi,

(1) *Navarro fino.*
(2) Or esorjié de or narnichislé. sin chismar lachinguel, — proverbe bohémien.

je me mis à la navarraise, droit en face de lui, le bras gauche levé, la jambe gauche en avant, le couteau le long de la cuisse droite. Je me sentais plus fort qu'un géant. Il se lança sur moi comme un trait ; je tournai sur le pied gauche, et il ne trouva plus rien devant lui ; mais je l'atteignis à la gorge, et le couteau entra si avant, que ma main était sous son menton. Je retournai la lame si fort, qu'elle se cassa. C'était fini. La lame sortit de la plaie lancée par un bouillon de sang gros comme le bras. Il tomba sur le nez raide comme un pieu. — Qu'as-tu fait? me dit le Dancaïre. — Écoute, lui dis-je : nous ne pouvions pas vivre ensemble. J'aime Carmen, et je veux être seul. D'ailleurs, Garcia était un coquin, et je me rappelle ce qu'il a fait au pauvre Remendado. Nous ne sommes plus que deux, mais nous sommes de bons garçons. Voyons, veux-tu de moi pour ami, à la vie, à la mort? —Le Dancaïre me tendit la main. C'était un homme de cinquante ans. — Au diable les amourettes ! s'écria-t-il. Si tu lui avais demandé Carmen, il te l'aurait vendue pour une piastre. Nous ne sommes que deux; comment ferons-nous demain? — Laisse-moi faire tout seul, lui répondis-je. Maintenant je me moque du monde entier.

Nous enterrâmes Garcia, et nous allâmes placer notre camp deux cents pas plus loin. Le lendemain, Carmen et son Anglais passèrent avec deux muletiers et un domestique. Je dis au Dancaïre : Je me charge de l'Anglais. Fais peur aux autres, ils ne sont pas armés. L'Anglais avait du cœur. Si Carmen ne lui eût poussé le bras, il me tuait. Bref, je reconquis Carmen ce jour-là, et mon premier mot fut de lui dire qu'elle était veuve. Quand elle sut comment cela s'était passé : — Tu seras toujours un *lillipendi !* me dit-elle. Garcia devait te tuer. Ta garde navarraise n'est qu'une bêtise, et il en a mis à l'ombre de plus habiles que toi. C'est que son temps était venu. Le tien viendra. — Et le tien, répondis-je, si tu n'es pas pour moi une vraie romi. — A la bonne heure, dit-elle; j'ai vu plus d'une fois dans du marc de café que nous devions finir ensemble. Bah ! arrive qui plante ! Et elle fit claquer ses castagnettes, ce qu'elle faisait toujours quand elle voulait chasser quelque idée importune.

On s'oublie quand on parle de soi. Tous ces détails-là vous ennuient sans doute, mais j'ai bientôt fini. La vie que nous menions dura assez longtemps. Le Dancaïre et moi nous nous étions associé quelques camarades plus sûrs que les premiers, et nous nous occupions de contrebande, et aussi parfois, il faut bien l'avouer, nous arrêtions sur la grande route, mais à la dernière extrémité, et lorsque nous ne pouvions faire autrement. D'ailleurs, nous ne maltraitions pas les voyageurs, et nous nous bornions à leur prendre leur argent. Pendant quelques mois, je fus content de Carmen ; elle continuait à nous être utile pour nos opérations, en nous avertissant des bons coups que nous pourrions faire. Elle se tenait, soit à Malaga, soit à Cordoue, soit à Grenade ; mais, sur un mot de moi, elle quittait tout, et venait me retrouver dans une venta isolée, ou même au bivouac. Une fois seulement, c'était à Malaga, elle me donna quelque inquiétude. Je sus qu'elle avait jeté son dévolu sur un négociant fort riche, avec lequel probablement elle se proposait de recommencer la plaisanterie de Gibraltar. Malgré tout ce que le Dancaïre put me dire pour m'arrêter, je partis, et j'entrai dans Malaga en plein jour. Je cherchai Carmen, et je l'emmenai aussitôt. Nous eûmes une verte explication. — Sais-tu, me dit-elle, que, depuis que tu es mon rom pour tout de bon, je t'aime moins que lorsque tu étais mon minchorrò? Je ne veux pas être tourmentée, ni surtout commandée. Ce que je veux, c'est être libre et faire ce qui me plaît. Prends garde

de me pousser à bout. Si tu m'ennuies, je trouverai quelque bon garçon qui te fera comme tu as fait au Borgne. — Le Dancaïre nous raccommoda; mais nous nous étions dit des choses qui nous restaient sur le cœur, et nous n'étions plus comme auparavant. Peu après, un malheur nous arriva. La troupe nous surprit. Le Dancaïre fut tué, ainsi que deux de mes camarades ; deux autres furent pris. Moi, je fus grièvement blessé, et, sans mon bon cheval, je demeurais entre les mains des soldats. Exténué de fatigue, ayant une balle dans le corps, j'allai me cacher dans un bois avec le seul compagnon qui me restât. Je m'évanouis en descendant de cheval, et je crus que j'allais crever dans les broussailles comme un lièvre qui a reçu du plomb. Mon camarade me porta dans une grotte que nous connaissions, puis il alla chercher Carmen. Elle était à Grenade, et aussitôt elle accourut. Pendant quinze jours, elle ne me quitta pas d'un instant. Elle ne ferma pas l'œil ; elle me soigna avec une adresse et des attentions que jamais femme n'a eues pour l'homme le plus aimé. Dès que je pus me tenir sur mes jambes, elle me mena à Grenade dans le plus grand secret. Les bohémiennes trouvent partout des asiles sûrs, et je passai plus de six semaines dans une maison, à deux portes du corrégidor qui me cherchait. Plus d'une fois, regardant derrière un volet, je le vis passer. Enfin je me rétablis ; mais j'avais fait bien des réflexions sur mon lit de douleur, et je projetais de changer de vie. Je parlai à Carmen de quitter l'Espagne, et de chercher à vivre honnêtement dans le Nouveau-Monde. Elle se moqua de moi. — Nous ne sommes pas faits pour planter des choux, dit-elle ; notre destin, à nous, c'est de vivre aux dépens des payllos. Tiens, j'ai arrangé une affaire avec Nathan-ben-Joseph de Gibraltar. Il a des cotonnades qui n'attendent que toi pour passer. Il sait que tu es vivant. Il compte sur toi. Que diront nos correspondants de Gibraltar, si tu leur manques de parole ? Je me laissai entraîner, et je repris mon vilain commerce.

Pendant que j'étais caché à Grenade, il y eut des courses de taureaux où Carmen alla. En revenant, elle parla beaucoup d'un picador très-adroit nommé Lucas. Elle savait le nom de son cheval, et combien lui coûtait sa veste brodée. Je n'y fis pas attention. Juanito, le camarade qui m'était resté, me dit, quelques jours après, qu'il avait vu Carmen avec Lucas chez un marchand du Zacatin. Cela commença à m'alarmer. Je demandai à Carmen comment et pourquoi elle avait fait connaissance avec le picador. — C'est un garçon, me dit-elle, avec qui on peut faire une affaire. Rivière qui fait du bruit a de l'eau ou des cailloux (1). Il a gagné 1,200 réaux aux courses. De deux choses l'une : ou bien il faut avoir cet argent; ou bien, comme c'est un bon cavalier et un gaillard de cœur, on peut l'enrôler dans notre bande. Un tel et un tel sont morts, tu as besoin de les remplacer. Prends-le avec toi.

— Je ne veux, répondis-je, ni de son argent, ni de sa personne, et je te défends de lui parler. — Prends garde, me dit-elle; lorsqu'on me défie de faire une chose, elle est bientôt faite ! — Heureusement, le picador partit pour Malaga, et moi, je me mis en devoir de faire entrer les cotonnades du juif. J'eus fort à faire dans cette expédition-là, Carmen aussi, et j'oubliai Lucas; peut-être aussi l'oublia-t-elle, pour le moment du moins. C'est vers ce temps, monsieur, que je vous rencontrai, d'abord près de Montilla, puis après à Cordoue. Je ne vous parlerai pas de notre

(1) Len sos sonsi abela
Pani o reblendani terela. — (Proverbe bohémien.)

dernière entrevue. Vous en savez peut-être plus long que moi. Carmen vous vola votre montre; elle voulait encore votre argent, et surtout cette bague que je vois à votre doigt, et qui, dit-elle, est un anneau magique qu'il lui importait beaucoup de posséder. Nous eûmes une violente dispute, et je la frappai. Elle pâlit et pleura. C'était la première fois que je la voyais pleurer, et cela me fit un effet terrible. Je lui demandai pardon, mais elle me bouda pendant tout un jour, et, quand je repartis pour Montilla, elle ne voulut pas m'embrasser. — J'avais le cœur gros, lorsque, trois jours après, elle vint me trouver l'air riant et gaie comme pinson. Tout était oublié, et nous avions l'air d'amoureux de deux jours. Au moment de nous séparer, elle me dit : — Il y a une fête à Cordoue, je veux la voir, puis je saurai les gens qui s'en vont avec de l'argent, et je te le dirai. — Je la laissai partir. Seul, je pensai à cette fête et à ce changement d'humeur de Carmen. Il faut qu'elle se soit vengée déjà, me dis-je, puisqu'elle est revenue la première. Un paysan me dit qu'il y avait des taureaux à Cordoue. Voilà mon sang qui bouillonne, et, comme un fou, je pars, et je vais à la place. On me montra Lucas, et, sur le banc contre la barrière, je reconnus Carmen. Il me suffit de la voir une minute pour être sûr de mon fait. Lucas, au premier taureau, fit le joli cœur, comme je l'avais prévu. Il arracha la cocarde (1) du taureau, et la porta à Carmen, qui s'en coiffa sur-le-champ. Le taureau se chargea de me venger. Lucas fut culbuté avec son cheval sur la poitrine, et le taureau par-dessus tous les deux. Je regardai Carmen, elle n'était déjà plus à sa place. Il m'était impossible de sortir de celle où j'étais, et je fus obligé d'attendre la fin des courses. Alors j'allai à la maison que vous connaissez, et je m'y tins coi toute la soirée et une partie de la nuit. Vers deux heures du matin, Carmen revint, et fut un peu surprise de me voir. — Viens avec moi, lui dis-je. — Eh bien! dit-elle, partons! — J'allai prendre mon cheval, je la mis en croupe, et nous marchâmes tout le reste de la nuit sans nous dire un seul mot. Nous nous arrêtâmes au jour dans une venta isolée, assez près d'un petit ermitage. Là je dis à Carmen :

— Écoute, j'oublie tout. Je ne te parlerai de rien; mais jure-moi une chose : c'est que tu vas me suivre en Amérique, et que tu t'y tiendras tranquille.

— Non, dit-elle d'un ton boudeur, je ne veux pas aller en Amérique. Je me trouve bien ici.

— C'est parce que tu es près de Lucas; mais, songes-y bien, s'il guérit, ce ne sera pas pour faire de vieux os. Au reste, pourquoi m'en prendre à lui? Je suis las de tuer tous tes amants; c'est toi que je tuerai.

Elle me regarda fixement de son regard sauvage, et me dit :

— J'ai toujours pensé que tu me tuerais. La première fois que je t'ai vu, je venais de rencontrer un prêtre à la porte de la maison. Et cette nuit, en sortant de Cordoue, n'as-tu rien vu? Un lièvre a traversé le chemin entre les pieds de ton cheval. C'est écrit.

— Carmencita, lui demandai-je, est-ce que tu ne m'aimes plus?

Elle ne répondit rien. Elle était assise les jambes croisées sur une natte et faisait des traits par terre avec son doigt.

— Changeons de vie, Carmen, lui dis-je d'un ton suppliant. Allons vivre quelque

(1) *La divisa*, nœud de rubans dont la couleur indique les pâturages d'où viennent les taureaux. Ce nœud est fixé dans la peau du taureau au moyen d'un crochet, et c'est le comble de la galanterie que de l'arracher à l'animal vivant pour l'offrir à une femme.

part où nous ne serons jamais séparés. Tu sais que nous avons, pas loin d'ici, sous un chêne, cent vingt onces enterrées... Puis, nous avons des fonds encore chez le juif Ben-Joseph.

Elle se mit à sourire, et me dit :

— Moi d'abord, toi ensuite. Je sais bien que cela doit arriver ainsi.

— Réfléchis, repris-je ; je suis au bout de ma patience et de mon courage; prends ton parti, ou je prendrai le mien. Je la quittai et j'allai me promener du côté de l'ermitage. Je trouvai l'ermite qui priait. J'attendis que sa prière fût finie ; j'aurais bien voulu prier, mais je ne pouvais pas. Quand il se releva, j'allai à lui. — Mon père, lui dis-je, voulez-vous prier pour quelqu'un qui est en grand péril ?

— Je prie pour tous les affligés, dit-il.

— Pouvez-vous dire une messe pour une âme qui va peut-être paraître devant son Créateur ?

— Oui, répondit-il en me regardant fixement. — Et, comme il y avait dans mon air quelque chose d'étrange, il voulut me faire parler : — Il me semble que je vous ai déjà vu, dit-il.

Je mis une piastre sur son banc. — Quand direz-vous la messe ? lui demandai-je.

— Dans une demi-heure. Le fils de l'aubergiste de là-bas va venir la servir. Dites-moi, jeune homme, n'avez-vous pas quelque chose sur la conscience qui vous tourmente ? voulez-vous écouter les conseils d'un chrétien ?

Je me sentais près de pleurer. Je lui dis que je reviendrais, et je me sauvai. J'allai me coucher sur l'herbe jusqu'à ce que j'entendisse la cloche. Alors je m'approchai, mais je restai en dehors de la chapelle. Quand la messe fut dite, je retournai à la venta. J'espérais presque que Carmen se serait enfuie; elle aurait pu prendre mon cheval et se sauver.... mais je la retrouvai. Elle ne voulait pas qu'on pût dire que je lui avais fait peur. Pendant mon absence, elle avait défait l'ourlet de sa robe pour en retirer le plomb. Maintenant elle était devant une table, regardant dans une terrine pleine d'eau le plomb qu'elle avait fait fondre et qu'elle venait d'y jeter. Elle était si occupée de sa magie, qu'elle ne s'aperçut pas d'abord de mon retour. Tantôt elle prenait un morceau de plomb et le tournait de tous les côtés d'un air triste, tantôt elle chantait quelqu'une de ces chansons magiques où elles invoquent Marie Padilla, la maîtresse de don Pédro, qui fut, dit-on, la *Bari Crallisa*, ou la grande reine des bohémiens (1).

— Carmen, lui dis-je, voulez-vous venir avec moi ?

Elle se leva, jeta sa sébile, et mit sa mantille sur sa tête comme prête à partir. On m'amena mon cheval, elle monta en croupe, et nous nous éloignâmes.

— Ainsi, lui dis-je, ma Carmen, après un bout de chemin, tu veux bien me suivre, n'est-ce pas ?

— Je te suis à la mort, oui, mais je ne vivrai plus avec toi.

Nous étions dans une gorge solitaire; j'arrêtai mon cheval. — Est-ce ici ? — dit-elle, et d'un bond elle fut à terre. Elle ôta sa mantille, la jeta à ses pieds, et se tint immobile un poing sur la hanche, me regardant fixement.

(1) On a accusé Marie Padilla d'avoir ensorcelé le roi don Pèdre. Une tradition populaire rapporte qu'elle avait fait présent à la reine Blanche de Bourbon d'une ceinture d'or, qui parut aux yeux fascinés du roi comme un serpent vivant. De là la répugnance qu'il montra toujours pour la malheureuse princesse.

— Tu veux me tuer, je le vois bien, dit-elle ; c'est écrit, mais tu ne me feras pas céder.

— Je t'en prie, lui dis-je, sois raisonnable. Écoute-moi ! tout le passé est oublié. Pourtant, tu le sais, c'est toi qui m'as perdu ; c'est pour toi que je suis devenu un voleur et un meurtrier. Carmen ! ma Carmen ! laisse-moi te sauver et me sauver avec toi.

— José, répondit-elle, tu me demandes l'impossible. Je ne t'aime plus ; toi, tu m'aimes encore, et c'est pour cela que tu veux me tuer. Je pourrais bien encore te faire quelque mensonge ; mais je ne veux pas m'en donner la peine. Tout est fini entre nous. Comme mon rom, tu as le droit de tuer ta romi ; mais Carmen sera toujours libre. Calli elle est née, calli elle mourra.

— Tu aimes donc Lucas ? lui demandai-je.

— Oui, je l'ai aimé, comme toi, un instant, moins que toi peut-être. A présent, je n'aime plus rien, et je me hais pour t'avoir aimé.

Je me jetai à ses pieds, je lui pris les mains, je les arrosai de mes larmes. Je lui rappelai tous les moments de bonheur que nous avions passés ensemble. Je lui offris de rester brigand pour lui plaire. Tout, monsieur, tout ; je lui offris tout, pourvu qu'elle voulût m'aimer encore.

Elle me dit : — T'aimer encore, c'est impossible. Vivre avec toi, je ne le veux pas. — La fureur me possédait. Je tirai mon couteau. J'aurais voulu qu'elle eût peur et me demandât grâce ; mais cette femme était un démon.

— Pour la dernière fois, m'écriai-je, veux-tu rester avec moi ?

— Non ! non ! non ! dit-elle en frappant du pied, et elle tira de son doigt une bague que je lui avais donnée, et la jeta dans les broussailles.

Je la frappai deux fois. C'était le couteau du Borgne que j'avais pris, ayant cassé le mien. Elle tomba au second coup sans crier. Je crois voir encore son grand œil me regarder fixement ; puis il devint trouble, et se ferma. Je restai anéanti une bonne heure assis devant ce cadavre. Puis, je me rappelai que Carmen m'avait dit souvent qu'elle aimerait à être enterrée dans un bois. Je lui creusai une fosse avec mon couteau, et je l'y déposai. Je cherchai longtemps sa bague, et je la trouvai à la fin. Je la mis dans la fosse auprès d'elle, avec une petite croix. Peut-être ai-je eu tort. Ensuite je montai sur mon cheval, je galopai jusqu'à Cordoue, et au premier corps de garde je me fis connaître. J'ai dit que j'avais tué Carmen ; mais je n'ai pas voulu dire où était son corps. L'ermite était un saint homme. Il a prié pour elle ! Il a dit une messe pour son âme... Pauvre enfant ! Ce sont les *Calé* qui sont coupables, pour l'avoir élevée ainsi.

PROSPER MÉRIMÉE.

LA BELGIQUE

ET

LE PARTI CATHOLIQUE

DEPUIS 1830.

En politique comme en tout, on considère assez communément la Belgique comme le satellite obligé de la France : c'est une erreur ; les idées ont marché en sens diamétralement inverse dans les deux pays. Chez nous, 1789 et 1830 ont trouvé le trône et le clergé étroitement unis contre les idées libérales : en Belgique, au contraire, c'est le clergé qui, aux mêmes époques, s'est coalisé contre le trône avec le parti ultra-libéral ; mais cette singulière alliance ne s'est accomplie qu'avec difficulté et sous l'empire de circonstances exceptionnelles qui ont subordonné un moment à des griefs de nationalité la question toujours pendante entre l'esprit philosophique et l'esprit théocratique. De là une double lutte qui donne à l'histoire des partis en Belgique sa véritable originalité. Si de cette donnée d'ensemble nous descendons aux détails de la situation actuelle, ces anomalies s'y dessinent sous un aspect encore plus frappant. Intérêts, tactique, langage, tout, chez les deux partis qui se disputent dans ce pays l'héritage de 1830, s'est trouvé jusqu'ici transposé. Les catholiques ont poussé violemment le pouvoir dans une voie réactionnaire ; mais c'est par l'exagération contraire, par le radicalisme, qu'ils se sont imposés à lui. Les libéraux ne cessent pas d'incriminer l'arbitraire du pouvoir ; mais leur faiblesse, ils le comprennent et l'avouent, a tenu au peu de latitude de la prérogative royale et au libéralisme trop développé des institutions. Ceux-ci ont voulu la liberté par la réaction monarchique, ceux-là ont marché à

l'absolutisme par la liberté, et le pouvoir royal, déshérité par la constitution de toute initiative efficace, a été souvent réduit à devenir l'instrument de ses adversaires contre ses alliés naturels.

Nous suivrons pas à pas ces bizarres évolutions sans reculer devant la futilité apparente de certains détails : tous, les moindres comme les plus significatifs, ont pour excuse l'à-propos. Ils apprendront à la fraction extrême du clergé français quelle dangereuse solidarité elle accepte, quels aveux compromettants elle fait en demandant « la liberté comme en Belgique. » Ils rassureront certains libéraux qui s'exagèrent l'habileté et les ressources du parti ultramontain. Convaincre les uns que *la liberté comme en Belgique,* c'est la négation, au profit de l'église, de la prérogative gouvernementale, de l'indépendance parlementaire, de l'égalité électorale, des garanties administratives, des droits de la famille et de ceux du citoyen ; montrer aux autres l'ultramontanisme belge succombant par ses propres armes, et déjà réduit à se défendre lui-même contre les libertés qu'il a faussées, les abus qu'il a érigés en loi, tel est le but que nous voudrions atteindre en nous adressant au bon sens des deux partis.

Trois faits principaux appelleront notre examen. Nous verrons le clergé belge réclamer d'abord la suprématie au nom des vieilles idées politiques et religieuses, puis la chercher, en désespoir de cause, dans les idées nouvelles, dans la liberté. Nous le verrons ériger la liberté en monopole, aussitôt qu'il l'aura conquise. Nous verrons enfin les libéraux belges, frappés d'impuissance dans le gouvernement, dans les chambres, dans l'administration, dans le système politique tout entier, aider eux-mêmes à leur propre ruine, descendre de faute en faute au dernier degré de la faiblesse, de l'inhabileté, du discrédit, et, arrivés là, regagner en deux ans presque tout le terrain qu'ils avaient perdu en douze ans de défaites non interrompues, comme pour démontrer à l'Europe catholique que l'abus engendre forcément la réaction, que la théocratie est incompatible avec le siècle, que les idées de liberté, de modération, d'équilibre sont encore plus fortes que les hommes et les événements.

I.

On sait que la Belgique se divise en deux parties assez distinctes par leur origine, par leur langue et par leurs mœurs : le pays flamand et le pays wallon, ou de langue française.

Le clergé flamand n'a pas besoin, comme le nôtre, de renier ses traditions pour afficher les doctrines ultramontaines ; il a toujours revendiqué la prééminence du spirituel sur le temporel. Le moyen âge l'y a habitué ; car, à ces époques de fractionnement politique et d'oligarchie communale, toute force d'absorption, tout pouvoir centralisateur, se sont réfugiés nécessairement dans la puissante unité de l'église. La domination espagnole respecta ces prétentions ; mais le gouvernement autrichien ne put s'en accommoder : en 1767, la guerre éclata entre la couronne et le parti ecclésiastique. Marie-Thérèse n'hésita pas à réprimander l'archevêque de Malines, qui avait fait appel au pape d'une question de mariage résolue par la jurisprudence civile. Joseph II aborda résolument l'œuvre commencée par sa mère.

Non content de réprimer le clergé dans ses usurpations, il voulut le régénérer en masse, et un édit de 1787 institua le *séminaire général,* où l'enseignement philosophique, l'initiation aux idées modernes, devaient marcher de pair avec l'enseignement canonique. Les évêques belges protestèrent, défendirent l'entrée du séminaire général, et recoururent finalement à l'insurrection. A leur voix, les Flandres, les quatre cinquièmes du pays, se levèrent comme un seul homme. Irritées de longue main contre la domination étrangère, emprisonnées d'ailleurs par la nullité littéraire de leur idiome dans une sorte d'impasse intellectuelle, où toute inspiration descendait d'un clergé égoïste et fort arriéré lui-même, ces populations se déchaînèrent contre le monarque philosophe avec la double furie du fanatisme religieux et de l'orgueil national froissé.

En même temps, un mouvement d'une autre nature s'opérait dans l'autre partie du pays. Les Wallons, ou Belges de race française, dont les traditions gallicanes se ravivaient sous les prédications de l'école voltairienne, avaient encouragé d'abord Joseph II dans sa lutte contre l'esprit ultramontain ; l'empereur philosophe leur faisait oublier le maître étranger. Quelques atteintes portées par Joseph II aux franchises communales, quelques essais, d'ailleurs assez timides, de centralisation, suffirent à rallumer chez eux la haine du joug allemand, et plusieurs allèrent grossir les rangs des Flamands insurgés. Cette première coalition n'aboutit pas, il est vrai, à une fusion de principes : chacune des parties contractantes réserva les siens ; et, quand l'insurrection eut succombé, moins par les armes autrichiennes et l'impéritie de Vandernoot, son chef, que par l'indifférence de la majorité des Wallons pour un mouvement dont l'ultramontanisme était en définitive le principal moteur, une autre lutte recommença entre les prêtres et les philosophes. L'invasion républicaine trouva, au sein des provinces gallo-belges, un parti prêt à la seconder dans sa croisade contre l'esprit clérical. La persécution terroriste recruta ses plus fougueux auxiliaires dans les libéraux insurgés de 1788, dans ceux-là même qui avaient le plus efficacement secondé le parti prêtre contre l'empereur Joseph II. Plus tard, le concordat napoléonien fut salué en même temps par les murmures du clergé flamand et par les applaudissements du libéralisme wallon.

Comprimé vingt ans par la domination française, l'ultramontanisme belge se redressa plus impérieux que jamais, après 1815, devant la suprématie protestante des Orange-Nassau. Le clergé belge avait partagé d'abord cette illusion, commune à beaucoup de partis et même de gouvernements, que 1815 était la négation radicale, absolue, des principes consacrés par la révolution française, tant dans le domaine civil que dans le domaine religieux. Aussi ne vit-il pas sans surprise et sans murmures la constitution du nouveau royaume des Pays-Bas accueillir certaines maximes de liberté. Il n'était pas à bout de déceptions. Guillaume maintint le concordat napoléonien dans ses garanties, et le restreignit dans ses concessions à la cour de Rome. La nomination des évêques fut déférée aux chapitres, sauf l'approbation des candidatures par le roi, et un arrêté dénia au pape le droit d'intervenir dans les affaires des diocèses belges. Le clergé, qui n'avait vu dans l'avénement d'un prince hérétique, par conséquent suspect à une bonne moitié de la nation, qu'un moyen de prépondérance, se trouvait ainsi placé sous la surveillance immédiate de celui qu'il espérait effrayer et dominer. Il cria à la persécution. Guillaume ne s'en émut pas et poursuivit paisiblement son œuvre. Le pape avait fulminé des bulles menaçantes : la circulation de ces bulles fut interdite. Les couvents, centres naturels des prédications ultramontaines, prenaient une extension dangereuse : le

personnel des couvents fut limité, et ceux qui relevaient d'un chef étranger furent abolis; les frères ignorantins, qui travaillaient sourdement le peuple, virent plus tard leurs écoles supprimées en vertu de cette dernière disposition. Le clergé calomniait, au profit de ses établissements, l'enseignement donné par l'état : les colléges ecclésiastiques furent astreints, comme les autres, à ne recevoir que des professeurs gradués dans l'université; celui de Thielt résista et fut fermé. Les séminaires étaient des écoles de sédition : Guillaume, reprenant en partie l'idée de Joseph II, créa le *collége philosophique,* sorte d'école normale, où tous les aspirants à la prêtrise devaient faire, sous le couvert d'études littéraires et scientifiques, leur noviciat de citoyen. Le pape taxa cette institution d'attentatoire au catholicisme, et conseilla indirectement l'insurrection, en rappelant à l'épiscopat belge sa protestation de 1787 contre le séminaire général; mais Guillaume tint bon. Le prince de Méan, archevêque de Malines, fut sévèrement réprimandé pour avoir reçu et transmis ce manifeste incendiaire.

Le clergé n'épargnait rien de son côté pour créer au gouvernement une situation violente. Des émissaires parcouraient les campagnes, annonçant aux familles l'abrogation des nouveaux règlements, et les chefs d'institutions ecclésiastiques refusaient des certificats de bonne conduite aux élèves qui se rendaient dans les établissements approuvés par l'état. Le clergé contrevenait comme à plaisir aux plus simples dispositions de police pour donner aux répressions nombreuses qu'il provoquait un caractère de persécution acharnée, incessante. A Gand, par exemple, cinq nouvelles églises furent ouvertes sans autorisation ; l'administration les ferma, et la populace, qui ne se doutait pas des décrets de 1807 et de 1812, répéta, d'après les curés, que le culte allait être aboli. Le concordat de 1827, qui rétablissait les droits de l'état sur l'église, en légitimant toutes les prétentions de Guillaume à l'égard des évêques, produisit une apparente réconciliation entre celui-ci et le clergé; mais le principal et peut-être l'unique grief du clergé contre la domination hollandaise reposait sur le principe même que venait de consacrer le concordat. La suite le prouva. Aux abords de 1830, quand Guillaume satisfit aux autres griefs, qu'il rapporta certaines dispositions réputées hostiles aux séminaires, qu'il amnistia les étudiants et les séminaristes émigrés, qu'il abolit enfin le collége philosophique, l'opposition cléricale, loin de ralentir sa marche, alla jusqu'à l'insurrection. Comme Joseph II, Guillaume demeura convaincu de *philosophie,* et ce mot, que les bons paysans des Flandres, que leurs curés eux-mêmes étaient fort en peine de comprendre, réveilla chez ces populations, et surtout dans les campagnes où la domination française avait peu déteint sur les mœurs, le fanatisme révolutionnaire de 1787.

De même aussi qu'à cette époque, le clergé trouva un concours inattendu dans ses adversaires naturels, les Wallons, dont les tendances toutes françaises venaient d'être retrempées dans une communauté nationale de vingt ans. Guillaume avait été plus imprudent encore que Joseph II. Rêvant une fusion prématurée, sinon impossible, il frappa l'idiome français d'une sorte de mort civile, et les Wallons, blessés dans leurs susceptibilités de race, se rapprochèrent de l'opposition ultramontaine. L'insuffisance des garanties judiciaires et des droits électoraux, les persécutions dirigées contre la presse, l'inégale répartition des travaux publics, et surtout un népotisme inintelligent qui livrait aux Hollandais la plupart des emplois, à l'exclusion des Belges, toutes ces causes réunies cimentèrent la coalition de l'esprit philosophique et de l'esprit théocratique, des Wallons et des Flamands,

et rendirent inefficace l'arrêté du 7 juin 1829, qui laissait à peu près facultatif l'usage du français.

Guillaume mesura bientôt l'étendue de sa faute. Cette minorité libérale qu'il s'était si gratuitement aliénée prit, en 1830, la tête du mouvement. Pactisant par sa haine avec les ultramontains flamands, par ses vœux politiques et ses sympathies avec l'ancienne opposition française, elle fut médiatrice entre ces deux influences hostiles, et rattacha la révolution de septembre à la révolution de juillet.

Après la victoire commune, il y eut un moment d'hésitation et un commencement de rupture. Le clergé craignait l'intervention française, qui le subordonnait à la minorité, lui arbitre de trois millions de volontés et principal moteur de la révolution; il craignait surtout pour le libéralisme belge le contact de ce libéralisme français, encore empreint de ses vieilles défiances contre le parti prêtre. Une nouvelle coalition le sauva. Dès le lendemain de la révolution, les libéraux belges se partagèrent en modérés et en radicaux : les premiers, peu nombreux, peu homogènes, mais copiant déjà leur programme sur celui de notre gouvernement, et tous, moins un, M. Nothomb, pénétrés de ce fait, que l'alliance des deux oppositions, libérale et ultramontaine, n'avait été pour celle-ci qu'un expédient; les autres, exploitant la surexcitation révolutionnaire des masses au profit d'un libéralisme effréné, mais non moins intéressés que le clergé à neutraliser l'influence française, qui excluait le radicalisme. Le clergé se jeta résolument dans ce dernier parti, où il avait déjà des intelligences; deux journalistes républicains, alors très à la mode, et dont l'un siégeait au gouvernement provisoire, MM. de Potter et Bartels, avaient chaudement épousé, sous le dernier régime, la cause des évêques contre l'état. Cette fusion, si monstrueuse en réalité, ne surprit personne. Les plus défiants savaient gré au clergé belge d'avoir si franchement répudié toute solidarité politique avec le clergé français de la restauration, et les enthousiastes s'en allaient répétant « que l'église remontait à son origine, que le prêtre était redevenu l'apôtre de la liberté. » Ces illusions, si favorables au clergé flamand, qu'elles absolvaient de huit siècles d'intolérance et d'empiétements, trouveraient aujourd'hui plus d'un incrédule; mais elles avaient alors tout l'attrait de la nouveauté, elles s'autorisaient, pour la jeune Belgique, des doctrines catholico-républicaines bruyamment prêchées en France par deux prêtres, MM. de Lamennais et Lacordaire, dont l'ultramontanisme belge se faisait habilement l'écho dans ses journaux, dans ses chaires, et jusque dans ses mandements.

Hormis la république, le suffrage universel et l'abaissement du cens sénatorial au-dessous de 1,000 florins, tous les vœux du clergé (on les nommait encore des concessions et des avances) furent bien accueillis. La coalition clérico-radicale emporta d'assaut la liberté, sans garanties et sans contrôle, d'association et d'enseignement, la liberté presque absolue de la presse, la liberté de conscience avec clause significative, que « l'état n'avait pas le droit d'intervenir, soit dans la nomination, soit dans l'installation des ministres du culte, ni de défendre à ceux-ci de correspondre avec leurs supérieurs et de publier leurs actes. » Le sénat fut déclaré éligible, le cens d'éligibilité fut aboli pour la chambre des représentants. Les patentes furent intégralement comprises dans le cens des électeurs, et, comme il n'y avait plus dès lors équilibre entre la propriété souvent fictive qu'elles représentent et la propriété foncière, il fallut donner aux campagnes un cens très-inférieur à celui des villes, concession énorme, car elle assurait la prépondérance numérique de cette classe d'électeurs sur qui le clergé exerce une action immé-

diate, exclusive, la classe des paysans en un mot. Les dispositions provisoires qui régirent le mode d'élection au congrès national avaient déjà admis ce principe, ce qui achève d'expliquer l'influence obtenue d'emblée par la coalition clérico-radicale et l'inaction forcée du groupe gouvernemental.

Les membres de cette minorité ne persistèrent pas d'ailleurs dans leur opposition. Les uns, tels que MM. Lebeau, Devaux et Rogier, sacrifiant leurs convictions, soit au désir de rester possibles avec une majorité cléricale, soit au besoin d'union qu'imposaient aux partis les dangers dont un ennemi armé et une diplomatie jalouse menaçaient simultanément la nationalité naissante, se résignèrent à subir, à encourager même les prétentions du clergé. C'est sous l'administration des deux premiers qu'une circulaire affranchit les établissements de mainmorte du droit qu'ils payaient sous le régime hollandais pour les acquisitions et donations d'immeubles, mesure qui a tant profité aux couvents. D'autres, bien moins inquiets de la position faite au clergé que de l'esprit trop radical des institutions civiles, finirent par avoir confiance en des libertés dont un corps essentiellement modérateur se portait le garant. Plusieurs enfin secondèrent la théocratie par leurs défiances même ; ils virent dans l'extrême diffusion des droits politiques un contre-poids à l'influence centralisatrice du clergé. M. Nothomb a très-bien exprimé, tout en les partageant, les illusions de cette époque quand il a dit : « Le congrès a emprunté à la république ses libertés, et à la monarchie ses garanties. » On n'avait pris en réalité que les abus possibles dans celle-ci, et les dangers inévitables dans celle-là.

II.

La théocratie se trouvait pleinement, légalement organisée. Soustrait à toute surveillance civile par l'article 16 de la constitution, investi de la majorité parlementaire par l'infériorité du cens rural, le clergé pesait sur l'état, sans que l'état pût réagir sur lui.

Qu'allait-il surgir d'une situation si nouvelle? Le clergé saurait-il séparer en lui le prêtre du citoyen, ou bien concentrerait-il vers un but unique tous ses moyens d'action? Et s'il subordonnait à ses droits temporels les ressources sans nombre de son influence spirituelle, de sa hiérarchie, de son unité, comment userait-il de son formidable ascendant? Serait-ce pour monopoliser à son profit les libertés civiles et politiques, ou pour les garantir chez tous? Se constituerait-il despote ou pouvoir régulateur? Telles étaient les questions posées. Pendant que nos journaux s'obstinaient à traiter la Belgique en département français, et que la conférence de Londres marchandait sa vie souffle à souffle au peuple nouveau-né, il s'accomplissait sans bruit, dans ce petit coin de terre où tout manquait, l'autorité dans les hommes comme la stabilité dans les choses, une expérience que les plus audacieux osaient à peine proposer chez nous, une expérience tout aussi décisive pour les droits respectifs de l'église et de la société que l'avait été notre révolution de 89 pour ceux de la royauté et du peuple : la théocratie dans la liberté.

Je me hâte de dire que cette expérience n'a pas été favorable à l'utopie de MM. de Lamennais et Lacordaire; les catholiques, aussi bien que les libéraux, le reconnaissent aujourd'hui.

Le clergé belge n'a pas hésité un instant à exploiter sa double position. Dès les élections de 1830, les mandements, la chaire, le confessionnal, sont mis au service de ses candidats. Le curé de campagne écrit lui-même tous les bulletins de la paroisse et conduit par bataillons ses paysans au chef-lieu, les préservant avec une sollicitude comique de tout mauvais contact, jusqu'au moment du scrutin. A peine maître de la majorité, le clergé s'impose aux ministres, et des milliers de places soldent les frais de sa première campagne électorale. Les conseils provinciaux sont nommés par la même catégorie d'électeurs qui a déjà nommé la chambre, et relèvent comme elle du clergé : celui-ci leur fait attribuer, au détriment de la prérogative royale, la collation d'un grand nombre d'emplois, et les conseils provinciaux servent plus efficacement encore ce système de favoritisme et d'arbitraire, qui, accouplant au joug d'une pensée commune deux incompatibilités, emprunte à la décentralisation républicaine ses moyens, à l'unité despotique ses traditions.

Par la liberté d'enseignement, l'action absorbante du clergé s'ouvre un champ tout aussi vaste que par la prépondérance électorale des paysans et par les restrictions imposées au pouvoir exécutif. Pendant que les universités laïques s'écrasent par une concurrence illimitée, le clergé concentre les ressources morales et matérielles dont il dispose sur son université de Louvain, qui, célébrée par la presse religieuse sur tous les points du territoire, enrichie par les quêtes qui se font pour elle au temps pascal dans toutes les églises du royaume, accaparera la plupart des célébrités professorales et tiendra un nombre fabuleux de bourses à la disposition des électeurs bien pensants. L'enseignement secondaire, l'enseignement élémentaire, sont envahis par les mêmes voies. Quarante-quatre établissements d'instruction moyenne, d'innombrables établissements d'enseignement primaire, subventionnés tous par les fidèles, et presque tous par le gouvernement, la province et la commune, font aux colléges et aux écoles laïques une concurrence à laquelle ceux-ci ont peine à résister.

Mêmes déceptions quant à la liberté d'association et à la liberté de la presse, dont le clergé semble devoir exclusivement profiter. L'une renforce la milice ultramontaine de moines étrangers, la plupart jésuites, et qui, pour acheter la protection de l'épiscopat, mettent au service de ses recommandés électoraux, de son université, de ses écoles, de ses journaux même, tous les moyens de propagande et de police que comporte leur puissante hiérarchie. L'autre transforme les curés en courtiers d'abonnements et devient dès lors illusoire pour tout journal qui ne subit pas le patronage du clergé.

Voilà comment le clergé belge débutait dans la vie constitutionnelle. On pouvait l'accuser déjà de n'avoir éparpillé, affaibli l'action politique que pour l'absorber plus aisément ; mais tous les soupçons de ce genre furent d'abord imputés aux haines des orangistes. Il en coûtait à certains libéraux de renoncer sitôt aux illusions néo-catholiques de 1830. Les plus défiants crurent le clergé d'autant plus dévoué au maintien des nouvelles libertés, qu'il en accaparait presque tous les bénéfices à lui seul. Un incident prouva bientôt que les libéraux avaient doublement tort, et que les orangistes eux-mêmes étaient bien au-dessous de la vérité : le clergé belge adhéra en masse, sauf de muettes exceptions, à la fameuse encyclique du 18 septembre 1832, qui réprouvait les doctrines de MM. de Lamennais et Lacordaire, c'est-à-dire son propre programme de 1830-31.

Cette nouvelle attitude du clergé était fort significative. L'encyclique taxait

d'absurde et souverainement injurieuse pour l'église toute idée d'une certaine *restauration* ou *régénération* de l'église, en d'autres termes l'alliance du catholicisme et de la liberté. Admettre que l'église s'abdiquât elle-même par ce manifeste de son chef devenait impossible : c'était donc à la liberté de s'effacer devant l'église, ou à celle-ci de confisquer celle-là. L'encyclique condamnait la séparation de l'église et de l'état comme contraire au bien de l'église et de l'état, ce qui équivalait à dire que l'église devait absorber l'état ; car l'interprétation inverse n'était pas admissible en Belgique, où le clergé, avec l'assentiment du pape, en avait fait deux fois un prétexte d'insurrection. L'encyclique indiquait donc au clergé belge, comme but, l'anéantissement des libertés civiles, comme moyen, l'annulation du pouvoir exécutif, seule force de l'état qui ne relevât pas entièrement de l'église, c'est-à-dire l'asservissement du pouvoir exécutif au principe électif, qu'avaient livré à l'influence cléricale, dans les campagnes, la docilité des paysans, dans les villes l'appât des emplois. C'est là du moins le sens donné par le clergé et ses agents à l'encyclique de 1832. Onze années d'usurpations l'ont prouvé.

La réaction catholique se montra dès lors de plus en plus envahissante : la liberté d'association, dont elle usait si largement pour elle-même, reçut ses premiers coups. Les cinq évêques belges excommunièrent simultanément les loges maçonniques, dont le seul crime était d'emprunter à la hiérarchie cléricale, sinon sa force, du moins son unité et le secret de ses actes. Cette fois le doute n'était plus permis : le clergé ne visait plus uniquement au monopole de fait, mais au monopole de droit. Les libéraux comprirent enfin quelle monstrueuse inégalité recélait au fond ce prétendu système d'égalité absolue et de parfait équilibre auquel ils avaient si bénévolement adhéré. Toutes représailles devenaient impossibles. Pour rendre au clergé coup pour coup, pour rejeter aux couvents l'interdit lancé contre la franc-maçonnerie, il ne fallait rien moins que biffer un article de la constitution. Le clergé, au contraire, pouvait impunément, sans infraction matérielle à la constitution, et en faisant tout simplement usage du droit qu'elle lui donnait de publier ses actes, supprimer une à une toutes les libertés. Je dis supprimer, car, à défaut des moyens de coercition pénale que la loi lui refusait, et dont il se souciait fort peu, son ascendant moral dans un pays essentiellement catholique, où le titre d'excommunié porte encore avec lui les terreurs du moyen âge, garantissait à ses projets réactionnaires une pleine efficacité. Une fois entré dans sa nouvelle voie, il dédaigna tout palliatif. Les esprits en étaient encore à pénétrer le mystère de cette croisade de l'épiscopat contre une association où naguère des prélats belges ne dédaignaient pas de s'affilier, qu'un évêque, préludant à la fameuse lettre pastorale de 1843, fulminait l'interdit contre un journal politique et pour des opinions exclusivement politiques.

Les ultra-libéraux se répandirent en amères invectives contre ce qu'ils appelaient l'apostasie du clergé ; c'est sur eux que la principale responsabilité tombait. M. de Potter, le journaliste catholico-républicain, fit retentir la presse de ses conseils, de ses menaces, et plus tard de ses plaintes. M. Gendebien, dont le vote républicain avait tant de fois rencontré dans l'urne celui de l'abbé de Haerne et de maint autre abbé, tourna résolument à la *prêtrophobie*. M. Verhaegen, le futur successeur de M. Gendebien à la tête du parti ultra-libéral, disciplina les débris des loges maçoniques, et organisa silencieusement dans leur sein la résistance qui devait éclater huit années plus tard. Les rôles politiques se transposèrent encore une fois. Le clergé voyait se déchaîner contre lui les libéraux exaltés, ses séides

de la veille, et trouvait un appui forcé chez les libéraux modérés, ses alliés douteux dans la dernière insurrection.

MM. Lebeau et Rogier, chefs de ce dernier parti, étaient au pouvoir quand débuta la réaction ultramontaine. Ils avaient deviné ses plans. Le projet d'organisation communale, élaboré et présenté sous leur ministère, et qui renforçait le pouvoir exécutif, doit être considéré comme un premier essai de résistance. Peut-être auraient-ils osé plus dans un moment où le parti clérical n'était encore ni organisé, ni discipliné, bien que prépondérant déjà ; mais ils ne furent pas maîtres de persister dans cette voie. Les libéraux exaltés, qui, depuis leur rupture avec le clergé, se désignaient à eux comme des auxiliaires naturels, n'avaient pas oublié la part prise, en 1831, par les modérés et M. Lebeau surtout, à l'adoption du *traité des dix-huit articles*. Ce traité garantissait l'indépendance belge au prix d'un sacrifice de territoire ; aussi avait-il soulevé les clameurs de cet ultra-libéralisme, qui, en Belgique comme partout, s'inspire moins volontiers des nécessités politiques que des susceptibilités d'un nationalisme étroit. Loin de se calmer, l'irritation de ce parti s'était accrue en raison même des difficultés extérieures, au point que M. Gendebien monta un beau jour à la tribune pour proposer la mise en accusation du *sieur* Lebeau. Il n'y avait rien à faire avec des libéraux pareils. Le ministère resta donc sous le joug des catholiques, et, jusqu'en août 1834, époque où le projet d'organisation communale, son premier acte d'indépendance, le précipita du pouvoir, il fit pour eux ce que MM. Lebeau et Devaux ont si aigrement reproché depuis à M. Nohomb ; il prépara les succès du parti prêtre, en ouvrant une libre carrière au népotisme électoral de ce parti.

Tout, dans le camp ennemi, favorisait donc l'invasion ultramontaine : l'attitude violente des radicaux, la passivité forcée du ministère, et jusqu'à la position personnelle du roi. Chef protestant d'une révolution dirigée en partie contre la suprématie protestante, le roi Léopold ne pouvait trop user de ménagements vis-à-vis d'un clergé ombrageux, qui l'avait repoussé longtemps, qui ne l'avait accepté plus tard qu'avec des réserves injurieuses, et dans la seule intention d'échapper au danger plus grave de l'influence française et de notre régime centralisateur, comme le déclara à la tribune l'abbé Bouqueau de Villeraie. L'impartialité même ne lui était pas permise : toute initiative conciliante, tout essai de pondération venus de lui eussent emprunté à sa qualité d'hérétique un caractère suspect. Habileté ou faiblesse, Léopold a toujours donné à ses ministres, dans la sphère fort rétrécie de son action, l'exemple de ces cajoleries forcées, qui ont si puissamment aidé le parti clérical, soit en peuplant l'administration de ses créatures, soit en le désignant aux complaisances des fonctionnaires libéraux. Le roi des Belges ne s'est pas toujours borné là ; c'est à son influence personnelle que fut attribuée, en 1834, la chute du ministère Lebeau-Rogier, coupable d'avoir proposé et fait voter une disposition favorable à la prérogative royale, en dépit du parti que représentait son successeur, le ministère de Theux.

Pendant l'administration de M. de Theux, qui se prolongea, à travers des remaniements successifs; du 4 août 1834 jusqu'en avril 1840, la connivence fut complète entre le clergé et le cabinet. Ce n'était plus d'ailleurs dans la curée des places, dans les complaisances volontaires ou forcées de tel ou tel ministre, que le clergé voyait sa principale ressource électorale. Dès 1836, la Belgique comptait déjà près de quatre cents maisons religieuses, possédant toutes des biens-fonds considérables qu'elles divisaient en petits fermages pour créer de nouveaux élec-

teurs dans les campagnes, et des capitaux dont le placement intelligent recrutait d'autres électeurs dans le petit commerce des villes. Ces précautions devenaient-elles insuffisantes, des fonds, provenant de souscriptions et de quêtes, complétaient les contributions ou patentes de ceux des affidés du clergé qui ne payaient pas le cens requis, et improvisaient une majorité cléricale dans les colléges dont le parti libéral se défiait le moins. On devine le prompt effet de ces manœuvres dans un pays où le sénat, tous les quatre ans, et la chambre des représentants, tous les deux ans, sont renouvelés par moitié.

Enfin le parti catholique se croyait tellement fort par lui-même, tellement indépendant des vicissitudes du pouvoir, qu'en 1840, à la dissolution définitive du ministère de Theux, il accepta sans opposition un cabinet où la plus grande part d'influence revenait à deux libéraux, MM. Lebeau et Rogier. MM. Lebeau et Rogier ne semblaient pouvoir s'appuyer, en dehors des catholiques, que sur le groupe qu'ils dirigeaient, et qui a reçu le nom de *doctrinaire,* groupe en apparence trop peu nombreux pour leur permettre même un essai de résistance. En dehors du conseil, au contraire, MM. Lebeau et Rogier auraient pu devenir les chefs d'une coalition modérée-exaltée, où chaque parti aurait réservé ses griefs devant un intérêt commun d'opposition. Or, les catholiques devaient trop aux divisions du parti libéral pour ne pas redouter, sinon dans les chambres, du moins dans le pays électoral, une trêve qui l'aiderait à combiner ses efforts. Que si MM. Lebeau et Rogier, loin de mesurer leur docilité sur leur faiblesse, entreprenaient une lutte inégale, le clergé se croyait toujours en mesure de leur substituer à temps des ministres plus soumis. Il se trompait. Le moment approchait où les moyens employés jusqu'alors avec succès par le parti catholique allaient tourner contre lui-même.

MM. Lebeau et Rogier appréciaient la situation tout autrement que les catholiques : ils s'autorisaient d'un fait, inaperçu du plus grand nombre, mais qui n'avait pas échappé à l'expérience administrative de ces deux hommes d'état. La majorité catholique n'était homogène qu'à la surface. Parmi les hommes sans fortune et sans indépendance que la suppression du cens d'éligibilité avait jetés dans la chambre des représentants, plusieurs ne s'étaient ralliés au clergé que par intérêt, par expédient, bien décidés à se tourner contre lui, dès qu'il cesserait de disposer des places. D'autres députés fonctionnaires étaient parvenus, à force de docilité et de complaisance, à faire oublier leurs antécédents libéraux, et le clergé avait appuyé leur réélection. Les uns et les autres, comme la suite le prouvera, composaient ensemble un bon quart de la majorité. Fatigués d'un patronage qui subordonnait leur avenir politique et administratif au succès fort précaire d'une faction que commençait à repousser le sentiment général, et qu'ils ne servaient d'ailleurs qu'à regret, ils étaient les auxiliaires nés du premier cabinet libéral dont l'alliance leur offrirait quelques garanties. MM. Lebeau et Rogier le comprirent. Tandis que le parti catholique favorisait leur rentrée au pouvoir, pour séparer plus profondément encore le groupe radical du groupe doctrinaire, ils arrivaient, eux, avec la ferme intention de coaliser ces deux groupes, qui, réunis aux défectionnaires catholiques, leur donneraient une majorité bien faible, si l'on veut, mais suffisante dans un pays où tel cabinet a franchi des sessions entières avec un avantage de deux ou trois voix seulement.

Depuis longtemps d'accord sur la nécessité de contenir la réaction ultramontaine, les deux fractions du libéralisme différaient essentiellement encore quant aux moyens d'exécution. Chacune d'elles cherchait ces moyens dans sa doctrine

de 1830. Fortifier le pouvoir pour le soustraire aux exigences cléricales, constituer un sénat inamovible qui pût contre-balancer la docilité forcée de la chambre des représentants, émanciper cette chambre elle-même en élevant le cens des campagnes au niveau de celui des villes, tel était le programme doctrinaire. Affaiblir le pouvoir, pour que le clergé ne fût plus tenté de s'en faire un instrument; abaisser le cens des villes au minimum de celui des campagnes, et admettre les capacités avec un cens moindre encore pour neutraliser l'influence électorale des paysans; diminuer enfin le cens d'éligibilité du sénat pour restreindre l'action politique de l'aristocratie, qui s'était constituée l'adversaire des idées de décentralisation, tel était le programme radical. Il reste constaté, disaient les doctrinaires, que la réaction ultramontaine procède par le radicalisme; donc la résistance dérive du principe opposé. Si le radicalisme a fourni des armes à la réaction ultramontaine, disaient à leur tour les radicaux, c'est qu'il est incomplet. Voilà en quels débats stériles la presse et les orateurs libéraux avaient dépensé, sous le ministère de Theux, les rares trèves que laissait la question extérieure, cet autre obstacle au rapprochement des exaltés et des modérés. Le clergé avait fort habilement exploité ces malentendus, mettant tour à tour en évidence, selon qu'il s'adressait à l'aristocratie ou aux petits fermiers, les théories populaires de MM. de Potter, Bartels, Gendebien, Verhaegen, Delehaye, ou le programme semi-aristocratique de MM. Lebeau, Rogier, Devaux, et leurs amis.

Tout projet de réforme immédiate, complète, embrassant l'engrenage constitutionnel tout entier, offrait donc le double inconvénient de produire, au sein du parti libéral, deux systèmes qui s'annulaient l'un l'autre, et de fournir de nouvelles armes au clergé. Il fallait dès lors s'en tenir à des réformes partielles, où aucun des deux systèmes ne serait en jeu, et qui, loin de mutiler les institutions actuelles, paraîtraient les compléter. Telle semble avoir été la pensée politique du cabinet d'avril 1840. L'enseignement fut le terrain neutre où modérés et exaltés se donnèrent pour la première fois rendez-vous. M. Rogier institua un concours annuel auquel devaient prendre part tous les établissements d'instruction moyenne du royaume, et cette mesure, qui asservissait les colléges ecclésiastiques aux chances d'une concurrence loyale, eut l'assentiment unanime des libéraux. M. Devaux, resté en dehors de la nouvelle combinaison, posa de son côté, dans la *Revue nationale,* les bases d'un rapprochement plus fructueux et plus complet. L'abbé de Haerne avait dit, en 1831, au congrès, qu'il appartenait au temps, aux luttes parlementaires, au libre jeu des institutions, de décider à qui, des catholiques ou des libéraux, de l'église ou de l'état, reviendrait la prééminence. M. Devaux déclara l'épreuve résolue en faveur de l'état. D'après lui, si les catholiques l'emportaient en nombre, les libéraux l'emportaient déjà en influence, d'où découlait, pour le gouvernement, la nécessité de mieux résister à l'avenir aux influences réactionnaires qu'il avait si longtemps subies. Ce raisonnement, qui empruntait aux relations bien connues de M. Devaux avec MM. Lebeau et Rogier le caractère d'un programme ministériel, eut un égal succès auprès des deux fractions libérales. Il anéantissait ou tout au moins ajournait pour elles un des plus graves dissentiments qui les eussent séparées jusque-là. Du moment en effet où le gouvernement, dans ses conditions actuelles, consentait à contenir la réaction, tout débat devenait inutile sur la question de savoir s'il fallait fortifier le pouvoir pour le soustraire aux exigences cléricales, ou au contraire l'affaiblir pour le mettre dans l'impossibilité de servir ces exigences.

Les catholiques ne se méprirent pas sur la portée de cet incident de presse. Ils interpellèrent vivement MM. Lebeau et Rogier, qui refusèrent de désavouer les opinions émises par M. Devaux. Une question de confiance fut posée. Pour la première fois, les deux fractions libérales de la chambre des représentants votèrent en commun, et, réunies aux défectionnaires que MM. Lebeau et Rogier comptaient avec raison recruter dans les rangs catholiques, elles donnèrent au cabinet une majorité de quelques voix ; mais le sénat, dont MM. Lebeau et Rogier ne mettaient pas l'adhésion en doute, vota à la presque unanimité dans le sens contraire, et alla même jusqu'à adopter une adresse qui conseillait au roi le renvoi du cabinet.

Cette défection du sénat, si imprévue pour les doctrinaires, peut néanmoins s'expliquer. Le sénat votait en 1841 contre MM. Lebeau et Rogier par les mêmes raisons qui l'avaient fait voter auparavant pour MM. Lebeau et Rogier. Allié des doctrinaires, tant que le parti clérical les avait combattus par le radicalisme, il se constituait logiquement l'ennemi de ces mêmes doctrinaires, dès qu'à leur tour ils s'appuyaient sur les radicaux. Les doctrinaires s'étaient d'autant plus compromis aux yeux du sénat, que tous les sacrifices d'opinion semblaient être de leur côté. Depuis 1836, la lutte des deux programmes s'était presque entièrement concentrée dans la presse. Or, en Belgique, où la dispense de cautionnement ouvre un plein accès au journalisme prolétaire, les idées radicales ont nécessairement plus d'organes que les principes modérés. Ajoutez à cela que les journaux doctrinaires avaient fini par éluder toute polémique de nature à prolonger les dissentiments du parti libéral. Tout, dans la question intérieure, concourait donc à effacer l'opinion doctrinaire, à la confondre avec le groupe radical, à établir une apparente solidarité entre les deux, et du jour où cet accord, purement négatif, passa de la presse dans la chambre, le sénat ne douta pas de l'apostasie de MM. Lebeau, Devaux et Rogier. Ce n'était plus du reste à de simples questions d'organisation politique, d'équilibre parlementaire, que se limitaient les dissentiments du sénat et des ultra-libéraux. Au lieu de s'en tenir aux réformes bien ou mal entendues qu'indiquait la situation, telles, par exemple, que l'abaissement du cens des sénateurs, la presse ultra-libérale en était arrivée peu à peu jusqu'aux dernières exagérations du radicalisme. Impôts outrés sur le luxe, suppression des titres de noblesse, dénigrement maladroit et gratuit des idées aristocratiques, tel était son thème favori. Le clergé n'avait pas manqué de rapprocher ces déclamations du silence calculé de la presse doctrinaire, taxant ce silence de complicité, et se posant, lui qui devait tout à la prépondérance de l'élément plébéien, comme le champion né des hautes classes contre la coalition libérale, devenue purement et simplement le parti des jacobins. La noblesse avait pris facilement le change, et, l'esprit de contrefaçon aidant, on avait vu se reproduire en Belgique la piquante comédie de nos *bourgeois gentilshommes,* affectant des sympathies clérico-légitimistes pour se faire suspecter d'aristocratie.

Ce fut alors que M. Nothomb prit, avec le portefeuille de l'intérieur, la direction d'une combinaison nouvelle, dont tous les membres, excepté lui, appartenaient à la majorité catholique. La plus grande part d'influence, celle qu'assuraient le talent et la position, revenait, dans le nouveau cabinet, au représentant de la minorité déchue. Un pareil choix, en face d'une réaction parlementaire qui semblait plus que jamais subordonner la couronne aux exigences du parti clérical, était assez significatif. Le roi se sentait débordé par les catholiques, et il comprenait désormais la nécessité de les contenir. La satisfaction n'était cependant qu'appa-

rente ; en réalité, c'était le clergé qui avait renversé le ministère, et qui dominait ses successeurs. Impuissant à résister aux catholiques, qui le maîtrisaient par le sénat, M. Nothomb était condamné d'avance à la nécessité d'agir contre son propre parti, tout en tâchant d'éviter les compromis qui lui enlèveraient la possibilité d'une réconciliation. Orateur souple et conciliant, prônant à tout propos les nécessités pour se faire pardonner d'avance l'abandon des principes, sceptique jusqu'au dédain de soi-même, possédant à fond ce que j'appellerai les lieux communs, la petite monnaie du machiavélisme parlementaire, M. Nothomb offrait l'ensemble de talents et de faiblesses nécessaire pour éluder les dangers de ce rôle, et pour en subir de bonne grâce, sans lassitude et sans murmures, les inévitables déconvenues.

Ainsi, les premières tentatives de cette union si redoutée entre les deux nuances libérales n'avaient servi qu'à compléter la prépondérance parlementaire du parti catholique, en lui ralliant le sénat. Les premières résistances de la couronne n'aboutissaient qu'à abriter l'audace théocratique sous un prête-nom libéral. Au plus grave péril qu'eussent couru les catholiques depuis 1830 correspondait leur plus éclatant succès ; mais ce succès lui-même allait devenir l'occasion de leur décadence, et c'est pendant la durée du ministère Nothomb que va s'accomplir cette péripétie.

III.

Jusqu'ici dans l'exercice des droits exorbitants qu'il tient de la constitution de 1831, le parti catholique a réussi bien moins par lui-même que par les divisions des libéraux et les complaisances calculées du roi. L'incertitude de ces garanties l'a maintenu dans un état de défiance qui justifie, à certains égards, sa politique. Dans ses empiétements les plus violents, les plus manifestes, il n'a obéi peut-être qu'à un instinct exagéré de conservation. C'est à l'épreuve du pouvoir incontesté, paisible, tel que l'assure désormais en ses mains le double privilége de la prépondérance parlementaire et de l'irresponsabilité gouvernementale, qu'on va définitivement le juger. S'il use avec discrétion et dignité de sa force, confiant au cours naturel des choses le complément de ses succès, l'opinion lui sera d'autant plus indulgente qu'elle s'attend à un redoublement d'audace ; les deux fractions libérales, un moment réunies par l'imminence d'un danger commun, exhumeront leurs vieux dissentiments ; l'opposition se détruira pas ses propres mains ; l'utopie néo-catholique se trouvera réalisée. Si le parti catholique persiste, au contraire, dans un système de violences désormais inutiles, apportant dans la victoire l'ardeur inconsidérée de la lutte, restant parti quand il doit être pouvoir, il transformera en fusion sérieuse et durable la trève accidentelle des libéraux modérés et des exaltés. La minorité vaincue grossira ses rangs d'une fraction nombreuse, jusqu'ici étrangère aux querelles de parti, mais dont la neutralité n'est au fond que de l'attente. Je parle de ces libéraux déclassés qui, sans s'être associés, en 1830-31, au crédule enthousiasme des radicaux, acceptèrent la prépondérance ecclésiastique comme un pis-aller, et dans la persuasion que le clergé serait plus dangereux encore au sein de l'opposition qu'au sein du pouvoir. Ces hommes ont voulu continuer l'expérience jusqu'au bout ; mais, une fois éclairés sur l'incompatibilité

absolue du principe théocratique et du principe constitutionnel, ils préféreront tout naturellement les chances incertaines de la lutte au péril certain et permanent du *statu quo*.

On devine quel a été le choix de l'ultramontanisme belge ; il n'a vu, dans le hasard inouï qui lui permettait d'être despote sans violence, qu'une garantie d'impunité, une occasion précieuse d'abdiquer toute dissimulation. Il n'a pas même su garder, dans sa poursuite avouée du monopole, l'apparence de ces convictions exclusives qui sont la tache originelle, mais en même temps l'excuse de l'esprit de parti. Tout moyen lui est devenu indifférent. S'est-il agi, par exemple, de soustraire l'enseignement clérical aux dangers d'un concours qui aurait mis à nu sa faiblesse ou l'anachronisme de ses tendances : les catholiques se sont retranchés dans leur vieille théorie de décentralisation ; ils ont dénié au gouvernement le droit d'imposer des règles aux établissements qu'il n'a pas fondés ; ils ont réclamé et salué d'enthousiastes acclamations l'arrêté qui rendait facultatif, d'obligatoire qu'il était, le concours institué par M. Rogier entre les écoles secondaires du royaume. Il est inutile d'ajouter que pas un seul collége ecclésiastique n'a concouru depuis. Ailleurs et à la même époque, les catholiques se sont aperçus que la décentralisation même avait ses dangers. Soit que, trop exclusivement préoccupés des élections parlementaires, ils aient négligé les élections municipales, soit que la bourgeoisie commence à subir l'influence des loges, plusieurs villes se sont fait de leurs droits communaux un rempart contre l'esprit ultramontain. Là c'est un refus de subsides aux écoles chrétiennes, ici des entraves apportées à l'établissement des jésuites, ailleurs des encouragements de toutes sortes aux colléges de l'état. Calculant qu'à tout prendre l'initiative royale est plus facile à diriger que l'élan spontané de l'esprit public, les catholiques ont fini par regretter de l'avoir si complétement désarmée devant les communes. Reniant leurs bruyantes doctrines de 1830-31, ils ont provoqué, appuyé et voté en corps une loi qui accorde au roi la faculté de nommer les magistrats communaux en dehors des conseils électifs. Plus tard, ils ont fini par pousser le dédain des formes jusqu'à se compromettre gratuitement. MM. Brabant et Dubus, les deux représentants les plus exagérés du parti catholique, ont fait à la chambre cette fameuse proposition d'ériger l'université de Louvain en *personne civile*, prétention puérile, s'il en fut, car cette université jouissait déjà, à l'ombre de prête-noms bien connus, des priviléges que tendait à restaurer la proposition. Mais le fait ne suffisait plus aux ultramontains belges : ils voulaient le droit, ils voulaient surtout le nom, et réellement c'eût été une éloquente consécration des doctrines néo-théocratiques que cette résurrection spontanée de la *mainmorte* au sein des institutions les plus libérales du continent.

Ce mot de *mainmorte* a été habilement exploité par les libéraux. Hypocrisie ou naïveté de la part de l'opinion, il a soulevé plus de colères et de tempêtes que n'en avaient provoqué ensemble des empiétements bien autrement sérieux. M. Nothomb a compris qu'il ne pouvait appuyer la proposition Dubus-Brabant sans se compromettre irrévocablement auprès des libéraux. Dans ses précédentes concessions aux catholiques, ce ministre avait plus ou moins sauvé les apparences. La loi qui enlevait aux communes le droit d'élire leurs magistrats avait réalisé, après tout, une des clauses du vieux programme des modérés. L'arrêté qui avait rendu facultatif le concours institué par M. Rogier entre les classes supérieures de tous les colléges sans exception avait appelé à ce concours l'une des classes élémentaires, et M. Nothomb s'était prévalu de cette extension illusoire pour faire sonner

bien haut qu'il avait complété, et non dénaturé, l'œuvre de son prédécesseur. Devant le projet de mainmorte, devant cette expression brutale des espérances ultramontaines, la neutralité, les palliatifs, les doubles interprétations devenaient impossibles. M. Nothomb s'est donc efforcé de provoquer le retrait de la proposition Dubus-Brabant. Prières, menaces, promesses, rien a été épargné par lui auprès des catholiques dans des conciliabules réputés secrets, mais dont des indiscrétions calculées tenaient au courant les libéraux. M. Nothomb a réussi enfin à faire intervenir le pape auprès des évêques, et la malencontreuse proposition a été ajournée à des temps meilleurs.

Accusé de trahison par les catholiques, sans être rentré en grâce auprès des libéraux, M. Nothomb a voulu profiter des élections de 1843 pour désarmer les deux partis. Des candidats nouveaux, s'annonçant comme libéraux ou comme catholiques, selon que le membre sortant à éliminer relevait de M. Lebeau ou de M. de Theux, furent improvisés par lui dans certains districts. Dans d'autres districts, où le membre à éliminer s'appuyait sur les deux opinions, apparaissaient simultanément des candidatures opposées, qui désorganisaient l'ancienne majorité en divisant les voix. Ce coup de Jarnac a enlevé aux catholiques quatre de leurs chefs. Quant aux libéraux, ils ont soutenu vigoureusement le choc. Une résistance sérieuse s'organisait déjà dans leurs rangs. Le clergé en avait déposé le premier germe dans la franc-maçonnerie. L'interdit lancé contre les loges n'avait servi qu'à leur donner une signification politique, à les transformer en véritables clubs, où s'affiliaient, dans les villes françaises, les libéraux tant modérés qu'exaltés, et, dans les villes flamandes, les orangistes, qu'une haine commune coalisait avec les libéraux contre l'esprit clérical. Toutefois cette coalition n'aurait jamais franchi le terrain neutre des élections communales sans deux événements qui rapprochèrent, sur le terrain politique, orangistes, libéraux et ultra-libéraux. En 1839, la maison de Hollande renonça à ses droits sur la Belgique, et les orangistes, désormais sans drapeau, se disséminèrent tout naturellement dans les deux fractions libérales; en 1841, la rupture ouverte des modérés avec le clergé amena le rapprochement de ces deux fractions, et la franc-maçonnerie, soumise à une impulsion unique, put enfin généraliser ses efforts.

Les loges sont devenues dès ce moment de grands centres électoraux, correspondant entre eux, ayant leur fonds social, leurs recruteurs de voix, leurs journaux, leurs quêtes annuelles, destinées à subventionner les universités laïques, à parfaire le cens électoral des affidés, et, s'il faut tout dire, à payer les tonnes de bière où doivent, au jour des élections, se noyer les derniers scrupules des électeurs campagnards ; elles ont copié en un mot, sous toutes ses formes et dans tous ses abus, la formidable stratégie du parti clérical, opposant aux mandements les brochures, à la chaire la presse, au confessionnal le cabaret. Dans quelques villes, comme à Bruxelles, Liége, Tournay, Ypres, les loges se sont constituées en associations publiques, pour devenir accessibles à ceux des libéraux qu'effrayait le titre de franc-maçon. Leur puissance s'en est considérablement accrue. Voilà comment, dans les élections de 1843, les libéraux ont pu si bien résister aux efforts combinés d'un parti plus influent que jamais, puisqu'il avait désormais pour lui l'aristocratie, et d'un ministère d'autant plus dangereux que la plupart de ses candidats déguisaient leurs tendances sous les dehors du libéralisme.

De son côté, le clergé a rendu guerre pour guerre. La presse libérale, qui précédemment n'avait subi que des attaques isolées, a été excommuniée en masse

par les évêques réunis à Malines en septembre 1843. Le but politique de cet anathème était plus que jamais évident, car les journaux libéraux, par tactique, sinon par conviction, affectaient dans leur polémique la plus minutieuse orthodoxie, et séparaient scrupuleusement le prêtre du citoyen. La pastorale invitait les curés « à établir dans les paroisses respectives une association chargée d'arrêter la circulation des mauvais écrits. » Elle leur enjoignait « d'avertir premièrement les ouailles au prône, secondement au tribunal de la pénitence, *publicè et per domos*, à temps et à contre-temps, les suppliant avec menaces de la part de Dieu, en toute douceur et selon la science, de renoncer entièrement et pour toujours à la lecture des mauvais livres et des mauvais journaux. » Plus francs que la pastorale, les curés ont traduit *mauvais* par *libéral*, et les feuilles les plus timides, dès qu'elles n'épousent pas toutes les rancunes ultramontaines, sont placées nominalement dans cette catégorie. Dans certains bourgs des Flandres, il ne circule plus de journaux libéraux : l'estaminet qui en reçoit un seul est dénoncé en chaire et frappé d'interdit. A Malines, centre de la réaction cléricale, on ne trouve plus d'imprimeur pour un journal libéral ; dans cette dernière ville, la vente des journaux du clergé est seule autorisée au débarcadère central des chemins de fer, d'où les journaux proscrits se répandaient autrefois dans toutes les directions. A Saint-Trond, le doyen menace d'excommunication tous les habitués de la société littéraire, si cet établissement reçoit un journal libéral. A Tournay, les pères rédemptoristes refusent d'entendre en confession, même d'entendre, quiconque lit un journal libéral. A Ath, un curé refuse de bénir le mariage d'un *ouvrier* attaché à l'imprimerie d'un journal libéral : on fait appel à l'évêque de Tournay, qui maintient l'interdit, à moins que l'ouvrier ne quitte son atelier.

L'enseignement, cette autre source de l'opinion, ne pouvait pas mieux échapper que la presse à ce parti pris de monopole sans frein et sans limites, et ici M. Nothomb vint en aide au clergé. Non content de placer deux ecclésiastiques à la tête des deux seules écoles normales que le gouvernement eût été autorisé à créer, M. Nothomb agréa l'offre faite par les évêques de soumettre les sept écoles normales du clergé au régime d'inspection établi par la loi de 1842, qui force les communes, à moins d'autorisation spéciale, à choisir leurs instituteurs parmi les élèves des écoles soumises à cette inspection. Le clergé envahissait donc, au prix d'un contrôle illusoire, tout l'enseignement primaire, ou peu s'en faut. N'admirez-vous pas comment ces ombrageux démocrates du parti clérical sont tolérants pour la prérogative royale, dès qu'elle doit s'exercer à leur profit?

Cette question de l'enseignement était destinée à mettre en relief toutes les palinodies ultramontaines. Ce même parti, qui venait d'abjurer ses susceptibilités radicales pour s'emparer de l'enseignement primaire, y revenait quelques mois plus tard pour garder la haute main sur les universités. Le terme assigné à l'organisation provisoire du jury chargé de conférer les grades académiques expirait en 1843. Les libéraux, tant modérés qu'exaltés, demandaient que la nomination des examinateurs fût déférée au roi. Les catholiques exhumèrent toutes leurs vieilles déclamations antigouvernementales en faveur de l'ancien système, qu'ils préféraient par une raison fort simple : sur 62 examinateurs nommés par les chambres dans l'espace de huit ans, 42 choix avaient porté sur l'université de Louvain, 20 seulement sur les deux universités de l'état réunies, et pas un seul sur l'université libre de Bruxelles, fondée et soutenue par les dons des libéraux. M. Nothomb ne pouvait pas songer cette fois à abriter les empiétements des

catholiques sous un principe libéral. Les rôles étaient distincts, les principes et les moyens parfaitement définis de part et d'autre. Il s'agissait pour M. Nothomb, ou de se mettre à la merci des catholiques par une abjuration solennelle, ou de pactiser ouvertement avec son ancien parti. Qu'a fait M. Nothomb pour éluder cette double difficulté? Il a présenté un projet qui déférait au roi la nomination du jury d'examen, et il a feint de le défendre, huit jours durant, contre les attaques des catholiques, pendant qu'il travaillait sous main, de concert avec eux, à le faire échouer.

L'année paraissait donc bonne pour les catholiques, qui avaient soustrait leurs colléges au contrôle de l'état, accaparé l'enseignement primaire, et assuré pour quatre ans, terme accordé à la nouvelle organisation du jury d'examen, leur privilége d'inquisition sur l'enseignement universitaire; elle paraissait bonne aussi pour M. Nothomb, qui désormais croyait avoir le droit d'objecter aux libéraux leur impuissance, et d'excuser par des nécessités parlementaires les concessions faites à l'esprit ultramontain. Ce triomphe a été de courte durée. Les élections provinciales de juin 1844 sont venues prouver aux catholiques qu'ils avaient perdu dans l'opinion plus de terrain qu'ils n'en avaient gagné dans le domaine des institutions. Ces élections ont été un véritable coup de théâtre. En dépit du clergé et de M. Nothomb, Gand, Liége, Tournay, Bruxelles, Louvain même, ce puissant foyer de réaction, sont parvenus à expulser tous ou presque tous les candidats du parti catholique. Les élections provinciales sont faites par la même catégorie de votants qui fait les élections parlementaires, à cette différence près que les membres des deux chambres sont nommés par arrondissement, tandis que les conseillers provinciaux le sont par canton. Cette différence a rendu plus saillante encore la défaite des ultramontains. Le mouvement de 1844 ne s'est pas limité aux grands centres de population, où les électeurs paysans, cet élément fondamental de la puissance cléricale, sont en minorité; les cantons ruraux, où la presque unanimité appartient aux paysans, ont suivi en grande partie l'impulsion des villes. On a vu plus : à Tournay, par exemple, le collége où votaient les électeurs de la banlieue a donné aux libéraux une majorité proportionnellement plus forte que celle du collége où votaient les seuls bourgeois. La réacton libérale était donc manifeste, même chez cette classe d'électeurs qui semblait le moins disposée à la subir.

En présence de ces résultats, le parti catholique s'est mis à affecter, dans l'exercice de ses droits, une modération jusque-là inconnue. La nomination du jury universitaire pour 1845 a été presque impartiale : l'université de Louvain, qui fournissait précédemment plus des deux tiers des examinateurs, s'est vue réduite à marcher de pair avec l'université de l'état la plus favorisée, et, pour la première fois depuis l'institution du jury, l'université libre de Bruxelles a fourni deux ou trois noms. Mais la position nouvelle des libéraux leur permet de prendre l'offensive, même à défaut des excitations de la lutte. Sur quarante-huit députés à réélire au mois de juin dernier, ils n'ont pas perdu une seule voix, tandis que les catholiques, malgré la protection évidente du cabinet, en ont perdu huit. Aujourd'hui, les deux partis se balancent dans la chambre des représentants; les douze ou quinze ministériels de fondation qui ont survécu à la débâcle électorale peuvent seuls y déterminer la majorité. Il faut donc s'attendre, pour 1847, époque où la seconde moitié des représentants aura subi la réaction actuelle, à voir surgir dans cette chambre une majorité libérale pour laquelle la minorité flottante ne sera qu'un appoint superflu.

La retraite de M. Nothomb ne peut que précipiter la chute du parti ultramontain. Deux défaites électorales, qui ont frappé indistinctement les candidats catholiques et les candidats ministériels proprement dits, ont éclairé l'ancien ministre sur l'impossibilité de séparer ses opinions de ses actes, et d'excuser, par des exigences parlementaires, le concours qu'il a prêté à la majorité vaincue. Il veut profiter des deux ans qui doivent s'écouler jusqu'aux premières élections pour se réconcilier avec la majorité naissante. Réussira-t-il à convaincre les libéraux de sa bonne foi? C'est douteux, d'autant plus douteux que MM. Lebeau, Devaux et Rogier sont personnellement intéressés à compromettre ce dangereux concurrent. Cependant un homme de cette portée d'esprit ne disparaît pas en un jour de la scène politique. Dans deux ou trois ans, quand de nouvelles élections auront ébréché la majorité catholique du sénat, M. Nothomb pourrait bien reparaître à la tête d'un ministère de transition, qui reproduirait, au profit des libéraux, le rôle passif qu'a joué le dernier cabinet au profit des catholiques, et qui amènerait ainsi, sans secousses, cette transformation parlementaire dont le renouvellement intégral du sénat est aujourd'hui l'unique condition.

Je ne dirai rien du nouveau ministère, sinon qu'il est condamné d'avance à la plus complète immobilité, résultat de sa fausse position entre une majorité qui s'en va et une majorité qui arrive. Le roi Léopold semble avoir voulu personnifier cette situation, en donnant pour base à la nouvelle combinaison deux incompatibilités qui se neutralisent : M. Van de Weyer, libéral modéré, et M. Malou, catholique outré.

VI.

Ainsi deux ans auront suffi aux libéraux pour transposer tous les termes de la question politique. Deux ans auront suffi à ces hommes qu'aucune solidarité matérielle ne liait, et qui avaient contre eux le peuple et le gouvernement, la religion et la loi, l'argent et l'anathème, pour vaincre une corporation compacte, dont les droits se rattachaient à ceux de la nationalité même, dont les abus étaient légitimés d'avance par la constitution, et qui, dans l'exercice de ces abus et de ces droits, avait, sur ses adversaires, l'immense avantage de n'être enchaînée par aucun principe, mais de les exploiter tous, combattant tour à tour la liberté par elle-même, la liberté par le pouvoir, le pouvoir par la liberté. Disons-le : ce n'est pas à la presse, à la franc-maçonnerie, au système de fraudes électorales copié par cette association sur la tactique du clergé, qu'on peut faire tous les honneurs d'un pareil résultat. Un ennemi bien autrement formidable a porté au clergé le plus grand coup : cet ennemi, c'est lui-même. Il n'est en effet ni dicté, ni payé, ce sentiment qui soulève des populations entières au cri de « à bas les jésuites ! » qui les précipite, bannières en tête, au-devant des lauréats des universités laïques, ou qui les joint, silencieuses et recueillies, au convoi mortuaire des francs-maçons excommuniés. Elle n'est ni dictée, ni payée, cette réprobation qui poursuit, sous toutes ses faces, l'intolérance du clergé politique, proscrivant ce qu'il conseille, et absolvant ce qu'il proscrit. Non, la réaction s'est développée spontanément, naturellement, et en dehors de toute influence de parti.

Je suis loin d'accuser la masse entière du clergé belge. A côté et surtout au-

dessous de la fraction politique, de celle qui cherche à écraser l'état sous l'autel, un grand nombre de prêtres déplorent cet abus sacrilége de l'ascendant religieux. Les uns, qui ont gardé le nom de *lamménistes*, avaient sincèrement proclamé les doctrines égalitaires de 1830-31 ; d'autres en sont à trembler que les haines imprudemment soulevées par certains ministres de la religion n'atteignent la religion elle-même; mais les regrets ou les craintes qu'inspire la réaction ultra-catholique à une notable portion du clergé inférieur ne vont jamais jusqu'à une protestation formelle. Les plus audacieux se bornent à déployer moins d'intolérance qu'on n'en exige d'eux, et souvent ils le paient cher. Avanies, censures, menaces, exclusion de tout avancement, missionnaires qui s'abattent chaque année sur les cures suspectes, condamnant ce que le curé tolère, approuvant ce qu'il a déconseillé, tout est mis en œuvre pour décourager les desservants indociles, ou tout au moins pour les déconsidérer. Ici un prêtre, qu'un journal libéral avait félicité de se montrer plus modéré que les autres, est forcé de signer une protestation violente en faveur des jésuites et contre les libéraux. Ailleurs un autre prêtre, véhémentement soupçonné de libéralisme, et qui à ce titre de réprobation joignait celui de directeur d'un collége royal, est diffamé presque publiquement par le jésuite à la mode. L'offensé ose se plaindre, mais, menacé aussitôt d'interdiction, il publie une rétractation humiliante dans les journaux. Ce n'est pas tout : les jésuites exigent une rétractation formellement louangeuse pour leur ordre, et, afin de rendre l'intimidation plus efficace, les révérends pères refusent la confession aux élèves du collége dirigé par l'ecclésiastique récalcitrant.

C'est presque à regret que je nomme ici les jésuites, car, autour de ce mot, se groupent chez nous certaines exagérations, dont le moindre défaut est l'inutilité; mais en Belgique, où le radicalisme des institutions a formidablement armé la compagnie, et offert à son esprit accapareur un appât auquel de moins ambitieux n'eussent pas résisté, il faut être aveugle ou se résigner à la voir en tout et partout. Le clergé inférieur n'est pas du reste le seul à trouver son joug pesant. Les évêques, qui n'ont vu longtemps dans la compagnie qu'un instrument passif, se sentent déjà débordés par elle. Ces symptômes de défiance sont encore très-vagues; la plupart ne dépassent guère la porte de la sacristie. Un seul, que voici, m'a paru très-concluant. L'an dernier, deux vicaires de Tournay sollicitent de leur évêque l'autorisation d'entrer au couvent des rédemptoristes de Saint-Trond. L'évêque refuse, et les deux vicaires demandent conseil à un liguoriste de l'endroit. Celui-ci répond qu'il ne peut les délier lui-même du serment d'obéissance, mais que le général de l'ordre a plein pouvoir à cet effet. Les deux vicaires écrivent à Vienne, obtiennent l'approbation du général, et disparaissent un beau matin, sans avertir ni l'évêque ni le curé. La feuille de l'évêché s'est plainte assez aigrement de cet embauchage, et, par représailles, les jésuites refusent aujourd'hui l'entrée de leur collége à M. l'évêque de Tournay, qui cependant a beaucoup fait pour eux. Ils travaillent même, dit-on, à enlever à ce prélat la direction du grand et du petit séminaire, à l'expulser, en d'autres termes, de chez lui. Encore quelques faits semblables, et l'antique haine de l'épiscopat belge contre la compagnie de Jésus pourrait bien se raviver. Qui sait même si l'épiscopat ne se rallierait pas aux doctrines gallicanes? Cette hypothèse, qui eût paru absurde il y a dix ans, deviendrait très-probable le jour où l'influence des jésuites prévaudrait ouvertement à la cour de Rome. Les évêques seraient dès lors forcés de reconnaître qu'en répudiant le contrôle de l'état, ils ont répudié aussi sa protection.

J'ai montré que l'avénement du parti libéral n'était plus qu'une question de temps. Comment usera-t-il du pouvoir? Mettra-t-il à profit les leçons du passé? Saura-t-il échapper à ces luttes de principes qui ont longtemps énervé dans ses mains toute action et toute résistance? Il est peut-être permis de l'espérer. La question de réforme, cause principale de ces dissentiments, devient à peu près oiseuse du moment où doctrinaires et radicaux obtiennent, dans le cercle des institutions actuelles, le résultat qu'ils poursuivaient en commun, mais par des moyens opposés. Il s'opère d'ailleurs dans les rangs du libéralisme extrême une réaction très-marquée en faveur des idées de centralisation. M. de Potter et ses écrits républicains sont complétement oubliés. M. Gendebien, qui dirigea jusqu'en 1839 le groupe radical de la chambre des représentants, a déchiré son mandat dans un moment d'humeur; sa retraite a beaucoup facilité le rapprochement des deux fractions libérales. M. Verhaegen, qui semblait avoir recueilli l'héritage politique de M. Gendebien, a pris résolument fait et cause pour la prérogative royale dans la question du jury universitaire. M. Delehaye vote avec M. Verhaegen, bien qu'il lui arrive d'opiner dans un autre sens. M. Castiau s'abstient de plus en plus à la tribune de la propagande radicale qui déborde dans ses écrits. Mêmes tendances en dehors de la chambre : depuis 1844, les élections de Bruxelles, Tournay, Liége et Louvain, bien que dirigées par les loges maçonniques, où domine l'influence radicale, ont principalement porté sur des hommes du parti gouvernemental. De leur côté, les doctrinaires ne se montrent pas exclusifs : MM. Lebeau, Devaux et Rogier ont renié leurs théories ultra-gouvernementales dans les deux ou trois circonstances où le monopole ultramontain a prétendu se retrancher derrière ces théories.

Je dirai plus : le jour n'est peut-être pas loin où ces concessions purement accidentelles se compléteront et se résoudront en un dogme clairement formulé. Un revirement imprévu s'opère, depuis les élections de 1843, dans la coterie des évêques, noyau primitif du parti clérical. Soit qu'à la vue des derniers succès du libéralisme ils commencent à mettre en doute l'efficacité du système électoral, soit qu'ils veuillent constituer sur une base sérieuse, sur une communauté d'intérêts réelle et durable, l'alliance contractée par eux avec l'aristocratie, soit enfin pour désarmer les jésuites, dont l'influence repose en grande partie sur la petite bourgeoisie et les paysans, trois évêques sur six en sont à demander déjà des restrictions politiques. Le *Journal historique,* organe de l'évêché de Liége, ne voit plus de préservatif contre le débordement des « mauvaises doctrines » que dans l'élection à plusieurs degrés, ou le système hollandais, pour parler clairement. Les feuilles épiscopales de Tournay et de Namur ont pris texte des élections de 1843 et de 1844 pour déclamer contre « le sale gouvernement populaire, » et la dictature de « la canaille. » Nous voilà un peu loin des mandements démagogiques et des barricades dévotes de 1830-31. Inconséquentes ou non, ces avances ne déplaisent point à l'aristocratie, qui représente encore en Belgique la grande propriété, et recueillerait ainsi tous les bénéfices de l'élection indirecte. Un parti essentiellement rétrograde cette fois, par ses moyens comme dans son but, peut naître d'un jour à l'autre, et même se constituer fortement. Son apparition cimenterait indéfiniment l'union des libéraux. La fraction radicale songerait à défendre le terrain des libertés actuelles bien plus qu'à l'agrandir; l'homogénéité du parti libéral serait alors garantie.

Je n'ai rien dit de certain parti mixte dont M. Nothomb s'est laissé attribuer la

création, et à qui on prétend assigner le rôle de nos centres. Ce parti n'existe pas. Il n'y a jamais eu en Belgique qu'un juste-milieu : c'est le groupe doctrinaire, qui, jusqu'en 1840, s'est tenu à égale distance des catholiques et des ultra-libéraux. Ce qui a pu accréditer l'idée d'un nouveau parti mixte, c'est la politique passive de M. Nothomb, qui, forcée de refléter en tout, même dans ses contradictions, la stratégie du parti catholique, a combattu tour à tour la coalition libérale par des principes doctrinaires et par des principes radicaux ; mais, loin de créer une nuance intermédiaire entre les deux partis, cette politique n'a servi, on l'a vu, qu'à effacer celle qui existait déjà. Attaquées séparément dans leur domaine, les deux fractions libérales se sont repliées vers la constitution de 1831. M. Nothomb a ruiné jusqu'à ce faux semblant de juste-milieu que représentaient les ministériels de fondation. Il a rivé cette docile minorité à tant d'actes réactionnaires, il s'en est tant de fois servi pour *se faire* forcer la main, que les libéraux ont fini par la confondre sérieusement avec les catholiques. La proscription électorale qui vient de frapper les candidats du clergé s'est étendue jusqu'à ces inoffensifs séides de tous les ministères présents, passés et futurs.

Il est une vérité qui ressort clairement des faits que nous venons de retracer, c'est que la liberté absolue, dans les mains d'une corporation, la « liberté comme en Belgique, » c'est le monopole, et la pire espèce de monopole : l'impunité dans la violence, la légalité dans la tyrannie. Je ne fais pas un crime au clergé d'être essentiellement envahisseur : il a cela de commun avec tous les éléments constitutifs de l'humanité, et c'est même du libre antagonisme des divers intérêts que résulte partout et toujours l'équilibre social ; mais encore faut-il que cet antagonisme soit libre, que l'inégalité des forces y soit compensée par l'inégalité des moyens, que le clergé, avec sa puissante unité, ne soit pas pourvu des mêmes armes que la société laïque, perpétuellement fractionnée par l'égoïsme de l'individu, de la famille, du clocher, de la race : sans quoi l'équilibre est nécessairement rompu. Voyez le clergé belge : plus que tout autre il semblait appelé à un règne paisible ; droits, garanties, préjugés, croyances, inviolabilité matérielle et morale, il avait tout pour lui. Eh bien ! sans qu'il y soit provoqué, sans avoir l'excuse de son intérêt menacé ou méconnu, le clergé belge se trouve irrésistiblement conduit à tout déborder, à tout envahir. La liberté d'association, vaste réseau dans lequel il enveloppe la nationalité tout entière, corps et biens ; la liberté d'enseignement, qui, combinée avec la liberté d'association, lui livre toutes les générations à venir ; la liberté de la presse, où il a la plus large part, puisque, aux termes de l'article 16 de la constitution, il peut, sauf d'insignifiantes garanties, s'en servir contre l'état lui-même ; la liberté électorale, façonnée à son profit exclusif ; l'indépendance parlementaire, dont son pouvoir est le produit spontané ; la prérogative royale elle-même qui n'intervient qu'en sa faveur : rien n'échappe aux intolérantes susceptibilités du clergé belge. Ces libertés, ces droits ne s'exerçaient que pour lui ; il ne veut pas même qu'on les exerce, et les répudie absolument.

Qu'en est-il arrivé? que la communauté du danger, détruisant les dissidences individuelles, coalisant les égoïsmes rivaux, a introduit chez les vaincus le redoutable élément de l'esprit de corporation, et dès ce moment s'est reproduit, aux dépens des catholiques, ce vaste système d'absorption dans lequel ils avaient enfermé les libéraux. La liberté d'association, source première du monopole ecclésiastique, est devenue le point de départ de la résistance. Les autres libertés ont eu le même sort : enseignement subventionné, presse soudoyée, embauchage

électoral, rien n'a échappé à cette minutieuse contrefaçon des empiétements ultramontains. Les députés fonctionnaires, le roi lui-même, que les catholiques ont façonnés à subir et à servir toutes les majorités, n'attendent qu'un revirement politique, désormais prévu, pour compléter, au profit des libéraux, cette inexorable loi du talion. L'ultramontanisme belge peut déjà comprendre qu'à forces égales il y a moins de vitalité encore dans l'esprit de monopole que dans l'esprit constitutionnel. Il a appelé la liberté, et la liberté l'écrase. Il croyait l'exploiter contre les citoyens et s'est trouvé irrésistiblement conduit à la répudier pour lui-même : témoin la transformation ultra-gouvernementale qui se manifeste dans les rangs de l'épiscopat.

Je conclus. Il n'y a pas dans nos sociétés modernes d'élément réel et durable pour la théocratie. Qu'elle s'étaie de l'autorité monarchique, comme en France pendant la restauration, ou qu'élargissant sa base, elle se fonde, comme en Belgique, sur la liberté populaire, l'édifice croule tôt ou tard. En principe, cette double expérience est déjà complète, et le jour n'est peut-être pas loin où le Piémont absolutiste et la Suisse républicaine se chargeront de la corroborer.

GUSTAVE D'ALAUX.

ÉTUDES

SUR L'ANTIQUITÉ.

LES SATIRES DE LUCILE.

I. — *Specimen quæstionum Lucilianarum*, von Varges (*Rheinisches Museum*); Bonn, 1835.
II. — Cours sur Lucile, professé à la Sorbonne par M. Patin, 1836.
III. — *Lucilii quæ ex l. III supersunt*, ed. Varges; Stettin, 1836.
IV. — *Lucilii quæ ex l. IX, sup.*, ed. Schmidt; Berlin, 1840.
V. — Schoenbeck. — *Quæstionum Lucilianarum particula;* Halle, 1841.
VI. — Van Heusde. — *Studia critica in Lucilium;* Utrecht, 1842.
VII. — *De Lucilii vita*, ed. Petermann; Breslau, 1842.
VIII. —*Lucilius und die römische Satura*, von Gerlach; Bâle, 1844.
IX. — *Satires de Lucilius*, publiées par M. Corpet; Paris, 1845.

L'ami bien cher, le collaborateur à jamais regrettable qui vient de nous être enlevé par un coup si soudain à la fleur de l'âge et dans l'ardeur des études, M. Charles Labitte, avait terminé l'article qu'on va lire, peu de jours avant sa mort. Une quinzaine de retard a suffi pour en faire une œuvre posthume. Et ce ne sera pas son dernier legs, son dernier mot à ce public qui le suivait avec un intérêt affectueux. M. Labitte, dans l'activité et la variété de ses projets, avait préparé

plusieurs autres articles dont nous espérons que l'examen de ses papiers permettra de faire profiter à quelque degré nos lecteurs. Ce qui distinguait ce jeune et docte esprit, c'était la facilité et la fertilité du travail, l'expansion en bien des sens, et cette souplesse heureuse d'application qui est un don du critique. Lorsqu'il y a dix années environ, c'est-à-dire âgé de vingt ans au plus, il entra dans la rédaction de cette *Revue*, il y arrivait tout rempli de saines et solides lectures; ce qu'il avait lu, à cet âge, de vieux livres, de ces antiques auteurs qui semblent si peu flatteurs pour la jeunesse, était prodigieux. Son premier article, sur *Gabriel Naudé* (du 15 août 1836), peut donner idée de cette surabondance de nourriture gauloise excellente. M. Charles Labitte était né avec une vocation marquée pour la critique et pour l'histoire littéraire; on aurait dit qu'il avait appris à épeler dans Niceron, et qu'il avait lu couramment, pour la première fois, dans Bayle. Jeune homme, ou plutôt encore adolescent, ses idées se tournèrent aussitôt vers des portions mal connues du vaste champ du moyen âge; avant de quitter Abbeville, son pays d'enfance, il avait entrepris, avec un de ses amis, d'écrire l'histoire des *Sermonaires* de ces vieux siècles : son premier rêve, on le voit, avait été celui d'un jeune bénédictin. Mais ce n'est pas en ce moment que nous pouvons suivre toutes ces traces de sa pensée et en relever les divers essors ; nous lui paierons prochainement en détail un particulier hommage, et nous le mettrons à son rang, trop tôt conquis, dans cette série des *Critiques et Historiens littéraires* qu'il semblait destiné à enrichir longtemps. Ses intéressants, ses riches et copieux articles sur *Lemercier,* sur *Raynouard,* sur *Michaud,* sur *Marie-Joseph Chénier,* dans lesquels se remarque une continuité sensible de progrès, ont laissé souvenir et profit chez tous ceux qui les ont lus. La biographie littéraire a fait bien des progrès de nos jours en France, et le genre s'est de toutes parts agrandi : nous pouvons dire sans exagération que M. Charles Labitte lui a fait faire un pas de plus. Par l'extrême richesse de détails et par la curieuse profusion de documents qu'il y versait, il a obligé ceux de ses collaborateurs et amis, qui étaient à quelques égards ses devanciers, à devenir plus curieux et plus complets à leur tour. Nous redirons tout cela un autre jour avec développement; on le verra aussi, dans sa vivacité aimable, se multiplier souvent, et porter de l'un à l'autre un liant et un stimulant qui sont le charme et la vie des lettres. Dans ces dernières années, appelé par M. Tissot à le suppléer au Collége de France, ses études, sans devenir jamais exclusives, avaient dû se diriger plus habituellement vers l'antiquité latine, et déjà nos lecteurs en avaient goûté les fruits. Ce bel et sévère article sur *Varron,* inséré il y a un mois, n'était qu'un prélude, une grave ouverture qui promettait une série de travaux analogues. *Lucile* succède aujourd'hui, et par la nature du sujet, par la gaieté de la plume qui s'y joue, ce morceau contraste en plus d'un endroit avec les idées funèbres qu'il réveille. Pourtant, en avançant, la pensée s'y fait sérieuse, et, quand le critique a rencontré le fragment sur la *vertu,* qu'il qualifie d'admirable, il s'arrête et il aime à clore par ce haut enseignement. La dernière page aussi, sur cette vieille gloire latine, dès longtemps éclipsée, respire une véritable mélancolie qui se redouble dans la pensée de cette jeunesse d'hier déjà moissonnée. L'antique satirique latin et le jeune critique qui l'aurait voulu faire revivre sont à jamais réunis...

Quo pius Æneas, quo Tullus dives et Ancus!

Entre tous les poëtes anciens dont les œuvres ont disparu au milieu de la barbarie du moyen âge, les plus dignes de regret sont peut-être Ménandre et Lucile, la comédie attique dans la fleur de son urbanité et de son enchanteresse perfection, la satire latine dans toute la vigueur de son originalité native. L'époque où parut Lucile est assurément l'une des plus solennelles, l'une des plus curieuses de la vie romaine; deux éléments sont en présence : l'austérité antique et l'infamie des mœurs nouvelles. Telle est la lutte que le poëte avait décrite avec toute la vivacité de ses pinceaux : une société corrompue qui retenait pourtant quelque chose de l'ancienne grandeur, les gloires de la république à leur premier déclin, ce sourd travail enfin de dissolution morale qui semblait, en le nécessitant, annoncer la venue prochaine du christianisme, tout cela se retrouvait dans ses vers. On voit l'étendue de la perte qu'a faite ici la littérature.

Juvénal a dit : « Lorsque l'ardent Lucile frémit et s'arme d'un glaive étincelant (*ense velut stricto*), le criminel, en proie à des frissons internes, rougit, et la sueur des remords dégoutte de son cœur. » Vous reconnaissez ce libre railleur qui, au rapport d'Horace, *avait jeté le sel à pleine main*, ce censeur impitoyable qui, selon Perse, *déchirait toute la ville*. Sans doute, à travers les variations du goût, avec les progrès de la langue, on put trouver que le style du poëte devenait suranné; sa plaisanterie même, qui enchantait encore Cicéron (*summa urbanitas,* dit l'auteur des *Tusculanes*), blessait plus tard la délicatesse d'Horace, lequel ne pardonnait pas à Lucile les admirateurs qu'il gardait. Lucile cependant continua d'être beaucoup lu : « La satire, écrit Quintilien dont l'important témoignage veut être noté, est tout à fait nôtre, et Lucile, qui le premier s'y est fait un grand nom, a encore aujourd'hui des partisans si passionnés, qu'ils ne font pas difficulté de le préférer non-seulement à tous les satiriques, mais même à tous les poëtes. » Voilà d'imposants témoignages.

Tout d'ailleurs nous atteste la faveur et le succès qui demeurèrent à ces satires à travers les âges divers de la littérature latine : comme tous ceux à qui la gloire sourit, Lucile eut tour à tour ses rapsodes, ses éditeurs, ses commentateurs, des professeurs qui l'expliquaient, des critiques qui faisaient des théories sur ses vers. On l'imitait, on le publiait; on faisait de lui des extraits : l'admiration publique demeura infatigable. Ainsi, l'un des plus célèbres successeurs de Lucile dans la satire, Valérius Caton, donnait des œuvres du poëte une édition retouchée et rajeunie (1), comme Marot chez nous pour le *Roman de la Rose*. Julius Florus mettait au jour un choix populaire des *Satires* (2). Nicias, l'ami de Cicéron, écrivait un traité qu'on goûta fort sur les ouvrages de Lucile (3); Perse, au sortir des classes, devenait poëte en lisant une de ces satires; Horace, tout en égratignant son précurseur, lui empruntait des cadres, des traits, des tours, des vers tout entiers; Fronton, dans sa correspondance, ne cessait de le vanter à son élève Marc-Aurèle. On donnait sur lui des cours publics, les orateurs le citaient sans cesse au barreau, on en faisait des lectures dans les salons de Rome, et, au temps d'Aulu-Gelle, certains rhéteurs se contentaient de réciter ses écrits devant la foule. En un mot, durant toute l'antiquité, Lucile est traité comme un classique, et,

(1) Horat., *Sat.*, I, x, 1.

(2) Porphyrion sur Horace (*Ep.*, I. III, 1). — Voir Weichert, *Poet. lat. Reliquiæ;* Leipsig, 1830, in-8°, p. 366.

(3) Suet., *Gramm. ill.*, XIV.

quand la décadence arrive, cette gloire ne s'arrête même pas : au IVe siècle, Ausone s'occupe encore de ces *âpres poésies* de Lucile, *rudes camœnæ*, qu'il affecte d'imiter, tandis que le chrétien Lactance cite Lucile, le réfute et le traite comme l'un des principaux représentants de la sagesse païenne.

Voilà après quel éclat de réputation, voilà dans quelles conditions de gloire persistante les ouvrages de Lucile se sont tout à coup perdus au milieu des ténèbres qui survinrent. Quand arriva la renaissance, quand l'humanité, rendue à elle-même, s'enquit avec curiosité, avec passion, des grands artistes qui l'avaient charmée autrefois, des hommes illustres à qui l'antique civilisation du passé devait sa grandeur, on regretta particulièrement (1) les œuvres de celui que Juvénal avait appelé le nourrisson fameux du pays des Auronces, *Auruncæ magnus alumnus ;* mais les manuscrits des *Satires* avaient tous disparu, et il fallut aller demander les rares débris du poëte, courts lambeaux, vers incomplets, pensées inachevées, phrases interrompues, ou même mots isolés, aux grammairiens et aux scoliastes qui, par hasard, avaient cité de lui quelque chose : c'est ce que firent les Estienne au XVIe siècle, dans leur recueil des *Fragments des vieux poëtes latins,* d'où le plus jeune érudit d'une famille très-érudite, le Hollandais François Dousa, tira, en 1597, une édition particulière et fort augmentée des *Satires* de Lucile. Cent ans plus tard, Bayle, qui mettait la main sur toutes les curiosités, disait dans un piquant article de son *Dictionnaire :* « Ces fragments auraient besoin d'être encore mieux éclaircis par quelque savant homme. » Près d'un siècle et demi s'est écoulé depuis, sans que personne s'avisât de répondre au vœu de Bayle. Cette tâche difficile vient enfin d'être abordée et remplie par un habile latiniste, M. Corpet (2), à qui l'on devait déjà une bonne version d'Ausone : cette recension intelligente de Lucile classe M. Corpet au premier rang de nos érudits. Le nouveau critique est de l'école française ; sa critique est claire, prudente ; elle ne se perd pas dans les hypothèses et se borne aux restitutions nécessaires. Sans doute, le texte établi par M. Corpet pourra, comme il arrive toujours dans ces sortes d'entreprise, être contesté dans certains détails ; mais l'ensemble est assez satisfaisant pour qu'on puisse affirmer sans hésitation que Lucile a définitivement rencontré son éditeur. Au milieu des fatras plus ou moins érudits qui inondent l'Europe dans ce siècle de critique et d'analyse, j'ai rencontré peu d'ouvrages aussi réellement utiles et aussi intéressants que celui-là.

Il est juste de dire que M. Corpet a été aidé par certains travaux particuliers, par diverses monographies publiées depuis quelques années. Après deux siècles et plus du silence le plus injuste, la faveur en effet semble être tout à coup revenue au satirique de la vieille Rome ; maintenant c'est presque un thème à la mode. M. Varges, le premier en date, venait à peine, en 1835, d'insérer dans le *Rheinisches Museum*, qui se publie à Bonn, une dissertation de quelques pages sur certains points, surtout chronologiques et géographiques, de la biographie du poëte, que M. Patin, dans les premiers mois de 1836, donnait à la Sorbonne une série de leçons sur Lucile aussi délicates que piquantes. L'histoire de la poésie latine devra beaucoup au cours à la fois savant et attique que professe depuis tant d'années M. Patin ; mais il serait bien désirable que le souvenir en fût fixé autrement que

(1) Voir surtout les lamentations de Turnèbe dans ses *Adversar.*, XXVIII, 9.

(2) *Satires de Lucilius*, fragments revus, etc., par M. Corpet ; 1 vol. in-8°, 1845, Paris, chez Delion, 47, quai des Augustins.

par le profit qu'en peuvent tirer, comme nous l'allons faire aujourd'hui, certains auditeurs d'autrefois. Puis vinrent divers autres essais spéciaux : une restitution par le même M. Varges du voyage au promontoire de Scylla que Lucile avait mis en vers ; un travail analogue sur la satire *de l'orthographe* tentée, en 1840, par un savant de Berlin, M. Schmidt ; une courte biographie donnée l'année d'après à Breslau par M. Petermann, une thèse ingénieuse soutenue à Halle par M. Schœnbeck, et enfin des études antiques fort étendues publiées en Hollande par un spirituel et très-paradoxal érudit, M. Charles Van Heusde (1), livre qui a suscité en Allemagne une vive polémique (2). On le voit, nous tournons presque au catalogue, et notez pourtant que j'oubliais encore certaine brochure suisse passablement lourde que vient de lancer l'auteur d'une fort médiocre édition de Nonius, M. Gerlach (3). Il s'agit de montrer qu'Ennius n'a été pour rien dans l'*invention* de la satire, et que tout l'honneur de la chose revient précisément à son successeur Lucile ; ce qui, au fond, est un paradoxe assez puéril et ne repose que sur des querelles de mots. Qu'importent ces minuties de scoliaste ? Un malin poëte du XVIe siècle nommait cela des tempêtes dans un verre d'eau. A vrai dire, les lettres proprement dites ne sont guère intéressées dans ces guerres pédantes. Essayons en vue des lettres, au contraire, de mettre rapidement à profit ces travaux divers, et de tirer des fragments oubliés de Lucile ce qu'ils peuvent nous révéler sur le talent du poëte comme sur les mystères de la vie romaine.

On sait peu de chose de la vie de Caïus Lucilius. Comme tous les poëtes illustres qui l'avaient précédé (4), il naquit hors de Rome, en un petit municipe qui devint

(1) *Studia critica in Lucilium;* Utrecht, 1842, in-8°. — Je citerai cet exemple pour montrer jusqu'où M. Van Heusde pousse l'abus des hypothèses. On trouve dans deux ou trois passages de Lucile, qui consistent chacun en deux ou trois mots, les expressions de *boulangerie* et de *pilon :* aussitôt M. Van Heusde en conclut que Lucile, comme Plaute, a tourné la meule. Figaro ne demandait que deux lignes d'un homme pour le faire pendre ; il n'en faut pas tant à M. Van Heusde pour réduire les gens en esclavage. Je n'en apprécie pas moins tout ce qu'il y a de vues fines et d'érudition dans ce livre un peu indigeste. Il est à regretter que, dans sa récente réponse à M. Fréd. Hermann (*Epistola de Lucilio,* 1844), M. Van Heusde, éclairé par la critique, se soit obstiné dans tous ses paradoxes. Je m'étonne que, dans cette dernière brochure, le savant auteur, maintenant, contre toute vraisemblance, que Lucile a vécu quatre-vingts ans, relève, pour combattre la date donnée par saint Jérôme, certaines erreurs prétendues de la *Chronique* de ce saint. Cela prouve seulement que saint Jérôme avait un système particulier de compter les olympiades, système qui, en effet, a gardé son nom. M. Van Heusde, à ce qu'il paraît, n'a jamais lu *l'Art de vérifier les dates.*

(2) Voir un article critique fort dur de M. Frédéric Hermann dans les *Éphémérides* de Gœttingue, 1843, n° 36.

(3) *Lucilius und die römische Satura;* Bâle, 1844, in-4°. — M. Gerlach ne fait guère que reproduire certaines opinions qu'avait d'abord émises M. Dziadek dans un spécieux mémoire *(Sat. romana, imprimis Luciliana, antiquæ græcæ comœdiæ non dissimilis;* Conitz, 1842, in-4°); opinions que M. Frédéric Hermann a reprises et modifiées depuis avec beaucoup de subtilité et de science *(de romanæ Satiræ auctore :* Marbourg, 1841, in-4°). En étudiant quelque jour les origines de la satire latine, nous aurons occasion de rétablir la vraie mesure et de montrer combien il sert peu de déprécier Ennius pour surfaire Lucile. C'est là que se placera naturellement la question de savoir si ce dernier poëte a été un copiste de Rhinton et des comiques de la grande Grèce.

(4) Le fait est digne de remarque : Livius Andronicus était de Tarente, Névius de Campanie, Ennius de Rudies, Pacuve de Brindes, Plaute d'Ombrie, Cécilius de la Gaule cis-

depuis colonie romaine, Suessa Aurunca, dans le nouveau Latium. Par une coïncidence qu'on a ingénieusement remarquée (1), cette petite ville a donné le jour à plusieurs poëtes satiriques éminents, entre autres à Turnus, que l'antiquité mettait près de Juvénal. La famille de Lucile était noble et riche ; le grand Pompée fut son petit-neveu. Les lettres romaines, comme l'a dit spirituellement M. Patin, recevaient là leurs lettres de noblesse; car jusque-là il n'y avait guère eu, parmi les écrivains, que des étrangers, des affranchis, de simples colons, en un mot des plébéiens et des prolétaires. Les auteurs désormais n'allaient plus être de simples *scribæ;* on ne donnerait plus à leurs vers le nom dédaigneux de *scriptura.* Mais, comme il arrivait dans la vie de tout Latin, le poëte fut d'abord soldat. A quatorze ans (2), il suivit Scipion au siége de Numance en qualité de chevalier; Scipion avait emmené *l'escadron des amis,* où étaient tous ces littérateurs, tous ces savants, tous ces philosophes, dont le tout jeune Lucile devint le protégé, puis l'ami. C'est là qu'il parut avoir connu, entre autres, ce Rutilius Rufus, stoïcien lettré, homme excellent, jurisconsulte illustre, dont il redoutait plus que d'aucun autre les jugements littéraires.

Revenu à Rome, Lucile publia ses premières satires. On était dans la première moitié du VIIe siècle; Attius et Turpilius obtenaient les derniers succès du théâtre à son déclin. Cette seconde génération, moins brillante que celle des Ennius, des Pacuve, des Névius, des Plaute, des Cécile et des Térence, qui avait illustré le siècle précédent, n'était pas de force à empêcher la chute imminente de la tragédie et de la comédie, qu'allaient décidément remplacer les farces des atellanes, les grossièretés des mimes, les boucheries des gladiateurs et des bestiaires. Lucile arrivait juste pour s'emparer de la vacance laissée par la scène : il héritait en même temps des libertés nationales de la comédie en toge (*fabula togata*), et de ce cadre tout nouveau de la satire que lui léguait Ennius, mais où il pouvait bien mieux que lui introduire de vives peintures des mœurs et de personnelles attaques. Qu'on le remarque, c'était la première fois qu'un chevalier condescendait à écrire, et, grâce aux illustres patronages dont il se couvrait, grâce au privilége de l'impunité propre à sa caste, il avait le droit de tout dire, d'arracher tous les masques, de livrer à la risée tous les ridicules ; il n'épargnait que la vertu, dit Horace, *uni æquus virtuti.* Où trouver un plus bel éloge?

Ce qu'on sait de plus particulier sur Lucile, c'est son intimité avec l'illustre Lélius et avec Scipion, qui s'étaient faits les protecteurs de sa jeunesse. Cicéron, dans son traité *de l'Orateur*, nous a initiés au touchant intérieur de ces grands hommes, à la charmante intimité de leurs loisirs : « Quand ils pouvaient s'échapper de Rome comme des captifs qui rompraient leurs fers, ils redevenaient tous deux enfants, *incredibiliter repuerascebant.* On ose à peine le dire de si grands personnages, mais ils ramassaient des coquilles et des cailloux sur la rive, et ils s'amusaient aux jeux les plus puérils. » Lucile partageait ces distractions; il était de ces promenades dans les jardins de Caïète, dans la villa de Laurente : Scipion et Lélius « s'amusaient sans façon avec lui, nous raconte Horace, et ils prenaient plaisir à sa conversation enjouée, en attendant que le plat de légumes fût cuit. »

alpine, Térence de Carthage. Attius de Pisaurum. La littérature, chez ce peuple de soldats et de gens d'affaires, ne fut pas d'abord indigène.

(1) Voir la notice de M. Boissonade sur Turnus (*Journal de l'Empire*, 11 janvier 1813).

(2) Voir M. Varges : *Specimen quæstionum Lucilianarum (Rheinisches Museum*, 1835).

On sait même, par une note du scoliaste Acron, qu'un jour Lucile fut surpris, dans le triclinium, poursuivant Lélius autour des lits avec une serviette roulée dont il faisait mine de le vouloir battre. Le poëte ne se doutait guère que sa plaisanterie, survivant à ses vers, serait gravement transmise à la postérité.

Lucile n'avait pas vingt ans quand Scipion lui fut enlevé; il se fit un devoir de venger le souvenir de son maître, de stigmatiser ses assassins, de rappeler en vers les vertus du grand citoyen : le reste de la vie de Lucile est inconnu. On peut soupçonner seulement qu'il fut publicain en Asie, et qu'il voyagea dans la grande Grèce. Ses richesses étaient nombreuses; il avait beaucoup d'esclaves, et des troupeaux qu'il faisait, au mépris des lois, paître sur les terres publiques, ce qui lui attirait des procès. La maison de Lucile à Rome avait été construite par l'état, soixante ans auparavant, pour Antiochus Épiphanes, que le roi de Syrie, son père, avait livré en otage aux Romains. Nous savons aussi le nom de quelques-uns de ses amis, les orateurs Posthumius et Licinius Crassus, le grammairien Stilo qui fut précepteur de Varron, et ce crieur Granius dont les célèbres bons mots faisaient fortune par la ville. Ces liaisons précieuses durent le distraire des inquiétudes que lui donnait sa santé, car il s'en plaint souvent, et il exprime même, à un endroit, le noble vœu « que le corps pût demeurer aussi ferme en son enveloppe que la pensée de l'écrivain demeure vraie dans son cœur. » On soupçonne que ses souffrances le déterminèrent à quitter Rome ; il alla mourir à Naples en 651, âgé de quarante-six ans. Cette cité lui accorda des funérailles solennelles, honneur que Rome, on l'a remarqué, avait refusé à Scipion.

Tous les écrits de Lucile se sont perdus : on avait de lui, à ce qu'il semble, outre ses satires, des hymnes, des comédies (1), des épodes, une histoire privée de la vie de Scipion; mais peut-être, les *Saturæ* admettant le mélange de tous les genres, des scènes comiques, des iambes s'y trouvaient-ils tout aussi bien que le récit de certains actes de Scipion. En détachant ces différentes parties pour en faire des volumes séparés, les grammairiens et les copistes obtinrent un *Lucilius comicus*, un Lucile auteur d'épodes, un Lucile biographe de l'Africain. Mais que nous importe? c'est l'écrivain que nous voulons retrouver, et qu'il nous reste à chercher dans ses fragments.

L'originalité de Lucile, comme auteur de satires, est d'avoir donné au genre créé par Ennius une forme *mieux entendue*, comme l'a dit Dacier ; c'est d'avoir montré un dessein plus suivi de reprendre les mœurs ; c'est surtout d'avoir régularisé cette forme capricieuse, de l'avoir rendue didactique. Ainsi, au lieu des libres mètres et du mélange de rhythmes d'Ennius, on trouve presque toujours chez Lucile l'hexamètre, rarement les vers iambiques et trochaïques. En un mot, la satire entre ses mains se détermine et prend l'aspect de discours en vers railleurs ou indignés qu'elle a gardé dans Horace et dans Juvénal.

Mais c'est assez de détails ; pénétrons dans l'œuvre même, rapprochons les débris épars de cette mosaïque, et cherchons à reconstruire en idée ces tableaux perdus et jusqu'au cadre qui les entourait.

(1) M. Petermann (*de Lucilii vita* : Breslau, 1842, in-8°, p. 9 et 11) dit qu'il n'y a rien dans les fragments de Lucile qui puisse faire supposer que le poëte avait écrit des comédies. C'est une erreur. Voyez les derniers livres, le livre XXVIII surtout, où l'on retrouve plusieurs incidents des *Adelphes* de Térence. Quand M. Petermann assure que Lucile n'avait point composé d'épodes, il se trompe ; le grammairien Diomède (édit. de Putsch, p. 482) dit positivement le contraire.

Tout poëte qui a la gloire devient à jamais une personne intéressante et chère dont on aime à pénétrer le secret en étudiant ses écrits. Il semble par là qu'on puisse se rapprocher davantage de l'homme même, et qu'on reconnaisse en lui un ami, un frère : l'intimité fait le charme des lectures, comme elle fait celui de la vie. En contemplant la divine expression de cette tête de femme que Raphaël a jetée mystérieusement sur ses toiles, je m'imagine volontiers que c'est une confidence, et mon rêve surprend la Fornarine appuyée sur l'épaule du maître. Qui n'aime à deviner dans les tristesses d'Alceste quelque chose de la mélancolie de Molière, dans les langueurs de *Bérénice* quelqu'un de ces tendres soupirs que consola peut-être la Champmeslé? Nous voudrions faire ainsi pour le vieux Lucile, et contrôler son caractère et sa biographie par ses vers, le peu qu'on sait de l'auteur par le peu qu'on a de ses écrits.

La vanité est un privilége acquis aux poëtes, quand ce ne serait que par prescription; avec eux, il faut toujours commencer par là. Quoiqu'il s'agisse, cette fois, d'un vers isolé, je suis bien tenté de croire que Lucile ne se refusait pas à lui-même le plaisir de constater ses succès, et en même temps, ce qui a sa douceur aussi, les échecs de ses rivaux. « Entre tant de poésies, écrit-il, les nôtres sont les seules courues aujourd'hui (1). » N'était-ce là qu'une vanterie ridicule mise dans la bouche de quelque poëte orgueilleux ? J'en doute un peu, et Lucile me paraît tout bonnement ici s'exprimer sur le ton de Corneille, le lendemain du *Cid :*

Et je dois à moi seul toute ma renommée.

N'avait-il pas donné la satire à Rome, comme Corneille venait de donner un théâtre à la France ? Pour parler avec lui, il « était de ces mortels à qui les Muses permettent l'entrée de leur sanctuaire (2), » et son génie s'était profondément abreuvé à la source de la Poésie (3). Et pourquoi donc n'aurait-il pas eu conscience de son talent, du don qui lui était départi de convaincre par les séductions du rhythme, et, comme il dit dans sa langue hardie, « d'arroser le cœur par les oreilles, *per aures pectus irrigarier ?* » Je ne fais pas d'hypothèse; ce qui est invraisemblable, c'est qu'un poëte ne se rende pas justice à lui-même. L'amour-propre est le lieu commun de toutes les natures littéraires.

Ce qui intéresse le plus, ce qu'on aime le mieux à retrouver dans ces lambeaux incohérents de satires perdues, c'est ce qui peint Lucile lui-même, ses chagrins, ses inquiétudes. Homme, il portait au cœur cette plaie de l'inquiétude vague, cette blessure sans nom dont Lucrèce (4) a parlé en de si admirables termes ; triste et morose, il avait déjà ce dégoût et cet ennui du bonheur que nous prenons pour une maladie moderne :

Tristes, difficiles sumu', fastidimu' bonorum ;

ce sont les sentiments de Byron et du poëte des *Feuilles d'Automne :*

(1) Et sola ex multis nunc nostra poemata ferri. (xxx, 30.)

(2) Quod sua committunt mortali claustra Camœnæ. (xxx, 64.)

(3) Quantum haurire animus Musarum e fontibu' gestit. (xxx, 29.)

(4) Lire dans son m^e livre, à partir du vers 1066, toute cette belle page, où Faust et Manfred se seraient reconnus.

Le bonheur, ô mon Dieu ! vous me l'avez donné.

Une affection chère, celle d'un ami sans doute, semble avoir quelquefois consolé Lucile dans ces accès de découragement et de mélancolie : « Oui, s'écrie-t-il avec un accent qu'on ne saurait rendre, toi seul es pour moi, dans la grandeur de mon chagrin, dans mon dégoût profond, dans ces ténèbres de ma vie, la brise de salut. » Malheureusement on ignore à qui s'adressaient ainsi les affectueux épanchements du poëte. Nous ne sommes guère mieux renseignés sur les liaisons moins sévères auxquelles il demandait une distraction à ses peines ; on sait seulement que le seizième livre des *Satires* portait le nom de l'une de ses maîtresses, appelée Collyra, ce qui surprend un peu quand on voit quelle est précisément la crudité cynique des fragments qui se rapportent à ce livre. Ailleurs il est aussi question d'une fille de bonne volonté, appelée Crétea, qui, venue chez lui sans façon, s'était mise d'elle-même dans le costume le plus simplifié. Mais nous ne pouvons juger si le récit de cette visite amoureuse était un air d'homme irrésistible et de poëte à bonne fortune qu'affichait Lucile, ou si ce n'était qu'un trait contre l'impudique familiarité de quelque femme perdue. Je remarque du reste que, dans la quantité de noms propres qu'offrent ces fragments, la plupart sont politiques et se rapportent aux affaires du temps ; un très-petit nombre éclaire la biographie de celui qui les enchâssait dans ses vers.

Notons cependant, entre les restes mutilés de cette œuvre jadis si célèbre, une sorte de regret funèbre consacré par Lucile à son esclave de prédilection ; il faut citer cette épitaphe célèbre qui, sous l'empire, avait encore ses admirateurs, puisque Martial (1), dans ses vives railleries contre les partisans de l'archaïsme, se moque précisément du style rocailleux de ces vers, lesquels, selon lui, semblent cahoter entre les rochers, *per salebras altaque saxa cadunt :*

Servu' neque infidus domino, neque inutili' cuiquam,
Lucili columella, hic situ' Metrophanes'st.

« Un esclave qui ne fut jamais infidèle à son maître et ne fit de mal à personne, le soutien de Lucile, Metrophanès gît ici. »

Lucile, sans doute, a su quelquefois mettre plus de mélodie dans ses vers, il n'y a jamais mis plus de sensibilité. On aime à savoir que ce lettré de la vieille aristocratie romaine eut un ami entre ses esclaves, et comprit ce noble sentiment de l'égalité humaine que Plaute venait de laisser poindre dans la comédie des *Captifs*, où le beau rôle appartient à quelqu'un qui n'est pas libre encore. Cela me fait aimer le caractère de Lucile.

Jusqu'ici le poëte nous a peu parlé de lui-même ; mais en voyage les connaissances se font vite. Que ne pouvons-nous donc l'accompagner dans son excursion de Rome à Capoue et de Capoue au détroit de Messine ! Le troisième livre des *Satires* était consacré au gai récit de cette courte expédition, qui a donné à Horace l'idée du *Voyage à Brindes*, l'un de ses chefs-d'œuvre les plus exquis ; *Lucilium æmulatur Horatius*, dit le scoliaste Porphyrion. Il est bien juste que Lucile ait l'honneur de figurer dans la généalogie, après avoir été dépossédé par un succès-

(1) *Epigr.*, XI, 90.

seur immortel ; c'est une mince compensation. Suivons du moins son itinéraire (1) sur la carte.

Quand Lucile part de Rome, un méchant cheval porte sa valise : suivant sans doute la voie Appienne, qu'Horace déclarait être « moins rude pour les piétons paresseux, » le poëte longe la mer, traverse les marais Pontins, franchit des montagnes (peut-être aussi les *rochers blancs* d'Anxur (2), passe à Formies, et s'arrête à Capoue pour voir un combat de gladiateurs qui paraît avoir été sanglant, car rien n'y manqua, ni le râle du vaincu, ni les airs féroces du vainqueur, « qui allongeait son museau comme un rhinocéros d'Éthiopie, » ni les aigrettes de plumes de paon que portaient les lutteurs, toujours prêts à recommencer la tuerie. C'eût été une page curieuse pour l'histoire des mœurs provinciales de la vieille Italie que ce spectacle campanien décrit par la plume pittoresque de Lucile. De Capoue le poëte se rend à Pouzzol, et, s'y embarquant, il double le promontoire de Minerve, mouille à Salerne, et repart à force de rames pour débarquer enfin au cap Palinure, vers le milieu de la nuit. Je crois probable qu'il ne dépassa point le promontoire de Scylla, d'où il put découvrir le détroit de Messine, le rempart de Reggio, puis Lipari et le temple de Diane Facelina, dont il est question dans ses vers.

Voilà pour la géographie. Mais, au sens de certains fragments, il est facile de deviner que les mésaventures de route et les anecdotes d'auberge tenaient bonne place dans cette espèce d'épître familière. Rien n'y manquait, pas même, je crois, la tempête obligée, ni les esclaves endormis que le maître dut éveiller en personne, ni la conversation avec le guide qu'on avait pris en route. La vieille cuisine de Bénévent, où Horace ne trouva qu'un dîner de grives étiques, rappelle tout à fait ce méchant gîte où Lucile ne trouva même pas de feu, et où l'on ne sut lui servir ni huîtres, ni falourdes, ni asperges, rien de ce qu'il aimait. C'est là sans doute qu'il vit cette cabarétière syrienne, *caupona syra,* que Virgile à son tour contemplait assis sous un berceau d'oseraie (3), et qu'il nous a si délicieusement peinte, dans une taverne fumeuse, la tête ornée d'une petite mitre grecque, et se battant les coudes avec des baguettes claquantes, tandis qu'au son du crotale elle dansait ses pas lascifs. On se souvient qu'en allant à Brindes, l'ami de Virgile avait fait bonne chère dans la riche villa de Cocceius; il me paraît vraisemblable que quelque hôte généreux reçut également Lucile, et c'est ici que je place cette exclamation d'affamé : « Nous ouvrons les mâchoires, et nous mettons l'ouverture à profit ; » ainsi que cette allusion à une orgie : « Les brocs au vin sont renversés, et notre raison avec eux. » Ce jour-là, Lucile n'était pas précisément un moraliste.

Horace, dans sa satire célèbre et charmante, a laissé une page immortelle : les expéditions des touristes à grand fracas et tous les voyages autour du monde seront oubliés, qu'on aura encore sur les lèvres ces vers du Romain. Voyez le privilége des poëtes ! tant qu'il y aura des hommes et une civilisation, chacun pourtant saura qu'un jour il prit la fantaisie au fils d'un affranchi du temps d'Auguste d'aller de Rome à Brindes en prenant la voie Appienne. Il est vrai que ce promeneur s'appelait Horace, et qu'il faisait son excursion de compagnie avec Varius et

(1) Pour ce qui concerne les détails géographiques de ce voyage, je suis le plus souvent la minutieuse dissertation de M. Varges, *Lucilii quæ ex libro III supersunt;* Stettin, 1856, in-4°.

(2) Impositum saxis late candentibus Anxur. (Horat., *Sat.*, I, v, 26.)

(3) Voir sa *Copa*.

Virgile : l'art rend éternel tout ce qu'il touche. Lucile aussi était allé au détroit de Messine, et cela bien avant que Flaccus allât à Brindes; il avait même parlé de son mauvais cheval, comme l'autre a parlé de la méchante mule de son batelier; il avait décrit un combat de gladiateurs, comme l'autre a décrit un combat de bouffons; mais, hélas! on ne dit guère de bien de ceux qu'on pille, et Horace a copié Lucile..... en le maltraitant. Cette ingratitude-là n'ôtera certainement rien à la gloire du maître : les lecteurs s'inquiètent peu des origines, et les fragments du troisième livre de Lucile resteront l'exclusive pâture des érudits. Et cependant Lucile ne voulait pas de lecteurs savants! La postérité ne l'a guère satisfait.

Jusqu'ici nous n'avons encore eu affaire qu'à un rêveur laissant aller la Muse à sa guise, et se complaisant à tous les jeux de la poésie individuelle. Toutefois, ce qu'on est impatient de voir aux mains de Lucile, c'est ce glaive étincelant dont parle Juvénal. Tâchons donc de retrouver *l'âcre et impitoyable écrivain* dont il est question dans Macrobe, *l'âpre satirique* qu'Acron, le scoliaste d'Horace, admirait encore après le ve siècle.

En parlant du vieux Caton, Lucile a dit : « Il nommait tous ceux qui méritaient ses attaques, parce que sa conscience ne lui reprochait rien; » nous surprenons ici Lucile se louant lui-même dans l'éloge d'autrui. En effet, son renom de probité, le rang qu'il tenait dans la caste patricienne, les liaisons illustres derrière lesquelles il était à couvert, l'autorité aussi de son talent, et cette verve surtout qui pousse tout vrai poëte et entraîne après lui le lecteur, permirent à l'ami des Lélius et des Scipions l'usage, nouveau dans la satire latine, des personnalités, des attaques nominales, des désignations terribles ou piquantes. De là des entrées en matière promptes et incisives, une sortie taquine par ici, un duel à outrance par là, de légères escarmouches à côté de combats sanglants, l'ironie badine voisine de l'imprécation vengeresse, le ridicule qui fustige avec l'indignation qui châtie, toute une mêlée enfin de vers agressifs, harcelants, redoutés. De plus, les coups de ce fouet vengeur étaient si vertement appliqués, qu'ils restèrent empreints sur les victimes comme un ineffaçable stigmate. Autant de qualificatifs accolés aux noms propres, autant de synonymes dans la langue. Chaque individu désigné devint, sous le sceau de cette poésie réprobatrice, une sorte de type proverbial, grotesque ou odieux, de quelque ridicule ou de quelque vice.

Voyez plutôt si, pour Cicéron, le modèle toujours vivant de l'homme vénal, ce n'est pas Tubulus; voyez si, chez Horace, Gallonius ne demeure point la personnification du gourmand, si Nomentanus ne reste pas l'idéal du vaurien, si le nom de Lupus ne se présente pas le premier quand il s'agit d'un impie. Tous ces personnages étaient des contemporains de Lucile qu'il avait flétris dans ses satires. Puissance étrange et redoutable que celle-là et qui fit qu'un poëte, au milieu des transformations de la langue, put changer des noms propres en noms communs, élever le particulier au général, et punir les vicieux, en les incarnant dans le vice. Voilà comment, entre ses mains, la satire devint une espèce de poteau infamant où le portrait des coupables demeurait à jamais suspendu comme une effigie symbolique.

On devine quelles inimitiés implacables suscitèrent contre Lucile de si audacieuses attaques. Comment Tuditanus lui aurait-il pardonné les blessantes épithètes « d'ami des ténèbres et de poltron? » comment le vieux Cotta, ce mauvais payeur, ce chercheur de défaites, toujours en retard avec ses créanciers, » comment Calvus,

« le mauvais homme de guerre, » comment cet autre « avec ses jambes cagneuses et décharnées, » pouvaient-ils oublier l'amertume de ses sarcasmes? Aussi les rancunes, les haines, les mauvais propos, se firent-ils jour de tous côtés. Quand les amis de Lucile l'invitaient à quelque repas, leur premier soin était de ne pas convier par mégarde quelqu'une des récentes victimes du poëte; autrement, c'étaient des récriminations à n'en plus finir : « Nos amis, s'écriait-on avec dépit, ont osé nous prier de venir dîner avec ce coquin de Lucile, *cum improbo*. D'autres fois on ne se contentait pas de se venger par des ripostes de conversation, par des plaintes chuchotées à l'oreille. Un jour (1), à propos d'on ne sait quelle pièce de théâtre (probablement le *Duloreste* de Pacuve), Lucile avait parlé « d'un poëte tragique perdant ses vers pour un Oreste enroué, *rausurus Orestes;* » l'acteur ainsi désigné, ou quelqu'un de ses camarades, répondit à cette attaque en nommant le poëte d'une façon outrageuse au beau milieu du théâtre. On sait que le métier de comédien n'était pas, à Rome, comme il l'avait été chez les Athéniens, compatible avec les plus hautes fonctions, avec celles même d'ambassadeur, et qu'il n'y avait guère que des esclaves dans les troupes qu'engageaient les édiles : monter sur les planches ravalait un homme libre au-dessous des plus vils prolétaires. Blessé par un histrion dans son orgueil de chevalier, Lucile n'eut pas le bon esprit de voir là une légitime représaille et fit un procès. Il le perdit : c'était justice. Le lendemain aussi du compte rendu de *l'Écossaise* dans l'*Année littéraire,* Voltaire, en vrai gentilhomme de la chambre du roi, ne demandait-il pas très-sérieusement que Fréron, qu'il venait de vilipender sur la scène, fût mis sans façon au For-l'Évêque? Certaines vanités sont aveugles, et les vanités de poëtes pourraient bien être de ce genre-là.

Il ne faut pas s'être engagé depuis longtemps dans la difficile étude des fragments de Lucile pour reconnaître que l'auteur appartient au parti des vieilles mœurs. Ainsi, rien qu'à l'entendre s'écrier, avant Horace : « Comme la fourmi, amasse des fruits dont tu pourras, durant les rigueurs de l'hiver, jouir et faire tes délices au logis, » je reconnais l'ancienne prévoyance romaine, ce goût de l'épargne, que le luxe croissant rendait chaque jour plus rare. On était désormais plus fier des prodigalités que des vertus. Déjà l'auteur des *Ménechmes,* avec sa verve habituelle, avait dit : « Ce que cherchent maintenant les citoyens considérés, c'est du bien, du crédit, des honneurs, de la gloire, la faveur populaire; voilà ce qui a du prix aux yeux des honnêtes gens (2). » On voit où en était tombée l'austérité première. Lucile n'est pas moins sombre dans ses peintures : « L'or et les honneurs, écrit-il, sont devenus pour chacun les signes de la vertu. Autant tu as, autant tu vaux, autant on t'estime. » Constatons par ces textes combien la décadence morale date de loin et remonte plus haut qu'on ne croit dans la vie romaine. Plus d'un écrivain antérieur à Lucile se tournait déjà vers le passé, et vantait avec regret les temps antiques; il faut, à ce sujet, entendre Plaute parler en termes plaisants de la maladie qui, disait-il, attaquait si rudement les bonnes mœurs, que la plupart sont maintenant à demi mortes (3). » Et il ajoute plus loin

(1) *Rhet. ad Herenn*, II, 13.—Van Heusde, *Studia critica,* p. 305.—Lucile, éd. Corpet, XIX, 8.

(2) Plaut., *Trinum.*, 244.

(3) . . . . . Morbus mores invasit bonos;
Ita plerique omneis jam sunt intermortui. (*Ibid.*, 6.)

ce mot frappant, qui, à lui seul, donne le secret de toute cette époque : « L'ambition est consacrée par l'usage; elle est libre des lois (1). » C'est presque la Rome de Catilina, ce n'est plus la Rome de Fabricius. Mais il faut laisser la parole à Lucile : écoutez ces beaux vers, où respire dans sa force, où revit dans sa verdeur le vieux sentiment latin. C'est l'indignation du citoyen qui éclate à la vue des infamies du forum; je n'espère pas rendre l'âpre énergie du texte :

Nunc vero, a mane ad noctem, festo atque profesto,
Totus item pariterque dies, populusque patresque
Jactare indu foro se omnes, decedere nusquam,
Uni se atque eidem studio omnes dedere et arti :
Verba dare ut caute possint, pugnare dolose,
Blanditia certare, bonum simulare virum se,
Insidias facere, ut si hostes sint omnibus omnes.

« Maintenant, depuis le matin jusqu'à la nuit, qu'il soit fête ou non, en un mot tout le jour et tous les jours, peuple et patriciens, se démènent tous dans le forum, et n'en quittent point. Tous s'appliquent à une seule étude, à un même art, celui d'abuser par de fines paroles, de lutter de ruse, de rivaliser de flatteries, d'afficher des airs d'homme de bien, de tendre des piéges, comme si de tous tous étaient ennemis. »

Je reconnais là cette cité pervertie qui, selon l'énergique parole rapportée par Salluste, se serait vendue si elle avait trouvé un acheteur.

En dénonçant ainsi avec l'accent d'un honnête homme irrité l'avilissement où tombaient chaque jour les vertus publiques, Lucile n'épargnait pas plus les castes qu'il n'avait épargné les personnes; noble, il osa même s'attaquer à la noblesse. « Ils s'imaginent, dit-il dans un précieux fragment, pouvoir faillir impunément, *peccare impune,* et que leur naissance les couvre contre toute atteinte. » Tout le monde se rappelle la magnifique apostrophe de Dante : « O petite noblesse du sang! tu es bien un manteau qui raccourcit vite, car si on n'y ajoute un morceau de jour en jour, le temps tourne à l'entour avec ses ciseaux (2). » Voilà où en était Rome, et Lucile osait le lui dire. Dans le siècle précédent, quand Névius avait essayé d'introduire sur la scène latine les libertés de l'ancien théâtre attique, quand il s'était permis (3) un sarcasme contre le *fatal consulat* de Métellus et une allusion contre le grand Scipion, que son père avait ramené tout penaud de chez sa maîtresse avec un manteau pour tout vêtement, on sait comment cette tentative aristophanique avait réussi et de quel air de dédain le consul attaqué avait dit : *Malum dabunt Metelli Nævio poetæ.* Cela est intraduisible; il faut sentir l'idée d'ignominie attachée à cette expression de *malum,* qui désignait la correction infligée à un esclave; il faut sentir le mépris amer qu'il y a dans ce rapprochement

(1) Ambitio jam more sancta 'st, libera'st a legibus. (*Ibid.*, 1002.)

(2) Ben se' tu manto che tosto raccorce
Si che, se non s' appon di die in die,
Lo tempo va dintorno con le force.
(*Parad.*, XVI, terz. 6.)

(3) Voyez Klusmann, *Nævii vita*, Jéna, 1842, in-8°, page 15, et une note de M. Naudet sur le vers 27 de l'*Amphitryon*.

du grand nom des Métellus et de celui d'un méchant Grec de Campanie, écrivailleur aux gages des histrions. On a spirituellement remarqué que le chevalier de Rohan devait s'exprimer sur le même ton la veille du jour où il fit rosser Voltaire par ses gens. Voltaire fut mis à la Bastille; Névius alla en prison, et de plus il mourut en exil.

Ce contraste, à cent ans de distance, d'un tribun dramatique que l'aristocratie fait taire et d'un tribun satirique que l'aristocratie laisse dire, marque le changement qui s'était accompli dans les mœurs littéraires. Hier on imposait violemment silence à l'homme du peuple qui s'avisait de transformer la littérature, ce vil passe-temps des esclaves beaux esprits, en instrument contre les puissances : aujourd'hui les choses ont bien changé; il n'est plus de mauvais ton, c'est même la mode d'écrire; Lélius ne se cacherait plus pour faire des vers avec Térence, et Lucile, tournant avec une entière indépendance les droits de sa caste contre sa caste, peut, sans qu'on l'inquiète, s'exprimer crûment sur toute chose. On le maudira entre les dents, on se vengera par de mauvais propos; mais personne ne l'appellera devant le préteur.

Lucile usa amplement du privilége qui lui était laissé; je le trouve mettant le doigt avec audace sur la plaie future de l'empire, la vénalité militaire. C'est une chose remarquable que l'extrême réserve avec laquelle les poëtes de la république touchent les matières de l'état, de l'armée, de la famille : soldat, citoyen, père de famille, le Romain des vieux temps veut être respecté et ne souffre point l'ironie. Il n'y a pas dans tout le libre théâtre de Plaute un trait qui eût pu blesser ces susceptibilités : la politique du sénat n'y est pas plus attaquée que la vertu des matrones, et le personnage, le *masque* du militaire fanfaron, est toujours un Grec sans conséquence qui ne compromet en rien la bravoure nationale. « Les légions, s'écrie Lucile, servent pour de l'argent, *mercede merent legiones.* » C'était une nouveauté qu'un si hardi langage; il annonçait déjà les beaux vers où Lucain osa dire depuis : « Il n'y a ni foi ni pitié chez ceux qui vivent dans les camps; leurs bras sont vendus; le droit pour eux est où il y a le plus d'argent (1). » Lucile avait-il deviné que les gouvernements militaires finissent par le despotisme et la corruption? On lit dans un de ses fragments : « Tout est jeu et hasard dans la guerre; or, si tout est chance et hasard, pourquoi courir à la gloire? » Mais qui donc, chez les maîtres du monde, pouvait avoir l'humeur si peu belliqueuse? Comment Lucile surtout, qui avait courageusement servi aux armées, fût-il venu proclamer dans ses vers des doctrines de paix perpétuelle? Assurément le poëte mettait ce mot dans la bouche de quelque poltron; à Rome, il n'y avait pas d'abbé de Saint-Pierre, même dans les lettres. Du reste, à un autre endroit de ses satires, Lucile montre dans la guerre la destinée même de Rome, et cette fois il ne donne plus la victoire comme un simple caprice de la fortune : « Souvent le peuple romain, écrit-il, a été vaincu par la force et surpassé en de nombreux combats; mais dans une guerre jamais, et tout est là. » Lucile ici parle en son nom : il a foi à la ville éternelle.

Le temps est venu de quitter le forum; ce qu'on est surtout désireux de connaître des peuples qui ont disparu, c'est cette existence de tous les jours que les

(1) Nulla fides pietasque viris qui castra sequuntur.
Venalesque manus : ibi fas, ubi maxima merces.
(*Phars.*, x, 408.)

historiens n'ont pas occasion de peindre, c'est cette vie du foyer dont nous cherchons complaisamment les ressemblances avec la nôtre. Sans donc nous laisser avec la tourbe des clients entre les colonnes de l'atrium, Lucile va nous faire pénétrer tout de suite dans la salle des festins : c'est maintenant la pièce principale. Partout s'étalent les délices et les raffinements du luxe. Fi des siéges de hêtre, des simples bancs de bois qu'on avait au vieux temps! chacun de nos gourmands est voluptueusement couché sur l'édredon, sur des tapis soigneusement fourrés des deux côtés, *pluma atque amphitapæ*. Vous voyez devant vous les conquérants de l'univers! celui-ci avale un plat d'huîtres que l'hôte a payé mille sesterces ; celui-là se réserve pour le pâté de volaille grasse ; un troisième préfère les tétines de truie qu'on a tuée aussitôt qu'elle avait mis bas ; en voici un qui demande du vin tiré tout frais du tonneau et auquel le siphon et le sachet de lin du sommelier n'aient rien fait perdre de sa première saveur; en voilà un autre qui s'étouffe, à en mourir, avec les saperdes et la sauce de silure. Écoutez ce gourmet : il vous expliquera comment le poisson qu'on appelle loup du Tibre est bien plus friand et vaut le double quand il a été pêché entre les deux ponts, parce qu'alors il s'est nourri le long du rivage des immondices que la ville jette dans le fleuve. Plus tard, après Lucile, ces recherches se raffineront encore et deviendront une sorte de mélange singulier, une complication de gastronomie et de cruauté morale : on trouvera, par exemple, le poisson plus délicat quand il aura été pris dans un naufrage, *si quid naufragio dedit, probatur,* dit Pétrone; les périls courus par les pêcheurs donneront du prix à la murène et en relèveront même le goût (1).

Mais quoi! on est en retard, il faut quitter la table, le jeu de dés, le sourire à moitié ivre des courtisanes; l'heure a sonné pour nos patriciens d'être au forum (2), s'ils ne veulent pas payer l'amende. Les voilà donc qui relèvent leurs cheveux parfumés et qui s'en vont s'asseoir tant bien que mal sur leurs siéges de juges. Quel ennui, hélas! que les devoirs! et comment, au sortir des joies du triclinium, lire, d'une paupière appesantie par le vin, les dépositions des témoins? comment suivre les raisonnements subtils de ce légiste qui plaide? Au lieu donc de suivre toutes ces minuties de procédure, rêvons à la coupe murrine pleine de vin grec mêlé de miel que nous présentait tout à l'heure cette jeune et charmante esclave aux cheveux lisses, à la toge de gaze si fine qu'on dirait du vent tissé, *ventus textilis* (3). Tant pis pour les plaideurs! on jugera à tout hasard.

Foin de l'austérité et de la justice! la vie est courte, et il la faut bien remplir. Quels sots scrupules n'avait-on pas naguère contre la danse et les spectacles! Que votre fille plutôt aille apprendre des pas et des figures à l'école des baladins; que votre fils (il n'a pas douze ans, il porte encore la bulle (4); mais qu'importe?) exécute, au son de la sambuque, cette danse lubrique qui ferait rougir un jeune esclave prostitué. Assouvissez vos sens par tous les plaisirs, votre esprit par toutes les distractions; semez l'or, et, si vous vous ruinez, faites du moins comme ce Mé-

(1) Piscium sapores quibus pretia capientum periculo fiunt. (Plin., *Hist. nat.*, IX, 54.)

(2) Voir Macrobe (*Saturn.*, II, 12) qui complète les traits épars dans Lucile.

(3) Expression de Publius Syrus (dans Pétrone, ch. LV); c'est presque la *vitrea toga* dont parle Varron. Il est aussi question dans Sénèque de ces robes transparentes avec lesquelles les matrones, dit énergiquement le philosophe, « ne adulteris quidem, plus sui in cubiculo, quam in publico ostendunt. » (*De Benef.*, VII, 9.)

(4) Voir dans Macrobe (*Saturn.*, II, 10) le discours de Scipion auquel Lucile faisait ici allusion (Sat. II, fr. 10; édit. Corpet).

nius qui, réduit à vendre sa maison, se réserva du moins une colonne d'où pouvait voir les combats de gladiateurs. — Voilà le spectacle peint par Lucile et qui fait que le poëte indigné peut apostropher les vainqueurs du monde, les maîtres de la terre, et leur dire : « Vivez, gloutons ; vivez, ventres ! *vivite ventres !* »

Après les déportements de la ville, ceux des tribus rustiques : tout passe sous la verge du satirique. La campagne aussi a ses gourmands comme la cité, pauvres gourmands qui dînent, non plus dans des plats d'or, dans des vases de cristal, mais qui, pour leur repas de tous les jours, en sont réduits à un peu de chicorée assaisonnée de sauce de mènes et servie sur une assiette étroite de terre de Samos. Triste cuisine, maigre plat, plus humble encore que cet étrange ragoût d'ail, de rue, de coriandre, d'ache et de sel broyés, dont Virgile nous a laissé l'agreste recette dans le *Moretum*. Lucile avait fait une grotesque description de je ne sais quel repas donné par un rustre gastronome qui, voulant faire bombance, s'était ruiné en ciboule et en oignons, comme les citadins se ruinaient pour l'huile de Cassinum ou le vin de Falerne, et n'avait composé son régal que de légumes. Je m'imagine que, pour préparer ce beau festin, notre homme fit venir de la ville quelqu'un de ces cuisiniers dont parle Plaute (1), qui, chômant la huitaine, allaient le neuvième jour préparer les rôtis de tous ces gloutons de village avides d'avaler à chaque nondine. C'était à ce propos peut-être que Lucile amenait une apostrophe à l'oseille, qu'on commençait à négliger fort de son temps et dont l'usage avait été contemporain de l'austérité des mœurs :

« Oseille! que de louanges sont dues à celui qui te connaît encore! C'est à ce sujet que Lélius, ce sage, avait coutume de pousser les hauts cris et d'apostropher à leur tour chacun de nos goinfres : « O Publius Gallonius ! s'écriait-il ; ô gouffre ! tu » es un être bien misérable. De ta vie tu n'as soupé une fois en honnête homme, » quoique tu manges tout ton bien pour une squille ou pour un gros estur- » geon (2). »

Qu'entendait Lélius par ce *cœnare bene, souper en honnête homme?* expression dont M. Corpet ne me paraît pas avoir saisi la vraie nuance. Lélius, disciple des stoïciens Panætius et Diogène, recherchait le bien avant tout, et ne mettait pas le vrai bonheur dans les plaisirs des sens ; pour lui, il n'y avait de *bon dîner* que celui où l'on satisfaisait avec frugalité aux besoins de la nature et où s'entremêlaient d'utiles, d'agréables causeries. Cela se trouve expliqué un peu plus loin : « Mets cuits à propos, bon assaisonnement ; puis de sages entretiens, et, si tu veux encore, de l'appétit. » Nous avons le programme des dîners de Lucile ; c'était le même que celui de Varron les jours où Cicéron le venait visiter dans sa ferme de Tusculum.

Tel était l'enseignement pratique du poëte : Horace un jour s'inspirera de ces mœurs tempérées, de cette aménité de doctrines qui, fixées avec art sous les délicatesses de la diction, font encore le charme de ses vers. Mais que pouvait la poésie quand les lois, dans ce pays de juristes et de législateurs, étaient devenues impuis-

(1) . . . . . Cocus ille nundali' est : in nonum diem
Solet ire coctum. (*Aulul.*, 280.)

(2) Le sage Lélius se souvenait ici de son Hésiode : « Insensés qui ne savent pas combien la moitié est préférable au tout, et ce qu'il y a de richesse dans la mauve et l'asphodèle. » (*Trav. et Jours*, v. 41.)

santes? Il y avait longtemps, Lucile nous l'apprend lui-même, que la loi Fannia, qui avait fixé à cent as le maximum des frais d'un repas, était tombée en désuétude : « Les cent méchants as de Fannius, » disait-on proverbialement en parlant d'un mauvais dîner. Quant à la défense qu'avait faite ce même règlement de manger des poules grasses, on s'en tirait par une subtilité d'avocat, en ne faisant engraisser que des coqs; Pascal n'a pas trouvé cette distinction dans Escobar. Quelque temps avant la mort de Lucile, on porta un nouveau décret somptuaire (1); mais ce fut en vain : nous voyons, par les *Satires* elle-mêmes, que chacun prit plaisir à l'éluder par des subterfuges : *legem vitemus Licini*. La société païenne était sans frein; rien ne pouvait l'arrêter sur cette fatale pente à la perversion.

Quand on est voluptueux, on devient avide ; tout se tient dans le mal, et l'enivrement des sens induit aux vices de l'âme. Pour suffire à cette vie de luxe et de plaisirs, il fallait de l'argent; de là ces coquins rapaces, ces fripons aux mains engluées, *viscatis manibus* (2), qui rafflaient tout et ne lâchaient rien; de là ces pince-mailles et ces usuriers, que Tacite, de son temps, regardait encore comme le plus vieux fléau de Rome (3). La plupart grapillaient et pillaient pour faire ensuite les prodigues; quelques autres, fidèles à l'ancien instinct de la race latine, thésaurisaient chichement et se privaient pour amasser. Il reste de Lucile quelques vers pleins de verve sur un vieux ladre agenouillé devant son or :

Cui neque jumentum est, nec servus, nec comes ullus,
Bulgam, et quidquid habet nummorum, secum habet ipse :
Cum bulga cœnat, dormit, lavit : omnis in una
Spes hominis bulga, hæc devincta est cetera vita.

« Il n'a ni jument, ni esclave, ni compagnon; sa bourse, tout ce qu'il a d'argent, il le porte avec lui ; avec sa bourse il dîne, dort, se baigne. Toute la sollicitude de l'homme est dans sa bourse ; à sa bourse est lié le reste de sa vie. »

Molière n'eût pas désavoué ces lignes.

Voilà comment l'impitoyable Lucile passait tout en revue et peignait les habitants de Rome, dans leur vie publique comme dans les secrets de leur intérieur. Ceux qui se glissaient dans l'impudique rue des Toscans n'échappaient pas plus à sa verve que ceux qui quémandaient à prix d'or les suffrages populaires ; il dénonçait aussi bien les raffinements de la débauche que les infamies du forum. Partout où un Latin a l'habitude d'aller, sur les places et dans les marchés, aux gymnases et dans les parfumeries, dans les temples et chez les barbiers, partout enfin où l'on

(1) La date incertaine de cette loi Licinia a donné lieu à vingt hypothèses, dont les moins vraisemblables peut-être appartenaient à l'auteur des *Studia critica in Lucilium*. Depuis, M. Van Heusde, dans son *Epistola ad Hermannum de Lucilio*, a produit de nouvelles conjectures qui pourraient être réfutées de même par des conjectures. Ce qu'il y a de sûr, c'est que la date de la loi Licinia varie de 644 à 657. Or, Lucile étant mort, d'après saint Jérôme, en 651, cette loi dont le poëte parle avait dû paraître avant 651.

(2) Plaute (*Pseudol.*, 84) a une expression plus vive encore pour peindre ces mains crochues, *furtificæ manus*, qui étaient sans doute l'une des soixante-trois manières qu'avait Panurge de se procurer de l'argent. (Voir le *Pantagruel*, l. II, ch. XVI.)

(3) Vetus urbi fœnebre malum. (Tac., *Ann.*, VI, 16.)

jase et où l'on achète, partout où s'exercent la malignité des médisants et l'industrie des chercheurs d'argent, vous êtes sûr de trouver Lucile; il a l'œil ouvert, l'oreille aux aguets, et le malin, selon le mot de Despréaux,

Aux vices des Romains présente le miroir.

Notre tâche de glaneur et de mosaïste n'est pas achevée. Ramassons en passant ceux des fragments de Lucile qui se rapportent aux femmes romaines; ce ne sont pas les moins curieux. On peut juger exactement de l'état d'un peuple, en voyant ce que sont chez lui l'amante et l'épouse.

Cet élégant qui « se rase, s'épile, se décrasse, se ponce, se bichonne, se lustre, se farde, » est-ce un de ces jeunes patriciens que peint Térence (1), passionnés pour les chiens de chasse, les chevaux ou les philosophes (tout cela était mis sur le même rang)? ou bien est-ce tout simplement un de ces barbons impudiques, galants surannés, dont les écrivains de théâtre racontaient si complaisamment les déconvenues? Le texte est trop mutilé pour qu'on le devine. Je crois cependant qu'il s'agissait d'un coureur d'aventures, trop délicat pour ne point « tenir à la figure et pour se contenter d'une louve, de quelque femelle appartenant à qui dispose d'un sesterce ou d'un as (2). » Bien au contraire, notre *lion* d'il y a deux mille ans laissait ces sortes de commères « aller, aux jours de fête, faire ripaille dans les temples avec leurs pareilles ; » il dédaignait ces femmes « couvertes de crasse, rongées de vermine, de misère, » et bonnes pour les portefaix du port. Ses frais de toilette cachaient bien d'autres intentions ; il soupirait pour une jeune Sicilienne (3) « svelte, agile, à la poitrine blanche comme celle d'un enfant, » et qui avait une grâce irrésistible quand « ses doigts roulaient en boucles sa chevelure que divise l'aiguille. » Comment résister d'ailleurs? la coquette est si avenante, si calme, si doucereuse; elle l'entoure de cajoleries, « elle lui fait des avances, lui mord les lèvres, l'enjôle d'amour. » Le dard est au cœur de la victime. La cruelle « l'atteint sans qu'il y songe, lui saute au cou, l'embrasse, et tout entier le mange, le dévore ; » car, « plus elle a de caresses, plus l'enragée vous mord. » Vous voyez bien qu'il s'agit d'une Phryné « à qui un amoureux est tombé sous la griffe. » L'amant se ruine ; mais comment la maîtresse s'enrichirait-elle? les courtisanes font tant les glorieuses ! *Ita sunt gloriæ meretricum*, comme dit Plaute (4).

Tel est le portrait de la courtisane comme je me l'imagine retracé par la plume du satirique. Les traits épars dans Lucile se sont concentrés ici un peu au hasard ; mais qu'importe? Si l'ensemble est arbitraire, il se vérifie du moins par les détails. Égaré dans un labyrinthe, on est bien excusable de chercher un fil conducteur.

Maintenant, c'est le tour de la matrone; Lucile, en Romain des vieux temps,

(1) Quod plerique omnes faciunt adolescentuli,
Ut animum ad aliquod studium adjungant, aut equos
Alere, aut canes ad venandum, aut ad philosophos.
(Terent., *Andr.*, v. 55.)

(2) Il s'agit de ces filles à deux oboles, et « bonnes pour la crasse des esclaves, » dont Plaute a tracé un si repoussant tableau (*Pœnul.*, 263).

(3) On voit dans le *Rudens* (prol., 54) que « la Sicile était un pays de voluptueux, excellent pour le trafic des courtisanes. »

(4) *Trucul.*, 837.

honore la famille, et son premier précepte est que « les enfants dont elle est mère font l'honneur d'une femme. » Mais ce n'était pas une raison pour que, en poëte ami de sa liberté, il ne lançât contre le mariage quelques-uns de ces lazzis de célibataires que les maris eux-mêmes se permettent dans leurs jours de mauvaise humeur : « Tracas et chagrins, dit Lucile, que les hommes s'attirent volontairement; ils prennent femme, font des enfants, et c'est là tout le secret. » Pour soutenir une thèse, il faut bien des preuves : les preuves ne manquent pas. Votre bourse, par exemple, que deviendra-t-elle? Avec une femme, on n'a jamais fini : c'est le rubanier, et puis le ceinturier, et puis le passementier, et puis les esclaves, et puis les servantes pour la toilette de madame (1). Mais mettez-vous bien dans l'esprit que ces frais de coquetterie ne sont pas faits pour vous : « quand elle est avec vous seul, c'est bien assez du premier chiffon venu ; qu'il arrive, au contraire, une visite (une visite d'hommes surtout), vite on étale torsades, pelisses et ceintures. » Voilà le charme de votre intérieur. Et, quand madame sort de chez elle, bon homme que vous êtes, où vous imaginez-vous donc qu'elle va? « Chez l'orfévre, chez sa mère, chez sa cousine, chez une amie? Autant de prétextes pour aller dehors, et faire visite à *quelqu'un.* » C'est ainsi que vous serez trompé et ruiné « par une mangeuse qui, à la façon du polype (2), finira par se manger elle-même. » Ajoutez que, quand la jeunesse se sera flétrie, vous n'aurez plus à votre foyer qu'une « vieille garçonnière, *vetulam atque virosam.* » Tel est le mariage selon les capricieux pinceaux de Lucile; mais comment lui attribuer une doctrine avec quelque certitude? Ces fragments, qui faisaient quelquefois partie de dialogues, comme on suppose, se contredisent souvent. Ainsi, ailleurs, on croirait qu'il donne le beau rôle à la femme; il la montre économe, résignée, dévouée. « Son époux est-il malade, il faut qu'elle le soigne, qu'elle subvienne à la dépense, qu'elle se refuse les douceurs, qu'elle épargne pour un autre. » Plus loin, c'est quelque propos de mari en colère : « Qu'elle fende le bois, qu'elle file sa tâche, qu'elle balaie la maison, qu'on la rosse. » Tout à l'heure, Lucile nous retraçait les vices de la femme riche; ici il met en saillie les vertus et la pénible condition des femmes pauvres. Les turpitudes de certains maris étaient également mises à nu, et Cipius, qui feignait de dormir pendant qu'un homme riche caressait sa moitié, attrapait son horion, tout comme ces misérables qui, surprenant un adultère chez eux, se vengeaient du coupable en le forçant de se substituer à leur femme (3). Tous ces témoignages de l'infamie des mœurs sont précieux à recueillir; il fallait la puissance morale du christianisme pour balayer ces étables d'Augias.

La satire, telle que l'avait conçue Lucile, embrassait la vie sociale tout entière : les poëtes eux-mêmes n'y étaient pas épargnés. Qui ne se souvient des vers de Boileau :

> C'est ainsi que Lucile, appuyé de Lélie,
> Fit justice en son temps des Cotins d'Italie.

Horace, bien des siècles auparavant, avait dit : « Répondez, grand connaisseur ; ne condamnez-vous rien dans le premier des poëtes, dans Homère? Lucile, qui

(1) Comparez dans l'*Aulularia* (v. 464 et suiv.) la très-piquante énumération des ouvriers sans nombre dont une femme avait besoin pour sa toilette.

(2) Cette croyance que le polype se dévorait lui-même n'était plus qu'une fable au temps de Pline (*Hist. nat.*, IX, 46).

(3) XXX, 19 ; édit. Corpet.

vous paraît indulgent, ne trouve-t-il rien à changer dans les tragédies d'Accius? ne rit-il pas des vers, quelquefois trop familiers, d'Ennius? et lorsqu'il parle de lui-même, il ne se donne pas pour cela comme supérieur à ceux qu'il critique. » Cette dernière phrase vient à propos pour nous attester la modestie du poëte, car nous savons que tous ses prédécesseurs, depuis Ennius jusqu'à Térence, étaient déchirés dans ses vers, et Aulu-Gelle (1) ajoute même à cette occasion : « Il les effaça en les critiquant. » On voit quelles furent l'autorité et la gloire de Lucile. Dans les fragments des *Satires,* bien peu de traces subsistent de ces diatribes littéraires, et il ne s'est guère conservé qu'un trait contre les *exordes embrouillés* de Pacuve. Ailleurs on lit : « Cela vaut un peu mieux que du médiocre, c'est moins mauvais que du très-mauvais. » Ne s'agit-il point de quelque livre contemporain? Je ne serais pas éloigné non plus de soupçonner que, quand il parle « d'un rhabilleur achevé qui sait coudre le rapiéçage dans la perfection, » Lucile voulait parler d'un de ces faiseurs de centons, d'un de ces poëtes imitateurs, dont les vers, à Rome comme chez nous, servaient bientôt d'enveloppe au gingembre et au poivre des épiciers (2). Tous les travers des lettrés étaient ainsi passés en revue; après les versificateurs ridicules venaient les grécomanes, si communs alors chez les Romains. On a de Lucile un joli fragment, où il se moque de ce Titus Albutius, souvent nommé dans les lettres de Cicéron, qui, pendant son exil à Athènes, fut, à cause de ses manies d'helléniste, salué ironiquement en grec par Scévola, et chercha à s'en venger depuis par une attaque en concussion. C'est Scévola qui parle :

« Te faire Grec, Albutius, plutôt que de rester Romain et Sabin, compatriote de Pontius, de Tritannus, de ces centurions, de ces hommes illustres, les premiers de tous et nos porte-drapeaux, voilà ce que tu as préféré. Puisque tu l'as préféré, c'est donc en grec que moi, préteur de Rome dans Athènes, je te salue, disant : « Χαῖρε, Titus! » Et les licteurs, et ma suite, et la cohorte tout entière : « Χαῖρε, » Titus! » De là vient qu'Albutius est mon ennemi public, mon ennemi privé. »

Les petites affectations de style, les recherches et jusqu'aux négligences de langage, étaient également raillées dans les *Satires.* A un endroit, par exemple, Lucile se moquait, avec beaucoup de malice et de tour, de ceux qui avaient la coquetterie pédante de multiplier les assonances, de rapprocher les mots à syllabes égales, et de ne jamais lâcher un *nolueris* sans y accoler un *debueris.* Ce sont là des finesses qui nous échappent. A la critique d'ailleurs, Lucile joignait la leçon : tout son neuvième livre (3) était consacré aux plus minutieuses questions de syntaxe, de métrique, de prononciation; il y traitait des synonymes et des étymologies, de l'orthographe et de la quantité. Il ne faut pas s'étonner de voir de pareilles matières traitées par un poëte : c'était un goût particulier aux Romains que cette mise en vers des règles et préceptes, que ce tour du rhythme donné à des détails techniques. Bien des années avant Lucile, Ennius avait inséré des vers de ce genre

(1) *Noct. Att.,* XVII, 21.

(2) Voir Horat., *Epist.,* I, II, 269.

(3) Les textes obscurs qui se rapportent aux doctrines grammaticales de Lucile ont été notablement éclaircis par M. Louis Schmidt dans une savante dissertation : *Lucilii quæ ex libro IX supersunt :* Berlin, 1840, in-4°.

dans son poëme des *Annales;* c'était, selon la fine remarque de M. Patin, de simples notes grammaticales qu'il mêlait prosaïquement à la majesté de son texte. Le même critique l'a dit avec justesse, ces premiers poëtes, faisant et façonnant la langue latine avec la langue grecque, étaient un peu grammairiens, et le laissaient voir. Lucile, dans ses compositions familières, dans ses simples causeries (*sermones,* ainsi qu'Horace intitula plus tard ses satires), devait se gêner moins qu'un autre; sa muse était de celles qui vont humblement à pied, *musa pedestris.*

De la grammaire aux croyances religieuses, la transition est brusque; c'est pourtant par ces derniers points qu'il faut finir. Nous avons accompagné le satirique dans les rues de la ville, au forum, dans l'intérieur du foyer; nous avons avec lui écouté les conversations des beaux esprits, et lu les vers les plus fraîchement scandés par les poëtes du jour. Il ne nous reste plus maintenant qu'à le suivre chez les philosophes et dans les temples. En approchant des écoles de sagesse et du sanctuaire, Lucile n'abdiquera en rien son audace. Lactance a dit de lui qu'il n'avait pas plus épargné les dieux que les hommes : *Diis et hominibus non pepercit.* Demandons au poëte ses croyances.

Comme tous ses contemporains, Lucile a lu Platon (1), et paraît avoir fort à cœur les doctrines philosophiques; il en parle avec indépendance, avec l'éclectisme prochain de Cicéron. Ce n'est ni un épicurien décidé comme va l'être Lucrèce, ni un stoïcien absolu comme le sera Perse. Aussi ne ménage-t-il ni « le vulgaire qui cherche des nœuds sur un jonc, » ni ces sages du stoïcisme qui veulent « être appelés seuls beaux, seuls riches, seuls libres, seuls rois; » ni « ces sophistes absurdes et décrépits, » ces argumentateurs d'école, ces subtiliseurs de gymnase, qui font de beaux syllogismes dans le genre de celui-ci : « Ce avec quoi nous voyons courir et caracoler ce cheval est ce avec quoi il caracole et court; or, c'est avec les yeux que nous le voyons caracoler; donc il caracole avec les yeux. » On reconnaît là les puérilités des *éristiques* de Mégare; Lucile ici est un moqueur érudit.

La muse de Lucilius, on s'en aperçoit, n'était point cette muse naïve et de foi facile qui, au début des littératures, se complaît aux fables et aux légendes. Dès l'abord, la poésie latine avait trahi le tempérament positif, le caractère peu rêveur des Romains. Ainsi l'interprète d'Evhémère, l'auteur de l'*Épicharme,* Ennius, détruisait, pour ainsi dire, les dieux physiquement et moralement. L'athéisme enthousiaste de Lucrèce ne pouvait se produire sans antécédents. On retrouve chez Lucile quelques traces de ces hardiesses; du moins, les railleries du poëte contre certains personnages consacrés par les traditions païennes, ses insinuations burlesquement sceptiques sur les jambes cagneuses d'Hélène, sur la bouche trop fendue de Tyro, comme sur la taille bancale d'Alcmène, semblent-elles indiquer un penchant marqué à expliquer humainement toute mythologie, à supprimer le surnaturel des mythes et des religions. Pour comprendre comment Lucile était déjà enflammé contre le génie des superstitions de ces sombres colères qui devaient se déchaîner bientôt dans le magnifique poëme *De la Nature des Choses,* il suffit d'entendre avec quel dédain sont traitées dans ses vers les croyances populaires aux Lamies et aux monstres, toutes ces folles terreurs semées à dessein dans la foule par une politique intéressée. Je regrette bien qu'André Chénier n'ait pas, comme il le projetait, traduit cette *belle comparaison;* il nous suffira sans nul doute de citer ses vers pour donner un équivalent :

(1) Voir Schœnbeck, *Quæst. Lucilianarum particula;* Halle, 1841, in-8°, p. 32.

Ut pueri infantes credunt signa omnia ahena
Vivere, et esse homines : sic istic (1) omnia ficta
Vera putant, credunt signis cor inesse ahenis.
Pergula pictorum, veri nihil, omnia ficta.

« Comme les petits enfants qui croient que toutes les statues d'airain vivent et sont des hommes, ainsi pour ces gens-là toutes les chimères sont des vérités, et ils s'imaginent que, dans ces simulacres d'airain, il y a une âme. Galerie de peintre, rien de vrai, chimères que tout cela ! »

C'est le souffle d'un poëte : à la force encore inculte de cette diction, à la vigueur de ces touches, je reconnais un précurseur de Lucrèce.

On sait avec quelle libre gaieté Plaute, dans l'*Amphitryon*, avait montré Jupiter en déshabillé, l'Olympe en goguette. Et pourtant c'est ce grand écrivain qui, dans un vers mémorable, proclamait sur la scène, deux siècles avant le christianisme, l'unité de Dieu et l'intervention de la Providence dans les affaires humaines :

Est profecto Deus qui quæ nos gerimus auditque et videt (2).

Lucile aussi s'est moqué des divinités du paganisme, mais on n'a pas de lui un vers comme celui de Plaute.

L'assemblée grotesque des dieux qu'il avait mise en scène dans sa première satire n'était qu'un coup terrible porté à la pluralité des dieux. Autant qu'on peut le deviner, le dessin de cette composition était plaisant et original : le poëte, donnant à toutes choses des proportions humaines, réduisait le conseil céleste à une simple parodie de quelque séance du sénat. Donc, les conseillers de l'Olympe délibèrent sur les graves intérêts de l'humanité.

Concilium summis hominum de rebus habebant ;

il s'agit surtout de fixer le châtiment que méritent les impiétés d'un certain Lupus. Jupiter pérore le premier, et se plaint de n'avoir pas assisté à une précédente séance tenue à ce sujet. Ici Dacier remarque très-bien (3) que c'était déjà une chose assez plaisante de faire dire par le souverain maître qu'il voudrait de tout cœur avoir fait une chose qu'il n'avait pas faite ; mais la suite est plus bouffonne encore. Jupiter se plaint que les hommes donnent indistinctement le nom de *père* à chacun des dieux, sans pour cela croire à un seul : « De façon, dit-il, qu'il n'est pas un de nous qui ne soit et père et le meilleur des dieux : père Neptune, père Bacchus ; Saturne, Mars, Janus, Quirinus, autant de pères ; jusqu'au dernier d'entre nous, c'est le nom qu'on nous donne. » Puis, après cette sortie gravement éloquente, Jupiter se tait, *dedit pausam ore loquendi*. Alors c'est le tour de Neptune ; le pauvre orateur se trouble et s'embrouille si bien dans la métaphysique de ses phrases, que, pour s'excuser, il est contraint d'avouer que Carnéade en personne (ce subtil et célèbre raisonneur venait récemment de mourir) ne pourrait pas s'en tirer, quand même Pluton le renverrait tout exprès des

(1) *Istic*, vieille forme, pour *isti*.
(2) *Capt.*, 242.
(3) Dans son *Discours sur la Satire* (*Mémoires de l'Acad. des Inscriptions*, t. II, p. 212).

enfers. — Voilà malheureusement tout ce qu'il est possible de saisir de cette composition piquante, où s'annonçait déjà la libre manière de Lucien. En somme, il est permis de soupçonner que le poëte croyait peu à l'intervention de la Providence dans la conduite des événements humains. Écoutez plutôt ce fragment de dialogue entre un dévot libertin et un philosophe :

« Que nos prières montent vers les dieux avec notre encens! Confions-leur nos projets, et qu'ils les approuvent. — Alors, sûr de l'impunité, tu fais la débauche. »

Ce trait contre les prières hypocrites des vicieux qui croient trafiquer avec le ciel semble avoir inspiré à Perse la satire de *la Religion*, à Juvénal celle des *Vœux;* le génie perdu de Lucile survit dans quelques imitations de ses admirateurs.

Quoi qu'il en soit, on aime à croire que le ciel n'était pas tout à fait désert pour Lucile : aussi n'est-ce pas à lui que je voudrais rapporter ce fragment mystérieux, ce cri d'incrédulité et de désespoir : « Doit-il se pendre ou se jeter sur son épée pour ne pas voir le ciel en mourant? » Mais je rattache plus volontiers à son souvenir certains traits de mélancolie tels que celui-ci : « Quand l'âme est malade, le corps trahit aux yeux cette souffrance. » Lucile, on s'en aperçoit, savait les déchirements d'un cœur troublé; il avait vécu, il connaissait les tristes rançons que la passion tire de notre bonheur : « Le désir, dit-il, peut être arraché du cœur de l'homme, mais jamais la passion du cœur de l'insensé. » C'est de lui-même, c'est du sage au moins que parlait l'auteur des *Satires* dans cette autre pensée : « Il méprise le reste; il ne compte, en tout, que sur un usufruit assez court; il sait que personne ici n'a rien en propre. » Tel est le moraliste chez Lucile. Ses préceptes quelquefois sentent l'égoïsme romain, comme lorsqu'il dit : « N'entreprends qu'un travail qui te rapporte gloire et profit; » mais souvent aussi l'homme de cœur, l'homme dévoué apparaît, par exemple dans cette maxime : « Montrons-nous généreux et affables pour nos amis. » Si l'on veut connaître la belle âme de Lucile, il la faut chercher surtout dans ce magnifique morceau sur *la vertu*, le plus long que nous ayons de lui, et qui restera son titre d'honneur. Jamais le stoïcisme n'a parlé un plus noble langage; c'est le texte surtout qu'on voudra relire, et je me reprocherais de ne pas le donner tout entier :

Virtus, Albine, est pretium persolvere verum,
Queis in versamur, queis vivimu', rebu' potesse :
Virtus est homini, scire id, quod quæque habeat res.
Virtus scire homini rectum, utile, quid sit honestum ;
Quæ bona, quæ mala item, quid inutile, turpe, inhonestum :
Virtus, quærendæ rei finem scire modumque :
Virtus, divitiis pretium persolvere posse :
Virtus, id dare, quod re ipsa debetur honori :
Hostem esse atque inimicum hominum morumque malorum,
Contra defensorem hominum morumque bonorum,
Magnificare hos, his bene velle, his vivere amicum :
Commoda præterea patriæ sibi prima putare,
Deinde parentum, tertia jam postremaque nostra.

La vertu, Albin, est de savoir apprécier à leur vrai prix les affaires auxquelles nous sommes mêlés, les choses au sein desquelles nous vivons; la vertu pour l'homme est de connaître ce que chaque chose est en elle-même; la vertu pour

l'homme est de discerner ce qui est droit, utile, ce qui est honnête, quelles choses sont bien, quelles choses sont mal, ce qui est inutile, honteux, déshonnête ; la vertu est de mettre des bornes et une fin au besoin d'acquérir ; la vertu est de peser à sa vraie mesure la valeur des richesses ; la vertu est de rendre l'honneur qui est dû à ce qui est honorable, d'être l'adversaire public et l'ennemi privé de ce qui est méchant, hommes ou mœurs, d'être le défenseur, au contraire, de ce qui est bon, hommes ou mœurs, de glorifier ceux-ci, de leur vouloir du bien, d'être dans la vie leur ami ; enfin de mettre au premier rang, dans son cœur, les avantages de la patrie, au second ceux des parents, au troisième et dernier les nôtres.

Arrêtons-nous ; on ne saurait se séparer de Lucile sous une plus favorable impression. Il y a dans ce morceau des traits de grandeur qui le mettent à côté des plus belles pages de l'antiquité.

On a vu quel était le style du poëte. Horace, qui traite Lucile absolument comme Boileau traitait ses devanciers du XVIe siècle, revient avec une insistance marquée sur sa négligence, sa précipitation, ses bigarrures gréco-latines, l'incorrecte dureté de sa forme ; tantôt il lui reproche « son vers raboteux et peu élaboré, » et « son bavardage, sa paresse d'écrire ; » tantôt il le compare à « un fleuve bourbeux où il y a à choisir ; » plus loin il l'accuse d'écrire « deux cents vers en une heure, et, comme on dit, au pied levé ; » ailleurs encore il assure que la prétention de Lucile était de « faire deux cents vers avant le dîner et autant après. » Il y a du vrai, mêlé de beaucoup d'amertume, dans ce jugement. Horace, du reste, convient lui-même que c'étaient les défauts du temps, et que, venu à une époque de vraie culture littéraire, l'auteur des *Satires* se serait bien des fois frappé la tête et rongé les ongles au vif, en alignant ses hexamètres. Je conviens que Lucile a bien des vices de détail : on peut lui reprocher, avec l'auteur de *la Rhétorique à Herennius*, certaines transpositions prétentieuses de mots, et aussi l'emploi affecté des diminutifs, le désordre inculte du langage, sa diffusion négligée. La pureté lumineuse de la diction, l'art dans le choix des termes, l'aménité du rhythme, la simplicité ornée, ce que Pétrone a si bien défini d'un mot : *Horatii curiosa felicitas,* toutes les qualités enfin des époques calmes et consommées lui manquent. Il n'échappe pas au goût peu sûr de son moment. La langue, il la prend de toute main, et on dirait volontiers de lui, à la façon de Montaigne : « Si le latin n'y suffit, que le grec y aille, et l'osque en plus, sans compter l'étrusque. » La langue latine, qui ne s'était encore montrée dans sa fleur de politesse que pour Térence, semble continuer, dans l'œuvre de Lucile, son travail intérieur d'épuration ; non-seulement on a l'or, on a en sus et pêle-mêle les scories. En revanche, si Lucile, comme Regnier, est de ceux qui ne savent point employer des heures

A regratter un mot douteux au jugement,

il a deux qualités qui suffisent à constituer un grand écrivain, je veux dire l'inspiration et la verve. On passe volontiers à sa muse ce ton de libre conversation, ces détails anecdotiques, ces comparaisons familières, ces tours proverbiaux, ces façons de dire populaires, car je ne sais quelle empreinte vigoureuse, je ne sais quelle saveur forte et saine suffisent pour donner à ces fragments un caractère tout à part. La vieille souche romaine se montre là rugueuse, verte, pleine de séve. Il y a chez Lucile d'incontestables allures de génie, et nous pouvons, en toute

sûreté, nous laisser séduire, après Quintilien, par « ce franc parler qui lui donne du mordant et beaucoup de sel, *libertas, atque inde acerbitas, et abunde salis.* »

Il resterait à deviner et à dire dans quels cadres plaisants se jouait la fantaisie du poëte, quels étaient les sujets et les plans de ses satires. Les détails malheureusement ne suffisent pas à faire juger de l'ensemble. Quand il s'agit de restituer avec des fragments une épopée perdue, on est guidé par les événements, par l'histoire ; pour un drame, on a du moins le fil conducteur de l'action. Ici rien de pareil ; tout est livré aux caprices irréguliers et maintenant insaisissables de l'écrivain. Comment retrouver tant de données éparses à travers ces trente livres de satires, dont les derniers semblent un essai incorrect de jeunesse ou l'œuvre incomplète d'une main fatiguée ? Je ne me risquerai pas dans cette région peu sûre des hypothèses où se complaît la science par trop *reconstructive* de certains critiques d'outre-Rhin. Ce qu'on peut seulement avancer avec certitude, c'est que Lucile cherchait à frapper l'imagination des lecteurs par des inventions variées, par la diversité des formes. Il eût pu dire de sa satire ce que Regnier, à qui je le compare volontiers pour la vigueur et l'inculte du génie, disait de la sienne :

Elle forme son goût de cent ingrédients.

Ainsi, dialogues, épîtres, récits, petits drames comiques, apologues même, se succédaient et s'entremêlaient tour à tour. Il y avait toute une mise en scène qu'on peut croire habile : ici c'était une burlesque assemblée des dieux de l'Olympe ; là, le récit d'une rixe de cabaret ; plus loin, des aventures de *touriste*, le tableau d'une querelle de ménage, une thèse de philosophie ou le sermon d'un vieil avare à un jeune prodigue ; ailleurs encore, la description d'un festin de village et de paysans goulus se gorgeant de légumes, ou enfin l'assaut de je ne sais quelle porte par des vauriens en goguette. Voilà dans quelles compositions, arrangées avec plus ou moins d'art, et où était sans doute ménagé l'intérêt, le poëte mettait en jeu et bafouait la luxure des débauchés, les folies des dissipateurs, les fourberies du forum, la vanité des écrivains, la gloutonnerie des estomacs sensuels, la cupide corruption des grands, la vénalité des magistratures, tous les ridicules, tous les excès, tous les vices de cette cité, dont Juvénal devait dire plus tard qu'elle ne contenait *pas un honnête homme.* — On sait, on ressaisit maintenant en idée ce que fut Lucile.

Singulière inégalité des destinées humaines ! ce poëte promis à la gloire, et qui put s'en croire maître, a vu ses œuvres et presque son nom effacés sous les pas du temps, tandis que des génies inférieurs, qu'on ne lui comparait même pas, resteront à jamais dans la mémoire des hommes. Les débris de ses pensées sont épars çà et là dans les livres des anciens, comme tant d'illustres cendres le long des tombeaux ruinés de la voie Appienne. En venant réclamer aujourd'hui un regard pour ce mort célèbre d'il y a deux mille ans, un moment de souvenir pour ce grand renom à jamais éteint, on n'a pas voulu tenter une réhabilitation ; il n'y a lieu de réhabiliter que les réputations compromises et les talents condamnés. Lucile, grâce à Dieu, n'en est pas là ; ce n'est point l'opinion qui a triomphé de lui, c'est le temps. Pour que l'auréole immortelle reparût sur son front, il ne faudrait pas changer sa place, mais la lui rendre.

Ch. Labitte.

POÉSIES DE VOYAGE.

I.

LA TAVERNE.

A la mémoire d'Ives Gestin (1).

Tels sont les cœurs : parfois, sous les genêts fleuris,
En Bretagne il est doux de songer à Paris;
Mais qu'aux bords de la Seine un autre ennui nous gagne,
Nous aimons dans Paris à causer de Bretagne.

— « Silence ! nous disait un soir ce bon Gestin,
» C'est la vie en breton du grand saint Corentin.
» Barde, écoutez; pour vous, soldats, laissez vos verres;
» Et, tous les trois, ouvrez des oreilles sévères.
» Sais-je comme aujourd'hui le langage a tourné,
» Et s'ils me comprendraient aux lieux où je suis né?
» Ainsi, mes chers amis, faites un long silence
» Et pesez avec soin les mots dans la balance.
» J'ai cru, dans ce travail, tomber à chaque pas :
» Car le cœur est fidèle et l'esprit ne l'est pas. » —

Le modeste écrivain ! comme de sa légende
S'exhalait cependant un doux parfum de lande !
Les mots qu'il redoutait, au meilleur coin frappés,
Dans les eaux de l'Avon semblaient par lui trempés.
Corentin ! Corentin ! tout près de vous, de grâce,
A votre historien réservez une place :
Voyez le soldat Pôl et le sergent Arzur,
Quels pleurs à votre nom dans leurs grands yeux d'azur !

(1) Mort récemment. On lui doit la *Vie de saint Corentin,* petit chef-d'œuvre de langue celtique.

Oh! oui, c'est au milieu de cette vaste France
Que l'accent de l'Avon, du Rhin, de la Durance
A toute sa douceur; et ceux qui l'entendront,
En passant dans Paris, de bonheur pleureront!
Dans ce gai cabaret attablés d'aventure,
Comme nos cœurs battaient durant cette lecture!

— « Mais, du vin! rapportez du vin! je veux ici
» Sur quelques vers nouveaux vous consulter aussi,
» Pour qu'un maître chanteur, si mon refrain vous touche,
» Les jours de grands *pardons,* l'entonne à pleine bouche. » —

C'était un air connu. Sitôt qu'il l'entendit,
Arzur le Cornouaillais fit chorus : on eût dit
Que sa paroisse, assise au creux d'une vallée,
Passait magiquement devant lui déroulée,
Avec ses champs de mil, ses eaux vives, ses bois,
Et que d'un heureux pâtre il écoutait la voix.
Quant à l'autre soldat, l'aîné de ces deux braves,
Il était de Léon, où les hommes sont graves.
Pôl écoutait pensif; mais lorsque la chanson
Chanta : « *De la bombarde entendez-vous le son?* »
Nous vîmes frissonner ses robustes épaules,
Comme sous un vent frais les bras noueux des saules.
Puis, à ces mots : « *Heureux à la lutte un vainqueur!*
» *De la fille qu'il aime il gagne aussi le cœur,* »
Pareil au bruit plaintif du taureau qui rumine,
Ce fut un long soupir au fond de sa poitrine.
Enfin, ces mots venus : « *O pays, notre amour!*
» *Des bois sont au milieu, la mer est à l'entour!* »
Cet hymne du pays, enthousiaste et tendre,
Ce chant, devant un frère il fallut le suspendre,
Car ses tempes battaient de mouvements nerveux,
Et ses deux mains mêlaient follement ses cheveux.
— « Qu'est-ce donc, notre ami? » Mais d'un ton héroïque,
Et comme s'enivrant des parfums d'Armorique :
— « Si la fenêtre était ouverte, cria Pôl,
» Mon cœur n'y tiendrait plus, et je prendrais mon vol! »

Lorsqu'aux bords de la Seine un sombre ennui nous gagne,
Nous aimons dans Paris à causer de Bretagne;
Puis (ainsi vont les cœurs) sous les genêts fleuris,
En Bretagne il est doux de songer à Paris.

II.

UNE LETTRE DE LA VILLE.

Au fond d'une campagne, errant de chêne en chêne,
Vous vivez de repos, d'oubli, d'obscurité :
Arrive de Paris un papier cacheté,
Le démon de la ville en sort et se déchaîne.

Illusions ! voilà tout le luxe des arts !
Déjà vous entendez les rumeurs du théâtre ;
Dans les jardins royaux, près des vases d'albâtre,
Les déesses de marbre attirent vos regards.

Fraîcheur du soir si douce à la terre embrasée,
Tu peux calmer aussi ces ardeurs d'un moment :
Descends avec la nuit, ô saint recueillement !
Reviens, Esprit des champs, viens avec la rosée !

En Cornouailles.

III.

EN PASSANT A KEMPER.

Le double flot coulait sonore et clair
Au confluent de l'Odet et du Ster ;

Comme un géant hurlant dans les vallées,
La cathédrale envoyait ses volées ;

Et Corentin et le roi Gralon-Maur
Sur les deux tours semblaient régner encor ;

Tous les Esprits et les Saints d'Armorique
M'apparaissaient dans la cité celtique....

Jean La Fontaine ! alors je t'arrachai
Un noir feuillet de malice entaché :

« Aux flots bretons va, feuille champenoise,
» Dis-je en riant, tombe, ô feuille sournoise !

» Tout voyageur sur tes bords arrêté
» Doit ce tribut, Kemper, à ta beauté :

» C'est une fable, et qu'après un long somme
» Pourra rimer là-bas le faux bonhomme.

» Il sied vraiment de se moquer d'autrui
» Aux malheureux nés dans Château-Thierry ! »

— Et cependant sous nos vieilles murailles
Gaîment passaient les filles de Cornouailles,

Et laboureurs avec leurs longs cheveux,
Portant la braie ainsi que leurs aïeux ;

Tout verdissait sur la haute montagne ;
Tout se mêlait, la ville et la campagne :

Le double flot coulait sonore et clair
Au confluent de l'Odet et du Ster.

IV.

LA MAISON DE L'AVARE.

« Quand vous seriez de la race du chien,
» Entrez dans ma maison si vous avez du bien. »

Ainsi parlait le seuil de ce logis infâme,
Et l'avare ajoutait, montrant toute son âme :

« Quand vous seriez de la race du roi,
» Si vous n'avez plus rien, passez. Chacun chez soi. »

V.

A MARIE.

A midi, quand j'entrai dans ta chaumière sombre,
Tu dormais, succombant à la chaleur du jour ;
Tes cheveux dénoués flottaient, noirs et sans nombre ;
Je te vis, et sur moi planaient encor dans l'ombre
Les grandes ailes de l'Amour.

VI.

ERNIÈRE DEMEURE.

A toi, grand Tal-iésin, barde au front radieux (1),
Un nid voisin de l'aigle, un tombeau près des cieux ;

(1) Barde gallois du vi^e siècle.

A toi les hauts sommets, à moi l'humble vallée,
Et, comme fut ma vie, une tombe voilée.
Tel est mon dernier vœu. Tout près du pont Kerlô,
Dans un bois qui pour maître avait le vieil Elô;
Couché parmi les buis, au murmure des sources.
Je reposerais bien, je crois, après mes courses,
Les soirs d'été, c'est là qu'aux branches des buissons,
Nous allions, gais enfants, pendre nos hameçons,
Cueillir l'airelle noire, et, dans le mois des neiges,
Tout le long des taillis tendre aux oiseaux des piéges.
Pourtant, mon corps venu, si le nouveau curé,
Me refuse une tombe en ce bois ignoré,
Qu'il me donne du moins ma place au cimetière,
Parmi les rangs bénis de la paroisse entière.
Avec Tangui, Daniel et tous ceux du canton
Dont j'ai dit bien des fois le village et le nom.
Une autre aussi viendra vers cette couche sombre,
Et réunis enfin, nous dormirons dans l'ombre.

VII.

LA TRAVERSÉE.

A Louisa ***.

« Adieu, ma ville! Adieu, grève de Ker-Roman!
» La grande voile s'enfle et frappe le hauban;
» Je vois monter au loin les côtes de Belle-Ile,
» Pour la dernière fois, adieu, la blanche ville!
» Et vous, hameaux sacrés, où, comme un fils pieux,
» J'errais, interrogeant l'antique esprit des lieux,
» L'enfance dans ses jeux, sur son banc la vieillesse;
» Tout ce qu'enferme un cœur aimant, je vous le laisse. »
Mais déjà le navire entrait en pleine mer,
Tout s'imprégnait de sel et devenait amer,
Les vagues et les vents redoublaient leur secousse,
Les matelots juraient, et l'on battait le mousse,
« Ah! dis-je, et, tout ému, mon cœur se soulevant,
» C'est une lâcheté de frapper un enfant! »
Le matelot rougit, mais une jeune fille,
Aventurière, hélas! sans amis, sans famille,
Comme moi vint en aide au petit malheureux,
Et dans un coin du bord murmura : « C'est affreux! »

Tel fut notre départ. Au terme du voyage,
Pourquoi donc ce retour vers le dur équipage,

Et qu'au roulis des flots en moi-même bercé,
J'achève à terre un chant sur la mer commencé?
Ah! ce chant, inscris-le sur tes feuillets d'ivoire,
Car c'est là, Poésie, un voyage à ta gloire,
Sirène dont la voix modère l'ouragan,
Déesse qui soumets les loups de l'Océan.

Chaque soir, bruit des vents pareils à des couleuvres,
Tumulte des marins courant dans les manœuvres,
Féroces coups de mer; puis, au jour renaissant,
Cette fièvre des flots par degrés s'apaisant;
La voile sans haleine, et, sur une mer d'huile,
Comme un phoque endormi le navire immobile.

Alors, quand sur le pont l'équipage étendu
Reposait, l'un fumant, l'autre en rêve perdu,
Quand la chaudière aussi par le mousse allumée
Sur nous joyeusement répandait sa fumée,
La jeune fille alors, les yeux vers l'horizon,
A ce monde inconnu jetait une chanson,
Le peuplait de châteaux, d'amoureux, de féeries,
Tant que rien ne troublait ses longues rêveries.
Parfois, vers un gros livre ouvert sur mes genoux,
Je voyais lourdement se traîner tous ces loups :
« Lisez-nous, disaient-ils, quelque nouvelle histoire,
» Celle d'hier remplit encor notre mémoire. »
Sauvage naturel, mais instinct vierge et prompt :
Dès que la voix de l'art l'interroge, il répond.
Comme l'aile du vent sur la cime des lames,
L'émotion courait rapide sur ces âmes;
Un mot assombrissait leurs yeux, où sans efforts
Le rire sur leur lèvre arrivait à pleins bords.
Oh! lorsque le récit grave, mais sans emphase,
Loin du monde présent les tenait en extase;
Malheur à l'importun qui ramenait du ciel
Ces esprits enivrés! Ainsi ce bon Mikel,
Obligé de passer, de repasser sans cesse,
Pauvre mousse, essuyait toujours quelque rudesse.
— « Mikel, disais-je alors, près de nous assieds-toi.
» En maître, tu sais lire, un instant lis pour moi. »
Et le cercle s'ouvrait, et ce timbre sonore
Au charme du récit prêtait son charme encore,
Et des yeux des marins mes yeux voyaient sortir
Des larmes, à la voix de cet enfant martyr.

Poésie, ô parfum, accord, divine flamme,
Des lèvres de l'enfant, des chansons de la femme,

Ainsi tu t'exhalais! ainsi, purifié,
Le plus dur se laissait aller à la pitié! —

Une nuit, froide nuit où, selon ma coutume,
Je marchais sur le pont en défiant la brume,
Le patron m'aborda ; puis, sa main dans ma main,
« Ah! si l'on m'eût montré plus jeune mon chemin!
» Me dit-il brusquement ; car je suis un sauvage...
» Mais on peut, grâce à Dieu, se refaire à tout âge. »

Au point du jour, le vent souffla plus attiédi.
Sur nous se déployait le ciel bleu du midi.
Sous les reflets dorés de ce soleil d'automne,
Quand le côtier breton entra dans la Garonne,
Les jurements, les cris n'éclataient plus à bord ;
Chaque homme à son travail se tenait doux et fort ;
Le mousse à pleine voix chantait sur un cordage,
Et la femme envoyait ses rêves au rivage;
Partout avec bonheur régnait l'ordre prescrit :
Le navire semblait conduit par un Esprit.

Bordeaux.

A. Brizeux.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

14 octobre 1845.

Les derniers événements dont l'Algérie a été le théâtre ont rempli la France de tristesse. Il est cruel d'apprendre tout à coup, au sein d'une sécurité profonde, que plus de quatre cents Français ont succombé dans une odieuse embûche. Leur mort a été héroïque, et elle a excité dans tous les cœurs la plus légitime admiration ; mais il faut faire trève à ces impressions douloureuses pour envisager les difficultés politiques que vient de créer la catastrophe de Ghazaouat.

Quelle mobilité dans la scène politique! Il y a quelques semaines, tout paraissait succéder au ministère : ses amis accumulaient en son honneur les félicitations. Aujourd'hui, les choses sont bien assombries, et nous avons peut-être devant nous une longue perpective d'épreuves à subir. Soyons justes cependant : à la nouvelle de l'indigne surprise de Djemma-Ghazaouat, le premier mouvement du ministère a été bon, et, quoi qu'ait dit un grand politique sur les dangers d'un premier mouvement, nous ne saurions nous résoudre à blâmer le cabinet. Six régiments d'infanterie et deux régiments de cavalerie ont reçu l'ordre sur-le-champ de s'embarquer pour l'Algérie et la province d'Oran, et il a été annoncé, au nom du cabinet, qu'on irait chercher Abd-el-Kader jusque dans le Maroc. Quand cette grande résolution a été prise, le cabinet n'était pas nombreux, plusieurs ministres étaient et sont encore absents. Quand le conseil a délibéré dans ces derniers jours, il n'avait dans son sein ni M. le ministre de la guerre, ni M. le ministre de l'intérieur, sans parler de M. Dumon, qui voyage dans le midi de la France. Toutefois, si incomplet qu'il fût, le cabinet n'a pas reculé devant de graves mesures, et son organe le plus accrédité a parlé avec véhémence de la nécessité d'une campagne nouvelle et décisive.

Cette énergie d'attitude et de langage a rencontré une approbation presque générale, et, en même temps, elle a réveillé tous les griefs de l'opposition. Ce double effet était à prévoir. Si le ministère montrait au pays que sa sollicitude était tout à fait éveillée sur les dangers de notre situation en Afrique, de son côté, l'opposition usait de son droit en rappelant qu'elle avait prévu et prédit solennellement ce qui arrive aujourd'hui. Reportons-nous en effet aux longues et vives critiques dont a retenti la tribune au sujet du traité de Tanger ; rappelons-nous les

discours non-seulement des orateurs les plus ardents, mais des hommes les plus pratiques et les plus modérés. Ne disait-on pas au cabinet, sur tous les tons, que, s'il avait su vaincre, il n'avait pas su profiter de la victoire? C'était la première fois qu'on comparait le ministère à Annibal. Quand donc l'opposition trouve dans ses prévisions de l'hiver dernier des arguments pressants contre le cabinet, elle est dans toute la vérité de son rôle. Devant ces souvenirs, devant ces vifs reproches, le cabinet ne reste pas sans réponse : on déclare en son nom que ce qui est possible aujourd'hui ne l'était pas l'an dernier. En 1844, nous avions deux ennemis, l'empereur du Maroc et l'émir; aujourd'hui, nous n'en avons plus qu'un. Enfin, l'année dernière, l'Angleterre avait des ombrages qu'elle n'aura plus aujourd'hui, et c'est là ce qui surtout enhardit le ministère. On se flatte, au sein du cabinet, que l'attitude du gouvernement anglais, dans la question de l'Afrique, viendra donner une nouvelle preuve de l'entente cordiale. Le gouvernement anglais aurait promis de transmettre à ses agents dans le Maroc des instructions dont nous n'aurions qu'à nous applaudir : les agents de la Grande-Bretagne conseilleraient à Abderrhaman de ne pas se refuser aux justes demandes de la France. Le cabinet français n'a pas la prétention que les troupes marocaines se mettent en ligne avec nos troupes pour faire la chasse à Abd-el-Kader, mais il voudrait que l'empereur employât sa garde noire, sur laquelle il peut surtout compter, à interdire l'entrée du Maroc à l'émir, qui aujourd'hui trouve son point d'appui dans les peuplades du Riff. Si, quand Abd-el-Kader sera serré de près par nos troupes, les frontières du Maroc lui étaient entièrement fermées, nous serions bien près d'en finir avec lui. Telles sont les espérances du cabinet; il se flatte de trouver aujourd'hui dans Abderrhaman, non plus un ennemi, mais un allié, et il espère que, dans ses efforts pour arriver à un dénoûment, il sera secondé par le gouvernement anglais, loin d'en être entravé. Tout cela ne laisse pas que de lui enfler le cœur; il se voit, dans deux mois, en situation d'insérer dans le discours de la couronne une phrase victorieuse, et de confondre l'opposition par l'accablante réponse de faits éclatants. En laissant voir de pareilles espérances, le ministère n'avoue-t-il pas implicitement qu'il a besoin d'un triomphe pour défendre sa politique?

Cependant d'autres ennuis devaient assaillir le cabinet, nous voulons parler de ses rapports avec M. le maréchal Bugeaud. Ici nous nous trouvons dans la sévère obligation de dire la vérité à tout le monde; nous la dirons à M le duc d'Isly, dont nous mettons très-haut les services et les talents militaires. M. le maréchal Bugeaud s'est élevé et a grandi avec le gouvernement de 1830; il a eu l'insigne bonheur de conquérir une illustration guerrière dans une époque pacifique, et il a mérité cette fortune par de grandes qualités. A la fois ardent et expérimenté, audacieux et prudent, exigeant beaucoup du soldat tout en sachant s'en faire beaucoup aimer, il a su conquérir en Afrique un véritable ascendant. Les Arabes le redoutent au plus haut point, et, quand ils le savent quelque part, ils disent que là où est *la tête blanche* il n'y a rien à tenter ni à faire contre nous. L'armée, et on sait si une armée française est bon juge de ceux qui la mènent, l'armée d'Afrique marche avec joie et confiance sous les ordres du duc d'Isly ; nos généraux ont pour lui non-seulement l'obéissance due au grade, mais une déférence sincère pour son incontestable capacité. Pourquoi faut-il que tant de qualités soient quelquefois obscurcies et compromises par une impétuosité, une indiscrétion de langage, qui ne conviennent pas à la dignité du commandement? D'ailleurs, M. le duc d'Isly, si haut qu'il soit placé, a des supérieurs hiérarchiques ; ce sont les ministres du roi.

Homme d'ordre et de gouvernement au plus haut degré, comment parfois donne-t-il à croire par ses paroles, par des confidences bien mal placées, qu'il méconnaît les principes de hiérarchie, sans lesquels il n'y a pas de gouvernement possible? M. le maréchal Bugeaud croit avoir à se plaindre du ministère; mais n'était-il pas suffisamment vengé par la nécessité où se trouve le cabinet de le renvoyer en Afrique et de lui rendre la conduite de l'armée, le gouvernement de la régence? Devait-il se donner la satisfaction puérile de lancer en partant au ministère un trait qui devait le blesser lui-même en compromettant la gravité de son caractère? Au surplus, le maréchal a senti sa faute, car on assure qu'il a écrit de Marseille au ministère pour s'étonner et se plaindre de l'étourderie de son préfet. Il faut convenir que l'étourderie a été faite en partie double. D'ailleurs, malgré les regrets exprimés par M. Bugeaud sur la publicité qu'a reçue sa lettre à M. de Marcillac, bien des gens s'obstineront à croire que cette publicité ne l'a ni beaucoup surpris ni beaucoup affligé.

Cependant le cabinet est obligé de se contenter de cette espèce d'explication, d'excuse que lui envoie M. le maréchal Bugeaud avant de s'embarquer. On a dit qu'aussitôt après l'apparition de la lettre de M. Bugeaud dans *le Conservateur de la Dordogne,* le ministère eût dû destituer le maréchal de son gouvernement d'Afrique. Ceux qui ont parlé ainsi avaient dans la tête un certain idéal de ministère et de gouvernement que le cabinet actuel réalise peu. M. le maréchal Bugeaud ne pouvait être révoqué que par une administration d'une rare énergie, qui n'eût pas reculé devant la responsabilité d'un grand acte. Quelques amis du cabinet regrettent que M. le ministre des affaires étrangères n'ait pas plus le sentiment de sa force, et ils craignent qu'en rouvrant la carrière au maréchal Bugeaud, le cabinet n'aboutisse qu'à le rendre plus exigeant et à le grandir encore contre lui-même. Ces prévisions ne sont peut-être pas sans fondement; toutefois elles n'ont pu déterminer M. le ministre des affaires étrangères à se jeter dans un danger présent pour en conjurer un plus grand dans l'avenir. M. Guizot laisse dire autour de lui qu'il n'a pas assez le sentiment de sa force; il sait mieux que personne ce qu'il peut et ce qu'il ne peut pas. C'est sur cette connaissance qu'il règle sa conduite et qu'il mesure sa résignation.

Au surplus, la lettre de M. Bugeaud au préfet de la Dordogne n'a rien appris au ministère ; elle ne lui a rien révélé. Le cabinet connaissait fort bien les griefs que le maréchal nourrissait contre lui; il les connaissait d'autant mieux qu'il les avait fait naître par sa conduite envers le maréchal. A l'entrée de la session dernière, le sort du cabinet s'est trouvé entre les mains de M. le maréchal Bugeaud. Si le maréchal eût dit toute sa pensée touchant le traité de Tanger, le cabinet tombait sous sa parole; mais pouvait-il être la cause première de la chute d'un cabinet qui lui avait fourni l'occasion de conquérir le bâton et le titre de duc? D'un autre côté, M. Bugeaud comprit mieux à Paris qu'il n'avait pu le faire sur les frontières du Maroc, les raisons politiques qui avaient pu déterminer le cabinet à restreindre ses exigences à l'égard d'Abderrhaman. Enfin le maréchal ménagea le ministère ; il avoua que sa première impression n'avait pas été favorable au traité, mais il n'insista pas, et préféra entretenir la chambre des affaires générales de l'Algérie. On sait combien il a pris à cœur son système de colonisation militaire. En retour de ses bons procédés envers le cabinet, il lui demandait les moyens d'établir quelques colons militaires sur la lisière du Tell, entre le Tell et le désert. C'était un essai qui, selon le maréchal, pouvait être mené à bien moyennant une somme de

500,000 francs. On sut bientôt que M. Bugeaud avait demandé au cabinet 500,000 francs; les adversaires qu'il a dans la presse, et il en compte de fort ardents, imaginèrent d'imprimer que M. Bugeaud exigeait cette somme pour soutenir l'éclat de sa double dignité de maréchal et de duc. Cette invention, qui fut produite quand M. Bugeaud était déjà de retour en Afrique, l'indigna; il écrivit au ministère pour qu'il eût à la démentir. Cela fut fait. Néanmoins la presse hostile au maréchal reproduisit l'assertion, et le maréchal se plaignit amèrement de n'être pas défendu, soutenu comme il pensait avoir le droit de l'être. Le gouverneur général crut aussi s'apercevoir qu'on était assez disposé, au ministère de la guerre, à favoriser les prétentions des généraux qui pouvaient chercher à se créer une sorte d'indépendance dans leur commandement. On voit que les causes de mécontentement ne manquaient pas au maréchal. Tout cela ne justifie pas la fameuse lettre, mais explique sous l'empire de quels sentiments elle a été écrite.

M. le maréchal Bugeaud se plaint aussi vivement de la presse, et, dans l'expression de ses griefs, il l'associe au gouvernement. Les attaques passionnées dont il est l'objet blessent profondément cet homme de guerre, qui n'a pu encore, depuis quinze ans, s'habituer à cette licence de la presse, qu'il faut bien accepter pour être sûr d'en avoir la liberté. On répond aux plaintes amères du maréchal Bugeaud que personne n'est à l'abri des attaques, des injustices de la presse, et qu'on y est d'autant plus exposé, qu'on est dans ce pays plus éminent, ou plus célèbre. Cela est vrai ; mais il faudrait aussi faire remarquer à la presse qu'elle se livre à toutes ses fantaisies au détriment du pays même dont elle prétend servir les intérêts. Cet homme, qui est le point de mire de toutes vos attaques, représente la France devant une population ennemie, fanatique, et capable de recevoir les impressions les plus contraires. Par son courage, par son infatigable énergie, par des efforts qu'a couronnés la victoire, ce représentant de la France est parvenu à parler à l'imagination des Arabes, à conquérir une véritable puissance morale. Ne la détruisez donc pas de vos propres mains, car ce n'est pas seulement votre adversaire que vous blessez, mais la France. Quand la presse n'avait que des clameurs contre le maréchal Bugeaud exposant son plan de colonisation militaire, quand elle l'obligeait, en redoublant ses injustices, à quitter l'Afrique pour venir expliquer sa conduite, justifier ses plans, la presse, sans s'en rendre compte, ne servait-elle pas les espérances de nos plus cruels ennemis? Le départ du maréchal Bugeaud a tout ébranlé en Afrique : ce départ a été représenté aux Arabes, par les agents d'Abd-el-Kader, comme le désaveu de tout ce qu'avait fait depuis quatre ans le gouverneur général, et cette interprétation a été acceptée, grâce à la perfidie des uns, à la crédulité des autres.

Que les déplorables événements sur lesquels nous avons à gémir rendent la presse plus circonspecte, à quelque opinion qu'elle appartienne. Cette prudence est d'autant plus nécessaire, que, dans la guerre qui va se ranimer, il y aura de grandes difficultés à vaincre. Au prix de quelles courses, de quels dangers pourrons-nous joindre l'émir? Les populations entre le Maroc et l'Algérie n'ont pas encore fait leurs semailles, elles ne les font qu'au mois de novembre. Quel ne serait pas notre embarras, si, renonçant à ensemencer à cette époque, elles préféraient émigrer dans le Maroc! Contre qui lutter? à qui nous en prendre? On voit combien, pour les affaires d'Afrique, l'avenir est tout d'un coup devenu sombre et périlleux. Le fait, inouï jusqu'ici, de deux cents pauvres soldats tombés au pouvoir des Arabes, parle assez haut.

L'émotion produite par les événements de l'Algérie n'a pourtant pas empêché qu'on accordât quelque attention à ce qui vient de se passer en Italie. Encore une tentative d'insurrection suivie d'une répression immédiate, et n'amenant que des malheurs pour les hommes imprudents qui avaient pris le parti désespéré d'un appel aux armes. A cet appel, le peuple n'a pas répondu; il a paru voir l'insurrection avec sympathie, mais il ne s'est pas levé pour l'appuyer. Rimini, qui était le point central de la révolte, a été évacué par les insurgés à l'approche des troupes pontificales. Dans cette dispersion, une partie des insurgés s'est réfugiée en Toscane, et c'est de la Toscane que plusieurs des chefs du mouvement ont sollicité du gouvernement français la permission de venir à Marseille; cette autorisation ne leur a pas été refusée. Parmi ces chefs, on cite le comte Biancoli, le comte Pasi, le major Baldi, le docteur Andreini, les frères Colombarini et M. Piva de Bologne. On gémit de voir des hommes probablement éclairés et instruits se tromper si grossièrement sur ce qui est possible ou ne l'est pas dans l'état actuel de la péninsule.

Néanmoins il faut reconnaître qu'au milieu de ces stériles et funestes imprudences une sorte de progrès s'est accompli. Aujourd'hui, ceux même qui se révoltent dans les états romains ne rêvent plus le renversement du gouvernement pontifical. Non; dans ce dernier mouvement, les insurgés reconnaissaient expressément l'autorité du pape; ils réclamaient une réforme dans les codes, dans les finances, la suppression de l'inquisition; ils demandaient que l'administration ne fût pas tout entière entre les mains des ecclésiastiques; enfin ils voulaient des chemins de fer : voilà des conspirateurs qui sont tout à fait de leur siècle. C'est une espèce d'émancipation civile et administrative qui, si elle s'accomplissait, n'aurait rien d'alarmant pour la cause de l'ordre en Europe. Il est triste que ces choses raisonnables aient encore une fois été demandées les armes à la main. Comment ne comprendre pas que de semblables démonstrations compromettent le bon vouloir de la France pour le bien-être et la liberté de l'Italie? Est-il possible de demander des concessions à des gouvernements obligés de combattre pour leur existence? Notre représentant à Rome a dû, plus que personne, déplorer l'équipée de Rimini, qui lui sème de nouvelles difficultés dans l'importante mission dont il est chargé. Toutefois, pour les vaincre, M. Rossi paraît au ministère mieux placé que personne, et sur ce point nous sommes de son avis. M. Rossi a obtenu un premier succès; il a, pour ainsi dire, rompu la glace à Rome; on y est déjà habitué à traiter avec lui. Aussi l'on comprend que le cabinet veuille prolonger sa présence auprès du gouvernement romain, et qu'il ajourne la nomination de M. Bois-le-Comte, qui, cependant, reste toujours destiné à remplacer M. Rossi.

Quand on songe à toutes les causes qui retiennent dans un état de souffrance l'Italie, et notamment la Romagne, au milieu des progrès matériels et moraux de la plupart des autres peuples de l'Europe, on souhaite à la péninsule un grand pape. Le pontife actuel est vénérable, mais il plie sous le poids des années, et il est difficile d'attendre de lui des changements, si urgents qu'ils puissent être. Si l'on veut que le gouvernement pontifical soit régénéré utilement pour l'Italie et sans secousse pour l'Europe, il faut que l'initiative des réformes nécessaires parte de ce gouvernement même. Une pareille espérance doit-elle être à toujours déclarée chimérique? Nous ne le pensons pas. Il y a assez de lumières dans la cour de Rome pour qu'un jour la voix de l'expérience soit enfin écoutée. Réformer à propos un gouvernement séculaire, c'est lui assurer un nouvel avenir. En soula-

geant les peuples qui vivent sous sa loi, en améliorant avec sagesse son administration, Rome ne serait plus obligée de tourner toujours les yeux vers l'Autriche pour savoir si elle peut en espérer protection en cas de révolte ou de guerre civile. D'ailleurs, les gouvernements allemands, au milieu du mouvement religieux qu'ils sont occupés à surveiller, ont d'assez graves soucis qui pourraient un jour les absorber tout à fait. Cette considération n'échappe pas à la cour de Rome; on y regarde avec une certaine inquiétude ce qui se passe en Allemagne, et bientôt on pourra s'y demander s'il ne viendra pas un temps où la France serait un appui plus sûr que l'Autriche elle-même.

Nous ne sommes pas étonnés au surplus que les politiques habiles et les spectateurs intelligents que Rome a dans son sein soient attentifs au mouvement religieux qui agite l'Allemagne. Il souffle de l'autre côté du Rhin un esprit de réforme et d'innovation en matière religieuse que viennent encore exciter et compliquer des idées et des passions politiques. Ce sont deux causes d'agitation au lieu d'une. Il y a un an, un prêtre catholique, Jean Ronge, apostrophait à la face de l'Allemagne l'évêque de Trèves, pour lui reprocher l'adoration de la tunique du Christ, et il terminait la lettre qu'il adressait à ce prélat par cette phrase : « Déjà l'historiographe saisit le burin, et lègue votre nom, Arnoldi, au mépris de la génération présente et future, en vous appelant le Tetzel du XIXe siècle. » Nous ne voulons pas examiner jusqu'à quel point l'évêque de Trèves peut être comparé à Tetzel, mais à coup sûr M. Ronge n'est pas un autre Luther. Aujourd'hui il semble tout étonné du rôle qu'il joue depuis quelques mois : il s'en excuse pour ainsi dire, il reconnaît qu'il n'a pas la taille d'un réformateur, mais il s'en console en songeant, comme il l'a dit à Francfort, que le temps des individualités est passé, et que celui des idées arrive. M. Ronge oublie que, sans les individualités, les idées feraient peu leur chemin. D'ailleurs, les réformateurs qui se sentent vraiment puissants ont moins de modestie; ils ne s'humilient que devant Dieu, et ils ne déclinent pas l'honneur de dominer les hommes pour les changer. Jean Ronge est un homme médiocre qui se tient lui-même pour tel. Cette médiocrité a pu donner le change à quelques esprits sur l'importance du mouvement même dont Ronge est en ce moment l'instrument. Ainsi, les ministres du grand-duc de Hesse-Darmstadt lui avaient assuré qu'on pouvait sans inconvénients, sans dangers, laisser Ronge se livrer dans le grand-duché au rôle de prédicateur nomade. Cependant Ronge est parvenu, à Darmstadt, à rassembler un immense concours de peuple pour l'entendre, et il a parlé aux applaudissements de la foule. C'est que ce prêtre, par son schisme, répond à des sentiments, à des passions qui ne faisaient que sommeiller chez beaucoup de catholiques allemands. De tout temps, il y a eu de l'autre côté du Rhin des catholiques qui ont nourri une secrète antipathie contre l'église romaine, antipathie qui a ses raisons dans la différence profonde des nationalités. Le christianisme en Italie et le christianisme en Allemagne ont toujours été, même avant le XVIe siècle, deux choses entièrement distinctes. C'est ce contraste si vif qui a rendu promptement possible la révolution religieuse entreprise par Luther. Il y a des catholiques allemands qui voudraient une réforme dans leur religion, sans pour cela embrasser le protestantisme. Ronge leur a paru répondre à cette pensée; ils ont adopté Ronge. Vienne un homme éminent qui comprenne et exprime avec puissance les besoins religieux de ces catholiques, vous les verrez, pour le suivre, abandonner ce Jean Ronge, qui n'aura été qu'un précurseur. A tout cela vient se mêler la question de la liberté de conscience, et par là nous touchons à

la politique. Voilà des catholiques qui demandent pourquoi ils n'auraient pas le droit de travailler à épurer leur religion suivant leur conscience et leurs lumières, et ils font cette question dans un pays fier d'avoir accompli, il y a trois siècles, une réforme basée sur le principe de la raison individuelle. Si on leur demandait des droits purement politiques, la réponse des gouvernements allemands serait facile : ils repousseraient ce qu'ils appelleraient des innovations révolutionnaires ; mais la liberté religieuse a reçu au XVIe siècle une première et solennelle consécration contre laquelle il serait bien imprudent de vouloir revenir.

Comment le prince instruit qui gouverne la Prusse oublie-t-il des faits aussi simples ? C'est qu'à des connaissances variées et profondes Frédéric-Guillaume IV joint une imagination mobile, inquiète, irritable. Il est animé d'une noble ambition, car il voudrait être le plus populaire des rois et le chef moral de l'Allemagne ; malheureusement il n'est pas fixé sur la route qu'il doit prendre pour arriver à ce grand but. Il a commencé par se montrer favorable aux sages idées libérales ; plus tard, il a paru les craindre et s'en éloigner pour se jeter dans quelque chose de contraire et d'extrême. On l'a vu, dans ces derniers temps, faire à la municipalité de Berlin une sorte de profession de foi piétiste, et sortir de cette impartialité large et haute qui convient si bien à la royauté, soit en religion, soit en politique. Et puis, comment se fait-il que le roi d'une grande monarchie se trouve personnellement aux prises avec un conseil municipal, même quand il s'agit de la municipalité de sa capitale? Les chefs des gouvernements absolus ne songent pas assez combien il y a d'inconvenance et de danger à se mettre ainsi sans intermédiaires en face de certains corps et de certains hommes. Le roi de Prusse devrait aussi se défier davantage des Berlinois ; ils sont caustiques et malins, et ils ne sont pas, comme nous, blasés sur le plaisir de faire des épigrammes, car ils ont encore la censure.

Cependant, en Allemagne, il est un ministre dont le pouvoir s'étend tous les jours, et qui, sur le déclin de l'âge, grandit en autorité morale aux dépens même du roi de Prusse : on a reconnu M. de Metternich. Les conversations qui ont eu lieu au Johannisberg entre le premier ministre de la monarchie autrichienne et Frédéric-Guillaume IV ont exercé sur l'esprit de ce dernier une influence qu'on déplore en Allemagne. Il n'a pas été très-difficile à ce vieux et profond politique de faire impression sur l'esprit du roi en lui montrant ce mouvement religieux qui occupe les imaginations en Allemagne comme l'avant-coureur des révolutions politiques. C'est pour cela sans doute que, de retour dans sa capitale, le roi de Prusse a si hautement défendu les piétistes contre la municipalité de Berlin.

Qu'est-ce donc que les piétistes ? Ici ne calomnions personne. Les piétistes étaient inévitables dans le protestantisme, puisqu'il y avait des rationalistes. Nous n'avons pas besoin d'insister sur ce point, que la réforme devait nécessairement conduire un grand nombre d'esprits à un rationalisme chrétien plus ou moins absolu ; mais, par une conséquence non moins inévitable, cette tendance devait susciter une réaction. Comme il y avait des protestants rationalistes, il y eut des protestants mystiques qui voulurent défendre tout ce que le christianisme contient de surnaturel et d'humiliant pour la raison. Ce sont là les piétistes, qui ne se bornèrent pas à ce point de vue spéculatif, mais qui marchèrent ouvertement à la conquête de la suprématie dans l'église protestante, et d'une grande influence politique dans l'état. En ce moment, les piétistes comptent deux ministres dans le cabinet prussien, MM. de Thiele et Eichhorn : c'est grâce à ces deux ministres qu'ils

arrivent à toutes les places des consistoires, invasion qui donne à l'église, dans ses rapports avec les laïques, une tracassière intolérance. La municipalité de Berlin a pris le parti de s'en plaindre directement au roi, qui, de son côté, a nié le droit que pouvaient avoir les magistrats municipaux de s'immiscer en de semblables questions. C'est ici que s'est trouvé dans sa bouche l'éloge des piétistes, et Frédéric-Guillaume IV est tombé dans la faute de parler plus en sectaire qu'en roi.

Pendant que sur quelques points de l'Europe l'agitation est surtout religieuse, là où il y a de l'agitation, d'autres régions du monde sont troublées par de grandes questions politiques. Tout ce que l'Europe semble avoir oublié pour se livrer exclusivement à la construction des chemins de fer, c'est-à-dire les révolutions et les projets de conquête, tout cela agite et bouleverse certaines parties de l'Amérique, notamment le Mexique. Comment donner une idée de l'état où se trouve l'ancien royaume de Montezuma ? Cet état, nous ne pouvons l'appeler ni une révolution, ni un accident politique : non, c'est une décomposition qui semble marcher plus vite qu'on ne l'avait conjecturé d'abord. Des provinces entières se séparent de l'empire, comme des membres qui se détachent du corps. A l'heure qu'il est, la Haute-Californie n'appartient plus, à vrai dire, au Mexique ; le commandant de la province en a été chassé dans le mois de mars de cette année. Le gouvernement mexicain a voulu organiser une expédition pour reconquérir la Haute-Californie, mais il n'avait pas d'argent, et le pouvoir central a dû renoncer à rentrer en possession de cette province, qui, depuis cette époque, se gouverne et s'administre elle-même. Dans l'état de Sonora, le général Urrea s'est déclaré indépendant, et ici encore le gouvernement mexicain n'a pu avoir raison du rebelle. Enfin, on se représentera l'impuissance de ce malheureux gouvernement, quand on saura qu'il ne touche plus une piastre des revenus de la douane de Guaymas. Peut-être dans quelques mois le Nouveau Mexique offrira le même spectacle que l'état de Sonora et la Californie. D'autres états, tels que ceux de Durango et de Zacatecas, ont cruellement à souffrir de l'incursion des Indiens, et la métropole est impuissante à les protéger.

C'est cependant le même gouvernement qui rêverait, s'il fallait en croire quelques proclamations insensées, des démonstrations militaires contre les États-Unis. Que le Mexique y songe, il y va de son existence comme nation. S'il faisait la folie d'attaquer la confédération, il suffirait, non pas d'une division de l'armée américaine, mais de quelques centaines de ces aventuriers qui abondent sur les frontières des États-Unis, pour désorganiser les provinces limitrophes, les ouvrir à la contrebande, et mettre à nu l'irrémédiable faiblesse du gouvernement mexicain. Il faut faire des vœux pour qu'un peu de sagesse rentre dans les conseils de cette malheureuse république, et n'amène pas le jour d'une dissolution définitive.

L'ambition des États-Unis n'a qu'à avoir un peu de patience ; elle sera satisfaite. Si les États-Unis convoitent la Californie, ils n'ont pas besoin d'en brusquer la conquête : ils devront la Californie aux mêmes procédés qui leur ont donné le Texas, car, en la peuplant, en la colonisant, ils s'en emparent en détail. Au surplus, la presse américaine ne s'en cache pas, elle considère la Californie comme destinée à faire bientôt partie de la confédération, elle invite les colons américains à s'y faire naturaliser, elle prêche l'émigration dans cette belle province : c'est une croisade colonisatrice. Enfin, c'est à San-Francisco, en pleine Californie, qu'aboutira ce gigantesque chemin de fer dont les journaux américains nous ont fait connaître le plan.

Que de questions tous ces faits soulèvent ! Les États-Unis auront-ils cette ardeur

de conquête qui caractérise d'ordinaire les jeunes républiques? Ils sont déjà bien vastes et bien puissants, et reculer encore des frontières déjà portées si loin, pour englober de nouveaux états, c'est mettre la constitution fédérale à de périlleuses épreuves, et ouvrir à l'anarchie de terribles chances. Il serait difficile que la France et l'Angleterre restassent immobiles devant la dissolution du Mexique et l'agrandissement indéfini des États-Unis. Nous devons dire toutefois que le Mexique paraît comprendre quelle faute immense il ferait, dans la situation actuelle, en provoquant une rupture ouverte avec la France. Le ministre anglais et le ministre d'Espagne, M. Bermudez de Castro, n'ont pas peu contribué à déterminer le ministre des affaires étrangères de la république à offrir à M. Alleye de Ciprey les réparations exigées. Le gouvernement mexicain a proposé d'envoyer l'alcade et l'officier dont M. Alleye de Ciprey avait à se plaindre, déclarer à ce dernier qu'il n'avait jamais été dans leur pensée de lui faire une offense personnelle. On voit que le ministre de France, loin de se disposer à quitter Mexico, est plutôt à la veille de renouer des relations amicales avec la république. Il ne faut pas oublier, du reste, que les Anglais, qui partout ailleurs se montrent si susceptibles, ont adopté pour principe de n'avoir pas d'affaires avec le Mexique, et de traiter les Mexicains comme de véritables enfants dont on dédaigne les paroles et les actes.

Dans l'Amérique méridionale, nous trouvons, engagées dans une assez grosse affaire, l'Angleterre et la France, qui, là, agissent ouvertement de concert. C'est la lutte avec Rosas, c'est le blocus rigoureux de tous les ports de la république orientale qui sont ou peuvent être occupés par des troupes au service du gouvernement argentin. Rosas a définitivement rejeté l'ultimatum de la France et de l'Angleterre; aussitôt la notification de ce rejet, les forces combinées des deux puissances se sont emparées de l'escadre argentine devant Montevideo; puis, sur le refus d'Oribe de se retirer, elles ont débarqué quinze cents marins et bloqué le port. Il était difficile que la conduite de Rosas n'amenât pas ces démonstrations. La France et l'Angleterre avaient parlé trop haut pour rester inactives et impuissantes devant le refus hautain du dictateur de la république argentine. Il entre sans doute dans les intentions des deux gouvernements de ne rien précipiter et d'agir avec une grande prudence. La déclaration et l'exécution du blocus mettant à couvert l'honneur et l'amour-propre des deux puissances, elles peuvent maintenant calculer mûrement leur conduite et leurs coups.

Le gouvernement n'a point encore fait connaître quelle attitude il entend prendre pour venger les vexations exercées à Madagascar sur des sujets français et la mort des braves marins qui ont succombé dans une lutte inégale contre les Ovas. Il y a à choisir entre un vigoureux coup de main qui fasse payer cher aux Ovas l'avantage qu'ils ont dû au nombre, ou une expédition qui aurait pour but de conquérir Madagascar. Là aussi se présentera la question de savoir dans quelle mesure et sous quelles réserves la France accepterait la coopération de l'Angleterre. Si l'on croit pouvoir tirer vengeance des Ovas avec les forces qui sont à Bourbon, il est permis de penser que le cabinet puise sa circonspection dans la gravité des événements qui sont venus fondre sur lui. N'est-il pas en effet remarquable qu'un cabinet dont la prétention est de faire régner la paix partout soit amené pour la seconde fois à entreprendre une campagne dans le Maroc, et cela au moment où il établit le blocus de la République Argentine? Tout cela ne laisse pas que de charger un peu l'horizon, et nous montre les intentions politiques du cabinet maîtrisées et dépassées par les événements.

M. le ministre des affaires étrangères vient de placer trois grands-cordons de la Légion d'honneur d'une façon qui peut être utile aux relations de la France : il en a envoyé un au pacha d'Égypte, un autre au bey de Tunis. C'est la première fois que des grands-cordons sont donnés à des musulmans, et on assure que le pacha et le bey ont eux-mêmes sollicité cet honneur. Le troisième grand-cordon a été adressé à M. Coletti. C'est une distinction justement accordée au ministre grec qui comprend si bien que c'est une bonne manière de servir la cause de l'indépendance hellénique que de s'appuyer sur les sympathies toujours si désintéressées de la France.

Les voyages politiques, comme les voyages de plaisir et de santé, touchent à leur terme. On avait annoncé que l'impératrice de Russie devait bientôt arriver à Palerme ; cependant, malgré les préparatifs ordonnés par le roi de Naples pour l'y recevoir, il ne paraît pas qu'elle doive y passer l'hiver. A Berlin, où l'impératrice s'est arrêtée au milieu de sa famille et auprès du roi son frère, les médecins ont été d'avis que le climat de Nice conviendrait beaucoup mieux à la santé fort chancelante de cette princesse. L'impératrice a écrit à l'empereur l'avis des médecins, et lui a demandé l'autorisation de changer le séjour de Palerme contre celui de Nice. On dit qu'il est regrettable, dans des intérêts d'humanité et de clémence, que l'impératrice ne soit plus auprès de l'empereur, et qu'une séparation, ordonnée par une aussi triste cause, mette un terme à la douce et salutaire influence qu'elle exerçait sur lui.

La grande émotion des actions du nord est un peu tombée. Ce qui ne se dissipe pas aussi facilement, ce sont les appréhensions malheureusement trop fondées qu'inspirent ces apparitions interminables de compagnies nouvelles, cette surexcitation fébrile imprimée à la spéculation ; on craint une crise pour le mois de décembre. Les compagnies sérieuses, les hommes vraiment honorables de la banque et de l'industrie, ont songé à se tourner vers le gouvernement pour savoir s'ils ne pourraient pas être protégés contre l'invasion de compagnies de mauvais aloi, de compagnies menteuses, sans véritable crédit et sans capitaux. On parle de mémoires qui, sur ces points importants, auraient été présentés à l'autorité compétente. Ce n'est pas tout; un magistrat qui a dans ses attributions et ses devoirs d'observer tout ce qui peut intéresser la prospérité publique, M. le préfet de police, a adressé au ministère un rapport où la gravité du péril relativement à une crise serait mise dans toute son évidence. Ce ne sont pas seulement, en effet, les gros capitaux des spéculateurs et des fortunes opulentes qui sont engagés dans les chemins de fer, mais les capitaux du moyen et petit commerce. Il faudra bien retirer ces capitaux pour faire honneur aux échéances de la fin de l'année. Or, ce retrait, ce revirement de fonds, s'opéreront-ils assez rapidement pour que le commerce puisse remplir ses engagements au moment voulu et d'une manière complète? Certes, toutes ces considérations, toutes ces craintes sont dignes de la sollicitude du gouvernement. L'administration doit songer à la responsabilité qui pèserait sur elle, si, devant tous les abus qui lui sont dénoncés, elle restait indifférente et inactive. Elle ne saurait être trop exigeante et trop sévère dans les conditions qu'elle imposera aux spéculateurs pour arriver à établir une concurrence non pas illusoire, mais réelle. Il ne faut pas que la bonne et honorable industrie soit obligée de payer les roueries de la mauvaise.

FIN DU TROISIÈME VOLUME.

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS CE VOLUME.

Pages.

MICHEL CHEVALIER. — La Conquête du Mexique par Fernand Cortez, d'après de nouveaux documents américains. 5

A. DE QUATREFAGES. — L'Altaï, son histoire naturelle, ses mines, ses habitants. — *Voyage scientifique dans l'Altaï oriental et les parties adjacentes des frontières de Chine,* de M. Pierre de Tchihatcheff. — Rapport sur la partie géologique de cet ouvrage. 33

CH. COQUELIN. — Les Chemins de fer et les canaux. — De la Rivalité actuelle des chemins de fer et des voies navigables en France, en Angleterre et en Belgique. 57

NISARD. — Histoire littéraire. — Bossuet et Fénelon. — Une Polémique religieuse au xviie siècle. 81

PHILARÈTE CHASLES.—Drame-Journal de Sophie-Dorothée, femme de George Ier. 100

HENRI BLAZE. — De la Poésie lyrique en Allemagne. — M. Édouard Moerike. 118

Chronique de la quinzaine. — Histoire politique. 129

FERRARI. — Des Idées et de l'École de Fourier depuis 1830. 157

V. COUSIN. — Du Mysticisme. 177

CHARLES DIDIER. — L'Alpuxarra. 190

A. COCHUT. — De la Colonisation de la Guyane française. 219

CHARLES MAGNIN. — *Les Bretons,* poëme de M. Brizeux. 245

Chronique de la quinzaine. — Histoire politique. 258

LE PRINCE DE LA MOSKOWA. — Souvenirs d'une campagne d'Afrique. 271

CYPRIEN ROBERT. — Le Monde gréco-slave. — Les diètes de 1844 dans l'Europe orientale. — *Situation des partis, tendances nouvelles, réformes politiques en Hongrie, en Illyrie, en Grèce, en Bohême et en Pologne.* 314

F. DE LAGENEVAIS. — Une Déportée à Botany-Bay. 339

PHILARÈTE CHASLES. — Hrosvita et ses contemporains (*Théâtre de Hrosvita,* de M. Charles Magnin). 357

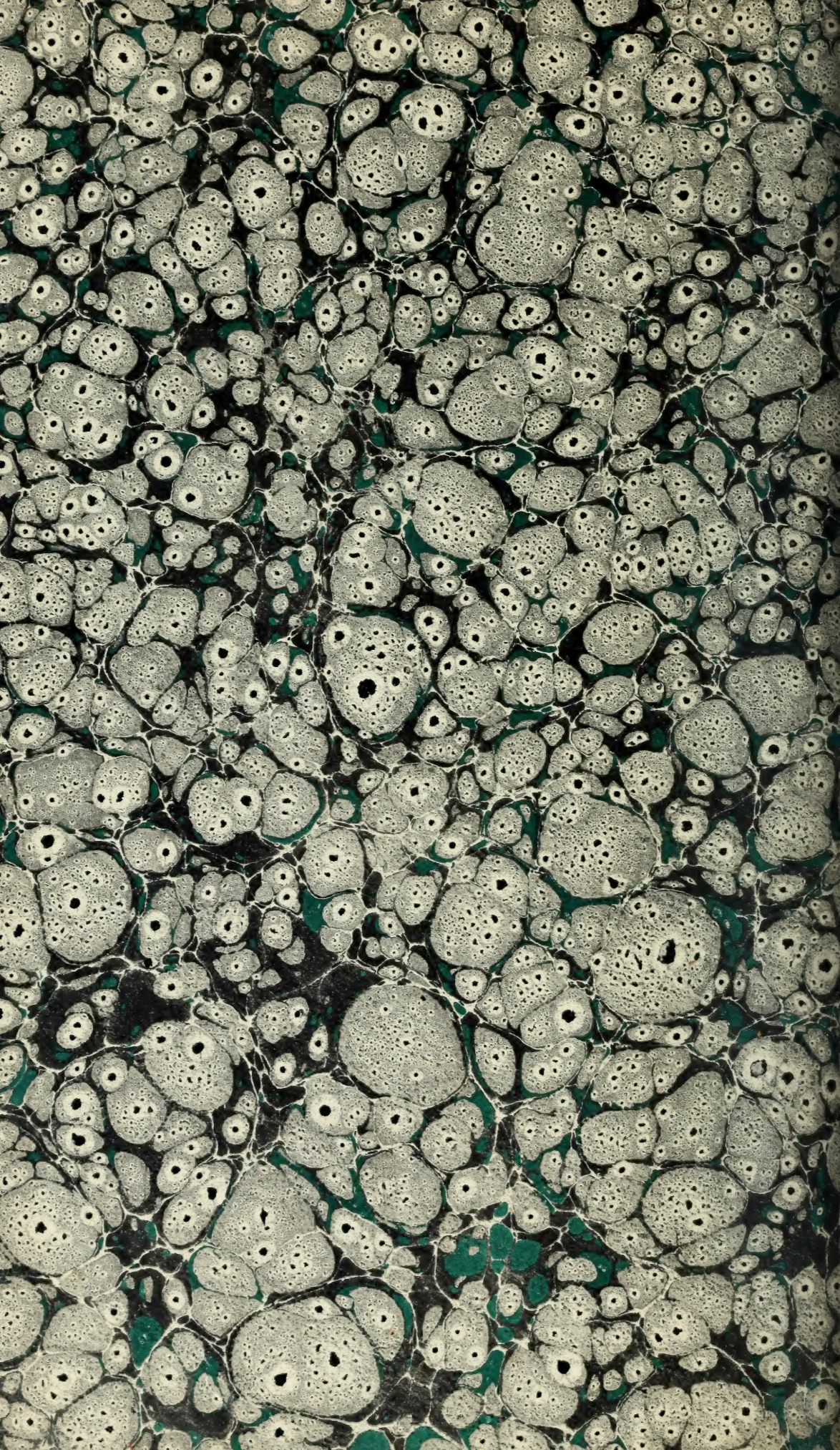
***. — Revue musicale. 376

Chronique de la quinzaine. — Histoire politique. 385

V. COUSIN. — Du Beau et de l'Art. 395

Pages.
CHARLES DIDIER. — L'Alpuxarra, — dernière partie. 424
SAINT-RENÉ TAILLANDIER. — Romanciers contemporains de l'Allemagne. — I. — Madame la comtesse Ida Hahn-Hahn. 450
PHILARÈTE CHASLES. — Lady Esther Stanhope (Nouveaux documents sur la vie de la reine de Tadmor, *Memoirs of the lady Esther Stanhope*). 472
PAULIN LIMAYRAC. — Du Roman actuel et de nos romanciers. 499
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — Histoire politique. 514
VIVIEN. — Études administratives. — IV. — Les fonctionnaires publics, — première partie. 531
Mme L. COLET. — Lettres inédites de madame du Châtelet au maréchal de Richelieu et à Saint-Lambert. 562
CH. DE MAZADE. — Poëtes modernes de l'Italie. — IV. — Niccolini. 597
PHILARÈTE CHASLES. — Les Victimes de Bokhara (*The Victims of Bokhara, by captain Grover*). 616
SAINTE-BEUVE. — Poëtes français. — Gresset. — *Essai biographique sur sa vie et ses ouvrages*, de M. DE CAYROL. 630
CH. COQUELIN. — Les Chemins de fer et les canaux. — Des travaux de canalisation. 641
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — Histoire politique. 656
PROSPER MÉRIMÉE. — Carmen. 667
GUSTAVE D'ALAUX. — La Belgique et le parti catholique depuis 1830. 699
CH. LABITTE. — Études sur l'antiquité. — *Les Satires de Lucile*. 721
A. BRIZEUX. — Poésies de voyage. 746
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — Histoire politique. 753

FIN DE LA TABLE.



Revue des deux mondes

1845
5

ST. MICHAEL'S COLLEGE LIBRARY